# SOMMAIRE


| | |
|---|---|
| **20211021_DE01** | Approbation de l'expérimentation gratuité sur le périmètre du ressort territorial du SMTC-AC |
| **20211021_DE02** | Vacance de postes de 1er et 4ème vice-président du SMTC-AC |
| **20211021_DE03** | Modification de la composition de la Commission d'Appel d'Offres Inspire |
| **20211021_DE04** | Constitution d'une commission de concession en charge du renouvellement des contrats de mobiliers urbains des membres du Groupement d'autorités concédantes et désignation de ses membres |
| **20211021_DE05** | Modification de la composition du CA de T2C – désignation d'un d'administrateur |
| **20211021_DE06** | Composition des commissions du SMTC-AC |
| **20211021_DE07** | Désignation d'un élu du SMTC-AC au Comité National d'Action Sociale (CNAS) |
| **20211021_DE08** | Rapport d'Orientations Budgétaires 2022 |
| **20211021_DE09** | Décision Modificative 2021 N°1 |
| **20211021_DE10** | CCSPL 2021 – Approbation des rapports d'activité 2020 des exploitants |
| **20211021_DE11** | Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes |
| **20211021_DE12** | Enquête Mobilité Certifiée CEREMA |
| **20211021_DE13** | Approbation du bilan de la concertation relative à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la création de deux lignes de bus B et C à haut niveau de service |
| **20211021_DE14** | Protocole GRDF travaux de Réseau Bd St-Jean – Projet Inspire |
| **20211021_DE15** | Convention de partenariat entre l'Université Clermont Auvergne et le SMTC-AC |
| **20211021_DE16** | Rétrocession d'une parcelle à la métropole - parcelle cadastrée MO 399 |
| **20211021_DE17** | Auto-partage entre particuliers |
| **20211021_DE18** | Avenant à la convention de mise en œuvre du titre combiné TER + T2C avec la Région AURA |
| **20211021_DE19** | Mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) |
| **20211021_DE20** | Tickets restaurants : réévaluation de la part employeur |
| **20211021_DE21** | Gestion des emplois - création de postes |
| **20211021_DE22** | Gestion des effectifs - mise à jour du tableau des emplois |
| **20211021_DE23** | Réforme d'immobilisations |

| | |
|---|---|
| **20211021_CRMP** | Compte-rendu des attributions exercées par délégation du Comité au Président en matière de Marchés publics et avenants |
| **20211021_CRCO** | Compte-rendu des attributions exercées par délégation du Comité au Président en matière de conventions et protocoles |
| **20211021_CRDE** | Contrat de prêt pour le financement d'investissements |

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN)

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET

# DÉLIBÉRATION N° 1

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : APPROBATION DE L'EXPERIMENTATION GRATUITE SUR LE PERIMETRE DU RESSORT TERRITORIAL DU SMTC-AC**

### Rappel du Contexte

La question de la gratuité des transports en commun traverse les collectivités publiques françaises depuis quelques années. Après les expériences de Niort, Châteauroux, Aubagne, Dunkerque a ouvert un nouveau cycle. Plusieurs métropoles se sont lancées dans des expérimentations, dans des conditions variées, depuis l'installation de leurs exécutifs consécutive aux dernières élections municipales.

Le terrain sur lequel grandit cette question est celui de la nécessité de renforcer le transport en commun comme alternative à la voiture individuelle compte tenu des enjeux climatiques et de santé publique.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

Ce besoin de transition rapide est favorable à des expérimentations, et le fait que le financement des transports en commun dépend majoritairement d'autres sources de recettes que la tarification les rend possible.

Ces travaux d'économie expérimentale, ouverts simultanément dans plusieurs lieux en France, permettent de nourrir le débat politique de fond, qui porte sur le modèle de financement du transport public, en apportant des réponses réelles et non modélisées d'impact sur l'usage des transports.

Sur notre métropole, les rencontres citoyennes de la mobilité ont permis d'identifier des propositions d'actions en faveur de la mobilité, parmi lesquelles la mise en place d'un pacte gratuité. Ce pacte s'est traduit par la prise en charge de l'abonnement C.Vélo par la Métropole, la gratuité des transports en direction des piscines, la gratuité du Bus de nuit. Ces gratuités sont désormais effectives. Le pacte comprenait également la mise en place d'une étude permettant de concevoir des expérimentations de gratuité pour les transports en commun.

Sur cette période, des réflexions ont été conduites pour la mise en œuvre d'une expérimentation de la gratuité le week-end : première étude livrée en 2019 et calage de la mise en œuvre en 2021 avec la constitution d'un comité de technique animé par le SMTC et composé de T2C, et du cabinet VIGS. Ce comité s'est réuni chaque semaine depuis août 2021.

## Mise en œuvre d'une expérimentation de la gratuité sur le ressort territorial du SMTC

Il vous est donc proposé aujourd'hui d'acter la mise en œuvre d'une expérimentation de la gratuité le week-end, pour une période de 24 mois. L'expérimentation débutera le 4 décembre 2021, de façon à répondre aux besoins des préparatifs des fêtes de fin d'année.

Elle concernera tous les usagers des transports en commun, qu'ils soient ou non habitants d'une des communes du ressort territorial du SMTC-AC. Cette option permet de garantir le libre accès (sans titre de transport) aux bus et tramways, ainsi qu'aux véhicules de transport à la demande (y compris Personnes à Mobilité Réduite).

Elle débutera chaque week-end au 1er service du samedi matin : 1er départ aux Vergnes à 4h14, pour se terminer au dernier service du dimanche soir, c'est-à-dire jusqu'à 1h30 le lundi matin (le service de nuit du dimanche est donc inclus jusqu'au dernier tramway).

Les services concernés sont les transports en commun (réguliers et à la demande).

Cette expérimentation de gratuité du week-end présente plusieurs intérêts.

La gratuité du week-end permet, sur un moment moins contraint par les horaires, d'essayer les transports en commun. L'obstacle de l'achat d'un carnet et de son coût ressenti (14,40 € aujourd'hui) étant supprimé, c'est l'occasion de constater qu'on peut se déplacer en ville, sans avoir à penser à la voiture et au stationnement. C'est aussi l'occasion de constater que ce n'est pas difficile de prendre le bus ou le tramway et qu'il n'y a pas de problème de sécurité, donc qu'on peut aussi pratiquer la semaine. L'expérimentation permet ainsi de mesurer non seulement l'attractivité de la gratuité, mais également comment on peut basculer d'une pratique occasionnelle à une pratique plus régulière.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

La gratuité du week-end permet de renforcer l'attractivité du cœur urbain, commerces et loisirs. Le prix et l'inconfort lié à la conduite et au stationnement sont parfois cités comme des obstacles à l'attractivité commerciale du cœur de ville. En offrant une solution de transport en commun gratuite, la puissance publique réduit cet obstacle à la pratique des centres villes.

Enfin, la pratique régulière du transport en commun est souvent liée aux déplacements domicile-travail ou domicile-étude. Un des enjeux du projet de restructuration du réseau de bus, permis par le projet INSPIRE, est de développer le recours au transport en commun pour les trajets domicile-loisirs. La gratuité du week-end donne une incitation supplémentaire à venir essayer le transport en commun pour ce type de déplacement, par exemple aux bords d'Allier.

Un travail d'évaluation de l'impact de cette mesure sur la fréquentation des transports en commun le week-end, sera réalisé (comptages manuels par sondage). L'offre actuelle du week-end est maintenue à l'identique. Si nécessaire, l'offre pourra être renforcée le week-end, compte tenu de la fréquentation constatée.

Un accompagnement de l'expérimentation est mis en place afin d'en garantir les bonnes conditions de réalisation. Ainsi, des moyens de communication sont déployés pour informer les usagers des conditions pratiques de l'expérimentation, en indiquant ce qui change (l'accès gratuit le week-end sans validation) et ce qui ne change pas (notamment l'accès payant la semaine avec validation, la tarification, le règlement d'exploitation). La régie T2C met également en place des ajustements techniques permettant de s'adapter à ces nouvelles conditions d'exploitation le week-end.

**Financement**

Le périmètre financier de l'expérimentation est estimé à 2,1 M€ par an.

La Métropole Clermontoise, la Ville de Clermont Ferrand et le SMTC ont convenu d'une prise en charge à parts égales de ce montant.

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

- **du principe d'expérimentation de la gratuité le week-end selon les modalités décrites ci-dessus ;**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

- **de la participation directe de 700 000 € par an du SMTC pour cette expérimentation, compte tenu d'une dépense de 2,1 Millions d'€ par an et d'une recette nouvelle de 1,4 millions d'€ par an ;**
- **du gel de l'augmentation tarifaire, initialement prévue en 2022, du fait de la mise en place de la gratuité, la grille tarifaire actuelle jointe en annexe sera donc reconduite pour l'année 2022**

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu
de la réception en Préfecture le :
et de la publication le :

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Re
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Aff
Reçu en préfecture le 29/10/2021
ID
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

# ARRETE N° 2020-158

Vu la loi N° 82-1153 du 30 Décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs ;

Vu le code des transports ;

VU le décret n°2016-541 du 3 mai 2016 relatif à la sûreté et aux règles de conduite dans les transports ferroviaires ou guidés, et certains autres transports publics ;

Vu le contrat de service conclu entre le SYNDICAT MIXTE des TRANSPORTS en COMMUN (SMTC) et la Régie EPIC T2C en date du 22 Décembre 2017 ;

Vu la délibération n° 3 en date du 11 juin 2020 du Comité Syndical du SMTC de l'agglomération clermontoise dont la création a été autorisée par arrêté de Monsieur le Ministre de l'Intérieur le 9 Février 1976 ;

Les tarifs appliqués à compter du 1er janvier 2021 sont conformes à ce que suit :

A R R E T E

## ARTICLE 1 – PERIMÈTRE D'APPLICATION

La tarification s'applique à toutes les communes situées sur le Ressort Territorial du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise : AUBIERE - AULNAT - BEAUMONT - BLANZAT - CEBAZAT - LE CENDRE - CEYRAT - CHATEAUGAY - CHAMALIERES - CLERMONT-FERRAND - COURNON - DURTOL - GERZAT - LEMPDES - MUR SUR ALLIER - NOHANENT - ORCINES – PERIGNAT ES ALLIER - PERIGNAT LES SARLIEVE - PONT DU CHATEAU - ROMAGNAT - ROYAT – SAINT GENES CHAMPANELLE.

## ARTICLE 2 - CONDITIONS D'APPLICATION

A dater du 1er janvier 2021, les tarifs sur les lignes exploitées ou commercialisées par la Régie EPIC T2C sont fixés comme suit :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

# ARTICLE 3 - TICKETS

Sauf précisions contraires, les tickets sont valables sans limitation du nombre de déplacements sur l'ensemble du réseau, pendant 1h10 (une heure et dix minutes) ou 24 heures selon le ticket choisi.

Le ticket papier doit être oblitéré, une seule fois, dès l'accès dans un bus ou un tramway. Il doit être présenté au conducteur à chaque montée dans un bus ; sans obligation sur les lignes exploitées en libre service où l'on peut monter par toutes les portes (à la date du présent arrêté, il s'agit des lignes A, B et C). L'oblitération détermine le début de validité du titre. Au delà d'1h10 (ou 24h selon le ticket), un deuxième ticket doit être acquis et oblitéré.

S'il est chargé sur une carte à puce mode**Pass**, il doit être validé à chaque montée dans un bus ou un tramway ; y compris en cas de correspondance. Au delà d'1h10 (ou 24h selon le ticket), un deuxième ticket doit être validé.

S'il est acheté par SMS au 93001, le ticket affiché sur l'écran du téléphone doit être présenté au conducteur à chaque montée dans un bus ; sans obligation sur les lignes exploitées en libre service où l'on peut monter par toutes les portes (à la date du présent arrêté, il s'agit des lignes A, B et C). Au delà d'1h10 (ou 24h selon le ticket), un deuxième ticket doit être acquis.

S'il est acheté via l'application MyBus, il doit être validé à chaque montée dans un bus ou un tramway, en « flashant » le Code QR apposé à bord des bus et tram, et en station tram.
L'application MyBus est utilisable sur les lignes A, B, C, 3 à 25, 27, 35 et 36 ainsi que sur la navette (saisonnière) du Puy de Dôme.

Les tickets papiers, ou chargés sur carte modePass ou achetés par SMS donnent également accès au transport à la demande.

- **TICKET UNITÉ** **1,60 €**

Spécificité: ce titre est valable 1h10. Il est en vente auprès du conducteur du bus, par SMS, sur l'application MyBus et sur les Distributeurs de Titres de Transport. Dans les véhicules, règlement en espèces uniquement (prévoir de faire l'appoint).

- **CARNET DE 10 TICKETS** **14,40 €**

Spécificité: vendu à l'Espace T2C, chez l'ensemble des dépositaires, sur l'application MyBus, sur les Distributeurs de Titres de Transport et les Parcs Relais. Chaque ticket est valable 1h10.
Ce carnet est également disponible sur carte à puce mode**Pass**. Dans ce cas, seul le titulaire de la carte peut utiliser les tickets.

Une réduction tarifaire est accordée, sur demande, aux établissements signataires d'une convention Plan de Mobilité Entreprise (PdME – ex-PDM), aux structures publiques collectivités territoriales et de l'Etatet aux établissements scolaires, en cas d'achat groupé de 100 carnets de 10 tickets. Tarif unitaire de **13,00 €**. En vente au service caisse T2C, uniquement sur commande à caisse@t2c.fr ou par courrier à 17 bd R. Schuman – CS 10009 – 63 063 Clermont-Ferrand cedex.

- **TICKET 24 HEURES SOLO (1 personne)** **5,30 €**

Spécificité: ce titre est valable pour 1 personne sans limitation du nombre de parcours pendant 24 heures.
Ce ticket est également disponible sur carte à puce mode**Pass**. Il est en vente à l'Espace T2C, chez certains dépositaires (uniquement sur carte mode**Pass**), sur l'application MyBus et sur les Distributeurs de Titres de Transport.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20201203-2020
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

- **TICKET 24 HEURES TRIBU (4-10 personnes)**

Spécificité: ce titre est valable pour tout groupe de 4 à 10 personnes (accompagnateur(s) compris) sans limitation du nombre de parcours pendant 24 heures sur l'ensemble du réseau. Les trajets doivent être identiques et simultanés pour l'ensemble des personnes constituant le groupe.
Lorsque le groupe ne peut se diviser en nombre entier de 10, le complément peut être acquis en ticket unité, en ticket carnet ou en ticket 24 heures Solo, selon le choix du client.
Le ticket doit être oblitéré par le responsable du groupe.
Il est vendu à l'Espace T2C, sur l'application MyBus, sur les Distributeurs de Titres de Transport et au service Caisse T2C sur commande (à caisse@t2c.fr ou par courrier à 17 bd R. Schuman – CS 10009 – 63 063 Clermont-Ferrand cedex).

- **TICKET 24 HEURES GROUPE (11-35 personnes) 21,90 €**

Spécificité: ce titre est valable pour tout groupe de 11 à 35 personnes (accompagnateur(s) compris) sans limitation du nombre de parcours pendant 24 heures sur l'ensemble du réseau. Les trajets doivent être identiques et simultanés pour l'ensemble des personnes constituant le groupe.
Tout groupe constitué ne peut excéder 35 personnes maximum par véhicule. Selon l'affluence, un groupe peut se voir refuser l'accès à un véhicule par un conducteur. Le ticket doit être oblitéré par le responsable du groupe.
Ce titre est vendu à l'Espace T2C, sur l'application MyBus, sur les Distributeurs de Titres de Transport et au service Caisse T2C sur commande (à caisse@t2c.fr ou par courrier à 17 bd R. Schuman – CS 10009 – 63 063 Clermont-Ferrand cedex).

- **TICKET CONGRÈS Tarif par personne : 2,50 € le premier jour puis 0,60 € par jour supplémentaire.**

Spécificité: ce titre est valable, sans limitation du nombre de parcours, pendant la durée de validité du titre de transport et sur l'ensemble du réseau. Le titre doit être oblitéré, une seule fois, dès la 1ère montée dans un bus ou un tramway. Sur ce titre, sont inscrites au moment de l'achat : une date de début et une date de fin de validité correspondant généralement au dernier jour du congrès. Au-delà de la date du dernier jour du congrès, le ticket ne peut plus être utilisé.
Les organisateurs de congrès peuvent se procurer ce titre sur commande :
- au service Caisse T2C (à caisse@t2c.fr ou par courrier à 17 bd R. Schuman – CS 10009 – 63 063 Clermont-Ferrand cedex), au plus tard 15 jours ouvrés avant l'événement.
- auprès du SMTC à administration@smtc-clermontferrand.com, en cas de distribution souhaitée via l'application MyBus.
La notion de congrès peut être appréciée au sens large mais au cas par cas et sous couvert d'autorisation du SMTC le cas échéant.

- **TICKET 72 HEURES « CLERMONT PASS » 3,60 €**

Spécificité: ce titre est valable sans limitation du nombre de parcours pendant 72 heures sur l'ensemble du réseau. Le titre doit être oblitéré, une seule fois, dès la 1ère montée dans un bus ou un tramway.
Ce titre est proposé à la vente par Clermont Auvergne Tourisme, conjointement à l'offre « Clermont Pass 72 heures» qui permet aux touristes de découvrir la ville de Clermont-Ferrand et ses alentours. Le tarif du « Clermont Pass 72 heures » est fixé à 32,00 € pour l'année 2021 (tarif du ticket 72 heures non inclus).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

## ARTICLE 4 CARTE MODEPASS

La carte à puce mode**Pass** est délivrée uniquement à l'Espace T2C et permet à son titulaire :

- de recharger un ou plusieurs titres de transports urbains,
- d'accéder au dispositif de location de vélos en libre service, dans les conditions en vigueur de ce dernier.

Les frais d'établissement de la carte à puce mode**Pass** sont établis à **2,00 €** dans le cadre d'une nouvelle demande ou d'un renouvellement de carte à la fin de la période de validité de la carte de 5 ans ; à condition de pouvoir remettre la carte à puce périmée. À défaut, une demande de duplicata payant sera nécessaire. Dans tous les cas, une pièce d'identité, un justificatif de domicile de moins de 3 mois et une photo d'identité récente en couleur (format 3,5 x 4,5 cm) seront demandés.

Un étui de protection est remis gracieusement lors de la création ou du renouvellement de la carte mode**Pass** uniquement. Ce modèle d'étui est disponible à la vente, au tarif de 0.50 €.

Un client ne peut être titulaire que d'une seule carte valide à la fois. La carte à puce mode**Pass** demeure la propriété de T2C et doit être rendue lors de son renouvellement.

La Régie EPIC T2C collecte et traite des données à caractère personnel nécessaires à son activité d'exploitant du réseau de transport public de voyageurs, dans le respect des dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 06 janvier 1978 modifiée en 2004 et du Règlement Général sur la Protection des Données personnelles (RGPD) du 27 avril 2016.

De manière générale, les données sont collectées dans le cadre de la souscription et de l'exécution du contrat de transport. La collecte a un caractère contractuel. Il est précisé que la collecte conditionne la conclusion du contrat de vente.
Les traitements effectués ont pour finalité la délivrance et l'utilisation des titres de transport, la gestion et le suivi des relations commerciales, la gestion de la fraude, la réalisation d'analyses statistiques d'utilisation du réseau et la mesure du fonctionnement du système.
Les clients bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression. Ils peuvent également demander la limitation ou s'opposer au traitement de leurs données personnelles non liées à l'exécution du contrat de transport. Ils peuvent retirer à tout moment leur consentement au traitement des données.
Il est précisé que les traitements effectués antérieurement au retrait du consentement demeurent licites. Sauf cas où le traitement répond à une obligation légale, le client peut à tout moment, pour un motif légitime, s'opposer au traitement des données le concernant.
Les clients qui souhaitent exercer leurs droits doivent en faire la demande par mail à cnil@t2c.fr.

## ARTICLE 5 - ABONNEMENTS

Validation: les abonnements, chargés uniquement sur carte mode**Pass**, sont à valider à chaque montée par le voyageur, y compris dans le cas de correspondance(s). Dans tous les cas, la validation systématique de l'abonnement est obligatoire, et se fait dès la montée dans un bus ou un tramway.
Toute carte mode**Pass** non validée pourra entraîner le règlement d'une indemnité forfaitaire prévue par le décret n°2016-541 du 3 mai 2016 ou faire l'objet d'un procès verbal à défaut de paiement immédiat de l'indemnité forfaitaire.
La validation de la carte mode**Pass** se fait par une présentation de la carte sur les valideurs sans contact à l'intérieur des véhicules.
La carte mode**Pass** doit être également présentée au conducteur lors de la montée dans un bus ; sans obligation sur les lignes en libre-service (bus et tramway) pour lesquelles la montée peut se faire par toutes les portes (à la date du présent arrêté, il s'agit des lignes A, B et C).

Les abonnements chargés sur l'application MyBus, sont à valider à chaque montée par le voyageur, y compris en cas de correspondance, en « flashant » le Code QR apposé à bord

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Re
Aff
ID
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

des bus et tram et en station tram. MyBus est utilisable sur les 36 ainsi que sur la navette (saisonnière) du Puy de Dôme.

Validité: sauf mention contraire, les abonnements sont personnels et valables sans limitation du nombre de déplacements et sur l'ensemble du réseau T2C, tous les jours pendant la période de validité du titre sans contrainte de parcours, horaire, journalière ou saisonnière.
**Les abonnements annuels sont valables 12 mois glissants, de date à date** (sauf pour les abonnements réglés par prélèvement bancaire mensuel débutant obligatoirement au 1er du mois),
**Les abonnements mensuels sont valables du premier au dernier jour du mois.** Ils sont disponibles à la vente à partir du 20 du mois précédent, et jusqu'au 19 du mois en cours.

Les abonnements donnent également accès aux Parcs Relais, exclusivement aux conducteurs abonnés et pour le seul titulaire de l'abonnement. Il devra, dans ce cas, être acquis avant l'usage d'un Parc Relais et devra, lors de cet usage, donner lieu à une validation dans un bus ou un tramway, aussi bien à l'aller qu'au retour.
Il donne également accès au transport à la demande.

- **ABONNEMENT MENSUEL TOUT PUBLIC** **54,80 €**

Spécificité: abonnement vendu à l'Espace T2C, chez certains dépositaires, sur l'application MyBus et sur les Distributeurs de Titres de Transport.

- **ABONNEMENT MENSUEL PdME (ex PDM)** **46,50 €**

Spécificité: abonnement réservé aux salariés d'une entreprise ou administration signataire d'une convention avec le SMTC dans le cadre de la loi d'orientation des mobilités (LOM). Le tarif intègre une réduction à hauteur de 15% prise en charge par le SMTC par rapport à l'abonnement mensuel Tout Public. Elle peut être complétée par l'entreprise. Premier abonnement vendu à l'Espace T2C sur présentation d'une attestation originale d'employeur (mentionnant le type de contrat de travail et la date de fin de contrat si CDD), puis renouvellement sur les Distributeurs de Titres de Transport, chez certains dépositaires et à l'Espace T2C (non prise en compte de l'abondement éventuel de l'entreprise qui relève d'une démarche entre le salarié et l'employeur). .

Le droit donnant accès à ce tarif (profil PdME) est valable tant que la convention à laquelle il se rattache est en vigueur et peut être annulé par T2C, en relation avec l'employeur, lorsque le salarié titulaire n'est plus employé par ledit employeur. L'annulation du droit à l'abonnement PdME prendra effet à la fin du mois en cours, sauf si T2C est informé de la disparition du lien de salarié entre le client et son employeur après le 20 du mois en cours. Alors l'annulation ne prendra effet qu'à la fin du mois suivant. Une attestation d'employeur devra être fournie par l'abonné lors du renouvellement de sa carte mode**Pass**.

- **ABONNEMENT MENSUEL - 26 ANS** **28,80 €**

Spécificité: abonnement réservé aux jeunes de moins de 26 ans sur présentation d'une carte d'identité, d'un passeport ou du livret de famille. Premier abonnement délivré uniquement à l'Espace T2C, puis renouvelable sur les Distributeurs de Titres de Transport, chez certains dépositaires et à l'Espace T2C.

- **ABONNEMENT MENSUEL SOLIDAIRE**

Spécificité: abonnement réservé aux ayants droit à la Tarification Solidaire permettant de bénéficier de tarifs préférentiels, qui sont fonction du niveau de revenus.
Pour en bénéficier, les ayants droit doivent se présenter à l'Espace T2C munis d'une attestation de paiement CAF (datant de moins de 3 mois et mentionnant le Quotient Familial et les ayants droit) pour les allocataires CAF, d'une attestation d'ouverture de droits délivrée par les CCAS situés sur le Ressort Territorial du SMTC pour les non allocataires CAF et les

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

personnes en incapacité de justifier partiellement ou totalem
notification de bourse du CROUS pour les étudiants boursiers.
Ces attestations garantissent, selon le niveau de Quotient Familial, l'attribution d'un profil sur carte mode**Pass** ouvrant droit à l'achat de l'abonnement mensuel solidaire sur une durée de 12 mois.
Le profil attribué peut être modifié durant ces 12 mois en cas de changement de Quotient Familial et de tranche de réduction, sur présentation à l'Espace T2C des attestations à jour, dans la limite d'une modification par an et par foyer fiscal. Toute fausse déclaration ou falsification de documents de la part de l'ayant droit pourra entraîner une annulation des droits à la Tarification Solidaire pour une durée de 2 ans

Premier abonnement délivré uniquement à l'Espace T2C, puis renouvelable sur les Distributeurs de Titres de Transport, chez certains dépositaires et à l'Espace T2C.

Possibilité de souscrire 12 mois d'abonnements consécutifs sur demande formulée à l'Espace T2C, exclusivement lors de la souscription du premier mois d'abonnement ouvrant la période de droit de 12 mois, avec règlement au comptant ou par prélèvement bancaire, et sans modification possible de la réduction accordée durant ces 12 mois. Possibilité de résiliation selon les modalités applicables aux abonnements annuels.

Les niveaux de réduction accordés sont fonction du niveau de Quotient Familial.

| Quotien Familial (QF) | Réduction sur le tarif Tout Public | Tarif |
|---|---|---|
| 571 € à 770 € | -60% | **21.90 €** |
| 456 € à 570 € | -80% | **10.90 €** |
| 0 € à 455 € | -92% | **4.30 €** |

- **ABONNEMENT ANNUEL AU PORTEUR PROFESSIONNEL** **570,00 €**

Spécificité: carte non nominative, valable 12 mois glissants, réservée aux entreprises, administrations ou établissements, dans le cadre des déplacements professionnels de leurs salariés. Ce titre est vendu uniquement à l'Espace T2C, aucun autre type de titre ne peut être chargé simultanément sur cette carte.

- **ABONNEMENT ANNUEL TOUT PUBLIC** **555,60 €**

Spécificité: ce titre est vendu à l'Espace T2C, sur l'application MyBus et sur les Distributeurs de Titres de Transport.

- **ABONNEMENT ANNUEL PdME (ex PDM)** **471,60 €**

Spécificité: abonnement réservé aux salariés d'une entreprise ou administration signataire d'une convention passée avec T2C et le SMTC dans le cadre de la loi d'orientation des mobilités (LOM). Le tarif intègre une réduction à hauteur de 15% prise en charge par le SMTC par rapport à l'abonnement annuel Tout Public. Elle peut être complétée par l'entreprise. Premier abonnement vendu à l'Espace T2C sur présentation d'une attestation originale d'employeur (mentionnant le type de contrat de travail et la date de fin de contrat si CDD), puis renouvellement sur les Distributeurs de Titres de Transport et à l'Espace T2C (non prise en compte de l'abondement éventuel de l'entreprise qui relève d'une démarche entre le salarié et l'employeur).

Le droit donnant accès à ce tarif (profil PDM) est valable pendant la durée de la convention à laquelle il se rattache et peut être annulé par T2C, en relation avec l'employeur, lorsque le salarié titulaire n'est plus employé par ledit employeur. L'annulation du droit à l'abonnement PdME (ex PDM) prendra effet à la fin du mois en cours, sauf si T2C est informé de la

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Re
Aff
ID
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

disparition du lien de salarié entre le client et son employeur
Alors l'annulation ne prendra effet qu'à la fin du mois suivant.

Une attestation d'employeur devra être fournie par l'abonné lors du renouvellement de sa carte mode**Pass**.

- **ABONNEMENT ANNUEL - 26 ANS** **261,60 €**

Spécificité: abonnement réservé aux jeunes de moins de 26 ans sur présentation d'une carte d'identité, d'un passeport ou du livret de famille. Premier abonnement délivré uniquement à l'Espace T2C puis renouvellement sur les Distributeurs de Titres de Transport et à l'Espace T2C. L'abonnement restera valable jusqu'à son échéance même si la date anniversaire des 26 ans intervient au cours de cette validité.

## ARTICLE 6 - TARIFICATION SPECIALE

- **ABONNEMENT LIBRE CIRCULATION** **0,00 €**

Spécificité: abonnement annuel gratuit, valable 12 mois renouvelable à compter du 1er janvier, pour le titulaire. Ce titre ne peut être délivré qu'aux ayants droit des employés T2C, ainsi qu'aux retraités T2C et leurs ayants droit (et est déclaré comme un avantage en nature), aux employés et retraités du SMTC ainsi qu'à leurs ayants droit (et est déclaré comme un avantage en nature). Duplicata payant pour tous (à partir de la deuxième demande de duplicata uniquement).

- **TICKET P+R JOURNÉE (PARC RELAIS)** **6,00 €**

Spécificité: ticket(s) à retirer auprès de l'accueil des Parcs Relais en fonctionnement. Ce titre de transport permet d'accéder au parking et de circuler sur le réseau T2C durant toute la journée sans limitation du nombre de parcours. Le ticket doit être oblitéré, une seule fois, dès l'accès dans un bus ou un tramway.
Il est donné autant de contremarques que de passagers dans le véhicule, dans la limite de 4 passagers et ce, pour le même prix. Le mode d'utilisation des contremarques est identique à celui du ticket P+R Journée

- **TITRE ÉVÈNEMENTIEL**

Spécificité: le SMTC et T2C se réservent le droit de pouvoir proposer à la clientèle des titres spécifiques dans le cadre d'évènements (inaugurations, congrès...) ou pour tout motif qui serait jugé nécessaire par le SMTC (pic de pollution ...). Dans tous les cas associant un partenaire tiers, une convention devra être écrite et co-signée par le SMTC, T2C et le partenaire éventuel.

- **INTERMODALITÉ AVEC LE TRAIN**

Spécificité: les abonnements intermodaux « Train-Bus » relèvent strictement pour leur application, leurs conditions d'accès, et leur commercialisation des 2 conventions bipartites afférentes établies entre :
- Pour les autorités organisatrices : le SMTC (Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise) et le Conseil Régional d'Auvergne-Rhône-Alpes.
- Pour les Exploitants : la Régie T2C et la Direction Régionale SNCF.

Ces conventions, leurs évolutions éventuelles ou avenants, peuvent à tout moment modifier l'existence de ces titres, le prix à payer pour le client, et les modes de distribution utilisés. Toutefois, ces modifications ne concerneront pas les contrats en cours d'exécution.

**Combiné TER+T2C mensuel Jeune** *(- 26 ans)* *Part de T2C* : **20,10 €***
**Combiné TER+T2C mensuel Tout Public** *Part de T2C* : **38,30 €***

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

** tarifs applicables uniquement à partir du 1er janvier 2021 et variables selon l'origine et la destination pour la partie ferroviaire*

En vente exclusivement aux guichets des gares SNCF de Clermont-Ferrand, Issoire, Le Cendre, Riom-Châtel-Guyon, Vertaizon, Vic-le-Comte et Vichy.
L'abonnement T2C est chargé sur carte mode**Pass,** sous condition d'achat d'un abonnement TER chargé uniquement sur carte OùRA.

## ARTICLE 7 - DÉROGATIONS PARTICULIÈRES

Conformément à l'article 2.7.1 du Contrat de Service Public liant le SMTC à T2C, l'accès aux bus et tramways n'est possible qu'aux personnes munies d'un titre de transport en cours de validité, émis par l'exploitant du réseau de transports urbains de l'agglomération clermontoise qui en encaisse les produits de leur vente et les commercialise pour le compte de la collectivité. Cependant des dérogations peuvent exister. A la date de l'arrêté tarifaire, il en existe 3:

- **TITRE DE TRANSPORT NON NECESSAIRE POUR LA POLICE**

Spécificité : un accord signé entre le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise et l'administration de la Police Nationale autorise l'utilisation des services par les personnels en tenue uniquement dans le cadre de l'exercice de leur activité professionnelle. Cette dérogation peut être étendue ponctuellement, à la seule décision du SMTC, à d'autres catégories de personnes exerçant des missions à caractère sécuritaire (plan Vigipirate, ...).

- **ENFANTS EN BAS ÂGE**

Spécificité : un enfant de moins de 6 ans ne paie pas à condition de circuler accompagné par une personne responsable, munie d'un titre de transport et dans la limite de 3 enfants par accompagnateur. Au-delà, des enfants de moins de 6 ans voyageant à plusieurs (classes, groupes,...) relèvent naturellement de la tarification 24h Tribu ou 24h Groupe, notamment.
A partir de 6 ans, l'enfant doit disposer d'un titre de transport.

- **ACCOMPAGNATEURS NON VOYANTS OU INVALIDES**

Spécificité: si une personne non voyante ou invalide a nécessité d'être accompagnée dans le cadre de ses déplacements, alors l'accompagnateur peut bénéficier de la gratuité de circulation sur le réseau de transports urbain. La personne accompagnée doit alors pouvoir présenter sa carte d'invalidité ou sa carte mobilité inclusion Invalidité mentionnant « besoin d'accompagnement » ou « besoin d'accompagnement cécité » ainsi que son titre en cours de validité lors de la montée dans un bus et à chaque réquisition par le personnel T2C (dans le cadre des contrôles effectués sur l'ensemble du réseau), afin de pouvoir justifier de son statut et permettre à son accompagnateur de circuler gratuitement à ses côtés.
Les chiens d'assistance sont acceptés dans les véhicules, y compris en formation.

## ARTICLE 8 - REMBOURSEMENT ET RESILIATION

- **REMBOURSEMENT**

**D'une manière générale, les titres de transport ne peuvent faire l'objet d'un remboursement quelle qu'en soit la raison.**

Seul un abonnement chargé sur une carte mode**Pass** pourra être exceptionnellement remboursé sur présentation du ticket de caisse et de la carte mode**Pass** avant la date de

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20201203-2020
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

début de validité de l'abonnement. La demande pourra être fo
T2C ou par courrier (service Recettes T2C, 17 bd R. Schuman – CS 10009 – 63 063 Clermont-Ferrand cedex) ou par mail à savclient@t2c.fr.

La carte mode**Pass** elle-même ne peut faire l'objet d'un quelconque remboursement au regard de ses frais d'établissement.
Les tickets papier ou chargés sur carte mode**Pass** ne sont pas remboursés.

- **RÉSILIATION**

**Seuls les abonnements annuels** peuvent être résiliés et faire l'objet d'un remboursement partiel en cas de décès, perte d'emploi, changement de domiciliation professionnelle en dehors du Ressort Territorial du SMTC, hospitalisation supérieure à 1 mois, concernant exclusivement le titulaire de l'abonnement et sous réserve d'acceptation du dossier. Un départ pour stage ne pourra en aucun cas constituer un motif de résiliation de l'abonnement. Les causes ouvrant droit à remboursement et précisées ci-avant devant être en outre non prévisibles
Dans tous les cas, les justificatifs du bon respect de l'une ou l'autre des conditions requises, ainsi que la demande de résiliation doivent être fournis et transmis avant le 20 du mois **à l'Espace T2C ou par courrier (Service Recettes T2C, 17 bd R. Schuman – CS 10009, 63 063 Clermont-Ferrand cedex)** pour que la résiliation prennent effet le mois suivant. Passée cette date, l'abonnement ne sera résilié qu'à partir du deuxième mois suivant.
Tout mois entamé est dû et ne peut faire l'objet d'aucun remboursement alors même que l'abonnement n'aura pas été validé ou utilisé par l'abonné.

Mode de remboursement : le remboursement se fera au prorata du nombre de mois entiers restant à courir, à due proportion. Ainsi, un client abonné à l'année et souhaitant résilier son abonnement au bout de 7 mois, se verra remboursé 5/12$^{ème}$ du prix de l'abonnement annuel à la date d'achat, déduction faite d'un montant forfaitaire de frais de résiliation fixé à 15,00€. Le remboursement ne sera effectué qu'à réception de tous les justificatifs nécessaires (la date de réception des justificatifs faisant foi pour le remboursement).

## ARTICLE 9 - DUPLICATAS

La carte à puce mode**Pass** peut faire l'objet d'un duplicata au prix de **10,00 €**, en cas de vol, perte ou détérioration du fait du mauvais usage du client ou du non respect des consignes de conservation prévues au règlement public d'exploitation. Une carte détériorée est une carte ne fonctionnant plus (dite « muette ») et présentant un ou plusieurs défauts apparents, visibles à l'œil nu, et comparée à une carte vierge. Si la carte est détériorée, elle sera automatiquement remise aux services de T2C.
Les tickets papier ne peuvent faire l'objet de duplicata.

La demande de duplicata doit être formulée auprès de l'Espace T2C. Le duplicata sera effectué le jour même de la demande et l'ensemble des contrats en cours sera immédiatement remis sur la nouvelle carte à puce.
Un délai de 48 heures sera cependant nécessaire si la carte à dupliquer à fait l'objet d'un chargement d'un titre de transport dans les 24 heures qui précédent la demande de duplicata. Pendant ce laps de temps, le client bénéficiera d'un ticket Duplicata gratuit qui lui permettra de circuler sur le réseau pendant 48 heures à compter de la date et heure d'oblitération de ce ticket. Au-delà de ce délai (48h00) et quelle qu'en soit la raison, le demandeur doit acquitter un titre de transport pour utiliser les services.
Des dispositions adaptées peuvent être appliquées pour la reconstitution des cartes supportant des contrats de plusieurs opérateurs.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

# ARTICLE 10 - PRÉLÈVEMENT BANCAIRE

Les abonnements annuels généraux ou les abonnements mensuels solidaires peuvent être réglés par prélèvement bancaire mensuel. La date de début de validité des abonnements débute alors obligatoirement un 1er du mois, et ils sont disponibles à la vente à partir du 20 du mois précédent, et jusqu'au 19 du mois en cours.

Le prélèvement bancaire mensuel s'effectue en 12 fois sans frais. Les prélèvements se font le 5 du mois, tous les mois, et la 1ère mensualité doit être directement réglée au guichet. Un règlement anticipé, en cours d'année, des échéances restantes à prélever n'est pas autorisé.

Les abonnés inscrits au fichier des mauvais payeurs T2C ne peuvent pas accéder au règlement par prélèvement bancaire. En cas de refus de paiement par prélèvement bancaire par T2C, le paiement devra être effectué au comptant (carte bancaire, chèque, espèces,...).

## • LES ABONNEMENTS ANNUELS

Les abonnements annuels Tout Public, PDM, et - 26 ans peuvent être réglés par prélèvement bancaire mensuel, sous réserve d'acceptation du dossier par T2C.

## • LES ABONNEMENTS MENSUELS SOLIDAIRES

Les abonnements mensuels Solidaires peuvent être réglés par prélèvement bancaire mensuel, sous réserve d'acceptation du dossier par T2C.
La demande d'adhésion au système de l'abonnement mensuel par prélèvement bancaire doit être formulée à l'Espace T2C, exclusivement lors de la souscription du premier mois d'abonnement ouvrant la période de droit de 12 mois, et sur la base de 12 mois de prélèvement bancaire uniquement.
Le tarif en vigueur est fonction du Quotient Familial de l'abonné lors de la souscription.
L'abonnement par prélèvement bancaire prend fin automatiquement à la fin de la période annuelle des droits à la Tarification Solidaire. L'abonné pourra renouveler son abonnement mensuel par prélèvement bancaire en se rendant à l'Espace T2C, muni d'une nouvelle attestation nécessaire au bénéfice de la Tarification Solidaire.
Les prélèvements bancaires peuvent être interrompus par l'abonné ou le payeur, selon les modalités de résiliation applicables aux abonnements annuels et sur simple demande formulée directement à l'Espace T2C ou par courrier (service Recettes T2C, 17 bd R. Schuman – CS 10009 – 63 063 Clermont-Ferrand cedex) avant le 20 du mois pour prendre effet le mois suivant. Passée cette date, la mensualité suivante sera prélevée. Tout mois entamé est dû et ne peut faire l'objet d'aucun remboursement quand bien même l'abonnement n'aurait pas été validé ni utilisé par l'abonné.

## • DÉFAUT DE PRÉLÈVEMENT

En cas de défaut de prélèvement, l'abonnement du client sera suspendu jusqu'à régularisation et règlement d'un montant forfaitaire de frais d'impayés fixé à 10,00 €. En cas d'un deuxième défaut de prélèvement, non régularisé à l'Espace T2C, les prélèvements seront suspendus, la carte mode**Pass** sera mise en liste noire, et une procédure de recouvrement des impayés sera entamée par la Trésorerie Municipale de Clermont-Ferrand. Ainsi, pour continuer à voyager sur les services T2C en tant qu'abonné, le client devra s'acquitter des échéances impayées ainsi que des frais associés à ces défauts de prélèvement (10,00 € de frais de dossier par échéance impayée) auprès de la Trésorerie Municipale de Clermont-Ferrand, puis obligatoirement venir à l'Espace T2C refaire une carte au prix de 2 euros et souscrire un abonnement payé au comptant. Tout défaut de prélèvement fera l'objet d'une demande de régularisation sous un délai de 30 jours. En cas de contestation sur les sommes dues, le voyageur disposera de la possibilité de formuler une réclamation auprès de T2C qui s'engage à répondre dans les meilleurs délais. Si T2C rejette la demande de contestation et que la situation n'est pas régularisée, le client fera l'objet d'une inscription dans le fichier des impayés jusqu'à régularisation, pour une durée maximale de 2 ans.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20201203-2020
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

• **CHANGEMENT DE COMPTE BANCAIRE**

Conformément aux dispositions de la nouvelle règlementation relative à la mobilité bancaire, les modifications de compte bancaire liées à un changement de banque, seront directement transmises par les organismes bancaires à la Régie T2C pour modification, sous condition que le client ait préalablement signé un mandat de mobilité bancaire auprès de sa nouvelle banque.

Dans le cas d'une modification de coordonnées bancaires sans changement de banque, un nouveau RIB, ainsi qu'un nouveau mandat de prélèvement SEPA dûment complété devront être obligatoirement fournis à T2C. Si la demande de modification parvient à T2C avant le 20 du mois, elle prendra effet dès le prélèvement suivant. Au-delà du 20 du mois, elle sera prise en compte sur le prélèvement du deuxième mois suivant et l'ancien compte continuera d'être prélevé durant 1 mois. L'abonné doit donc prendre ses dispositions pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans le règlement des mensualités.

## ARTICLE 11 - FRAUDE

Tout voyageur porteur d'un ticket périmé, non oblitéré, falsifié ou présentant des oblitérations superposées sera considéré comme « voyageur en situation irrégulière » et verbalisable. Le ticket sera, le cas échéant, retiré.
Tout voyageur porteur d'une carte à puce mode**Pass** ne lui appartenant pas ou non valable (date de validité dépassée, carte muette du fait d'une carte détériorée) est verbalisable et la carte mode**Pass** pourra, le cas échéant, lui être immédiatement retirée.
Tout voyageur en incapacité de justifier son achat de titre de transport par SMS ou via l'application mobile MyBus sera considéré comme « voyageur en situation irrégulière » et verbalisable.
Dans tous les cas, il peut lui être demandé de quitter le véhicule.
Les modalités de contrôles et incidences pour le passager contrevenant relèvent du règlement d'exploitation.

## ARTICLE 12 - RECOURS A UN MÉDIATEUR

Tout voyageur a la possibilité, à son initiative, de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable d'un litige qui l'oppose à la Régie T2C, auprès de la Médiation Tourisme et Voyage. Les coordonnées et les modalités pratiques pour la saisine du médiateur sont disponibles sur le site internet www.mtv.travel.
Le voyageur, devra notamment, préalablement à la saisine du médiateur, justifier qu'il a tenté de résoudre le litige directement auprès de la Régie T2C, dans le cadre d'une réclamation écrite. Dans le cas contraire, il ne peut y avoir de saisine du médiateur de la consommation.

Fait à Clermont-Ferrand
Le - 3 DEC. 2020

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE

Le Président du SMTC

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise
2bis rue de l'Hermitage
63063 CLERMONT-FERRAND
Tél 04 73 44 66 66 Fax 04 73 44 69 69
administration@smtc-clermontferrand.com

Affiché le
ID : 063-256300120-20210304-ARRETE2021_029-AR
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

# ARRETE N° 2021-029
## Portant modification de l'arrêté n°2020-158

Vu la loi N° 82-1153 du 30 Décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs ;

Vu le code des transports ;

VU le décret n°2016-541 du 3 mai 2016 relatif à la sûreté et aux règles de conduite dans les transports ferroviaires ou guidés, et certains autres transports publics ;

Vu le contrat de service conclu entre le SYNDICAT MIXTE des TRANSPORTS en COMMUN (SMTC) et la Régie EPIC T2C en date du 22 Décembre 2017 ;

Vu la délibération n°3 en date du 11 juin 2020 du SMTC de l'agglomération clermontoise dont la création a été autorisée par arrêté de Monsieur le Ministre de l'Intérieur le 9 Février 1976 ;

Vu l'arrêté n°2020-158 portant sur les tarifs appliqués sur les lignes exploitées ou commercialisées par la Régie EPIC T2C à dater du 1er janvier 2021 ;

**A R R E T E**

L'arrêté tarifaire des lignes exploitées ou commercialisées par la Régie EPIC T2C n°2020-158 et ses conditions d'application restent en vigueur. Les titres suivants sont ajoutés à l' « Article 3 – Tickets » de l'arrêté n°2020-158 :

**• TICKET 24 HEURES OFFERT (1 personne)** **0,00 €**

Spécificité : le SMTC se réserve le droit de pouvoir distribuer à la clientèle un ticket 24h offert pour tout motif qui serait jugé nécessaire par le SMTC. Les conditions d'usage de ce titre sont identiques à celles du ticket 24h solo.

**• TICKET 48 HEURES OFFERT (1 personne)** **0,00 €**

Spécificité : ce titre est valable pour 1 personne sans limitation du nombre de parcours pendant 48 heures.
Ce ticket est remis par l'équipe de contrôle T2C, lors des opérations de contrôles effectuées sur le réseau T2C, à toute personne en possession d'une carte modePass défectueuse mais chargée d'un titre de transport en cours de validité.
La carte modePass, propriété de T2C, est immédiatement retirée. Le client se voit remettre un ticket gratuit valable 48 heures à compter de la première et unique oblitération, pour continuer à circuler sur le réseau, et doit se rendre à l'Espace T2C dans les meilleurs délais pour effectuer un duplicata de sa carte modePass.

Envoyé en préfecture le 04/03/2021
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE01-DE

• **TICKET UNITE ECHANGE** **0,00 €**

Spécificité : SMTC et T2C se réservent le droit de distribuer un ou plusieurs tickets unité échange dans le cadre d'opérations de SAV clients. Les conditions d'usage de ce titre sont identiques à celles du ticket unité.

Fait à Clermont-Ferrand
Le – 4 MARS 2021



Le Président du SMTC

**Acquitté en préfecture**
Le

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE02-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN)

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET

# DÉLIBÉRATION N° 2

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : VACANCE DE POSTES DE 1ER ET 4EME VICE-PRESIDENT DU SMTC-AC**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-1, L5211-2, L5211-10, L2122-10,

Vu les délibérations du SMTC-AC du 30 juillet 2020 fixant le nombre de VP à 6 + 2 autres membres du Bureau et désignant les Vice-présidents au Bureau du SMTC-AC,

Vu les courriers de démissions de M. Hervé Prononce de ses fonctions de 1er Vice-président du SMTC-AC et de M. Jean-Paul CUZIN de ses fonctions de conseiller métropolitain et donc de conseiller syndical 4ème Vice-président du SMTC-AC,

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE02-DE

Vu le courrier de la Préfecture en date du 20 septembre 2021 d'acceptation de la démission de M. Hervé Prononce de son poste de 1er Vice-président du SMTC-AC,

Vu la délibération du 24 septembre 2021 de Clermont Auvergne Métropole de désignation de nouveaux représentants de la Métropole au SMTC-AC,

Monsieur le Président expose que lors de la séance d'installation du 30 juillet 2020, le Comité Syndical a fixé à 6 le nombre de Vice-présidents. Lors de cette même séance, M. Hervé PRONONCE a été élu 1ER Vice-président en charge des Investissements et du Patrimoine et M. Jean-Paul CUZIN a été élu 4ème Vice-président en charge des Finances et des Ressources Humaines.

Suite à ces démissions, Monsieur le Président propose de ne pas faire remonter d'un rang les Vice-présidents en poste mais de pourvoir au remplacement des 1er et 4ème Vice-présidents.

Il est proposé au Comité syndical de se prononcer sur la proposition de maintenir le nombre de 6 Vice-présidents au SMTC-AC et le cas échéant de remplacer les 1er et 4ème Vice-présidents du SMTC-AC en procédant à une nouvelle élection.

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré décide à l'unanimité :**
*-Pour : 29*
*-Contre : 0*
*-Abstention : 0*

- **de maintenir le nombre de Vice-président(e)s à 6 et donc de remplacer les 1er et 4ème Vice-présidents en procédant à une nouvelle élection ;**
- **d'autoriser le Président du SMTC-AC à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.**

**Pour le 1er Vice-président, le Président propose la candidature de M. Flavien NEUVY,** en charge des Investissements et du Patrimoine,

Les candidats au poste de 1er Vice-président du SMTC ont été invités à se faire connaître.

L'élection se déroule par vote électronique poste par poste au scrutin secret à la majorité absolue aux deux premiers tours et relative au troisième tour. Le bureau de vote est composé d'un secrétaire et de deux assesseurs.

Déroulement de chaque tour de scrutin
Chaque délégué à l'aide du boitier électronique procède au vote électronique.
Après le vote du dernier délégué, il est procédé à l'annonce des résultats.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE02-DE

**Résultat du 1er tour de scrutin :**

| | |
|---|---|
| Nombre de votants | 29 |
| Nombre de votes | 29 |
| Suffrages exprimés | 27 |
| Majorité absolue | 14 |
| Abstentions | 2 |
| Blanc | 0 |

| NOM ET PRENOM DES CANDIDATS | NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS | |
|---|---|---|
| | En chiffre | En lettre |
| **Flavien NEUVY** | 27 voix | Vingt-sept voix |

**Monsieur Flavien NEUVY, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés au 1er tour, est nommé 1er Vice- Président du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise en charge des Investissements et du Patrimoine.**

**Pour le 4ème Vice-président, le Président propose la candidature de Patrick NEHEMIE,** en charge des Finances, du Budget, des Ressources Humaines et des Moyens généraux,

Les candidats au poste de 4ème Vice-président du SMTC ont été invités à se faire connaître.

Déroulement de chaque tour de scrutin
Chaque délégué à l'aide du boitier électronique procède au vote électronique.
Après le vote du dernier délégué, il est procédé à l'annonce des résultats.

**Résultats du 1er tour de scrutin :**

| | |
|---|---|
| Nombre de votants | 29 |
| Nombre de votes | 29 |
| Suffrages exprimés | 25 |
| Majorité absolue | 13 |
| Abstentions | 4 |
| Blanc | 0 |

| NOM ET PRENOM DES CANDIDATS | NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS | |
|---|---|---|
| | En chiffre | En lettre |
| **Patrick NEHEMIE** | 25 voix | Vingt-cinq voix |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE02-DE

**Monsieur Patrick NEHEMIE, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés au 1er tour, est nommé 4ème Vice-Président du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise en charge des Finances, des Ressources Humaines et des Moyens Généraux du SMTC-AC.**

En conséquence à la suite de cette élection et conformément à l'article 7 des statuts du SMTC-AC, le bureau syndical du SMTC-AC est ainsi constitué :

Président : François RAGE
1er Vice-président : Flavien NEUVY
2ème Vice-président : Blandine GALLIOT
3ème Vice-président : Cyril CINEUX
4ème Vice-président : Patrick NEHEMIE
5ème Vice-président : Nicolas BONNET
6ème Vice-président :Jérôme AUSLENDER
1er Membre : Marcel ALEDO
2ème Membre : Annie LEVET

**Le Président du SMTC-AC**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE03-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance |
| | 24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance |
| | 4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 3

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

OBJET : **MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES INSPIRE**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article l'article L 1411-5 ;

**Vu** le Code de la Commande Publique et notamment son article L 2422-12 ;

**Vu** la convention d'objectif et de moyen conclue entre le SMTC AC et la Métropole en date du 3 avril 2019 ;

**Vu** la convention de co-maitrise d'ouvrage conclue entre SMTC AC et la Métropole en date du 3 avril 2019 ;

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE03-DE

**Vu** la délibération n°3 du comité syndical du SMTC en date du 17 septembre 2020 portant désignation des membres composant la CAO dédiée au projet INSPIRE ;

**Considérant** la démission de Monsieur Jean Paul CUZIN de sa qualité de Conseiller métropolitain et donc de délégué titulaire au sein du Comité syndical du SMTC-AC, et notamment de membre titulaire de la CAO dédiée au projet INSPIRE ;

**Considérant** la démission de Monsieur Hervé PRONONCE de sa qualité de délégué titulaire au sein du Comité syndical du SMTC-AC, et notamment de membre titulaire de la CAO dédiée au projet INSPIRE ;

**Considérant** l'article 1.5 du règlement intérieur de la CAO INSPIRE en vertu duquel : en cas de vacance d'un siège de titulaire pour quelque raison que ce soit, il est pourvu au remplacement du membre titulaire par le 1er suppléant inscrit la même liste.
Le remplacement du suppléant devenu titulaire est assuré par le suppléant inscrit immédiatement après le dernier membre suppléant retenu ;

**Considérant** la nécessité de pourvoir au remplacement des deux membres titulaires démissionnaires au sein de la CAO INSPIRE ;

**Considérant** que le remplacement total des membres de la commission n'est obligatoire que dans le cas où la composition de la CAO ne permet plus de garantir l'expression du pluralisme des élus en son sein, conformément aux prescriptions de l'article L. 2121-22 du CGCT ;

**Considérant** que cette hypothèse se rencontre en cas de vacance d'un siège qui ne peut être pourvu en raison de l'épuisement de la liste de titulaires et de suppléants ;

**Considérant** l'impossibilité de pourvoir au remplacement des deux membres titulaires démissionnaires en raison de l'épuisement de la liste des titulaires et des suppléants ; il est donc nécessaire de procéder au remplacement total des membres de la CAO INSPIRE ;

**Considérant,** qu'en vertu de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivité Territoriales (CGCT), la commission d'appel d'offre se compose du Président ou de son représentant, de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants élus parmi les membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

**Considérant** que l'élection de la CAO s'effectue au scrutin de liste et à la représentation proportionnelle au plus fort reste, à bulletin secret sauf si conformément aux dispositions de l'article L 2121-21 du CGCT, l'assemblée délibérante décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret avant de démarrer les opérations de vote ;

**Considérant** que dans le cas où une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le Président ;

**Le Comité Syndical,**

**Considérant qu'une seule liste a été présentée après appel de candidatures, le Président en donne lecture,**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE03-DE

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **De ne pas procéder au scrutin secret aux nominations,**
- **De procéder à la désignation des 5 membres titulaires et des 5 membres suppléants de la CAO projet INSPIRE suivant la liste présentée ci jointe,**
- **D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la délibération.**

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

Le Président,

François RAGE

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu
de la réception en Préfecture le :
et de la publication le :

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE03-DE

**MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**
**PROJET INSPIRE DU SMTC-AC**

**Président : François RAGE ou son représentant : Jérôme AUSLENDER**

**5 membres titulaires**

1. Flavien NEUVY
2. Blandine GALLIOT
3. Cyril CINEUX
4. Patrick NEHEMIE
5. Nicolas BONNET

**5 membres suppléants**

1. Sondès EL HAFIDHI
2. Marcel ALEDO
3. Alain DOCHEZ
4. Damien PESSOT
5. Annie LEVET

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE04-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 4

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : CONSTITUTION D'UNE COMMISSION DE CONCESSION EN CHARGE DU RENOUVELLEMENTDES CONTRATS DE MOBILIERS URBAINS DES MEMBRES DU GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES ET DESIGNATION DE SES MEMBRES**

**VU,** le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 1410-1, L 1410-3, L 1411-5, R 1410-1, R 1410-2, R 1411-1 et D 1411-3 à D 1411-5 ;

**VU,** le code de la commande publique et, notamment, ses articles L 1121-1, L 1121-2 à L 1121-4 ;

**VU,** la délibération n° 7 du Comité syndical du SMTC du 30 juillet 2020 portant fixation des conditions de dépôt des listes ;

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE04-DE

**VU** la délibération n°7 du comité syndical du SMTC du 20 mai 2021 approuvant les termes et autorisant la signature de la convention de groupement d'autorités concédantes conclue entre le SMTC-AC et les villes de Clermont Ferrand, Chamalières, Royat et Cournon d'Auvergne, en vue de la passation de contrats de concession relatifs à la mise à disposition, à l'entretien et à la maintenance de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires ;

**VU** l'article 13 de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes susvisée selon lequel la commission de concession compétente est la commission de concession du coordonnateur (SMTC-AC).

**VU** la délibération n° 3 du Comité syndical du SMTC du 1er juillet 2021 portant constitution d'une commission de concession en charge du renouvellement des contrats de mobiliers urbains des membres du groupement d'autorités concédantes ;

**Considérant** la démission de Monsieur Jean Paul CUZIN en sa qualité de délégué titulaire au sein du comité syndical du SMTC et notamment de membre titulaire de la commission de concession en charge du renouvellement des contrats de mobiliers urbains des membres du groupement d'autorités concédantes ;

**Considérant** la démission de Monsieur Hervé PRONONCE en sa qualité de délégué titulaire au sein du comité syndical du SMTC et notamment de représentant du Président François RAGE, en qualité de Président de la commission de concession en charge du renouvellement des contrats de mobiliers urbains des membres du groupement d'autorités concédantes,

**Considérant** les termes de la convention constitutive du groupement selon lesquels la commission de concession du coordonnateur devra assurer la représentativité des membres du groupement,

**Considérant** qu'en application de l'article L 1411-5 du CGCT, la commission est composée par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou de concession ou son représentant, président, et par 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

**Considérant** que le remplacement total des membres de la commission n'est obligatoire que dans le cas où la composition de la commission ne permet plus de garantir l'expression du pluralisme des élus en son sein, conformément aux prescriptions de l'article L. 2121-22 du CGCT.

**Considérant** que cette hypothèse se rencontre en cas de vacance d'un siège qui ne peut être pourvu en raison de l'épuisement de la liste de titulaires et de suppléants,

**Considérant** que la démission de Monsieur Jean Paul CUZIN, ne permet plus de garantir une représentation pluraliste au sein de la commission telle qu'elle est prévue par le CGCT (art. L. 1411-5, II, L. 2121-22, al. 3 et L. 5211-1) puisque la vacance du siège de titulaire de M. CUZIN ne peut être pourvu en raison de l'épuisement de la liste de titulaires et de suppléant, il est donc nécessaire de procéder au remplacement total des membres de la commission de

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE04-DE

concession relative à la mise à disposition, à l'entretien et à la maintenance de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires ,

**Considérant** que dans le cas où une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le Président,

Par délibération n° 7 du 30 juillet 2020, le comité syndical du SMTC-AC a fixé les conditions de dépôt des listes en vue de l'élection des membres de la commission de concessions. Sur cette base, les listes de candidats pouvaient être déposées auprès du Président du SMTC-AC jusqu'au vote de la délibération où il est procédé à l'élection par le Comité syndical. Chaque délégué ou groupe de délégué pouvait déposer une liste.

**Le Comité Syndical,**

**Considérant qu'une seule liste a été présentée après appel de candidatures, le Président en donne lecture,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **De ne pas procéder au scrutin secret aux nominations,**
- **De procéder à la désignation des 5 membres titulaires et des 5 membres suppléants de commission de concession suivant la liste présentée ci jointe,**
- **D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la délibération.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

Le Président,

François RAGE

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE04-DE

**MEMBRES DE LA COMMISSION CONCESSION DU SMTC-AC**
**EN CHARGE DU RENOUVELLEMENT DES CONTRATS DE MOBILIERS URBAINS**
**DES MEMBRES DU GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTE**
**( SMTC-AC, CLERMONT FERRAND, CHAMALIERES, ROYAT, COURNON D'AUVERGNE)**

**Président : François RAGE**
**ou son représentant : Flavien NEUVY**

**5 membres titulaires**

Monsieur Patrick NEHEMIE (représentant le SMTC)

Monsieur Claude AUBERT (représentant la commune de Chamalières)

Monsieur Nicolas BONNET (représentant la commune de Clermont Ferrand)

Madame Blandine GALLIOT (représentant la commune de Cournon d'Auvergne)

Monsieur Marcel ALEDO (représentant de la commune de Royat)

**5 membres suppléants**

Madame Annie LEVET (représentant le SMTC)

Madame Christel POUMEROL (représentant la commune de Chamalieres)

Monsieur Cyril CINEUX (représentant la commune de Clermont Ferrand)

Monsieur Philippe MAITRIAS (représentant la commune de Cournon d'Auvergne)

Monsieur Alain DOCHEZ (représentant de la commune de Royat)

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE05-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN)

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET

# DÉLIBÉRATION N° 5

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU CA DE T2C – DESIGNATION D'UN D'ADMINISTRATEUR**

Vu la délibération du 17 septembre 2020 de désignation des administrateurs du SMTC-AC au CA de T2C composé de 21 membres dont 17 membres issus de l'organe délibérant du SMTC-AC,

Vu la démission de Monsieur Jean-Paul CUZIN de sa qualité de Conseiller métropolitain et donc de délégué titulaire au sein du Comité syndical du SMTC-AC,

Vu la désignation en Conseil métropolitain du 24 septembre 2021 de Monsieur Patrick NEHEMIE en qualité de délégué titulaire au SMTC-AC,

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE05-DE

Aussi, conformément à l'article 3.1 des statuts de la régie T2C, il convient de procéder au remplacement de Monsieur Jean-Paul CUZIN, qui siégeait au CA de T2C, par une nouvelle désignation.

Il est proposé au Comité syndical la candidature de Monsieur Patrick NEHEMIE au poste d'administrateur au CA de T2C.

S'agissant d'une procédure de nominations, le vote doit avoir lieu à bulletin secret (article L 2121-21 du CGCT) sauf si le comité syndical décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret. De plus, si une seule candidature est déposée après appel de candidature, les nominations prennent effet immédiatement : le Président en donne lecture.

**Le Comité Syndical,**

**Considérant qu'une seule candidature a été présentée après appel de candidatures, le Président en donne lecture,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations,**
- **de procéder à la nomination de M. Patrick NEHEMIE au CA de T2C (composition jointe en annexe),**
- **d'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la délibération.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

Le Président,

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE05-DE

## COMPOSITION DU CA DE T2C

- **17 membres de l'organe délibérant du SMTC :**

1. M. François RAGE
2. Mme Blandine GALLIOT
3. M. Cyril CINEUX
4. M. Patrick NEHEMIE
5. M. Christophe BERTUCAT
6. M. Stanislas RENIÉ
7. M. Eric EGLI
8. M. Gilles VESCOVI
9. Mme Sondès EL HAFIDHI
10. M. Richard BERT
11. M. Sébastien DONADIEU
12. M. Jérôme AUSLENDER
13. M. Nicolas BONNET
14. Mme Fanny BLANC
15. M. Jean-Marc MORVAN
16. Mme Marie DAVID
17. M. Laurent GANET

- 1 personne qualifiée, représentant la Chambre de Commerce et d'Industrie du Puy-de-Dôme (Marie-Claire DUFOUR)
- 1 représentant des associations d'usagers du Transport Public (AUTA)
- 2 représentants du personnel de la régie désignés par T2C (actuellement Damien ROMERO et Cyril POTELLERET).

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE06-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 6

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : COMPOSITION DES COMMISSIONS DU SMTC-AC**

Vu l'article L2121-22 du CGCT et l'article 12 du Règlement Intérieur des instances du SMTC-AC,

Vu la délibération n°4 du Comité syndical du 17 septembre 2020 de création des commissions permanentes du SMTC-AC,

Vu la démission de Monsieur Jean Paul CUZIN de sa qualité de Conseiller métropolitain et donc de délégué titulaire au sein du Comité syndical du SMTC-AC et notamment Président suppléant de la Commission Finances RH,

Vu la démission de Monsieur Hervé PRONONCE en sa qualité de délégué titulaire du Comité syndical, et notamment de Président suppléant de la Commission Investissement et Patrimoine,

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE06-DE

Considérant que les commissions permanentes du SMTC-AC sont toutes composées du Président, d'un Président suppléant et de délégués du Comité Syndical, et, le cas échéant, de personnalités extérieures,

Considérant la nécessité de pourvoir au remplacement des deux présidents suppléants des commissions Finances RH et Investissements Patrimoine,

Considérant l'article L2121-21 du CGCT qui stipule que le vote doit avoir lieu à bulletin secret sauf si le Comité syndical décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret. De plus, si une seule candidature est déposée après appel de candidature, les nominations prennent effet immédiatement : le Président en donne lecture.

**Le Comité Syndical,**

**Considérant qu'il n'y a pas d'autres candidatures après appel de candidatures, le Président en donne lecture,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations,**
- **de procéder à la désignation de :**
  - M. Patrick NEHEMIE membre et Président suppléant de la Commission Finances Ressources Humaines et Moyens généraux,
  - M. Flavien NEUVY membre et Président suppléant de la Commission Investissements et Patrimoine.
- **d'acter les nouvelles compositions des commissions (liste annexée).**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président,**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE06-DE

# COMPOSITION DES COMMISSIONS SMTC-AC

| COMMISSION EN CHARGE DES FINANCES ET RESSOURCES HUMAINES | | |
|---|---|---|
| **Président : François RAGE**<br>**Président suppléant :**<br>**M. Patrick NEHEMIE** | M. Christophe VIAL | M. Sébastien DONADIEU |
| | M. Claude PRIVAT | Mme Fanny BLANC |
| M. Stanislas RENIÉ | M. Gilles VESCOVI | M. Jean DELAUGERRE |
| M. Joel DERRE | Mme Jacqueline BOLIS | M. Flavien NEUVY |
| M. Eric HAYMA | Mme Dominique BRIAT | M. Aurélio MACIAN |

| COMMISSION EN CHARGE DES INVESTISSEMENTS ET DU PATRIMOINE | | |
|---|---|---|
| **Président : François RAGE**<br>**Président suppléant :**<br>**M. Flavien NEUVY** | M. Christophe VIAL | M. Thierry VATIN |
| | M. Damien PESSOT | Mme Sondès EL HAFIDHI |
| M. Nicolas BONNET | M. Sébastien DONADIEU | M. Claude AUBERT |
| M. Christophe BERTUCAT | M. Philippe MAITRIAS | M. Aurélio MACIAN |
| M. Stanislas RENIÉ | M. Louis-Pierre MOREAU | Mme Raïssa RAY |
| Mme Anne-Marie PICARD | Mme Chantal LELIEVRE | M. Laurent GANET |
| M. Eric HAYMA | M. Patrick ROSLEY | M. Hamid AMAZIGH |

| COMMISSION EN CHARGE DES OFFRES MULTISERVICES | | |
|---|---|---|
| **Président : François RAGE**<br>**Président suppléant :**<br>**M. Cyril CINEUX** | M. Damien PESSOT | Mme Dominique BALICHARD |
| | M. Thomas WEIBEL | Mme Marie DAVID |
| M. Jérôme AUSLENDER | Mme Jacqueline BOLIS | Mme Blandine GALLIOT |
| M. Eric GRENET | M. Louis VIVIER | Mme Christiane DEMOUSTIER |
| M. Eric EGLI | M. Serge PICHOT | M. Henri GISSELBRECH |
| Mme Annie LEVET | Mme Mina PERRIN | |

Envoyé en préfecture le 08/11/2021
Reçu en préfecture le 08/11/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE07-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 7

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : DESIGNATION D'UN ELU DU SMTC-AC AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)**

Vu la délibération n°6 du 17 septembre 2020 de désignation des élus dans divers organismes et notamment au CNAS,

Vu la démission de Monsieur Jean-Paul CUZIN de sa qualité de Conseiller métropolitain et donc de délégué titulaire au sein du Comité syndical du SMTC-AC, et par conséquent de membre du CNAS,

Vu la désignation en Conseil métropolitain du 24 septembre 2021 de Monsieur Patrick NEHEMIE délégué titulaire au SMTC-AC,

Considérant la nécessité de pourvoir au remplacement de Monsieur Jean-Paul CUZIN au CNAS,

Envoyé en préfecture le 08/11/2021
Reçu en préfecture le 08/11/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE07-DE

Il est proposé au Comité syndical la candidature de Monsieur Patrick NEHEMIE pour être le représentant du SMTC-AC auprès du CNAS.

L'adhésion au CNAS permet de faire bénéficier à l'ensemble du personnel de prestations spécifiques (aides, prêts, secours, accès aux loisirs et à la culture, ainsi qu'un grand choix de séjours vacances à tarif préférentiel). Le délégué local siège à l'assemblée départementale annuelle, donne un avis sur le rapport de gestion et les comptes de l'année N-1 et sur les orientations du CNAS. Il émet des vœux sur l'amélioration des prestations offertes et procède à l'élection des membres du bureau départemental et des membres du conseil d'administration

S'agissant d'une nomination d'élus, le vote a lieu au scrutin secret (article L2121-21 du CGCT). Cependant, le Comité syndical peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. De plus, si une seule candidature est déposée après appel de candidature, la nomination prend effet immédiatement : le Président en donne lecture.

**Le Comité Syndical,**

**Considérant qu'une seule candidature a été présentée après appel de candidatures, le Président en donne lecture,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations,**
- **de désigner M. Patrick NEHEMIE représentant du SMTC-AC au CNAS.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance |
| | 24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance |
| | 4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 8

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022**

## Les éléments de contexte du Débat d'Orientations Budgétaires 2022-2031

Dans le cadre du débat d'orientations budgétaires pour la période 2022 à 2031 c'est une décennie clef qui se dessine sur le plan des investissements du SMTC (Projet InspiRe et autres investissements structurants), et ce dans un contexte de recettes plus contraint désormais, mais qui reste cependant conforme aux exigences de la soutenabilité budgétaire de l'AOM (ressources et charges de fonctionnement et d'investissement du SMTC).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

Durant cette période, le SMTC va opérer des dépenses d'investissement significatives dans le cadre de recettes suffisantes mais infléchies par rapport à celles escomptées avant la crise de la Covid 19.

Sur le plan des recettes de l'AOM l'année 2022, qui semble s'annoncer comme une année de reprise économique, ne constituera pas pour autant un retour à une situation d'avant crise sanitaire après deux gestions 2020 et 2021 atypiques de fait. Si la reprise dynamique du Versement Mobilité est réelle (rythme soutenu en 2021), sur la décennie à venir, le produit global de cette recette devrait être moindre que celui estimé l'an dernier dans le cadre du Rapport d'Orientations Budgétaires 2021.

Par ailleurs, les recettes commerciales resteront en 2022 encore en dessous de leur niveau de 2019 (près de 15 M€ en 2019) mais devraient connaitre une trajectoire plus favorable à compter de 2023 ; l'effet d'inertie du retour à un volume de recettes d'avant crise étant long (3 gestions en dessous du niveau de 2019 de 2020 à 2022 inclus).

Enfin, les remboursements des avances de l'Etat faites en 2020 au titre de la crise sanitaire (dépenses supplémentaires sur la période à venir) vont peser sur les gestions futures pour 0.6 M€ par an pendant 10 ans (près de 7 M€ à rembourser au titre des avances relatives aux pertes de recettes commerciales), en 2021 1,9 M€ sont d'ores et déjà remboursés pour l'avance qui concernait la perte relative au versement mobilité.

Par conséquent tous ces éléments font de la période à venir un temps où le SMTC devra tout particulièrement veiller à garantir et sécuriser les niveaux d'autofinancement (épargne de gestion, épargne brute..) indispensables à sa capacité à mobiliser et à rembourser ses emprunts notamment.

## Les recettes de fonctionnement pour la période 2022 à 2031

### Un versement mobilité dont la croissance est à mobiliser pour le financement de l'investissement

La croissance du Versement Mobilité sur la période est de 1,5 % par an en moyenne. Compte tenu du montant de cette recette (première recette de fonctionnement du SMTC), la trajectoire est prudente par définition. De plus, cette recette est soumise à un aléa macro-économique fort (conjoncture économique nationale et internationale, dynamisme économique du ressort territorial...) qui oblige à une mesure circonstanciée de la prévision.

La trajectoire du Versement Mobilité est infléchie par rapport à celle de N-1 (ROB 2021) du fait de la base de départ choisie légèrement inférieure. De près de 75 M€ en début de période (2022), le versement mobilité devrait passer à 85 M€ en fin de période au rythme de 1.5 %/par an en moyenne.

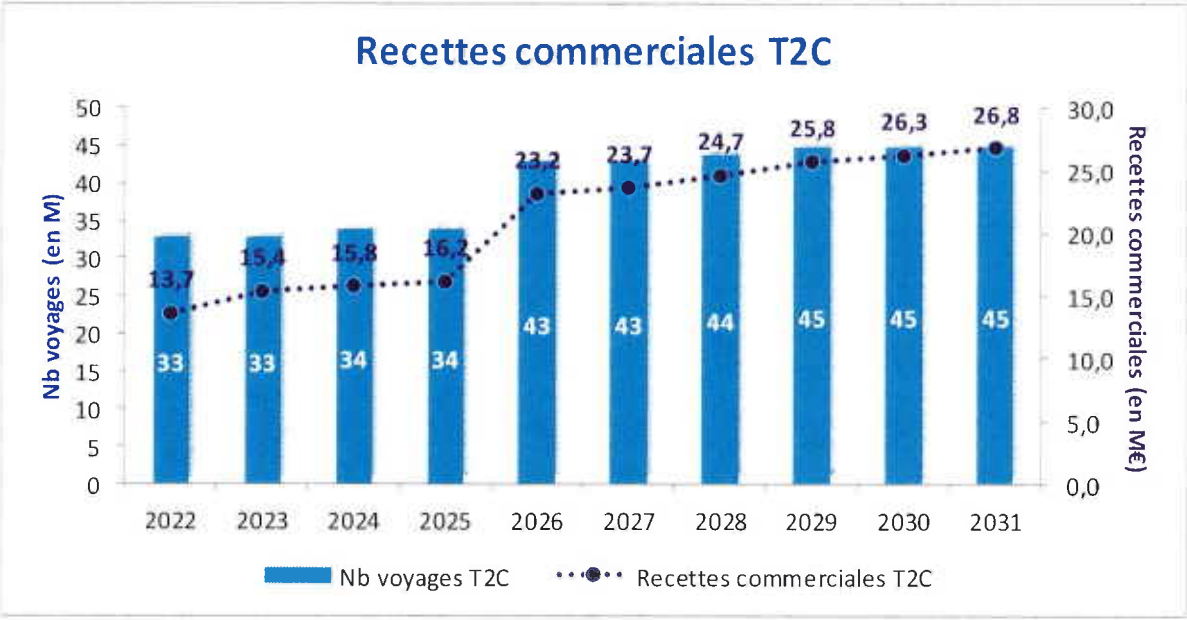
Il est important de noter que le passage du taux de Versement Mobilité (en juillet 2019) de 1,8 à 2 % pour le financement du réseau InspiRe est fondamental pour l'équilibre du schéma de financement des investissements du SMTC, il constitue l'une des clefs de voute de la soutenabilité budgétaire et de la capacité du SMTC à financer sa programmation pluriannuelle d'investissements.

Cette majoration du taux est dédiée à l'effort d'investissement lié au projet InspiRe, ainsi sur un montant de VM de 75 M€ plus de 7 M€ correspondent à ce passage à un taux de versement mobilité à 2 %. Sans qu'il soit question d'un fléchage € pour €, ce taux augmenté correspond bien à un soutien direct à notre effort d'investissement et doit asseoir au maximum notre capacité d'autofinancement (brute comme nette), levier de l'investissement. En d'autres termes le produit de cette croissance du taux de VM ne doit pas être absorbé par nos charges de fonctionnement.

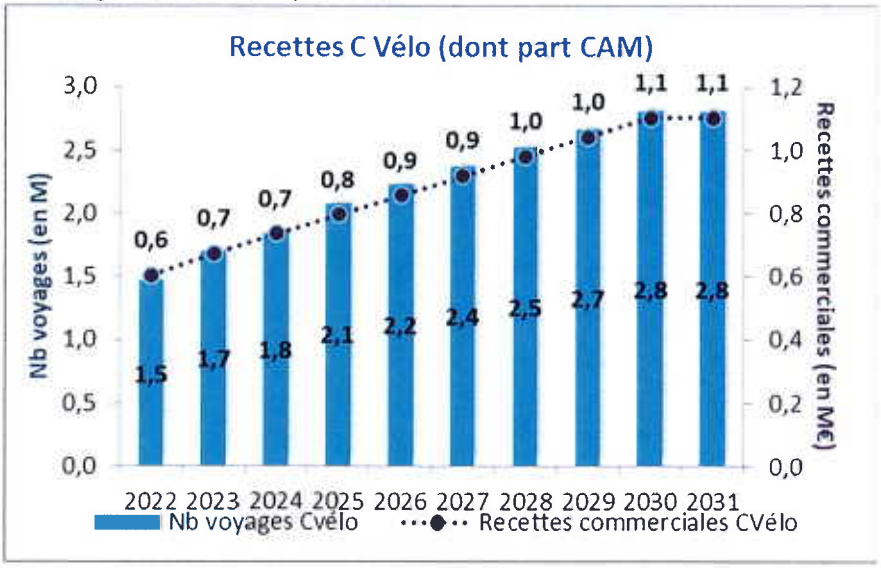
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

Des recettes commerciales qui devraient retrouver un étiage d'avant la crise Covid en 2023 pour connaitre ensuite en 2026 une augmentation significative à l'arrivée du futur réseau.

Les recettes commerciales de la Régie T2C devraient retrouver le niveau de 2019 en 2023. La croissance de l'offre à l'arrivée du nouveau réseau en 2026 laisse par ailleurs envisager un ressaut de la recette commerciale de transport en commun correspondant à 10 millions de voyages en plus par an à terme.




Les recettes du service C Vélo (la gratuité des VLS est compensée par Clermont Auvergne Métropole) devraient connaitre une croissance significative sur la période passant à près d'un million en milieu de période. Ces perspectives sont notamment soutenues par l'extension du parc VAE en location longue durée sur la période.




Les recettes des collectivités membres et des autres collectivités

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

Les recettes provenant de Clermont Auvergne Métropole, dans le cadre des montants actés en 2018 dans la convention d'objectifs et de moyens pour remodeler l'espace urbain autour d'un réseau structuré de transports en commun pour la métropole clermontoise, se profilent à ce stade de la façon suivante :

| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 15,5 M€ | 17 M€ | 19,9 M€ | 22,2 M€ | 22,8 M€ | 23,4 M€ | 23,9 M€ | 24,5 M€ | 25,1 M€ | 25,7 M€ |

Conformément à la convention, cette projection de la contribution financière de Clermont Auvergne Métropole sera réajustée à la fin de la phase avant-projet d'InspiRe.

Les deux autres collectivités membres, Mur-sur-Allier et Pérignat-sur-Allier ont une participation respective de 31 K€ et 17 K€.

Les subventions des autres collectivités se déclinent comme suit :

- Département : 1,5 M€
- Région : 1,23 M€

## Les dépenses de fonctionnement pour la période 2022 à 2031 : la partie ressources humaines du Rapport d'orientations budgétaires

Le rapport d'orientations budgétaires du SMTC développe davantage, à compter de l'exercice 2022, le volet ressources humaines.

### Evolution des effectifs prévue à ce stade sur la période couverte par le ROB (2022 à 2031).

La période 2022 à 2031 va connaitre un nombre prévisionnel d'emplois permanents de 66 emplois en cible à l'organigramme, ce volume d'emplois comprenant l'équipe projet InspiRe.

Compte tenu de cet étiage d'emplois de référence sur la période, la masse salariale correspondante est de 4.1 M€ en entrée de période -2022- (pour rappel 3.7 M€ au BP 2021).

Comme le montre le tableau qui détaille la structure des emplois en lien avec les fonctions occupées (voir annexe N°1 du ROB 2022) la quasi-totalité des emplois est pourvue et la période budgétaire va s'ouvrir avec un effectif recruté quasi à 100 %, ce qui explique la croissance au budget de la masse salariale.

A iso périmètre d'effectifs (hors équipe projet InspiRe), le SMTC devrait, à compter de 2026, revenir à un niveau de masse salariale de l'ordre 3,5 M€ en raison du départ d'une partie de l'équipe projet InspiRe (la partie restante pouvant être réaffectée sur d'autres projets).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

### Projection de la masse salariale (2022 à 2031)

La projection de la masse salariale (en M€) à iso effectif (66 emplois permanents) est opérée avec une variation annuelle de la masse salariale de 0,5 %, elle correspond à iso volume aux effets liés au prix (dont le GVT). On peut y voir, à compter de 2026, une baisse en volume du fait de la fin du projet InspiRe (suppression d'emplois liés au projet).

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant masse salariale | 4,10 | 4,12 | 4,14 | 4,16 | 4,18 | 3,70 | 3,72 | 3,74 | 3,76 | 3,78 |

## Investissements de la décennie à venir : une mobilisation financière inédite

La décennie 2022-2031 va connaitre une forte mobilisation de capital à emprunter pour financer InspiRe comme les autres investissements sur la période pour un montant de l'ordre de 200 M€, et ce en parallèle du remboursement d'un capital restant dû significatif en début de période 2022-2031 (217 M€ au 31/12/2021). Cette situation est inédite en ce sens qu'elle recouvre la fin des remboursements d'emprunts du tramway, la continuation des remboursements des emprunts liés aux investissements des 15 dernières années et la mobilisation d'emprunt de la tranche des investissements de la décennie à venir (InspiRe et autres). De fait, la bonne santé financière du SMTC est plus que jamais un sujet central dans un contexte où tout doit tendre à préserver sa capacité à rembourser comme à emprunter du capital pour investir.

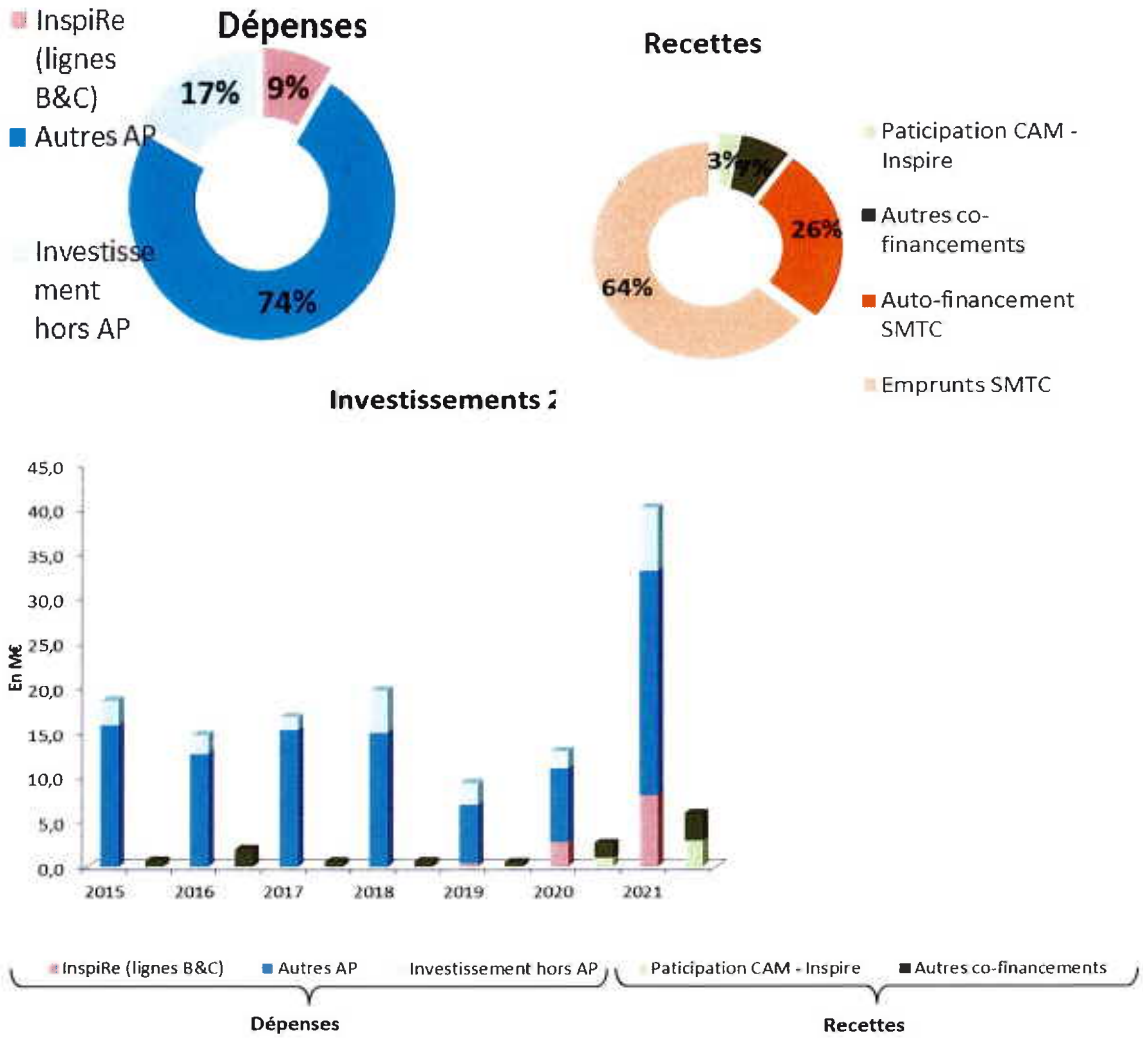
### Un focus sur les investissements récents (2015 à 2021)

Avant d'aborder la période du ROB proprement dit il apparait utile d'appréhender les investissements récents, tant en raison de leur impact sur la dette et sur la gestion financière du SMTC que pour l'éclairage qu'ils apportent concernant la fonction d'investissement récente et future de l'AOM.

D'un montant total de 132 M€, ces investissements sont majoritairement composés d'autorisations de programme (110 M€). Ils sont financés à hauteur de 64 % par de l'emprunt (soit 85 M€) pour 26 % par de l'autofinancement du SMTC.

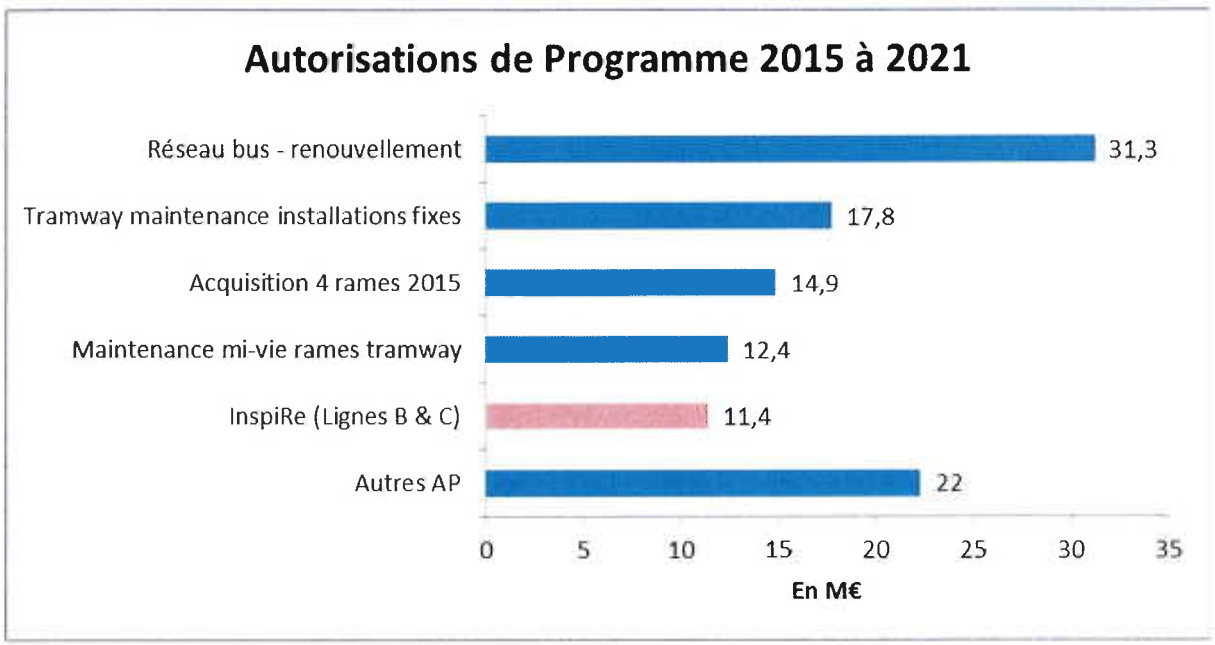
**Structure en recettes et en dépenses des investissements 2015-2021**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

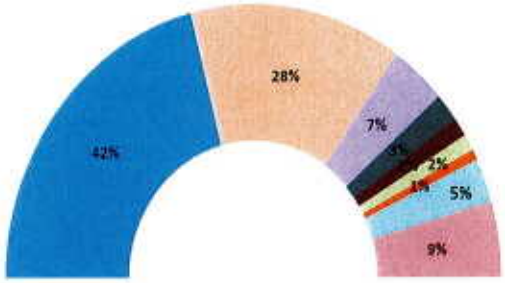



Cette période récente est caractérisée par un nombre important d'AP structurantes pour le maintien de l'existant et la modernisation du réseau : renouvellement du parc bus, mi- vie du tramway, nouvelle billettique…. Certaines de ces AP étant closes avant 2022, d'autres étant à cheval sur les deux périodes.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE




**Investissement 2015 à 2021 (en M€)**




| | En M€ |
|---|---|
| Tramway (rames, maintenance) | 53,8 |
| Réseau Bus | 35,5 |
| Billetique | 9,5 |
| Evolution ergonomique des postes de conduite | 4,4 |
| Sécurisation et aménagement | 2,9 |
| Mobilité douce | 2,5 |
| Travaux divers bâtiments (Pardieu/agence T2C/Champratel) | 1,7 |
| Investissement hors AP divers | 6,6 |
| InspiRe (Lignes B&C) | 11,5 |

Ces investissements, nécessaires au maintien comme à la projection dans l'avenir du transport en commun métropolitain ont été opérés opportunément avant d'aborder une période d'investissement plus concentrée sur le futur réseau dont les lignes B&C avec le projet InspiRe.

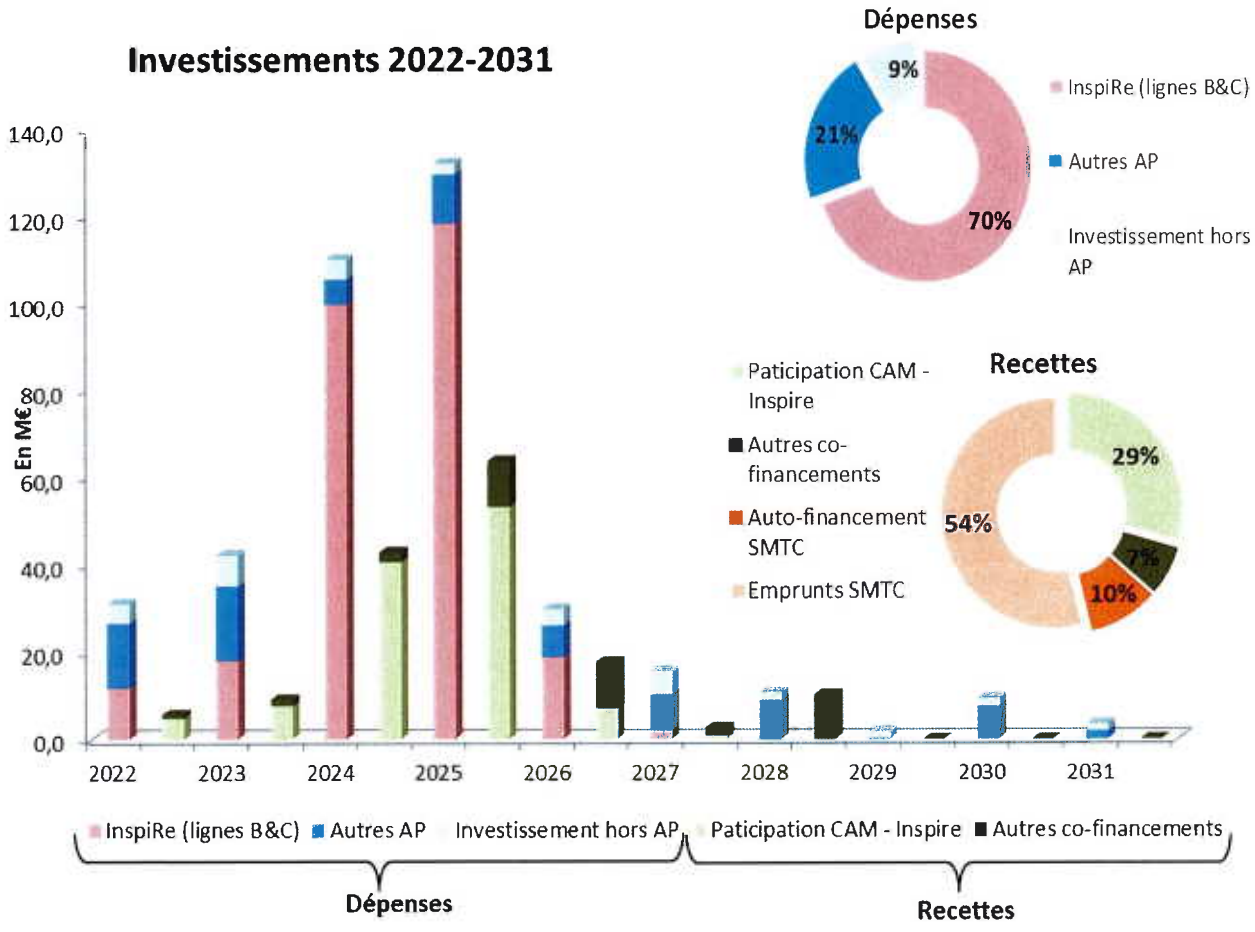
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

## La Programmation Pluriannuelle des Investissements à 10 ans : InspiRe et les autres projets structurants

Si InpiRe mobilise pour une large part la dépense d'investissement dans les 10 ans à venir du fait de l'ampleur du projet, 30 % de la dépense recouvrent des besoins hors InspiRe cependant.

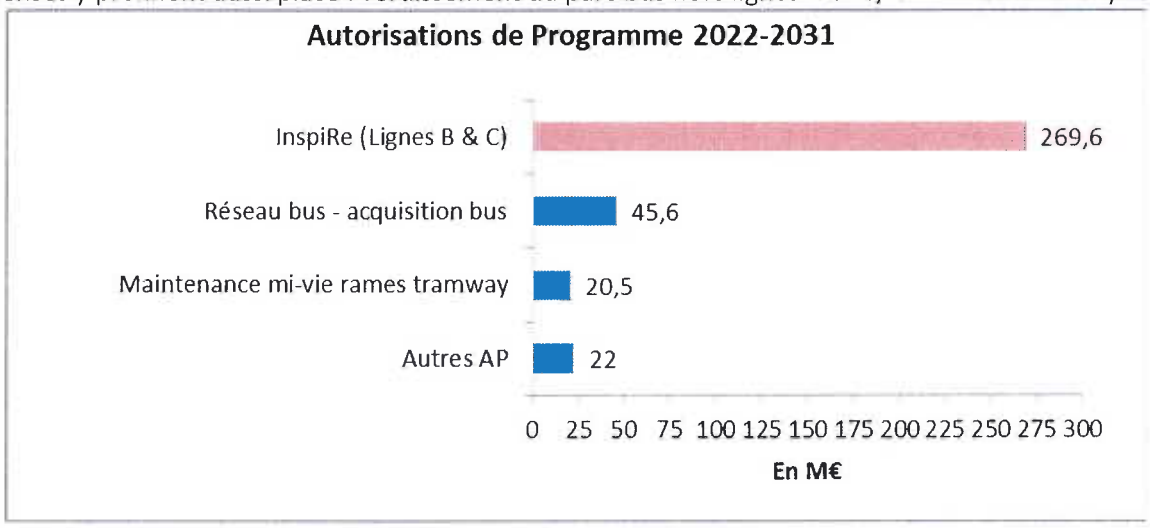
En effet, pour une PPI totale de 387 M€, 269 M€ concernent InspiRe (11.5 M€ dépensés pour le projet avant 2022), le montant hors InspiRe est donc bien supérieur à 100 M€. Ce poids important des lignes B&C est aussi à relativiser sur le plan de la dépense en propre du SMTC puisque la dépense d'InSPire est soutenue pour 40 % sur une participation de la CAM comme par une contribution de l'Etat supérieure à 20 M€. De fait, la part de l'effort propre du SMTC sera plus importante pour les investissements hors Inspire (beaucoup moins, voire pas du tout cofinancés).

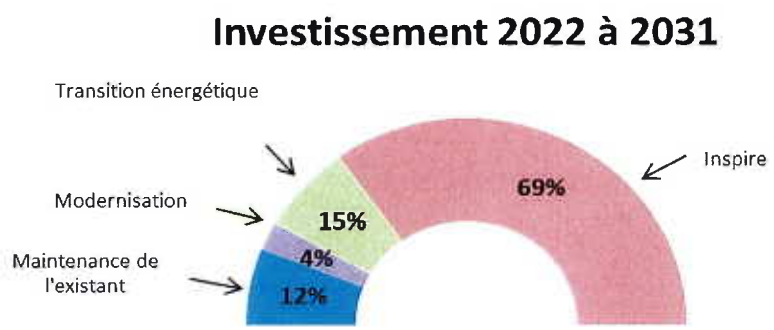
Plus globalement sur l'ensemble de ce montant de la PPI de plus de 380 M€, près de 250 M€ (soit 64 % du total des recettes) reposeront sur un effort propre du SMTC, c'est-à-dire son autofinancement nette (épargne nette) et l'emprunt (à rembourser).



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

Si la future décennie laisse apparaitre naturellement une concentration majoritaire des dépenses sur le projet des lignes B&C, beaucoup d'autres Autorisations de Programme significatives en dépenses y prennent aussi place : verdissement du parc bus hors lignes B et C, mi- vie du tramway…



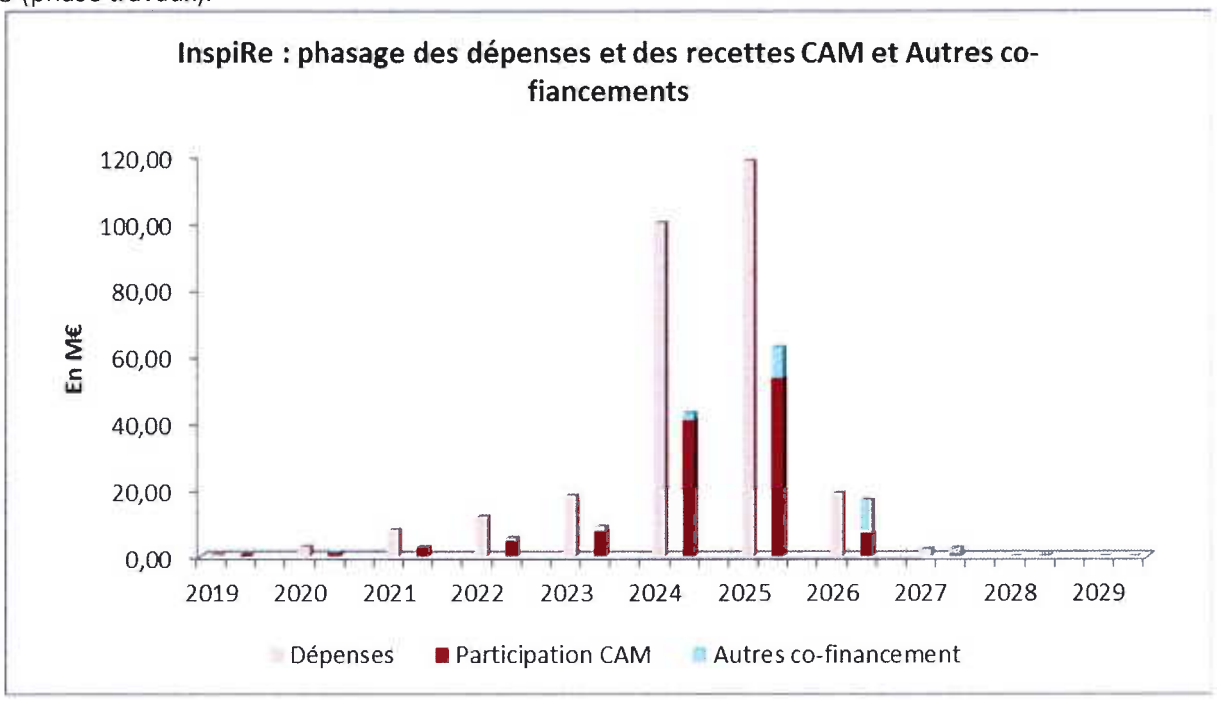



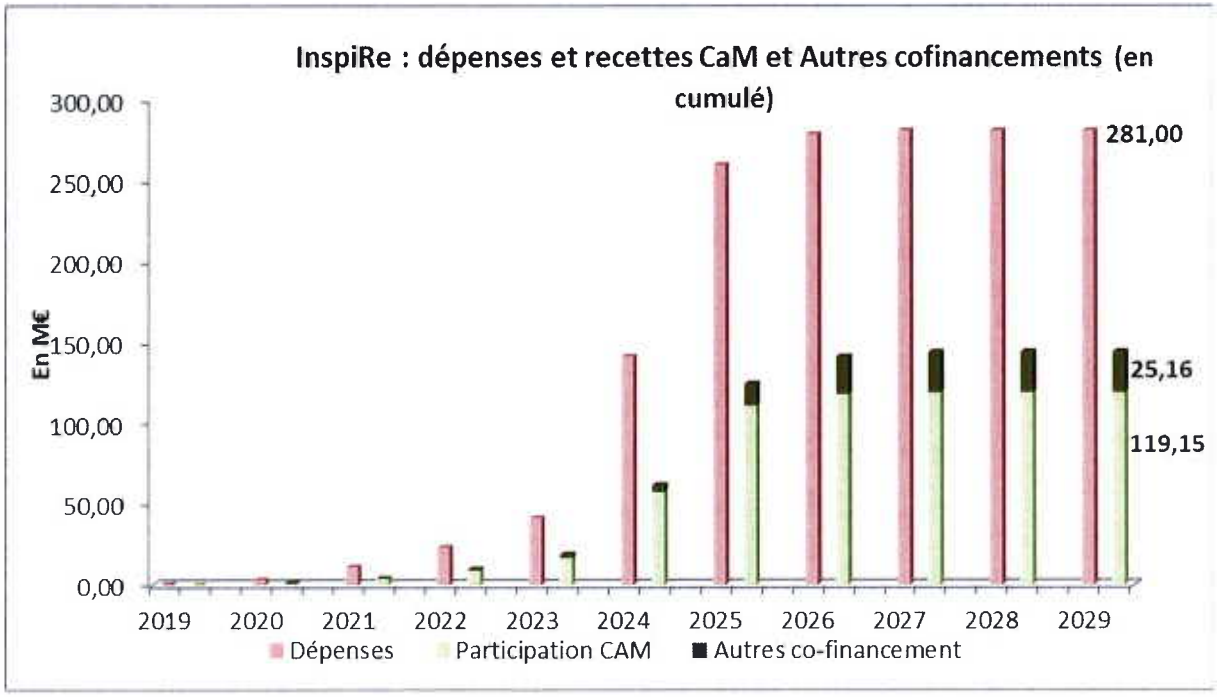

| | En M€ |
|---|---|
| Maintenance de l'existant | 47,4 |
| Modernisation | 17,0 |
| Transition énergétique (flotte de bus et hydrogène) | 57,8 |
| InspiRe (Lignes B&C) | 269,6 |

Il est notable que, à hauteur de 85 %, la dépense d'investissement future sur la période est axée sur la transition écologique (328 M€).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

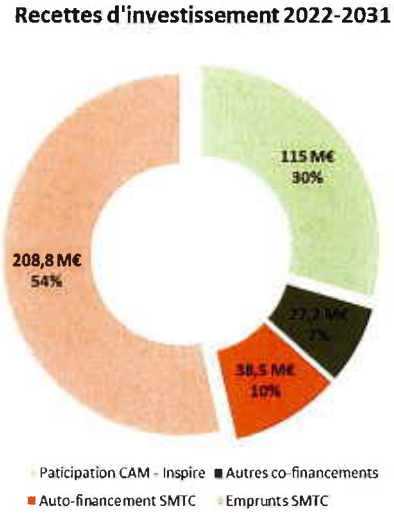
Le phasage des dépenses et recettes pour le projet InspiRe connait deux pics majeurs en 2024 et 2025 (phase travaux).

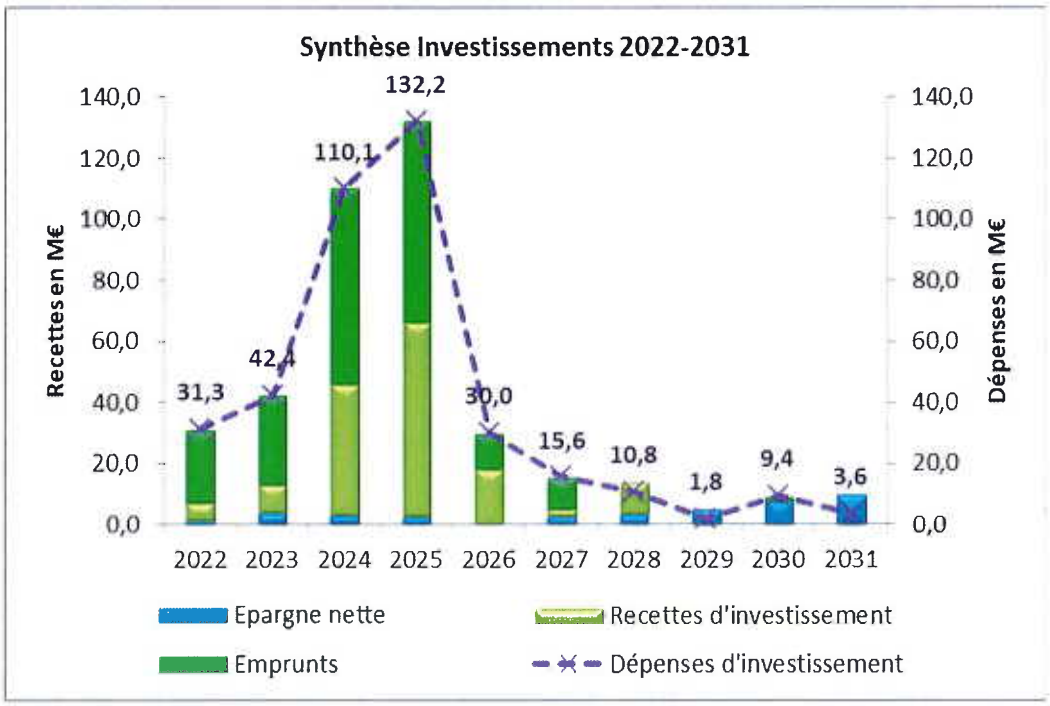


Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

La synthèse des recettes de financement de la PPI laisse apparaitre un besoin d'emprunt conséquent (208 M€) qui s'élève à 54 %, un cofinancement très significatif (142 M€) soit 37 % et 10 % d'autofinancement pour un peu moins de 40 M€.



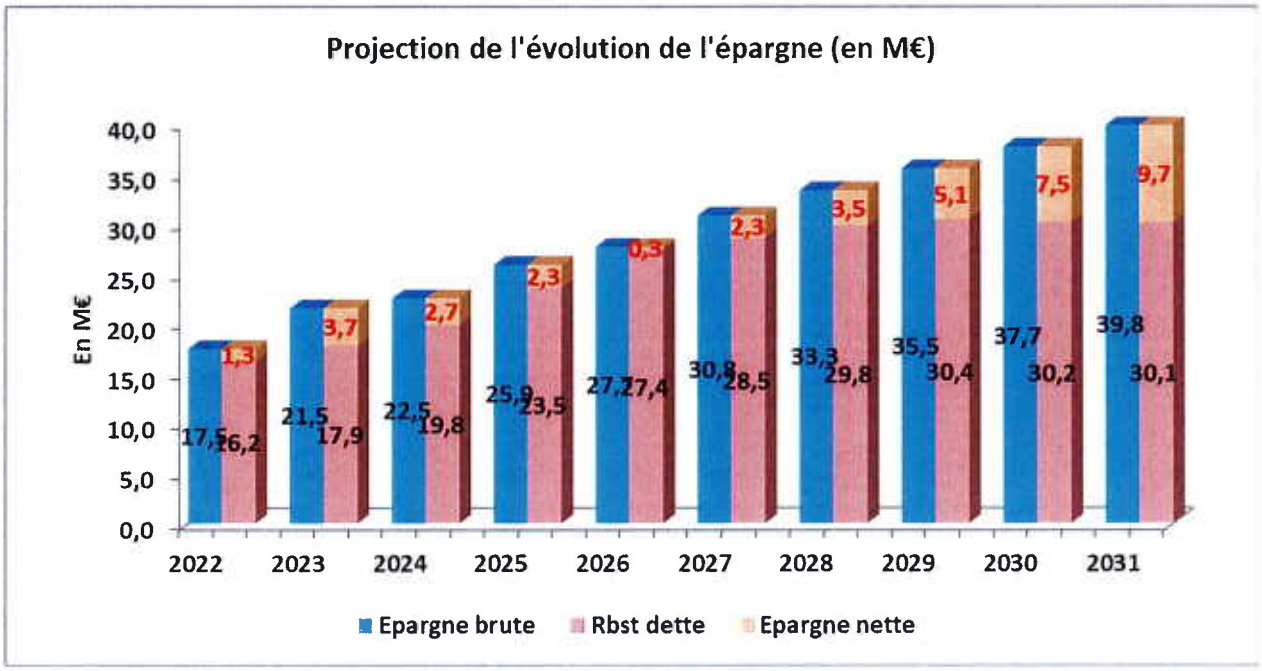
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

## La nécessité forte de préserver un niveau d'autofinancement suffisant : un objectif prioritaire des prochaines années

La capacité d'autofinancement (épargnes brute et nette ou CAF brute/nette) du SMTC constitue le levier du financement de l'investissement en raison du rôle central de la CAF dans les processus de mobilisation comme de remboursement de la dette. L'épargne nette est aussi fondamentale en raison du fait qu'un minimum de cette dernière est toujours requis pour la part de cofinancement en fonds propres des investissements (si l'emprunt reste naturellement majoritaire, une part minimale de financement par fonds propres est nécessaire).

Les finances du SMTC doivent s'adapter aux échéances de dépenses d'investissement, la préservation d'une capacité d'autofinancement suffisante y concoure et de facto sa sanctuarisation à un certain niveau devient primordiale. Par ailleurs, le respect des ratios de gestion classiques (capacité de désendettement par exemple) ou plus spécifiques au cas du SMTC (comme ceux de la Banque Européenne d'Investissement) appelle une CAF sanctuarisée a minima.

Pour la période 2015-2021 l'autofinancement du SMTC représentait 28 % des ressources propres du SMTC (emprunt de 85 M€+autofinancement de 34 M€). Pour la période 2022-2031 l'autofinancement du SMTC devrait représenter 18 % des ressources propres du SMTC (emprunt de 209 M€+ autofinancement de 39 M€).




Le financement de la PPI 2022 à 2031 et le remboursement de nos emprunts passés (avant 2022) et à venir (2022 à 2031 et suite) nous imposent des niveaux donnés d'épargne brute et nette (CAF).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

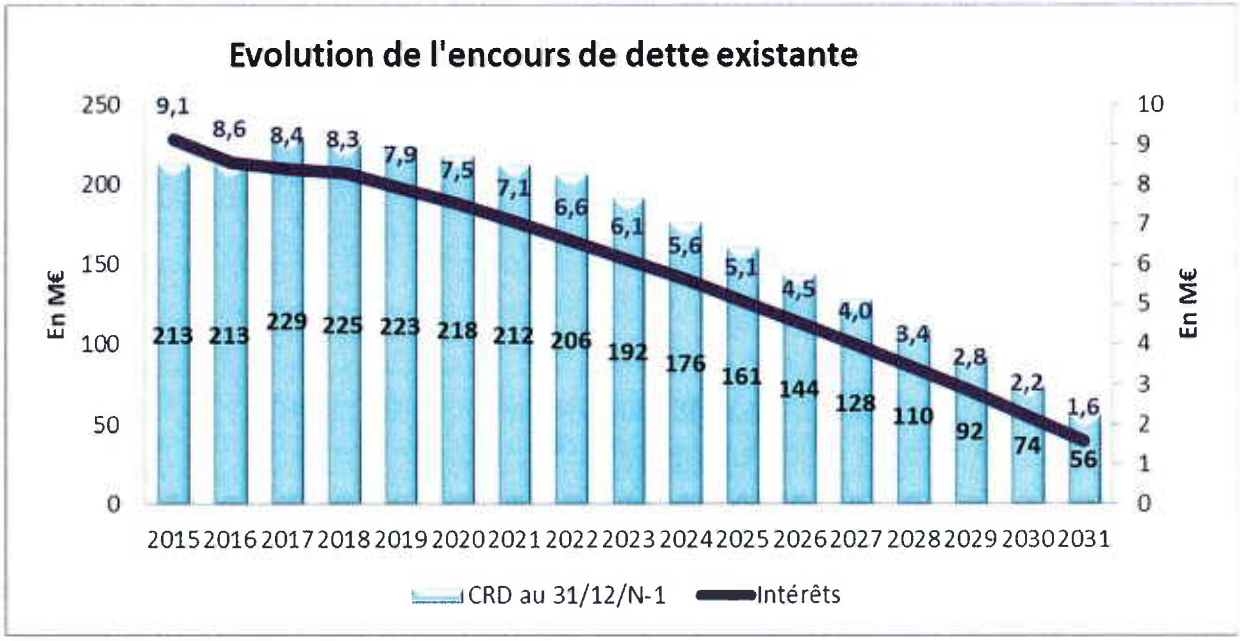
Les projections 2022 à 2031 du ROB montrent que le financement de l'investissement est soutenable sous réserve de préserver un niveau d'épargne de gestion (Recettes moins Dépenses de fonctionnement) et de capacité d'autofinancement suffisants. Dans ce schéma-là, la maitrise du fonctionnement étant la clef, une double vigilance est requise sur les niveaux de recettes (Versement Mobilité, recettes commerciales…) comme sur les niveaux de dépenses (fonctionnement SMTC, fonctionnement T2C).

Au titre des dépenses de fonctionnement, près de 90 % des dépenses réelles de fonctionnement du SMTC venant asseoir le fonctionnement de l'EPIC T2C, les projections du ROB qui donnent ces niveaux de CAF minimum tiennent bien compte d'un coût maîtrisé des dépenses d'exploitation de T2C. Dès lors, la décennie à venir devra opérer une convergence de gestion accrue des exercices respectifs du SMTC et de T2C, gestions qui ne sauraient trop diverger sur ce sujet des coûts de fonctionnement sans risquer de remettre en cause les équilibres développés supra qui sont indispensables au bon financement de ses investissements par le SMTC.

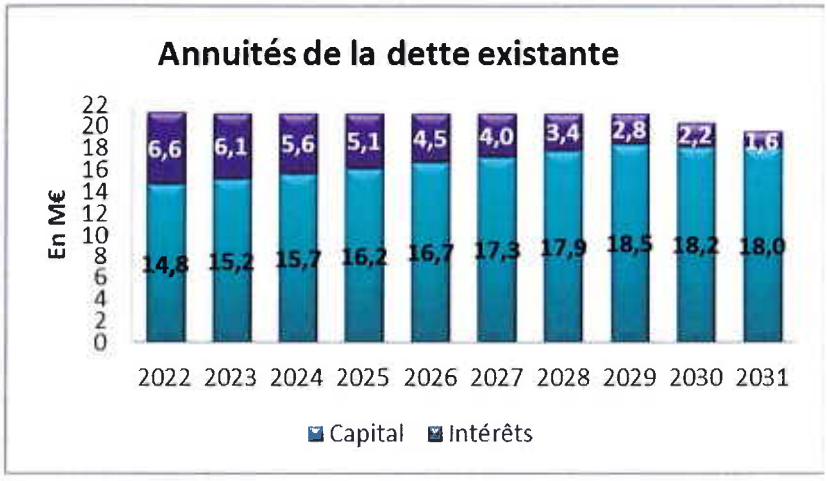
## Une croissance du capital restant dû significative en cours de période avec une réelle amélioration qualitative de la dette en parallèle

### La dette existante (emprunts d'avant 2022)

La période va être caractérisée par la forte extinction de la dette en cours (emprunts d'avant 2022), dans les 10 années à venir 150 M€ de CRD vont être remboursés et les intérêts de cette part de la dette vont passer de 6,6 en 2022 à moins de 2 M€ par an en 2031.

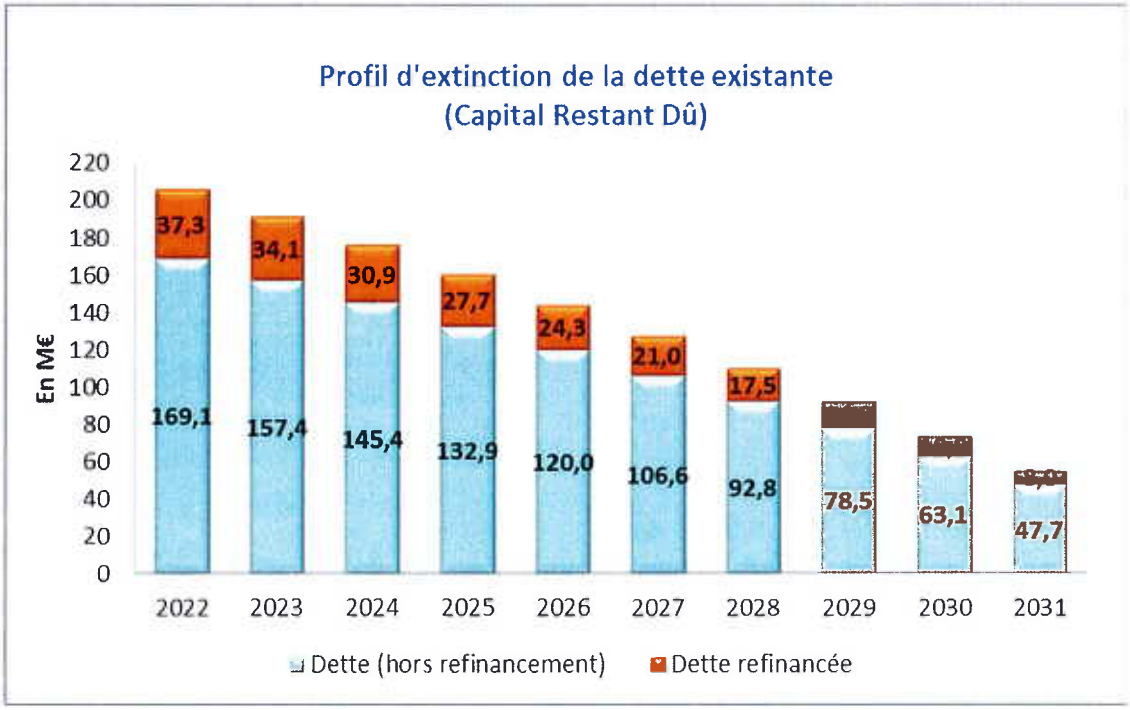


Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE



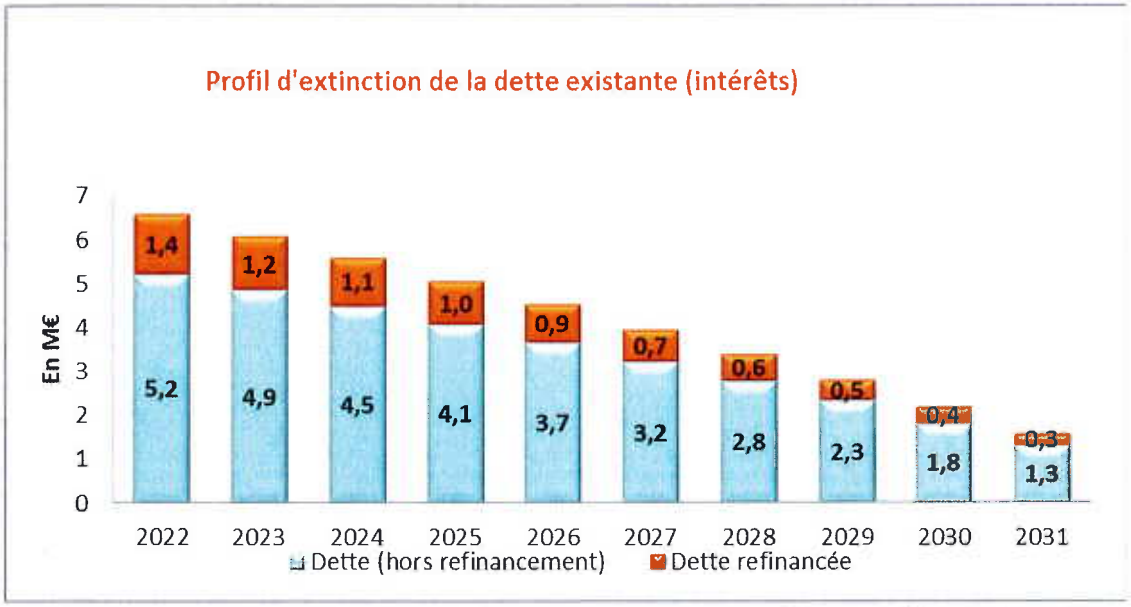

Les annuités conséquentes impliquent de fait le maintien d'un niveau d'épargne de gestion «socle» important.

Sur la décennie à venir, la dette du SMTC va devenir plus saine du fait de l'extinction de la dette refinancée (ex prêts Dexia ayant fait l'objet d'une opération de désensibilisation auprès de la SFIL) ; avec l'extinction du capital et des intérêts annuels liés à cet historique, la dette du SMTC va être purgée de cette pesanteur et devenir de fait économiquement plus performante.




Sur les 150 M€ de CRD de la dette d'avant 2022 remboursés d'ici 2031, 30 M€ concernent cette dette refinancée.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

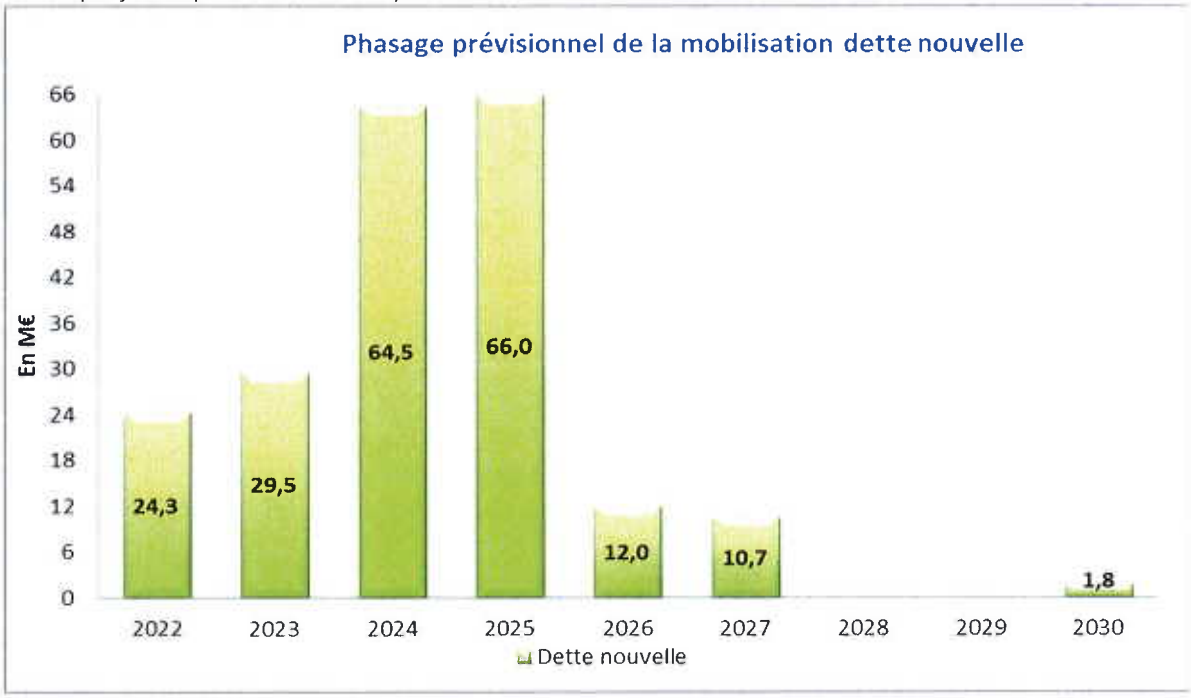



L'extinction de la charge d'intérêts liée à la dette refinancée est également significative (+ de 1 M€ d'écart sur la période).

Cette amélioration de la qualité de notre dette accroit sa performance économique, la part de cette pesanteur diminuant considérablement d'ici 2031. Avec une dette plus performante, le SMTC va aborder dans de meilleures conditions une période de mobilisation de l'emprunt très dense.

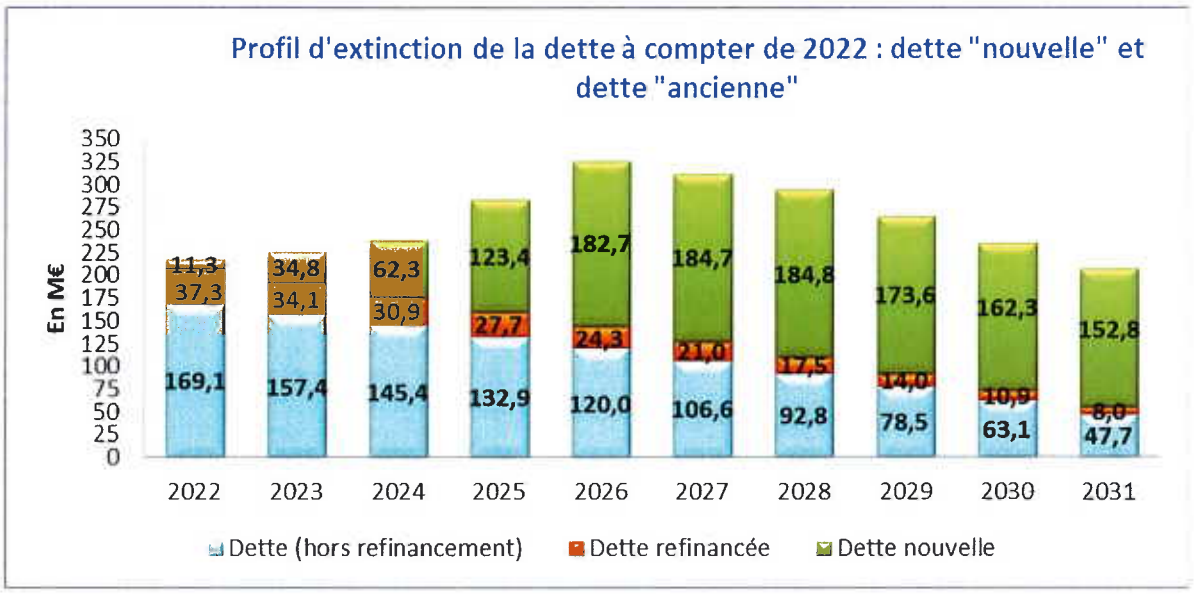
### Situation de la dette à compter de 2022

Comme le montre le phasage des emprunts pour 2022-2031, la mobilisation de crédits empruntés va être ample (de+de 200 M€) avec des pics à + de 60 M€ en 2024 et 2025 (phase travaux du projet InspiRe notamment).

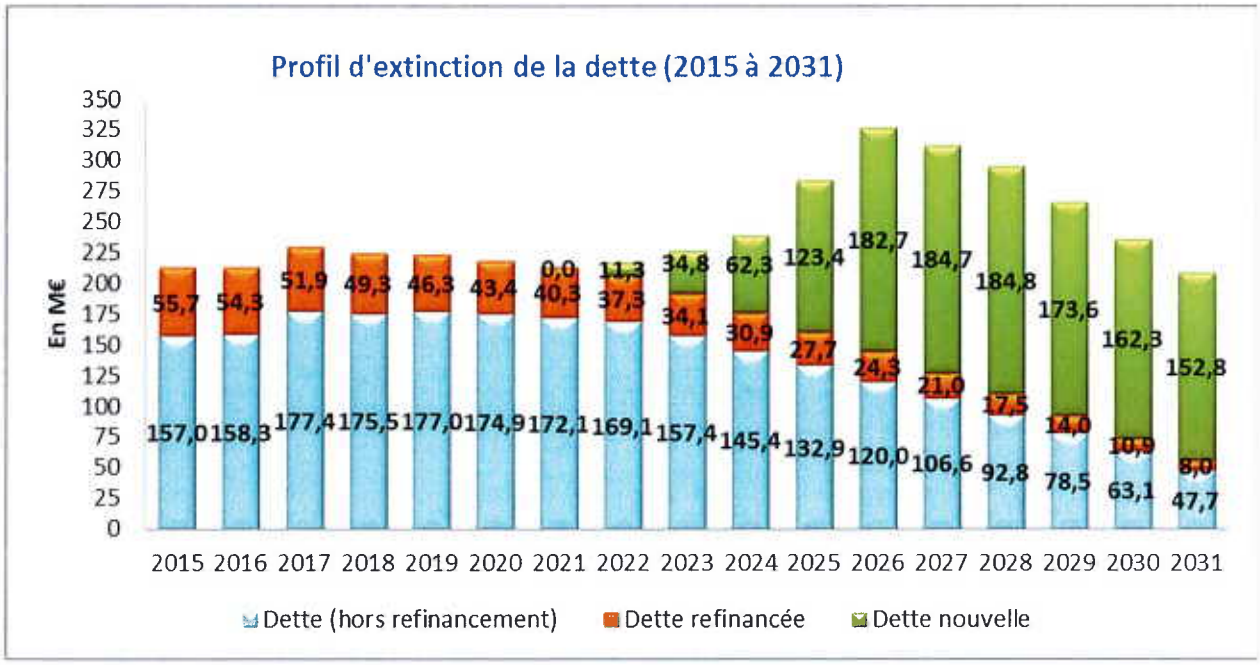


Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

Ainsi, durant la décennie à venir un mécanisme de substitution va s'opérer entre la dette « ancienne», contractée avant 2022 et la dette « nouvelle» mobilisée sur la période 2022-2031.

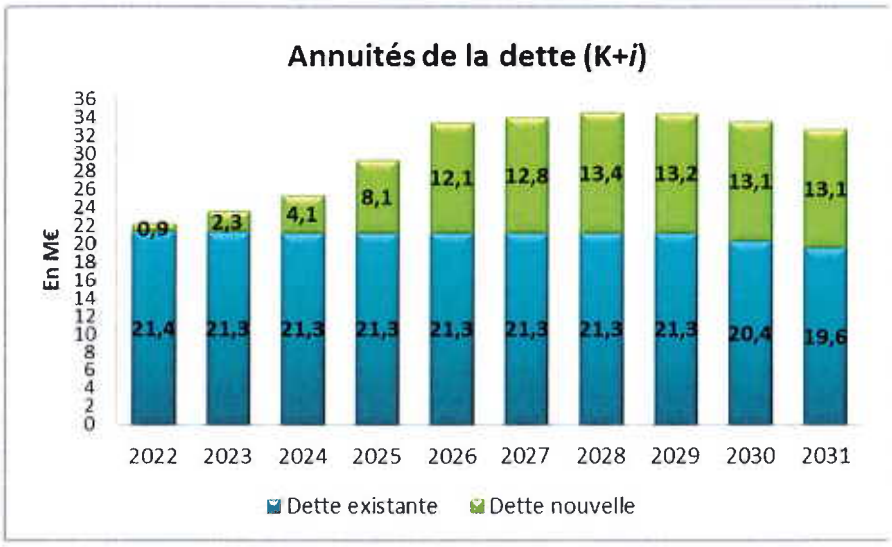



Une vision plus rétrospective (à compter de 2015 jusqu'à 2031) montre encore davantage la substitution d'une génération de dette par l'autre.




Pour ce qui concerne la capacité du SMTC à rembourser sa dette le montant des annuités passe d'un ordre de grandeur de 20 M€ à près de 35 M€ pour la prochaine décennie.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE



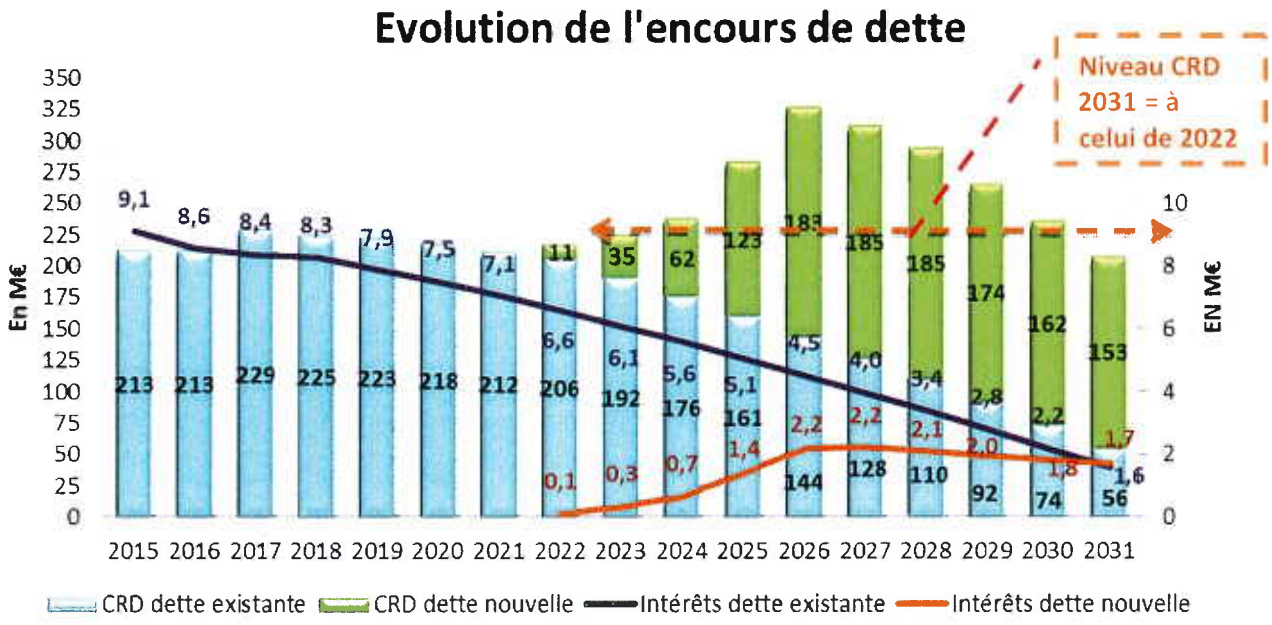

Ce niveau de remboursement annuel suppose une épargne de gestion plus importante sur la période (Recettes - Dépenses) et une épargne brute (CAF Brute) également conséquente pour asseoir le remboursement annuel du capital.

## Une dette plus performante qui reste bien maitrisée

Tandis que la pesanteur de la dette refinancée s'éteint et que les 3/4 du capital restant dû de la dette contractée avant 2022 seront remboursés d'ici 2031, les taux d'intérêt actuels «remplacent» les taux plus anciens beaucoup plus élevés (taux moyen de la dette existante est de 3,28 %, taux moyen de la dette future est de 1,3 % -estimation haute-). Sur ce plan également, le contexte présent où les acteurs économiques bénéficient de taux d'intérêt particulièrement bas concoure fortement à l'amélioration de la performance de la dette du SMTC. En 2022, la charge annuelle d'intérêts est de 6,6 M€ ; elle devrait être divisée par deux d'ici 2031 (estimation de 3.5 M€ en 2031).

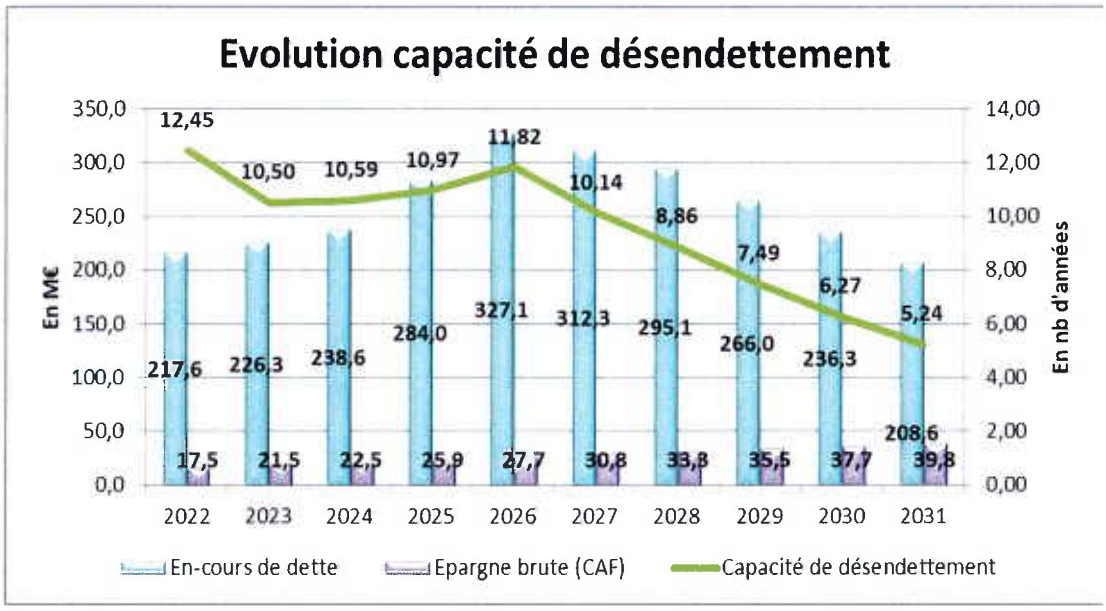
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

Par ailleurs, le montant de la dette (capital restant dû) en fin de période devrait être égal voir inférieur à celui de l'entrée de la décennie, une dynamique vertueuse est ainsi à l'œuvre pour maitriser la dette du SMTC à condition bien sûr de maintenir les niveaux d'autofinancement adéquats.




En conséquence, cette maîtrise de la dette, combinée à des niveaux d'épargne et d'autofinancement suffisants et sanctuarisés permet une bonne tenue du ratio de la Capacité de désendettement (nombre d'années théoriques pour le remboursement du capital restant dû en fonction du montant annuel de l'épargne brute).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE




Ce ratio important, notamment pour nos partenaires bancaires (dont la BEI), reste maitrisé dans un niveau plus qu'acceptable en fin de période ce qui est un élément notable compte tenu du fait que la période suivant celle du ROB (au-delà de 2031 donc) sera à nouveau marquée par des investissements conséquents et donc une forte mobilisation de l'emprunt (ferrisation de la ligne A notamment).

❖❖❖

Le SMTC va connaitre dans la période qui s'ouvre une phase d'investissements inédite depuis celle du tramway de la ligne A.

La mobilisation du financement va être à l'aune de cette dépense.

Le financement de la PPI de l'AOM pour 2022 -2031, qui comprend InspiRe comme d'autres investissements importants, est soutenable. En effet, comme développé dans la présente délibération, si la forte mobilisation de l'emprunt sur cette décennie à venir augmente la dette du SMTC, celle-ci reste cependant maîtrisée -et donc peut être et contractée et remboursée - compte tenu notamment de l'extinction à venir de la dette passée (allègement du poids de la dette), du nouveau contexte des taux d'emprunt (très favorable) ou encore du niveau d'épargne à maintenir impérativement (sanctuarisation des niveaux de recettes et maîtrise des dépenses de fonctionnement –dont les dépenses d'exploitation-).

La maturité des estimations de coûts de nos investissements nous permet de bien projeter à 10 ans nos besoins d'emprunts tandis que la sincérité de nos prévisions et trajectoires de recettes est solide.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

Dès lors, la maîtrise du fonctionnement en dépenses constitue bien un des angles incontournables de garantie d'une épargne de gestion (recettes moins les dépenses) et des épargnes brute (épargne de gestion moins les charges financières) comme nette (épargne brute moins le remboursement annuel du capital emprunté). C'est pourquoi les dépenses de fonctionnement du SMTC – dont les dépenses d'exploitation des transports en commun représentent une part substantielle – constitueront un point de vigilance de gestion devant être tout particulièrement suivi tout au long de la période 2022-2031.

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir débattu,**

- **prend acte, à l'unanimité, du Rapport d'Orientations Budgétaires 2022.**

  Pour : 28
  Contre : 0
  Abstention : 0

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211029-20211021_DE08-DE

# TABLEAU DES EMPLOIS AU 01/11/2021

| | Permanent | | | Total Permanent | Non permanent | | Total Non permanent | Hors plaf | Total Hors plafond | Total général |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Pourvu | | Vacant | | Pourvu | Vacant | | Vacant | | |
| | Titulaire | Contractuel | Vacant | | Contractuel | Vacant | | Vacant | | |
| **Emploi fonctionnel** | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | 2 |
| **A** | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | | 2 |
| **Emploi fonctionnel DGS des communes de 150 à 400 000 hab.** | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Directeur/trice Général des Services | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Collaborateur de cabinet** | | | | | | 1 | 1 | | | 1 |
| Collaborateur/trice de cabinet | | | | | | 1 | 1 | | | 1 |
| **Administrative** | 33 | 10 | 3 | 46 | 2 | | 2 | 1 | 1 | 49 |
| **A** | 12 | 8 | 3 | 23 | 2 | | 2 | 1 | 1 | 26 |
| **Directeur territorial** | | | | | | | | 1 | 1 | 1 |
| Suspension de l'engagement pour exercice d'un mandat local | | | | | | | | 1 | 1 | 1 |
| **Attaché principal** | 6 | 2 | | 8 | | | | | | 8 |
| Chargé(e) d'opérations aménagements urbains | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Directeur/trice des ressources humaines | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Directeur/trice de la communication externe et des relations institutionnelles | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Chef(fe) de projet mise en place nouveaux services | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Directeur/trice du pilotage de la performance et de la qualité des processus | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) du pilotage du contrat de service public de TDC | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de mission RH - Chargé(e) du pilotage des contrats | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Contrôleur/euse de gestion | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Attaché** | 5 | 5 | 3 | 15 | 2 | | 2 | | | 17 |
| Chargé(e) de la communication | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Contrat de thèse | | | | | 1 | | 1 | | | 1 |
| Chef(fe) de projet communication Inspire | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de la stratégie digitale | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de mission RH | | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) du suivi des partenariats | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) d'Etudes, Connaissance du Transcan | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Chef(fe) de projets et d'études structurants | | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| Chef(fe) de projets développement | | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| Chef(fe) de projet Billettique | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) d'opérations procédures générales | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) matériel roulant guidé, tramway et dossier STRUTS | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Responsable du pôle achats, ressources administratives et juridiques | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) des achats Inspire | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de l'audit et de la qualité organisationnelle | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) du pilotage du contrat d'exploitation vélo | | | | | 1 | | 1 | | | 1 |
| Chargé(e) de l'accompagnement et du développement des partenariats et de l'expérimentation globale | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| **B** | 7 | 2 | | 9 | | | | | | 9 |
| **Rédacteur principal de 1ère classe** | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de liquidation et du suivi des dossiers de subventions | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Rédacteur principal de 2ème classe** | 2 | | | 2 | | | | | | 2 |
| Assistant(e) de la direction DMT - DG | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Assistant(e) pilotage des contrats | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Rédacteur** | 4 | 2 | | 6 | | | | | | 6 |
| Chargé(e) administratif/ve des assemblées | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) du pilotage budgétaire | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Coordonnateur/trice Comptable et comptable | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de l'administration GED et appui cellule patrimoine | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) du suivi de l'offre TC | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Opérateur/trice budgétaire et comptable | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **C** | 14 | | | 14 | | | | | | 14 |
| **Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe** | 8 | | | 8 | | | | | | 8 |
| Assistant(e) de direction DG | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Assistant(e) de gestion financière | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Assistant(e) de la direction MOA GP | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de la commande publique | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de logistique administrative et technique | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Assistant(e) de direction communication | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Assistant(e) de gestion RH - Paie | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Assistant(e) de la direction projet Inspire | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe** | 2 | | | 2 | | | | | | 2 |
| Chargé(e) de la commande publique | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Assistant(e) - Chargé(e) du développement des outils numériques | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Adjoint administratif territorial** | 4 | | | 4 | | | | | | 4 |
| Assistant(e) de la direction PPGP | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de la commande publique | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Assistant(e) de gestion RH - Carrière | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de l'accueil et de la gestion administrative commande publique | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Technique** | 14 | 3 | 1 | 18 | 1 | | 1 | | | 19 |
| **A** | 8 | 3 | 1 | 12 | 1 | | 1 | | | 13 |
| **Ingénieur en chef** | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Directeur/trice du projet Inspire | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Ingénieur principal** | 5 | 1 | | 6 | | | | | | 6 |
| Chargé(e) du pôle mobilité durable et urbanisme | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Directeur/trice maîtrise d'ouvrage et grands projets | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Directeur/trice offres de mobilité et services | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chef(fe) de projet systèmes, dépôt et matériel roulant | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Chef(fe) de projet adjoint en charge des infrastructures VRD | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Directeur/trice adjoint au directeur/trice de projet Inspire | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Ingénieur** | 2 | 2 | 1 | 5 | 1 | | 1 | | | 6 |
| Chargé(e) d'opérations aménagements urbains | | | | | 1 | | 1 | | | 1 |
| Chargé(e) d'opérations VRD | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de la stratégie parking et de l'offre | | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) d'opérations nouveau dépôt et ouvrages d'art | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) du matériel roulant non guidé (bus, PL, VL, vélos) | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Responsable du pôle patrimoine et installations fixes | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| **B** | 6 | | | 6 | | | | | | 6 |
| **Technicien principal de 1ère classe** | 4 | | | 4 | | | | | | 4 |
| Chargé(e) assistant/e interface homme machine et nouveaux habits | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) des relations employeurs | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) du patrimoine vivant | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) de l'informatique et des télécoms | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Technicien principal de 2ème classe** | 2 | | | 2 | | | | | | 2 |
| Chargé(e) des relations usagers | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| Chargé(e) d'études moyennes villes de mobilité | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| **Total général** | 48 | 13 | 4 | 65 | 3 | 1 | 4 | 1 | 1 | 70 |
| **Plafond d'emplois** | | | | 66 | | | | | | |

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 9

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

OBJET : **DECISION MODIFICATIVE 2021 N°1**

La Décision Modificative qui vous est présentée ci-après et dont le détail est annexé, modifie le budget 2021 des montants suivants :

- **en fonctionnement : 3 114 000 €**
- **en investissement : 1 588 500 €**

## I – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les modifications portent sur la section de fonctionnement comme suit :

- L'augmentation des dépenses de fonctionnement de 3 114 000 €, correspondant à :
  - L'inscription complémentaire pour le contrat T3SA de 110 000,00 €. Le contrat prévoit un montant forfaitaire annuel d'avril N à mars N+1, ce phasage est passé en année civile, soit 3 mois supplémentaires ;
  - L'ajustement à la hausse en masse salariale de 39 000 € qui s'explique par
    - les recrutements additionnels non budgétés (+139 000 €),
    - une baisse de la sollicitation de personnels mis à disposition par le Centre de Gestion (-100 000 €) ;
  - L'augmentation du virement à la section d'investissement de 2 965 000,00 €.

- L'augmentation des recettes de fonctionnement pour 3 114 000 €, qui se décomposent :
  - L'inscription de recettes complémentaires de personnel à hauteur de 43 000 €, afin de constater :
    - une subvention encaissée pour le contrat d'apprentissage (3 000 €),
    - des recettes supplémentaires de remboursements d'indemnités journalières et de titres restaurant (40 000 €).
  - L'inscription complémentaire de recettes de versement mobilité de 3 000 000 € afin de constater l'augmentation des versements sur le début d'année 2021 ;
  - L'inscription complémentaire d'une recette d'ordre relative à l'amortissement des subventions pour 71 000 €.

| Section | Sens | Réels ou ordre | Chapitre | BP | BS | DM | VC | Total Budgété |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FONCTIONNEMENT | Dépense | | *Total 022 DEPENSES IMPREVUES* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | | | *Total 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL* | *77 913 150,00* | *-564 136,90* | *110 000,00* | *0,00* | *77 459 013,10* |
| | | | *Total 012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES* | *3 725 800,00* | *50 000,00* | *34 000,00* | *0,00* | *3 809 800,00* |
| | | | *Total 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE* | *663 510,00* | *245 683,00* | *5 000,00* | *0,00* | *914 193,00* |
| | | | *Total 66 CHARGES FINANCIERES* | *7 100 000,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *7 100 000,00* |
| | | | *Total 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES* | *1 035 000,00* | *1 940 000,00* | *0,00* | *0,00* | *2 975 000,00* |
| | | | *Total 014 ATTENUATIONS DE PRODUITS* | *100 000,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *100 000,00* |
| | | Total Réel | | 90 537 460,00 | 1 671 546,10 | 149 000,00 | 0,00 | 92 358 006,10 |
| | | | *Total 042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS* | *14 234 189,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *14 234 189,00* |
| | | | *Total 023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT* | *5 136 491,00* | *-5 097 821,54* | *2 965 000,00* | *0,00* | *3 003 669,46* |
| | | Total Ordre | | 19 370 680,00 | -5 097 821,54 | 2 965 000,00 | 0,00 | 17 237 858,46 |
| | **Total Dépense de fonctionnement** | | | **109 908 140,00** | **-3 426 275,44** | **3 114 000,00** | **0,00** | **109 595 864,56** |
| | Recette | | *Total 002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT* | *0,00* | *155 445,26* | *0,00* | *0,00* | *155 445,26* |
| | | | *Total 013 ATTENUATIONS DE CHARGES* | *18 000,00* | *102 279,30* | *40 000,00* | *0,00* | *160 279,30* |
| | | | *Total 70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES* | *15 300 000,00* | *-2 454 000,00* | *0,00* | *0,00* | *12 846 000,00* |
| | | | *Total 73 IMPOTS ET TAXES* | *72 900 000,00* | *-1 250 000,00* | *3 000 000,00* | *0,00* | *74 650 000,00* |
| | | | *Total 74 DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS* | *17 157 140,00* | *0,00* | *3 000,00* | *0,00* | *17 160 140,00* |
| | | | *Total 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE* | *370 000,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *370 000,00* |
| | | | *Total 76 PRODUITS FINANCIERS* | *475 000,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *475 000,00* |
| | | | *Total 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS* | *0,00* | *20 000,00* | *0,00* | *0,00* | *20 000,00* |
| | | | *Total 79 TRANSFERTS DE CHARGES* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | | Total Réel | | 106 220 140,00 | -3 426 275,44 | 3 043 000,00 | 0,00 | 105 836 864,56 |
| | | | *Total 042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS* | *3 688 000,00* | *0,00* | *71 000,00* | *0,00* | *3 759 000,00* |
| | | Total Ordre | | 3 688 000,00 | 0,00 | 71 000,00 | 0,00 | 3 759 000,00 |
| | **Total Recette de fonctionnement** | | | **109 908 140,00** | **-3 426 275,44** | **3 114 000,00** | **0,00** | **109 595 864,56** |

## II – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les modifications portent sur la section d'investissement comme suit :

- L'augmentation des dépenses d'investissement de 1 588 500,00 €, correspondant à :
  - La suppression de l'AP cadres MI renforcés : - 1 400 000 € de crédits de paiement 2021 ;
  - La création d'une nouvelle AP pour les différentes obsolescences du tramway : 800 000 € de crédits de paiement 2021 ;
  - La création d'une nouvelle AP pour la solution informatique RH paie pour T2C : 50 000 € de crédits de paiement 2021 ;
  - L'augmentation de l'opération « travaux agence T2C » pour 60 000,00 € ;
  - L'inscription de crédits sur l'opération « Travaux divers Pardieu » pour 50 000 € ;
  - L'augmentation de l'opération « travaux divers ligne A » pour 30 000 € ;
  - L'augmentation à hauteur de 120 000 € du remboursement du capital des emprunts suite à la contractualisation du prêt au premier semestre 2021 ;
  - L'inscription d'une dépense d'ordre supplémentaire relative à l'amortissement des subventions pour 71 000 € ;
  - L'inscription de crédits pour des opérations patrimoniales liées à InspiRe (transfert des frais d'études vers travaux en cours) et au logiciel financier T2C (transfert des frais d'études vers frais de licences) pour 1 752 800 € ;
  - L'inscription de crédits en lien avec une opération de transfert (frais de licences vers travaux en cours) pour InspiRe pour un montant de 54 700 €.

- L'augmentation des recettes d'investissement de 1 588 500 €, correspondant à :
  - La baisse du recours à l'emprunt pour 3 184 000,00 € ;
  - L'augmentation du virement de la section de fonctionnement de 2 965 000,00 € ;
  - L'inscription de crédits pour des opérations patrimoniales liées à InspiRe (transfert des frais d'études vers travaux en cours) et au logiciel financier T2C (transfert des frais d'études vers frais de licences) pour 1 752 800 € ;
  - L'inscription de crédits en lien avec une opération de transfert (frais de licences vers travaux en cours) pour InspiRe pour un montant de 54 700 €.

| Section | Sens | Réels ou ordre | Chapitre | BP | Reports | BS | DM | VC | Total Budgété |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| INVESTISSEMENT | Dépense | | Total 020 DEPENSES IMPREVUES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | Total 16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 13 800 000,00 | 0,00 | 0,00 | 120 000,00 | 0,00 | 13 920 000,00 |
| | | | Total 20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 75 000,00 | 1 784 737,57 | 51 000,00 | 50 000,00 | 205 000,00 | 2 165 737,57 |
| | | | Total 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 14 735 248,00 | 9 971 789,78 | 1 852 500,00 | -510 000,00 | 76 412,00 | 26 125 949,78 |
| | | | Total 23 IMMOBILISATIONS EN COURS | 3 960 000,00 | 677 889,37 | 200 000,00 | 104 700,00 | 0,00 | 4 942 589,37 |
| | | | Total 45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 2 120 000,00 | 879 674,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 999 674,34 |
| | | Total Réel | | 34 690 248,00 | 13 314 091,06 | 2 103 500,00 | -235 300,00 | 281 412,00 | 50 153 951,06 |
| | | | Total 041 OPERATIONS PATRIMONIALES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 752 800,00 | 0,00 | 1 752 800,00 |
| | | | Total 040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 3 688 000,00 | 0,00 | 0,00 | 71 000,00 | 0,00 | 3 759 000,00 |
| | | Total Ordre | | 3 688 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 823 800,00 | 0,00 | 5 511 800,00 |
| | Total Dépense d'investissement | | | 38 378 248,00 | 13 314 091,06 | 2 103 500,00 | 1 588 500,00 | 281 412,00 | 55 665 751,06 |
| | Recette | | Total 001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 0,00 | 0,00 | 6 800 713,97 | 0,00 | 0,00 | 6 800 713,97 |
| | | | Total 10 DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES | 0,00 | 0,00 | 5 745 114,75 | 0,00 | 0,00 | 5 745 114,75 |
| | | | Total 13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 2 997 765,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 997 765,00 |
| | | | Total 16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 13 209 803,00 | 0,00 | 8 051 321,54 | -3 184 000,00 | 0,00 | 18 077 124,54 |
| | | | Total 20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 54 700,00 | 0,00 | 54 700,00 |
| | | | Total 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | Total 26 PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | Total 45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 2 800 000,00 | 879 674,34 | -680 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 999 674,34 |
| | | Total Réel | | 19 007 568,00 | 879 674,34 | 19 917 150,26 | -3 129 300,00 | 0,00 | 36 675 092,60 |
| | | | Total 021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 5 136 491,00 | 0,00 | -5 097 821,54 | 2 965 000,00 | 0,00 | 3 003 669,46 |
| | | | Total 041 OPERATIONS PATRIMONIALES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 752 800,00 | 0,00 | 1 752 800,00 |
| | | | Total 040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 14 234 189,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 234 189,00 |
| | | Total Ordre | | 19 370 680,00 | 0,00 | -5 097 821,54 | 4 717 800,00 | 0,00 | 18 990 658,46 |
| | Total Recette d'investissement | | | 38 378 248,00 | 879 674,34 | 14 819 328,72 | 1 588 500,00 | 0,00 | 55 665 751,06 |

## III – MISE A JOUR DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

- Suppression d'une autorisation de programme :
  - L'autorisation de programme d'un montant de 3M€ pour l'achat de cadres MI renforcés auprès de NTL est supprimé et est remplacé par la nouvelle autorisation de programme créée (obsolescence tramway).

- Création de trois nouvelles autorisations de programme :
  - « Obsolescence Tramway » pour un total de 4,8 M€ ;
  - « Graphicage/habillage » pour un total de 3,1 M€ ;
  - « Solution SIRH paie » pour un total de 500 000 €.

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** (Pour : 28 ; Contre : 0 ; Abstention : 0)

- **d'approuver la décision modificative 2021 n°1 jointe en annexe.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

REPUBLIQUE FRANCAISE

25630012000035 SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN

POSTE COMPTABLE DE TRESORERIE MUNICIPALE

SERVICE PUBLIC LOCAL
COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
SYNDICATMIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN
DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

M43

# DECISION MODIFICATIVE

BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2021

# SOMMAIRE


| Pages | |
|---|---|
| | **I - Informations générales**<br>- Modalités de vote du budget<br>**II- Présentation générale du budget**<br>A1- Vue d'ensemble - Sections<br>A2- Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres<br>A3- Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres<br>B1- Balance générale du budget - Dépenses<br>B2- Balance générale du budget - Recettes<br>**III - Vote du budget**<br>A1- Section d'exploitation - Détail des dépenses<br>A2- Section d'exploitation - Détail des recettes<br>B1- Section d'investissement - Détail des dépenses<br>B2- Section d'investissement - Détail des recettes<br>B3- Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles |

| | **IV - ANNEXES** | | |
|---|---|---|---|
| | **A - Eléments du bilan** | | |
| | A1- Etat de la dette<br>1.1- Détail des crédits de trésorerie<br>1.2- Répartition par nature de dette<br>1.3- Répartition des emprunts par structure de taux<br>1.4- Typologie de la répartition de l'encours<br>1.5- Détail des opérations de couverture<br>1.6- Autres dettes<br>A2- Méthodes utilisées pour les amortissements<br>A3.1- Etat des provisions et des dépréciations<br>A3.2- Etalement des provisions<br>A4.1- Equilibre des opérations financières - Dépenses<br>A4.2- Equilibre des opérations financières - Recettes<br>A5.1.1- Etats dépenses, recettes services eau et assainissement - Exploitation<br>A5.1.2- Etats dépenses, recettes services eau et assainissement - Investissement<br>A5.2.1- Etats dép. rec. serv. assainiss. collectif, non collec. - Exploitation<br>A5.2.2- Etats dép. rec. serv. assainiss. collectif, non collec. - Investissement<br>A6- Etat des charges transférées<br>A7- Détail des opérations pour le compte de tiers | | |
| | **B - Engagements hors bilan** | | |
| | B1.1- Etat des emprunts garantis par la régie<br>B1.2- Calcul du ratio d'endettement<br>B1.3- Subventions versées dans le cadre du vote du budget<br>B1.4- Etat des contrats de crédit - bail<br>B1.5- Etat des contrats de partenariat public - privé<br>B1.6- Etat des autres engagements donnés<br>B1.7- Etat des engagements reçus<br>B2.1- Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents<br>B2.2- Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents | | |
| | **C - Autres éléments d'information** | | |
| | C1.1- Etat du personnel<br>C1.2- Personnel de l'étab. de rattach. employé par la régie<br>C2- Liste des organismes avec engagements financiers pris<br>C3- Liste des services individualisés dans un budget annexe | | |
| | **D - Arrêté et signatures** | | |
| | D - Arrêté et signatures | | |

| I - INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | |

I - L'Assemblée délibérante a voté le present budget par nature :
- au niveau du chapitre pour la section d'exploitation (1)
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement (1).
- sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III-B-3 (2)

La liste des articles specialises sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci - dessus, le budget est réputé voté par chapitre et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont (2) :
- semi - budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

IV - La comparaison avec le budget précedent (cf. colonne "Pour mémoire") s'effectue par rapport au budget - cumulé - de l'exercice précédent (2)
Si le présent budget est un budget supplémentaire, reporter le budget primitif et le cumul des décisions budgétaires en cours

V - Le présent budget a été voté (2) :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1

(1) A compléter par "du chapitre" ou "de l'article"
(2) Rayer la mention inutile

| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

| EXPLOITATION | | EXPLOITATION | |
|---|---|---|---|
| | | Dépenses | Recettes |
| VOTE | CREDITS D'EXPLOITATION VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET | 3 114 000.00 | 3 114 000.00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT | | |
| | 002 RESULTAT DE D'EXPLOITATION REPORTE | | |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (R.A.R + Résultat + Crédits votés) | 3 114 000.00 | 3 114 000.00 |

| INVESTISSEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|
| | | Dépenses | Recettes |
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068) | 1 588 500.00 | 1 588 500.00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT | | |
| | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | | |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (R.A.R + Résultat + Crédits votés) | 1 588 500.00 | 1 588 500.00 |
| | | TOTAL | |
| | TOTAL DU BUDGET | 4 702 500.00 | 4 702 500.00 |

| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES | A2 |

DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap | Libellé | Budget de l'exercice | Propositions Nouvelles | VOTE | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 77 349 013.10 | 110 000.00 | 110 000.00 | 77 459 013.10 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 3 775 300.00 | 34 000.00 | 34 000.00 | 3 809 300.00 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 100 000.00 | | | 100 000.00 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 909 193.00 | 5 000.00 | 5 000.00 | 914 193.00 |
| Total des dépenses de gestion des services | | 32 134 006.10 | 149 000.00 | 149 000.00 | 32 283 006.10 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 7 100 000.00 | | | 7 100 000.00 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 2 975 000.00 | | | 2 975 000.00 |
| Total des dépenses réelles d'exploitation | | 92 209 006.10 | 149 000.00 | 149 000.00 | 92 358 006.10 |
| *023* | *VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT* | *38 669.46* | *2 965 000.00* | *2 965 000.00* | *3 003 669.46* |
| *042* | *OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS* | *14 234 189.00* | | | *14 234 189.00* |
| *Total des dépenses d'ordre d'exploitation* | | *14 272 858.46* | *2 965 000.00* | *2 965 000.00* | *17 237 858.46* |
| TOTAL | | 106 481 364.56 | 3 114 000.00 | 3 114 000.00 | 109 595 364.56 |

| | |
|---|---|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |

| | |
|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES (Total+Résultat) | 109 595 364.56 |

RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap | Libellé | Budget de l'exercice | Propositions Nouvelles | VOTE | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 120 279.30 | 40 000.00 | 40 000.00 | 160 279.30 |
| 70 | VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,SERVICES,MARCHANDISES | 12 846 000.00 | | | 12 846 000.00 |
| 73 | PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE | 71 650 000.00 | 3 000 000.00 | 3 000 000.00 | 74 650 000.00 |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 17 157 140.00 | 3 000.00 | 3 000.00 | 17 160 140.00 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 370 000.00 | | | 370 000.00 |
| Total des recettes de gestion des services | | 102 143 419.30 | 3 043 000.00 | 3 043 000.00 | 105 186 419.30 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 475 000.00 | | | 475 000.00 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 20 000.00 | | | 20 000.00 |
| Total des recettes réelles d'exploitation | | 102 638 419.30 | 3 043 000.00 | 3 043 000.00 | 105 681 419.30 |
| *042* | *OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS* | *3 688 000.00* | *71 000.00* | *71 000.00* | *3 759 000.00* |
| *Total des recettes d'ordre d'exploitation* | | *3 688 000.00* | *71 000.00* | *71 000.00* | *3 759 000.00* |
| TOTAL | | 106 326 419.30 | 3 114 000.00 | 3 114 000.00 | 109 440 419.30 |

| | |
|---|---|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 155 445.26 |

| | |
|---|---|
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES (Total+Résultat) | 109 595 364.56 |

| | |
|---|---|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 2 894 300.00 |

| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES | A3 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice | Propositions Nouvelles | VOTE | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS<br>Total des opérations d'équipement | 33 589 576.72 | -355 300.00 | -355 300.00 | 33 234 276.72 |
| Total des dépenses d'équipement | | 33 589 576.72 | -355 300.00 | -355 300.00 | 33 234 276.72 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 13 800 000.00 | 120 000.00 | 120 000.00 | 13 920 000.00 |
| Total des dépenses financières | | 13 800 000.00 | 120 000.00 | 120 000.00 | 13 920 000.00 |
| 4581 | Total des opérations pour compte de tiers | 2 999 674.34 | | | 2 999 674.34 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 50 389 251.06 | -235 300.00 | -235 300.00 | 50 153 951.06 |
| *040*<br>*041* | *OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*<br>*OPERATIONS PATRIMONIALES* | *3 688 000.00* | *71 000.00*<br>*1 752 800.00* | *71 000.00*<br>*1 752 800.00* | *3 759 000.00*<br>*1 752 800.00* |
| *Total des dépenses d'ordre d'investissement* | | *3 688 000.00* | *1 823 800.00* | *1 823 800.00* | *5 511 800.00* |
| TOTAL | | 54 077 251.06 | 1 588 500.00 | 1 588 500.00 | 55 665 751.06 |

| | |
|---|---|
| D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |

| | |
|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+Résultat) | 55 665 751.06 |

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice | Propositions Nouvelles | VOTE | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 2 997 765.00 | | | 2 997 765.00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165) | 21 261 124.54 | -3 184 000.00 | -3 184 000.00 | 18 077 124.54 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 54 700.00 | 54 700.00 | 54 700.00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Total des recettes d'équipement | | 24 258 889.54 | -3 129 300.00 | -3 129 300.00 | 21 129 589.54 |
| 106 | Réserves | 5 745 114.75 | | | 5 745 114.75 |
| Total des recettes financières | | 5 745 114.75 | | | 5 745 114.75 |
| 4582 | Total des opérations pour compte de tiers | 2 999 674.34 | | | 2 999 674.34 |
| Total des recettes réelles d'investissement | | 33 003 678.63 | -3 129 300.00 | -3 129 300.00 | 29 874 378.63 |
| *021*<br>*040*<br>*041* | *Virement de la section d'exploitation*<br>*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*<br>*OPERATIONS PATRIMONIALES* | *38 669.46*<br>*14 234 189.00* | *2 965 000.00*<br><br>*1 752 800.00* | *2 965 000.00*<br><br>*1 752 800.00* | *3 003 669.46*<br>*14 234 189.00*<br>*1 752 800.00* |
| *Total des recettes d'ordre d'investissement* | | *14 272 858.46* | *4 717 800.00* | *4 717 800.00* | *18 990 658.46* |
| TOTAL | | 47 276 537.09 | 1 588 500.00 | 1 588 500.00 | 48 865 037.09 |

| | |
|---|---|
| R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 6 800 713.97 |

| | |
|---|---|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+Résultat) | 55 665 751.06 |

| | | |
|---|---|---|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR | LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 2 894 000.00 |

| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B1 |

1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations Réelles | Operations d'ordre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 110 000.00 | | 110 000.00 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 34 000.00 | | 34 000.00 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | | | |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 5 000.00 | | 5 000.00 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | | | |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | |
| *68* | *Dotations aux amort., aux dépréciations et prov* | | | |
| *023* | *VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT* | | *2 965 000.00* | *2 965 000.00* |
| | Dépenses d'exploitation - Total | 149 000.00 | 2 965 000.00 | 3 114 000.00 |

| | |
|---|---|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES | 3 114 000.00 |

| | INVESTISSEMENT | Opérations Réelles | Operations d'ordre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| *13* | *SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT* | | *71 000.00* | *71 000.00* |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 120 000.00 | | 120 000.00 |
| | Total des opérations d'équipement | -355 300.00 | | -355 300.00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors operations) | | 20 600.00 | 20 600.00 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS (hors operations) | | 1 732 200.00 | 1 732 200.00 |
| *28* | *AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS* | | | |
| 45x-1 | Total des opérations pour compte de tiers | | | |
| | Dépenses d'investissement - Total | -235 300.00 | 1 823 800.00 | 1 588 500.00 |

| | |
|---|---|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 1 588 500.00 |

| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B2 |

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations Réelles | Operations d'ordre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 40 000.00 | | 40 000.00 |
| 70 | VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,SERVICES,MARCHANDISES | | | |
| 73 | PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE | 3 000 000.00 | | 3 000 000.00 |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 3 000.00 | | 3 000.00 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | | |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 71 000.00 | 71 000.00 |
| | Recettes d'exploitation - Total | 3 043 000.00 | 71 000.00 | 3 114 000.00 |

| | |
|---|---|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES | 3 114 000.00 |

| | INVESTISSEMENT | Opérations Réelles | Opérations d'ordre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 3 184 000.00 | | 3 184 000.00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 54 700.00 | 1 752 800.00 | 1 807 500.00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| 26 | *PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.* | | | |
| 28 | *AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS* | | | |
| 45x-2 | Total des opérations pour compte de tiers | | | |
| 481 | | | | |
| 021 | *Virement de la section d'exploitation* | | *2 965 000.00* | *2 965 000.00* |
| | Recettes d'investissement - Total | 3 129 300.00 | 4 717 800.00 | 1 588 500.00 |

| | |
|---|---|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | |
| AFFECTATION AUX COMPTES 106 | |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 1 588 500.00 |

## SECTION D'EXPLOITATION

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES | A1 |

| Chap.. Art. | Libelle | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 77 349 013.10 | 110 000.00 | 110 000.00 |
| - 60 - | ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS | 57 327.00 | 1 000.00 | 1 000.00 |
| 605 | ACHATS DE MATERIEL, EQUIPEMENTS ET TRAVAUX | 1 200.00 | | |
| | ACHATS NON STOCKES DE MATIERES & FOURNITURES | | | |
| 6061 | FOURNITURES NON STOCKABLES (EAU, ENERGIE) | 36 150.00 | | |
| 6063 | FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT | 4 877.00 | | |
| 6064 | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | 10 000.00 | 1 000.00 | 1 000.00 |
| 6066 | CARBURANTS | 3 000.00 | | |
| 6068 | AUTRES MATIERES ET FOURNITURES | 2 000.00 | | |
| - 61 - | SERVICES EXTERIEURS | 75 453 886.10 | 75 500.00 | 75 500.00 |
| 6111 | SOUS-TRAIT EXPLOITARESEAU URBAIN | 72 668 938.90 | | |
| 6113 | SOUS-TRAIT LIGNESREGULIERES AFFRETEES | 300 000.00 | | |
| 6117 | SOUS-TRAIT LOCATIONVELOS | 2 094 158.00 | | |
| 6118 | SOUS-TRAITANCE DIV | 60 000.00 | | |
| | LOCATIONS, DROITS DE PASSAGE ET SERVITUDES DIVERS | | | |
| 6132 | LOCATIONS IMMOBILIERES | 122 000.00 | 10 000.00 | 10 000.00 |
| 6135 | LOCATIONS MOBILIERES | 44 200.00 | | |
| 6137 | REDEVANCES, DROITS DE PASSAGE ET SERVITUDES DIVERS | 4 000.00 | | |
| | ENTRETIEN ET REPARATIONS | | | |
| 61521 | SUR BIENS IMMOBILIERS | 8 000.00 | | |
| 61526 | ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS IMMOBILIERS AUT | 111 332.00 | | |
| | SUR BIENS MOBILIERS | | | |
| 61551 | MATERIEL ROULANT | 8 000.00 | 1 000.00 | 1 000.00 |
| 61558 | AUTRES BIENS MOBILIERS | 38 500.00 | 8 300.00 | 8 300.00 |
| 6156 | MAINTENANCE | 60 500.00 | 6 000.00 | 6 000.00 |
| | PRIMES D'ASSURANCES | | | |
| 6161 | MULTIRISQUES | 60 000.00 | 37 500.00 | 37 500.00 |
| 6162 | ASSUR. OBLIGATOIRE DOMMAGE CONSTRUCTION | 2 500.00 | | |
| 617 | ETUDES ET RECHERCHES | 676 500.00 | 32 040.00 | 32 040.00 |
| 6182 | DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQU | 20 546.77 | 1 460.00 | 1 460.00 |
| 6184 | VERSEMENT A DES ORGANISMES FORMATION | 25 000.00 | | |
| 6185 | FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES | 16 500.00 | 1 200.00 | 1 200.00 |
| 6188 | AUTRES FRAIS DIVERS | 113 001.33 | | |
| - 62 - | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 813 100.00 | 33 500.00 | 33 500.00 |
| | REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES | | | |
| 6225 | COUT TRAITEMENTS INFORMATIQUES A FACON | | | |
| 6226 | HONORAIRES | 186 740.00 | 37 500.00 | 37 500.00 |
| 6227 | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX | | | |
| 6228 | DIVERS | | | |
| | PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES | | | |
| 6231 | ANNONCES ET INSERTIONS | 139 500.00 | 5 000.00 | 5 000.00 |
| 6236 | CATALOGUES ET IMPRIMES | 44 100.00 | | |
| 6238 | DIVERS | 157 160.00 | | |
| | DEPLACEMENTS, MISSIONS ET RECEPTIONS | | | |
| 6251 | VOYAGES ET DEPLACEMENTS | 43 800.00 | 10 000.00 | 10 000.00 |
| 6256 | MISSIONS | 12 500.00 | 1 000.00 | 1 000.00 |
| 6257 | RECEPTIONS | 26 500.00 | | |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES | A1 |

| Chap. Art. | Libellé | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| | FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS | | | |
| 6261 | FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT | 15 000 00 | | |
| 6262 | FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS | 22 000 00 | | |
| 627 | SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES | 3 000 00 | | |
| | DIVERS | | | |
| 6281 | CONCOURS DIVERS (COTISATIONS | 130 300 00 | | |
| 6283 | FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX | 40 000 00 | | |
| 6288 | AUTRES | | | |
| 63 | IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 25 200 00 | | |
| | AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (ADM/IMP | | | |
| | IMPOTS DIRECTS (SAUF SUR BENEFICES) | | | |
| 63512 | TAXES FONCIERES | 25 000 00 | | |
| 6358 | AUTRES DROITS | 200 00 | | |
| **012** | **CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES** | **3 775 800.00** | **34 000.00** | **34 000.00** |
| 62 | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 298 000 00 | -100 000 00 | -100 000 00 |
| | PERSONNEL EXTERIEUR AU SERVICE | | | |
| 6211 | PERSONNEL INTERIMAIRE | 298 000 00 | -100 000 00 | -100 000 00 |
| 63 | IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 71 000 00 | | |
| | IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS (AUTRES ORGANISMES) | | | |
| 6331 | VERSEMENT DE TRANSPORT | 30 000 00 | | |
| 6332 | COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L. | 11 000 00 | | |
| 6336 | COTISATIONS CNFPT ET DE CGFPT | 30 000 00 | | |
| 64 | CHARGES DE PERSONNEL | 3 406 800 00 | 134 000 00 | 134 000 00 |
| | REMUNERATIONS DU PERSONNEL | | | |
| 6411 | SALAIRES, APPOINTEMENTS, COMMISSIONS DE BASE | 1 988 000 00 | 100 000 00 | 100 000 00 |
| 6413 | PRIMES ET GRATIFICATIONS | 597 000 00 | 30 000 00 | 30 000 00 |
| 6414 | INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS | 43 000 00 | | |
| 6415 | SUPPLEMENT FAMILIAL | 21 000 00 | | |
| | CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE | | | |
| 6451 | COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F. | 309 000 00 | | |
| 6453 | COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES | 518 000 00 | | |
| 6454 | COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C. | 14 000 00 | | |
| 6458 | COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | 79 000 00 | | |
| | AUTRES CHARGES SOCIALES | | | |
| 6474 | VERSEMENTS AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES | 15 000 00 | | |
| 6475 | MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE | 8 000 00 | | |
| 6478 | AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES | 1 900 00 | | |
| 648 | AUTRES CHARGES DE PERSONNEL | 110 900 00 | 4 000 00 | 4 000 00 |
| **014** | **ATTENUATIONS DE PRODUITS** | **100 000.00** | | |
| 73 | PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE | 100 000 00 | | |
| 739 | RESTITUTION TAXE VERSEMENT TRANSPORT | 100 000 00 | | |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES | A1 |

| Chap. Art. | Libellé | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| **65** | **AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE** | **909 193.00** | **5 000.00** | **5 000.00** |
| - 65 - | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 909 193.00 | 5 000.00 | 5 000.00 |
| | INDEMNITES,FRAIS DE MISSION ET DE FORMATION DES E | | | |
| 6531 | INDEMNITES | 96 000.00 | 5 000.00 | 5 000.00 |
| 6532 | FRAIS DE MISSION | 9 000.00 | | |
| 6533 | COTISATIONS DE RETRAITE | 4 000.00 | | |
| | PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES | | | |
| 6541 | CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR | 5 000.00 | | |
| 6542 | CREANCES ETEINTES | | | |
| | SUBVENTIONS | | | |
| | SUBVENTIONS EQUIPEMENT ORGANISMES PUBLICS | | | |
| 65715 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 70 000.00 | | |
| | SUBV. EXPLOITATION ORGANISMES PUBLICS | | | |
| 65732 | REGIONS | 242 583.00 | | |
| 65733 | DEPARTEMENTS | 130 000.00 | | |
| 65734 | COMMUNES | 175 000.00 | | |
| 65735 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 53 600.00 | | |
| 6574 | SUBV. EXPLOITATION PERSONNES DROIT PRIVE | 160 000.00 | | |
| 658 | CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE | 10.00 | | |
| TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)=011+012+014+65 | | 82 134 006.10 | 149 000.00 | 149 000.00 |
| | | | | |
| **66** | **CHARGES FINANCIERES** | **7 100 000.00** | | |
| - 66 - | CHARGES FINANCIERES | 7 100 000.00 | | |
| | CHARGES D'INTERETS | | | |
| | INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES | | | |
| 66111 | INTERETS REGLES A L'ECHEANCE | 7 200 000.00 | | |
| 66112 | INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE | -100 000.00 | | |
| 6615 | INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS | | | |
| **67** | **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | **2 975 000.00** | | |
| - 67 - | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 2 975 000.00 | | |
| 673 | TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS | 1 945 000.00 | | |
| | SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES | | | |
| 6742 | SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES D'EQUIPEMENT | 1 000 000.00 | | |
| 678 | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 30 000.00 | | |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES (r)=(a)+66+67+68+69+022 | | 92 209 006.10 | 149 000.00 | 149 000.00 |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES | A1 |

| Chap. Art. | Libellé | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| *023* | *VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT* | *38 669.46* | *2 965 000.00* | *2 965 000.00* |
| *023* | *VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT* | *38 669.46* | *2 965 000.00* | *2 965 000.00* |
| *042* | *OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS* | *14 234 189.00* | | |
| *- 67 -* | *CHARGES EXCEPTIONNELLES* | | | |
| *675* | *VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES* | | | |
| *- 68 -* | *DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS* | *14 234 189.00* | | |
| | *DOTAT. AMORT. ET PROV. - CHARGES EXPLOITATION* | | | |
| *6811* | *DOTAT. AMORT. IMMO INCORPELLES ET CORPELLES* | *13 882 189.00* | | |
| | *DOTAT. AMORT., DEPREC. ET PROV. - CHARGES FINANCIE* | | | |
| *6862* | *DOT. AMORTIS. CHARGES FINANCIERES A REPARTIR* | *352 000.00* | | |
| *TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT* | | *14 272 858.46* | *2 965 000.00* | *2 965 000.00* |
| | | | | |
| *TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE* | | *14 272 858.46* | *2 965 000.00* | *2 965 000.00* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres) | 106 481 864.56 | 3 114 000.00 | 3 114 000.00 |

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 | |
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES (Total+RaR+Résultat) | 3 114 000.00 |

Detail du calcul des ICNE au compte 66112

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1 | |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES | A2 |

| Chap. Art. | Libellé | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 120 279.30 | 40 000.00 | 40 000.00 |
| - 64 - | CHARGES DE PERSONNEL | 120 279.30 | 40 000.00 | 40 000.00 |
| | REMUNERATIONS DU PERSONNEL | | | |
| 6419 | REMB. SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL AUTRES | 102 279.30 | 40 000.00 | 40 000.00 |
| | CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE | | | |
| 6459 | REMBOURSEMENTS - CHARGES DE S.S ET PREVOYANCE | 18 000.00 | | |
| 70 | VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,SERVICES,MARCHANDISES | 12 846 000.00 | | |
| - 70 - | VENTES PRODUITS FABRIQUES - PRESTATIONS SERVICES | 12 846 000.00 | | |
| 701 | VENTES PRODUITS FINIS ET INTERMEDIAIRES | 50 000.00 | | |
| | PRESTATIONS DE SERVICES | | | |
| 7061 | TRANSPORT DE VOYAGEUR | 12 146 000.00 | | |
| | PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES | | | |
| 7083 | LOCATIONS DIVERSES | 650 000.00 | | |
| 73 | PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE | 71 650 000.00 | 3 000 000.00 | 3 000 000.00 |
| - 73 - | PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE | 71 650 000.00 | 3 000 000.00 | 3 000 000.00 |
| 734 | VERSEMENT DE TRANSPORT | 71 650 000.00 | 3 000 000.00 | 3 000 000.00 |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 17 157 140.00 | 3 000.00 | 3 000.00 |
| - 74 - | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 17 157 140.00 | 3 000.00 | 3 000.00 |
| | SUBVENTIONS PARTICIPATIONS COLLECT. TERR. | | | |
| 7471 | ETAT | 183 000.00 | 3 000.00 | 3 000.00 |
| 7472 | REGIONS | 1 233 000.00 | | |
| 7473 | DEPARTEMENTS | 1 549 000.00 | | |
| 7474 | COMMUNES | 49 375.00 | | |
| 7475 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 14 142 765.00 | | |
| 748 | AUTRES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | | | |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 370 000.00 | | |
| - 75 - | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 370 000.00 | | |
| 753 | COMPENSATION RELEVEMENT SEUIL ASSUJETTISSEMENT VT | 370 000.00 | | |
| 7588 | AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | | | |
| TOTAL DES RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a)=70+73+74+75+013 | | 102 143 419.30 | 3 043 000.00 | 3 043 000.00 |
| | | | | |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 475 000.00 | | |
| - 76 - | PRODUITS FINANCIERS | 475 000.00 | | |
| | AUTRES PRODUITS FINANCIERS | | | |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES | A2 |

| Chap. Art. | Libellé | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| 7681 | FONDS DE SOUTIEN - SORTIE DES EMPRUNTS A RISQUE | 475 000.00 | | |
| 77 | **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | **20 000.00** | | |
| 77 - | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 20 000.00 | | |
| | PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION | | | |
| 7714 | RECOUVREMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR | | | |
| 7718 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS DE GEST | | | |
| 775 | PRODUITS DES CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF | 20 000.00 | | |
| 778 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | |
| + 77 + | *PRODUITS EXCEPTIONNELS* | | | |
| 773 | *MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)* | | | |
| TOTAL DES RECETTES REELLES (r)=(a)+76+77+78 | | 102 638 419.30 | 3 043 000.00 | 3 043 000.00 |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES | A2 |

| Chap. Art. | Libellé | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| *042* | *OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS* | *3 688 000.00* | *71 000.00* | *71 000.00* |
| *- 77 -* | *PRODUITS EXCEPTIONNELS* | *3 688 000.00* | *71 000.00* | *71 000.00* |
| *777* | *QUOTE PART SUBV. D'INVEST.VIREE AU RESULTAT DE L'E* | *3 688 000.00* | *71 000.00* | *71 000.00* |
| *TOTAL DES RECETTES D'ORDRE* | | *3 688 000.00* | *71 000.00* | *71 000.00* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres) | 106 326 419.30 | 3 114 000.00 | 3 114 000.00 |

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 | |
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES (Total+RaR+Résultat) | 3 114 000.00 |

Detail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1 | |

## SECTION D'INVESTISSEMENT

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | B1 |

| Chap.. Art. | Libellé | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | |
| - 23 - | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | |
| 2313 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS<br>CONSTRUCTIONS | | | |
| | 15001 Tramway maintenance installations fixes | | | |
| | 15002 Evolution ergonomique poste de conduite | 79 436 97 | | |
| | 15003 Acquisition 4 rames 2015 | 265 976 53 | | |
| | 15004 ATELIER REMISAGE TRAMWAY PARDIEU | 20 000 00 | | |
| | 15005 Réseau bus - accessibilité installations fixes | 9 900 00 | | |
| | 15006 Réseau bus - renouvellement | 3 356 390 39 | | |
| | 15102 Localisation défaut BST | 13 115 21 | | |
| | 15105 Aménagement sécurité passerelle tramway | 162 168 00 | | |
| | 15109 Aménagements voiries | 1 804 29 | | |
| | 15110 Mobilier urbain | | | |
| | 15114 Acquisitions 18 stations et 180 VLS | | | |
| | 15115 Station sécurisée au TR PEI | 10 000 00 | | |
| | 15117 Rénovation locaux Pardieu | | | |
| | 15119 Sécurisation passerelle Pardieu | | | |
| | 15120 Acquisition passerelle Pardieu | 6 820 00 | | |
| | 15121 ARMOIRES ELECTRIQUES PARDIEU | | | |
| | 15127 Etude site propre ligne B | 9 200 00 | | |
| | 15128 Modèle et logiciel VISUM | 17 471 10 | | |
| | 15129 Amélioration vitesse commerciale bus Esplanade SNC | | | |
| | 15132 Renouvellement mobilier | 20 000 00 | | |
| | 15134 Renouvellement informatique SMTC | 69 355 25 | | |
| | 15135 Acquisition véhicules PMR | | | |
| | 15136 Aménagement locaux SMTC | 115 051 99 | | |
| | 15138 Miroirs de quais | | | |
| | 16001 Obsolescence billettique | 3 363 538 28 | | |
| | 16003 Renouvellement biens mobiliers T2C 2016 | | | |
| | 16005 Acquisition rame 27 | | | |
| | 16102 Evolution matériel roulant | | | |
| | 16108 Remplacement fenêtres remisage Pardieu | | | |
| | 16112 Modification banc de freinage tramway | | | |
| | 16119 Acquisition véhicules PMR | | | |
| | 16120 Etude et suivi ergonomie poste de conduite | | | |
| | 16123 EVOLUTION SIGNALISATION FERROVIAIRE | 35 000 00 | | |
| | 17002 RENOUV BIENS MOB T2C 2017 | 91 744 15 | | |
| | 17003 AMENAGEMENT MAGASIN CHAMPRATEL | 508 844.04 | | |
| | 17004 MAINTENANCE MI-VIE TRAMWAY | 3 956 822.83 | | |
| | 17005 SURETE DE FONCTIONNEMENT TRAMWAY | | | |
| | 17102 TRAVAUX DIVERS PARDIEU | 9 914 49 | 50 000 00 | 50 000 00 |
| | 17107 ACQUISITION CAMION REASSORT VLS | | | |
| | 17108 EQUIPEMENTS COVOITURAGE DYNAMIQUE | 45 874 19 | | |
| | 18109 OUTILLAGE, PIECES DE RECHANGE, FORMATION TRAMWAY | 892 00 | | |
| | 18110 MODIFICATION FREINAGE D'URGENCE THR2 | | | |
| | 18112 ETUDE FAISABILITE CRISTAL BY LOHR | | | |
| | 18114 ETUDE COMPLEMENTAIRE FAISABILITE LIGNE B | | | |
| | 18115 REPARATION CORKELAST CHAMPRATEL | | | |
| | 19001 LIGNES B ET C 2025 | 5 074 530.09 | 54 700 00 | 54 700 00 |
| | 19002 SECURISATION SITES T2C | 752 860 00 | | |
| | 19100 ETUDE ET REPROGRAMMATION | 46 731 49 | | |
| | 19102 ACQUISITION VEHICULE PMR | 66 346 98 | | |
| | 19103 INTERFACES LOGICIELLES TFT SLE ET BIV | | | |
| | 19104 PROGICIEL GESTION FINANCIERE T2C | 166 345 43 | | |
| | 19105 ACQUISITION VAE | 77 300 00 | | |
| | 19106 PETIT INVESTISSEMENT EXPLOITATION C-VELO | 231 96 | | |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | B1 |

| Chap. Art. | Libellé | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| | 19107 SURETE DE FONCTIONNEMENT TRAMWAY | 249 376.45 | | |
| | 20100 PDM SMTC GARAGE A VELOS | 15 000.00 | | |
| | 20101 REGLAGE PAULVES | 120 000.00 | | |
| | 20103 ACQUISITION STATIONS VELOS | | | |
| | 20104 AMENAGEMENTS VOIRIE BJS | 500 415.82 | | |
| | 20105 TRAVAUX PLACES GMV LA PARDIEU | 112 219.50 | | |
| | 21001 ACQUISITION BUS 2021-2026 | | | |
| | 21002 ACCESSIBILITE QUAIS BUS 2021-2026 | 730 000.00 | | |
| | 21003 EXPERIMENTATION BUS A HYDROGENE | 170 000.00 | | |
| | 21004 MAAS PLATEFORME NUMERIQUE | 95 000.00 | | |
| | 21005 CADRES MI TRAM | 1 400 000.00 | -1 400 000.00 | -1 400 000.00 |
| | 21006 OBSOLESCENCE TRAMWAY | | 800 000.00 | 800 000.00 |
| | 21007 GRAPHICAGE/HABILLAGE T2C | | | |
| | 21008 SOLUTION INFORMATIQUE RH T2C | | 50 000.00 | 50 000.00 |
| | 21101 TRAVAUX AGENCE T2C CVC ET BILLETTIQUE | 400 000.00 | 30 000.00 | 30 000.00 |
| | 21102 EXTENSION MEZZANINE PARDIEU | | | |
| | 21103 TRAVAUX DIVERS PF et IF LIGNE A | 250 000.00 | 30 000.00 | 30 000.00 |
| | 21104 AMO OFFRE COVOITURAGE | | | |
| | 21105 OBSOLESCENCE CARTES ELECTRONIQUES TRAMWAY | 31 000.00 | | |
| | 21106 SOLUTION INFORMATIQUE CONSTRUCTION TARIFAIRE | 6 000.00 | | |
| | 21107 ACQUISITION 2021 120 VAE | 150 000.00 | | |
| | T2C_EQ_EX Equipements d'exploitation T2C | | | |
| TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT | | 33 589 576.72 | -355 300.00 | -355 300.00 |
| | | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 13 800 000.00 | 120 000.00 | 120 000.00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 13 800 000.00 | 120 000.00 | 120 000.00 |
| | EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | | | |
| 1641 | EMPRUNTS EN EURO | 13 800 000.00 | 120 000.00 | 120 000.00 |
| 1678 | AUTRES EMP ET DETTES ASSORTIS DE COND PARTICULIERE | | | |
| | AUTRES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | | | |
| 1687 | AUTRES DETTES | | | |
| TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES | | 13 800 000.00 | 120 000.00 | 120 000.00 |
| 458* | DEPENSES A SUBDIVISER PAR OPERATION | 2 999 674.34 | | |
| TOTAL DES DEPENSES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | | 2 999 674.34 | | |
| | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES | | 50 389 251.06 | -235 300.00 | -235 300.00 |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | B1 |

| Chap. Art. | Libelle | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 3 688 000.00 | 71 000.00 | 71 000.00 |
| Reprises sur autofinancement antérieur | | 3 688 000.00 | 71 000.00 | 71 000.00 |
| - 13 - | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 3 688 000.00 | 71 000.00 | 71 000.00 |
| | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT | | | |
| 139 | SUBV. D'INVESTISSEMENT INSCRITES AU CPTE DE RESULT | | | |
| 13915 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 1 000.00 | 71 000.00 | 71 000.00 |
| 13917 | BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS | 100 000.00 | | |
| | SUBV.INV.CAHIER CHARGES PR SCE PUB.SPECIFIQUE | | | |
| 13941 | ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX | 947 000.00 | | |
| 13942 | REGIONS | 725 000.00 | | |
| 13943 | DEPARTEMENTS | 860 000.00 | | |
| 13944 | COMMUNES | 27 000.00 | | |
| 13945 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 27 000.00 | | |
| 13946 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | 41 000.00 | | |
| 13947 | BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS | 960 000.00 | | |
| - 28 - | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | | | |
| | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| 28182 | MATERIEL DE TRANSPORT | | | |
| Charges transférees | | | | |
| | | | | |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | 1 752 800.00 | 1 752 800.00 |
| - 16 - | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | | | |
| | EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | | | |
| 16411 | EMPRUNT | | | |
| 1661 | REFINANCEMENT DE DETTE | | | |
| - 20 - | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 20 600.00 | 20 600.00 |
| 2051 | CONCESSIONS ET DROITS ASSIMILES | | 20 600.00 | 20 600.00 |
| - 23 - | IMMOBILISATIONS EN COURS | | 1 732 200.00 | 1 732 200.00 |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS | | | |
| 2315 | INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES | | 1 732 200.00 | 1 732 200.00 |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | 3 688 000.00 | 1 823 800.00 | 1 823 800.00 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres) | 54 077 251.06 | 1 588 500.00 | 1 588 500.00 |

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 | |
| D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+RaR+Resultat) | 1 588 500.00 |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | B2 |

| Chap. Art. | Libellé | Crédits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 2 997 765.00 | | |
| - 13 - | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 2 997 765.00 | | |
| | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT | | | |
| 1315 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 945 565.00 | | |
| | SUBV INV CAHIER CHARGES PR SCE PUB SPECIFIQUE | | | |
| 1341 | ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX | 318 000.00 | | |
| 1342 | REGIONS | | | |
| 1345 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 197 200.00 | | |
| 1347 | BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS | 1 537 300.00 | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 21 261 124.54 | -3 184 000.00 | -3 184 000.00 |
| - 16 - | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 21 261 124.54 | -3 184 000.00 | -3 184 000.00 |
| | EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | | | |
| 1641 | EMPRUNTS EN EURO | 21 261 124.54 | -3 184 000.00 | -3 184 000.00 |
| | AUTRES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | | | |
| 1687 | AUTRES DETTES | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 54 700.00 | 54 700.00 |
| - 20 - | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 54 700.00 | 54 700.00 |
| 2051 | CONCESSIONS ET DROITS ASSIMILES | | 54 700.00 | 54 700.00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| - 21 - | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| 2182 | MATERIEL DE TRANSPORT | | | |
| TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT | | 24 258 889.54 | -3 129 300.00 | -3 129 300.00 |
| | | | | |
| 10 | DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES | 5 745 114.75 | | |
| - 10 - | DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES | 5 745 114.75 | | |
| | RESERVES | | | |
| 1068 | AUTRES RESERVES | 5 745 114.75 | | |
| TOTAL DES RECETTES FINANCIERES | | 5 745 114.75 | | |
| 4582 | RECETTES A SUBDIVISER PAR OPERATION | 2 999 674.34 | | |
| TOTAL DES RECETTES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | | 2 999 674.34 | | |
| | | | | |
| TOTAL DES RECETTES REELLES | | 33 003 678.63 | -3 129 300.00 | -3 129 300.00 |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | B2 |

| Chap. Art. | Libelle | Credits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| 021 | Virement de la section d'exploitation | 38 669.46 | 2 965 000.00 | 2 965 000.00 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 38 669.46 | 2 965 000.00 | 2 965 000.00 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 14 234 189.00 | | |
| - 21 - | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| | TERRAINS | | | |
| 2111 | TERRAINS NUS | | | |
| 2118 | AUTRES TERRAINS | | | |
| | INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES | | | |
| 2151 | INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES | | | |
| | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| 2188 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| - 26 - | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PART. | | | |
| 261 | TITRES DE PARTICIPATIONS | | | |
| - 28 - | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | 13 882 189.00 | | |
| | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| | FRAIS D'ETUDE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT | | | |
| 28031 | FRAIS D'ETUDES | 436 000.00 | | |
| 2805 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, ... | 161 000.00 | | |
| | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| 28088 | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 21 000.00 | | |
| | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| | CONSTRUCTIONS | | | |
| 28131 | BATIMENTS | 624 000.00 | | |
| 28135 | INSTALLATIONS GENERALES,AGENCEMENTS,AMENAGEMENTS | 6 000.00 | | |
| | INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTIL. | | | |
| 28151 | INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES | 468 000.00 | | |
| | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| 28181 | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS | 34 000.00 | | |
| 28182 | MATERIEL DE TRANSPORT | 8 159 189.00 | | |
| 28183 | MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE | 83 000.00 | | |
| 28184 | MOBILIER | 24 000.00 | | |
| 28188 | AUTRES | 3 866 000.00 | | |
| 48171 | PENALITE DE RENEGOCIATION DE DETTE | 352 000.00 | | |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION | | 14 272 858.46 | 2 965 000.00 | 2 965 000.00 |
| | | | | |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | 1 752 800.00 | 1 752 800.00 |
| - 16 - | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | | | |
| | EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | | | |
| 16413 | OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT | | | |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | B2 |

| Chap. Art | Libellé | Credits Ouverts | Propositions Nouvelles | VOTE |
|---|---|---|---|---|
| *1662* | *REFINANCEMENT DE DETTE* | | | |
| *- 20 -* | *IMMOBILISATIONS INCORPORELLES* | | *1 752 800.00* | *1 752 800.00* |
| *2031* | *FRAIS D'ETUDES DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT FRAIS D'ETUDES* | | *1 752 800.00* | *1 752 800.00* |
| *TOTAL DES RECETTES D'ORDRE* | | *14 272 858.46* | *4 717 800.00* | *4 717 800.00* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres) | 47 276 537.09 | 1 588 500.00 | 1 588 500.00 |

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 | |
| R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+RaR+Résultat) | 1 588 500.00 |

| IV - ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN<br>AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.1 |

## SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| N° et intitulé de l'AP | | Pour mémoire AP votée et ajustement | Révision de l'exercice | Total cumulé | Crédits de paiement antérieurs | Crédits de paiement ouverts 2021 | Reste à financer >2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BIL_OBS-2016 | Obsolescence billetique | 9 520 000 00 | | 9 520 000 00 | 6 581 625 00 | 2 805 000 00 | 133 375 00 |
| BUS_ACQ-2021 | ACQUISITION BUS 2021-2026 | | 22 983 148 00 | 22 983 148 00 | | | 22 983 148 00 |
| BUS_AIF-2015 | Réseau bus - accessibilité installat | 2 360 000 00 | | 2 360 000 00 | 1 259 616 57 | 1 100 383 43 | |
| BUS_AQU-2021 | ACCESSIBILITE QUAIS BUS 2021-2026 | | 3 600 000 00 | 3 600 000 00 | | 730 000 00 | 2 870 000 00 |
| BUS_HYDRO-2021 | EXPERIMENTATION BUS HYDROGENE | | 350 000 00 | 350 000 00 | | 170 000 00 | 180 000 00 |
| BUS_MIF-2015 | Réseau bus - maintenance installatio | 2 465 000 00 | | 2 465 000 00 | 2 465 000 00 | | |
| BUS_RMR-2015 | Réseau bus - renouvellement | 32 650 000 00 | | 32 650 000 00 | 29 152 600 00 | 2 122 000 00 | 1 375 400 00 |
| LIG_BC-2019 | LIGNES B ET C 2025 | 266 400 000 00 | | 266 400 000 00 | 6 095 000 00 | 5 300 000 00 | 255 305 000 00 |
| MAAS-2021 | PLATEFORME NUMERIQUE DE MOBILITE | | 600 000 00 | 600 000 00 | | 95 000 00 | 505 000 00 |
| MAG_CHAMP-2017 | AMENAGEMENT MAGASIN CHAMPRATEL | 560 000 00 | | 560 000 00 | 560 000 00 | | |
| REM_TRAM-2014 | Construction atelier remisage tramwa | 1 534 907 00 | | 1 534 907 00 | 1 534 907 00 | | |
| SECU_T2C-2019 | SECURISATION SITES T2C | 800 000 00 | | 800 000 00 | 113 752 00 | 686 248 00 | |
| SIT_LIGB-2015 | Etude site propre ligne B | 393 070 00 | | 393 070 00 | 393 070 00 | | |
| TRAM_A4R-2015 | Acquisition 4 rames 2015 | 14 889 500 00 | | 14 889 500 00 | 14 889 500 00 | | |
| TRAM_CMI-2021 | ACHAT CADRES MI RENFORCES | | -3 000 000 00 | -3 000 000 00 | | -1 400 000 00 | -1 600 000 00 |
| TRAM_EPC-2015 | Evolution ergonomique poste de condu | 4 391 000 00 | | 4 391 000 00 | 4 391 000 00 | | |
| TRAM_MIF-2015 | Tramway maintenance installations fi | 17 362 000 00 | | 17 362 000 00 | 17 362 000 00 | | |
| TRAM_MMR-2015 | Tramway maintenance materiel roulant | 19 400 000 00 | 13 600 000 00 | 33 000 000 00 | 4 425 000 00 | 8 000 000 00 | 20 575 000 00 |
| TRAM_OBSO-2021 | OBSOLESCENCE TRAMWAY | | 4 800 000 00 | 4 800 000 00 | | 800 000 00 | 4 000 000 00 |
| TRAM_SFT-2017 | TRAMWAY SURETE DE FONCTIONNEMENT | | | | | | |

| IV - ANNEXES | IV |
|---|---|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN<br>AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.2 |

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

| N° et intitulé de l'AE | Pour mémoire AE votée et ajustement | Révision de l'exercice | Total cumulé | Crédits de paiement antérieurs | Crédits de paiement ouverts 2021 | Reste à financer (>2021) |
|---|---|---|---|---|---|---|

| IV – ANNEXE | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D |

## D - ARRETE – SIGNATURES

Nombre de membres en exercice 31 titulaires et 31 suppléants
Nombre de membres présents 26
Nombre de suffrages exprimés 23
VOTES
Pour 23
Contre
Abstentions 0

Date de convocation 15/10/2021

Présenté par (1)
Le Président du SMTC-AC

Délibéré par (2) réuni en session le Comité syndical
A Clermont-Ferrand le 21/10/2021

Les membres (2)

| | |
|---|---|
| | |
| | |
| | |
| | |

Certifié exécutoire par (1) compte tenu de la transmission en préfecture
le et de la publication le

(1) Compléter par le « président du conseil d'administration » ou par l'exécutif de la collectivité de rattachement maire président du conseil général

(2) Compléter par « conseil d'administration » ou par l'assemblée de la collectivité de rattachement conseil municipal conseil général

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance |
| | 24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance |
| | 4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance** : Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 10

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : CCSPL 2021 – APPROBATION DES RAPPORTS D'ACTIVITE 2020 DES EXPLOITANTS**

Le Comité des Usagers et des Partenaires créé lors du comité syndical du 10 décembre 2020 a intégré les fonctions de la Commission Consultative des Services Publics Locaux tels que définis à l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Lors de sa réunion du 8 juillet 2021, le Comité des usagers et des partenaires réuni en format CCSPL a donné un avis favorable aux rapports annuels d'activité présentés par les prestataires.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Il s'agissait :

- du rapport de gestion 2020 de la régie T2C,
- du rapport d'activité 2020 du service C. vélo opéré en 2020 par Vélogik,
- du rapport d'activité 2020 du service Moovicité opéré par Kéolis,

Ces rapports ont été soumis aux débats et questions et ensuite, ont été approuvés à l'unanimité.

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Prend acte, à l'unanimité** (Pour : 28 ; Contre : 0 ; Abstention : 0) **des rapports annuels suivants** :

- rapport de gestion 2020 de la régie T2C,
- rapport d'activité 2020 du service C. vélo opéré en 2020 par Vélogik,
- rapport d'activité 2020 du service Moovicité opéré par Kéolis,

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le ~~Président du~~ SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

2020

# Régie T2C
# Rapport de gestion 2020

## Contrat de service public 2018 - 2022

Présentation et analyse des résultats de l'année 2020

T2C
30/04/2021

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# RAPPORT ANNUEL DE GESTION - EXERCICE 2020 - REGIE T2C

## Sommaire

**PREAMBULE : vie du contrat de service public** ..... 5
**1. L'OFFRE** ..... 7
**1.1. Le service offert en marche courante** ..... 7
**1.2. Les principales évolutions de l'année 2020** ..... 7
***1.2.1. Régie – offre d'hiver 2019 – 2020*** ..... 7
***1.2.2. Régie – offre d'été 2020*** ..... 8
***1.2.3. Régie – offre d'hiver 2020 – 2021*** ..... 9
***1.2.4. Services affrétés*** ..... 9
**1.3. Analyse de l'offre kilométrique réalisée en 2020.** ..... 13
**2. LE CLIENT** ..... 15
**2.1. Tarification** ..... 15
**2.1.1. Gratuité du réseau T2C durant la 1ère période de confinement :** ..... 15
**2.1.2. Une augmentation des tarifs reportée.** ..... 15
**2.2. Analyse des évolutions de la fréquentation et des recettes** ..... 16
**2.2.1. La fréquentation globale en 2020** ..... 18
**2.2.2. La crise sanitaire, un impact durable ?** ..... 22
**2.2.3. Enquête de non-validation** ..... 23
**2.2.4. Les résultats de recettes en 2020.** ..... 24
**2.3. Les actions menées** ..... 27
**2.3.2. Geste commercial** ..... 27
**2.3.3. Actions et animations commerciales** ..... 28
**2.4. Sollicitations de la clientèle – gestion des réclamations clients** ..... 30
**2.4.1. Les demandes d'informations et autres demandes :** ..... 31
**2.4.2. Les réclamations** ..... 31
**2.4.3. Enquête de satisfaction clientèle** ..... 32
**3. LA QUALITE DE SERVICE ET LA SECURITE DU RESEAU** ..... 33
**3.1. Analyse des résultats 2020** ..... 33
***3.1.1. Résultats qualité 2020*** ..... 33
***3.1.2. Information sur les critères qualité*** ..... 34
***3.1.3. Les Certifications et de la démarche qualité de service*** ..... 37
**3.2. Les incidents, faits d'incivilité et agressions en 2020** ..... 38
**3.3. Le contrôle** ..... 39
**3.4. Les accidents** ..... 39
**3.5. Sureté de Fonctionnement Tramway (SFT)** ..... 40

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

**4. LA MAINTENANCE DES VEHICULES ET DES EQUIPEMENTS** ..... 41
**4.1. Maintenance : politique suivie** ..... 41
**4.2. Maintenance bus** ..... 42
**4.3. Maintenance tramway** ..... 44
**4.4. Maintenance *Installations fixes et courants faibles*** ..... 45
***4.4.1. Maintenance courants faibles*** ..... 45
***4.4.2. Maintenance installations fixes*** ..... 46
**4.5. *Grande révision à mi-vie des rames de tramway*** ..... 47
***4.5.1. Rappel du phasage*** ..... 47
***4.5.2. Phase de consultation du marché industriel*** ..... 49
**4.6. Service Remisage et Nettoyage** ..... 49
**4.7. Maintenance des points d'arrêts** ..... 49
***4.7.1. Actions 2020*** ..... 50
**4.7.2. Les interventions sur les mobiliers en 2020** ..... 50
**5. L'ORGANISATION ET LA GESTION DE LA REGIE** ..... 52
**5.1. Organisation générale de la Régie pour la gestion du réseau** ..... 52
**5.2. Gestion du personnel** ..... 52
***5.2.1. Effectifs*** ..... 52
***5.2.3. Activité partielle*** ..... 53
**5.3. Climat social** ..... 53
**5.4. Gestion environnementale** ..... 54
***5.4.1. Actions de réduction des émissions de GES*** ..... 54
***5.4.2. Tri des déchets*** ..... 55
***5.4.3. Réglementaire – Gaz à effet de serre*** ..... 55
***5.4.4. Sensibilisation*** ..... 56
**5.5. Santé et sécurité au travail** ..... 56
***5.5.1. La crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19*** ..... 56
***5.5.2. Les formations sécurité réglementaires*** ..... 57
***5.5.3. Les actions de sensibilisation*** ..... 57
***5.5.4. Les accidents du travail*** ..... 57
***5.5.5. Les analyses au poste de travail*** ..... 58
***5.5.6. Lutte contre l'incendie*** ..... 58
***5.5.7. Plans de prévention*** ..... 58
***5.5.8. Des partenariats*** ..... 59
**5.6. Maintenance et évolution du système d'information de la Régie T2C** ..... 59
***5.6.1. Rappel du périmètre du système d'information*** ..... 59
***5.6.2. Maintenance du système d'information*** ..... 59
***5.6.3. Traitement de l'obsolescence du système d'information*** ..... 59

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

*5.6.4. Evolution du système d'information* .....
**5.7. Commande Publique** ..... 63
**5.8. Gestion des investissements et des immobilisations** ..... 63
**6. LES DONNEES FINANCIERES** ..... 64
**6.1. Recettes commerciales** ..... 64
**6.2. Compte administratif 2020** ..... 65
**6.3. Compte d'exploitation 2020** ..... 67
*6.3.1. La prestation de service transport 2020 et le compte d'exploitation analytique 2020* ..... 67
*6.3.2. Les dépenses de personnel* ..... 69
*6.3.3. Les charges d'énergie du matériel roulant* ..... 71
*6.3.4. Les charges de maintenance du matériel roulant* ..... 72
*6.3.5. Les charges de maintenance installations fixes et informatique* ..... 73
**6.4. Détail de la prestation de service facturée au SMTC** ..... 74
**6.5. Coûts directs kilométriques** ..... 74
**6.6. Tableau de bord d'activité** ..... 75

## ANNEXES 1 à 17 :

1- Production
2- Vitesse commerciale
3- Parc, données de production et de consommation
4- Places-Kilomètres offerts (PKO)
5- Maintenance
6- Contrôle
7- Sécurité
8- Stocks
9- Ventes, tarifs, recettes et fréquentation
10- Compte d'exploitation analytique
11- Coûts directs kilométrique
12- Prestation de service et indices formule de révision
13- Tableau de bord d'activité
14- Eléments de Bilan Social
15- Organigramme Régie T2C
16- Synthèse du compte administratif 2020
17- Détail des immobilisations 2020

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

## PREAMBULE : vie du contrat de service public

Pour la troisième année du contrat de service public liant la Régie T2C au SMTC jusqu'en 2022, l'EPIC tout comme le SMTC a été confronté à une crise exceptionnelle et sans précédent qui a lourdement affecté l'équilibre et les performances du système transport.

Dans ce contexte, les objectifs annoncés pour 2020 de maîtrise des coûts et de recherche d'un plus grand présentéisme ont revêtu une acuité particulière. Il s'est vite avéré toutefois, que le second objectif, au regard de la situation sanitaire, portait les termes d'une certaine vacuité.

Les équipes T2C ont été à pied d'œuvre tout au long de l'année pour adapter les services et le fonctionnement de l'EPIC aux différentes mesures décidées par le gouvernement. Ainsi, l'EPIC T2C a eu recours à l'activité partielle sur une majeure partie de son effectif (essentiellement exploitation, maintenance et commercial) ainsi qu'au télétravail. En outre, elle s'est massivement approvisionnée en produits désinfectants, gel hydro-alcoolique, masques et plexiglass de protection et a mis en place des prestations de désinfection des véhicules et des locaux à partir de mai.

Pour l'offre de service, en synthèse, à partir du jeudi 19 mars et jusqu'au 11 mai une offre adaptée de l'ordre de 30% de l'offre nominale a été mise en place en lien avec le premier confinement. Par ailleurs, tous les services scolaires affrétés ont été suspendus de même que les services navette Montjuzet et Bus de Nuit. La ligne 35/36 vers Lempdes/Pont du Château a été adaptée pour circuler sur le périmètre du service du Samedi.
A partir du 11 mai, l'offre tramway est portée à hauteur de 75% de l'offre nominale et celle du bus représente globalement de l'ordre de 52% de l'offre. Par ailleurs, à partir de cette date, les services scolaires affrétés reprennent progressivement leur service en fonction de l'ouverture des établissements scolaires. C'est également le cas pour les courses Montjuzet, Panoramique des Dômes et le Prat. La ligne 35/36 reprend son parcours nominal.
A partir du 2 juin et jusqu'au 29 juin, l'offre produite est portée à hauteur de 95% de l'offre nominale environ. Par ailleurs, les services scolaires affrétés continuent de reprendre progressivement leur fonctionnement suivant l'ouverture des établissements scolaires.
A partir du 31 octobre et jusqu'au 4 décembre 2020, en lien avec le deuxième confinement de la population, l'offre de service est à nouveau adaptée avec de l'ordre de 55% de l'offre nominale de semaine sur le bus, 80% sur le tramway et 30% de l'offre nominale le samedi.

Au total, l'offre sur l'année 2020 a été réduite de 1 122 000 kilomètres commerciaux soit 14% de l'offre théorique à produire.

En ce qui concerne l'activité commerciale le SMTC a décidé de rendre l'accès au transport gratuit à partir du 1er avril et jusqu'au 30 juin. La montée par l'avant des bus a été suspendue avec des mesures de protection à l'intérieur des véhicules. Un dispositif de geste commercial a été mis en place pour les abonnés annuels n'ayant pas eu recours au prélèvement mensuel automatique.
Le retour de la montée par l'avant dans les bus a été mise en œuvre au 21 août et l'achat de titres dans les bus a été rétabli au 3 octobre. Par ailleurs, le dispositif de vente de ticket par SMS a été lancé dès le 1er juillet 2020.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

On rappellera également le contexte d'exploitation difficile dans lequel s'est déroulé le début d'année 2020 avec les journées de grève successives, principalement en janvier et février, correspondant au mouvement social national contre la réforme des retraites qui a entrainé la perte de 120 000 kms commerciaux.

Au-delà du traitement des conséquences de la crise, les équipes T2C ont continué de travailler sur les projets de pérennisation et de développement du système transport. On peut citer :

- La mise en œuvre de la nouvelle billettique qui est prévue pour fin 2021 mobilisant fortement les équipes du service commercial et des courants faibles.
- L'assistance au projet ligne B et C, avec en particulier, la définition du nouveau réseau 2025, du nouveau dépôt Sud et des bus électriques et de leur système de charge.
- Le renouvellement de la chaîne d'exploitation avec le SAEIV (système d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs), la gestion de planning des agents et le logiciel de conception de l'offre (graphicage – habillage).
- Au cours de l'exercice 2020, ont également été menés les travaux liés à la préparation de la phase d'industrialisation de la maintenance à mi-vie des rames de tramway THR1.

En termes financiers, l'exercice 2020 a été particulièrement difficile à piloter compte tenu des conséquences directes de la crise sanitaire mais également de son impact sur la révision du contrat. Une grande prudence et un contrôle strict des dépenses ont été de mise.
Le résultat de la section de fonctionnement dégage un excédent de 842 K€. Toutefois, celui-ci ne tient pas compte de l'impact financier du second confinement et d'une révision moins favorable qu'anticipée à l'automne 2020. Une régularisation estimée à 1 076 K€ devra intervenir en 2021 pour corriger ce résultat (cf. chapitre 6.3).
La section d'investissement dégage un excédent sur l'exercice 2020 qui s'élève à 106 K. Le report de l'année 2020 de 887 K€ permet de financer les restes à réaliser de l'année 2020 de 747 K€, permettant ainsi de souligner que le taux d'engagement au global sur les dépenses d'investissement est proche de 97%.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 1. L'OFFRE

## 1.1. Le service offert en marche courante

L'offre d'hiver plein trafic des lignes régulières définie, pour les lundi – mardi – jeudi en plein trafic (PT), constitue la structure de référence des services offerts à partir de laquelle se déduisent :

- L'offre du mercredi : les renforts et les courses spéciales scolaires de l'après-midi sont avancées pour assurer les sorties de midi des établissements scolaires.
- L'offre du vendredi : les sorties du soir de l'Institut des Métiers sont avancées à midi et une offre de soirée est ajoutée sur la ligne C entre Lycée Lafayette et Cournon Toulaits.
- L'offre du samedi : suppression des courses spéciales scolaires et étudiantes et des renforts de capacité se traduisant par une augmentation des intervalles entre courses en cohérence avec la baisse de fréquentation.
- L'offre des petites vacances scolaires : suppression des renforts et des courses spéciales scolaires pour le bus ; baisse de la fréquence sur le Tram aux heures de pointe.
- L'offre d'été : suppression des renforts de capacité et des courses spéciales scolaires et étudiantes, ajustement des intervalles à la baisse de fréquentation.

Les offres avec des cadencements qui leur sont spécifiques :

- Le transport à la demande qui dessert les secteurs diffus avec des règles adaptées par secteur,
- Le transport à la demande des PMR dans des véhicules adaptés,
- Saisonnières pour desservir des zones de loisir comme la navette du Panoramique des Dômes,
- Limitées en jours et périodes de circulation comme les navettes Le Prat, Cournon – Lempdes et Montjuzet,
- Saisonnières et limitées en jours de circulation comme BEN.

## 1.2. Les principales évolutions de l'année 2020

### *1.2.1. Régie – offre d'hiver 2019 – 2020*

Les offres « hiver » de janvier à juillet 2020 ont été fortement perturbées et modifiées pour les adapter aux besoins de la période de pandémie selon le calendrier des différents niveaux de confinement. Offres selon le cas, à amplitude réduite ou non, avec ou sans service scolaire, …

➲ **Offre Tramway :**

Plusieurs offres sont mises en place de janvier à juin 2020 en raison de l'adaptation de l'offre à la fréquentation prévue dans une situation normale d'une part et suite aux contraintes imposées par la pandémie COVID d'autre part.

- Pour les deux premiers mois de l'année 2020, l'offre plein trafic mise en place en septembre 2019 a été poursuivie.
- Pour la 1ère fois et comme prévu contractuellement, une offre diminuée de 2 A/R a été mise en place à compter de la rentrée suivant les Petites Vacances Scolaires de février (cohérence avec la baisse de fréquentation au printemps). Cette offre a été mise en place le 9 mars 2020 mais, compte tenu du contexte, très vite remplacée par une offre conforme au confinement.
  *La 2ème baisse prévue après les vacances de printemps fin avril n'a pas eu lieu du fait de la pandémie.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- Le 17 mars début des mises en place d'offres adaptées aux contexte pandémie avec amplitude réduite basées au début sur l'offre service garanti puis ensuite sur l'offre PVS.
- A partir du 9 juin 2020 mise en place de l'offre Petites Vacances Scolaires standard jusqu'à l'offre d'été. Offre Petites Vacances Scolaires suffisante, moins onéreuse et cohérente avec la moindre fréquentation de cette période de pandémie.

➲ **Lignes de bus :**

Sur le principe, l'offre de l'hiver 2019-2020 a été poursuivie jusqu'à l'été 2020.
Les horaires de la ligne C ont cependant été légèrement ajustés en janvier aux gains de temps de parcours permis par la mise en service du système DIASER de priorité aux feux en centre-ville sur le tronc-commun avec la ligne B.
Selon le calendrier des différents niveaux de confinement, des offres adaptées ont été créées et mises en place.

Pour le reste, le réseau est resté globalement stable avec quelques déviations durables à noter.

- La ligne C ne dessert plus, depuis fin juin 2020, l'avenue du Midi en travaux,
- Sur les lignes 4 et 26 les travaux rue Jean Baptiste Marrou à Ceyrat ont conduit à plusieurs phases de déviation et à la création à partir de fin octobre 2019 d'une navette spécifique pour desservir le quartier de Boisséjour aux heures de pointe jusqu'au 25 février,
- Lignes 3 et 12 toujours légèrement perturbées en fonction de l'avancement des travaux place François Mitterrand à Romagnat.

### *1.2.2. Régie – offre d'été 2020*

A noter : Pas d'adaptation d'offre induite par la période de pandémie en service d'été.

➲ **Offre Tramway :**

- Année sans substitution (en journée) pour le tramway et avec peu de travaux en soirée.
- Suppression, dès l'offre d'été, des courses partielles nécessitant une évacuation des clients avant le terminus extrême de la ligne. Cela a conduit à supprimer du lundi au samedi un aller partiel le matin et un A/R partiel en soirée. Pour le dimanche et jours fériés, cela a conduit à une reconstruction de l'offre de début de matinée avec mobilisation d'une rame et d'un conducteur supplémentaires.

.

➲ **Lignes de bus :**

- Quelques mises à jour pour la poursuite de prise en compte de l'allongement des temps de parcours constaté pour l'été 2019. Ce besoin a été confirmé par l'analyse détaillée des relevés statistiques SAE de l'été 2019. Comme pour la période Hiver, il a fallu, quelques fois, ajuster le niveau de l'offre, pour minimiser les coûts induits.
- L'offre de la ligne C reste anormalement faible le lundi à vendredi l'après-midi pour une ligne BHNS avec des intervalles de 25mn à la pointe mais il n'y a pas de moyens disponibles pour l'améliorer.
- La ligne 28 est renforcée le lundi à vendredi comme en service d'hiver.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### *1.2.3. Régie – offre d'hiver 2020 – 2021*

Le résultat du travail d'amélioration des priorités aux carrefours des lignes A, B et C et de révision des vitesses maximum ligne A n'a pu être constaté de façon fiable du fait de la baisse de fréquentation générale et durable liée à la pandémie.
L'offre de septembre à décembre 2020 a de nouveau été perturbée par les mesures de confinement du 1er novembre 2020 au 3 décembre 2020.

➲ **Offre Tramway :**

- Remise en place de l'offre plein trafic de septembre 2019 *(qui prenait en compte la mise en service des 5 nouvelles rames*) hors période de pandémie.
- Déclinaison en service d'hiver de la suppression des courses partielles aux franges initiée pour l'été 2020.
- Augmentation de l'amplitude d'ouverture des services le matin de 8mn (Tram + Bus) pour améliorer la desserte du CHU Louise Michel à Cébazat sur toutes les offres du lundi au samedi en avançant les deux premiers départs.

➲ **Lignes de bus :**

- Ouverture, du lundi au samedi, des services de la ligne 24 le matin 8mn plus tôt pour améliorer la desserte du CHU Louise Michel à Cébazat (en correspondance avec la ligne A elle-même avancée).
- Ligne 28 : amélioration de la desserte par l'ajout de 4 courses desservant la zone de Ladoux dont un aller/retour prolongé à Maison des Sports.
- Travaux ligne 2 à Aubière rue des Foisses pendant près de 3 mois.

### *1.2.4. Services affrétés*

Après une année 2019 ayant permis de consolider la maîtrise des lignes et services affrétés et de travailler à des évolutions, l'année 2020 a été celle des appels d'offres.
Cette année 2020 déjà bien conséquente en termes d'élaboration, de gestion et d'analyse technico-financière des appels d'offres, s'est très largement compliquée avec la gestion de la pandémie COVID-19.

#### *1.2.4.1. Evolutions de l'offre nominale affrétée*

Les éléments de ce paragraphe décrivent la **situation nominale prévue** donc hors impact lié à la pandémie COVID-19, qui fait l'objet d'un paragraphe dédié.

➢ **En continuité**

En 2020, les lignes et services suivants ont été assurés dans la continuité de 2019 :

- Le marché de la ligne 26 à renouveler en août 2021.
- Le marché MooviCité à renouveler en 2021.
- Les lignes 28 partiellement, 31, 34, 37.
- La ligne 35-36 jusqu'en août 2021.
- Les services scolaires jusqu'à la fin de l'année scolaire 2021.
- Le Panoramique du Puy-de-Dôme jusqu'en novembre 2021.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

➢ **<u>En continuité avec quelques évolutions</u>**

Les lignes et services spécifiques suivants ont été adaptés avec quelques évolutions :

- Réorganisation des dessertes depuis la commune de Saint-Genès-Champanelle vers les collèges de Beaumont en lieu et place de Ceyrat suite aux modifications de cartes scolaires, pour la troisième année (classes concernées : 6ème, 5ème et 4ème). Un complément de services à vocation scolaire entre Saint-Genès-Champanelle et le collège Molière de Beaumont avec une desserte interne de Saint-Genès-Champanelle le soir était mis en place. A la rentrée scolaire 2020, l'offre de desserte pour les sorties du soir a dû être revue. Les contrats ont dû être adaptés en conséquence à l'automne 2020.
- **Pont-du-Château** :
  - Dans la consultation 2020, les écoles et collèges ont été regroupés sur les mêmes services spécifiques, donnant lieu à un seul marché.
  - Suite aux réclamations liées au souhait de reporter les élèves de l'établissement Saint Joseph sur la ligne 35-36 à l'arrêt Croix Blanche, un ajustement a été mis en place à l'automne 2020 pour desservir devant la porte de l'établissement par un détour sur des courses de la ligne 35-36. Une course tous les jours le matin et une chaque mercredi midi ont été prolongées pour absorber la « surcharge » liée à la présence de jeunes scolarisés à Clermont-Ferrand.
- **Mur-sur-Allier** : l'extension de la ligne 35-36 jusqu'à Mur-sur-Allier à la rentrée 2020.
- **Navette « usine »** : La ligne 28 a été complétée d'une course reliant le lycée Lafayette au site de Ladoux en passant par la gare SNCF

*1.2.4.2. <u>Démarches et consultations 2020</u>*

L'année 2020, a été une très grosse année en appels d'offres. La concurrence s'est montrée plus accrue que sur les consultations précédentes :

- **Méthode employée**

Les travaux de consolidation et de recherche d'optimisation finalisés en 2019 ont permis de définir deux segments distincts et notifier les marchés suivants :

  - **Les lignes régulières et navettes**

| | | |
|---|---|---|
| **2020/020** | **Services de transport de personnes - Exploitation de lignes régulières**<br>Lot n°1 : Ligne régulière 35/36 | Chèze et Fils |
| **2020/021** | **Services de transport de personnes - Exploitation de lignes régulières**<br>Lot n°2 : Ligne de nuit BEN | Cellier-Chevanet |
| **2020/022** | **Services de transport de personnes - Exploitation de lignes régulières**<br>Lot n°3 : Services partiels de la ligne 28 | Keolis Loisirs et Voyages |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- **Les services scolaires**

Une revue de l'allotissement a été proposée pour les services scolaires, avec un cahier des charges communs pour 16 lots distincts.

| | | |
|---|---|---|
| 2020/006 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°1 : Desserte du collège Molière de Beaumont et de l'EREA de Romagnat | Fontanon |
| 2020/007 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°2 : Desserte du collège Anatole France de Gerzat | Keolis Loisirs et Voyages |
| 2020/008 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°3 : Desserte du Prat à Aubière et de l'école de Saulzet de Romagnat | Nenot Intertourisme |
| 2020/035 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°1 : Desserte de l'Arténium de Ceyrat | Cellier-Chevanet |
| 2020/010 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°5 : Desserte de l'école de Saint-Genès-Champanelle | Keolis Loisirs et Voyages |
| 2020/011 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°6 : Liaison Saint-Genès-Champanelle - Lycée de Chamalières | Keolis Pays des Volcans |
| 2020/012 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°7 : Desserte du collège Henri Pourrat de Ceyrat | Nenot Intertourisme |
| 2020/013 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°8 : Desserte du lycée Pierre Boulanger de Pont-du-Château | Grand Tourisme Giron<br>(/ Cellier – Chevanet) |
| 2020/014 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°9 : Desserte du collège et du lycée de Chamalières depuis Orcines | Nenot Intertourisme |
| 2020/015 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°10 : Liaison Orcines - Chamalières - Clermont-Ferrand | Nenot Intertourisme |
| 2020/016 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°11 : Desserte du collège Saint-Exupéry de Lempdes | Keolis Loisirs et Voyages |
| 2020/017 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°12 : Desserte du lycée de Marmilhat de Lempdes | Chèze et Fils |
| 2020/018 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°13 : Desserte du lycée Descartes de Cournon d'Auvergne | Chèze et Fils |
| 2020/019 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°14 : Desserte du collège Mortaix de Pont-du-Château | Chèze et Fils |
| 2020/036 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°2 : Liaison Saint-Genès-Champanelle - Berthelot | Freedome Evasions |
| 2020/037 | Services de transport de personnes - Exploitation de lignes scolaires<br>Lot n°3 : Liaison lycée Lafayette - Lempdes - Pont-du-Château | Chèze et Fils |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- **Aléas pendant la procédure**

En mars 2020, la société Cellier-Chevanet a fait une requête en référé précontractuel suite à l'attribution des marchés de la ligne 35-36 et 3 services scolaires à la société Chèze et Fils. Pour tous les lots, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand a rejeté la requête de l'entreprise Cellier-Chevanet et l'a notifié le 15 avril 2020.

Le marché de la ligne 35-36 a été notifié à Chèze et Fils le 30 avril 2020, pour un démarrage au 24 août 2020.

Par ailleurs, le lot concernant la desserte de l'Arténium a été relancé suite au fait que le lot était déclaré infructueux. Le marché a finalement été notifié le 24 juin 2020 à l'entreprise Cellier-Chevanet pour un démarrage au 1er septembre 2020.

- **En quelques données**

En synthèse, pour les consultations 2020 :

- Les différentes consultations ont nécessité l'analyse de :
  - 4 offres pour ce qui concerne les marchés réguliers et navettes, représentant 3 concourants
  - Au total 31 offres pour ce qui concerne les marchés scolaires, représentant 9 concourants
- Près de 70% des km commerciaux affrétés ont été remis en jeu par appel d'offres (près de 600 000 kilomètres commerciaux),
- Les marchés 2020 représentent une estimation annuelle moyenne au moment de l'attribution d'environ 2,8 millions d'euros
- L'analyse des offres a conduit à attribuer des marchés à de nouveaux entrants : l'entreprise Chèze et Fils, Freedôme Evasions et Kéolis Pays des Volcans. Le Groupe Transdev n'a plus aucun marché avec la régie T2C.

- **Mise en œuvre des marchés, exécution**

La majorité des marchés, ayant pour date de départ le 24 août 2020 ou le 1er septembre 2020, les points de coordination notamment avec les nouveaux entrants ont dû être nombreux, mais aussi plus ardus dans le contexte de pandémie.

Par ailleurs, l'absence du responsable d'équipe affrètement de mars 2020 à octobre 2020, suite aux mesures de prévention COVID-19 le concernant, n'a pas facilité la mise en route de ces nouveaux marchés et a conduit un démarrage plus compliqué de la ligne 35-36 qui au-delà du changement de transporteur a connu des modifications d'offres.

### *1.2.4.3. Qualité de service sur le périmètre des services affrétés*

Les référentiels Qualité sur le périmètre périurbain a été revu et validé en 2020, le marché Qualité SMTC / T2C étant relancé également.
Depuis janvier 2020 pour les lignes 31 et 34 et depuis le 23 août 2020 pour la ligne 35-36, les systèmes d'intéressement sont calculés uniquement sur la base des services réguliers.

En coordination avec le SMTC et en cohérence avec les circulations produites en propre par la régie, les indicateurs de ponctualité sont calculés via le SAEIV affrété sur les horaires de passage aux arrêts tous arrêts confondus. En complément pour l'affrètement, un taux de disponibilité de l'information temps réel

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

au profit des voyageurs est mis en place. Les résultats de ces indicateurs entrent en compte dans le calcul de l'intéressement.

Par ailleurs, le SAEIV affrété a continué d'évoluer pour permettre en septembre 2020 aux clients de bénéficier des circulations en temps réel sur l'application T2C ou le site internet T2C. Un flyer de communication a été diffusé aux clients à bord et aux points habituels de diffusion de l'information.

#### *1.2.4.4. Gestion de la pandémie COVID-19*

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont débuté alors que les appels d'offres affrétés étaient en cours d'analyse, donc sur une période de charge déjà importante.
Suite aux annonces gouvernementales, il a été nécessaire d'adapter les offres régulières et scolaires. La suppression ou la diminution d'offres, puis la reprise des services, partiellement ou intégralement, ont nécessité beaucoup de réactivité et d'organisation. On peut néanmoins affirmer à ce titre que la gestion de la première période relevait d'une véritable « gestion de crise ».
En parallèle, le suivi des kilomètres perdus a dû être réalisé au plus juste pour permettre d'identifier les écarts par marché et par transporteur. En outre, une évaluation par transporteur des frais de désinfection, surcoûts COVID-19 (produits et main d'œuvre) a été réalisée en juillet 2020.
La démarche de négociation SMTC / T2C / Transporteurs, pour une prise en charge partielle des services non réalisés du fait de la pandémie sur la base d'une part des coûts fixes, a abouti à un accord en octobre 2020 pour la période de mars à juillet 2020 et en janvier 2021 pour la période de novembre 2020.

Malgré une période incertaine d'un point de vue économique liée à la suspension immédiate de leur rémunération et malgré le fait que certains d'entre eux aient été « perdants » de leurs marchés suite aux notifications de mars 2020, il est à noter que tous les transporteurs ont assuré la continuité de services et se sont adaptés au fur et à mesure, faisant la part des choses entre le contractuel, le financier et l'intérêt du service aux voyageurs.

## 1.3. Analyse de l'offre kilométrique réalisée en 2020.

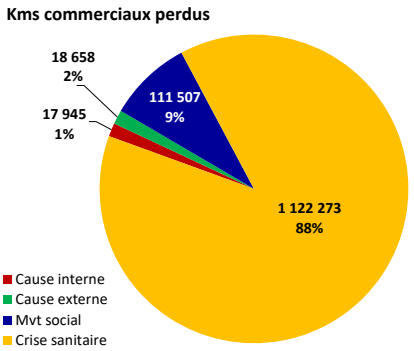
Les kilomètres réalisés sont inférieurs de 18% à la prévision et de 13% par rapport à 2019. La réduction de l'offre de service, conséquence des périodes de confinement, représente un total de 1 122 000 kilomètres commerciaux soit 14,3% de l'offre prévue. Les perturbations intervenues sur le réseau en début d'année liées aux mouvements sociaux contre la réforme des retraites (-111 500 kms) représentent une perte d'exploitation de 1,4%.

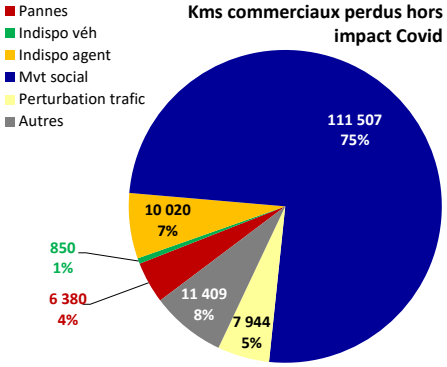
| Offre kilométrique : exploitation | 2019 | BP 2020 | 2020 | 2020 vs Budget 2020 | | 2020 vs 2019 | | Avenant 1 | Avenant 2 | Avenant 1+2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Ecart | % écart | Ecart | % écart | | | |
| Kms exploitation bus T2C | 6 123 130 | 6 391 750 | **5 191 761** | -1 199 989 | -18,8% | -931 369 | -15,2% | -835 650 | -260 090 | -1 095 740 |
| Kms exploitation tram T2C | 1 305 786 | 1 408 853 | **1 183 592** | -225 261 | **-16,0%** | -122 194 | **-9,4%** | -162 100 | -30 440 | -192 540 |
| **Total km exploitation T2C** | **7 428 916** | **7 800 603** | **6 375 353** | **-1 425 250** | **-18,3%** | **-1 053 563** | **-14,2%** | **-997 750** | **-290 530** | **-1 288 280** |
| Kms exploitation bus affrétes | 1 825 451 | 1 878 822 | **1 629 985** | -248 837 | **-13,2%** | -195 466 | **-10,7%** | -120 030 | -11 240 | -131 270 |
| **Total kms exploitation** | **9 254 367** | **9 679 425** | **8 005 338** | **-1 674 087** | **-17,3%** | **-1 249 029** | **-13,5%** | **-1 117 780** | **-301 770** | **-1 419 550** |

| Offre kilométrique : commercial | 2019 | BP 2020 | 2020 | 2020 vs Budget 2020 | | 2020 vs 2019 | | Avenant 1 | Avenant 2 | Avenant 1+2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Ecart | % écart | Ecart | % écart | | | |
| Kms commerciaux autres lg T2C | 4 696 544 | 4 979 736 | **4 007 805** | -971 932 | -19,5% | -688 739 | -14,7% | -641 022 | -190 241 | -831 263 |
| Kms commerciaux ligne A T2C | 1 258 292 | 1 359 455 | **1 138 144** | -221 311 | -16,3% | -120 149 | -9,5% | -155 173 | -27 214 | -182 387 |
| **Total km commerciaux Régie T2C** | **5 954 836** | **6 339 192** | **5 145 949** | **-1 193 243** | **-18,8%** | **-808 888** | **-13,6%** | **-796 194** | **-217 455** | **-1 013 650** |
| Km commerciaux bus affrétes | 1 421 485 | 1 465 115 | **1 268 372** | -196 743 | -13,4% | -153 113 | -10,8% | -98 848 | -9 775 | -108 623 |
| **Total km commerciaux** | **7 376 321** | **7 804 307** | **6 414 321** | **-1 389 986** | **-17,8%** | **-962 001** | **-13,0%** | **-895 042** | **-227 230** | **-1 122 273** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Le total des kilomètres perdus sur l'année 2020 s'établit à 1 261 300 kms. Cela représente au global 15,8% de l'offre prévue. Au-delà de l'impact des réductions d'offre et des mouvements sociaux, les kilomètres commerciaux perdus pour cause interne s'établissent à 17 945 kms et 0,23% de l'offre ; 36% concernent des problèmes de pannes et 56% des problèmes de ressources internes conséquence indirecte d'absentéisme lié à la Covid.




Les kilomètres commerciaux perdus pour cause externe s'élèvent à 9 600 kms soit 0,12% de l'offre en dessous du seuil contractuel de 0,40% au-delà duquel une réfaction est calculée.

Les kilomètres supplémentaires sont réduits de moitié par rapport à 2019 avec un total de 10 300 kilomètres commerciaux essentiellement des renforts ponctuels d'offre lié à l'exploitation (déviations, renfort scolaire) ou lié à l'affluence en fin d'année.

***Références chapitre 1 - L'OFFRE :***

***Annexe 1 : production kilométrique***

***Annexe 1bis : détail des kilomètres commerciaux supplémentaires***

***Annexe 2 : vitesses commerciales***

***Annexe 3 : parc et données de production et de consommation***

***Annexe 4 : places-kilomètres offertes (PKO)***

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

## 2. LE CLIENT

### ➲ Synthèse

L'activité marketing, notamment, a été totalement bouleversée en 2020 par les conséquences du contexte sanitaire sur la relation client.
L'offre de service a dû de nombreuses fois être ajustée aux effets de forte diminution de la mobilité et a, à ce titre, très fortement mobilisé les équipes T2C (exploitation, marketing, techniques et RH principalement).
La crainte de la contamination, malgré les mesures prises par la Régie, a également joué un rôle dans la baisse d'usage des services.
Au final, il s'en est suivie une très forte baisse de la fréquentation, en retrait de plus de 38 % par rapport à 2019.

Dans un parallélisme cohérent, les recettes affichent également un retrait du même ordre, de moins 38 % par rapport à 2019.
Pour autant, cette très forte diminution des recettes est également et en partie due au geste commercial décidé dans les circonstances par le SMTC ; soit la gratuité d'accès au réseau pendant trois mois de l'année et le report des évolutions tarifaires initialement prévues au 1er juillet.
Les études menées sur le plan national, comme les résultats des réseaux de transports publics urbains en France, dont Clermont-Ferrand, sur la toute fin 2020 et les premiers mois de l'année 2021 ne laissent pas augurer d'un retour rapide aux niveaux de fréquentation et de recettes d'avant la pandémie.

Dans ce contexte cependant, le lien commercial a été maintenu avec la clientèle et un nouveau service a pu être mis en œuvre.

## 2.1. Tarification

Dans le contexte de la pandémie et de ses impacts, le SMTC a exceptionnellement décidé :

- De la gratuité d'accès au réseau des transports en commun T2C, du 25 mars et jusqu'au 30 juin.
- De reporter la hausse tarifaire, initialement prévue au 1er juillet 2020, à la date du 1er janvier 2021.

### 2.1.1. Gratuité du réseau T2C durant la 1ère période de confinement :

Sur décision de l'Autorité Organisatrice, les clients ont bénéficié d'un accès gratuit aux bus et aux tram durant toute cette période du 1er confinement et au-delà, puisque le SMTC a prolongé cette gratuité des transports jusqu'au 30 juin 2020.
En parallèle et en cohérence, le SMTC a décidé d'octroyer un geste commercial aux abonnés ayant déjà acquis un abonnement pour voyager sur la période (modalités détaillées au paragraphe 2.3.2).

### 2.1.2. Une augmentation des tarifs reportée.

La hausse des tarifs, initialement prévue au 1er juillet 2020 par le Comité Syndical du 4 avril 2019, a été reportée au 1er janvier 2021. Ainsi, les tarifs instaurés au 1er juillet 2019 ont été maintenus durant toute l'année 2020 selon la grille ci-après.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

| TARIFS | 2020 |
|---|---|
| Ticket unité | **1,60** |
| Carnet de 10 TN | **14,40** |
| | |
| Ticket 24 heures | **5,10** |
| Ticket 24 Tribu | **12,80** |
| Ticket 24 heures groupe | **21,30** |
| Pass 72 heures | **3,50** |
| Billet congrès | **2,40** |
| Ticket parking relais | **6,00** |
| | |
| Abonnement mensuel Tout Public | **52,20** |
| Abonnement mensuel PDM | **44,30** |
| Abonnement mensuel -26ans | **27,00** |
| | |
| Abonnement mensuel solidaire -92% | **4,10** |
| Abonnement mensuel solidaire -80% | **10,40** |
| Abonnement mensuel solidaire -60% | **20,80** |
| | |
| Abonnement annuel Tout Public | **530,40** |
| Abonnement annuel PDM | **450,00** |
| Abonnement annuel -26ans | **246,00** |
| Abonnement annuel au porteur | **550,00** |
| | |
| Combiné mensuel TER+T2C Tout Public | **36,50** |
| Combiné mensuel TER+T2C Jeunes | **18,90** |
| | |
| Titres cartes à puce | **2,00** |

Les niveaux de seuil de Quotient Familial de la Tarification Solidaire ont cependant été revus à la hausse pour tenir compte du relèvement des différents minimas sociaux. Les taux de réduction et les tarifs correspondants sont restés inchangés.

| QF | Remise | Prix mensuel |
|---|---|---|
| de 0 à **455€** | -92% | 4.10€ |
| de **456€** à 570€ | -80% | 10.40€ |
| de 571€ à 770€ | -60% | 20.80€ |

## 2.2. Analyse des évolutions de la fréquentation et des recettes

### ➲ Rappel des différentes phases des mesures sanitaires et de l'offre de service

La pandémie s'est traduite par des mesures de confinements plus ou moins strictes de la population, variables selon les périodes, par différents couvre-feux spécifiques et par la fermeture de certains établissements (scolaires, de restauration, de loisirs...) eux aussi variables selon les périodes :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Du 17 mars au 11 mai 2020 (1 mois et 25 jours) : un confinement strict de la population française

11 mai 2020 : levée progressive du confinement avec possibilité de sortir sans attestation, ouverture progressive des commerces, cafés et restaurants. Les déplacements au-delà de 100 km de son domicile demeuraient interdits sauf motifs impérieux et le masque est obligatoire dans les transports en commun.

- 2 juin 2020 : deuxième phase de « déconfinement » avec l'ouverture des cinémas, salles de spectacle et théâtres, ainsi que des cafés, bars et restaurants

- 22 juin 2020 : près de 10 millions d'écoliers et de collégiens retournent à l'école. Mais ce retour en classe s'effectue en ordre dispersé, par groupes selon les classes.

- Du 17 octobre au 29 octobre 2020 : couvre-feu entre 21h et 6h

- Du 30 octobre au 15 décembre 2020 (1 mois et 15 jours) : un nouveau confinement légèrement plus souple avec les écoles, collèges et lycées ouverts, ainsi que les commerces dits « essentiels » qui sont ouverts sous certaines conditions.

- 28 novembre 2020 : « déconfinement » partiel en France avec ouverture des magasins non essentiels et instauration d'un couvre-feu à 20 h.

- Du 16 décembre au 31 décembre 2020 : « déconfinement » total mais maintien du couvre-feu entre 20h et 6h

En accompagnement de ces différentes situations, l'offre sur le réseau T2C a dû s'adapter à chaque étape. La vente à bord a été suspendue de fin mars à début septembre. Les différentes phases d'offre en 2020 ont été les suivantes (référence lundi au vendredi) :

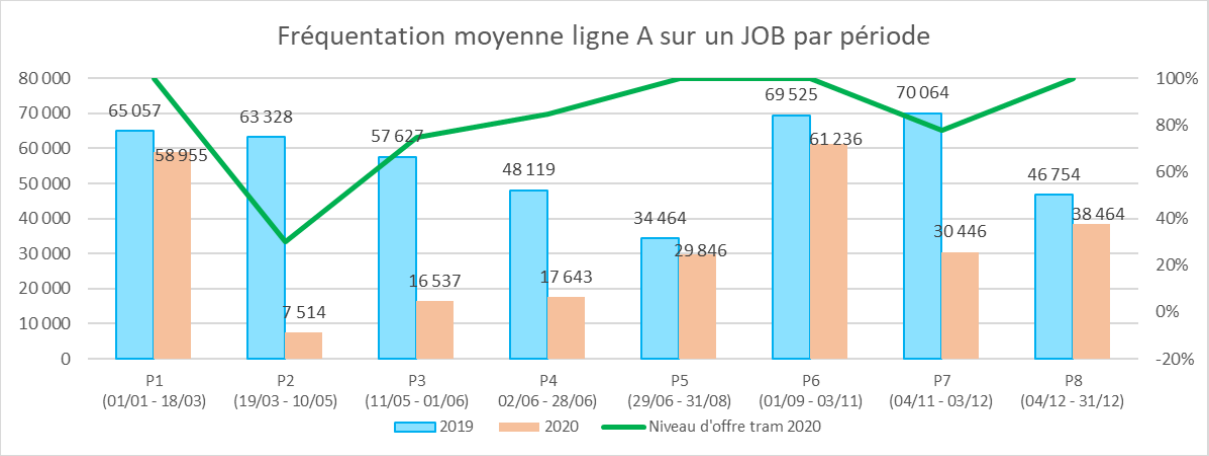
| Période | | Offre Tram | Offre Bus |
|---|---|---|---|
| P1 | du 1er janvier au 18 mars | 100% | 100% |
| P2 | du 19 Mars au 10 Mai | 30% | 30% |
| P3 | Du 11 Mai au 1er Juin | 75% | 50% |
| P4 | du 2 Juin au 28 Juin | 85% | 90% |
| P5 | du 29 Juin au 31 Aout | 100% | 100% |
| P6 | du 1er Septembre au 3 Novembre | 100% | 100% |
| P7 | du 4 Novembre au 3 Décembre | 78% | 54% |
| P8 | du 4 Décembre au 31 Décembre | 100% | 100% |

Ces modifications d'offre ont été opérées en lien avec les baisses de fréquentation attendues et/ou constatées.

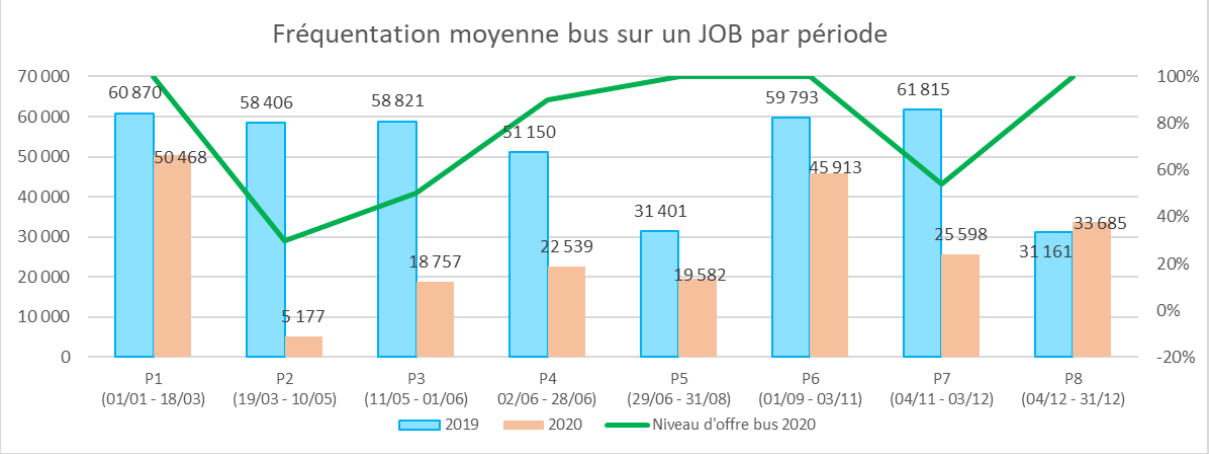
Les graphiques suivants montrent que l'offre est cependant restée toujours supérieure pour garantir un service au client le plus satisfaisant et large possible, pour privilégier autant que faire se peut la distanciation sociale ; notamment en heures de pointe.
Aux ajustements près qui ont pu être nécessaires dans l'urgence de ces nombreuses évolutions successives, une attention particulière a été portée pour garantir les déplacements des personnels soignants.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- Fréquentation de la ligne A et niveau d'offre




- Fréquentation des lignes de bus et niveau d'offre




### 2.2.1. La fréquentation globale en 2020

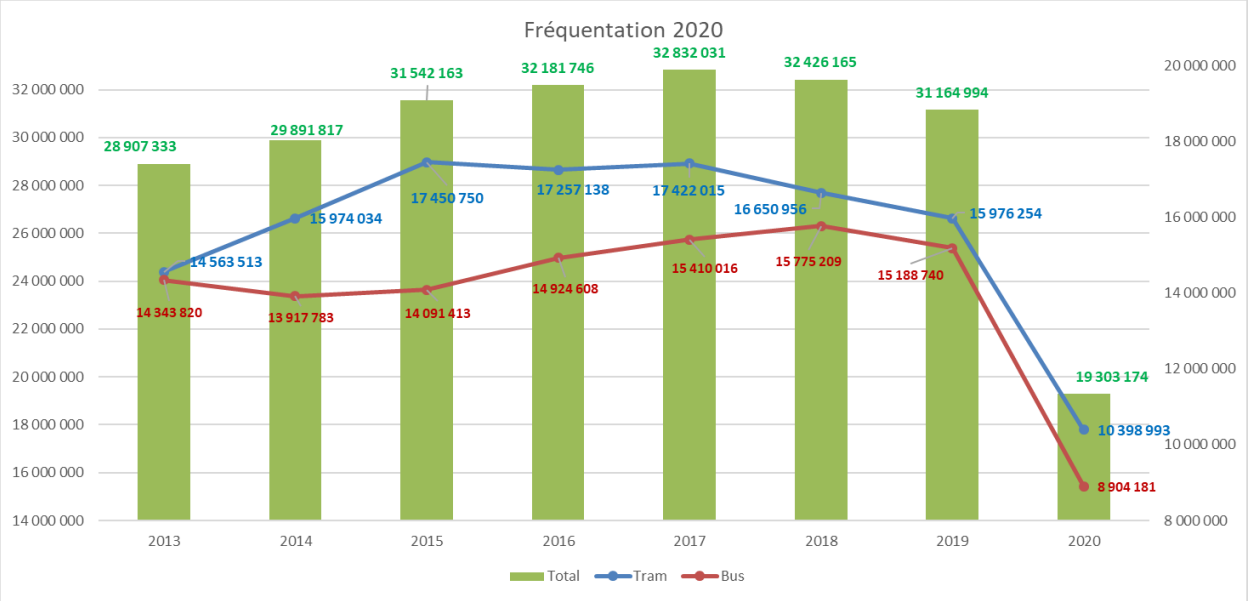
Au global, dans le cadre décrit et à ses motifs, le résultat de fréquentation 2020 s'établit à 19,03 millions de voyages réalisés. Il est en recul de -38,1% par rapport à 2019 soit -11 862 000 voyages.

Toutes les mesures évoquées préalablement ont entrainé de très fortes baisses de fréquentation sur l'ensemble du réseau.

La fréquentation de la ligne A est en baisse de -34.9% par rapport à 2019 (soit – 5 577 261 voyages).
Cette baisse représente 53% de la baisse totale du réseau. Fortement impactée par les événements cités plus haut (confinements, couvre-feux, fermetures des établissements scolaires, incitation au télétravail…), c'est la ligne qui enregistre la plus grosse perte en nombre de voyageurs en 2020.

Les baisses de fréquentations de cette ligne suivent les évolutions du réseau dans son ensemble, avec notamment un trimestre 2 à -74% de fréquentation par rapport à 2019. Les baisses sont moins fortes sur les autres trimestres, particulièrement sur le trimestre 3 (i.e. l'été, non confiné avec une offre nominale), mais néanmoins omniprésentes.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




Le mode bus diminue de -41.4% par rapport à 2019 (soit – 6 284 559 voyages). Cette baisse représente 47% de la baisse totale du réseau.

La fréquentation de la ligne B est en baisse de -38.2% (-1 055 153 voyages) et celle de la ligne C de - 36.3% (-918 790 voyages) : ces deux lignes fortes du réseau ont été très touchées par la baisse de fréquentation, au cours de l'année 2020.

➲ L'effet direct de la pandémie pèse pour l'ensemble de la perte de trafic, soit -11 862 000 voyages.

L'effet est considérable. C'est à titre d'exemple un niveau de fréquentation quotidien qui nous ramène au résultat de réseau avant tramway, autour de 75 000 voyages par jour.

Comparé à l'offre kilométrique, nous sommes sur les ratios suivants :

- -13% de kilomètres commerciaux entre 2019 et 2020 sur l'ensemble du réseau
- -38% de voyages
- -28% pour le ratio voyageur/km (de 4.49 à 3.23)

Au niveau local, du 25 mars au 30 juin 2020 (3 mois et 5 jours) le réseau était d'accès gratuit.
Pendant cette période, aucune remontée de validations n'a été possible et ce sont donc des estimations par ligne qui ont dû être effectuées.
Ces estimations ont été réalisées grâce à des comptages aux points d'arrêts de plus fortes montées des différentes lignes du réseau, comparés à l'enquête OD (Origine-Destination) de 2016, et ainsi nous avons pu reconstituer une fréquentation moyenne, par type de jour et par ligne.

Le tableau suivant détaille les évolutions moyennes par lignes et par trimestre, un jour type Lundi à Vendredi.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

| Nombre de voyages moyens quotidiens LAV | 2019 | | | | 2020 | | | | Progression % | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ligne** | **Trim 1** | **Trim 2** | **Trim 3** | **Trim 4** | **Trim 1** | **Trim 2** | **Trim 3** | **Trim 4** | **Trim 1** | **Trim 2** | **Trim 3** | **Trim 4** |
| **A** | 65 080 | 55 471 | 45 794 | 62 130 | 47 364 | 14 585 | 40 117 | 40 907 | -27% | -74% | -13% | -34% |
| **BUS A** | | 78 | 54 | | | 0 | 0 | | | | | |
| **B** | 10 703 | 10 204 | 7 206 | 9 975 | 7 688 | 3 562 | 6 004 | 6 254 | -28% | -65% | -17% | -37% |
| **C** | 10 385 | 9 697 | 5 486 | 9 571 | 7 999 | 1 887 | 5 787 | 6 661 | -23% | -81% | 5% | -30% |
| **3** | 6 699 | 6 096 | 4 195 | 5 857 | 4 353 | 2 141 | 2 663 | 3 166 | -35% | -65% | -37% | -46% |
| **4** | 6 563 | 5 906 | 2 527 | 5 326 | 4 026 | 2 227 | 2 567 | 3 327 | -39% | -62% | 2% | -38% |
| **5** | 1 526 | 1 486 | 470 | 1 241 | 801 | 544 | 690 | 902 | -47% | -63% | 47% | -27% |
| **7** | 152 | 106 | 735 | 90 | 79 | 61 | 44 | 76 | -48% | -43% | -94% | -15% |
| **8** | 2 660 | 2 354 | 2 282 | 2 187 | 1 661 | 884 | 1 046 | 1 310 | -38% | -62% | -54% | -40% |
| **9** | 3 591 | 3 239 | 2 735 | 3 153 | 2 231 | 648 | 1 536 | 1 710 | -38% | -80% | -44% | -46% |
| **10** | 4 354 | 4 130 | 1 984 | 3 472 | 2 748 | 1 541 | 1 907 | 2 311 | -37% | -63% | -4% | -33% |
| **12** | 1 696 | 1 626 | 1 594 | 1 728 | 1 308 | 853 | 847 | 1 165 | -23% | -48% | -47% | -33% |
| **13** | 3 893 | 3 231 | 2 059 | 2 932 | 2 231 | 1 217 | 1 497 | 2 037 | -43% | -62% | -27% | -31% |
| **20** | 2 541 | 2 390 | 1 955 | 2 251 | 1 692 | 659 | 1 142 | 1 555 | -33% | -72% | -42% | -31% |
| **21** | 3 519 | 3 265 | 1 182 | 2 728 | 2 094 | 1 341 | 1 555 | 1 975 | -40% | -59% | 32% | -28% |
| **22** | 417 | 384 | 179 | 331 | 276 | 156 | 192 | 229 | -34% | -59% | 7% | -31% |
| **23** | 94 | 87 | 401 | 66 | 66 | 17 | 46 | 51 | -30% | -81% | -89% | -22% |
| **24** | 1 090 | 995 | 370 | 924 | 665 | 323 | 419 | 561 | -39% | -68% | 13% | -39% |
| **25** | 89 | 65 | 27 | 54 | 52 | 16 | 50 | 24 | -42% | -75% | 86% | -55% |
| **26** | 12 | 8 | 10 | 9 | 6 | 2 | 2 | 3 | -46% | -72% | -75% | -63% |
| **27** | 188 | 157 | 0 | 195 | 138 | 21 | 69 | 175 | -27% | -86% | 0% | -10% |
| **Special** | 261 | 57 | 29 | 152 | 68 | 0 | 115 | 74 | -74% | -100% | 292% | -51% |
| **Total** | **125 513** | **111 031** | **81 275** | **114 371** | **87 550** | **32 686** | **68 295** | **74 474** | **-30%** | **-71%** | **-16%** | **-35%** |

*mémoire : trim. 1 janvier à Mars ; trim. 2 Avril à Juin ; trim. 3 Juillet à Septembre ; trim. 4 Octobre à Décembre*

Ce tableau fait clairement apparaître la très forte baisse au trimestre 2 (-70% de la fréquentation entre 2019 et 2020) liée au 1er confinement qui a touché 45% de la période étudiée, et à la fermeture des établissements scolaires.

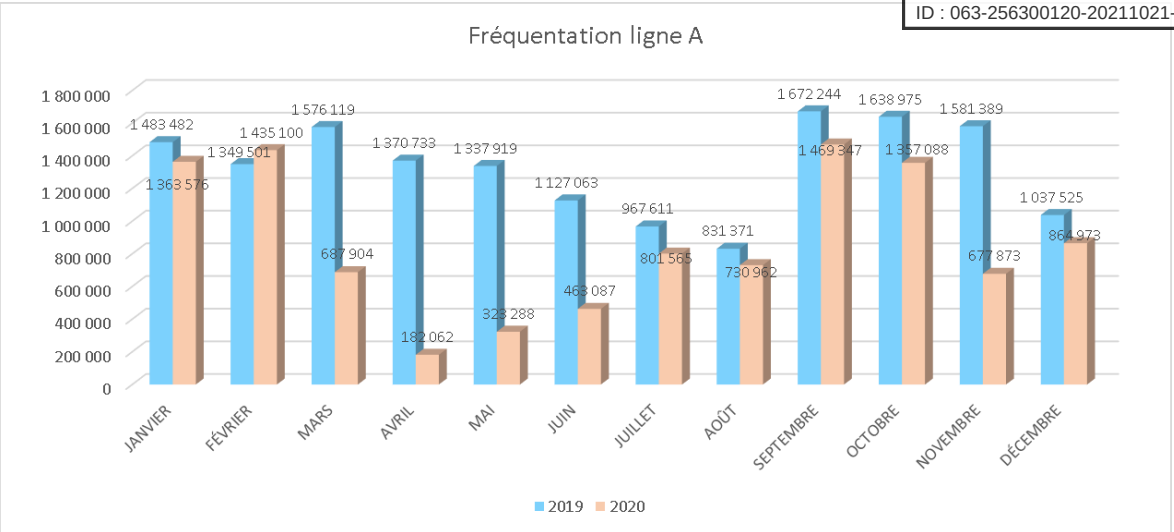
Le trimestre 1 est lui également touché avec le début du confinement en mars, tout comme le trimestre 4 avec le 2ème confinement décidé fin octobre, et les différents couvre-feux qui ont perduré.

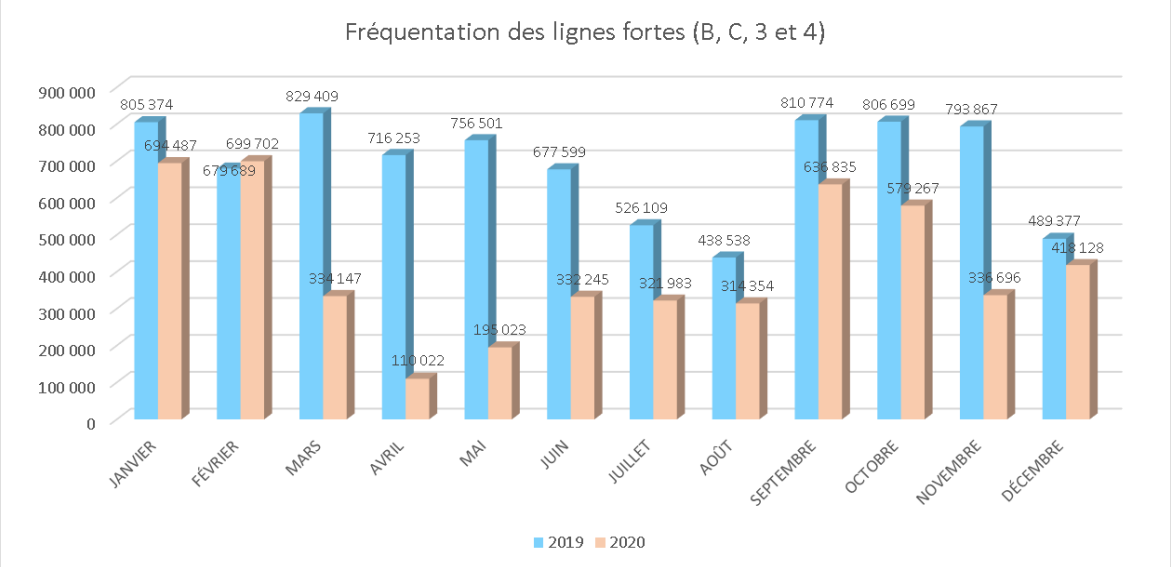
L'été 2020 (le trimestre 3) affiche une baisse de fréquentation moins importante que les autres trimestres dans un contexte de suppression des restrictions sanitaires hormis le respect des gestes barrières.

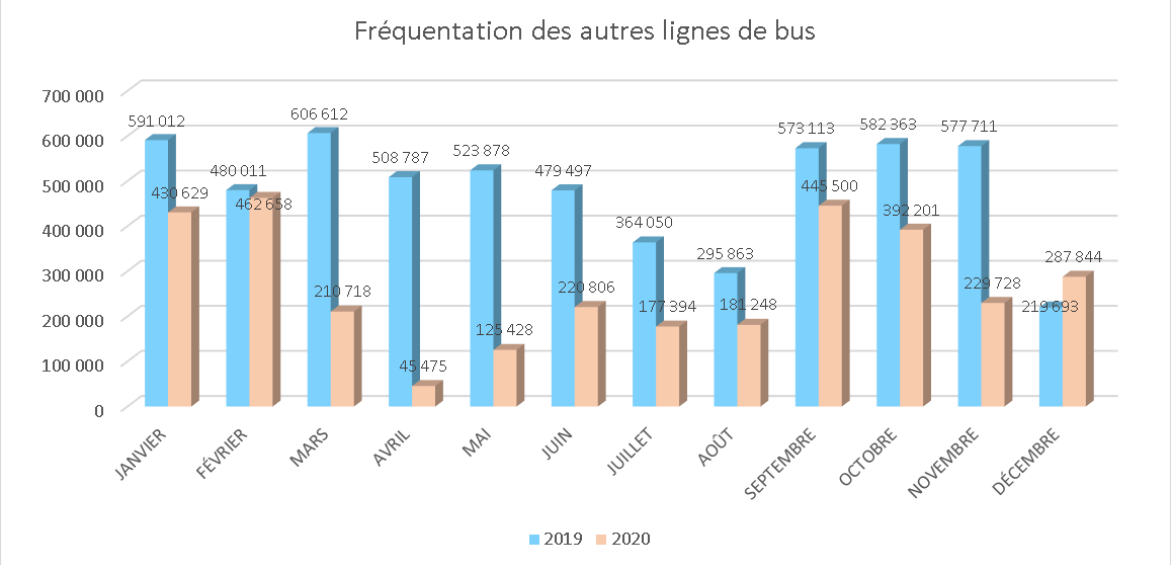
Les graphiques suivants représentent l'évolution de la fréquentation mois par mois entre 2019 et 2020 par type de lignes.
Les grandes tendances sont identiques quel que soit le type de ligne concerné :

- Une baisse de la fréquentation entre janvier et avril
- Une hausse entre mai et septembre
- Une baisse entre septembre et novembre
- Une hausse entre novembre et décembre

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 2.2.2. La crise sanitaire, un impact durable ?

Sur le réseau T2C, la fréquentation de septembre – octobre 2020, hors confinement et à offre nominale, n'est pas revenue au niveau d'avant pandémie.
Même si l'on remarque une reprise à la rentrée de septembre 2020 par rapport aux autres mois, les résultats restent malgré tout très en deçà des résultats de 2019.

Cet effet semble malheureusement devoir perdurer : deux études nationales sur le sujet l'envisagent très clairement tandis que les résultats pour l'agglomération clermontoise ne constituent pas un cas isolé ni atypique.

**L'étude annuelle nationale de « l'Observatoire de la mobilité »,** publiée jeudi 19 novembre 2020 et menée en septembre 2020 auprès de 1 500 personnes habitant des villes de plus 50 000 habitants, conclue que 30 % des voyageurs habituels des transports en commun prévoient de s'en détourner une fois la crise sanitaire passée. Les voyageurs comptent utiliser moins souvent (27 %) ou plus du tout (3 %) les transports publics, souligne l'étude.

Les modes de transport individuels connaissent une forte progression par rapport aux enquêtes précédentes. Plus de 25 % des sondés affirment ainsi qu'ils se déplacent davantage à pied depuis le début de l'épidémie, tandis que 15 % utilisent plus qu'avant leur voiture et 11 % leur vélo.

La note d'optimisme de l'étude est que 13 % des utilisateurs actuels prendraient davantage les transports en commun qu'avant la crise liée à l'épidémie. Parmi les raisons qui poussent à aller vers la mobilité collective, on note la montée très forte de la préoccupation environnementale (52%), qui devient la deuxième motivation derrière le "plus pratique" (67%), mais désormais devant les arguments économiques (45%).

**Une autre étude, réalisée cette fois par l'OBOSCO (OBservatoire SOciété et COnsommation)** en octobre 2020 auprès de 4 500 personnes sur l'ensemble de la France, présente deux grandes tendances qui gagnent du terrain : la « démobilité » et l'utilisation en hausse des modes de transport individuels.

Premier constat marquant : les français limitent leurs déplacements, y compris lorsqu'ils sont autorisés à sortir de chez eux. « Une démobilité s'est installée », constate l'étude qui met en avant le fait que 55% des personnes interrogées déclarent réduire leur mobilité.

Deux facteurs expliquent cela :

- Le recours au télétravail. L'étude montre que 42 % des personnes interrogées peuvent pratiquer leur travail à distance et 68 % de ces actifs continuent à recourir à cette possibilité en alternance (41 % des actifs concernés) ou à temps complet (27 %).
- La réduction des déplacements avec le recours au « drive » et à l'e-commerce. L'étude montre que 41 % des français recourent au drive, 38 % à l'achat en ligne de produits non alimentaires et 21 % à la livraison de produits alimentaires. Surtout, les personnes interrogées déclarent y recourir plus fréquemment qu'avant cette crise sanitaire.

A cette baisse devrait s'ajouter d'autres facteurs de « démobilité », plus difficiles à projeter et liés aux évolutions sociales (crainte de la foule, moral des ménages), économiques (crise du secteur culturel,

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

touristique, de la restauration, encadrement des grands événements) et technologiques (explosion des usages dématérialisés durant la période de confinement).

L'étude conclue sur des baisses à moyen, voire à long terme, du nombre de déplacements :

- D'environ 25% pour les loisirs du fait de la crise du monde de la culture et 40% pour la restauration
- D'environ 5% pour les achats (impact de la crise économique sur les revenus et le moral des ménages)

D'autres impacts plus marginaux à l'échelle de l'ensemble des déplacements pourraient se produire, sans changer ces évolutions globales :

- Baisse des démarches médicales liée au développement de ces actes à distance
- Probable accélération du e-commerce, les déplacements de personnes étant « remplacés » par les flux logistiques
- Forte baisse des déplacements professionnels (rendez-vous commerciaux, …), remplacées par des réunions en « distanciel ».

Le second enseignement de cette étude concerne les modes de transport utilisés. La grande gagnante est la marche à pied : 27 % des Français déclarent marcher plus. Le vélo est le deuxième gagnant avec un solde d'évolution qui progresse de six points : 11 % des Français l'utilisent davantage. Quant à la voiture personnelle, elle connaît un attrait mitigé. La part des personnes qui l'utilisent plus (15 %) est très légèrement supérieure à celle des Français qui la délaissent (12 %).

Ces deux études tendent à démontrer que l'impact de la crise sanitaire sera durable et qu'elle bouleverse les habitudes de déplacements des français. Leurs déplacements sont réduits du fait du télétravail, du e-commerce et, lorsqu'ils ont à se déplacer, les français favorisent les modes de transport individuels.

Enfin, le suivi de la fréquentation des réseaux urbains montre une grande homogénéité dans les baisses enregistrées (-35 à -42 %) ; une baisse qui plus est installée au regard des résultats des premiers mois de l'année 2021.

### 2.2.3. Enquête de non-validation

En 2020, du fait de la pandémie et des baisses de fréquentation constatées, il n'y a pas eu de nouvelle enquête non-validation sur le réseau T2C.
Les taux de redressement appliqués en 2020 sont donc les mêmes que ceux issus de l'enquête d'octobre 2019.

| | 2014 | 2015 | 2017 | 2018 | 2019 - 2020 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Taux de redressement** | **Déc** | **Sept** | **Sept** | **Oct** | **Oct** |
| **Bus** | 1.3178 | 1.1602 | 1.1618 | 1.2670 | 1.2143 |
| **BHNS** | 1.4473 | 1.4885 | 1.4289 | 1.4289 | 1.5816 |
| **Tram** | 2.1349 | 2.0731 | 2.1180 | 1.9383 | 2.1273 |
| **Global** | **1.6934** | **1.6174** | **1.6067** | **1.5881** | **1.6825** |

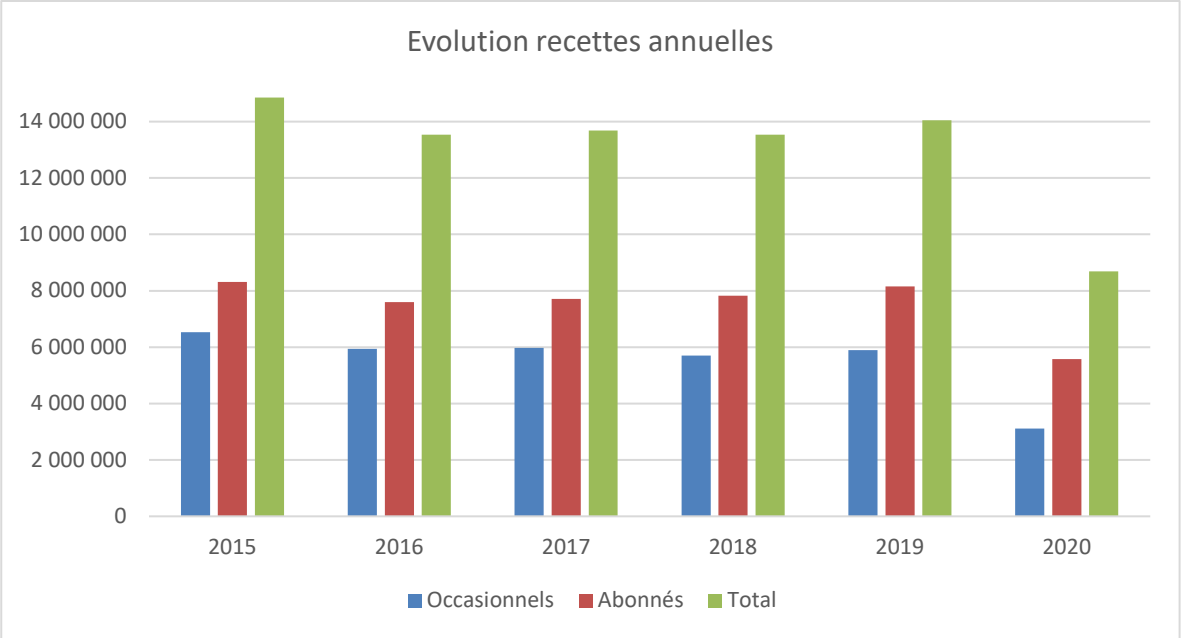
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

| | 2014 | 2015 | 2017 | 2018 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Taux de voyages hors validation** | | | | | |
| **Bus** | 24.12% | 13.81% | 13.92% | 21.07% | 17.65% |
| **BHNS** | 30.90% | 32.82% | 30.02% | 30.02% | 36.77% |
| **Tram** | 53.16% | 51.76% | 52.79% | 48.33% | 52.99% |
| **Global** | **40.95%** | **38.17%** | **37.76%** | **37.03%** | **40.56%** |

### 2.2.4. Les résultats de recettes en 2020.

**L'exercice 2020 aboutit à une recette de 8 884 830 €.**

Dans les conditions décrites préalablement, ce résultat est très inférieur au prévisionnel 2020 fixé à 14 870 408 €.
Il correspond à une baisse de -37,9 % par rapport à la recette réalisée en 2019, soit une perte de recettes de - 5 421 836 €.




Ce résultat s'explique par les effets de la crise sanitaire qui ont impacté très fortement à la baisse la fréquentation du réseau T2C et les recettes correspondantes, en raison notamment :

- d'un confinement strict de la population du 17 mars au 11 mai 2020, qui a ralenti fortement l'activité des transports urbains, compte tenu d'une offre de services réduite à hauteur de 30% sur la période.

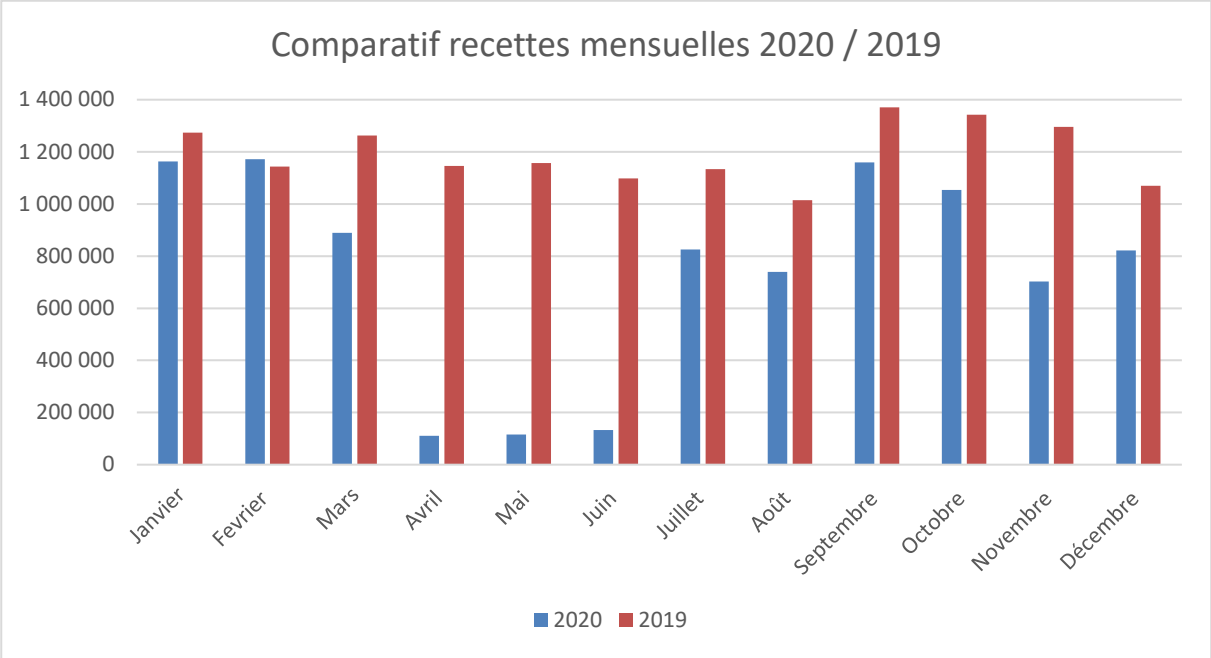
- de l'instauration par le SMTC d'un accès gratuit aux tram aux bus durant toute cette période de confinement, et même au-delà, puisque le SMTC a prolongé cette gratuité des transports jusqu'au 30 juin 2020, compte tenu que l'offre n'était pas encore optimale sur le réseau T2C.

- de l'octroi d'un geste commercial aux abonnés ayant déjà acquis un abonnement mensuel ou annuel pour voyager sur les mois d'avril, mai et juin 2020. Les abonnés concernés ont ainsi bénéficié

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

d'un coupon d'avoir à faire valoir lors du renouvellement de leur abonnement, utilisable à compter du 1er juillet 2020.

• Instauration d'un couvre-feu en soirée à compter du 17 octobre 2021, renforcé par un confinement partiel de la population du 30 octobre au 15 décembre 2020.




La recette des deux premiers mois de l'année 2020 a d'abord été impactée à la baisse par de nombreux mouvements sociaux à caractère national et les journées de grève et manifestations induites localement ont occasionné des perturbations sur le réseau T2C, entrainant ainsi un retard de -246 581 € sur la prévision de recettes.

Les effets de la crise sanitaire sur la recette apparaissent dès la mi-mars, impactant principalement la clientèle occasionnelle sur ce mois, et occasionnant un écart de -345 000 € sur la prévision mensuelle de mars 2020.

L'accès à bord des véhicules T2C étant gratuit en avril, mai et juin, les résultats de recettes enregistrés sur le 2nd trimestre 2020 correspondent principalement aux échéances d'amortissement des abonnements annuels achetés au comptant par la clientèle. Il faut préciser que ce montant de recettes a fait l'objet d'un geste commercial intégral, auprès des clients concernés.

L'écart avec la prévision enregistré sur le 2nd trimestre 2021 est d'environ - 3 215 000 €.

Malgré une offre de service nominale, les résultats sont restés en reculs sur les mois de juillet à octobre 2020, avec une recette en décalage de -22.2% par rapport au prévisionnel, qui s'explique par la crainte des voyageurs à utiliser les transports urbains, malgré le protocole sanitaire mis en place dans les véhicules par la Régie T2C conformément aux directives governementales.

Enfin, dans un contexte de reconfinement partiel, les mois de novembre et décembre 2020 ont été directement impactés par la baisse du trafic, avec un résultat de recettes en retrait de -42% par rapport au prévisionnel.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

**A fin d'année 2020, le retard sur la prévision annuelle est de – 5 985 578 €** soit un écart de -40.5%.

En comparaison avec 2019, la répartition de la recette par catégorie de clientèle est la suivante:

| | 2019 | 2020 |
|---|---|---|
| Clients Occasionnels | 41,17% | 34,99% |
| Abonnés | 57,00% | 62,82% |
| *Produits exceptionnels* | *1,82%* | *2,19%* |
| Total | 100,00% | 100,00% |

**Ces résultats traduisent l'impact plus fort de la crise sanitaire sur les ventes de billetterie occasionnelle**, dont les ventes ont globalement diminué de moitié en 2020.

Ainsi, les ventes de tickets unités ont baissé de -46.7% sur l'année 2020, en comparaison avec 2019. De la même manière, les ventes de carnets de 10 tickets ont chuté de -49%, avec notamment une activité des dépositaires qui a été réduite de moitié en 2020. Les plus mauvais résultats sont enregistrés auprès des parcs relais, dont la très forte baisse d'activité a occasionné la perte de ¾ de la recette habituellement générée dans le cadre d'une activité dite normale.

**La perte de recettes enregistrée sur la billetterie occasionnelle est de - 2 781 757 € par rapport à l'activité 2019, soit un écart de – 48.5% sur la recette prévisionnelle 2020.**

**Nous comptabilisons par ailleurs près de 34 300 abonnés à fin d'année 2020, soit la perte d'un abonné sur 5 durant l'exercice 2020 (environ -19%).**

Les ventes d'abonnement solidaires ont baissé de -30.8% sur l'ensemble de l'année 2020.
Les catégories abonnés Tout Public et PDM ont été très marquées par la crise sanitaire et la période de confinement, avec notamment 1/4 d'abonnés Tout Public en moins sur l'année 2020 (annuels et mensuels), en comparaison avec 2019.

Les ventes d'abonnements -26 ans se sont maintenues au niveau du résultat enregistré en 2019 (-0.8%). Cela s'explique par le fait que cette clientèle est restée plus dépendante des transports urbains, mais aussi par le report de certains ayants droit à la réduction solidaire -60% vers la tarification -26 ans (suite au changement de tarif du 1er juillet 2019).

Enfin, l'équivalent de 2/3 des abonnés mensuels TER+T2C n'ont pas renouvelé leur abonnement mensuel en 2020, compte tenu de la crise sanitaire (notamment des périodes de confinement) et du développement du télétravail.

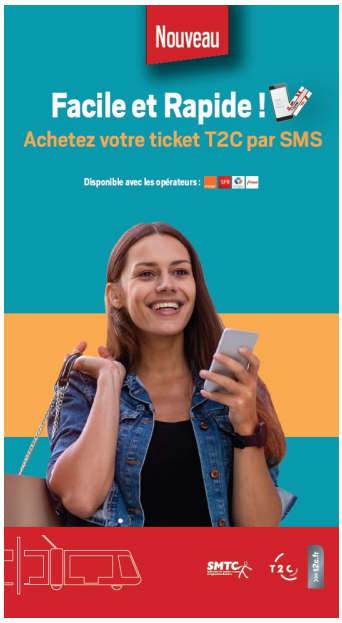
**La perte de recette enregistrée sur la clientèle abonnée à fin d'année 2020 est de - 2 552 259 € par rapport à l'activité 2019, soit un écart de –34.9% sur la recette prévisionnelle 2020.**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

## 2.3. Les actions menées

### 2.3.1. Ticket SMS

La vente de tickets unité par SMS a été mise en place sur le réseau T2C au 1er juillet 2020.
Elle a permis opportunément de proposer à la clientèle une alternative face à la suspension de la vente de tickets unités à bord par les conducteurs en lien avec la crise sanitaire de la COVID19.




Avant de monter dans un véhicule, le client envoi le mot clé « TICKET » par SMS au 93001. Il reçoit en retour, un SMS lui permettant de circuler 1h10, à compter de la réception du SMS.

Le client n'a pas besoin de valider à la montée dans un bus ou dans un tram ; le ticket affiché à l'écran est présenté aux conducteurs lors de la montée par l'avant du bus, et/ou aux contrôleurs.

Un lien URL est disponible dans le SMS permettant d'obtenir un reçu d'achat. L'achat du client est directement prélevé lors de la facturation mensuelle de l'opérateur téléphonique (ou déduit directement depuis un compte prépayé).

Près de 123 500 tickets unités ont été vendus par SMS sur le 2nd semestre 2020, soit 27% des ventes globales de tickets unités T2C.

### 2.3.2. Geste commercial

En cohérence avec la période de gratuité des transports instaurée sur le réseau T2C durant le deuxième trimestre 2020, le SMTC a décidé d'octroyer un geste commercial aux abonnés ayant déjà acquis un abonnement mensuel ou annuel pour voyager durant les mois d'avril, mai et juin 2020.

Ainsi, et de manière pratique :

- Les prélèvements ont été annulés en avril, mai et juin, pour les abonnés annuels ayant souscrit par prélèvement bancaire mensuel.

- Les abonnés annuels (-26 ans, PDM, Tout Public et « 12 mensuels » Tarification Solidaire) ayant réglé la totalité de leur abonnement au comptant ont bénéficié d'un avoir reporté sur l'achat d'un futur abonnement, sous la forme d'un coupon de réduction.

- Enfin, les abonnés mensuels qui avaient déjà acheté leur abonnement d'avril ont reçu un avoir, sur le même principe que les abonnés annuels au comptant.

Les abonnés concernés (hors abonnement par prélèvement bancaire) ont reçu dans leur boîte aux lettres (entre le 12 et le 15 juin 2020) le courrier correspondant, détaillant les modalités d'application de ce geste commercial.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Un coupon détachable a été intégré au courrier (valable jusqu'au 19 juin 2021 au plus tard), contre remise duquel à l'Espace T2C les abonnés ont pu obtenir la remise tarifaire correspondante lors du renouvellement de l'abonnement de leur choix (dans la limite de compatibilité avec leur profil client). Près de 7 000 coupons ont été distribués pour une valeur totale de 371 600 €.

Le principe général décidé par le SMTC ne prévoyait pas de rembourser les avoirs aux clients, dans une volonté de fidéliser la clientèle avec le renouvellement de l'abonnement. Cependant, et de manière pratique, certains clients qui ne souhaitaient pas renouveler leur abonnement annuel, ont demandé le remboursement du coupon.

Ces remboursements sont restés exceptionnels, sous condition pour les clients de pouvoir justifier la demande de remboursement (mutation, déménagement, fin d'année universitaire, …etc).

A fin d'année 2020, la valeur encaissée de ces coupons de geste commercial était de 213 466 € (soit 57.5% de la valeur potentielle totale), dont 18 835 € de remboursement.

### 2.3.3. Actions et animations commerciales

2.3.3.1. Communication rentrée 2020

- **Objectifs :** développer les ventes d'abonnements et réduire les files d'attente à l'Espace T2C durant la rentrée.

- **Moyens :**

➔ Des actions générales d'information communication :

- **Une campagne générale d'incitation à anticiper le renouvellement des abonnements annuels de septembre, dès le 20 juin 2020** a été menée selon la déclinaison suivante :
  - Affichage stations tram, véhicules, Espace T2C,
  - Site internet,
  - Notification Appli mobile.
  - Phonie dans les véhicules et information sur Bornes d'Informations Voyageurs (BIV).

- **Un courrier spécifique, à destination des abonnés des communes de Mur-sur-Allier et Pérignat-es-Allier**, pour les informer de l'organisation de 2 permanences de ventes d'abonnements en mairie de Mezel (les 30 juin et 1er juillet 2020 avec présence d'un agent commercial du service transport du Conseil Départemental du Puy-de-Dôme).



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- **Des ventes délocalisées** ont été organisées sur les communes de Cébazat (27 août 2020), Cournon (28 août 2020) et Lempdes (29 août 2020).

➔ Des actions ciblées sur la clientèle « -26 ans » (11 200 abonnés)

- **Campagne par SMS** courant juin, auprès de 7 700 abonnés -26 ans, afin de les inciter à anticiper le renouvellement de leur abonnement annuel, à compter du 20 juin 2020, avec renvoi vers www.t2c.fr pour les modalités pratiques.

- Les 2 100 abonnés -26 ans pour lesquels nous ne disposons pas des numéros de téléphone, ont été contactés **par courrier personnalisé**.

- **Un courrier à destination de 1 350 abonnés solidaires** ayant moins de 26 ans et ayant acheté 12 abonnements mensuels consécutifs à la rentrée 2019 (au comptant ou par prélèvement bancaire), pour les informer de la possibilité de renouveler leur achat dès le 20 juin 2020 et durant tout l'été, sans attendre la rentrée. Cette opération a permis de détailler les modalités de renouvellement de leur profil solidaire et de leurs 12 abonnements mensuels consécutifs.

➔ Des actions d'accompagnement

- **Mise en place de la vente par correspondance des abonnements pour les nouveaux abonnés**

Le protocole sanitaire instauré à l'Espace T2C pour faire face à l'épidémie de la Covid-19 a entraîné une diminution de la capacité d'accueil, avec seulement 4 guichets en activité au 20 juin 2020, date de début du renouvellement des abonnements annuels.
Dans ces conditions, et dans l'objectif de limiter les files d'attente à l'agence commerciale durant l'été 2020, il a été proposé aux **nouveaux abonnés de souscrire un abonnement annuel de rentrée (valable à compter du 1er septembre 2020) par correspondance**.
L'information a été communiquée aux nouveaux abonnés via www.t2c.fr (événement Rentrée 2020).
Les nouveaux abonnés ont pu remplir un formulaire de demande d'abonnement annuel par correspondance, (à retourner avec les pièces justificatives correspondantes à *Espace T2C, Vente par correspondance, 24 Bd Charles de Gaulle, 63000 CLERMONT-FERRAND*.
Les cartes créées et chargées par des agents T2C en back-office, ont été retournées directement aux clients par courrier.

- **Un dispositif de gestion des files d'attente** à l'Espace T2C a été mis en œuvre durant la rentrée, en parallèle du doublement de l'équipe sur la période la plus chargée de la rentrée.
  Ce dispositif est double :
  - Sécuritaire : le public est « filtré » de telle sorte que les flux entrée – accueil au guichet – sortie s'effectuent de manière fluide et sans risque de conflits.
  - Commercial : un à deux agent(s) T2C est(sont) présent(s) dans la file d'attente pour préparer de manière personnalisée avec le client son accueil au guichet en fonction de son besoin.

Afin de limiter l'attente, et compte tenu du contexte sanitaire, les nouveaux abonnés qui le souhaitaient ont pu simplement déposer leur dossier auprès des agents T2C présents dans la file

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

d'attente pour traitement en backoffice immédiat, ou retour par courrier de leur carte modernes, en cas de trop forte affluence.

*2.3.3.2. Mise en place d'animations commerciales « sur site »*

➲ **Objectifs :** promouvoir l'abonnement (ou le réabonnement) aux transports urbains.

T2C assure chaque année, par stand d'information ou son équivalent, de la présence informative, promotionnelle et prospective sur site.

Le contexte sanitaire 2020, en lien avec la crise de la Covid-19, a cependant empêché de reconduire dans une même ampleur que les années précédentes les actions menées et donc limité les interventions externes des équipes T2C.

La présence habituelle sur la Foire de Clermont-Cournon a également été annulée pour la même raison.

Certaines actions ont pu cependant être maintenues :

| Date | Libellé action | Ville |
|---|---|---|
| 7 et 8 février 2020 | Portes Ouvertes JB de la Salle | Clermont-Ferrand |
| 10 septembre 2020 | DREAL / DDT | Clermont-Ferrand |
| 15/09/2020 | INRA (site de Crouel et Cézeaux) | Clermont-Ferrand |
| 29/09/2020 | Journée d'accueil des nouveaux embauchés de la Ville de Clermont-Ferrand | Clermont-Ferrand |

*2.3.3.3. Communication plateforme*

Le SMTC et T2C, en lien avec la Métropole, avaient construit une stratégie de communication progressive et récurrente visant à sensibiliser l'opinion aux enjeux de sécurité quant aux usages de la plateforme du tramway et à mieux permettre à son issue d'appliquer les contrôles et verbalisations d'usage.
Cette stratégie avait été engagée en septembre 2019 mais avait dû alors être rapidement suspendue dans le contexte des mouvements sociaux de fin d'année et du contexte sanitaire du premier semestre 2020.

Elle a été réinitialisée fin septembre 2020 pour devoir à nouveau être suspendue en fin d'année. A date de rédaction du présent rapport, la communication a repris en avril 2021.

## 2.4. Sollicitations de la clientèle – gestion des réclamations clients

Le total des sollicitations de la clientèle est en augmentation de plus de 23 % en 2020 (3 317) comparé à 2019 (2 682) ; progression pour l'essentiel due au contexte sanitaire.

Ces sollicitations se répartissent en trois grandes catégories :

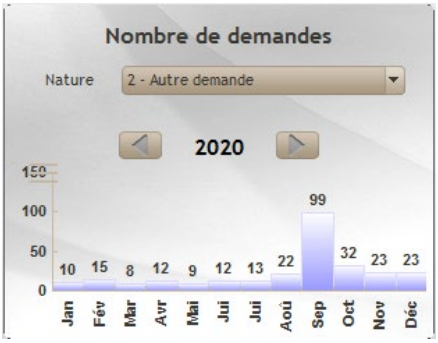
- Les demandes d'information client (horaires, tarifs …)
- Les autres demandes (demande de justificatifs ou de résiliations, de stage…)
- Les réclamations

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 2.4.1. Les demandes d'informations et autres demandes :

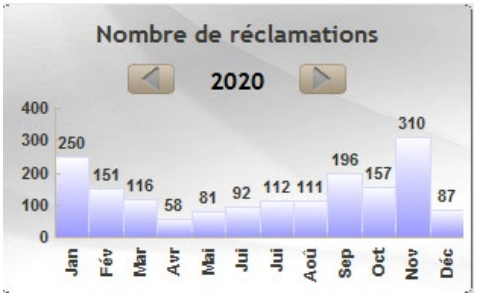
Leur nombre est en augmentation de plus de 20% entre 2020 et 2019 avec 1596 demandes reçues en 2020 contre 1 319 en 2019.
Dans le détail, les demandes d'information pour 2020 sont de 1 320 pour 1 167 en 2019 ; les « autres demandes » sont au nombre de 276 pour 152 en 2019.




### 2.4.2. Les réclamations

En 2020, T2C a répondu à 1 721 réclamations clients, soit une moyenne mensuelle de près de 143 réclamations répondues. Elles l'ont été pour 76% d'entre elles par courriel sur l'adresse mail (1 313) accessible à partir du site internet, proportion en hausse de 9 points par rapport à 2019 (926).




Les « réclamations » représentent 51,9 % du total des sollicitations en 2020 (1721 sur un total de 3317), une proportion en augmentation par rapport à 2019 (+ 1 point) : 1363 sur un total de 2683.

Deux pics identifiés en 2020 :

- celui de janvier en lien avec les mouvements de grève nationale et manifestations contre la réforme des retraites,
- celui de novembre lié au 2ème confinement et à la réduction d'offre mise en œuvre à compter du 4 novembre 2020.

Les mois dits de rentrée (septembre et octobre) affichent également des nombres de réclamations assez significatifs mais moins atypiques (respectivement 196 et 157 réclamations), dont 47 ont concerné les conditions sanitaires et l'offre associée.

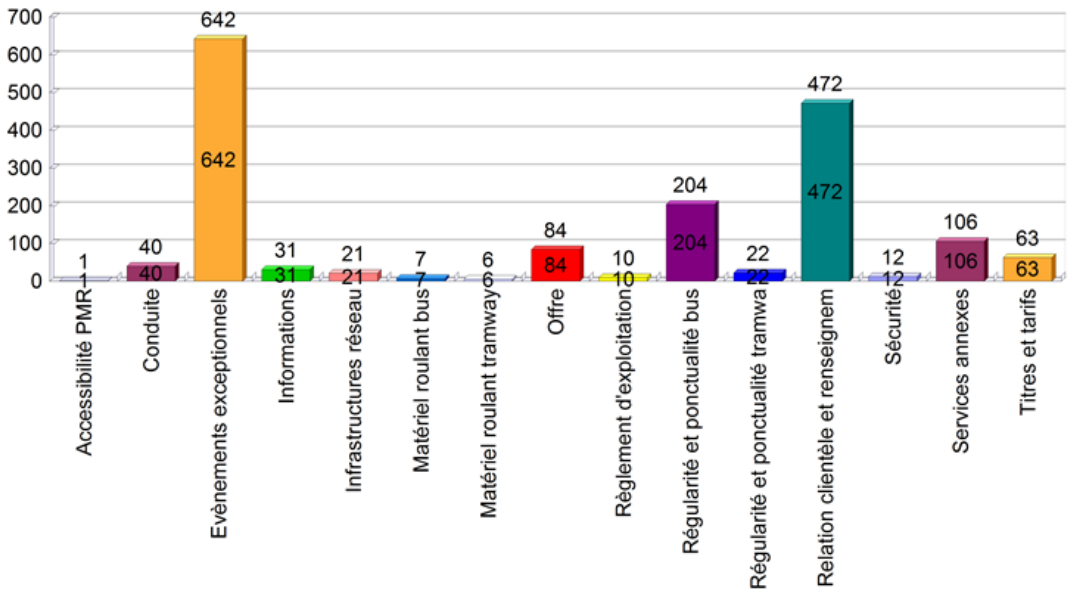
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

De façon générale, l'augmentation du nombre de réclamations en 2020 est essentiellement due aux conditions sanitaires et à l'offre mise en place au fur et à mesure des annonces et décisions gouvernementales, soit 464 réclamations concernant la pandémie de Covid-19 sur l'année.

L'année 2020 est également marquée par une évolution significative du logiciel de traitement des réclamations et demandes d'informations. Elle a consisté à établir des catégories de sollicitations afin de les classer par thématique et par équipe en charge du traitement de ces sujets au sein de T2C. Ce classement permet une analyse plus fine et un traitement plus rapide et plus efficace, une identification plus pertinente des thèmes les plus récurrents.

Ainsi, sur cette base, les principaux thèmes, par ordre **décroissant** d'importance (en volume) sont :

- Les événements exceptionnels (Covid et réforme des retraites),
- Les attitudes et comportements,
- Les horaires,
- Les dessertes,
- Les services affrétés…




Ces catégories représentent plus de 87% des réclamations pour lesquelles les réclamations pour événements exceptionnels pèsent pour 38 % et expliquent à elles seules la progression entre 2019 et 2020.

### 2.4.3. Enquête de satisfaction clientèle

Nous n'avons pas réalisé d'enquêtes de satisfaction clientèle sur l'année 2020, en raison de la pandémie qui s'est déclarée en février 2020. Habituellement nous menons cette enquête à l'automne. Vu le contexte sanitaire, la baisse de fréquentation, les évolutions de l'offre sur l'année liées aux différents confinements, nous avons décidé de reporter l'enquête à l'automne 2021.

***Références chapitre 2 - LE CLIENT :***
***Annexe 9 : ventes, tarifs, recettes et fréquentation***

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 3. LA QUALITE DE SERVICE ET LA SECURITE DU RESEAU

## 3.1. Analyse des résultats 2020

### *3.1.1. Résultats qualité 2020*

Sur 2020, SMTC et T2C ont porté ensemble une procédure de marché mutualisé pour les enquêtes mystères, afin de réaliser une économie et de faire converger les référentiels d'évaluation de la qualité de service. L'objectif est de réaliser une seule enquête mystère sur le réseau ou au téléphone, dont les résultats sont ensuite utilisés d'une part par le SMTC pour calculer les indicateurs de qualité de service en référence au contrat, d'autre part par T2C pour calculer ses propres indicateurs qualité analysés par l'auditeur AFNOR dans le cadre des certifications ISO9001 et NF Service.
Des réunions de travail ont permis de définir un référentiel commun aux enquêtes, versé au dossier de consultation. Une convention bipartite a été élaborée, définissant les lots, les montants financiers et les responsabilités de l'exécution budgétaire desdits lots. Le gain attendu annuel a été estimé à 20 000 € HT.
Ce marché a été attribué fin juillet à la société SCAT. Les premières enquêtes ont démarré en août 2020.

Sont présentés ci-dessous les résultats de l'année 2020, sachant que les enquêtes mystères pour le SMTC et pour T2C ont été suspendues pendant la crise sanitaire, en particulier sur les périodes de confinement, à partir du 17/03/2020.
Les enquêtes portant sur les renseignements téléphoniques et sur les outils numériques ont repris en juin. Puis sur le mois d'août, il y a eu reprise progressive des enquêtes sur les lignes et en septembre sur l'agence et le contrôle.
Les enquêtes sont à nouveau stoppées en novembre, lors du second confinement.
Il est donc difficile de comparer les deux dernières années, le nombre d'enquêtes ayant baissé quasiment de moitié : 869 enquêtes réalisées en 2020, pour 1607 en 2019. En outre, il n'y a pas eu de mesure de la ponctualité sur le second trimestre.

| Critère qualité | Objectif 20 | 2019 | 2020 | Var 2020/19 | Ecart vs Obj. |
|---|---|---|---|---|---|
| Ponctualité | 74,00% | 93,63% | 76,80% | -17,98% | 3,78% |
| Information | 98,00% | 99,64% | 99,35% | -0,29% | 1,38% |
| Disponibilité | 99,00% | 98,30% | 96,44% | -1,89% | -2,59% |
| Conduite | 97,00% | 96,80% | 97,79% | 1,02% | 0,81% |
| Accueil | 98,00% | 99,20% | 98,95% | -0,25% | 0,97% |
| Propreté | 92,00% | 96,35% | 91,74% | -4,78% | -0,28% |
| **Résultat global** | **89,03%** | **96,56%** | **89,96%** | **-6,84%** | **1,04%** |

Le calcul de la ponctualité a par ailleurs été modifié pour le second semestre. Jusqu'alors la ponctualité était mesurée à partir des observations des enquêteurs mystères lors des enquêtes menées sur les lignes. Depuis juillet la ponctualité est calculée par le SMTC à partir des données extraites du SAE sur le réalisé des courses. Un modèle a été élaboré par le SMTC et partagé avec T2C. Ce modèle repose sur une ponctualité tramway calculée sur une trentaine de jours par semestre prenant en compte les périodes à fréquence et à horaires, ainsi que sur une ponctualité bus calculée sur l'ensemble des courses, des lignes et des jours de la période. La ponctualité globale est une moyenne de la ponctualité bus et de la ponctualité tramway, pondérée par le nombre de courses, dans une approche de suivi d'exploitation. L'objectif a été revu selon les simulations effectuées sur 2019, il s'établit pour 2020 à 74%.

Une vigilance est à porter sur la ponctualité. En effet, nous constatons en 2020 de l'avance sur les lignes de bus, expliquée par une moindre fréquentation du réseau dans le cadre de la crise sanitaire, réduisant les

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

temps de charge aux arrêts. Les conducteurs sont sensibilisés à cette problématique, mais les possibilités de régulation aux arrêts sont limitées.

Sur l'année, seuls les indicateurs « Disponibilité des équipements » et « Propreté » n'atteignent pas l'objectif. Le résultat du critère « Disponibilité » s'explique par des dysfonctionnements sur les valideurs, quelques bornes d'information voyageurs BIV et écrans TFT. Quant au critère « Propreté », nous constatons de nombreuses non-conformités sur les vitres des abribus.
Les autres indicateurs sont supérieurs à leur propre objectif. Le résultat global de **89,96 %** atteint l'objectif assigné de 89,03%.

### *3.1.2. Information sur les critères qualité*

Tout comme les enquêtes mystères suspendues sur les périodes de confinement (cf. paragraphe précédent), nos contrôles qualité internes, vérifiant l'information et la propreté des équipements (véhicules et points d'arrêt), ont été impactées par la crise sanitaire. Ils ont été suspendus de mi-mars à fin juin, puis sur le mois de novembre.

#### 3.1.3.1 Etat et propreté

Les résultats de la propreté des véhicules sont en baisse sur le troisième trimestre avec quelques non-conformité sur la propreté des vitres et le sol, mais s'améliorent sur le dernier trimestre.
Concernant la propreté des points d'arrêts, nous avons habituellement un point de rencontre trimestriel avec le prestataire JC DECAUX pour partager les résultats des critères qualité mesurées par T2C sur les lignes A, B et C ainsi que sur les autres abribus du réseau. Les points d'arrêt des lignes A, B et C sont contrôlées 1 fois par mois. Tout signalement constaté, en particulier en termes de dégradation, est transmis le jour même à l'équipe ayant en charge la maintenance des installations fixes commerciales.
Cependant sur 2020, nous n'avons eu qu'un seul point de rencontre en janvier. La crise sanitaire a eu un impact sur l'organisation de DECAUX, et donc sa performance. Nous rencontrons des difficultés pour les stations tram et les abribus publicitaires en particulier sur les lignes B et C, avec des vitres sales et des dégradations de type tag ou affichage sauvages qui ne sont pas traitées malgré nos signalements. Seuls les signalements engageant la sécurité, comme des bris de vitres, donnent lieu à une intervention rapide. Leur mode opératoire de nettoyage a été revu à la baisse, passant d'un lavage intégral à un nettoyage plus ciblé sur les parties identifiées comme les plus sales.

Par ailleurs un point régulier avec le prestataire SERVANET, ayant en charge le nettoyage des points d'arrêt non publicitaires, ainsi que le sol, les poubelles et autres bancs et miséricordes des stations tram, est réalisé par l'équipe commerciale.
Lors des audits NF Service menés par l'AFNOR, les auditeurs constatent généralement une bonne maîtrise de l'état et la propreté des installations.

#### 3.1.3.2 La disponibilité

La disponibilité des équipements est vérifiée lors des contrôles qualité réalisés sur les véhicules, à hauteur d'une centaine de véhicules par mois, ainsi que sur les équipements aux points d'arrêt. Les points d'arrêt des lignes A, B et C sont contrôlés 1 fois par mois, et chacune des autres lignes est contrôlée au moins deux fois par an pour les lignes les plus fréquentées du réseau T2C et au moins une fois par an pour les autres

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

lignes, dont les lignes affrétées. Les signalements sont ensuite transmis dans la journée aux différentes équipes de maintenance.

Nous poursuivons les contrôles qualité des annonces sonores à raison d'une fois tous les deux mois, ce qui permet de corriger tout dysfonctionnement avéré. Lors de la dernière réunion avec le CDIPH (Collectif Départemental à l'Inclusion des Personnes en situation de Handicap) en 2019, s'agissant de l'accessibilité, il a été constaté une nette amélioration en particulier pour les lignes B et C, les annonces sonores extérieures quant à elles dysfonctionnent régulièrement, suite à des problèmes d'étanchéité des dispositifs.

Concernant les rampes d'accès, l'organisation des contrôles et vérifications est identique et n'a pas été modifiée. Des vérifications sont réalisées lors des contrôles qualité internes qui se déroulent sur le réseau. Par ailleurs la maintenance préventive des palettes est réalisée tous les 10 000 kms ; elle consiste au contrôle du bon fonctionnement, à la vérification des sécurités ainsi qu'en opération de graissage. Rappelons que le mode opératoire pour utiliser la palette est à disposition du conducteur dans chaque véhicule, car il varie en fonction du modèle de véhicule.

Le personnel est par ailleurs sensibilisé à l'utilisation de la palette, lors des contrôles qualité, et lors de la présence d'un responsable de ligne à bord d'un véhicule équipé et roulant sur une ligne accessible.

#### 3.1.3.3 La conduite

S'agissant de la qualité de service attendue d'un conducteur, tout nouveau conducteur suit une formation complète, qui comprend un module « Qualité de service » dispensé par le service Qualité. Un mémo qualité reprenant les thèmes abordés et mesurés, lui est remis. Un module sur le confort de conduite lui est également dispensé à l'aide d'un véhicule équipé de capteurs permettant d'objectiver la qualité des accélérations et freinages, le but recherché étant d'amener les conducteurs à adopter une conduite souple, et de plus économique en carburant. Cet aspect sur le confort de conduite est repris tous les 5 ans lors du recyclage FCO (Formation Continue Obligatoire).

D'autre part, chaque mois, le service Qualité partage avec les responsables d'équipe (RE) les résultats des quelques 70 enquêtes mystères réalisées sur le réseau bus et tramway. C'est l'occasion d'analyser dans le détail les informations recueillies et pour le RE de sensibiliser son équipe sur des éventuels écarts.

#### 3.1.3.4 L'accueil

L'équipe Qualité intervient systématiquement dans les formations initiales du personnel en contact avec la clientèle, afin de les informer sur les exigences de la démarche de certification NF Service et ISO 9001, d'insister sur l'importance de la qualité du service rendu au client, et des attentes de la Collectivité sur ce sujet, exprimée à travers un objectif Qualité inscrit dans le contrat de service public. Ces actions concernent les conducteurs, les remiseurs (pour la propreté des véhicules), les médiateurs, les contrôleurs et vérificateurs, ainsi que les agents de l'Espace Commercial et de l'équipe des Renseignements à distance, comprenant également le personnel polyvalent qui intervient ponctuellement sur ces deux équipes. Notons que l'équipe Qualité a élargi cette sensibilisation Qualité à tout nouveau salarié de T2C.

Pour les sites opérationnels (Espace commercial, service du Contrôle et les Renseignements à distance), tout comme pour les lignes, les résultats des enquêtes mystère (environ une cinquantaine de mesures

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

mensuelles pour ces trois équipes) sont analysés chaque mois conjointement avec les responsables des équipes concernées, ce qui permet d'attirer l'attention sur les points de vigilance, en particulier la précision des réponses apportées au client. Par ailleurs, une fois par an, le service qualité organise une réunion de bilan avec les équipes, pour présenter les résultats des indicateurs qualité, des audits AFNOR, et échanger sur les améliorations attendues. On notera que la formation du personnel de l'Espace commercial à la gestion des conflits se poursuit annuellement.
Rappelons que sur 2020, les enquêtes mystères ont été suspendues pendant les périodes de confinement.

#### 3.1.3.5 L'accessibilité

Nous poursuivions les actions de sensibilisation du personnel à la prise en charge sur le réseau des personnes à mobilité réduite, en collaboration avec le CDIPH et la CSSCT de T2C. Une réunion annuelle permet de faire le bilan des actions de l'année. En raison de la crise sanitaire, la réunion bilan n'a pas eu lieu en 2020.
Nous maintenons dans la formation initiale des conducteurs la demi-journée de formation consacrée à l'accessibilité. Le contenu est construit pour partie sur une présentation du guide (les différents types de handicap, l'attitude à adopter lors de la prise en charge d'une personne à mobilité réduite), puis sur des mises en situation lors d'un parcours avec un bus de formation. Des membres des associations, représentant les handicaps physiques et sensoriels, participent à cette formation en intervenant avec des retours d'expérience de déplacement sur le réseau. Ils animent ensuite les mises en situation, en jouant le rôle du client. La session est animée pour T2C par les formateurs bus et le service QSE.
Sur 2020, ces sessions ont été suspendues en raison de la crise sanitaire. Dès que nous pourrons les reprendre, nous organiserons une demi-journée avec les conducteurs ayant pris leur fonction sur 2020.

Nous réfléchissons également avec les encadrants des médiateurs et le CDIPH, à une démarche de sensibilisation de l'équipe de la médiation vis-à-vis de l'accessibilité. Cette réflexion devrait conduire à l'élaboration d'un support de formation destiné aux médiateurs, qui sera présenté aux médiateurs et animé avec le CDIPH. Ce projet est en cours, et devrait se réaliser dès que nous pourrons à nouveau co-animer des sessions avec les membres du CDIPH.

Nous avons travaillé en interne avec les équipes du service commercial, des services techniques et de l'exploitation, sur le déploiement des annonces sonores embarquées sur d'autres lignes de bus que les lignes B et C. Les personnes à mobilité réduite le demandent, les annonces sonores à l'intérieur des véhicules constituent un élément de repère et rassurent la clientèle, en particulier la clientèle fragile. Au vu du renouvellement du parc bus, nous avions prévu de déployer les annonces sonores sur les lignes 4 et 10 à compter de l'automne 2020 lors de la mise en exploitation des 20 bus MAN, et la ligne 3 pour début 2021. Les bus MAN ne rentrant en exploitation que sur le premier trimestre 2021, le déploiement des annonces sonores interviendra au printemps 2021 sur ces trois lignes.

En parallèle de cette réflexion et prenant en compte l'équipement intégral du parc bus en rampe d'accès début 2021, nous souhaitons en associant le CDIPH et le SMTC, étendre la notion d'accessibilité au déplacement, avec le questionnement autour de l'origine-destination accessibles et non plus uniquement autour de la ligne accessible. Cette notion de déplacement permet plus de trajets accessibles aux personnes utilisatrices d'un fauteuil roulant. Il nous faudra alors adapter le contenu de l'information autour de l'accessibilité pour permettre, outre la ligne accessible de questionner l'accessibilité du déplacement, avec les arrêts de montée et de descente. Cette réflexion a été portée auprès des équipes du SMTC et du CDIPH, et sera un sujet des réunions portant sur le futur schéma d'accessibilité du SMTC.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### *3.1.3. Les Certifications et de la démarche qualité de service*

Sur 2020, nous avons proposé à l'AFNOR de mutualiser les audits NF Service et ISO 9001. Cette mutualisation comprend l'élargissement du périmètre de l'ISO 9001 afin d'avoir un périmètre de certification identique pour les 2 normes. Nous avons donc intégré dans la démarche ISO9001, les activités du contrôle, de l'information auprès de la clientèle et de la maintenance bus. Cette convergence des deux démarches prend alors tout son sens, l'ISO 9001 s'attachant à l'efficacité de l'organisation de nos activités à travers une notion de client/prestataire, et la NF Service mesurant le niveau de service délivré à la clientèle du réseau, donc la performance des processus ISO9001.

A l'issue de cet audit mutualisé réalisé en février 2020, l'AFNOR a renouvelé la certification ISO 9001 et la certification NF service. Elle a de plus étendu le périmètre de certification ISO passant des 3 lignes A, B et C à l'ensemble du réseau urbain, donc intégrant les lignes de bus exploités par T2C.
Le périmètre de la certification NF Service comprend les 3 lignes majeures A, B et C ainsi que les sites d'exploitation que sont l'agence commerciale, le contrôle/contentieux et les renseignements à distance.

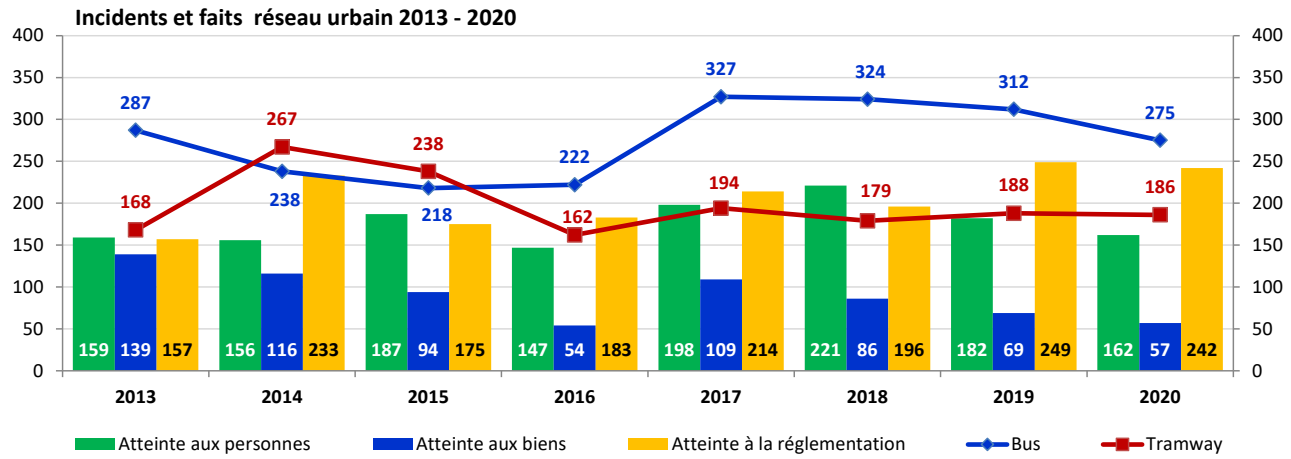
Nous souhaitons élargir la démarche qualité à la Médiation. Avec l'appui de stagiaires du lycée professionnel Camille Claudel et des chefs d'équipe médiateurs, nous avons élaboré sur 2019 un guide de la médiation, décrivant l'activité des médiateurs, et prémisse d'un référentiel qualité. Ce guide a été présenté et distribué début 2020 à chaque médiateur, dans le cadre d'une réunion d'information présentant l'intérêt d'une démarche qualité, tournée vers l'évaluation et l'amélioration du service rendu à la clientèle. Cette première étape permettra ensuite de définir le référentiel qualité et de réaliser quelques enquêtes mystères sur l'année 2021.
Nous avons également défini un référentiel qualité pour les services affrétés sur les lignes interurbaines. Ce référentiel validé par le SMTC, inspiré de celui des lignes urbaines, a été transmis aux transporteurs. Il sert par ailleurs de référentiel de mesures pour les enquêtes mystère diligentées par SCAT.

Une à deux fois par an, est réuni à travers un Comité de pilotage Qualité, l'ensemble des responsables de T2C pour échanger sur les résultats qualité et faire un point sur les plans d'actions engagés.
Par ailleurs la revue de Direction, instance obligatoire dans la certification ISO9001, permet de réunir la Direction, les responsables, les pilotes de processus, pour partager les évolutions de la Régie, les résultats des indicateurs, des différents audits et les plans d'actions, autour des activités du périmètre de certification.
Enfin une fois par an, nous réunissons le Comité tripartite, composé du SMTC, de deux associations d'usagers du transport (AUTA et ASTUCE) et de T2C afin d'échanger sur les résultats des audits de certification, des indicateurs de la NF Service, des plans d'actions. C'est l'occasion également de valider les évolutions du recueil des engagements de service, référentiel de la certification NF Service.
Sur 2020, nous avons réunion le comité tripartite en juin, dans une forme distancielle, pour leur présenter outre les thématiques habituelles, les dispositions prises dans le cadre du confinement, en matière d'offre, d'information commerciale, de dispositifs sanitaires, et de suspension des enquêtes et contrôles qualité.

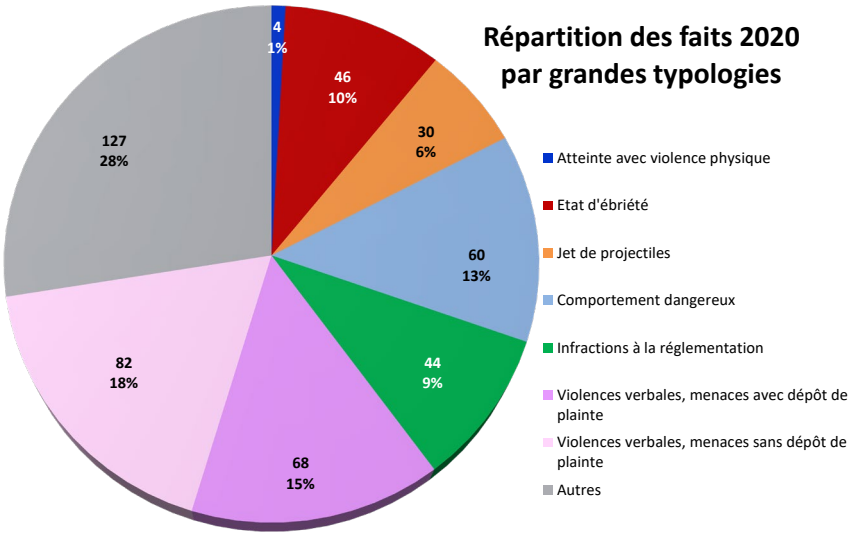
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 3.2. Les incidents, faits d'incivilité et agressions en 2020

Le nombre d'incidents est en légère baisse par rapport à 2019 avec 42 faits en moins (-8,3%). La situation de crise sanitaire explique cette diminution des faits. Toutefois, il faut souligner que cette baisse est beaucoup plus faible que celle de l'offre kilométrique (-13%) et surtout que celle de la fréquentation (-36%). En outre, nous avons assisté au second semestre 2020 à une recrudescence des incidents avec énormément de faits portés sur les personnes. Ainsi, les deux tiers des faits de l'année 2020 portant atteinte au personnes l'ont été au second semestre 2020.




La répartition des différentes catégories de faits traduit quelque peu les conséquences de la situation sanitaire du pays. Ainsi, la part des faits de comportements dangereux et d'ébriété évolue à 23% en 2020 contre 16 ,6% en 2019 et 14,5% en 2018. Les difficultés d'exploitation sur la plateforme tramway avec les autres utilisateurs non autorisés sont ainsi toujours présentes, et les personnes en état d'ébriété sur la voie publique et dans les transports sont plus nombreux que les autres années.




Le nombre de dépôts de plainte effectués s'établit à 80 pour T2C ou ses agents contre 77 en 2019 pour un nombre de faits plus élevé.

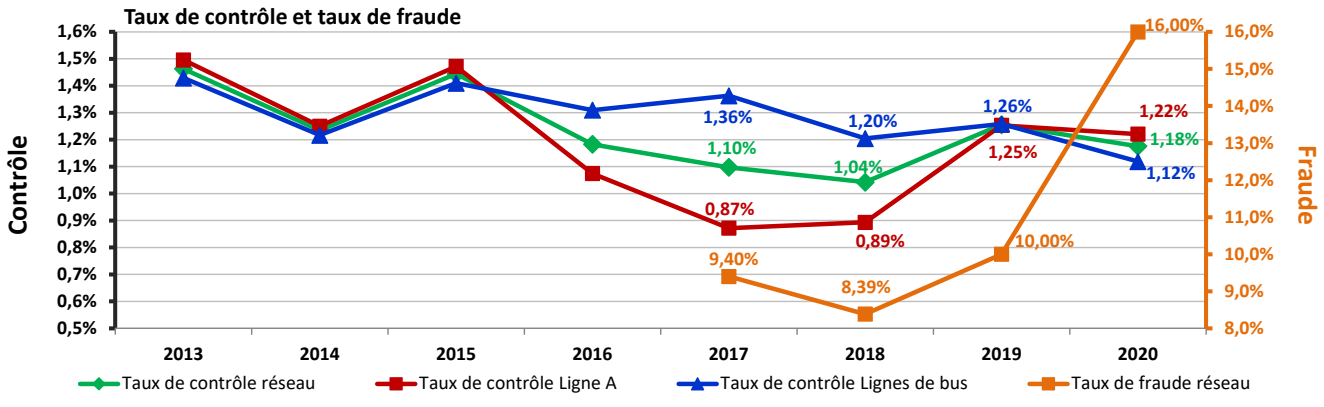
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 3.3. Le contrôle

Malgré le contexte, les équipes du contrôle ont réussi à maintenir un taux de contrôle au-delà de l'objectif à 1,18%. Le taux de contrôle de la ligne A (1,22%) reste stable par rapport à 2019 malgré la nécessité d'une organisation plus contraignante pour effectuer des opérations de contrôle sur le tram.
En outre, la situation sécuritaire délicate de la fin d'année 2020 a nécessité la mise en place d'opérations de contrôle conjointes avec les forces de Police.

| Contrôle | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rubriques | 2018 | 2019 | 2020 | Ecart vs 2019 | % | Ecart vs 2018 | % |
| **TRAMWAY** | | | | | | | |
| **Taux de contrôle** | **0,89%** | **1,25%** | **1,22%** | **-0,03** | | **0,33** | |
| Nombre de PV | 2 552 | 3 873 | 3 198 | -675 | -17,4% | 646 | 25,3% |
| **BUS** | | | | | | | |
| **Taux de contrôle** | **1,20%** | **1,26%** | **1,12%** | **-0,14** | | **-0,09** | |
| Nombre de PV | 4 842 | 4 108 | 2 739 | -1 369 | -33,3% | -2 103 | -43,4% |
| **TOTAL** | | | | | | | |
| **Taux de contrôle** | **1,04%** | **1,26%** | **1,18%** | **-0,08** | | **0,13** | |
| Nombre de PV | 7 394 | 7 981 | 5 937 | -2 044 | -25,6% | -1 457 | -19,7% |

Nous avions assisté en 2019 à une hausse significative du nombre de procès-verbaux (+9%). Les résultats de 2020 sont également sur une tendance à la hausse avec un taux de fraude apparent (nombre de procès-verbaux dressés / nombre de personnes contrôlées) qui est en augmentation de près de 1 point entre 2019 et 2020 et proche de 3%.
Ceci confirme le résultat en termes de taux de fraude issu de l'enquête du SMTC et inclut dans l'intéressement du contrat de service public (neutralisé pour 2020). En effet, le taux de fraude 2020 ressort à un niveau de 16%. Toutefois, il faut souligner que seules les enquêtes du mois de janvier (au cours duquel nombre de journées ont été impactées par des grèves) et du mois de décembre 2020 ont pu être réalisées. Le résultat est ainsi à prendre avec prudence.

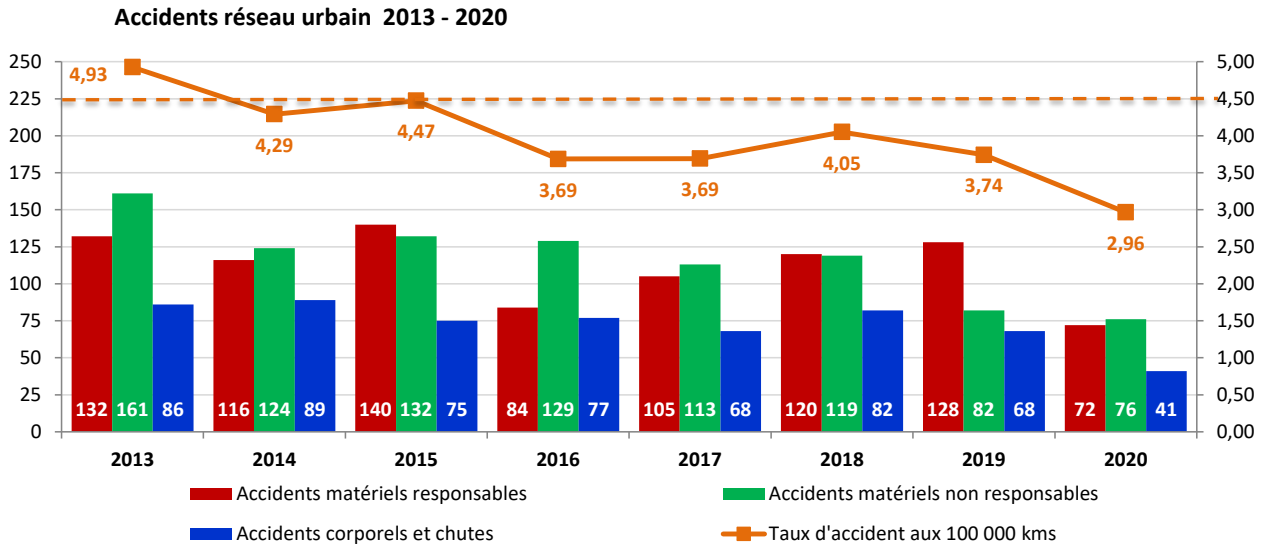



### 3.4. Les accidents

Le nombre d'accidents constatés en 2020 est en baisse significative par rapport à 2019 (-89 accidents soit -32%). Ces résultats bénéficient de la situation de crise sanitaire avec une production kilométrique d'exploitation plus faible de 14% et avec des conditions de circulation, pour une part, allégées.
Cette situation bénéficie aux accidents non responsables (-7%) et aux accidents corporels et chutes (-34%).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

En conséquence, le taux de responsabilité (accidents responsables, corporels et chutes) est en baisse de 3 points par rapport à 2019.
Le taux d'accident aux 100 000 kms est en baisse significative avec un résultat de 2.96. Ce taux est le plus faible de ces 8 dernières années et reste largement inférieur à l'objectif contractuel de 4,50.




### 3.5. Sureté de Fonctionnement Tramway (SFT)

L'activité de la sûreté de fonctionnement tramway pour l'année 2020 est décrite dans le rapport annuel qui sera remis au SMTC courant juin 2021.

***Références chapitre 3 - LA QUALITE DE SERVICE ET LA SECURITE DU RESEAU :***
***Annexe 6 : contrôle***
***Annexe 7 : sécurité***

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

## 4. LA MAINTENANCE DES VEHICULES ET DES EQUIPEMENTS

### 4.1. Maintenance : politique suivie

La politique de maintenance veille à garantir l'optimisation des ressources humaines et des moyens matériels pour la réalisation de l'entretien préventif et curatif des matériels roulants, installations et équipements dans les meilleurs délais et au moindre coût.

La Régie T2C s'est engagée dans une démarche de certification ISO 9001 pour le TRANSPORT DE VOYAGEURS SUR LA LIGNE A DE TRAMWAY, COMPRENANT L'INFORMATION AUX ARRETS, LA VENTE AUPRES DES CLIENTS, LA REGULATION, LA CONDUITE ET LA MAINTENANCE DU SYSTEME TRAMWAY.
La certification ISO 9001 est intervenue en 2017 suite à l'audit de certification et a été renouvelée en 2019.

L'année 2020, troisième année du contrat de service public, a été une année de réalisation importante du programme d'investissement, de consultation et de négociation du marché industriel de la révision mi-vie des rames de tramway, de consolidation du contrat de services T3SA du système Translohr, de réception et mise en exploitation commerciale des 26 nouveaux bus GNV et des 8 Midibus HEULIEZ et enfin d'accompagnement en assistance technique et d'exploitation du projet INSPIRE de création de 2 lignes de BHNS et du nouveau dépôt et de renouvellement des systèmes d'exploitation (billettique, SAEIV, Radio, GTC…) très structurant pour le réseau de transport en commun et la Régie T2C.

Cette année 2020 a été marquée par :

- La situation sanitaire de pandémie COVID ;
- La levée des réserves dans le cadre de la période de garantie des rames THR2 suite à leur mise en exploitation ;
- La préparation de mise à la route et la mise en exploitation commerciale des nouveaux bus (GNV et MIDIBUS) ;
- La consultation du marché industriel de grande révision mi-vie des matériels roulants tramway ;
- La finalisation des études d'amélioration des rames de tramway en lien avec la fiabilité, la sécurité, le traitement de l'obsolescence, l'ergonomie de maintenance, le redesign et la phase de prototypage des solutions retenues ;
- La finalisation des études de Maîtrise d'œuvre et le lancement des marchés de travaux du programme de restructuration du magasin et de l'atelier de Champratel ;
- Le renouvellement ou l'évolution de nos équipements industriels majeurs (passerelle Tramway, circuit pneumatique de l'atelier, chaufferie…) et le maintien en état fonctionnel et l'entretien du patrimoine ;
- La gestion de l'obsolescence de nos systèmes en exploitation (onduleurs, détection gaz…).

Les équipes ont été mobilisées tout au long de l'année et elles ont principalement contribué à la :

- Mise en œuvre des mesures sanitaires de protection des personnels de la Régie EPIC T2C ;
- Consolidation de nos indicateurs qualité ISO ;
- Réalisation des études préliminaires (MR/Système de charge, SAEIV/Radio, nouveau dépôt, billettique) du projet INSPIRE ;
- Réalisation du cahier des charges et lancement de la consultation du marché industriel mi-vie ;
- Finalisation et réception des études et des prototypes portant sur les évolutions techniques des rames de tramway intégrées au programme de révision mi-vie ;

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- L'exécution du contrat de services T3SA avec nos partenaires NTL/ALSTOM en appui du SMTC sur le traitement de l'obsolescence ;
- Réalisation du programme d'investissement 2020 ;
- Réalisation des investissements sous mandat en agissant au nom et pour le compte du SMTC ;
- Réception et mise en service des bus GNV MAN et des Midibus ;
- Remise en état des BHNS IVECO suite aux nouveaux désordres rencontrés sur les moteurs, les boîtes de vitesse et les ponts malgré le plan d'actions engagé par le constructeur IVECO ;
- Structuration de notre REX réparation des cartes électroniques des rames de Tramway ;
- Apport méthodologique aux équipes de maintenance bus dans le cadre de la certification de la maintenance et du remisage des bus ;
- Mise à jour de l'état d'obsolescence de nos systèmes CFA et Installations Fixes et assistance à la programmation de leur traitement ;
- Finalisation et suivi en garantie de l'ergonomie des postes de conduite des rames THR1 ;
- Préparation des nouvelles gammes de maintenance des rames de deuxième génération THR2.

**Nous avons aussi cette année 2020 été amenés à réorganiser et adapter nos effectifs et nos modes de fonctionnement en lien avec la situation de pandémie COVID en fonction des adaptations de l'offre de service en lien avec le contexte sanitaire national.**

### 4.2. Maintenance bus

L'année 2020 a été marquée par les évènements principaux suivants :

- Dépannage des BHNS : poursuite des remises à niveaux techniques des CREALIS (casse moteurs, casse ponts, casse boîtes de vitesse…) ;
- Identification de désordres profonds de corrosion des châssis des bus GX Heuliez dus à un problème de conception et à une carence dans la mise en œuvre du traitement anti corrosion initial ;
- Réalisation de nombreux aménagements à l'atelier bus dans le cadre du renouvellement d'équipements industriels structurants : création d'une zone habillement et du local premiers secours, finalisation des équipements pneumatiques, électriques et de la signalétique de la passerelle bus, installation de la seconde machine à laver les bus, châssis jet et pont à fût, réaménagement de l'atelier carrosserie ;
- Réception, mise à la route et mise en exploitation des Midibus GX 137 HEULIEZ (8 bus) et des séries 4 et 5 des bus standards GNV MAN (26 bus) et mise à la réforme des Midibus GX 117 et des bus standards GX 327 HEULIEZ ;
- Réalisation de la maintenance 10 ans des compresseurs de la station GNV ;
- Mise en place d'un plan et d'une organisation spécifique pour la continuité d'activité de maintenance en lien avec la pandémie et le chômage partiel ;
- Apport Méthodes à l'atelier bus et au remisage dans le cadre de la démarche qualité de certification ISO de la maintenance Bus.

➲ **Détail des pannes et problèmes rencontrés sur les véhicules :**

Des pannes et immobilisations non prévisibles sont intervenues sur nos bus GAZ équipés des moteurs CURSOR ainsi que sur nos Bus BHNS Créalis néo. Ces derniers avaient été frappés par 3 avaries répétitives

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

occasionnant des indisponibilités impactant lourdement le plan de charge de l'atelier et la disponibilité des véhicules :

- Casse des boîtes de vitesse ;
- Casse moteurs suite à des surchauffes importantes ;
- Casse des ponts ;

Malgré les remises à niveau techniques de nos BHNS réalisées par le constructeurs IVECO et ZF et la surveillance renforcée mise en place par les équipes de maintenance, de nouveaux désordres sont survenus en grand nombre (ponts et boites de vitesse-BV). Les opérations de réparation se sont poursuivies en 2020 et ont été réalisées par la Régie T2C et à sa charge. Concernant la seconde campagne de remise en état des boites de vitesse, la facture pour T2C s'élève à plus de 30 K€. Il est à craindre que les casses se poursuivent sur le parc malgré la mise en œuvre du plan d'actions constructeur (révision des boites de vitesse et mise en place d'un kit échangeur supplémentaire) qui, force est de le constater, ne solutionne pas le problème.

Les relevés des données constructeur de température moteur présentent encore des écarts par rapport aux valeurs admises malgré la modification en 2020 par le constructeur des softs des moteurs.
5 moteurs ont été refaits par les équipes de maintenance de T2C en 2020.
Nous avons refait à ce jour 9 moteurs en plus des 6 moteurs traités par IVECO dans le cadre du protocole transactionnel, sur un parc de 25 BHNS. Il faut s'attendre à ce que nous traitions en curatif, dans les prochains mois (1er semestre 2022 au plus tard), la rénovation des 10 moteurs restants. Le coût de la rénovation d'un moteur s'élève à 9 K€ hors main d'œuvre, soit une dépense de 90 K€. Ces dépenses exceptionnelles viennent alimenter un niveau de maintenance corrective déjà supérieur à la prévision retenue pour le contrat.

S'agissant des désordres sur les boites de vitesse et sur les ponts, nous avons été amenés à revoir notre plan de maintenance et réduire la périodicité de nos pas de vidange générant ainsi des surcoûts au niveau de nos consommations d'huile de vidange.
Nos analyses d'huile (BV) présentent des traces de limailles et de « brulé » et l'état des filtres n'est pas satisfaisant.
Nous retrouvons aussi des dentelures d'engrenage (couples coniques) dans l'huile de vidange des ponts : 5 ponts ont été remplacés en 2020 dont un pont neuf à la charge de T2C.
Le coût des pièces de remplacement des couples coniques s'élève à 3,5 K€ par pont.

Il faut savoir qu'à ce jour, le budget nécessaire à la réparation des BHNS Néo Créalis IVECO représente un tiers de notre budget de maintenance corrective.

**La Régie T2C a exprimé au SMTC une réelle inquiétude sur la survenance d'une nouvelle casse des moteurs et des boîtes à un faible kilométrage après remise en état car les problèmes de surchauffe des moteurs et des boites de vitesse ne semblent pas définitivement réglés, avec un impact à anticiper sur les coûts et sur la disponibilité des matériels roulants.**

Concernant la livraison et la mise à la route des 26 bus standards GNV MAN qui s'est faite avec beaucoup de retard (9 mois annoncés), il faut savoir que la mise en exploitation des derniers bus livrés en fin d'année a été longue et laborieuse (4 mois).
Beaucoup de problèmes techniques ont été rencontrés dont certains sont encore en cours de règlement. Afin de ne pas pénaliser la disponibilité des bus pour l'exploitation, compte tenu de l'inertie du constructeur et de son concessionnaire pour prendre en charge ces remises à niveau techniques, les équipes de maintenance de T2C ont réalisé un grand nombre de reprise dans nos ateliers :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

repositionnement des raccords d'air sous châssis, modification du positionnement des tuyaux de chauffage, reprise d'étanchéité du circuit d'air sur les cylindres de frein arrière, reprise de la fixation du tube d'air dans le compartiment moteur et remplacement des silentblocs du portillon conducteur.
Certaines opérations (bouchon de vase d'expansion indémontable car inaccessible) et évolutions logiciels (absence d'annonce sonore pour la sortie de la rampe PMR, programmation du bouton d'inhibition de la demande d'arrêt intempestive, fonctionnel du FAE en écart aux prescriptions du CCTP) sont encore attendues avec des dérives planning importantes.

Concernant la livraison et la mise à la route des 8 midibus GX HEULIEZ, la mise en exploitation des derniers bus livrés en fin d'année a également été longue et laborieuse.
Là aussi, beaucoup de problèmes techniques ont été rencontrés : support combinés non conforme, câblage girouettes inversé, bandeau d'information voyageurs arrière mal fixé, câblage des BIV non réalisé, odomètre non fonctionnel, installation antenne WIFI non conforme, marche arrière non câblée, ...

Enfin, nos équipes techniques de la carrosserie ont constaté en décembre 2020 sur le bus 718 du parc des désordres structurels importants en sous caisse dont l'origine provient d'une corrosion importante type lamellaire du châssis en partie avant et arrière.
Les séries de bus livrés en 2010, 2011 et 2012 semblent concernés. Ces bus sont encore sous garantie particulière de 10 ans concernant la corrosion. Des échanges sont en cours entre le SMTC et le constructeur pour définir un plan d'actions de reprise de ces désordres.

### 4.3. Maintenance tramway

Les objectifs de 2020 en termes de maintenance des matériels roulants tramway ont visé principalement à assurer :

- L'organisation et le suivi des études de définition et de prototypage des évolutions techniques envisagées sur le matériel roulant en lien avec la fiabilité, l'ergonomie de maintenance, la sécurité et le traitement d'obsolescence dans le cadre des opérations de révision mi-vie des rames de tramway de première génération (25 rames THR1) ;
- La tenue de l'objectif de disponibilité de rames supérieures à 99 % sur l'année 2020 ;
- L'optimisation et l'amélioration de nos dépannages notamment sur les cartes et équipements électroniques pour répondre à nos objectifs de fiabilité et de disponibilité ;
- Le suivi du contrat d'assistance avec ALSTOM/NTL dans le cadre du contrat de services T3SA sur la durée de vie restante du matériel roulant, notamment sur les volets obsolescence, suivi documentaire et gestion délégué des réparations des cartes et équipements électroniques ;
- La finalisation du déploiement de l'ergonomie phase 2 et la remise en exploitation des rames THR1 modifiées ;
- Le suivi des garanties et du SAV des rames de deuxième génération (5 rames THR2).

Les principales actions ont ainsi été les suivantes :

- Poursuite des améliorations à apporter sur le plan de maintenance préventive du constructeur ;
- Poursuite du déploiement du nouveau plan de maintenance spécifique sur les équipements de climatisation suite aux problèmes rencontrés lors de la période caniculaire afin d'améliorer la disponibilité des rames ;
- Suivi des études techniques et prototypes pour la révision mi vie du Translohr ;

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- Formation des équipes de maintenance sur le « fonctionnel » rame THR2, réception des outillages spécifiques THR2, adaptation de nos équipements industriels (banc de freinage, interface de levage…) et mise en stock des pièces de rechange THR2, Latina et Ergonomie phase 1 et 2 ;
- Mise en œuvre des prestations techniques du contrat de services T3SA conclu avec Alstom et NTL : relevé de configuration des rames, plan de traitement de l 'obsolescence, gestion déléguée des réparations de cartes et équipements électroniques ; tickets d'assistance technique, mise à jour documentaire THR1 et THR2, achats de pièces captives ;
- Réalisation des premières gammes de maintenance sur les rames THR2 ;
- Mise en œuvre des prescriptions du STRMTG concernant le contrôle dynamique des performances de freinage (Ae/te) ;
- Sécurisation des passerelles Tramway, modification du circuit d'air de l'atelier MR Tramway et évolution des infrastructures de consignation des voies atelier.

Concernant le parc THR1, plusieurs équipements ont été mis sous surveillance afin de répondre à des recommandations des services de sécurité de l'Etat : chariot de porte suite fissuration et cadres MI suite fissuration.
De nombreux équipements sont frappés d'obsolescence : EBS, boitier ECAS, boitier IVTM, platine DCU des portes, pneumatiques, pompe TCU…
Des solutions de traitements de ces obsolescences sont à l'étude, certaines sont identifiées, d'autres restent inconnues.
Nous rencontrons, par ailleurs, de plus en plus de pannes électroniques difficiles à piéger dont l'origine provient de problèmes filaires ou d'étanchéité des faisceaux et des connecteurs.

Concernant le parc THR2, la mise à jour de la documentation de maintenance livrée par NTL (type RATP) est très chronophage pour nos équipes Méthodes.
Certains points techniques rencontrés depuis la mise en exploitation des rames ne sont toujours pas résolus par le constructeur NTL notamment le fonctionnel du circuit pneumatique ne permettant pas le maintien en air des rames, le fonctionnel de la poignée d'alarme en écart par rapport au TRH1 et non conforme au cahier des charges, le déchargement WIFI des données du BSMA (boite noire) et le problème des essieux moteur TEXELIS de nouvelle génération.

Nous restons en attente encore à ce jour d'un plan d'actions NTL pour clôturer ces points encore ouverts avant le départ du SAV du constructeur programmé à la mi-juin 2021.

Le taux de défaillance au 10000 km enregistré en 2020 reste inférieur à l'objectif avec des pannes qui concernent majoritairement les sous-ensembles suivants :

- Ensemble électrique chaine de traction/freinage,
- Guidage (malgré notre maintenance 240 000 km),
- Organes de roulement.

Le taux de disponibilité (maintenance) des rames de tramway est de 99,87 % pour l'année 2020 pour un objectif à 99%.

## 4.4. Maintenance *Installations fixes et courants faibles*

### *4.4.1. Maintenance courants faibles*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- **Traitement obsolescence embarqué Tramway :**
  De nombreuses alertes d'obsolescence des équipements embarqués ont été transmises par NTL concernant tant les rames THR1 que THR2 : système vidéo et de rétrovision (écran TFT, caméras et enregistreurs), girouettes frontales et latérales et bornes d'information voyageurs embarqués dans le tramway.

- **Traitement de l'obsolescence du système radio TETRA :**
  Il est prévu de finaliser le traitement de l'obsolescence du système radio TETRA dans le cadre du renouvellement du SAE (projet Inspire des Lignes B&C).

- **Traitement de l'obsolescence du système billettique**
  Le renouvellement du système billettique est en cours, le déploiement du nouveau système est programmé pour l'été 2021 dans les bus et les tramways et la mise en service de la nouvelle billettique est prévu en fin d'année 2021.

- **Traitement de l'obsolescence du système SAE-IV et du RMS**
  Le renouvellement du système SAE-IV et du RMS est prévu dans le cadre du projet des Lignes BHNS B&C. La Régie T2C participe à la définition du programme avec l'AMO technique du SMTC.

### *4.4.2. Maintenance installations fixes*

L'équipe de maintenance des installations fixes a mené plusieurs opérations importantes au cours de l'année 2020. Parmi elles, on peut citer :

- **Les flasques des appareils de dilatation (AD)** du Viaduc Saint-Jacques ont été remplacés par nos équipes de maintenance lors d'une campagne réalisée l'été 2020.

  **Réglage Paulvé appareil de voie (« système d'aiguillage » - ADV)** : suite aux difficultés de réglage des Paulvés et de la tenue dans le temps des réglages, le constructeur VOSSLOH a modifié son contrôleur Paulvé. La phase d'expérimentation initiée en 2019 et qui s'est achevée en 2020 a remis en cause les choix techniques de l'industriel pour des raisons d'industrialisation.
  VOSSLOH a repris ses études et a mis à disposition de T2C deux nouveaux contrôleurs pour test sur le dépôt.
  Nous avons mis en place 2 nouveaux contrôleurs sur des appareils de voie du dépôt et VOSSLOH a travaillé à la mise en production de son produit modifié. Nous avons mis sous surveillance in situ ces 2 ADV afin de vérifier l'efficacité de la dernière évolution du constructeur.
  Cette nouvelle période d'observation a permis de valider la solution avant déploiement sur l'ensemble des ADV de la ligne et du dépôt prévu en 2021.

- **Absence d'alarme sur franchissement de SAP :**
  Suite au déploiement du logiciel en version modifiée par Cegelec-Mobility en semaine 12-2018, deux cas de remontée d'alarme de franchissement de signaux en contre-sens ont été constatés en avril 2018. Cegelec a rapidement cerné les causes de ce dysfonctionnement et a travaillé à la mise au point d'une solution supprimant ces effets de bord. Ces solutions ont été déployées et ont générées de nouveaux disfonctionnements. Cegelec a indiqué ne pas avoir de solution et nous demande de choisir l'une ou l'autre des 2 configurations logicielles proposée avant un nouveau

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

déploiement terrain sur l'ensemble des zones de manœuvre. De nouvelles investigations ont été réalisées en 2020 en instrumentant certaines zones de manœuvre, sans résultat pour le moment.

- **Traitement de l'obsolescence des autres systèmes :**
  Le périmètre de l'obsolescence des autres systèmes a été arrêté par la Régie T2C. Nous restons en attente de la prise en compte de ces alertes « obsolescence » dans le cadre d'un programme pluriannuel d'investissement à définir par le SMTC.

- **Sécurisation des sites :**
  Un programme a été arrêté par la Régie T2C. Il couvre le traitement de l'obsolescence des systèmes en exploitation et aussi les nouveaux besoins en matière de sécurisation des sites.
  La Régie T2C a participé à la phase d'étude de conception générale aux côtés du SMTC. Le périmètre des marchés de travaux ayant été arrêté, le SMTC a lancé la phase de consultation du marché industriel et du marché de maîtrise d'œuvre.

  Un programme d'entretien maintenance de l'infrastructure système tramway a été défini suite aux dernières campagnes de mesure de la voie et de la plateforme ainsi qu'un plan d'actions de la Ligne Aérienne de Contact qui seront engagés en période estivale en 2021 et 2022 : rechargement du rail, reprise de la couche de roulement de la plateforme, traitement des désordres sur les ouvrages d'art, reprise des tendeurs et des boucles isolantes LAC, remplacement de la résine de scellement du rail…

## 4.5. *Grande révision à mi-vie des rames de tramway*

La révision mi-vie des matériels roulants tramway STE4 Translohr de première génération (THR1) est une prescription du plan de maintenance constructeur et doit être réalisée à 15 ans ou 900 000 km (premier des deux termes échus) soit dans notre cas à 15 ans. Les rames auront alors parcouru 720 000 km et le planning actuel prévoit le retour de la première rame de sa révision mi-vie en novembre 2021.

Cette « grosse opération de maintenance à mi-vie » sera réalisée pour la première fois à Clermont-Ferrand et sera unique et devra permettre d'assurer la pérennité du système sur sa deuxième partie de vie jusqu'en 2036, après 30 années d'exploitation du système.

Le SMTC a décidé de confier par mandat, à la Régie T2C, forte de son expertise technique et de son retour d'expérience du système tramway, le pilotage du marché industriel (phase 3) de cette opération stratégique de révision mi-vie du matériel roulant Tramway.

### *4.5.1. Rappel du phasage*

Les 20 premières rames de Clermont-Ferrand ont été mises en exploitation commerciale en octobre 2006 et 6 rames supplémentaires ont été mises en service en fin d'année 2008. Il a été décidé de réaliser la révision mi-vie des 25 rames de tramway en continu (2021-2023).
En préparation de l'opération de maintenance à mi-vie de ce matériel roulant (butée technique à 15 ans ou 900 000 kms), le SMTC-AC, représenté par la régie T2C, agissant au nom et pour le compte du SMTC-AC, a lancé en 2018 une mission d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la définition du programme de maintenance à mi-vie du Tramway de Clermont-Ferrand – **phase 1**.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Cette mission d'assistance technique a porté sur les étapes suivantes :

- Réalisation d'un diagnostic complet et d'un état des lieux de la maintenance de nos matériels roulants et élaboration et suivi d'un plan d'expertise et plan d'échantillonnage ;
- Définition du programme de maintenance à mi-vie ;

La Régie T2C, forte de son retour d'expérience, a souhaité, en accord avec le SMTC, saisir l'opportunité de cette grande révision mi-vie pour fiabiliser, améliorer la maintenabilité et traiter l'obsolescence des rames.

Ainsi, dans le prolongement de cette phase 1, le SMTC et la Régie T2C ont engagé une phase d'études et de définitions techniques sur le périmètre arrêté conjointement et ont lancé en 2019 une mission d'assistance à maitrise d'ouvrage générale portant sur le suivi et la coordination de la phase d'industrialisation sur toute la durée de l'opération – **phase 2**.

La réalisation des études techniques et des prestations d'ingénierie techniques confiée à l'entreprise SAFRA a porté sur :

- Lot d'étude 1 :
  - Traitement des évolutions et modifications techniques dans le cadre de la fiabilisation des rames,
  - Ergonomie de maintenance, amélioration des conditions de réalisation de l'activité de maintenance,
  - Traitement de l'obsolescence des rames de première génération THR1.
- Lot d'étude 2 : redesign des rames et de l'aménagement intérieur avec l'objectif de :
  - Augmenter la capacité d'emport total des voyageurs assis et debout ;
  - Faciliter les circulations dans la rame (flux dans le tram, ergonomie du couloir) ;
  - Améliorer l'attractivité des intercirculations (au niveau des soufflets) car les usagers hésitent à s'éloigner des portes.

Le périmètre des évolutions techniques retenues a été arrêté après arbitrage du SMTC et a été intégré au Dossier de Consultation des Entreprises comme suit :

- PSE Ergonomie : visant à diminuer la pénibilité au travail des opérateurs et réduire le risque d'apparition de pathologies et d'accidents,
- PSE Fiabilité : devant permettre d'améliorer le taux moyen de bon fonctionnement des rames au 10 000 km et le taux de pannes en ligne,
- PSE redesign (aménagements intérieurs) : améliorant l'attractivité des modules intermédiaires.

Les évolutions liées à la sécurité et au traitement d'obsolescence ont été intégrées en Tranche Ferme à la consistance de maintenance mi-vie.
Trois tranches optionnelles ont complété le périmètre des prestations attendues dans le cadre du marché industriel :

- TO1 : augmentation de la capacité d'emport (nouveau diagramme de sièges),
- TO2 : réparation des cadres MI,
- TO3 : maintenance des systèmes de climatisation.

La **phase 3** de l'opération concerne le marché industriel visant à la mise en production du programme de révision mi-vie :

- Organisation et méthodes de production : définition du processus industriel ;
- Approvisionnement en pièces non captives ;

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- Réalisation de la rame de présérie ;
- Mise en production série ;
- Réception ;
- Essais ;
- Remise en exploitation des rames.

En accompagnement de l'opération (phases 2 et 3), un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage générale a été confié à la société d'ingénierie ferroviaire PROSE.

### *4.5.2. Phase de consultation du marché industriel*

L'année 2020 a été consacrée à la finalisation des études et des prototypes de la phase 2 et à la consultation du marché industriel (du 31 janvier 2020 au 23 février 2021), comportant une phase de candidature et une phase d'offres.
Cette phase de consultation se résume comme suit :

- Candidatures : 2 groupements se sont portés candidats ;
- Un audit des sites industriels a été réalisé (sur chaque site industriel proposé) ;
- Des visites techniques ont été organisées dans nos ateliers et sur nos rames ;
- Offres : des négociations ont permis de préciser et mettre en conformité les offres des candidats (4 offres par groupement) ;

Le marché industriel a été notifié au groupement ACCM-SAFRA le 23 février 2021 sur l'intégralité du périmètre de la consultation, après une phase de mise au point du marché.
La première rame partira en révision mi-vie dans les ateliers de l'industriel le 10 mai 2021.

## 4.6. Service Remisage et Nettoyage

L'activité du service Nettoyage (nettoyage des locaux et nettoyage par aspiration des matériels roulants bus et tramway), auparavant sous traitée à un prestataire extérieur et internalisé en 2019, a montré toute son efficacité durant cette année 2020 dans la période difficile de pandémie COVID.
Le service Remisage a pris en charge la désinfection des matériels roulants bus et tramway et le service Nettoyage la désinfection des locaux lors de la première période de confinement.
Ces prestations ont ensuite été externalisées.

## 4.7. Maintenance des points d'arrêts

**Rappel du périmètre et des méthodes**

Le mobilier urbain est réparti en 4 catégories :

| | |
|---|---|
| • Stations tram : | 68 quais (à raison d'1 par station et par sens) |
| • Abribus publicitaires : | 226 |
| • Abribus non publicitaires : | 417 |
| • Poteaux d'arrêts : | 622 |
| Total | 1 333 |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Il peut être noté ici le fort taux d'équipement des arrêts du réseau en abribus avec une proportion de près de 50 %.
L'année 2020 a été marquée par une augmentation du nombre d'abris non publicitaires (+12), sur les communes de Mur-sur-Allier, Clermont-Fd, Le Cendre, Pont-du-Château, Romagnat notamment, en remplacement d'abribus accidentés, de poteaux d'arrêts ou d'abribus vétustes.

### 4.7.1. *Actions 2020*

➲ **Stations tram**

La Régie T2C a en charge les missions d'entretien et de maintenance suivantes :

- les BIV (Bornes d'Information Voyageurs) et les DTT (Distributeurs de Titres de Transport), soit en direct par T2C, soit par le biais d'un prestataire.
- les bancs, sols, corbeilles de propreté (y compris vidage), barrières et miséricordes, soit en direct par T2C pour la petite maintenance et nettoyage curatif, soit par le biais de prestataires.

T2C effectue le nettoyage curatif, après signalement (tags ou affichages sauvages) sur tous les équipements dont elle a la charge, ainsi que la maintenance de la signalétique et de l'information affichée.
La fréquence de nettoyage des stations tram est de 1 à 3 fois par semaine selon la fréquentation des stations.
En raison des mesures sanitaires, le nettoyage sur les stations tram a été perturbé à partir du mois de mars 2020 : la prestation du prestataire du SMTC sur les châssis et vitres n'a pas été réalisée avec la même fréquence et la même méthodologie qu'habituellement ; le prestataire en contrat avec T2C n'a pas effectué de prestation entre le 17 mars et le 19 avril. Puis a repris avec un rythme normal.
Par ailleurs, la réfection des stations tram s'est poursuivie : remplacement et pose de nouvelles poubelles, remplacement des barrières accidentées, pose de câbles anti-traversées et reprises de scellement de bancs.

➲ **Poteaux d'arrêt**

Concernant les poteaux d'arrêt, le processus d'équipement progressif en cadres d'information double se poursuit ; ce processus étant destiné à améliorer la qualité de l'information au point d'arrêt, notamment lors de situations conjoncturelles (déviations ….). Aujourd'hui plus de la moitié du parc de poteaux est équipée en cadre double, ce processus se poursuivra dans les années à venir.

### 4.7.2. Les interventions sur les mobiliers en 2020

1 995 interventions ont été effectuées sur le réseau en 2020 (-26% par rapport à 2019) et réparties de la façon suivante :

- Interventions mineures
  *(Tags, affichage sauvage…)* *552 (619 en 2019)*
- Interventions intermédiaires
  *(Rajustement de vitres, pose de l'information ou de signalétique…)* *1313 (1 968 en 2019)*
- Interventions majeures
  *(Réparations suite à accident ou vandalisme)* *130 (116 en 2019)*

L'ensemble des interventions concerne 751 arrêts sur les 1 333 que compte le réseau.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

La baisse du nombre d'interventions par rapport à 2019 s'explique :

- En grande partie par le contexte sanitaire,
- Par des contrôles organisés de façon moins fréquente du fait principalement du confinement de mi-mars à début mai 2020,
- Par une dégradation moindre.

Toutefois, les opérations habituelles se sont poursuivies, malgré un rythme plus faible :

- Par la mise en place de l'information et la signalétique suite à la pose de nouveaux abribus ou le remplacement d'abribus vétustes par le SMTC,
- Par l'entretien de la signalétique en braille et MyBus sur les DTT (Distributeur de Titre de Transport),
- Par l'entretien et maintenance des stations tram,
- Par la poursuite des interventions sur les cadres horaires des poteaux d'arrêts pour la mise en place de doubles cadres.

***Références chapitre 4 - LA MAINTENANCE DES VEHICULES ET DES EQUIPEMENTS :***
***Annexe 3 : parc, production et données de consommation***
***Annexe 5 : maintenance***

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 5. L'ORGANISATION ET LA GESTION DE LA REGIE

## 5.1. Organisation générale de la Régie pour la gestion du réseau

La nécessité d'accompagner le SMTC sur des aspects techniques pour la mise en œuvre de ses projets de développement et de pérennisation du système transport a conduit la Régie T2C tout au long de l'année 2020, au-delà de la mise en place d'une équipe dédiée à la maintenance à mi-vie du tramway (chapitre 4.5) et du renfort du pôle études commerciales, à mobiliser des ressources conséquentes en assistance à maîtrise d'ouvrage.
L'estimation du temps passé en appui technique auprès du SMTC, représente ainsi sur l'ensemble de l'année 2020 plus de 3 équivalents temps plein sur des postes à fortes compétences.

Par ailleurs, la crise sanitaire a nécessité de nombreuses modifications et adaptations dans l'organisation du fonctionnement de la Régie autant avec la mise en place de l'activité partielle (chapitre 5.2.4) que pour l'activité Santé et Sécurité au travail (chapitre 5.6.1).

Le nouvel organigramme de la Régie T2C est présenté en annexe 15.

## 5.2. Gestion du personnel

### *5.2.1. Effectifs*

L'effectif moyen annuel équivalent temps plein de l'année 2020 s'établit à 854,26. Il augmente de +1,67% par rapport à 2019 soit +14,1 ETP. Cette évolution s'explique essentiellement par des effets reports d'embauches de l'année 2019 (équipe nettoyage, maintenance mi-vie et réseau 2015, contrôle - cf. paragraphe 6.3.2).

| Effectifs annuels moyens équivalent temps plein | 2019 | 2020 | 2020 vs 2019 Ecart | 2020 vs 2019 % écart |
|---|---|---|---|---|
| Conducteurs | 491,23 | **488,77** | -2,45 | -0,50% |
| Remiseurs | 22,17 | **31,24** | 9,07 | 40,88% |
| Maîtrises exploitation | 79,58 | **81,93** | 2,35 | 2,95% |
| Employés exploitation | 43,81 | **46,53** | 2,72 | 6,22% |
| Opérateurs technique | 79,04 | **77,94** | -1,09 | -1,38% |
| Maîtrises technique | 33,25 | **36,35** | 3,10 | 9,33% |
| Employés administratif | 49,57 | **49,61** | 0,04 | 0,07% |
| Maîtrises administratif | 16,40 | **16,30** | -0,10 | -0,61% |
| Cadres et direction | 25,15 | **25,59** | 0,44 | 1,74% |
| **Effectif annuel moyen ETP** | **840,20** | **854,26** | **14,07** | **1,67%** |
| **Effectif hors conduite et remisage** | **326,80** | **334,25** | **7,46** | **2,28%** |
| **Effectif conduite et remisage** | **513,40** | **520,01** | **6,61** | **1,29%** |

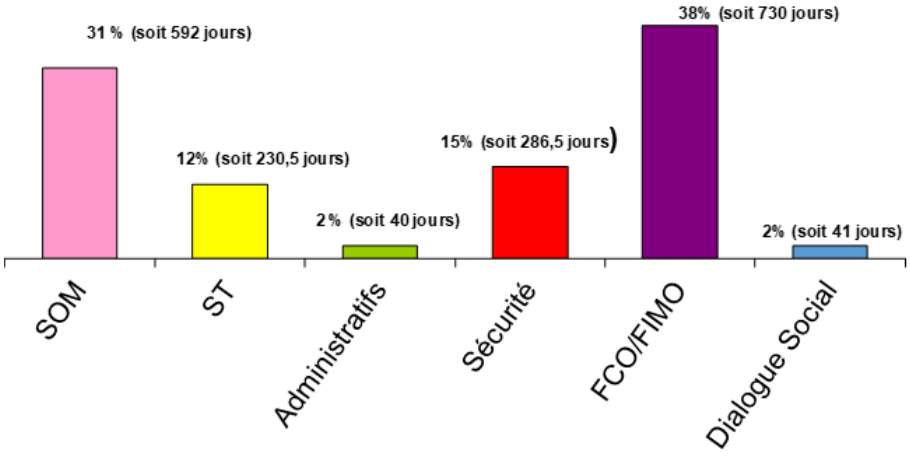
### *5.2.2. Formation*

Le bilan des actions de formation de l'année 2020 s'établit à 1 920 jours de formation soit un plan de formation représentant 1,6% de la masse salariale. Cela équivaut à une diminution de près de 27% du nombre de jours de formation par rapport à 2019. L'évolution principale entre les deux années est

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

principalement dû aux impacts de la crise sanitaire qui ont fortement contraint l'organisation de sessions de formation.

Répartition du nombre de jours de formation sur 2020 :




### *5.2.3. Activité partielle*

Dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19 et de ses conséquences sur la baisse de l'offre réseau, l'activité partielle a été mise en place au sein de la Régie après accord auprès de la DIRECCTE dès le mois de mars 2020 avec des pics de sollicitation durant les périodes de confinement.
En parallèle, le télétravail a été activé durant toute l'année pour les salariés dont le poste était éligible, et ce conformément aux directives des protocoles sanitaires nationaux successifs de l'année 2020.

## 5.3. Climat social

La vie sociale de l'établissement s'est organisée au cours de cette année 2020 autour de la gestion de la crise sanitaire, l'accord NAO et les renouvellements des appels d'offres sur les contrat santé et prévoyance et la conclusion d'un accord d'entreprise sur le télétravail.

**Accord d'Entreprise NAO du 10 juillet 2020**

Évolution de la valeur du point de 1 % en niveau.
Dispositions concernant notamment la pénibilité des fins de carrière, l'accompagnement à la pénibilité des métiers, les formations métiers, les déroulés de carrières, et d'autre mesures concernant les services techniques et le SOM.

**Accord collectif d'entreprise du 3 décembre 2020 portant sur le Télétravail**

**Accord collectif d'entreprise du 14 décembre 2020 portant sur le régime de remboursement des frais de santé**

**Accord collectif d'entreprise du 14 décembre 2020 portant sur le régime de prévoyance**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

➲ **Les mouvements sociaux :**

Dans la continuité du mouvement national portant sur le projet de réforme des retraites amorcé en 2019, 3 préavis de grève ont été déposés en 2020 par les organisations syndicales SUD, CGT et CFDT. Le mouvement de grève en continu s'est poursuivi dans la continuité de 2019 jusqu'au 7 mars 2020.

- **3 préavis de grève :**
  - SUD du 5 décembre 2019 au 4 décembre 2020
  - CGT du 2 janvier 2020 au 30 juin 2020
  - CFDT du 2 janvier 2020 au 30 juin 2020

- **Mouvements de grève :**
  - du vendredi 1er janvier au Dimanche 7 mars 2020 en continu

Dans le cadre d'une alarme sociale portant sur la reconnaissance de la pénibilité sur les métiers du transport public urbain de voyageurs, la sécurisation de l'espace public de transport ainsi que le maintien du niveau d'emploi et des conditions de travail des salariés suite aux conséquences économiques et sociales du COVID-19 et/ou des choix politiques locaux, 1 préavis de grève a été déposé en 2020 par l'organisation syndicale CGT, et 1 journée de grève a eu lieu.

- **1 préavis de grève :**
  - CGT du 17 septembre 2020 au 31 décembre 2020

- **Mouvement de grève :**
  - Jeudi 17 septembre 2020

## 5.4. Gestion environnementale

### *5.4.1. Actions de réduction des émissions de GES*

Sur 2020, nous avons poursuivi les actions engagées les années précédentes :

- **Limiter les fuites de fluides frigorigènes**
  - Maintenance préventive sur les blocs de climatisation des véhicules bus et tramway, par du personnel habilité. Ce préventif permet un suivi précis de la consommation des fluides.
- **Réduire la consommation électrique**
  - Au fur et à mesure du remplacement de l'éclairage industriel, les blocs à ballast électronique et les tubes à haute efficacité, ayant un meilleur rendement d'un point de vue consommation, sont généralisés.
  - Pour l'éclairage extérieur, en fonction du remplacement des lampes il est installé progressivement des lampes à haute efficacité (10 000 lumens pour 100W). Certains éclairages sont également remplacés par un éclairage à LED
- **Réduire la consommation gazole**
  - La formation à l'éco-conduite est dispensée tous les 5 ans à l'ensemble des conducteurs dans le cadre de la FCO, Formation Continue Obligatoire. Cette sensibilisation à l'éco-conduite comprend l'utilisation d'un véhicule équipé de capteurs qui objective la consommation de carburant en fonction du type de conduite.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- Une animation est par ailleurs réalisée sur le terrain lors des suivis de conduite par la maîtrise d'encadrement auprès des conducteurs.
- Des campagnes de sensibilisation sont effectuées régulièrement auprès des conducteurs pour limiter l'utilisation des moteurs en terminus tout en préservant un minimum de confort pour la clientèle (chauffage / climatisation).

### *5.4.2. Tri des déchets*

Le tri systématique des déchets sur l'ensemble des sites de T2C est toujours en place. Une poubelle compartimentée est installée à chaque poste de travail, permettant de trier le papier des déchets ultimes. Dans les ateliers, des bennes dédiées permettent le tri des déchets industriels. Régulièrement, en lien avec le prestataire, les magasins et les équipes nous revoyons le type de bennes nécessaires et leur emplacement sur nos sites, afin de répondre au mieux aux exigences réglementaires ainsi qu'aux besoins des utilisateurs.

### *5.4.3. Réglementaire – Gaz à effet de serre*

Conformément à la réglementation en vigueur, sur le second semestre 2019 nous avons fait mené un audité énergétique concernant l'activité transport, sur la base des données de l'année 2018. Le rapport a été adressé au SMTC fin 2019, et déposé sur le site de la DREAL. En parallèle a été mené le bilan des émissions de gaz à effet de serre, toujours sur les données 2018 et portant sur l'ensemble de l'activité de T2C. Les résultats ont été déposés auprès de la DREAL en juin 2020.
Enfin chaque année nous calculons les gaz à effet de serre (CO2 équivalent) émis lors d'un déplacement sur le réseau. Ces informations sont communiquées auprès de la clientèle : sur notre site Internet, à l'Espace T2C, dans les véhicules sur le voussoir Tarifs, aux arrêts de bus et stations tram sur le document « S'informer », chez les dépositaires sur l'affiche Tarifs, ainsi que dans nos documents commerciaux Guide horaire et dépliant Tarifs.
Ci-dessus les résultats des 3 dernières années :

**TABLEAU GLOBAL**

**2- Les émissions par voyage ou voyageur.kilomètre**

| | ANNEE 2019 (données 2018) | | ANNEE 2020 (données 2019) | | ANNEE 2021 (données 2020) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Emissions par voyage g CO2e/passager | Emissions par voy.km | Emissions par voyage g CO2e/passager | Emissions par voy.km | Emissions par voyage g CO2e/passager | Emissions par voy.km |
| Gazole ARTICULE (T2C) | 438,06 | 85,89 | 454,10 | 89,04 | 539,44 | 105,77 |
| Gazole STANDARD (T2C) | 743,50 | 145,78 | 775,68 | 152,09 | 1116,86 | 218,99 |
| GNV (T2C) | 736,88 | 144,49 | 709,91 | 139,20 | 1057,04 | 207,26 |
| AUTRES SERVICES AFFRETES T2C/SMTC (L. 26-27-28, interurbaines dont L.32-33, navette PDD, navette Montjuzet, BEN, TàD, TàD PMR) | 1497,95 | 293,72 | 1351,72 | 265,04 | 1381,05 | 270,79 |
| Traction électrique (Tramway) | 19,39 | 3,80 | 19,79 | 3,88 | 26,55 | 5,21 |
| TOTAL T2C/SMTC | 371,65 | 72,87 | 341,52 | 66,96 | 422,38 | 82,82 |

En 2018, les travaux sur la plateforme du tram ont pour conséquence une moindre utilisation du tramway et une augmentation de l'utilisation de bus articulés gazole, avec la mise en place de la ligne de substitution Bus A.
En 2019, année sans suspension de la ligne de tramway, nous constatons une baisse de l'émission des gaz à effet de serre, par voyageur et par kilomètre effectué.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

En 2020, le résultat en augmentation est expliqué par une baisse importante de la fréquentation due à la crise sanitaire, donc une moindre efficacité ramenée au voyageur transporté.

### *5.4.4. Sensibilisation*

Tout marché de fourniture intègre des clauses environnementales sur le type de fourniture, leur conditionnement et leur livraison.
Tout salarié de T2C a reçu un livret QSE, qui rappelle les bons gestes et les comportements à tenir en matière de sécurité et d'environnement.
Tout nouvel embauché à T2C reçoit du formateur Santé et Sécurité au Travail une formation à la sécurité, dans laquelle est abordée la partie environnementale. Le livret QSE lui est alors remis.

## 5.5. Santé et sécurité au travail

Cette activité se base sur la prévention, l'objectif étant de réduire le nombre d'accidents du travail, et de maladie professionnelle, en travaillant sur la réduction des différents risques identifiés dans le document unique, comprenant également les risques liés à la pénibilité.
Le Document Unique, document obligatoire, regroupe par activité les risques professionnels identifiés et évalués selon une grille comprenant le niveau de gravité, d'exposition ainsi que la fréquence. La mise à jour de ce document unique est réalisée annuellement et partagé avec le CHSCT. Il donne lieu à un plan d'actions annuel.

### *5.5.1. La crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19*

La crise sanitaire qui a débuté en février 2020, a induit de nombreuses modifications et adaptations dans l'activité Santé et Sécurité au travail ; nous les décrivons ci-après :

- Un référent Covid-19 a été désigné, pour référencer et analyser en lien avec le service RH les différents décrets et protocoles sanitaires, afin de les décliner au sein de notre organisation, et intervenir en appui des équipes pour l'application des textes et consignes et la mise en place de protocole sanitaire.
- Un guide de consignes sanitaires a été élaboré et mis à disposition de l'ensemble du personnel. Il est par ailleurs remis à tout nouvel arrivant dont des stagiaires, CDD…3 versions ont été diffusées sur 2020, suivant les évolutions des protocoles nationaux. Il décline les gestes barrières et autres consignes selon les activités de T2C, comprenant les protocoles spécifiques pour les réfectoires et autres lieux communs (port du masque, mise à disposition de gel et lingettes, sens de circulation, jauges des salles de réunion/repos/réfectoires, utilisation des réfectoires et coin-pause, sens de circulation, bureaux individuels/partagés, ateliers, activités externes, vestiaires, utilisation des VL…)
- Des notes d'information ainsi que des campagnes d'affichage basées sur les documents nationaux et relayées sur une rubrique COVID-19 de notre Intranet IRIS, ont été déployées s'agissant des gestes barrières, des mesures d'organisation, des procédures de cas-contact/cas positif...
- En appui des services techniques, mise en place d'un protocole de désinfection de la flotte de véhicules, ainsi que des espaces communs et bureaux partagés.
- Une procédure de prise en charge du personnel dans le cas d'une suspicion de contamination à la Covid-19 a été élaborée et déclinée en fiches réflexes diffusées et publiées sur notre Intranet. Elle décrit la marche à suivre en fonction des différentes situations et activités que l'on connait à T2C : personne présentant des symptômes, cas contact, au bureau, à l'atelier, sur le réseau…

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- Le document unique a été adapté prenant en compte ce nouveau risque professionnel lié à la contamination et décrivant les moyens collectifs et individuels mis en place pour le maîtriser.
- Une annexe Covid-19 pour les plans de prévention a été créée, listant les exigences demandées dans ce contexte sanitaire.
- Une information régulière a été portée par la Direction générale et les Ressources humaines auprès de la CSSCT et du CSE.

### *5.5.2. Les formations sécurité réglementaires*

Tout nouveau salarié suit une séance de formation à la sécurité, que ce soit sur les sites de T2C ou sur le réseau. On lui remet alors un livret QSE rappelant les consignes de sécurité. Le contenu de la séance est adapté selon l'activité (activité de maintenance dans les ateliers, activité administrative).
Un formateur Santé-Sécurité interne est habilité à dispenser les formations sécurité obligatoires, qu'elles soient initiales ou de recyclage. Les activités concernées par les formations réglementaires dispensées en interne concernent les chariots élévateurs, les ponts roulants, les plateformes élévatrices, les balayeuses, les engins de déneigement, le travail et le secours en hauteur. Les habilitations électriques, quant à elles, sont dispensées par un organisme externe.
Sur 2020, nous avons organisé 73 sessions de formation internes pour plus de 160 personnes à former ou à recycler.
Nous avons par ailleurs environ 90 personnes formées sauveteurs secouristes du travail (SST), réparties sur l'ensemble de nos trois sites. Ces personnes sont recyclées une fois par an, par le formateur interne de l'EPIC T2C.

### *5.5.3. Les actions de sensibilisation*

Il a été réalisé 6 causeries **sécurité** sur l'ensemble des sites touchant environ 16 personnes, et portant sur la thématique des risques professionnels évalués par activité et portés dans la DU.

Ces sessions de sensibilisation, qui s'adressent en priorité aux équipes exposées, permettent habituellement d'aborder :

- Le risque, les questions de sécurité et de santé
- Les résultats des enquêtes réalisées suite à un accident, en mettant en lumière les causes qui l'ont provoqué ainsi que les mesures de prévention/protection qui en découlent
- L'utilisation des **équipements de protection**
- L'utilisation des outils de travail

En raison du contexte sanitaire, nous avons limité les causeries sécurité.

Par ailleurs outre les campagnes d'affichages liées à la Covid-19, nous avons effectué une campagne d'affichage sur les risques électriques, et animer une campagne de sensibilisation.

### *5.5.4. Les accidents du travail*

Conçu avec le service RH, un document dénommé « Recueil de faits » permet de recueillir les éléments de contexte des accidents du travail. Sur la base de ce document, il peut être décidé de mener une analyse de

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

l'accident, construite avec l'outil méthodologique qu'est l'arbre des causes. Cette analyse réalisée conjointement avec la CSSCT permet d'identifier les facteurs déclencheurs, et de prendre des mesures correctives, voire amélioratives. En général, un plan d'actions est établi, avec un flash sécurité qui permet de communiquer et de sensibiliser les équipes autour de l'accident.
Sur 2020, nous avons réalisé 7 analyses d'accident du travail, qui ont conduit à des plans d'action et/ou des flashs sécurité, rappelant les consignes de sécurité.

Nous avons mis en place en 2020, un local de premier secours sur l'atelier de Pardieu afin de traiter les accidents bénins, non caractérisés comme des accidents du travail. Ce local répond aux critères requis (présence de l'armoire à pharmacie, d'un lit, d'un point d'eau, d'électricité, accès d'un brancard, accès pour les secours). Il a été validé par la CARSAT et la médecine du travail. Suite à quoi, la CARSAT nous a transmis un registre que nous complétons afin de référencer ces accidents bénins. Ce registre est à la disposition des services de santé, CARSAT et Inspection du travail.

### *5.5.5. Les analyses au poste de travail*

Dans le cadre du plan d'actions annuel, ou à la demande de la CSSCT, ou dans la suite d'accidents AT, il est procédé à des analyses de poste de travail, sous l'angle de la sécurité : analyse de l'environnement de travail (bruit, …), des outillages utilisés, des postures, des équipements de protection individuelle ou collective… Les tâches de la mission analysées sont décomposées en une série d'étapes afin d'identifier les risques éventuels. Un plan d'actions est alors établi permettant de prendre des mesures préventives.

### *5.5.6. Lutte contre l'incendie*

S'agissant des moyens de lutte contre l'incendie, une visite annuelle des installations concourant à lutter contre l'incendie est réalisée par le responsable et le formateur SST. Elle consiste à vérifier la présence et l'accessibilité des dispositifs comme les extincteurs, les RIA (robinet d'incendie armé), les blocs autonomes d'éclairage de secours …
Par ailleurs nous avons formé environ 45 équipiers d'évacuation ou équipiers incendie (formés à l'utilisation des extincteurs), basé sur le volontariat. Tout nouveau salarié, lors de sa formation sécurité, apprend par ailleurs à utiliser un extincteur. Ces personnes sont recyclées une fois par an, par le formateur interne de T2C.
Enfin, il est réalisé une fois par an des exercices d'évacuation sur l'ensemble de nos sites pour tester l'efficacité des procédures en place.

### *5.5.7. Plans de prévention*

Il est établi systématiquement des **plans de prévention** avec l'ensemble des entreprises extérieures intervenant sur les sites de l'EPIC T2C et si besoin des **protocoles de sécurité** avec les transporteurs. Cette démarche obligatoire a pour objet de prévenir les risques liés à la co-activité dus aux interférences entre les activités, les installations et les matériels des différentes équipes présentes sur un même lieu de travail.
Sur 2019 nous avons établi une quarantaine de plans de prévention.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### *5.5.8. Des partenariats*

Des partenariats ont été établis par le service RH, avec certains organismes extérieurs afin de faire appel à des spécialistes dans des domaines précis, où peut intervenir le responsable SST :

- EIPAS pour la gestion des risques psychosociaux (RPS)
- ANPAA pour la prévention des addictions.

## 5.6. Maintenance et évolution du système d'information de la Régie T2C

### *5.6.1. Rappel du périmètre du système d'information*

Le système d'information est composé des éléments suivants :

- 400 postes de travail
- 535 tablettes tactiles
- 200 serveurs
- Plus de 100 éléments actifs composant le cœur du réseau informatique
- 1 plateforme de virtualisation
- 1 plateforme de stockage sécurisé des données
- 2 autocoms téléphoniques
- Plusieurs éléments garantissant la sécurité informatique (2 firewalls et une plateforme antispam pour protéger la messagerie d'entreprise)

### *5.6.2. Maintenance du système d'information*

La maintenance du système d'information regroupe un grand nombre de missions. Parmi les principales, nous retrouvons au quotidien :

- Assistance aux utilisateurs
- Gestion des anomalies, des incidents et des pannes sur l'intégralité du système d'information
- Gestion des comptes utilisateurs, des accès aux données et des connexions aux réseaux
- Mise en place des configurations appropriées
- Mise en place des protections et systèmes de sécurité nécessaires
- Déploiement des mises à jour des systèmes et des correctifs de sécurité

### *5.6.3. Traitement de l'obsolescence du système d'information*

La prise en compte et l'anticipation de l'obsolescence informatique sont réalisées au travers et dans le cadre d'un schéma directeur informatique à 7 ans.

Parmi les actions de traitement d'obsolescence réalisées en 2020, nous pouvons retrouver :

- **Traitement de l'obsolescence de la plateforme de virtualisation**
  L'intégralité des applications de T2C (logiciels métiers liés à l'exploitation, billettique, bases de données, messagerie, GMAO, etc.) est installée sur une plateforme de virtualisation VMware qui ne

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

pouvait plus être mise à jour car incompatible avec les versions actuelles du logiciel VMware. Cette plateforme est composée de 8 serveurs physiques.
L'évolution réalisée a ainsi permis de traiter l'obsolescence d'une partie des serveurs, de maintenir la haute disponibilité matérielle et applicative, mais aussi de garantir des performances aux utilisateurs et d'anticiper le fonctionnement correct des futurs logiciels professionnels.

- **Traitement de l'obsolescence des firewalls**
  Une partie de la sécurité du réseau informatique est assurée par des firewalls. Le rôle de ces équipements est de protéger les liaisons Internet en analysant et filtrant toutes les données entrantes et sortantes. Ils permettent aussi, en parallèle, une seconde analyse antivirale ainsi qu'un contrôle des accès avec une authentification par mot de passe. Ce sont eux, enfin, qui permettent les connexions entre les différents sites de T2C, les accès externes de télémaintenance pour les industriels ou bien encore la connexion des agents en position de télétravail.
  Ce projet a permis à la fois de traiter l'obsolescence de l'ancien matériel, d'augmenter la vitesse de commutation sur le cœur de réseau bureautique et de redonder le matériel pour une meilleure disponibilité du système d'information.

- **Traitement de l'obsolescence du pack Office**
  Ce projet a permis de traiter l'obsolescence d'Office 2007 n'était plus supporté par Microsoft depuis Janvier 2018, et qui est incompatible avec la nouvelle version d'Exchange qui a aussi été déployée en 2020. A noter que dans un objectif de réduction des coûts de migration, les licences ont été acquises d'occasion comme le permet désormais la jurisprudence européenne. Cette nouvelle version a ainsi permis de disposer d'un logiciel sous support Microsoft (correction des failles de sécurité et des bugs), mais aussi de pouvoir ouvrir les documents Word & Excel sans problèmes de compatibilité.

- **Traitement de l'obsolescence du serveur de messagerie**
  Ce projet a permis de traiter l'obsolescence du système de messagerie Exchange 2010 plus supporté par Microsoft depuis janvier 2020. A noter que dans un objectif de réduction des coûts de migration, les licences ont été acquises d'occasion comme le permet désormais la jurisprudence européenne. En parallèle, la nouvelle version installée a aussi permis entre autres choses :
  - de mettre à disposition à l'ensemble des salariés une boite mail (agents et conducteurs),
  - de mettre en place la haute disponibilité de la messagerie et des données par redondance, des serveurs entre nos 2 dépôts,
  - d'augmenter la capacité de traitement des serveurs de messagerie,
  - de réduire la durée de défragmentation de la messagerie.

### *5.6.4. Evolution du système d'information*

La mission du service informatique implique également de répondre aux demandes spécifiques et de s'adapter en permanence aux évolutions et besoins de la Régie T2C.

Parmi les principaux projets informatiques structurants démarrés, menés ou développés en interne en 2020, nous pouvons citer :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- **Déploiement du télétravail**

  Ce projet a permis de mettre en place une plateforme technique et fonctionnelle permettant le passage en télétravail d'une partie des salariés T2C. La mise en place technique a été réalisée mi-mars, suite au confinement généralisé lié à l'épidémie de Covid19. Au plus fort de la période de télétravail, l'infrastructure a supporté une charge continue de plus de 50 personnes simultanées. Les principales actions menées ont été les suivantes :
  - déploiement de l'infrastructure de télétravail,
  - ouverture des droits d'accès sur les comptes utilisateurs,
  - déploiement d'une solution de visioconférence,
  - déploiement d'une solution permettant les conférences téléphoniques à plusieurs,
  - adaptation de la capacité de la bande passante.

- **Redondance des contrôleurs de domaines**

  Ce projet a permis d'augmenter le niveau de résilience des contrôleurs de domaines. Ces serveurs permettent l'identification et l'authentification des ordinateurs et serveurs de l'entreprise, au travers de l'annuaire centralisé Active Directory. Le nombre de contrôleurs d'authentification a été porté à 4 (2 virtuels et 2 physiques répartis entre les 2 dépôts). Cette architecture permet ainsi de palier les différentes pannes possibles, de la coupure réseau ou du RMS, en passant par le crash d'un serveur.

- **Cœur de réseau bureautique en 10 Gbs**

  Ce projet a permis, au travers de la mise en place de multiplexeurs fibres optiques, d'optimiser le transit des flux réseaux bureautiques en s'affranchissant du réseau multi-services (RMS). Cette nouvelle infrastructure a ainsi permis les améliorations suivantes :
  - séparer physiquement les flux de données (virtualisation, stockage, sauvegarde & vidéo),
  - décharger le RMS en termes de transit de données,
  - améliorer les temps d'accès aux données,
  - migrer le réseau de stockage sur un réseau dédié plus performant,
  - réduire les temps de sauvegarde,
  - améliorer significativement les performances d'écriture et des latences serveurs,
  - réduire le temps de basculement des machines en cas de crash de la plateforme de virtualisation.

- **Caméras piétons**

  Ce projet a permis de déployer l'infrastructure technique et le matériel lié à la mise en place des caméras piétons pour les agents de contrôle des titres de transport de voyageurs et le personnel assermenté et agréé en intervention sur le réseau T2C. Les objectifs principaux de ce déploiement sont les suivants :
  - prévenir les incidents au cours des interventions,
  - constater les infractions et collecter les preuves nécessaires à la poursuite des auteurs,
  - dissuader les auteurs de provocations, d'outrage ou atteintes physiques.

  *Nota : le décret autorisant l'utilisation des caméras piétons devait initialement être publié courant d'année 2020, il se sera finalement au deuxième trimestre 2021.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- **Logiciel de suivi du Taux de charge MR**

  Ce projet a permis de mettre à disposition des équipes MR tram un outil d'aide permettant de déterminer le niveau de charge prévisionnelle de l'atelier en compilant les diverses tâches à réaliser issues du plan de maintenance et des actions connues au regard du planning atelier, et d'ainsi pouvoir anticiper les pics d'activité et les actions à mener pour effectuer un lissage de charge. Ce logiciel développé en interne prend en compte entre autres choses :
  - planning & congés des agents,
  - bandages & patins,
  - gammes de maintenance,
  - maintenance supplémentaire et actions programmées,
  - maintenance curative.

- **Dématérialisation des documents d'exploitation pour les agents de conduite**

  Ce projet a permis la dématérialisation des documents d'exploitation dans le but d'en simplifier leur conception, de les rendre accessible depuis n'importe où (prise de service ou tablettes tactiles), de les lier directement au planning des conducteurs, et d'améliorer les connaissances terrain pour répondre au mieux aux question des clients. Ce logiciel développé en interne permet entre autres choses la consultation des documents suivants :
  - tableaux de services,
  - plans de lignes,
  - notes de déviations,
  - documents de prise et fin de service,
  - grilles de roulements,
  - notes de service.

- **Ecrans d'information conducteurs**

  Ce projet a permis une diffusion dynamique et temps réel de l'information liée à l'exploitation dans les prises de service, à destination des conducteurs, et ce au travers de 2 écrans géants et d'un outil de pilotage centralisé. Ce logiciel développé en interne permet entre autres choses :
  - d'afficher des messages, des rappels ou des vidéos d'information,
  - d'afficher l'état du réseau par ligne en temps réel (déviations, arrêts reportés ou non desservis),
  - de programmer à l'avance les messages,
  - de piloter de manière indépendante l'information diffusée sur Pardieu et Champratel.

- **Refonte des signalements et demandes d'interventions**

  Ce projet a permis de simplifier et de refondre globalement le système de gestion des signalements et des demandes d'interventions (véhicules, arrêts, éléments de voirie ou de plateforme tramway, etc.). Les logiciels, développés en interne, permettent aux contrôleurs qualité et aux conducteurs de créer des signalements à l'aide de leur tablette tactile en y intégrant des photos si cela est nécessaire. Tous les signalements sont ensuite centralisés dans le logiciel de gestion de maintenance GMAO de T2C, et les demandes d'interventions automatiquement envoyées aux différentes équipes pour prise en compte et traitement.

- **Projet Nouvelle Billettique**

  Concernant ce projet, l'année 2020 a été marquée d'une part par le déploiement du nouveau matériel au sein de l'infrastructure informatique, et d'autre part par la rédaction et la validation des différentes spécifications techniques et fonctionnelles du nouveau système billettique.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- **RGPD**
  Concernant ce projet, l'année 2020 a été l'occasion de franchir plusieurs étapes importantes :
  - analyse et attribution du marché public pour le nouveau DPO mutualisé,
  - nomination de DPO Consulting auprès de la CNIL en tant que DPO externe mutualisé SMTC et T2C,
  - finalisation des 190 fiches de traitements par l'ensemble des référents,
  - tenue des ateliers de travail avec DPO Consulting,
  - production de la cartographie logicielle,
  - production du bilan zéro par DPO Consulting.

### 5.7. Commande Publique

Le Pôle Commande Publique (PCP) a traité 46 procédures d'adjudication :

- 34 en procédures adaptées (inférieures aux seuils),
- 7 en procédures formalisées (supérieures aux seuils),
- 5 procédures négociées sans publicités.

A cette occasion, le PCP a reçu et traité 142 offres dématérialisées. La Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) s'est réunie 6 fois.

L'année 2020 a été marquée par plusieurs évolutions et dossiers :

- Des perturbations dans l'exécution des marchés publics du fait de la crise sanitaire entraînant dans certain cas la suspension des prestations,
- La conclusion des marchés d'assurances de l'activité de la régie et de la mutuelle des salariés,
- La passation de marchés publics pour le compte du SMTC dans le cadre du mandat, notamment les négociations du marché « mi-vie ».

### 5.8. Gestion des investissements et des immobilisations

Le processus investissement s'est considérablement étoffé avec la possibilité donnée à la Régie de réaliser des investissements s'inscrivant dans le cadre de l'inventaire B et financés par une subvention d'équipement du SMTC de 1 000 000 € portée à 1 400 000 € pour 2020.

La gestion des investissements inclut le suivi de la subvention d'investissement. La synthèse de ce suivi est présentée au chapitre 6.2.

Le bilan au 31 décembre 2020 des immobilisations mises à disposition de T2C par le SMTC mais également celles acquises directement par T2C (inventaire B) est disponible en annexe 17.

***Références chapitre 5 - L'ORGANISATION ET LA GESTION DE LA REGIE :***
***Annexe 14a/b/c/d : éléments de Bilan Social***
***Annexe 15 : organigramme***
***Annexe 17 : immobilisations***

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 6. LES DONNEES FINANCIERES

## 6.1. Recettes commerciales

La recette commerciale 2020 s'établit à 8 884 830 € soit une chute de -35,5% par rapport à 2019 (-4,9 M€) et de -40,3% par rapport à l'objectif initial (-6 M€).
Ces éléments permettent de mesurer les fortes incidences de la crise sanitaire sur les recettes commerciales, auxquelles s'ajoutent les écarts liés aux mouvements sociaux de début d'année puisqu'à fin février, il était observé un retard sur la prévision de -246 K€.
A noter également, pour rappel, que les clients ont bénéficié d'un accès gratuit aux bus et aux tram durant la période du premier confinement à partir du 1er avril, dispositif prolongé jusqu'au 30 juin 2020. En parallèle, le SMTC a décidé d'octroyer un geste commercial aux abonnés ayant déjà acquis un abonnement pour voyager sur la période.

| Recettes | 2019 | Objectif 2020 | 2020 | 2020 vs Obj. 2020 Ecart | 2020 vs Obj. 2020 % écart | 2020 vs 2019 Ecart | 2020 vs 2019 % écart | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Abonnés mensuels | 3 647 256 | 3 661 919 | 2 066 345 | -1 595 574 | -43,6% | -1 419 635 | -40,7% | 45,2% | 37,4% |
| Abonnés annuels | 4 430 684 | 4 826 772 | 3 459 335 | -1 367 437 | -28,3% | -807 868 | -18,9% | 54,8% | 62,6% |
| **Clients abonnés** | **8 077 939** | **8 488 691** | **5 525 680** | **-2 963 012** | **-34,9%** | **-2 227 503** | **-28,7%** | **100,0%** | **100,0%** |
| Tickets unités | 2 382 926 | 2 435 853 | 1 270 372 | -1 165 480 | -47,8% | -1 102 109 | -46,5% | 39,9% | 40,1% |
| Carnets de 10 tickets | 3 283 031 | 3 405 865 | 1 732 398 | -1 673 467 | -49,1% | -1 392 191 | -44,6% | 55,0% | 54,7% |
| Autres titres occasionnels | 301 788 | 270 465 | 161 778 | -108 687 | -40,2% | -124 967 | -43,6% | 5,1% | 5,1% |
| **Clients occasionnels** | **5 967 745** | **6 112 183** | **3 164 548** | **-2 947 635** | **-48,2%** | **-2 619 266** | **-45,3%** | **100,0%** | **100,0%** |
| Produits annexes nets | 260 981 | 269 534 | 194 602 | -74 932 | -27,8% | -45 024 | -18,8% | | |
| **Total régie de recettes** | **14 306 666** | **14 870 408** | **8 884 830** | **-5 985 578** | **-40,3%** | **-4 891 793** | **-35,5%** | | |

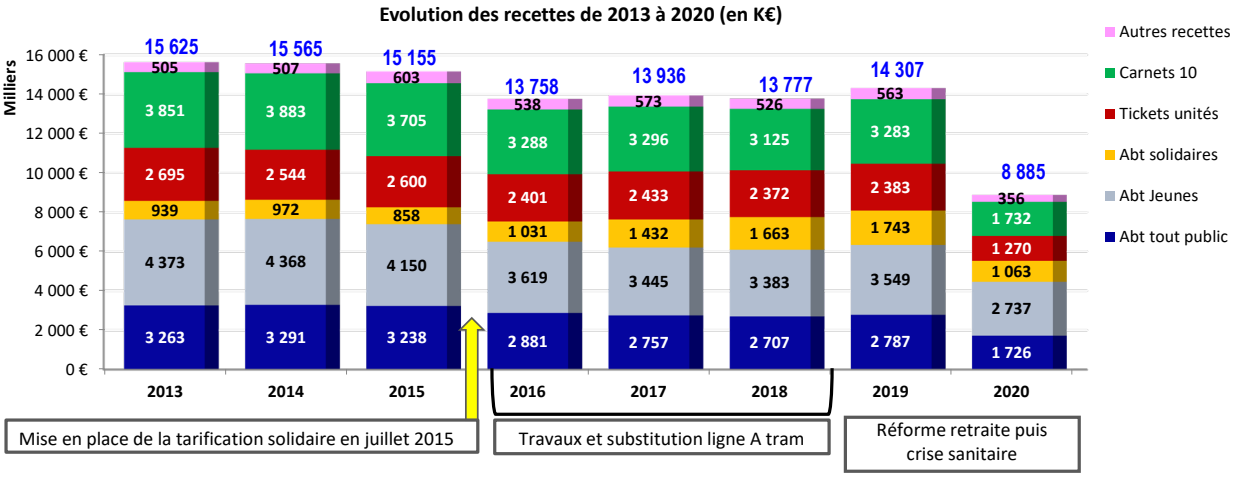
En toute logique, les premiers postes de vente victimes de la crise sanitaire sont les recettes issues des clients occasionnels. La part des recettes de titres occasionnels passe ainsi de 41,7% en 2019 à 36,2% en 2020. La perte commerciale en recettes des titres occasionnels par rapport à l'objectif 2020 représente toutefois 50% de la perte globale, soit une « contribution » nettement supérieure à leur poids dans les recettes globales

| Recettes | 2019 | Objectif 2020 | 2020 | 2020 vs Obj. 2020 Ecart | 2020 vs Obj. 2020 % écart | 2020 vs 2019 Ecart | 2020 vs 2019 % écart | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Clients abonnés | 8 077 939 | 8 488 691 | 5 525 680 | -2 963 012 | -34,9% | -2 227 503 | -28,7% | 56,5% | 62,2% |
| Clients occasionnels | 5 967 745 | 6 112 183 | 3 164 548 | -2 947 635 | -48,2% | -2 619 266 | -45,3% | 41,7% | 35,6% |
| Produits annexes nets | 260 981 | 269 534 | 194 602 | -74 932 | -27,8% | -45 024 | -18,8% | 1,8% | 2,2% |
| **Total régie de recettes** | **14 306 666** | **14 870 408** | **8 884 830** | **-5 985 578** | **-40,3%** | **-4 891 793** | **-35,5%** | **100,0%** | **100,0%** |

| Recettes abonnés par segment de clientèle | 2019 | Objectif 2020 | 2020 | 2020 vs Obj. 2020 Ecart | 2020 vs Obj. 2020 % écart | 2020 vs 2019 Ecart | 2020 vs 2019 % écart | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Scolaires et jeunes | 3 548 601 | 3 893 782 | 2 736 963 | -1 156 818 | -29,7% | -645 791 | -19,1% | 43,9% | 49,5% |
| Tous publics | 2 786 679 | 2 872 150 | 1 725 746 | -1 146 404 | -39,9% | -981 530 | -36,3% | 34,5% | 31,2% |
| Solidaires | 1 742 660 | 1 722 759 | 1 062 970 | -659 789 | -38,3% | -600 183 | -36,1% | 21,6% | 19,2% |
| **Total recettes abonnés** | **8 077 939** | **8 488 691** | **5 525 680** | **-2 963 012** | **-34,9%** | **-2 227 503** | **-28,7%** | **100,0%** | **100,0%** |

De manière similaire, on peut observer que les recettes d'abonnement sont très majoritairement constituées de recettes d'abonnements annuels (62,6% en 2020 contre 54,8% en 2019), l'arbitrage de la clientèle pouvant plus facilement se réaliser sur des abonnements mensuels.
La modification de la structure des ventes sur cette année exceptionnelle, se constate également sur les segments de clientèle puisque nos abonnés scolaires et jeunes au profil plus dépendant des transports en commun représentent en 2020 près de la moitié des ventes contre 44% en 2019.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




## 6.2. Compte administratif 2020

Le compte administratif 2020 présente un solde positif de 3 607 530,48 € intégrant les titres et mandats émis, les restes à réaliser 2020 et le report de l'année 2019.

Le résultat net de l'exercice hors restes à réaliser 2020 et hors reports 2019 présente un excédent de +947 984,34€ dont un excédent de +841 560,50 € pour la section de fonctionnement et de +106 423,84 € pour la section d'investissement.

| Exécution du budget | Mandats émis | Titres émis | Solde d'exécution |
|---|---|---|---|
| Section exploitation | 77 463 832,30 | 78 305 392,80 | 841 560,50 |
| Section investissement | 1 557 310,84 | 1 663 734,68 | 106 423,84 |
| **TOTAL** | **79 021 143,14** | **79 969 127,48** | **947 984,34** |

| Report de l'exercice précédent | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|
| Section exploitation (002) | 0,00 | 2 521 824,98 |
| Section investissement (001) | 0,00 | 886 970,93 |
| **TOTAL** | **0,00** | **3 408 795,91** |

| Réalisations de l'exercice (réalisati | Mandats émis | Titres émis | Solde d'exécution |
|---|---|---|---|
| Section exploitation | 77 463 832,30 | 80 827 217,78 | 3 363 385,48 |
| Section investissement | 1 557 310,84 | 2 550 705,61 | 993 394,77 |
| **TOTAL (réalisations + reports)** | **79 021 143,14** | **83 377 923,39** | **4 356 780,25** |

| Restes à réaliser de l'exercice | Dépenses | Recettes | Solde avec restes à réaliser |
|---|---|---|---|
| Section exploitation | 2 135,69 | 0,00 | 3 361 249,79 |
| Section investissement | 747 114,08 | 0,00 | 246 280,69 |
| **TOTAL** | **749 249,77** | **0,00** | **3 607 530,48** |

| Exécution du budget 2020 | Mandats émis | Titres émis | Reports 2019 | Solde d'exécution |
|---|---|---|---|---|
| Section exploitation | 77 463 832,30 | 78 305 392,80 | 2 521 824,98 | 3 363 385,48 |
| Section investissement | 1 557 310,84 | 1 663 734,68 | 886 970,93 | 993 394,77 |
| **TOTAL** | **79 021 143,14** | **79 969 127,48** | **3 408 795,91** | **4 356 780,25** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Le taux d'exécution budgétaire exprime le rapport des dépenses (hors résultat) et recettes réalisées sur les dépenses et recettes budgétées.

| Taux d'exécution budgétaire | Prévisions budgétaires | Réalisations | Taux d'exécution |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | | | |
| Section de fonctionnement | 78 705 777,00 | 78 305 392,80 | 99,5% |
| Section d'investissement | 1 690 873,00 | 1 663 734,68 | 98,4% |
| **Total des sections** | **80 396 650,00** | **79 969 127,48** | **99,5%** |
| **Dépenses** | | | |
| Section de fonctionnement | 78 705 777,00 | 77 463 832,30 | 98,4% |
| Section d'investissement | 1 690 873,00 | 1 557 310,84 | 92,1% |
| **Total des sections** | **80 396 650,00** | **79 021 143,14** | **98,3%** |
| **Total recettes + dépenses** | | | |
| Section de fonctionnement | 157 411 554,00 | 155 769 225,10 | 99,0% |
| Section d'investissement | 3 381 746,00 | 3 221 045,52 | 95,2% |
| **Total des sections** | **160 793 300,00** | **158 990 270,62** | **98,9%** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dépenses d'investissement reste à réaliser inclus | 2 577 843,93 | 2 304 424,92 | 89,4% |

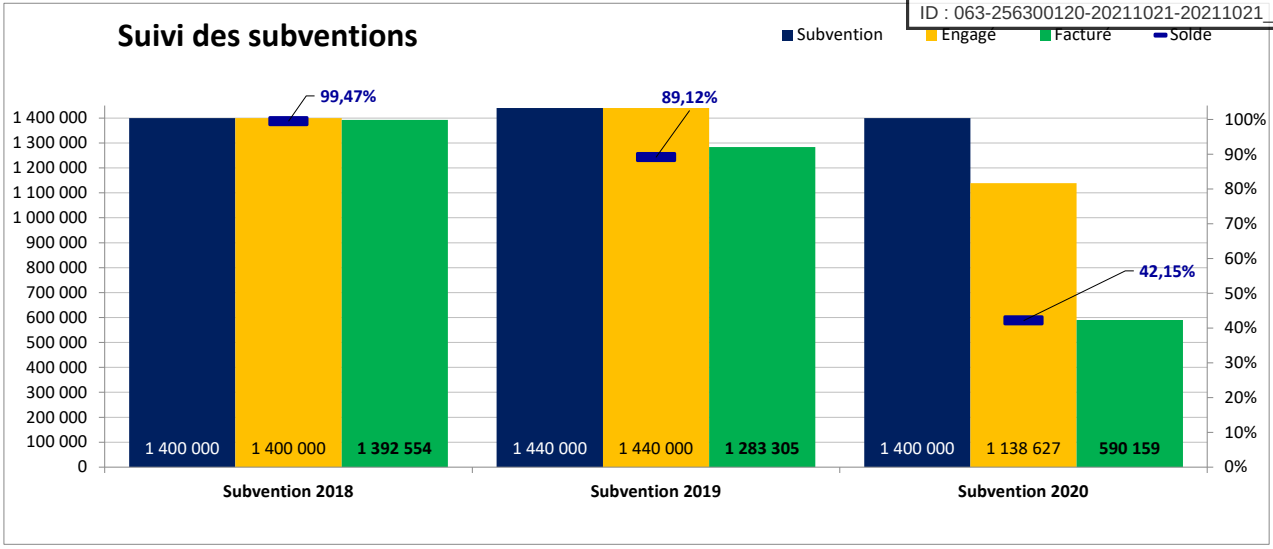
Le taux d'exécution budgétaire s'établit à 98,9% pour l'année 2020 soit un niveau identique à celui de l'année 2018. Comme pour l'an dernier, on peut souligner le résultat sur la section d'investissement. Pour rappel, le SMTC met à disposition de T2C sous forme de subvention d'équipement une enveloppe de 1 000 000 € par an complété de 400 000 € les trois premières années du CSP (rattrapage des opérations non engagées de 2015 à 2017) afin de procéder à des investissements de premier ordre (matériels, mobiliers, machines-outils, équipements industriels, aménagements). Sur cette enveloppe de 1 400 K€ inscrite en recettes et en dépenses au budget primitif, 590 K€ ont été mandatés en 2020 soit 42% de la subvention et 548 K€ ont été engagés et inscrits en reste à réaliser soit 39 % ce qui représente un total cumulé mandatés + engagés de 1 138 K€ soit 81% de la subvention.

On peut observer que la structure des soldes de gestion est similaire à celle de l'an dernier avec une valeur ajoutée de près de 76% du chiffre d'affaires de l'établissement soit le niveau nécessaire pour que l'excédent brut d'exploitation soit proche de l'équilibre. On rappellera que les autres produits d'exploitation qui s'élèvent à un niveau de l'ordre de 700 K€ sont constitués pour une large part des remboursements des assurances suite à sinistre et des remboursements des douanes relatifs à la détaxation TICPE énergie.
Sur 2020, le résultat d'exploitation est inférieur à celui de 2019. En outre, il faut rappeler que l'impact du second confinement n'est ici pas pris en compte, ce qui aurait conduit, hors impact révision supplémentaire, à un résultat d'exploitation proche de 0.

Pour ce qui concerne la section d'investissement, le résultat de l'exercice s'établit à +106 423,84 € hors reports de l'année 2019.

La subvention d'investissement 2020 de 1 400 K€ a été engagée à hauteur de 81% avec 42% d'opérations d'ores et déjà réalisées et achevées sur l'exercice. Les subventions 2018 et 2019 sont complètement engagées, celle de 2018 étant pratiquement soldée en termes de facturation et celle de 2019 l'étant à près de 90%.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




Parmi les engagements principaux de l'exercice 2020, nous pouvons citer :

- Des opérations liées aux bâtiments et installations industrielles pour 723 K€ dont :
  - Le renouvellement des chaudières pour 50 K€, de onduleurs pour 40 K€ et de ponts à fûts pour 200 K€
  - Des travaux de mise en sécurité avec la consignation de voie de maintenance tramway pour 64 K€ et la couverture de la fosse de maintenance bus Champratel pour 48 K€
- La 2ème phase d'équipement des personnels d'exploitation en tablettes numériques pour 122 K€
- L'acquisition d'outillages et de machines outil pour un total de 116 K€
- L'acquisition de véhicules légers et utilitaires pour un total de 112 K€

## 6.3. Compte d'exploitation 2020

### *6.3.1. La prestation de service transport 2020 et le compte d'exploitation analytique 2020*

**➲ La prestation de service**

La prestation de service 2020 s'établit à 69 157 608 € soit un niveau de prestation 2020 de 69 200 000 € auquel est déduit le montant de la régularisation de la prestation 2019 après clôture 2019 de -42 392 €.

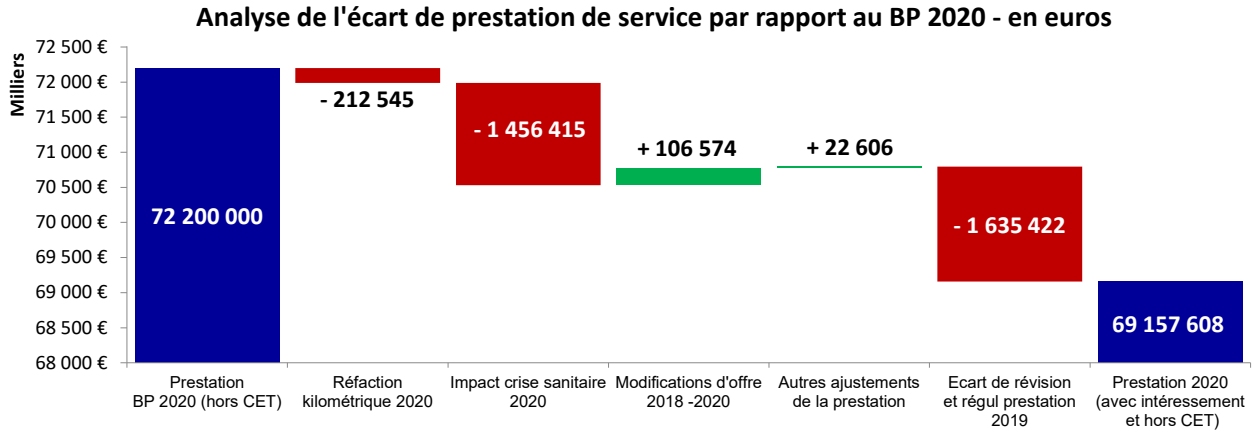
On observe, comme traduit dans la décision modificative n°1 et dans l'avenant n°1 au contrat de service public, que l'impact de la crise sanitaire représente un écart de recette de -3,1 M€ dont -1,5 M€ pour les conséquences du premier confinement et les dépenses supplémentaires sanitaires et -1,6 M€ pour l'impact défavorable de révision.

Ainsi, la prestation de service inclut les modifications contractuelles liées à l'offre et celles relatives aux ressources et contrats transférés. Elle inclut également les dispositions de l'avenant n°1 au contrat de service public prenant en compte les économies liées à la baisse de l'offre du premier confinement et les dépenses supplémentaires sanitaires nécessaires pour un impact financier global de -1 827 K€. Enfin, elle prend en compte l'impact défavorable de ce premier confinement sur la variation de dette repos et congés des agents pour un montant de +384 K€, valorisé selon les prix unitaires du bordereau n°2 du CSP.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Par contre, le calcul de la prestation de service 2020 ne tient pas compte de l'impact d'exploitation lié à la mise en place du 2ème confinement en novembre et les régularisations associées à l'avenant n°1 pour un total évalué à -566 K€.

Il faut également noter, comme évoqué précédemment, que le calcul de la prestation de service est lourdement affecté par une révision beaucoup moins favorable que prévu puisque la révision de l'année 2020 devrait s'établir à -0,18% contre une prévision de +2,0%. En termes financiers, c'est une baisse de recettes de 1 610 K€ pour la Régie T2C.




A noter que, compte tenu du contexte d'exploitation de l'année 2020, le SMTC et T2C ont décidé de neutraliser les termes de l'intéressement pour 2020.

### ➲ Le compte d'exploitation analytique et le résultat 2020

Comme présenté dans le tableau suivant, le niveau de charge nette de la Régie T2C s'établit pour 2020 à 68 316 047 € hors Contribution Economique Territoriale (CET). Le résultat comptable est donc un excédent qui s'établit à 841 560,50 €. La présentation de ce résultat exige une mise en perspective entre 2020 et 2021 car il faut rappeler que :

- Comme indiqué ci-dessus, l'impact du 2ème confinement n'est pas pris en compte dans la prestation de service 2020 (-566 K€ régularisé sur la prestation de service 2021)
- Le calcul de la prestation a été établi sur une base d'évolution d'indice 2020 (indice du coût du travail) plus favorable que celle finalement réalisée, suite à un correctif apporté par l'INSEE en toute fin d'année 2020 portant sur les résultats du 2ème trimestre 2020. L'impact sur la prestation de service 2021 est estimé à -510 K.

Il ressort de ces éléments affectant l'année 2020 que l'excédent de 842 K€ enregistré dans les comptes 2020 sera régularisé sur l'année 2021 à hauteur de -1 076 K€. En intégrant cette régularisation à venir le résultat 2020 se présente en déficit de -235 K€

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

| Compte d'exploitation : répartition par nature | 2019 | BP 2020 | 2020 | 2020 vs BP 2020 Ecart | 2020 vs BP 2020 % écart | 2020 vs 2019 Ecart | 2020 vs 2019 % écart | Avenant 1 | Avenant 2 | Avenant 1+2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges de personnel | 52 150 981 | 54 262 995 | **52 043 431** | -2 219 564 | -4,1% | -107 550 | -0,2% | **-1 915 931** | **-369 836** | **-2 285 767** |
| Carburants et énergie traction | 3 002 943 | 3 133 371 | **2 390 472** | -742 899 | -23,7% | -612 472 | -20,4% | **-399 693** | **-102 468** | **-502 161** |
| Maintenance matériel roulant | 2 679 909 | 2 577 843 | **2 951 504** | 373 661 | 14,5% | 271 596 | 10,1% | **423 299** | **-109 687** | **313 612** |
| Maint. instal. fixes, informatique et div | 1 751 339 | 1 773 184 | **1 575 960** | -197 224 | -11,1% | -175 378 | -10,0% | **99 340** | **-7 626** | **91 714** |
| Assurances | 1 438 301 | 1 619 623 | **1 485 035** | -134 588 | -8,3% | 46 734 | 3,2% | **0** | **0** | **0** |
| Affrètements | 5 392 091 | 5 645 846 | **4 853 656** | -792 190 | -14,0% | -538 435 | -10,0% | **-295 997** | **-23 956** | **-319 953** |
| Autres charges nettes de produits | 2 507 417 | 3 187 139 | **3 015 991** | -171 148 | -5,4% | 508 574 | 20,3% | **261 686** | **47 511** | **309 197** |
| Résultat | 1 005 028 | 0 | **841 561** | 841 561 | - | -163 468 | -16,3% | **-1 172 704** | | **-1 172 704** |
| **Prestation de service transport** | **69 928 009** | **72 200 000** | **69 157 608** | **-3 042 393** | **-4,2%** | **-770 402** | **-1,1%** | **-3 000 000** | **-566 062** | **-3 566 062** |
| **Charges nettes Régie T2C** | **68 922 981** | **72 200 000** | **68 316 047** | **-3 883 953** | **-5,4%** | **-606 934** | **-0,9%** | **-1 827 296** | **-566 062** | **-2 393 358** |
| **Charges nettes Régie T2C + CET** | **69 872 947** | **73 220 000** | **69 256 725** | **-3 963 275** | **-5,4%** | **-616 222** | **-0,9%** | **-1 827 296** | **-566 062** | **-2 393 358** |
| **Prestation de service transport + CET** | **70 877 975** | **73 220 000** | **70 098 286** | **-3 121 715** | **-4,3%** | **-779 690** | **-1,1%** | **-3 000 000** | **-566 062** | **-3 566 062** |

La lecture du compte d'exploitation analytique présenté ci-dessus met en évidence pour chaque poste la part des économies issues de la réduction d'offre (colonnes avenant 1 et avenant 2) soit près de -2 400 K€ au total et celles correspondant directement à des efforts budgétaires devant compenser la perte de recettes due à une révision beaucoup plus faible que prévue avec un impact de -1 172 K€.

En complément des postes analysés dans les chapitres suivants, sur cette vue d'ensemble, on peut ainsi signaler :

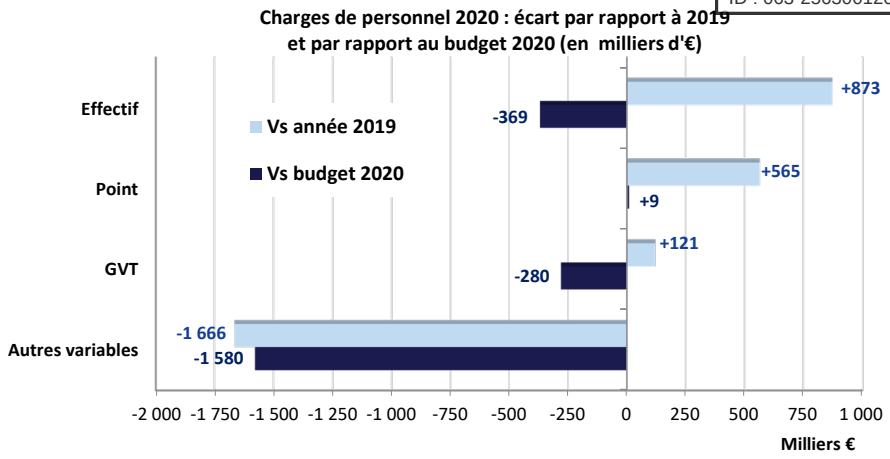
- Un effet tarif sur les carburants en complément de l'économie liée au volume d'activité en baisse.
- Un niveau de maintenance des installations fixes et bâtiments en baisse de 10% par rapport à 2019 indépendamment de la diminution de l'activité de production kilométrique.
- Un niveau de primes d'assurance plus faible que le budget de 8% mais en phase avec 2019.
- Un niveau de prestation affrètement en baisse de 10% par rapport à 2019.
- Sur le poste « autres charges nettes de produits », le niveau de charge est supérieur de 20% à celui de 2019 en raison de l'approvisionnement en produits sanitaires (de l'ordre de 330 K€) ; toutefois, ce poste reste inférieur à la prévision initiale 2020.

### *6.3.2. Les dépenses de personnel*

Les charges de personnel s'établissent en 2020 à un niveau similaire à celui de 2019 avec une nette diminution du coût unitaire salarial de -3,2% qui s'explique notamment par la mise en œuvre de l'activité partielle en lien avec les réductions d'offre de service.
L'écart avec le budget 2020 de -4,1% est en phase à 0,12% près avec l'impact de la crise sanitaire traduit dans les deux avenants.

| Charges de personnel | 2019 | BP 2020 | 2020 | 2020 vs Budget 2020 Ecart | 2020 vs Budget 2020 % écart | 2020 vs 2019 Ecart | 2020 vs 2019 % écart | Avenant 1 | Avenant 2 | Avenant 1+2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Charges de personnel** | **52 150 981** | **54 262 995** | **52 043 431** | **-2 219 564** | **-4,09%** | **-107 550** | **-0,21%** | **-1 915 931** | **-369 836** | **-2 285 767** |
| ***Effectif*** | | | | -368 961 | -0,68% | 873 169 | 1,67% | | | |
| ***Point*** | | | | 9 244 | 0,02% | 564 563 | 1,08% | | | |
| ***GVT*** | | | | -280 182 | -0,52% | 120 788 | 0,23% | | | |
| ***Primes et taux de charges sociales*** | | | | 483 725 | 0,89% | 906 769 | 1,74% | 318 712 | 118 475 | 437 188 |
| ***Autres variables (dont variation dette repos congés)*** | | | | -2 063 390 | -3,80% | -2 572 839 | -4,93% | -2 234 643 | -488 312 | -2 722 955 |
| **Coût unitaire salarial** | **62 070** | **63 088** | **60 922** | **-2 166** | **-3,43%** | **-2 040** | **-3,24%** | | | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




On trouvera ci-après une analyse des principaux paramètres constitutifs des dépenses de personnel.

### ➲ Effectif :

L'effectif moyen annuel équivalent temps plein de l'année 2020 s'établit à 854,26 en retrait de 5,85 ETP par rapport au budget (-0,68%) et en augmentation de 14 ETP par rapport à 2019 (+1,67%). Le détail des principales évolutions est le suivant :

- La mise en place de l'équipe nettoyage et du responsable remisage en fin d'année 2019 explique l'écart sur la catégorie des remiseurs pour 7,4 ETP par rapport à 2019 soit plus de la moitié de l'écart global entre les deux années.
- Effet année pleine du renforcement de la cellule maintenance mi-vie tramway et du pôle commercial (études réseau 2025) : +2 ETP
- Effet année pleine du renforcement de l'équipe du contrôle suite à la réorganisation des équipes fin 2019 entre intervention et contrôle : + 4,5 ETP

A noter que compte tenu de la crise sanitaire, les embauches prévues en exploitation ont été gelées ce qui explique l'écart par rapport au budget de -6 ETP sur la catégorie conduite et remisage.

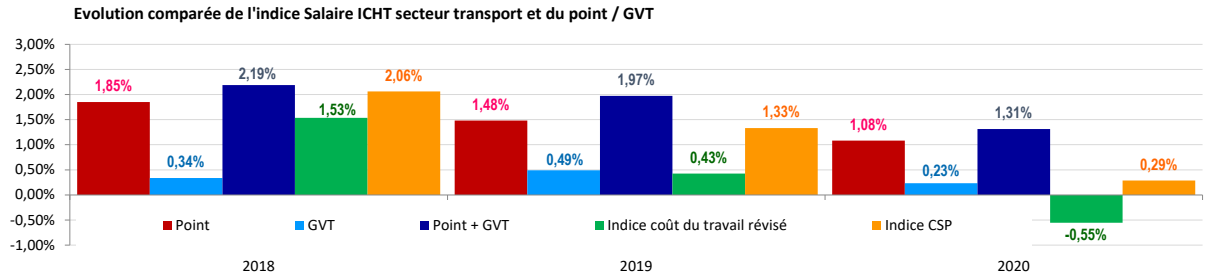
| Effectifs annuels moyens équivalent temps plein | 2019 | BP 2020 | 2020 | 2020 vs Budget 2020 | | 2020 vs 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Ecart | % écart | Ecart | % écart |
| Conducteurs | 491,23 | 495,17 | **488,77** | -6,40 | -1,29% | -2,45 | -0,50% |
| Remiseurs | 22,17 | 31,00 | **31,24** | 0,24 | 0,77% | 9,07 | 40,88% |
| Maîtrises exploitation | 79,58 | 81,26 | **81,93** | 0,68 | 0,83% | 2,35 | 2,95% |
| Employés exploitation | 43,81 | 47,07 | **46,53** | -0,54 | -1,14% | 2,72 | 6,22% |
| Opérateurs technique | 79,04 | 79,81 | **77,94** | -1,86 | -2,33% | -1,09 | -1,38% |
| Maîtrises technique | 33,25 | 36,00 | **36,35** | 0,35 | 0,98% | 3,10 | 9,33% |
| Employés administratif | 49,57 | 47,45 | **49,61** | 2,16 | 4,56% | 0,04 | 0,07% |
| Maîtrises administratif | 16,40 | 16,48 | **16,30** | -0,18 | -1,11% | -0,10 | -0,61% |
| Cadres et direction | 25,15 | 25,88 | **25,59** | -0,30 | -1,15% | 0,44 | 1,74% |
| **Effectif annuel moyen ETP** | **840,20** | **860,11** | **854,26** | **-5,85** | -0,68% | **14,07** | **1,67%** |
| **Effectif hors conduite et remisage** | **326,80** | **333,94** | **334,25** | **0,31** | 0,09% | **7,46** | **2,28%** |
| **Effectif conduite et remisage** | **513,40** | **526,17** | **520,01** | **-6,16** | -1,17% | **6,61** | **1,29%** |

### ➲ Point et GVT :

L'évolution en masse du point T2C affiche une progression de +1,08% par rapport à 2019 ce qui correspond à la prévision initiale 2020.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

L'évolution du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) est positive avec une hausse de +0,23% par rapport à 2019 soit un niveau en deçà de ce qui était attendu au budget (-0,5 points).
En synthèse, l'évolution combinée du point et du GVT s'établit à +1,31% ; elle se situe à 1 point au-dessus de celle de l'indice des salaires du contrat de service public tel qu'il est construit dans la formule de révision basé sur l'indice du coût du travail.




➲ **Autres éléments de rémunérations dont absentéisme et dette repos – congés :**

L'impact de la crise sanitaire joue pleinement sur ce poste avec la mise en place de l'activité partielle et du dispositif de garde d'enfant entre autres, amenant des minorations de salaires de l'ordre de -2 723 K€. Ces économies sont minorées à hauteur de +437 K€ par le complément de salaire versé aux salariés en activité partielle évitant ainsi toute perte de rémunération.
Au-delà des données constitutives des avenants, on peut noter que la situation de crise sanitaire a logiquement alimenté le niveau d'absentéisme et, par voie de conséquence, contribué à augmenter le solde de dette repos et congés alors que celui-ci était attendu en baisse, l'impact financier global étant estimé autour de +380 K€.

➲ **Charges sociales :**

Dernier point à souligner en lien avec la crise sanitaire et la mise en place de l'activité partielle, le taux de charges sociales 2020 ressort à un niveau plus élevé que prévu compte tenu du maintien de certaines cotisations patronales pour les salariés en activité partielle (notamment prévoyance). L'impact est assez fort puisqu'il représente un montant de 330 K€.

### *6.3.3. Les charges d'énergie du matériel roulant*

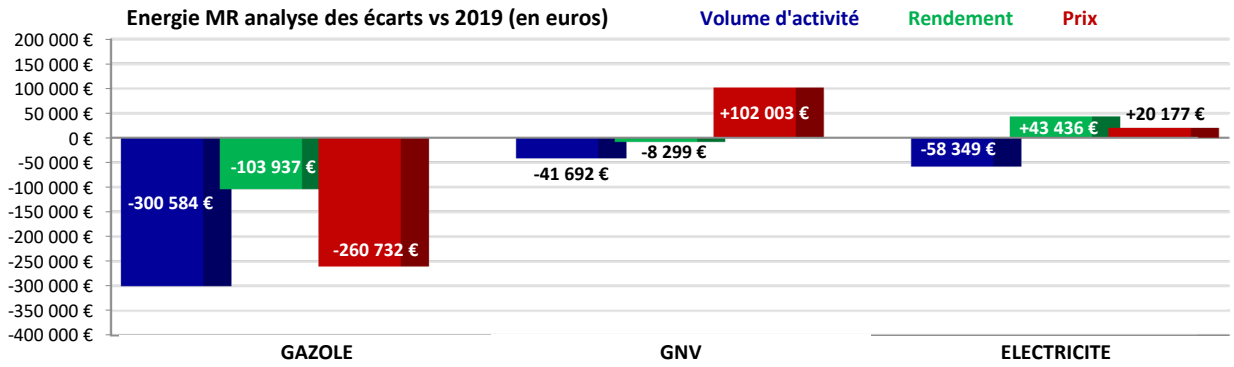
Les charges d'énergie du matériel roulant sont en baisse de -612 K€ par rapport à 2019 et de -743 K€ par rapport au budget 2020.

| Energie matériel roulant | 2019 | BP 2020 | 2020 | 2020 vs Budget 2020 | | 2020 vs 2019 | | Avenant 1 | Avenant 2 | Avenant 1+2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Ecart | % écart | Ecart | % écart | | | |
| Gazole | 1 931 828 | 1 890 786 | **1 266 575** | -624 211 | -33,0% | -665 253 | -34,4% | **-414 895** | **-71 873** | **-486 768** |
| GNV | 421 622 | 368 516 | **473 634** | 105 118 | 28,5% | 52 012 | 12,3% | **87 281** | **-14 614** | **72 667** |
| Electricité traction | 623 523 | 831 531 | **628 788** | -202 743 | -24,4% | 5 265 | 0,8% | **-72 079** | **-15 982** | **-88 061** |
| Divers | 25 970 | 42 538 | **21 475** | -21 063 | -49,5% | -4 495 | -17,3% | | | |
| **Total énergie** | **3 002 943** | **3 133 370** | **2 390 472** | **-742 899** | **-23,7%** | **-612 472** | **-20,4%** | **-399 693** | **-102 468** | **-502 161** |

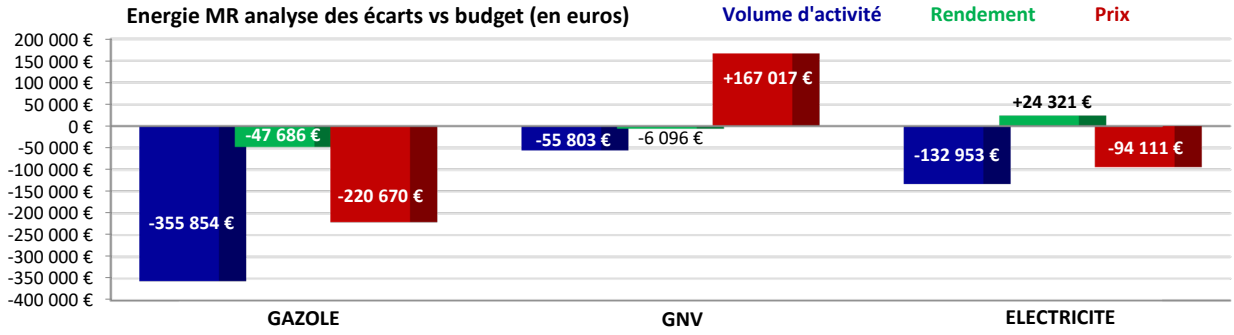
Par rapport à 2019, l'effet principal réside bien entendu dans la réduction du volume d'activité liée à la crise sanitaire qui représente un écart financier de -400 K€
La baisse du prix du gazole à partir du printemps 2020 a également contribué à diminuer le niveau de dépenses par rapport à 2019 même si celui-ci est compensé en partie (solde de -158 K€) par un prix moyen

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

du GNV plus élevé de l'ordre de 25% en lien avec l'intégration dans le prix de la taxe TICPE non exonérée. La présence d'une partie fixe sur l'électricité explique l'écart positif sur la partie prix entre les deux années.




Par rapport au budget, l'effet volume pour majeure partie lié à la crise sanitaire est évalué au global à -544 K€. La baisse du prix du gazole est compensée presque en totalité par le surcoût tarif sur le GNV alors que le tarif de l'électricité retenu au budget apparaît plus élevé que le prix réalisé malgré une activité plus faible.




### *6.3.4. Les charges de maintenance du matériel roulant*

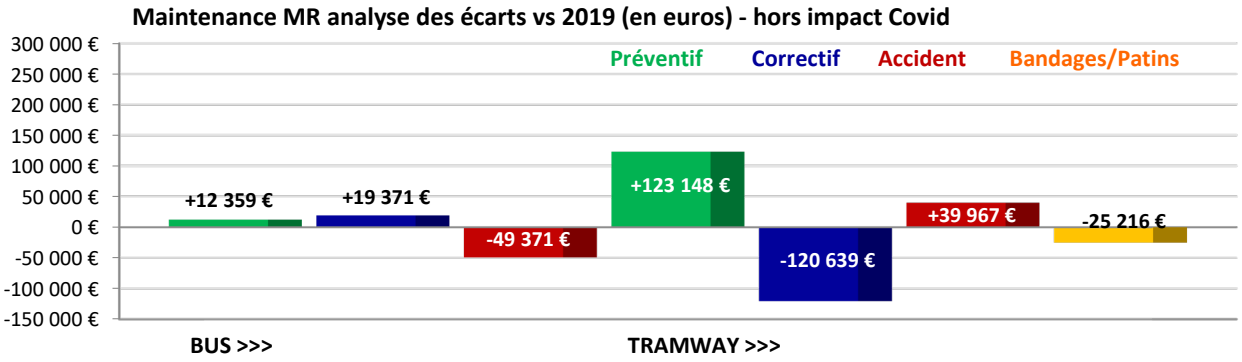
Les charges de maintenance matériel roulant sont en hausse de 465 K€ par rapport à 2019 et de 374 K€ par rapport au budget 2020. S'il est assez aisé d'expliquer cette hausse significative avec les prestations de désinfection des véhicules mises en place à partir du mois de mai 2020 dans le cadre du traitement préventif de la crise sanitaire (impact annuel de 534 K€), l'analyse détaillée du poste permet néanmoins de relever des évolutions marquantes pour cette année 2020.

| Maintenance matériel roulant | 2019 | BP 2020 | 2020 | 2020 vs Budget 2020 Ecart | 2020 vs Budget 2020 % écart | 2020 vs 2019 Ecart | 2020 vs 2019 % écart | Avenant 1 | Avenant 2 | Avenant 1+2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lubrifiants | 68 634 | 68 109 | **46 563** | -21 546 | -31,6% | -15 165 | -24,6% | **-11 958** | **-2 805** | **-14 763** |
| Pièces maintenance | 2 046 897 | 1 833 659 | **2 141 646** | 307 987 | 16,8% | -67 033 | -3,0% | **-143 151** | **-3 179** | **-146 330** |
| S/traitance maintenance | 966 758 | 866 075 | **1 209 903** | 343 828 | 39,7% | 419 227 | 53,0% | **578 408** | **-103 703** | **474 705** |
| **Maintenance hors produits** | **3 082 289** | **2 767 843** | **3 398 112** | **630 268** | **22,8%** | **337 028** | **11,0%** | **423 299** | **-109 687** | **313 612** |
| Produits | -402 380 | -190 000 | -446 608 | -256 608 | 135,1% | 128 207 | -22,3% | 0 | 0 | 0 |
| **Total maintenance** | **2 679 909** | **2 577 843** | **2 951 504** | **373 661** | **14,5%** | **465 235** | **18,7%** | **423 299** | **-109 687** | **313 612** |

Ainsi par rapport à 2019 hors impact lié à la Covid, on observe que le niveau de charge en maintenance bus est stable pour l'ensemble des catégories de maintenance bus. Toutefois, si la maintenance préventive se situe à un niveau relativement stable depuis la fin du contrat précédent, on peut noter, pour la

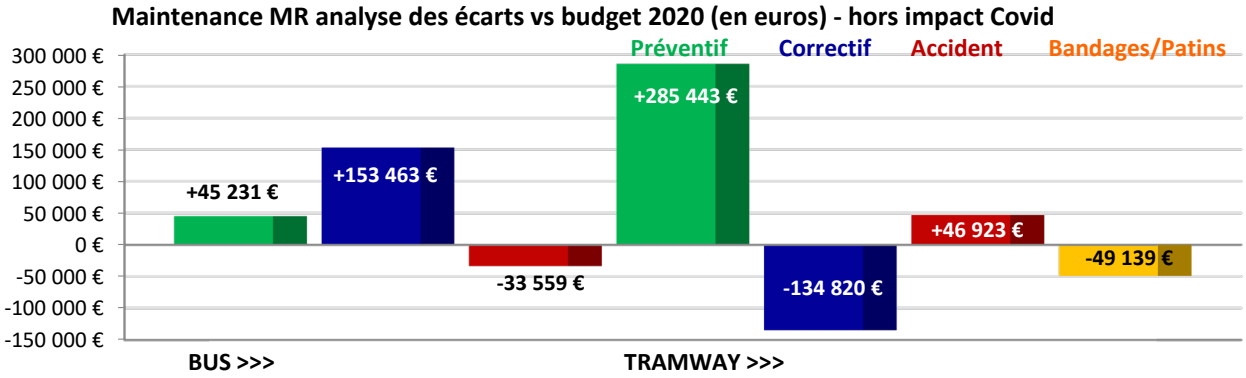
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

maintenance corrective, que nous nous situons désormais à un niveau supérieur de l'ordre de 20% par rapport à la fin du contrat précédent traduisant les difficultés rencontrées avec certains véhicules.




En ce qui concerne l'activité de maintenance tramway, comme pour l'activité bus, le niveau de dépense est similaire à celui de 2019. Néanmoins, on observe une répartition différente des charges avec une maintenance corrective en repli de 120 K€ et une maintenance préventive en augmentation de 123 K€ avec des opérations sur les ponts globalement plus coûteuses que celles effectuées sur les guidages en 2019.

Par rapport au budget sur la maintenance bus hors impact Covid, on observe que la prévision se situe finalement en deçà de la réalité sur la partie corrective marquant un dépassement de plus de 150 K€.
Pour la maintenance tramway, même remarque que pour la comparaison à 2019, avec des résultats accentués notamment sur la partie préventive.




### *6.3.5. Les charges de maintenance installations fixes et informatique*

Les dépenses de maintenance installations fixes et informatique diminuent par rapport à 2019 et par rapport au budget de l'ordre de -10% soit un peu moins de 200 K€. Le niveau de dépense s'établit à -2,7% en dessous de celui de 2018.
A noter, que pour l'année 2019 jusqu'en novembre, les prestations de nettoyage des bâtiments (136 K€) étaient toujours en place. Elles ont été remplacées en 2020 par des prestations de désinfection des locaux à hauteur de 102 K€.
Autres points à souligner pour 2020 par rapport à 2019, l'absence d'opération de dépollution gazole effectuée en 2019 à hauteur de 40 K€ et un niveau plus faible des maintenances plateforme et électricité.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

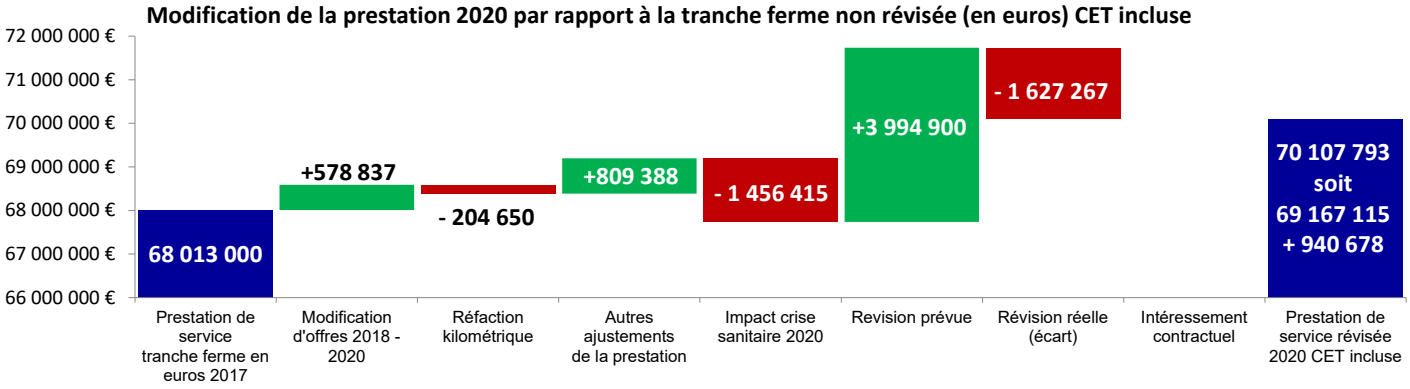


| Maintenance installations fixes, matériels, informatique | 2019 | BP 2020 | 2020 | 2020 vs Budget 2020 Ecart | 2020 vs Budget 2020 % écart | 2020 vs 2019 Ecart | 2020 vs 2019 % écart | Avenant 1 | Avenant 2 | 1+2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Installations fixes | 1 028 881 | 911 560 | 795 591 | -115 969 | -12,7% | -233 290 | -22,7% | 110 455 | -7 626 | 102 829 |
| Informatique | 536 266 | 619 365 | 594 906 | -24 459 | -3,9% | 58 641 | 10,9% | 0 | 0 | 0 |
| Points d'arrêts & divers | 186 193 | 242 259 | 185 463 | -56 795 | -23,4% | -729 | -0,4% | -11 115 | 0 | -11 115 |
| **Total maintenance** | **1 751 339** | **1 773 184** | **1 575 960** | **-197 223** | **-11,1%** | **-175 378** | **-10,0%** | **99 340** | **-7 626** | **91 714** |

## 6.4. Détail de la prestation de service facturée au SMTC

La prestation transport révisée et actualisée de l'année 2020 s'établit à 69 167 114,98 € HT. Le coefficient de révision définitif pour 2020 s'établit à 1,0345 soit une révision de -0,23%. Les acomptes versés représentent un montant de 69 200 000,00 € HT d'où un avoir de régularisation attendu de 32 885,02 € HT.

La refacturation de la CET s'élève quant à elle à 940 677,70 € H.T. Elle inclut des dégrèvements de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) reçus pour 56 937,57 € H.T.




*Nota : la prestation transport enregistrée dans les comptes au 31/12/2020 s'élève à 69 157 907,94 €. Elle inclut une régularisation de la prestation de l'année 2019 de +42 392,06 €. Hors régularisation, la prestation de service enregistrée dans les comptes au 31/12/2020 s'établit donc à 69 200 000,00 €. L'écart avec le montant identifié ci-dessus de* 69 167 114,98 *€ s'explique par un ajustement des indices de la formule de révision non encore disponibles à la date de clôture comptable pour -32 885,02 € faisant passer la révision 2020 de -0,18% à -0,23%.*

## 6.5. Coûts directs kilométriques

Le cout direct au kilomètre commercial progresse de +13,3% par rapport à l'année 2019 (Annexe 11) et de +14,7% par rapport à la prévision.

Nous avions souligné l'an dernier le rôle des perturbations de production (mouvements sociaux notamment) qui pénalisaient les résultats de coût direct. C'est la même chose en 2020 avec une ampleur accentuée. En effet, le coût direct de production comporte, et des coûts variables, et des coûts fixes ou qui peuvent varier par palier (exemple de l'assurance des véhicules). Dès lors, une modification d'offre intervenant au cours de l'année concernée aura un coût direct inférieur au coût direct de référence qui, lui, intègre les coûts fixes.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

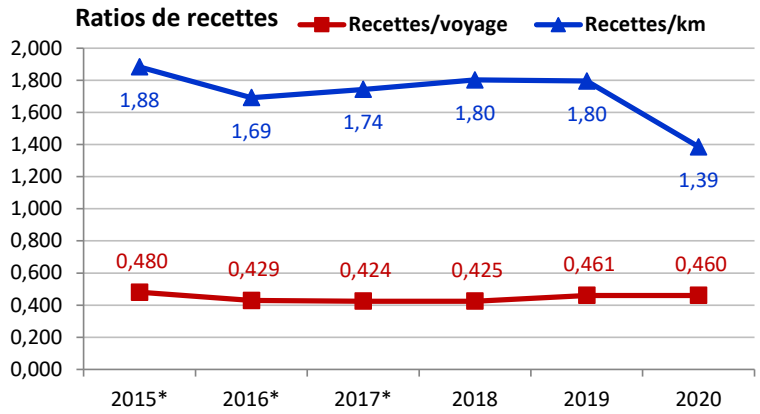
Dans ces conditions, une diminution de la production kilométrique va contribuer à augmenter le coût direct réalisé car l'économie financière générée sera moins forte que celle calculée au coût direct de référence sur la base des unités d'œuvre perdues.
Ceci se vérifie particulièrement dans le cas d'une production perdue pour fait de grève puisque l'économie générée rapportée aux kilomètres perdus est inférieure au coût direct de référence.
Cela se vérifie également avec l'impact de la réduction d'offre conséquente liée à la pandémie, puisque le coût moyen unitaire est proche 2 € par kilomètre commercial intégrant de surcroît les dépenses supplémentaires liées à la désinfection des véhicules.

Ainsi, on peut constater qu'en réintégrant à l'année 2020 les éléments financiers et les données kilométriques correspondant aux réductions d'offre de l'année 2020 (grève puis pandémie), le coût direct au kilomètre commercial, ainsi estimé, revient à un niveau inférieur à celui de 2019 (-0,5%).

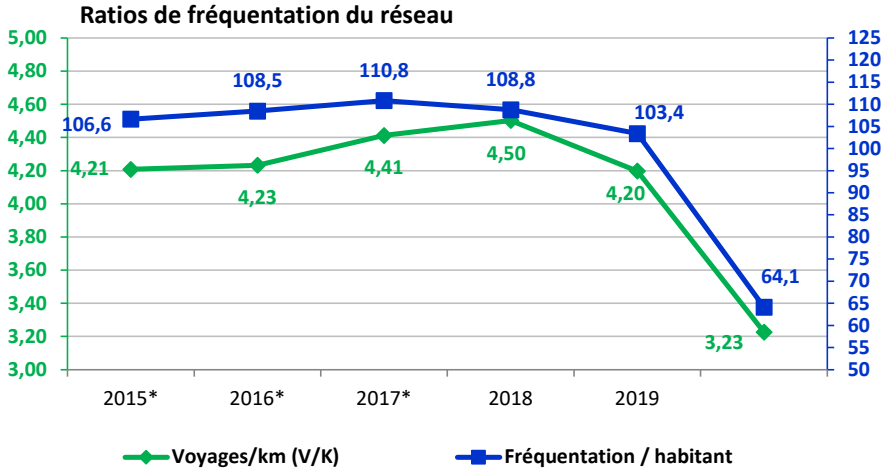
## 6.6. Tableau de bord d'activité

Le tableau de bord d'activité (annexe 13) présente en synthèse les données essentielles du réseau pour l'année 2020. Bien entendu, les comparaisons aux années précédentes ou à l'objectif présentent des écarts significatifs, conséquence de la crise sanitaire qui affecte de façon très défavorable l'activité de la régie et en premier lieu la fréquentation du réseau et les recettes qui en découlent.

Pour illustrer cette situation, avec pour rappel une diminution des voyages et des recettes en 2020 par rapport à 2019 comprise entre -35% et -40%, sont présentés ici les ratios de recettes et de voyages au kilomètres. Ceux-ci diminuent entre les deux années de 23%.



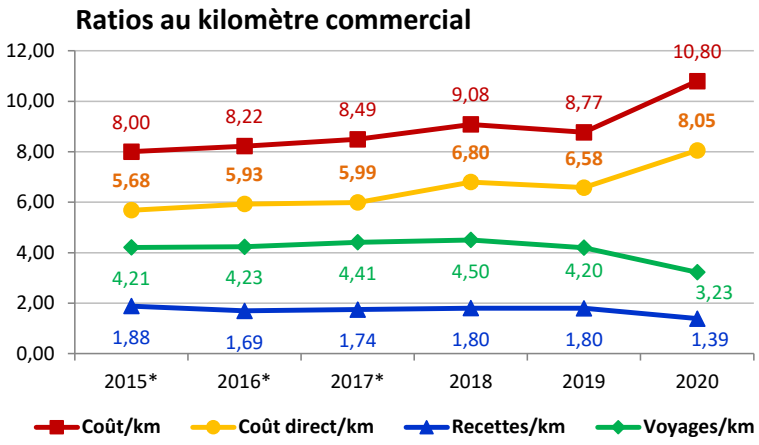

Preuve de la corrélation entre voyages et recettes et ce malgré une période de gratuité du réseau d'avril à juin, le ratio de recettes sur voyages est stable en 2020 par rapport à 2019.



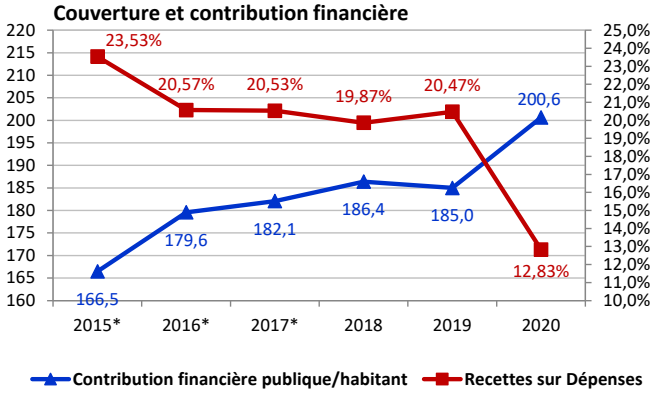
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

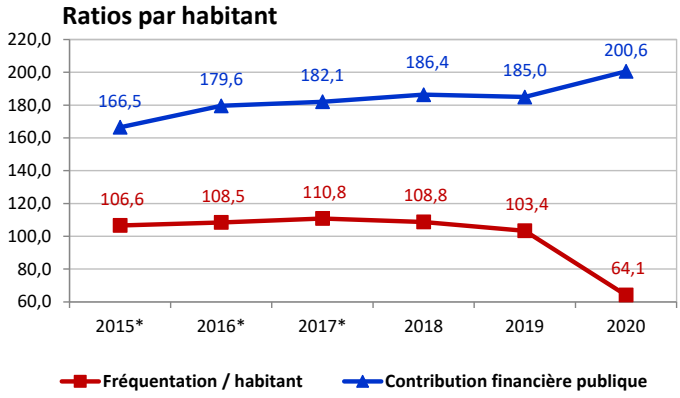
En comparaison avec ces éléments de recettes et de voyages, on observe que le coût au kilomètre, que ce soit le coût direct ou le coût total, progresse de +14% par rapport à 2019.

Compte tenu de la réduction de l'activité kilométrique les coûts fixes ne sont plus amortis sur la base kilométrique d'une activité nominale. En conséquence, le ratio de coût au kilomètre commercial augmente d'un niveau équivalent à la baisse de l'offre




En synthèse, ces résultats induisent une détérioration des ratios de couverture et de contribution financière par habitant comme présenté dans les graphiques ci-contre.




***Références chapitre 6 - LES DONNEES FINANCIERES :***

***Annexe 10 : compte d'exploitation analytique***

***Annexe 11 : coûts directs kilométriques***

***Annexe 12 : prestation de service et indices formule de révision***

***Annexe 13 : tableau de bord d'activité***

***Annexe 14a/d : données de bilan social : effectifs, absentéisme, dette repos-congés***

***Annexe 16 : synthèse du compte administratif 2020***

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

2020

# Régie T2C
# Rapport de gestion 2020

## Contrat de service public 2018 - 2022

## ANNEXES

**1-** Production
**2-** Vitesse commerciale
**3-** Parc, données de production et de consommation
**4-** Places-Kilomètres offerts (PKO)
**5-** Maintenance
**6-** Contrôle
**7-** Sécurité
**8-** Stocks
**9-** Ventes, tarifs, recettes et fréquentation
**10-** Compte d'exploitation analytique
**11-** Coûts directs kilométrique
**12-** Prestation de service et indices formule de révision
**13-** Tableau de bord d'activité
**14-** Eléments de Bilan Social
**15-** Organigramme Régie T2C
**16-** Synthèse du compte administratif 2020
**17-** Détail des immobilisations 2020

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 1 PRODUCTION KILOMETRIQUE

## KMS COMMERCIAUX

| LIGNES | 2018 | 2019 | Contrat 2020 | 2020 | 2020 vs Contrat 2020 | | 2020 vs 2019 | | 2020 vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % |
| Ligne A | 1 315 754 | 1 258 292 | 1 361 603 | 1 138 144 | -223 459 | -16,4% | -120 149 | -9,5% | -177 611 | -13,5% |
| Ligne B | 320 600 | 309 588 | 325 059 | 263 748 | -61 311 | -18,9% | -45 840 | -14,8% | -56 852 | -17,7% |
| Ligne C | 652 464 | 632 000 | 657 007 | 553 600 | -103 408 | -15,7% | -78 400 | -12,4% | -98 864 | -15,2% |
| Ligne 3 | 574 374 | 560 662 | 610 349 | 470 644 | -139 705 | -22,9% | -90 018 | -16,1% | -103 730 | -18,1% |
| Ligne 4 | 512 265 | 488 497 | 512 849 | 428 083 | -84 765 | -16,5% | -60 413 | -12,4% | -84 181 | -16,4% |
| Ligne 5 | 170 995 | 157 636 | 164 380 | 140 771 | -23 609 | -14,4% | -16 865 | -10,7% | -30 224 | -17,7% |
| Ligne 7 | 21 062 | 16 135 | 17 604 | 14 013 | -3 590 | -20,4% | -2 122 | -13,2% | -7 048 | -33,5% |
| Ligne 8 | 271 098 | 253 203 | 274 514 | 202 691 | -71 822 | -26,2% | -50 512 | -19,9% | -68 407 | -25,2% |
| Ligne 9 | 274 274 | 267 907 | 282 779 | 225 144 | -57 635 | -20,4% | -42 764 | -16,0% | -49 130 | -17,9% |
| Ligne 10 | 405 705 | 377 584 | 414 933 | 305 427 | -109 506 | -26,4% | -72 157 | -19,1% | -100 278 | -24,7% |
| Ligne 12 | 278 138 | 244 391 | 259 198 | 219 730 | -39 468 | -15,2% | -24 661 | -10,1% | -58 408 | -21,0% |
| Ligne 13 | 304 662 | 278 595 | 309 190 | 237 309 | -71 881 | -23,2% | -41 286 | -14,8% | -67 353 | -22,1% |
| Ligne 20 | 375 346 | 371 699 | 394 548 | 330 285 | -64 263 | -16,3% | -41 413 | -11,1% | -45 061 | -12,0% |
| Ligne 21 | 363 806 | 335 551 | 367 969 | 271 361 | -96 608 | -26,3% | -64 191 | -19,1% | -92 445 | -25,4% |
| Ligne 22 | 145 706 | 134 777 | 145 565 | 109 916 | -35 650 | -24,5% | -24 861 | -18,4% | -35 790 | -24,6% |
| Ligne 23 | 30 498 | 29 059 | 30 495 | 23 949 | -6 546 | -21,5% | -5 110 | -17,6% | -6 549 | -21,5% |
| Ligne 24 | 192 997 | 188 452 | 196 897 | 169 613 | -27 284 | -13,9% | -18 839 | -10,0% | -23 384 | -12,1% |
| Ligne 25 | 23 077 | 23 179 | 25 508 | 17 377 | -8 131 | -31,9% | -5 803 | -25,0% | -5 700 | -24,7% |
| Ligne 26 en régie | 1 080 | 3 967 | 1 099 | 3 669 | 2 570 | 233,8% | -298 | -7,5% | 2 589 | 239,8% |
| Ligne 27 en régie | 18 543 | 15 396 | 15 774 | 12 678 | -3 096 | -19,6% | -2 718 | -17,7% | -5 866 | -31,6% |
| Ligne 28 | 7 824 | 8 268 | 1 298 | 7 798 | 6 500 | 500,6% | -470 | -5,7% | -26 | -0,3% |
| Divers et Evènementiels | 0 | 0 | 11 000 | 0 | -11 000 | -100,0% | 0 | - | 0 | - |
| **Total Régie** | **6 260 265** | **5 954 836** | **6 379 617** | **5 145 949** | **-1 233 669** | **-19,3%** | **-808 888** | **-13,6%** | **-1 114 317** | **-17,8%** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | 55 096 | 62 186 | 52 895 | 53 108 | 213 | 0,4% | -9 078 | -14,6% | -1 988 | -3,6% |
| Ligne 27 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 1 994 | 1 994 | - | 1 994 | - | 1 994 | - |
| Ligne 31 (ligne régulière) | 75 455 | 74 993 | 71 939 | 74 492 | 2 553 | 3,5% | -501 | -0,7% | -963 | -1,3% |
| Ligne 32 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 33 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 34 (ligne régulière) | 57 260 | 55 190 | 59 678 | 62 617 | 2 940 | 4,9% | 7 427 | 13,5% | 5 357 | 9,4% |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | 419 978 | 419 437 | 452 422 | 394 733 | -57 688 | -12,8% | -24 704 | -5,9% | -25 244 | -6,0% |
| Ligne 37 (ligne régulière) | 10 551 | 4 540 | 17 842 | 14 421 | -3 421 | -19,2% | 9 881 | 217,6% | 3 870 | 36,7% |
| PDD (ligne régulière) | 27 850 | 27 900 | 31 940 | 22 965 | -8 975 | -28,1% | -4 935 | -17,7% | -4 886 | -17,5% |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | | 8 496 | 10 210 | 7 690 | -2 520 | -24,7% | -806 | -9,5% | 7 690 | - |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | 1 790 | 4 023 | 4 865 | 1 763 | -3 102 | -63,8% | -2 260 | -56,2% | -28 | -1,5% |
| Autres sces affrétés (scol./usin) | 292 923 | 307 636 | 317 891 | 203 000 | -114 891 | -36,1% | -104 636 | -34,0% | -89 923 | -30,7% |
| **Total Affrétés (hors TAD)** | **940 904** | **964 402** | **1 019 681** | **836 783** | **-182 898** | **-17,9%** | **-127 619** | **-13,2%** | **-104 121** | **-11,1%** |
| TAD PMR | 310 233 | 310 233 | 310 233 | 310 233 | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TAD Tout Public | 133 699 | 146 850 | 258 265 | 121 356 | -136 908 | -53,0% | -25 494 | -17,4% | -12 343 | -9,2% |
| **Total TAD** | **443 932** | **457 083** | **568 498** | **431 589** | **-136 908** | **-24,1%** | **-25 494** | **-5,6%** | **-12 343** | **-2,8%** |
| | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **7 645 101** | **7 376 321** | **7 967 797** | **6 414 321** | **-1 553 476** | **-19,5%** | **-962 001** | **-13,0%** | **-1 230 781** | **-16,1%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 1 PRODUCTION KILOMETRIQUE

| | KMS EXPLOITATION | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EQUIPEMENTS | 2018 | 2019 | Contrat 2020 | 2020 | 2020 vs Contrat 2020 | | 2020 vs 2019 | | 2020 vs 2018 | |
| | | | | | Ecart | % | Ecart | % | Ecart | % |
| Tramway | 1 057 242 | 1 305 786 | 1 408 853 | 1 183 405 | -225 448 | -16,0% | -122 381 | -9,4% | 126 163 | 11,9% |
| Bus (yc navettes) | 6 868 244 | 6 123 130 | 6 391 750 | 5 191 761 | -1 199 989 | -18,8% | -931 369 | -15,2% | -1 676 483 | -24,4% |
| **Total exploitation Régie** | 7 925 486 | 7 428 916 | 7 800 602 | 6 375 166 | -1 425 436 | -18,3% | -1 053 750 | -14,2% | -1 550 320 | -19,6% |
| Divers et intervention | 418 693 | 437 757 | 480 000 | 388 554 | -91 446 | -19,1% | -49 203 | -11,2% | -30 139 | -7,2% |
| **Total kms Régie** | **8 344 179** | **7 866 673** | **8 280 602** | **6 763 720** | **-1 516 882** | **-18,3%** | **-1 102 953** | **-14,0%** | **-1 580 459** | **-18,9%** |
| Affrétés (hors TAD) | 1 111 332 | 1 139 826 | 1 204 423 | 982 600 | -221 822 | -18,4% | -157 225 | -13,8% | -128 732 | -11,6% |
| TAD | 665 898 | 685 625 | 852 747 | 647 384 | -205 363 | -24,1% | -38 241 | -5,6% | -18 514 | -2,8% |
| **Total exploitation affrétés** | **1 777 230** | **1 825 451** | **2 057 169** | **1 629 985** | **-427 185** | **-20,8%** | **-195 466** | **-10,7%** | **-147 246** | **-8,3%** |
| | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **10 121 409** | **9 692 124** | **10 337 772** | **8 393 705** | **-1 944 067** | **-18,8%** | **-1 298 419** | **-13,4%** | **-1 727 705** | **-17,1%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 1 PRODUCTION KILOMETRIQUE

| | KMS COMMERCIAUX PERDUS | | | | | | | Kms perdus - Causes internes | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LIGNES | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 vs 2019 | | 2020 vs 2018 | | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 vs 2019 | | 2020 vs 2018 | |
| | | | | Ecart | % | Ecart | % | | | | Ecart | % | Ecart | % |
| Ligne A | 19 569 | 67 365 | 211 343 | 143 978 | 213,7% | 191 774 | 980,0% | 8 922 | 13 167 | 7 563 | -5 604 | -42,6% | -1 360 | -15,2% |
| Ligne A1 Sub | 0 | 9 066 | | -9 066 | -100,0% | 0 | - | | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne B | 4 292 | 24 907 | 53 410 | 28 503 | 114,4% | 49 118 | 1144,3% | 778 | 707 | 714 | 8 | 1,1% | -64 | -8,3% |
| Ligne C | 7 329 | 26 761 | 108 187 | 81 425 | 304,3% | 100 858 | 1376,2% | 869 | 1 126 | 1 433 | 306 | 27,2% | 564 | 64,9% |
| Ligne 3 | 8 606 | 18 052 | 113 840 | 95 788 | 530,6% | 105 234 | 1222,8% | 866 | 1 045 | 1 400 | 355 | 34,0% | 534 | 61,6% |
| Ligne 4 | 5 353 | 8 076 | 78 197 | 70 121 | 868,3% | 72 843 | 1360,7% | 770 | 626 | 1 265 | 639 | 102,1% | 495 | 64,3% |
| Ligne 5 | 1 916 | 2 583 | 22 884 | 20 300 | 785,8% | 20 968 | 1094,3% | 451 | 774 | 316 | -458 | -59,2% | -135 | -29,9% |
| Ligne 7 | 282 | 17 471 | 3 736 | -13 734 | -78,6% | 3 454 | 1225,7% | 47 | 57 | 77 | 21 | 36,6% | 30 | 63,2% |
| Ligne 8 | 4 748 | 12 577 | 67 729 | 55 151 | 438,5% | 62 981 | 1326,6% | 404 | 934 | 610 | -324 | -34,7% | 206 | 51,0% |
| Ligne 9 | 3 290 | 28 920 | 46 941 | 18 021 | 62,3% | 43 651 | 1326,9% | 325 | 933 | 402 | -531 | -57,0% | 77 | 23,6% |
| Ligne 10 | 7 198 | 11 062 | 103 823 | 92 761 | 838,6% | 96 625 | 1342,4% | 491 | 1 349 | 694 | -656 | -48,6% | 203 | 41,3% |
| Ligne 12 | 2 877 | 22 850 | 35 169 | 12 319 | 53,9% | 32 292 | 1122,5% | 343 | 745 | 432 | -312 | -42,0% | 89 | 26,0% |
| Ligne 13 | 5 629 | 12 371 | 70 522 | 58 151 | 470,1% | 64 893 | 1152,7% | 481 | 562 | 579 | 17 | 3,1% | 98 | 20,4% |
| Ligne 20 | 4 054 | 26 506 | 61 619 | 35 113 | 132,5% | 57 565 | 1419,9% | 574 | 718 | 780 | 63 | 8,7% | 206 | 36,0% |
| Ligne 21 | 7 635 | 12 634 | 91 829 | 79 195 | 626,8% | 84 194 | 1102,8% | 603 | 1 062 | 771 | -291 | -27,4% | 169 | 28,0% |
| Ligne 22 | 2 627 | 3 063 | 35 419 | 32 356 | 1056,3% | 32 792 | 1248,2% | 217 | 416 | 286 | -130 | -31,2% | 69 | 31,8% |
| Ligne 23 | 550 | 5 895 | 7 331 | 1 436 | 24,4% | 6 780 | 1232,0% | 26 | 79 | 39 | -40 | -50,2% | 13 | 50,8% |
| Ligne 24 | 1 993 | 2 691 | 25 947 | 23 256 | 864,1% | 23 954 | 1201,9% | 320 | 300 | 499 | 199 | 66,5% | 178 | 55,6% |
| Ligne 25 | 445 | 1 387 | 7 731 | 6 344 | 457,3% | 7 286 | 1635,6% | 37 | 65 | 25 | -39 | -60,7% | -11 | -31,1% |
| Ligne 26 en régie | 5 | 978 | 1 282 | 304 | 31,1% | 1 277 | 24857,8% | 5 | 30 | 7 | -23 | -76,5% | 2 | 35,9% |
| Ligne 27 en régie | 159 | 723 | 3 765 | 3 042 | 420,6% | 3 606 | 2267,4% | 16 | 46 | 0 | -46 | -100,0% | -16 | -100,0% |
| Ligne 28 | 109 | 7 | 1 942 | 1 935 | 27871,9% | 1 833 | 1684,9% | 7 | 7 | 13 | 6 | 91,4% | 6 | 93,2% |
| Divers et Evènementiels | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| **Total Régie** | **88 666** | **315 946** | **1 152 645** | **836 700** | **264,8%** | **1 063 979** | **1200,0%** | **16 553** | **24 746** | **17 905** | **-6 841** | **-27,6%** | **1 352** | **8,2%** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | 0 | 173 | 471 | 298 | 172,2% | 471 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 27 (ligne régulière) | 0 | 0 | -235 | -235 | - | -235 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 31 (ligne régulière) | 32 | 506 | 26 | -480 | -94,9% | -7 | -20,3% | 32 | 14 | 26 | 11 | 79,6% | -7 | -20,3% |
| Ligne 32 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 33 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 34 (ligne régulière) | 5 | 99 | 0 | -99 | -99,5% | -4 | -89,4% | 5 | 8 | 0 | -8 | -100,0% | -5 | -100,0% |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | 518 | 982 | 33 488 | 32 506 | 3311,9% | 32 969 | 6359,7% | 192 | 81 | 7 | -74 | -91,5% | -185 | -96,4% |
| Ligne 37 (ligne régulière) | 0 | 0 | 1 163 | 1 163 | - | 1 163 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| PDD (ligne régulière) | 0 | 0 | 5 778 | 5 778 | - | 5 778 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | 0 | 0 | 2 030 | 2 030 | - | 2 030 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | 0 | 113 | 2 396 | 2 283 | 2020,0% | 2 396 | - | 0 | 68 | 0 | -68 | -100,0% | 0 | - |
| Autres sces affretés (scol./usin) | 1 322 | 1 563 | 63 555 | 61 992 | 3966,0% | 62 233 | 4707,7% | 1 322 | 294 | 8 | -286 | -97,4% | -1 314 | -99,4% |
| **Total Affrétés (hors TAD)** | **1 877** | **3 435** | **108 672** | **105 237** | **3063,3%** | **106 795** | **5688,9%** | **1 551** | **465** | **40** | **-424** | **-91,4%** | **-1 511** | **-97,4%** |
| TAD PMR | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| TAD Tout Public | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| **Total TAD** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **90 543** | **319 381** | **1 261 317** | **941 936** | **294,9%** | **1 170 774** | **1293,1%** | **18 104** | **25 210** | **17 945** | **-7 265** | **-28,8%** | **-159** | **-0,9%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 1 PRODUCTION KILOMETRIQUE

| | Kms perdus - Causes externes | | | | | | | | Kms perdus - Mouvt social / droit de retrait | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LIGNES | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 dont Covid | 2020 vs 2019 (hors Covid) Ecart | % | 2020 vs 2018 (hors Covid) Ecart | % | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 vs 2019 Ecart | % | 2020 vs 2018 Ecart | % |
| Ligne A | 8 234 | 13 481 | 184 826 | 182 387 | -11 042 | -81,9% | -5 795 | -70,4% | 2 412 | 40 718 | 18 955 | -21 763 | -53,4% | 16 542 | 685,8% |
| Ligne B | 2 104 | 1 301 | 47 464 | 46 435 | -272 | -20,9% | -1 075 | -51,1% | 1 410 | 22 899 | 5 232 | -17 667 | -77,2% | 3 822 | 271,1% |
| Ligne C | 3 245 | 2 244 | 94 897 | 94 003 | -1 350 | -60,2% | -2 351 | -72,5% | 3 214 | 23 391 | 11 857 | -11 534 | -49,3% | 8 643 | 268,9% |
| Ligne 3 | 3 882 | 2 611 | 102 170 | 101 909 | -2 350 | -90,0% | -3 621 | -93,3% | 3 857 | 14 396 | 10 270 | -4 126 | -28,7% | 6 413 | 166,3% |
| Ligne 4 | 2 521 | 2 416 | 67 978 | 67 212 | -1 650 | -68,3% | -1 754 | -69,6% | 2 062 | 5 033 | 8 954 | 3 920 | 77,9% | 6 891 | 334,2% |
| Ligne 5 | 815 | 584 | 20 060 | 19 764 | -288 | -49,3% | -519 | -63,7% | 650 | 1 225 | 2 508 | 1 282 | 104,7% | 1 858 | 285,8% |
| Ligne 7 | 17 | 73 | 3 265 | 3 265 | -73 | -100,0% | -17 | -100,0% | 218 | 17 341 | 394 | -16 947 | -97,7% | 176 | 81,1% |
| Ligne 8 | 1 521 | 1 388 | 60 997 | 60 587 | -978 | -70,4% | -1 110 | -73,0% | 2 823 | 10 255 | 6 122 | -4 134 | -40,3% | 3 299 | 116,8% |
| Ligne 9 | 1 443 | 1 431 | 41 986 | 41 634 | -1 078 | -75,4% | -1 090 | -75,6% | 1 522 | 26 557 | 4 554 | -22 003 | -82,9% | 3 031 | 199,1% |
| Ligne 10 | 2 437 | 1 840 | 92 330 | 91 024 | -534 | -29,0% | -1 131 | -46,4% | 4 271 | 7 872 | 10 800 | 2 928 | 37,2% | 6 529 | 152,9% |
| Ligne 12 | 1 265 | 1 324 | 31 861 | 31 586 | -1 050 | -79,3% | -990 | -78,3% | 1 269 | 20 782 | 2 876 | -17 905 | -86,2% | 1 607 | 126,7% |
| Ligne 13 | 1 824 | 1 281 | 63 769 | 63 197 | -709 | -55,3% | -1 252 | -68,6% | 3 324 | 10 528 | 6 173 | -4 355 | -41,4% | 2 849 | 85,7% |
| Ligne 20 | 1 978 | 1 566 | 55 273 | 54 997 | -1 291 | -82,4% | -1 703 | -86,1% | 1 502 | 24 222 | 5 566 | -18 656 | -77,0% | 4 064 | 270,6% |
| Ligne 21 | 3 068 | 1 777 | 81 805 | 81 230 | -1 203 | -67,7% | -2 494 | -81,3% | 3 964 | 9 794 | 9 253 | -541 | -5,5% | 5 289 | 133,4% |
| Ligne 22 | 828 | 585 | 32 130 | 32 090 | -544 | -93,1% | -787 | -95,1% | 1 582 | 2 063 | 3 002 | 940 | 45,6% | 1 420 | 89,8% |
| Ligne 23 | 190 | 133 | 6 662 | 6 646 | -117 | -88,0% | -174 | -91,6% | 334 | 5 683 | 630 | -5 053 | -88,9% | 295 | 88,4% |
| Ligne 24 | 904 | 797 | 22 782 | 22 727 | -742 | -93,0% | -849 | -93,9% | 768 | 1 595 | 2 666 | 1 072 | 67,2% | 1 898 | 247,0% |
| Ligne 25 | 165 | 92 | 7 109 | 7 083 | -65 | -71,1% | -138 | -83,9% | 244 | 1 231 | 596 | -634 | -51,5% | 353 | 144,7% |
| Ligne 26 en régie | 0 | 5 | 698 | 698 | -5 | -100,0% | 0 | - | 0 | 943 | 577 | -366 | -38,8% | 577 | - |
| Ligne 27 en régie | 28 | 63 | 3 461 | 3 461 | -63 | -100,0% | -28 | -100,0% | 115 | 614 | 304 | -310 | -50,5% | 190 | 165,2% |
| Ligne 28 | 1 | 0 | 1 717 | 1 717 | 0 | - | -1 | -100,0% | 101 | 0 | 212 | 212 | - | 110 | 108,8% |
| Divers et Evènementiels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| **Total Régie** | **36 470** | **34 993** | **1 023 239** | **1 013 650** | **-25 404** | **-72,6%** | **-26 881** | **-73,7%** | **35 643** | **256 207** | **120 567** | **-135 640** | **-52,9%** | **84 924** | **238,3%** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | 0 | 173 | 471 | 471 | -173 | -100,0% | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 27 (ligne régulière) | 0 | 0 | -235 | -235 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 31 (ligne régulière) | 0 | 492 | 0 | 0 | -492 | -100,0% | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 32 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 33 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 34 (ligne régulière) | 0 | 91 | 0 | 0 | -91 | -99,5% | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | 326 | 901 | 33 481 | 33 481 | -901 | -100,0% | -326 | -100,0% | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 37 (ligne régulière) | 0 | 0 | 1 163 | 1 163 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| PDD (ligne régulière) | 0 | 0 | 5 778 | 5 778 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | 0 | 0 | 2 030 | 2 030 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | 0 | 45 | 2 396 | 2 396 | -45 | -100,0% | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Autres sces affretes (scol /usin) | 0 | 1 269 | 63 547 | 63 539 | -1 261 | -99,4% | 8 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| **Total Affrétés (hors TAD)** | **326** | **2 971** | **108 632** | **108 623** | **-2 962** | **-99,7%** | **-318** | **-97,4%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** |
| TAD PMR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| TAD Tout Public | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| **Total TAD** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** |
| | | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **36 796** | **37 963** | **1 131 871** | **1 122 273** | **-28 366** | **-74,7%** | **-27 199** | **-73,9%** | **35 643** | **256 207** | **120 567** | **-135 640** | **-52,9%** | **84 924** | **238,3%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 1 PRODUCTION KILOMETRIQUE

| LIGNES | KMS COMMERCIAUX PERDUS 2020 | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Causes INTERNES | | | | | | Causes EXTERNES | | | | | | | | Autres causes | |
| | Panne | Autre probl. Technique | Indispo. véhicule | Indispo. agent | Autre évènement | Mouvt social interne | Accident | Manifestation | Travaux | Autre perturbation trafic | Météo | Incident et probl. client | COVID-19 | Mise en sécurité | Droit de retrait | Mouvt social national |
| Ligne A | 3 984 | 619 | 745 | 2 178 | 36 | 0 | 685 | 131 | -251 | 706 | 0 | 11 | 182 387 | 1 156 | 0 | 18 955 |
| Ligne B | 266 | 0 | 0 | 447 | 1 | 0 | 83 | 755 | 0 | 78 | 2 | 23 | 46 435 | 88 | 0 | 5 232 |
| Ligne C | 516 | 0 | 16 | 901 | 0 | 0 | 57 | 618 | 0 | 48 | 0 | 141 | 94 003 | 30 | 0 | 11 857 |
| Ligne 3 | 322 | 1 | 3 | 1 073 | 2 | 0 | 94 | 11 | 0 | 134 | 7 | 15 | 101 909 | 0 | 0 | 10 270 |
| Ligne 4 | 309 | 0 | 0 | 956 | 0 | 0 | 95 | 488 | 0 | 68 | 40 | 24 | 67 212 | 52 | 0 | 8 954 |
| Ligne 5 | 124 | 0 | 8 | 185 | 0 | 0 | 30 | 217 | 0 | 16 | 0 | 16 | 19 764 | 17 | 0 | 2 508 |
| Ligne 7 | 23 | 0 | 0 | 54 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 265 | 0 | 0 | 394 |
| Ligne 8 | 136 | 0 | 6 | 468 | 0 | 0 | 68 | 269 | 0 | 65 | 0 | 5 | 60 587 | 4 | 0 | 6 122 |
| Ligne 9 | 109 | 0 | 10 | 282 | 0 | 0 | 20 | 323 | 1 | 4 | 0 | 0 | 41 634 | 5 | 0 | 4 554 |
| Ligne 10 | 127 | 6 | 19 | 538 | 4 | 0 | 20 | 1 128 | 0 | 81 | 20 | 50 | 91 024 | 7 | 0 | 10 800 |
| Ligne 12 | 91 | 0 | 25 | 317 | 0 | 0 | 97 | 36 | 0 | 72 | 0 | 69 | 31 586 | 0 | 0 | 2 876 |
| Ligne 13 | 75 | 0 | 0 | 498 | 7 | 0 | 39 | 299 | 15 | 206 | 13 | 0 | 63 197 | 0 | 0 | 6 173 |
| Ligne 20 | 84 | 0 | 8 | 688 | 0 | 0 | 54 | 143 | 0 | 41 | 0 | 37 | 54 997 | 0 | 0 | 5 566 |
| Ligne 21 | 100 | 0 | 10 | 660 | 0 | 0 | 29 | 231 | 0 | 286 | 0 | 29 | 81 230 | 0 | 0 | 9 253 |
| Ligne 22 | 10 | 0 | 0 | 276 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 41 | 0 | 0 | 32 090 | 0 | 0 | 3 002 |
| Ligne 23 | 4 | 0 | 0 | 35 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 | 0 | 0 | 6 646 | 0 | 0 | 630 |
| Ligne 24 | 83 | 0 | 0 | 403 | 13 | 0 | 7 | 0 | 0 | 36 | 0 | 0 | 22 727 | 13 | 0 | 2 666 |
| Ligne 25 | 11 | 0 | 0 | 14 | 0 | 0 | 7 | 14 | 6 | 0 | 0 | 0 | 7 083 | 0 | 0 | 596 |
| Ligne 26 en régie | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 698 | 0 | 0 | 577 |
| Ligne 27 en régie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 461 | 0 | 0 | 304 |
| Ligne 28 | 0 | 0 | 0 | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 717 | 0 | 0 | 212 |
| Divers et Evènementiels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total Régie** | **6 380** | **626** | **850** | **9 987** | **63** | **0** | **1 385** | **4 661** | **-229** | **1 899** | **82** | **419** | **1 013 650** | **1 372** | **0** | **120 567** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 471 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 27 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -235 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 31 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 26 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 32 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 33 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 34 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 481 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne 37 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 163 | 0 | 0 | 0 |
| PDD (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 778 | 0 | 0 | 0 |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 030 | 0 | 0 | 0 |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 396 | 0 | 0 | 0 |
| Autres sces affretes (scol./usin) | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 63 539 | 0 | 0 | 0 |
| **Total Affrétés (hors TAD)** | **0** | **0** | **0** | **33** | **8** | **0** | **0** | **0** | **1** | **0** | **0** | **8** | **108 623** | **0** | **0** | **0** |
| TAD PMR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TAD Tout Public | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total TAD** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **6 380** | **626** | **850** | **10 019** | **70** | **0** | **1 385** | **4 661** | **-228** | **1 899** | **82** | **427** | **1 122 273** | **1 372** | **0** | **120 567** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 1 PRODUCTION KILOMETRIQUE

| | KMS COMMERCIAUX SUPPLEMENTAIRES | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LIGNES | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 vs 2019 | | 2020 vs 2018 | |
| | | | | Ecart | % | Ecart | % |
| Ligne A | 9 026 | 8 826 | 5 551 | -3 275 | -37,1% | -3 475 | -38,5% |
| Ligne B | 5 | 0 | 244 | 244 | - | 238 | 4461,1% |
| Ligne C | 285 | 0 | 515 | 515 | - | 229 | 80,5% |
| Ligne 3 | 0 | 220 | 53 | -166 | -75,6% | 53 | - |
| Ligne 4 | 0 | 70 | 70 | 0 | 0,0% | 70 | - |
| Ligne 5 | 0 | 41 | 41 | 0 | 0,0% | 41 | - |
| Ligne 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 8 | 0 | 80 | 23 | -57 | -70,9% | 23 | - |
| Ligne 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 10 | 0 | 175 | 134 | -41 | -23,3% | 134 | - |
| Ligne 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 13 | 0 | 56 | 112 | 56 | 99,3% | 112 | - |
| Ligne 20 | 0 | 22 | 20 | -1 | -5,7% | 20 | - |
| Ligne 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 22 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 23 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 24 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 26 en régie | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 27 en régie | 0 | 87 | 175 | 88 | 100,8% | 175 | - |
| Ligne 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Divers et Evènementiels | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| **Total Régie** | **9 317** | **9 578** | **6 940** | **-2 638** | **-27,5%** | **-2 377** | **-25,5%** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | 0 | 7 984 | 2 232 | -5 752 | -72,0% | 2 232 | - |
| Ligne 27 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 31 (ligne régulière) | 261 | 203 | 0 | -203 | -100,0% | -261 | -100,0% |
| Ligne 32 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 33 (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Ligne 34 (ligne régulière) | 594 | 0 | 946 | 946 | - | 353 | 59,4% |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | 715 | 1 567 | 0 | -1 567 | -100,0% | -715 | -100,0% |
| Ligne 37 (ligne régulière) | 1 | 563 | 166 | -397 | -70,5% | 164 | 11099,3% |
| PDD (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| Autres sces affretes (scol./usin) | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| **Total Affrétés (hors TAD)** | **1 571** | **10 316** | **3 344** | **-6 971** | **-67,6%** | **1 773** | **112,9%** |
| TAD PMR | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| TAD Tout Public | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - |
| **Total TAD** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** |
| | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | **10 887** | **19 893** | **10 284** | **-9 609** | **-48,3%** | **-603** | **-5,5%** |

| KMS COMMERCIAUX SUPPLEMENTAIRES 2020 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Offre | Renfort exploitation | Affluence | Festival | Foire | Evènt sportif / culturel | Rugby/Foot | Divers |
| 652 | 760 | 3 404 | 0 | 0 | 152 | 584 | 0 |
| 244 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 515 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 53 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 70 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 41 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 134 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 112 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 20 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 175 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **2 041** | **760** | **3 404** | **0** | **0** | **152** | **584** | **0** |
| 2 232 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 946 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 166 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **3 344** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| | | | | | | | |
| **5 385** | **760** | **3 404** | **0** | **0** | **152** | **584** | **0** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 1 bis — DETAIL 2020 DES KILOMETRES COMMERCIAUX SUPPLEMENTAIRES

## KILOMETRES SUPPLEMENTAIRES ANNEE 2020

| Mois | Trimestre | Date | Evénement | Commentaires | Ligne | Saison | Jour / Nuit | KMS | Tramway | Articulé | Stand GO | Stand GNV | Midibus | Valeur € 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| janvier | Trimestre 1 | vendredi 10 janvier 2020 | Match de foot stade Gabriel Montpied | Evènement sportif/culturel | A | Hiver | Nuit | **30,3** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **204,4 €** |
| janvier | Trimestre 1 | samedi 11 janvier 2020 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Hiver | Jour | **172,5** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **968,1 €** |
| janvier | Trimestre 1 | samedi 11 janvier 2020 | Renfort lancement des soldes d'hiver | Affluence | A | Hiver | Jour | **360,1** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **2 020,7 €** |
| janvier | Trimestre 1 | samedi 25 janvier 2020 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Hiver | Jour | **97,5** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **547,2 €** |
| janvier | Trimestre 1 | samedi 25 janvier 2020 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Hiver | Nuit | **108,8** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **733,7 €** |
| janvier | Trimestre 1 | lundi 27 janvier 2020 | Renfort exploitation rame mise à disposition pour tests de formateurs | Renfort exploitation | A | Hiver | Jour | **15,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **85,0 €** |
| janvier | Trimestre 1 | vendredi 31 janvier 2020 | Match de foot stade Gabriel Montpied | Evènement sportif/culturel | A | Hiver | Nuit | **30,3** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **204,4 €** |
| janvier | Trimestre 1 | janvier 2020 | Déviation exploitation (Route de Pérignat - Mur s/ Allier) - LàV | Offre | 37 | Hiver | Jour | **87,8** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **576,5 €** |
| janvier | Trimestre 1 | janvier 2020 | Déviation exploitation (Route de Pérignat - Mur s/ Allier) - Samedi | Offre | 37 | Hiver | Jour | **6,5** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **67,8 €** |
| janvier | Trimestre 1 | janvier 2020 | Déviation exploitation (Avenue J.B. Marrou - Ceyrat) | Offre | 26A | Hiver | Jour | **1 288,6** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **4 342,6 €** |
| février | Trimestre 1 | vendredi 7 février 2020 | Match de foot stade Gabriel Montpied | Evènement sportif/culturel | A | Hiver | Nuit | **30,3** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **204,4 €** |
| février | Trimestre 1 | lundi 10 février 2020 | Renfort lors des perturbations liées au tournage du film | Renfort exploitation | A | Hiver | Jour | **8,1** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **45,6 €** |
| février | Trimestre 1 | lundi 10 février 2020 | Renfort lors des perturbations liées au tournage du film | Renfort exploitation | A | Hiver | Nuit | **22,8** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **154,1 €** |
| février | Trimestre 1 | vendredi 21 février 2020 | Match de foot stade Gabriel Montpied | Evènement sportif/culturel | A | Hiver | Nuit | **30,3** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **204,4 €** |
| février | Trimestre 1 | samedi 22 février 2020 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Hiver | Jour | **96,0** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **538,5 €** |
| février | Trimestre 1 | samedi 22 février 2020 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Rugby/Foot | A | Hiver | Nuit | **108,8** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **733,7 €** |
| février | Trimestre 1 | février 2020 | Déviation exploitation (Avenue J.B. Marrou - Ceyrat) | Offre | 26A | Hiver | Jour | **943,5** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **3 179,6 €** |
| février | Trimestre 1 | février 2020 | Déviation exploitation (Route de Pérignat - Mur s/ Allier) - LàV | Offre | 37 | Hiver | Jour | **66,3** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **435,6 €** |
| février | Trimestre 1 | février 2020 | Déviation exploitation (Route de Pérignat - Mur s/ Allier) - Samedi | Offre | 37 | Hiver | Jour | **5,2** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **54,2 €** |
| mars | Trimestre 1 | vendredi 6 mars 2020 | Match de foot stade Gabriel Montpied | Evènement sportif/culturel | A | Hiver | Nuit | **30,3** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **204,4 €** |
| mars | Trimestre 1 | mars 2020 | Déviation exploitation (Rue des Marronniers - Le Cendre) | Offre | 34 | Hiver | Jour | **226,8** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **843,7 €** |
| avril | Trimestre 2 | avril 2020 | Déviation exploitation (Rue des Marronniers - Le Cendre) | Offre | 34 | Eté | Jour | **224,0** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **833,3 €** |
| mai | Trimestre 2 | mai 2020 | Déviation exploitation (Rue des Marronniers - Le Cendre) | Offre | 34 | Eté | Jour | **197,4** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **734,3 €** |
| juin | Trimestre 2 | lundi 29 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 3 | Eté | Jour | **11,9** | 0,0% | 3,5% | 96,5% | 0,0% | 0,0% | **60,1 €** |
| juin | Trimestre 2 | lundi 29 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 4 | Eté | Jour | **15,2** | 0,0% | 5,4% | 62,6% | 32,0% | 0,0% | **76,5 €** |
| juin | Trimestre 2 | lundi 29 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 5 | Eté | Jour | **8,3** | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | **44,9 €** |
| juin | Trimestre 2 | lundi 29 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 8 | Eté | Jour | **5,8** | 0,0% | 0,0% | 52,0% | 48,0% | 0,0% | **29,2 €** |
| juin | Trimestre 2 | lundi 29 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 10 | Eté | Jour | **33,5** | 0,0% | 0,0% | 48,0% | 52,0% | 0,0% | **166,9 €** |
| juin | Trimestre 2 | lundi 29 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 13 | Eté | Jour | **23,4** | 0,0% | 1,0% | 43,0% | 56,0% | 0,0% | **116,4 €** |
| juin | Trimestre 2 | lundi 29 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 20 | Eté | Jour | **5,1** | 0,0% | 0,0% | 59,0% | 40,0% | 1,0% | **25,4 €** |
| juin | Trimestre 2 | lundi 29 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 27 | Eté | Jour | **36,6** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **184,4 €** |
| juin | Trimestre 2 | mardi 30 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 3 | Eté | Jour | **11,9** | 0,0% | 3,5% | 96,5% | 0,0% | 0,0% | **60,1 €** |
| juin | Trimestre 2 | mardi 30 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 4 | Eté | Jour | **15,2** | 0,0% | 5,4% | 62,6% | 32,0% | 0,0% | **76,5 €** |
| juin | Trimestre 2 | mardi 30 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 5 | Eté | Jour | **8,3** | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | **44,9 €** |
| juin | Trimestre 2 | mardi 30 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 8 | Eté | Jour | **5,8** | 0,0% | 0,0% | 52,0% | 48,0% | 0,0% | **29,2 €** |
| juin | Trimestre 2 | mardi 30 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 10 | Eté | Jour | **33,5** | 0,0% | 0,0% | 48,0% | 52,0% | 0,0% | **166,9 €** |
| juin | Trimestre 2 | mardi 30 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 13 | Eté | Jour | **23,4** | 0,0% | 1,0% | 43,0% | 56,0% | 0,0% | **116,4 €** |
| juin | Trimestre 2 | mardi 30 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 20 | Eté | Jour | **5,1** | 0,0% | 0,0% | 59,0% | 40,0% | 1,0% | **25,4 €** |
| juin | Trimestre 2 | mardi 30 juin 2020 | Renfort scolaire | Offre | 27 | Eté | Jour | **36,6** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **184,4 €** |
| juin | Trimestre 2 | juin 2020 | Déviation exploitation (Rue des Marronniers - Le Cendre) | Offre | 34 | Eté | Jour | **217,0** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **807,2 €** |
| juillet | Trimestre 3 | mercredi 1 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 3 | Eté | Jour | **5,9** | 0,0% | 3,5% | 96,5% | 0,0% | 0,0% | **30,1 €** |
| juillet | Trimestre 3 | mercredi 1 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 4 | Eté | Jour | **9,0** | 0,0% | 5,4% | 62,6% | 32,0% | 0,0% | **45,1 €** |
| juillet | Trimestre 3 | mercredi 1 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 5 | Eté | Jour | **8,3** | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | **44,9 €** |
| juillet | Trimestre 3 | mercredi 1 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 8 | Eté | Jour | **5,8** | 0,0% | 0,0% | 52,0% | 48,0% | 0,0% | **29,2 €** |
| juillet | Trimestre 3 | mercredi 1 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 13 | Eté | Jour | **18,8** | 0,0% | 1,0% | 43,0% | 56,0% | 0,0% | **93,5 €** |
| juillet | Trimestre 3 | mercredi 1 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 27 | Eté | Jour | **29,1** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **146,8 €** |
| juillet | Trimestre 3 | jeudi 2 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 3 | Eté | Jour | **11,9** | 0,0% | 3,5% | 96,5% | 0,0% | 0,0% | **60,1 €** |
| juillet | Trimestre 3 | jeudi 2 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 4 | Eté | Jour | **15,2** | 0,0% | 5,4% | 62,6% | 32,0% | 0,0% | **76,5 €** |
| juillet | Trimestre 3 | jeudi 2 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 5 | Eté | Jour | **8,3** | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | **44,9 €** |
| juillet | Trimestre 3 | jeudi 2 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 8 | Eté | Jour | **5,8** | 0,0% | 0,0% | 52,0% | 48,0% | 0,0% | **29,2 €** |
| juillet | Trimestre 3 | jeudi 2 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 10 | Eté | Jour | **33,5** | 0,0% | 0,0% | 48,0% | 52,0% | 0,0% | **166,9 €** |
| juillet | Trimestre 3 | jeudi 2 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 13 | Eté | Jour | **23,4** | 0,0% | 1,0% | 43,0% | 56,0% | 0,0% | **116,4 €** |
| juillet | Trimestre 3 | jeudi 2 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 20 | Eté | Jour | **5,1** | 0,0% | 0,0% | 59,0% | 40,0% | 1,0% | **25,4 €** |
| juillet | Trimestre 3 | jeudi 2 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 27 | Eté | Jour | **36,6** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **184,4 €** |
| juillet | Trimestre 3 | vendredi 3 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 3 | Eté | Jour | **11,9** | 0,0% | 3,5% | 96,5% | 0,0% | 0,0% | **60,1 €** |
| juillet | Trimestre 3 | vendredi 3 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 4 | Eté | Jour | **15,2** | 0,0% | 5,4% | 62,6% | 32,0% | 0,0% | **76,5 €** |
| juillet | Trimestre 3 | vendredi 3 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 5 | Eté | Jour | **8,3** | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | **44,9 €** |
| juillet | Trimestre 3 | vendredi 3 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 10 | Eté | Jour | **33,5** | 0,0% | 0,0% | 48,0% | 52,0% | 0,0% | **166,9 €** |
| juillet | Trimestre 3 | vendredi 3 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 13 | Eté | Jour | **23,4** | 0,0% | 1,0% | 43,0% | 56,0% | 0,0% | **116,4 €** |
| juillet | Trimestre 3 | vendredi 3 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 20 | Eté | Jour | **5,1** | 0,0% | 0,0% | 59,0% | 40,0% | 1,0% | **25,4 €** |
| juillet | Trimestre 3 | vendredi 3 juillet 2020 | Renfort scolaire | Offre | 27 | Eté | Jour | **36,6** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **184,4 €** |
| juillet | Trimestre 3 | lundi 27 juillet 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance LAC | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **10,7** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **70,2 €** |
| juillet | Trimestre 3 | mardi 28 juillet 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance LAC | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **34,4** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **226,6 €** |
| juillet | Trimestre 3 | mercredi 29 juillet 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance LAC | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **34,4** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **226,6 €** |
| juillet | Trimestre 3 | jeudi 30 juillet 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance LAC | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **34,4** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **226,6 €** |
| juillet | Trimestre 3 | vendredi 31 juillet 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance LAC | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **23,8** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **156,4 €** |
| juillet | Trimestre 3 | juillet 2020 | Déviation exploitation (Rue des Marronniers - Le Cendre) | Offre | 34 | Eté | Jour | **81,2** | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | **302,1 €** |
| août | Trimestre 3 | mercredi 5 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **21,5** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **141,3 €** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 1 bis — DETAIL 2020 DES KILOMETRES COMMERCIAUX SUPPLEMENTAIRES

**KILOMETRES SUPPLEMENTAIRES ANNEE 2020**

| Mois | Trimestre | Date | Evénement | Commentaires | Ligne | Saison | Jour / Nuit | KMS | Tramway | Articulé | Stand GO | Stand GNV | Midibus | Valeur € 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| août | Trimestre 3 | jeudi 6 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **21,5** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **141,3 €** |
| août | Trimestre 3 | lundi 10 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **9,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **50,2 €** |
| août | Trimestre 3 | lundi 10 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **9,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **60,6 €** |
| août | Trimestre 3 | mardi 11 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **9,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **50,2 €** |
| août | Trimestre 3 | mardi 11 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **9,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **60,6 €** |
| août | Trimestre 3 | mercredi 12 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **9,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **50,2 €** |
| août | Trimestre 3 | mercredi 12 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **9,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **60,6 €** |
| août | Trimestre 3 | jeudi 13 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **9,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **50,2 €** |
| août | Trimestre 3 | jeudi 13 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **9,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **60,6 €** |
| août | Trimestre 3 | lundi 17 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **17,1** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **93,4 €** |
| août | Trimestre 3 | lundi 17 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **12,8** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **84,2 €** |
| août | Trimestre 3 | mardi 18 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **17,1** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **93,4 €** |
| août | Trimestre 3 | mardi 18 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **12,8** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **84,2 €** |
| août | Trimestre 3 | mercredi 19 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **18,9** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **102,8 €** |
| août | Trimestre 3 | mercredi 19 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **16,3** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **107,0 €** |
| août | Trimestre 3 | jeudi 20 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **18,9** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **102,8 €** |
| août | Trimestre 3 | jeudi 20 août 2020 | Renfort exploitation suite travaux maintenance plateforme | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **16,3** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **107,0 €** |
| août | Trimestre 3 | samedi 22 août 2020 | Match de foot stade Gabriel Montpied | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **15,1** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **82,5 €** |
| août | Trimestre 3 | samedi 22 août 2020 | Match de foot stade Gabriel Montpied | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **15,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **99,7 €** |
| août | Trimestre 3 | samedi 29 août 2020 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **115,0** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **626,7 €** |
| septembre | Trimestre 3 | dimanche 6 septembre 2020 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Renfort exploitation | A | Eté | Jour | **86,3** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **470,0 €** |
| septembre | Trimestre 3 | dimanche 6 septembre 2020 | Match de rugby stade Marcel Michelin | Renfort exploitation | A | Eté | Nuit | **97,5** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **641,9 €** |
| septembre | Trimestre 3 | dimanche 6 septembre 2020 | Renfort exploitation lors de la journée sans voiture en centre-ville | Offre | A | Eté | Jour | **652,2** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **3 553,7 €** |
| septembre | Trimestre 3 | dimanche 6 septembre 2020 | Renfort exploitation lors de la journée sans voiture en centre-ville | Offre | B | Eté | Jour | **243,6** | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **1 323,3 €** |
| septembre | Trimestre 3 | dimanche 6 septembre 2020 | Renfort exploitation lors de la journée sans voiture en centre-ville | Offre | C | Eté | Jour | **514,6** | 0,0% | 90,9% | 9,1% | 0,0% | 0,0% | **2 776,8 €** |
| décembre | Trimestre 4 | décembre 2020 | Renfort exploitation périodes de fêtes de fin d'année | Affluence | A | Hiver | Jour | **3 044,3** | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | **17 083,1 €** |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | | | | | | | **10 284,0** | | | | | | **51 266,1 €** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 2 VITESSES COMMERCIALES

| | Vitesses commerciales | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LIGNES | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 vs 2019 | | 2020 vs 2018 | |
| | | | | Ecart | % | Ecart | % |
| Ligne A | 16,65 | 16,57 | 16,56 | 0,00 | 0,0% | -0,08 | -0,5% |
| Ligne B | 13,80 | 13,58 | 13,54 | -0,05 | -0,3% | -0,26 | -1,9% |
| Ligne C | 18,93 | 18,57 | 18,82 | 0,25 | 1,3% | -0,11 | -0,6% |
| Ligne 3 | 16,04 | 15,89 | 15,81 | -0,08 | -0,5% | -0,23 | -1,4% |
| Ligne 4 | 16,07 | 15,86 | 15,83 | -0,03 | -0,2% | -0,24 | -1,5% |
| Ligne 5 | 17,55 | 17,45 | 17,37 | -0,08 | -0,5% | -0,17 | -1,0% |
| Ligne 7 | 13,93 | 13,56 | 13,05 | -0,51 | -3,8% | -0,88 | -6,3% |
| Ligne 8 | 14,13 | 14,06 | 14,05 | -0,02 | -0,1% | -0,08 | -0,6% |
| Ligne 9 | 16,08 | 15,71 | 15,57 | -0,14 | -0,9% | -0,51 | -3,2% |
| Ligne 10 | 18,53 | 17,99 | 17,89 | -0,10 | -0,6% | -0,64 | -3,5% |
| Ligne 12 | 18,20 | 18,12 | 18,16 | 0,04 | 0,2% | -0,05 | -0,3% |
| Ligne 13 | 15,60 | 15,52 | 15,54 | 0,02 | 0,1% | -0,07 | -0,4% |
| Ligne 20 | 22,82 | 22,60 | 22,55 | -0,05 | -0,2% | -0,27 | -1,2% |
| Ligne 21 | 18,26 | 17,58 | 17,60 | 0,01 | 0,1% | -0,67 | -3,7% |
| Ligne 22 | 26,37 | 25,94 | 25,81 | -0,13 | -0,5% | -0,56 | -2,1% |
| Ligne 23 | 28,69 | 28,33 | 28,57 | 0,24 | 0,9% | -0,12 | -0,4% |
| Ligne 24 | 21,49 | 21,73 | 21,73 | 0,01 | 0,0% | 0,25 | 1,1% |
| Ligne 25 | 25,64 | 25,55 | 25,47 | -0,08 | -0,3% | -0,17 | -0,7% |
| Ligne 26 en régie | 22,02 | 22,02 | 22,02 | 0,00 | 0,0% | 0,00 | 0,0% |
| Ligne 27 en régie | 19,23 | 19,38 | 19,38 | 0,00 | 0,0% | 0,14 | 0,7% |
| Ligne 28 | 25,75 | 21,69 | 21,73 | 0,05 | 0,2% | -4,02 | -15,6% |
| **TOTAL RESEAU URBAIN** | **17,22** | **17,01** | **16,99** | **-0,01** | **-0,1%** | **-0,23** | **-1,3%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

## Tramway

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N/A | - | Parc utilisé | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | 220 |
| | | Parc au 31/12/N | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 3,60 | 4,60 | 5,60 | 6,60 | 7,60 | 8,60 | 9,60 | 10,60 | 11,60 | 10,47 | 11,47 | |
| | | Kms Parc parcourus | 1 150 231 | 1 109 507 | 1 123 454 | 1 049 027 | 1 344 073 | 1 340 830 | 1 076 541 | 1 166 929 | 1 057 242 | 1 305 786 | 1 183 592 | |
| | | Consommation (kW/h) | 6 519 911 | 6 041 526 | 6 457 978 | 6 100 253 | 6 880 122 | 6 848 042 | 6 112 706 | 6 259 255 | 5 783 173 | 6 583 246 | 6 409 986 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 46 009 | 44 380 | 44 938 | 41 961 | 53 763 | 53 633 | 43 062 | 46 677 | 42 290 | 43 526 | 39 453 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 566,835 | 544,523 | 574,832 | 581,515 | 511,886 | 510,732 | 567,810 | 536,387 | 547,006 | 504,160 | 541,571 | |

## Autobus articulés

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AG300 | 2 | Parc utilisé | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 29 913 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 18 779 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 5 983 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 62,779 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| AGORA | 2 | Parc utilisé | 8 | 8 | 8 | 8 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 0 | 0 | 152 |
| | | Parc au 31/12/N | 8 | 8 | 8 | 8 | 4 | 7 | 4 | 7 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 9,87 | 10,87 | 11,87 | 12,87 | 13,87 | 14,97 | 15,87 | 16,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 210 080 | 217 171 | 223 796 | 178 858 | 40 559 | 41 246 | 102 700 | 28 073 | 29 433 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 147 257 | 147 847 | 148 694 | 109 998 | 26 330 | 27 725 | 76 272 | 20 373 | 20 065 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 26 260 | 27 146 | 27 975 | 22 357 | 5 794 | 5 892 | 14 671 | 4 010 | 4 205 | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 70,096 | 68,079 | 66,442 | 61,500 | 64,918 | 67,219 | 74,267 | 72,572 | 68,172 | - | - | |
| AGORA LEO | 2 | Parc utilisé | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 2 | 2 | 168 |
| | | Parc au 31/12/N | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 2 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 9,85 | 10,85 | 11,85 | 12,85 | 13,85 | 14,85 | 15,86 | 16,86 | 17,80 | 18,80 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 217 876 | 218 716 | 218 816 | 202 104 | 49 910 | 42 096 | 82 460 | 43 516 | 51 717 | 2 573 | 8 | |
| | | Consommation (L.) | 154 697 | 150 316 | 149 194 | 123 919 | 37 647 | 29 095 | 70 995 | 31 059 | 36 005 | 1 956 | 92 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 36 313 | 36 453 | 36 469 | 33 684 | 8 318 | 7 016 | 13 743 | 7 253 | 8 620 | 1 287 | 4 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 71,002 | 68,727 | 68,182 | 61,314 | 75,429 | 69,117 | 86,097 | 71,374 | 69,619 | 76,029 | 1145,375 | |
| CREALIS | 5 | Parc utilisé | 0 | 0 | 12 | 19 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 159 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 12 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,13 | 0,68 | 1,68 | 2,68 | 3,68 | 4,68 | 5,68 | 6,68 | 7,68 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 33 772 | 475 248 | 1 057 452 | 1 074 224 | 1 096 733 | 1 041 309 | 1 033 349 | 966 512 | 782 632 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 22 139 | 313 701 | 608 117 | 616 283 | 657 382 | 654 151 | 644 957 | 616 353 | 475 823 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | 2 814 | 25 013 | 42 298 | 42 969 | 43 869 | 41 652 | 41 334 | 38 660 | 31 305 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | 65,554 | 66,008 | 57,508 | 57,370 | 59,940 | 62,820 | 62,414 | 63,771 | 60,798 | |
| GX417 | 2 | Parc utilisé | 13 | 13 | 13 | 13 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 168 |
| | | Parc au 31/12/N | 13 | 13 | 13 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 12,44 | 13,44 | 14,45 | 17,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 453 692 | 406 373 | 430 245 | 214 010 | 3 430 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 272 196 | 247 830 | 252 197 | 124 813 | 1 643 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 34 899 | 31 259 | 33 096 | 16 462 | 858 | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 59,996 | 60,986 | 58,617 | 58,321 | 47,914 | - | - | - | - | - | - | |
| GX427 | 5 | Parc utilisé | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 166 |
| | | Parc au 31/12/N | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,44 | 1,44 | 2,45 | 3,45 | 4,45 | 5,45 | 6,45 | 7,45 | 8,45 | 9,45 | 10,45 | |
| | | Kms Parc parcourus | 77 972 | 220 542 | 225 780 | 238 700 | 68 986 | 70 000 | 87 358 | 61 545 | 73 212 | 45 034 | 21 822 | |
| | | Consommation (L.) | 43 519 | 122 240 | 118 907 | 123 336 | 32 792 | 39 293 | 52 437 | 37 516 | 42 785 | 27 715 | 13 205 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 19 493 | 55 136 | 56 445 | 59 675 | 17 247 | 17 500 | 21 840 | 15 386 | 18 303 | 11 259 | 5 456 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 55,814 | 55,427 | 52,665 | 51,670 | 47,534 | 56,133 | 60,025 | 60,957 | 58,439 | 61,543 | 60,510 | |
| GX437 inclus GX437 BHNS | 6 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 12 | 12 | 0 | 160 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 12 | 12 | 12 | 12 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,09 | 0,84 | 1,84 | 2,84 | 3,84 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 280 622 | 390 263 | 252 137 | 198 647 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 159 827 | 218 885 | 145 902 | 112 537 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | - | - | 23 385 | 32 522 | 21 011 | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | - | - | 56,954 | 56,087 | 57,866 | - | |
| PR118 | 1 | Parc utilisé | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 157 |
| | | Parc au 31/12/N | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 15,83 | 16,83 | 17,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 51 313 | 20 394 | 15 400 | 3 379 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 28 258 | 12 195 | 9 734 | 1 949 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 25 657 | 10 197 | 7 700 | 1 690 | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 55,070 | 59,797 | 63,208 | 57,680 | - | - | - | - | - | - | - | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

## Autobus articulés

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PR180.2 | 0 | Parc utilisé | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 155 |
| | | Parc au 31/12/N | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 18,01 | 19,01 | 20,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 21 842 | 8 185 | 4 949 | 1 325 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 13 625 | 6 003 | 3 674 | 1 018 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 21 842 | 8 185 | 4 949 | 1 325 | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 62,382 | 73,341 | 74,237 | 76,851 | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | | | | | | | | | 27 | 16 | 14 | 14 | |

## Autobus standards

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A500 | 0 | Parc utilisé | 6 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 109 |
| | | Parc au 31/12/N | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 18,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 95 660 | 4 141 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 42 814 | 1 801 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 15 943 | 4 141 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 44,756 | 43,496 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| A500 | 1 | Parc utilisé | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 109 |
| | | Parc au 31/12/N | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 17,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 61 497 | 15 569 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 27 248 | 6 963 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 20 499 | 5 190 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 44,308 | 44,723 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| A500 | 2 | Parc utilisé | 4 | 4 | 3 | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 112 |
| | | Parc au 31/12/N | 4 | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 15,18 | 15,54 | 16,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 89 179 | 62 377 | 36 917 | 17 606 | 1 224 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 34 909 | 24 687 | 14 770 | 7 016 | 341 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 22 295 | 15 594 | 12 306 | 5 869 | 408 | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 39,145 | 39,577 | 40,009 | 39,850 | 27,866 | - | - | - | - | - | - | |
| A600 | 0 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 109 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| A600 | 1 | Parc utilisé | 8 | 8 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 112 |
| | | Parc au 31/12/N | 8 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 15,98 | 16,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 109 648 | 102 597 | 29 313 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 45 644 | 43 741 | 12 888 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 13 706 | 12 825 | 4 886 | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 41,628 | 42,634 | 43,967 | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| GX107 | 0 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 102 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| GX107 | 1 | Parc utilisé | 15 | 11 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 102 |
| | | Parc au 31/12/N | 12 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 16,64 | 17,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 371 123 | 123 403 | 41 246 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 161 741 | 55 309 | 19 631 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 24 742 | 11 218 | 10 312 | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 43,582 | 44,820 | 47,595 | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| GX107 | 2 | Parc utilisé | 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 102 |
| | | Parc au 31/12/N | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 14,99 | 15,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 132 014 | 114 480 | 45 475 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 58 030 | 51 572 | 20 848 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 26 403 | 22 896 | 9 095 | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 43,957 | 45,049 | 45,845 | - | - | - | - | - | - | - | - | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

**Autobus standards**

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GX217 | 2 | Parc utilisé | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 2 | 0 | 0 | 0 | 115 |
| | | Parc au 31/12/N | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 12,82 | 13,82 | 14,83 | 15,83 | 16,83 | 17,83 | 20,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 477 293 | 450 666 | 443 943 | 380 191 | 333 457 | 235 837 | 188 884 | 16 605 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 220 152 | 206 288 | 202 197 | 176 059 | 157 293 | 111 680 | 89 253 | 8 117 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 31 820 | 30 044 | 29 596 | 25 346 | 22 230 | 15 722 | 12 592 | 8 303 | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 46,125 | 45,774 | 45,546 | 46,308 | 47,171 | 47,355 | 47,253 | 48,881 | - | - | - | |
| GX327 | 3 | Parc utilisé | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 13 | 109 |
| | | Parc au 31/12/N | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 10 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 4,59 | 5,59 | 6,59 | 7,59 | 8,59 | 9,59 | 10,60 | 11,60 | 12,60 | 13,60 | 14,60 | |
| | | Kms Parc parcourus | 853 267 | 835 139 | 783 362 | 811 385 | 681 757 | 564 806 | 465 687 | 424 064 | 428 127 | 403 613 | 197 069 | |
| | | Consommation (L.) | 348 426 | 340 934 | 323 708 | 335 375 | 293 602 | 237 052 | 208 633 | 188 445 | 191 935 | 184 146 | 87 860 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 60 948 | 59 653 | 55 954 | 57 956 | 48 697 | 40 343 | 33 263 | 30 290 | 30 581 | 28 830 | 15 159 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 40,834 | 40,824 | 41,323 | 41,334 | 43,066 | 41,971 | 44,801 | 44,438 | 44,831 | 45,624 | 44,583 | |
| GX327 | 5 | Parc utilisé | 7 | 19 | 36 | 36 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 109 |
| | | Parc au 31/12/N | 7 | 19 | 36 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,44 | 1,10 | 1,45 | 2,16 | 3,16 | 4,16 | 5,16 | 6,16 | 7,16 | 8,16 | 9,16 | |
| | | Kms Parc parcourus | 136 959 | 931 893 | 1 610 807 | 1 937 635 | 1 906 191 | 1 915 355 | 1 815 155 | 1 745 233 | 1 563 526 | 1 234 682 | 1 009 469 | |
| | | Consommation (L.) | 54 449 | 392 651 | 639 874 | 741 230 | 728 134 | 790 278 | 754 425 | 729 394 | 636 056 | 537 044 | 429 967 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 19 566 | 49 047 | 44 745 | 53 823 | 46 492 | 46 716 | 44 272 | 42 567 | 38 135 | 30 114 | 24 621 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 39,756 | 42,135 | 39,724 | 38,254 | 38,198 | 41,260 | 41,563 | 41,793 | 40,681 | 43,497 | 42,593 | |
| GX337 | 6 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 14 | 14 | 14 | 16 | 18 | 107 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 14 | 14 | 14 | 18 | 18 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,50 | 1,51 | 2,51 | 3,51 | 3,55 | 4,55 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 273 517 | 749 001 | 722 509 | 677 167 | 627 928 | 725 371 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 113 603 | 309 485 | 285 234 | 259 064 | 245 086 | 279 664 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | 19 537 | 53 500 | 51 608 | 48 369 | 39 246 | 40 298 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | 41,534 | 41,320 | 39,478 | 38,257 | 39,031 | 38,555 | |
| GX217 GNV | 2 | Parc utilisé | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 97 |
| | | Parc au 31/12/N | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 12,72 | 13,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 23 583 | 10 355 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (Nm³) | 13 771 | 6 238 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 23 583 | 10 355 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 58,395 | 60,239 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| GX317 GNV | 2 | Parc utilisé | 15 | 15 | 15 | 15 | 13 | 9 | 9 | 9 | 3 | 0 | 0 | 108 |
| | | Parc au 31/12/N | 15 | 15 | 15 | 9 | 9 | 9 | 9 | 3 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 9,38 | 10,38 | 11,38 | 12,19 | 13,19 | 14,19 | 15,19 | 16,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 517 133 | 420 387 | 375 613 | 306 498 | 207 056 | 167 716 | 177 034 | 90 679 | 9 546 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (Nm³) | 301 981 | 253 237 | 228 698 | 186 264 | 119 247 | 95 347 | 104 124 | 53 255 | 5 605 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 34 476 | 28 026 | 25 041 | 20 433 | 15 927 | 18 635 | 19 670 | 10 075 | 3 182 | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 58,395 | 60,239 | 60,887 | 60,772 | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | - | - | |
| GX317 GNV | 3 | Parc utilisé | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 15 | 15 | 105 |
| | | Parc au 31/12/N | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 15 | 15 | 15 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 6,95 | 7,95 | 8,95 | 9,95 | 10,95 | 11,95 | 12,95 | 13,95 | 14,53 | 15,53 | 16,53 | |
| | | Kms Parc parcourus | 1 428 730 | 1 295 658 | 1 251 012 | 1 133 008 | 973 963 | 1 025 083 | 1 029 717 | 912 933 | 601 907 | 249 156 | 156 376 | |
| | | Consommation (Nm³) | 834 310 | 780 492 | 761 697 | 688 549 | 560 921 | 582 764 | 605 636 | 536 160 | 353 417 | 150 180 | 92 633 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 39 687 | 35 991 | 34 750 | 31 472 | 27 055 | 28 475 | 28 603 | 25 359 | 16 720 | 16 610 | 10 425 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 58,395 | 60,239 | 60,887 | 60,772 | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | |
| GX327 GNV | 3 | Parc utilisé | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 107 |
| | | Parc au 31/12/N | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 4,43 | 5,43 | 6,44 | 7,44 | 8,44 | 9,44 | 10,44 | 11,44 | 12,44 | 13,44 | 14,44 | |
| | | Kms Parc parcourus | 295 364 | 259 769 | 248 616 | 242 278 | 203 528 | 188 639 | 188 440 | 172 590 | 186 959 | 151 741 | 129 536 | |
| | | Consommation (Nm³) | 172 478 | 156 482 | 151 374 | 147 237 | 117 215 | 107 242 | 110 832 | 101 361 | 109 775 | 91 463 | 76 734 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 49 227 | 43 295 | 41 436 | 40 380 | 33 921 | 31 440 | 31 407 | 28 765 | 31 160 | 25 290 | 21 589 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 58,395 | 60,239 | 60,887 | 60,772 | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | |
| GX327 GNV | 5 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 106 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,06 | 2,06 | 3,06 | 4,06 | 5,06 | 6,06 | 7,06 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 353 934 | 394 082 | 376 593 | 331 226 | 284 363 | 243 732 | 219 947 | |
| | | Consommation (Nm³) | 0 | 0 | 0 | 0 | 203 836 | 224 037 | 221 496 | 194 527 | 166 967 | 146 911 | 130 291 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | 50 562 | 56 297 | 53 799 | 47 318 | 40 623 | 34 819 | 31 421 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

## Autobus standards

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MANA21 GNV | 6 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 35 | 35 | 35 | 96 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 35 | 35 | 35 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,78 | 0,96 | 1,90 | 1,90 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 284 674 | 1 063 717 | 1 531 097 | 1 454 721 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 167 187 | 624 575 | 922 877 | 861 742 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | - | - | 31 630 | 30 392 | 43 746 | 41 563 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | - | - | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | |
| PR100.2 | 0 | Parc utilisé | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 46 187 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 20 444 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 9 237 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 44,264 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| | | | | | | | | | 130 | 130 | 132 | 136 | 152 | |

## Midibus

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GX117 | 3 | Parc utilisé | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 70 |
| | | Parc au 31/12/N | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 6,07 | 7,07 | 8,07 | 9,07 | 10,07 | 11,07 | 12,07 | 13,07 | 14,07 | 15,07 | 16,07 | |
| | | Kms Parc parcourus | 282 326 | 275 582 | 289 154 | 290 173 | 285 851 | 294 294 | 295 621 | 289 937 | 281 974 | 243 822 | 172 579 | |
| | | Consommation (L.) | 119 358 | 115 241 | 121 316 | 119 665 | 122 532 | 120 787 | 126 404 | 120 482 | 116 452 | 103 950 | 74 341 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 28 233 | 27 558 | 28 915 | 29 017 | 28 585 | 29 429 | 29 562 | 28 994 | 28 197 | 24 382 | 17 258 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 42,277 | 41,817 | 41,955 | 41,239 | 42,866 | 41,043 | 42,759 | 41,555 | 41,299 | 42,634 | 43,077 | |
| GX137 | 6 | Parc utilisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 65 |
| | | Parc au 31/12/N | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,21 | |
| | | Kms Parc parcourus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 525 | |
| | | Consommation (L.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 206 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 789 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 39,933 | |

## Autocars

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 815CL | 1 | Parc utilisé | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 69 |
| | | Parc au 31/12/N | 2 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 16,79 | 17,79 | 18,79 | 19,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 28 343 | 22 359 | 16 382 | 14 573 | 1 050 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 12 015 | 9 620 | 6 862 | 6 005 | 263 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 14 172 | 11 180 | 8 191 | 14 573 | 1 050 | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 42,391 | 43,025 | 41,887 | 41,209 | 25,042 | - | - | - | - | - | - | |
| 815CL | 2 | Parc utilisé | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 69 |
| | | Parc au 31/12/N | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 14,73 | 15,73 | 16,73 | 17,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 19 317 | 17 920 | 15 686 | 7 230 | 1 131 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L.) | 7 794 | 7 086 | 6 972 | 6 967 | 438 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 19 317 | 17 920 | 15 686 | 7 230 | 1 131 | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 40,348 | 39,542 | 44,447 | 96,364 | 38,705 | - | - | - | - | - | - | |

## Minibus & divers

| Type | Norme Euro | Données | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | ob places moy |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Navette et véhicules divers | - | Parc utilisé | 54 | 52 | 52 | 53 | 55 | 59 | 61 | 56 | 67 | 67 | 68 | - |
| | | Parc au 31/12/N | 54 | 54 | 54 | 54 | 55 | 54 | 54 | 58 | 64 | 67 | 69 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 6,68 | 6,89 | 8,00 | 8,89 | 9,83 | 9,30 | 8,79 | 8,85 | 7,97 | 9,60 | 8,52 | |
| | | Kms Parc parcourus | 635 290 | 622 003 | 675 998 | 651 228 | 608 610 | 557 565 | 565 612 | 535 816 | 611 677 | 608 860 | 589 726 | |
| | | Consommation (L.) | 50 824 | 43 718 | 44 655 | 48 732 | 55 905 | 38 199 | 36 906 | 36 841 | 37 645 | 41 678 | 48 166 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 11 765 | 11 962 | 13 000 | 12 287 | 11 066 | 9 450 | 9 272 | 9 568 | 9 130 | 9 087 | 8 672 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 8,000 | 7,029 | 6,606 | 7,483 | 9,186 | 6,851 | 6,525 | 6,876 | 6,154 | 6,845 | 8,167 | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

| Total par catégorie de véhicule | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Tramway | Parc utilisé | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | 220,0 |
| | | Parc au 31/12N | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 3,60 | 4,60 | 5,60 | 6,60 | 7,60 | 8,60 | 9,60 | 10,60 | 11,60 | 10,47 | 11,47 | |
| | | Kms Parc parcourus | 1 150 231 | 1 109 507 | 1 123 454 | 1 049 027 | 1 344 073 | 1 340 830 | 1 076 541 | 1 166 929 | 1 057 242 | 1 305 786 | 1 183 592 | |
| | | Consommation (kW/h) | 6 519 911 | 6 041 526 | 6 457 978 | 6 100 253 | 6 880 122 | 6 848 042 | 6 112 706 | 6 259 255 | 5 783 173 | 6 583 246 | 6 409 986 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 46 009 | 44 380 | 44 938 | 41 961 | 53 763 | 53 633 | 43 062 | 46 677 | 42 290 | 43 526 | 39 453 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 566,835 | 544,523 | 574,832 | 581,515 | 511,886 | 510,732 | 567,810 | 536,387 | 547,006 | 504,160 | 541,571 | |
| | Autobus Gazole Articulés | Parc utilisé | 39 | 34 | 46 | 53 | 46 | 42 | 42 | 54 | 54 | 43 | 31 | 160,5 |
| | | Parc au 31/12N | 34 | 34 | 46 | 48 | 39 | 42 | 45 | 54 | 43 | 41 | 41 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 10,33 | 11,33 | 9,15 | 6,20 | 5,09 | 6,73 | 6,16 | 6,98 | 5,43 | 5,83 | 6,83 | |
| | | Kms Parc parcourus | 1 062 688 | 1 091 381 | 1 152 758 | 1 313 624 | 1 220 337 | 1 227 566 | 1 369 251 | 1 455 065 | 1 577 974 | 1 266 256 | 1 003 109 | |
| | | Consommation (L) | 678 331 | 686 431 | 704 539 | 798 734 | 706 528 | 712 396 | 857 086 | 902 926 | 962 696 | 791 926 | 601 657 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 27 248 | 32 099 | 25 060 | 24 785 | 26 529 | 29 228 | 32 601 | 26 946 | 29 222 | 29 448 | 32 358 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 63,832 | 62,896 | 61,118 | 60,804 | 57,896 | 58,033 | 62,595 | 62,054 | 61,008 | 62,541 | 59,979 | |
| | Autobus Gazole standards | Parc utilisé | 82 | 80 | 83 | 68 | 73 | 84 | 84 | 71 | 69 | 71 | 72 | 108,5 |
| | | Parc au 31/12N | 71 | 66 | 68 | 70 | 70 | 84 | 72 | 69 | 69 | 73 | 69 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 11,67 | 9,15 | 6,12 | 6,17 | 7,17 | 6,90 | 6,14 | 6,52 | 7,52 | 8,07 | 8,75 | |
| | | Kms Parc parcourus | 2 372 827 | 2 640 265 | 2 991 063 | 3 146 817 | 2 922 629 | 2 989 515 | 3 218 727 | 2 908 411 | 2 668 820 | 2 266 223 | 1 931 909 | |
| | | Consommation (L) | 1 013 857 | 1 123 946 | 1 233 916 | 1 259 680 | 1 179 371 | 1 252 614 | 1 361 796 | 1 211 190 | 1 087 055 | 966 276 | 797 490 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 28 937 | 33 003 | 36 037 | 46 277 | 40 036 | 35 589 | 38 318 | 40 964 | 38 679 | 31 919 | 26 832 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 42,728 | 42,569 | 41,253 | 40,030 | 40,353 | 41,900 | 42,309 | 41,644 | 40,732 | 42,638 | 41,280 | |
| | Autobus GNV | Parc utilisé | 58 | 58 | 57 | 57 | 62 | 58 | 58 | 67 | 87 | 63 | 63 | 100,3 |
| | | Parc au 31/12N | 58 | 58 | 57 | 51 | 58 | 58 | 58 | 61 | 63 | 63 | 83 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 7,41 | 8,41 | 9,32 | 10,05 | 9,84 | 10,84 | 11,85 | 10,74 | 5,74 | 6,70 | 5,88 | |
| | | Kms Parc parcourus | 2 264 810 | 1 986 169 | 1 875 241 | 1 681 784 | 1 738 481 | 1 775 520 | 1 771 784 | 1 792 102 | 2 146 492 | 2 175 726 | 1 960 580 | |
| | | Consommation (Nm3) | 1 322 541 | 1 196 450 | 1 141 769 | 1 022 050 | 1 001 220 | 1 009 390 | 1 042 088 | 1 052 490 | 1 260 340 | 1 311 430 | 1 161 401 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 39 048 | 34 244 | 32 899 | 29 505 | 28 040 | 30 612 | 30 548 | 26 748 | 24 672 | 34 535 | 31 120 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 58,395 | 60,239 | 60,887 | 60,772 | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | |
| | Autocar | Parc utilisé | 3 | 3 | 3 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| | | Parc au 31/12N | 3 | 3 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 16,10 | 17,10 | 17,76 | 18,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Kms Parc parcourus | 47 660 | 40 279 | 32 068 | 21 803 | 2 181 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Consommation (L) | 19 809 | 16 706 | 13 834 | 12 972 | 701 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 15 887 | 13 426 | 10 689 | 10 902 | 1 091 | - | - | - | - | - | - | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 41,563 | 41,476 | 43,139 | 59,499 | 32,127 | - | - | - | - | - | - | |
| | Midibus | Parc utilisé | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 17 | 67,6 |
| | | Parc au 31/12N | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 18 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 6,07 | 7,07 | 8,07 | 9,07 | 10,07 | 11,07 | 12,07 | 13,07 | 14,07 | 15,07 | 9,02 | |
| | | Kms Parc parcourus | 282 326 | 275 582 | 289 154 | 290 173 | 285 851 | 294 294 | 295 621 | 289 937 | 281 974 | 243 822 | 178 104 | |
| | | Consommation (L) | 119 358 | 115 241 | 121 316 | 119 665 | 122 532 | 120 787 | 126 404 | 120 482 | 116 452 | 103 950 | 76 548 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 28 233 | 27 558 | 28 915 | 29 017 | 28 585 | 29 429 | 29 562 | 28 994 | 28 197 | 24 382 | 10 477 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 42,277 | 41,817 | 41,955 | 41,239 | 42,866 | 41,043 | 42,759 | 41,555 | 41,299 | 42,634 | 42,979 | |
| | Autre | Parc utilisé | 54 | 52 | 52 | 53 | 55 | 59 | 61 | 56 | 67 | 67 | 68 | - |
| | | Parc au 31/12N | 54 | 54 | 54 | 54 | 55 | 54 | 54 | 58 | 64 | 67 | 69 | |
| | | Moyenne d'âge au 31/12/N | 6,68 | 6,89 | 8,00 | 8,89 | 9,83 | 9,30 | 8,79 | 8,85 | 7,97 | 9,60 | 8,52 | |
| | | Kms Parc parcourus | 635 290 | 622 003 | 675 998 | 651 228 | 608 610 | 557 565 | 565 612 | 535 816 | 611 677 | 608 860 | 589 726 | |
| | | Consommation (L) | 50 824 | 43 718 | 44 655 | 48 732 | 55 905 | 38 199 | 36 906 | 36 841 | 37 645 | 41 678 | 48 166 | |
| | | Moy. Kms Parc parcourus | 11 765 | 11 962 | 13 000 | 12 287 | 11 066 | 9 450 | 9 272 | 9 568 | 9 130 | 9 087 | 8 672 | |
| | | Moy. Consommation / 100 kms | 8,000 | 7,029 | 6,606 | 7,483 | 9,186 | 6,851 | 6,525 | 6,876 | 6,154 | 6,845 | 8,167 | |

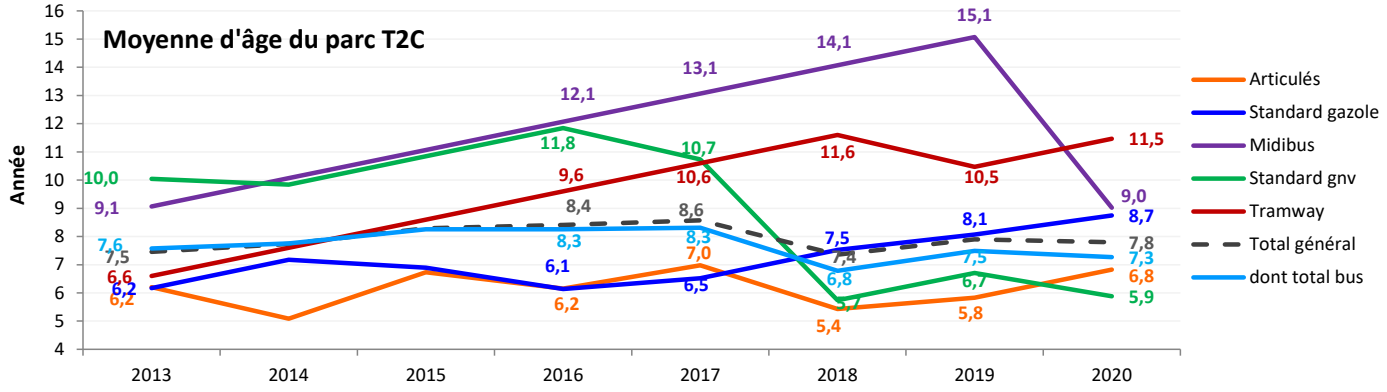
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 3 PARC & DONNEES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

**TOTAL GENERAL**

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Parc utilisé** | Tramway | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | 220 |
| **Parc utilisé** | Bus | 192 | 185 | 199 | 190 | 193 | 194 | 194 | 202 | 220 | 187 | 183 | 111 |
| **Parc utilisé** | Autres | 54 | 52 | 52 | 53 | 55 | 59 | 61 | 56 | 67 | 67 | 68 | - |
| **Parc au 31/12N** | Tramway | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 30 | 30 | |
| **Parc au 31/12N** | Bus | 176 | 171 | 183 | 181 | 177 | 194 | 185 | 194 | 185 | 187 | 211 | |
| **Parc au 31/12N** | Autres | 54 | 54 | 54 | 54 | 55 | 54 | 54 | 58 | 64 | 67 | 69 | |
| **Moyenne d'âge au 31/12N** | Tramway | 3,60 | 4,60 | 5,60 | 6,60 | 7,60 | 8,60 | 9,60 | 10,60 | 11,60 | 10,47 | 11,47 | |
| **Moyenne d'âge au 31/12N** | Bus | 9,76 | 9,35 | 8,11 | 7,57 | 7,75 | 8,26 | 8,25 | 8,31 | 6,78 | 7,49 | 7,27 | |
| **Moyenne d'âge au 31/12N** | Autres | 6,68 | 6,89 | 8,00 | 8,89 | 9,83 | 9,30 | 8,79 | 8,85 | 7,97 | 9,60 | 8,52 | |
| **Kms parcourus** | Tramway | 1 150 231 | 1 109 507 | 1 123 454 | 1 049 027 | 1 344 073 | 1 340 830 | 1 076 541 | 1 166 929 | 1 057 242 | 1 305 786 | 1 183 592 | |
| **Kms parcourus** | Bus | 6 030 311 | 6 033 676 | 6 340 284 | 6 454 201 | 6 169 479 | 6 286 895 | 6 655 383 | 6 445 515 | 6 675 260 | 5 952 027 | 5 073 702 | |
| **Kms parcourus** | Autres | 635 290 | 622 003 | 675 998 | 651 228 | 608 610 | 557 565 | 565 612 | 535 816 | 611 677 | 608 860 | 589 726 | |
| **Consommation (kWh)** | Tramway | 6 519 911 | 6 041 526 | 6 457 978 | 6 100 253 | 6 880 122 | 6 848 042 | 6 112 706 | 6 259 255 | 5 783 173 | 6 583 246 | 6 409 986 | |
| **Consommation (L)** | Bus Gazole | 1 831 355 | 1 942 324 | 2 073 605 | 2 191 052 | 2 009 131 | 2 085 797 | 2 345 286 | 2 234 599 | 2 166 203 | 1 862 153 | 1 475 694 | |
| **Consommation (Nm3)** | Bus Gnv | 1 322 541 | 1 196 450 | 1 141 769 | 1 022 050 | 1 001 220 | 1 009 390 | 1 042 088 | 1 052 490 | 1 260 340 | 1 311 430 | 1 161 401 | |
| **Consommation (L)** | Autres (Gazole) | 50 824 | 43 718 | 44 655 | 48 732 | 55 905 | 38 199 | 36 906 | 36 841 | 37 645 | 41 678 | 48 166 | |
| **Moy. Kms parcourus** | Tramway | 46 009 | 44 380 | 44 938 | 41 961 | 53 763 | 53 633 | 43 062 | 46 677 | 42 290 | 43 526 | 39 453 | |
| **Moy. Kms parcourus** | Bus | 31 408 | 32 614 | 31 861 | 33 969 | 31 966 | 32 407 | 34 306 | 31 908 | 30 342 | 31 829 | 27 725 | |
| **Moy. Kms parcourus** | Autres | 11 765 | 11 962 | 13 000 | 12 287 | 11 066 | 9 450 | 9 272 | 9 568 | 9 130 | 9 087 | 8 672 | |
| **Conso moy. / 100 kms (kWh)** | Tramway | 566,835 | 544,523 | 574,832 | 581,515 | 511,886 | 510,732 | 567,810 | 536,387 | 547,006 | 504,160 | 541,571 | |
| **Conso moy. / 100 kms (L)** | Bus Gazole | 48,635 | 47,988 | 46,441 | 45,911 | 45,343 | 46,234 | 48,024 | 48,021 | 47,832 | 49,312 | 47,402 | |
| **Conso moy. / 100 kms (Nm3)** | Bus Gnv | 58,395 | 60,239 | 60,887 | 60,772 | 57,592 | 56,850 | 58,816 | 58,729 | 58,716 | 60,276 | 59,238 | |
| **Conso moy. / 100 kms (L)** | Autres (Gazole) | 8,000 | 7,029 | 6,606 | 7,483 | 9,186 | 6,851 | 6,525 | 6,876 | 6,154 | 6,845 | 8,167 | |

| **Moyenne d'âge** | **2010** | **2011** | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Articulés | 10,33 | 11,33 | 9,15 | 6,20 | 5,09 | 6,73 | 6,16 | 6,98 | 5,43 | 5,83 | 6,83 |
| Standard gazole | 11,67 | 9,15 | 6,12 | 6,17 | 7,17 | 6,90 | 6,14 | 6,52 | 7,52 | 8,07 | 8,75 |
| Midibus | 6,07 | 7,07 | 8,07 | 9,07 | 10,07 | 11,07 | 12,07 | 13,07 | 14,07 | 15,07 | 9,02 |
| Standard gnv | 7,41 | 8,41 | 9,32 | 10,05 | 9,84 | 10,84 | 11,85 | 10,74 | 5,74 | 6,70 | 5,88 |
| Tramway | 3,60 | 4,60 | 5,60 | 6,60 | 7,60 | 8,60 | 9,60 | 10,60 | 11,60 | 10,47 | 11,47 |
| **Total général** | **9,00** | **8,75** | **7,81** | **7,45** | **7,73** | **8,29** | **8,41** | **8,57** | **7,36** | **7,90** | **7,79** |
| **dont total bus** | **9,76** | **9,35** | **8,11** | **7,57** | **7,75** | **8,26** | **8,25** | **8,31** | **6,78** | **7,49** | **7,27** |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 4 PLACES - KILOMETRES OFFERTES (PKO)

| | Places kilomètres commerciaux offertes (PKO) | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LIGNES | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 vs 2019 | | 2020 vs 2018 | |
| | | | | Ecart | % | Ecart | % |
| Ligne A | 271 460 947 | 276 824 284 | 250 391 614 | -26 432 670 | -9,5% | -21 069 333 | -7,8% |
| Ligne B | 51 242 567 | 49 642 012 | 42 327 284 | -7 314 728 | -14,7% | -8 915 283 | -17,4% |
| Ligne C | 101 255 182 | 101 183 946 | 88 705 728 | -12 478 217 | -12,3% | -12 549 454 | -12,4% |
| Ligne 3 | 63 516 190 | 61 997 861 | 51 933 703 | -10 064 158 | -16,2% | -11 582 487 | -18,2% |
| Ligne 4 | 55 382 297 | 51 923 770 | 46 545 520 | -5 378 250 | -10,4% | -8 836 778 | -16,0% |
| Ligne 5 | 11 969 678 | 11 768 001 | 10 213 347 | -1 554 654 | -13,2% | -1 756 331 | -14,7% |
| Ligne 7 | 1 654 073 | 1 129 471 | 947 959 | -181 512 | -16,1% | -706 114 | -42,7% |
| Ligne 8 | 28 095 634 | 25 576 477 | 20 960 230 | -4 616 247 | -18,0% | -7 135 404 | -25,4% |
| Ligne 9 | 29 014 533 | 27 061 816 | 23 282 068 | -3 779 748 | -14,0% | -5 732 466 | -19,8% |
| Ligne 10 | 41 871 359 | 38 140 399 | 31 584 110 | -6 556 289 | -17,2% | -10 287 248 | -24,6% |
| Ligne 12 | 28 705 685 | 24 686 391 | 22 722 207 | -1 964 184 | -8,0% | -5 983 478 | -20,8% |
| Ligne 13 | 31 467 553 | 28 285 032 | 24 663 365 | -3 621 668 | -12,8% | -6 804 188 | -21,6% |
| Ligne 20 | 39 076 808 | 38 009 890 | 34 570 003 | -3 439 887 | -9,0% | -4 506 805 | -11,5% |
| Ligne 21 | 38 407 641 | 33 894 650 | 28 061 313 | -5 833 336 | -17,2% | -10 346 328 | -26,9% |
| Ligne 22 | 14 818 478 | 13 614 051 | 11 366 331 | -2 247 720 | -16,5% | -3 452 147 | -23,3% |
| Ligne 23 | 3 101 644 | 2 935 303 | 2 476 508 | -458 795 | -15,6% | -625 137 | -20,2% |
| Ligne 24 | 20 997 514 | 20 498 843 | 18 407 686 | -2 091 158 | -10,2% | -2 589 828 | -12,3% |
| Ligne 25 | 2 436 258 | 2 341 383 | 1 796 899 | -544 484 | -23,3% | -639 359 | -26,2% |
| Ligne 26 en régie | 75 579 | 389 159 | 356 940 | -32 220 | -8,3% | 281 361 | 372,3% |
| Ligne 27 en régie | 2 017 457 | 1 674 651 | 1 375 879 | -298 772 | -17,8% | -641 578 | -31,8% |
| Ligne 28 | 851 185 | 899 349 | 846 297 | -53 051 | -5,9% | -4 888 | -0,6% |
| **TOTAL REGIE** | **837 418 262** | **812 476 739** | **713 534 990** | **-98 941 749** | **-12,2%** | **-123 883 272** | **-14,8%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 5 MAINTENANCE

## Maintenance BUS - Pannes

| Nombre de pannes et taux de pannes | | 2018 | 2019 | 2020 | Ecart vs 2019 | % | Ecart vs 2018 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ARTICULES** | **Pannes** | **86** | **69** | **119** | **50** | **72,5%** | **33** | **38,4%** |
| | **Kilomètres** | **1 577 974** | **1 266 256** | **1 003 109** | **-263 147** | **-20,8%** | **-574 865** | **-36,4%** |
| | **Taux de pannes** | **0,55%** | **0,54%** | **1,19%** | **0,64** | | **0,64** | |
| **AGORA** | **Pannes** | 9 | 1 | 0 | -1 | ns | -9 | ns |
| | **Kilomètres** | 81 150 | 2 573 | 8 | -2 565 | -99,7% | -81 142 | -100,0% |
| | **Taux de pannes** | 1,11% | 3,89% | 0,00% | -3,89 | | -1,11 | |
| **GX437** | **Pannes** | 3 | 1 | 2 | 1 | 100,0% | -1 | -33,3% |
| | **Kilomètres** | 73 212 | 45 034 | 21 822 | -23 212 | -51,5% | -51 390 | -70,2% |
| | **Taux de pannes** | 0,41% | 0,22% | 0,92% | 0,69 | | 0,51 | |
| **GX427** | **Pannes** | 14 | 17 | 31 | 14 | 82,4% | 17 | 121,4% |
| | **Kilomètres** | 390 263 | 252 137 | 198 647 | -53 490 | -21,2% | -191 616 | -49,1% |
| | **Taux de pannes** | 0,36% | 0,67% | 1,56% | 0,89 | | 1,20 | |
| **CREALIS** | **Pannes** | 60 | 50 | 86 | 36 | 72,0% | 26 | 43,3% |
| | **Kilomètres** | 1 033 349 | 966 512 | 782 632 | -183 880 | -19,0% | -250 717 | -24,3% |
| | **Taux de pannes** | 0,58% | 0,52% | 1,10% | 0,58 | | 0,52 | |
| | | | | | | | | |
| **STAND GO** | **Pannes** | **70** | **61** | **80** | **19** | **31,1%** | **10** | **14,3%** |
| | **Kilomètres** | **2 668 820** | **2 266 223** | **1 931 909** | **-334 314** | **-14,8%** | **-736 911** | **-27,6%** |
| | **Taux de pannes** | **0,26%** | **0,27%** | **0,41%** | **0,14** | | **0,15** | |
| **GX217** | **Pannes** | 0 | 0 | 0 | 0 | ns | 0 | ns |
| | **Kilomètres** | 0 | 0 | 0 | 0 | ns | 0 | ns |
| | **Taux de pannes** | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00 | | 0,00 | |
| **GX327** | **Pannes** | 63 | 53 | 65 | 12 | 22,6% | 2 | 3,2% |
| | **Kilomètres** | 1 991 653 | 1 638 295 | 1 206 538 | -431 757 | -26,4% | -785 115 | -39,4% |
| | **Taux de pannes** | 0,32% | 0,32% | 0,54% | 0,22 | | 0,22 | |
| **GX337** | **Pannes** | 7 | 8 | 15 | 7 | 87,5% | 8 | 114,3% |
| | **Kilomètres** | 677 167 | 627 928 | 725 371 | 97 443 | 15,5% | 48 204 | 7,1% |
| | **Taux de pannes** | 0,10% | 0,13% | 0,21% | 0,08 | | 0,10 | |
| | | | | | | | | |
| **STANDARD GNV** | **Pannes** | **138** | **92** | **108** | **16** | **17,4%** | **-30** | **-21,7%** |
| | **Kilomètres** | **2 146 492** | **2 175 726** | **1 960 580** | **-215 146** | **-9,9%** | **-185 912** | **-8,7%** |
| | **Taux de pannes** | **0,64%** | **0,42%** | **0,55%** | **0,13** | | **-0,09** | |
| **GX317GNV** | **Pannes** | 58 | 33 | 16 | -17 | -51,5% | -42 | -72,4% |
| | **Kilomètres** | 611 453 | 249 156 | 156 376 | -92 780 | -37,2% | -455 077 | -74,4% |
| | **Taux de pannes** | 0,95% | 1,32% | 1,02% | -0,30 | | 0,07 | |
| **GX327GNV** | **Pannes** | 30 | 23 | 27 | 4 | 17,4% | -3 | -10,0% |
| | **Kilomètres** | 471 322 | 395 473 | 349 483 | -45 990 | -12% | -121 839 | -26% |
| | **Taux de pannes** | 0,64% | 0,58% | 0,77% | 0,19 | | 0,14 | |
| **MANA21GNV** | **Pannes** | 50 | 36 | 65 | 29 | 80,6% | 15 | 30,0% |
| | **Kilomètres** | 1 063 717 | 1 531 097 | 1 454 721 | -76 376 | -5% | 391 004 | 37% |
| | **Taux de pannes** | 0,47% | 0,24% | 0,45% | 0,21 | | -0,02 | |
| | | | | | | | | |
| **MIDIBUS** | **Pannes** | **22** | **9** | **21** | **12** | **133,3%** | **-1** | **-4,5%** |
| | **Kilomètres** | **281 974** | **243 822** | **178 104** | **-65 718** | **-27,0%** | **-103 870** | **-36,8%** |
| | **Taux de pannes** | **0,78%** | **0,37%** | **1,18%** | **0,81** | | **0,40** | |
| | | | | | | | | |
| **TOTAL BUS** | **Pannes** | **316** | **231** | **328** | **97** | **42,0%** | **12** | **3,8%** |
| | **Kilomètres** | **6 675 260** | **5 952 027** | **5 073 702** | **-878 325** | **-14,8%** | **-1 601 558** | **-24,0%** |
| | **Taux de pannes** | **0,47%** | **0,39%** | **0,65%** | **0,26** | | **0,17** | |

## Maintenance TRAMWAY

| Pannes et consommables | 2018 | 2019 | 2020 | Ecart vs 2019 | % | Ecart vs 2018 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Kilomètres | 1 057 242 | 1 305 786 | 1 183 592 | -122 194 | -9,36% | 126 350 | 11,95% |
| Pannes impact exploitation | 155 | 187 | 163 | -24 | -12,83% | 8 | 5,16% |
| Taux de pannes exploitation | 1,47% | 1,43% | 1,38% | -0,05 | -3,84% | -0,09 | -6,06% |
| Taux de disponibilité | 99,74% | 99,42% | 99,95% | -0,52 | -0,53% | -0,21 | -0,21% |
| Nbre pannes rouges/bloquantes | 1 287 | 1 684 | 1 390 | -294 | -17,46% | 103 | 8,00% |
| Taux de défaillance | 7,17% | 6,81% | 6,90% | 0,09 | 1,29% | -0,27 | -3,77% |
| Taux de disponibilité atelier | 99,32% | 98,48% | 99,87% | -1,40 | -1,42% | -0,56 | -0,56% |
| Bandages consommés | 1 130 | 1 148 | 792 | -356 | -31,01% | -338 | -29,91% |
| Patins consommés | 251 | 153 | 86 | -67 | -43,79% | -165 | -65,74% |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 6 CONTRÔLE

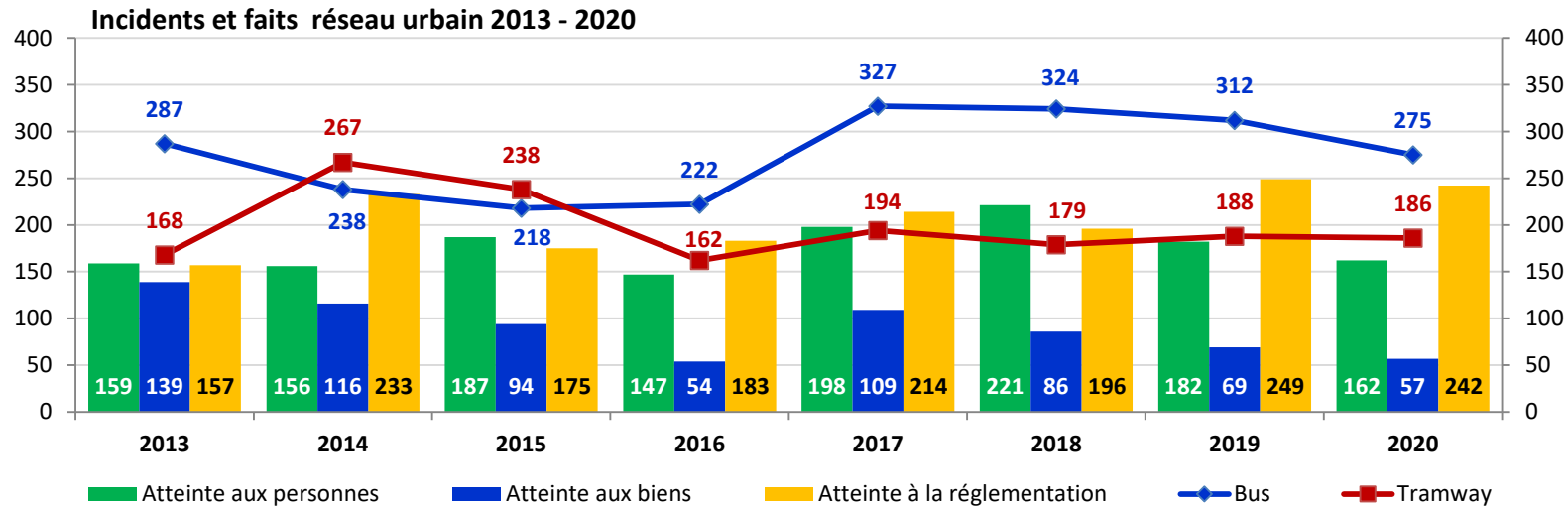
| | Contrôle | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Rubriques** | **2018** | **2019** | **2020** | **Ecart vs 2019** | **%** | **Ecart vs 2018** | **%** |
| **TRAMWAY** | | | | | | | |
| Nombre de voyages du périmètre contrôlé | 16 650 956 | 15 976 254 | 9 459 256 | -6 516 998 | -40,8% | -7 191 700 | -43,2% |
| Nombre de titres controlés | 148 802 | 200 242 | 115 462 | -84 780 | -42,3% | -33 340 | -22,4% |
| **Taux de contrôle** | **0,89%** | **1,25%** | **1,22%** | **-0,03** | | **0,33** | |
| Nombre de PV | 2 552 | 3 873 | 3 198 | -675 | -17,4% | 646 | 25,3% |
| **Taux de fraude apparent** | **1,72%** | **1,93%** | **2,77%** | **0,84** | | **1,05** | |
| **BUS** | | | | | | | |
| Nombre de voyages du périmètre contrôlé | 15 251 505 | 14 646 851 | 7 485 916 | -7 160 935 | -48,9% | -7 765 589 | -50,9% |
| Nombre de titres controlés | 183 696 | 184 280 | 83 757 | -100 523 | -54,5% | -99 939 | -54,4% |
| **Taux de contrôle** | **1,20%** | **1,26%** | **1,12%** | **-0,14** | | **-0,09** | |
| Nombre de PV | 4 842 | 4 108 | 2 739 | -1 369 | -33,3% | -2 103 | -43,4% |
| **Taux de fraude apparent** | **2,64%** | **2,23%** | **3,27%** | **1,04** | | **0,63** | |
| **dont BUS LIGNE B** | | | | | | | |
| Nombre de voyages du périmètre contrôlé | 2 994 950 | 2 762 927 | 1 477 411 | -1 285 516 | -46,5% | -1 517 539 | -50,7% |
| Nombre de titres controlés | 31 934 | 35 978 | 15 180 | -20 798 | -57,8% | -16 754 | -52,5% |
| **Taux de contrôle** | **1,07%** | **1,30%** | **1,03%** | **-0,27** | | **-0,04** | |
| Nombre de PV | 1 101 | 930 | 527 | -403 | -43,3% | -574 | -52,1% |
| **Taux de fraude apparent** | **3,45%** | **2,58%** | **3,47%** | **0,89** | | **0,02** | |
| **dont BUS LIGNE C** | | | | | | | |
| Nombre de voyages du périmètre contrôlé | 2 658 911 | 2 531 852 | 1 478 414 | -1 053 438 | -41,6% | -1 180 497 | -44,4% |
| Nombre de titres controlés | 27 445 | 39 599 | 21 527 | -18 072 | -45,6% | -5 918 | -21,6% |
| **Taux de contrôle** | **1,03%** | **1,56%** | **1,46%** | **-0,11** | | **0,42** | |
| Nombre de PV | 787 | 1 117 | 790 | -327 | -29,3% | 3 | 0,4% |
| **Taux de fraude apparent** | **2,87%** | **2,82%** | **3,67%** | **0,85** | | **0,80** | |
| **TOTAL** | | | | | | | |
| Nombre de voyages du périmètre contrôlé | 31 902 462 | 30 623 105 | 16 945 172 | -13 677 933 | -44,7% | -14 957 290 | -46,9% |
| Nombre de titres controlés | 332 498 | 384 522 | 199 219 | -185 303 | -48,2% | -133 279 | -40,1% |
| **Taux de contrôle** | **1,04%** | **1,26%** | **1,18%** | **-0,08** | | **0,13** | |
| Nombre de PV | 7 394 | 7 981 | 5 937 | -2 044 | -25,6% | -1 457 | -19,7% |
| **Taux de fraude apparent** | **2,22%** | **2,08%** | **2,98%** | **0,90** | | **0,76** | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 7 SECURITE

## Sécurité sur le réseau : incidents et faits

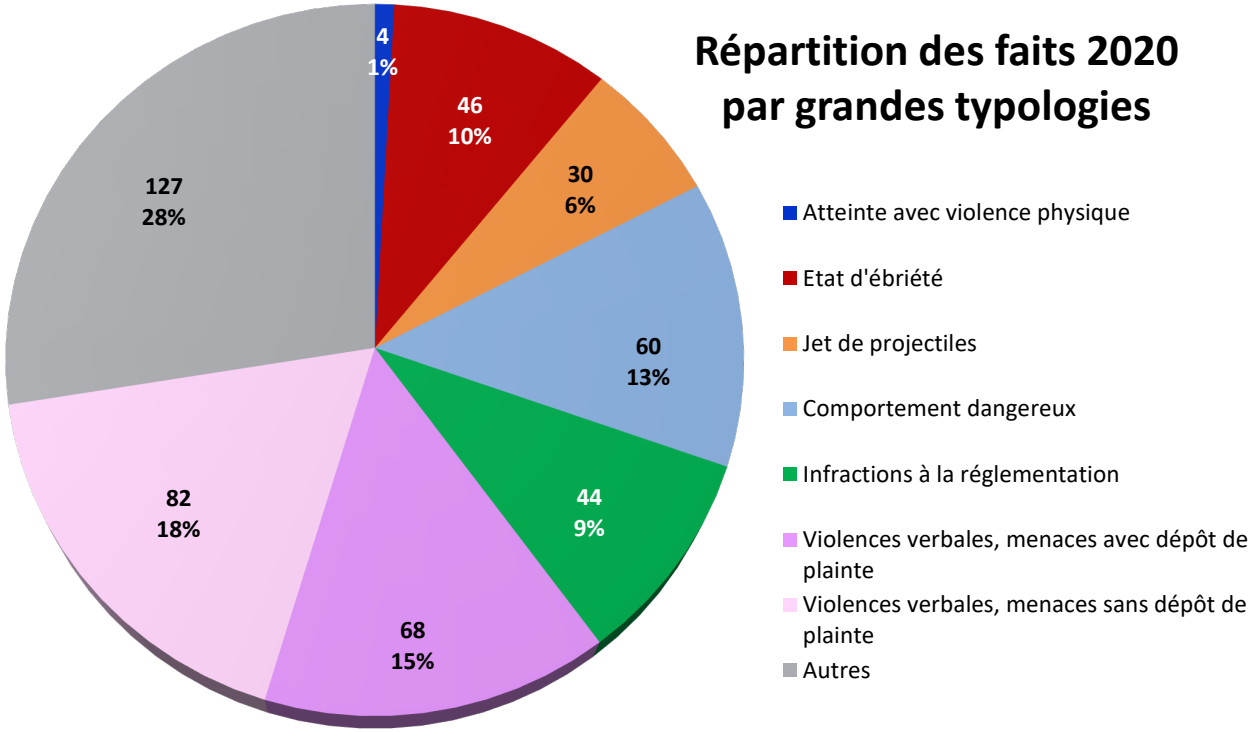
| Rubriques | 2018 | 2019 | 2020 | Ecart vs 2019 | % | Ecart vs 2018 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Présentation des incidents et faits par mode** | | | | | | | |
| Mode bus | 324 | 312 | 275 | -37 | -11,9% | -49 | -15,1% |
| Mode tramway | 179 | 188 | 186 | -2 | -1,1% | 7 | 3,9% |
| **TOTAL** | **503** | **500** | **461** | **-39** | **-7,8%** | **-42** | **-8,3%** |
| **Présentation des incidents et faits par typologie** | | | | | | | |
| Atteinte aux personnes | 221 | 182 | 162 | -20 | -11,0% | -59 | -26,7% |
| Atteinte aux biens | 86 | 69 | 57 | -12 | -17,4% | -29 | -33,7% |
| Atteinte à la réglementation | 196 | 249 | 242 | -7 | -2,8% | 46 | 23,5% |
| **TOTAL** | **503** | **500** | **461** | **-39** | **-7,8%** | **-42** | **-8,3%** |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 7 SECURITE

| Type de faits et incidents | 2018 | 2019 | 2020 | % 2018 | % 2019 | % 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Atteinte avec violence physique | 14 | 8 | 4 | 2,8% | 1,6% | 0,9% |
| Etat d'ébriété | 35 | 39 | 46 | 7,0% | 7,8% | 10,0% |
| Jet de projectiles | 49 | 42 | 30 | 9,7% | 8,4% | 6,5% |
| Comportement dangereux | 38 | 44 | 60 | 7,6% | 8,8% | 13,0% |
| Infractions à la réglementation | 44 | 62 | 44 | 8,7% | 12,4% | 9,5% |
| Violences verbales, menaces avec dépôt de plainte | 91 | 81 | 68 | 18,1% | 16,2% | 14,8% |
| Violences verbales, menaces sans dépôt de plainte | 115 | 91 | 82 | 22,9% | 18,2% | 17,8% |
| Autres | 117 | 133 | 127 | 23,3% | 26,6% | 27,5% |
| | 503 | 500 | 461 | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

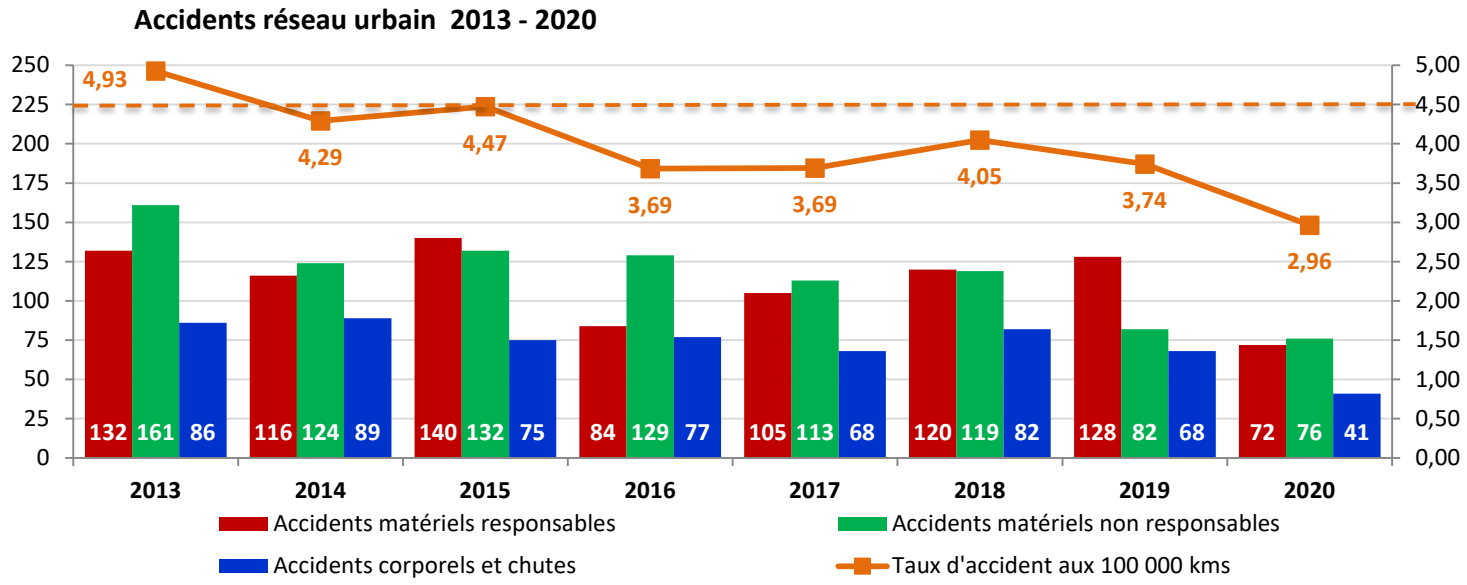


Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 7 SECURITE

## Sécurité sur le réseau : accidents

| Rubriques | 2018 | 2019 | 2020 | Ecart vs 2019 | % | Ecart vs 2018 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Accidents matériels responsables | 120 | 128 | 72 | -56 | -43,8% | -48 | -40,0% |
| Accidents matériels non responsables | 119 | 82 | 76 | -6 | -7,3% | -43 | -36,1% |
| Accidents corporels et chutes | 82 | 68 | 41 | -27 | -39,7% | -41 | -50,0% |
| **TOTAL** | **321** | **278** | **189** | **-89** | **-32,0%** | **-132** | **-41,1%** |
| Taux d'accident au 100 000 kms | 4,05 | 3,74 | 2,96 | -0,78 | -20,8% | -1,09 | -26,8% |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 8 STOCKS 2020

## SITUATION DES STOCKS AU 31 DECEMBRE 2020

| Famille | Compte | Libellé famille | STOCK INITIAL au 01/01/2020 | ENTREES ANNEE 2020 | SORTIES ANNEE 2020 | STOCK FINAL au 31/12/2020 | Variation de stock 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Pièces de rechange** | | | | | | | |
| **A** | 602151 | Electricité | **808 087,77** | 424 254,49 | 417 302,75 | **815 039,51** | **6 951,74** |
| **B** | 602152 | Carrosserie | **610 252,49** | 232 058,70 | 194 917,60 | **647 393,59** | **37 141,10** |
| **D** | 602153 | Mécanique | **1 267 122,87** | 1 061 297,42 | 1 159 753,94 | **1 168 666,35** | **-98 456,52** |
| **E** | 602150 | Electronique | **326 245,44** | 88 286,79 | 15 407,36 | **399 124,87** | **72 879,43** |
| **H** | 602155 | Quincaillerie | **27 037,95** | 14 738,09 | 11 551,30 | **30 224,73** | **3 186,78** |
| **J** | 602154 | Metaux soudure | **1 724,01** | 1 081,37 | 1 279,30 | **1 526,08** | **-197,93** |
| **K** | 602230 | Produits chimiques | **37 938,00** | 90 853,40 | 87 525,26 | **41 266,14** | **3 328,14** |
| **Sous-total pièces de rechange** | | | **3 078 408,53** | **1 912 570,27** | **1 887 737,53** | **3 103 241,27** | **24 832,74** |
| **Carburants** | | | | | | | |
| **N1** | 602111 | Gazole | **345 063,04** | 1 558 344,16 | 1 581 911,17 | **321 496,03** | **-23 567,01** |
| **N2** | 602112 | Additif gazole | **3 846,48** | 22 144,68 | 21 289,96 | **4 701,20** | **854,72** |
| **Sous-total carburants** | | | **348 909,52** | **1 580 488,84** | **1 603 201,12** | **326 197,24** | **-22 712,28** |
| **Autres produits de maintenance** | | | | | | | |
| **P1** | 602131 | Huiles et graisse | **86 318,94** | 36 517,89 | 45 699,99 | **77 136,84** | **-9 182,10** |
| **P2** | 602132 | Liquide de refroidissement | **4 756,83** | 0,00 | 0,00 | **4 756,83** | **0,00** |
| **L** | 602221 | Produits d'entretien | **18 559,71** | 75 912,70 | 18 560,10 | **75 912,31** | **57 352,60** |
| **Q** | 602211 | Fuel | **256,06** | 0,00 | 0,00 | **256,06** | **0,00** |
| | 602231 | Outillages stockés | **10 495,12** | 16 364,46 | 15 226,75 | **11 632,83** | **1 137,71** |
| | 602232 | Consommables atelier stockés | **20 838,96** | 38 255,93 | 39 646,39 | **19 448,50** | **-1 390,46** |
| | 602233 | Equipements de sécurité stockés | **6 047,88** | 250 962,80 | -23 055,67 | **280 066,35** | **274 018,47** |
| | 602234 | Matériel bât. et install. fixes stockés | **290 318,56** | 173 770,05 | 72 288,74 | **391 799,87** | **101 481,31** |
| **Sous-total autres produits maintenance** | | | **437 592,06** | **591 783,82** | **168 366,29** | **861 009,59** | **423 417,53** |
| **Billetterie** | | | | | | | |
| **BILU** | 602270 | Billetterie tickets unité | **8 682,39** | 5 107,20 | 1 973,76 | **11 815,83** | **3 133,44** |
| **BILC** | 602271 | Billetterie carnets | **6 977,22** | 14 336,00 | 10 397,92 | **10 915,30** | **3 938,08** |
| **BILM** | 602272 | Billetterie mensuelle | **0,00** | 0,00 | 0,00 | **0,00** | **0,00** |
| **BILO** | 602273 | Billetterie occasionnelle | **1 881,08** | 797,60 | 138,09 | **2 540,59** | **659,51** |
| **BILB** | 602274 | Billetterie badges | **24 879,38** | 0,00 | 15 792,04 | **9 087,34** | **-15 792,04** |
| **BILA** | 602275 | Billetterie annuel | **0,00** | 0,00 | 0,00 | **0,00** | **0,00** |
| **Sous-total billetterie** | | | **42 420,07** | **20 240,80** | **28 301,81** | **34 359,06** | **-8 061,01** |
| **fournitures, imprimés et papier** | | | | | | | |
| **SAF** | 602251 | Imprimés | **370,44** | 12 515,30 | 10 783,62 | **2 102,12** | **1 731,68** |
| **SCP** | 602251 | Papier | **4 120,59** | 0,00 | 0,00 | **4 120,59** | **0,00** |
| **Sous-total imprimés et papier** | | | **4 491,03** | **12 515,30** | **10 783,62** | **6 222,71** | **1 731,68** |
| **TOTAL GENERAL** | | | **3 911 821,21** | **4 117 599,03** | **3 698 390,38** | **4 331 029,86** | **419 208,65** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 9 VENTES, FREQUENTATION ET TARIFS

## Ventes de titres

| TITRES | Tarif du 01/07/2019 | 2018 | 2019 | Objectif 2020 | 2020 | 2020 vs obj. 2020 | % vs objectif | 2020 vs 2019 | % vs 2019 | 2020 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ticket unité | **1,60 €** | 1 683 808 | 1 638 254 | 1 674 649 | 762 415 | -912 234 | -54,5% | -875 839 | -53,5% | -921 393 | -54,7% |
| Ticket unité par SMS | **1,60 €** | 0 | 0 | 0 | 110 941 | 110 941 | - | 110 941 | - | 110 941 | - |
| **Total Titres unités** | | **1 683 808** | **1 638 254** | **1 674 649** | **873 356** | **-801 293** | **-47,8%** | **-764 898** | **-46,7%** | **-810 452** | **-48,1%** |
| Carnet de 10 tickets TN | **14,40 €** | 254 624 | 257 744 | 254 844 | 128 465 | -126 379 | -49,6% | -129 279 | -50,2% | -126 159 | -49,5% |
| Carnet de 10 tickets TR | **13,00 €** | 0 | 2 500 | 5 900 | 4 300 | -1 600 | -27,1% | 1 800 | 72,0% | 4 300 | - |
| **Total carnet de 10 tickets** | | **254 624** | **260 244** | **260 744** | **132 765** | **-127 979** | **-49,1%** | **-127 479** | **-49,0%** | **-121 859** | **-47,9%** |
| Ticket 24 heures | **5,10 €** | 8 735 | 8 289 | 7 996 | 4 701 | -3 295 | -41,2% | -3 588 | -43,3% | -4 034 | -46,2% |
| Ticket 24 heures tribu | **12,80 €** | 1 840 | 2 016 | 2 223 | 1 302 | -921 | -41,4% | -714 | -35,4% | -538 | -29,2% |
| Ticket 24 heures groupe | **21,30 €** | 3 691 | 4 178 | 2 387 | 2 123 | -264 | -11,1% | -2 055 | -49,2% | -1 568 | -42,5% |
| Pass 72 heures | **3,50 €** | 250 | 300 | 300 | 0 | -300 | -100,0% | -300 | -100,0% | -250 | -100,0% |
| Billet congrés | **2,40 €** | 13 870 | 8 116 | 4 004 | 13 457 | 9 453 | 236,1% | 5 341 | 65,8% | -413 | -3,0% |
| Ticket parking relais | **6,00 €** | 39 926 | 34 672 | 26 637 | 8 849 | -17 788 | -66,8% | -25 823 | -74,5% | -31 077 | -77,8% |
| **Total titres occasionnels** | | **68 312** | **57 571** | **43 547** | **30 432** | **-13 115** | **-30,1%** | **-27 139** | **-47,1%** | **-37 880** | **-55,5%** |
| **Total non abonnés** | | **2 006 744** | **1 956 069** | **1 978 940** | **1 036 553** | **-942 387** | **-47,6%** | **-919 516** | **-47,0%** | **-970 191** | **-48,3%** |
| Abonnement hebdomadaire tandem | **-** | 1 261 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | -1 261 | -100,0% |
| **Total abonnement hedomadaire** | | **1 261** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **-1 261** | **-100,0%** |
| Abonnement mensuel tout public | **52,20 €** | 17 394 | 16 922 | 16 172 | 8 643 | -7 529 | -46,6% | -8 279 | -48,9% | -8 751 | -50,3% |
| Abonnement mensuel Salarié tandem | **36,50 €** | 6 814 | 7 712 | 7 287 | 2 750 | -4 537 | -62,3% | -4 962 | -64,3% | -4 064 | -59,6% |
| Abonnement mensuel PDM | **44,30 €** | 4 609 | 4 971 | 4 354 | 2 475 | -1 879 | -43,2% | -2 496 | -50,2% | -2 134 | -46,3% |
| **Total mensuel actif** | | **28 817** | **29 605** | **27 813** | **13 868** | **-13 945** | **-50,1%** | **-15 737** | **-53,2%** | **-14 949** | **-51,9%** |
| Abonnement mensuel - 26 ans | **27,00 €** | 25 518 | 25 481 | 26 488 | 15 462 | -11 026 | -41,6% | -10 019 | -39,3% | -10 056 | -39,4% |
| Abonnement mensuel Etudiant tandem | **18,90 €** | 2 918 | 3 623 | 3 515 | 1 343 | -2 172 | -61,8% | -2 280 | -62,9% | -1 575 | -54,0% |
| **Total mensuel Jeune** | | **28 436** | **29 104** | **30 003** | **16 805** | **-13 198** | **-44,0%** | **-12 299** | **-42,3%** | **-11 631** | **-40,9%** |
| Abonnement mensuel -60% | **20,80 €** | 39 202 | 36 834 | 30 114 | 19 897 | -10 217 | -33,9% | -16 937 | -46,0% | -19 305 | -49,2% |
| Abonnement mensuel -80% | **10,40 €** | 55 396 | 55 225 | 53 484 | 35 128 | -18 356 | -34,3% | -20 097 | -36,4% | -20 268 | -36,6% |
| Abonnement mensuel -92% | **4,10 €** | 141 001 | 157 291 | 162 896 | 117 456 | -45 440 | -27,9% | -39 835 | -25,3% | -23 545 | -16,7% |
| **Total mensuel tarification solidaire** | | **235 599** | **249 350** | **246 494** | **172 481** | **-74 013** | **-30,0%** | **-76 869** | **-30,8%** | **-63 118** | **-26,8%** |
| **Total abonnement mensuel illimité** | | **292 852** | **308 059** | **304 310** | **203 154** | **-101 156** | **-33,2%** | **-104 905** | **-34,1%** | **-89 698** | **-30,6%** |
| **Total mensuel + hebdomadaires** | | **293 167** | **308 059** | **304 310** | **203 154** | **-101 156** | **-33,2%** | **-104 905** | **-34,1%** | **-90 013** | **-30,7%** |
| Abonnement annuel tout public | **530,40 €** | 24 630 | 23 674 | 23 838 | 21 444 | -2 394 | -10,0% | -2 230 | -9,4% | -3 186 | -12,9% |
| Abonnement annuel PDM | **450,00 €** | 20 569 | 20 304 | 20 088 | 17 829 | -2 259 | -11,2% | -2 475 | -12,2% | -2 740 | -13,3% |
| Abonnement annuel au porteur | **550,00 €** | 219 | 249 | 246 | 256 | 10 | 4,1% | 7 | 2,8% | 37 | 16,9% |
| Abonnement annuel non voyant | **0,00 €** | 782 | 420 | 156 | 129 | -27 | -17,3% | -291 | -69,3% | -653 | -83,5% |
| **Total annuel actif** | | **46 200** | **44 647** | **44 328** | **39 658** | **-4 670** | **-10,5%** | **-4 989** | **-11,2%** | **-6 542** | **-14,2%** |
| Abonnement annuel - 26 ans | **246,00 €** | 148 151 | 153 531 | 166 507 | 162 177 | -4 330 | -2,6% | 8 646 | 5,6% | 14 026 | 9,5% |
| **Total annuel Jeune** | | **148 151** | **153 531** | **166 507** | **162 177** | **-4 330** | **-2,6%** | **8 646** | **5,6%** | **14 026** | **9,5%** |
| **Total annuel illimité** | | **194 351** | **198 178** | **210 834** | **201 835** | **-8 999** | **-4,3%** | **3 657** | **1,8%** | **7 484** | **3,9%** |
| **Titres cartes à puce** | **2,00 €** | **26 535** | **26 168** | **27 638** | **19 356** | **-8 282** | **-30,0%** | **-6 812** | **-26,0%** | **-7 179** | **-27,1%** |
| **Total abonnés toute période équiv/mens** | | **487 518** | **506 237** | **515 144** | **404 989** | **-110 155** | **-21,4%** | **-101 248** | **-20,0%** | **-82 529** | **-16,9%** |

| Total par profil d'abonnés | | 2018 | 2019 | Objectif 2020 | 2020 | 2020 vs obj. 2020 | % vs objectif | 2020 vs 2019 | % vs 2019 | 2020 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total abonnement tout public | | 42 243 | 40 845 | 40 255 | 30 343 | -9 912 | -24,6% | -10 502 | -25,7% | -11 900 | -28,2% |
| Total abonnement PDM | | 25 178 | 25 275 | 24 442 | 20 304 | -4 138 | -16,9% | -4 971 | -19,7% | -4 874 | -19,4% |
| Total abonnement - 26 ans | | 173 669 | 179 012 | 192 994 | 177 639 | -15 355 | -8,0% | -1 373 | -0,8% | 3 970 | 2,3% |
| Total abonnement Tandem | | 10 047 | 11 335 | 10 802 | 4 093 | -6 709 | -62,1% | -7 242 | -63,9% | -5 954 | -59,3% |
| Total abonnement solidaire | | 235 599 | 249 350 | 246 494 | 172 481 | -74 013 | -30,0% | -76 869 | -30,8% | -63 118 | -26,8% |
| Total abonnement non-voyant | | 782 | 420 | 156 | 129 | -27 | -17,3% | -291 | -69,3% | -653 | -83,5% |
| **Total abonnés toute période équiv/mens** | | **487 518** | **506 237** | **515 144** | **404 989** | **-110 155** | **-21,4%** | **-101 248** | **-20,0%** | **-82 529** | **-16,9%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 9 VENTES, FREQUENTATION ET TARIFS

## Recettes commerciales HT

| TITRES | Tarif du 01/07/2019 | 2018 | 2019 | Objectif 2020 | 2020 | 2020 vs obj. 2020 | % vs objectif | 2020 vs 2019 | % vs 2019 | 2020 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ticket unité | **1,60 €** | 2 372 481 | 2 382 926 | 2 435 853 | 1 109 004 | -1 326 849 | -54,5% | -1 273 922 | -53,5% | -1 263 478 | -53,3% |
| Ticket unité par SMS | **1,60 €** | 0 | 0 | 0 | 161 369 | 161 369 | - | 161 369 | - | 161 369 | - |
| **Total Titres unités** | | **2 372 481** | **2 382 926** | **2 435 853** | **1 270 372** | **-1 165 480** | **-47,8%** | **-1 112 554** | **-46,7%** | **-1 102 109** | **-46,5%** |
| Carnet de 10 tickets TN | **14,40 €** | 3 124 588 | 3 253 486 | 3 336 138 | 1 681 580 | -1 654 558 | -49,6% | -1 571 906 | -48,3% | -1 443 009 | -46,2% |
| Carnet de 10 tickets TR | **13,00 €** | 0 | 29 545 | 69 727 | 50 818 | -18 909 | -27,1% | 21 273 | 72,0% | 50 818 | - |
| **Total carnet de 10 tickets** | | **3 124 588** | **3 283 031** | **3 405 865** | **1 732 398** | **-1 673 467** | **-49,1%** | **-1 550 633** | **-47,2%** | **-1 392 191** | **-44,6%** |
| Ticket 24 heures | **5,10 €** | 39 268 | 38 076 | 37 873 | 21 809 | -16 064 | -42,4% | -16 268 | -42,7% | -17 459 | -44,5% |
| Ticket 24 heures tribu | **12,80 €** | 19 187 | 22 734 | 26 348 | 15 151 | -11 198 | -42,5% | -7 583 | -33,4% | -4 036 | -21,0% |
| Ticket 24 heures groupe | **21,30 €** | 66 714 | 78 164 | 47 051 | 41 109 | -5 942 | -12,6% | -37 055 | -47,4% | -25 605 | -38,4% |
| Pass 72 heures | **3,50 €** | 773 | 941 | 968 | 0 | -968 | -100,0% | -941 | -100,0% | -773 | -100,0% |
| Billet congrés | **2,40 €** | 9 936 | 7 580 | 4 471 | 2 443 | -2 029 | -45,4% | -5 137 | -67,8% | -7 494 | -75,4% |
| Ticket parking relais | **6,00 €** | 74 118 | 77 217 | 75 288 | 25 631 | -49 657 | -66,0% | -51 586 | -66,8% | -48 487 | -65,4% |
| **Total titres occasionnels** | | **209 995** | **224 712** | **191 999** | **106 142** | **-85 858** | **-44,7%** | **-118 570** | **-52,8%** | **-103 854** | **-49,5%** |
| **Total non abonnés** | | **5 707 065** | **5 890 669** | **6 033 717** | **3 108 912** | **-2 924 805** | **-48,5%** | **-2 781 757** | **-47,2%** | **-2 598 153** | **-45,5%** |
| Abonnement hebdomadaire tandem | - | 12 037 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | -12 037 | -100,0% |
| **Total abonnement hedomadaire** | | **12 037** | **0** | **0** | **0** | **0** | **-** | **0** | **-** | **-12 037** | **-100,0%** |
| Abonnement mensuel tout public | **52,20 €** | 762 300 | 776 927 | 785 492 | 409 912 | -375 580 | -47,8% | -367 014 | -47,2% | -352 388 | -46,2% |
| Abonnement mensuel Salarié tandem | **36,50 €** | 208 836 | 246 654 | 241 799 | 91 250 | -150 549 | -62,3% | -155 404 | -63,0% | -117 586 | -56,3% |
| Abonnement mensuel PDM | **44,30 €** | 171 674 | 193 303 | 179 299 | 99 640 | -79 659 | -44,4% | -93 664 | -48,5% | -72 035 | -42,0% |
| **Total mensuel actif ¬** | | **1 142 810** | **1 216 884** | **1 206 590** | **600 802** | **-605 788** | **-50,2%** | **-616 082** | **-50,6%** | **-542 008** | **-47,4%** |
| Abonnement mensuel - 26 ans | **27,00 €** | 618 313 | 625 462 | 672 180 | 379 497 | -292 683 | -43,5% | -245 964 | -39,3% | -238 816 | -38,6% |
| Abonnement mensuel Etudiant tandem | **18,90 €** | 49 666 | 62 250 | 60 390 | 23 075 | -37 315 | -61,8% | -39 175 | -62,9% | -26 591 | -53,5% |
| **Total mensuel Jeune** | | **667 979** | **687 711** | **732 570** | **402 572** | **-329 997** | **-45,0%** | **-285 139** | **-41,5%** | **-265 407** | **-39,7%** |
| Abonnement mensuel -60% | **20,80 €** | 685 439 | 668 627 | 583 948 | 346 365 | -237 583 | -40,7% | -322 262 | -48,2% | -339 074 | -49,5% |
| Abonnement mensuel -80% | **10,40 €** | 484 798 | 503 738 | 517 265 | 298 729 | -218 536 | -42,2% | -205 009 | -40,7% | -186 069 | -38,4% |
| Abonnement mensuel -92% | **4,10 €** | 492 916 | 570 295 | 621 546 | 417 876 | -203 670 | -32,8% | -152 418 | -26,7% | -75 039 | -15,2% |
| **Total mensuel tarification solidaire** | | **1 663 153** | **1 742 660** | **1 722 759** | **1 062 970** | **-659 789** | **-38,3%** | **-679 690** | **-39,0%** | **-600 183** | **-36,1%** |
| **Total abonnement mensuel illimité ¬** | | **3 473 943** | **3 647 256** | **3 661 919** | **2 066 345** | **-1 595 574** | **-43,6%** | **-1 580 911** | **-43,3%** | **-1 407 598** | **-40,5%** |
| **Total mensuel + hebdomadaires** | | **3 485 979** | **3 647 256** | **3 661 919** | **2 066 345** | **-1 595 574** | **-43,6%** | **-1 580 911** | **-43,3%** | **-1 419 635** | **-40,7%** |
| Abonnement annuel tout public | **530,40 €** | 903 973 | 903 918 | 965 045 | 656 226 | -308 819 | -32,0% | -247 692 | -27,4% | -247 747 | -27,4% |
| Abonnement annuel PDM | **450,00 €** | 640 243 | 656 460 | 690 068 | 460 259 | -229 809 | -33,3% | -196 201 | -29,9% | -179 984 | -28,1% |
| Abonnement annuel au porteur | **550,00 €** | 8 213 | 9 417 | 10 447 | 8 459 | -1 988 | -19,0% | -957 | -10,2% | 247 | 3,0% |
| Abonnement annuel non voyant | **0,00 €** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total annuel actif** | | **1 552 429** | **1 569 794** | **1 665 560** | **1 124 944** | **-540 616** | **-32,5%** | **-444 850** | **-28,3%** | **-427 484** | **-27,5%** |
| Abonnement annuel - 26 ans | **246,00 €** | 2 714 775 | 2 860 889 | 3 161 212 | 2 334 391 | -826 821 | -26,2% | -526 498 | -18,4% | -380 384 | -14,0% |
| **Total annuel Jeune** | | **2 714 775** | **2 860 889** | **3 161 212** | **2 334 391** | **-826 821** | **-26,2%** | **-526 498** | **-18,4%** | **-380 384** | **-14,0%** |
| **Total annuel illimité** | | **4 267 203** | **4 430 684** | **4 826 772** | **3 459 335** | **-1 367 437** | **-28,3%** | **-971 348** | **-21,9%** | **-807 868** | **-18,9%** |
| **Titres cartes à puce** | **2,00 €** | **76 749** | **77 076** | **78 466** | **55 636** | **-22 829** | **-29,1%** | **-21 440** | **-27,8%** | **-21 113** | **-27,5%** |
| **Total abonnés toute période** | | **7 753 183** | **8 077 939** | **8 488 691** | **5 525 680** | **-2 963 012** | **-34,9%** | **-2 552 259** | **-31,6%** | **-2 227 503** | **-28,7%** |
| **TOTAL VENTES DE TITRES** | | **13 536 997** | **14 045 684** | **14 600 874** | **8 690 228** | **-5 910 646** | **-40,5%** | **-5 355 457** | **-38,1%** | **-4 846 769** | **-35,8%** |
| **Produits à tarification spéciale** | | **58 797** | **58 459** | **60 384** | **38 033** | **-22 351** | **-37,0%** | **-20 427** | **-34,9%** | **-20 765** | **-35,3%** |
| **Produits d'activités annexes** | | **180 829** | **202 522** | **209 150** | **156 570** | **-52 580** | **-25,1%** | **-45 952** | **-22,7%** | **-24 259** | **-13,4%** |
| **TOTAL GENERAL** | | **13 776 623** | **14 306 666** | **14 870 408** | **8 884 830** | **-5 985 578** | **-40,3%** | **-5 421 836** | **-37,9%** | **-4 891 793** | **-35,5%** |

| Total par profil d'abonnés | 2018 | 2019 | Objectif2020 | 2020 | 2020 vs obj. 20 | % vs objectif | 2020 vs 2019 | % vs 2019 | 2020 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total abonnement tout public | 1 674 485 | 1 690 261 | 1 760 985 | 1 074 598 | -686 387 | -39,0% | -615 664 | -36,4% | -599 888 | -35,8% |
| Total abonnement PDM | 811 918 | 849 763 | 869 367 | 559 899 | -309 468 | -35,6% | -289 864 | -34,1% | -252 019 | -31,0% |
| Total abonnement - 26 ans | 3 333 088 | 3 486 351 | 3 833 392 | 2 713 888 | -1 119 504 | -29,2% | -772 463 | -22,2% | -619 200 | -18,6% |
| Total abonnement Tandem | 270 539 | 308 904 | 302 188 | 114 325 | -187 863 | -62,2% | -194 579 | -63,0% | -156 214 | -57,7% |
| Total abonnement solidaire | 1 663 153 | 1 742 660 | 1 722 759 | 1 062 970 | -659 789 | -38,3% | -679 690 | -39,0% | -600 183 | -36,1% |
| Total abonnement non-voyant | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| **Total abonnés toute période** | **7 753 183** | **8 077 939** | **8 488 691** | **5 525 680** | **-2 963 012** | **-34,9%** | **-2 552 259** | **-31,6%** | **-2 227 503** | **-28,7%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 9 VENTES, FREQUENTATION ET TARIFS

## Recettes commerciales HT par point de vente

| POINTS DE VENTE | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 vs 2019 | % vs 2019 | 2020 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Conducteurs-Receveurs (DAC) | 1 205 132 | 981 964 | 230 909 | -751 055 | -76,5% | -974 223 | -80,8% |
| Distributeurs de titres de transport | 4 543 772 | 5 067 018 | 2 960 064 | -2 106 954 | -41,6% | -1 583 708 | -34,9% |
| Espace Commercial Lagarlaye | 5 594 553 | 5 761 567 | 4 167 016 | -1 594 551 | -27,7% | -1 427 537 | -25,5% |
| Caisse Pardieu | 119 935 | 176 163 | 308 977 | 132 814 | 75,4% | 189 042 | 157,6% |
| Dépositaires | 1 652 923 | 1 597 805 | 864 113 | -733 692 | -45,9% | -788 810 | -47,7% |
| Transporteurs | 71 729 | 72 364 | 17 818 | -54 545 | -75,4% | -53 910 | -75,2% |
| Parking relais | 78 414 | 79 900 | 27 005 | -52 895 | -66,2% | -51 408 | -65,6% |
| SNCF - intermodalité | 270 539 | 308 904 | 114 325 | -194 579 | -63,0% | -156 214 | -57,7% |
| **TOTAL GENERAL** | **13 536 997** | **14 045 684** | **8 690 228** | **-5 355 457** | **-38,1%** | **-4 846 769** | **-35,8%** |

## Tarifs 2020

| TITRES | 01/07/2017 | 01/07/2018 | 01/07/2019 | 01/07/2020 | Evolution 2019 / 2018 | Evolution 2019 / 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TICKETS** | | | | | | |
| Ticket unité | 1,50 | **1,60** | **1,60** | | 0,00% | 6,67% |
| Carnet de 10 tickets TN | 13,50 | **13,50** | **14,40** | | 6,67% | 6,67% |
| Carnet de 10 tickets TR | - | **-** | **13,00** | | - | - |
| Ticket 24 heures | 4,90 | **5,00** | **5,10** | | 2,00% | 4,08% |
| Ticket 24 heures tribu | 12,30 | **12,60** | **12,80** | | 1,59% | 4,07% |
| Ticket 24 heures groupe | 20,50 | **21,00** | **21,30** | | 1,43% | 3,90% |
| Pass 72 heures | 3,40 | **3,40** | **3,50** | | 2,94% | 2,94% |
| Billet congrés | 2,20 | **2,30** | **2,40** | | 4,35% | 9,09% |
| Ticket parking relais | 3,70 | **3,80** | **6,00** | | 57,89% | 62,16% |
| **ABONNEMENTS** | | | | | | |
| Abonnement hebdomadaire tandem | 10,50 | **10,5 € - suppr** | **-** | Tarifs identiques aux tarifs du 01/07/2019, augmentation reportée au 01/01/2021 | - | - |
| Abonnement mensuel tout public | 47,50 | **49,00** | **52,20** | | 6,53% | 9,89% |
| Abonnement mensuel Salarié tandem | 33,20 | **34,30** | **36,50** | | 6,41% | 9,94% |
| Abonnement mensuel PDM | 40,30 | **41,60** | **44,30** | | 6,49% | 9,93% |
| Abonnement mensuel - 26 ans | 26,30 | **27,00** | **27,00** | | 0,00% | 2,66% |
| Abonnement mensuel Etudiant tandem | 18,40 | **18,90** | **18,90** | | 0,00% | 2,72% |
| Abonnement mensuel -60% | 19,00 | **19,60** | **20,80** | | 6,12% | 9,47% |
| Abonnement mensuel -80% | 9,50 | **9,80** | **10,40** | | 6,12% | 9,47% |
| Abonnement mensuel -92% | 3,80 | **3,90** | **4,10** | | 5,13% | 7,89% |
| Abonnement annuel tout public | 482,40 | **498,00** | **530,40** | | 6,51% | 9,95% |
| Abonnement annuel PDM | 409,20 | **422,40** | **450,00** | | 6,53% | 9,97% |
| Abonnement annuel au porteur | 495,00 | **495,00** | **550,00** | | 11,11% | 11,11% |
| Abonnement annuel non voyant | 0,00 | **0,00** | **0,00** | | - | - |
| Abonnement annuel - 26 ans | 240,00 | **246,00** | **246,00** | | 0,00% | 2,50% |
| Titres cartes à puce | 2,00 | **2,00** | **2,00** | | 0,00% | 0,00% |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 9 VENTES, FREQUENTATION ET TARIFS

## RECETTES COMMERCIALES HT 2020 PAR TITRE

| TITRES | Tarif au 01/07/2019 | 01/2020 | 02/2020 | 03/2020 | 04/2020 | 05/2020 | 06/2020 | 07/2020 | 08/2020 | 09/2020 | 10/2020 | 11/2020 | 12/2020 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ticket unité | 1,60 € | 179 559 | 182 569 | 83 568 | -276 | 0 | -12 | 137 745 | 107 974 | 137 197 | 120 543 | 57 978 | 102 159 | 1 109 004 |
| Ticket unité par SMS | 1,60 € | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 327 | 43 702 | 42 809 | 21 149 | 30 383 | 161 369 |
| **Total Titres unités** | | **179 559** | **182 569** | **83 568** | **-276** | **0** | **-12** | **137 745** | **131 300** | **180 899** | **163 351** | **79 127** | **132 541** | **1 270 372** |
| Carnet de 10 tickets TN | 14,40 € | 245 769 | 249 343 | 112 385 | -118 | 3 050 | 30 960 | 161 175 | 135 478 | 324 563 | 215 241 | 72 602 | 131 132 | 1 681 580 |
| Carnet de 10 tickets TR | 13,00 € | 18 909 | 3 545 | 2 364 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 364 | 2 364 | 0 | 4 727 | 16 545 | 50 818 |
| **Total carnet de 10 tickets** | | **264 678** | **252 888** | **114 749** | **-118** | **3 050** | **30 960** | **161 175** | **137 841** | **326 927** | **215 241** | **77 329** | **147 677** | **1 732 398** |
| Ticket 24 heures | 5,10 € | 2 096 | 3 306 | 1 025 | 0 | 0 | 9 | 3 286 | 3 616 | 3 950 | 2 508 | 649 | 1 363 | 21 809 |
| Ticket 24 heures tribu | 12,80 € | 2 653 | 2 304 | 663 | 0 | 0 | 698 | 1 745 | 2 036 | 2 572 | 640 | 989 | 849 | 15 151 |
| Ticket 24 heures groupe | 21,30 € | 4 260 | 13 787 | 465 | 0 | 0 | 562 | 1 046 | 833 | 15 936 | 1 104 | 2 556 | 562 | 41 109 |
| Pass 72 heures | 3,50 € | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Billet congrés | 2,40 € | 0 | 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 263 | 0 | 0 | 0 | 2 443 |
| Ticket parking relais | 6,00 € | 3 818 | 8 727 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 273 | 3 273 | 3 267 | 3 273 | 0 | 0 | 25 631 |
| **Total titres occasionnels** | | **12 827** | **28 304** | **2 153** | **0** | **0** | **1 269** | **9 350** | **9 758** | **27 988** | **7 525** | **4 194** | **2 774** | **106 142** |
| **Total non abonnés** | | **457 064** | **463 761** | **200 470** | **-394** | **3 050** | **32 217** | **308 271** | **278 900** | **535 813** | **386 117** | **160 651** | **282 992** | **3 108 912** |
| Abonnement mensuel tout public | 52,20 € | 60 267 | 62 782 | 62 071 | 380 | 47 | -190 | 35 211 | 27 761 | 47 549 | 51 109 | 30 940 | 31 984 | 409 912 |
| Abonnement mensuel Salarié tandem | 36,50 € | 21 104 | 9 888 | 11 614 | -2 522 | 0 | 0 | 11 813 | 9 125 | 14 600 | 13 804 | -431 | 2 256 | 91 250 |
| Abonnement mensuel PDM | 44,30 € | 16 874 | 17 559 | 17 076 | 40 | 0 | -40 | 5 276 | 3 952 | 10 874 | 14 176 | 7 209 | 6 645 | 99 640 |
| **Total mensuel actif ¬** | | **98 245** | **90 229** | **90 760** | **-2 102** | **47** | **-230** | **52 300** | **40 838** | **73 023** | **79 088** | **37 718** | **40 886** | **600 802** |
| Abonnement mensuel - 26 ans | 27,00 € | 53 239 | 54 589 | 51 914 | 0 | 25 | -49 | 15 267 | 12 715 | 66 346 | 69 611 | 31 001 | 24 840 | 379 497 |
| Abonnement mensuel Etudiant tandem | 18,90 € | 3 007 | 1 770 | 3 436 | -241 | 0 | 0 | 997 | 3 660 | 6 014 | 2 938 | 2 509 | -1 014 | 23 075 |
| **Total mensuel Jeune** | | **56 246** | **56 359** | **55 350** | **-241** | **25** | **-49** | **16 264** | **16 374** | **72 360** | **72 549** | **33 509** | **23 826** | **402 572** |
| Abonnement mensuel -60% | 20,80 € | 47 011 | 46 731 | 46 457 | 1 221 | 982 | 475 | 25 588 | 23 848 | 43 056 | 43 169 | 33 961 | 33 866 | 346 365 |
| Abonnement mensuel -80% | 10,40 € | 41 185 | 41 496 | 40 132 | 2 919 | 2 569 | 2 061 | 26 407 | 23 457 | 32 495 | 32 760 | 26 473 | 26 775 | 298 729 |
| Abonnement mensuel -92% | 4,10 € | 49 062 | 50 752 | 49 445 | 5 559 | 5 201 | 4 313 | 38 283 | 35 924 | 45 592 | 48 238 | 41 056 | 44 451 | 417 876 |
| **Total mensuel tarification solidaire** | | **137 258** | **138 979** | **136 034** | **9 698** | **8 752** | **6 849** | **90 278** | **83 229** | **121 143** | **124 168** | **101 489** | **105 093** | **1 062 970** |
| **Total mensuel + hebdomadaires** | | **291 749** | **285 567** | **282 144** | **7 356** | **8 824** | **6 570** | **158 841** | **140 441** | **266 526** | **275 805** | **172 717** | **169 805** | **2 066 345** |
| Abonnement annuel tout public | 530,40 € | 78 284 | 78 313 | 78 350 | 11 894 | 11 374 | 7 679 | 68 918 | 67 833 | 63 596 | 65 525 | 63 114 | 61 346 | 656 226 |
| Abonnement annuel PDM | 450,00 € | 56 424 | 56 766 | 55 894 | 6 593 | 6 401 | 5 352 | 48 648 | 48 068 | 46 159 | 44 659 | 43 295 | 42 000 | 460 259 |
| Abonnement annuel au porteur | 550,00 € | 837 | 921 | 921 | 921 | 696 | 583 | 124 | 917 | 833 | 958 | 291 | 458 | 8 459 |
| Abonnement annuel non voyant | 0,00 € | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total annuel actif** | | **135 545** | **135 999** | **135 165** | **19 408** | **18 470** | **13 614** | **117 690** | **116 818** | **110 588** | **111 142** | **106 700** | **103 804** | **1 124 944** |
| Abonnement annuel - 26 ans | 246,00 € | 258 263 | 258 449 | 258 170 | 83 826 | 83 589 | 76 600 | 224 386 | 181 374 | 198 794 | 236 433 | 236 862 | 237 645 | 2 334 391 |
| **Total annuel Jeune** | | **258 263** | **258 449** | **258 170** | **83 826** | **83 589** | **76 600** | **224 386** | **181 374** | **198 794** | **236 433** | **236 862** | **237 645** | **2 334 391** |
| **Total annuel illimité** | | **393 808** | **394 448** | **393 335** | **103 234** | **102 059** | **90 214** | **342 076** | **298 192** | **309 382** | **347 576** | **343 562** | **341 448** | **3 459 335** |
| Titres cartes à puce | 2,00 € | 5 158 | 4 724 | 2 660 | 0 | 0 | 1 262 | 5 756 | 10 624 | 12 920 | 6 313 | 2 902 | 3 318 | 55 636 |
| **Total abonnés toute période** | | **685 557** | **680 015** | **675 478** | **110 590** | **110 883** | **96 784** | **500 917** | **438 633** | **575 909** | **623 381** | **516 279** | **511 253** | **5 525 680** |
| **TOTAL VENTES DE TITRES** | | **1 147 780** | **1 148 500** | **878 608** | **110 196** | **113 933** | **130 263** | **814 945** | **728 156** | **1 124 642** | **1 015 810** | **679 832** | **797 564** | **8 690 228** |
| **Produits à tarification spéciale** | | **6 518** | **6 703** | **1 676** | **0** | **0** | **0** | **0** | **309** | **7 259** | **5 645** | **5 954** | **3 969** | **38 033** |
| **Produits d'activités annexes** | | **8 577** | **16 142** | **8 709** | **68** | **1 798** | **2 921** | **10 128** | **10 812** | **28 038** | **32 172** | **16 505** | **20 699** | **156 570** |
| **TOTAL GENERAL** | | **1 162 874** | **1 171 345** | **888 993** | **110 264** | **115 731** | **133 184** | **825 072** | **739 277** | **1 159 939** | **1 053 627** | **702 291** | **822 232** | **8 884 830** |

| Total par profil d'abonnés | | 01/2020 | 02/2020 | 03/2020 | 04/2020 | 05/2020 | 06/2020 | 07/2020 | 08/2020 | 09/2020 | 10/2020 | 11/2020 | 12/2020 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total abonnement pour Tous et Senior | | 139 389 | 142 016 | 141 341 | 13 195 | 12 117 | 8 072 | 104 253 | 96 511 | 111 979 | 117 592 | 94 345 | 93 788 | 1 074 598 |
| Total abonnement PDM | | 73 298 | 74 325 | 72 970 | 6 633 | 6 401 | 5 312 | 53 923 | 52 020 | 57 033 | 58 835 | 50 504 | 48 645 | 559 899 |
| Total abonnement Jeune | | 311 502 | 313 038 | 310 083 | 83 826 | 83 613 | 76 551 | 239 654 | 194 088 | 265 140 | 306 044 | 267 863 | 262 485 | 2 713 888 |
| Total abonnement Tandem | | 24 110 | 11 658 | 15 050 | -2 762 | 0 | 0 | 12 809 | 12 785 | 20 614 | 16 742 | 2 077 | 1 243 | 114 325 |
| Total abonnement solidaire | | 137 258 | 138 979 | 136 034 | 9 698 | 8 752 | 6 849 | 90 278 | 83 229 | 121 143 | 124 168 | 101 489 | 105 093 | 1 062 970 |
| **Total abonnés toute période** | | **685 557** | **680 015** | **675 478** | **110 590** | **110 883** | **96 784** | **500 917** | **438 633** | **575 909** | **623 381** | **516 279** | **511 253** | **5 525 680** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 9 VENTES, FREQUENTATION ET TARIFS

## FREQUENTATION PAR LIGNE

| FREQUENTATION PAR LIGNE A PARTIR DES VALIDATIONS REDRESSEES | | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 vs 2019 | % vs 2019 | 2020 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ligne A** | **TRAMWAY** | **16 650 956** | **15 884 075** | **10 398 993** | **-5 485 082** | **-34,5%** | **-6 251 963** | **-37,5%** |
| Ligne B | | 2 994 950 | 2 746 049 | 1 707 774 | -1 038 274 | -37,8% | -1 287 176 | -43,0% |
| Ligne C | | 2 658 911 | 2 516 457 | 1 613 062 | -903 395 | -35,9% | -1 045 849 | -39,3% |
| Ligne 3 | | 1 569 467 | 1 587 205 | 864 215 | -722 991 | -45,6% | -705 253 | -44,9% |
| Ligne 4 | | 1 427 125 | 1 454 934 | 822 219 | -632 715 | -43,5% | -604 906 | -42,4% |
| Ligne 5 | | 373 971 | 362 043 | 206 417 | -155 626 | -43,0% | -167 554 | -44,8% |
| Ligne 7 | | 27 556 | 21 991 | 13 291 | -8 700 | -39,6% | -14 264 | -51,8% |
| Ligne 8 | | 569 704 | 561 122 | 300 536 | -260 587 | -46,4% | -269 168 | -47,2% |
| Ligne 9 | | 843 654 | 855 492 | 434 943 | -420 548 | -49,2% | -408 711 | -48,4% |
| Ligne 10 | | 1 070 108 | 993 850 | 538 686 | -455 164 | -45,8% | -531 423 | -49,7% |
| Ligne 12 | | 447 425 | 414 760 | 277 553 | -137 208 | -33,1% | -169 873 | -38,0% |
| Ligne 13 | | 779 100 | 761 736 | 421 120 | -340 616 | -44,7% | -357 979 | -45,9% |
| Ligne 20 | | 586 103 | 602 107 | 345 669 | -256 437 | -42,6% | -240 433 | -41,0% |
| Ligne 21 | | 818 043 | 764 829 | 435 542 | -329 287 | -43,1% | -382 501 | -46,8% |
| Ligne 22 | | 88 053 | 88 172 | 52 045 | -36 127 | -41,0% | -36 008 | -40,9% |
| Ligne 23 | | 23 897 | 24 040 | 13 471 | -10 569 | -44,0% | -10 426 | -43,6% |
| Ligne 24 | | 224 251 | 245 370 | 125 466 | -119 903 | -48,9% | -98 784 | -44,1% |
| Ligne 25 | | 21 056 | 21 084 | 10 580 | -10 504 | -49,8% | -10 476 | -49,8% |
| Ligne 26 | | 1 259 | 1 646 | 684 | -962 | -58,4% | -575 | -45,7% |
| Ligne 27 | | 35 681 | 31 790 | 20 791 | -10 999 | -34,6% | -14 890 | -41,7% |
| Ligne 28 | | 12 258 | 17 183 | 8 756 | -8 427 | -49,0% | -3 502 | -28,6% |
| Courses spéciales | | 93 958 | 38 224 | 17 949 | -20 275 | -53,0% | -76 009 | -80,9% |
| | **BUS** | **14 666 530** | **14 110 083** | **8 230 770** | **-5 879 313** | **-41,7%** | **-6 435 760** | **-43,9%** |
| **TOTAL RESEAU URBAIN** | **BUS + TRAM** | **31 317 486** | **29 994 158** | **18 629 763** | **-11 364 395** | **-37,9%** | **-12 687 723** | **-40,5%** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | | 33 962 | 39 022 | 16 790 | -22 232 | -57,0% | -17 172 | -50,6% |
| Ligne 27 (ligne régulière) | | 2 363 | 2 047 | 3 400 | 1 353 | 66,1% | 1 037 | 43,9% |
| Ligne 31 (ligne régulière) | | 41 488 | 41 700 | 20 814 | -20 887 | -50,1% | -20 675 | -49,8% |
| Ligne 32 (ligne régulière) | | 110 433 | 79 282 | 57 625 | -21 657 | -27,3% | -52 808 | -47,8% |
| Ligne 33 (ligne régulière) | | 20 342 | 7 746 | 6 104 | -1 642 | -21,2% | -14 238 | -70,0% |
| Ligne 34 (ligne régulière) | | 29 202 | 15 371 | 11 707 | -3 664 | -23,8% | -17 495 | -59,9% |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | | 421 967 | 414 559 | 234 151 | -180 408 | -43,5% | -187 816 | -44,5% |
| Ligne 37 (ligne régulière) | | 1 377 | 2 384 | 1 509 | -875 | -36,7% | 132 | 9,5% |
| PDD (ligne régulière) | | 23 171 | 21 037 | 6 942 | -14 095 | -67,0% | -16 229 | -70,0% |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | | 0 | 1 832 | 2 329 | 497 | 27,1% | 2 329 | - |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | | | 26 890 | 3 418 | -23 472 | -87,3% | 3 418 | - |
| Autres sces affrétés (scol./usin) | | 424 371 | 410 611 | 308 511 | -102 100 | -24,9% | -115 861 | -27,3% |
| | **INTERURBAIN** | **1 108 679** | **1 062 481** | **673 300** | **-389 181** | **-36,6%** | **-435 379** | **-39,3%** |
| **TOTAL RESEAU** | | **32 426 165** | **31 056 639** | **19 303 063** | **-11 753 576** | **-37,8%** | **-13 123 102** | **-40,5%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 9 VENTES, FREQUENTATION ET TARIFS

## FREQUENTATION PAR TITRES

| TITRES | Clé de mobilité | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 vs 2019 | % vs 2019 | 2020 vs 2018 | % vs 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Titres unités** | **1,27** | **2 145 656** | **2 087 136** | **1 112 656** | **-974 480** | **-46,7%** | **-1 033 001** | **-48,1%** |
| **Carnet de 10 tickets** | **1,27** | **3 244 643** | **3 315 509** | **1 691 426** | **-1 624 082** | **-49,0%** | **-1 553 217** | **-47,9%** |
| Ticket 24 heures | **6,00** | 52 410 | 49 734 | 28 206 | -21 528 | -43,3% | -24 204 | -46,2% |
| Ticket 24 heures famille | **6,00** | 11 040 | 12 096 | 7 812 | -4 284 | -35,4% | -3 228 | -29,2% |
| Ticket 24 heures groupe | **12,00** | 44 292 | 50 136 | 25 476 | -24 660 | -49,2% | -18 816 | -42,5% |
| Pass 72 heures | **12,00** | 6 000 | 3 600 | 0 | -3 600 | -100,0% | -6 000 | -100,0% |
| Billet congrés | **9,33** | 134 960 | 75 749 | 125 599 | 49 849 | 65,8% | -9 361 | -6,9% |
| Ticket parking relais | **2,00** | 79 852 | 69 344 | 17 698 | -51 646 | -74,5% | -62 154 | -77,8% |
| **Total titres occasionnels** | | **328 554** | **260 659** | **204 791** | **-55 869** | **-21,4%** | **-123 763** | **-37,7%** |
| **Total titres oblitérables** | | **5 718 853** | **5 663 303** | **3 008 872** | **-2 654 431** | **-46,9%** | **-2 709 981** | **-47,4%** |
| **Hebdomadaire** | | **14 541** | **0** | **0** | **0** | **-** | **-14 541** | **-100,0%** |
| **Mensuel actif** | | **2 028 369** | **1 552 824** | **754 997** | **-797 827** | **-51,4%** | **-1 273 372** | **-62,8%** |
| **Mensuel Jeune-Etudiant-Scolaire** | | **1 646 653** | **1 431 357** | **793 430** | **-637 927** | **-44,6%** | **-853 223** | **-51,8%** |
| **Mensuel solidaire -50% / -60%** | | **2 306 909** | **2 023 498** | **1 139 189** | **-884 309** | **-43,7%** | **-1 167 720** | **-50,6%** |
| **Mensuel solidaire -80%** | | **3 280 145** | **2 969 590** | **1 552 479** | **-1 417 111** | **-47,7%** | **-1 727 666** | **-52,7%** |
| **Mensuel solidaire -92%** | | **9 303 198** | **9 612 712** | **5 930 756** | **-3 681 956** | **-38,3%** | **-3 372 442** | **-36,3%** |
| **Total abonnement mensuel illimité** | | **18 565 274** | **17 589 981** | **10 170 851** | **-7 419 130** | **-42,2%** | **-8 394 423** | **-45,2%** |
| **Total mensuel + hebdomadaires** | | **18 579 815** | **17 589 981** | **10 170 851** | **-7 419 130** | **-42,2%** | **-8 408 964** | **-45,3%** |
| **Total annuel actif** | | **2 682 429** | **2 721 335** | **2 112 735** | **-608 600** | **-22,4%** | **-569 694** | **-21,2%** |
| **Total annuel Jeune-Scolaire** | | **5 265 190** | **4 925 470** | **3 863 918** | **-1 061 552** | **-21,6%** | **-1 401 272** | **-26,6%** |
| **Total annuel illimité** | | **7 947 620** | **7 646 804** | **5 976 653** | **-1 670 151** | **-21,8%** | **-1 970 967** | **-24,8%** |
| Libre circulation | | 167 704 | 150 328 | 145 343 | -4 985 | -3,3% | -22 361 | -13,3% |
| Non voyants et invalides | | 12 173 | 6 222 | 1 454 | -4 768 | -76,6% | -10 719 | -88,1% |
| **Total abonnés toute période** | | **26 707 312** | **25 393 335** | **16 294 191** | **-9 099 145** | **-35,8%** | **-10 413 121** | **-39,0%** |
| **Total voyages sur titres** | | **32 426 165** | **31 056 639** | **19 303 063** | **-11 753 576** | **-37,8%** | **-13 123 102** | **-40,5%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 9 VENTES, FREQUENTATION ET TARIFS

## FREQUENTATION 2020 PAR LIGNE

| FREQUENTATION PAR LIGNE A PARTIR DES VALIDATIONS REDRESSEES | | 01/2020 | 02/2020 | 03/2020 | 04/2020 | 05/2020 | 06/2020 | 07/2020 | 08/2020 | 09/2020 | 10/2020 | 11/2020 | 12/2020 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ligne A** | **TRAMWAY** | **1 363 576** | **1 435 455** | **687 904** | **182 062** | **323 288** | **434 387** | **801 565** | **730 962** | **1 491 586** | **1 379 568** | **688 166** | **880 474** | **10 398 993** |
| Ligne B | | 226 191 | 235 146 | 110 892 | 37 335 | 72 067 | 120 961 | 128 380 | 118 903 | 210 417 | 199 420 | 107 905 | 140 157 | **1 707 774** |
| Ligne C | | 231 905 | 231 171 | 112 902 | 22 499 | 32 568 | 79 581 | 111 612 | 105 852 | 217 616 | 200 106 | 116 412 | 150 837 | **1 613 062** |
| Ligne 3 | | 121 938 | 126 638 | 59 087 | 27 113 | 46 376 | 61 746 | 41 881 | 47 098 | 111 868 | 95 954 | 56 777 | 67 739 | **864 215** |
| Ligne 4 | | 114 454 | 106 747 | 51 266 | 23 074 | 44 012 | 72 499 | 40 110 | 42 502 | 106 572 | 93 382 | 60 714 | 66 888 | **822 219** |
| Ligne 5 | | 22 757 | 23 295 | 10 581 | 15 109 | 8 260 | 14 440 | 12 170 | 12 211 | 27 114 | 25 534 | 16 541 | 18 405 | **206 417** |
| Ligne 7 | | 2 008 | 1 576 | 754 | 0 | 836 | 1 311 | 315 | 233 | 2 379 | 1 641 | 1 207 | 1 031 | **13 291** |
| Ligne 8 | | 39 875 | 48 353 | 22 080 | 0 | 6 798 | 25 580 | 15 722 | 16 517 | 41 864 | 39 538 | 19 571 | 24 637 | **300 536** |
| Ligne 9 | | 63 394 | 66 366 | 30 902 | 9 647 | 11 157 | 21 455 | 28 004 | 28 241 | 57 622 | 49 690 | 29 245 | 39 220 | **434 943** |
| Ligne 10 | | 73 482 | 80 905 | 37 297 | 0 | 35 920 | 21 308 | 33 418 | 32 955 | 70 949 | 67 048 | 34 737 | 50 666 | **538 686** |
| Ligne 12 | | 34 741 | 35 506 | 17 075 | 14 479 | 13 089 | 26 767 | 14 049 | 13 854 | 32 667 | 29 191 | 21 900 | 24 234 | **277 553** |
| Ligne 13 | | 54 470 | 60 587 | 27 720 | 0 | 15 066 | 33 624 | 16 688 | 18 757 | 70 291 | 56 755 | 30 449 | 36 713 | **421 120** |
| Ligne 20 | | 48 860 | 48 089 | 20 464 | 6 240 | 10 955 | 23 806 | 17 163 | 16 935 | 50 121 | 43 030 | 27 532 | 32 475 | **345 669** |
| Ligne 21 | | 54 695 | 60 921 | 27 233 | 0 | 15 889 | 34 479 | 24 090 | 26 722 | 61 432 | 54 850 | 31 842 | 43 389 | **435 542** |
| Ligne 22 | | 7 254 | 7 489 | 3 252 | 0 | 2 153 | 3 667 | 2 838 | 2 488 | 8 240 | 6 982 | 3 285 | 4 397 | **52 045** |
| Ligne 23 | | 1 761 | 2 202 | 1 051 | 0 | 230 | 1 207 | 740 | 919 | 1 543 | 1 965 | 762 | 1 091 | **13 471** |
| Ligne 24 | | 18 752 | 18 794 | 8 477 | 0 | 4 448 | 7 295 | 6 214 | 6 538 | 18 290 | 14 594 | 10 810 | 11 254 | **125 466** |
| Ligne 25 | | 1 411 | 1 715 | 886 | 0 | | 365 | 672 | 1 148 | 1 884 | 1 631 | 33 | 837 | **10 580** |
| Ligne 26 | | 155 | 141 | 47 | 0 | 40 | 33 | 0 | 0 | 106 | 60 | 75 | 26 | **684** |
| Ligne 27 | | 3 460 | 2 820 | 1 009 | 0 | 343 | 399 | 96 | 80 | 4 349 | 2 619 | 3 221 | 2 395 | **20 791** |
| Ligne 28 | | 1 287 | 1 412 | 695 | 0 | 242 | 299 | 612 | 714 | 1 372 | 1 144 | 577 | 400 | **8 756** |
| Spécial | | 1 589 | 1 904 | 1 041 | 0 | | | 4 193 | 2 520 | 1 808 | 2 084 | 1 203 | 1 607 | **17 949** |
| | **BUS** | **1 124 439** | **1 161 777** | **544 710** | **155 497** | **320 451** | **550 819** | **498 965** | **495 186** | **1 098 505** | **987 221** | **574 798** | **718 401** | **8 230 770** |
| **TOTAL RESEAU URBAIN** | **BUS + TRAM** | **2 488 015** | **2 597 232** | **1 232 614** | **337 559** | **643 739** | **985 206** | **1 300 530** | **1 226 147** | **2 590 092** | **2 366 789** | **1 262 964** | **1 598 875** | **18 629 763** |
| Ligne 26 (ligne régulière) | | 2 911 | 4 112 | 78 | - | - | 64 | 546 | 639 | 1 519 | 1 933 | 2 722 | 2 266 | **16 790** |
| Ligne 27 (ligne régulière) | | 475 | 375 | 425 | - | - | 350 | 75 | 0 | 500 | 350 | 475 | 375 | **3 400** |
| Ligne 31 (ligne régulière) | | 3 552 | 2 923 | 1 363 | 66 | 105 | 1 123 | 310 | 512 | 3 649 | 2 193 | 3 021 | 1 997 | **20 814** |
| Ligne 32 (ligne régulière) | | 9 525 | 6 744 | 2 838 | 66 | 105 | 2 337 | 4 770 | 4 280 | 8 783 | 6 208 | 7 020 | 4 949 | **57 625** |
| Ligne 33 (ligne régulière) | | 1 043 | 658 | 350 | 110 | 175 | 288 | 453 | 465 | 968 | 684 | 337 | 573 | **6 104** |
| Ligne 34 (ligne régulière) | | 1 584 | 2 051 | 811 | 66 | 105 | 668 | 262 | 508 | 1 849 | 1 549 | 1 226 | 1 028 | **11 707** |
| Ligne 35/36 (ligne régulière) | | 46 579 | 33 868 | 13 019 | 5 368 | 8 538 | 10 722 | 9 954 | 7 974 | 34 794 | 30 789 | 13 166 | 19 379 | **234 151** |
| Ligne 37 (ligne régulière) | | 225 | 12 | 0 | - | - | 0 | 103 | 94 | 424 | 250 | 258 | 143 | **1 509** |
| PDD (ligne régulière) | | - | - | - | - | - | - | 1 595 | 2 404 | 1 919 | 1 019 | 5 | - | **6 942** |
| Nav Montjuzet (ligne régulière) | | 214 | 256 | 155 | - | - | - | 411 | 417 | 181 | 300 | 205 | 190 | **2 329** |
| Bus de Nuit (ligne régulière) | | 1 430 | 1 300 | 390 | - | - | - | - | - | - | 298 | - | - | **3 418** |
| Autres sces affrétés (scol./usin) | | 45 054 | 34 903 | 37 823 | 110 | 1 074 | 31 151 | 7 612 | 1 011 | 44 014 | 30 988 | 41 757 | 33 014 | **308 511** |
| | **INTERURBAIN** | **112 592** | **87 202** | **57 252** | **5 786** | **10 102** | **46 704** | **26 091** | **18 304** | **98 600** | **76 562** | **70 192** | **63 914** | **673 300** |
| **TOTAL RESEAU** | | **2 600 606** | **2 684 434** | **1 289 866** | **343 345** | **653 842** | **1 031 910** | **1 326 621** | **1 244 451** | **2 688 691** | **2 443 350** | **1 333 157** | **1 662 789** | **19 303 063** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 10 — Données financières - compte analytique (hors CE

## Compte analytique

| FONCTIONS | NATURE DE CHARGE | 2018 | 2019 | Contrat 2020 | 2020 | 2020 vs Contrat 2020 | | 2020 vs 2019 | | 2020 vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Ecart | % | Edart | % | Edart | % |
| Exploitation tramway | *Effectif ETP* | 119,79 | 146,39 | 146,85 | 151,28 | 4,43 | 3,0% | 4,90 | 3,3% | 31,49 | 26,3% |
| Exploitation tramway | *Achats* | 987 562 | 1 149 772 | 1 271 196 | 1 053 644 | -217 553 | -17,1% | -96 128 | -8,4% | 66 082 | 6,7% |
| Exploitation tramway | *Charges de personnel* | 6 725 231 | 8 716 318 | 9 471 147 | 8 712 520 | -758 627 | -8,0% | -3 798 | 0,0% | 1 987 289 | 29,5% |
| **Total exploitation tramway** | **Total hors effectif** | **7 712 793** | **9 866 090** | **10 742 343** | **9 766 164** | **-976 180** | **-9,1%** | **-99 926** | **-1,0%** | **2 053 371** | **26,6%** |
| Exploitation bus | *Effectif ETP* | 439,46 | 420,40 | 414,92 | 417,10 | 2,17 | 0,5% | -3,30 | -0,8% | -22,36 | -5,1% |
| Exploitation bus | *Achats* | 8 881 733 | 8 703 797 | 9 401 737 | 7 703 425 | -1 698 312 | -18,1% | -1 000 372 | -11,5% | -1 178 308 | -13,3% |
| Exploitation bus | *Charges de personnel* | 27 228 304 | 24 381 745 | 25 701 844 | 23 942 986 | -1 758 858 | -6,8% | -438 760 | -1,8% | -3 285 319 | -12,1% |
| **Total exploitation bus** | **Total hors effectif** | **36 110 038** | **33 085 543** | **35 103 581** | **31 646 411** | **-3 457 170** | **-9,8%** | **-1 439 132** | **-4,3%** | **-4 463 627** | **-12,4%** |
| Exploitation support | *Effectif ETP* | 21,99 | 22,99 | 21,70 | 22,01 | 0,32 | 1,5% | -0,97 | -4,2% | 0,03 | 0,1% |
| Exploitation support | *Achats* | 43 039 | -23 436 | 27 735 | 27 105 | -631 | -2,3% | 50 540 | -215,7% | -15 934 | -37,0% |
| Exploitation support | *Charges de personnel* | 1 862 492 | 1 938 979 | 1 812 110 | 1 930 271 | 118 161 | 6,5% | -8 709 | -0,4% | 67 779 | 3,6% |
| **Total exploitation support** | **Total hors effectif** | **1 905 531** | **1 915 543** | **1 839 845** | **1 957 375** | **117 530** | **6,4%** | **41 832** | **2,2%** | **51 845** | **2,7%** |
| Contrôle des titres | *Effectif ETP* | 20,11 | 21,54 | 18,00 | 22,02 | 4,02 | 22,3% | 0,48 | 2,2% | 1,90 | 9,5% |
| Contrôle des titres | *Achats* | 11 323 | 13 089 | 10 798 | 22 611 | 11 813 | 109,4% | 9 522 | 72,7% | 11 288 | 99,7% |
| Contrôle des titres | *Charges de personnel* | 1 270 231 | 1 614 430 | 1 247 669 | 1 167 597 | -80 072 | -6,4% | -446 833 | -27,7% | -102 634 | -8,1% |
| **Total contrôle des titres** | **Total hors effectif** | **1 281 554** | **1 627 519** | **1 258 467** | **1 190 207** | **-68 260** | **-5,4%** | **-437 311** | **-26,9%** | **-91 346** | **-7,1%** |
| Maintenance tramway | *Effectif ETP* | 21,42 | 21,18 | 26,60 | 20,21 | -6,39 | -24,0% | -0,96 | -4,5% | -1,20 | -5,6% |
| Maintenance tramway | *Achats* | 1 073 347 | 1 354 723 | 1 905 397 | 1 511 997 | -393 400 | -20,6% | 157 274 | 11,6% | 438 651 | 40,9% |
| Maintenance tramway | *Charges de personnel* | 1 372 291 | 1 471 413 | 1 739 789 | 1 373 679 | -366 109 | -21,0% | -97 734 | -6,6% | 1 388 | 0,1% |
| **Total maintenance tramway** | **Total hors effectif** | **2 445 638** | **2 826 136** | **3 645 186** | **2 885 676** | **-759 510** | **-20,8%** | **59 541** | **2,1%** | **440 039** | **18,0%** |
| Maintenance bus | *Effectif ETP* | 85,83 | 91,07 | 74,02 | 99,47 | 25,45 | 34,4% | 8,40 | 9,2% | 13,64 | 15,9% |
| Maintenance bus | *Achats* | 1 324 123 | 1 471 594 | 1 500 379 | 1 732 227 | 231 849 | 15,5% | 260 633 | 17,7% | 408 104 | 30,8% |
| Maintenance bus | *Charges de personnel* | 4 899 673 | 5 149 724 | 4 932 139 | 5 617 502 | 685 363 | 13,9% | 467 778 | 9,1% | 717 829 | 14,7% |
| **Total maintenance bus** | **Total hors effectif** | **6 223 796** | **6 621 318** | **6 432 518** | **7 349 729** | **917 211** | **14,3%** | **728 411** | **11,0%** | **1 125 933** | **18,1%** |
| Maintenance support | *Effectif ETP* | 41,76 | 39,93 | 40,74 | 45,68 | 4,94 | 12,1% | 5,75 | 14,4% | 3,92 | 9,4% |
| Maintenance support | *Achats* | 1 500 222 | 1 672 356 | 1 852 098 | 1 872 829 | 20 731 | 1,1% | 200 474 | 12,0% | 372 608 | 24,8% |
| Maintenance support | *Charges de personnel* | 3 143 526 | 3 202 336 | 3 016 159 | 3 519 735 | 503 577 | 16,7% | 317 400 | 9,9% | 376 209 | 12,0% |
| **Total maintenance support** | **Total hors effectif** | **4 643 748** | **4 874 691** | **4 868 257** | **5 392 565** | **524 308** | **10,8%** | **517 873** | **10,6%** | **748 817** | **16,1%** |
| Commercial et marketing | *Effectif ETP* | 35,87 | 35,96 | 31,49 | 36,65 | 5,16 | 16,4% | 0,69 | 1,9% | 0,79 | 2,2% |
| Commercial et marketing | *Achats* | 669 528 | 599 723 | 758 106 | 502 611 | -255 495 | -33,7% | -97 112 | -16,2% | -166 917 | -24,9% |
| Commercial et marketing | *Charges de personnel* | 2 291 516 | 2 295 579 | 2 018 349 | 2 351 322 | 332 973 | 16,5% | 55 743 | 2,4% | 59 806 | 2,6% |
| **Total commercial et marketing** | **Total hors effectif** | **2 961 044** | **2 895 302** | **2 776 455** | **2 853 933** | **77 478** | **2,8%** | **-41 369** | **-1,4%** | **-107 112** | **-3,6%** |
| Qualité environnement sécurité | *Effectif ETP* | 8,60 | 9,41 | 7,88 | 8,53 | 0,65 | 8,2% | -0,88 | -9,4% | -0,07 | -0,9% |
| Qualité environnement sécurité | *Achats* | 93 852 | 84 900 | 176 256 | 69 038 | -107 219 | -60,8% | -15 862 | -18,7% | -24 815 | -26,4% |
| Qualité environnement sécurité | *Charges de personnel* | 728 773 | 767 475 | 729 131 | 689 342 | -39 789 | -5,5% | -78 133 | -10,2% | -39 431 | -5,4% |
| **Total qualité environnement sécurité** | **Total hors effectif** | **822 625** | **852 375** | **905 387** | **758 379** | **-147 008** | **-16,2%** | **-93 995** | **-11,0%** | **-64 245** | **-7,8%** |
| Informatique | *Effectif ETP* | 7,00 | 7,00 | 7,00 | 7,00 | 0,00 | 0,0% | 0,00 | 0,0% | 0,00 | 0,0% |
| Informatique | *Achats* | 670 624 | 634 638 | 795 853 | 707 925 | -87 928 | -11,0% | 73 288 | 11,5% | 37 301 | 5,6% |
| Informatique | *Charges de personnel* | 535 665 | 542 468 | 520 483 | 544 674 | 24 192 | 4,6% | 2 206 | 0,4% | 9 009 | 1,7% |
| **Total informatique** | **Total hors effectif** | **1 206 289** | **1 177 105** | **1 316 336** | **1 252 600** | **-63 736** | **-4,8%** | **75 494** | **6,4%** | **46 310** | **3,8%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 10 — Données financières - compte analytique (hors CE

## Compte analytique

| FONCTIONS | NATURE DE CHARGE | 2018 | 2019 | Contrat 2020 | 2020 | 2020 vs Contrat 2020 | | 2020 vs 2019 | | 2020 vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Ecart | % | Edart | % | Edart | % |
| Ressources humaines | *Effectif ETP* | 11,47 | 12,12 | 10,60 | 12,10 | 1,50 | 14,2% | -0,02 | -0,2% | 0,63 | 5,5% |
| Ressources humaines | *Achats* | 319 011 | 296 613 | 383 921 | 303 107 | -80 814 | -21,0% | 6 493 | 2,2% | -15 905 | -5,0% |
| Ressources humaines | *Charges de personnel* | 933 373 | 999 291 | 942 718 | 1 085 619 | 142 901 | 15,2% | 86 328 | 8,6% | 152 246 | 16,3% |
| **Total ressources humaines** | **Total hors effectif** | **1 252 384** | **1 295 905** | **1 326 639** | **1 388 726** | **62 087** | **4,7%** | **92 821** | **7,2%** | **136 342** | **10,9%** |
| Finances | *Effectif ETP* | 6,84 | 6,20 | 7,16 | 7,20 | 0,04 | 0,6% | 1,01 | 16,3% | 0,36 | 5,3% |
| Finances | *Achats* | 113 837 | 48 179 | 155 993 | 86 127 | -69 865 | -44,8% | 37 949 | 78,8% | -27 710 | -24,3% |
| Finances | *Charges de personnel* | 562 291 | 575 569 | 754 862 | 580 748 | -174 114 | -23,1% | 5 179 | 0,9% | 18 456 | 3,3% |
| **Total finances** | **Total hors effectif** | **676 129** | **623 748** | **910 855** | **666 875** | **-243 980** | **-26,8%** | **43 127** | **6,9%** | **-9 254** | **-1,4%** |
| Autres fonctions | *Effectif ETP* | 5,50 | 6,00 | 5,00 | 5,00 | 0,00 | 0,0% | -1,00 | -16,7% | -0,50 | -9,1% |
| Autres fonctions | *Achats* | 682 374 | 749 174 | 792 998 | 679 933 | -113 065 | -14,3% | -69 241 | -9,2% | -2 441 | -0,4% |
| Autres fonctions | *Charges de personnel* | 491 782 | 512 531 | 281 133 | 527 474 | 246 341 | 87,6% | 14 943 | 2,9% | 35 691 | 7,3% |
| **Total autres fonctions** | **Total hors effectif** | **1 174 157** | **1 261 705** | **1 074 131** | **1 207 407** | **133 276** | **12,4%** | **-54 298** | **-4,3%** | **33 250** | **2,8%** |
| **TOTAL GENERAL** | ***Effectif ETP*** | **825,65** | **840,19** | **811,97** | **854,27** | **42,30** | **5,2%** | **14,07** | **1,7%** | **28,62** | **3,5%** |
| **TOTAL GENERAL** | ***Achats*** | **16 370 576** | **16 755 121** | **19 032 467** | **16 272 579** | **-2 759 889** | **-14,5%** | **-482 543** | **-2,9%** | **-97 998** | **-0,6%** |
| **TOTAL GENERAL** | ***Charges de personnel*** | **52 045 148** | **52 167 858** | **53 167 533** | **52 043 469** | **-1 124 064** | **-2,1%** | **-124 389** | **-0,2%** | **-1 679** | **0,0%** |
| **TOTAL GENERAL** | **Total hors effectif** | **68 415 724** | **68 922 980** | **72 200 000** | **68 316 047** | **-3 883 953** | **-5,4%** | **-606 932** | **-0,9%** | **-99 677** | **-0,1%** |

*** Les données prévisionnelles du contrat 2020 sont exprimées en euros 2020 avec le coefficient de révision de 1,0586 ; elles ne tiennent pas compte des modifications de prestation de service 2020 base du bouclage annuel de la prestation.**

## Compte analytique - détail des produits

| PRODUITS | | 2018 | 2019 | Contrat 2020 | 2020 | 2020 vs Contrat 2020 | | 2020 vs 2019 | | 2020 vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Ecart | % | Edart | % | Edart | % |
| Prestation de service facturée | | 70 400 599 | 69 782 009 | 72 200 000 | 69 157 608 | -3 042 392 | -4,2% | -624 402 | -0,9% | -1 242 991 | -1,8% |
| Produits financiers | | 0 | 25 198 | -9 519 | 0 | 9 519 | -100,0% | -25 198 | -100,0% | 0 | ns |
| Produits exceptionnels | | 12 907 | 113 170 | 205 544 | 300 568 | 95 024 | 46,2% | 187 398 | 165,6% | 287 661 | 2228,8% |
| Transferts de charges | | 837 628 | 608 974 | 56 324 | 457 416 | 401 092 | 712,1% | -151 558 | -24,9% | -380 212 | -45,4% |
| **TOTAL PRODUITS** | | **71 251 134** | **70 529 351** | **72 452 349** | **69 915 592** | **-2 536 757** | **-3,5%** | **-613 759** | **-0,9%** | **-1 335 542** | **-1,9%** |

*** Les données prévisionnelles du contrat 2020 sont exprimées en euros 2020 avec le coefficient de révision de 1,0586 ; elles ne tiennent pas compte des modifications de prestation de service 2020 base du bouclage annuel de la prestation.**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 11 COÛTS DIRECTS AU KILOMETRE

| Montants HT en €uros courants | 2018 | 2019 | Contrat 2020 * | 2020 | 2018 | | 2019 | | Contrat 2020 * | | 2020 | | Ecart vs contrat 2020 | | Ecart vs 2019 | | Ecart vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REALISE Kilomètres | TRAMWAY + BUS | | | | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total |
| | | | | | 7 645 101 | 9 702 716 | 7 376 321 | 9 254 367 | 7 967 797 | 9 857 772 | 6 414 321 | 8 005 151 | -1 553 476 | -1 852 621 | -962 001 | -1 249 216 | -1 230 781 | -1 697 566 |
| | | | | | | | | | | | | | -19,5% | -18,8% | -13,0% | -13,5% | -16,1% | -17,5% |
| **Charges variables exploitation et maintenance véhicules (hors personnel)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Energie | 3 251 221 | 2 942 564 | 3 106 735 | 2 340 324 | 0,4253 | 0,3351 | 0,3989 | 0,3180 | 0,3899 | 0,3152 | 0,3649 | 0,2924 | -6,4% | -7,2% | -8,5% | -8,1% | -14,2% | -12,8% |
| Lubrifiants | 60 336 | 66 086 | 61 509 | 43 284 | 0,0079 | 0,0062 | 0,0090 | 0,0071 | 0,0077 | 0,0062 | 0,0067 | 0,0054 | -12,6% | -13,3% | -24,7% | -24,3% | -14,5% | -13,0% |
| Pièces détachées variables | 1 096 318 | 1 142 271 | 1 123 534 | 1 196 452 | 0,1434 | 0,1130 | 0,1549 | 0,1234 | 0,1410 | 0,1140 | 0,1865 | 0,1495 | 32,3% | 31,1% | 20,5% | 21,1% | 30,1% | 32,3% |
| Pneumatiques | 281 626 | 292 185 | 385 680 | 270 915 | 0,0368 | 0,0290 | 0,0396 | 0,0316 | 0,0484 | 0,0391 | 0,0422 | 0,0338 | -12,7% | -13,5% | 6,6% | 7,2% | 14,7% | 16,6% |
| Sous-traitance exploitation | 5 141 348 | 5 392 091 | 5 974 494 | 4 853 656 | 0,6725 | 0,5299 | 0,7310 | 0,5827 | 0,7498 | 0,6061 | 0,7567 | 0,6063 | 0,9% | 0,0% | 3,5% | 4,1% | 12,5% | 14,4% |
| Sous-traitance matériel roulant | 175 027 | 295 077 | 117 423 | 216 936 | 0,0229 | 0,0180 | 0,0400 | 0,0319 | 0,0147 | 0,0119 | 0,0338 | 0,0271 | 129,5% | 127,5% | -15,5% | -15,0% | 47,7% | 50,2% |
| **Total** | **10 005 875** | **10 130 274** | **10 769 375** | **8 921 567** | **1,3088** | **1,0312** | **1,3734** | **1,0946** | **1,3516** | **1,0925** | **1,3909** | **1,1145** | **2,9%** | **2,0%** | **1,3%** | **1,8%** | **6,3%** | **8,1%** |
| **Charges liées au personnel** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel de conduite | 27 223 562 | 26 751 295 | 28 113 471 | 25 868 963 | 3,5609 | 2,8058 | 3,6266 | 2,8907 | 3,5284 | 2,8519 | 4,0330 | 3,2315 | 14,3% | 13,3% | 11,2% | 11,8% | 13,3% | 15,2% |
| Personnel de médiation | 2 037 829 | 2 011 644 | 2 189 806 | 1 778 972 | 0,2666 | 0,2100 | 0,2727 | 0,2174 | 0,2748 | 0,2221 | 0,2773 | 0,2222 | 0,9% | 0,0% | 1,7% | 2,2% | 4,0% | 5,8% |
| Personnel d'interv./régulation | 4 692 144 | 4 335 124 | 4 869 713 | 5 007 571 | 0,6137 | 0,4836 | 0,5877 | 0,4684 | 0,6112 | 0,4940 | 0,7807 | 0,6255 | 27,7% | 26,6% | 32,8% | 33,5% | 27,2% | 29,4% |
| Personnel de maintenance | 6 271 964 | 6 621 137 | 6 671 928 | 6 991 181 | 0,8204 | 0,6464 | 0,8976 | 0,7155 | 0,8374 | 0,6768 | 1,0899 | 0,8733 | 30,2% | 29,0% | 21,4% | 22,1% | 32,9% | 35,1% |
| **Total** | **40 225 499** | **39 719 200** | **41 844 919** | **39 646 687** | **5,2616** | **4,1458** | **5,3847** | **4,2919** | **5,2518** | **4,2449** | **6,1810** | **4,9526** | **17,7%** | **16,7%** | **14,8%** | **15,4%** | **17,5%** | **19,5%** |
| **Autres charges liées à l'exploitation et à la maintenance des véhicules** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nettoyage sous-traité | 137 911 | 111 353 | 165 676 | 544 336 | 0,0180 | 0,0142 | 0,0151 | 0,0120 | 0,0208 | 0,0168 | 0,0849 | 0,0680 | 308,1% | 304,6% | 462,2% | 465,1% | 370,4% | 378,4% |
| Autre sous-traitance | 132 272 | 166 789 | 380 379 | 69 887 | 0,0173 | 0,0136 | 0,0226 | 0,0180 | 0,0477 | 0,0386 | 0,0109 | 0,0087 | -77,2% | -77,4% | -51,8% | -51,6% | -37,0% | -36,0% |
| Assurance | 1 302 854 | 1 261 651 | 1 478 265 | 1 312 653 | 0,1704 | 0,1343 | 0,1710 | 0,1363 | 0,1855 | 0,1500 | 0,2046 | 0,1640 | 10,3% | 9,3% | 19,6% | 20,3% | 20,1% | 22,1% |
| Assistances techniques | 69 527 | 198 216 | 403 538 | 280 357 | 0,0091 | 0,0072 | 0,0269 | 0,0214 | 0,0506 | 0,0409 | 0,0437 | 0,0350 | -13,7% | -14,4% | 62,7% | 63,5% | 380,6% | 388,7% |
| Autres pièces et fourn.et transferts | 587 130 | 750 109 | 797 372 | 824 803 | 0,0768 | 0,0605 | 0,1017 | 0,0811 | 0,1001 | 0,0809 | 0,1286 | 0,1030 | 28,5% | 27,4% | 26,4% | 27,1% | 67,4% | 70,3% |
| Autres charges ext. directes | 31 195 | 61 496 | 84 105 | 47 690 | 0,0041 | 0,0032 | 0,0083 | 0,0066 | 0,0106 | 0,0085 | 0,0074 | 0,0060 | -29,6% | -30,2% | -10,8% | -10,3% | 82,2% | 85,3% |
| **Total** | **2 260 890** | **2 549 613** | **3 309 335** | **3 079 726** | **0,2957** | **0,2330** | **0,3456** | **0,2755** | **0,4153** | **0,3357** | **0,4801** | **0,3847** | **15,6%** | **14,6%** | **38,9%** | **39,6%** | **62,4%** | **65,1%** |
| **TOTAL** | **52 492 264** | **52 399 087** | **55 923 629** | **51 647 980** | **6,8661** | **5,4101** | **7,1037** | **5,6621** | **7,0187** | **5,6730** | **8,0520** | **6,4518** | **14,7%** | **13,7%** | **13,3%** | **13,9%** | **17,3%** | **19,3%** |
| | | **0,00** | | | | | | | | | | | | | | | | |

*** Les données prévisionnelles du contrat 2020 sont exprimées en euros 2020 avec le coefficient de révision de 1,0586 ; elles ne tiennent pas compte des modifications de prestation de service 2020 base du bouclage annuel de la prestation.**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 11 COÛTS DIRECTS AU KILOMETRE

| Montants HT en €uros courants | 2018 | 2019 | Contrat 2020 * | 2020 | 2018 | | 2019 | | Contrat 2020 * | | 2020 | | Ecart vs contrat 2020 | | Ecart vs 2019 | | Ecart vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REALISE Kilomètres | TRAMWAY | | | | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total |
| | | | | | 1 315 754 | 1 057 242 | 1 258 292 | 1 305 786 | 1 361 603 | 1 408 853 | 1 138 144 | 1 183 405 | -223 459 | -225 448 | -120 149 | -122 381 | -177 611 | 126 163 |
| | | | | | | | | | | | | | -16,4% | -16,0% | -9,5% | -9,4% | -13,5% | 11,9% |
| **Charges variables exploitation et maintenance véhicules (hors personnel)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Energie | 559 980 | 623 523 | 765 264 | 577 231 | 0,4256 | 0,5297 | 0,4955 | 0,4775 | 0,5620 | 0,5432 | 0,5072 | 0,4878 | -9,8% | -10,2% | 2,3% | 2,1% | 19,2% | -7,9% |
| Lubrifiants | 7 721 | 11 530 | 11 011 | 8 550 | 0,0059 | 0,0073 | 0,0092 | 0,0088 | 0,0081 | 0,0078 | 0,0075 | 0,0072 | -7,1% | -7,5% | -18,0% | -18,2% | 28,0% | -1,1% |
| Pièces détachées variables | 401 910 | 343 401 | 454 263 | 309 307 | 0,3055 | 0,3801 | 0,2729 | 0,2630 | 0,3336 | 0,3224 | 0,2718 | 0,2614 | -18,5% | -18,9% | -0,4% | -0,6% | -11,0% | -31,2% |
| Pneumatiques | 98 467 | 124 870 | 175 074 | 117 195 | 0,0748 | 0,0931 | 0,0992 | 0,0956 | 0,1286 | 0,1243 | 0,1030 | 0,0990 | -19,9% | -20,3% | 3,8% | 3,6% | 37,6% | 6,3% |
| Sous-traitance exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | 0,0000 | - | - | - | - | - | - |
| Sous-traitance matériel roulant | 138 663 | 249 517 | 77 597 | 175 897 | 0,1054 | 0,1312 | 0,1983 | 0,1911 | 0,0570 | 0,0551 | 0,1545 | 0,1486 | 171,2% | 169,9% | -22,1% | -22,2% | 46,6% | 13,3% |
| **Total** | **1 206 741** | **1 352 842** | **1 483 208** | **1 188 181** | **0,9171** | **1,1414** | **1,0751** | **1,0360** | **1,0893** | **1,0528** | **1,0440** | **1,0040** | **-4,2%** | **-4,6%** | **-2,9%** | **-3,1%** | **13,8%** | **-12,0%** |
| **Charges liées au personnel** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel de conduite | 4 464 050 | 5 989 044 | 6 483 456 | 5 977 782 | 3,3928 | 4,2224 | 4,7597 | 4,5865 | 4,7616 | 4,6019 | 5,2522 | 5,0513 | 10,3% | 9,8% | 10,3% | 10,1% | 54,8% | 19,6% |
| Personnel de médiation | 1 150 459 | 1 428 267 | 1 554 762 | 1 263 070 | 0,8744 | 1,0882 | 1,1351 | 1,0938 | 1,1419 | 1,1036 | 1,1098 | 1,0673 | -2,8% | -3,3% | -2,2% | -2,4% | 26,9% | -1,9% |
| Personnel d'interv./régulation | 1 110 722 | 1 299 007 | 1 432 929 | 1 471 668 | 0,8442 | 1,0506 | 1,0324 | 0,9948 | 1,0524 | 1,0171 | 1,2930 | 1,2436 | 22,9% | 22,3% | 25,3% | 25,0% | 53,2% | 18,4% |
| Personnel de maintenance | 1 372 291 | 1 471 413 | 1 739 789 | 1 373 679 | 1,0430 | 1,2980 | 1,1694 | 1,1268 | 1,2778 | 1,2349 | 1,2069 | 1,1608 | -5,5% | -6,0% | 3,2% | 3,0% | 15,7% | -10,6% |
| **Total** | **8 097 522** | **10 187 731** | **11 210 936** | **10 086 199** | **6,1543** | **7,6591** | **8,0965** | **7,8020** | **8,2336** | **7,9575** | **8,8620** | **8,5230** | **7,6%** | **7,1%** | **9,5%** | **9,2%** | **44,0%** | **11,3%** |
| **Autres charges liées à l'exploitation et à la maintenance des véhicules** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nettoyage sous-traité | 38 133 | 30 167 | 59 816 | 127 493 | 0,0290 | 0,0361 | 0,0240 | 0,0231 | 0,0439 | 0,0425 | 0,1120 | 0,1077 | 155,0% | 153,7% | 367,2% | 366,3% | 286,5% | 198,7% |
| Autre sous-traitance | 58 072 | 115 199 | 297 811 | 43 633 | 0,0441 | 0,0549 | 0,0916 | 0,0882 | 0,2187 | 0,2114 | 0,0383 | 0,0369 | -82,5% | -82,6% | -58,1% | -58,2% | -13,1% | -32,9% |
| Assurance | 380 384 | 419 335 | 480 051 | 412 397 | 0,2891 | 0,3598 | 0,3333 | 0,3211 | 0,3526 | 0,3407 | 0,3623 | 0,3485 | 2,8% | 2,3% | 8,7% | 8,5% | 25,3% | -3,1% |
| Assistances techniques | 60 935 | 184 336 | 386 441 | 265 276 | 0,0463 | 0,0576 | 0,1465 | 0,1412 | 0,2838 | 0,2743 | 0,2331 | 0,2242 | -17,9% | -18,3% | 59,1% | 58,8% | 403,3% | 288,9% |
| Autres pièces et fourn.et transferts | 302 399 | 358 710 | 402 203 | 503 095 | 0,2298 | 0,2860 | 0,2851 | 0,2747 | 0,2954 | 0,2855 | 0,4420 | 0,4251 | 49,6% | 48,9% | 55,1% | 54,8% | 92,3% | 48,6% |
| Autres charges ext. directes | 14 245 | 43 905 | 67 063 | 25 565 | 0,0108 | 0,0135 | 0,0349 | 0,0336 | 0,0493 | 0,0476 | 0,0225 | 0,0216 | -54,4% | -54,6% | -35,6% | -35,7% | 107,5% | 60,3% |
| **Total** | **854 167** | **1 151 653** | **1 693 385** | **1 377 460** | **0,6492** | **0,8079** | **0,9153** | **0,8820** | **1,2437** | **1,2020** | **1,2103** | **1,1640** | **-2,7%** | **-3,2%** | **32,2%** | **32,0%** | **86,4%** | **44,1%** |
| **TOTAL** | **10 158 430** | **12 692 225** | **14 387 529** | **12 651 840** | **7,7206** | **9,6084** | **10,0869** | **9,7200** | **10,5666** | **10,2122** | **11,1162** | **10,6910** | **5,2%** | **4,7%** | **10,2%** | **10,0%** | **44,0%** | **11,3%** |

*** Les données prévisionnelles du contrat 2020 sont exprimées en euros 2020 avec le coefficient de révision de 1,0586 ; elles ne tiennent pas compte des modifications de prestation de service 2020 base du bouclage annuel de la prestation.**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 11 COÛTS DIRECTS AU KILOMETRE

| Montants HT en €uros courants | 2018 | 2019 | Contrat 2020 * | 2020 | 2018 | | 2019 | | Contrat 2020 * | | 2020 | | Ecart vs contrat 2020 | | Ecart vs 2019 | | Ecart vs 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REALISE | BUS | | | | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total | / km ccial | / km total |
| Kilomètres | | | | | 6 329 347 | 8 645 474 | 6 118 029 | 7 948 581 | 6 606 194 | 8 448 919 | 5 276 177 | 6 821 746 | -1 330 017 | -1 627 174 | -841 852 | -1 126 835 | -1 053 170 | -1 823 729 |
| | | | | | | | | | | | | | -20,1% | -19,3% | -13,8% | -14,2% | -16,6% | -21,1% |
| **Charges variables exploitation et maintenance véhicules (hors personnel)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Energie | 2 691 240 | 2 319 041 | 2 341 471 | 1 763 092 | 0,4252 | 0,3113 | 0,3791 | 0,2918 | 0,3544 | 0,2771 | 0,3342 | 0,2585 | -5,7% | -6,7% | -11,8% | -11,4% | -21,4% | -17,0% |
| Lubrifiants | 52 615 | 54 556 | 50 498 | 34 734 | 0,0083 | 0,0061 | 0,0089 | 0,0069 | 0,0076 | 0,0060 | 0,0066 | 0,0051 | -13,9% | -14,8% | -26,2% | -25,8% | -20,8% | -16,3% |
| Pièces détachées variables | 694 407 | 798 870 | 669 271 | 887 145 | 0,1097 | 0,0803 | 0,1306 | 0,1005 | 0,1013 | 0,0792 | 0,1681 | 0,1300 | 66,0% | 64,2% | 28,8% | 29,4% | 53,3% | 61,9% |
| Pneumatiques | 183 159 | 167 315 | 210 606 | 153 721 | 0,0289 | 0,0212 | 0,0273 | 0,0210 | 0,0319 | 0,0249 | 0,0291 | 0,0225 | -8,6% | -9,6% | 6,5% | 7,1% | 0,7% | 6,4% |
| Sous-traitance exploitation | 5 141 348 | 5 392 091 | 5 974 494 | 4 853 656 | 0,8123 | 0,5947 | 0,8813 | 0,6784 | 0,9044 | 0,7071 | 0,9199 | 0,7115 | 1,7% | 0,6% | 4,4% | 4,9% | 13,2% | 19,6% |
| Sous-traitance matériel roulant | 36 364 | 45 560 | 39 826 | 41 039 | 0,0057 | 0,0042 | 0,0074 | 0,0057 | 0,0060 | 0,0047 | 0,0078 | 0,0060 | 29,0% | 27,6% | 4,4% | 5,0% | 35,4% | 43,0% |
| **Total** | **8 799 134** | **8 777 432** | **9 286 167** | **7 733 387** | **1,3902** | **1,0178** | **1,4347** | **1,1043** | **1,4057** | **1,0991** | **1,4657** | **1,1336** | **4,3%** | **3,1%** | **2,2%** | **2,7%** | **5,4%** | **11,4%** |
| **Charges liées au personnel** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel de conduite | 22 759 512 | 20 762 251 | 21 630 015 | 19 891 181 | 3,5959 | 2,6325 | 3,3936 | 2,6121 | 3,2742 | 2,5601 | 3,7700 | 2,9158 | 15,1% | 13,9% | 11,1% | 11,6% | 4,8% | 10,8% |
| Personnel de médiation | 887 370 | 583 377 | 635 044 | 515 902 | 0,1402 | 0,1026 | 0,0954 | 0,0734 | 0,0961 | 0,0752 | 0,0978 | 0,0756 | 1,7% | 0,6% | 2,5% | 3,0% | -30,3% | -26,3% |
| Personnel d'interv./régulation | 3 581 422 | 3 036 117 | 3 436 785 | 3 535 903 | 0,5658 | 0,4143 | 0,4963 | 0,3820 | 0,5202 | 0,4068 | 0,6702 | 0,5183 | 28,8% | 27,4% | 35,0% | 35,7% | 18,4% | 25,1% |
| Personnel de maintenance | 4 899 673 | 5 149 724 | 4 932 139 | 5 617 502 | 0,7741 | 0,5667 | 0,8417 | 0,6479 | 0,7466 | 0,5838 | 1,0647 | 0,8235 | 42,6% | 41,1% | 26,5% | 27,1% | 37,5% | 45,3% |
| **Total** | **32 127 977** | **29 531 469** | **30 633 983** | **29 560 488** | **5,0760** | **3,7162** | **4,8270** | **3,7153** | **4,6372** | **3,6258** | **5,6026** | **4,3333** | **20,8%** | **19,5%** | **16,1%** | **16,6%** | **10,4%** | **16,6%** |
| **Autres charges liées à l'exploitation et à la maintenance des véhicules** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nettoyage sous-traité | 99 778 | 81 186 | 105 860 | 416 842 | 0,0158 | 0,0115 | 0,0133 | 0,0102 | 0,0160 | 0,0125 | 0,0790 | 0,0611 | 393,0% | 387,7% | 495,4% | 498,3% | 401,2% | 429,5% |
| Autre sous-traitance | 74 201 | 51 589 | 82 569 | 26 253 | 0,0117 | 0,0086 | 0,0084 | 0,0065 | 0,0125 | 0,0098 | 0,0050 | 0,0038 | -60,2% | -60,6% | -41,0% | -40,7% | -57,6% | -55,2% |
| Assurance | 922 471 | 842 315 | 998 213 | 900 256 | 0,1457 | 0,1067 | 0,1377 | 0,1060 | 0,1511 | 0,1181 | 0,1706 | 0,1320 | 12,9% | 11,7% | 23,9% | 24,5% | 17,1% | 23,7% |
| Assistances techniques | 8 592 | 13 880 | 17 096 | 15 081 | 0,0014 | 0,0010 | 0,0023 | 0,0017 | 0,0026 | 0,0020 | 0,0029 | 0,0022 | 10,5% | 9,3% | 26,0% | 26,6% | 110,6% | 122,5% |
| Autres pièces et fourn.et transferts | 284 731 | 391 399 | 395 169 | 321 708 | 0,0450 | 0,0329 | 0,0640 | 0,0492 | 0,0598 | 0,0468 | 0,0610 | 0,0472 | 1,9% | 0,8% | -4,7% | -4,2% | 35,5% | 43,2% |
| Autres charges ext. directes | 16 950 | 17 591 | 17 043 | 22 125 | 0,0027 | 0,0020 | 0,0029 | 0,0022 | 0,0026 | 0,0020 | 0,0042 | 0,0032 | 62,5% | 60,8% | 45,8% | 46,5% | 56,6% | 65,4% |
| **Total** | **1 406 723** | **1 397 960** | **1 615 950** | **1 702 266** | **0,2223** | **0,1627** | **0,2285** | **0,1759** | **0,2446** | **0,1913** | **0,3226** | **0,2495** | **31,9%** | **30,5%** | **41,2%** | **41,9%** | **45,2%** | **53,4%** |
| **TOTAL** | **42 333 834** | **39 706 861** | **41 536 099** | **38 996 140** | **6,6885** | **4,8966** | **6,4901** | **4,9955** | **6,2874** | **4,9161** | **7,3910** | **5,7164** | **17,6%** | **16,3%** | **13,9%** | **14,4%** | **10,5%** | **16,7%** |

*** Les données prévisionnelles du contrat 2020 sont exprimées en euros 2020 avec le coefficient de révision de 1,0586 ; elles ne tiennent pas compte des modifications de prestation de service 2020 base du bouclage annuel de la prestation.**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 12 PRESTATION DE SERVICE TRANSPORT

## Prestation de service transport - synthèse

| Rubriques CSP 2018 - 2022 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|
| **Prestation de service transport tranche ferme (2)** | **66 610 000,00** | **66 948 000,00** | **67 060 000,00** |
| Réfaction kilométrique (3) et (4) | -125 014,31 | -171 577,30 | -95 023,21 |
| Kilomètres supplémentaires ponctuels (3) et (4) | 58 139,17 | 92 154,73 | 51 266,11 |
| Evolutions d'offres Régie (3) | 837 629,52 | -69 718,48 | 176 333,73 |
| Evolutions d'offres services affrétés (3) | 57 438,36 | 242 405,73 | 402 502,85 |
| Offres évènementielles (3) | 39 446,45 | 32 768,76 | 5 534,83 |
| Réfaction mouvement social national (3) | -90 069,44 | -436 981,51 | -174 322,83 |
| Mesures hivernales produites (3) | 42 816,00 | 27 447,00 | 7 895,00 |
| Impact Covid Dette repos et congés | 0,00 | 0,00 | 370 881,30 |
| Effectif supplémentaire (3) | 220 590,00 | 308 858,12 | 432 650,00 |
| Contrats de maintenance et divers (3) | 105 000,00 | 197 381,43 | 389 069,07 |
| **Total modifications de service** | **1 145 975,75** | **222 738,49** | **1 566 786,84** |
| **Sous-total prestation de service transport en euros 2017** | **67 755 975,75** | **67 170 738,49** | **68 626 786,84** |
| **Taux de révision (2)** | **1,0223** | **1,0376** | **1,0345** |
| **Montant de la révision** | **1 510 958,26** | **2 525 619,77** | **2 367 624,15** |
| **Avenant n°1 au contrat de service public** | **0,00** | **0,00** | **-1 827 296,00** |
| **Total prestation de service transport en euros courants** | **69 266 934,01** | **69 696 358,26** | **69 167 114,98** |
| **Intéressement aux résultats (1)** | **167 000,00** | **146 000,00** | **0,00** |
| **Total prestation de service transport + intéressement** | **69 433 934,01** | **69 842 358,26** | **69 167 114,98** |

## Prestation de service transport - régularisation de facturation 2020

| Régularisation annuelle | HORS TAXES | T.V.A. 10% | T.T.C. |
|---|---|---|---|
| **Prestation de service hors intéressement** | **69 167 114,98** | **6 916 711,50** | **76 083 826,48** |
| **Acomptes versés** | **69 200 000,00** | **6 920 000,00** | **76 120 000,00** |
| **Montant régularisation prestation de service transport** | **-32 885,02** | **-3 288,50** | **-36 173,52** |
| Régularisation positive : reste à facturer | | | |
| Régularisation négative : avoir à établir | | | |
| **CET : Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)** | **108 819,87** | | |
| **CET : Contribution Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)** | **831 857,83** | | |
| **TOTAL CET :** | **940 677,70** | | |
| **Facturation CET établie** | **908 172,10** | **90 817,21** | **998 989,31** |
| **Montant régularisation CET** | **32 505,60** | **3 250,56** | **35 756,16** |
| Régularisation positive : reste à facturer | | | |
| Régularisation négative : avoir à établir | | | |

## Ecarts par rapport à arrêté des comptes au 31/12

| | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|
| Prestation de service transport arrêté comptable | 69 388 918,34 | 69 928 009,44 | 69 157 607,94 |
| **Ecart vs prestation de service transport définitive** | **45 015,67** | **-85 651,18** | **9 507,04** |
| Erreur calcul kms supplémentaires + ajustement kms suppl. ligne 26 (2019) | 2 658,96 | -22 402,39 | 0,00 |
| Régularisation prestation de service année n-1 | 1 756,55 | -43 259,12 | 42 392,06 |
| Ecart de révision suite publication indices définitifs coût du travail | 40 600,15 | -19 989,67 | -32 885,02 |
| **Total écarts** | **45 015,67** | **-85 651,18** | **9 507,04** |

## (1) Intéressement aux résultats

**>>> intéressement aux résultats neutralisé en 2020**

| Intéressement aux résultats | Objectif 2020 | Résultat 2020 | Ecart | Bonus | Mode de calcul |
|---|---|---|---|---|---|
| **Qualité** | | | | **0 €** | Bonus (5 000 € par dixième de point d'écart à concurrence de 125 000 €) |
| **Fraude** | | | | **0 €** | Bonus (5 000 € par dixième de point d'écart à concurrence de 50 000 €) |
| **Sécurité** | | | | **0 €** | Bonus (3 000 € par dixième de point d'écart concurrence de 30 000 €) |
| **Vitesse commerciale Ligne A** | | | | **0 €** | Bonus (3 000 € par dixième de km/h à concurrence de 30 000 €) |
| **Vitesse commerciale Ligne C** | | | | **0 €** | Bonus (2 000 € par dixième de km/h à concurrence de 20 000 €) |
| **Recettes commerciales** | | | | **0 €** | Bonus : pour les 50 000 premiers euros : franchise |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 12 PRESTATION DE SERVICE TRANSPORT

## (2) Fomule de révision : coefficient de révision 2020

| INDICE | CODE | Mois 0 | Valeur 0 | Mois n | Valeur n | Evolution | Coefficient 1 | Coefficient 2 | Contribution |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Part fixe | | | | | | 0,0200 | | | 0,0200 |
| Coefficient | | | | | | | 0,9020 | 0,0780 | |
| Sous part fixe | | | | | | | | 0,1250 | 0,0098 |
| Indice salaire Régie T2C | GVT+U | déc 2017 | | déc 2020 | | 1,0356 | 0,8100 | 0,0000 | 0,7566 |
| Coût du travail rév ICHT-H - Avec effet CICE | 1565190 | déc 2017 | 109,38 | déc 2020 | 115,06 | 1,0520 | 0,0000 | 0,5154 | 0,0370 |
| Coût du travail rév ICHT-IME - Avec effet CICE | 1565190 | déc 2017 | 119,19 | déc 2020 | 127,26 | 1,0677 | 0,0300 | 0,0000 | 0,0289 |
| Prix à la consommation - Gazole | 1764283 | déc 2017 | 106,83 | déc 2020 | 109,00 | 1,0203 | 0,0380 | 0,1474 | 0,0452 |
| Prix offre prod. Industriels Autobus et Autocars | F291013 | déc 2017 | 104,65 | déc 2020 | 104,18 | 0,9955 | 0,0550 | 0,2000 | 0,0630 |
| Prix électricité - tarif Vert Contrat de capacité > | 35111403 | déc 2017 | 101,64 | déc 2020 | 117,79 | 1,1589 | 0,0150 | 0,0000 | 0,0157 |
| SYN - Syntec | SYNTEC | déc 2017 | 262,29 | déc 2020 | 274,90 | 1,0481 | 0,0300 | 0,0000 | 0,0284 |
| Frais et services Divers 3 | FSD3 | déc 2017 | 124,03 | déc 2020 | 127,22 | 1,0257 | 0,0220 | 0,1371 | 0,0300 |
| COEFFICIENT GLOBAL >>>>>>>>>>> | | | | | | | | | 1,0345 |

| Détermination de l'indice salaire Régie T2C : évolution de l'indice ICHT-H hors CICE combinée à l'évolution du GVT | | | | | | | | 2017 Cumul vs 2017 | 2018 Cumul vs 2018 | 2019 Cumul vs 2019 | 2020 Cumul vs 2020 | 2021 Cumul vs 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Coût du travail rév ICHT-H - Hors effet CICE | 1565190 | déc 2017 | 113,55 | déc 2018 | 115,29 | U = 0,800 x ( $ICHT_n$ / $ICHT1_{n-1}$ – 1 ) + 0,005 | 1,73% | 1,0203 | | | | |
| Coût du travail rév ICHT-H - Hors effet CICE | 1565190 | déc 2018 | 115,29 | déc 2019 | 115,78 | | 0,84% | 1,0335 | 1,0130 | | | |
| Coût du travail rév ICHT-H - Hors effet CICE | 1565190 | déc 2019 | 115,78 | déc 2020 | 115,06 | | 0,00% | 1,0356 | 1,0150 | 1,0020 | | |
| Coût du travail rév ICHT-H - Hors effet CICE | 1565190 | déc 2020 | 115,06 | déc 2021 | | | 0,00% | 1,0356 | 1,0150 | 1,0020 | 1,0000 | |
| Coût du travail rév ICHT-H - Hors effet CICE | 1565190 | déc 2021 | | déc 2022 | | | 0,00% | 1,0356 | 1,0150 | 1,0020 | 1,0000 | 1,0000 |
| Salaire de base unitaire | SBU | déc 2017 | 2 779,49 | déc 2018 | 2 839,55 | GVT = ( $Sbu_n$ / $Point_n$ ) / ( $Sbu_{n-1}$ / $Point_{n-1}$ ) – 1 | 0,30% | | | | | |
| Salaire de base unitaire | SBU | déc 2018 | 2 839,55 | déc 2019 | 2 894,76 | | 0,45% | | | | | |
| Salaire de base unitaire | SBU | déc 2019 | 2 894,76 | déc 2020 | 2 932,05 | | 0,20% | | | | | |
| Salaire de base unitaire | SBU | déc 2020 | 2 932,05 | déc 2021 | | | 0,00% | | | | | |
| Salaire de base unitaire | SBU | déc 2021 | | déc 2022 | | | 0,00% | | | | | |
| Point T2C | Point T2C | déc 2017 | 10,8644 | déc 2018 | 11,0655 | | | | | | | |
| Point T2C | Point T2C | déc 2018 | 11,0655 | déc 2019 | 11,2296 | | | | | | | |
| Point T2C | Point T2C | déc 2019 | 11,2296 | déc 2020 | 11,3512 | | | | | | | |
| Point T2C | Point T2C | déc 2020 | 11,3512 | déc 2021 | | | | | | | | |
| Point T2C | Point T2C | déc 2021 | | déc 2022 | | | | | | | | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 12 bis INDICES FORMULE DE REVISION ET GVT

| Libellé | Salaire de base unitaire | | | Point T2C | | | Coût du travail rév ICHT Transports et entreposage HORS EFFET CICE | | | Coût du travail rév ICHT Transports et entreposage AVEC EFFET CICE | | | Coût du travail rév ICHT-IME Ind. Mécaniques/Electriques AVEC EFFET CICE | | | Prix à la consommation - Gazole | | | Prix offre prod. Industriels Autobus et Autocars Nouvel indice | | | Prix électricité - tarif Vert Contrat de capacité >36kVA Nouvel indice | | | SYN - Syntec | | | Frais et services Divers 3 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Identifiant | SBU | | | Point T2C | | | 1565190 | | | 1565190 | | | 1565190 | | | 1764283 | | | F291013 >> 010535349 | | | 35111403 >> 010534766 | | | SYNTEC | | | FSD3 | | |
| Fréquence | Mensuelle | | | Mensuelle | | | Trimestrielle | | | Trimestrielle | | | Trimestrielle | | | Mensuelle | | | Mensuelle - coef = 1,0605 | | | Mensuelle - coef = 1,13 | | | Mensuelle | | | Mensuelle | | |
| Source | T2C | | | T2C | | | I.N.S.E.E. | | | I.N.S.E.E. | | | I.N.S.E.E. | | | I.N.S.E.E. | | | MONITEUR | | | MONITEUR | | | MONITEUR | | | MONITEUR | | |
| Période | Valeur | Moy année | % évol. | Valeur | Moy année | % évol. | Valeur | Moy année | % évol. | Valeur | Moy année | % évol. | Valeur | Moy année | % évol. | Valeur | Moy année | % évol. | Valeur | Moy année | % évol. | Valeur | Moy année | % évol. | Valeur | Moy année | % évol. | Valeur | Moy année | % évol. |
| **décembre-17** | **2812,4** | **2779,5** | | **10,9605** | **10,8644** | | **114,00** | **113,55** | | 109,60 | 109,38 | | **120,00** | **119,19** | | **110,61** | **106,83** | | **102,50** | **104,65** | | **108,50** | **101,64** | | **266,70** | **262,29** | | **125,50** | **124,03** | |
| janvier-18 | 2812,8 | **2783,7** | 1,71% | 10,9605 | **10,8762** | 1,15% | 114,20 | **113,63** | 0,79% | 109,80 | **109,42** | 0,44% | 120,20 | **119,33** | 1,40% | 120,07 | **107,70** | 10,65% | 99,10 | **104,15** | 1,79% | 111,20 | **101,35** | -0,98% | 266,60 | **262,98** | 2,77% | 126,20 | **124,18** | 2,10% |
| février-18 | 2813,7 | **2788,0** | 1,77% | 10,9605 | **10,8880** | 1,17% | 114,40 | **113,73** | 0,81% | 110,00 | **109,48** | 0,44% | 120,50 | **119,50** | 1,41% | 119,28 | **108,50** | 9,45% | 99,20 | **103,63** | 0,93% | 115,80 | **101,48** | -1,42% | 267,00 | **263,63** | 2,84% | 126,60 | **124,36** | 1,91% |
| mars-18 | 2820,7 | **2792,4** | 1,82% | 10,9605 | **10,8997** | 1,20% | 114,50 | **113,84** | 0,83% | 110,20 | **109,57** | 0,46% | 120,80 | **119,68** | 1,43% | 118,60 | **109,37** | 8,78% | 99,50 | **103,18** | 0,17% | 115,00 | **101,81** | -1,40% | 267,00 | **264,17** | 2,84% | 126,90 | **124,62** | 1,86% |
| avril-18 | 2816,9 | **2796,2** | 1,81% | 10,9605 | **10,9115** | 1,22% | 114,70 | **113,96** | 0,87% | 110,70 | **109,68** | 0,51% | 121,00 | **119,88** | 1,48% | 121,20 | **110,49** | 8,47% | 99,70 | **102,73** | -0,61% | 107,90 | **101,98** | -2,12% | 267,20 | **264,70** | 2,84% | 127,40 | **124,90** | 1,83% |
| mai-18 | 2822,3 | **2800,0** | 1,81% | 10,9824 | **10,9233** | 1,25% | 114,90 | **114,08** | 0,91% | 110,70 | **109,80** | 0,57% | 121,40 | **120,08** | 1,54% | 125,69 | **112,21** | 9,36% | 99,40 | **102,27** | -1,41% | 101,50 | **102,34** | -2,07% | 267,80 | **265,16** | 2,77% | 127,80 | **125,29** | 1,97% |
| juin-18 | 2818,7 | **2803,4** | 1,80% | 10,9824 | **10,9351** | 1,27% | 115,10 | **114,21** | 0,95% | 110,90 | **109,93** | 0,65% | 121,70 | **120,30** | 1,61% | 126,87 | **114,23** | 11,16% | 99,50 | **101,75** | -2,27% | 94,10 | **102,39** | -1,73% | 268,20 | **265,66** | 2,73% | 128,30 | **125,73** | 2,24% |
| juillet-18 | 2839,4 | **2809,4** | 1,89% | 11,1032 | **10,9570** | 1,39% | 115,30 | **114,35** | 1,01% | 111,10 | **110,07** | 0,74% | 122,00 | **120,53** | 1,69% | 125,44 | **116,22** | 12,79% | 100,40 | **101,33** | -3,02% | 92,90 | **102,37** | -1,55% | 268,50 | **266,18** | 2,72% | 129,30 | **126,23** | 2,52% |
| août-18 | 2834,8 | **2816,3** | 2,02% | 11,1032 | **10,9788** | 1,51% | 115,50 | **114,50** | 1,07% | 111,40 | **110,23** | 0,86% | 122,20 | **120,75** | 1,76% | 125,67 | **118,06** | 13,80% | 100,20 | **100,88** | -3,78% | 94,90 | **102,52** | -1,19% | 269,40 | **266,71** | 2,68% | 129,50 | **126,70** | 2,74% |
| septembre-18 | 2846,3 | **2820,4** | 1,97% | 11,1032 | **10,9953** | 1,54% | 115,70 | **114,67** | 1,16% | 111,60 | **110,42** | 1,01% | 122,40 | **120,98** | 1,84% | 127,96 | **119,93** | 14,77% | 100,00 | **100,44** | -4,49% | 94,90 | **102,63** | -0,89% | 269,70 | **267,25** | 2,68% | 129,30 | **127,15** | 2,93% |
| octobre-18 | 2848,6 | **2824,9** | 1,96% | 11,1032 | **11,0117** | 1,58% | 116,10 | **114,86** | 1,22% | 112,00 | **110,63** | 1,18% | 122,70 | **121,23** | 1,84% | 131,95 | **121,96** | 15,91% | 99,70 | **100,13** | -4,68% | 96,90 | **102,98** | 0,50% | 269,80 | **267,75** | 2,65% | 130,10 | **127,64** | 3,20% |
| novembre-18 | 2860,1 | **2828,9** | 1,93% | 11,1365 | **11,0264** | 1,60% | 116,40 | **115,07** | 1,37% | 112,40 | **110,87** | 1,38% | 123,00 | **121,49** | 1,99% | 128,44 | **123,48** | 16,44% | 100,10 | **99,94** | -4,66% | 105,90 | **103,29** | 1,44% | 270,20 | **268,18** | 2,55% | 129,10 | **128,00** | 3,34% |
| **décembre-18** | **2940,4** | **2839,6** | **2,16%** | **11,4298** | **11,0655** | **1,851%** | **116,70** | **115,29** | **1,53%** | **112,70** | **111,13** | **1,60%** | **123,30** | **121,77** | **2,16%** | **123,19** | **124,53** | **16,56%** | **101,10** | **99,83** | **-4,61%** | **113,80** | **103,73** | **2,06%** | **270,60** | **268,50** | **2,37%** | **128,40** | **128,24** | **3,39%** |
| janvier-19 | **2862,8** | **2843,7** | 2,16% | **11,1365** | **11,0802** | 1,88% | **116,60** | **115,49** | 1,64% | **112,90** | **111,38** | 1,80% | **123,70** | **122,06** | 2,28% | **121,15** | **124,62** | 15,71% | **101,00** | **99,98** | -4,00% | **119,40** | **104,42** | 3,03% | **270,70** | **268,84** | 2,23% | **128,30** | **128,42** | 3,41% |
| février-19 | **2871,6** | **2848,5** | 2,17% | **11,1365** | **11,0948** | 1,90% | **116,40** | **115,66** | 1,69% | **113,20** | **111,65** | 1,98% | **124,00** | **122,35** | 2,38% | **124,46** | **125,05** | 15,26% | **101,40** | **100,17** | -3,35% | **129,70** | **105,58** | 4,03% | **273,30** | **269,37** | 2,18% | **128,60** | **128,58** | 3,40% |
| mars-19 | **2873,2** | **2852,9** | 2,17% | **11,1365** | **11,1095** | 1,92% | **116,30** | **115,81** | 1,73% | **113,40** | **111,92** | 2,14% | **124,30** | **122,64** | 2,47% | **126,59** | **125,72** | 14,95% | **103,40** | **100,49** | -2,60% | **132,60** | **107,04** | 5,14% | **273,30** | **269,89** | 2,17% | **128,80** | **128,74** | 3,31% |
| avril-19 | **2875,9** | **2857,8** | 2,21% | **11,1365** | **11,1242** | 1,95% | **116,10** | **115,93** | 1,73% | **113,50** | **112,15** | 2,25% | **124,60** | **122,94** | 2,56% | **127,27** | **126,22** | 14,24% | **103,10** | **100,78** | -1,91% | **123,80** | **108,37** | 6,26% | **274,90** | **270,53** | 2,20% | **129,50** | **128,92** | 3,22% |
| mai-19 | **2880,4** | **2862,7** | 2,24% | **11,1588** | **11,1389** | 1,97% | **115,90** | **116,01** | 1,69% | **113,60** | **112,39** | 2,36% | **124,80** | **123,23** | 2,62% | **128,48** | **126,46** | 12,70% | **102,90** | **101,07** | -1,17% | **107,90** | **108,90** | 6,41% | **274,20** | **271,07** | 2,23% | **129,10** | **129,03** | 2,98% |
| juin-19 | **2877,9** | **2867,6** | 2,29% | **11,1588** | **11,1536** | 2,00% | **115,70** | **116,06** | 1,62% | **113,70** | **112,63** | 2,46% | **125,00** | **123,50** | 2,66% | **123,57** | **126,18** | 10,46% | **103,60** | **101,41** | -0,34% | **101,00** | **109,48** | 6,92% | **274,20** | **271,57** | 2,22% | **128,80** | **129,07** | 2,65% |
| juillet-19 | **2900,5** | **2872,7** | 2,25% | **11,2927** | **11,1694** | 1,94% | **115,70** | **116,09** | 1,52% | **114,00** | **112,87** | 2,54% | **125,30** | **123,78** | 2,70% | **123,15** | **125,99** | 8,41% | **100,70** | **101,43** | 0,11% | **101,30** | **110,18** | 7,63% | **273,90** | **272,02** | 2,19% | **129,60** | **129,09** | 2,27% |
| août-19 | **2896,3** | **2877,8** | 2,19% | **11,2927** | **11,1851** | 1,88% | **115,60** | **116,10** | 1,40% | **114,30** | **113,11** | 2,61% | **125,40** | **124,04** | 2,73% | **122,39** | **125,72** | 6,48% | **101,90** | **101,58** | 0,69% | **103,40** | **110,88** | 8,16% | **274,10** | **272,41** | 2,14% | **129,70** | **129,11** | 1,90% |
| septembre-19 | **2928,1** | **2884,7** | 2,28% | **11,3266** | **11,2038** | 1,90% | **115,60** | **116,09** | 1,24% | **114,60** | **113,36** | 2,66% | **125,60** | **124,31** | 2,75% | **124,29** | **125,41** | 4,57% | **102,00** | **101,74** | 1,29% | **104,00** | **111,64** | 8,78% | **274,20** | **272,78** | 2,07% | **129,30** | **129,11** | 1,54% |
| octobre-19 | **2929,0** | **2891,3** | 2,35% | **11,3266** | **11,2224** | 1,91% | **115,50** | **116,04** | 1,03% | **114,70** | **113,58** | 2,67% | **125,80** | **124,57** | 2,75% | **124,77** | **124,81** | 2,34% | **102,40** | **101,97** | 1,83% | **106,80** | **112,47** | 9,22% | **274,70** | **273,19** | 2,03% | **129,60** | **129,07** | 1,12% |
| novembre-19 | **2922,9** | **2896,6** | 2,39% | **11,3266** | **11,2382** | 1,92% | **115,20** | **115,94** | 0,76% | **114,70** | **113,78** | 2,62% | **126,00** | **124,82** | 2,74% | **124,82** | **124,51** | 0,83% | **102,60** | **102,18** | 2,23% | **119,60** | **113,61** | 9,99% | **274,70** | **273,57** | 2,01% | **129,40** | **129,09** | 0,85% |
| **décembre-19** | **2918,4** | **2894,8** | **1,94%** | **11,3266** | **11,2296** | **1,48%** | **114,80** | **115,78** | **0,43%** | **114,80** | **113,95** | **2,54%** | **126,10** | **125,05** | **2,70%** | **126,67** | **124,80** | **0,22%** | **104,20** | **102,43** | **2,61%** | **129,40** | **114,91** | **10,77%** | **274,70** | **273,91** | **2,01%** | **130,00** | **129,23** | 0,77% |
| janvier-20 | **2922,7** | **2899,8** | 1,97% | **11,3266** | **11,2455** | 1,49% | **114,80** | **115,63** | 0,12% | **114,80** | **114,11** | 2,45% | **126,30** | **125,27** | 2,63% | **127,51** | **125,33** | 0,57% | **102,60** | **102,57** | 2,58% | **135,70** | **116,27** | 11,35% | **274,90** | **274,26** | 2,01% | **129,50** | **129,33** | 0,71% |
| février-20 | **2923,5** | **2904,1** | 1,95% | **11,3266** | **11,2613** | 1,50% | **114,70** | **115,49** | -0,14% | **114,70** | **114,23** | 2,31% | **126,40** | **125,47** | 2,55% | **121,26** | **125,06** | 0,01% | **102,10** | **102,63** | 2,45% | **137,70** | **116,93** | 10,76% | **274,70** | **274,38** | 1,86% | **129,10** | **129,37** | 0,61% |
| mars-20 | **2918,3** | **2907,8** | 1,92% | **11,3266** | **11,2771** | 1,51% | **114,70** | **115,36** | -0,39% | **114,70** | **114,34** | 2,17% | **126,50** | **125,65** | 2,45% | **112,70** | **123,91** | -1,44% | **103,60** | **102,64** | 2,14% | **134,30** | **117,08** | 9,37% | **275,30** | **274,54** | 1,72% | **127,10** | **129,23** | 0,38% |
| avril-20 | **2925,0** | **2911,9** | 1,89% | **11,3266** | **11,2930** | 1,52% | **114,70** | **115,24** | -0,59% | **114,70** | **114,44** | 2,04% | **126,60** | **125,82** | 2,34% | **105,41** | **122,09** | -3,28% | **103,80** | **102,70** | 1,91% | **126,50** | **117,30** | 8,24% | **275,10** | **274,56** | 1,49% | **124,90** | **128,84** | -0,06% |
| mai-20 | **2926,0** | **2915,7** | 1,85% | **11,3266** | **11,3070** | 1,51% | **114,90** | **115,16** | -0,73% | **114,90** | **114,55** | 1,92% | **127,00** | **126,00** | 2,25% | **101,14** | **119,81** | -5,26% | **102,60** | **102,68** | 1,59% | **111,80** | **117,63** | 8,01% | **275,20** | **274,64** | 1,32% | **125,20** | **128,52** | -0,39% |
| juin-20 | **2925,1** | **2919,6** | 1,81% | **11,3266** | **11,3210** | 1,50% | **115,10** | **115,11** | -0,82% | **115,10** | **114,67** | 1,81% | **127,40** | **126,20** | 2,19% | **104,55** | **118,22** | -6,31% | **104,40** | **102,74** | 1,31% | **102,50** | **117,75** | 7,56% | **274,90** | **274,70** | 1,15% | **126,40** | **128,32** | -0,58% |
| juillet-20 | **2921,6** | **2921,4** | 1,69% | **11,3266** | **11,3238** | 1,38% | **115,30** | **115,08** | -0,88% | **115,30** | **114,78** | 1,69% | **127,50** | **126,38** | 2,11% | **107,19** | **116,89** | -7,22% | **105,30** | **103,13** | 1,67% | **101,40** | **117,76** | 6,88% | **274,90** | **274,78** | 1,02% | **127,50** | **128,14** | -0,74% |
| août-20 | **2908,6** | **2922,4** | 1,55% | **11,3266** | **11,3266** | 1,27% | **115,30** | **115,05** | -0,90% | **115,30** | **114,86** | 1,55% | **127,60** | **126,57** | 2,04% | **106,73** | **115,59** | -8,06% | **106,40** | **103,50** | 1,90% | **104,60** | **117,86** | 6,29% | **274,40** | **274,81** | 0,88% | **127,40** | **127,95** | -0,90% |
| septembre-20 | **2938,0** | **2923,3** | 1,34% | **11,3606** | **11,3294** | 1,12% | **115,40** | **115,03** | -0,91% | **115,40** | **114,93** | 1,38% | **127,70** | **126,74** | 1,96% | **104,23** | **113,92** | -9,17% | **103,80** | **103,65** | 1,88% | **105,00** | **117,94** | 5,64% | **275,20** | **274,89** | 0,77% | **126,90** | **127,75** | -1,05% |
| octobre-20 | **2943,7** | **2924,5** | 1,15% | **11,3606** | **11,3323** | 0,98% | **115,30** | **115,02** | -0,88% | **115,30** | **114,98** | 1,23% | **127,80** | **126,91** | 1,88% | **103,91** | **112,18** | -10,12% | **105,60** | **103,92** | 1,91% | **106,50** | **117,92** | 4,85% | **274,40** | **274,87** | 0,61% | **126,80** | **127,52** | -1,20% |
| novembre-20 | **2965,2** | **2928,0** | 1,08% | **11,4401** | **11,3417** | 0,92% | **115,30** | **115,03** | -0,79% | **115,30** | **115,03** | 1,10% | **128,00** | **127,08** | 1,81% | **104,72** | **110,50** | -11,25% | **104,20** | **104,05** | 1,84% | **115,30** | **117,56** | 3,48% | **274,80** | **274,88** | 0,48% | **127,20** | **127,33** | -1,36% |
| **décembre-20** | **2967,1** | **2932,1** | **1,29%** | **11,4401** | **11,3512** | **1,08%** | **115,20** | **115,06** | **-0,63%** | **115,20** | **115,06** | **0,97%** | **128,30** | **127,26** | **1,77%** | **108,63** | **109,00** | **-12,66%** | **105,80** | **104,18** | **1,71%** | **132,20** | **117,79** | **2,51%** | **275,00** | **274,90** | **0,36%** | **128,60** | **127,22** | **-1,55%** |
| **décembre-21** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **décembre-22** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| octobre-20 | 115,50 | **115,03** | -0,87% | 115,50 | **114,99** | 1,24% | 127,80 | **126,91** | 1,88% |
| novembre-20 | 115,60 | **115,07** | -0,75% | 115,60 | **115,07** | 1,14% | 127,90 | **127,07** | 1,80% |
| **décembre-20** | 115,70 | **115,14** | **-0,55%** | 115,70 | **115,14** | **1,05%** | 128,00 | **127,23** | **1,74%** |

**Valeurs estimées pour la clôture comptable 2020**

| GVT | | 01/20 | 02/20 | 03/20 | 04/20 | 05/20 | 06/20 | 07/20 | 08/20 | 09/20 | 10/20 | 11/20 | 12/20 | Total 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Salaire de base | 2019 | 2 373 547 | 2 378 289 | 2 384 610 | 2 410 187 | 2 416 011 | 2 414 555 | 2 453 514 | 2 467 590 | 2 462 056 | 2 461 023 | 2 478 945 | 2 487 215 | **29 187 542** |
| | 2020 | **2 486 168** | **2 481 880** | **2 490 371** | **2 485 262** | **2 486 138** | **2 495 690** | **2 510 402** | **2 516 755** | **2 506 921** | **2 514 824** | **2 539 797** | **2 542 782** | **30 056 991** |
| | Ecart | **112 621** | **103 591** | **105 761** | **75 075** | **70 127** | **81 134** | **56 888** | **49 165** | **44 865** | **53 801** | **60 852** | **55 567** | **869 449** |
| | % écart | **4,74%** | **4,36%** | **4,44%** | **3,11%** | **2,90%** | **3,36%** | **2,32%** | **1,99%** | **1,82%** | **2,19%** | **2,45%** | **2,23%** | **2,98%** |
| Effectif | 2019 | 829,10 | 828,20 | 829,95 | 838,05 | 838,78 | 838,99 | 845,88 | 851,99 | 840,85 | 840,23 | 848,10 | 852,24 | **840,20** |
| | 2020 | **850,64** | **848,95** | **853,36** | **849,67** | **849,68** | **853,20** | **859,27** | **865,28** | **853,28** | **854,32** | **856,54** | **856,98** | **854,26** |
| | Ecart | **21,54** | **20,75** | **23,41** | **11,62** | **10,90** | **14,21** | **13,39** | **13,29** | **12,43** | **14,09** | **8,44** | **4,74** | **14,07** |
| | % écart | **2,60%** | **2,51%** | **2,82%** | **1,39%** | **1,30%** | **1,69%** | **1,58%** | **1,56%** | **1,48%** | **1,68%** | **1,00%** | **0,56%** | **1,67%** |
| Point | 2019 | 11,1365 | 11,1365 | 11,1365 | 11,1365 | 11,1588 | 11,1588 | 11,2927 | 11,2927 | 11,3266 | 11,3266 | 11,3266 | 11,3266 | **11,2296** |
| | 2020 | **11,3266** | **11,3266** | **11,3266** | **11,3266** | **11,3266** | **11,3266** | **11,3266** | **11,3266** | **11,3606** | **11,3606** | **11,4401** | **11,4401** | **11,3512** |
| | Ecart | **0,1901** | **0,1901** | **0,1901** | **0,1901** | **0,1678** | **0,1678** | **0,0339** | **0,0339** | **0,0340** | **0,0340** | **0,1135** | **0,1135** | **0,1216** |
| | % écart | **1,71%** | **1,71%** | **1,71%** | **1,71%** | **1,50%** | **1,50%** | **0,30%** | **0,30%** | **0,30%** | **0,30%** | **1,00%** | **1,00%** | **1,08%** |
| Salaire de base unitaire | 2019 | 2 862,80 | 2 871,64 | 2 873,20 | 2 875,95 | 2 880,39 | 2 877,93 | 2 900,55 | 2 896,27 | 2 928,06 | 2 928,99 | 2 922,94 | 2 918,44 | **34 737,14** |
| | 2020 | **2 922,70** | **2 923,47** | **2 918,31** | **2 924,97** | **2 925,97** | **2 925,09** | **2 921,55** | **2 908,60** | **2 937,98** | **2 943,66** | **2 965,18** | **2 967,14** | **35 184,64** |
| | Ecart | **59,90** | **51,83** | **45,12** | **49,03** | **45,58** | **47,16** | **21,01** | **12,34** | **9,93** | **14,67** | **42,24** | **48,70** | **447,50** |
| | % écart | **2,09%** | **1,81%** | **1,57%** | **1,70%** | **1,58%** | **1,64%** | **0,72%** | **0,43%** | **0,34%** | **0,50%** | **1,45%** | **1,67%** | **1,29%** |
| Coefficient moyen (GVT) | 2019 | 257,06 | 257,86 | 258,00 | 258,25 | 258,13 | 257,91 | 256,85 | 256,47 | 258,51 | 258,59 | 258,06 | 257,66 | **257,79** |
| | 2020 | **258,04** | **258,11** | **257,65** | **258,24** | **258,33** | **258,25** | **257,94** | **256,79** | **258,61** | **259,11** | **259,19** | **259,36** | **258,30** |
| | Ecart | **0,97** | **0,25** | **-0,35** | **-0,01** | **0,20** | **0,34** | **1,09** | **0,32** | **0,10** | **0,52** | **1,13** | **1,70** | **0,51** |
| | % écart | **0,38%** | **0,10%** | **-0,13%** | **0,00%** | **0,08%** | **0,13%** | **0,42%** | **0,13%** | **0,04%** | **0,20%** | **0,44%** | **0,66%** | **0,20%** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 13 TABLEAU DE BORD D'ACTIVITE

## Rapport annuel de gestion - Tableau de bord d'activité (*) (**)

| Indicateur | Code | Périmètre | 2015* | 2016* | 2017* | 2018 | 2019 | Objectif 2020 | 2020 | Ecart vs objectif | % | Ecart vs 2019 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'habitants | | Réseau | 295 788 | 295 788 | 296 201 | 298 138 | 300 408 | 300 408 | 300 923 | 515 | 0,2% | 515 | 0,2% |
| Coût d'exploitation CET incluse | | Réseau | 64 395 520 | 66 879 490 | 67 864 342 | 69 346 950 | 69 878 654 | 70 689 478 | 69 256 725 | -1 432 753 | -2,0% | -621 929 | -0,9% |
| Taux d'accident | B2ter | Régie | 4,47 | 3,69 | 3,69 | 4,09 | 3,74 | 3,56 | 2,96 | -0,60 | -16,8% | -0,78 | -19,0% |
| Taux d'accident responsable | B2bis | Régie | 2,140 | 1,602 | 1,704 | 1,842 | 1,777 | 1,692 | 1,271 | -0,422 | -24,9% | -0,506 | -27,5% |
| Voyages perdus | A22ter | Réseau hors TAD | 159 978 | 104 160 | 223 218 | 139 214 | 200 468 | - | 90 546 | - | - | -109 921 | -79,0% |
| Qualité de service Régie | A23r | Régie | 92,27% | 92,27% | 94,87% | 95,34% | 96,56% | 89,03% | 89,96% | 0,93% | 1,0% | -6,60% | -6,9% |
| Qualité de service affrétés | A23a | Régie | - | - | 93,02% | 95,34% | 94,86% | 90,20% | 96,31% | 6,11% | 6,8% | 1,45% | 1,5% |
| Recette commerciale | A36bis | Réseau | 15 155 334 € | 13 757 962 € | 13 935 587 € | 13 776 623 € | 14 306 666 € | 14 870 408 € | 8 884 830 € | -5 985 578 € | -40,3% | -5 421 836 € | -39,4% |
| Taux de fraude | A37bis | Régie | 6,10% | 6,10% | 9,40% | 8,39% | 10,00% | 8,50% | 16,00% | 7,50% | 88,2% | 6,00% | 71,5% |
| Sécurité | B2 | Régie | 4 754 | 3 989 | 4 079 | 4 702 | 3 609 | 3 717 | 1 873 | -1 843 | -49,6% | -1 736 | -36,9% |
| Vitesse commerciale | GT05 | Régie | 17,150 | 17,173 | 17,173 | 17,006 | 17,006 | 17,180 | 16,994 | -0,186 | -1,1% | -0,012 | -0,1% |
| Production commerciale | GT02 | Réseau | 8 047 990 | 8 132 446 | 7 993 247 | 7 645 101 | 7 376 321 | 8 084 948 | 6 414 321 | -1 670 627 | -20,7% | -962 001 | -12,6% |
| Production cciale hors TAD | GT02 | Réseau | 7 495 990 | 7 580 446 | 7 441 247 | 7 201 169 | 6 919 238 | 7 516 450 | 5 982 731 | -1 533 719 | -20,4% | -936 507 | -13,0% |
| Fréquentation | GT03 | Réseau | 31 542 164 | 32 081 848 | 32 832 030 | 32 426 165 | 31 056 639 | 31 056 639 | 19 303 063 | -11 753 576 | -37,8% | -11 753 576 | -36,2% |
| Fréquentation / habitant | GT03bis | Réseau | 106,6 | 108,5 | 110,8 | 108,8 | 103,4 | 103,4 | 64,1 | -39,2 | -38,0% | -39,2 | -36,1% |
| Voyages / kilomètres (kms cciaux) | GT04 | Réseau | 4,21 | 4,23 | 4,41 | 4,50 | 4,49 | 4,13 | 3,23 | -0,91 | -21,9% | -1,26 | -28,0% |
| Indice de fidélité | GT08 | Régie | - | - | 91,00% | 88,00% | 87,00% | - | - | - | - | - | - |
| Emission de CO2 équiv GES | B1 | Régie | 64,70 g | - | 70,73 g | 72,87 g | 66,96 g | - | 82,82 g | - | - | 15,86 g | 21,8% |
| Voyages avec zéro GES | GT11 | Réseau | 55,3% | 46,6% | 49,4% | 51,4% | 51,1% | 51,1% | 53,9% | 2,73 | 5,3% | 2,7% | 5,3% |
| Indisponibilité (hors réduct° kms Covid | A22bis | Régie | 0,53% | 2,14% | 1,51% | 1,42% | 5,31% | 4,92% | 2,51% | -2,41 | -48,9% | -2,79% | -197,1% |
| Coût kilométrique total (km ccial) | A33 | Réseau | 8,00 | 8,22 | 8,49 | 9,07 | 9,47 | 8,74 | 10,80 | 2,05 | 23,5% | 1,32 | 14,6% |
| Coût direct kilométrique (km ccial) | A33ter | Tram | 7,74 | 9,59 | 8,86 | 9,99 | 10,09 | 10,48 | 11,12 | 0,64 | 6,1% | 1,03 | 10,3% |
| Coût direct kilométrique (km ccial) | A33ter | Bus | 5,29 | 5,39 | 5,52 | 6,37 | 6,49 | 6,26 | 7,39 | 1,14 | 18,1% | 0,90 | 14,1% |
| Coût direct kilométrique (km ccial) | A33ter | Réseau | 5,68 | 5,93 | 5,99 | 6,86 | 7,10 | 6,99 | 8,05 | 1,06 | 15,2% | 0,95 | 13,8% |
| Taux d'utilisation chauffeurs | A33bis | Régie | 17 267 | 16 511 | 16 356 | 16 996 | 15 672 | 16 877 | 13 419 | -3 458 | -20,5% | -2 252 | -13,3% |
| Coût au voyage | A44 | Régie | 1,92 | 1,96 | 1,95 | 2,05 | 2,15 | 2,16 | 3,46 | 1,30 | 60,3% | 1,31 | 63,7% |
| Coût au voyage | A44 | Affrétés et TAD | 5,96 | 6,10 | 5,54 | 4,62 | 5,07 | 5,64 | 7,21 | 1,57 | 27,8% | 2,13 | 46,2% |
| Coût au voyage | A44 | Réseau | 2,04 | 2,08 | 2,07 | 2,14 | 2,25 | 2,28 | 3,59 | 1,31 | 57,6% | 1,34 | 62,6% |
| Recette au kilomètre (km ccial) | A34 | Réseau | 1,88 | 1,69 | 1,74 | 1,80 | 1,94 | 1,84 | 1,39 | -0,45 | -24,7% | -0,55 | -30,8% |
| Recettes sur Dépenses | A35 | Réseau | 23,53% | 20,57% | 20,53% | 19,87% | 20,47% | 21,04% | 12,83% | -8,21 | -39,0% | -7,64% | -38,5% |
| Recette au voyage | A36 | Réseau | 0,480 | 0,429 | 0,424 | 0,425 | 0,461 | 0,479 | 0,460 | -0,019 | -3,9% | 0,000 | -0,1% |
| Recette perdue | A37 | Réseau | 1 238 753 € | 1 315 025 € | 2 769 778 € | 2 713 585 € | 3 230 347 € | 2 812 474 € | 3 191 177 € | 378 703 € | 13,5% | -39 171 € | -1,4% |
| Taux de remplissage des véhicules | A21 | Régie | 15,62% | 15,96% | 16,31% | 16,25% | 16,05% | 16,05% | 11,35% | -4,70 | -29,3% | -4,7% | -28,9% |
| Temps de parcours | A24 | OD identifiées | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Part kms réalisés de nuit | GT12 | Réseau | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Part modale des 18 - 25 ans | GT16 | Réseau | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Densité de l'offre | A14bis | En attente | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Contribution financière publique | A38 | Réseau | 166,47 | 179,59 | 182,07 | 186,39 | 184,99 | 185,81 | 200,62 | 14,81 | 8,0% | 15,63 | 8,4% |
| Financement public au voyage | | Réseau | 1,56 | 1,66 | 1,64 | 1,71 | 1,79 | 1,80 | 3,13 | 1,33 | 74,0% | 1,34 | 78,1% |

* Les données de 2015 à 2017 sont retraitées avec les données kilométriques et financières du périmètre d'exploitation 2018, c'est-à-dire avec les données d'exploitation des services affrétés
** Les données objectif 2020 sont retraitées avec les données kilométriques et financières correspondant aux modifications d'offres objet du bouclage annuel de la prestation de service 2020

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

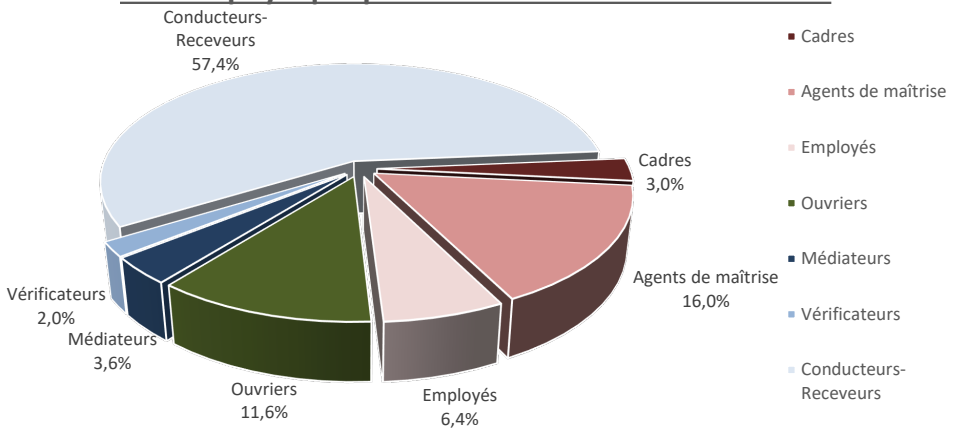


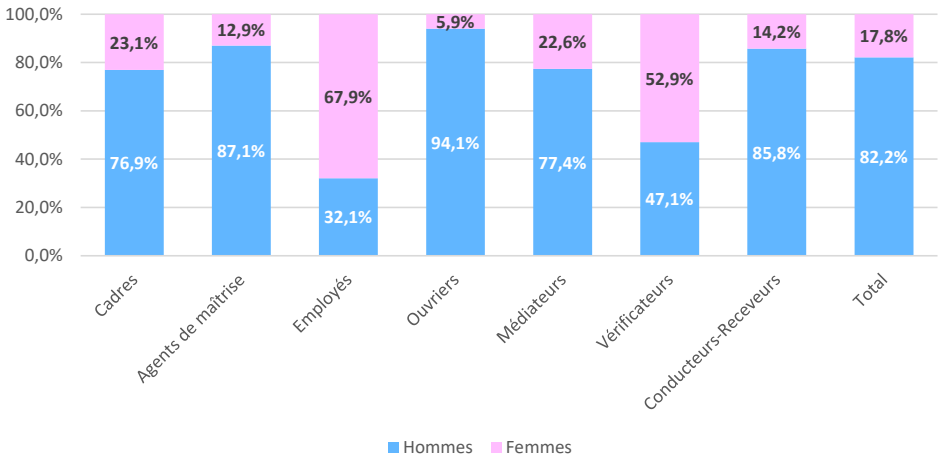
# ANNEXE 14a EMPLOI

## EFFECTIF PHYSIQUE / ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN AU 31/12/2020 ET RÉPARTITION HOMMES-FEMMES

| Effectifs au 31/12/2020 | | Physique | | | Équivalent temps complet | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Services | Catégories | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| | Cadres | 20 | 6 | 26 | 20,00 | 5,80 | 25,80 |
| Services Administratifs | Agents de maîtrise | 11 | 6 | 17 | 11,00 | 5,60 | 16,60 |
| | Employés | 12 | 30 | 42 | 11,30 | 29,00 | 40,30 |
| Atelier | Agents de maîtrise | 36 | 2 | 38 | 35,80 | 2,00 | 37,80 |
| | Employés | 5 | 6 | 11 | 5,00 | 6,00 | 11,00 |
| | Ouvriers | 95 | 6 | 101 | 94,75 | 5,80 | 100,55 |
| Mouvement | Agents de maîtrise | 74 | 10 | 84 | 74,00 | 9,80 | 83,80 |
| | Employés | 1 | 2 | 3 | 0,50 | 1,80 | 2,30 |
| | Médiateurs | 24 | 7 | 31 | 23,92 | 6,30 | 30,22 |
| | Vérificateurs | 8 | 9 | 17 | 8,00 | 8,60 | 16,60 |
| | Conducteurs-receveurs | 428 | 71 | 499 | 418,72 | 68,70 | 487,42 |
| **Effectif permanent hors invalides** | | **714** | **155** | **869** | **702,99** | **149,40** | **852,39** |
| CDD + Contrats d'apprentissage + Contrats de professionnalisation | | 2 | 3 | 5 | 2,00 | 2,58 | 4,58 |
| **Effectif hors invalides** | | **716** | **158** | **874** | **704,99** | **151,98** | **856,97** |
| Invalides | | 25 | 1 | 26 | 21,00 | 1,00 | 22,00 |
| **Effectif total** | | **741** | **159** | **900** | **725,99** | **152,98** | **878,97** |
| Dont contrats suspendus | | 6 | 1 | 7 | 4,90 | 1,00 | 5,90 |

| CDD et CDI et contrats pro au 31/12/2020 | Hommes | Femmes | Total |
|---|---|---|---|
| CDI temps complet | 679 | 131 | 810 |
| CDI temps partiel | 35 | 24 | 59 |
| CDD | | 2 | 2 |
| Contrat de professionnalisation | 2 | 1 | 3 |
| **Total** | **716** | **158** | **874** |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# ANNEXE 14a EMPLOI

## EFFECTIF ANNUEL MOYEN

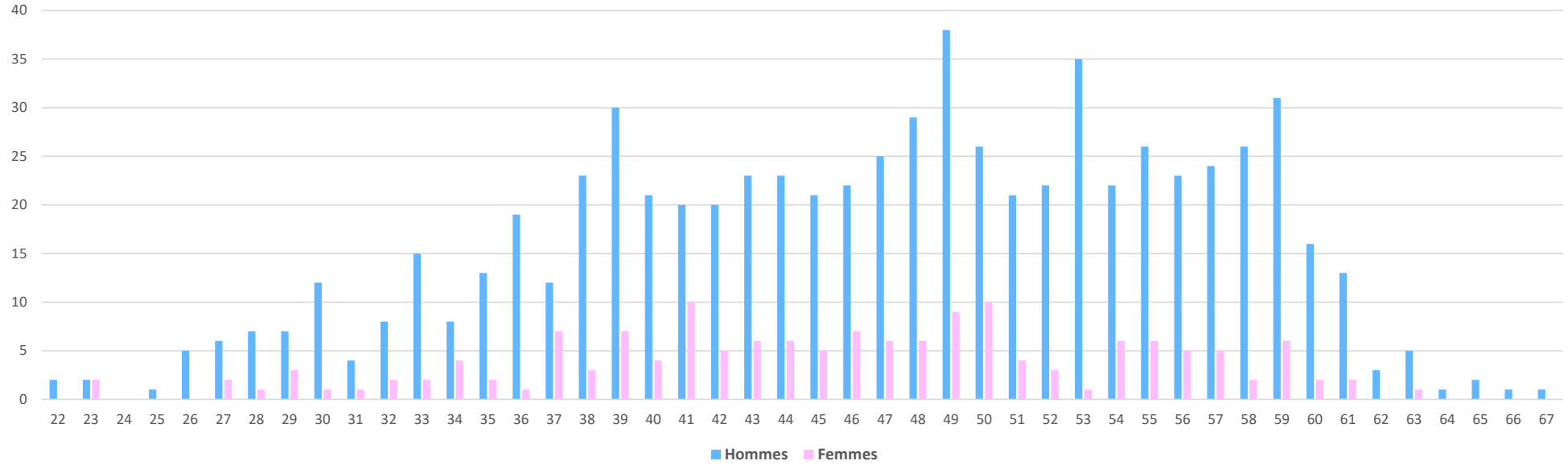
| Effectif | | Physique | | | Équivalent temps complet | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Services | Catégories | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| | Cadres | 19,79 | 6,00 | 25,79 | 19,79 | 5,80 | 25,59 |
| Services Administratifs | Agents de maîtrise | 10,17 | 6,67 | 16,83 | 10,17 | 6,13 | 16,30 |
| | Employés | 12,50 | 29,50 | 42,00 | 11,72 | 28,50 | 40,22 |
| Atelier | Agents de maîtrise | 34,40 | 2,00 | 36,40 | 34,35 | 2,00 | 36,35 |
| | Employés | 5,00 | 6,00 | 11,00 | 5,00 | 6,00 | 11,00 |
| | Ouvriers | 94,52 | 5,66 | 100,18 | 93,83 | 5,46 | 99,29 |
| Mouvement | Agents de maîtrise | 72,67 | 9,33 | 82,00 | 72,67 | 9,27 | 81,93 |
| | Employés | 1,00 | 2,00 | 3,00 | 0,64 | 1,80 | 2,44 |
| | Médiateurs | 23,56 | 7,00 | 30,56 | 23,19 | 6,30 | 29,49 |
| | Vérificateurs | 8,00 | 9,00 | 17,00 | 8,00 | 8,60 | 16,60 |
| | Conducteurs-receveurs | 428,64 | 71,25 | 499,89 | 420,04 | 68,68 | 488,72(*) |
| **Effectif permanent hors invalides** | | **710,24** | **154,41** | **864,65** | **699,37** | **148,54** | **847,92** |
| CDD + Contrats d'apprentissage + Contrats de professionnalisation | | 2,43 | 1,94 | 4,36 | 2,50 | 1,94 | 4,43 |
| Jobs d'été | | 0,75 | 1,37 | 2,12 | 0,69 | 1,31 | 2,00 |
| **Effectif hors invalides** | | **713,42** | **157,71** | **871,13** | **702,56** | **151,79** | **854,35** |
| Invalides | | 24,50 | 1,00 | 25,50 | 21,25 | 1,00 | 22,25 |
| **Effectif total** | | **737,92** | **158,71** | **896,63** | **723,81** | **152,79** | **876,60** |
| Dont contrats suspendus | | 5,33 | 0,25 | 5,58 | 4,23 | 0,25 | 4,48 |

(*) Dont activité co 469,75
Dont autre acti 18,97

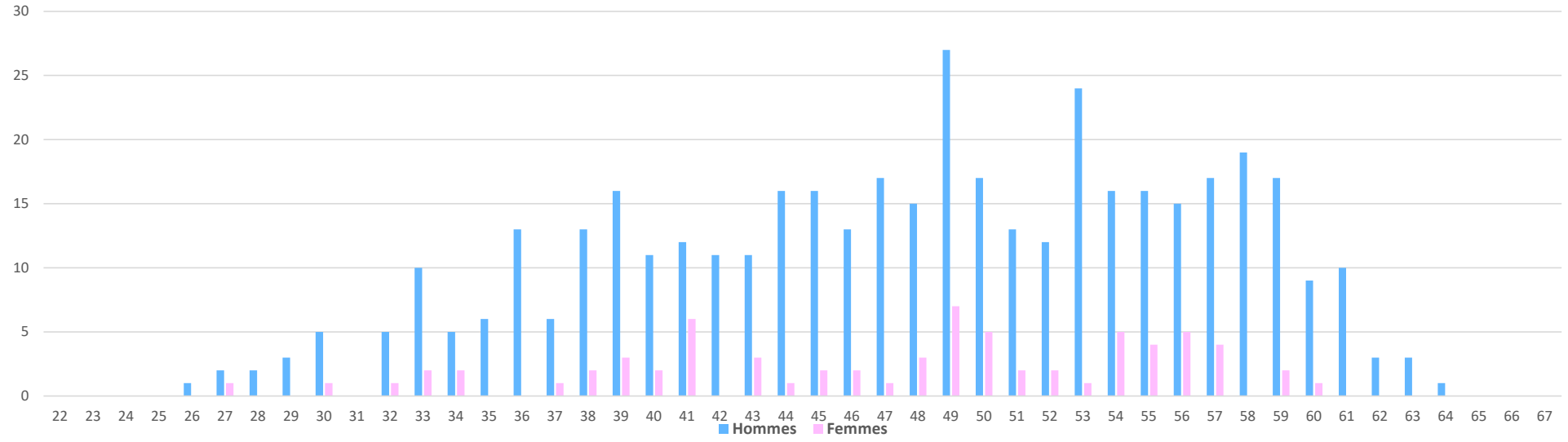
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 14a EMPLOI

## Pyramide des âges au 31/12/2020 - Effectif permanent total



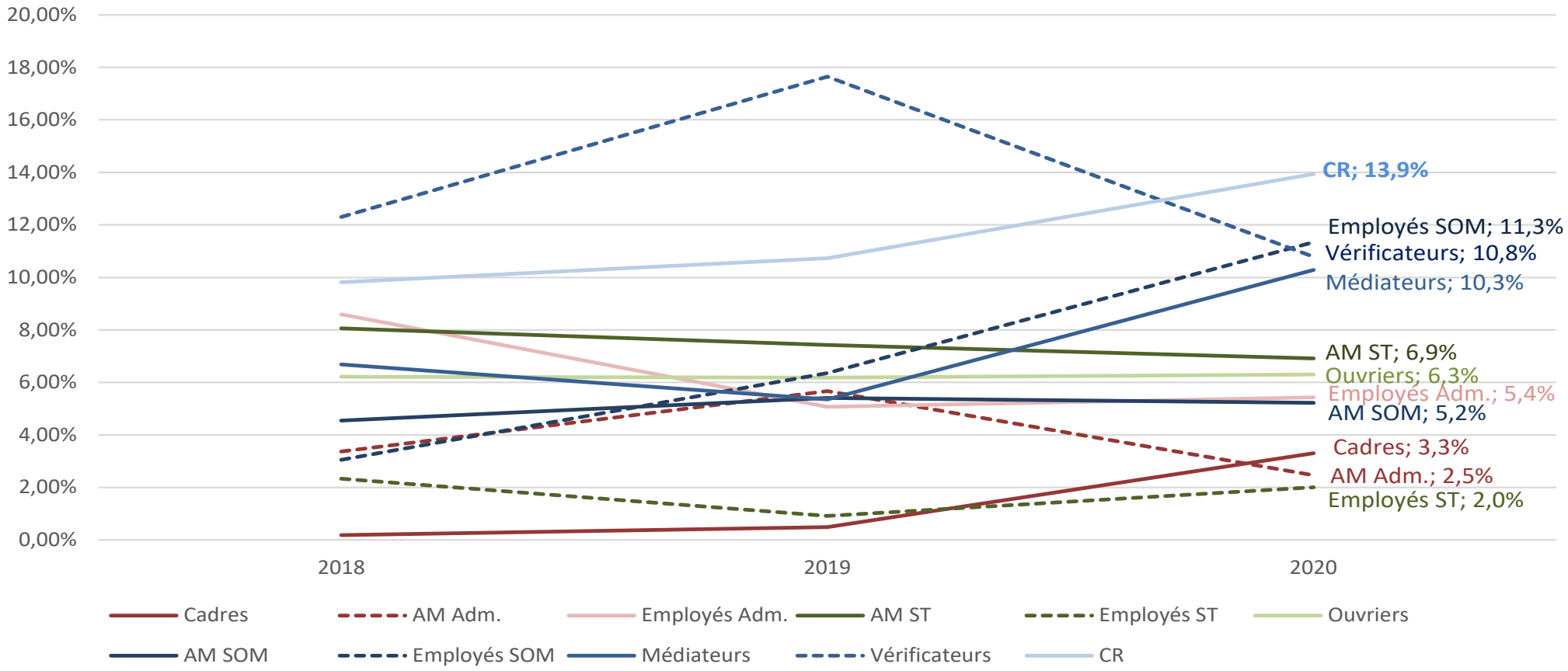

## Pyramide des âges au 31/12/2020 - Conducteurs-receveurs



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 14a EMPLOI

## ÉVOLUTION DE L'ABSENTÉISME ( MALADIE / AT / MATERNITÉ / PATERNITÉ) PAR CATÉGORIE 2018-2020



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 14b FORMATION

## FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

| | 2018 | | 2019 | | 2020 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses de formation - Formation interne | 106 357 | - | 111 076 | 4,44% | 120 364 | 8,36% |
| Dépenses de formation - Formation externe | 172 914 | - | 115 056 | -33,46% | 72 709 | -36,81% |
| Rémunération des stagiaires | 447 329 | - | 508 404 | 13,65% | 359 760 | -29,24% |
| Frais de transport - Hébergement - Annexe | 20 299 | - | 19 991 | -1,52% | 6 498 | -67,50% |
| *Sous-total dépenses de formation* | *746 900* | - | *754 527* | *1,02%* | *559 331* | *-25,87%* |
| Récupération OPCA / Apprentissage | -124 755 | - | -99 039 | -20,61% | -63 262 | -36,12% |
| *Solde dépenses de formation* | *622 145* | - | *655 489* | *5,36%* | *496 069* | *-24,32%* |
| Versement effectués auprès des organismes (*) | 445 456 | - | 459 974 | 3,26% | 454 320 | -1,23% |
| **Dépenses effectuées** | **1 067 601** | **-** | **1 115 462** | **4,48%** | **950 389** | **-14,80%** |

**(*) Détail des versements effectués auprès d'Organismes agréés :**

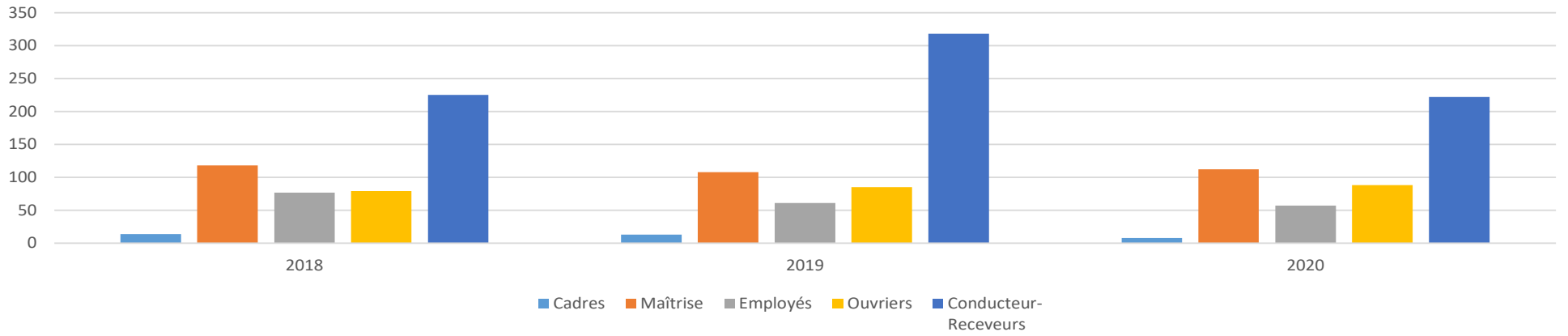
- **CDD..... 521 €**
- **Contribution à la sécurité OPCA Transport..... 106 887 €**
- **Contribution unique (1% - OPCA Transport)..... 346 911 €**

| | 2020 |
|---|---|
| Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé formation rémunéré | 1 |
| Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé formation non rémunéré | 0 |
| Nombre de salariés auxquels a été refusé un congé formation ~~FONGECIF~~ (Transit° Prof) | 1 |
| Nombre de contrats conclus dans l'année : | 3 |
| *- dont contrat de professionnalisation* | *3* |
| *- dont apprentissage* | *0* |
| *- dont C.I.E.* | *0* |

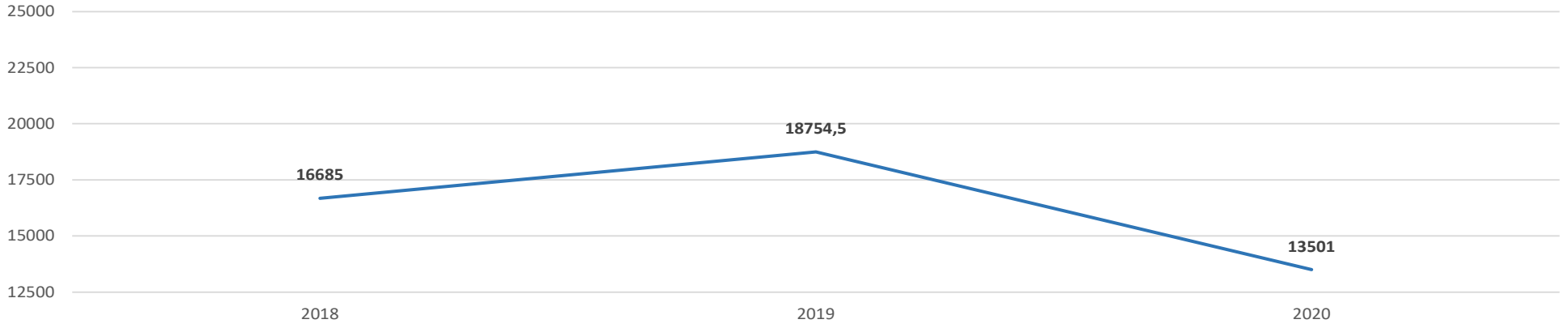
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 14b FORMATION

## Nombre de stagiaires par catégorie




## Évolution du nombre d'heures de stage rémunérées - 2018-2020



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 14c RELATIONS SOCIALES

## DISPOSITIONS INTERVENUES AU COURS DE L'ANNÉE 2020

### ACCORD D'ENTREPRISE DU 29 JUIN 2020

- Évolution de la valeur du point : 1,08% en niveau - 1,08% en masse

- Dispositions concernant les services techniques et le SOM

- Barême de la prime de carrière :

►20 ans de carrière..... 350 €
►25 ans de carrière..... 700 €
►29 ans de carrière..... 1000 €
►34 ans de carrière..... 1350 €
►38 ans de carrière..... 1500 €

- Grille d'ancienneté, fonction de la présence dans l'établissement, à partir de la 27ème année :

►de 26 ans à 27 ans..... Coefficient d'ancienneté = **1,30**
►de 27 ans à 29 ans..... Coefficient d'ancienneté = **1,32**
►de 29 ans à 32 ans..... Coefficient d'ancienneté = **1,34**
►de 32 ans à 34 ans..... Coefficient d'ancienneté = **1,36**
►de 34 ans à 36 ans..... Coefficient d'ancienneté = **1,38**
►Plus de 36 ans……..... Coefficient d'ancienneté = **1,40**

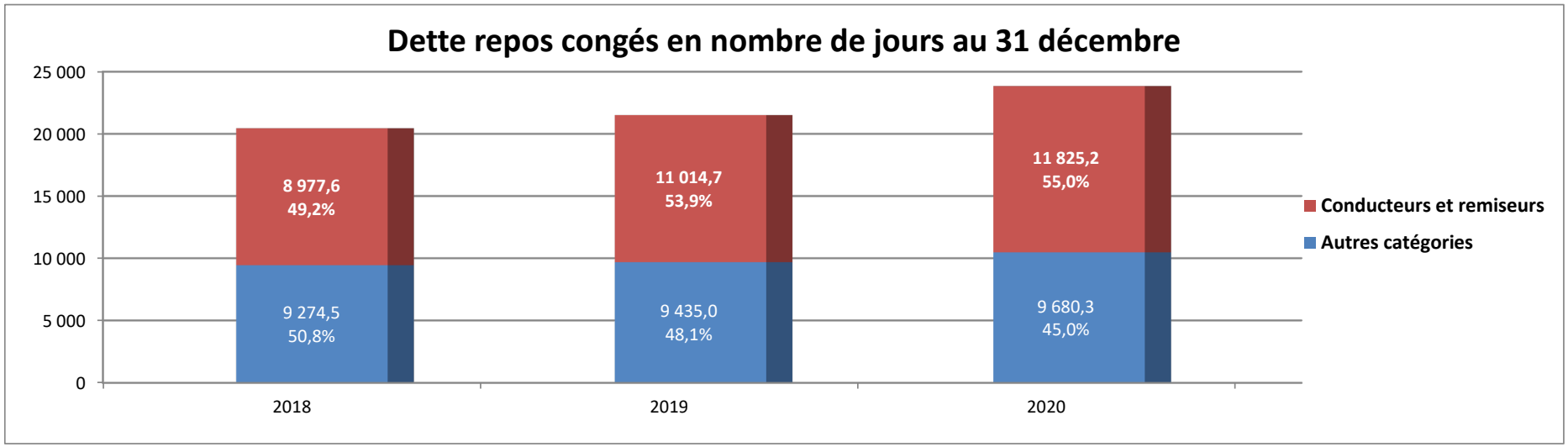
## DISPOSITIONS DIVERSES

| | | |
|---|---|---|
| **Indemnité de départ en retraite** | La base de calcul de l'indemnité de départ en retraite, pour les salariés disposant au moins de 35 ans d'ancienneté, est portée de 4 à 5 jours par année de présence. | |
| **Chéque syndical** | Le montant du chèque syndical est porté à **8,30 €** | |
| **Médaille du travail** | Agent avec 20 ans d'activité salariée : | ► Argent : 353 €. + 2,49 € / année de présence dans l'entreprise<br>► + 1 jour de repos ou une valorisation de 93 €. |
| | Agent avec 30 ans d'activité salariée : | ► Vermeil : 360 €. + 2,59 € / année de présence dans l'entreprise<br>► + 3 jours de repos ou une valorisation de 105 €/jour. |
| | Agent avec 35 ans d'activité salariée : | ► Or : 367 €.+ 2,69 € / année de présence dans l'entreprise<br>► + 3 jours de repos ou une valorisation de 107 €/jour. |
| | Agent avec 40 ans d'activité salariée : | ► Grand-Or : 374 €. + 3,36 € / année de présence dans l'entreprise<br>► + 3 jours de repos ou une valorisation de 109 €/jour. |
| | (Travail sur 4 jours) | ► Durée hebdomadaire moyenne, par semaine travaillée : 35h00 - 157 repos par an.<br>► 52 repos correspondant à la mise en œuvre du travail en 4 jours + 1 repos en compensation des temps |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE 14d DETTE REPOS CONGES

| | 2018 | | 2019 | | 2020 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Equipes** | **Jours** | **Montant** | **Jours** | **Montant** | **Jours** | **Montant** |
| **Encadrement** | 764,1 | 345 482,81 € | 812,1 | 367 153,05 € | 857,6 | 407 053,14 € |
| **Employés admistratifs** | 1 193,6 | 242 302,89 € | 1 135,6 | 226 944,77 € | 1 389,6 | 286 598,79 € |
| **Maîtrises administratifs** | 1 004,0 | 286 860,64 € | 1 074,7 | 301 365,12 € | 1 049,8 | 298 497,42 € |
| **Employés techniques** | 23,1 | 4 206,02 € | 49,8 | 6 541,94 € | 202,5 | 27 910,12 € |
| **Opérateurs techniques** | 1 192,7 | 217 018,40 € | 1 121,5 | 202 983,18 € | 1 201,7 | 223 485,83 € |
| **Remiseurs** | 382,1 | 56 292,54 € | 409,4 | 60 563,81 € | 472,2 | 70 974,22 € |
| **Maîtrises techniques** | 1 066,5 | 251 266,46 € | 1 127,6 | 273 652,15 € | 1 318,4 | 331 493,17 € |
| **Employés Som** | 915,1 | 147 885,36 € | 1 055,9 | 169 687,75 € | 1 087,4 | 181 693,92 € |
| **Conducteurs Receveurs** | 10 632,6 | 2 005 562,75 € | 11 415,8 | 2 157 998,47 € | 12 903,7 | 2 498 219,83 € |
| **Maîtrises exploitation** | 3 275,9 | 792 840,35 € | 3 303,2 | 808 532,10 € | 3 362,0 | 828 864,13 € |
| **TOTAL**<br>**% variation** | **20 449,7** | **4 349 718,21 €** | **21 505,5**<br>**5,2%** | **4 575 422,35 €**<br>**5,2%** | **23 844,8**<br>**10,9%** | **5 154 790,57 €**<br>**12,7%** |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ORGANIGRAMME GÉNÉRAL T2C au 30/04/2021

**Blandine GALLIOT**
Présidente

**Richard PEYRIN**
Directeur Général

**D. DUQUENNOY**
Resp. d'Unité Pardieu
- **C. STANY / Y. PARENT / E. SAIM**
  Gestionnaires FDS
- **L. MARZOUGUI**
  Resp. Accident

**M. SERREAU**
Resp. Travaux et Déviations
- **P. ROUX**
  Tech. Travaux et Déviations

**L. PLAZE**
Resp. Méthodes
- Techniciens Méthodes

**C. IRLE**
Resp. Prévention, Médiation et Affrètement
- **C. CLUZEL**
  Service Contentieux
- **S. BARNEDES**
  Resp. Equipe Affrétés
  - Chefs d'équipe Médiation
    - Médiateurs

**J. DE CARVALHO**
Resp. d'Unité Champratel
- Resp. Equipe Expl en charge formation bus
- **T. FOURVEL**
  Resp. Chefs d'Equipe Champratel + Référent SFT
  - Responsables d'Equipe
- **B.DOMINGUEZ / S. BREDECHE**
  Animateurs PCC
  - Régulateurs

**R. SAVARIT**
Resp. Services Techniques
- **J. NEVADO**
  Ingénieur Sces Techniques
- **F. POYET**
  Resp. MR Tramway
- **J.M. MAILLET**
  Resp. IF & CFA
- **C. BERGER**
  Resp. Méthodes Maintenance
- **F.MICHON**
  Chef d'Atelier Mat Roulant Bus
- **V. AMORIM**
  Chef Remisage et nettoyage
- **L. CHADES**
  Coordonnateur Système Tramway
- **C. CHALUMEAU / G. FOUSSAT**
  Resp. Magasins
- **N. SCHILLINGER**
  Acheteur Chargé de l'approvisionnement
- **F.MEUNIER**
  Chargé Investiss. et Equip. Industriel et Bâtiment

**E. DEMAY**
Resp. RH
- **C. GIRON**
  Resp. Développement Admin RH
- **C. BRET**
  Resp. Formation
- **S. GUYON-ROCHER**
  Chargée de Missions RH
- **C. GRUFFAZ**
  Assistante Sociale
- **C. DUGAT**
  Resp. Paie
  - Tech. Paie

**F. JACQUET**
Resp. Informatique
- Equipes Informatique
- **M. SAURAT**
  Resp. AMIM
  - AMIM
- **C. BATUT**
  Resp. Contrôle et Sécurité Réseau
- **P. MARTINS**
  Adj.au Resp. Contrôle et Sécurité Réseau
  - Chefs d'Equipe Contrôle
    - Vérificateurs
- **F. DUBRU**
  Techn. Exploitation
  - Coordinatrice Commande Services
    - Tech. Commande Services

**E.M. GAUTHEY**
Resp. Marketing et Commercial
- **O. MOREL**
  Resp. Pôle Commercial
  - Espace T2C
  - Pôle Caisse/Recettes
- **F. JACON**
  Pôle Etude
  - **A.PATERNA**
    Chargé Etudes Déplacements
  - **S.HENRIET**
    Chargée Etudes et Développement
  - **J.DELORME**
    Chargé Adm. Billetique
- **C. ANTOINET**
  Pôle Informations Commerciales
  - IF & Animations
  - Infolignes
  - PC Info

**F. LEFAURE**
Resp. Administration Finances
- **L. BOUDIN**
  Resp. Pôle Comptabilité
  - Equipe Comptabilité

**S. JAVALOYES**
Resp. PCP
- Equipe Pôle PCP

**C. MAGNIER**
Resp. QSE
- **B. JEANJEAN**
  Resp. Sécurité au Travail
- **J. JIAT**
  Chargé Sûreté fonctionnement Tramway
- **A. EL MEJDOUB**
  Animateur QSE
- Contôleurs Qualité
- **G. FAURE**
  Formateur SST Techn. SFT

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE N° 16

# Compte administratif 2020

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

| Numéro SIRET<br>78951516000016 | COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT<br>EPIC T2C T2C |
|---|---|

POSTE COMPTABLE DE : SGC CLERMONT METROPOLE ET AMENDES

## SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

## Compte administratif

BUDGET : EPIC T2C (2)

## ANNEE 2020

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF
## VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|---|---|---|---|---|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation | A 77 463 832,30 | G 78 305 392,80 | G-A 841 560,50 |
| | Section d'investissement | B 1 557 310,84 | H 1 663 734,68 | H-B 106 423,84 |
| | | + | + | |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section d'exploitation (002) | C 0,00 (si déficit) | I 2 521 824,98 (si excédent) | |
| | Report en section d'investissement (001) | D 0,00 (si déficit) | J 886 970,93 (si excédent) | |
| | | = | = | |
| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION (1) |
| TOTAL (réalisations + reports) | | P= A+B+C+D 79 021 143,14 | Q= G+H+I+J 83 377 923,39 | =Q-P 4 356 780,25 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2) | Section d'exploitation | E 2 135,69 | K 0,00 |
| | Section d'investissement | F 747 114,08 | L 0,00 |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F 749 249,77 | = K+L 0,00 |

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|---|---|---|---|---|
| RESULTAT CUMULE | Section d'exploitation | = A+C+E 77 465 967,99 | = G+I+K 80 827 217,78 | 3 361 249,79 |
| | Section d'investissement | = B+D+F 2 304 424,92 | = H+J+L 2 550 705,61 | 246 280,69 |
| | TOTAL CUMULE | = A+B+C+D+E+F 79 770 392,91 | = G+H+I+J+K+L 83 377 923,39 | 3 607 530,48 |

### DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| **TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION** | | E 2 135,69 | K 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 2 135,69 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | |
| 66 | Charges financières | 0,00 | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés | 0,00 | |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | | 0,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité | | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | | 0,00 |
| **TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | | F 747 114,08 | L 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

| Chap. | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 37 759,20 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 681 522,88 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 27 832,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

## SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

### DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 24 355 879,98 | 20 968 550,30 | 1 311 048,74 | 2 135,69 | 2 074 145,25 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 55 763 335,00 | 54 387 683,51 | 468 908,00 | 0,00 | 906 743,49 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 1 700,00 | 242,80 | 0,00 | 0,00 | 1 457,20 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **80 120 914,98** | **75 356 476,61** | **1 779 956,74** | **2 135,69** | **2 982 345,94** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 56 414,00 | 55 490,79 | 0,00 | 0,00 | 923,21 |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciat°(2) | 8 200,00 | 8 173,48 | | | 26,52 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés(3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **80 185 528,98** | **75 420 140,88** | **1 779 956,74** | **2 135,69** | **2 983 295,67** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (4)* | *0,00* | | | | |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *290 873,00* | *263 734,68* | | | *27 138,32* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)* | *0,00* | *0,00* | | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***290 873,00*** | ***263 734,68*** | | | ***27 138,32*** |
| **TOTAL** | | **80 476 401,98** | **75 683 875,56** | **1 779 956,74** | **2 135,69** | **3 010 433,99** |
| **Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1** | | **0,00** | | | | |

### RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Titres émis | Prod. rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuations de charges | 6 624 332,00 | 7 108 189,92 | 0,00 | 0,00 | -483 857,92 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 70 442 000,00 | 70 166 663,98 | 0,00 | 0,00 | 275 336,02 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité(5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 600 444,00 | 695 642,02 | 0,00 | 0,00 | -95 198,02 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **77 666 776,00** | **77 970 495,92** | **0,00** | **0,00** | **-303 719,92** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 74 244,75 | 0,00 | 0,00 | -74 244,75 |
| 78 | Reprises sur provisions et dépréciations (2) | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **77 666 776,00** | **78 044 740,67** | **0,00** | **0,00** | **-377 964,67** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *287 801,00* | 260 652,13 | | | 27 148,87 |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)* | *0,00* | 0,00 | | | 0,00 |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***287 801,00*** | ***260 652,13*** | | | ***27 148,87*** |
| **TOTAL** | | **77 954 577,00** | **78 305 392,80** | **0,00** | **0,00** | **-350 815,80** |
| **Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1** | | **2 521 824,98** | | | | |

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
*(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

## SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

II
A3

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 167 262,43 | 73 365,50 | 37 759,20 | 56 137,73 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 860 505,10 | 1 001 899,81 | 681 522,88 | 177 082,41 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 262 275,40 | 221 393,40 | 27 832,00 | 13 050,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **2 290 042,93** | **1 296 658,71** | **747 114,08** | **246 270,14** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opérations pour compte de tiers (4)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **2 290 042,93** | **1 296 658,71** | **747 114,08** | **246 270,14** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *287 801,00* | *260 652,13* | | *27 148,87* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (2)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***287 801,00*** | ***260 652,13*** | | ***27 148,87*** |
| **TOTAL** | | **2 577 843,93** | **1 557 310,84** | **747 114,08** | **273 419,01** |
| **Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1** | | **0,00** | | | |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|---|---|---|---|---|---|
| 13 | Subventions d'investissement | 1 400 000,00 | 1 400 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **1 400 000,00** | **1 400 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 106 | Réserves (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opérations pour le compte de tiers (4)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **1 400 000,00** | **1 400 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation (2)* | *0,00* | | | |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (2)* | *290 873,00* | *263 734,68* | | *27 138,32* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (2)* | *0,00* | *0,00* | | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***290 873,00*** | ***263 734,68*** | | ***27 138,32*** |
| **TOTAL** | | **1 690 873,00** | **1 663 734,68** | **0,00** | **27 138,32** |
| **Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1** | | **886 970,93** | | | |

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF
## BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 22 279 599,04 | | 22 279 599,04 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 54 856 591,51 | | 54 856 591,51 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 242,80 | | 242,80 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 55 490,79 | *0,00* | 55 490,79 |
| 68 | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions | 8 173,48 | *263 734,68* | 271 908,16 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés(4) | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| | **Dépenses d'exploitation – Total** | **77 200 097,62** | ***263 734,68*** | **77 463 832,30** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **77 463 832,30** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *260 652,13* | 260 652,13 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (6) | 73 365,50 | *0,00* | 73 365,50 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 1 001 899,81 | *0,00* | 1 001 899,81 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 221 393,40 | *0,00* | 221 393,40 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations(reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| | **Dépenses d'investissement –Total** | **1 296 658,71** | ***260 652,13*** | **1 557 310,84** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE** | **1 557 310,84** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF
## BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 7 108 189,92 | | 7 108 189,92 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | *0,00* |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 70 166 663,98 | | 70 166 663,98 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)(3)* | | *0,00* | *0,00* |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité(7) | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 695 642,02 | | 695 642,02 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 74 244,75 | *260 652,13* | 334 896,88 |
| 78 | Reprise amort., dépreciat° et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | *0,00* |
| | **Recettes d'exploitation – Total** | **78 044 740,67** | ***260 652,13*** | **78 305 392,80** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1** | **2 521 824,98** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **80 827 217,78** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 1 400 000,00 | 0,00 | 1 400 000,00 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Comptes liaison : affectat° BA, régies | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours(5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *263 734,68* | *263 734,68* |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | *0,00* |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *481* | | | *0,00* | *0,00* |
| 3… | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Recettes d'investissement – Total** | **1 400 000,00** | ***263 734,68*** | **1 663 734,68** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1** | **886 970,93** |

+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AUX COMPTES 106** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **2 550 705,61** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# ANNEXE N° 17

# Immobilisations

- **Biens mis à disposition par le SMTC**
- **Biens propres de la Régie T2C**
- **Inventaire des biens physiques mis à disposition par le SMTC**

**Situation au 31 décembre 2020**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# BILAN D'ACTIVITÉ 2020

PAR VÉLOGIK

*management + maintenance*



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# Sommaire

I. Le service C.vélo ..... 3
1.1 Le service VLS ..... 4
1.2 Les VLD ..... 10
1.3 La C.vélo Box ..... 13
1.4 Les indicateurs complémentaires ..... 15
II. Le rapport d'exploitation ..... 22
2.1 La maintenance ..... 23
III. Le bilan communication ..... 24
3.1. Les grands axes de la communication en 2020 ..... 25
3.2. Evolution des outils numériques ..... 27
3.3. Communication digitale ..... 29
3.4. Les nouveaux supports de communication ..... 34
3.5. Animations ..... 38
3.6. Publications médias ..... 40

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# Le service C.vélo

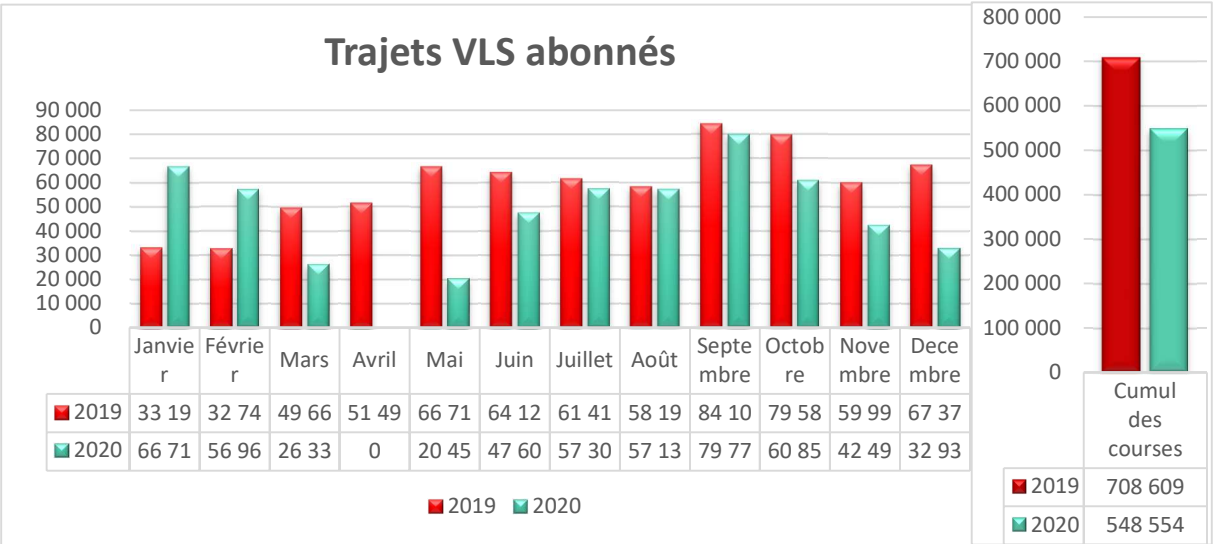


Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 1.1 Le service VLS

## 1.1.1 La fréquentation du service

Le service VLS n'a pas connu cette année de transformation majeure comme l'installation de nouvelles stations ou l'ajout de nouveaux slots. La prise en charge de l'abonnement annuel par la Métropole a été renouvelée à nouveau pour l'année 2020. Cependant, l'actualité sanitaire a eu un fort impact sur le service de VLS. Lors du premier confinement, ce dernier a été suspendu du 18 mars au 14 mai. Le développement du télétravail, les restrictions sur les déplacements et la fermeture des universités ont provoqué une diminution significative du nombre de courses.



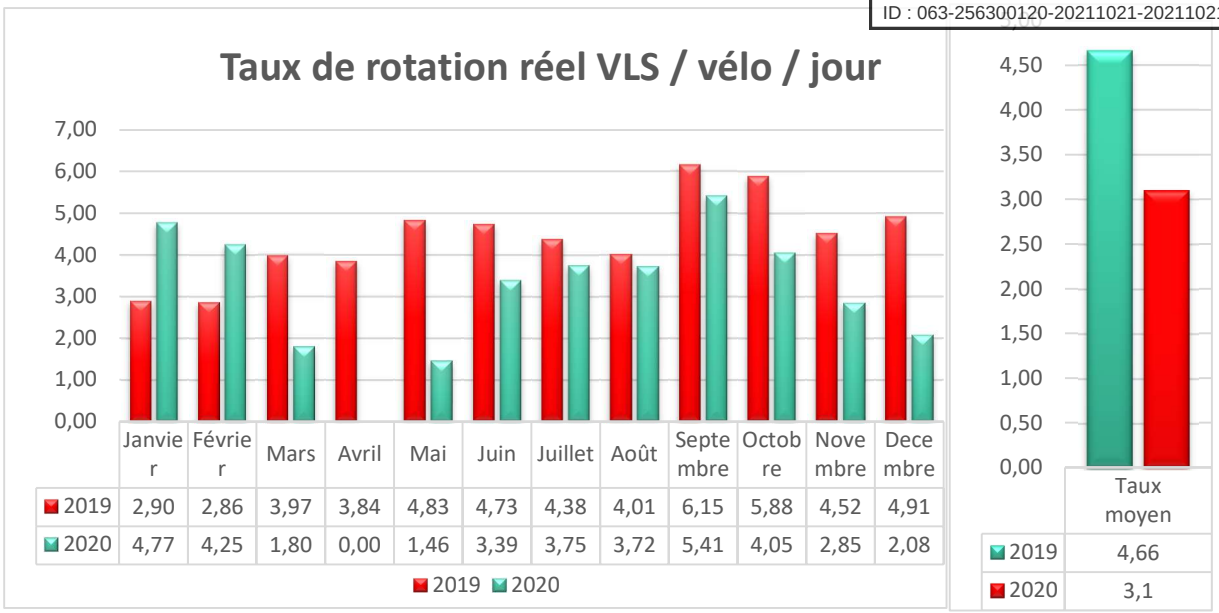

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2019 | 33 19 | 32 74 | 49 66 | 51 49 | 66 71 | 64 12 | 61 41 | 58 19 | 84 10 | 79 58 | 59 99 | 67 37 |
| 2020 | 66 71 | 56 96 | 26 33 | 0 | 20 45 | 47 60 | 57 30 | 57 13 | 79 77 | 60 85 | 42 49 | 32 93 |




| | Cumul des courses |
|---|---|
| 2019 | 708 609 |
| 2020 | 548 554 |

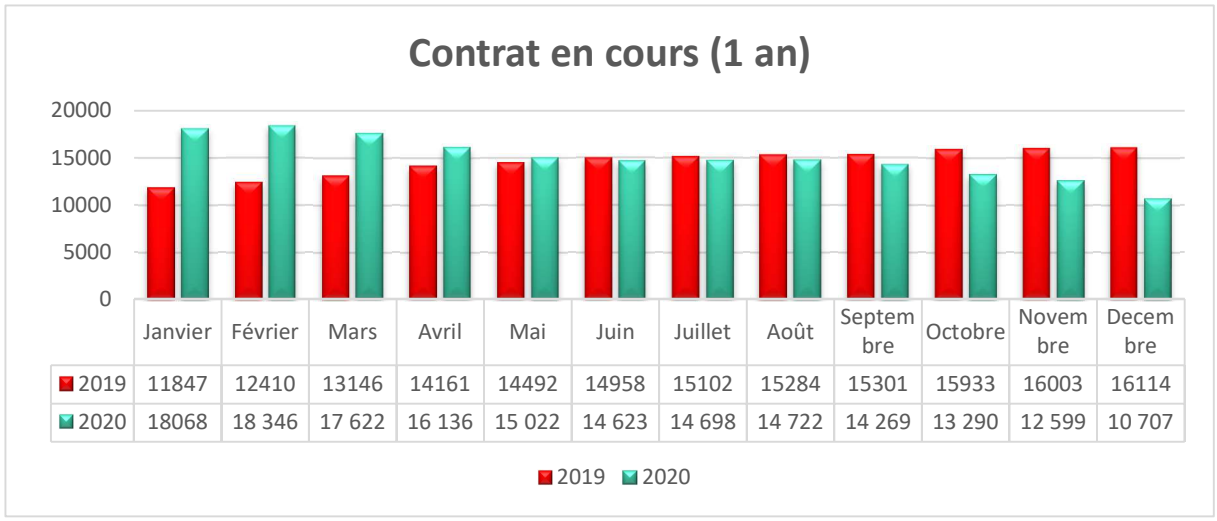
L'année 2020 avait pourtant débuté sous les meilleurs auspices avec un nombre de trajets en janvier et en février en augmentation de 50% par rapport à 2019. Mais dès le mois de mars, le nombre de courses s'effondre à cause des mesures sanitaires strictes et la suspension du service VLS du 18 mars jusqu'au 14 mai. Avec la période estivale, nous renouons à nouveau avec les très bons chiffres de l'année 2019. Le mois de septembre reste encore le meilleur mois de l'année avec 79 777 courses soit à 4300 trajets du pic historique atteint l'année dernière. Mais sur le dernier trimestre, nous avons vu chuter les chiffres avec la mise en place du télétravail, du couvre-feu et d'un second confinement. Selon nos relevés, le couvre-feu diminue le nombre de courses quotidiennement entre 500 et 700 courses. Ainsi, le total annuel de trajets diminue de 22% par rapport à 2019, passant de 708 609 courses à 548 554.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




En conséquence des données précédentes, le taux de rotation (déplacement/vélo/jour) a lui aussi baissé en 2020. L'année a débuté avec un taux supérieur à 4 pour ensuite rester inférieur aux résultats de l'année dernière. Nous atteignions malgré tout un très beau taux de 5.41 en septembre grâce à la rentrée scolaire et aux bonnes résolutions. Cette année, le taux moyen grimpe difficilement à 3.12 tandis que l'année dernière nous étions à 4,66. Nous atteignons timidement 3.41 si nous calculons le taux moyen sans le mois d'avril. L'amélioration significative du taux de disponibilité des vélos explique aussi la baisse du taux de rotation quotidien puisque celui-ci correspond au nombre de courses divisé par le nombre de vélos disponibles par jour.

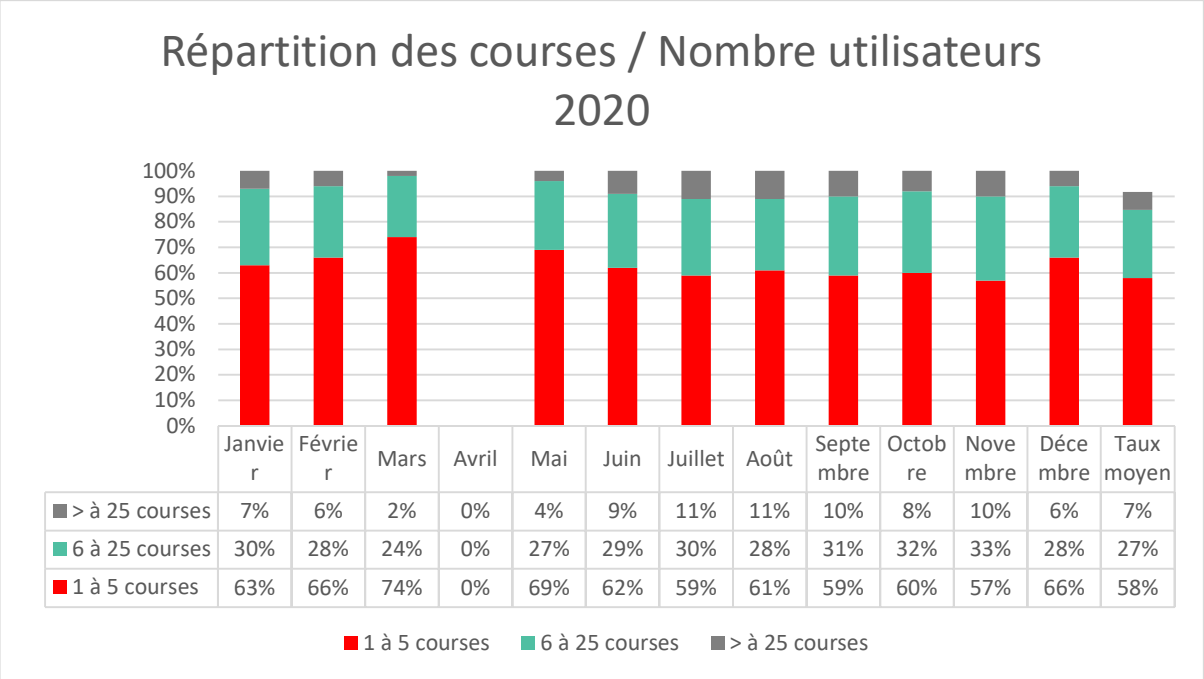
### 1.1.2 Les abonnés et leur utilisation




En début d'année 2020, le service C.vélo VLS n'a jamais compté autant de contrats annuels avec 18 068 comptes actifs. L'année 2020 s'est clôturée avec une base d'abonnés de plus de 10000 membres. Le total de contrats 1 an en cours a vécu une baisse de 34% entre les mois de décembre

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

2019 et 2020 soit 5407 contrats en moins. Nous avons observé une stabilisation des abonnés pendant la période estivale, saison plus propice à renouveler son abonnement et à l'accueil de nouveaux abonnés. En fin d'année 2020, nous avons connu la fin des abonnements des usagers arrivés avec les grèves et les difficultés de circulation fin 2019. Ces derniers n'ayant pour la plupart pas renouvelé leur abonnement, nous avons observé une accélération de la diminution de la base de données abonnés.



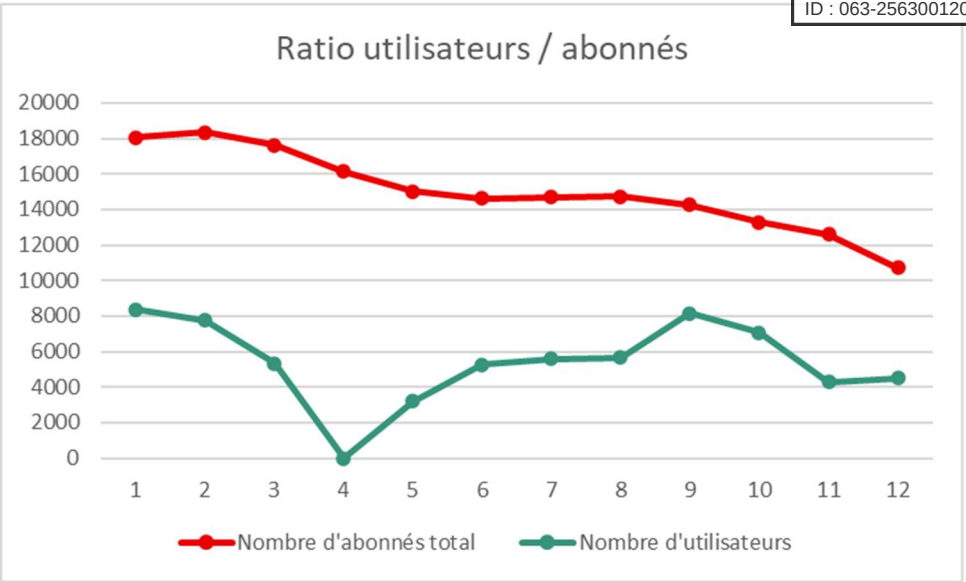

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Taux moyen |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| > à 25 courses | 7% | 6% | 2% | 0% | 4% | 9% | 11% | 11% | 10% | 8% | 10% | 6% | 7% |
| 6 à 25 courses | 30% | 28% | 24% | 0% | 27% | 29% | 30% | 28% | 31% | 32% | 33% | 28% | 27% |
| 1 à 5 courses | 63% | 66% | 74% | 0% | 69% | 62% | 59% | 61% | 59% | 60% | 57% | 66% | 58% |

La répartition des courses selon le nombre d'utilisateurs a évolué sur l'année 2020 avec la clôture de nombreux comptes de personnes qui utilisaient très rarement le service. Les nombreux abonnements échus cette année ont permis d'assainir notre base de données de ces abonnés « fantômes », et ainsi faire augmenter significativement la part des abonnés réellement utilisateur du service. Nous avons aussi relevé une évolution sur le nombre d'utilisateurs qui réalisent plus de 25 courses par mois. Cet effet est identifiable surtout sur la période entre juin et novembre.

Le nombre d'utilisateurs parmi les abonnés a grandement évolué en cours d'année comme nous pouvons le voir à travers les éléments suivants :

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'abonnés total | 18068 | 18346 | 17622 | 16136 | 15022 | 14623 | 14698 | 14722 | 14269 | 13290 | 12599 | 10707 | 15009 |
| Nombre d'utilisateurs | 8375 | 7759 | 5327 | 0 | 3195 | 5259 | 5593 | 5656 | 8149 | 7055 | 4296 | 4502 | 5430,5 |
| Pourcentage | 46,35% | 42,29% | 30,23% | 0,00% | 21,27% | 35,96% | 38,05% | 38,42% | 57,11% | 53,09% | 34,10% | 42,05% | 36,18% |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




### 1.1.3 La fréquentation usager station par station

Pour l'année 2020, les stations les plus utilisées sont Universités, Jaude et Delille. L'année dernière nous retrouvions sur le podium Jaude, Universités et Delille. Jaude a certainement pâti des travaux masquant en partie la station. CHU Gabriel Montpied, Ballainvilliers, Cézeaux-Pellez, Liondards sont les stations avec le plus grand delta entre les retours et les arrivées de vélos. Pour certaines d'entre elles, la répartition naturelle des vélos ne permettrait que 35% des mouvements totaux de la station. Cela met en lumière l'importance de l'équilibrage et d'une infrastructure suffisante en nombre de places sur les stations. La topographie de Clermont-Ferrand n'est évidemment pas un avantage pour l'équilibre naturel du réseau VLS, il est donc essentiel d'avoir une action d'exploitation pour que le réseau ne soit pas saturé de vélos sur certaines zones et vides dans les autres.

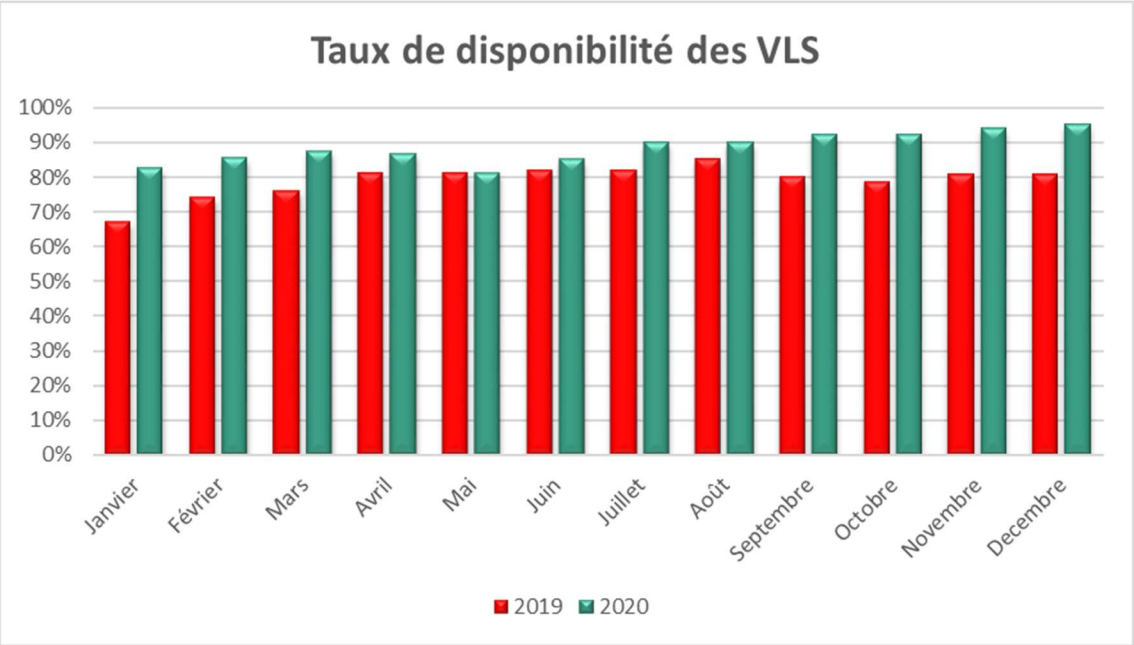
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

En bas de tableau, globalement nous retrouvons les mêmes stations que par le passé. A la première observation de cette liste de station nous remarquons qu'elles sont presque toutes en périphérie du réseau. Elles ne bénéficient ainsi pas du rayonnement du réseau à 360°. Pour certaines il y a certainement un phénomène de cannibalisation entre elles : Braga-Chandiots. Les Paulines-Parking Gare. D'autres sont des points hauts : La glacière et Montjuzet. Et enfin pour d'autres elles sont éloignées des centres d'activités : Sabourin, Voltaire, Jaurès et Liondards.

| | DEPART | RETOUR | TOTAL MVT | ECART | % | CLASSMT DEPART | CLASSMT RETOUR | CLASSMT TRAFIC | REPARTITION TRAFIC | 20/80 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 003 Universités | 36794 | 38828 | 75622 | 54 | 105,53% | 1 | 1 | 1 | 6,89% | 6,89% |
| 001 Jaude | 36709 | 36763 | 73472 | 3633 | 100,15% | 2 | 2 | 2 | 6,70% | 6,70% |
| 007 Delille | 27859 | 25424 | 53283 | 2034 | 91,26% | 3 | 3 | 3 | 4,86% | 11,56% |
| 023 Lagarlaye | 24576 | 24286 | 48862 | -1652 | 98,82% | 4 | 4 | 4 | 4,45% | 16,01% |
| 008 Gaillard | 24316 | 21361 | 45677 | -883 | 87,85% | 5 | 5 | 5 | 4,16% | 20,17% |
| 002 Parvis de la gare | 17559 | 21192 | 38751 | -8324 | 120,69% | 9 | 6 | 6 | 3,53% | 23,71% |
| 005 Salins | 19510 | 18627 | 38137 | -2435 | 95,47% | 6 | 8 | 7 | 3,48% | 27,18% |
| 038 Les Paulines | 18024 | 18619 | 36643 | -2955 | 103,30% | 8 | 9 | 8 | 3,34% | 30,52% |
| 021 CROUS / Dolet | 18082 | 16405 | 34487 | -1811 | 90,73% | 7 | 10 | 9 | 3,14% | 33,67% |
| 011 Gare - Terminal routier | 14654 | 19774 | 34428 | -6131 | 134,94% | 10 | 7 | 10 | 3,14% | 36,81% |
| 034 République | 12764 | 15378 | 28142 | 5120 | 120,48% | 14 | 11 | 11 | 2,57% | 39,37% |
| 018 Côte Blatin | 14058 | 13986 | 28044 | 2647 | 99,49% | 12 | 12 | 12 | 2,56% | 41,93% |
| 030 Coubertin | 13613 | 12920 | 26533 | 1641 | 94,91% | 13 | 13 | 13 | 2,42% | 44,35% |
| 033 La Fayette | 12683 | 11557 | 24240 | 874 | 91,12% | 15 | 16 | 14 | 2,21% | 46,56% |
| 014 Les Carmes | 11559 | 12433 | 23992 | 1016 | 107,56% | 17 | 14 | 15 | 2,19% | 48,75% |
| 049 Galaxie | 11795 | 10462 | 22257 | -439 | 88,70% | 16 | 18 | 16 | 2,03% | 50,77% |
| 024 Dumas | 10023 | 11491 | 21514 | 1525 | 114,65% | 20 | 17 | 17 | 1,96% | 52,74% |
| 031 Poncillon | 11002 | 10031 | 21033 | -72 | 91,17% | 18 | 20 | 18 | 1,92% | 54,65% |
| 006 CHU G.Montpied | 14238 | 5914 | 20152 | 139 | 41,54% | 11 | 38 | 19 | 1,84% | 56,49% |
| 035 Cataroux | 8180 | 11799 | 19979 | -1566 | 144,24% | 24 | 15 | 20 | 1,82% | 58,31% |
| 020 Pochet Lagaye | 10643 | 9077 | 19720 | -1677 | 85,29% | 19 | 22 | 21 | 1,80% | 60,11% |
| 037 Musée d'art Roger Quilliot | 7379 | 10421 | 17800 | -728 | 141,23% | 26 | 19 | 22 | 1,62% | 61,73% |
| 047 Carnot | 9038 | 8371 | 17409 | -290 | 92,62% | 22 | 24 | 23 | 1,59% | 63,32% |
| 012 Montferrand | 7317 | 9964 | 17281 | 1468 | 136,18% | 28 | 21 | 24 | 1,58% | 64,89% |
| 009 Chamalières Mairie | 8845 | 7034 | 15879 | 912 | 79,53% | 23 | 28 | 25 | 1,45% | 66,34% |
| 039 Oradou | 7231 | 8268 | 15499 | 497 | 114,34% | 31 | 25 | 26 | 1,41% | 67,76% |
| 015 Maison des sports | 7238 | 8254 | 15492 | -529 | 114,04% | 29 | 26 | 27 | 1,41% | 69,17% |
| 042 Les pistes | 5988 | 8968 | 15018 | -1562 | 149,77% | 37 | 23 | 28 | 1,37% | 70,54% |
| 028 Morel Ladeuil | 7907 | 6345 | 14252 | -712 | 80,25% | 25 | 35 | 29 | 1,30% | 71,84% |
| 027 Berthelot | 7233 | 6704 | 13937 | -693 | 92,69% | 30 | 30 | 30 | 1,27% | 73,11% |
| 016 Fontgièvre | 7036 | 6597 | 13633 | -971 | 93,76% | 33 | 31 | 31 | 1,24% | 74,35% |
| 029 Regensburg | 7133 | 6421 | 13554 | -2008 | 90,02% | 32 | 34 | 32 | 1,24% | 75,58% |
| 045 Trois coquins | 6122 | 7176 | 13298 | -1126 | 117,22% | 36 | 27 | 33 | 1,21% | 76,80% |
| 004 Campus | 7358 | 5706 | 13064 | 2614 | 77,55% | 27 | 39 | 34 | 1,19% | 77,99% |
| 019 Amboise | 6393 | 6532 | 12925 | 3619 | 102,17% | 35 | 33 | 35 | 1,18% | 79,17% |
| 010 Ballainvilliers | 9320 | 3189 | 12509 | 146 | 34,22% | 21 | 49 | 36 | 1,14% | 80,31% |
| 017 Hôpital d'Estaing | 5446 | 6971 | 12417 | 3042 | 128,00% | 39 | 29 | 37 | 1,13% | 81,44% |
| 041 Cézeaux Pellez | 6896 | 4543 | 11439 | 595 | 65,88% | 34 | 44 | 38 | 1,04% | 82,48% |
| 013 1er mai | 4896 | 6537 | 11433 | 1037 | 133,52% | 43 | 32 | 39 | 1,04% | 83,52% |
| 025 Apollinaire | 5082 | 5994 | 11076 | 1921 | 117,95% | 41 | 36 | 40 | 1,01% | 84,53% |
| 046 Musset | 4916 | 5987 | 10903 | -2353 | 121,79% | 42 | 37 | 41 | 0,99% | 85,53% |
| 026 Clos Notre Dame | 5094 | 5591 | 10685 | 2918 | 109,76% | 40 | 41 | 42 | 0,97% | 86,50% |
| 044 Braga | 3554 | 5670 | 9224 | 1258 | 159,54% | 47 | 40 | 43 | 0,84% | 87,34% |
| 032 Liondards | 5599 | 3591 | 9190 | 2116 | 64,14% | 38 | 47 | 44 | 0,84% | 88,18% |
| 050 Sabourin | 4033 | 5141 | 9174 | 1054 | 127,47% | 46 | 42 | 45 | 0,84% | 89,02% |
| 022 Jaures | 4585 | 3857 | 8442 | 1071 | 84,12% | 44 | 45 | 46 | 0,77% | 89,79% |
| 040 Parking Gare | 3068 | 4989 | 8057 | -667 | 162,61% | 50 | 43 | 47 | 0,73% | 90,52% |
| 048 Voltaire | 4276 | 3113 | 7389 | -1163 | 72,80% | 45 | 50 | 48 | 0,67% | 91,19% |
| 036 Rodade | 3144 | 3290 | 6434 | -1333 | 104,64% | 49 | 48 | 49 | 0,59% | 91,78% |
| 043 Chandiots | 2347 | 3605 | 5952 | 1108 | 153,60% | 51 | 46 | 50 | 0,54% | 92,32% |
| 052 La Glacière | 3526 | 2123 | 5649 | -835 | 60,21% | 48 | 51 | 51 | 0,51% | 92,84% |
| 051 Montjuzet | 1913 | 1078 | 2991 | -1403 | 56,35% | 52 | 52 | 52 | 0,27% | 93,11% |
| | 548554 | 548357 | 1096911 | 22 | | | | | 100,01% | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 1.1.4 Le taux de disponibilité




Sur l'année 2020, nous avons prolongé de nombreuses actions entreprises en 2019 afin d'améliorer le taux de disponibilité des VLS dans les stations. A l'analyse des résultats, notre travail a porté ses fruits puisque tout au long de l'année nous ne passons pas sous la barre des 80%. Nous avons réussi pendant 6 mois consécutifs à être au-dessus de la barre des 90% même en septembre lorsque nous avons atteint les 79 000 courses mensuelles. En décembre, nous terminons l'année à un taux de disponibilité de 95%.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 1.2 Les VLD

## 1.2.1 Les contrats VLD en agence

### a) *Les vélos classiques*

| 2020 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul 2020 | Cumul 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Contrats Jour | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 |
| Contrats Semaine | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 3 | 4 |
| Contrats Mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 10 |
| Contrats 2 Mois | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 3 | 2 | 2 | 0 | 1 | 1 | 0 | 12 | 11 |
| Contrats 6 Mois | 0 | 2 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | 1 | 1 | 0 | 9 | 9 |
| Contrats Année | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 0 | 6 | 10 |

En 2020, 35 contrats ont été souscrits par les usagers . La tendance par rapport à l'année 2019 est une diminution du nombre de souscriptions des contrats de 40%. Malgré l'agrandissement du parc en novembre de 10 vélos issus de l'expérimentation Koboo à la Pardieu (lauréat Auvermoov 2017), les vélos classiques ont été boudés par les usagers pour deux raisons particulières : nous avons constaté un report des demandes sur les vélos à assistance électrique et une baisse des demandes provenant des étudiants à destination des vélos classiques. Les besoins en déplacement de ces derniers ayant été fortement impactés par les fermetures des universités.

### *b) Les vélos à assistance électrique*

| 2020 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul 2020 | Cumul 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Contrats Jour | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Contrats Semaine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Contrats 1 Mois | 6 | 4 | 2 | 3 | 3 | 7 | 2 | 2 | 3 | 2 | 4 | 2 | 40 | 52 |
| Contrats 2 mois | 11 | 6 | 2 | 11 | 5 | 4 | 3 | 5 | 4 | 4 | 4 | 5 | 64 | 833 |
| Contrats 3 mois | 74 | 44 | 26 | 59 | 46 | 34 | 65 | 40 | 36 | 59 | 41 | 42 | 566 | 18 |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Pour les VAE, 670 contrats furent établis , 85% furent des contrats 3 mois. Sur la flotte de 169 VAE, nous avions en fonction des vélos en maintenance, entre 153 et 161 vélos loués simultanément au cours de l'année.

L'engouement pour ce type de vélo est bien confirmé en 2020 et particulièrement par le biais des contrats 3 mois (mis en place fin 2019). Ces derniers étant les contrats les plus longs proposés pour ce type de vélos, ils obtiennent les faveurs des usagers car ils leurs permettent d'espacer leur passage à l'agence.

### 1.2.2 Les contrats VLD en commune du ressort territorial

| 2020 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembr | Decembre | Cumul |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nouveaux Contrats 1 jour | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 1 jour renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 1 jour non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 7 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 7 jours renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 7 jours non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 1 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 1 mois renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 1 mois non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 2 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 2 mois renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats 2 mois non-renouvelés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux Contrats 3 mois | 18 | 6 | 6 | 0 | 0 | 3 | 23 | 8 | 6 | 14 | 1 | 2 | 87 |
| Contrats 3 mois renouvelés | 0 | 0 | 2 | 18 | 4 | 8 | 17 | 3 | 8 | 23 | 7 | 9 | 99 |
| Contrats 3 mois non-renouvelés | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 2 | 17 | 4 | 1 | 29 |
| Stock loué | 20 | 24 | 30 | 30 | 30 | 32 | 54 | 61 | 62 | 59 | 56 | 57 | |

Depuis maintenant plus d'un an, l'expérimentation des VAE dans les communes est en cours. 12 communes les 5 premiers mois, c'est ensuite 17 communes participantes à partir de juin. Il y a au total 87 usagers qui ont pu profiter des VAE dans le ressort territorial du SMTC. Cette distribution s'est opérée tout au long de l'année sur 51 rendez-vous dans les communes.

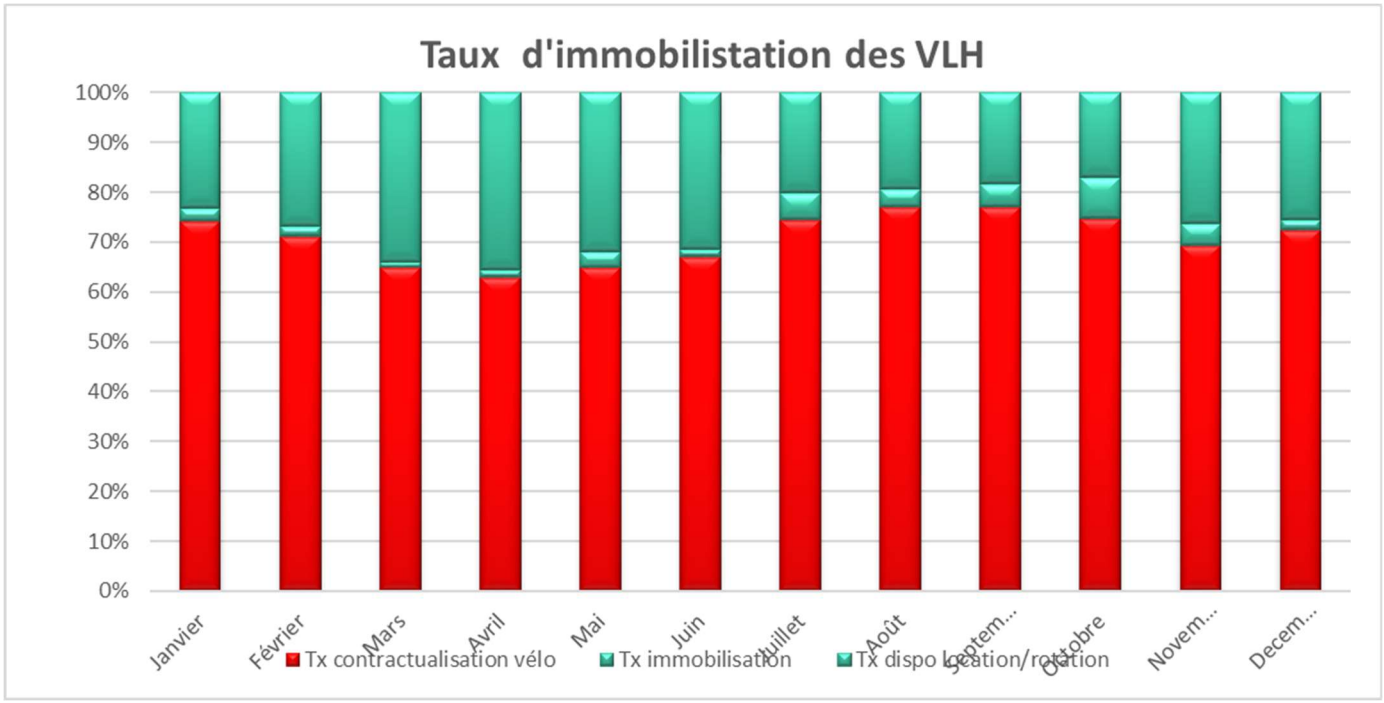
### 1.2.3 Le taux de location et de disponibilité

Sur l'année 2020, le taux de contractualisation des VLH reste conséquent. Nous évoluons dans une fourchette entre 70% et 88% en considérant pour les communes les vélos attribués et non ceux en attente d'une commune d'attribution.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de VLD agence loués | 176 | 174 | 171 | 165 | 171 | 176 | 176 | 177 | 176 | 172 | 165 | 174 | 172,75 |
| Taux de location | 94,12% | 93,05% | 91,94% | 88,71% | 91,94% | 94,62% | 95,14% | 95,68% | 95,14% | 92,97% | 85,05% | 90,16% | 92,37% |
| Nombre de VAE commune loués | 20 | 24 | 30 | 30 | 30 | 32 | 54 | 61 | 62 | 59 | 56 | 57 | 42,92 |
| Taux de location VAE commune (sur VAE attribués aux communes) | 27,40% | 30,77% | 38,46% | 36,14% | 36,14% | 38,10% | 63,53% | 70,93% | 70,45% | 66,29% | 63,64% | 64,77% | 50,55% |
| Taux de location total VLD | 75,38% | 74,72% | 76,14% | 72,49% | 74,72% | 77,04% | 85,19% | 87,82% | 87,18% | 84,31% | 78,37% | 82,21% | 79,63% |

Les résultats du mois de mars correspondent à la livraison des 44 nouveaux VAE destinés aux communes. Tout au long de l'année, le taux d'immobilisation reste minime notamment grâce à nos équipes de mécaniciens qui réalisent l'entretien/réparation dans des délais très courts et à nos différents processus. Vous trouverez les détails sur le nombre de vélos immobilisés en p21.



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 1.3 La C.vélo Box

## 1.3.1 Les contrats C.vélo Box

| 2020 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul | Cumul vs 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Contrats 1 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 | 0 | 6 | -33% |
| Renouvellement 1 mois | 0 | 0 | 3 | 14 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 | 1150% |
| Contrats 2 mois | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | -50% |
| Renouvellement 2 mois | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 100% |
| Contrats 3 mois | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | -67% |
| Renouvellement 3 mois | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 7 | 250% |
| Contrats 6 mois | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 3 | 5 | 2 | 3 | 0 | 19 | -37% |
| Renouvellement 6 mois | 2 | 1 | 2 | 0 | 6 | 4 | 1 | 2 | 7 | 1 | 4 | 2 | 32 | 540% |
| Contrats non-renouvelés | 0 | 1 | 1 | 0 | 5 | 10 | 1 | 2 | 0 | 2 | 2 | 7 | 31 | 417% |
| Nbre de contrats en cours | 40 | 41 | 40 | 40 | 35 | 27 | 26 | 30 | 36 | 40 | 41 | 34 | Taux moyen d'occupation 2020 | 23,8% |

La C.vélo Box est le service qui a le plus subi les restrictions sanitaires. Le premier confinement puis le développement du télétravail, ces évènements ont eu un impact fort sur les trajets intermodaux. Par conséquent de nombreux usagers ont stoppé leurs abonnements. En mars, le SMTC a fait le choix de prolonger gracieusement de 1 mois les abonnés, c'est pour cette raison que nous retrouvons 14 renouvèlements 1 mois. Mais c'est généralement l'abonnement 6 mois qui remporte les suffrages auprès des abonnés C.vélo Box avec 55% des contrats souscrits (51 sur 94).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 1.3.2 Les communes d'appartenance des usagers

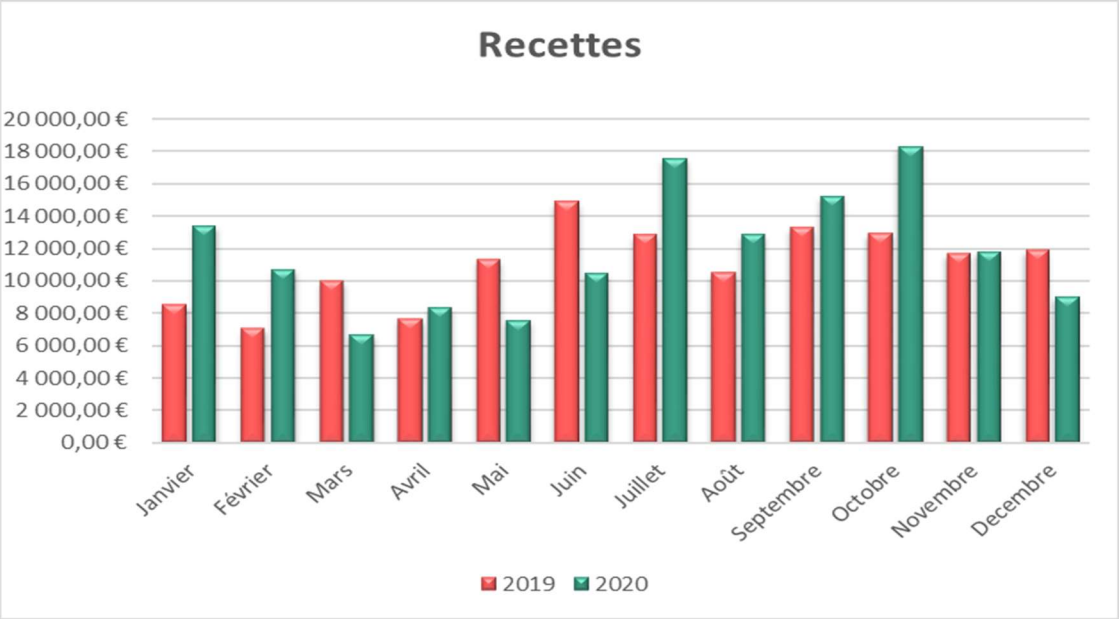
| Commune | Code postal | Total |
|---|---|---|
| Clermont-Ferrand | 63000 | 14 |
| Vichy | 03200 | 3 |
| Riom | 63200 | 3 |
| Beauregard l'évêque | 63116 | 2 |
| Vic le Comte | 63270 | 2 |
| Beaumont | 63110 | 2 |
| Chamalières | 63400 | 2 |
| Solignat | 63870 | 2 |
| Aulnat | 63500 | 1 |
| Châlons en champagn | 51000 | 1 |
| Chambaron sur Morge | 63200 | 1 |
| Corent | 63730 | 1 |
| Nohanent | 63830 | 1 |
| Orléat | 63190 | 1 |
| Paris | 75000 | 1 |
| Saint Maurice | 63270 | 1 |
| Salledes | 63270 | 1 |
| Volvic | 63530 | 1 |
| Yronde et Buron | 63270 | 1 |
| Pont-du-Château | 63430 | 1 |
| Saint-Vallier | 71230 | 1 |
| Bellerive sur Allier | 03700 | 1 |
| Busset | 03270 | 1 |
| Chirac Bellevue | 19160 | 1 |
| Dallet | 63111 | 1 |
| Egliseneuve près Billo | 63160 | 1 |
| Joze | 63350 | 1 |
| Le Cendre | 63670 | 1 |
| Prompsat | 63200 | 1 |
| Randan | 63310 | 1 |
| Romagnat | 63540 | 1 |
| Saint Mostien | 43260 | 1 |
| Poezat | 03800 | 1 |

La majorité de nos usagers sont Clermontois, ils utilisent la C.vélo Box pour éviter de voyager en train avec leurs vélos pour se rendre sur leur lieu de travail. Nous avons souscrit durant l'année plusieurs contrats avec des personnes provenant de l'Allier. Nous pouvons aussi remarquer des usagers provenant hors de la région Auvergne Rhône-Alpes notamment du 71, du 75, du 19 ou du 51.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 1.4 Les indicateurs complémentaires

## 1.4.1 Les recettes du service



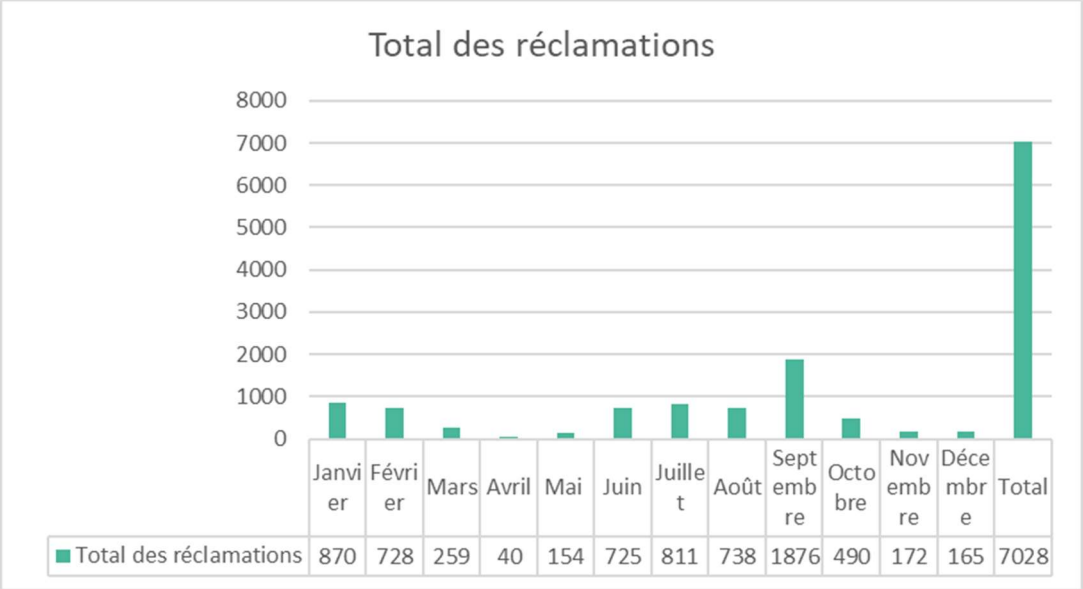

Au niveau des recettes, services VLS, VLD et C.vélo Box cumulés, les sommes perçues sont en majorité plus importantes que l'année dernière sauf au mois de mars, mai, juin et décembre. Le service de VAE en commune (inauguré en Décembre 2019) gonfle mécaniquement les recettes de l'année 2020 en comparaison de celles de 2019. Cependant la fermeture du service VLS en mars et le nombre de courses VLS moins important durant l'année à forcément eu un impact sur les courses facturées. Par conséquent en 2020, le total est en recul de 15% (126 282€ en 2019). Les pics de recettes en juillet et octobre s'expliquent par l'arrivée de nombreux nouveaux abonnés annuels peu familiers avec le service de VLS et consommant régulièrement des courses payantes au cours de leurs premiers mois d'abonnement mais aussi du nombre important de contrats VAE réalisés.

| | 2019 | 2020 |
|---|---|---|
| C.vélo Box | 975,00 € | 1 290,00 € |
| VAE | 63 329,00 € | 77 303,00 € |
| VLS | 62 978,00 € | 52 616,10 € |
| **Total TTC** | 127 282,00 € | 131 209,10 € |

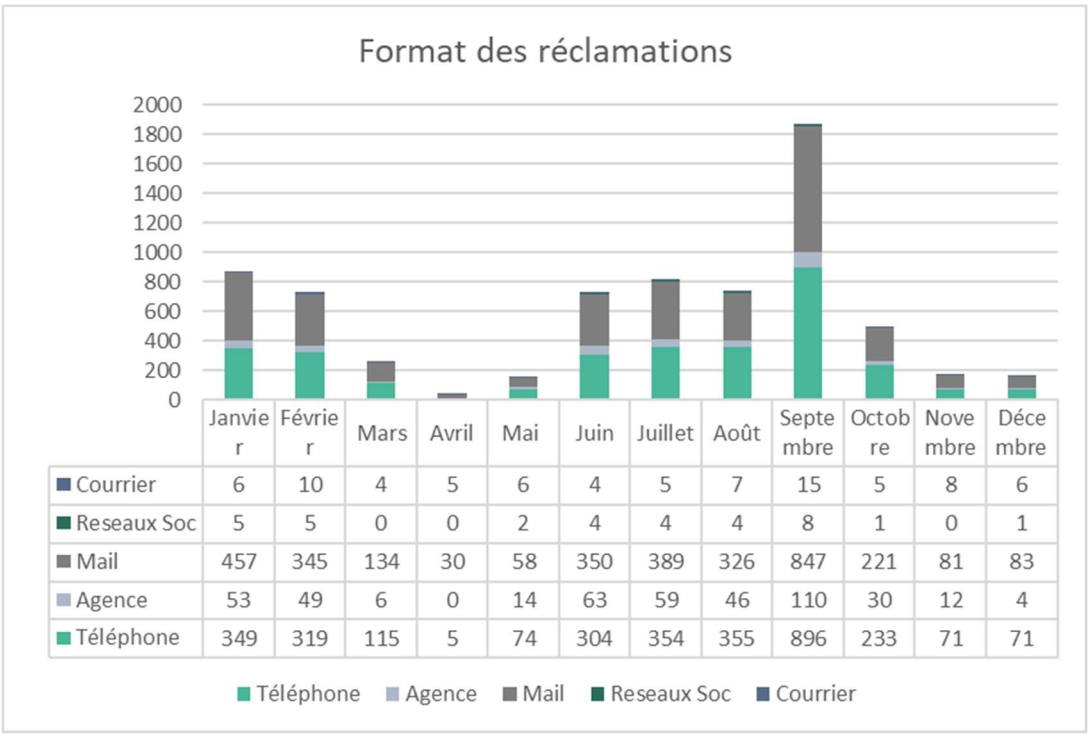
| Montant Paiement dématérialisés échoués | 2019 | 2020 |
|---|---|---|
| Montant Prélevé Stripe | 62 978,00 € | 52 616,12 € |
| Montant paiement non honorés | 25 494,00 € | 16 118,00 € |
| Total du | 88 472,00 € | 68 734,12 € |
| Pourcentage | 28,82% | 23,45% |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 1.4.2 Les réclamations



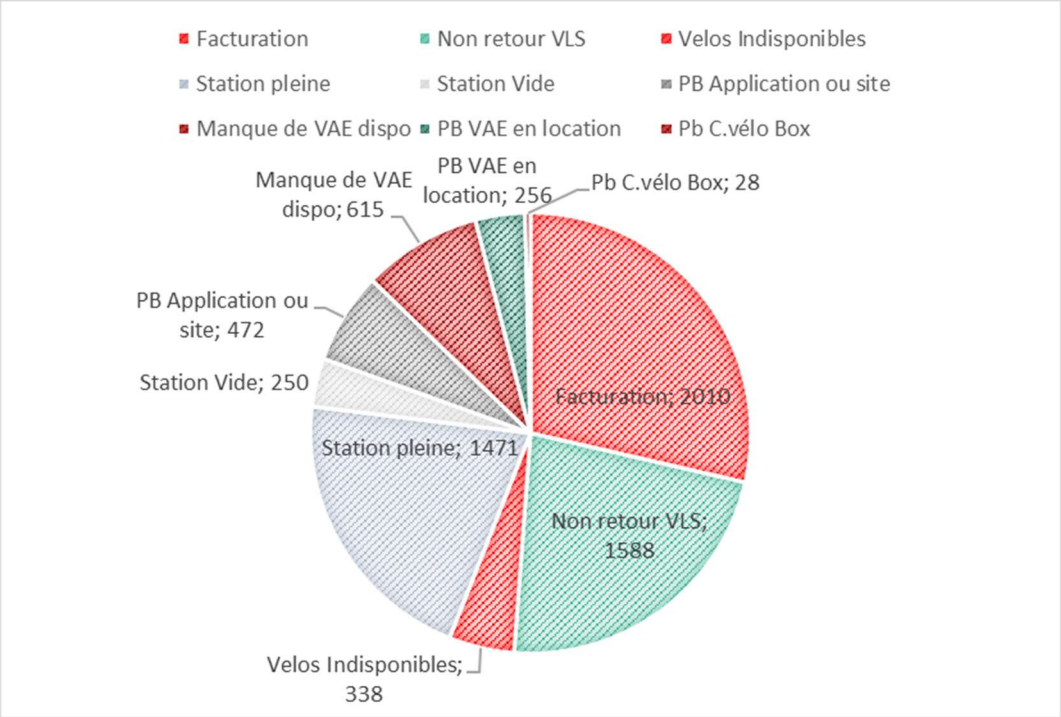

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des réclamations | 870 | 728 | 259 | 40 | 154 | 725 | 811 | 738 | 1876 | 490 | 172 | 165 | 7028 |




| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Courrier | 6 | 10 | 4 | 5 | 6 | 4 | 5 | 7 | 15 | 5 | 8 | 6 |
| Reseaux Soc | 5 | 5 | 0 | 0 | 2 | 4 | 4 | 4 | 8 | 1 | 0 | 1 |
| Mail | 457 | 345 | 134 | 30 | 58 | 350 | 389 | 326 | 847 | 221 | 81 | 83 |
| Agence | 53 | 49 | 6 | 0 | 14 | 63 | 59 | 46 | 110 | 30 | 12 | 4 |
| Téléphone | 349 | 319 | 115 | 5 | 74 | 304 | 354 | 355 | 896 | 233 | 71 | 71 |

Les réclamations ont atteint un nombre important en septembre. Une très forte pression sur le réseau VLS, avec des stations vides et des stations pleines, mais aussi de nombreux nouveaux abonnés a logiquement augmenté les retours des usagers. Dès que le taux de rotation des vélos dépasse 5 courses par jour, nous atteignons les limites de l'infrastructure VLS mécanique du réseau C.vélo en plus de celles de l'exploitation telle qu'elle est conçue. La qualité du service est impactée, les déséquilibres du réseau sont plus flagrants et la satisfaction usager diminue. Dès le mois d'octobre où nous avons comptabilisé 60 000 courses (taux de rotation à 4,05 par jour par vélo), les réclamations sont en forte baisse.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




50% des réclamations concernent des facturations sur des courses VLS effectuées plusieurs jours plus tôt et des retours usagers à la suite d'un mauvais raccrochage. Le troisième sujet de réclamation est les stations pleines.

### 1.4.3 Les enquêtes Kisio

Comme les années précédentes, la qualité du service a été auditée par Kisio. Cette année, seulement les deux premiers trimestres ont fait l'objet d'une mesure, la prestation de Kisio n'ayant pas été reconduite pour le second semestre par le SMTC.

En 2020 les éléments suivants ont été mesurés :

- 60 stations
- 592 vélos
- 1302 diapasons
- 6 visites type « client mystère »

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- 6 appels du service client type « client mystère »

SYNTHESE DU 2ÈME TRIMESTRE 2020

| Item | Résultat 3ème trimestre 2017 | Résultat 4ème trimestre 2017 | Résultat 1er trimestre 2018 | Résultat 2ème trimestre 2018 | Résultat 3ème trimestre 2018 | Résultat 4ème trimestre 2018 | Résultat 1er trimestre 2019 | Résultat 2ème trimestre 2019 | Résultat 3ème trimestre 2019 | Résultat 4ème trimestre 2019 | Résultat 1er trimestre 2020 | Résultat 2ème trimestre 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Le taux de disponibilité des vélos | 94,14% | 90,38% | 87,21% | 83,57 % | 77,85% | 54,20% | 40,49 % | 67,09% | 74,31% | 72,53 | 80,79 | 88,15 |
| La note moyenne des équipements fixes | 18,27/20 | 16,90/20 | 18,41/20 | 17,41/20 | 16,96/20 | 14,51/20 | 17,34/20 | 17,21/20 | 17,62/20 | 17,84 | 17,79 | 18,04 |
| La note moyenne des vélos | 19,28/20 | 19,60/20 | 19,77/20 | 19,39/20 | 19,27/20 | 18,86/20 | 19,51/20 | 19,90/20 | 19,18/20 | 19,40 | 19,95 | 19,96 |
| La note moyenne de l'agence | 20/20 | 20/20 | 20/20 | 20/20 | 20/20 | 20/20 | 20/20 | 20/20 | 20/20 | 20/20 | 20/20 | 20/20 |
| La propreté extérieure de l'agence | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100% |
| La propreté intérieure de l'agence | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100% |
| La disponibilité à l'extérieur de l'agence | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100% |
| La disponibilité à l'intérieure de l'agence | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100% |
| Le taux de réponse du Centre d'appel | 66,67% | 66,67% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |
| La qualité du Centre d'appel | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100% |
| La qualité du site internet | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100% |



Nous observons sur l'année 2020, une amélioration continue des résultats dans le prolongement de l'année 2019. La meilleure disponibilité des vélos mesurée en sortie d'atelier est confirmée par Kisio. La progression concerne aussi la note des équipements fixes (stations) et celle des vélos. De son côté, les mesures faites à l'agence sont toujours exemptes de défaut et la note maximale est ainsi conservée et maintenue en 2020.

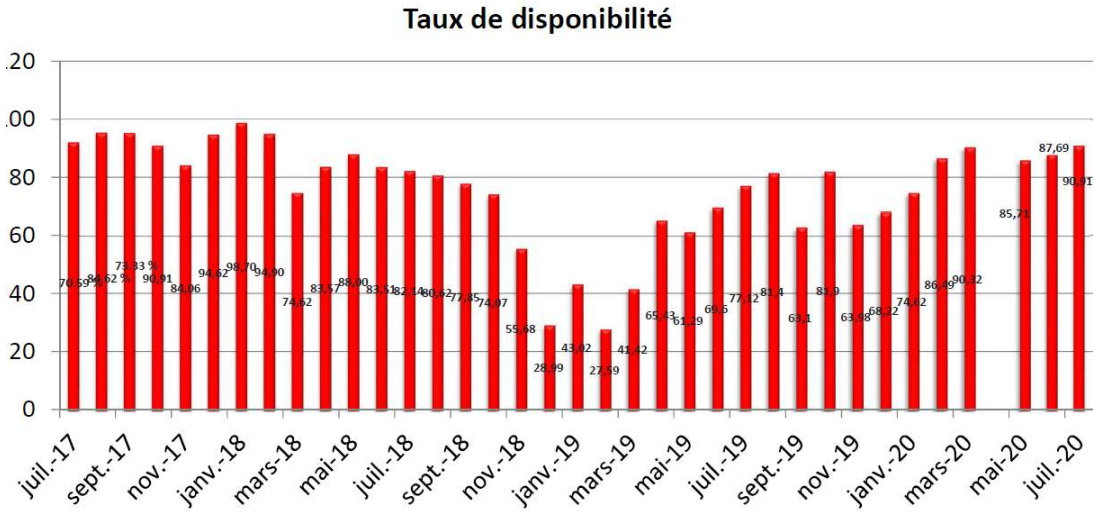
### *a) Les vélos: la note et le taux de disponibilité*

Depuis la prise en charge de l'abonnement VLS par la métropole et la dématérialisation du service, les efforts de l'équipe technique sont concentrés sur l'amélioration de la disponibilité des VLS. Les résultats sont là en 2020 puisque le taux est passé de 72,5% en 2019 à 88,15%. Les valeurs de ce taux sont à dissocier de celles observées dans le chapitre 1.1.4 :

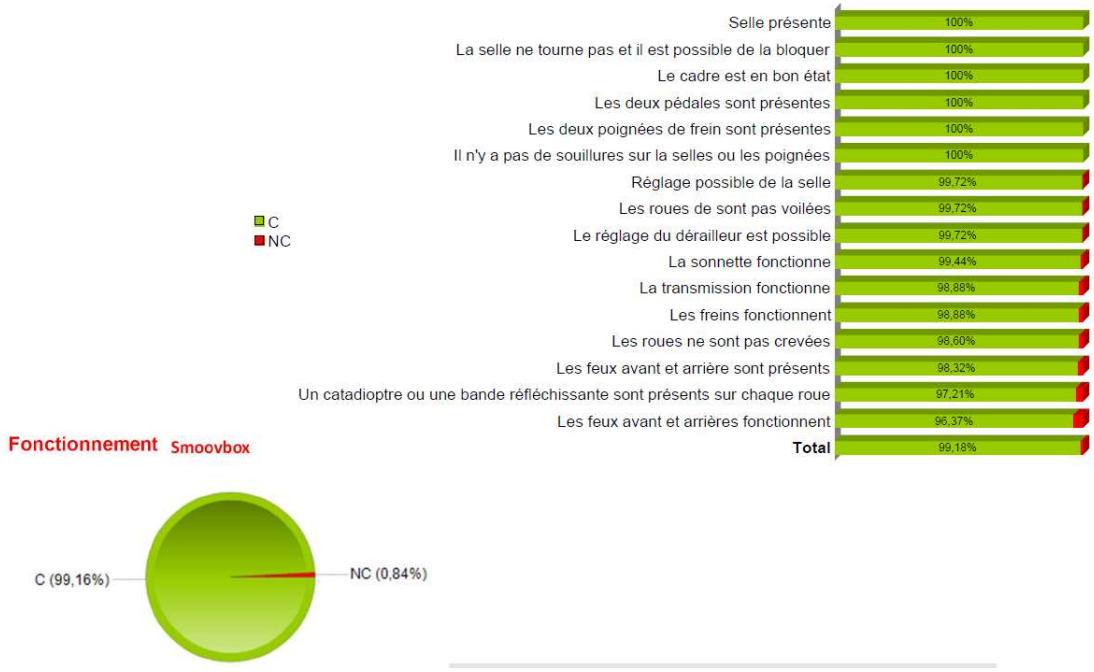
- Taux de disponibilité exploitant : nombre de vélos disponibles sur parc / nombre de vélos flotte total

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- Taux de disponibilité Kisio : Nombre de vélos conformes sur parc / Nombre de vélos audités



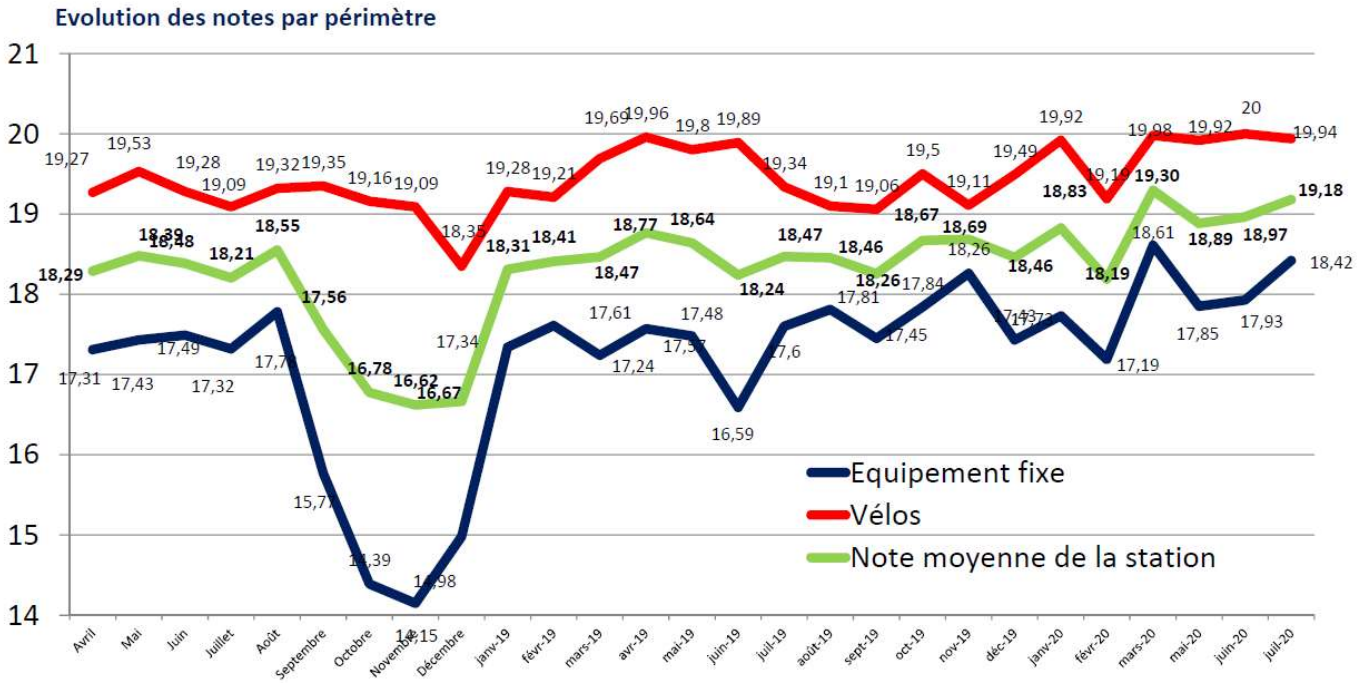

## 4.1 - LES VÉLOS – LES CRITÈRES DISCRIMINANTS



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Les critères les plus fréquemment discriminants pour les vélos sont liés aux éléments visuels de sécurité : le fonctionnement des feux et la présence des catadioptres. Le traitement de ces problématiques a été très nettement amélioré cette dernière année même s'ils sont encore sujets aux actes malveillants.

## 5 – L'ÉVOLUTION DES NOTES

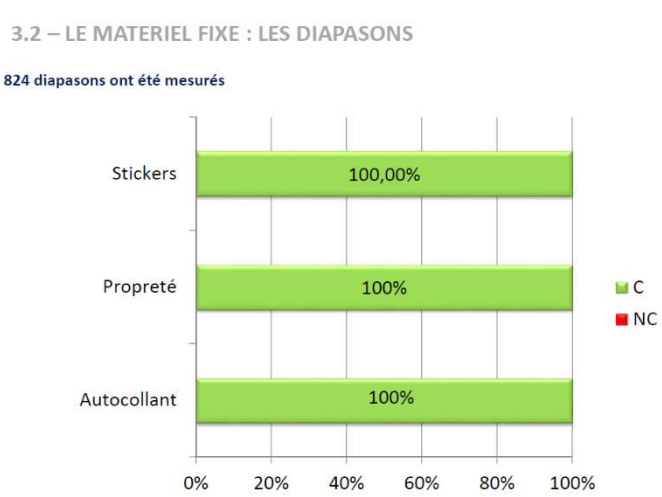


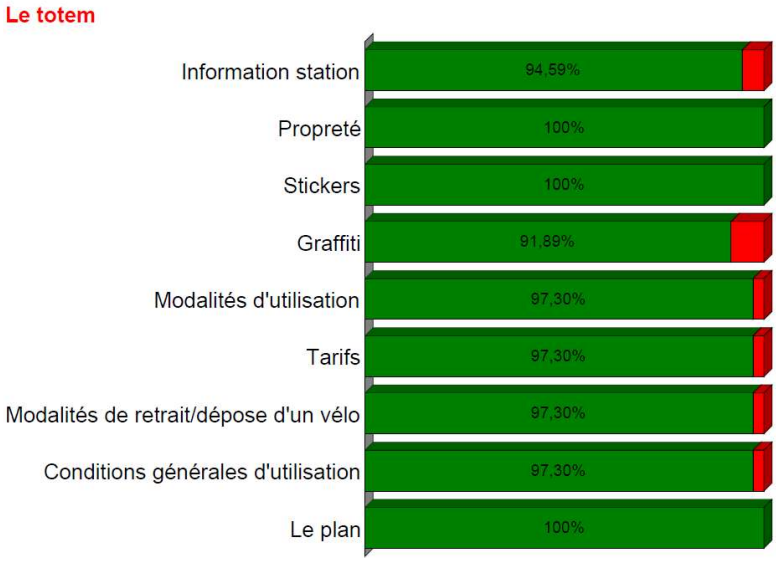

En 2020 les notes des vélos restent à des valeurs élevées avec des mesures entre 18,83 et 20/20 sur les différents critères techniques et esthétiques.

### *b) Les stations: la note des équipements fixes*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Le graphique présenté dans la partie précédente met aussi en lumière l'amélioration des évaluations du matériel fixes en 2020 par rapport aux années précédentes, les notes se rapprochent du niveau maximum avec la meilleure note de ces trois dernières années obtenues en Mars 2020 avec 19,30/20.




Les deux tableaux précédents montrent que sur l'enquête réalisée au 2nd trimestre 2020, les critères discriminants sont tous observés sur le totem et non sur les diapasons. La dégradation des totems est la principale cause de non-conformité : graffitis ou arrachage des stickers d'information.

### *c) La mesure des services commerciaux*

**20/20**

La mesure des critères commerciaux en 2020 souligne la qualité de service proposée par les agents et la régularité du travail fournit avec comme les années précédentes des notes à la valeur maximale pour l'ensemble des critères : Note moyenne de l'agence, propreté, disponibilité, taux de réponse, qualité du centre d'appel et du site Internet.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

II.

# Rapport d'exploitation



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 2.1 La maintenance

## 2.1.1 Les indicateurs

| | 2020 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | vs Déc-19 | Cumul annuel | vs cumul 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Atelier | Nb Vélos réparés | 564 | 846 | 322 | 0 | 312 | 620 | 776 | 607 | 714 | 633 | 656 | 571 | -7% | 6621 | 17% |
| VLS | Tx immobilisation station | 5% | 4% | 6% | 8% | 11% | 8% | 4% | 6% | 4% | 4% | 4% | 3% | -146% | 6% | -37% |
| | Tx immobilisation atelier | 12% | 10% | 7% | 5% | 8% | 7% | 6% | 4% | 4% | 4% | 2% | 2% | -626% | 6% | -122% |
| | Tx dispo | 83% | 85% | 87% | 87% | 81% | 85% | 90% | 90% | 92% | 92% | 94% | 95% | 15% | 88% | 11% |
| VLD | Tx contractualisation vélo | 74% | 71% | 65% | 63% | 65% | 67% | 74% | 77% | 77% | 75% | 69% | 72% | 9% | 71% | -29% |
| | Tx immobilisation | 3% | 2% | 1% | 1% | 3% | 1% | 5% | 4% | 5% | 8% | 4% | 2% | -1% | 3% | -76% |
| | Tx dispo location/rotation | 23% | 27% | 34% | 36% | 32% | 31% | 20% | 19% | 18% | 17% | 26% | 26% | -26% | 26% | 88% |

| | 2020 | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre | Cumul annuel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| VLS | Retour atelier Smoovebox dégradées | 9 | 8 | 5 | 0 | 4 | 5 | 7 | 16 | 10 | 9 | 5 | 2 | 80 |
| | Retour atelier roue dégradée | 7 | 8 | 5 | 0 | 3 | 3 | 5 | 4 | 7 | 6 | 2 | 3 | 53 |
| | Retour atelier fourche dégradée | 5 | 6 | 3 | 0 | 3 | 2 | 1 | 1 | 4 | 4 | 3 | 2 | 34 |
| | Retour atelier vélo détruit | 2 | 1 | 2 | 0 | 0 | 3 | 0 | 1 | 2 | 2 | 2 | 0 | 15 |
| | Nombre de vélo en maintenance en fin de mois | 92 | 79 | 73 | 73 | 106 | 70 | 24 | 73 | 51 | 25 | 31 | 9 | 706 |
| | Tx dispo | 83% | 85% | 87% | 87% | 81% | 85% | 90% | 90% | 92% | 92% | 94% | 95% | 85% |
| | Problème de raccrochage générant un appel usager | 311 | 258 | 135 | 0 | 127 | 237 | 221 | 279 | 422 | 286 | 118 | 106 | 2500 |
| | Dégradations stations: nombre de vélos concernés | 9 | 22 | 7 | ? | 41 | 37 | 27 | 47 | 43 | 24 | 13 | 5 | 275 |
| | Vol du mois (disparitions >72h - vélos retrouvés) | 4 | 1 | 1 | -3 | 4 | 4 | 3 | 8 | 5 | 7 | -2 | -9 | 23 |

Les indicateurs techniques sur l'année 2020 expliquent l'amélioration de la disponibilité des VLS : nous avions entrepris en 2019 une refonte de nos modes opératoires pour s'adapter à la très forte augmentation de la fréquentation du réseau. Cela a permis d'améliorer progressivement l'état du parc de vélos mais surtout durablement. Le nombre de vélos réparés en hausse traduit cela : les interventions sont plus rapides sur chaque vélo car ils sont en meilleur état général et donc nous sommes capables d'en effectuer plus (presque 20% de plus entre 2019 et 2020).

Le taux d'immobilisation est évidement positivement impacté par ce mécanisme, il n'a cessé de diminuer tout au long de l'année pour atteindre 5% du parc en fin d'année. La répartition des vélos inutilisables est sur l'année identique entre les stations et notre atelier.

Le taux d'immobilisation sur les VLD a été maîtrisé toute l'année. Nous avons privilégié à certaines périodes la mécanique des VLS pour garder le taux de disponibilité optimal même sur les périodes fastes du réseau (Septembre, Octobre). Cela a engendré une légère augmentation du taux d'immobilisation tout en s'astreignant à permettre les renouvèlements de VLD lors des fins de contrats. Cet ajustement s'est donc déroulé sans impact pour les usagers VLD.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 2.1.2 Les VLS et leurs stations

Du côté des VLS nous avons vécu une année 2020 plus sereine que les années précédentes. Les changements méthodologiques et organisationnels effectués dans nos process de maintenance dès l'hiver 2019, nous ont permis d'absorber régulièrement les besoins en maintenance. Ces améliorations combinées à la baisse de fréquentation du service due à la crise sanitaire : confinements, couvre-feux, télétravail, fermetures des universités, ont permis au parc de gagner en qualité et en taux de disponibilité. Malgré tout ça nous pouvons retenir quelques campagnes de maintenance significative :

- La fermeture du service

Au mois de Mars, lors de l'annonce du premier confinement nous avons procédé à la fermeture complète du service de VLS. Pour cela, nous avons effectué une communication sur l'ensemble des totems du parc de station ainsi que sur les réseaux sociaux et rendu impossible le décrochage des vélos pendant presque deux mois par le biais du logiciel d'exploitation. C'est le 14 Mai que nous avons effectué le redémarrage du service. Nos effectifs ayant vérifié l'ensemble du parc de stations et de vélos en amont afin de proposer dès la réouverture des conditions optimales à une utilisation en toute sécurité du service. Cette période de deux mois d'inactivité du réseau a inévitablement été le théâtre de quelques dégradations sur les vélos mais aucune d'ampleur significative.

- Les problématiques de moyeux arrières :

Après avoir identifié en 2019 la source du problème des moyeux arrières des 178 derniers VLS, nous devions procéder à la correction de ce dernier. L'obstacle principal étant la disponibilité très aléatoire des moyeux sur le marché des pièces détachées. En début d'année, nous avons pu lors d'une opération de maintenance réalisée en collaboration avec Smoove bénéficier d'un réassort de 30 roues prises en garantie et qui ont servi d'étalon pour valider la méthodologie de correction du problème. Ce premier test après quelques semaines d'utilisation des vélos s'étant avéré concluant, Smoove nous a fourni 148 roues complémentaires en procédure de garantie pour le remplacement des roues. Nous avons procédé ainsi au remplacement d'une centaine de roue en cours d'année au fur et à mesure de l'apparition des problèmes de fonctionnement dû à l'usure du montage initial.

- Les dégradations

Comme la fréquentation, les dégradations ont significativement baissé en 2020 en comparaison de l'année précédente. Nous avons connu moins d'épisodes importants de dégradations volontaires,

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

à contrario les épisodes de petites dégradations (pneus crevés, phares cassés...) ont eux, légèrement augmenté.

Pour les plus marquants nous pouvons citer:

- Le totem de la station terminal gare renversé par une voiture en début d'année.
- La station Chandiot qui a été percuté par une voiture en Juin.
- Le panneau solaire de Musset arraché en Juillet.
- La station Pauline victime de vandalisme en Août avec 15 vélos dégradés ( pneus, câbles, gaines, feux, poignées) et deux plaques de la station déplacées.
- 12 Smooveboxs vandalisées en Aout sur la station Musée d'art Roger Quillot.

### 2.1.3 Les VLD

Concernant les VLD, l'année 2020 est marquée par l'arrivée des VAE à destination des communes. Ces vélos présentent de fortes similitudes avec la dernière génération de vélos commandés pour l'agence de Clermont (modèle Arcade, moteur Bafang), mais quelques spécificités techniques lui sont propres. Ces petites différences ont fait l'objet d'un complément de formation réalisé en interne pour procéder à l'entretien dans de bonnes conditions de ce nouveau matériel (frein à disque). La séparation des ateliers VLS et VLD faite en 2019 et une répartition plus fine des techniciens en fonction des priorités entre la maintenance des deux flottes VLS et VLD ont continué de porter leurs fruits puisqu'en en sus de l'amélioration significative du taux d'immobilisation des VLS, les VLD ont eux aussi briller par leur taux de disponibilité. (Paragraphe 1.2.3).

En termes de maintenance, nous pouvons retenir un évènement particulier à propos des VLD en 2020: de manière quasi-simultanée, plusieurs usagers des VAE pour les communes nous ont fait remonter des problèmes d'assistance après avoir utilisé plus de 50% de l'autonomie de la batterie. Nous avons donc procédé à des tests sur l'ensemble de la flotte de dernière génération de ces vélos. La majorité des problèmes furent résolus en effectuant un ou deux cycles complets de charge/décharge des batteries (l'inutilisation des vélos pendant une longue durée est défavorable aux batteries) et 3 d'entre elles étaient réellement défectueuses. Ces dernières ont été remplacées sous couvert de la garantie par le fournisseur des vélos.

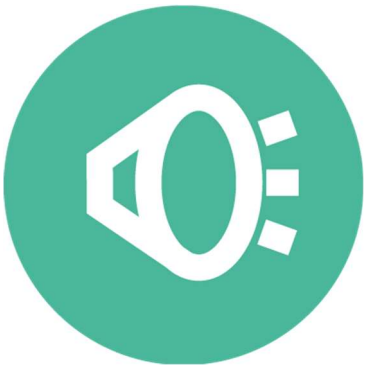
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# LE BILAN COM'



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 3.1 Les grands axes de la communication en 2020



Le début de l'année 2020 a été riche en évènements marquants, notamment avec l'épidémie du Covid-19 qui a profondément modifié notre plan de communication et nous a contraint à nous adapter aux nouvelles mesures sanitaires.

Nous avons malheureusement dû accepter de fermer le service VLS lors du 1er confinement, mais aussi d'annuler de nombreuses animations et actions de communication.

Les mesures sanitaires et les deux confinements liés à la pandémie de Covid 19 ont impliqué la création et l'adaptation de nos supports de communication afin d'informer et de protéger les usagers C.vélo.

- Vélo en libre-service: publications sur les réseaux sociaux, affichage sur les totems des stations, newsletters
- VLD: publications sur les réseaux sociaux, newsletters, renouvellement à distance lors du 1er confinement, prise de rendez-vous pour se rendre à l'agence depuis le 1er déconfinement.
- C.vélo box: publications sur les réseaux sociaux, newsletters, prolongation d'un mois des contrats lors du 1er confinement, prise de rendez-vous pour se rendre à l'agence depuis le 1er déconfinement.

Pendant l'année 2020, la communication à distance a été privilégiée, par conséquent le mailing fut le moyen principal pour garder une activité normale dans cette période particulière.

- Mise en place du mailing automatique pour les usagers C.vélo Box en fin de contrat
- Prise de contact, relance et renouvellement des contrats VLD/Box par mail
- Traitement des mails agence pendant toute la période du confinement.
- En moyenne par jour 20 mails en période creuse, entre 40 et 50 mails entre août et octobre
- Insertions dans nos réponses mails des vidéos « Les Bonnes pratiques »

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE








Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 3.2 Evolution des outils numériques

Nous avons fait évoluer nos outils numériques, le site internet et l'application, afin d'être en adéquation avec les exigences des usagers et d'offrir une meilleure lisibilité des informations.

Au mois de juillet 2020, une mise à jour a eu lieu sur le site internet :

- Ajout dans le formulaire d'inscription « recevoir la newsletter »
- Correction d'un bug:
    - Arrêter mon abonnement




Sur l'application :

- Ajout dans le formulaire d'inscription « recevoir la newsletter »
- Correction de différents bugs:
    - Arrêter mon abonnement
    - Changer du code pin
    - La somme des kilomètres effectués

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- Envoi du formulaire de contact

- Application disponible sur les stores étrangers







- Evolution de la page « Actualités » avec notification

Avec ces développements, nous suivons notre ligne directrice, rendre incontournable l'application pour les usagers du service VLS et qu'elle devienne pour nous un support exhaustif et complémentaire des réseaux sociaux afin de transmettre au mieux les actualités du service.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 3.3 Communication digitale

## 3.3.1 Réseaux sociaux

Les réseaux sociaux relaient efficacement les événements de la vie du réseau, du service, comme la fermeture et l'ouverture des stations pour cause de pannes, d'accidents techniques, de travaux de voirie, les changements d'horaires et les fermetures exceptionnelles de l'agence. Ils permettent aussi de relayer les informations du SMTC. Nous avons par ailleurs diffusé les vidéos des « bonnes pratiques » du service sur la plateforme YouTube.

Les types de support utilisés sont aussi diversifiés que le contenu: pour chaque post, des photos sont systématiquement choisies. Cette année encore, grâce aux partenariats du SMTC avec des événements culturels et sportifs incontournables sur le territoire de Clermont-Ferrand, le service C.vélo a pu faire gagner des lots pour :

- Le Festival du Court-Métrage
- Le Tour de France

Toujours par le biais de concours sur nos comptes Twitter, Facebook et Instagram, nous proposons ces animations à notre audience sur ces différentes périodes. A chaque fois ces opérations ont rencontré un franc succès.

### TWITTER

https://twitter.com/CVeloCF

Les tweets : **De 4 à 11 tweets** par mois, près de **10** en moyenne en 2020. 946 followers au 31 décembre 2020 (contre 864 au 31 décembre 2019), soit une augmentation de 10%. Les « impressions » par mois varient entre **600** et **20000**. Les deux tweets les plus vus concernent un post sur la suspension du service VLS et le second lors du jeu-concours Festival du Court-Métrage.

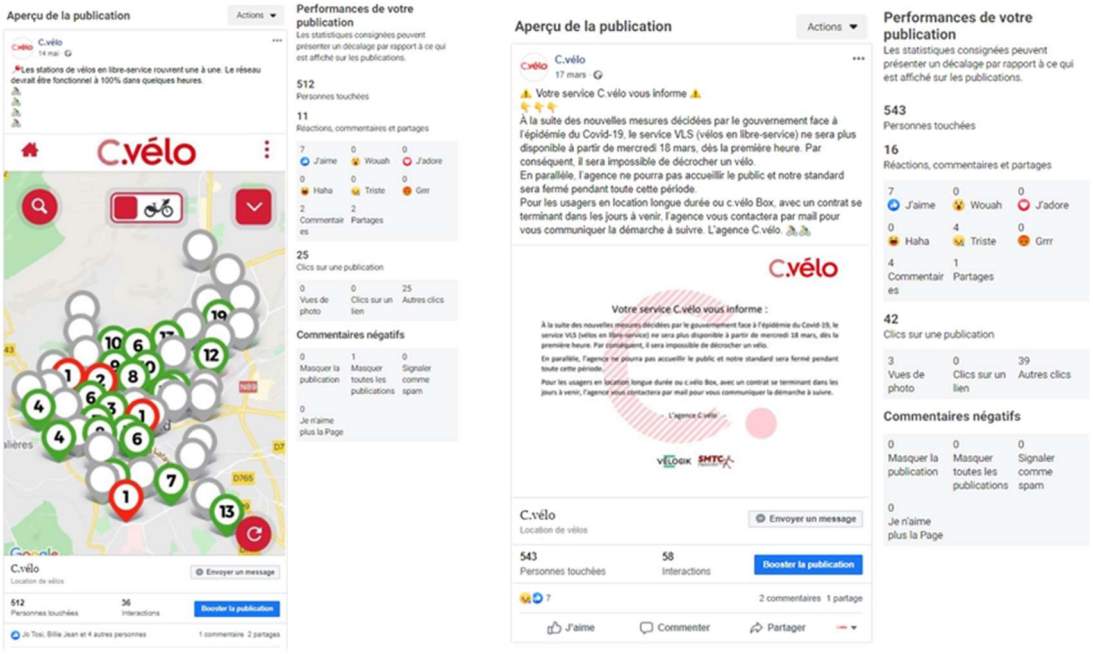
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# FACEBOOK

https://www.facebook.com/CveloCF/

Les publications : 5 à 10 par mois, 8 en moyenne. Les publications qui ont eu le plus de portée cette année sont les suivantes :

- La fermeture du réseau VLS lors du 1er confinement (18 mars): plus de 500 personnes touchées




- La réouverture du réseau VLS lors du déconfinement (14 mai) : plus de 500 personnes touchées



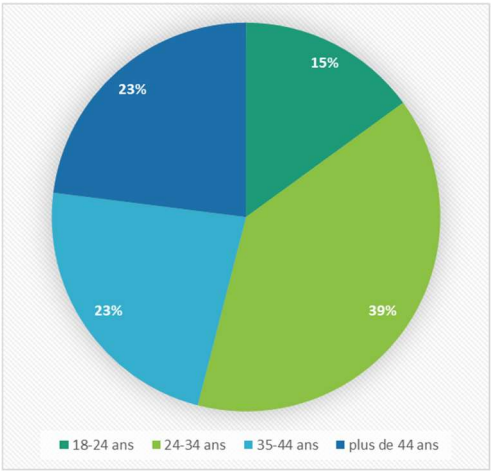


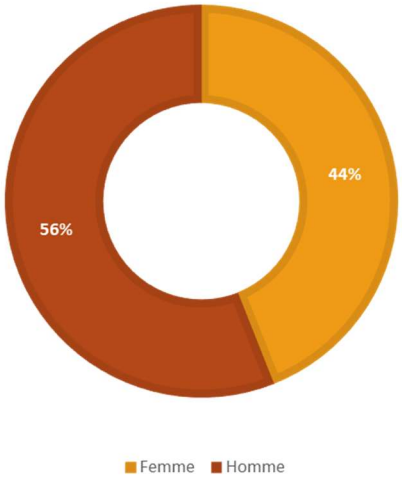

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Messages des internautes : moins de 48h de délai pour répondre à une question posée via la boîte de messages privés de C.vélo ou via les commentaires. Les demandes sont plus nombreuses et portent sur l'ouverture de stations à des endroits qui en sont dépourvues, des problèmes d'accrochage de C.vélo en station, l'attente de nouveaux aménagements cyclables sécurisés.

Ceux qui nous suivent sur Facebook :

62% des abonnés ont entre 24 et 44 ans, et près de 15% ont moins de 24 ans. Nous sommes en majorité suivi par des hommes à hauteur de 56%.



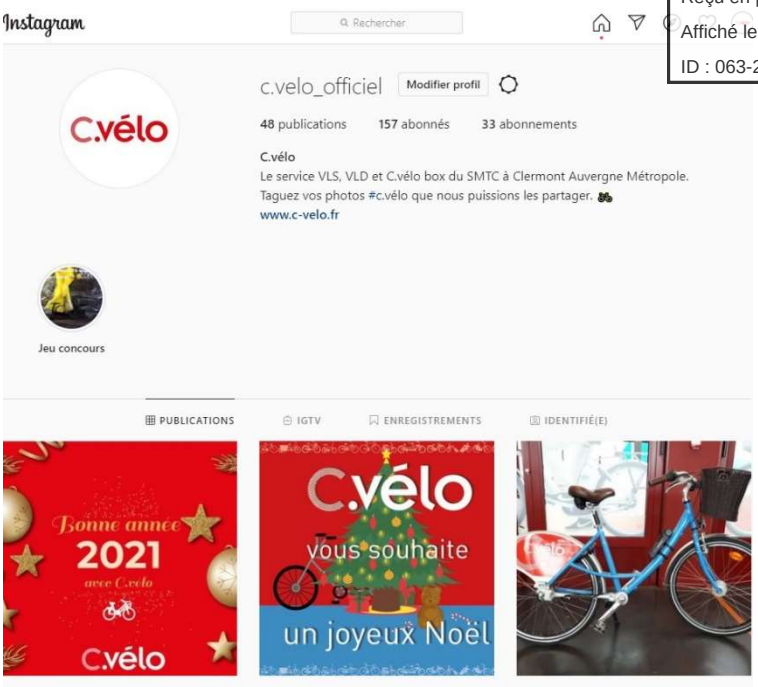




## Instagram

https://www.instagram.com/c.velo_officiel/

Depuis maintenant 1 an et demi, nous avons créé un compte Instagram. Cela nous permet de toucher de nouvelles cibles et de communiquer sur d'autres axes du service, comme l'envers du décor, la mise en avant du travail des équipiers, les jeux-concours, etc. Nous comptons actuellement 157 abonnés soit une augmentation de 18% sur un an.

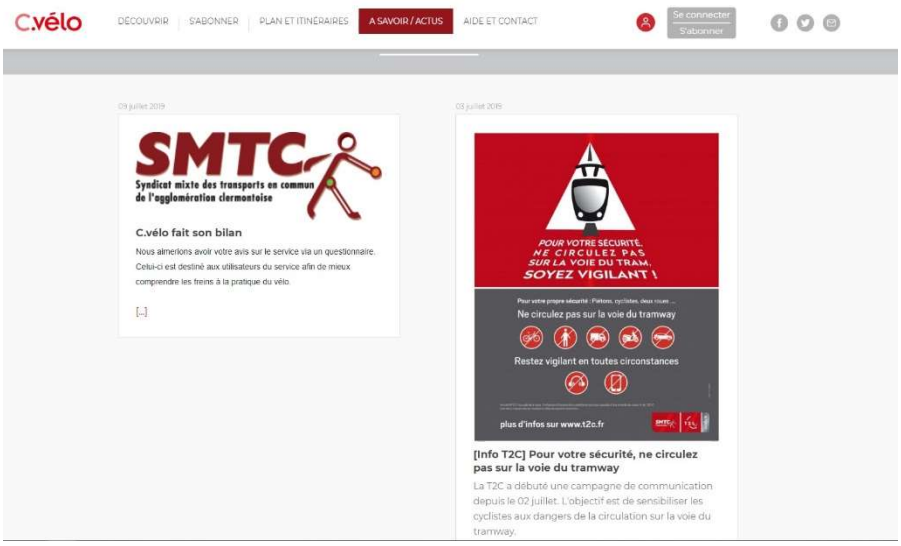
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




### 3.3.2 Le site internet

## SITE C.VÉLO

Le site internet compte presque 150 visites par jour, 54 897 utilisateurs avec 95 646 sessions crées en un an. C'est un bon moyen de relayer dans la catégorie actus les articles de « fond » de la newsletter.



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

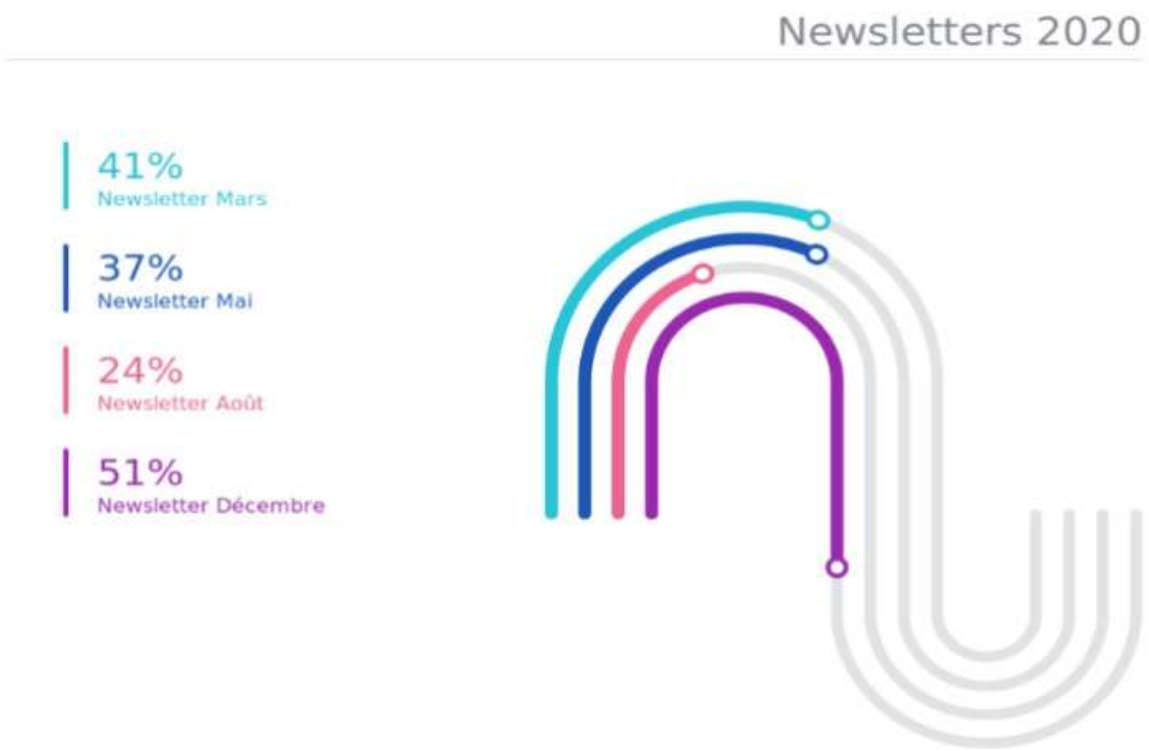
### 3.3.3 Newsletters

## Newsletter C.VÉLO

4 newsletters ont été envoyées en 2020. Le nombre d'abonnés à la newsletter est passé de 21900 en 2019 à 34115 en 2020.

Taux d'ouverture moyen : 38%, 32% en 2019.

- Mars : 41%
- Mai : 37%
- Août : 24%
- Décembre : 51%




Les newsletters informent les abonnés des actualités du service C.vélo et du SMTC, des événements en lien avec le vélo, la mobilité ou plus généralement des événements clermontois.

Quelques chiffres sur la communication digitale de C.vélo

- 1 site Internet et une application avec 7900 sessions mensuelles en moyenne

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

- 1 compte Facebook avec plus de 853 fans, soit une augmentation de 10% sur un an !
- 1 compte Twitter avec 946 abonnés, soit une augmentation de 10% sur un an !
- 1 compte Instagram avec 157 abonnés, soit une augmentation de 18% sur un an !
- 4 newsletters envoyées avec un taux d'ouverture moyen de 38%
- Une chaine Youtube avec actuellement 7 vidéos qui cumulent 3 200 vues

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 3.4 Les nouveaux supports de communication

## 3.4.1 Supports de communication Covid 19

Pour informer au mieux nos usagers sur les différentes mesures sanitaires, nous avons créé et imprimé différents supports papiers pour l'accueil du public en agence et sur les totems VLS.













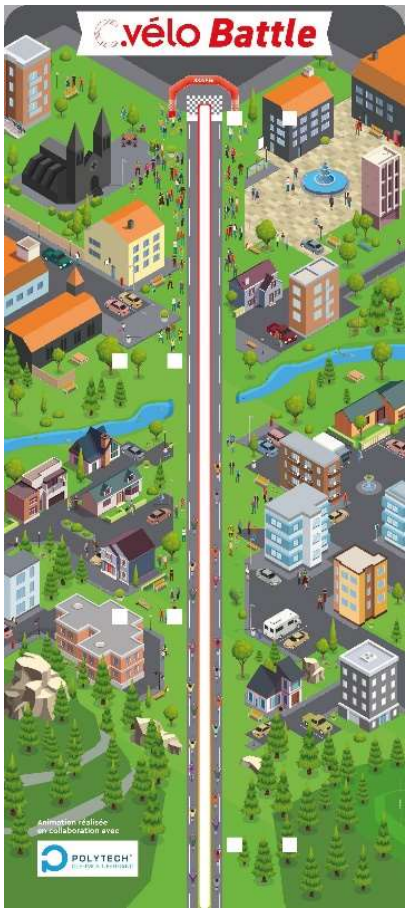





Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 3.4.2 Supports animations

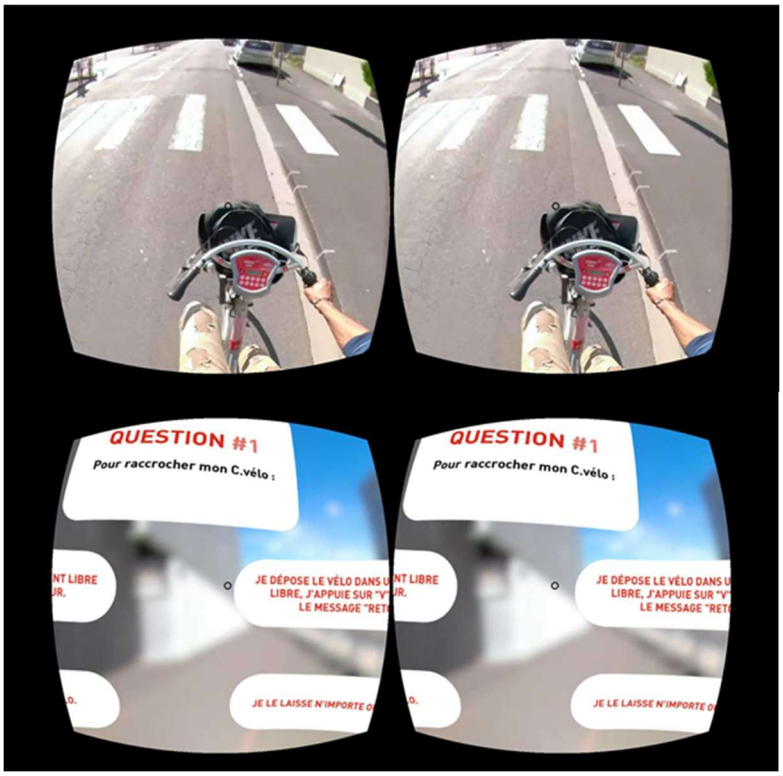
Avec la volonté d'adapter nos supports de communication et de les diversifier, nous avons créé un quizz VR et une animation Vélo Battle :




- En 2020, nous avons travaillé sur un prototype avec les étudiants de Polytech qui nous permettra en 2021 de réaliser une animation vélo battle. L'objectif est de faire parcourir une distance en VLS à des volontaires face à un totem avec une jauge intégrée. L'animation permettra de découvrir les stations et de se familiariser avec les VLS. Nous espérons pouvoir utiliser cette animation sur le terrain dès 2021.

- Une nappe a été réalisée nous permettant d'être plus visible sur notre stand et plus facilement identifiable.




- En complément des vidéos bonnes pratiques, le quizz VR permet d'évaluer de façon ludique ses connaissances sur l'utilisation des VLS.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 3.4.3 Flyers et kakémono

Nous avons dû remettre à jour les informations liées aux locations longue durée notamment sur la possibilité de louer les VAE 3 mois.







- 120 plaques en polypropylène ont été réalisées à l'occasion du tour de France. Elles ont été placées de chaque côté du porte-bagage des VAE.



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




- 250 tours de cou ont été commandés en début d'année afin d'être remis aux usagers VAE.




- Le vélo cargo avec la création de la caisse sur mesure va nous permettre de réaliser des animations sur le terrain et promouvoir le service sur des lieux spécifiques tout en attirant l'attention grâce à un moyen de transport encore atypique en ville.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 3.5 Animations

## 3.5.1 Les animations annulées

A la suite des deux confinements et aux différentes mesures sanitaires, nous furent contraints d'annuler de nombreuses animations à destination du grand public, des étudiants mais aussi dans le cadre des PdME :

- Le Festival Europavox,
- Clermont Fête ses étudiants
- La foire de Cournon
- Foire de la Saint-Maurice à Cournon
- Anniversaire de la C.vélo Box
- Plusieurs animations PdME n'ont pas pu se tenir comme avec l'UCA, CHU Estaing et Montpied, la ville de Clermont-Ferrand
- Les animations 1 café, 1 croissant, 1 C.vélo en collaboration avec la SNCF

## 3.5.2 Pour le grand public

Le service C.vélo a participé à la Journée sans voiture « Libre comme l'air », l'occasion de présenter le service à une cible d'usager importante. Nous étions présents avec des VAE, nous avons pu mesurer les connaissances de nos usagers sur les modalités d'utilisation du VLS avec le Quizz VR.









Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

### 3.5.3 Pour les agents administratifs

Le service C.vélo a eu la chance et le plaisir de présenter le service auprès des agents administratifs de :

- La ville de Clermont le 30 janvier
- La préfecture de Clermont le 30 juin.





### 3.5.4 PdME

En 2020, C.vélo a mis en place 6 dates d'animations avec la présence systématique du stand et la possibilité d'essayer un VAE, aussi bien pour des organismes publics, des entreprises, ou des établissements d'enseignement. Autant de publics divers qui ont pu découvrir et apprécier les bénéfices du vélo à assistance électrique !

Les structures qui ont bénéficié de ces animations sont :

- Le CHU Estaing et Montpied
- Michelin Cataroux
- INRA Crouël
- INRA Les Cézeaux
- DDT63
- La DDFIP
- La Cité administrative

Toutes ces animations sont une occasion d'échanger avec le public. Un fort besoin d'information sur les axes cyclables, les conditions de circulation à vélo, est globalement exprimé par le public rencontré lors de ces journées d'animations.



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 3.6 Publications médias

Le service a fait l'objet de nombreux articles relayant principalement la distribution de VAE dans les communes ayant acceptées l'expérimentation.


C.Vélo roule à la Maison des associations

- 31/01/2020 : C.vélo roule à la Maison des associations.

https://www.lamontagne.fr/gerzat-63360/actualites/c-velo-roule-a-la-maison-des-associations_13735057/


Livraison des vélos à assistance électrique

- 25/02/2020 : A Clermont-Ferrand, les vélos en libre-service C.vélo vont rester gratuits pour les usagers. La Montagne. https://www.lamontagne.fr/saint-genes-champanelle-63122/actualites/livraison-des-velos-a-assistance-electrique_13751676/


C.Vélo s'invite dans la cité thermale

- 03/02/2020 : C.vélo s'invite dans la cité thermale.

https://www.lamontagne.fr/royat-63130/actualites/c-velo-sinvite-dans-la-cite-thermale_13736730/


Opération C.vélo pour découvrir le VAE

- 11/06/2020 : Opération C.vélo pour découvrir le VAE.

https://www.lamontagne.fr/cendre-63670/actualites/operation-c-velo-pour-decouvrir-le-vae_13799003/


C. vélo propose des essais de VAE

- 10/07/2020 : C.vélo propose des essais de VAE

https://www.lamontagne.fr/saint-genes-champanelle-63122/actualites/c-velo-propose-des-essais-de-vae_13810492/

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# VÉLOGIK

management + maintenance

# BILAN D'ACTIVITÉ 2020

C.vélo



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

KEOLIS
LOISIRS ET VOYAGES

SMTC
Syndicat Mixte des Transports Collectifs
de l'agglomération clermontoise

MoovICité



# Rapport annuel d'activités

## Année 2020

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# 1- BILAN 2020

Keolis Loisirs et Voyages ont mis en place dès le début de la crise des mesures de prévention conséquentes pour l'ensemble du personnel.

L'organisation des activités PMR et TAD nécessite de fortes adaptations quant à la prévention de l'épidémie de Covid-19.

Pour réduire le risque de contamination et assurer la santé et la sécurité des conducteurs et des voyageurs, KEOLIS Loisirs et voyages a fait appliquer le protocole sanitaire aux conducteurs et voyageurs :

→ Le respect des gestes barrières (distanciation sociale, se laver les mains régulièrement au gel hydro-alcoolique) ;
→ Désinfection plusieurs fois par jour des véhicules avec des lingettes désinfectantes et par nébulisation ;
→ Le port du masque obligatoire pour les conducteurs et les voyageurs ;
→ Aérer régulièrement les véhicules afin d'éviter la stagnation de l'air ;
→ La place à côté du conducteur est condamnée, une bâche de protection est présente dans tous les véhicules pour protéger le conducteur des voyageurs ;

Durement impactée par les restrictions de déplacement de la population, nous pouvons constater que l'activité TAD et TPMR est en forte baisse par rapport à l'année 2019. Cependant, nous avons connu une reprise des voyages à partir du mois de septembre. L'activité a ensuite évolué en fonction des mesures gouvernementales de lutte contre la propagation du Covid-19.




*Visuel affiché à bord des véhicules*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 2- Le périmètre d'action

Ce service de Transport A la Demande spécialisé dans le transport de personnes à mobilité réduite est effectué sur le périmètre qui comporte les 24 communes de l'agglomération clermontoise.




# 3- L'offre de service

Ce service fonctionne du lundi au dimanche toute l'année, y compris les jours fériés, aux horaires suivants :

- De 7h00 (1ère prise en charge) à 23h30 (dernière dépose)

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 4- Les moyens humain et matériel

L'exploitation est réalisée au moyen de **9 services conducteurs** du lundi au vendredi et de **5 services conducteurs** du samedi au dimanche.

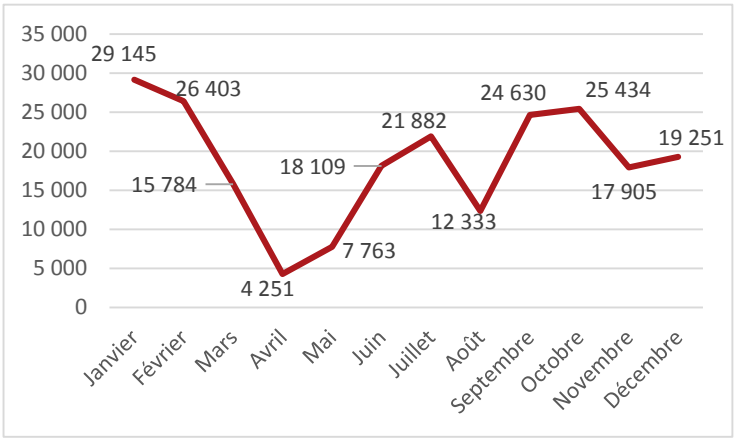
Pour assurer l'ensemble des services, 1 minibus équipés de hayon, 6 véhicules légers de 4 places clients + 1 UFR, propriété du SMTC.

| Marque | Type | Capacité | Propriétaire | Age | Kms | Billetique |
|---|---|---|---|---|---|---|
| RENAULT | MODULIS 50 | 6 places assises ou 3 BFR+ 3 Places ou 5 places assises + 2 BFRE | SMTC | 0,88 | 24 253 | NON |
| Volkswagen | CADDY | 4 places assises + 1 BFRE | SMTC | 3,33 | 182 413 | NON |
| Volkswagen | CADDY | 4 places assises + 1 BFRE | SMTC | 3,33 | 133 945 | NON |
| RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFR | SMTC | 4,72 | 158961 | NON |
| RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFR | SMTC | 4,72 | 156600 | NON |
| RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFR | SMTC | 1,84 | 56 003 | NON |
| RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFR | SMTC | 1,62 | 41 889 | NON |

# 5- La production kilométrique annuelle

Le service totalise en 2020, **222 890 kilomètres parcourus**.
Le service TPMR est moins sollicité durant la période de la pandémie mais également au mois d'Août, période de congés annuels pour les usagers abonnés.

**>> Nous observons une baisse de 28% du nombre de kilomètres parcourus par rapport à 2019**



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 6- Les demandes de transport

L'année 2020 totalise 26581 demandes de transport dont 22 041 missions.

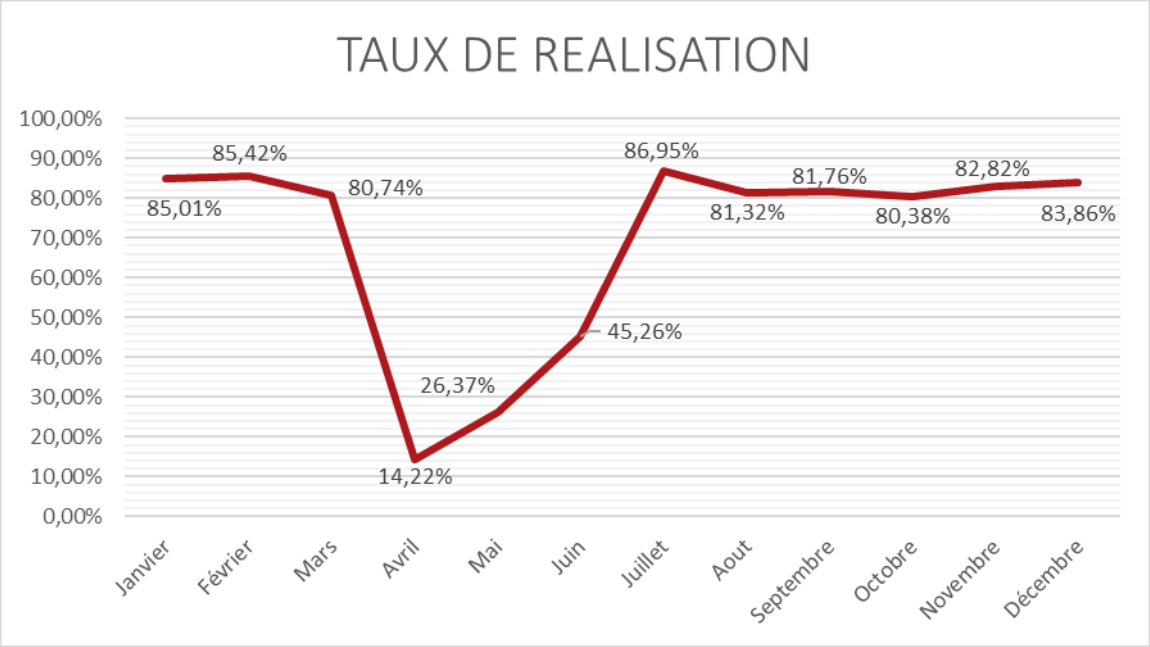
**>> Nous observons une diminution 39% des demandes de transport par rapport à l'année dernière et une diminution de 32% du nombre de missions.**
**Cette baisse est liée à la crise sanitaire.**

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Aout | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de missions demandées | 3 689 | 3 450 | 2 090 | 425 | 836 | 1 724 | 2 269 | 1 258 | 3 164 | 3 160 | 2 218 | 2 298 | 26 581 |
| Nombre de courses réalisés | 2 112 | 2 011 | 1 054 | 367 | 691 | 1 410 | 1 661 | 906 | 1 797 | 1 892 | 1 311 | 1 437 | 16 649 |
| Nombre de missions | 3 136 | 2 947 | 1 484 | 367 | 692 | 1 528 | 1 973 | 1 023 | 2 587 | 2 540 | 1 837 | 1 927 | 22 041 |
| Nombre d'annulation | 375 | 315 | 561 | 56 | 136 | 179 | 232 | 173 | 313 | 399 | 262 | 240 | 3 241 |
| Nombre de clients annuler sur place | 38 | 19 | 30 | 2 | 8 | 17 | 28 | 38 | 25 | 22 | 15 | 24 | 266 |
| Nombre de refus (en liste d'attente) | 140 | 169 | 15 | 0 | 0 | 0 | 36 | 24 | 239 | 199 | 104 | 107 | 1 033 |
| Tx annulation | *10,17%* | *9,13%* | *26,84%* | *13,18%* | *16,27%* | *10,38%* | *10,22%* | *13,75%* | *9,89%* | *12,63%* | *11,81%* | *10,44%* | *12,19%* |
| Tx annulation sur place | *1,21%* | *0,64%* | *2,02%* | *0,54%* | *1,16%* | *1,11%* | *1,42%* | *3,71%* | *0,97%* | *0,87%* | *0,82%* | *1,25%* | *1,21%* |
| Taux de refus Clients | *3,80%* | *4,90%* | *0,72%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *1,59%* | *1,91%* | *7,55%* | *6,30%* | *4,69%* | *4,66%* | *3,89%* |
| Taux de réalisation | *85,01%* | *85,42%* | *71,00%* | *86,35%* | *82,78%* | *88,63%* | *86,95%* | *81,32%* | *81,76%* | *80,38%* | *82,82%* | *83,86%* | *82,92%* |

*(Le nombre d'annulation correspond aux annulations <12h, entre 12h et 2h et 1 à 2 jours)

Nous pouvons constater que sur le nombre de réservations demandées en 2020 :

→ 83% de courses réalisées
→ 13% de courses annulées
→ 4% de courses en liste d'attente



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

Le nombre d'annulation sur l'année est de 20 042.

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Aout | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| < 12h | 210 | 127 | 201 | 16 | 53 | 68 | 93 | 64 | 132 | 167 | 97 | 94 | *1 322* |
| 12 à 24h | 67 | 89 | 108 | 11 | 24 | 43 | 50 | 43 | 69 | 100 | 49 | 48 | *701* |
| 1 à 2 jours | 98 | 99 | 252 | 29 | 59 | 68 | 89 | 66 | 112 | 132 | 116 | 98 | *1 218* |
| >= 2 jours | 584 | 546 | 1762 | 2129 | 1778 | 1636 | 1465 | 1838 | 850 | 991 | 1545 | 1411 | *16 535* |
| Absence au lieu de rdv | 38 | 19 | 30 | 2 | 8 | 17 | 28 | 38 | 25 | 22 | 15 | 24 | *266* |
| **Total** | 997 | 880 | 2 353 | 2 187 | 1 922 | 1 832 | 1 725 | 2 049 | 1 188 | 1 412 | 1 822 | 1 675 | *20 042* |
| **Taux Annulation sur place** | 1,80% | 0,94% | 2,85% | 0,54% | 1,16% | 1,21% | 1,69% | 4,19% | 1,39% | 1,16% | 1,14% | 1,67% | |

A noter que les annulations sont majoritairement faites le jour même, et ne permettent pas de proposer la plage horaire à un client en liste d'attente.

Cependant, les conseillères appellent tous les soirs les usagers en liste d'attente quand une place se libère.

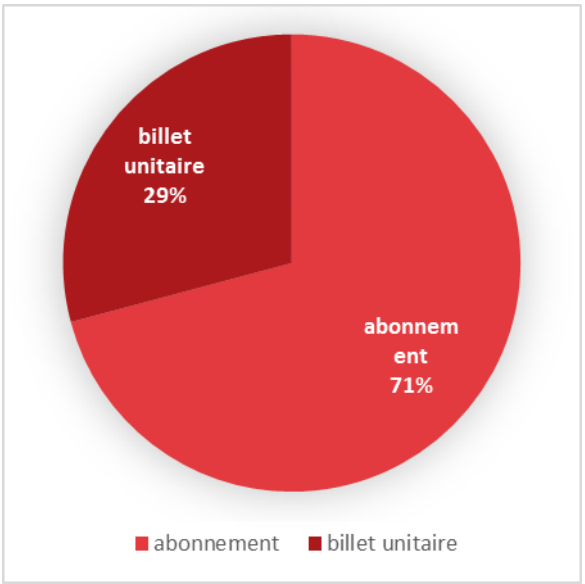
**>> Le nombre d'annulation a doublé par rapport à l'année 2019, suite à la crise sanitaire.**

# 7- Les titres de transport

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Aout | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre de titres vendus** | 51 | 58 | 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 26 | 4 | 19 | *179* |
| **Taux de vente** | 1,63% | 1,97% | 1,42% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 1,02% | 0,22% | 0,99% | |
| *abonnement* | 2307 | 2 145 | 1 116 | 271 | 474 | 1 014 | 1 297 | 657 | 1 865 | 1 757 | 1 317 | 1 395 | *15615* |
| *billet unitaire* | 829 | 802 | 368 | 96 | 218 | 514 | 676 | 366 | 722 | 783 | 520 | 532 | *6426* |
| **TOTAL Personnes transportées** | 3136 | 2947 | 1484 | 367 | 692 | 1528 | 1973 | 1023 | 2587 | 2540 | 1837 | 1927 | |

*(Notre logiciel de réservation fait ressortir les titres de transport par le nombre de missions)

Nous constatons que la majorité des usagers du service TPMR sont des habitués du service avec **71% d'abonnés au réseau T2C** et 29% présentent un ticket unitaire.



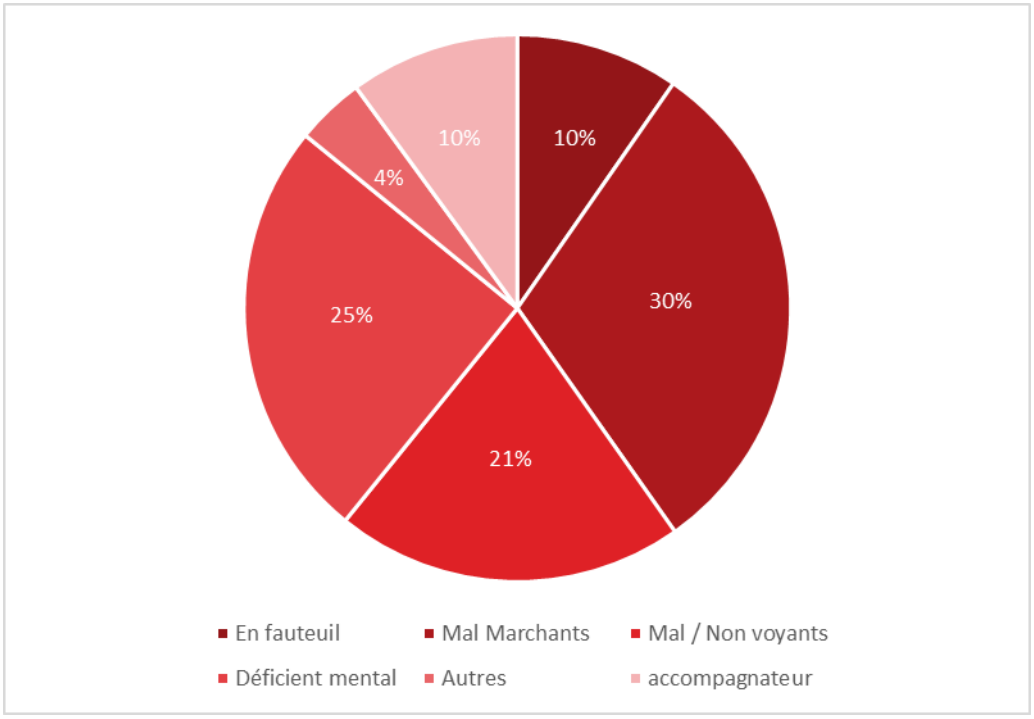
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 8- La typologie de clientèle

| TYPOLOGIE | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Aout | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En fauteuil | 313 | 353 | 156 | 29 | 71 | 139 | 201 | 152 | 261 | 334 | 175 | 233 | 2 417 | 9,78% |
| Mal Marchants | 1 146 | 1 030 | 502 | 146 | 262 | 535 | 675 | 392 | 856 | 840 | 555 | 702 | 7 641 | 30,91% |
| Mal / Non voyants | 705 | 663 | 381 | 148 | 241 | 446 | 463 | 317 | 542 | 502 | 357 | 395 | 5 160 | 20,87% |
| Déficient mental | 897 | 858 | 409 | 38 | 110 | 378 | 579 | 121 | 857 | 804 | 696 | 536 | 6 283 | 25,42% |
| Autres | 90 | 37 | 42 | 44 | 69 | 40 | 61 | 46 | 74 | 61 | 61 | 76 | 701 | 2,84% |
| *accompagnateur* | 352 | 325 | 178 | 22 | 47 | 211 | 243 | 162 | 240 | 284 | 225 | 228 | 2 517 | 10,18% |
| **Total** | **3 503** | **3 266** | **1 668** | **427** | **800** | **1 749** | **2 222** | **1 190** | **2 830** | **2 825** | **2 069** | **2 170** | **24 719** | 100,00% |

**31%** de la clientèle présentent des difficultés pour se déplacer ;
**21%** sont mal ou non-voyants ;
**25%** présentent un handicap mental ;
**10%** sont en fauteuils roulants.

**>> Nous constatons une forte baisse de la demande en PMR, la majorité de nos actifs sont des personnes vulnérables, et ont donc depuis le début de la crise sanitaire privilégiés le télétravail sauf pour les ESAT.**



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 9- Origine / Destination

| Commune d'origine | Communes émettrices de voyages | Communes réceptrices de voyages |
|---|---|---|
| *AUBIERE* | 4,34% | 4,60% |
| *AULNAT* | 0,31% | 0,63% |
| *BEAUMONT* | 3,59% | 3,26% |
| *BLANZAT* | 0,42% | 0,21% |
| *CEBAZAT* | 2,73% | 2,76% |
| *CEYRAT* | 0,08% | 0,09% |
| *CHAMALIERES* | 3,68% | 3,46% |
| *CHATEAUGAY* | 0,07% | 0,08% |
| ***CLERMONT FERRAND*** | **74,45%** | **73,84%** |
| *COURNON* | 2,56% | 2,79% |
| *DURTOL* | 0,09% | 0,09% |
| *GERZAT* | 1,08% | 1,09% |
| *LE CENDRE* | 0,90% | 0,88% |
| *LEMPDES* | 2,01% | 1,52% |
| *ORCINES* | 0,24% | 0,25% |
| *NOHANENT* | 0,54% | 1,38% |
| *PERIGNAT LES SARLIEVE* | 0,38% | 0,37% |
| *PERIGNAT SUR ALLIER* | 0,01% | 0,01% |
| *PONT DU CHÂTEAU* | 0,36% | 0,25% |
| *ROMAGNAT* | 1,07% | 1,16% |
| *ROYAT* | 0,98% | 1,16% |
| *SAINT GENES CHAMPANELLE* | 0,09% | 0,09% |
| *MEZEL* | 0,01% | 0,02% |
| *DALLET* | 0,01% | 0,01% |

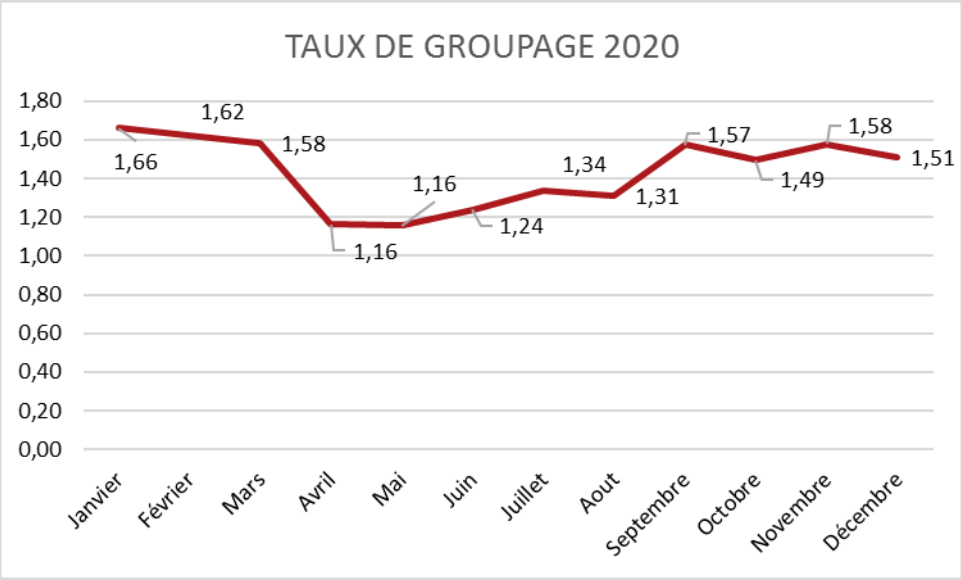
Avec 74,45% en origine de départ et 73.84% en destination, Clermont Ferrand reste la commune la plus desservie.

On constate une augmentation des trajets sur des communes qui étaient peu fréquentées comme Dallet, Mezel, Royat, Pont du Château, Gerzat et Beaumont.

Cette différence s'explique sur le nombre d'annulations de trajets réguliers qui a permis de placer des trajets de plus longue distance.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 10- Taux de mobilité et groupage




Sur l'année 2020, l'indice de groupage est de **1.44**

Afin d'optimiser l'offre de transport, nous favorisons la planification des trajets en groupage n'affectant pas le temps de transport.

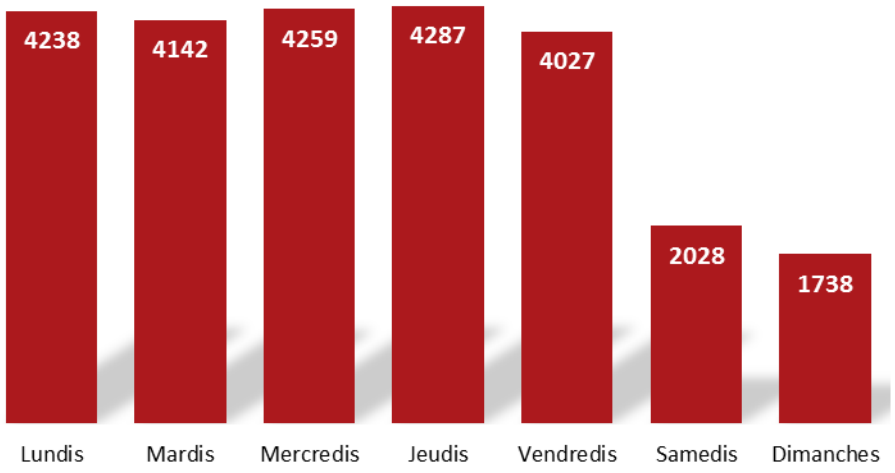
Nous essayons d'intégrer et de favoriser le plus possible le groupage dans les parcours des usagers.

Les activités sportives et/ou loisirs, ESAT sont créés en circuit permettant ainsi de regrouper plusieurs clients.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 8- Répartition temporelle du transport à la demande

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Aout | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Lundis* | 551 | 544 | 361 | 44 | 138 | 335 | 332 | 245 | 462 | 443 | 471 | 312 | 4238 |
| *Mardis* | 580 | 528 | 237 | 65 | 139 | 370 | 271 | 170 | 584 | 436 | 334 | 428 | 4142 |
| *Mercredis* | 595 | 530 | 215 | 93 | 144 | 292 | 431 | 176 | 590 | 478 | 308 | 407 | 4259 |
| *Jeudis* | 638 | 528 | 140 | 79 | 130 | 307 | 428 | 202 | 464 | 573 | 409 | 389 | 4287 |
| *Vendredis* | 614 | 545 | 130 | 59 | 112 | 278 | 437 | 173 | 427 | 550 | 364 | 338 | 4027 |
| *Samedis* | 284 | 346 | 304 | 60 | 68 | 93 | 170 | 116 | 146 | 212 | 92 | 137 | 2028 |
| *Dimanches* | 241 | 245 | 281 | 27 | 69 | 74 | 153 | 108 | 157 | 133 | 91 | 159 | 1738 |
| TOTAL | *3503* | *3266* | *1668* | *427* | *800* | *1749* | *2222* | *1190* | *2830* | *2825* | *2069* | *2170* | *24719* |

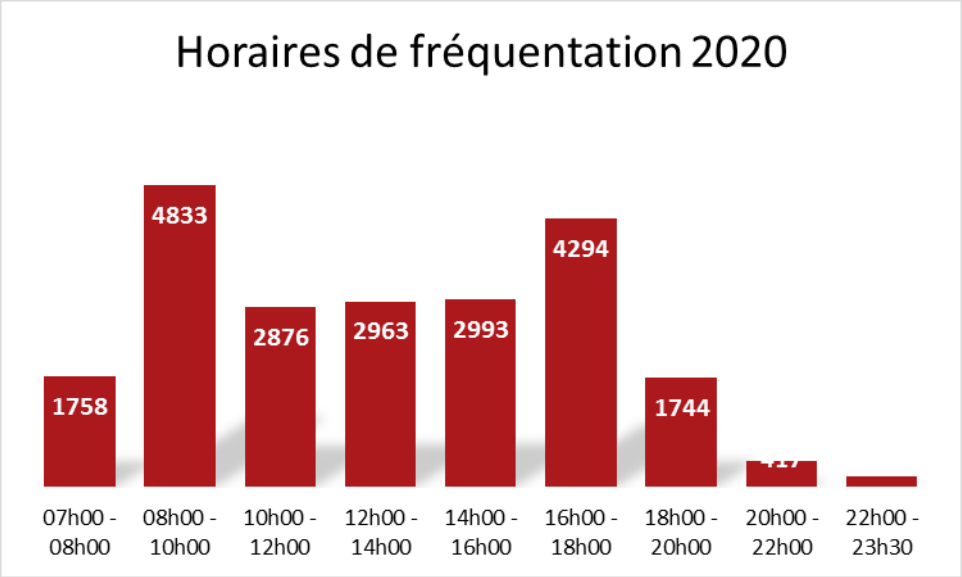



Nous pouvons observer une baisse les Samedis et Dimanches mais cela s'explique par une diminution des demandes le week-end et des mesures gouvernementales concernant le confinement.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 9- Horaires de fréquentation du transport à la demande

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Aout | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 07h00 - 08h00 | 257 | 225 | 110 | 0 | 35 | 150 | 194 | 65 | 210 | 186 | 150 | 176 | 1758 |
| 08h00 - 10h00 | 657 | 633 | 318 | 68 | 134 | 328 | 460 | 201 | 618 | 576 | 437 | 403 | 4833 |
| 10h00 - 12h00 | 363 | 359 | 190 | 81 | 125 | 207 | 263 | 163 | 308 | 328 | 255 | 234 | 2876 |
| 12h00 - 14h00 | 397 | 411 | 194 | 58 | 107 | 211 | 249 | 154 | 340 | 347 | 223 | 272 | 2963 |
| 14h00 - 16h00 | 374 | 346 | 199 | 67 | 134 | 248 | 302 | 140 | 317 | 325 | 248 | 293 | 2993 |
| 16h00 - 18h00 | 650 | 607 | 302 | 55 | 99 | 241 | 351 | 157 | 548 | 524 | 394 | 366 | 4294 |
| 18h00 - 20h00 | 294 | 249 | 128 | 31 | 52 | 105 | 108 | 99 | 200 | 196 | 120 | 162 | 1744 |
| 20h00 - 22h00 | 106 | 85 | 36 | 7 | 6 | 17 | 21 | 22 | 41 | 47 | 10 | 19 | 417 |
| 22h00 - 23h30 | 38 | 32 | 7 | 0 | 0 | 21 | 25 | 22 | 5 | 11 | 0 | 2 | 163 |
| TOTAL | *3136* | *2947* | *1484* | *367* | *692* | *1528* | *1973* | *1023* | *2587* | *2540* | *1837* | *1927* | *22041* |




Les horaires de travail et/ou scolaire sont fortement demandés.
Les horaires après 20h00 sont nettement moins sollicités, surtout durant cette période de pandémie ou le confinement et le couvre-feu sont présents.

Une très forte demande et donc une certaine saturation du service de 8h à 10h et de 16h à 18h (Cela s'explique notamment par les déplacements pour les ESAT, Foyers, Actifs pour se rendre au travail).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 10- Réclamations

**Cette année a été très particulière au sein de l'activité PMR, nous avons eu une forte baisse de la demande.**

**Nous n'avons pas recensé de réclamation, mais nous avons ressenti un stress dans l'utilisation des transports PMR.**

**Il a été compliqué au début de l'épidémie faire respecter les règles sanitaires auprès des voyageurs.**

**Plusieurs usagers ne voulaient pas être en groupage malgré l'accord du décret.**

# 11- Le parc de véhicules – Interventions sur 2018

| Marque | Type | Capacité | Propriétaire | Age | Kms | Billetique |
|---|---|---|---|---|---|---|
| RENAULT | MODULIS 50 | 6 places assises ou 3 BFR+ 3 Places ou 5 places assises + 2 BFRE | SMTC | 0,88 | 24 253 | NON |
| Volkswagen | CADDY | 4 places assises + 1 BFRE | SMTC | 3,33 | 182 413 | NON |
| Volkswagen | CADDY | 4 places assises + 1 BFRE | SMTC | 3,33 | 133 945 | NON |
| RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFR | SMTC | 4,72 | 158961 | NON |
| RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFR | SMTC | 4,72 | 156600 | NON |
| RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFR | SMTC | 1,84 | 56 003 | NON |
| RENAULT | KANGOO | 4 places ou 2 places + 1 BFR | SMTC | 1,62 | 41 889 | NON |

L'âge moyen du parc est 3 ans au 31 Décembre 2020.

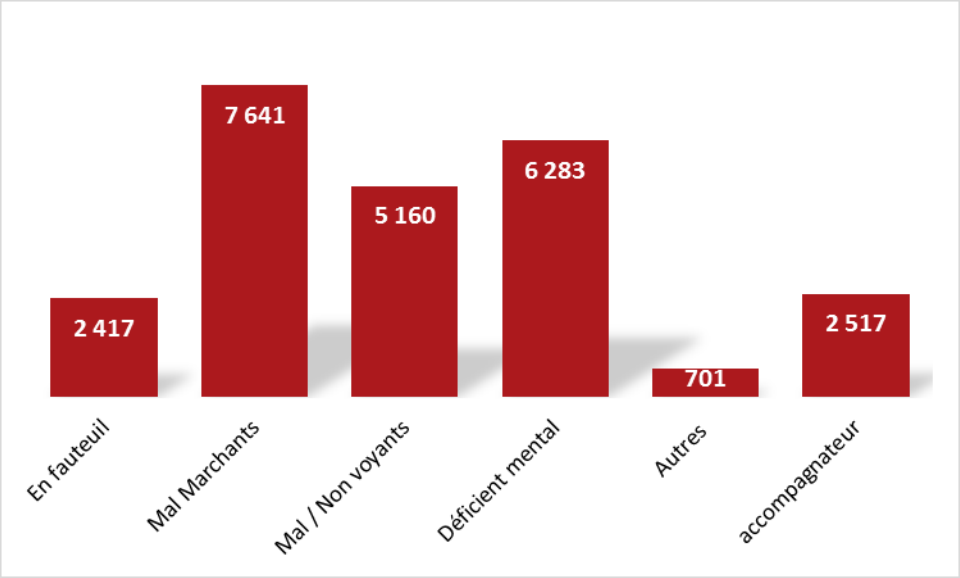
**Nous avons réceptionné au mois de Janvier 2 nouveaux VL type CADDY de chez Volkswagen en remplacement de 2 Kangoo.**

**Les 2 RENAULT KANGOO de plus de 4 ans doivent être repris par le SMTC prochainement.**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 12- Profil Utilisateurs

| TYPOLOGIE | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Aout | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En fauteuil | 313 | 353 | 156 | 29 | 71 | 139 | 201 | 152 | 261 | 334 | 175 | 233 | 2 417 | 9,78% |
| Mal Marchants | 1 146 | 1 030 | 502 | 146 | 262 | 535 | 675 | 392 | 856 | 840 | 555 | 702 | 7 641 | 30,91% |
| Mal / Non voyants | 705 | 663 | 381 | 148 | 241 | 446 | 463 | 317 | 542 | 502 | 357 | 395 | 5 160 | 20,87% |
| Déficient mental | 897 | 858 | 409 | 38 | 110 | 378 | 579 | 121 | 857 | 804 | 696 | 536 | 6 283 | 25,42% |
| Autres | 90 | 37 | 42 | 44 | 69 | 40 | 61 | 46 | 74 | 61 | 61 | 76 | 701 | 2,84% |
| *accompagnateur* | 352 | 325 | 178 | 22 | 47 | 211 | 243 | 162 | 240 | 284 | 225 | 228 | 2 517 | 10,18% |
| **Total** | **3 503** | **3 266** | **1 668** | **427** | **800** | **1 749** | **2 222** | **1 190** | **2 830** | **2 825** | **2 069** | **2 170** | **24 719** | 100,00% |

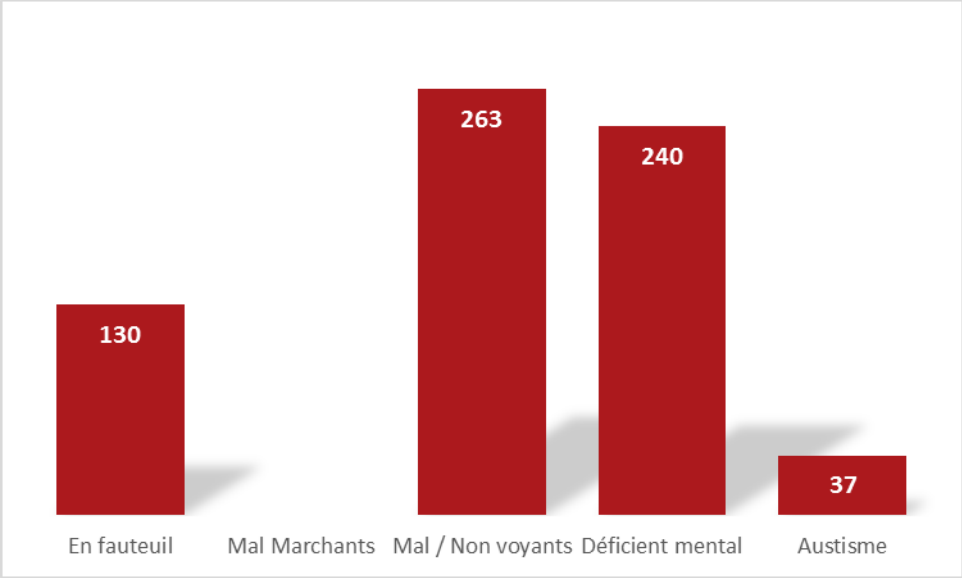



**52.50%** des usagers MooviGuide sont mal ou non-voyants, **12.45%** sont en fauteuils roulants, **28.58%** présentent un handicap mental, **1.11 %** des usagers présentent des difficultés pour se déplacer et **5.35%** de troubles autistiques

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 13- Profil Utilisateur MOOVIGUIDE

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Aout | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En fauteuil | 16 | 21 | 10 | | | | 31 | 24 | 12 | 13 | 3 | | 130 | 19,40% |
| Mal Marchants | | | 0 | | | | | | | | | | 0 | 0,00% |
| Mal / Non voyants | 46 | 40 | 20 | | | 7 | 36 | 11 | 41 | 37 | 1 | 24 | 263 | 39,25% |
| Déficient mental | 18 | 21 | 8 | | | 2 | 16 | 6 | 69 | 40 | 30 | 30 | 240 | 35,82% |
| Austisme | 14 | 19 | 4 | | | | | | | | | | 37 | 5,52% |
| **Total (nombre de courses réalisé moins le nombre de course** | 94 | 101 | 42 | 0 | 0 | 9 | 83 | 41 | 122 | 90 | 34 | 54 | 670 | 100,00% |
| | | | Baisse cause COVID-19 | Baisse cause COVID-19 | Baisse cause COVID-19 | Baisse cause COVID-19 | Baisse cause COVID-19 | Baisse cause COVID-19 | Baisse cause COVID-19 | Baisse cause COVID-19 | Baisse cause COVID-19 | | | |

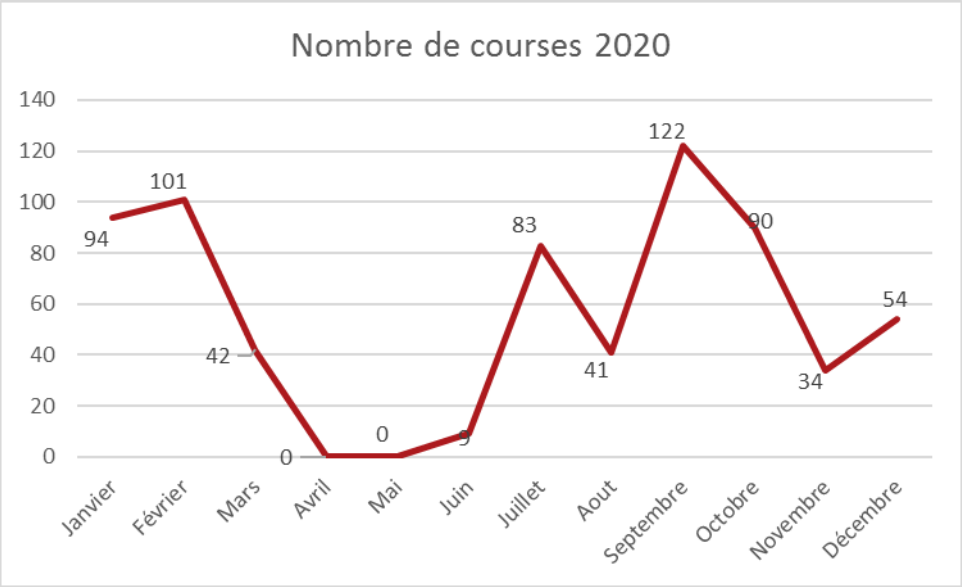



**39%** des usagers MooviGuide sont mal ou non-voyants, **19%** sont en fauteuils roulants et **36%** présentent un handicap mental.
**Nous pouvons constater une augmentation d'usager ayant un handicap mental et d'usager en fauteuil roulant utilisant le service MooviGuide.**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

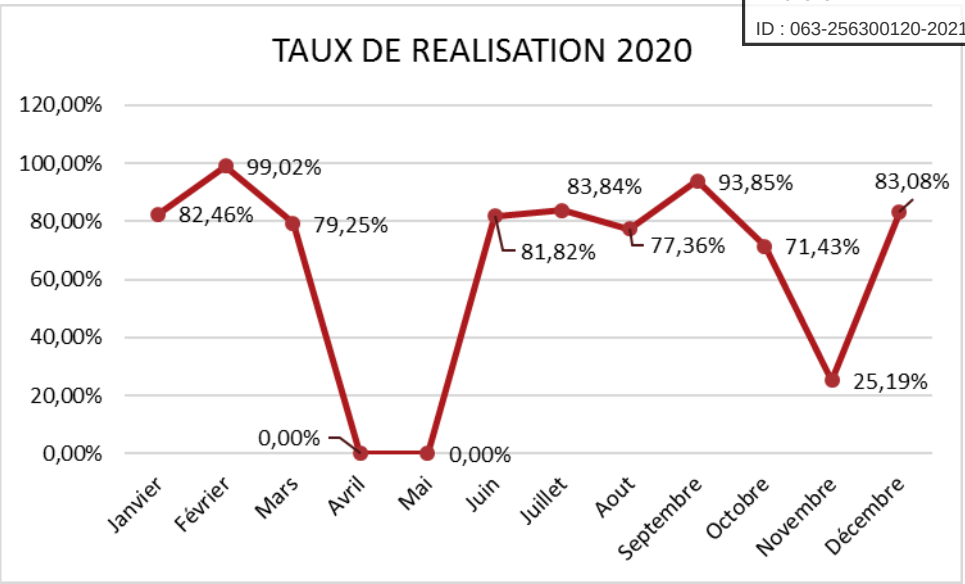
# 14- Gestion de la demande clients MOOVIGUIDE

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Aout | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de réservations demandées | 114 | 102 | 53 | 0 | 0 | 11 | 99 | 53 | 130 | 126 | 135 | 65 | 888 |
| Nombre de réservations | 94 | 101 | 42 | | | 9 | 83 | 41 | 122 | 90 | 34 | 54 | 670 |
| Nombre de courses réalisés | 94 | 101 | 42 | | | 9 | 83 | 41 | 122 | 90 | 34 | 54 | 670 |
| Nombre d'annulation | 20 | 1 | 11 | | | 2 | 16 | 12 | 8 | 36 | 101 | 11 | 218 |
| Anomalie cause MooviGuide | 0 | | | | | | | | 1 | 1 | 1 | | 3 |
| Nombre de clients annuler sur place | 0 | | | | | | | | | | | | 0 |
| Nombre de refus (en liste d'attente) | 0 | | | | | | | | | | | | 0 |
| Tx annulation | *17,54%* | *0,98%* | *20,75%* | *0,00%* | *0,00%* | *18,18%* | *16,16%* | *22,64%* | *6,15%* | *28,57%* | *74,81%* | *16,92%* | |
| Tx annulation cause MooviGuide | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,82%* | *1,11%* | *2,94%* | *0,00%* | |
| Tx annulation sur place | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | |
| Taux de refus Clients | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | |
| Taux de réalisation | *82,46%* | *99,02%* | *79,25%* | *0,00%* | *0,00%* | *81,82%* | *83,84%* | *77,36%* | *93,85%* | *71,43%* | *25,19%* | *83,08%* | |




Au début de la crise sanitaire, nous avons préféré suspendre les trajets d'accompagnements MooviGuide et favoriser les déplacements avec MooviCité pour but de protéger les personnes vulnérables adhérent au service. On constate par la suite que les demandes sont aléatoires, en fonction des mesures gouvernementales (reconfinement en novembre 2020).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




Le service MooviGuide était en forte progression depuis 2019 et surtout très apprécié des usagers PMR de MooviCité.

Cela nous a permis de désengorger le service PMR de MooviCité mais également de faire gagner en autonomie plusieurs jeunes ayant une déficience mental dans des foyers, de faire repérer un trajet auprès des mal ou non-voyants et d'aider une personne en fauteuil roulant à prendre les transports en commun pour se rendre à son travail.



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# 1- Présentation de la centrale d'appel

La centrale d'appel est ouverte du lundi au samedi de 7h à 19h, sauf jours fériés.
Un numéro d'astreinte est mis en place pour les urgences en dehors des jours et des heures d'ouverture.

La centrale d'appel réalise les missions suivantes :

- La réservation de trajets de Transport A la Demande spécialisé pour les Personnes à Mobilité Réduite ainsi que pour tout public pour les communes de Châteaugay, Nohanent, Orcines, Saint-Genès Champanelle, Pérignat Lès Sarlième et Opme.
- L'annulation des déplacements
- La promotion de nos services et la fidélisation de notre clientèle.
- L'information voyageurs
- La prise et le traitement de réclamations
- La réponse aux demandes d'information
- Les inscriptions au service
- Les informations sur les transports du jour en cas d'urgence

# 2- Le nombre annuel d'appels traités

**35 472** appels ont été comptés sur 2020, dont 24 360 appels entrants et 10 546 appels sortants.

La durée moyenne par appel en minute est de **2 minutes 27 secondes**.

Nous avons reçu **1 578** demandes de réservation ou annulation via notre plateforme de réservation.

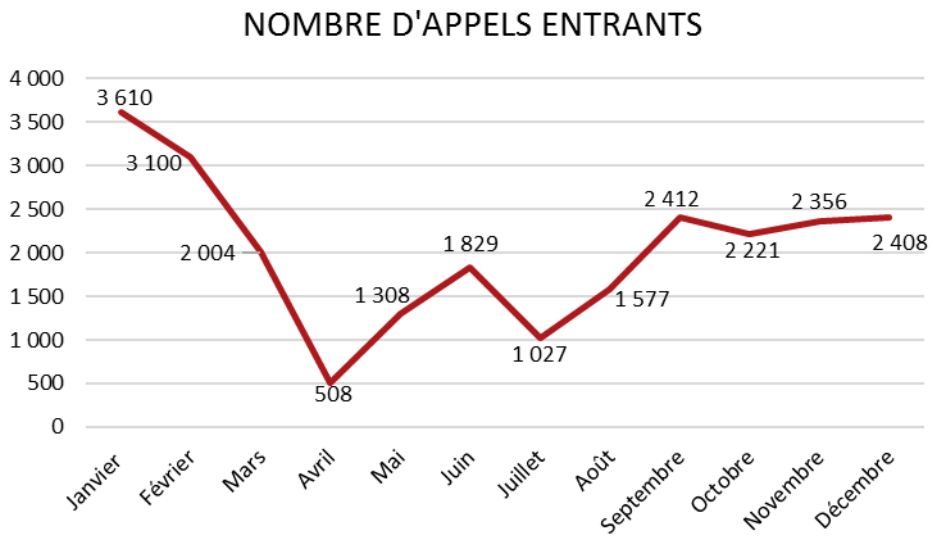
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 3- Etudes sur les appels traités

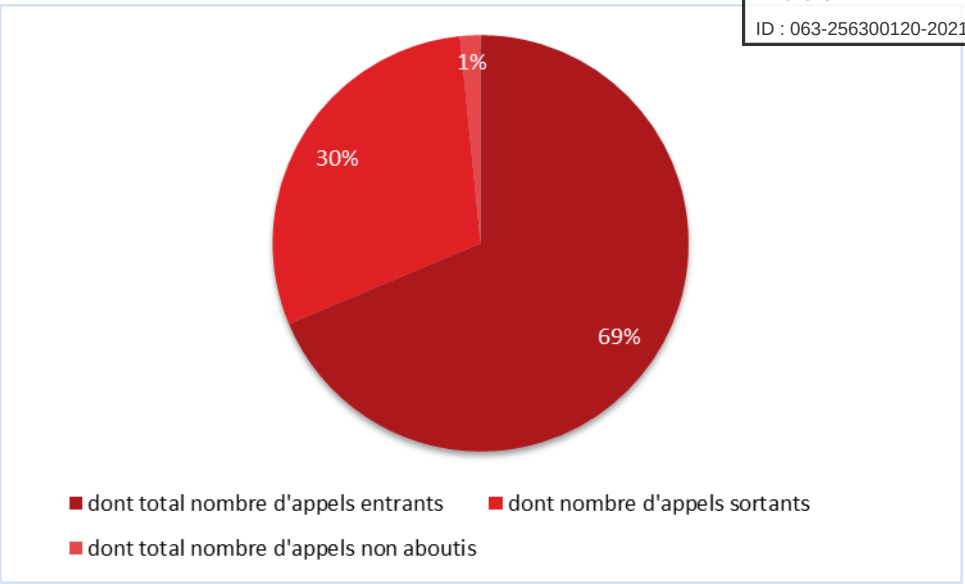
| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total Appels** | **5 042** | **4 384** | **3 334** | **982** | **2 240** | **2 708** | **1 041** | **1 651** | **3 581** | **3 304** | **3 618** | **3 587** | **35 472** |
| dont total nombre d'appels entrants | 3 610 | 3 100 | 2 004 | 508 | 1 308 | 1 829 | 1 027 | 1 577 | 2 412 | 2 221 | 2 356 | 2 408 | **24 360** |
| dont total nombre d'appels sortants | 1 422 | 1 269 | 1 321 | 473 | 926 | 867 | | | 1 011 | 996 | 1 150 | 1 111 | **10 546** |
| dont total nombre d'appels non aboutis | 10 | 15 | 9 | 1 | 6 | 12 | 14 | 74 | 158 | 87 | 112 | 68 | **566** |
| *Taux d'appels non aboutis* | 0,20% | 0,34% | 0,21% | 0,10% | 0,27% | 0,44% | 1,34% | 4,48% | 4,41% | 2,63% | 3,10% | 1,90% | |
| **Taux d'appels servis** | **99,80%** | **99,66%** | **99,73%** | **99,90%** | **99,73%** | **99,56%** | **98,66%** | **95,52%** | **95,59%** | **97,37%** | **96,90%** | **98,10%** | **98,40%** |
| **Durée moyenne par appel en minute** | **2,92** | **2,89** | **2,67** | **3,58** | **3,37** | **3,02** | **1,55** | **1,39** | **1,51** | **1,48** | **1,50** | **1,34** | **2,27** |

Nous pouvons constater que le taux d'appels servis sur l'année 2020 représente un pourcentage de **98.40%.**
La durée moyenne par appel en minute est de **2 minutes 27 secondes**.

# 4- Evolution mensuelle des appels



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



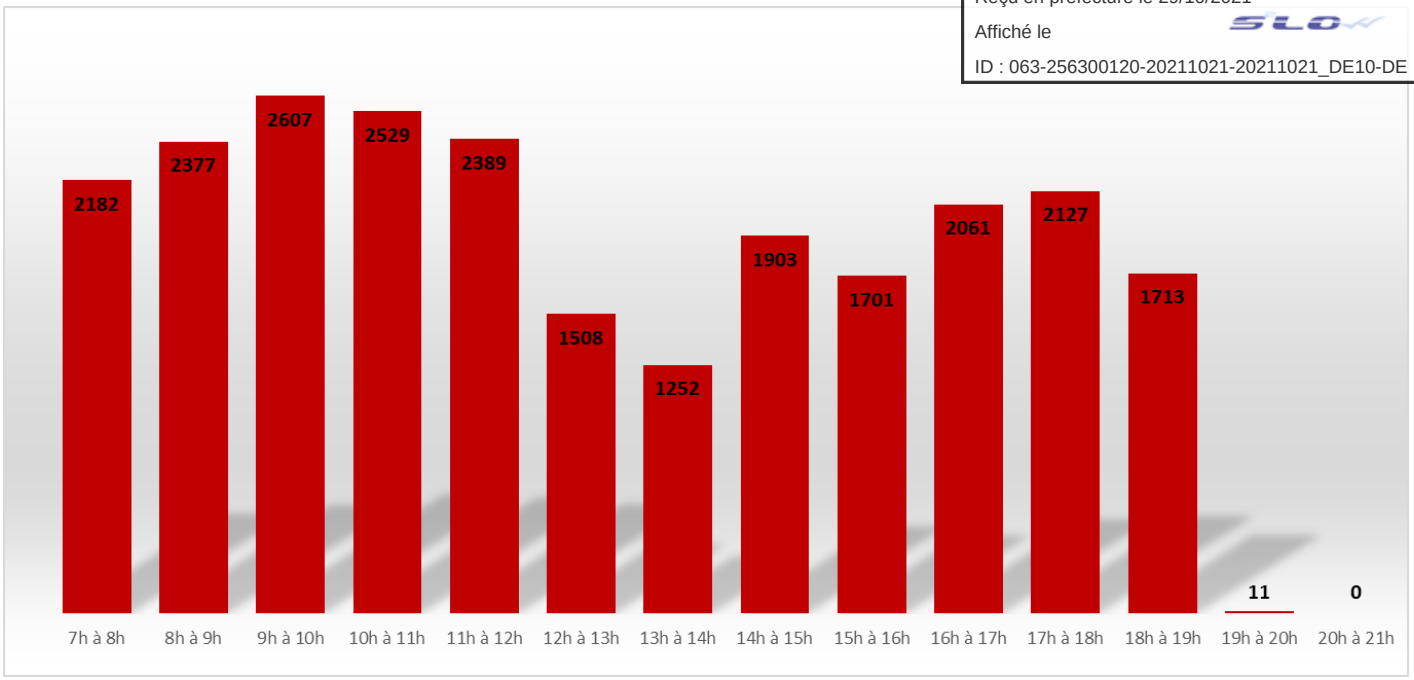

Le graphique nous permet de constater que sur le total d'appels nous avons :

- 69% d'appels entrants
- 30% d'appels sortants
- 1% d'appels non abouti

# 5- Evolution journalière des appels

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **7h à 8h** | 296 | 240 | 179 | 38 | 83 | 145 | 59 | 124 | 255 | 221 | 278 | 264 | **2182** |
| **8h à 9h** | 319 | 302 | 202 | 67 | 123 | 177 | 85 | 158 | 239 | 219 | 237 | 249 | **2377** |
| **9h à 10h** | 322 | 306 | 218 | 49 | 148 | 189 | 127 | 158 | 293 | 278 | 264 | 255 | **2607** |
| **10h à 11h** | 343 | 340 | 219 | 70 | 149 | 195 | 112 | 172 | 220 | 210 | 214 | 285 | **2529** |
| **11h à 12h** | 393 | 277 | 207 | 42 | 133 | 207 | 115 | 178 | 213 | 202 | 203 | 219 | **2389** |
| **12h à 13h** | 257 | 200 | 111 | 46 | 98 | 109 | 68 | 94 | 122 | 116 | 126 | 161 | **1508** |
| **13h à 14h** | 200 | 168 | 111 | 39 | 78 | 78 | 70 | 93 | 95 | 85 | 98 | 137 | **1252** |
| **14h à 15h** | 242 | 213 | 112 | 40 | 105 | 144 | 75 | 126 | 238 | 218 | 242 | 148 | **1903** |
| **15h à 16h** | 235 | 243 | 135 | 26 | 103 | 142 | 77 | 108 | 160 | 151 | 171 | 150 | **1701** |
| **16h à 17h** | 357 | 224 | 173 | 29 | 111 | 170 | 93 | 138 | 198 | 168 | 204 | 196 | **2061** |
| **17h à 18h** | 377 | 277 | 194 | 37 | 104 | 153 | 82 | 123 | 210 | 198 | 185 | 187 | **2127** |
| **18h à 19h** | 266 | 310 | 143 | 25 | 72 | 119 | 64 | 105 | 167 | 154 | 131 | 157 | **1713** |
| **19h à 20h** | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 | 1 | 3 | 0 | **11** |
| **20h à 21h** | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| **TOTAL** | **3610** | **3100** | **2004** | **508** | **1308** | **1829** | **1027** | **1577** | **2412** | **2221** | **2356** | **2408** | **24360** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE



# 1- Le périmètre d'action

Les services de transport à la demande tout public MooviCité interviennent sur 6 lignes zonales et 1 ligne virtuelle, en rabattement sur le réseau T2C.

→ **Ligne TAD ST Genès-Champanelle – Orcines → Royat (arrêt Place Allard)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne B du réseau T2C

→ **Ligne TAD ST Genès-Champanelle → Clermont-Ferrand (arrêt Henri Dunant)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne A du réseau T2C

→ **Ligne TAD Orcines → Clermont-Ferrand (arrêt Place Gaillard)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne A du réseau T2C

→ **Ligne TAD Pérignat les sarlième → Aubière (arrêt Quartier Chambon et Margeride)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne A et des lignes 12, 13 et 21 du réseau T2C

→ **Ligne TAD Opme → Beaumont (arrêt Place d'Armes)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne 8 du réseau T2C

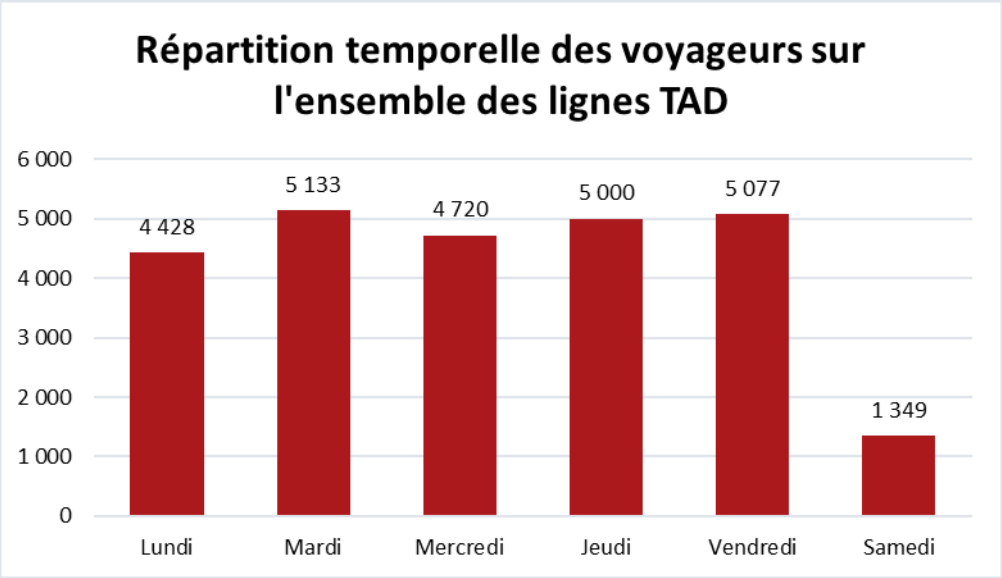
→ **Ligne TAD Châteaugay → Clermont-Ferrand (arrêt Neyrat)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne A du réseau T2C

→ **Ligne TAD Nohanent → Clermont-Ferrand (arrêt Place Gaillard)**
Cette ligne est en rabattement sur la ligne A du réseau T2C

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 2-L'offre de service

Ce service fonctionne du lundi au samedi toute l'année, hors jours fériés suivant des plages horaires définies selon les lignes.




L'ensemble des lignes TAD est beaucoup moins sollicité le samedi.

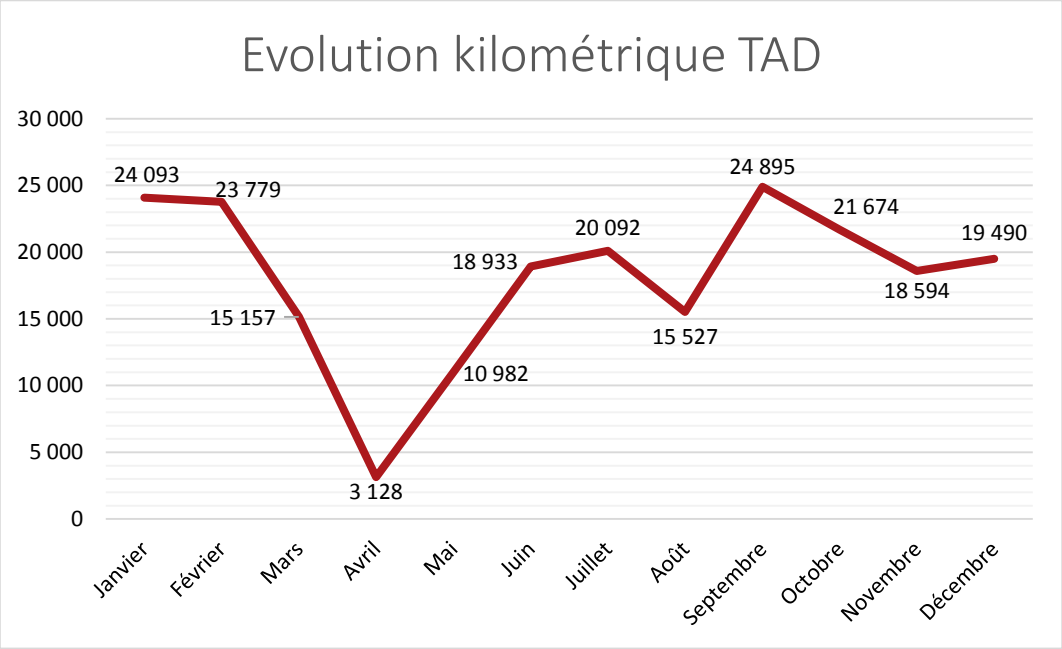
# 3-Les moyens humain et matériel

L'exploitation est réalisée au moyen de **6 services conducteurs** du lundi au samedi.
Pour assurer l'ensemble des services, **5 minibus de 22 places, 1 master de 6 places assises + 1 UFR, 1 véhicules légers de 4 places clients + 1 UFR,** propriété de KEOLIS.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

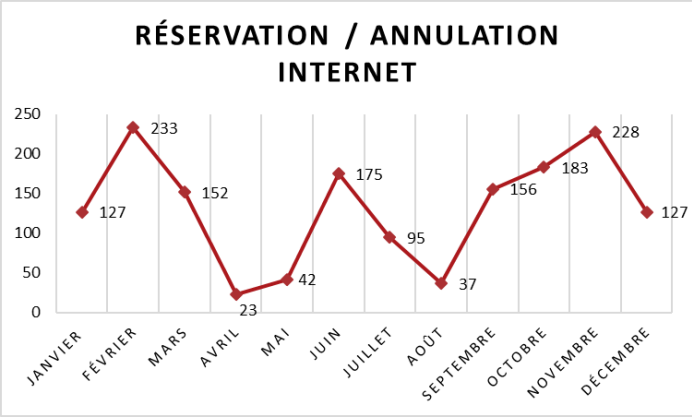
# 4- La production kilométrique annuelle

Le service totalise en 2020, **216 344 kilomètres parcourus**.
Nous constatons une baisse de 19% par rapport à 2019. Le service TAD est moins sollicité au mois d'Août, période de congés annuels pour les usagers abonnés mais également durant la période de la pandémie.




# 5- Gestion de la demande

Nous pouvons constater que les réservations et annulations via la plateforme en ligne de notre site internet est aléatoire sur l'année 2020.

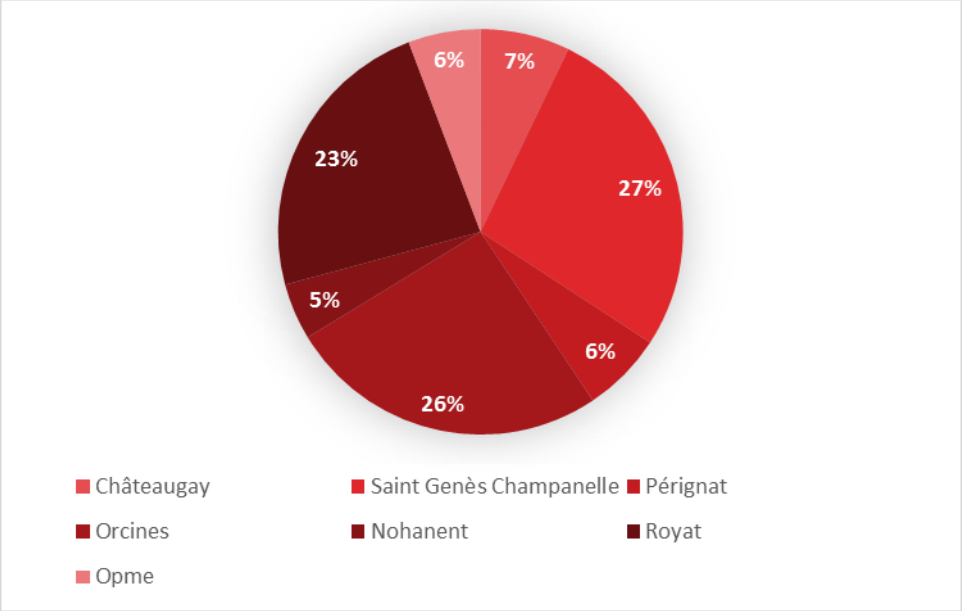


Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 6-Typologie clientèle par ligne

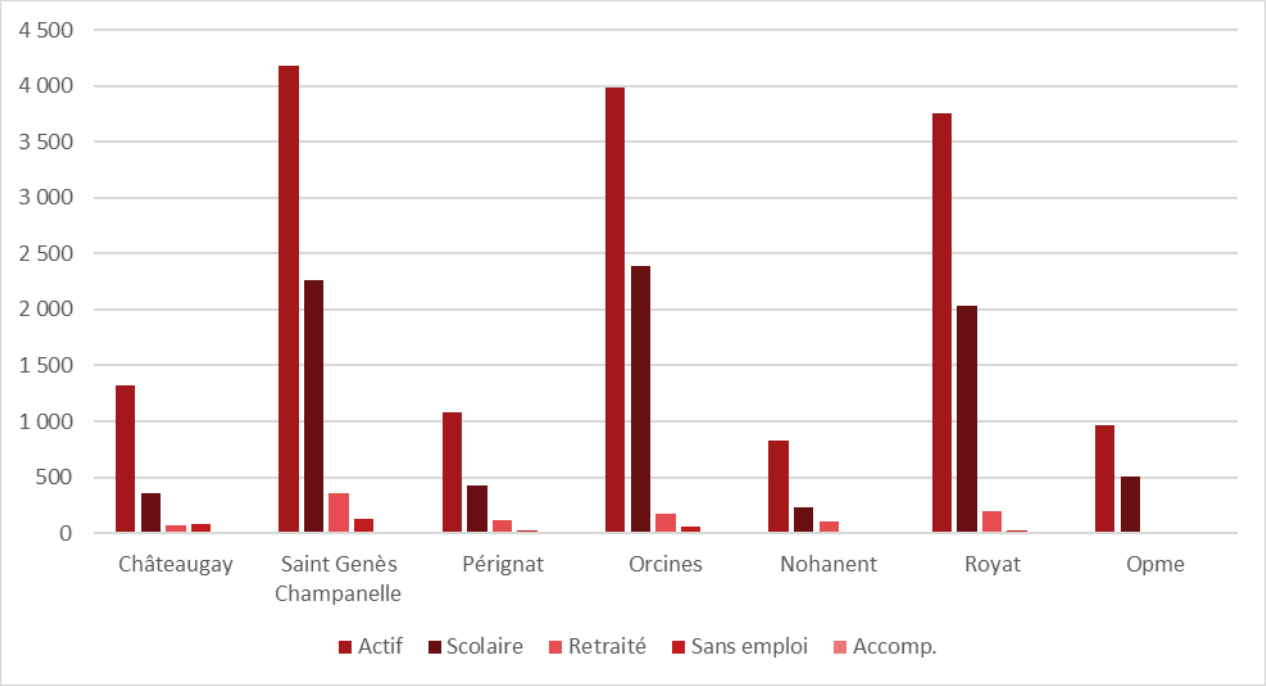
| Profil | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Châteaugay** | 235 | 370 | 423 | 314 | 415 | 78 | ***1 835*** |
| **Saint Genès Champanelle** | 1 146 | 1 428 | 1 291 | 1 306 | 1 332 | 453 | ***6 956*** |
| **Pérignat** | 288 | 316 | 238 | 334 | 358 | 123 | ***1 657*** |
| **Orcines** | 1 321 | 1 430 | 1 073 | 1 301 | 1 247 | 220 | ***6 592*** |
| **Nohanent** | 143 | 170 | 303 | 223 | 194 | 128 | ***1 161*** |
| **Royat** | 1 014 | 1 102 | 1 130 | 1 200 | 1 228 | 347 | ***6 021*** |
| **Opme** | 281 | 317 | 262 | 322 | 303 | 0 | ***1 485*** |
| **TOTAL** | ***4 428*** | ***5 133*** | ***4 720*** | ***5 000*** | ***5 077*** | ***1 349*** | |

*(Le total représente le nombre de missions)



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

On peut constater que 27% de notre activité TAD est représenté essentiellement par les usagers de la commune de Saint Genès Champanelle, 26% par les usagers de la commune d'Orcines et 23% par les usagers de la commune de Royat.

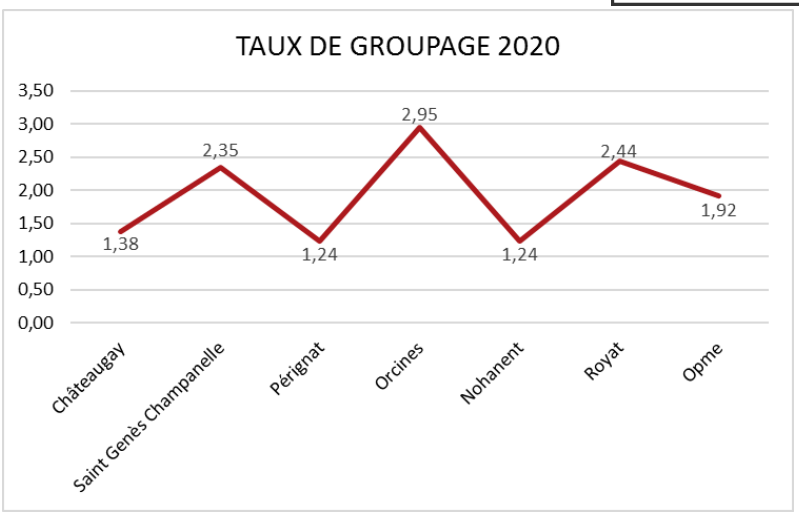



On peut constater essentiellement des actifs et des scolaires sur l'ensemble des lignes TAD.

# 7- Taux de groupage

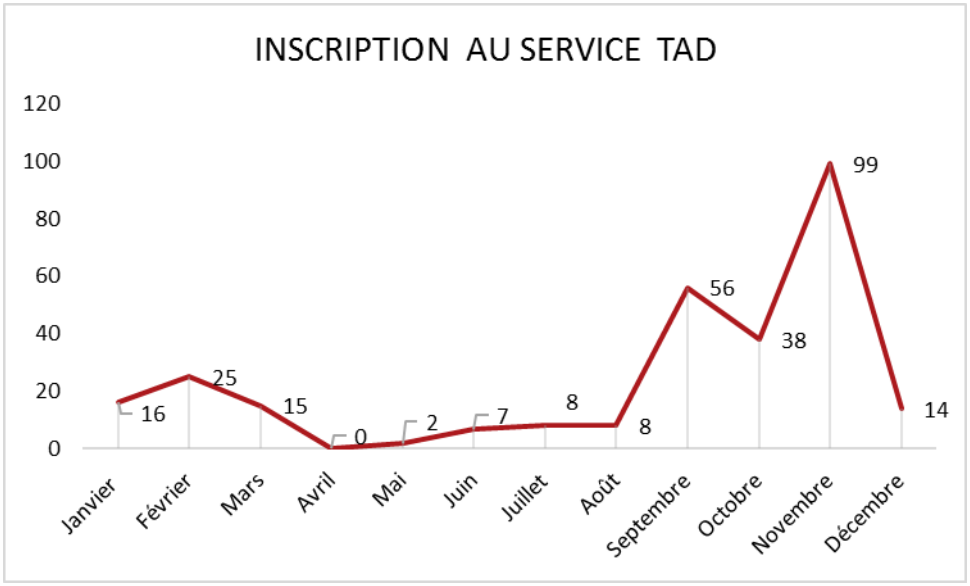
| | Janv | Févr. | Mars | Avr. | Mai | Juin | Juil. | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. | Moyenne à l'année |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Châteaugay** | 1,71 | 1,58 | 1,61 | 1,27 | 1,08 | 1,15 | 1,33 | 1,11 | 1,45 | 1,41 | 1,41 | 1,41 | ***1,38*** |
| **Saint Genès Champanelle** | 3,76 | 3,72 | 2,72 | 1,03 | 1,34 | 1,80 | 1,80 | 1,73 | 3,04 | 2,56 | 2,46 | 2,26 | ***2,35*** |
| **Pérignat** | 1,38 | 1,34 | 1,26 | 1,00 | 1,00 | 1,08 | 1,13 | 1,08 | 1,41 | 1,36 | 1,38 | 1,51 | ***1,24*** |
| **Orcines** | 4,86 | 4,44 | 2,91 | 1,00 | 1,57 | 2,68 | 1,62 | 1,73 | 4,28 | 3,59 | 3,92 | 2,87 | ***2,95*** |
| **Nohanent** | 1,39 | 1,26 | 1,22 | 1,06 | 1,19 | 1,12 | 1,22 | 1,09 | 1,43 | 1,29 | 1,24 | 1,38 | ***1,24*** |
| **Royat** | 3,69 | 3,16 | 2,25 | 1,03 | 1,33 | 2,32 | 1,97 | 1,61 | 3,20 | 2,73 | 3,08 | 2,89 | ***2,44*** |
| **Opme** | 2,56 | 2,71 | 2,57 | 1,00 | 1,00 | 1,28 | 1,66 | 1,04 | 2,40 | 2,37 | 2,66 | 1,76 | ***1,92*** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE




Malgré la pandémie, le taux de groupage sur les lignes de Saint Genès Champanelle, Orcines, Royat et Opme est important puisqu'il est supérieur à 2 sur la période 2020.

## 8- Inscription au service TAD




On constate une forte augmentation d'inscription au service TAD à partir du mois de Septembre. Des nouveaux arrivants actifs et scolaires utilisent le TAD.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 9- Ecart 2019-2020

Nous pouvons constater une baisse de **18%** du nombre de courses TAD :

| | 2020 | 2019 | écart/ N-1 |
|---|---|---|---|
| **Châteaugay** | 1 445 | 1 901 | -24% |
| **Saint Genès Champanelle** | 2 832 | 3 332 | -15% |
| **Pérignat** | 1 297 | 1 641 | -21% |
| **Orcines** | 2 093 | 2 728 | -23% |
| **Nohanent** | 975 | 1 239 | -21% |
| **Royat** | 2 387 | 2 639 | -10% |
| **Opme** | 694 | 824 | -16% |
| TOTAL | 11 723 | 14 304 | **-18%** |

Nous pouvons constater une forte baisse sur l'ensemble des lignes TAD qui s'explique par la pandémie.

Nous pouvons constater une baisse de **24%** du nombre de personnes transportées :

| | 2020 | 2019 | écart/ N-1 |
|---|---|---|---|
| **Châteaugay** | 2077 | 2579 | -19% |
| **Saint Genès Champanelle** | 7178 | 10363 | -31% |
| **Pérignat** | 1694 | 2158 | -22% |
| **Orcines** | 6832 | 9221 | -26% |
| **Nohanent** | 1233 | 1552 | -21% |
| **Royat** | 6269 | 7319 | -14% |
| **Opme** | 1558 | 1959 | -20% |
| TOTAL | 26841 | 35151 | **-24%** |

Cependant, nous constatons toujours une forte population sur les lignes :

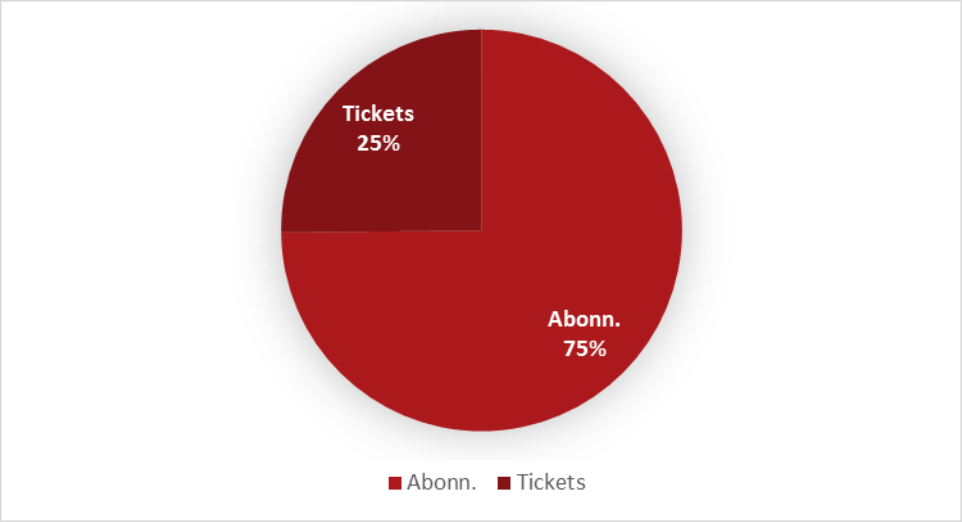
→ Royat
→ Saint Genès Champanelle
→ Orcines

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE10-DE

# 10- Les titres de transport

| Profil | Abonn. | Tickets | TOTAL |
|---|---|---|---|
| **Châteaugay** | 1 210 | 246 | ***1 456*** |
| **Saint Genès Champanelle** | 3 839 | 1 640 | ***5 479*** |
| **Pérignat** | 1 289 | 46 | ***1 335*** |
| **Orcines** | 3 990 | 1 869 | ***5 859*** |
| **Nohanent** | 830 | 155 | ***985*** |
| **Royat** | 4 200 | 1 047 | ***5 247*** |
| **Opme** | 940 | 480 | ***1 420*** |

*(Durant plusieurs mois, les conducteurs ne vendaient pas de tickets, le total n'est pas égale au nombre de missions)




Les usagers sont principalement des abonnés du réseau T2C à **75%.** Les conducteurs vendent très peu de ticket unitaire.

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 11

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES**

Dans le cadre de son rapport définitif de juillet dernier, la Chambre Régionale des Comptes Auvergne Rhône-Alpes a audité les gestions 2013 et suivantes du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise.
Cette note a pour objet de synthétiser les principales observations et les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes et de vous communiquer les réponses déjà apportées par le SMTC comme les éléments de plus long terme qui vont permettre de solutionner certains sujets plus complexes.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

Au titre des recommandations, la Chambre Régionale des comptes en opère sept dans son rapport, elles sont les suivantes :

## RECOMMANDATIONS

**Recommandation n° 1 :** Régulariser la gestion de l'encaissement des recettes, en lien avec la régie des transports urbains de l'agglomération clermontoise.

**Recommandation n° 2 :** Développer la présentation du volet ressources humaines des rapports d'orientations budgétaires.

**Recommandation n° 3 :** Se rapprocher de Clermont Auvergne Métropole afin d'identifier et transférer les immobilisations inscrites au compte 2151 « Installations complexes spécialisées », ainsi que la quote-part des emprunts souscrits ayant financé la réalisation des opérations correspondantes.

**Recommandation n° 4 :** Amortir intégralement dans les trois ans les immobilisations inscrites au compte 2151 « Installations complexes spécialisées » et relevant directement de la responsabilité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise.

**Recommandation n° 5 :** Mettre en œuvre le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

**Recommandation n° 6 :** Élaborer un guide de la commande publique afin de clarifier les règles internes de passation des marchés à procédure adaptée.

**Recommandation n° 7 :** Publier sur le site internet du SMTC-AC, autorité organisatrice des mobilités, le plan de déplacements urbains approuvé par le comité syndical du 4 juillet 2019 dans sa version opposable, après intégration des modifications retenues.

Cinq de ses recommandations connaissent d'ores et déjà une réponse prompte et concrète (recommandations N°1, 4, 5, 6 et 7), quant aux recommandations N°3 et 4 elles vont connaitre des développements propices à répondre favorablement aux questions soulevées par la Chambre, mais avec un délai de plus long terme en raison de leur complexité et de leur résolution par nature plus longue.

- Recommandation N°1 : la recommandation ayant trait à la nature et à la qualification de la régie de recettes elle trouvera naturellement sa réponse dans les précisions juridiques qui seront apportées dès la clause de revoyure du Contrat de Service Public (fin 2021), clarifiant ainsi dans ce texte de référence par définition le mandat de gestion entre le SMTC et T2C.

- Recommandation N°2 : dès le ROB 2022, le SMTC va développer la partie Ressources Humaines de ses orientations budgétaires en donnant plus de lisibilité pour les emplois comme pour les projections de la masse salariale du syndicat.

- Recommandation N°5 : la mise en place du RIFSEEP sera faite au 1er janvier 2022 (délibération au comité syndical du 21/10/21).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

- Recommandation N°6 : la mise en place d'un guide de la commande publique est d'ores et déjà réalisée, il est disponible depuis l'intranet du SMTC.

- Recommandation N°7 : la mise en ligne du PDU est partiellement opérée à ce stade mais le sera sous peu du fait de l'amélioration prochaine du site internet du SMTC.

**Les recommandations N°3 et 4** qui concernent, suite aux investissements du projet du tramway de la ligne A en 2006, l'amortissement des immobilisations résiduelles de la compétence du SMTC et le transfert d'immobilisations à Clermont Auvergne Métropole, vont connaitre, du fait de leur nature même, une résolution de plus long terme.

Il convient de noter à ce titre que le dialogue entre le SMTC et la Chambre Régionale des Comptes a modifié l'échéance de cette recommandation de «sans délai » initialement à 3 ans désormais. Par ailleurs, la résolution de ces questions se place aussi dans un contexte plus général et connexe qui est celui de la fiabilisation de l'actif des collectivités territoriales.

Fort d'un délai clair et raisonnable comme d'un plan d'action circonstancié (en cours de finalisation), le SMTC – en lien avec ses interlocuteurs dont les collectivités concernées et la DGFIP – aborde la réponse à ces deux recommandations de manière pragmatique et opérationnelle, les phases de diagnostic et de mise à jour de l'inventaire précédant celles de passation des écritures comptables et de transfert des actifs aux collectivités concernées.

**Deux observations ne font pas l'objet de recommandations mais figurent dans la synthèse du rapport.**

La première concerne la nature de la relation juridique entre le SMTC et T2C, elle souligne une absence de précision dans la qualification juridique du contrat de service public conclu entre l'AOM et son EPIC notamment. Dans ses réponses définitives au rapport de la CRC le STMC a eu l'occasion de préciser la nature juridique du contrat, contrat de quasi-régie dit encore de « prestation intégrée ». Dès la clause de revoyure (réexamen) du CSP 2018 2022 qui sera soumise à votre approbation lors du comité syndical du 20 décembre prochain, le SMTC précisera et qualifiera la nature juridique de la relation entre les deux structures dans le corps du dispositif contractuel même.

La seconde observation a trait au périmètre du SMTC, la Chambre Régionale des Comptes semble contester la pertinence et l'opportunité du périmètre géographique et institutionnel actuel du SMTC (Clermont métropole et deux autres communes), tentant de souligner un caractère artificiel destiné à prolonger l'existence même d'un syndicat de transport. Le SMTC a porté clairement à la connaissance de la Chambre tous les éléments concrets et objectifs qui fondent la pertinence du périmètre du SMTC.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'article L.243-5 du code des juridictions financières**,

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Prend acte, à l'unanimité** (Pour : 28 ; Contre : 0 ; Abstention : 0), **du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes portant sur les exercices 2013 et suivants (joint en annexe).**

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

Chambre régionale
des comptes
Auvergne-Rhône-Alpes

Lyon, le 06 AOUT 2021

**Le président**

N°D211765

SMTC
n° d'arrivée : 13009
11 AOUT 2021
Dest. | Copie
DG | DG
Service

**Recommandée avec A.R.**

**Réf.** : ma lettre n° D211481 du 1er juillet 2021

**P.J.** : 1

Monsieur le Président,

Par lettre citée en référence, je vous ai communiqué le rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes concernant la gestion du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise au cours des exercices 2013 et suivants. Celui-ci a également été communiqué, pour ce qui le concerne, à votre prédécesseur.

À l'issue du délai d'un mois fixé par l'article L. 243-5 du code des juridictions financières, je vous notifie à nouveau ce rapport, accompagné de votre réponse écrite.

En application du même article, vous avez l'obligation de communiquer le rapport d'observations définitives de la chambre, auquel doit être jointe votre réponse écrite, à votre assemblée délibérante, dès sa plus proche réunion. Il doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de celle-ci, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres et donner lieu à un débat.

Conformément aux dispositions de l'article R. 243-14 du code des juridictions financières, je vous serais obligé de me faire connaître à quelle date ladite réunion aura lieu et de me communiquer, en temps utile, copie de son ordre du jour.

**Monsieur François RAGE**
Président du Syndicat mixte des transports en
commun de l'agglomération clermontoise (SMTC)
2 bis rue de l'Hermitage
63063 CLERMONT-FERRAND cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

En application de l'article R. 243-16 du code des juridictions financières, ce rapport d'observations définitives auquel est jointe la réponse reçue sera rendu public par la chambre régionale des comptes dès la tenue de la première réunion de l'assemblée délibérante ou de l'organe collégial de décision suivant sa réception par la collectivité ou l'organisme soumis au contrôle de la chambre.

En application de l'article R. 243-17 du code des juridictions financières, une copie du rapport d'observations définitives est, en outre, communiquée au préfet et au directeur départemental des finances publiques du Puy-de-Dôme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération la plus distinguée.

**Pour le président empêché,**
**le vice-président**

**Patrick Caiani**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

Chambre régionale des comptes
Auvergne-Rhône-Alpes

**COMMUNICATION**

**DES RAPPORTS D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES**

**DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES**

**À L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE**

**Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise (Puy-de-Dôme)**

**À RETOURNER DANS LES MEILLEURS DÉLAIS A LA**

Chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes
124, Boulevard Vivier Merle
CS 23624
69503 LYON CEDEX 03

Courriel : auvergnerhonealpes@crtc.ccomptes.fr

Nom de la collectivité territoriale, de l'établissement public ou de l'organisme :

Conformément aux dispositions de l'article L. 243-6 du code des juridictions financières, le présent rapport d'observations définitives sera porté à la connaissance de l'assemblée délibérante dès sa plus proche réunion, qui se tiendra le :

.....

Le procès-verbal de la séance de l'assemblée délibérante au cours de laquelle il aura été procédé à la communication du rapport vous sera transmis aussitôt après celle-ci.

Fait à .....

Le.....

Le représentant légal,

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

Chambre régionale
des comptes
Auvergne-Rhône-Alpes

**RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES ET SA REPONSE**

# SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE (SMTC-AC)

(Département du Puy-de-Dôme)

Exercices 2013 et suivants

Observations définitives
délibérées le 27 mai 2021

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## SOMMAIRE

1- PRÉSENTATION DE L'ORGANISME ..... 6
1.1- La constitution du syndicat ..... 7
1.2- Les compétences du syndicat ..... 7
1.3- Le réseau de transports urbains ..... 8
1.4- Les modes de déplacement doux ..... 8
1.5- L'évolution vers la gratuité de l'accès aux transports en commun ..... 8

2- UNE STRUCTURE ARTIFICIELLEMENT SÉPARÉE DE LA MÉTROPOLE ..... 9
2.1- Une évolution du périmètre manifestement destinée à maintenir l'existence d'un syndicat ..... 9
2.2- Des instances dominées par l'agglomération clermontoise ..... 10
2.3- Une activité restreinte à l'agglomération ..... 11
2.4- Une gestion inutilement complexe de la compétence transport/mobilité ..... 11
2.5- Synthèse ..... 12

3- L'ORGANISATION DU SYNDICAT ..... 12

4- LES RELATIONS ENTRE LE SYNDICAT ET LA RÉGIE T2C ..... 13
4.1- Les décisions de création de la régie T2C ..... 13
4.2- La constitution du conseil d'administration de la régie T2C ..... 13

5- LES CONTRATS DE SERVICE PUBLIC ..... 14
5.1- Le contrat de service public 2013-2017 ..... 14
5.1.1- Les stipulations contractuelles ..... 14
5.2- Le contrat de service public 2018-2022 ..... 14
5.2.1- Les stipulations contractuelles ..... 15
5.3- Le formalisme des contrats ..... 16
5.3.1- Les signataires des contrats ..... 16
5.3.2- La date de signature ..... 17
5.4- L'économie générale des contrats ..... 17
5.4.1- La qualification juridique des contrats et ses conséquences ..... 17
5.4.2- Une indépendance relative des cocontractants ..... 20
5.4.3- Des mécanismes de révision ménageant l'exploitant ..... 21
5.4.4- Des contrats non parfaitement déterminés ..... 22
5.5- La modification du contrat hors représentants légaux ..... 23
5.6- La publicité des contrats ..... 24
5.7- Le contrôle de l'exécution des contrats ..... 24
5.8- La régie de recettes des titres de transport et des amendes ..... 25
5.8.1- Les stipulations contractuelles ..... 25
5.8.2- La règlementation applicable ..... 25
5.9- Synthèse sur la passation et l'exécution des contrats de services publics ..... 27

6- LA QUALITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET LA FIABILITÉ DES COMPTES ..... 28
6.1- Les débats d'orientations budgétaires ..... 28
6.2- Les prévisions et la qualité du pilotage budgétaire ..... 29
6.3- Les autorisations de programmes et les crédits de paiement ..... 30
6.4- Le suivi des immobilisations ..... 31
6.4.1- La règlementation comptable ..... 31
6.4.2- Les immobilisations dans le bilan comptable du syndicat ..... 32
6.4.1- Les engagements non tenus des contrats d'engagement partenarial ..... 33
6.4.2- Une gestion comptable des immobilisations perfectible ..... 33
6.4.3- L'incidence financière des corrections à apporter ..... 36

7- L'ANALYSE FINANCIÈRE ..... 38

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



**7.1- La formation de l'autofinancement ..... 38**
7.1.1- Les produits de gestion ..... 38
7.1.2- Les charges de gestion ..... 41
**7.2- La capacité d'autofinancement ..... 43**
**7.3- Le résultat de la section d'exploitation ..... 44**
**7.4- Le financement des investissements ..... 44**
**7.5- L'endettement ..... 45**
7.5.1- La situation de l'endettement sur la période ..... 45
7.5.2- La structure de la dette ..... 46

**8- LE PERSONNEL ..... 47**
**8.1- L'évolution des effectifs ..... 47**
**8.2- L'organisation des services ..... 48**
**8.3- Le régime indemnitaire ..... 48**
8.3.1- Le régime indemnitaire actuel du SMTC ..... 48
8.3.2- Le régime indemnitaire, tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ..... 48

**9- LA COMMANDE PUBLIQUE ..... 49**
**9.1- Les marchés publics sur la période 2013-2018 ..... 49**
**9.2- L'organisation interne ..... 49**
9.2.1- Le guide de la commande publique ..... 50
**9.3- La restructuration du viaduc Saint-Jacques ..... 50**
9.3.1- Le viaduc Saint-Jacques ..... 51
9.3.2- Le marché de maîtrise d'œuvre ..... 51
9.3.3- La passation des marchés de travaux ..... 52
9.3.4- L'exécution du marché M16-16 de réalisation des travaux du lot n° 1 ..... 52
9.3.5- L'exécution du marché M16-17 de réalisation des travaux du lot n° 2 ..... 53
9.3.6- Les paiements ..... 54
**9.4- Synthèse des constats relatifs à la gestion de la commande publique ..... 54**

**10- LE PROJET SMTC ..... 55**
**10.1- Les réflexions préparatoires ..... 55**
**10.2- Le projet SMTC ..... 56**
**10.3- La mise en œuvre ..... 57**
10.3.1- Le suivi ..... 57
10.3.2- La création des lignes fortes de bus à haut niveau de service en site propre ..... 57

**11- LE PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS ..... 60**
**11.1- Le fondement juridique ..... 60**
**11.2- Le plan de déplacements urbains de 2011 ..... 61**
**11.3- Le bilan du PDU de 2011 ..... 63**
**11.4- La révision du PDU ..... 63**
**11.5- Le PDU de 2019 ..... 65**
11.5.1- Le document adopté ..... 65
11.5.2- Les documents constitutifs ..... 65
11.5.3- La publicité du plan de déplacements urbains ..... 67

**12- ANNEXES ..... 68**
**12.1- Annexe 1 : Le contrat de service public 2013-2017 ..... 68**
12.1.1- Les stipulations contractuelles ..... 68
12.1.2- Les avenants apportés au contrat de service public de 2013-2017 ..... 70
**12.2- Annexe 2 : Le contrat de service public 2018-2022 ..... 72**
12.2.1- Les stipulations contractuelles ..... 73
12.2.2- L'évolution de la rémunération contractuelle ..... 75
**12.3- Annexe 2 ..... 76**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



# SYNTHÈSE

La chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes a procédé au contrôle, à compter de l'exercice 2013, des comptes et de la gestion du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise (SMTC-AC). La procédure a été engagée avant la déclaration de l'état d'urgence sanitaire consécutive au développement de l'épidémie de Covid-19 ; les incidences de la crise sanitaire n'ont pas été examinées, faute de disposer de données définitives lors de la clôture de l'instruction.

Créé en 1976, le SMTC-AC est aujourd'hui constitué de la Métropole Clermont Auvergne Métropole, à laquelle sont associées les communes de Mur-sur-Allier et de Pérignat-sur-Allier. Il a ainsi en charge l'organisation de la mobilité sur un ressort géographique de 23 communes, et regroupant 295 000 habitants.

Le syndicat a créé en 2012 un établissement public à caractère industriel et commercial, la régie T2C, auquel il a confié l'exploitation du réseau de transports urbains par contrats de service public et dont le financement constitue la principale dépense du syndicat. Ces contrats apparaissent insuffisamment rigoureux quant à leur objet ou au cadre juridique de référence et posent question quant aux modalités de leur modification. Leur durée apparaît également excessive.

À la suite de la réalisation des infrastructures du tramway, le syndicat a intégré dans son bilan pour un montant supérieur à 200 M€, tant les immobilisations qu'il avait réalisées à cette fin que celles relevant d'autres collectivités territoriales comme la métropole clermontoise. Bien que les biens aient été mis en service en 2007, ces immobilisations n'ont donné lieu à aucun amortissement jusqu'à ce jour, éludant ainsi quelque 3,2 M€ de charges annuelles. La régularisation nécessaire de cette situation impliquera de procéder préalablement à l'identification parmi les immobilisations intégrées, de celles qui en réalité auraient dû rester au bilan de la métropole et qui doivent lui être transférées, d'un montant évalué à quelque 100 M€. Il conviendra également de déterminer et de transférer à la métropole la quote-part des emprunts en cours ayant concouru à leur financement. Elle entrainera dans le même temps la constatation d'une dépréciation de l'actif propre du syndicat, de plus de 40 M€.

À l'évidence, la coexistence avec une concordance quasi-exacte des périmètres, de deux entités compétentes en matière de déplacements et de transports publics : le SMTC-AC et la métropole qui assure à titre principal son financement, est source de lourdeur d'intervention et de complexité. Les questions patrimoniales évoquées ci-avant en sont une illustration. Si dans les années 1970 une structure telle que le SMTC-AC a permis une approche d'ensemble des problématiques de transports publics sur l'agglomération clermontoise, elle a perdu de son acuité depuis la création d'un établissement public de coopération intercommunale disposant de la plénitude de compétence en matière de déplacement et de mobilité, de gestion de la voirie, de politique de l'habitat ou encore d'urbanisme, sur sensiblement la même aire métropolitaine.

Les contrôles n'ont pas révélé d'irrégularités au regard de la règlementation de la commande publique.

Le syndicat a élaboré un projet, pour les années 2018-2032, ayant pour objectifs la transformation en site propre des deux lignes de bus à haut niveau de service et la création d'une troisième ligne, pour lesquelles les dépenses d'investissement à consentir par le syndicat et la métropole clermontoise sont estimées à 240 M€. Le plan de déplacement urbain arrêté en 2011 a été révisé durant la période sous revue ; le nouveau plan, adopté en juillet 2019, entend réduire la présence de la voiture et privilégier le développement des modes de déplacement doux.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## RECOMMANDATIONS

**Recommandation n° 1 :** Régulariser la gestion de l'encaissement des recettes, en lien avec la régie des transports urbains de l'agglomération clermontoise.

**Recommandation n° 2 :** Développer la présentation du volet ressources humaines des rapports d'orientations budgétaires.

**Recommandation n° 3 :** Se rapprocher de Clermont Auvergne Métropole afin d'identifier et transférer les immobilisations inscrites au compte 2151 « Installations complexes spécialisées », ainsi que la quote-part des emprunts souscrits ayant financé la réalisation des opérations correspondantes.

**Recommandation n° 4 :** Amortir intégralement dans les trois ans les immobilisations inscrites au compte 2151 « Installations complexes spécialisées » et relevant directement de la responsabilité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise.

**Recommandation n° 5 :** Mettre en œuvre le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

**Recommandation n° 6 :** Élaborer un guide de la commande publique afin de clarifier les règles internes de passation des marchés à procédure adaptée.

**Recommandation n° 7 :** Publier sur le site internet du SMTC-AC, autorité organisatrice des mobilités, le plan de déplacements urbains approuvé par le comité syndical du 4 juillet 2019 dans sa version opposable, après intégration des modifications retenues.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



La chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes a procédé, dans le cadre de son programme de travail, au contrôle des comptes et de la gestion du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise (SMTC-AC) pour les exercices 2013 et suivants, en veillant à intégrer, autant que possible, les données les plus récentes.

Le contrôle a été engagé par lettre du 30 avril 2019, adressée à M. François RAGE, président du syndicat depuis le 24 mai 2014. Son prédécesseur sur la période contrôlée, M. Serge GODARD, a également été informé le même jour.

Les investigations ont porté plus particulièrement sur les points suivants :

- les relations entre le syndicat et la régie T2C ;
- la qualité de l'information financière et la fiabilité des comptes ;
- la situation financière ;
- la gestion du personnel ;
- la commande publique ;
- le projet du SMTC ;
- le plan de déplacements urbains.

La phase d'instruction du contrôle ayant été menée à terme au printemps 2020, les effets de la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire relatif à la COVID-19 n'ont pu être analysés, s'agissant notamment des incidences particulières sur l'activité et la situation financière du syndicat.

L'entretien prévu par l'article L. 243-1 du code des juridictions financières a eu lieu le 10 juin 2020 avec M. François RAGE et M. Serge GODARD.

Lors de sa séance du 22 juillet 2020, la chambre a formulé des observations provisoires qui ont été adressées le 5 février 2021 à M. François RAGE et à M. Serge GODARD ainsi qu'aux personnes nominativement ou explicitement mises en cause.

Après avoir examiné les réponses écrites et procédé aux auditions demandées, la chambre, lors de sa séance du 27 mai, a arrêté les observations définitives reproduites ci-après.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



# 1- PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

## 1.1- La constitution du syndicat

Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise a été créé par arrêté du ministre de l'Intérieur du 9 février 1976. Il regroupait alors treize communes de l'agglomération de Clermont-Ferrand et le département du Puy-de-Dôme. Une commune a rejoint le syndicat en 1999, puis son périmètre s'est étendu à dix-neuf communes en 2000 avec l'adhésion de la communauté d'agglomération Clermont-Communauté. Le département du Puy-de-Dôme a décidé de se retirer du syndicat en décembre 2006, ce retrait ne s'étant concrétisé que trois ans plus tard par un arrêté préfectoral du 16 août 2010.

Depuis cette date, le SMTC-AC est un syndicat mixte fermé qui regroupe uniquement un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) et des communes, relevant ainsi des dispositions des articles L. 5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT). Son objet statutaire est limité strictement à l'organisation de la mobilité sur son territoire qui correspond sensiblement à celui de la métropole clermontoise.

## 1.2- Les compétences du syndicat

Le syndicat mixte des transports en commun, s'il a été créé par les collectivités détentrices de la compétence en matière de transport urbain, n'en reste pas moins un établissement public régi par le principe de spécialité, dont les compétences ne sont pas déterminées directement par le code des transports mais par ses statuts et les compétences que lui ont transférées ses membres.

À la date du 1er janvier 2013, début de la période contrôlée, l'objet du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise est défini dans les statuts, comme relevant de l'organisation et de l'exploitation des transports en commun à l'intérieur du périmètre de transports urbains déterminé par le représentant de l'État. Le syndicat mixte est notamment compétent pour la réalisation de grands projets d'investissements et la gestion d'équipements et d'infrastructure de transports. Il est précisé que le syndicat mixte est l'autorité organisatrice des transports au sens de la loi du 30 décembre 1982 relative à l'orientation des transports intérieurs (dite loi LOTI).

L'arrêté préfectoral du 6 décembre 2013 a étendu les compétences du syndicat aux nouveaux services de la mobilité, le co-voiturage, l'autopartage et les vélos en libre-service

L'arrêté préfectoral du 21 décembre 2017 a précisé le contenu des compétences du syndicat exercé sur son ressort territorial.

Aux termes de cet arrêté, les compétences du SMTC-AC incluent l'élaboration, le suivi et l'évaluation des plans de déplacements urbains, l'organisation des services de transport public réguliers ou à la demande, les modes de déplacement non motorisés et des usages partagés de véhicules motorisés. Le SMTC prend également en charge les infrastructures physiques et numériques concourant à l'organisation de ses missions, ainsi qu'à la politique tarifaire.

Le syndicat est ainsi l'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) telle que définie au code des transports, sur un territoire de 320 km² comptant près de 295 000 habitants, constitué de l'ensemble des communes de la Métropole Clermont-Auvergne-Métropole (21 communes) et deux communes limitrophes : Mur-sur-Allier[1] et Pérignat-sur-Allier qui ont adhéré au syndicat au 1er janvier 2018

[1] Commune nouvelle créée à compter de 2019 par regroupement des communes de Dallet et de Mezel.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



### 1.3- Le réseau de transports urbains

Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise a décidé en 2002 la création d'une ligne de tramway sur pneus selon une technologie innovante lors de sa mise en œuvre, mais ayant conduit à de nombreux incidents en début d'exploitation. De ce fait, l'autorisation d'exploitation du tramway n'a été accordée qu'au prix d'une vitesse d'exploitation qui, aujourd'hui encore, reste dégradée par rapport aux spécifications originelles.

Le réseau de transports urbains comprend ainsi une ligne de tramway nord-sud de 15,2 km, complétée de deux lignes de bus à haut niveau de service (BHNS), qui constituent un réseau dit structurant sur lequel viennent se rabattre les lignes régulières de bus desservant la partie urbanisée de l'agglomération, et les lignes de bus à la demande pour les communes extra-urbaines d'Orcines et Saint-Genès-Champanelle et dans une moindre mesure, pour la partie extra-urbaine des communes de Blanzat, Chateaugay et Pérignat-les-Sarliève.

En décembre 2018, le syndicat mixte a décidé d'aménager en site propre les deux lignes de bus à haut niveau de service, ainsi que la troisième ligne devant être créée à l'horizon 2025, dans le cadre du projet syndical couvrant la période 2016-2032.

Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise est par ailleurs responsable de l'organisation des transports scolaires sur son ressort territorial, dont les charges de service sont compensées par l'autorité compétente en matière de transport scolaire, soit le département du Puy-de-Dôme jusqu'en 2017 puis la région Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2018. Le syndicat mixte a ainsi été amené à créer des lignes au bénéfice des établissements scolaires de son ressort, dont la desserte est assurée par la régie T2C ou affrétée à des entreprises de transports dans les mêmes conditions que les lignes régulières.

### 1.4- Les modes de déplacement doux

Selon les données de l'INSEE[2], l'utilisation des transports en commun et des autres modes de déplacement alternatifs à l'automobile est relativement peu développée dans l'aire urbaine de Clermont-Ferrand, les infrastructures privilégiant jusqu'alors le transport automobile. Si la configuration de la commune n'est pas propice au développement de la bicyclette dans le centre historique, situé sur les contreforts d'un ancien cratère de volcan, la situation n'est pas plus favorable en périphérie du fait de l'omniprésence des voies automobiles rapides et de l'absence d'infrastructures dédiées aux deux roues.

Un service de vélos en libre-service, dénommé « C-Vélo », a été cependant mis en place en 2013, et la gratuité de l'abonnement pour les habitants de la métropole a conduit à un net développement du service.

### 1.5- L'évolution vers la gratuité de l'accès aux transports en commun

Comme dans d'autres agglomérations, une réflexion sur l'instauration de l'accès gratuit aux transports en commun a été engagée sur l'agglomération clermontoise.

Toutefois, bien qu'elle ait transféré au SMTC la compétence en matière de définition de la politique tarifaire des services de transport urbain, c'est la métropole Clermont Auvergne Métropole qui a commandé en juin 2018 une étude sur la gratuité des transports en commun sur le périmètre métropolitain. Cette étude a été remise à la métropole en juin 2019 mais n'a pas donné lieu à discussion devant le comité syndical.

Selon le syndicat, trois options seraient à l'étude, envisageant soit la gratuité totale, soit la

[2] Publication 2019 d'après le recensement de 2015.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



gratuité sur une période de la journée, soit sur la fin de semaine. Toutefois, du fait des incidences financières majeures pour le syndicat et par là même pour la métropole, la décision a été reportée. Le projet élaboré par le SMTC pour la période 2016-2032 n'en intègre du reste pas les incidences, en termes de projections de trafic et de participations financières de ses membres.

## 2- UNE STRUCTURE ARTIFICIELLEMENT SÉPARÉE DE LA MÉTROPOLE

### 2.1- Une évolution du périmètre manifestement destinée à maintenir l'existence d'un syndicat

À sa création en 1999, la communauté d'agglomération Clermont communauté a acquis, au titre de ses compétences obligatoires, l'organisation des transports urbains et a intégré à ce titre le SMTC.

Or, depuis 1999, l'article L. 5216-6 du CGCT dispose que « *la communauté d'agglomération est substituée de plein droit au syndicat de communes ou au syndicat mixte dont le périmètre est identique au sien, pour la totalité des compétences qu'il exerce* ». Ces dispositions ont également été reprises dans les mêmes termes à l'article L. 5215-21 du CGCT pour les communautés urbaines.

Toutefois, comme adhérait également au syndicat mixte la petite commune d'Orcines (3 357 habitants au recensement de 2015) n'appartenant pas à la communauté de communes de Clermont, le périmètre du syndicat ne recouvrait pas exactement celui de l'agglomération, ce qui a justifié son maintien.

L'intégration d'Orcines dans le périmètre de la communauté d'agglomération en 2005 aurait dû conduire à la constatation d'un périmètre syndical identique à celui de la communauté et à la dissolution du syndicat mais, concomitamment, la commune de Sayat (2 344 habitants) a adhéré au syndicat, permettant ainsi le maintien de la structure syndicale.

Par l'effet de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2013, la commune de Saint-Beauzire (2 180 habitants) a rejoint le syndicat, adhésion ne remettant pas en question le principe même de la structure.

À l'occasion de la transformation en 2017 de la communauté de communes Riom Limagne et Volcans en communauté d'agglomération, la communauté d'agglomération s'est trouvé substituée aux communes de Sayat et Saint-Beauzire au sein du SMTC, avant de manifester son intention d'exercer elle-même sa compétence de transports et de se retirer, par suite, du syndicat en 2018.

Ce retrait a conduit à une superposition exacte des périmètres du syndicat et de Clermont Auvergne Métropole, devant entrainer substitution de droit de celle-ci au syndicat et dissolution de ce dernier en application des dispositions légales ci-dessus rappelées.

Toutefois, dans le même temps, les communes de Dallet (1 476 habitants), Mezel (1 932 habitants) et Pérignat-sur-Allier (1 505 habitants) ont rejoint le syndicat, permettant de maintenir une structure idoine, en charge de la mobilité, dissociée et indépendante de la métropole.

Sur toute la période contrôlée, le ressort territorial du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise a donc toujours évolué, de façon à maintenir artificiellement

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



un périmètre syndical différent de celui de la communauté d'agglomération, érigée successivement en communauté urbaine puis métropole.

**Carte 1 : Le ressort territorial du SMTC au 01/01/2018**




### 2.2- Des instances dominées par l'agglomération clermontoise

Sur toute la période examinée, l'établissement de coopération intercommunale de l'agglomération clermontoise, quel que soit son statut (communauté d'agglomération communauté urbaine ou métropole) est resté constitué des mêmes vingt-et-une communes, avec une population évoluant de 282 675 habitants au 1er janvier 2013 à 289 817 habitants au 1er janvier 2020, soit une proportion supérieure à 98 % de la population totale recensée sur le périmètre du SMTC.

Il en résulte logiquement que la composition de l'assemblée délibérante du syndicat traduit la prédominance marquée de l'agglomération clermontoise, celle-ci disposant de vingt-neuf sièges dans une instance en comprenant de trente à trente-deux sur la période contrôlée. Les participations financières des membres du syndicat étant également proportionnelles à leurs poids réels, le montant des contributions de l'agglomération clermontoise a représenté durant les exercices sous revue quelque 99 % de l'ensemble des participations.

Ainsi, si la communauté d'agglomération puis la communauté urbaine et aujourd'hui la métropole de Clermont-Ferrand ont transféré au syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise, la compétence de transports urbains de voyageurs, élargie désormais à la mobilité, l'établissement public de coopération intercommunale territorial apparaît comme le décideur en matière de mobilité et le financeur de l'activité sur un territoire correspondant sensiblement au sien.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



### 2.3- Une activité restreinte à l'agglomération

L'examen de l'organisation du réseau de transports urbains met en évidence l'absence d'intégration réelle des communes extérieures à l'agglomération dans l'activité du syndicat. Ainsi, la commune d'Orcines, longtemps adhérente du SMTC sans appartenir encore à la communauté d'agglomération, a seulement bénéficié d'un service de transport à la demande qui, s'il répondait sans doute à un besoin local, ne constituait pas un élément structurant de l'offre justifiant le besoin de l'associer au syndicat. Par la suite, les communes de Sayat et Saint-Beauzire ont bénéficié de simples extensions de lignes existantes du réseau de transport urbain, ligne 32 pour la commune de Sayat et ligne 33 pour la commune de Saint-Beauzire.

De même aujourd'hui, les communes de Mur-sur-Allier et de Pérignat-sur-Allier ne bénéficient, outre le transport scolaire, le transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite et la location de vélos longue durée, que d'une ligne exploitée pour le compte du syndicat par un transporteur extérieur, depuis l'arrêt d'une ligne régulière desservant la commune de Cournon d'Auvergne. Le service ne compte en fait que deux à trois trajets quotidiens, ne manifestant pas un intérêt marqué du syndicat en termes de politique territoriale d'exploitation.

Au demeurant, le bénéfice de l'extension d'une ligne existante pour la desserte d'une commune extérieure au périmètre syndical ne nécessite nullement l'adhésion de la commune au syndicat, ainsi qu'en atteste le maintien par conventionnement des dessertes au profit des communes de Sayat et de Saint-Beauzire après leur retrait.

Enfin, la logique territoriale et géographique des rattachements successifs des communes extérieures à l'agglomération clermontoise n'apparaît pas de toute évidence, avec un glissement de l'ouest (Orcines) vers l'est (Mur-sur-Allier et Pérignat-sur-Allier) en passant par le nord (Sayat et Saint-Beauzire). Elle semble bien plutôt relever d'évolutions organisationnelles administratives - intégration dans la communauté d'agglomération pour Orcines, création d'une communauté d'agglomération à Riom pour Sayat et Saint-Beauzire - que d'un objectif de conception et d'exploitation d'un service de transports urbains.

De fait, le réseau de transports géré par le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise est structuré pour les besoins de la seule agglomération clermontoise, la desserte de communes extérieures au gré des évolutions du périmètre syndical nécessaires au maintien de la structure étant réalisée par raccordement à des lignes existantes.

### 2.4- Une gestion inutilement complexe de la compétence transport/mobilité

La création d'un syndicat mixte pour gérer la compétence de transport, élargie à celle de la mobilité, dévolue à la communauté d'agglomération devenue communauté urbaine puis métropole, s'est accompagnée de la constitution d'équipes spécialisées auprès du syndicat.

Si la technicité particulière de l'activité de transport de voyageurs nécessite un personnel compétent et expert, quelle que soit l'organisation choisie, il n'en demeure pas moins que la gestion directe par la métropole de la compétence en matière de mobilité éviterait en revanche la duplication des activités de soutien assurant la gestion des ressources humaines, des finances ou de la commande publique.

Elle permettrait également une plus grande synergie s'agissant des plans de déplacements urbains, dont l'élaboration et le suivi sont sous la responsabilité du syndicat mais dont un nombre important d'actions relève de la voirie pour laquelle la métropole détient la compétence. L'évaluation de l'exécution du plan de déplacement urbain de 2011 a ainsi mis en évidence un manque de concertation des acteurs, et une insuffisante mise en œuvre des actions retenues relevant d'organismes extérieurs au syndicat.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



De même, alors que la métropole est aujourd'hui compétente sur l'intégralité de la voirie implantée sur son territoire, la persistance de deux entités distinctes impose la signature de conventions de superposition de responsabilités sur les ouvrages d'art partagés, tels que le Viaduc Saint-Jacques, et de conventions de co-maîtrise d'ouvrage pour les travaux de restauration de ces mêmes ouvrages d'arts partagés ou pour la réalisation d'infrastructures de transport en site propre, la logique voulant que la réalisation de ces infrastructures s'accompagne d'une rénovation de la voirie et de ses accessoires.

Lors de la réalisation de la ligne de tramway mise en service fin 2006, la distinction entre communauté d'agglomération et syndicat a certes permis à l'agglomération clermontoise de ne pas faire apparaitre dans ses propres comptes les immobilisations relevant des infrastructures et des matériels roulants, et surtout l'endettement afférent au portage financier du projet. Mais la confusion des gestions résultant d'une maîtrise d'ouvrage déléguée, insuffisamment rigoureuse, a conduit à retracer et conserver dans les comptes du syndicat les immobilisations de voirie qui relevaient alors de la commune de Clermont-Ferrand et aujourd'hui de la métropole. Ces irrégularités ont masqué depuis lors le niveau exact des lourdes charges de gestion de ces équipements, dont la régularisation, reportée depuis plusieurs années, aura une incidence significative sur la situation financière des deux établissements publics.

### 2.5- Synthèse

Si, à l'origine, la création d'un syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise pouvait être justifiée par la mise en commun de compétences en matières de transports du syndicat intercommunal d'équipement de l'agglomération clermontoise (SIEAC) et du département du Puy-de-Dôme, cette justification s'est étiolée dès la création de la communauté d'agglomération qui disposait, de droit, de la compétence de transports urbains, pour disparaître complètement en 2010 à la suite du retrait du département du Puy-de-Dôme du périmètre syndical.

Depuis lors en effet, l'existence d'un syndicat mixte indépendant de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI), détenteur de l'entière compétence en matière de transport et de mobilité, ne tient qu'à l'artifice de l'adhésion d'une ou deux communes pour étendre le périmètre syndical et faire qu'il ne corresponde pas à celui de l'EPCI. Ces adhésions de communes limitrophes, au gré des évolutions successives de la carte de l'intercommunalité, ne répondent pas à un objectif d'optimisation ni à une logique d'exploitation du réseau de transports. Elles ont mis en échec les dispositions du code général des collectivités territoriales visant à faire exercer, directement et pleinement, par les EPCI les compétences qui leur sont dévolues par la loi sur le périmètre des communes adhérentes.

Par la constitution en doublon d'équipes support et la mise en place de conventionnements pour la réalisation d'opérations d'équipement, cette organisation engendre des coûts induits supplémentaires, sans s'accompagner d'une amélioration tangible de la qualité du service.

## 3- L'ORGANISATION DU SYNDICAT

La composition du comité syndical a évolué au gré des adhésions et départs de communes et se caractérise par la prédominance des élus de la métropole.

Jusqu'au renouvellement du comité syndical, consécutif aux élections municipales et intercommunales de 2014, le bureau du syndicat était constitué d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire et de cinq autres membres.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



À compter du 22 mai 2014, le comité syndical a fixé le nombre de vice-présidents à neuf et attribué à chacun des compétences spécifiques

La chambre a pu constater que le comité syndical se réunissait régulièrement, et que les comptes rendus des délibérations étaient dûment publiés sur le site internet du syndicat.

## 4- LES RELATIONS ENTRE LE SYNDICAT ET LA RÉGIE T2C

### 4.1- Les décisions de création de la régie T2C

Jusqu'en 2013, le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise (SMTC-AC) avait confié, par contrat de gérance, l'exploitation de son réseau de transport urbain à la société anonyme d'économie mixte T2C (SAEM T2C).

Par une délibération du 4 mai 2012, le comité syndical du SMTC-AC a souhaité rappeler qu'il s'était positionné en faveur d'une gestion publique du service des transports tout en s'opposant à la gestion directe par référence aux expériences d'autres agglomérations de taille comparable. Il a également rejeté la création d'une société publique locale, en raison de la difficulté à trouver un partenaire et de la nécessité d'exercer un fort degré de contrôle sur l'exploitant pour pouvoir s'abstenir légalement d'une mise en concurrence.

La création d'un établissement public industriel et commercial a alors été privilégiée, permettant de préserver la distinction entre autorité organisatrice et exploitant. C'est ainsi que par une délibération du 28 juin 2012, le comité syndical a adopté les statuts de la régie T2C, régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale, et a désigné ses délégués appelés à siéger au conseil d'administration de l'établissement public régie T2C.

### 4.2- La constitution du conseil d'administration de la régie T2C

Selon les statuts adoptés par le SMTC, le conseil d'administration de la régie T2C est composé de 21 membres, élus par l'assemblée délibérante du syndicat sur proposition de son président pour un mandat de trois ans. Il comprend 17 membres de l'organe délibérant du SMTC, une personnalité qualifiée choisie en raison de ses compétences, deux membres représentant le personnel de la régie et un représentant des associations d'usagers des transports publics. Les délégués du syndicat mixte sont donc largement majoritaires dans les instances administrant la régie T2C, situation dont il résulte que le comité syndical exerce bien sur la régie T2C un contrôle similaire à celui qu'il exerce sur les propres services du SMTC.

La chambre de commerce et d'industrie du Puy-de-Dôme a été retenue comme personnalité qualifiée et les associations ASTUCE (association des usagers des transports urbains de l'agglomération clermontoise), AUTA (association des usagers des transports d'Auvergne) et ADUT (association de défense des usagers du transport) comme représentantes des associations d'usagers des transports publics selon un principe d'alternance annuelle.

Au cours de la réunion précitée du comité syndical du 28 juin 2012, ont été élus les 17 membres qui siègent au conseil d'administration de la régie T2C.

À l'issue des élections municipales de 2014, le comité syndical a renouvelé intégralement le conseil d'administration de la régie T2C, désignant ses membres pour une nouvelle période de trois ans. En 2017, le conseil d'administration a de nouveau été renouvelé, le cycle annuel de représentation des usagers des transports publics étant prorogé.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



# 5- LES CONTRATS DE SERVICE PUBLIC

Les statuts de la régie T2C adopté par le conseil syndical le 28 juin 2012, précisent qu'« *un contrat de service public sera établi entre le SMTC et l'EPIC définissant d'une part les objectifs et les moyens et d'autre part, les modalités de contrôle du service* ».

Sur la période examinée, deux contrats de service public ont été signés, le premier pour la période 2013-2017 et donc entièrement exécuté, le second pour la période 2018-2022 en tout début de sa phase d'exécution lors de l'instruction du présent contrôle. Ils seront présentés ici, rapidement, en leur teneur et clauses principales, faisant l'objet d'une restitution développée et détaillée en annexe du rapport.

## 5.1- Le contrat de service public 2013-2017

### 5.1.1- Les stipulations contractuelles

Par délibération du 13 décembre 2012, le comité syndical du SMTC a autorisé son président à signer un contrat de service public avec la régie T2C, prévoyant pour cette dernière une rémunération forfaitaire révisable de 53 M€ la première année puis de 53,6 M€ les années suivantes.

Ce contrat de service public couvrant la période de 2013 à 2017, est constitué d'un contrat proprement dit complété de 21 annexes.

Le contrat de service public de 2013-2017 a fait l'objet de cinq avenants (également analysés en annexe du rapport) prenant en considération l'évolution des missions confiées à la régie, quant à l'étendue (création d'un service de médiation dans les transports urbains) et, surtout, quant aux évolutions de l'offre du réseau de transport d'une année sur l'autre et leurs incidences sur la rémunération servie à la régie

Au terme de l'exécution du contrat de service public 2013-2017, la rémunération forfaitaire devant contractuellement être versée à la régie T2C a évolué comme au tableau ci-après, les montants étant exprimés selon les modalités retenues au contrat, en valeur 2012, et donnant lieu à révision par application du coefficient retenu.

**Tableau 1 : Rémunération forfaitaire de l'exploitant sur la durée du contrat (en €)**

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| Contrat | 53 000 000 | 53 600 000 | 53 600 000 | 53 600 000 | 53 600 000 |
| Avenant n° 1 | 705 413 | 1 410 826 | 1 410 826 | 1 410 826 | 1 410 826 |
| Avenant n° 2 | | 760 395 | 750 334 | 750 334 | 750 334 |
| Avenant n° 3 | | | | 1 252 740 | 397 863 |
| Avenant n° 4 | | | | 658 414 | 1 581 167 |
| Avenant n° 5 | | | | | 426 680 |
| **Total** | **53 705 413** | **55 771 221** | **55 761 160** | **57 672 314** | **58 166 870** |

*Source : Contrat et avenants*

## 5.2- Le contrat de service public 2018-2022

Par délibération du 7 décembre 2017, le comité syndical du SMTC a autorisé son président à signer le contrat de service public devant couvrir la période 2018-2022.

Selon la délibération, ce contrat se distingue particulièrement du précédent par :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



- une évolution significative du périmètre d'exploitation : le nouveau contrat transfère à la régie T2C l'affrètement des services de desserte par lignes régulières, les transports à la demande et la centrale de mobilité, ainsi que des marchés d'entretien et de maintenance de la plateforme et des stations de tramway auparavant assurés par le syndicat ;
- la mise en œuvre et le suivi d'un marketing opérationnel ;
- l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage : la régie T2C effectue des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage, au bénéfice de l'autorité organisatrice, pour les investissements et pour l'exploitation (étude de dessertes, mise en place des services de vente notamment), étant précisé que l'offre financière proposée par la régie T2C tient compte du temps consacré à la réalisation d'études ou d'analyses sur demande du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise (SMTC-AC) ;
- des objectifs de performance, désormais orientés de façon plus marquée sur la performance commerciale, qui sont sanctionnés par un impact sur l'intéressement ;
- une construction étudiée des bordereaux des prix, qui doit permettre l'adéquation des évolutions du réseau, sans nécessiter la conclusion d'avenants au contrat ;
- des éléments financiers procédant d'une révision des prix adaptée à l'activité de la régie, la rémunération de la régie T2C étant exprimée au contrat en euros constants 2017.

#### 5.2.1- Les stipulations contractuelles

Au regard de la rédaction du précédent contrat, l'objet inclut expressément la faculté ouverte à la régie T2C de sous-traiter une part des services de transports dont elle assure l'exploitation. Elle est en outre chargée de la gestion et de la supervision du marché de la centrale de mobilité permettant en particulier de réserver un transport à la demande. Enfin, il est prévu que la régie puisse assumer des missions de mandat et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, incluses dans la prestation donnant lieu à rémunération forfaitaire ou facturées en sus.

S'agissant de la production et de l'exploitation de l'offre de service (partie 3), le contrat pose le principe que l'adaptation marginale de l'offre est assurée par la régie T2C, et que les évolutions plus substantielles donnent lieu à un processus de concertation impliquant le syndicat, autorité organisatrice.

La partie 6 du contrat en traitant présente la programmation pluriannuelle des investissements, décrite comme relevant des compétences du syndicat mais pour laquelle la régie est appelée à exercer un rôle d'expert dans la définition des investissements à réaliser, ou en tant que maître d'ouvrage délégué sur décision expresse et particulière du syndicat.

Organisée à la partie 9 du contrat, le suivi de la performance est assuré par un comité de suivi, un comité technique, une commission de suivi budgétaire, une commission de suivi de la communication et un comité de direction commun. Il procède aussi d'indicateurs de pilotage, sans toutefois que les objectifs assignés soient quantifiés et arrêtés au contrat (relevant de discussions/négociations entérinées par une décision annuelle du SMTC).

S'agissant de la rémunération servie à la régie T2C, elle conserve un caractère forfaitaire assorti d'un dispositif de révision. La rémunération est toutefois présentée au contrat comme la compensation des charges supportées par la régie T2C et non comme un prix forfaitaire.

Les termes n'en sont pas présentés explicitement dans le corps du contrat mais renvoyés à son annexe n° 9.

La rémunération sur la période est constituée des éléments relevant de la poursuite de l'activité assurée au titre du précédent contrat (fil de l'eau), auxquels sont ajoutées les conséquences

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



du transfert de l'affrètement des lignes régulières et à la demande et la maintenance de l'investissement.

Sur la durée du contrat, elle est ainsi fixée comme au tableau suivant :

**Tableau 2 : Rémunération forfaitaire de l'exploitant sur la durée du contrat 2018-2022**

| en € | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Fil de l'eau | 62 300 978 | 62 636 400 | 62 745 861 | 62 869 114 | 62 540 307 |
| Affrétés | 5 124 958 | 5 129 970 | 5 129 970 | 5 127 464 | 5 124 958 |
| Maintenance/Invest | 135 065 | 141 456 | 137 171 | 140 423 | 140 736 |
| **Total** | **67 561 000** | **67 907 824** | **68 013 000** | **68 137 000** | **67 806 000** |

*Source : Contrat et annexes*

### 5.3- Le formalisme des contrats

#### 5.3.1- Les signataires des contrats

Le comité syndical du SMTC a autorisé son président à signer le contrat de service public pour la période 2013-2017 par délibération du 13 décembre 2012, et celui afférent à 2018-2022 par délibération du 7 décembre 2017. Parallèlement, le conseil d'administration de la régie T2C a autorisé son président à signer ces contrats lors de ses réunions des 19 décembre 2012 et 21 décembre 2017.

Matériellement, les contrats de service public liant la régie T2C et le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise ont été signés par le président du syndicat mixte et le président de la régie T2C.
Selon les mêmes règles, les avenants apportés successivement au contrat 2013-2017 ont également été signés par le président de la régie T2C et le président du SMTC.

Or, si aux termes de l'article 5 des statuts de la régie T2C, « *le conseil d'administration délibère sur toutes les questions intéressant la régie, et notamment sur : (…) le contrat de service public conclu avec le SMTC et son exécution, ainsi que tous document contractuel conclu avec le SMTC* », les compétences de son président (article 6) sont limitées à l'arrêté de l'ordre du jour, à la direction des débats et des votes, ainsi qu'à la signature des procès-verbaux de séances. Il s'assure en outre de l'exécution des délibérations du conseil, et de leur transmission au contrôle de légalité, et fixe la rémunération du directeur général et de l'agent comptable.

Il ressort en revanche de l'article 7.3 des mêmes statuts que le directeur de la régie T2C « *est responsable de son activité devant le conseil d'administration.*
*À cet effet, et notamment, il : (…)*

- *passe en exécution des délibérations ou, sur délégation du Conseil d'administration, tous actes, contrats, traités et marchés, conformément aux lois et règlements en vigueur ;*
- *est l'ordonnateur de la régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses ;*
- *prend, sur délégation du Conseil d'administration, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution, le suivi et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui doivent être passés sous forme adaptée* ».

L'article 7.4 précise en outre que « *le directeur est le représentant légal de la régie* ».

Il résulte de la combinaison de ces dispositions statutaires que seul le directeur de la régie T2C était en capacité de représenter l'établissement public dans les relations contractuelles

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE


établies avec un autre organisme, fut-il l'autorité l'ayant créée. En conséquence, c'est une personne n'en ayant pas la compétence qui a signé les contrats et avenants engageant la régie T2C, en fragilisant la validité juridique, situation que le syndicat ne pouvait ignorer puisqu'étant le rédacteur des statuts de la régie. Bien réel en droit, le risque de contentieux apparaît cependant limité dans les faits, en raison des liens très étroits tissés entre les deux entités contractantes.

#### 5.3.2- La date de signature

Le contrat de service public pour 2013-2017 a été signé à une date non mentionnée dans le document contractuel.

De même, si l'avenant n° 1 est bien renseigné de sa date de signature (soit le 27 juin 2013), les avenants suivants n'en mentionnent aucune date de signature, faisant seulement référence à la date de la délibération du SMTC en traitant (respectivement les 27 novembre 2014, 28 janvier 2016, 17 novembre 2016 et 9 novembre 2017 pour les avenants n° 2, n° 3, n° 4 et n° 5) et indiquant leur date d'enregistrement à la préfecture du Puy-de-Dôme (respectivement les 8 janvier 2015, 29 février 2016, 30 novembre 2017 pour les avenants n° 2, n° 3 et n° 5).

La référence expresse à la date à laquelle l'un des cocontractants a été habilité à signer un contrat, ou un avenant, n'est pas suffisante pour déterminer le jour où les parties se sont accordées.

Même si la décision appartient au SMTC, quand il s'agit en particulier de réévaluer le montant de la rémunération servie à la régie, la seule date de la délibération du SMTC ne saurait suffire dès lors que la rémunération est la contrepartie d'un service confié à la régie T2C par convention, et non par décision unilatérale de l'autorité organisatrice des transports faisant usage de ses prérogatives de puissance publique.

Utile à l'information des tiers, la mention de la date de réception au contrôle de légalité du contrat et des avenants en garantit cependant le caractère exécutoire.

### 5.4- L'économie générale des contrats

#### 5.4.1- La qualification juridique des contrats et ses conséquences

Les contrats établissant les obligations réciproques du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise et de la régie T2C sont expressément qualifiés de « contrat de service public », qualification inexistante en droit interne français.

Le premier contrat de service public, couvrant la période 2013-2017, entend en effet se référer au règlement européen dit « OSP ».

En la matière, le règlement n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, définit le contrat de service public comme « un acte juridiquement contraignant manifestant l'accord entre une autorité compétente et un opérateur de service public en vue de confier à l'opérateur de service public la gestion et l'exploitation des services publics de transport de voyageur soumis aux obligations de service public ».

Le code des marchés publics de 2006, en vigueur à cette date, définissait alors le marché public comme un contrat conclu entre un pouvoir adjudicateur et un opérateur économique public ou privé, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services. Quant au CGCT, il définit la délégation de service public comme un contrat par lequel une personne morale de droit public confie la gestion d'un service public, dont elle a la

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



responsabilité, à un délégataire public ou privé, dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service.

L'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, comme le code de la commande publique procédant de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018, n'ont pas invalidé cette distinction essentielle entre les modes d'exécution de missions de service public, confiées par une collectivité à un partenaire de droit public ou privé.

En droit interne français, le contrat dit de service public, selon l'acception européenne, relève ainsi soit des dispositions relatives aux marchés publics, soit de celles relatives aux contrats de concessions, selon la terminologie procédant de la rédaction actuelle du code de la commande publique.

*5.4.1.1- Des caractéristiques hésitant entre marché public et concession*

Les contrats de service public successifs conclus entre la régie T2C et le SMTC, ont pour objet l'exploitation par la régie des transports urbains de voyageurs, moyennant une rémunération forfaitaire déterminée par le contrat.

Aux termes du contrat de service public 2013-2017, la régie T2C s'engage sur la période en question, à exploiter et gérer le réseau de transport urbain de voyageurs, comportant une ligne de tramway, seize lignes de bus, certains services scolaires et services d'usines, sur le périmètre de transport urbain, soit le périmètre géographique du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise.

L'économie générale du contrat est présentée à l'article 6.1 du contrat de service public 2013-2017 en ces termes : « *En contrepartie de la mission qui lui est confiée, la régie T2C perçoit une rémunération annuelle forfaitaire, versée par l'Autorité organisatrice selon les conditions et modalités définies au présent titre* ».

La rémunération de la régie T2C n'est donc pas substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service, et la régie n'est pas exposée aux risques de gestion.

De ce point de vue, le contrat relève clairement des dispositions propres aux marchés publics.

Il est toutefois indiqué que la rémunération annuelle forfaitaire, fixée pour la durée du contrat, fera l'objet de la mise en œuvre d'une première clause de revoyure au second semestre 2015, en vue d'adapter la rémunération due au titre de 2016 selon l'évolution des coûts de maintenance, puis d'une seconde au cours du second semestre 2016 pour adapter la rémunération due au titre de 2017 en considération des surcoûts et économies rencontrées.

De la même manière, le contrat de service public 2018-2022 indique à l'article 6.1 que la rémunération forfaitaire annuelle est définie sur la base de la projection des coûts d'exploitation du réseau, et qu'une clause de revoyure sera mise en œuvre au premier semestre 2021, afin d'adapter la rémunération due au titre de 2021 et 2022 en fonction de l'évolution constatée de l'environnement par rapport à la situation initiale, et de l'écart des indicateurs généraux de performance par rapport à la trajectoire initialement prévue.

Ces dispositions relèvent clairement des règles relatives aux délégations de service public pour lesquelles la rémunération du délégataire est directement liée aux évolutions de la conjoncture, et peut donc être revue en cours d'exécution du contrat. Dans le cadre d'un marché, le prix des travaux /fournitures/prestations à exécuter est fixé lors de la signature du contrat, et pour toute la durée d'exécution définie contractuellement. La possibilité de retenir un prix révisable dans le cas où les parties sont exposées à des aléas majeurs du fait de l'évolution raisonnablement prévisible des conditions économiques pendant la période

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



d'exécution des prestations ne conduit pas à renvoi pour la détermination du prix mais à accord sur un prix et les conditions de sa révision.

Par ailleurs, le contrat de service public 2013-2017 déterminait à l'article 5 le régime des biens utilisés par la régie T2C, distinguant ainsi biens mis à dispositions par l'autorité organisatrice (article 5.1) et biens mis à disposition du service par la régie EPIC T2C (article 5.2).

Parmi les biens mis à disposition du service par la régie T2C, une seconde distinction était effectuée entre les biens dits de l'inventaire B et les biens propres de la régie-EPIC. Il en résultait que les biens de l'inventaire B, correspondant à des biens nécessaires à l'exploitation (petits équipements, outillage, mobilier de bureau, bureautique, logiciels et serveurs associés), devaient être acquis et amortis par la régie EPIC puis, au terme du contrat, être repris par l'autorité organisatrice. En revanche, les biens propres, appartenant à la régie EPIC et considérés non indispensables à la poursuite de l'exécution du service demeuraient propriété de la régie en fin de contrat.

Le contrat de 2018-2022 reprend, à son article 7, les dispositions du précédent contrat. Mais, les biens dits de l'inventaire B (acquis par la régie et mis à disposition de l'exploitation) y gagnent en importance, par l'effet de la disposition contractuelle confiant à la régie une enveloppe annuelle d'investissement de 1 000 000 € et impliquant nécessairement l'augmentation, en volume et en valeur, des biens acquis par la régie T2C et sensés revenir au syndicat mixte en fin de contrat. Les conditions de reprise par le syndicat sont d'ailleurs peu explicites et plutôt confuses quant à la prise en compte de la valeur nette comptable.

Ici encore, les dispositions retenues en matière de régime des biens sont caractéristiques des délégations de service publique pour lesquelles les biens nécessaires à l'exploitation sont qualifiés distinctement entre les biens de retour (biens du délégant mis à disposition du délégataire et lui revenant au terme du contrat), les biens de reprise (bien acquis par le délégataire et repris par le délégant au terme du contrat) et les biens propres du délégataire (biens du délégataire non directement liés à l'exploitation du service public qui peuvent être repris par le délégant).

La question de la qualification du contrat n'est pas neutre dès lors que l'on s'intéresse à son mode de dévolution.

#### *5.4.1.2- La question de la procédure de dévolution*

En termes de procédure de dévolution, le règlement n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil pose le principe, en son article 5 relatif à l'attribution des contrats de service public, que « *sauf interdiction en vertu du droit national, toute autorité locale compétente (…) peut décider de fournir elle-même des services publics de transport de voyageur ou d'attribuer directement des contrats de service public à une entité juridiquement distincte sur laquelle l'autorité locale compétente (…) exerce un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services* ».

Se calant sur cette règlementation européenne, l'article L. 1221-3 du code des transports dispose que « *l'exécution des services publics de transport de personnes réguliers et à la demande est assurée, pour une durée limitée dans les conditions prévues par le règlement (CE) n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transports de voyageurs par chemin de fer et par route et abrogeant les règlements (CEE) n° 1191/69 et 1107/70 du Conseil pour les services qui en relèvent, soit en régie par une personne publique sous forme d'un service public industriel et commercial, soit par une entreprise ayant passé à cet effet une convention avec l'autorité organisatrice* ».

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Par ailleurs des dispositions ont été intégrées dans le droit de la commande publique pour permettre la passation de marchés de quasi-régie (article L. 2511-1 du code de la commande publique) ou de concessions de quasi-régie (article L. 3211-1 du code de la commande publique) sans mise en concurrence avec des entités sur lesquelles les pouvoirs adjudicateurs exercent un contrôlé analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Exerçant son activité de transport public exclusivement sur le territoire de l'autorité organisatrice, la régie T2C peut être considérée comme un opérateur interne, au sens de la réglementation européenne autorisant ainsi le syndicat mixte à lui attribuer directement le contrat d'exploitation de son réseau de transports publics de voyageurs.

En effet, la régie a été créée par le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise, qui en a défini les statuts, en nomme le directeur et désigne les membres d'un conseil d'administration dans lequel elle dispose 81 % des sièges (17/21). En outre, la régie T2C exerce l'intégralité de ses activités au profit du syndicat. Il peut donc être considéré sans ambigüité que le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise exerce sur la régie T2C un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services.

En revanche, pour bénéficier de l'exonération de l'obligation de mise en concurrence, le contrat conclu entre l'autorité organisatrice des transports et son exploitant doit relever, au regard de la rédaction du code de la commande publique, soit des marchés publics, soit des concessions. Il ne peut dès lors contenir des stipulations relevant alternativement de l'un et de l'autre de ces contrats, aucune disposition du code de la commande publique ne prévoyant de contrats mixtes qui relèveraient pour partie des règles relatives aux marchés publics et pour partie de celles afférentes aux concessions. Or, les contrats conclus entre le SMTC et la régie T2C se trouvent dans ce cas.

#### 5.4.2- Une indépendance relative des cocontractants

##### *5.4.2.1- Les stipulations contractuelles*

Si les deux parties signataires des contrats de service public sont liées, condition indispensable pour permettre de conclure un marché de quasi-régie sans mise en concurrence, le contrat qu'elles signent doit formaliser les responsabilités spécifiques de chacune dans l'exercice de leurs compétences respectives.

De fait, le contrat de la période 2013-2017 indique en préambule que le SMTC et sa régie entendent travailler en transparence et dans une logique de respect des prérogatives de chacun, le SMTC organisant le service de transports que la régie T2C exploite. Ainsi le contrat doit notamment fixer les prérogatives de chacune des parties, clarifier le régime des biens nécessaires à l'exploitation et préciser les modalités de sortie de contrat.

Le contrat couvrant la période en cours de 2018-2022 n'est pas plus précis, en son article 1.1 recensant les compétences et les attributions des signataires du contrat. Il conclut que le contrat porte limitativement sur les compétences relatives à l'exploitation des services réguliers ou à la demande de transport de personnes, sur l'expérimentation et l'innovation en matière de nouveaux services, sur la communication auprès des habitants du ressort et des usagers, ainsi que sur la production et la vente de biens et services associés. Il ouvre aussi le champ des possibilités en précisant qu'accessoirement, le contrat peut porter sur l'ensemble des autres compétences.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



#### *5.4.2.2- Le financement de projets communs*

L'avenant n° 3 confie à la régie T2C la réalisation de développements complémentaires pour l'outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO), mentionnée comme ne pouvant être prise en compte dans le marché SMTC et conduisant, de fait, au financement par le SMTC d'un logiciel conçu spécifiquement pour les besoins de l'exploitation du service confiée à la régie T2C. Il en résulte que le logiciel est inscrit pour partie au bilan du SMTC et pour partie au bilan de la T2C, ce qui empêche son identification à l'inventaire.

L'avenant n° 4 conduit au financement, par la rémunération contractuelle, de la participation de la régie T2C à une étude d'accompagnement de l'analyse de l'organisation des missions en interface entre le SMTC et la T2C. Cette étude ayant pour but de rationaliser les organisations des deux organismes en vue d'améliorer les synergies et subséquemment les performances de l'exploitation, doit aussi conduire à terme à améliorer la situation financière de la régie T2C. Elle devrait donc être financée par la rémunération forfaitaire, sans surplus spécifique sauf si elle ne procède pas d'une décision commune et est imposée par la seule autorité organisatrice.

#### *5.4.2.3- Le financement des dépenses d'investissement*

Le contrat de 2013-2017 ouvrait la faculté à la régie T2C d'exercer la maîtrise d'ouvrage déléguée pour certaines opérations, demeurant financées par le syndicat et les biens étant intégrés dans le patrimoine syndical.

Le contrat de 2018-2022 transfère à la régie T2C une partie des prérogatives du SMTC en matière de dépenses d'investissement en lui confiant une enveloppe annuelle de dépenses d'investissement de 1 M€, les biens ainsi acquis ou réalisés ayant vocation à intégrer le patrimoine de la régie T2C. Il en découle une confusion entre le périmètre exact des compétences respectives de chacune des parties, les décisions du SMTC en matière de dépenses d'investissement étant par ailleurs contraintes par l'enveloppe annuelle octroyée a priori à la régie T2C et le patrimoine syndical minoré des biens ainsi acquis par la régie T2C.

#### *5.4.2.4- La libre utilisation des excédents de gestion*

Enfin, le contrat 2013-2017 comportait une clause d'affectation des éventuels résultats de gestion excédentaires réalisés par la régie T2C, principe de répartition méconnaissant l'indépendance de gestion des cocontractants d'un marché public et superfétatoire quant au fond, dans la mesure où l'affectation des résultats relève des compétences du conseil d'administration de la régie T2C sur laquelle le SMTC exerce un contrôle équivalent à celui qu'il exerce sur ses propres services selon les dispositions invoquées et ayant prévalu au recours à un marché de quasi-régie.

### 5.4.3- Des mécanismes de révision ménageant l'exploitant

La rémunération de la régie T2C est forfaitaire et établie selon les données connues à la date de signature du contrat. Elle est donc établie en valeur constante (en euros 2012 pour le contrat 2013-2017 et en euro 2017 pour le contrat 2018-2022). Les éventuelles évolutions des conditions d'exploitation sont prises en considération par l'effet d'une clause de révision de la rémunération qui, outre l'incidence de l'inflation, introduit un coefficient prenant en compte l'évolution des principales charges d'exploitation.

Le contrat de service public pour 2013-2017 retenait un coefficient prenant en considération les indices de coût horaire du travail pour le secteur « transport entreposage » (78 %), des prix à la consommation pour le gazole (7 %) ainsi que des frais et services divers de catégorie 2 (15 %).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Ce mécanisme de révision est apparu pénalisant, en cours d'exécution du contrat pour la régie T2C, qui subissait une érosion de sa situation financière.

Par l'avenant n° 3, les règles de révision de la rémunération forfaitaire ont alors été modifiées, avec l'introduction d'un nouvel indice reflétant l'évolution de la fonction maintenance (pour 10 %) et réduisant la part de l'indice des prix du gazole et de celui des frais divers. Le nouveau coefficient de révision apparaît ainsi beaucoup plus dynamique, et nettement plus profitable à la régie T2C.

Le contrat de service public pour 2018-2022 a introduit un dispositif de révision très complexe, combinant un grand nombre d'indices et de coefficients. Le poids relatif des différents indices de référence peut être synthétisé comme au tableau ci-après :

**Tableau 3 : Composition du coefficient de révision de la rémunération 2018-2022**

| Indices | | en % |
|---|---|---|
| Constante | | 2,98% |
| SAL | Salaires (indicateur composite) | 73,06% |
| IME | Coût horaire du travail révisé pour le secteur "Industrie mécanique et électriques" | 2,71% |
| ICHT2 | Coût horaire du travail révisé pour le secteur "transport et entreposage" | 3,52% |
| GAZ | Prix à la consommation pour le gazole | 4,43% |
| AUT | Prix de l'offre intérieure des produits industriels autobus et autocar | 6,33% |
| ELE | Prix de l'électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat de capacité > 36kVA | 1,35% |
| ING | Indice Syntec | 2,71% |
| FSD | Indice composite | 2,92% |
| **Total** | | 100,00% |

*Source : calculs d'après le contrat de service public 2018-2022*

Alors que les coefficients de révision du prix forfaitaire d'un marché public sont généralement déterminés en utilisant des indices officiels, indépendants des parties contractantes, l'indice relatif aux salaires est lié aux données propres de la régie T2C, reflétant ainsi à hauteur de près de 75 % l'évolution tenant à la politique salariale propre de l'exploitant, nonobstant la circonstance que cette dernière puisse s'avérer moins généreuse que celle observée pour l'ensemble des entreprises du secteur.

#### 5.4.4- Des contrats non parfaitement déterminés

Contrairement aux délégations de service public pour lesquelles la rémunération du délégataire est directement liée aux évolutions des tarifs et des charges, tels qu'ils sont intégrés dans le compte d'exploitation prévisionnel contractuel, la rémunération du titulaire d'un marché public prend en compte les risques de l'évolution des coûts des facteurs de production par la seule indexation d'une clause de révision. Comme indiqué ci-avant c'est cette option qui a été choisie pour le contrat passé.

Mais en fait, les conditions d'exécution des contrats de service public conclus entre le SMTC-AC et la régie T2C sur une telle durée d'exécution ont été considérées comme ne pouvant être assurées, conduisant les cosignataires à inclure une clause de revoyure pour les années 2016 et 2017 pour le premier contrat, et pour l'année 2021 pour le second.

La durée du contrat se révèle ainsi mal adaptée aux caractéristiques de l'exploitation du réseau de transports de l'agglomération clermontoise puisque, au-delà d'une période d'exploitation de trois ans, il paraît nécessaire d'envisager de renégocier les conditions de rémunération de l'exploitant.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Au demeurant, le contrat de 2013-2017 a été signé alors qu'il n'était pas complètement finalisé, et sans que les amendements correctifs n'aient été introduits ultérieurement par avenant, du fait sans doute de l'extrême proximité des parties contractantes.

Ainsi, l'article 7.6 du contrat indique qu'en cas d'atteinte des objectifs de recettes commerciales, de lutte contre la fraude et de qualité mesurée par l'indice qualité, un bonus est calculé venant alimenter un compte de qualité et d'optimisation.

Mais l'article précédent (7.5), s'il présente les modalités de pondération des différents éléments constituant l'indice qualité, précise que le référentiel qualité n'est pas encore disponible et ne le sera qu'au cours de la mise au point terminale du contrat.

L'objectif en termes de recettes commerciales ne figure pas non plus au contrat, ni dans l'annexe présentant le compte d'exploitation prévisionnel de la régie T2C qui ne fait ressortir que la seule rémunération forfaitaire.

Les bonus effectivement alloués à la régie T2C n'ont ainsi pu se fonder sur des éléments des clauses contractuelles, mais ont procédé de négociations annuelles officieuses.

### 5.5- La modification du contrat hors représentants légaux

Les contrats de service public ont été signés par le président du SMTC et le président de la régie T2C. Nonobstant le fait que le président de la régie T2C n'y était pas habilité, les contrats ne peuvent être modifiés que par les seuls représentants légaux des deux entités.

Or le contrat 2013-2017, en son article 2.1, indique que les modifications mineures de l'offre de transport (entrainant une évolution de l'offre kilométrique supérieure à 1,5 %) impactent la rémunération de la régie T2C sur la base des prix unitaires indiqués à l'annexe 13. Les adaptations majeures donnent lieu à avenant. En pratique, les adaptations de l'offre ont procédé de simples rencontres entre le SMTC et la régie T2C, qui n'ont été formalisées par la signature d'avenants qu'après plusieurs mois de mise en œuvre de l'offre modifiée.

Ainsi les avenants n° 2, n° 3, n° 4 et n° 5 apportés au contrat 2013-2017, signés en fin d'année, avaient pour objet la prise en considération des évolutions d'offres du réseau de transport urbain intervenues depuis le début et au cours de chacune des années 2014 à 2017.

De fait, les adaptations de l'offre de transport décrites au contrat sont apportées par des instances et responsables de services non identifiés de chacune des deux entités cocontractantes, n'ayant pas pouvoir d'engager les parties, la signature des avenants n'intervenant alors qu'à titre de régularisation.

Le contrat couvrant la période de 2018-2022 n'apparaît pas plus rigoureux dans ses clauses organisant les conditions de modification de l'offre. Ainsi, aux termes de l'article 1.4 présentant les responsabilités et répartition des rôles de l'autorité organisatrice et de la régie T2C, cette dernière peut être mobilisée en assistance à maîtrise d'ouvrage à titre de conseil ou d'expertise sur demandes, formulées par courriers signés du président ou du directeur général du SMTC, ou au vu des comptes rendus décisionnels du comité de suivi, du comité technique ou du comité de direction commun.

De même, si l'article 1.6 du contrat prévoit que le document principal ne peut être modifié qu'après délibération du comité et par avenant, il autorise la modification des annexes sur simple décision du comité de suivi.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Une telle distinction, opérée entre document principal et annexes, n'a pas de portée juridique ; les annexes font partie intégrante du contrat de service public et ne peuvent être détachées du principal du contrat, lequel y fait au demeurant fréquemment référence.

Même si les présidents du SMTC et de la régie T2C sont membres du comité de suivi, cette circonstance ne saurait suffire à conférer au comité un pouvoir décisionnel, pas plus qu'au comité technique ou au comité de direction commun et ce d'autant plus que, jusqu'à présent, les comités n'ont jamais établi de compte rendu de leurs débats susceptibles de retracer les prises de décision.

Ce constat critique tient à la rédaction même du contrat et à l'analyse des clauses, la conclusion d'avenants étant toujours intervenue in fine à titre de régularisation.

### 5.6- La publicité des contrats

Le contrat de service public de 2018-2022 stipule, à son article 1.6, que le document principal est public mais que le contrat, dans sa version complète (document principal et annexes à jour) est consultable seulement par les membres du comité syndical et du conseil d'administration. Il est précisé que la consultation doit s'opérer dans les locaux du SMTC-AC, sans reproduction, sauf autorisation expresse du président du SMTC-AC.

Cette stipulation contrevient aux dispositions relatives aux contrats administratifs, ainsi qu'à celles règlementant l'accès aux documents administratifs dont la commission du même nom assure le respect.

D'une part, comme développé précédemment, le contrat avec ses annexes forment un tout indissociable.

D'autre part, à considérer même que le contrat de service public liant le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise et la régie des transports urbains T2C, ne constitue pas un marché public soumis aux règles de la commande publique, il reste un contrat administratif. Il est donc nécessairement communicable, ainsi que l'a énoncé et rappelé la commission d'accès aux documents administratifs, notamment en 2013 en précisant toutefois que : « *ce droit de communication, dont bénéficient tant les entreprises non retenues que toute autre personne qui en fait la demande, doit toutefois s'exercer dans le respect du secret en matière industrielle et commerciale, protégé par les dispositions du II de l'article 6 de cette loi* ». À l'estime de la chambre, les annexes ne relèvent pas d'un secret industriel ou commercial qu'il serait nécessaire de protéger.

### 5.7- Le contrôle de l'exécution des contrats

En pratique, les comités techniques chargés de suivre l'exécution du service tels que prévus par les stipulations contractuelles, se sont réunis régulièrement sur les périodes d'exécution des deux contrats successifs de service public. Pour sa part, la commission de suivi budgétaire s'est également réunie, à trois reprises en 2018 puis à cinq durant l'année 2019. Les réunions de ces deux instances ont donné lieu à un compte rendu.

En revanche, la tenue effective des autres comités et commissions prévus au contrat (comité de pilotage, commission de suivi de communication, comité de direction) n'a été validée par aucun compte rendu, susceptible d'en attester ni de faire connaître les décisions prises en matière d'exécution du contrat.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## 5.8- La régie de recettes des titres de transport et des amendes

### 5.8.1- Les stipulations contractuelles

Selon ses statuts, l'établissement public intitulé régie T2C est chargée de recouvrer, pour le compte du SMTC et au tarif commercial, les recettes tarifaires perçues directement auprès des usagers ou des partenaires, ainsi que les recettes accessoires telles que les frais d'établissement des cartes, amendes perçues et produits annexes des recettes tarifaires, étant cependant précisé que la gamme tarifaire et le niveau des tarifs des titres de transports sont fixés par le SMTC.

Le contrat de service public de 2013-2017 stipule, en son article 6.8, que les recettes d'exploitation du réseau comprennent l'ensemble des recettes de toutes natures perçues par l'EPIC au titre de l'exécution de ses missions. Il indique à l'article 6.8.1 que les recettes commerciales sont propriété de l'autorité organisatrice, mais que l'EPIC a pour mission de les percevoir au nom et pour le compte du SMTC.

L'annexe 19 du contrat décrit les modalités de gestion des recettes. Elle précise qu'« *en sa qualité de régisseur de recettes, T2C percevra les recettes pour le compte du SMTC et lui restituera la totalité des encaissements mensuels au 25 du mois suivant* » et que T2C se substituera au SMTC pour le traitement des recettes (comptabilité en mode régie de recettes) et lui restituera tous les mois la totalité des données de vente et des encaissements.

Dans le contrat de service public 2018-2022, le SMTC mandate la régie T2C pour percevoir, sous la responsabilité du comptable public, les recettes commerciales et amendes au nom et pour le compte de l'autorité organisatrice, les recettes devant être reversées par la régie T2C au SMTC tous les mois par virement.

### 5.8.2- La règlementation applicable

#### *5.8.2.1- Le code des transports*

Il résulte des dispositions de l'article L. 1221-5 du code des transports que l'autorité organisatrice définit la politique tarifaire des services de transport et fixe ou homologue les tarifs.

#### *5.8.2.2- Le décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique*

L'article 18 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique dispose que dans le poste comptable qu'il dirige, le comptable public est seul chargé de l'encaissement des droits au comptant, l'article 22 précisant que des régisseurs peuvent être chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement.

Il est précisé que, dans les cas et conditions prévus par la loi, un établissement public local peut, après avis du comptable assignataire, confier par convention de mandat la gestion d'opérations d'encaissement à un autre établissement public local.

#### *5.8.2.3- Le code général des collectivités territoriales*

Le code général des collectivités territoriales dispose, dans sa partie législative, des conditions dans lesquelles un mandat d'encaissement peut être confié par une collectivité à un établissement public local, et dans sa partie règlementaire, des modalités de mise en place des régies de recettes.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Aux termes de l'article L. 1611-7-1 du CGCT en effet, les établissements publics locaux peuvent, après avis conforme de leur comptable public et par convention écrite, confier à un organisme public ou privé l'encaissement des produits des droits d'accès à des prestations culturelles, sportives et touristiques, du revenu tiré des immeubles ou des prestations dans le cadre de la gestion du service public de l'eau, de l'assainissement et également de tout autre service public dont la liste est fixée par décret.

En application de ces dispositions, l'article D. 1611-32-9 du même code étend la capacité de mandatement à un établissement public, du seul recouvrement des recettes relatives aux redevances de stationnement des véhicules, aux revenus tirés d'un projet de financement participatif, ainsi qu'aux revenus tirés de l'exploitation d'infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Il résulte de ces dispositions que le service public de transports de personnes n'entre pas dans les hypothèses prévues par la réglementation pour autoriser un établissement public local à confier, par convention de mandat, la gestion d'opérations d'encaissement à un autre établissement public local.

Les articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du CGCT déterminent par ailleurs les modalités générales d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, instituées sur la base des dispositions du titre Ier du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Plus précisément, en application de l'article R. 1617-2, les régies sont créées sur avis conforme du comptable public assignataire, l'article R. 1617-3 indiquant que le régisseur est une personne physique nommée par l'ordonnateur de l'organisme auprès duquel la régie est instituée. L'article R. 1617-1 explicite la notion de comptable public assignataire, entendue au sens du comptable public pour le compte duquel le régisseur effectue les opérations.

Il en ressort qu'une régie de recettes peut être instituée par un établissement public local pour l'encaissement des produits qui lui reviennent, la gestion de la régie de recettes ainsi instituée étant assurée sous le contrôle du comptable public assignataire des recettes en question.

#### *5.8.2.4- La régie de recettes des titres de transports et des amendes*

En application des statuts de l'établissement public dénommé régie T2C et des contrats de service public de 2013-2017 puis de 2018-2022, par délibération du 24 octobre 2012, le conseil d'administration de la régie T2C a décidé la création d'une régie de recettes destinée à encaisser les recettes de la vente des titres de transports, des amendes et autres produits commerciaux.

L'activité de la régie de recettes ainsi constituée est placée sous le contrôle du comptable de l'établissement public, la régie T2C.

Pour autant, les recettes sont clairement identifiées, par le SMTC comme par la régie T2C au travers des contrats de service public, comme étant des recettes du SMTC. Ces recettes relatives à la vente des titres de transports aux usagers et résultant de la fixation de tarifs par l'autorité organisatrice des transports, pour l'exécution du service public des transports sur son ressort géographique de compétence, présentent un caractère nécessairement public dès leur origine[3].

[3] L'instruction BOFIP-GCP-17-0005 du 22/02/2017 dispose que « *lorsque le service est confié au prestataire au titre d'un marché de service, l'application de la jurisprudence du Conseil d'État conduit à regarder les recettes qu'il encaisse comme des recettes privées* » mais après avoir précisé que seraient « privées », les recettes tirées de l'activité de l'opérateur économique dans le cas où il en tire une partie de sa rémunération, ce qui n'est pas le cas de la régie T2C

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Aux termes de la règlementation, elles doivent par principe être encaissées par le comptable assignataire de la recette, soit en l'occurrence le comptable du SMTC, ou le cas échéant par un régisseur de recettes agissant pour son compte et sous son contrôle. En application des dispositions du CGCT, le régisseur de recettes désigné par le SMTC doit être une personne physique.

Par ailleurs, l'encaissement des recettes ne peut être confié par le SMTC à la régie T2C par la voie d'une convention de mandat, le service public des transports n'entrant pas dans les catégories et situations limitativement énoncées par la loi.

Dans ces conditions, n'étant pas l'organisme détenteur in fine des recettes, la régie T2C ne pouvait créer une régie de recettes destinée à l'encaissement de la vente des titres de transports et des amendes. De surcroît, le comptable de la régie T2C ne pouvait en assurer le contrôle, faute d'avoir la qualité de comptable assignataire pour ces recettes.

En l'état, l'organisation retenue conduit la régie T2C à désigner un régisseur de recettes pour encaisser des produits qui ne lui reviennent pas, et le comptable public de la T2C à contrôler l'exécution d'encaissements pour le compte d'un organisme dont il n'assure pas la gestion.

La chambre recommande au syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise de se rapprocher sans délai de la régie T2C, en vue de définir les modalités d'un retour à une situation régulière d'encaissement des recettes du service de transports clermontois, par la désignation d'un régisseur de recettes procédant d'une décision du syndicat attributaire des produits d'exploitation du service.

### 5.9- Synthèse sur la passation et l'exécution des contrats de services publics

La qualification de « contrat de service public », donnée aux contrats conclus entre la régie T2C et le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise, n'a pas permis de lever toute les ambiguïtés quant à la nature de la relation contractuelle que les deux établissements ont entendu établir.

Celle-ci s'apparente par de nombreux aspects aux marchés dits de quasi-régie prévus par le code de la commande publique. Pour autant, les stipulations contractuelles hésitent quant aux dispositions de référence procédant ordinairement de marchés publics et reflètent une certaine confusion des responsabilités des personnes morales impliquées et, à tout le moins, l'absence réelle d'indépendance des gestions.

Ainsi, la responsabilité de la gestion du service est atténuée pour la régie T2C par les conditions de révision de sa rémunération qui est corrigée en cours d'exécution lorsque les dispositions retenues au contrat 2013-2017 conduisent à dégradation de sa situation, ou qui au contrat 2018-2022, est confortée par l'institution d'une formule de révision reposant sur un indice prédominant tenant aux conditions propres de sa gestion.

Les modalités utilisées pour amender les dispositions contractuelles, sans recourir à des avenants aux contrats, dénotent le manque d'indépendance de gestion de l'exploitant, de même que la conclusion chaque année d'avenants de régularisation entérinant l'évolution de l'offre décidée plusieurs mois auparavant, en dehors de tout engagement contractuel des parties.

La proximité des deux organismes a conduit à une situation confuse en matière de gestion des produits de l'exploitation commerciale. Les dispositions retenues pour l'encaissement des

dont la rémunération, au titre des contrats de service public, est versée par le SMTC et présente un caractère annuel et forfaitaire.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



recettes d'exploitation aboutissent à ce que la T2C encaisse par l'intermédiaire d'une régie de recettes qui lui est rattachée et est placée sous le contrôle son propre comptable public, des recettes publiques qui sont réputées appartenir à l'autorité organisatrice (le SMTC), en dehors de l'autorité de son propre comptable public.

## 6- LA QUALITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET LA FIABILITÉ DES COMPTES

Le budget du SMTC-AC est soumis aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M43 relative aux services publics industriels et commerciaux de transport de personnes. Sauf en 2013, le budget primitif est adopté, ainsi que permet la règlementation, avant que les résultats de l'exercice précédent n'aient été arrêtés. Un budget supplémentaire permet en avril de l'année cours de reporter les résultats, ainsi que d'importants restes à réaliser, après l'adoption du compte administratif.

### 6.1- Les débats d'orientations budgétaires

En application des articles L. 5711-1 et L. 5211-36 du code général des collectivités territoriales, les syndicats mixtes sont soumis aux obligations prévues par les articles L. 2312-1 et L. 2313-1 du même code et relatifs à la publicité des budgets et des comptes des collectivités.

L'article D. 2312-1 du CGCT précise qu'un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette doit être présenté à l'assemblée délibérante dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget. Ce rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs et précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Les dispositions du CGCT ont été complétées par la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018, qui impose la mention des objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, celle de l'évolution du besoin de financement annuel calculé, et celle du montant des emprunts minorés des remboursements de dette.

Les débats d'orientations budgétaires ont été organisés dans les délais règlementaires. Les rapports présentés à cette occasion apparaissent particulièrement développés à compter de celui de l'exercice 2017 présenté en novembre 2016, du fait des incidences de la réalisation du projet du SMTC élaboré pour les années 2017 à 2032. Ce projet, emportant la création de trois lignes de bus à haut niveau de service en site propre, aura en effet des conséquences budgétaires majeures pour les exercices à venir avec des dépenses d'investissement prévues à hauteur de 240 M€ à répartir entre SMTC (lignes en site propre) et Métropole Clermont Auvergne Métropole (restructuration de la voirie).

De fait, les débats d'orientations budgétaires pour les exercices 2017 à 2020 sont principalement focalisés sur les effets du projet SMTC et présentent, selon des temporalités différentes, les programmes d'investissements valorisés à plus de 500 M€ au total pour l'ensemble de la période 2017-2032, complétés des évolutions attendues en termes de recettes commerciales et des contributions à percevoir des collectivités.

Toutefois, si la partie financière des rapports d'orientations budgétaires apparaît réalisée avec sérieux, au regard de l'importance des enjeux et des dépenses d'investissement envisagées durant les prochaines années, les données relatives aux ressources humaines sont insuffisantes, même si le syndicat, de par la nature de son activité, est un organisme à faible effectif et fort niveau de dépenses, notamment d'investissement. Ainsi, si le rapport pour 2018

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



précise certains éléments relatifs à la structure des emplois et des charges de personnel, il se limite à mentionner que le régime indemnitaire évoluera en 2018 et qu'aucun changement n'est prévu dans la durée effective du travail.

La chambre recommande au syndicat mixte de développer la partie de son rapport d'orientations budgétaires traitant de la gestion des ressources humaines. Elle prend note de l'information apporté par l'ordonnateur en réponse aux observations provisoires selon laquelle le prochain rapport d'orientations budgétaires intégrera ces éléments.

### 6.2- Les prévisions et la qualité du pilotage budgétaire

Le taux d'exécution budgétaire, dépenses et recettes effectivement constatées au terme de l'exercice rapportées aux dépenses et recettes inscrites au budget, permet d'évaluer la qualité de la prévision budgétaire. Celle-ci est optimale quand les dépenses et recettes effectivement constatées à la clôture de l'exercice correspondent quasiment aux prévisions. Les crédits étant limitatifs en dépenses, le taux est par principe systématiquement inférieur à 100 %, alors qu'il peut être supérieur en recettes si les prévisions sont prudentes.

Le budget de l'exercice s'exécutant sur un niveau de crédits qui inclut les restes à réaliser[4], le taux d'exécution doit être apprécié au regard de l'ensemble des crédits ouverts. De même, l'exécution doit prendre en considération les dépenses engagées mais non mandatées, la réglementation sur la comptabilité des engagements imposant que les crédits nécessaires soient ouverts au budget pour pouvoir engager (juridiquement) une dépense.

**Tableau n° 4 : Taux d'exécution du budget du SMTC**

| en € | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Section de fonctionnement* | | | | | | | |
| Dépenses réelles de fonctionnement | Crédits ouverts de l'année | 78 440 000 | 78 488 571 | 80 772 219 | 83 182 066 | 84 676 550 | 87 671 031 |
| | Total dépenses réelles | 74 781 354 | 77 697 855 | 77 561 329 | 79 264 101 | 81 852 922 | 85 922 752 |
| | Réalisé / crédits ouverts | 95% | 99% | 96% | 95% | 97% | 98% |
| Recettes réelles de fonctionnement | Crédits ouverts de l'année | 90 839 340 | 91 548 634 | 93 241 971 | 95 219 016 | 97 291 300 | 98 000 630 |
| | Total des recettes | 90 708 764 | 94 918 609 | 92 874 782 | 93 710 704 | 96 505 349 | 97 511 081 |
| | Réalisé / crédits ouverts | 100% | 104% | 100% | 98% | 99% | 100% |
| *Section d'investissement* | | | | | | | |
| Dépenses réelles d'investissement | Crédits ouverts de l'année | 72 036 038 | 41 405 366 | 36 930 075 | 48 800 707 | 48 847 456 | 41 581 171 |
| | Total dépenses | 50 353 068 | 25 825 715 | 26 691 804 | 24 657 456 | 27 335 089 | 31 154 272 |
| | Restes à réaliser en fin d'ex | 19 355 171 | 4 186 575 | 1 930 839 | 19 043 040 | 13 590 671 | 9 308 526 |
| | Dépenses / crédits ouverts | 70% | 62% | 72% | 51% | 56% | 75% |
| | Dépenses (yc RAR) / crédits ouverts | 97% | 72% | 78% | 90% | 84% | 97% |
| Recettes réelles d'investissement | Crédits ouverts de l'année | 46 498 325 | 23 712 291 | 18 726 736 | 24 341 091 | 18 539 768 | 19 332 147 |
| | Total des recettes | 40 780 586 | 19 066 433 | 18 067 429 | 22 989 871 | 14 355 135 | 17 879 798 |
| | Restes à réaliser en fin d'ex | 0 | 0 | 0 | 19 000 | 15 080 | 44 800 |
| | Recettes / crédits ouverts | 88% | 80% | 96% | 94% | 77% | 92% |
| | Recettes (yc RAR) / crédits ouverts | 88% | 80% | 96% | 95% | 78% | 93% |

*Source : comptes administratifs SMTC*

[4] Code général des collectivités territoriales - Art 2311-11. Les restes à réaliser de la section d'investissement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Sur la période de 2013 à 2018, les dépenses et les recettes de fonctionnement ont été réalisées conformément aux prévisions budgétaires.

Le niveau d'exécution des dépenses d'investissement apparaît plus aléatoire, même en prenant en considération les restes à réaliser.

Les faibles taux d'exécution constatés en 2014 ont pour principale origine l'opération de refinancement des emprunts structurés, inscrite à hauteur de 6 M€ et non effectuée, la prévision n'ayant pas été adaptée en cours d'année aux besoins réels.

Depuis l'exercice 2015, le budget est voté avec une ventilation des crédits par chapitres, définis au niveau des opérations d'équipement permettant en théorie d'identifier et de suivre le détail des principales opérations d'investissement, et donc de piloter la consommation des crédits inscrits au budget avec plus de précision. Il apparaît toutefois que ce suivi par opération n'a pas apporté d'amélioration significative.

Ainsi en 2015, les crédits ouverts à hauteur de 2 090 000 € sur l'opération 15002 « Évolution poste de conduite » ont été annulés pour près de 720 000 €. Sur 2015 et 2016, beaucoup d'opérations ont été ouvertes, pour des montants très divers, et n'ont pas été engagées du tout, représentant ainsi quelque 2,4 M€ de crédits annulés sur chacun des exercices.

Si, sur l'année 2017, un nombre moins important d'opérations a été inscrit sans donner lieu à engagement, il ressort du compte administratif que les engagements effectivement réalisés ont été souvent très inférieurs aux crédits ouverts, conduisant ainsi à interrogation sur la qualité des prévisions. Il est rappelé à cet égard que le principe d'annuité budgétaire doit conduire à n'inscrire au budget d'un exercice que les crédits nécessaires aux dépenses de l'année.

La chambre invite en conséquence le syndicat à utiliser pleinement le suivi des opérations d'équipement qu'il a mis en place, en vue d'améliorer la qualité de la prévision et d'ajuster le niveau des crédits inscrits au budget aux projections de dépenses établies sur des bases plus assurées.

### 6.3- Les autorisations de programmes et les crédits de paiement

L'article L. 2311-3 du CGCT dispose que « *les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissements peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement. Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées* ».

Depuis 2015, concomitamment à l'inscription de chapitres budgétaires d'opérations d'équipement, quinze autorisations de programmes ont été créées ou modifiées sur la période de contrôle. Les décisions d'ajustement et modifications sont validées par les délibérations qui emportent adoption du budget primitif ou du budget supplémentaire. Conformément à la règlementation, le syndicat reprend, dans l'annexe IV aux budgets primitifs, les autorisations de programmes et les crédits de paiements ouverts sur l'exercice.

L'examen des tableaux annexés aux budgets interroge toutefois sur l'objet réel des crédits de paiements. Règlementairement en effet, un crédit de paiement correspond au montant des crédits ouverts au titre de l'année en question pour l'exécution de l'autorisation de programme. Il est ainsi nécessairement positif ou nul alors que le syndicat mentionne des crédits de paiement négatifs. Cette anomalie semble plutôt relever d'un suivi perfectible, la correction du montant de l'autorisation de programme intervenant après constat que les crédits de paiement inscrits les années précédentes ne correspondaient pas à une planification réelle.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



De même, l'existence d'une autorisation de programme ouverte de longue date alors qu'aucun crédit de paiement n'est inscrit année après année, semble contraire à la notion même d'autorisation de programme qui, aux termes de l'article R. 2311-9 du CGCT, doit se rattacher à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées. Une fois l'immobilisation réalisée, il revient alors au comité syndical d'annuler l'autorisation de programme (pour le solde ou pour ordre, pour apurer l'historique des autorisations créées).

### 6.4- Le suivi des immobilisations

Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise est un établissement public gérant un service à caractère industriel et commercial, disposant d'un volume d'immobilisations très important, notamment après la mise en service de la ligne de tramway (infrastructures et matériels roulants).

Le syndicat enregistre et suit ses immobilisations dans un état des immobilisations reprenant chacune d'elles, lui affectant un numéro d'identification et une durée d'amortissement.

Toutefois, le suivi est insuffisamment rigoureux, conduisant le syndicat et le comptable assignataire à organiser, en concertation, des dispositifs de régularisation de la situation.

#### 6.4.1- La règlementation comptable

Selon les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux organismes publics gérant un service à caractère industriel et commercial, « *un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs* ».

L'instruction précise que les immobilisations doivent être évaluées initialement à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux. Postérieurement à leur date d'entrée dans le patrimoine, la valeur comptable des actifs résulte de l'application des règles d'amortissements et dépréciations.

Le guide des opérations d'inventaire établi par le Comité national de fiabilité des comptes locaux rappelle que le patrimoine d'une collectivité figure à son bilan et que celui-ci doit donner une image fidèle, complète et sincère de la situation patrimoniale de la collectivité. Il précise que seul un inventaire précis des biens amortissables ayant vocation à être intégrés dans l'actif de la collectivité permet de s'assurer de la sincérité des amortissements réalisés. Pour les services publics industriels et commerciaux, il insiste sur la bonne tenue de l'inventaire qui, outre l'enjeu de la qualité comptable, représente aussi un élément essentiel conditionnant le calcul exact des prix des prestations.

Le guide rappelle encore que, pour les établissements relevant de la nomenclature M4, l'ensemble des immobilisations est amortissable. Cette dernière précise qu'un *plan d'amortissement doit être établi qui est « la traduction de la répartition de la valeur amortissable d'une immobilisation selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation probable* ». Elle expose qu'en raison des difficultés de mesure du rythme de consommation des avantages économiques, l'amortissement consiste généralement dans l'étalement de la valeur des immobilisations amortissables, sur leurs durées probables d'utilisation. L'instruction précise que l'amortissement d'une immobilisation commence à la date de sa mise en service, et que le plan d'amortissement est défini à la date d'entrée du bien à l'actif.

Par une délibération du 11 juillet 2006, le comité syndical du SMTC a déterminé les durées d'amortissement des immobilisations, ces durées étant reprises dans les budgets votés.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



**Tableau n° 5 : Durée d'amortissement des immobilisations SMTC**

| Immobilisations corporelles | |
|---|---|
| Rames de tramway | 30 ans |
| Rail, appareil de voie tramway | 30 ans |
| Installations électriques (sous-stations, ligne aérienne de contact, ...) | 20 ans |
| Véhicules et équipements embarqués - Bus | 15 ans |
| Véhicules - Voitures (< 20 places) | 5 ans |
| Véhicules - Camion déneigement | 15 ans |
| Équipement atelier (colonne de levage, station de lavage, banc de freinage,...) | 15 ans |
| Outillage exploitation | 10 ans |
| Installation voirie (signalisation ferroviaire, ...) | 30 ans |
| Mobilier urbain (abribus, mobilier en station, ...) | 15 ans |
| Courants faibles (billettique, SAEIV, radiophonie, téléphonie, ...) | 20 ans |
| Sécurité (vidéosurveillance, ...) | 15 ans |
| Bureautique, informatique | 5 ans |
| Mobilier bureau | 15 ans |

*Source : budget SMTC*

### 6.4.2- Les immobilisations dans le bilan comptable du syndicat

Selon le bilan de l'exercice 2018, au vu du compte de gestion du syndicat, l'actif immobilisé net des amortissements effectués représente un montant très élevé, dépassant 430 M€.

**Tableau n° 6 : Actif immobilisé au bilan 2018 (en milliers d'euros)**

| BILAN ACTIF | Brut | Amort | Net |
|---|---|---|---|
| Frais d'études de R & D | 7 720 | 3 762 | 3 958 |
| Conces, brev, licences, marques, procéd | 5 484 | 4 977 | 507 |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 027 | 748 | 278 |
| Terrains en toute propriété | 12 865 | | 12 865 |
| Constructions en toute propriété | 32 511 | 9 628 | 22 883 |
| Instal, mat et outil techn en tte prop | 231 734 | 5 513 | 226 221 |
| Autres immob corpo en tte propriété | 279 476 | 118 270 | 161 206 |
| Immobilisations corpo en toute propriété | 8 262 | | 8 262 |
| Participations et créances rattachées | | | |
| **Actif immobilisé - Total I** | **579 077** | **142 898** | **436 179** |

*Source : Compte de gestion 2018*

Cet actif immobilisé net a été financé par l'emprunt, à hauteur de plus de 225 M€.

Selon les données de la balance de sortie de l'exercice 2018, l'actif immobilisé est principalement constitué des installations complexes spécialisées constitutives des infrastructures du tramway, enregistrées au compte 2151 pour un montant brut de 231,7 M€ (et un montant net de 226,2 M€), ainsi que des matériels de transport, inscrits au compte 2182 pour un montant brut de 176,8 M€ (et un montant net de 107,1 M€).

Cette structure du bilan est caractéristique d'un organisme de transport ayant investi des montants importants dans la constitution d'un réseau en site propre, et possédant des véhicules de valeurs élevés. Toutefois, la valeur nette comptable des installations complexes spécialisées reste particulièrement importante, en raison de la date de réalisation des infrastructures du tramway mis en service en novembre 2006 et de l'insuffisance des

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



amortissements constatés (cf. ci-après).

#### 6.4.1- Les engagements non tenus des contrats d'engagement partenarial

Un contrat d'engagement partenarial a été signé entre le syndicat et la direction départementale des finances publiques du Puy-de-Dôme pour les années 2014 à 2016 ; le diagnostic et la fiabilisation de l'actif immobilisé enregistré dans les comptes du syndicat y figuraient au nombre des actions à développer durant la période d'exécution du contrat.

Le contrat d'engagement partenarial postérieur, couvrant les années 2017 à 2019, reprend le même objectif dans un axe 3.1 intitulé « Optimisation de la comptabilité patrimoniale : diagnostic et fiabilisation des actifs enregistrés ». Il y est rappelé que des travaux de fiabilisation de l'inventaire du SMTC ont permis de réduire les discordances entre l'existence physique des biens et l'inventaire, mais qu'il subsiste un risque financier et comptable du fait de l'absence de comptabilisation de biens ou de travaux, notamment ceux réalisés pour le compte d'autrui ou ceux contrôlés en vertu d'une convention de superposition de gestion. Ceci minore les actifs du SMTC, et subséquemment, le montant des dotations aux comptes d'amortissements.

Comme pour le contrat précédent, les actions programmées comprenaient la création d'un groupe de travail réunissant SMTC, services municipaux de Clermont-Ferrand et comptable public, chargé de définir la procédure de reconnaissance physique des biens et, après validation du diagnostic, de mettre à jour l'inventaire et de procéder aux corrections comptables de l'actif ajusté.

Pour autant, bien que traduisant une volonté réitérée, les actions programmées et notamment la constitution du groupe de travail n'ont pas été engagées, devant l'ampleur de la tâche et les incidences financières en découlant.

#### 6.4.2- Une gestion comptable des immobilisations perfectible

##### *6.4.2.1- Compte 2031 – Frais d'études*

Selon l'instruction budgétaire et comptable M.4, les frais d'études sont enregistrés sur un compte 2031 avant engagement des travaux puis, lors de leur lancement, sont intégrés sur un compte 23 d'immobilisations en cours. Ils sont ensuite incorporés dans l'immobilisation corporelle enregistrée sur un compte 21.

Les frais d'études n'ont donc pas vocation à figurer dans l'état des immobilisations, hormis pour les seules études n'ayant pas donné lieu à une opération d'investissement consécutive. Ces dernières sont alors amorties sur une durée maximale de cinq ans.

Or, le tableau des amortissements, joint au compte de gestion de l'exercice 2018, comporte des amortissements sur une durée de 25 ans de frais d'études, relatifs à des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, d'un montant initial de l'ordre de 6,5 M€. Cette inscription, jamais régularisée, reflète l'absence de rattachement de ces prestations d'études aux biens correspondants.

##### *6.4.2.2- Compte 208 – Autres immobilisations incorporelles*

Les immobilisations imputées au compte 208 « Autres immobilisations incorporelles » ont été enregistrées durant les exercices 1979 à 1986. Elles présentent une valeur nette comptable de 0,3 M€ et correspondraient à des droits relatifs aux lignes à destination de communes de l'agglomération clermontoise à une époque où l'activité du syndicat excédait son périmètre

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



territorial, lignes relevant du département du Puy-de-Dôme. Elles font l'objet d'un amortissement sur une durée de 50 ans.

La matérialité de ces droits n'est pas garantie, le syndicat ne pouvant les identifier avec certitude. La règlementation en vigueur, relative aux transports urbains, ne distingue pas, en outre, de droits autres que ceux de l'autorité organisatrice des transports, susceptibles d'être enregistrés à l'actif.

#### *6.4.2.3- Compte 2131 – Constructions*

Certaines immobilisations acquises depuis 2015, n'ont toujours pas donné lieu à dotations aux comptes d'amortissement en 2018.

L'essentiel des constructions est amorti sur une durée de cinquante ans, à compter de l'acquisition du bien ou de la réalisation des travaux correspondants, conformément au plan d'amortissement retenu par le conseil syndical. Toutefois, un nombre important des constructions enregistrées résultent en fait de travaux réalisés sur des bâtiments existants, qui font donc l'objet d'un amortissement depuis plusieurs années. Ces travaux ne peuvent être amortis de façon dissociée et sur une durée propre indépendante de celle du bâtiment support. Un grand nombre d'immobilisations constituent des aménagements, tels que des marquages au sol ou des changements de chaudières, dont la durée d'usage ne peut raisonnablement pas être estimée à cinquante ans.

Selon le syndicat, les biens relevant d'adjonctions ou d'améliorations apportées à des biens existants entrainent un accroissement de la valeur de l'immobilisation initiale ou contribuent à en allonger la durée d'utilisation. Dès lors, en toute logique, il appartient au syndicat d'identifier chacun des biens améliorés, d'apprécier l'apport des adjonctions sur la valeur nette de l'immobilisation, et d'en corriger la valeur ainsi que le plan d'amortissement en conséquence. Dans le cas présent, l'enregistrement de chaque élément rapporté comme élément indépendant résulte plutôt de l'absence d'identification comptable du bien auquel ces améliorations ou adjonctions ont été apportées.

#### *6.4.2.4- Compte 2151 – Installations complexes spécialisées*

L'instruction budgétaire et comptable M4 définit les installations complexes spécialisées comme des « *unités complexes fixes d'usage spécialisé pouvant comprendre constructions, matériels ou pièces qui, même séparables par nature, sont techniquement liés pour leur fonctionnement et que cette incorporation de caractère irréversible rend passible du même rythme d'amortissement (compte 2151)* ».

Or, depuis leur mise en service, les immobilisations inscrites à l'état des immobilisations du syndicat mixte sur le compte 2151 « Installations complexes spécialisées » n'ont fait l'objet d'un amortissement que pour une fraction infime (environ 2 %) d'un total dépassant actuellement les 230 M€ de valeur brute.

Les premières entrées au bilan sur ce compte ayant été enregistrées en fin d'année 1978, la valeur nette comptable (VNC) réelle des biens considérés diffère aujourd'hui sensiblement de celle constatée initialement, à la date de l'acquisition. Elle est pourtant demeurée figée pour la plupart des équipements.

Selon le syndicat, l'absence d'amortissement des immobilisations a pour origine, pour les plus anciennes, l'application jusqu'en 2002 des règles de l'instruction budgétaire et comptable M14 qui ne considérait pas les dépenses de voirie comme devant être amorties.
L'examen de l'état des immobilisations du syndicat a permis toutefois de constater que les incidences du changement de nomenclature comptable en 2003 sur la prise en charge des

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



immobilisations liées à la voirie n'ont eu, en fait, qu'une incidence très marginale, les dépenses enregistrées avant 2003 représentant moins de 0,002 % de l'ensemble des enregistrements sur le compte 2151.

**Tableau n° 7 : Amortissement des installations complexes spécialisées (en €)**

| Libellé | Valeur d'acquisition | Durée amortiss[t] | VNC au 01/01/2019 | VNC au 31/12/2019 |
|---|---|---|---|---|
| **Avant 2003** | | | | |
| Installations matériels | 11 829 383 | 0 | 11 829 383 | 11 829 383 |
| Voirie | 3 485 | 0 | 3 485 | 3 485 |
| **Total** | **11 832 868** | - | **11 832 868** | **11 832 868** |
| **À compter de 2003** | | | | |
| Installations électriques.Elec.Expl.:s/stat LAC/21 | 9 346 213 | 20 | 3 902 464 | 3 435 153 |
| Équipements divers | 16 442 | 0 | 16 442 | 16 442 |
| Installations matériel | 5 225 541 | 0 | 5 225 541 | 5 225 541 |
| Voirie | 205 205 117 | 0 | 205 205 117 | 205 205 117 |
| Divers | 31 992 | 0 | 31 992 | 31 992 |
| **Total** | **219 825 305** | - | **214 381 556** | **213 914 245** |
| **Total immobilisations compte 2151** | **231 658 173** | - | **226 214 423** | **225 747 113** |

*Source : SMTC*

De fait, l'absence d'amortissement concerne très majoritairement les immobilisations mises en services depuis 2003 et donc amortissable par principe.

Les immobilisations inscrites au compte 2151 à partir de 2003 sont majoritairement liées à la création de la ligne de tramway (réalisation de la plateforme et des voiries du dépôt de Champratel), construite par le syndicat et enregistrée dans ses comptes, alors que les infrastructures réalisées correspondaient pour partie à des aménagements urbains et de voirie relevant alors de la compétence de la commune de Clermont-Ferrand.

Elles concernent particulièrement des travaux sur la voirie pour un montant qui pourrait représenter jusqu'à 89 % du total des enregistrements sur le compte 2151. Or la voirie appartient en principe à la commune de Clermont-Ferrand et aujourd'hui à la Clermont Auvergne Métropole.

L'absence d'identification des immobilisations enregistrées au bilan du syndicat ne permet pas de distinguer, à la seule lecture des informations comptables, les biens et installations appartenant au syndicat, de la voirie et de ses accessoires appartenant à l'origine.

Cette complexité à analyser, dès l'origine des enregistrements comptables, la fraction et la valeur des immobilisations revenant à chacune des collectivités concernées, a contribué à perpétuer cette pratique sur toute la durée de réalisation et d'aménagement des infrastructures du tramway. Ce choix a conduit à une situation d'autant plus complexe à régulariser que la compétence en matière de voirie de la commune de Clermont-Ferrand sur le ressort territorial du syndicat, et plus précisément sur l'emprise de la ligne de tramway, a été transférée partiellement à la communauté d'agglomération puis intégralement à la communauté urbaine et à la métropole qui lui ont succédé.

Nonobstant le fait que l'inscription, dans les comptes du syndicat mixte, d'immobilisations relevant de la commune de Clermont-Ferrand et aujourd'hui de la métropole a permis à ces dernières collectivités d'afficher un patrimoine et un endettement associé réduit, la situation apparaît aujourd'hui délicate à apurer. Pour autant, la régularisation s'impose, en considération des incidences budgétaires et comptables qui s'y attachent, pour le syndicat mixte comme pour Clermont-Auvergne Métropole.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Selon le syndicat, pour une bonne part des immobilisations lui revenant, une étude récente envisageant un projet de « ferrisation » du système de tramway actuel n'exclut pas la réutilisation de la plateforme du tramway après 2036, terme de la période normale d'amortissement. Quoiqu'il en soit, la prolongation de la durée d'usage de la plateforme ne remet pas en cause l'obligation légale d'amortir, dès la mise en service du bien. Elle contribuera simplement à étaler la charge des amortissements restant à prendre en compte, pour autant que les biens à amortir soient identifiés, que la répartition des biens entre le syndicat et la métropole soit réalisée et que la prolongation de l'utilisation au-delà de la durée initiale soit justifiée.

Par ailleurs, les travaux de maintenance à mi-vie des infrastructures du tramway n'ont pas eu pour effet de prolonger la période d'usage des installations mais simplement de permettre leur conservation sur la durée d'utilisation initialement prévue, correspondant à la durée d'amortissement. Les dépenses afférentes ont toutefois eu pour conséquence d'accroître la valeur comptable des infrastructures concernées. Les opérations de maintenance constituent donc bien des éléments devant donner lieu à immobilisation, justifiant leur inscription en section d'investissement, et qui doivent être amorties sur la durée de vie résiduelle de l'infrastructure bénéficiaire.

Dans le contexte présent de défaut d'inventaire, complet et fiable, des biens immobilisés, il est extrêmement délicat de distinguer les biens relevant du patrimoine du syndicat et devant être amortis, de ceux appartenant à la métropole et devant lui être transférés.

Il a été cependant constaté qu'en vis-à-vis, le syndicat ne semble pas avoir rencontré de difficultés comparables pour procéder à la reprise progressive au compte de résultat des subventions d'investissement afférentes au tramway, étant observé au surplus que ces recettes auraient pu permettre de couvrir, pour partie, les dotations aux comptes d'amortissement des immobilisations qu'elles avaient financées.

**Tableau n° 8 : Amortissement des subventions tramway SMTC fin 2018**

| Numéro Immo | Subvention | | | Amortissement | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Libellé | Date | Valeur brute | Durée | Montant cumulé |
| 2006003 | Subvention Tram 2005-2006 Région | 31/12/2006 | 10 000 000,00 | 25 | 4 800 000,00 |
| 2006004 | Subvention Tram 2005-2006 Départ | 31/12/2006 | 10 000 000,00 | 25 | 4 800 000,00 |
| 2006005 | Subv. Tram Éclairage 2005-2006 SIEG | 31/12/2006 | 76 882,08 | 25 | 36 903,36 |
| 2006006 | Subv. Tram 2005-2006 FEDER | 31/12/2006 | 16 000 000,00 | 25 | 7 680 000,00 |
| 2007005 | Subvention Tram Région | 16/04/2007 | 2 500 000,00 | 25 | 1 100 000,00 |
| 2007007 | Subv Tram solde Département | 26/11/2007 | 5 000 000,00 | 25 | 2 200 000,00 |
| 2007008 | Subv. Tram Éclairage 2007 SIEG | 26/11/2007 | 297 943,70 | 25 | 131 095,25 |
| 2007009 | Solde Subv Tram FEDER | 31/12/2007 | 4 000 000,00 | 25 | 1 760 000,00 |
| 2008002 | Subvention Tram Solde Région | 07/03/2008 | 2 500 000,00 | 25 | 1 000 000,00 |
| **Total** | | | **50 374 825,78** | | **23 507 998,61** |

*Source : Constatation des amortissements / Compte de gestion 2018*

### 6.4.3- L'incidence financière des corrections à apporter

Les erreurs constatées dans l'inscription des immobilisations et l'absence de prise en considération de certains amortissements ont entrainé une moindre prise en considération de la perte de valeur des biens immobilisés due à leur usure tant au niveau du compte de résultat que du bilan du syndicat. En effet, les amortissements et dépréciations des immobilisations se traduisent comptablement par l'inscription de charges d'exploitation sur le compte 68

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



« Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions » et d'un passif aux comptes de bilan des chapitres 28 « Amortissements des immobilisations » et 29 « Dépréciations des immobilisations ». Budgétairement, ils donnent lieu à l'inscription de crédits de dépenses en section d'exploitation et à une prévision de recette en section d'investissement.

#### *6.4.3.1- Immobilisations incorporelles*

L'absence de rattachement des dépenses d'assistance à maîtrise d'ouvrage (compte 203) aux immobilisations dont elles ont contribué à établir la valeur, doit être régularisé dans le cadre d'un processus de fiabilisation de l'inventaire du patrimoine. Mais les corrections à apporter, si elles entrainent la nécessité de mise en œuvre d'un plan de fiabilisation lourd, fruit du retard accumulé, n'auront pas d'incidence financière directe.

S'agissant des immobilisations enregistrées sur le compte 208 « Autres immobilisations incorporelles » n'ont plus de valeur comptable, les droits dont elles sont censées matérialiser la valeur ayant été inclus dans les compétences propres du syndicat. De ce fait, la dépréciation de l'actif devra conduire à l'inscription d'une dépense d'exploitation de 0,3 M€ sur le compte 68 « Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions » et d'une recette d'investissement du même montant sur le compte 29 « Dépréciations des immobilisations ».

#### *6.4.3.2- Compte 2131 – Constructions*

Les immobilisations portées à ce compte étant mal identifiées, le rattachement des travaux effectués après leur mise en service ne peut être envisagé pour l'heure.

De ce fait, les incidences financières de la correction des plans d'amortissement retenus pour ces travaux, afin de les aligner sur la durée d'amortissement de l'immobilisation à laquelle ils se rapportent, ou pour en étendre la durée dans le cas où ils contribueraient à allonger la durée de vie du bien concerné, ne peuvent être évaluées. Elles viennent toutefois s'ajouter au plan de fiabilisation du patrimoine évoqué précédemment.

#### *6.4.3.3- Compte 2151 – Installations complexes spécialisées*

La régularisation des inscriptions comptables sur le compte 2151 « Installations complexes spécialisées » nécessitera en premier lieu de procéder à la dissociation des immobilisations relevant du syndicat mixte de celles devant revenir à Clermont-Auvergne-Métropole. Il conviendra ensuite de prendre en considération la dépréciation des immobilisations en cause, depuis leur mise en service, en fonction de la durée d'amortissement définie par le syndicat (par référence à leur durée d'utilisation). Comme relevé précédemment, la distinction exacte, au sein des ouvrages recensés sur un intitulé de voirie, entre les éléments appartenant au syndicat et ceux de la propriété de la métropole ne peut être opérée sur le seul fondement des données comptables.

Selon le syndicat, les immobilisations inscrites à ce titre seraient principalement reliées à la création de la ligne de tramway, pour un montant estimé à 96,7 M€, et aux aménagements urbains connexes d'un coût de 108,3 M€. La première part resterait à ce titre aux comptes du syndicat et devrait être amortie, tandis que la seconde devrait être transférée à la métropole.

Sur la base d'un nécessaire amortissement des immobilisations (relevant du syndicat) depuis la mise en service de la ligne de tramway à la fin de l'année 2006, et sur la base d'une durée d'amortissement fixées à 30 ans, une dotation aux comptes d'amortissements de quelque 3,2 M€ aurait dû être inscrite chaque année depuis 2007. L'absence d'amortissement comptable n'ayant pas gommé la perte réelle de valeur des équipements, le niveau de la dépréciation subie par les immobilisations depuis leur mise en service peut être évalué à près

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



de 42 M€ à la fin 2019. Circonstance aggravante, l'amortissement des subventions reçues pour financer la réalisation des infrastructures du tramway ayant déjà été constaté, il ne pourra pas contribuer à réduire les incidences financières de cette dépréciation.
Si l'inscription d'une recette d'investissement, par l'effet du constat de la dépréciation des actifs, peut participer au financement des projets à venir du syndicat, la charge d'exploitation, correspondant aux 42 M€ de dotations aux comptes d'amortissement, semble difficilement supportable et peu compatible avec les principes de financement de l'exploitation d'un réseau de transport. Elle devra donner lieu à contributions des collectivités adhérentes du syndicat, en application des dispositions de l'article L. 5212-20 du code général des collectivités territoriales dont il résulte que cette contribution constitue une dépense obligatoire pour les collectivités fédérées, dans la limite des nécessités du service.

Les immobilisations de voirie, relevant actuellement de la métropole, devront pour leur part être précisément identifiées et valorisées puis transférées à l'établissement de coopération intercommunale, de même que la quote-part des emprunts souscrits et non encore totalement amortis, en ayant assuré le financement. Les fonds propres du SMTC, ainsi que les subventions perçues au titre de la réalisation de la ligne de tramway et non de l'opération globale d'aménagement urbain, ne sauraient en effet être affectés à d'autre objet et participer en quelque manière au financement d'immobilisations métropolitaines. L'endettement du syndicat s'en trouvera de fait allégé de plus d'une centaine de millions d'euros.

En réponse aux observations provisoires de la chambre, Clermont Auvergne Métropole a indiqué qu'elle a entendu travailler avec le SMTC à l'apurement de la situation, tout en restant soucieuse de ce que les modalités de résolution mises en œuvre n'obèrent pas ses propres capacités à investir sur son territoire et à exercer l'ensemble des missions métropolitaines de service public auprès des usagers et de la population.

La chambre en prend note et recommande en conséquence au syndicat de se rapprocher de manière urgente de la métropole Clermont Auvergne Métropole, afin d'entreprendre les opérations d'identification des biens étant, à leurs mises en service, propriétés de la commune de Clermont-Ferrand ou de la communauté d'agglomération Clermont communauté et de la quote-part des emprunts correspondant.

Après identification des biens restant la propriété du SMTC, soit directement pour ceux ne présentant pas de difficultés d'appropriation, soit au terme des opérations décrites dans le paragraphe précédent, la chambre recommande au syndicat d'opérer les opérations comptables de dépréciation des immobilisations depuis leur mise en service au fur et à mesure de leur identification et de procéder à leur amortissement sur la durée résiduelle du plan d'amortissement, démarche devant être menée dans les trois ans à venir, en sorte de ne pas reporter indéfiniment le travail de remise en ordre indispensable.

## 7- L'ANALYSE FINANCIÈRE

### 7.1- La formation de l'autofinancement

#### 7.1.1- Les produits de gestion

Les ressources du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise sont constituées :

- aux deux-tiers, du produit du versement transport[5], ressource fiscale perçue en

[5] Le versement transport (VT) est un impôt destiné au financement des transports publics, perçu auprès des employeurs, publics ou privés, d'organisme d'au moins 11 salariés et localisés à l'intérieur d'un périmètre de

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



qualité d'autorité organisatrice des transports (AOT) puis d'autorité organisatrice des mobilités (AOM) ;

- le dernier tiers étant constitué à parts comparables de subventions d'exploitation perçues principalement des collectivités membres du syndicat, conformément aux dispositions de l'article 9 des statuts, et de diverses ressources d'exploitation retirées pour l'essentiel des recettes commerciales des ventes de titres de transports.

**Tableau n° 9 : Les produits de gestion**

| *en €* | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ressources fiscales (versement transport) | 58 345 806 | 63 790 954 | 61 363 606 | 62 230 429 | 64 332 018 | 64 668 252 | 68 708 812 |
| Subvention d'exploitation perçues | 13 834 860 | 14 206 487 | 15 195 121 | 16 394 322 | 16 778 131 | 17 361 975 | 17 240 716 |
| Autres ressources d'exploitation | 15 959 458 | 15 861 309 | 15 413 924 | 14 178 987 | 14 094 251 | 14 319 944 | 15 118 387 |
| **Produits de gestion** | **88 140 124** | **93 858 750** | **91 972 651** | **92 803 738** | **95 204 400** | **96 350 171** | **101 067 915** |

*Source : CRC d'après le compte de gestion*

#### *7.1.1.1- Le versement transport*

Le versement transport (VT) est une contribution locale des employeurs, ayant pour objet de financer les transports en commun. Tout employeur public ou privé dont l'établissement est situé dans le ressort d'un établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'organisation de la mobilité en est ainsi redevable, au-delà d'un effectif de 9 salariés jusqu'en 2017 porté à 11 salariés en 2018. Il est perçu par l'Urssaf qui le reverse ensuite aux collectivités territoriales en charge des transports. Il relève des articles L. 2333-64 et suivants du code général des collectivités territoriales. La perte induite par le relèvement du seuil d'assujettissement de 9 à 11 salariés, des entreprises redevables, a été compensée par l'État pour des montants de l'ordre de 600 000 € par an, mais avec un décalage d'un an.

Pour le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise, le versement transport représente les deux tiers des produits de gestion. Il constitue ainsi la plus importante ressource d'exploitation, stable pour autant que la conjoncture économique du ressort territorial reste dynamique.

#### *7.1.1.2- Les subventions d'exploitation*

**Tableau n° 10 : Les subventions d'exploitation reçues**

| *En €* | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| État | 186 876 | 190 563 | 182 882 | 182 882 | 194 548 | 200 381 | 193 381 |
| Clermont-Com/Métropole | 11 295 415 | 11 575 555 | 12 579 943 | 13 768 968 | 13 970 184 | 14 368 325 | 14 250 066 |
| Saint-Beauzire | | 63 930 | 66 259 | 68 628 | 70 307 | | |
| Sayat | 70 390 | 72 150 | 74 769 | 77 434 | 79 329 | | |
| Dallet | | | | | | 17 000 | |
| Mezel | | | | | | 17 000 | 47 000 |
| Pérignat-sur-Allier | | | | | | 17 000 | |
| Clermont-Ferrand | | 1 896 | 7 446 | 27 809 | | | |
| Département PDD | 2 282 180 | 2 302 392 | 2 283 822 | 2 268 601 | 2 463 764 | 2 460 626 | 1 509 819 |
| Région ARA | | | | | | 281 643 | 1 240 450 |
| Total | **13 834 860** | **14 206 487** | **15 195 121** | **16 394 322** | **16 778 131** | **17 361 975** | **17 240 716** |

*Source : comptes de gestion*

transports urbains (PTU) (articles L. 2333-64 à 75 du Code Général des Collectivités Territoriales). Avant le 31 décembre 2015, le seuil était fixé à plus de 9 salariés.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Les subventions d'exploitation représentent entre 15 % et 17 % des produits de gestion du syndicat. Elles sont constituées pour près de 85 % des contributions des membres du syndicat, essentiellement celle acquittée par la Métropole.

Le département du Puy-de-Dôme puis, à compter de 2018, la région Auvergne-Rhône-Alpes sont les autorités organisatrices des transports scolaires en dehors des périmètres de transports urbains. Dans ces périmètres, l'autorité organisatrice des transports urbains reste compétente pour l'organisation des transports scolaires, le département et la région en étant les financeurs.

Une convention cadre a été signée le 6 juin 2000 entre le syndicat et le département du Puy-de-Dôme, en sorte d'appliquer une tarification homogène du transport scolaire sur l'ensemble du ressort départemental et d'inciter le public scolaire à utiliser les transports en commun. Dans ce cadre, le département du Puy-de-Dôme a versé jusqu'en 2017 au SMTC une contribution fondée sur le seul transport scolaire.

Par l'effet des transferts de compétences opérés par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRé), la région est depuis le 1er septembre 2017 l'autorité organisatrice des transports scolaires, et le financement des transports scolaires lui revient de droit depuis l'exercice 2018.

Le 5 janvier 2018, la région Auvergne-Rhône-Alpes et le SMTC ont signé une convention de transfert des services de transport non urbain et de transport scolaire, sur le périmètre du SMTC-AC, dont l'objet est « *de définir les modalités de transfert et les conditions de financement des services de transport non urbains et scolaires transférés par la Région au SMTC en vertu de l'article L. 3111-5 du code des transports sur le ressort territoriale défini par l'arrêté n° 16-02779 en date du 6 décembre 2016. / Sont ainsi concernés les services de transport non urbains (réguliers ou à la demande) et les services scolaires existants (…)* ».

Les relations antérieurement tissées entre le département du Puy-de-Dôme et le SMTC ont été dans le même temps clarifiées, par résiliation de la convention du 6 juin 2000 et la signature le 20 octobre 2017 de deux nouvelles conventions. Il en résulte que le département est redevable d'une subvention, du même ordre de grandeur, destinée à apporter une aide aux déplacements au titre de la compétence solidarité et cohésion, et pour les transports scolaires, à compenser les transferts de charges préalablement intervenus lors de l'extension du périmètre de transport urbain. Les deux conventions fixent ainsi les participations du département à 1 509 819 € au titre de la solidarité, et à 950 807 € pour les transports scolaires, soit un total de 2 460 626 € par an.

La participation de la région a été valorisée à 281 643 €, répartie comme suit :

- 71 396,19 € aux titres des charges liées au service de transport régulier ;
- 186 668,08 € au titre des charges liées au service de transport scolaire ;
- 18 486,59 € au titre des charges liées aux ressources humaines et fonctions support ;
- 5 092,00 € au titre des charges liées aux subventions à titre individuelle.

Le montant des participations versées par le département du Puy-de-Dôme et la région Auvergne-Rhône-Alpes au syndicat mixte des transports clermontois peut être synthétisé comme suit :

**Tableau n° 11 : Les contributions du Département et de la Région**

| en € | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Département | solidarité | 2 254 875,26 | 2 275 850,00 | 2 275 850,00 | 2 260 283,20 | 1 509 819,00 | 1 509 819,00 |
| | scolaire | | | | | 950 807,00 | 950 807,00 |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | autres | 27 304,42 | 26 542,20 | 7 971,70 | 8 317,69 | 3 137,59 | |
| Région | | | | | | | 281 643,00 |
| **Total** | | **2 282 179,68** | **2 302 392,20** | **2 283 821,70** | **2 268 600,89** | **2 463 763,59** | **2 742 269,00** |

*Source : pièces compte de gestion*

#### *7.1.1.3- Les autres ressources d'exploitation*

Les autres ressources d'exploitation sont assurées pour l'essentiel par les recettes tirées de la tarification commerciale du transport urbain (ventes de titres de transport). Leur niveau a fléchi depuis l'exercice 2016, du fait de la mise en place à compter de 2015, de la tarification solidaire.

**Tableau n° 12 : Les autres ressources d'exploitation**

| *en €* | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ventes produits finis et intermédiaires | 43 498 | 50 611 | 9 275 | 71 584 | 11 663 | 50 793 | 52 278 |
| Transports de voyageurs | 15 727 690 | 15 511 402 | 15 236 035 | 13 599 223 | 13 839 286 | 13 771 181 | 14 417 464 |
| Locations diverses | 188 270 | 232 092 | 168 614 | 236 516 | 243 302 | 422 298 | 648 645 |
| Mise à dispo personnel facturée | | 67 204 | | 271 665 | | 75 671 | |
| **Total autres ressources d'exploit** | **15 959 458** | **15 861 309** | **15 413 924** | **14 178 987** | **14 094 251** | **14 319 944** | **15 118 387** |

*Source : comptes de gestion*

#### *7.1.1.4- Synthèse sur les produits de gestion*

Les produits de gestion du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise sont constitués, principalement, de ressources qui ne sont pas retirées des produits directs de l'exploitation du réseau de transport, mais par l'apport du versement transport et des participations de la métropole Clermont Auvergne Métropole, du département du Puy-de-Dôme et de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Les recettes provenant directement de l'exploitation du réseau de transport urbain confiée à la régie T2C, n'interviennent ainsi qu'à hauteur d'environ 15 % depuis 2016.

Il en résulte que les choix de gestion du SMTC sont très étroitement liés aux capacités de la métropole à en assumer le financement, par sa contribution dont le montant est décidé par le comité syndical et qui constitue pour l'intercommunalité une dépense obligatoire, en application des dispositions du code général des collectivités territoriales.

### 7.1.2- Les charges de gestion

**Tableau n° 13 : Les charges de gestion**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Consommations intermédiaires | 61 660 637 | 65 194 651 | 65 912 709 | 67 607 605 | 70 063 076 | 72 926 905 | 74 954 446 |
| Charges de personnel | 2 035 258 | 2 268 942 | 2 323 334 | 2 436 442 | 2 717 114 | 2 630 050 | 2 840 888 |
| Subventions d'exploitation versées | 46 962 | 36 770 | 40 980 | 44 362 | 115 060 | 476 307 | 560 867 |
| Autres charges de gestion | 20 877 | 46 760 | 64 077 | 64 972 | 61 611 | 68 672 | 63 437 |
| Impôts taxes et versements assimilés (sauf personnel) | 49 155 | 21 053 | 23 029 | 26 661 | 22 970 | 22 919 | 21 947 |
| Subventions d'équipement versées | 88 222 | 349 807 | 99 745 | 54 442 | 224 504 | 0 | 43 765 |
| **Total Charges de gestion** | **63 901 111** | **67 917 982** | **68 463 874** | **70 234 484** | **73 204 335** | **76 124 852** | **78 485 349** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



#### *7.1.2.1- Les consommations intermédiaires*

Les consommations intermédiaires représentent 95 % des charges de gestion. Elles sont constituées à 98 % de la redevance d'exploitation versée à l'exploitant du réseau de transport, la régie T2C, redevance forfaitaire liée au contrat de service public liant les deux organismes sur les périodes 2013-2017 et actuellement sur la période 2018-2022.

**Tableau n° 14 : Les consommations intermédiaires**

| *En €* | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Sous-traitance générale | 60 260 172 | 63 547 483 | 64 480 246 | 65 681 709 | 68 493 002 | 71 593 859 | 73 548 976 |
| Fournitures non stockables (eau, énergie, ) | 22 462 | 22 624 | 24 629 | 23 131 | 23 598 | 23 574 | 25 924 |
| Fournitures d'entretien et petit équipement | 7 609 | 5 674 | 6 327 | 5 781 | 8 402 | 3 896 | 8 031 |
| Carburants | 8 053 | 6 287 | 4 713 | 3 763 | 4 626 | 5 549 | 4 544 |
| Autres achats | 21 398 | 18 070 | 18 579 | 15 735 | 21 185 | 14 701 | 11 389 |
| Locations et charges de copropriétés | 96 318 | 96 728 | 88 533 | 91 765 | 123 642 | 160 347 | 143 541 |
| Entretien et réparations | 344 800 | 892 542 | 471 735 | 558 461 | 481 507 | 412 520 | 371 197 |
| Assurances et frais bancaires | 62 259 | 41 569 | 57 598 | 184 905 | 57 883 | 48 819 | 68 903 |
| Autres services extérieurs et divers | 244 148 | 223 456 | 234 267 | 243 845 | 224 571 | 226 571 | 192 817 |
| Honoraires, études et recherche | 177 496 | 117 109 | 292 417 | 413 702 | 334 166 | 140 590 | 254 510 |
| Publicité, publications, relations publiques | 298 029 | 131 217 | 135 374 | 289 118 | 186 413 | 183 307 | 232 148 |
| Transports collectifs et de biens | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 750 | 0 |
| Déplacements, missions et réceptions | 81 645 | 55 297 | 64 150 | 63 404 | 65 952 | 64 332 | 59 727 |
| Frais postaux et télécommunications | 36 248 | 36 596 | 34 140 | 32 286 | 38 130 | 35 090 | 32 739 |
| **Total Consommations intermédiaires** | **61 660 637** | **65 194 651** | **65 912 709** | **67 607 605** | **70 063 076** | **72 926 905** | **74 954 446** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion*

#### *7.1.2.2- Les charges de personnel*

Les charges de personnel pèsent de 3,2 à 3,6 % dans l'ensemble des charges de gestion du syndicat sur la période. Elles ont progressé en moyenne de 5,7 % par an.

**Tableau n° 15 : Les charges de personnel**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rémunérations du personnel | 1 194 318 | 1 318 096 | 1 327 076 | 1 455 378 | 1 550 937 | 1 615 324 | 1 672 662 |
| Charges sociales | 518 559 | 589 282 | 586 030 | 670 426 | 705 404 | 737 971 | 782 062 |
| Impôts et taxes sur rémunérations | 42 307 | 45 698 | 44 348 | 47 248 | 49 670 | 53 847 | 59 543 |
| Autres charges de personnel | 48 168 | 58 835 | 70 830 | 71 378 | 86 917 | 94 261 | 103 349 |
| **Charges de personnel interne** | **1 803 352** | **2 011 911** | **2 028 284** | **2 244 430** | **2 392 928** | **2 501 403** | **2 617 616** |
| Charges de personnel externe | 231 905 | 257 031 | 295 050 | 192 012 | 324 186 | 128 647 | 223 272 |
| **Charges totales de personnel** | **2 035 258** | **2 268 942** | **2 323 334** | **2 436 442** | **2 717 114** | **2 630 050** | **2 840 888** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion*

#### *7.1.2.3- Les subventions d'exploitation versées*

En niveau, les subventions d'exploitation versées ajoutées aux autres charges de gestion et aux impôts, taxes et versements assimilés atteignent à peine 0,9 % des charges de gestion.

**Tableau n° 16 : Les subventions d'exploitation versées**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Subventions d'exploitation aux organismes publics | 21 462 | 19 784 | 19 480 | 13 665 | 30 733 | 337 590 | 388 152 |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Subventions d'exploitation aux organismes de droit privé | 25 500 | 16 986 | 21 500 | 30 697 | 84 327 | 138 716 | 172 715 |
| **Total Subventions d'exploitation versées** | **46 962** | **36 770** | **40 980** | **44 362** | **115 060** | **476 307** | **560 867** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion*

Les subventions d'exploitation aux personnes de droit privé ont toutefois augmenté significativement depuis 2017, en relation avec le concours d'innovation *Auvermoov* lancé en 2016 et l'appel à projet auprès des jeunes entreprises innovantes (start'up). À ce titre, les entreprises sélectionnées reçoivent en effet une participation financière du syndicat, visant à soutenir l'innovation.

#### *7.1.2.4- Les subventions d'équipement versées*

Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise verse des subventions d'équipement aux communes de son ressort, au titre des opérations d'investissement réalisées sur les voiries communales ayant des incidences sur les équipements de transport en commun, quais ou système de vidéo-protection notamment.

#### *7.1.2.5- Les autres charges de gestion et les impôts taxes et versements assimilés*

Les dépenses relatives aux autres charges de gestion et aux impôts, taxes et versements assimilés, n'excédant pas 0,1 % du total des charges de gestion, elles n'ont pas donné lieu à une analyse particulière.

#### *7.1.2.6- Synthèse des charges de gestion*

Les charges de gestion du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise sont pour l'essentiel constituées des redevances versées à l'exploitant du réseau de transport urbain de l'agglomération, la régie T2C.

Les charges de personnel sont en effet limitées dans une telle structure, dont l'activité consiste en la réalisation des infrastructures et d'études ainsi qu'à des missions de contrôle, dès lors que l'exploitation du réseau de transports en commun qui est, elle, marquée par une forte composante humaine, est confiée à la régie T2C.

### 7.2- La capacité d'autofinancement

**Tableau n° 17 : La capacité d'autofinancement**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits de gestion courante | 88 140 124 | 93 858 750 | 91 972 651 | 92 803 738 | 95 204 400 | 96 350 171 | 101 067 915 |
| Charges de gestion courante | 63 901 111 | 67 917 982 | 68 463 874 | 70 234 484 | 73 204 335 | 76 124 852 | 78 485 349 |
| **Excédent brut d'exploitation** | **24 239 013** | **25 940 767** | **23 508 777** | **22 569 254** | **22 000 065** | **20 225 319** | **22 582 566** |
| Résultat financier | -10 251 172 | -9 206 690 | -8 625 656 | -8 196 290 | -7 828 539 | -7 531 269 | -7 463 289 |
| Résultat exceptionnel | -8 044 | 297 177 | 320 331 | 73 639 | 413 838 | 322 042 | -1 331 756 |
| **CAF brute** | 13 979 798 | 17 031 254 | 15 203 451 | 14 446 603 | 14 585 364 | 13 016 092 | 13 787 521 |
| Annuité en capital de la dette | 7 139 898 | 7 751 912 | 8 077 034 | 16 370 968 | 15 711 552 | 11 389 467 | 12 350 269 |
| **CAF nette** | **6 839 900** | **9 279 343** | **7 126 418** | **-1 924 365** | **-1 126 188** | **1 626 625** | **1 437 252** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion*

Les produits de gestion et les charges de gestion ont augmenté à un rythme comparable, conduisant à une stagnation de l'excédent brut d'exploitation sur la période.
Après une nette progression enregistrée en 2014, la capacité d'autofinancement brute a reculé faiblement pour se stabiliser en 2018.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Le niveau de la capacité d'autofinancement brut n'a pas permis de couvrir l'annuité en capital de la dette sur deux exercices, du fait des conséquences du refinancement des emprunts structurés et de l'effet du protocole transactionnel signé en 2015 entre le syndicat mixte et la Caisse française de financement local (CAFFIL).

### 7.3- Le résultat de la section d'exploitation

**Tableau n° 18 : Le résultat de la section d'exploitation**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CAF brute | 13 979 798 | 17 031 254 | 15 203 451 | 14 446 603 | 14 585 364 | 13 016 092 | 13 787 522 |
| Dotations aux amortissements | 11 005 551 | 11 334 871 | 11 718 888 | 12 268 444 | 12 113 356 | 12 576 960 | 12 754 410 |
| Dotations aux provisions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Quote-part des subventions d'inv. transférées | 3 230 231 | 3 641 231 | 3 999 301 | 4 052 476 | 4 136 225 | 4 141 871 | 3 957 691 |
| +/- Values de cessions | -113 598 | -114 850 | -28 110 | 0 | 4 193 | -6 259 | 0 |
| **Résultat section d'exploitation** | **6 090 879** | **9 222 764** | **7 455 754** | **6 230 635** | **6 612 426** | **4 574 745** | **4 990 803** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion*

Le résultat de la section d'exploitation a été largement positif sur l'ensemble de la période examinée. La situation doit toutefois être nuancée en regard des éléments d'analyse précédemment exposés quant à la fiabilité des comptes. En effet, l'absence d'amortissement des immobilisations de la structure de tramway conduit à une sous-évaluation conséquente des charges de dotations aux comptes d'amortissements, sans laquelle le résultat de clôture aurait été fortement réduit.

### 7.4- Le financement des investissements

**Tableau n° 19 : Le financement des investissements**

| en € | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CAF brute | 13 979 798 | 17 031 254 | 15 203 451 | 14 446 603 | 14 585 364 | 13 016 092 | 13 787 522 |
| Annuité en capital de la dette | 7 139 898 | 7 751 912 | 8 077 034 | 16 370 968 | 15 711 552 | 11 389 467 | 12 350 269 |
| **CAF nette ou disponible** | **6 839 900** | **9 279 343** | **7 126 418** | **-1 924 365** | **-1 126 188** | **1 626 625** | **1 437 253** |
| Subventions d'investissement | 7 425 753 | 4 206 142 | 698 527 | 1 985 626 | 623 522 | 656 680 | 437 070 |
| Produits de cession | 1 947 612 | 189 500 | 110 002 | 0 | 67 063 | 302 289 | 0 |
| Autres recettes | 500 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Financement propre disponible** | **16 713 265** | **13 674 985** | **7 934 946** | **61 261** | **-435 603** | **2 585 594** | **1 874 323** |
| Dépenses d'équipement | 26 652 005 | 18 073 804 | 18 614 770 | 14 778 705 | 16 778 773 | 19 764 805 | 9 331 287 |
| Dons, subventions et prises de participation | | | | | | 263 728 | 0 |
| Participations et inv. financiers nets | 12 252 | 0 | -8 007 | -4 245 | 0 | -263 728 | 0 |
| Charges à répartir | 0 | 0 | 0 | 5 620 000 | 0 | 0 | 0 |
| **Besoin de financement propre** | **-9 950 992** | **-4 398 819** | **-10 671 818** | **-14 713 198** | **-17 214 376** | **-17 179 211** | **-7 456 964** |
| Nouveaux emprunts de l'année (yc pénalités de réaménagement) | 9 600 000 | 0 | 8 000 000 | 33 112 216 | 11 155 236 | 10 000 000 | 7 000 000 |
| Mobilisation du fonds de roulement net global | -350 992 | -4 398 819 | -2 671 818 | 18 399 018 | -6 059 140 | -7 179 211 | -456 964 |

*Source : CRC d'après compte de gestion*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Le financement propre disponible pour les investissements s'est dégradé sensiblement compte tenu, d'une part de la capacité d'autofinancement nette négative observée en 2016 et 2017 et demeurée faible depuis lors et d'autre part, de la baisse des subventions d'investissement reçues depuis 2013, alors même que les dépenses d'équipement ont conservé un niveau élevé.

## 7.5- L'endettement

### 7.5.1- La situation de l'endettement sur la période

**Tableau n° 20 : L'endettement**

| en k€ | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Encours de dettes du BP au 01/01 | 217 986 | 220 446 | 212 694 | 212 617 | 229 358 | 224 802 | 223 412 |
| Annuité en capital de la dette | 7 140 | 7 752 | 8 077 | 16 371 | 15 712 | 11 389 | 12 350 |
| Nouveaux emprunts | 9 600 | 0 | 8 000 | 33 112 | 11 155 | 10 000 | 7 000 |
| **Encours de dette au 31/12** | **220 446** | **212 694** | **212 617** | **229 358** | **224 802** | **223 412** | **218 062** |
| Trésorerie nette | 16 465 | 17 611 | 12 115 | 18 770 | 21 062 | 12 900 | 10 726 |
| **Encours de dette net de la trésorerie** | **203 981** | **195 083** | **200 502** | **210 588** | **203 740** | **210 512** | **207 336** |
| Emprunts refinancés dans l'année | 16 544 | 0 | 0 | 6 492 | 5 155 | 0 | 0 |
| Annuité en capital de la dette | 7 140 | 7 752 | 8 077 | 16 371 | 15 712 | 11 389 | 12 350 |
| Charge d'intérêts et pertes de change | 10 251 | 9 207 | 8 626 | 13 816 | 7 829 | 7 531 | 7 463 |
| **Annuité de la dette** | **17 391** | **16 959** | **16 703** | **30 187** | **23 540** | **18 921** | **19 814** |
| CAF brute *(rappel)* | 13 980 | 17 031 | 15 203 | 14 447 | 14 585 | 13 016 | 13 016 |
| **Capacité de désendettement (dette / CAF brute - en années)** | **15,8** | **12,5** | **14,0** | **15,9** | **15,4** | **17,2** | **16,8** |

*Source : CRC d'après les comptes de gestion*

L'encours de la dette a peu évolué sur la période.

L'augmentation forte de l'annuité de remboursement en capital des emprunts constatée en 2016 et 2017, ainsi que les refinancements d'emprunts intervenus durant ces mêmes années, sont à rattacher aux opérations de désensibilisation de deux emprunts structurés, examinés plus loin.

La structure de financement des investissements, très importants s'agissant notamment de la réalisation des infrastructures du réseau de tramway et de l'acquisition des matériels roulants, explique un niveau d'endettement élevé et une capacité de désendettement dégradée (la capacité d'autofinancement dégagée représente ainsi moins de 10 % de l'endettement total conduisant ainsi à un nombre d'années nécessaires à la couverture de la totalité des emprunts supérieur à dix ans).

Ces constats doivent être cependant relativisés en considération des éléments de fiabilité des comptes du syndicat évoqués ci-avant et du transfert à venir à la métropole, des dettes souscrites pour le financement d'immobilisations relevant de la commune de Clermont-Ferrand ou de la communauté d'agglomération, également à transférer.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



### 7.5.2- La structure de la dette

Les éléments du budget 2019 indiquent que la dette de la collectivité ne comporte désormais plus que des emprunts à taux fixes ou variables (catégorie A-1 selon la classification prévue par la circulaire du 25 juin 2010)[6].

Ce n'était pas le cas au début de la période contrôlée. Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise avait en effet contracté auprès de Dexia et du Crédit agricole, entre 2004 et 2008, quatre emprunts à taux structurés pour un montant initial total de

33 M€. La structure de taux retenue pour ces emprunts emportant un risque pour partie déjà réalisé, l'établissement a décidé de rechercher un refinancement présentant moins de risques.

Sur les quatre emprunts à taux structuré détenus par le syndicat, deux parmi les moins exposés ont pu être renégociés durant les exercices 2013 et 2014.

Les deux autres emprunts, contractés en 2006 et 2008 pour un capital initial de 16 M€ présentaient encore un encours à rembourser de respectivement 5,6 M€ et 6,5 M€ à fin 2014. Leurs taux étaient fondés sur l'inflation française et sur des conditions du LIBOR[7] (score Gissler[8] 4E) pour le premier et sur un rapport de taux de change franc suisse/euro (hors charte Gissler) pour le second. Leurs conditions de sortie, s'agissant notamment de l'indemnité de remboursement anticipé, étaient très pénalisantes.

La loi de finances pour 2014 a créé un fonds de soutien visant à apporter une aide aux collectivités et établissements les plus fortement affectés par les emprunts structurés dont ils resteraient porteurs. L'aide est calculée par référence à l'indemnité de remboursement anticipée (IRA) due au titre des emprunts, allégeant d'autant le coût associé à leur remboursement anticipé. Elle est versée par fraction annuelle, après acquittement par la collectivité de l'indemnité de remboursement anticipé exigée par la banque.

Par délibération du 22 janvier 2015, le comité syndical du SMTC a sollicité l'aide du fonds de soutien et autorisé la conclusion d'une transaction avec la Société de financement local (SFIL), établissement bancaire ayant repris les actifs de DEXIA après sa faillite (éléments confirmés par la SFIL par courrier du 10 février 2015).

À l'indemnité de remboursement anticipé résultant des termes des contrats de prêt, a été substituée une indemnité compensatoire dérogatoire visant à maintenir entre les parties un certain équilibre financier résultant des contrats initiaux.

Les conditions de la renégociation ont été examinées par le comité syndical le 24 septembre 2015 qui a alors autorisé l'opération de désensibilisation des prêts à taux structurés restant en cours et la signature des contrats de prêt afférents avec la Caisse française de financement local (CAFFIL).

Aux termes du protocole transactionnel, la CAFFIL s'engage à refinancer les contrats de prêt sans réaliser de marge et le SMTC à solliciter l'aide du fonds de soutien, les deux parties renonçant à toutes actions relatives aux prêts refinancés.

---

[6] N°IQCB1015077C.

[7] LIBOR (London interbank offered rate) : taux de référence du marché monétaire de différentes devises.

[8] Destinée à favoriser une meilleure compréhension des produits proposés aux collectivités, la classification Gissler permet de les ranger selon une matrice à double entrée : le chiffre (de 1 à 5) traduit la complexité de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt et la lettre (de A à E) exprime le degré de complexité de la formule de calcul des intérêts. Par extension, la catégorie « Hors Charte » (F6) regroupe tous les produits déconseillés par la Charte et que les établissements signataires se sont engagés à ne plus commercialiser.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Au-delà de la restructuration des prêts à taux structuré, l'obtention de prêts à taux avantageux pour les opérations en cours a conduit à étendre le montant des nouveaux emprunts au-delà du seul besoin de désensibilisation de la dette, aux fins d'assurer le financement des investissements du SMTC, à hauteur de 35 M€ avec 29 M€ rattachés au premier contrat renégocié et 6 M€ au second contrat.

Deux contrats de prêt ont alors été conclus avec la CAFFIL.

**Tableau n° 21 : Les contrats de prêts CAFFIL**

| Contrat de prêt n° | CFFL MIN 505549 EUR | Durée | Taux | |
|---|---|---|---|---|
| PRÊT N°2 | 12 112 216,20 € | 15 ans 9 mois | Fixe 3,25 % | pour le refinancement de l'emprunt structuré |
| *dont* | *6 492 216,20 €* | | | *capital restant dû* |
| *dont* | *5 620 000,00 €* | | | *indemnité compensatrice dérogatoire capitalisée* |
| PRÊT N°1 | 29 000 000,00 € | 20 ans | Fixe 3,25 % | pour le financement d'investissement |
| **Montant total** | **41 112 216,20 €** | | | |
| | | | | |
| **Contrat de prêt n°** | **CFFL MIS 505550 EUR** | | | |
| PRÊT N°1 | 5 155 235,85 € | 15 ans | Fixe 3,25 % | pour le refinancement de l'emprunt structuré |
| PRÊT N°2 | 6 000 000,00 € | 20 ans | Fixe 2,58 % | pour le financement des investissements |
| **Montant total de** | **11 155 235,85 €** | | | |

*Source : protocole transactionnel*

L'aide du fonds de soutien, déterminée en fonction du montant des indemnités de remboursement anticipé telles que prévues aux contrats des prêts initiaux, se monte ainsi à près de 13 M€ ; le versement en est échelonné jusqu'en 2028, à raison de 484 802 € par an.

En conclusion, pour un capital total emprunté de 16 M€, le remboursement anticipé des deux contrats d'emprunt a induit pour le syndicat quelque 5,6 M€ d'indemnités, qui ont été capitalisées dans le montant des nouveaux emprunts souscrits en substitution. Il faut encore y ajouter la fraction des indemnités de remboursement anticipé, non compensée par le fonds d'aide, soit un coût total excédant 6,5 M€.

## 8- LE PERSONNEL

### 8.1- L'évolution des effectifs

Les effectifs du SMTC-AC ont évolué de 43 agents en 2013 à 50 en 2018, 41 étant titulaires et neuf contractuels. L'augmentation a concerné aussi bien le personnel technique (+ 3) que le personnel administratif (+ 4). La croissance des effectifs administratifs tient essentiellement au recrutement de personnels contractuels, l'effectif des titulaires étant resté identique. Le nombre de cadres (catégories A et emploi fonctionnel) a progressé de 17 en 2013 à 23 en 2018, personnels techniques et administratifs confondus.

Selon les informations figurant au budget primitif pour l'exercice 2020, l'effectif permanent du SMTC est fixé à 61 postes en relation avec l'entrée en exploitation du projet du SMTC pour la période 2016-2032. Il n'est toutefois pas prévu une utilisation immédiate des postes ainsi ouverts.

Les conditions de recrutement des agents contractuels n'appellent pas d'observations.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



### 8.2- L'organisation des services

En 2013, l'organigramme du syndicat était organisé autour d'une directrice gérant sept directions et services. En 2017, l'organisation des services du syndicat mixte a évolué afin de prendre en compte l'incidence du projet SMTC 2016-2032. Le directeur général des services chapeaute dès lors trois grandes directions aux compétences sectorielles, épaulées d'une direction des ressources humaines et d'une direction reconfigurée traitant des questions de communication.

### 8.3- Le régime indemnitaire

#### 8.3.1- Le régime indemnitaire actuel du SMTC

Le régime indemnitaire actuel du personnel du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise en vigueur durant la période de contrôle relevait de délibérations prises entre 1999 et 2008. Les conditions d'attributions, de primes et indemnités au personnel du SMTC, conformes aux textes réglementaires et aux délibérations prises par le comité syndical du SMTC n'appellent pas d'observation particulière qu'il s'agisse notamment des indemnités d'astreinte ou des indemnités horaires pour travaux supplémentaires

#### 8.3.2- Le régime indemnitaire, tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

Créé pour la fonction publique de l'État par décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) doit également être mis en œuvre per les collectivités territoriales, au plus tard au 1er janvier 2017 pour les cadres d'emplois équivalents aux corps de la fonction publique d'État pour lesquels le RIFSEEP est déjà déployé.

Selon le rapport d'orientations budgétaires se rapportant à l'année 2018, le nouveau régime indemnitaire devait être mis en place durant la même année. Dans les faits, aucune délibération décidant de son principe et de ses modalités n'est intervenue.

Si en 2018 et 2019, les corps de rattachement des personnels techniques du syndicat ne disposaient pas d'équivalence dans la fonction publique d'État, sur les 50 personnes constituant le personnel du syndicat, 37 appartiennent à des corps de la filière administrative pour lesquels le RIFSEEP pouvait s'appliquer.

Le décret du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale actualise les équivalences avec la fonction publique de l'État des différents cadres d'emplois de la fonction publique territoriale, pour la définition des régimes indemnitaires servis aux agents territoriaux. Il débloque ainsi les motifs de retard ayant entravé la généralisation de l'application du RIFSEEP à l'ensemble des agents territoriaux, notamment ceux de la filière technique.

La publication du décret étant intervenue peu avant l'entrée en vigueur de l'état d'urgence sanitaire, le comité syndical n'a pu en tirer les conséquences utiles permettant d'instaurer le RIFSEEP au bénéfice de l'ensemble du personnel. La mise en place du RIFSEEP étant affichée comme un objectif depuis l'année 2018, le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise est invité à déployer dans les meilleurs délais le nouveau régime indemnitaire, tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

Dans sa réponse aux observation provisoires, l'ordonnateur a indiqué que la mise en place du RIFSEEP constituait une priorité d'action en 2021, avec l'objectif d'un déploiement au 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



# 9- LA COMMANDE PUBLIQUE

## 9.1- Les marchés publics sur la période 2013-2018

De par son activité d'opérateur de réseaux telle que définie par l'article L. 1212-3 du code de la commande publique, le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise est réputé constituer une entité adjudicatrice, et par suite soumis aux dispositions dudit code.

Sur la période de 2013 à 2018, le syndicat mixte a publié une liste de 348 marchés publics passés, tous types de marchés et de procédures confondus.

Sur le fondement des mandats payés durant l'année 2018, il peut être constaté que le syndicat a recours très majoritairement aux marchés publics pour les commandes qu'il effectue, particulièrement pour les immobilisations représentant l'essentiel des commandes en valeur.

Un nombre important des contrats (160 soit 46%) est passé selon une procédure adaptée (MAPA), au titre de l'article 27 du code des marchés de 2006 puis de celui de 2016. 97 contrats ont été conclus sur appel d'offres ouverts, dont 27 dans le cadre de marchés subséquents à un accord-cadre[9].

48 marchés ont été négociés, notamment ceux relatifs à l'acquisition de nouvelles rames de tramway, ainsi que pour l'aménagement des postes de conduite pour lesquels il n'existe qu'un seul fabricant, la société NTL, filiale d'Alsthom.

Sur la période 2013-2018, les principaux bénéficiaires des commandes syndicales sont les fournisseurs de matériels de transport, ainsi que les entreprises de travaux publics intervenant dans la réalisation des infrastructures et les sociétés sous-traitantes pour l'activité de transport (lignes régulières affrétées, transports scolaires, transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite, transport à la demande pour le transport extra-urbain).

L'examen des marchés passés révèle une répartition entre les grands acteurs, bien identifiés dans chaque domaine d'activité, hormis pour le tramway pour lequel un seul fabriquant assure la construction sans partition possible de la commande.

## 9.2- L'organisation interne

Les délégations de compétence et de signatures n'appellent pas d'observations particulières.

La composition de la commission d'appel d'offres constituée à l'issue des élections municipales de 2014 a été modifiée après renouvellement du comité syndical.

Par délibération du comité syndical du 4 avril 2019, une commission d'appel d'offres spécifique au projet de restructuration des lignes B et C de bus à haut niveau de service et leur passage en site propre a été créée, la métropole Clermont-Auvergne-Métropole ayant confié au syndicat la maîtrise d'ouvrage du projet pour la partie relevant de sa compétence en matière de voirie. Cette commission d'appel d'offres spécifique est appelée à se prononcer sur les marchés, passés pour les seuls besoins du projet, dont la valeur estimée (hors taxe) est égale ou supérieure aux seuils européens, les marchés hors projet des lignes B et C restant de la compétence de la commission d'appel d'offres du SMTC dite permanente.

[9] Les marchés subséquents sont les marchés conclus sur le fondement d'un accord-cadre qui ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Par délibération du 5 avril 2018, le comité syndical du SMTC a établi un règlement intérieur pour la commission d'appel d'offres du SMTC-AC précisant les modalités d'élections et de composition, d'organisation et de compétences de la commission. Puis, par délibération du 4 avril 2019, concomitamment à la création de la CAO spécifique au projet de restructuration des lignes B et C, le comité syndical du SMTC a mis à jour le règlement intérieur « *applicable aux commissions d'appel d'offres permanentes et spécifiques du SMTC de l'agglomération clermontoise* ».

La chambre observe qu'aucun article du règlement intérieur ne définit la conduite à adopter en cas de risque de conflits d'intérêts des membres de la commission, lors de l'attribution des marchés publics.

#### 9.2.1- Le guide de la commande publique

Les rapports d'activité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise pour les années 2013 et 2014 mentionnent la finalisation d'un guide pratique des marchés publics comme l'un des objectifs assignés au service chargé de la commande publique, pour l'année suivante. Présentés selon une articulation différente, les rapports d'activités des exercices postérieurs n'exposent plus l'activité des services et n'évoquent donc plus l'objectif en question.

En tout état de cause, le SMTC a confirmé qu'aucun guide n'avait été encore élaboré du fait des évolutions successives de la réglementation intervenues en 2015 puis 2019. En matière de procédures, le syndicat s'appuie alors exclusivement sur le service de la commande publique pour assurer le contrôle du respect et de la mise en œuvre des procédures règlementaires.

Or, bien que l'article L. 2123 du code de la commande publique dispose qu'« *une procédure adaptée est une procédure par laquelle l'acheteur définit librement les modalités de passation du marché, dans le respect des principes de la commande publique et des dispositions du présent livre, à l'exception de celles relatives à des obligations inhérentes à un achat selon une procédure formalisée* », aucune disposition spécifique n'a été adoptée jusqu'à ce jour par le syndicat en matière de passation des marchés à procédure adaptée.

Le syndicat est invité à définir les modalités de passation des marchés conclus selon la procédure adaptée et, en terme de référentiel et outils de gestion pour les services opérationnels et dépensiers, à élaborer un guide de la commande publique en vue notamment de préciser pour les différents acteurs, les règles de passation des marchés publics en vigueur, ainsi que les procédures d'appel à la concurrence à observer pour les marchés hors procédure formalisée.

Ayant été invité par la chambre à définir les modalités de passation des marchés conclus selon la procédure adaptée et, en terme de référentiel et outils de gestion pour les services opérationnels et dépensiers, à élaborer un guide de la commande publique en vue notamment de préciser pour les différents acteurs, les règles de passation des marchés publics en vigueur, ainsi que les procédures d'appel à la concurrence à observer pour les marchés hors procédure formalisée, le syndicat a indiqué avoir élaboré un guide des procédures qu'il a mis en ligne sur son intranet depuis mars 2021.

### 9.3- La restructuration du viaduc Saint-Jacques

L'examen des procédures de commande publique a été effectué de façon exhaustive pour l'ensemble des marchés conclus dans le cadre de l'opération de réhabilitation du viaduc Saint-Jacques, ouvrage d'art appartenant à la commune de Clermont-Ferrand avant transfert à la

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



métropole, couvert par une convention de superposition de gestions et dont l'opération de réhabilitation a fait l'objet d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage.

#### 9.3.1- Le viaduc Saint-Jacques

Le viaduc Saint-Jacques est un ouvrage d'art construit en 1965, mis en service en 1967, qui relie le centre de Clermont-Ferrand au quartier Saint-Jacques par une liaison routière qui était à l'origine à deux fois deux voies. Le centre hospitalier universitaire Gabriel Montpied est situé dans le quartier Saint Jacques, à l'extrémité sud du viaduc, tandis que les universités de droit, de sciences économiques et de lettres sont implantées à l'extrémité nord. Dans le cadre de la construction de la ligne de tramway, le viaduc Saint-Jacques a été adapté pour accueillir les voies de tramway et une voie de circulation automobile dans chaque sens.
Par convention du 21 juillet 2003, la commune de Clermont-Ferrand a autorisé le SMTC à occuper les emprises de son domaine public, nécessaires à la réalisation de la ligne de tramway. Les deux organismes ont défini les modalités de superposition de gestion sur ces emprises en ce qui concerne la réalisation des travaux, l'exploitation des ouvrages, leur entretien et les interventions ultérieures. Parmi les emprises concernées, figure celle du viaduc Saint-Jacques.

Après plus de dix ans d'exploitation du tramway, des infiltrations ont été mises en évidence, fragilisant la superstructure du viaduc et principalement la ligne de tramway dont les contraintes d'exploitation sont plus exigeantes que celles de la voirie routière. Pour une grande partie, ces infiltrations sont apparues résulter de malfaçons originelles, amplifiées par la circulation du tramway, celui-ci étant par ailleurs plus sensible aux petites déformations de la structure.

Si, pour la commune de Clermont-Ferrand, il n'y avait pas de nécessité urgente de reprise des malfaçons qui ne perturbaient pas encore la circulation automobile, le SMTC et la ville se sont entendus dans le but d'éviter de multiplier les interventions génératrices de gênes pour les usagers.

Par convention du 30 mars 2016, la commune de Clermont-Ferrand et le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise ont ainsi convenu de désigner le SMTC-AC comme maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux de réhabilitation à effectuer sur le viaduc Saint-Jacques, le SMTC-AC étant autorisé à intervenir sur le domaine public de la ville. Les conséquences financières pour chacune des parties ont été précisées et détaillées dans une seconde convention, signée le 27 juillet 2016.

#### 9.3.2- Le marché de maîtrise d'œuvre

Par délibération du 22 janvier 2015, le comité syndical du SMTC- AC a décidé de mettre en place un jury de maitrise d'œuvre pour la réhabilitation du viaduc Saint-Jacques et du programme d'entretien et maintenance sur la partie sud du réseau (M15-10). Le règlement de consultation précise que la date limite pour la remise des offres était fixée au mardi 24 mars 2015.

La société INGEROP Conseil et ingénierie a été retenue, avec un acte d'engagement signé pour un montant total de 797 225 € HT. Deux sous-traitants étaient désignés, la société EPSILON Ingénierie pour l'assistance technique chaussées et la société GROUPE CEBTP pour les prestations d'ingénierie routière et de structures.
Un premier avenant a été signé le 2 décembre 2015 fixant le coût prévisionnel des travaux et portant le coût du forfait de maîtrise d'œuvre à la somme de 817 331,82 € HT.

Un second avenant a été signé le 3 mars 2016, prenant en compte des prestations supplémentaires liées à une modification de programme induite par la découverte tardive par

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



la ville de Clermont-Ferrand de déformations de la structure nécessitant la pose d'étais de soutènement (butonnage). Le prix final du marché de maîtrise d'œuvre a alors été arrêté à la somme de 836 131,62 € H.T.

L'exécution des marchés de travaux a conduit à un dépassement du coût des travaux, supérieur à la marge de tolérance, en prenant en considération les avenants et les transactions opérées, sans cependant avoir donné lieu à décompte de pénalités sur la rémunération servie au maître d'œuvre. La première transaction actée visait en effet à prendre en compte les conséquences de décalages de plannings de réalisation des travaux, par suite de la découverte d'éléments non répertoriés dans la documentation technique établie lors de la construction du viaduc en 1965. La seconde transaction traitait des ragréages à opérer sans que les produits et procédures d'application aient pu être mis en cause.

#### 9.3.3- La passation des marchés de travaux

Pour la réalisation des travaux de réhabilitation du viaduc Saint-Jacques et de sa plateforme tramway, le SMTC-AC a décidé de lancer un appel d'offres restreint conformément aux dispositions du code des marchés publics de 2006, le montant du marché étant alors estimé à 5 593 000 € HT.

La commande était décomposée en deux lots :

- lot n° 1 relatif à la démolition et aux travaux de génie civil d'ouvrage d'art ;
- lot n° 2 relatif à la reconstruction de la superstructure de l'ouvrage.

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié au bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) du 5 octobre 2015, au journal officiel de l'union européenne (JOUE) du 7 octobre 2015 et sur la plateforme MARCO-DEMAT le 2 octobre 2015. Un avis rectificatif a été publié sur les même supports, respectivement les 9 et 14 octobre 2015.

Pour le lot n° 1 relatif à la démolition et aux travaux de génie civil d'ouvrage d'art, la commission d'appel d'offres a retenu cinq candidats autorisés à présenter une offre. Pour le lot n° 2, quatre candidats ont été admis.

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 27 janvier 2016 et a retenu l'offre du groupement conduit par Eiffage Route Centre-Est pour le lot n° 1. Le dépôt tardif du rapport d'analyse et les désaccords entre les membres de la commission d'appel d'offres, sur le bien-fondé de certains éléments de la notation, ont conduit la commission à reporter sa décision pour le lot n° 2, après examen d'un rapport complémentaire. La commission s'est alors réunie le 5 février 2016 et a retenu l'offre du groupement conduit par NGE.

#### 9.3.4- L'exécution du marché M16-16 de réalisation des travaux du lot n° 1

Aux termes de l'acte d'engagement, le marché M16-16 relatif au lot n° 1 s'établit à un montant de 1 996 456,13 € hors taxe, soit sur la base d'un taux de TVA de 20 %, un montant toutes taxes comprises de 2 395 747,36 €. Cinq sous-traitants ont été déclarés.

Des avenants n° 1, n° 2 et n° 3 de montants respectifs de 38 100,00 € HT, 34 510,00 € HT et 8 730,00 € HT, ont été signés le 30 novembre 2016. Ils prennent en compte les travaux supplémentaires à réaliser par suite de la découverte d'éléments de structure non prévus et corrodés, et de la modification des dispositifs d'évacuation des drains en résultant. Malgré le faible montant de ces avenants, la commission d'appel d'offres a été consultée et s'est réunie pour ce faire le 16 novembre 2016.

Un avenant n° 4 d'un montant de 98 049,56 € HT a été signé le 29 mars 2017. Il a pour objet l'augmentation de la masse de travaux rendue nécessaire par la découverte d'un état de

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



surface du tablier plus dégradée que prévu, et nécessitant un ragréage plus important en terme de matière utilisée. Cet avenant n° 4 conduisant à un montant cumulé des avenants dépassant le seuil de 5 % du prix du marché initial, la commission d'appel d'offre a été consultée et a rendu un avis favorable le 22 février 2017.

Après avenants, le montant total du marché ressort ainsi à 2 175 845,69 € HT.
Suite aux opérations préalables à la réception des travaux du 14 octobre 2016, le maître d'œuvre a proposé de prononcer la réception des travaux sous réserve de l'exécution concluante des essais d'étanchéité et de la réalisation des éléments à finaliser.

Le président du SMTC a constaté le 17 novembre 2016 la fin des travaux, arrêtée à la date du 14 octobre 2016. Il en a prononcé la réception avec des réserves, devant être levées avant le 14 novembre 2016. Ces réserves ont été finalement levées le 7 décembre 2017, soit plus d'un an après la date limite. Hormis les incohérences de dates des documents, l'exécution du marché en question n'appelle pas d'observation particulière.

#### 9.3.5- L'exécution du marché M16-17 de réalisation des travaux du lot n° 2

Aux termes de l'acte d'engagement, le marché M16-17 relatif au lot n° 2 s'établissait à un montant de 2 225 147,16 € hors taxe, soit sur la base d'un taux de TVA de 20 %, à un montant toutes taxes comprises de 2 670 176,59 €. Six sous-traitants ont été déclarés.

Un seul avenant n° 1, d'un montant de 109 738,68 € HT a été signé le 17 mai 2017. Il avait pour objet l'augmentation de la masse de travaux rendue nécessaire par la découverte d'un état de l'existant révélant un écart significatif avec le prévisionnel, ainsi que par une évolution des quantités (câbles courant faible/courant fort et couche d'étanchéité).

Le montant total du marché s'en est trouvé porté à 2 334 885,84 € HT.

Suite aux opérations préalables à la réception des travaux du 13 octobre 2016, le maître d'œuvre a proposé de prononcer la réception des travaux, sous réserve de l'exécution de travaux de finition et de la réalisation des éléments à finaliser.

Comme constaté pour le lot n° 1, la réception définitive des travaux est intervenue postérieurement à la date limite, les réserves ayant été finalement levées le 28 décembre 2016.

Au terme de l'exécution du marché, la société agissant pour le compte du groupement, a adressé par courrier du 28 février 2017 au SMTC-AC une demande de rémunération de prestations supplémentaires fondée sur les décalages successifs ayant affecté la date de démarrage des travaux, sur des conditions d'exécution différentes de celles prévues au marché et sur des prestations rendues nécessaires à la bonne exécution du marché.

La rémunération supplémentaire demandée se montait à 2 061 624,08 € HT, soit un quasi doublement du montant initial du marché. Interrogé par le SMTC, le maître d'œuvre a évalué le montant réel des dommages fondant les prétentions du groupement d'entreprises à 399 000,00 € HT. Sur cette base d'analyse, le SMTC a proposé à NGE une transaction à hauteur de 357 000,00 € HT. Sa proposition ayant été acceptée, un protocole d'accord transactionnel a été signé le 19 juillet 2017.

Constatant l'apparition de déformations de type orniérage et un dépassement des seuils de tolérance des enrobés des deux voies de tramway, le SMTC s'est ensuite retourné contre la société précitée qui a contesté sa responsabilité dans la situation observée. L'assureur du SMTC ayant accepté la prise en charge du sinistre à hauteur de 140 000 € HT, le SMTC et l'entreprise ont convenu d'un second protocole d'accord transactionnel, signé le 16 mai 2018,

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



effectuant le partage du coût net des opérations de reprise valorisées à un total de 290 000 €. Il en résulte que le SMTC a ainsi supporté quelque 215 000 € HT (140 000 € remboursé par l'assurance + 75 000 € propres) au titre de l'exécution des travaux de reprise, l'entreprise prenant à sa charge 75 000 €.

Le montant total définitif de l'opération s'en est trouvé porté à 2 906 885,84 € HT (3 525 677,86 € TTC) hors révision.

#### 9.3.6- Les paiements

Le décompte des révisions de prix a conduit à un supplément de 31 179,05 € HT, soit un montant total du marché M16.17 de 2 938 064,89 € au terme de l'exécution des travaux, conforme au règlement des mandats de paiement effectivement émis et réglés.

L'état d'acompte n° 7 produit à l'appui du mandat n° 84 du 5 février 2018, présente le montant liquidé comme constitué du montant de base du marché et de l'avenant, le solde devant être acquitté lors du règlement du protocole transactionnel de 357 000,00 € HT.

En fait, il ressort de l'analyse des mouvements retracés au compte de gestion qu'un règlement de 357 000 € HT, correspondant au montant du protocole transactionnel a été effectué dès le 7 août 2017, soit six mois avant la mise en paiement de l'acompte n° 7. Le paiement du mandat n° 84 du 5 février 2018 correspond donc à la liquidation du solde du marché, et ce sans qu'un décompte général et définitif n'ait été produit, ni même établi.

La reconstitution des mouvements comptables a ainsi mis en évidence une lacune importante dans le suivi de l'opération, tant par le maître d'œuvre que par le syndicat.

### 9.4- Synthèse des constats relatifs à la gestion de la commande publique

Des constats et analyses rapportés ci-dessus, il ressort que la procédure de passation des marchés publics n'est pas suffisamment définie au sein du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise : aucun règlement n'a été arrêté par le comité syndical et un guide des procédures n'a été mis en ligne sur l'intranet du syndicat qu'en mars 2021.

Une délégation de signature consentie au seul adjoint au président, désigné comme représentant du pouvoir adjudicateur, si elle permet au service de la commande publique de contrôler directement les procédures appliquées, ne peut suffire à garantir le respect des procédures légales et règlementaires, ou propres au syndicat qui demeurent non formalisées.

Si le code des marchés publics, auquel a succédé le code de la commande publique, laisse une large autonomie de décision aux organismes publics quant à la détermination des règles gouvernant la passation des marchés à procédure adaptée, il revient tout de même à leur assemblée délibérante d'en définir le contenu.

L'examen de l'ensemble des marchés de travaux se rapportant à la réhabilitation du Viaduc Saint-Jacques a cependant permis de constater que les marchés à procédure formalisée avaient été passés dans le respect des contraintes légales, la commission d'appel d'offres effectuant en particulier un réel travail d'examen des offres.

Le suivi de l'exécution des marchés de travaux manque cependant de rigueur, comme en attestent les incohérences de dates des documents de réception des travaux ainsi que l'absence de production d'un décompte général et définitif pour le règlement du solde du marché M16-16, carence qui n'est pas sans conséquence en termes d'arrêté des comptes

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



comme en termes juridiques, puisque conditionnant la livraison des travaux réalisés des entreprises prestataires à la collectivité maître d'ouvrage.

## 10- LE PROJET SMTC

### 10.1- Les réflexions préparatoires

Le plan de déplacements urbains de l'agglomération clermontoise a été adopté le 7 juillet 2011. En 2014, le SMTC-AC et l'agence d'urbanisme Clermont Métropole ont réalisé une première évaluation du PDU se rapportant à la période de 2011 à décembre 2013. Un livre blanc des mobilités a alors été publié en décembre 2014, préfigurant les actions envisagées par les différents acteurs de la mobilité.

La commune de Clermont-Ferrand et la Communauté d'agglomération de Clermont-Ferrand, en partenariat avec le SMTC, ont organisé de septembre 2015 à juin 2016, des « Rencontres citoyennes de la mobilité » qui avaient pour objectif de débattre avec les habitants de l'agglomération, afin de faire émerger les constats majeurs, diagnostics et visions sur l'évolution des problématiques de mobilité du territoire.

Parallèlement à ces rencontres citoyennes, un débat portant sur la définition et l'écriture d'un projet formalisé a été engagé au sein du SMTC, en marge de la réunion du comité syndical du 28 janvier 2016. Un groupe de travail a alors été constitué, puis un séminaire organisé le 25 mars 2016. Y étaient invités l'ensemble des vice-présidents du SMTC, et tout élu du syndicat en faisant la demande. Dans les faits, la participation a été constituée du président, des vice-présidents et de deux autres membres du comité syndical. Ont également participé, à titre d'experts techniques, deux cadres de Clermont-Communauté et l'un de la commune de Clermont-Ferrand, un représentant de l'agence d'urbanisme Clermont Métropole, le directeur général de la régie T2C et le directeur général des services du SMTC.

Le projet du SMTC a été évoqué devant le comité syndical, à l'occasion de l'examen du rapport d'orientations budgétaires pour 2017, lors de la réunion du comité syndical qui s'est tenue le 17 novembre 2016, mais dans des termes très généraux et centrés sur l'aspect budgétaire.

Les principales opérations d'investissement liées au projet ont été présentées avec différentes options envisageables, le syndicat n'ayant pas encore effectivement adopté le plan.

Le réseau y était présenté comme devant évoluer vers une structuration en quatre lignes fortes. L'évolution de la ligne B a été examinée en envisageant deux options : soit la réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS), soit la création d'une ligne de tramway valorisée à 150 M€ avec une mise en service escomptée pour 2024. L'option de la mise en site propre partielle de la ligne C y était valorisée à 80 M€ pour une mise en service en 2023, et celle de la réalisation d'une nouvelle ligne D, en site propre partielle, à 90 M€ pour une mise en service en 2028. La restructuration d'ensemble du réseau autour de ces lignes fortes n'y était pas valorisée financièrement.

Avec pour l'objectif d'évolution vers des transports plus propres, le coût du passage progressif et partiel à une traction électrique était évalué à 5 M€ par an.

Enfin, les alternatives à la voiture individuelle y étaient estimées à un coût de 2 M€ pour l'aménagement des stations de co-voiturage en péri-urbain, et à 3,2 M€ au titre des stations vélos et box dans les gares.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



La réalisation du projet était conditionnée à une amélioration des ratios financiers, le ratio épargne brute / recettes de fonctionnement devant rester au-dessus de 25 % pour permettre le remboursement des emprunts et la couverture de la dotation aux amortissements, soit de facto une augmentation sensible des recettes commerciales.

### 10.2- Le projet SMTC

Le 5 janvier 2017, le bureau a approuvé un projet sur 15 ans, couvrant la période 2017-2032, pour un accès à la mobilité métropolitaine plus égalitaire et plus durable et pour construire « la métropole du développement harmonieux », selon la terminologie retenue.

Le 12 janvier 2017, le comité syndical a adopté le projet SMTC s'inscrivant autour des quatre enjeux forts évoqués lors du séminaire du 25 mars 2016 : mobilité pour tous, mobilité durable, mobilité au cœur du développement urbain et mobilité éducative.

Selon la délibération, le projet du SMTC porte des engagements précis et mesurables :

- des services plus simples et plus accessibles pour tous les publics (incluant la création de lignes fortes en site propre et l'intermodalité) ;
- une ingénierie de la mobilité disponible (incluant les intercommunalités hors périmètre) ;
- un terrain d'expérimentation pour les entreprises qui innovent (réseau French Tech #Cleantech #Mobility, dispositif Auvermouv') ;
- des transports plus propres et moins bruyants (objectif de 80 % de déplacement zéro émission de $CO_2$ et particules en 2032).

Le projet prévoit également le déploiement de services plus nombreux, plus adaptés et plus simples d'utilisation :

- de nouveaux services pour mieux profiter de la vie urbaine (lignes de nuit, lignes express reliant des zones du SCOT hors SMTC) ;
- une intégration plus forte entre systèmes de transport à l'échelle du pôle métropolitain (création d'une SPL pour gérer la billettique et l'information aux usagers, possibilité pour les EPCI du Grand Clermont d'intégrer le SMTC) ;
- des partenariats pour les étudiants, la culture, le sport et le tourisme.

Il entend également porter une exigence de performance :

- par une fréquentation accrue des services, devant permettre de réduire les déficits unitaires d'exploitation (le projet est fondé sur la croissance de la fréquentation de 110 voyages/an/habitant en 2016 à 180 en 2032) ;
- par une alternative crédible à la voiture individuelle, devant participer à l'amélioration de la qualité de l'air (réseau de voirie piéton/vélo) ;
- par un renforcement des démarches commerciales, devant promouvoir et développer l'usage des transports publics (démarche marketing à inclure dans le prochain contrat SMTCT2C).

Enfin, le projet SMTC est aussi présenté comme ayant pour objectif de construire « la métropole du développement harmonieux », en termes :

- de temps d'accès, comme mesure de qualité de l'offre ;
- d'un accompagnement à l'usage des modes doux et partagés ;
- d'accès aux grands sites de nature inclus dans le ressort territorial du SMTC ;
- d'une proposition pédagogique ciblée sur les jeunes.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



### 10.3- La mise en œuvre

#### 10.3.1- Le suivi

La mise en œuvre du projet SMTC fait l'objet d'un suivi croisé entre les engagements du SMTC, répertoriés selon les 15 thèmes présentés le 12 janvier 2017, et les souhaits de la population exprimés lors des rencontres citoyennes de la mobilité, déclinés selon les 22 thèmes du manifeste élaboré à leur suite.

Lors d'un séminaire organisé le 23 novembre 2017, le rapprochement croisé des deux séries de critères a dressé un état des lieux présenté sur un tableau récapitulatif de l'ensemble des actions engagées, en cours de mise en place (vert), les actions engagées mais non encore totalement opérationnelles (jaune), les actions complexes non encore engagées (orange) et les actions stoppées, à lancer ou non encore définies (rouge).

Plusieurs actions y apparaissent comme mises en place, à l'exemple de la création d'une ligne de nuit gratuite en semaine présentant une fréquentation jugée satisfaisante.

Toutefois, certains croisements d'engagements ne semblent pas pertinents. Ainsi, si la mise en place de ligne de bus de nuit justifie l'atteinte de l'objectif n° 1 des rencontres citoyennes (mise en place du bus de nuit), le lien également établi avec les objectifs n° 3 « *Un terrain d'expérimentation pour les entreprises qui innovent* », n° 4 « *Des transports plus propres et moins bruyants* », n° 7 « *Une intégration plus forte entre systèmes de transport à l'échelle du pôle métropolitain* », n° 13 « *Un accompagnement à l'usage des modes doux et partagés* » ou n° 15 « *Une proposition pédagogique partagée ciblée sur les jeunes* » n'apparaît pas évident.

#### 10.3.2- La création des lignes fortes de bus à haut niveau de service en site propre

##### *10.3.2.1- La décision*

Par délibération du 5 juillet 2018, le comité syndical du SMTC-AC a approuvé la création des quatre lignes fortes autour de la ligne A de tramway, la mise en site réservé des actuelles lignes B et C de bus à haut niveau de service, et la création d'une nouvelle ligne D.
L'investissement global pour la réalisation des lignes B et C en site propre est estimé à 240 M€, cofinancé par le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise et Clermont Auvergne Métropole. Son financement est assuré par une participation de la région Auvergne-Rhône-Alpes, par le contrat de plan État-Région 2020-2026, les programmes du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour les périodes 2014-2020 et suivante, et le 4ème appel à projet du ministère de la transition écologique et solidaire sur les transports en commun en site propre. Le coût de fonctionnement lié à l'accroissement de l'offre de service est évalué à 9 M€ annuels. Le montage financier entre le syndicat et la Métropole reste ouvert, à ce stade de l'étude comme le montant des financements externes attendus.

Le calendrier de réalisation des lignes B et C prévoit un début des études en juillet 2018, en liaison avec la révision du plan de déplacements urbains, les travaux devant se dérouler de 2021 à septembre 2025, mois prévisionnel de mise en service des deux lignes en site propre.

##### *10.3.2.2- Les conventions entre le syndicat et la Métropole*

Par délibération du 6 décembre 2018, le comité syndical a approuvé la signature de deux conventions avec la métropole pour la réalisation de l'opération en question, la première précisant les objectifs et les moyens, la seconde définissant la co-maîtrise d'ouvrage.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## La convention d'objectifs et de moyens pour remodeler l'espace urbain autour d'un réseau structuré de transports en commun pour la métropole clermontoise

La « *convention d'objectifs et de moyens pour remodeler l'espace urbain autour d'un réseau structuré de transports en commun pour la métropole clermontoise* » reprend en préambule les actions entreprises par les deux établissements publics (rencontres citoyennes de la mobilité, projet SMTC-AC). L'objet de la convention y est défini comme la construction de deux lignes de transport en commun, majoritairement en site propre avec priorité absolue aux carrefours. Une ligne est prévue de Royat (place Allard) à Aulnat (aéroport), une autre ligne de Cournon d'Auvergne à la limite entre Clermont-Ferrand et Durtol.

La phase de construction de ces deux lignes inclut l'ensemble des opérations sur et sous le sol, inscrites entre les alignements d'immeuble, ou en cas de discontinuité d'alignement, incluant au minimum l'ensemble des circulations piétons, vélos, voitures et transports en commun (y compris la signalisation lumineuse, horizontale et verticale), ainsi que la rénovation de la voirie de façade à façade et une rénovation de l'espace public. Elle comporte aussi la réalisation d'un dépôt pour le matériel roulant, les infrastructures de recharge en ligne, le réseau de chaleur, les déviations de réseaux et la réalisation de deux parcs de stationnement relais.

Les instances de gouvernance du projet y sont également déterminées :

- un conseil exécutif présidé par le président de la métropole, composé des membres du bureau de la métropole, du président du SMTC, des vice-présidents du SMTC en charge des finances et de la restructuration du réseau, ainsi que du président de la régie T2C (à noter que François RAGE, président du SMTC est également vice-président du conseil métropolitain en charge de la mobilité et des transports, et donc membre du bureau de la métropole) ;
- un comité de pilotage partenarial, présidé par le président du SMTC ;
- une « réunion mobilité » présidée par le président de la métropole composée du président de l'agence d'urbanisme, du président du SMTC et du président de la régie T2C.

En application des stipulations de cette convention, le SMTC-AC assure la maîtrise d'ouvrage unique :

- de la phase 1 « pré-opérationnelle » correspondant à la conception, à la passation, l'exécution des marchés de maîtrise d'œuvre jusqu'à l'avant-projet ;
- de la phase 2 « opérationnelle » incluant la poursuite de la maîtrise d'œuvre jusqu'à son terme, la réalisation des travaux, la remise à la métropole des ouvrages relevant de sa compétence.

Au plan financier, la projection du montant des dépenses d'investissement demeure évaluée à 240 M€, dont 96 M€ relevant de la compétence métropolitaine. Le taux de subvention attendu est estimé à 15 % du projet.

Le SMTC-AC prend à sa charge les investissements relevant de la voirie en site propre, exclusifs, du matériel roulant, du système de recharge, du mobilier urbain spécifiquement dédié au transport et de la construction du dépôt.

La métropole prend à sa charge les dévoiements de réseaux, la centrale photovoltaïque, les aménagements urbains et paysagers, et les autres mobiliers urbains.

Pour la seule phase pré-opérationnelle, les investissements y sont répartis entre les deux établissements publics, à hauteur de 40 % pour la métropole et de 60 % pour le SMTC-AC. S'agissant de la phase opérationnelle, il est indiqué que la clé de répartition sera déterminée par avenant à la convention.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Le projet repose sur un financement de l'exploitation devant être assuré par l'accroissement du versement transport au taux maximum de 2 %, et par une augmentation de la contribution de la métropole progressant de 14,4 M€ par an en 2019 à 23,9 M€ par an en 2028 comme au tableau suivant :

**Tableau n° 22 : Accroissement de la contribution métropolitaine au SMTC**

| en M€ | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Contribution métropolitaine | 14,4 | 14,8 | 15,1 | 15,5 | 17,7 | 19,9 | 22,2 | 22,8 | 23,4 | 23,9 |

*Source : convention de co-maîtrise d'ouvrage*

**La convention de co-maîtrise d'ouvrage du projet de développement et de restructuration du réseau métropolitain de transports en commun**

La « *convention de co-maîtrise d'ouvrage du projet de développement et de restructuration du réseau métropolitain de transports en commun* » reprend les éléments insérés à la convention d'objectifs et de moyens, en ce qui concerne la co-maîtrise d'ouvrage.

Il est précisé que le SMTC-AC doit constituer une commission d'appel d'offres ad hoc incluant deux représentants de la métropole, désignés par elle parmi ses délégués au comité syndical du SMTC, et trois membres du SMTC-AC.

Les dépenses de la phase pré-opérationnelle y sont évaluées à un montant de 6 225 000 € HT, répartis entre le SMTC-AC à hauteur de 3 735 000 € HT et la métropole pour 2 490 000 € HT.

*10.3.2.3- Le début de la mise en œuvre*

En application des stipulations retenues dans ces conventions, une commission d'appel d'offres spécifique au projet de réalisation des lignes B et C a été créée par délibération du comité syndical du 4 avril 2019. Le comité syndical a élu parmi ses membres, ses cinq représentants titulaires et ses cinq membres suppléants.

Deux marchés négociés d'assistance à maîtrise d'ouvrage ont été lancés dans le courant de l'année 2018. Le premier relatif au « *management du projet des lignes B et C du réseau de transports en commun de l'agglomération clermontoise* », a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 19 juin 2018. Il a été attribué le 21 novembre 2018 *pour* un montant de 2 400 000 € HT.

Le second, relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage technique du projet des lignes B et C du réseau de transports en commun de l'agglomération clermontoise, a été publié au JOUE le 13 novembre 2018. Il a été attribué le 26 juin 2019 pour un montant de 4 885 626 € HT.

D'une même durée d'exécution, fixée à 84 mois, les marchés en question n'ont pu donner lieu à analyse des conditions d'exécution dans le cadre du présent contrôle de gestion.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## 11- LE PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS

Un plan de déplacements urbains a été élaboré en 2011 ; il a été révisé en 2019. C'est donc le plan de déplacements urbains de 2011 qui s'est appliqué sur l'essentiel de la période contrôlée.

### 11.1- Le fondement juridique

Jusqu'à l'entrée en application de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRé), l'article L.1214-1 du code des transports disposait que « *le plan de déplacements urbains détermine les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement dans le périmètre de transports urbains défini par les dispositions de la section 2 du chapitre unique du titre III du présent livre* ». À compter d'août 2015, le plan de déplacement urbain est déterminé « *dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité* » ce qui, dans le cas du SMTC n'entraine aucune conséquence, le périmètre des transports urbains retenu jusqu'en 2015 étant équivalent au ressort territorial du syndicat.

Selon l'article L. 1214-2 du même code, le plan de déplacements urbains vise à assurer :

- l'équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilités d'accès, d'une part, et la protection de l'environnement et de la santé, d'autre part ;
- le renforcement de la cohésion sociale et urbaine, notamment l'amélioration de l'accès aux réseaux de transports publics des personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite ;
- l'amélioration de la sécurité de tous les déplacements, en opérant, pour chacune des catégories d'usagers, un partage de la voirie équilibré entre les différents modes de transport ;
- la diminution du trafic automobile ;
- le développement des transports collectifs et des moyens de déplacement les moins consommateurs d'énergie et les moins polluants ;
- l'amélioration de l'usage du réseau principal de voirie dans l'agglomération par une répartition de son affectation entre les différents modes de transport ;
- l'organisation du stationnement sur la voirie et dans les parcs publics de stationnement ;
- l'organisation des conditions d'approvisionnement de l'agglomération nécessaires aux activités commerciales et artisanales, ;
- l'amélioration du transport des personnels des entreprises et des collectivités publiques ;
- l'organisation d'une tarification et d'une billettique intégrées pour l'ensemble des déplacements ;
- la réalisation, la configuration et la localisation d'infrastructures de charge destinées à favoriser l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Jusqu'en 2016, en application de l'article L. 1214-7 du code des transports, le plan de déplacements urbains devait être compatible avec les orientations des schémas de cohérence territoriale (SCOT), des schémas de secteur et des directives territoriales d'aménagement, avec le plan régional pour la qualité de l'air et avec le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie. Depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016[10], le PDU doit en outre être compatible avec la planification régionale de l'intermodalité, et avec le schéma d'aménagement régional.

[10] Ordonnance du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Les dispositions incluses dans le plan de déplacements urbains s'imposent aux autorités compétentes en matière de voirie ou de police du stationnement.

Dès lors, en application des dispositions précitées du code des transports, les actes pris au titre du pouvoir de la police du stationnement ou relatifs à la gestion du domaine public routier dans le domaine du stationnement (article L. 1214-5), ainsi que les décisions des autorités chargées de la voirie et de la police de la circulation ayant des effets sur les déplacements (article L. 1214-6) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le plan de déplacements urbains.

Le plan de déplacements urbains constitue un document essentiel, s'insérant dans les orientations décidées par les autorités compétentes en matière d'orientation ou de mobilité sur des ressorts territoriaux dépassant celui-de l'autorité organisatrice de la mobilité (région, État) et les actes des collectivités territoriales.

Il doit s'intégrer dans les différents schémas directeurs, et s'impose aux communes et intercommunalités dans leurs décisions en matière de mobilité dans leur domaine de compétence (voirie, stationnement).

De ce fait, il a un caractère public et doit être publié par l'autorité organisatrice de la mobilité afin de permettre son application.

### 11.2- Le plan de déplacements urbains de 2011

En qualité d'autorité organisatrice des transports sur le périmètre des transports urbains de l'agglomération clermontoise, le SMTC-AC a élaboré un plan de déplacements urbains qui a été validé par arrêté préfectoral n° 11/00425 du 4 mars 2011.

Selon le document de synthèse du 7 juillet 2011, les enjeux du plan de déplacements urbains de l'agglomération clermontoise sont centrés sur l'accessibilité de l'agglomération, l'amélioration de l'environnement et de la qualité de vie, et la garantie de son développement économique.

Les objectifs du PDU ont été déclinés par thématique :

- améliorer l'attractivité des transports collectifs à l'échelle du PTU ;
- promouvoir les modes doux ;
- organiser le réseau de voiries et améliorer la sécurité ;
- mettre en œuvre une politique globale et cohérente de stationnement ;
- rationaliser le transport de marchandises et les livraisons ;
- développer les plans de déplacements d'entreprise (PDE) ou d'administration (PDA).

Le plan de déplacements urbains du syndicat s'inscrit dans le schéma multimodal des déplacements du Grand Clermont[11]. De fait, il doit tenir compte des orientations établies par des autorités à compétences larges (SCOT du Grand Clermont) et ses objectifs excèdent largement les seules compétences du syndicat mixte, centrées sur les transports en commun. Il implique aussi les autorités compétentes en matière de voirie (commune, agglomération, département, État, concessionnaire autoroutier) pour la circulation des véhicules automobiles, des vélos (pistes cyclables) et des piétons, ainsi qu'en matière ferroviaire (région, SNCF).

Des programmes d'actions ont été déterminés autour de thématiques relevant de l'attractivité des transports collectifs urbains, du développement des modes doux de déplacement (marche

[11] Le Grand Clermont est un Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR), originellement syndicat mixte, regroupant les quatre EPCI de l'aire clermontoise : Clermont Auvergne Métropole, communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, communauté de communes Mond'Arverne et communauté de communes Billom Communauté.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



à pied et vélo), de l'organisation du réseau viaire, de la promotion de l'intermodalité, de la politique globale de stationnement et de la rationalisation du transport de marchandises et des livraisons. Ils étaient déclinés en programmes d'actions à court terme (à cinq ans) et à long terme (à 15 ans).

Les actions à court terme avaient pour objectifs :

- l'amélioration de l'attractivité des transports collectifs, notamment par le renforcement de l'offre ferroviaire, le prolongement de la ligne de tramway, la mise en place de lignes fortes de transport en commun, d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS), la mise en œuvre d'une ligne express, ou encore la mise en service d'une halte ferroviaire et d'autobus à proximité de l'aéroport ;
- la réalisation d'études sur le prolongement de la ligne de tramway jusqu'à la voie ferrée, ou sur la faisabilité d'un axe de transport en commun en site propre ;
- la promotion des modes doux de déplacement par la mise en place de zone à circulation apaisée, l'amélioration du réseau cyclable existant, le développement du système de location des vélos dans la zone dense ou la création de couloirs mixtes bus-vélos ;
- l'organisation d'une étude sur le projet d'élargissement à 2x3 voies du barreau de l'A71-A75, ou la réduction de capacité viaire afin de libérer l'emprise nécessaire à la mise en place de sites propres aux autobus ;
- le développement de l'intermodalité par des aménagements des pôles d'échanges intermodaux, la création et l'aménagement de parcs-relais ou la mise en œuvre d'une centrale de mobilité ;
- la déviation des flux de transit (véhicules particuliers et poids lourds) sur les boulevards urbains de contournement ;
- l'organisation du stationnement par l'extension du stationnement payant ou des zones bleues, la réduction de l'offre de stationnement sur voirie ou la création et la mise aux normes des places réservées aux personnes handicapées ;
- la rationalisation du transport de marchandises et des livraisons par l'harmonisation des réglementations ;
- le développement du conseil en mobilité (plans de déplacements d'entreprises et d'administration) avec une incitation au télétravail.

Les actions à long terme visaient à :

- améliorer l'attractivité des transports collectifs, par le renforcement de l'offre ferroviaire, la réalisation de la ligne de transport en commun en site propre (TCSP), l'amélioration de la fréquence sur l'ensemble des lignes ou la mise en accessibilité de l'ensemble du réseau ;
- promouvoir les modes doux par l'extension de la zone à circulation apaisée autour de la ligne de TCSP, l'amélioration de l'accessibilité piétonne des arrêts, la réalisation des aménagements cyclables prévus au PDU de 2001 et n'ayant pas encore été réalisés ;
- organiser le réseau viaire et améliorer la sécurité routière, par une étude sur la mise en continuité des boulevards urbains de contournement, la réduction de la capacité viaire au profit des transports collectifs et des modes doux, ou l'élargissement à 2x3 voies du barreau de l'A71-A75 ;
- développer l'intermodalité par la création des parc-relais, la mise en place d'une intégration tarifaire sur le PTU ;
- organiser le stationnement par l'extension du stationnement payant, notamment le long des lignes de TCSP ;
- rationaliser le transport de marchandises et les livraisons, par l'extension du projet de « Clermont livraisons propres » ou l'organisation de la desserte des plates-formes logistiques de l'agglomération ;
- développer le conseil en mobilité, dont les plans de déplacement d'entreprise ou d'administration.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



### 11.3- Le bilan du PDU de 2011

Dans le cadre de la révision du PDU de 2011, un bilan de sa mise en œuvre a été effectué cinq ans après son adoption, sur la base de la situation constatée à la fin de l'année 2016. Présenté au comité syndical le 4 juillet 2019, il a été qualifié de globalement insuffisant.

Le bilan a mis en particulier en évidence une moindre appropriation des objectifs et des actions par les acteurs maîtres d'ouvrage autres que le SMTC. Il relève que les actions relevant du transport ferroviaire, de la voirie et de la sécurité, de l'intermodalité, ainsi que du développement des modes doux de déplacement présentent un bilan insuffisant ou faible. De même, les actions en matière de stationnement et de transport de marchandises présentent un bilan qualifié de moyen. Seules les actions intéressant les transports en commun urbains et le management de la mobilité présentent un bilan considéré comme correct.

À la lecture du bilan, l'insuffisance des résultats observée pour les actions ne ressortant pas exclusivement et directement du SMTC peut être rattachée, pour partie et sans en constituer l'unique origine, au manque de coordination et de suivi, fonctions relevant des compétences du syndicat. Le bilan fait en effet le constat de l'absence de suivi régulier de la mise en œuvre du PDU, les indicateurs devant être suivis en application du document cadre n'ayant que rarement été mis en place, et ceux effectivement renseignés n'ayant pas été réunis au sein d'une même base. Les comités de suivi prévus, s'ils ont été créés, se sont peu réunis.

De fait, si le PDU de 2011 fixait des objectifs de résultats, il ne prévoyait pas de moyens propres en vue d'évaluer l'effet des actions mises en place quant au niveau effectivement atteint. L'importance relative des actions menées, par rapport à la cible des objectifs assignés, n'est ainsi pas évaluable alors que de nombreuses études ont été lancées dans le même temps, dont certaines n'apparaissent d'ailleurs pas en cohérence avec la stratégie du PDU en vigueur.

Très peu des indicateurs insérés dans le document cadre ont été mis en place et les données recueillies ne sont pas réunies au sein d'une même base, ce qui nuit à l'établissement d'un bilan. Les comités de suivi prévus, quand ils ont été créés, se sont peu réunis.

Si le syndicat ne peut de toute évidence pas imposer aux autres acteurs de participer aux instances de suivi de la mise en œuvre opérationnelle du PDU, il ne peut être passif et doit a minima rechercher à impliquer les autres collectivités publiques, parties prenantes dans la réalisation des objectifs définis par le plan.

### 11.4- La révision du PDU

Le plan de déplacements urbains de l'agglomération clermontoise a été révisé en 2019. Cette révision s'est inscrite dans une dynamique de réflexions ayant associé l'ensemble des acteurs de la politique de déplacements dès la mise en œuvre du PDU.

Ainsi, dès l'année 2011, le SMTC a procédé à une première révision de son PDU, en sorte d'en assurer la compatibilité avec le schéma de cohérence territorial (SCOT) en cours de discussion et d'élaboration.

Puis en 2014, le SMTC-AC et l'agence d'urbanisme Clermont Métropole ont réalisé une première évaluation du PDU, quant aux actions réalisées jusqu'à la fin de 2013. Sur cette base, un « livre blanc des mobilités » a été publié en décembre 2014, entendant préfigurer les actions des différents acteurs de la mobilité.

Empiétant sur la compétence intéressant les questions de mobilité qu'elle a elle-même confiée au SMTC, la communauté d'agglomération de Clermont-Ferrand a organisé pour sa part de

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



septembre 2015 à juin 2016, des « Rencontres citoyennes de la mobilité » ayant pour objectif de permettre d'établir un constat partagé de la situation et de faire émerger les attentes, par l'organisation de débats avec les habitants de l'agglomération.

Mais c'est en définitive l'obligation légale d'évaluation tous les cinq ans des plans de déplacements urbains, résultant de l'article L. 1214-8 du code des transports, qui a conduit le syndicat à engager en 2016 la procédure de révision de son plan de 2011.

Pour mener à bien la procédure de révision, le SMTC a créé plusieurs instances :

- un comité de pilotage, présidé par le vice-président du SMTC en charge du PDU ;
- un conseil technique, présidé par le directeur des services d'études du SMTC ;
- des groupes de travail thématiques, constitués en tant que de besoin.

Un marché a été signé le 10 octobre 2016 pour un montant de 283 102 € HT, ayant pour objet l'étude et la révision du plan de déplacements urbains. Le marché était décomposé en cinq phases :

1 - la phase de réalisation du diagnostic et de formalisation des objectifs ;
2 - la phase de définition d'une stratégie d'atteinte des objectifs ;
3 - la phase de conception du projet de PDU ;
4 - la phase de consultations obligatoires et d'adoption du PDU ;
5 - la phase de réunion annuelle du comité de suivi du PDU.

Le projet de révision du plan de déplacements urbains a été présenté au comité syndical le 6 décembre 2018. En application des dispositions de l'article L. 1214-15[12] du code des transports, le projet a été formellement arrêté par le comité syndical puis soumis à avis des personnes publiques concernées.

Il convient de noter à cet égard que, si le projet a été transmis à un nombre important de personnes concernées – à savoir aux 23 communes constituant le territoire du SMTC, à la métropole Clermont Auvergne Métropole, à la région Auvergne-Rhône-Alpes, au département du Puy-de-Dôme, au syndicat mixte du Grand-Clermont, et aux services de l'État -, seulement huit organismes ont délivré un avis favorable et onze autres ont répondu en formulant des observations. Les autres collectivités, n'ayant pas répondu dans le délai de trois mois, ont été présumées avoir émis un avis favorable[13].

L'enquête publique s'est déroulée du 15 avril au 17 mai 2019 ; la commission d'enquête a rendu un avis favorable assorti de neuf recommandations relatives à la prise en compte des remarques des personnes publiques associées, la mise en œuvre immédiate des actions d'amélioration des transports en commun, l'association des élus dans la définition des lignes B et C en site propre, la précision des étapes de poursuite de la liaison urbaine sud-ouest (LUSO), le développement des pistes cyclables et la localisation de la future gare routière.

Au terme de la procédure, la révision du plan de déplacements urbains a été présentée au comité syndical, qui l'a approuvée lors de sa séance du 4 juillet 2019.

---

[12] Article L. 1214-15 du code des transports : Le projet de plan de déplacements urbains est arrêté par l'organe délibérant de l'autorité organisatrice de transport.
Il est soumis, pour avis, aux conseils municipaux, départementaux et régionaux ainsi qu'aux autorités administratives compétentes de l'État concernés dans un délai et des conditions fixés par voie réglementaire.
Assorti des avis des personnes publiques consultées, il est ensuite soumis par l'autorité organisatrice de transport à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

[13] Article R. 1214-4 du code des transports : Le délai dont disposent les collectivités publiques mentionnées à l'article L. 1214-15 pour donner leur avis sur le projet de plan de déplacements urbains est de trois mois à compter de la transmission du projet. L'avis qui n'est pas donné dans ce délai est réputé favorable.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## 11.5- Le PDU de 2019

### 11.5.1- Le document adopté

La délibération portant adoption du plan de déplacements urbains a été transmise au contrôle de légalité le 11 juillet 2019.

### 11.5.2- Les documents constitutifs

Le plan de déplacements urbains, tel qu'adopté par le comité syndical, est constitué formellement de plusieurs documents :

- le diagnostic et les enjeux ;
- le choix du scénario ;
- le plan d'actions ;
- l'annexe « accessibilité » ;
- l'évaluation environnementale ;
- le bilan de la concertation.

#### *11.5.2.1- Le diagnostic et les enjeux*

Le document fait le constat d'un développement périurbain qui se stabilise sur le ressort territorial du SMTC, et continue à s'étendre au-delà. Combiné à une concentration des emplois, cette situation conduit à une mobilité intense à l'intérieur du ressort géographique, mais également depuis et à destination de l'extérieur.

Les modes de déplacement utilisés mettent en évidence une prédominance de la voiture particulière, notamment pour les déplacement domicile travail, et ce également pour les résidents même de Clermont-Ferrand. Parallèlement, l'offre routière y apparaît excessivement favorable à la circulation automobile, du fait du réseau à grande circulation et autoroutier (en grande partie gratuit sur le ressort territorial) qui irrigue l'aire urbaine, avec des pénétrantes assurant un accès rapide aux zones d'activité.

À l'échelle de la métropole, sur les 2 000 km de voirie offerts, seuls 2 % sont partagés avec des transports en commun en site propre, 3 % avec des aménagements pour les vélos, et 4 % sont en zone apaisée (zone 30).

La fluidité du trafic global est satisfaisante mais peu propice au report vers d'autres modes de transport que l'automobile. Ainsi, la place de Jaude située au centre de Clermont est à moins de 30 minutes du centre-ville des communes de Riom ou de Veyre-Monton, tandis que le recours aux transports en commun allonge de 15 minutes la durée du trajet.

S'agissant des modes doux de transport, il existe certes des aménagements cyclables, notamment le long de la ligne de tramway, mais réalisés au coup par coup et dont il résulte une architecture globale manquant de continuité. Aucune des pénétrantes cyclables prévues au PDU de 2011 n'a été réalisée. De même, en centre-ville, le traitement est inégal et discontinu. Le stationnement sécurisé fait lui aussi défaut.

Les politiques de stationnement sur le ressort sont très diverses, seules les communes de Clermont-Ferrand et de Chamalières ayant une politique de stationnement payant. Des disparités existent aussi en termes d'offre de stationnement, notamment au détriment des quartiers nord de Clermont-Ferrand.

Pour ce qui concerne le transport collectif urbain, 91 % de la population du ressort sont desservis par des lignes régulières du SMTC-AC (sur le ressort 2018, avec Sayat et

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



Saint-Beauzire mais sans Mur-sur-Allier et Pérignat-sur-Allier). Un recours croissant aux transports en commun y est mentionnée, principalement porté par la ligne A de tramway.

Le co-voiturage et l'autopartage demeurent marginaux dans les modes de déplacement à l'intérieur du ressort territorial

En synthèse, le diagnostic caractérise une situation de l'agglomération qui privilégie la circulation automobile. Il identifie une insuffisante prise en considération par les différents acteurs du déplacement des mesures nécessaires à la réduction du trafic automobile et au développement des modes alternatifs. Il constate une carence marquée en matière de voies cyclables, celles prévues dans le précédent PDU n'ayant pas été réalisées. Enfin, les outils devant permettre d'assurer le suivi de la mise en œuvre des actions retenues au PDU n'ont pas été déployés.

#### *11.5.2.2- Le choix du scenario*

Comme observé précédemment, le document « le choix du scénario » présenté au comité syndical du 4 juillet 2019, n'est pas à proprement parler un élément constitutif du plan de déplacement urbain, mais plutôt un document de récolement des données et d'analyses nécessaires à la prise de décision de l'assemblée délibérante.

Après une présentation de la méthode retenue pour la construction des scénarios, en termes de cadre règlementaire, d'enjeux de la mobilité déterminants de la mobilité clermontoise, d'orientations locales, de cadrage financier, le document expose la démarche de recherche des différents leviers d'actions envisageables, en matière de stationnement, de partage des voies pénétrantes et des zones denses, de révision du plan de circulation.
Afin d'éviter de confronter le comité syndical à une alternative radicale, entre le maintien de la situation (fil de l'eau) et un objectif ambitieux et peu atteignable pouvant conduire à opter pour une solution intermédiaire mal balisée, deux scénarios sont proposés :

- un scénario dit « bâtisseur » reposant sur le développement des infrastructures, dont des voies réservées à chaque mode de déplacement (voitures particulières, transports en commun, deux roues, piétons) ;
- un scénario dit « régulateur » basé sur une régulation accrue et sur une augmentation des services à niveau d'infrastructures quasi-constant.

La faisabilité technique et temporelle des deux scénarios est du même ordre ; en revanche, l'implication politique et institutionnelle pour le scénario « régulateur » est logiquement plus marquée, tandis que l'impact financier du scénario « bâtisseur » est sensiblement plus significative.

Le document présenté au comité syndical du 4 juillet 2019 apparaît, en définitive, comme un document de travail permettant d'identifier les éléments nécessaires à la prise de décision du comité syndical pour déterminer les orientations stratégiques du plan à arrêter. Il ne peut donc être considéré comme un élément constitutif du plan de déplacements urbains.

#### *11.5.2.3- Le plan d'actions*

Le plan de déplacements urbains se décline en actions présentées dans un document intitulé « plan d'actions ».

Cinq axes stratégiques ont été retenus pour répondre aux enjeux du plan, eux-mêmes déclinés en cinq orientations structurant le plan d'actions. Une sixième orientation, de caractère transversal, a été retenue en vue de garantir la mise en œuvre et le suivi de la démarche :

- Orientation 1 : « Aller vers une Métropole harmonieuse et peu énergivore » ;
- Orientation 2 : « Offrir un espace public accueillant et facilitant les modes actifs » ;

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



- Orientation 3 : « Transmettre et promouvoir l'éco-mobilité » ;
- Orientation 4 : « Décliner l'offre de mobilité selon les territoires, les personnes et les modes de vie » ;
- Orientation 5 : « Fluidifier la mobilité et promouvoir l'intermodalité » ;
- Orientation 6 : « Assurer la mise en œuvre et le suivi du PDU ».

Le plan d'actions comporte au total 22 actions structurantes, et deux actions de mise en œuvre.

Le plan de déplacements urbains adopté en 2019 se veut ainsi ambitieux et dynamique, avec l'objectif de conduire à une amélioration réelle de la situation actuelle en matière de déplacements urbains, par la réduction de la place de la voiture, le développement des transports en commun avec la mise en place de transports en site propre, la prise en considération de modes doux de déplacement tels que le vélo.

Le plan retient aussi des actions déjà largement engagées, à l'exemple de la restructuration du réseau de transport urbain autour de lignes de bus à haut niveau de service, en site propre, ou du développement des pistes cyclables, intégré dans le projet du SMTC-AC et porté conjointement avec la métropole clermontoise.

Mais, comme pour le précédent PDU, sa mise en œuvre sur la durée dépend de l'implication des différents acteurs, notamment de la métropole de Clermont-Ferrand qui détient désormais la plénitude de la compétence en matière de voirie et est partie prenante de l'essentiel des projets intéressant les déplacements et les transports urbains.

#### 11.5.3- La publicité du plan de déplacements urbains

Si le nouveau PDU a été présenté en détail sur le site de la métropole Clermont Auvergne Métropole, il ne figurait pas en revanche jusqu'en juin 2020 sur le site du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise, alors même que le syndicat est l'autorité organisatrice de la mobilité et en porte d'élaboration.

À l'examen cependant, le plan de déplacements urbains tel qu'il était présenté sur le site de Clermont Auvergne Métropole et sur celui du SMTC, était constitué du projet de PDU tel que soumis au comité syndical le 4 juillet 2019. Il portait explicitement la mention de « projet soumis pour approbation le 4 juillet 2019 », que la délibération du comité syndical annexée indique approuver « tel que proposé avec les modifications retenues par le SMTC-AC ». Or, ces modifications n'étaient pas intégrées au document, de sorte que ce dernier ne pouvait véritablement constituer le plan de déplacements urbains, opposable aux tiers, nonobstant la circonstance que les autorités principalement impliquées, chargées de l'urbanisme, de la voirie ou de la police du stationnement et de la circulation (et auxquelles il s'impose) sont de fait désormais réduites à la seule métropole.

En réponse aux observations provisoires, le SMTC a indiqué que le plan de déplacement urbain est dorénavant disponible en ligne dans une version feuilletable et téléchargeable et que cette version est opposable. Il apparaît cependant que l'exemplaire mis en ligne indique expressément qu'il ne constitue qu'une version grand public du document, et que seul le document officiel fait foi.

Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise est en conséquence invité à publier le plan de déplacements urbains de l'agglomération clermontoise complet et opposable, sur le site internet du SMTC-AC en sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



# 12- ANNEXES

## 12.1- Annexe 1 : Le contrat de service public 2013-2017

### 12.1.1- Les stipulations contractuelles

Par délibération du 13 décembre 2012, le comité syndical du SMTC a autorisé son président à signer un contrat de service public avec la régie T2C, moyennant une rémunération forfaitaire révisable de 53 M€ la première année puis de 53,6 M€ les années suivantes.

Le contrat de service public couvrant la période de 2013 à 2017 est constitué d'un contrat proprement dit complété de 21 annexes. Il est organisé selon le plan suivant :

1. Objet et étendue du contrat – Droits et obligations de l'autorité organisatrice et de la régie ;
2. Exploitation ;
3. Maintenance des biens mis à disposition par l'autorité organisatrice des transports ;
4. Sureté de fonctionnement ;
5. Régime des biens – Investissements ;
6. Régime financier ;
7. Suivi – contrôles – Pénalités ;
8. Responsabilités – Assurances ;
9. Sanctions – Expiration anticipée du contrat ;
10. Fin du contrat ;
11. Stipulations diverses ;
12. Annexes.

**Partie 1 - Objet et étendue du contrat**

En cette partie n° 1, le contrat précise le contexte dans lequel il s'inscrit ; il définit son objet, le périmètre géographique de son exécution, sa durée et son entrée en vigueur. Il présente le réseau général de transport en commun de l'agglomération clermontoise et rappelle les prérogatives de l'autorité organisatrice, ainsi que les obligations de service public de la régie T2C. Il arrête enfin les conditions de reprise des actifs du précédent exploitant, étant entendu que la régie T2C a été créée par le SMTC pour poursuivre l'activité de la précédente société d'économie mixte T2C dans les droits de laquelle elle a été substituée.

**Partie 2 – Exploitation**

La partie n° 2 traite des conditions d'exploitation de l'activité et des responsabilités respectives des co-contractants.

Cette partie n° 2 définit les missions confiées à la régie en matière de politique commerciale et de communication, et quant aux relations avec les usagers, les tiers et les collectivités locales. Il y est précisé que la régie T2C est responsable de la billetterie, et de la vente des titres de transport dans le respect des règles applicables aux régies de recettes.
Elle rappelle également le principe de reprise du personnel de la SAEM T2C, en application des dispositions du code du travail.

La qualité du service fait l'objet des stipulations de la partie 2.5. Y est présenté l'indice qualité pris en considération pour l'octroi d'un intéressement ou l'application de pénalités, défini plus précisément dans les parties subséquentes du contrat.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## Partie 3 - Maintenance des biens mis à disposition par l'autorité organisatrice

La partie 3 détermine les conditions dans lesquelles s'effectue la maintenance des équipements, mis à disposition de la régie T2C par le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise. Il en ressort que la régie assure la maintenance des matériels roulants (bus et tramways), des installations fixes et des bâtiments, alors que le SMTC se charge de celle de la plateforme du tramway et des ouvrages d'art correspondants.

## Partie 4 - Sureté de fonctionnement

La partie 4 a trait aux dispositions que la régie T2C doit mettre en œuvre en matière de sureté de fonctionnement.

## Partie 5 - Régime des biens – Investissements

La partie 5 détaille le régime des biens utilisés pour l'exploitation du réseau de transport en commun.

## Partie 6 - Régime financier

La partie 6 détermine le régime financier du contrat et son économie générale. Elle fait mention de l'évaluation des coûts prévisionnels d'exploitation du réseau, comme donnée devant figurer dans le compte d'exploitation prévisionnel tout en confirmant le principe d'un financement de la régie T2C par une rémunération de caractère forfaitaire.

## Partie 7 - Suivi – contrôles – Pénalités

La partie 7 décrit les informations que la régie doit collecter et transmettre à l'autorité organisatrice, sous forme de tableau de bord trimestriel. Elle prévoit la transmission par la régie T2C d'un rapport annuel présentant les comptes et retraçant les opérations afférentes à l'exécution du contrat.

L'article 7.4 prévoit la constitution de trois comités chargés de suivre l'exécution du contrat : un comité technique composé des directions générales des deux parties, se réunissant tous les mois ; un comité de pilotage, composé de trois élus représentant le SMTC et de trois élus représentant le conseil d'administration de la régie T2C ; un comité de suivi, composé du président du SMTC et du président de la régie T2C ainsi que des directions générales.

## Partie 8 – Responsabilités - Assurances

Décrite comme responsable de l'exploitation technique et commerciale des transports publics urbains de personnes, la régie T2C doit en couvrir les risques par la souscription d'assurances responsabilité civile, dommage aux biens et pour risque d'atteinte à l'environnement.

## Partie 9 – Sanctions – Expiration anticipée du contrat

La partie 9 du contrat expose les circonstances dans lesquelles l'autorité organisatrice pourra, après mise en demeure, prononcer la déchéance de la régie T2C, en cas de manquement particulièrement grave. Il est également prévu que le SMTC puisse résilier le contrat pour motif d'intérêt général, sous réserve d'un préavis de six mois. Mais, du fait de l'interdépendance des deux cocontractants, ces dispositions sont peu développées.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## Partie 10 – Fin du contrat

Au terme du contrat, l'autorité organisatrice se réserve le droit de faire poursuivre les contrats conclus par la régie, et s'engage à imposer la reprise du personnel par un éventuel nouvel exploitant.
Cette partie prend en considération le devenir des biens des deux co-contractants, dont le régime est défini à la partie 5.

## Partie 11 – Stipulations diverses

Cette dernière partie énonce le caractère incessible du contrat et emporte domiciliation des éventuels différends auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

### 12.1.2- Les avenants apportés au contrat de service public de 2013-2017

Au cours de la période 2013-2017, cinq avenants ont été signés entre le SMTC et la régie T2C.

#### *12.1.2.1- L'avenant n° 1*

L'avenant n° 1 du 27 juin 2013 a confié à la régie T2C le service de la médiation dans les transports urbains qu'elle exploite, dont la mission est de veiller au service rendu et à la tranquillité des voyageurs et des agents. L'effectif est évalué à 27 médiateurs pour un budget annuel global de 705 413 € pour l'année 2013, puis de 1 410 826 € les années suivantes.

#### *12.1.2.2- L'avenant n° 2*

L'avenant n° 2 a intégré au contrat de service public les évolutions d'offre du réseau de transport urbain, intervenues au début de l'année 2014, dont l'incidence financière est valorisée à 760 395 € pour l'année 2014 puis à 750 334 € en année pleine à compter de 2015.

#### *12.1.2.3- L'avenant n° 3*

L'avenant n° 3 a pour objet d'intégrer les évolutions du réseau intervenues pendant l'année 2015, et d'inclure dans la rémunération versée, les effets sur 2016 de la substitution par bus de la ligne de tramway, du renforcement des moyens de la médiation, des coûts supplémentaires occasionnés par une évolution de la règlementation, de l'évolution des coûts de fonctionnement consécutifs à l'instauration de la tarification solidaire et, enfin, de modifier la formule de calcul de la révision.

La substitution tramway-bus, opérée durant les opérations de maintenance de la plateforme du tramway, y est valorisée à 797 517 € pour l'année 2016. L'effet de l'instauration de la tarification solidaire sur la charge de personnels, appelés à gérer l'afflux de nouveaux clients, est apprécié à 15 000 €.

En application des clauses de l'article 6.6 du contrat de service public, en vertu desquelles les modifications des règles fiscales et sociales ayant des répercussions majeures sur les charges de la régie peuvent donner lieu à avenant, ont été tirées les conséquences de la décision de l'URSSAF d'étendre l'assiette des charges sociales aux avantages en nature constitués par l'octroi au personnel d'une carte de libre-circulation, à raison d'une revalorisation de la rémunération annuelle de 167 270 €.

Afin de corriger une formule de révision de la rémunération versée à la régie T2C qui ne reflétait pas, au contrat initial, les spécificités de l'activité de l'exploitant, l'indice SYNTEC relatif à l'évolution des coûts de maintenance a été introduit dans la formule, conduisant à une

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



moindre valorisation des indices relatifs à l'évolution des prix du gazole et aux frais divers et services.

Enfin, l'avenant prend également en considération les dépenses exposées par la régie T2C pour l'outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO), que le SMTC avait décidé de renouveler.

Apportant des amendements d'importance, l'avenant n° 3 comporte un tableau de synthèse de la portée financière des différentes modifications introduites, dont il ressort une revalorisation globale de la rémunération de 1 252 740 € sur l'année 2016 et de 397 863 € sur la dernière année 2017 d'effet du contrat :

**Tableau 23 : Incidences financière de l'avenant n° 3** ***(en € valeur 2012)***

| Opérations | 2016 | année pleine |
|---|---|---|
| Évolution du réseau de transports urbains / bus | 104 093 | 104 093 |
| Impact de la substitution ligne A de l'année 2016 | 797 517 | 0 |
| Coûts de fonctionnement vente tarification solidaire | 27 200 | 27 200 |
| Renfort de l'activité médiation transport | 99 300 | 99 300 |
| Coûts supplémentaires cartes libre circulation | 167 270 | 167 270 |
| Développements complémentaires GMAO | 57360 | 0 |
| **Total** | **1 252 740** | **397 863** |

*Source : avenant n° 3*

#### *12.1.2.4- L'avenant n° 4*

L'avenant n° 4 a trait aux évolutions du réseau intervenues pendant l'année 2016 : effets de la prolongation de la substitution par bus de la ligne de tramway ; étude d'accompagnement de l'organisation des missions en interface entre SMTC et T2C ; définition du niveau des prestations facturées en 2017 dans le cadre de la clause de revoyure.

Le SMTC a engagé, en 2016, un projet visant à adapter les organisations du syndicat et de la régie T2C, dans le but de mieux répondre aux enjeux de développement de la mobilité à l'échelle de l'agglomération. La Régie a pris en charge en 2016 la partie de l'étude la concernant, le SMTC la finançant par augmentation de la rémunération à hauteur de 24 107 € (valeur 2012).

L'avenant n° 4 rappelle que les clauses du contrat n'avaient pas défini le niveau de rémunération forfaitaire pour 2017, renvoyant à la procédure de « revoyure » devant intervenir courant 2016. Cette renégociation, portant sur la seule année 2017, a conduit à une augmentation de la rémunération forfaitaire de l'exploitant de 1 547 000 €.

En synthèse, l'avenant n° 4 porte les différentes modifications introduites au contrat à 658 413 € au titre de l'année 2016, déjà écoulée, et à 1 581 167 € pour la dernière année 2017 d'exécution du contrat comme au tableau suivant.

**Tableau 24 : Incidences financière de l'avenant n° 4** ***(en € valeur 2012)***

| Opérations | 2016 | 2017 |
|---|---|---|
| Modification d'offre de la rentrée 2016 | + 7 141 | + 34 167 |
| Prolongation de la substitution ligne A | + 627 166 | - |
| Financement étude d'organisation | + 24 107 | - |
| Clause de revoyure 2017 | - | + 1 547 000 |
| **Total** | **+ 658 414** | **+ 1 581 167** |

*Source : avenant n° 4*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



#### *12.1.2.5- L'avenant n° 5*

Intégrant les évolutions du réseau intervenues pendant l'année 2017, l'avenant n° 5 explicite les incidences de la substitution par bus de la ligne de tramway, de la réalisation de mandats de délégation de maîtrise d'ouvrage et chiffre les dépenses liées à la sécurité.
En application en effet de l'article 5.3.5 du contrat de service public, l'autorité organisatrice peut confier à la régie T2C un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux d'investissement. Le SMTC a ainsi mandaté la régie pour mener à bien certaines des procédures d'investissement nécessitant des ressources supplémentaires de 6 743 € (valeur 2012) pour couvrir les frais de publicité légale.

L'accroissement des incivilités et des agressions a conduit à la mise en œuvre d'un éventail d'actions de prévention, notamment en matière de communication, d'un coût évalué à 15 400 € (valeur 2012).

En synthèse, l'avenant n° 5 valorise l'effet des différentes modifications introduites au contrat à 426 80 € sur l'année 2017, déjà écoulée, comme suit :

**Tableau 25 : Incidences financière de l'avenant n° 5 *(en € valeur 2012)***

| Opérations | 2017 |
|---|---|
| Modification d'offre de la rentrée 2017 | + 86 691 |
| Substitution ligne A | + 317 846 |
| Ressources supplémentaires / mandat d'investissement | + 6 743 |
| Campagne de communication prévention des incivilités | + 15 400 |
| **Total** | **+ 426 680** |

*Source : avenant n° 5*

#### *12.1.2.6- Synthèse de l'évolution de la rémunération contractuelle*

Au terme de l'exécution du contrat de service public 2013-2017, la rémunération forfaitaire devant contractuellement être versée à la régie T2C a évolué comme au tableau ci-après, les montants étant exprimés selon les modalités retenues au contrat, en valeur 2012, et donnant lieu à révision par application du coefficient retenu.

**Tableau 26 : Rémunération forfaitaire de l'exploitant sur la durée du contrat (en €)**

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| Contrat | 53 000 000 | 53 600 000 | 53 600 000 | 53 600 000 | 53 600 000 |
| Avenant n° 1 | 705 413 | 1 410 826 | 1 410 826 | 1 410 826 | 1 410 826 |
| Avenant n° 2 | | 760 395 | 750 334 | 750 334 | 750 334 |
| Avenant n° 3 | | | | 1 252 740 | 397 863 |
| Avenant n° 4 | | | | 658 414 | 1 581 167 |
| Avenant n° 5 | | | | | 426 680 |
| **Total** | **53 705 413** | **55 771 221** | **55 761 160** | **57 672 314** | **58 166 870** |

*Source : Contrat et avenants*

### 12.2- Annexe 2 : Le contrat de service public 2018-2022

Par délibération du 7 décembre 2017, le comité syndical du SMTC a autorisé son président à signer le contrat de service public devant couvrir la période 2018-2022.

Selon la délibération, ce contrat se distingue particulièrement du précédent par :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



- une évolution significative du périmètre d'exploitation : le nouveau contrat transfère à la régie T2C l'affrètement des services de desserte par lignes régulières, les transports à la demande et la centrale de mobilité, ainsi que des marchés d'entretien et de maintenance de la plateforme et des stations de tramway auparavant assurés par le syndicat ;
- la mise en œuvre et le suivi d'un marketing opérationnel ;
- l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage : la régie T2C effectue des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage, au bénéfice de l'autorité organisatrice, pour les investissements et pour l'exploitation (étude de dessertes, mise en place des services de vente notamment), étant précisé que l'offre financière proposée par la régie T2C tient compte du temps consacré à la réalisation d'études ou d'analyses sur demande du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise (SMTC-AC) ;
- des objectifs de performance, désormais orientés de façon plus marquée sur la performance commerciale, qui sont sanctionnés par un impact sur l'intéressement ;
- une construction étudiée des bordereaux des prix, qui doit permettre l'adéquation des évolutions du réseau, sans nécessiter la conclusion d'avenants au contrat ;
- des éléments financiers procédant d'une révision des prix adaptée à l'activité de la régie, la rémunération de la régie T2C étant exprimée au contrat en euros constants 2017.

#### 12.2.1- Les stipulations contractuelles

Le contrat de service public pour la période 2018-2022 est organisé selon le plan suivant, proche de celui du contrat précédent :

1. Dispositions générales ;
2. Relations voyageurs et citoyens ;
3. Production et exploitation de l'offre de service ;
4. Entretien et maintenance des biens ;
5. Sureté de fonctionnement ;
6. Financier ;
7. Régime des biens – investissements ;
8. Responsabilités – Assurances ;
9. Suivi de la performance ;
10. Règlement des différends – Fin de contrat.

**Partie 1 – Dispositions générales**

Dans sa partie 1, le contrat précise les compétences et les attributions respectives des cosignataires. Elle retrace ainsi les compétences de l'autorité organisatrice de la mobilité telles que reprises dans les statuts du SMTC, sans apporter d'information sur les obligations de la régie T2C.

La partie 1.2 « Objet » décrit l'activité dévolue à la régie, qui recouvre l'exploitation de l'ensemble des services réguliers ou spécifiques de transport urbain de voyageurs, ainsi que les services de transport à la demande sur le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité (AOM). Il est précisé que la régie peut sous-traiter une part de ces services.

La T2C se voit également confier la gestion et la supervision du marché de la centrale de mobilité, qui permet de réserver un transport à la demande et d'obtenir des renseignements sur l'ensemble des services de mobilité organisés par le SMTC-AC.

La régie est également appelée à exercer des missions de mandat et d'assistance à maîtrise d'ouvrage incluses dans la prestation forfaitaire ou facturées en sus, sur le fondement d'un bordereau de prix annexé au contrat.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



**Partie 2 – Relations voyageurs et citoyens**

Cette partie présente les ambitions du SMTC en matière de développement de l'offre, développées dans son projet sur 15 ans adopté en janvier 2017 et privilégiant notamment le passage en site propre de la ligne C.

Y sont rappelées les obligations de continuité du service public imposées à l'exploitant.

La qualité de service y est désormais suivie pour le réseau urbain, exploité par la régie T2C, et pour les lignes affrétées.

**Partie 3 – Production et exploitation de l'offre de service**

Cette partie décrit tout d'abord les projets du SMTC en matière de développement du réseau.

L'adaptation marginale de l'offre y est mentionnée comme assurée par la régie T2C et, lorsque les évolutions sont plus substantielles, selon un processus de concertation assuré avec l'autorité organisatrice.

**Partie 4 – Entretien et maintenance des biens**

Comme dans le contrat précédent, la maintenance des matériels roulants et des équipements est confiée à la régie T2C, celle des plateformes du tramway, des ouvrages d'art et des installations fixes restant à la charge du SMTC. Toutefois, la maintenance à mi-vie des matériels roulants de tramway est confiée à la régie, par un mandat d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Un article particulier concerne la réception et la mise en exploitation de cinq nouvelles rames de tramway, dont la livraison est programmée pour juillet 2018 avec une mise en service escomptée en janvier 2019.

**Partie 5 – Entretien et maintenance des biens**

Comme pour le contrat précédent, la partie relative à la sécurité de fonctionnement traite de la sûreté du transport public et de la sécurité au travail.

**Partie 6 – Financier**

Cette partie détaille les modalités de détermination de la rémunération forfaitaire de la régie T2C, ainsi que les clauses de révision.

La programmation pluriannuelle des investissements y est décrite comme relevant des compétences du SMTC, la régie intervenant comme expert dans la définition des investissements à réaliser ou comme maître d'ouvrage délégué pour certains investissements décidés par le SMTC.

**Partie 7 – Régime des biens - investissements**

Comme dans le contrat précédent, une distinction est opérée entre les biens mis à disposition par l'autorité organisatrice (biens de retour), les biens mis à disposition par la régie (biens de reprise) et les biens propres de la régie.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## Partie 8 – Responsabilités - assurances

À l'identique du contrat précédent, un article présente les responsabilités et obligations réciproques de chacun des cosignataires.

## Partie 9 – Suivi de la performance

L'exécution du contrat est assurée par un comité de suivi, un comité technique, une commission de suivi budgétaire, une commission de suivi de la communication et un comité de direction commun.
Des indicateurs de pilotage sont assortis d'un dispositif de suivi. Les objectifs ne sont toutefois pas quantifiés ni arrêtés au contrat, mais précisés chaque année par le SMTC après discussion avec la régie.

## Partie 10 – Règlement des différends – fin du contrat

Cette partie reprend des dispositions ordinaires, n'appelant pas de commentaires.

### 12.2.2- L'évolution de la rémunération contractuelle

Les termes de la rémunération de la régie T2C ne sont pas présentés explicitement dans le corps du contrat mais renvoyés à son annexe n° 9. La rémunération est présentée au contrat comme la compensation des charges supportées par la régie T2C et non comme un prix forfaitaire.

La rémunération sur la période est constituée des éléments relevant de la poursuite de l'activité assurée au titre du précédent contrat (fil de l'eau), auxquels sont ajoutées les conséquences du transfert de l'affrètement des lignes régulières et à la demande et la maintenance de l'investissement.

Sur la durée du contrat, la rémunération en est ainsi fixée comme au tableau suivant :

**Tableau 27 : Rémunération forfaitaire de l'exploitant sur la durée du contrat 2018-2022**

| *en €* | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Fil de l'eau | 62 300 978 | 62 636 400 | 62 745 861 | 62 869 114 | 62 540 307 |
| Affrétés | 5 124 958 | 5 129 970 | 5 129 970 | 5 127 464 | 5 124 958 |
| Maintenance/Invest | 135 065 | 141 456 | 137 171 | 140 423 | 140 736 |
| **Total** | **67 561 000** | **67 907 824** | **68 013 000** | **68 137 000** | **67 806 000** |

*Source : Contrat et annexes*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## 12,3- Annexe 2

**Tableau n° 28 : Structure de la dette au 1er janvier 2020**

| N° contrat | Prêteur | Millésime | Nominal | Capital restant dû | Index | type de taux | taux actuariel | Catégorie d'emprunts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1863138 | CE | 2018 | 10 000,0 | 9 375,0 | Euribor 3M | V | 0,41 | A-1 |
| BEI001 | BEI | 2004 | 30 000,0 | 18 330,1 | | F | 4,36 | A-1 |
| CACF001 | CA | 2004 | 5 100,0 | 3 480,0 | | F | 4,33 | A-1 |
| CACF004 | CA | 2007 | 14 768,0 | 9 485,9 | | F | 5,01 | A-1 |
| CACF005 | CA | 2007 | 10 000,0 | 6 665,0 | Euribor 12M | V | 4,83 | A-1 |
| CACF006 | CA | 2008 | 7 134,7 | 4 768,2 | CMS EUR 10A /CMS EUR 2A | C | 7,10 | A-1 |
| CACF007 | CA | 2004 | 3 570,0 | 2 466,2 | Euribor 3M | V | 5,24 | A-1 |
| CACF008 | CA | 2008 | 9 000,0 | 6 234,9 | | F | 4,70 | A-1 |
| CDC001 | CDC | 2005 | 32 000,0 | 21 583,8 | | F | 4,02 | A-1 |
| CDC002 | CDC | 2012 | 2 000,0 | 1 623,6 | Euribor 3M | V | 1,42 | A-1 |
| CEAL001 | CE | 2004 | 5 100,0 | 3 490,0 | | F | 4,33 | A-1 |
| CEAL004 | CE | 2004 | 3 570,0 | 784,1 | Euribor 3M | V | 5,23 | A-1 |
| CFF001 | CFF | 2008 | 4 900,0 | 3 387,9 | | F | 4,77 | A-1 |
| CFFL001 | CFFL | 2013 | 22 544,3 | 16 656,4 | | F | 4,36 | A-1 |
| CFFL002 | CFFL | 2015 | 5 155,2 | 4 665,5 | | F | 3,30 | A-1 |
| CFFL003 | CFFL | 2015 | 6 000,0 | 5 400,0 | | F | 2,64 | A-1 |
| CFFL004 | CFFL | 2015 | 12 112,2 | 9 266,1 | | F | 3,30 | A-1 |
| CFFL005 | CFFL | 2015 | 29 000,0 | 23 502,5 | Eonia | V | 0,81 | A-1 |
| DEXIA001 | DEXIACL | 2004 | 5 798,1 | 2 319,2 | | F | 4,77 | A-1 |
| DEXIA003 | DEXIACL | 2004 | 9 800,0 | 6 769,3 | | F | 4,33 | A-1 |
| DEXIA006 | DEXIACL | 2006 | 6 000,0 | 3 429,8 | | F | 4,35 | A-1 |
| DEXIA009 | DEXIACL | 2007 | 16 724,8 | 10 982,0 | | F | 4,99 | A-1 |
| DEXIA012 | DEXIACL | 2007 | 13 799,4 | 8 366,2 | Euribor 3M | V | 4,41 | A-1 |
| DEXIA016 | DEXIACL | 2004 | 6 860,0 | 4 786,8 | Euribor 3M | V | 5,24 | A-1 |
| DEXIA018 | DEXIACL | 2008 | 31 125,7 | 20 019,9 | | C | 5,15 | A-1 |
| DEXIA019 | DEXIACL | 2008 | 4 850,0 | 3 379,4 | | F | 4,78 | A-1 |
| MON52EUR | Bpost | 2019 | 7 000,0 | 7 000,0 | | F | 0,38 | A-1 |
| **Total** | | | **313 912,4** | **218 217,9** | | | | |

*BEI : Banque européenne d'investissement*
*CE : Caisse d'épargne*
*Bpost : Banque postale*
*CFF : Crédit foncier de France*
*CA : Crédit agricole*
*CFFL : Caisse française de financement local*
*CDC : Caisse des dépôts et consignations*
*DEXIACL : DEXIA Collectivités locales*
*Euribor : Euro Interbank Offered Rate (taux d'intérêt interbancaire pour les dépôts en zone euro)*
*Eonia : Euro Overnight Index Average (Taux de référence pour les opérations de prêt interbancaires pratiqué dans la zone euro)*
*CMS : Constant Maturity Swap (Évolution des taux d'échange de taux (swap) 10 ans/2ans)*
*Source : Budget primitif 2020*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



**Tableau n° 29 : Caractéristiques des emprunts refinancés**

| Contrat n° | Classification | Capital restant dû (CRD) au 31/12/2014 | Indemnité de remboursement anticipé (IRA) | ICNE au 31/12/2014 | Ratio IRA/CRD | Terme de la phase de taux d'intérêt structuré | terme du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MPH258524EUR/0274190/0 | 4E | 5 805 834,48 | 1 370 115,95 | 17 694,76 | 24% | 01/10/2028 | 01/10/2032 |
| MPH259123EUR/0274907/0 | HC | 6 804 919,44 | 8 196 199,58 | 220 064,44 | 120% | 01/10/2026 | 01/10/2031 |

*Source : lettre SFIL*

**Tableau n° 30 : Refinancement des emprunts structurés**

| Contrat n° | Classif | Capital refinancé | Indemnité compensatoire dérogatoire pris en compte dans le capital du prêt de refinancement | Indemnité compensatoire dérogatoire pris en compte dans les conditions du prêt de refinancement |
|---|---|---|---|---|
| MPH258524EUR | 4E | 5 155 235,85 € | 0,00 € | 1 370 115,95 € |
| MPH259123EUR | HC | 6 492 216,20 € | 5 620 000,00 € | 6 109 000,00 € |
| | | 12 112 216,20 € | | |

*Source : Protocole d'accord CAFFIL*

**Tableau n° 31 : Montant de l'aide du fonds de soutien**

| Contrat | Caractéristiques | Indemnités de remboursement anticipé | taux | Montant aide |
|---|---|---|---|---|
| MPH258524EUR | 4E - Inflation + Libor US | 1 113 000 € | 11,03% | 123 279 € |
| MPH259123EUR | HC - Euro / CHF | 11 729 000 € | 50,89% | 6 179 667 € |
| **Total** | | **12 842 000 €** | **47,74%** | **6 302 946 €** |

*Source : SMTC*

**Tableau n° 32 : Les emplois pourvus SMTC**

| | 2013 | | 2014 | | 2015 | | 2016 | | 2017 | | 2018 | | 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Tit | Non Tit | Tit | Non Tit | Tit | Non Tit | Tit | Non Tit | Tit | Non Tit | Tit | Non Tit | Tit | Non Tit |
| **Personnel technique** | 6 | 4 | 9 | 2 | 8 | 3 | 10 | 5 | 10 | 2 | 12 | 1 | 12 | 1 |
| *dont catégorie A* | 2 | 2 | 3 | 2 | 2 | 2 | 4 | 4 | 4 | 2 | 5 | 1 | 5 | 1 |
| *dont catégorie B* | 4 | 2 | 6 | | 6 | 1 | 6 | 1 | 6 | 0 | 7 | | 7 | |
| **Personnel administratif** | 29 | 3 | 28 | 2 | 29 | 4 | 29 | 3 | 29 | 6 | 29 | 8 | 30 | 7 |
| *dont emploi fonctionnel* | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | |
| *dont catégorie A* | 9 | 3 | 9 | 2 | 9 | 2 | 9 | 2 | 9 | 5 | 9 | 7 | 9 | 6 |
| *dont catégorie B* | 4 | | 4 | | 4 | 1 | 5 | 1 | 5 | 1 | 5 | 1 | 6 | 1 |
| *dont catégorie C* | 15 | | 14 | | 15 | 1 | 14 | | 14 | | 14 | | 14 | |
| **Accroisst temp d'activité** | | 1 | | 1 | | | | | | | | | | |
| **Total emplois pourvus** | 35 | 8 | 37 | 5 | 37 | 7 | 39 | 8 | 39 | 8 | 41 | 9 | 42 | 8 |
| | 43 | | 42 | | 44 | | 47 | | 47 | | 50 | | 50 | |

*Source : comptes administratifs*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



## Tableau n° 33 : État d'acompte n° 7 du marché M16-17

**ETAT D'ACOMPTE N° 07**

| MARCHE M16-17 | E41 | Lot2 : Reconstruction de la superstructure de l'ouvrag |
|---|---|---|
| MONTANT MARCHE DE BASE EN € HT | 2 225 147,16 | Mandataire et 1er co-contractant : NGE Génie civil |
| Prestations en + ou - retenues | 0,00 | 2ème co-contractant : AUGLANS Génie civil |
| | | 3ème co-contractant : GUINTOLI RMC |
| Total travaux de marché initial en € HT | 2 225 147,16 | 4ème co-contractant : SIORAT RMC |
| | | 5ème co-contractant : TSO |
| Montant des avenants en € HT | 109 738,68 | Sous-traitants : |
| | | L'Entreprise Electrique 83 000,00 € HT |
| Protocole transactionnel en € HT | 357 000,00 | RCA 350 905,00 € HT |
| | | AGILIS 48 380,00 € HT |
| | | EDILON SEDRA 206 662,50 € HT |
| | | TNT 22 280,00 € HT |
| | | SEAP 80 000,00 € HT |

**DECOMPTE DU MOIS**

| | |
|---|---|
| Travaux réalisés sur le marché initial | 2 225 147,16 |
| Montant des avenants | 109 738,68 |
| Sous-total du décompte en € HT | 2 334 885,84 |
| TVA 20 % | 466 977,17 |
| Montant du décompte en € TTC | 2 801 863,01 |
| Pénalités (yc provisoires) | 0,00 |
| Révisions de prix en € TTC | 37 414,86 |

**AVANCE**

| | |
|---|---|
| Montant du marché initial en € TTC | 2 670 176,59 |
| Montant sous-traité en € TTC | 949 473,00 |
| Montant en charge du titulaire du marché | 1 720 703,59 € TTC |
| Montant nominal de l'avance | 133 508,83 € TTC |
| Remboursement de l'avance | 0,00 € TTC |
| Sous-total avance résiduelle | 0,00 € TTC |

**PAIEMENTS DELIVRES**

| N° | Date | € HT | € TTC |
|---|---|---|---|
| 0 | Avance | 111 257,36 | 133 508,83 |
| 1 | 31/05/2016 | 238 518,18 | 286 221,82 |
| 2 | 30/06/2016 | 171 437,31 | 205 724,77 |
| 3 | 29/07/2016 | 279 223,08 | 335 067,70 |
| 4 | 30/09/2016 | 323 499,77 | 388 199,72 |
| 5 | 31/10/2016 | 537 966,90 | 645 560,28 |
| 6 | 31/01/2017 | 540 271,26 | 648 325,51 |
| 7 | 30/09/2017 | 163 891,03 | 196 669,24 |
| | | 2 366 064,89 | |
| Total paiement en € TTC : | | | 2 839 277,87 |

**ACOMPTE**

| | |
|---|---|
| Total des sommes dues en € TTC | 2 839 277,87 |
| Cumul des acomptes précédents | 2 642 608,62 |
| Acompte à verser | 196 669,25 |

**RETENUE DE GARANTIE**

| | |
|---|---|
| Remise d'une garantie à 1ère demande | 133 508,83 |
| Retenue de garantie du mois | 0,00 |
| Cumul des RG précédentes | |
| Reversement RG précédentes | |

**VERSEMENT DU MOIS AUX ENTREPRISES**

| | | |
|---|---|---|
| EE | 0,00 | € HT |
| RCA | 0,00 | € HT |
| TNT | 0,00 | € HT |
| EDILON | 0,00 | € HT |
| SEAP | 0,00 | € HT |
| Titulaire | 196 669,25 | € TTC |

*Source : PJ mandat n° 84 du 05/02/2018 / Compte de gestion*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



**Tableau n° 34 : Engagements résultant des rencontres citoyennes de la mobilité**

| n° | Engagement rencontres citoyennes de la mobilité |
|---|---|
| 1 | Des services plus simples et plus accessibles pour tous les publics |
| 2 | Une ingénierie de la mobilité disponible |
| 3 | Un terrain d'expérimentation pour les entreprises qui innovent |
| 4 | Des transports plus propres et moins bruyants |
| 5 | Des nouveaux services pour mieux profiter de la vie urbaine |
| 6 | Un équilibre entre investissements lourds en cœur urbain et desserte des zones moins denses |
| 7 | Une intégration plus forte entre systèmes de transport à l'échelle du pôle métropolitain |
| 8 | Des partenariats pour les étudiants, la culture, le sport et le tourisme |
| 9 | Une fréquentation accrue des services qui réduit les déficits unitaires d'exploitation |
| 10 | Une alternative crédible à la voiture individuelle pour une meilleure qualité de l'air |
| 11 | Un renforcement des démarches commerciales pour promouvoir l'usage des transports publics |
| 12 | Le temps d'accès comme mesure de la qualité de l'offre |
| 13 | Un accompagnement à l'usage des modes doux et partagés |
| 14 | Un accès aux grands sites de nature inclus dans le ressort territorial du SMTC-AC |
| 15 | Une proposition pédagogique partagée ciblée sur les jeunes |

*Source : SMTC*

**Tableau n° 35 : Engagements du projet SMTC**

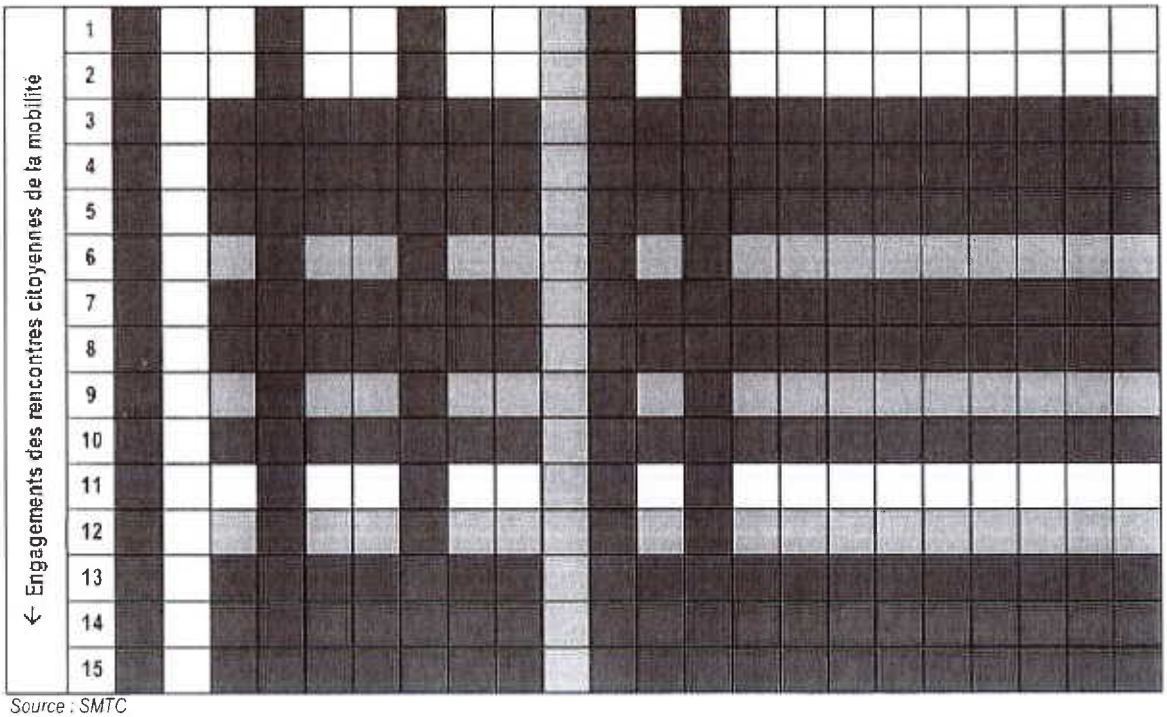
| n° | Engagement SMTC-AC |
|---|---|
| 1 | Mise en place du bus de nuit (BEN) |
| 2 | Création d'un réseau de transport public avec 4 lignes fortes |
| 3 | Définir un schéma des parkings relais et des aires de covoiturage pour des parkings nouvelle génération, mieux situés |
| 4 | Un bus pour desservir la voie verte de l'Allier |
| 5 | Créer un franchissement multi-modes de l'autoroute pour relier les pôles de vie |
| 6 | Garantir la connexion de la Métropole à Paris et Lyon par le ferroviaire de manière rapide, efficace et fluide |
| 7 | Étudier l'opportunité d'un réseau ferroviaire métropolitain |
| 8 | Améliorer la desserte de l'aéroport |
| 9 | Créer la Maison des mobilités |
| 10 | Un réseau de transport plus efficient |
| 11 | Mettre en place la billettique unique |
| 12 | Créer un bureau des temps pour penser l'urbanité de demain |
| 13 | Mettre en contact les entreprises et les usagers pour expérimenter de nouvelles offres : projet Auvermoov |
| 14 | Mettre l'*Open Data* au service des mobilités et des Start-Up |
| 15 | Faire du territoire un terrain d'expérimentation des nouvelles mobilités aux côtés du monde économique |
| 16 | Créer un club des mobilités pour faire émerger les projets multi-partenariaux |
| 17 | Un schéma cyclable métropolitain |
| 18 | Étude de déploiement des bornes de recharge publiques en énergies vertes (gaz, électrique, bio-méthane, hydrogène) |
| 19 | Élaborer un schéma de logistique urbaine et un centre de distribution de marchandises |
| 20 | Expérimenter la journée sans voiture |
| 21 | Favoriser l'autopartage et le covoiturage |
| 22 | Un pacte de gratuité pour les mobilités |

*Source : SMTC*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



**Tableau n° 36 : Croisement Projet SMTC-Rencontres citoyennes de la mobilité**




*Source : SMTC*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



**Tableau n° 37 : Bilan d'exécution du PDU 2011**

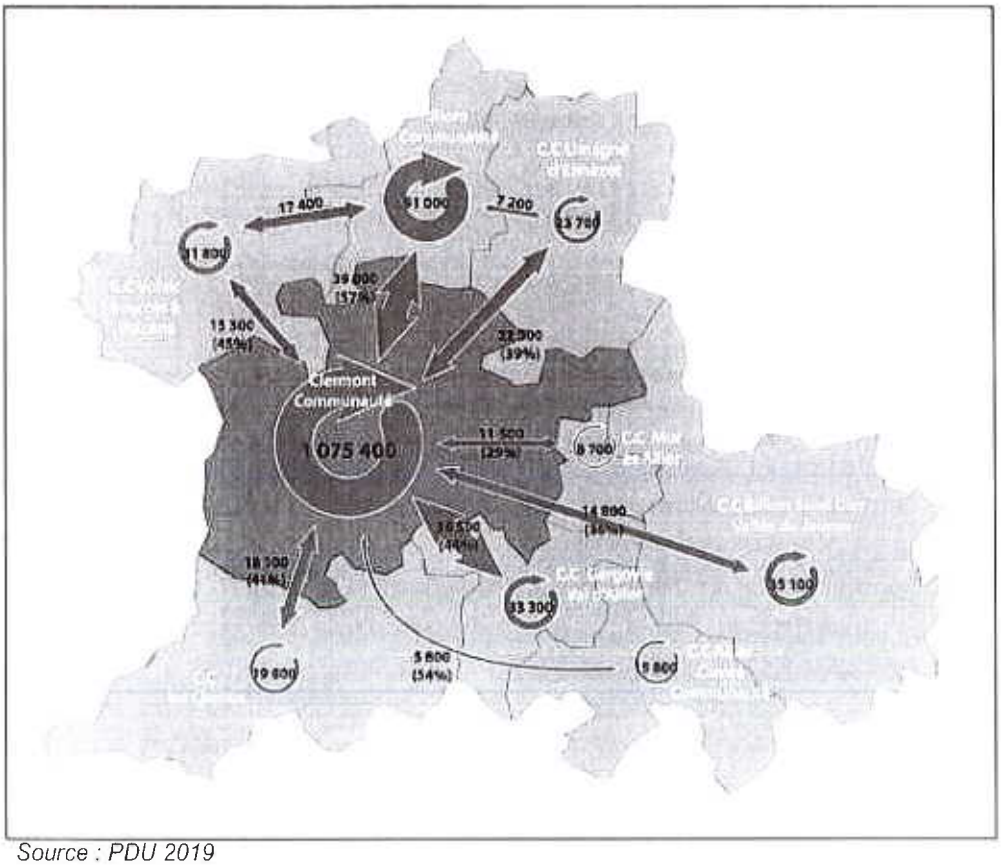
| Domaine d'action | Synthèse des actions réalisées | Synthèse du bilan à fin 2016 |
|---|---|---|
| **Transport ferroviaire** | Pas de renforcement de l'offre ferroviaire (Plan Rail) au contraire baisse<br>Création de la halte ferroviaire d'Aulnat mais absence de liaison piétonne aisée avec l'aérogare<br>Étude de nouvelles haltes dans le périurbain sans suite pour l'instant | **Bilan insuffisant** |
| **Transports en commun urbains** | Poursuite de la structuration du réseau et des axes TCSP<br>Ligne A prolongée aux Vergnes mais peu d'autres aménagements en faveur de la vitesse commerciale (Étude mise en site propre ligne B lancée fin 2016)<br>Développement du TAD au sein d'une approche bouquet de services<br>Élaboration d'un Schéma Directeur d'Accessibilité et mise en œuvre : 50% environ traité<br>Matériel Roulant T2C en cours de renouvellement avec proportion croissante d'énergie propre | **Bilan correct** |
| **Modes doux** | Très peu d'avancées sur les continuités cyclables, schéma cyclable tout juste lancé<br>Mise en place avec succès du vélo libre-service<br>Quelques zones de rencontres créées | **Bilan faible** |
| **Voirie et sécurité** | Continuité Bds Urbains : Études Avenue Sud juste lancées fin 2016<br>Bon avancement du projet de contournement Cournon<br>Études du Plan de circulation pas lancées | **Bilan insuffisant** |
| **Intermodalité** | Finalisation du PEI de la gare mais autres PEI (3) non réalisés<br>Peu d'évolutions des P+R/parcs de proximité TCSP et aux haltes ferroviaires<br>Création d'un site d'information multimodale<br>Pas d'avancées concrètes sur la tarification intégrée malgré études et mobilisation des acteurs | **Bilan faible** |
| **Stationnement** | Petite extension stationnement payant sur voirie et mise en place tarif résidents (Clermont-Fd )<br>Carte de stationnement résident à Chamalières<br>Pas de réduction de l'offre de stationnement dans le corridor Ligne A depuis mise en service<br>Mise aux normes et déploiement des places PMR sur voirie<br>Deux PLU avec normes de construction restrictives dans corridor TCSP : Clermont-Fd, Aubière.<br>Deux réunions du Comité de suivi | **Bilan moyen** |
| **Marchandises** | Centre de Distribution Urbaine d'initiative privée : dernier km assuré par entreprise locale sur une partie commune Clermont-Ferrand - problématique de la pérennité<br>Nombreuses créations d'emplacement livraisons mais pas de mise aux normes des emplacements anciens<br>Pas d'évolution des réglementations<br>Mise en place comité de suivi : 1 réunion | **Bilan moyen** |
| **Management de la mobilité** | Nombreux PDE mis en place et actifs mais peu de retour sur les résultats et impacts et échec de la mise en place de PDIE<br>Éducation à la mobilité déployée<br>Promotion du covoiturage / aires de covoiturage (CD) - Étude sur l'autopartage en cours | **Bilan correct** |

*Source : PDU de l'agglomération clermontoise - Diagnostic et enjeux - 07/2019*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

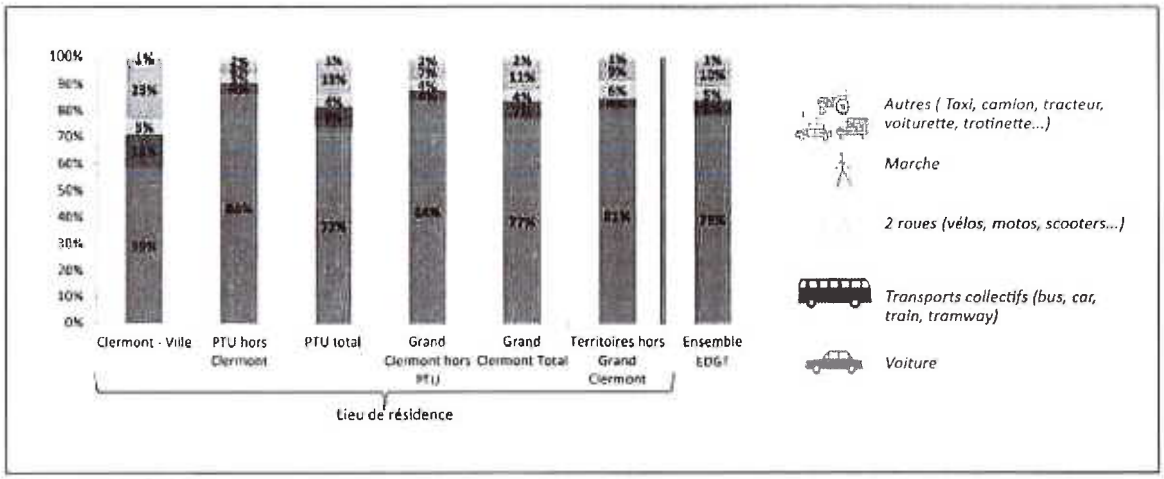


**Carte n° 2 : Mouvements intra et extra ressort territorial**




*Source : PDU 2019*

**Schéma n° 2 : Modes de déplacement domicile-travail**




*Source : PDU 2019*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

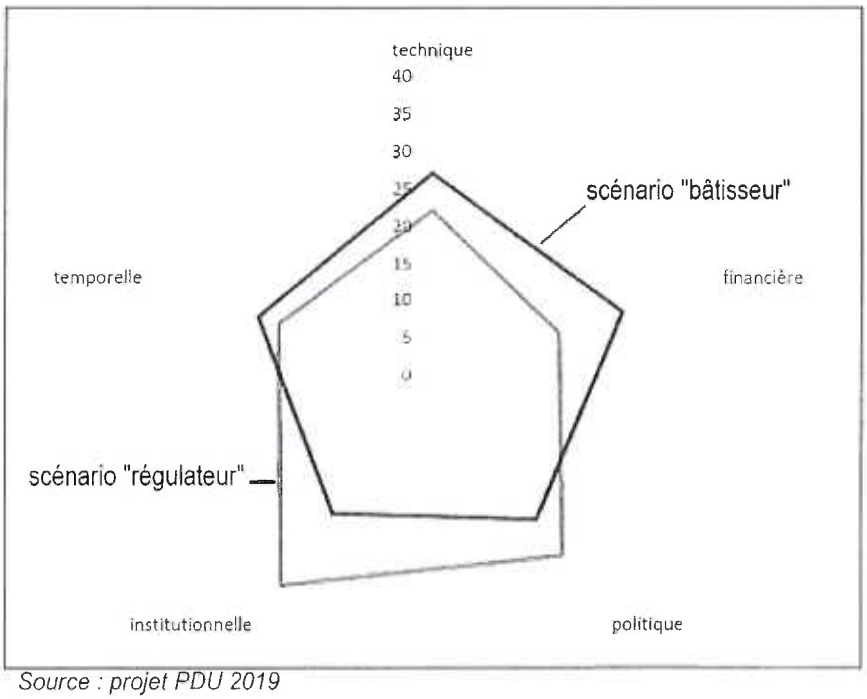


**Schéma n° 3 : Niveau d'intervention sur chaque levier par scénario**

| | LEVIERS D'ACTION | SCENARIO 1 « Bâtisseur » | SCENARIO 2 « Régulateur » |
|---|---|---|---|
| LEVIERS PHARES | STATIONNEMENT | ++ | +++ |
| | RÉVISION DU PLAN DE CIRCULATION | + | ++++ |
| | PARTAGE / APAISEMENT DES VOIRIES | ++++ | + |
| | NIVEAU DE SERVICE TRANSPORTS EN COMMUN | ++ | +++ |
| | RÉSEAU ARMATURE TRANSPORTS EN COMMUN EN SITE PROPRE | ++++ | + |
| LEVIERS COMPLEMENTAIRES | AUGMENTATION DE L'OFFRE INTERURBAINE | +++ | + |
| | POLITIQUE CYCLABLE | + | +++ |
| | TARIFICATION INCITATIVE MODES ALTERNATIFS | + | + |
| | ZONES DE CIRCULATION RESTREINTE | + | ++++ |
| LEVIERS TRANSVERSAUX | COVOITURAGE | + | + |
| | TRANSITION DU PARC TRANSPORTS EN COMMUN | +++ | +++ |
| | TRANSITION DU PARC AUTOMOBILE | + | + |
| | LOGISTIQUE URBAINE DURABLE | + | ++ |

*Source : projet de PDU 2019*

**Graphique n° 1 : Faisabilité des scénarios**

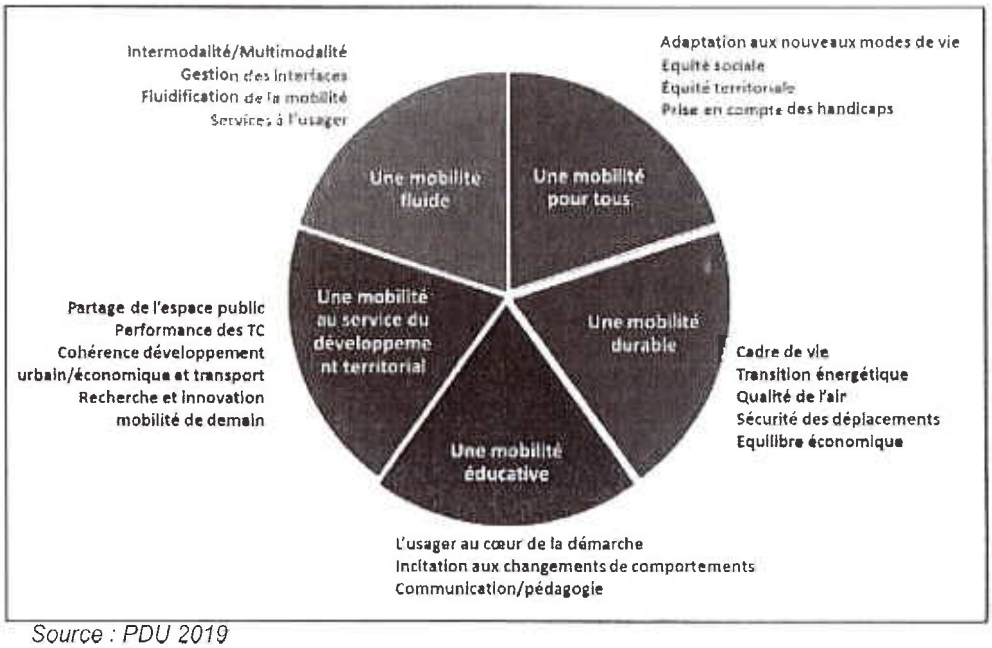



*Source : projet PDU 2019*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



**Graphique n° 2 : Les axes stratégiques du plan de déplacements urbains**




*Source : PDU 2019*

**Tableau n° 38 : Plan d'actions PDU 2019**

| | |
|---|---|
| **ORIENTATION 1** | **ALLER VERS UNE MÉTROPOLE HARMONIEUSE ET PEU ÉNERGIVORE** |
| **Action 1-1** | Réviser le schéma de voirie et modérer les vitesses sur le réseau interne et d'échange avec la zone dense du ressort territorial |
| **Action 1-2** | Renforcer l'intégration urbaine et le rôle multimodal des pénétrantes routières |
| **Action 1-3** | Créer des zones à faible émission |
| **Action 1-4** | Poursuivre la transition énergétique des parcs |
| **Action 1-5** | Développer le réseau de bornes de recharges électriques et engager une réflexion sur les autres énergies alternatives (GNV, hydrogène) |
| **Action 1-6** | Élaborer un schéma de logistique urbaine durable |
| **ORIENTATION 2** | **OFFRIR UN ESPACE PUBLIC ACCUEILLANT ET FACILITANT LES MODES ACTIFS** |
| **Action 2-1** | Améliorer le partage, la sécurité et la qualité de l'espace public |
| **Action 2-2** | Articuler mobilité et urbanisme le long des lignes fortes et autour des lieux intermodaux et en contractualiser les actions |
| **Action 2-3** | Mettre en œuvre le schéma cyclable métropolitain |
| **Action 2-4** | Élaborer et mettre en œuvre un plan piéton |
| **Action 2-5** | Développer une stratégie de stationnement (VP et VL) au service du report modal et de l'attractivité des centralités |
| **ORIENTATION 3** | **TRANSMETTRE ET PROMOUVOIR L'ÉCO-MOBILITE** |
| **Action 3-1** | Faire des plans de mobilité (PDM) un instrument opérationnel majeur de la mobilité durable |
| **Action 3-2** | Initier les programmes d'éducation à la mobilité notamment dans les établissements scolaires |
| **Action 3-3** | Faciliter et promouvoir l'usage de la voiture partagée (covoiturage et autopartage) |
| **Action 3-4** | Proposer des terrains d'expérimentation pour la recherche et l'innovation dans le domaine des mobilités durables |
| **ORIENTATION 4** | **DÉCLINER L'OFFRE DE MOBILITE SELON LES TERRITOIRES, LES PERSONNES ET LES MODES DE VIE** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE



| | |
|---|---|
| **Action 4-1** | Restructurer le réseau de transport urbain autour d'un réseau armaturé TCSP de 4 lignes (aménagement des lignes B et C et étude ligne D) afin d'améliorer son attractivité |
| **Action 4-2** | Fiabiliser et optimiser les grilles horaires des dessertes ferroviaires régionales |
| **Action 4-3** | Réorganiser l'offre interurbaine routière autour de l'offre ferroviaire régionale et de nouveaux axes routiers express vers les pôles de vie |
| **Action 4-4** | Rendre accessible la chaîne de déplacement à l'intérieur du ressort territorial du SMTC |
| **ORIENTATION 5** | **FLUIDIFIER LA MOBILITÉ ET PROMOUVOIR LA MULTIMODALITÉ** |
| **Action 5-1** | Déployer un nouveau système billettique moderne, évolutif et interopérable afin d'élargir l'accessibilité tarifaire |
| **Action 5-2** | Améliorer et développer l'information multimodale |
| **Action 5-3** | Faciliter et encourager l'intermodalité en aménageant des pôles d'échanges et la coordination des horaires |
| **ORIENTATION 6** | **ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU PDU** |
| **Action 6-1** | Mettre en place un comité de suivi et d'évaluation et assurer un suivi régulier de la mise en œuvre des actions |
| **Action 6-2** | Prolonger l'association des partenaires et des citoyens pendant la mise en œuvre du PDU |

*Source : PDU 2019*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

A 210876

**Nos réf.**
62553/FR/DG/MC

**Objet :**
Réponses définitives

Chambre Régionale des Comptes
Auvergne-Rhône-Alpes
Monsieur Bernard Lejeune
Président
124 boulevard Vivier-Merle
CS 23624
63503 LYON Cedex 3

Clermont-Ferrand, le 28 juillet 2021

LR_AR 1A 161 541 660 1 1

CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES
02 AOUT 2021
ARRIVÉE

Monsieur le Président,

Vous m'avez adressé le 1er juillet dernier, les observations définitives que la Chambre a retenue après l'audition que vous m'avez accordée le 27 mai, suite au contrôle des comptes et de la gestion du Syndicat que je préside depuis 2014, et je vous en remercie.

Vous trouverez, ci-joint, le document de nos réponses définitives à vos observations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le Président du Syndicat Mixte
des Transports en Commun de
l'Agglomération Clermontoise

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE

François RAGE

2 bis rue de l'Hermitage - 63063 Clermont-Ferrand cedex 1
Tél. : 04 73 44 68 68 • Fax : 04 73 44 68 99
Tramway, bus lignes C, 22 et 23 : arrêt Lycée Lafayette

administration@smtc-clermontferrand.com
www.smtc-clermont-agglo.fr

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

**Réponse de Monsieur Serge GODARD et Monsieur François RAGE,**
**Présidents du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise**
**au rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes**
**portant sur les exercices 2013 et suivants**

La réponse porte :

- sur l'exercice 2013 et partie de l'exercice 2014, en ce qui concerne Monsieur Serge GODARD,
- sur partie de l'exercice 2014 et les exercices suivants, en ce qui concerne Monsieur François RAGE.

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC) remercie tout d'abord la Chambre Régionale des Comptes pour la qualité des échanges durant la phase d'instruction puis la phase contradictoire, en particulier l'audition du 27 mai 2021.

Au cours de nos présidences successives, les politiques publiques de mobilité se sont affirmées. Les transports en commun se sont développés, avec l'extension de la ligne de tramway permettant de relier le quartier des Vergnes, en décembre 2013, et la croissance du nombre d'usagers et d'abonnés. Des offres de vélos ont été déployées : stations de vélos en libre-service, location de vélos à assistance électrique, et, plus récemment, stationnement sécurisé au pôle d'échange multimodale de la gare de Clermont-Ferrand. Le Syndicat s'est engagé, aux côtés de la Métropole, dans le projet INSPIRE, qui permet de franchir un nouveau cap dans l'offre publique de transport et de participer pleinement à la transition écologique et énergétique.

Nous avons le sentiment que la forme syndicale, loin d'appartenir au passé, a fait la preuve de son efficacité et est, au contraire, une forme d'avenir pour notre bassin de mobilité, à l'heure où plusieurs EPCI périurbains et ruraux ont pris la compétence mobilité, suite à la promulgation de la Loi d'Orientation des Mobilités.

Notre gestion volontariste et ambitieuse, appuyée sur un comité syndical et un bureau pluriel, reflet de l'ensemble des sensibilités politiques de notre ressort territorial, a été globalement saine : en dépit des coûts occasionnés par la sortie des emprunts structurés, auxquels, comme de trop nombreuses collectivités territoriales, nous avons été exposés, les fondamentaux sont solides et la Chambre n'émet aucune alerte financière au moment où nous construisons l'avenir en investissant dans des infrastructures nouvelles.

Cet esprit de rigueur s'applique aussi à la qualité comptable. La Chambre nous recommande de corriger nos immobilisations, d'une part en nous rapprochant de Clermont Auvergne Métropole pour identifier les biens qui lui reviennent, qu'ils aient relevé, à la mise en service

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

du tramway, soit de la compétence de la Ville de Clermont Ferrand, soit de la Communauté d'Agglomération Clermont Communauté et, d'autre part, après dépréciation, en amortissant la valeur résiduelle des biens demeurant au Syndicat. Cette démarche sera menée dans les trois ans qui viennent.

Enfin, nous avons fait le choix, en 2013, de créer un Etablissement Public Industriel et Commercial pour exploiter notre réseau de transport en commun, la Régie T2C. Ce choix politique a été confirmé, en 2017, à l'unanimité. Lors des deux campagnes municipales de 2014 et de de 2020, ces décisions n'ont pas fait l'objet de remise en cause par les différents candidats.

Les élus du Syndicat constituent la majorité des membres du conseil d'administration de la Régie. Ses Présidents successifs sont issus du bureau du Syndicat, dont ils sont vice-Présidents. Notre volonté constante est que le lien organique entre le Syndicat et sa Régie ne conduise pas celle-ci dans une impasse de gestion : le contrat constitue ainsi le socle matériel d'une exploitation indépendante et équilibrée. Sa durée est fixée pour qu'à chaque nouvelle mandature, les nouveaux élus du Syndicat puissent réellement décider du maintien de ce mode de gestion.

Annexe : réponse détaillée aux recommandations de la Chambre régionale des comptes

*Recommandation n°1* : en premier lieu, le SMTC-AC rappelle que l'EPIC T2C a été créé le 1er janvier 2013. Auparavant, l'exploitation des transports en commun était assurée par une société d'économie mixte, constituée en société anonyme.

Conformément à l'article L1221-3 du code des transports, « l'exécution des services publics de transport de personnes réguliers et à la demande est assurée, pour une durée limitée dans les conditions prévues par le règlement (CE) n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transports de voyageurs [...] par route [...] en régie par une personne publique sous forme d'un service public industriel et commercial ».

Pour ce qui concerne les recettes, sur le plan réglementaire, il convient de rappeler que les recettes perçues auprès des usagers par T2C sont de nature privée.

En effet, la vente de titres de transport nécessite une action commerciale ; d'ailleurs, des objectifs de vente sont fixés chaque année à l'EPIC T2C. L'instruction BOFIP-GCP-17-005, citée par la Chambre, rappelle que la qualification de recette privée ou publique ne dépend pas de la qualification de marché public ou de concession de service public et indique « lorsque le service est confié au prestataire au titre d'un marché de service, l'application de la jurisprudence du Conseil d'Etat conduit à regarder les recettes qu'il encaisse comme des recettes privées ».

Puis, dans un second temps leur réception sur le compte du comptable assignataire de la régie vient leur conférer un caractère public conformément aux dispositions de la comptabilité publique.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

Outre le fait que la création d'un EPIC permet d'exercer la compétence du SMTC dans le cadre d'une gestion en régie directe, il ressort que la création d'une régie de recettes demeure compatible avec un encaissement de recettes publiques par un comptable direct de la DGFIP. Si l'article 18 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique prévoit une compétence exclusive du comptable public, notamment dans l'encaissement des droits au comptant, il n'interdit pas la mise en œuvre des dispositions de l'article 22 du même décret, à savoir un encaissement par l'intermédiaire d'une régie de recettes implantée au sein de la T2C. À ce titre, il convient de souligner que la création de cette régie de recettes s'effectue dans le respect des dispositions contenues dans les articles R1617-1 à R 1617-18 du CGCT et que le comptable public demeure pleinement compétent pour assurer les contrôles prévus en application du titre 1er du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012.

Enfin le SMTC-AC rappelle que la constitution de la régie de recettes associée à la vente de titres de transports en commun - vente qui nécessite une action commerciale et n'a donc pas un caractère d'automaticité lié à la seule existence d'une grille tarifaire - a été effectuée sur les recommandations de la DRFIP et que, d'autre part, la cohérence du dispositif actuel est accrue par le fait que le SMTC et la régie T2C ont le même comptable public.

Ceci étant :

- afin de préciser la qualification de la nature juridique des liens entre le SMTC-AC et la Régie T2C (une qualification précisée étant de nature à mieux éclairer la question de la gestion des recettes commerciales entre les deux entités),

- et ce après avoir pris conseil auprès de la DDFIP et du comptable public et dans le fil des arguments développés en ce sens par courrier du 1er avril 2021 et par oral le 27 mai 2021 ;

le SMTC-AC reverra la terminologie relative à la qualification des liens juridiques entre les deux entités, elle sera modifiée par avenant au contrat de service public sous un an.

*Recommandation n°2 :* dès 2021, les rapports d'orientation budgétaire développeront davantage le volet « ressources humaines ».

*Recommandation n°3 et 4 :* le SMTC-AC conduit, sous trois ans, la correction de ses immobilisations, en se rapprochant de Clermont Auvergne Métropole et en lien étroit avec le comptable public. Pour ce faire, il identifie les biens qui reviennent à Clermont Auvergne Métropole et ceux qui lui reviennent. Après dépréciation, il amortira la valeur résiduelle des biens qui lui appartiennent.

*Recommandation n°5 :* le RIFSEEP sera effectif le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

*Recommandation n°6 :* le SMTC-AC confirme avoir mis en ligne sur son intranet un processus achat formalisé qui comprend, en annexe, un guide des procédures d'achat et une fiche de renseignement préalable à la passation d'un marché public.

*Recommandation n°7* : le SMTC-AC a publié le plan de déplacements urbains à l'adresse suivante :

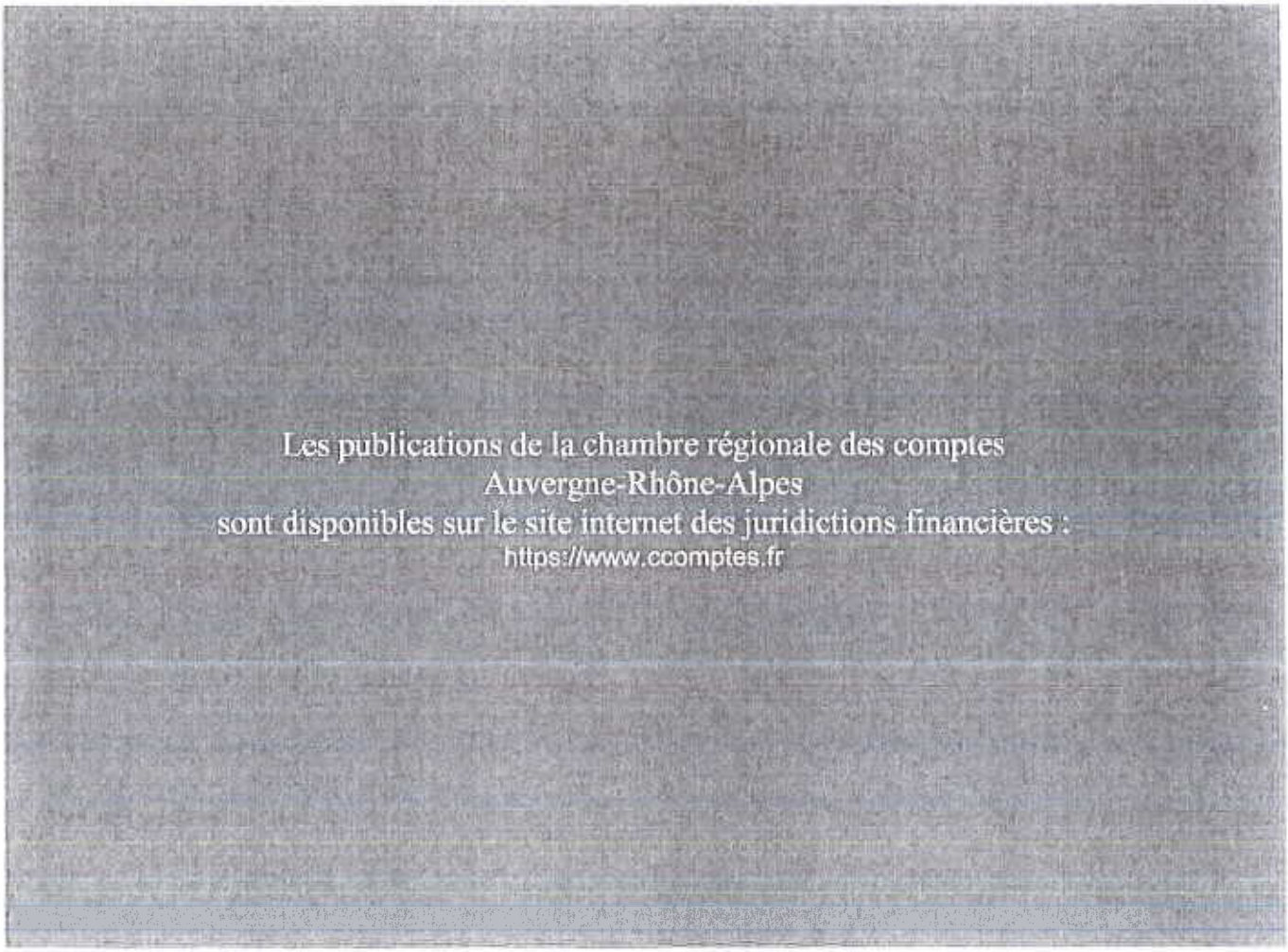
http://www.smtc-clermont-agglo.fr/transports-en-commun-clermont/192_Documents-feuilletables-et-telechargeables.html

Le plan d'actions, délibéré le 4 juillet 2019, est opposable aux tiers. Toutefois, la page de garde et les pieds de page du document mis en ligne contenaient encore, à la date d'envoi du rapport d'observations définitives de la Chambre, la mention erronée « projet soumis pour approbation ». Le SMTC-AC publie dans les plus brefs délais le document, qui constitue bien le document officiel, sans cette mention.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE11-DE




**Chambre régionale des comptes**
**Auvergne-Rhône-Alpes**
124-126 boulevard Vivier Merle CS 23624
69503 Lyon Cedex 03

auvergnerhonealpes@crtc.ccomptes.fr

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N°12

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : ENQUETE MOBILITE CERTIFIEE CEREMA**

La connaissance des pratiques de déplacement des habitants d'un territoire constitue un préalable nécessaire à la conception et à la mise en œuvre des différentes offres de transports et à leur évolution. Elle permet de réaliser des ajustements en matière d'aménagements et plus globalement alimente la réflexion sur le lien entre mobilité et développement urbain.

L'acquisition de cette connaissance suppose le déploiement d'études lourdes, réalisées à intervalle régulier qui donnent une photographie des déplacements des ménages, statistiquement représentative d'une réalité vécue du territoire. Le SMTC de l'agglomération clermontoise a lancé dès 1992 la première enquête de ce type et prévoit de lancer pour 2022, l'Enquête Mobilité Certifiée CEREMA appelée EMC2.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

Les objectifs de l'enquête sont essentiellement de :

- suivre les évolutions des déplacements depuis 10 ans dans l'agglomération clermontoise
- connaître les comportements des habitants en milieu urbain et périurbain en termes de mobilité;
- ouvrir aux AOM et EPCI intéressés par l'étude, le périmètre au-delà de l'aire d'attraction du territoire métropolitain (équivalent à Grand Clermont + 8 secteurs),

Le SMTC de l'agglomération clermontoise est maître d'ouvrage du projet. Des financements ont été sollicités auprès de l'Etat, du Département, de la Région (Direction Transport et Fonds Européens), ainsi qu'auprès des EPCI inclus dans le périmètre (RLV, Mont d'Arverne, Billom Communauté) et au-delà auprès des EPCI qui constituent le pôle métropolitain.

Le SMTC de l'agglomération clermontoise est assisté dans cette démarche par :

- le Centre d'Etudes et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement de Lyon,
- l'Agence d'Urbanisme Clermont Métropole.

L'enquête réalisée doit respecter une méthodologie standardisée au niveau national par le CEREMA, en vue de garantir la comparabilité des résultats entre agglomérations et dans le temps.

Le dispositif s'articule en différentes phases principales :

- la conception de l'enquête : de mars 2021 à février 2022
- la préparation de l'enquête : de mars 2022 à aout 2022
- le suivi de l'enquête : de septembre 2022 à décembre 2022
- le post traitement de l'enquête et exploitation des données : janvier 2023 à juillet 2023
- les analyses de l'enquête : d'aout 2023 à novembre 2023

L'estimation financière prévisionnelle de l'ensemble de l'enquête est établie à ce stade à 830 000 € (hors taxe) pour 44 secteurs retenus. Elle comprend les enquêtes « Cœur »; les enquêtes périphériques, le module Weekend et le module web qui sera dédié à l'étude sur le cout résidentiel, ainsi que le sur-échantillonnage nécessaire à une appréhension des déplacements à l'échelle des communes du ressort territorial, Ce montant est susceptible d'évoluer en fonction de l'ajout dans l'enquête de secteurs complémentaires, pour lesquels le financement sera porté par les EPCI concernés.

Les partenaires financiers de l'enquête seront copropriétaires des résultats exploités et analysés de façon conjointe. Les exploitations de l'enquête sur des territoires précis (type EPCI) ne sont pas comprises dans l'enveloppe globale et relèveront d'un financement complémentaire de chaque EPCI demandeur d'informations spécifiques.

Afin d'engager l'Enquête Ménage Certifiée CEREMA 2022, il vous est proposé d'autoriser le Président du SMTC de l'agglomération clermontoise à :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

- Signer la convention CEREMA qui définit les différentes étapes de l'enquête et permet de rémunérer le CEREMA pour un montant maximum de 55 000 euros HT sur 173 000 euros HT de cout global d'accompagnement ; ce montant sera porté au budget 2022, dans la section investissements
- Signer l'ensemble des documents nécessaires au lancement de l'enquête (commande des fichiers indispensables à la réalisation de l'enquête, demandes de financements,...)
- Passer les différents marchés nécessaires à la réalisation de l'enquête, aux exploitations (standard et complémentaire) des résultats et à l'accompagnement de l'ensemble de la démarche.

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

- **Décide à l'unanimité** (Pour : 28 ; Contre : 0 ; Abstention : 0) **d'autoriser le Président du SMTC-AC à :**

  - **Signer la convention CEREMA qui définit les différentes étapes de l'enquête et permet de rémunérer le CEREMA pour un montant maximum de 55 000 euros HT sur 173 000 euros HT de cout global d'accompagnement ; ce montant sera porté au budget 2022, dans la section investissements**
  - **Signer l'ensemble des documents nécessaires au lancement de l'enquête (commande des fichiers indispensables à la réalisation de l'enquête, demandes de financements,...)**
  - **Passer les différents marchés nécessaires à la réalisation de l'enquête, aux exploitations (standard et complémentaire) des résultats et à l'accompagnement de l'ensemble de la démarche.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

le Président du SMTC-AC

François RAGE

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu
de la réception en Préfecture le :
et de la publication le :

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Cerema

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

# Convention de coopération entre pouvoirs adjudicateurs relative à l'enquête mobilité certifiée Cerema (EMC²) sur le territoire de l'aire d'attraction de Clermont-Ferrand

EMC²

Entre

Le Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise dont le siège est situé 2 bis, rue de l'Hermitage – 63063 Clermont-Ferrand Cedex, identifié sous le numéro de SIRET 25730221600037, code APE 8413Z, représenté par son Président Monsieur François Rage,

Ci-après désigné « **SMTC** »

**d'une part,**

Et

Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public administratif de l'État, dont le siège se situe Cité des Mobilités - 25, avenue François Mitterrand - CS 92 803 - F-69674 Bron Cedex, N° SIREN 130 018 310, code APE 8413Z, représenté par Mme Séverine BOURGEOIS, directrice de la Direction territoriale Centre Est, située au 25, avenue François Mitterrand - CS 92 803 - F-69674 Bron Cedex

Ci-après désigné « **Cerema** »

**d'autre part.**

Le SMTC et le Cerema étant également désignés ci-après, collectivement ou individuellement, les « Parties » ou la « Partie ».

Vu l'article L.2511-6 du code de la commande publique ;

Vu le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) ;

Vu l'article L. 1221-1 du code des transports.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

# PREAMBULE : CONTEXTE ET ENJEUX DE LA COOPÉRATION

Au titre de ses missions d'autorité organisatrice des transports urbains de l'agglomération clermontoise, le SMTC gère les mobilités à l'échelle de la métropole clermontoise et l'articulation avec les politiques publiques d'urbanisme, d'environnement et de santé, en concertation avec les partenaires locaux. A ce titre, il définit la politique des transports sur le bassin clermontois, détermine l'offre de transport, gère le réseau, assume la maîtrise d'ouvrage de tout nouveau projet de transport en commun de l'agglomération, de la conception à la mise en service.

Créé par la loi n°2013-431 du 28 mai 2013, le Cerema est un établissement public, centre d'études et d'expertise, ayant vocation à assurer la réalisation, la promotion, la capitalisation et la diffusion des travaux et études dans le domaine des risques, de l'environnement, des mobilités et de l'aménagement. Dans le cadre de ses missions définies à l'article 44 de la loi du 28 mai 2013, l'établissement est notamment chargé de « contribuer, en lien étroit avec les collectivités territoriales, à la connaissance et à l'observation des territoires ». Pour la mise en œuvre de ces missions, le Cerema peut « réaliser des projets, des expertises, des statistiques, des études et des documents techniques et socio-économiques » et « mettre en place des partenariats avec les maîtres d'ouvrage publics et les organismes publics ou privés ».

Dans le domaine de la connaissance de la mobilité, le Cerema a mis au point une méthodologie appelée « Enquête mobilité certifiée Cerema », ci-après dénommée EMC² dans la continuité des Enquêtes Ménages Déplacements, ci-après dénommées EMD. En effet, depuis le milieu des années 1970, les principales agglomérations françaises réalisent des enquêtes sur la mobilité quotidienne de leurs habitants selon une méthodologie standard. L'utilisation d'une méthodologie commune sur différents territoires permet de garantir la qualité des données recueillies et d'obtenir des données comparables dans le temps et l'espace.

Les enquêtes EMD sont reconnues d'intérêt général par le Conseil national de l'information statistique. L'enquête EMC², tout comme l'EMD avant elle, constitue pour un territoire une base de données sans équivalent pour alimenter études, évaluation, recherches et réflexions dans le domaine de la mobilité et de ses interactions avec le fonctionnement de la ville.

Par ailleurs, pour effectuer des comparaisons nationales, suivre des évolutions temporelles entre deux enquêtes et effectuer des analyses nationales notamment pour le compte des ministères en charge des transports ou de l'aménagement du territoire, le Cerema rassemble l'ensemble des enquêtes réalisées selon la méthodologie EMD / EMC² dans une base de donnée unifiée. La réalisation d'enquêtes locales comporte donc un enjeu national pour alimenter cette base de données. Enfin, l'implication du Cerema dans la conception et le suivi des EMD / EMC² lui permet d'expérimenter et de valider des évolutions méthodologiques pour améliorer le recueil des pratiques de mobilité.

L'EMC² est un dispositif modulable avec un cœur et des enquêtes complémentaires. Le cœur de l'enquête, ci-après dénommé enquête « cœur » doit répondre aux objectifs suivants : fournir des données fiables et comparables dans le temps et dans l'espace pour l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques d'aménagement. L'enquête « cœur » est basée sur une méthodologie rigoureuse d'interrogation par téléphone ou face-à-face d'un échantillon aléatoire de ménages résidents sur le territoire sur leurs caractéristiques et leurs pratiques de déplacements. Les enquêtes complémentaires permettent d'adapter l'enquête aux problématiques locales tout en bénéficiant d'une méthodologie robuste et de résultats comparables avec d'autres territoires.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

Le Cerema et le SMTC ont ainsi des objectifs communs dans le champ de l'[illegible] pour l'évaluation et l'élaboration de politiques publiques de mobilité et politi[illegible]nexes (aménagement, urbanisme, santé, environnement, etc.) dans un intérêt général immédiat. [illegible] souhaité coopérer et unir leurs efforts pour la réalisation d'une enquête de mobilité dite « EMC² Clermont-Ferrand ».

Les Parties ont décidé de recourir au dispositif prévu par l'article L.2511-6 du code de la commande publique, sachant que :

1. D'une part, le projet repose fondamentalement sur des considérations d'intérêt général, dans la mesure où il porte sur la constitution d'une base de données utile à la connaissance de la demande et des besoins de déplacements. L'exploitation de cette base contribue à une meilleure compréhension des pratiques de mobilité et de leur évolution, à évaluer les effets des politiques de transports mises en œuvre et à définir de nouvelles politiques de déplacement pour répondre aux besoins actuels et futurs.

2. D'autre part, le Cerema et le SMTC réalisent, sur le marché concurrentiel, moins de 20 % des activités concernées par cette coopération. Ce pourcentage d'activité est déterminé dans les conditions fixées à l'article L2511-5 du code de la commande publique. Le Cerema et le SMTC garantissent le respect de ce seuil.

Ces travaux sont effectués conjointement en associant les équipes du SMTC et les équipes du Cerema.

**Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit entre les Parties.**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

## 1. : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre de leurs missions, pour garantir que les services publics dont ils ont la responsabilité sont réalisés en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun, les Parties décident d'établir une coopération entre pouvoirs adjudicateurs.

La présente convention, ci-après désignée « la Convention », définit et organise, conformément à leurs missions d'intérêt général respectives, les relations entre le SMTC et le Cerema pour la réalisation de l'« EMC² Clermont-Ferrand » dans le cadre de cette coopération.

Le programme de l'« EMC² Clermont-Ferrand », ci-après désigné « le Programme », comprend :

- la définition, la réalisation, l'exploitation et l'analyse d'une **enquête « cœur»,** dont un Diagnostic Energie Emission des Mobilités (DEEM), sur l'ensemble du périmètre d'enquête ;
- La réalisation d'une **enquête complémentaire week-end** sur le périmètre restreint au Grand Clermont (36 secteurs de tirage). L'enquête week-end permet de connaître via une enquête liée à l'enquête cœur la mobilité des résidents du territoire le samedi et le dimanche, notamment pour des problématiques liées aux déplacements commerciaux ou de loisirs. Le recrutement des personnes enquêtées se fait lors de la collecte de l'enquête cœur sur la base du volontariat ;
- La réalisation d'une enquête complémentaire par internet sur le périmètre restreint au Grand Clermont (36 secteurs de tirage). L'enquête par internet, ci-après dénommée **« enquête web »**, permettra d'enrichir le recueil de terrain avec un certain nombre de questions locales. Le recrutement des personnes enquêtées se fait lors de la collecte de l'enquête cœur sur la base du volontariat ;
- La réalisation d'un sur-échantillonnage afin de pouvoir reconstituer la mobilité des habitants de chaque commune du SMTC et notamment les flux à destination de la ville centre. Ci-après ce sur-échantillonnage est dénommé **« sur-échantillonnage à la commune »**.

La mise en œuvre du programme implique plusieurs partenaires locaux et nationaux au-delà des Parties à la présente convention, ci-après dénommés les « Partenaires » : l'État et autres collectivités territoriales participant au financement. Ces différents partenaires sont rassemblés avec le Cerema et le SMTC au sein d'un comité technique pour le suivi et la mise en œuvre du programme.

L'annexe 1 précise, entre autres, le contenu technique et la répartition des missions entre les Parties.

## 2. DURÉE ET ACHÈVEMENT DE LA CONVENTION

### 1. *Début et fin de la Convention*

La Convention prend effet à la date de sa signature par le dernier signataire pour une durée de 3 ans.

### 2. *Résiliation de la Convention*

La Convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des deux Parties en cas de non-respect par l'autre Partie des engagements issus de la Convention ou par les deux Parties en cas d'abandon du projet. La résiliation prend effet trois mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

# 3. MODALITÉS DE LA COOPÉRATION

## 1. Rôle du SMTC

### Pilotage de l'enquête

Le SMTC est en charge du pilotage global de « l'EMC² » et de l'organisation des échanges avec les Partenaires. A l'issue des débats, le SMTC est responsable des arbitrages finaux sur les décisions concernant l'enquête.

### Maîtrise d'ouvrage de la phase de recueil de données

Le SMTC est en charge de l'ensemble des démarches administratives, juridiques, contractuelles, comptables et financières nécessaires à la réalisation de « l'EMC² ». À ce titre, il met en place d'éventuels partenariats de co-financement ou de subvention du Programme pour recruter et missionner le ou les bureaux d'études qui sont en charge de la réalisation terrain de l'enquête, et il fait réaliser la collecte. Le SMTC est l'interlocuteur privilégié des Partenaires et des bureaux d'études recrutés pour la réalisation de l'« EMC² Clermont-Ferrand ».

### Communication et diffusion locale des données

Pour le déroulement de l'enquête-cœur, de l'enquête week-end et l'enquête web, il est nécessaire d'assurer une bonne communication institutionnelle (auprès des mairies, police, gendarmerie, gestionnaires de réseaux, etc.) et grand public pour informer des objectifs et des modalités des enquêtes. Le SMTC est en charge de ce volet du Programme. À l'issue de l'enquête, le SMTC est en charge de la communication des résultats et de la diffusion de la base de données auprès des Partenaires, utilisateurs potentiels et des citoyens relevant du périmètre de l'enquête-cœur.

## 2. Rôle du Cerema

### 1. Rôle du Cerema en tant que Référent méthodologique et technique sur la méthodologie de « l'EMC² »

### Elaboration et mise en œuvre de la méthodologie

Le Cerema est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre de la méthodologie selon les choix effectués par le comité technique (du Programme et dans le respect des règles standard édictées dans la définition des « EMC² ».

Le rôle du Cerema sur l'enquête cœur est de garantir la bonne adaptation de la méthodologie nationale aux besoins et spécificités locales, tout en garantissant la comparabilité nationale des données obtenues. Le Cerema est en charge de la définition et de la mise en place des options d'enquête complémentaire retenues conformément aux méthodologies nationales. Le Cerema s'assure que ces éléments sont bien pris en compte dès la procédure de recrutement du prestataire.

### Contrôle et suivi de la prestation

Tout au long des phases de préparation, de recueil et de réalisation de l'enquête cœur et des enquêtes retenues, le Cerema est en charge du contrôle et du suivi de la prestation du ou des bureaux d'études pour garantir le respect des consignes et la qualité des données recueillies.

### Post-traitement des données recueillies

A l'issue de la phase de recueil de l'enquête, le Cerema assure un apurement complémentaire des données, le redressement et le calcul de grands indicateurs rassemblés dans des tableaux appelés « exploitation standard » pour les résultats de l'enquête « cœur ».

### Capitalisation et valorisation nationale des données

Dans les conditions fixées à l'article 6 de la Convention, le Cerema intègre les résultats redressés de l'enquête-cœur dans une base de données nationale (base unifiée) ainsi que dans les différentes plateformes de données statistiques partagées auxquelles il contribue. Il assure la diffusion des données à des fins de recherche via le réseau Quételet-PROGEDO.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

À la fin de l'enquête, le Cerema certifie auprès du SMTC le respect des règles standard édictées dans la définition des Enquêtes Mobilité Certifiées Cerema.

## 2. Interventions complémentaires du Cerema sur l'enquête-cœur

### Diaporama des indicateurs clés

Le Cerema réalise des premières analyses et une mise en perspective des principaux résultats pour permettre une bonne appropriation de l'enquête par les acteurs locaux. Ce travail d'analyse réalisé à partir des résultats fournis dans l'exploitation standard intègre une comparaison de quelques principaux indicateurs avec les données EMD 2012 et permet de mettre en relation les indicateurs de mobilité sur le territoire d'enquête avec les enjeux et objectifs d'un plan de déplacement de mobilité (ex. PDU, plans de mobilité), tels que définis dans l'article L1214-2 du code des transports (équilibre entre besoin de transports et protection de l'environnement, cohésion sociale, diminution du trafic automobile, développement de l'usage des transports en commun, de la bicyclette et de la marche, etc.). La comparaison des principaux résultats du territoire avec ceux d'autres territoires métropolitains de même nature, rendue possible par l'utilisation de la méthodologie standard « EMC² », permet de donner du sens aux chiffres obtenus et, pour le SMTC, de se situer par rapport à d'autres territoires comparables. Enfin, le Cerema propose des pistes d'exploitation complémentaires qui peuvent être réalisées, facilitant ainsi le travail de définition du programme d'analyse des résultats de l'enquête.

### Diagnostic Energie Emissions des Mobilités

Le Cerema réalise, en plus du suivi complet de l'enquête « cœur », un enrichissement supplémentaire de la description des trajets avec des informations sur les distances, la consommation énergétique et l'émission de polluants (Diagnostic Energie Emissions des Mobilités, DEEM). La démarche DEEM s'inscrit dans le développement d'outils d'évaluation environnementale de niveau stratégique. Ces estimations peuvent contribuer à l'élaboration des PDU, PCAET, PLUi, SCoT... en favorisant la diffusion de données pédagogiques sur l'impact des mobilités quotidiennes et en aidant les politiques publiques à cibler les bons leviers d'actions. Les données DEEM peuvent être utilisées dans des études spécifiques sur la prospective, l'établissement de Zone à Faible Émission, la vulnérabilité énergétique des ménages...

### Sur-échantillonnage à la commune

La méthodologie Cerema ne permet pas d'isoler dans un secteur de tirage les communes qui comptent moins de 4 000 habitants de 5 ans et plus. Afin de répondre au besoin du territoire de pouvoir reconstituer la mobilité des habitants de chaque commune du SMTC, la collectivité a souhaité disposer d'un sur-échantillonnage à la commune. Le Cerema définira le protocole de ce dispositif nouveau et réalisera le suivi, la concaténation des bases et les exploitations de ce sur-échantillonnage non prévu dans la méthodologie standard.

## 3. Interventions du Cerema sur les enquêtes complémentaires : week-end et web

### Enquête week-end

Le Cerema s'assure que les éléments de méthodologie standard sont bien pris en compte dès la procédure de recrutement du prestataire :

- Contrôle et suivi de la prestation : le Cerema assure le contrôle et le suivi de cette prestation du ou des bureaux d'études pour garantir le respect des consignes et la qualité des données recueillies.
- Post-traitement des données recueillies : A l'issue de la phase de recueil de l'enquête week-end, le Cerema contrôle l'apurement complémentaire des données effectué par le ou les bureaux d'étude et réalise le redressement permettant d'extrapoler les résultats à la population du champ de l'enquête. Il fournira le calcul de grands indicateurs rassemblés dans des tableaux appelés « exploitation standard week-end ».

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

**Enquête web**

Le Cerema s'assure que les éléments de méthodologie standard sont bien pris en compte dès la procédure de recrutement du prestataire :

- Contrôle et suivi de la prestation : Le Cerema assure le contrôle et le suivi de cette prestation du ou des bureaux d'études pour garantir le respect des consignes et la qualité des données recueillies.
- Post-traitement des données recueillies : A l'issue de la phase de recueil de l'enquête web, le Cerema contrôle l'apurement complémentaire des données effectué par le ou les bureaux d'étude et réalise le redressement permettant d'extrapoler les résultats à la population du champ de l'enquête. Il fournira une exploitation simple et qualitative des résultats.

## 4. MOYENS MIS EN ŒUVRE AU TITRE DE LA COOPÉRATION

Les annexes techniques (annexe n°1) et financière (annexe n°2) détaillent l'ensemble des moyens mobilisés par les Parties.

Les Parties peuvent solliciter des participations financières d'autres collectivités ou établissements publics ou d'opérateurs privés en s'en informant mutuellement.

## 5. REMBOURSEMENT DES FRAIS

La participation du Cerema dans le cadre de la coopération prend la forme d'une mise à disposition de moyens humains à hauteur de 173 000€ HT au total pour sa participation à la réalisation du Programme.

L'annexe financière (annexe 2) montre une différence entre les frais encourus par les Parties et la répartition des frais au moyen des clés de répartition de dépenses sur lesquelles se sont accordées les Parties.

Cette différence détermine le versement d'une soulte forfaitaire, ferme et non actualisable, par le SMTC au Cerema d'un montant total de **52 900 € HT** .

À chaque point d'étape et de finalisation des phases mentionnées dans l'annexe technique n°1, les Parties font le bilan des tâches effectivement réalisées depuis le début de la coopération conformément à l'annexe n°1 et effectuent le remboursement des frais sur la période considérée conformément à l'annexe n°2.
Un premier versement de 25 000 € HT est ainsi effectué par le SMTC au bénéfice du Cerema avant le mois de décembre 2022.

Le versement complémentaire, soit 27 900 € HT, sera ensuite effectué par le SMTC en octobre 2023 à l'issue de la remise par le Cerema des livrables « Diaporama des premiers résultats du Programme (« cœur » uniquement) », « guide de lecture (contenu de l'exploitation) des données du Programme (« cœur » dont DEEM et week-end) » et de l'analyse simple quantitative de l'enquête web prévus à la phase 5.
En cas d'interruption par l'une ou l'autre des Parties de la mission du Cerema, les Parties font le bilan global des volets effectivement réalisés depuis le début de la coopération et effectuent le remboursement des frais sur la période considérée conformément à l'annexe 2 en tenant compte des versements intermédiaires.
Les Parties s'informent mutuellement de toute évolution par rapport aux prévisions, des dépenses et recettes mentionnées dans l'annexe financière. En cas d'évolution substantielle de l'exécution par rapport aux prévisions, les Parties se concertent pour réviser par avenant l'annexe financière.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

# 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

## 1. Résultats antérieurs à la Convention

Chacune des Parties conserve la pleine et entière propriété de ses connaissances antérieures, c'est-à-dire de toutes les informations et connaissances techniques ou scientifiques de quelque nature que ce soit, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, codes source, logiciels, les dossiers, plans, schémas, dessins, formules, ou tout autre type d'informations et connaissances, sur quelque support et sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, ou brevetées ou non, et plus généralement protégées ou non ou protégeables ou non au titre d'un droit de propriété intellectuelle, et appartenant à une Partie ou détenues par elle, avant la date d'effet de la Convention ou développées ou acquises par elle postérieurement à la date d'effet de la Convention mais indépendamment de l'exécution de celle-ci.

En tant que concepteur de la structure de la base de données standard, le Cerema est titulaire des droits d'auteur sur la structure de la base de données standard appelée « standard Cerema » qui se compose de trois questionnaires et guides méthodologiques (comprenant des éléments sur le découpage géographique, l'échantillonnage, les obligations de moyens, le suivi de la collecte et le redressement...) attachés à chaque enquête :

- Ménage : renseignement sur le logement et la motorisation du ménage enquêté ;
- Personne : caractéristiques sociologiques, occupation et pratiques des déplacements ;
- Déplacement : recueil de tous les déplacements effectués (origines, destination, durée, décomposition du déplacement en trajets...) ;

Le Cerema autorise ainsi le SMTC à exploiter pour la réalisation des EMC², la structure de la base de données standard et lui donne accès aux guides méthodologiques et ce, à titre gratuit et non exclusif.

Le SMTC s'engage à appliquer la structure de la base de données standard en tenant compte de la méthodologie proposée dans les guides dans sa totalité et sans y déroger, sauf accord préalable du Cerema.

Les Parties se concèdent mutuellement un droit d'usage non exclusif, non transmissible et gratuit de leurs connaissances qui sont nécessaires à la réalisation des objectifs communs de la coopération, ceci pour les besoins de la Convention, pour sa seule durée, et sous réserve des droits des tiers.

## 2. Résultats issus de la coopération

Le SMTC autorise à titre gratuit et à titre non exclusif l'Etat et le Cerema, à procéder à l'extraction et la réutilisation de la base de données standard sur la totalité des données collectées dans le cadre des EMC² (cœur, enquête complémentaire « week-end » et web), droits mentionnés aux articles L. 342-1 et L. 342-2 du code de la Propriété Intellectuelle et ce, pour toute la durée des droits afférents à la base de données. Ces droits incluent l'utilisation dans un cadre commercial, à l'exclusion cependant de la mise à disposition payante des données.

L'extraction désigne le transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie substantielle des données collectées dans le cadre des enquêtes mobilité certifiées Cerema sur un autre support, et ce par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit.

La réutilisation désigne tout moyen de rendre public la totalité ou une partie substantielle des données collectées dans le cadre des EMC² notamment par voie de mise en ligne, de diffusion de copies, ou par tout autre moyen de diffusion.

Les droits octroyés concernent notamment :

- L'extraction et la réutilisation de la totalité ou partie des données collectées dans le cadre des EMC², y compris si ces prestations sont réalisées par le Cerema en étant rémunérées par des tiers (étude d'exploitation et d'analyse par exemple des déplacements pour le compte d'une collectivité territoriale) ;
- La création d'une nouvelle base de données ;

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

- Le transfert des données vers ou sur une ou plusieurs autres bases de données ;
- La création de reproductions temporaires ou permanentes, par tous moyens et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie, y compris de toute base de données ou en tant que partie d'une base de données ;
- La distribution, la communication, l'affichage, la mise à disposition ou la diffusion au public (chercheurs notamment), par tous moyens et sous quelque forme que ce soit, en tout ou partie, y compris de toute base de données ou en tant que partie d'une base de données ;

Le Cerema s'engage à ne pas divulguer les données collectées avant que le SMTC ne l'ait fait dans un délai d'un an à compter de la remise des fichiers bruts par le Cerema. Passé ce délai d'une année, le Cerema peut divulguer les données collectées. Dans le cas où la collectivité n'aurait pas, dans ce délai d'un an, communiqué sur les résultats effectifs de l'enquête, le Cerema informera préalablement le SMTC de la nature de la communication qu'elle envisage, pour recueillir son avis.

Les Parties s'engagent à s'informer mutuellement des utilisations qui sont faites des données collectées lors de l'enquête.

Le Cerema peut utiliser les données présentes dans les fichiers de l'enquête de mobilité pour ses propres publications sous toutes les formes (articles, analyses, fiches synthétiques, dossiers, tableaux de l'exploitation standard anonymisés, etc.) sans limitation de durée.

### *3. Diffusion et valorisation*

Toute publication et communication de la base de données standard fait référence au Cerema en indiquant la formule suivante : certifiée Cerema.

Les résultats produits dans le cadre de la Convention ont vocation à être rendus publics. Ils ne sont en aucun cas la propriété exclusive du Cerema et du SMTC.

Les Parties s'engagent à donner la plus large diffusion possible aux résultats. Les Parties conviennent de définir d'un commun accord les modalités de diffusion des résultats notamment dans le cadre du comité technique.

Les productions du Cerema élaborées en lien avec le SMTC font l'objet d'une capitalisation et d'une mise à disposition large auprès des acteurs des domaines concernés en particulier concernant les avancées méthodologiques acquises par la mise en œuvre du Programme.

Les documents sources, mis à la disposition réciproque des Parties, conservent leurs propriétés et droits antérieurs et ne sont pas rendus diffusables par la Convention.

Toutes les valorisations écrites ou orales doivent mentionner les Parties avec, le cas échéant, les logos associés.

## 7. DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Les Parties s'engagent à respecter les obligations légales relatives au traitement des données à caractère personnel notamment lors de la collecte.

## 8. AVENANT

Toute modification du Programme ou des clauses contenues dans la Convention fait l'objet d'un avenant.

## 9. : LITIGES

Les Parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui peuvent survenir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la Convention.

En cas de désaccord persistant, le litige est porté devant le tribunal administratif compétent.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

## 10. PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION

Les documents qui régissent la Convention sont les suivants, par ordre de priorité décroissant :

1. La Convention
2. Ses annexes :
   - Annexe n°1 : annexe technique ;
   - Annexe n°2 : annexe financière ;
   - Annexe n°3 : calendrier.

Fait en deux exemplaires originaux

Le
A

Pour le SMTC
Le Président,

François RAGE

Le
A

Pour le Cerema
La Directrice de la Direction territoriale
Centre Est

Séverine BOURGEOIS

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

# ANNEXES

## ANNEXE TECHNIQUE n°1 - Répartition des tâches

Cette annexe vient préciser l'implication de chaque Partie à chaque phase de la réalisation du Programme. Elle précise également le rôle des autres intervenants dans le programme, soit en tant que partenaires des opérations de collecte (Comité technique), soit en tant qu'AMO auprès du SMTC ou encore en tant que prestataire de collecte.

● : **rôle principal** (élaboration ou initiation ou validation)

○ : rôle secondaire (contribution)

**A :** avis : avis consultatif

| PHASE 1 : Conception de l'enquête –mars 2021 à février 2022 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **SMTC** | **Comité technique** | **CEREMA** | **Agence d'urbanisme** |
| 1.1 - Montage partenarial – comité technique | ● | | | ● |
| 1.2 - Montage partenarial – comité de pilotage | ● | ● | | ● |
| 1.3 - Détermination du périmètre d'enquête | ● | ● | ○ | ● |
| 1.4 - Analyse avantages/inconvénients des scénarios méthodologiques proposés (méthode de recueil face à face et/ou téléphone, découpage des secteurs de tirage, taille d'échantillon, questions complémentaires) et des options | ○ | ○ | ● | ● |
| 1.5 - Choix méthodologiques (objectif d'enquêtes, fichier de tirage, mode de passation des questionnaires, échantillons complémentaires dont étudiants, durée de collecte, nombre de questionnaires complémentaires et d'exploitations standards) et des enquêtes complémentaires | ● | ● | ○ | ○ |
| 1.6 - Mise en conformité de l'opération d'enquête avec le RGPD | ● | | ○ | ○ |
| 1.7 - Découpage en secteurs de tirage selon IRIS INSEE, cartographie, codification selon le respect du plan de sondage de la méthode « standard » | ● | ○ | ○ | ● |
| 1.8 - Découpage en zones fines internes et externes, création des générateurs de trafic et points d'aide au repérage | ● | ○ | ○ | ● |
| 1.9- Élaboration du calendrier de l'opération concernée par la convention | ● | ○ | ● | ○ |
| 1.10 - Montage du dossier de consultation | ● | | ○ | A |
| 1.11 - Rédaction du CCTP « Collecte » | ● | | ● | |
| 1.12 - Lancement des appels d'offre | ● | | | |
| 1.13 - Contribution à l'analyse technique des offres | ● | | ● | ● |
| 1.14 - Choix du prestataire | ● | | | |
| 1.15 - Plan de communication<br>Communication à faire tout au long du projet | ● | ○ | A | A |
| 1.16 - Adaptations et élaboration du questionnaire standard EMC² (enquête « cœur » et enquête « week-end ») aux spécificités du territoire | ○ | ○ | ● | ○ |
| 1.17 - Élaboration des questions locales de l'enquête cœur | ● | A | A | ● |
| 1.18 - Élaboration du questionnaire web | ● | A | A | ● |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

| PHASE 2 : Préparation de l'enquête –de mars 2022 à a | SMTC | Comité technique | CEREMA | Prestataire de collecte | Agence d'urbanisme |
|---|---|---|---|---|---|
| 2.1 - Prise de contact avec le BE sélectionné | ● | | ○ | | |
| 2.2- Préparation et fourniture de l'échantillon issu du FPB (fichier des propriétés bâties) | | | ● | | |
| 2.3 - Transmission au prestataire de collecte du questionnaire « cœur » | A | | ● | | |
| 2.4 - Transmission au prestataire de collecte du questionnaire « week-end » | A | | ● | | |
| 2.5 - Transmission au prestataire de collecte du questionnaire web | A | | ● | | |
| Sélection des adresses à repérer pour la collecte face-à-face | ○ | A | ● | | ○ |
| Repérage des adresses pour la collecte face-à-face | | | | ● | |
| Contrôle du résultat du repérage enquête | | | ● | | ○ |
| 2.6 - Enrichissement des adresses pour la collecte téléphonique | | | | ● | |
| 2.7 - Contrôle de l'enrichissement des adresses pour la collecte téléphonique | | | ● | | |
| 2.8 - Transmission au prestataire collecte des manuels standards d'instruction pour la collecte « cœur » et « week-end » | | | ● | | |
| 2.9 - Elaboration de la maquette des documents standards d'enquête (*manuels d'instructions gestionnaires et enquêteurs*) adapté au territoire | A | | ○ | ● | A |
| 2.10 - Maquette des 3 questionnaires (cœur, week-end, web) : mise en forme, validation du fond | A | | ○ | ● | A |
| 2.11 - Implémentation des 3 questionnaires dans l'outil de collecte (face-à-face, téléphone et web) | A | | ○ | ● | |
| 2.12 - Impression des questionnaires et documents d'enquête (manuels standards) | | | | ● | |
| 2.13 - Rédaction des courriers standards (maires, commissariats, ménages repérés et lettre-avis) | ● | ● | ○ | | |
| 2.14 - Impression et envoi des courriers standards aux maires et commissariats | ● | | | | |
| 2.15 - Impression et envoi des courriers standards pour information aux ménages interrogés (prévoir courrier à en tête, logo, préparation de prospectus) | | | | ● | |
| 2.16 - Recrutement du personnel<br>- gestionnaires d'enquête<br>- enquêteurs | | | A<br>A | ●<br>● | |
| 2.17 - Mise en place des bureaux de gestion | A | | A | ● | |
| 2.18 - Formation du personnel d'encadrement (responsable et gestionnaire) | A | | A | ● | |
| 2.19 - Formation des enquêteurs | A | | A | ● | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

| PHASE 2 : Préparation de l'enquête –de mars 2022 à août 2022 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | SMTC | Comité technique | CEREMA | Prestataire de collecte | Agence d'urbanisme |
| 2.20 - Contrôle de la formation | ● | | ● | | |

| PHASE 3 : Suivi de l'enquête –septembre 2022 à décembre 2022 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | SMTC | Comité technique | CEREMA | Prestataire de collecte | Agence d'urbanisme |
| 3.1 - Collecte des données « cœur », « week-end » et « web » | A | | A | ● | |
| 3.2 - Suivi du calendrier de l'enquête | A | A | ○ | ● | |
| 3.3 - Suivi et contrôle de la collecte :<br>- édition de tableaux de bord hebdomadaires conformément au CCTP et envoi au CEREMA et à la maîtrise d'ouvrage<br>- analyse des tableaux et ajustement de la collecte<br>- rédaction-envoi des relevés de décision des réunions de suivi | A | A | ●<br>● | ●<br>● | A |
| 3.4 - Rapport de suivi d'enquête / certification | A | | ● | | A |
| 3.5 - Élaboration et impression d'un dossier technique *(rapport et documents d'enquête)* | | | A | ● | A |

| PHASE 4 : Post traitements d'enquête, exploitation standard et exploitation complémentaire Janvier 2023 à juillet 2023 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | SMTC | Comité technique | CEREMA | Prestataire de collecte | Agence d'urbanisme |
| 4.1 - Définition des découpages d'analyse de l'exploitation standard EMC² « cœur » et « week-end » | ● | ● | ○ | | ● |
| 4.2 - Adaptation des tests d'apurement des fichiers standard EMC² « cœur », « week-end » | | | ● | ● | A |
| 4.3 - Définition des tests d'apurement des questions locales | | | ● | | ○ |
| 4.4 - Définition de la mise au format standard EMC² des fichiers de collecte de l'enquête « cœur », de l'enquête « week-end » et web et du fichier de suivi de collecte (cf. CCTP) | | | ● | | |
| 4.5 - Apurement des fichiers cf. ci-dessus | | | A | ● | |
| 4.6 - Calcul des facteurs de redressement de l'enquête « cœur », de l'enquête « week-end », et de l'enquête web à partir du fichier de suivi de collecte et des données du RP Insee | A | A | ● | | ○ |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

| PHASE 4 : Post traitements d'enquête, exploitation standard et exploitation complémentaire<br>Janvier 2023 à juillet 2023 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **SMTC** | **Comité technique** | **CEREMA** | **Prestataire de collecte** | **Agence d'urbanisme** |
| 4.7 - Application du redressement aux données | A | A | ● | | ○ |
| 4.8 - Transformation des fichiers (ergonomie et mise au format standard EMC²) | | | A | ● | |
| 4.9 - Élaboration du plan d'exploitation des données complémentaires | ● | ● | ○ | | ● |
| 4.10 - Livraison de l'exploitation standard EMC² et du guide de lecture (contenu de l'exploitation) pour l'enquête « cœur » et l'enquête « week-end » | | | ● | | |
| 4.11 –Prise en main de l'exploitation standard | | | ● | | |
| 4.12 – Livraison des analyses simples quantitatives pour l'enquête web | | | ● | | |
| 4.13 - Production du « DEEM – cœur » | | | ● | | |
| 4.14 - Constitution d'un dossier-mémoire de l'enquête | ○ | | ● | | A |

| PHASE 5 : Analyses de l'enquête –aout 2023 à septembre 2023 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **SMTC** | **Comité technique** | **CEREMA** | **Prestataire de collecte** | **Agence d'urbanisme** |
| 5.1 - Livraison des analyses à l'échelle du territoire d'enquête du Programme « cœur » | A | A | ● | | ○ |
| 5.3 - Préparation de présentation en COPIL, dossier de presse, conférence de presse | ● | ○ | ○ | | ● |
| 5.4 - Dossier de communication (préparation/présentation conférence de presse et dossier de presse) | ● | ○ | | | ○ |

# ANNEXE n° 2 – TABLEAU FINANCIER

| Missions | Période | Coût complet pour Cerema | Coût complet pour SMTC & Partenaires | Coût complet | Participation Cerema | | Participation SMTC & Partenaires | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Euros HT *(temps passé interne et prestations externes)* | Euros HT (temps passé interne et prestations externes) | Euros HT | Répartition (%) | Montant (€ HT) | Répartition (%) | Montant (€ HT) | Dont soulte versée au Cerema |
| Maîtrise d'ouvrage de la réalisation de l'EMC² cœur | 2022-2023 | | 560 000 € | 560 000 € | 0% | - € | 100% | 560 000 € | |
| Communication autour de l'enquête | 2022 | | 45 000 € | 45 000 € | 0% | - € | 100% | 45 000 € | |
| Référent technique et méthodologique de l'EMC² et Post traitement des données | 2022-2023 | 105 000 € | | 105 000 € | 100% | 105 000 € | 0% | - € | |
| Montage initial de l'enquête - enquête complexe | 2022 | 10 000 € | | 10 000 € | 30% | 3 000 € | 70% | 7 000 € | 7 000 € |
| Analyses et valorisation des premiers résultats, y compris réalisation du DEEM | 2023 | 20 000 € | | 20 000 € | 30% | 6 000 € | 70% | 14 000 € | 14 000 € |
| **TOTAL Cœur d'enquête (base de calcul : 44 secteurs de tirages / 7 200 personnes)** | | **135 000 €** | **605 000 €** | **740 000 €** | | **114 000 €** | | **626 000 €** | **21 000 €** |
| Maîtrise d'ouvrage de la réalisation de l'EMC² suréchantillonnage à la commune | 2022 | | 120 000 € | 120 000 € | 0% | - € | 100% | 120 000 € | |
| Référent technique et méthodologique du suréchantillonnage à la commune et Post-traitement des données (concaténation, matrice) | 2022 | 15 000 € | | 15 000 € | 0% | - € | 100% | 15 000 € | 15 000 € |
| **TOTAL suréchantillonnage à la commune** | | **15 000 €** | **120 000 €** | **135 000 €** | | | | **135 000 €** | **15 000 €** |
| Maîtrise d'ouvrage de la réalisation l'option week-end | 2022-2023 | | 25 000 € | 25 000 € | 0% | - € | 100% | 25 000 € | |
| Référent technique et méthodologique de l'option week-end et Post traitement des données (y compris redressement + exploitations) | 2022 | 15 000 € | | 15 000 € | 30% | 4 500 € | 70% | 10 500 € | 10 500 € |
| **TOTAL enquête complémentaire week-end (base de calcul : 36 secteurs de tirages sur Grand Clermont)** | | **15 000 €** | **25 000 €** | **40 000 €** | | **4 500 €** | | **35 500 €** | **10 500 €** |
| Maîtrise d'ouvrage de la réalisation l'option complément web | 2022-2023 | | 25 000 € | 25 000 € | 0% | - € | 100% | 25 000 | |
| Référent technique et méthodologique de l'option complément web et Post traitement des données (y compris redressement + exploitations) | 2023 | 8 000 € | | 8 000 € | 20% | 1 600 € | 80% | 6 400 | |
| **TOTAL enquête complémentaire web** | | **8 000 €** | **25 000 €** | **33 000 €** | | **1 600 €** | | **31 400** | |
| | | | | | | | | | |
| **TOTAL** | | **173 000 €** | **775 000 €** | **948 000 €** | | **120 100 €** | | **827 900** | |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

# ANNEXE n° 3 - CALENDRIER

**Phase 1 : Conception de l'enquête**

→ Du lancement de la démarche en janvier 2021 au choix du prestataire au plus tard fin février 2022 ;

**Phase 2 : Préparation de l'enquête**

→ Fourniture de l'échantillon de ménages à interroger au prestataire de collecte au plus tard mi-avril 2022 ;

→ Élaboration du manuel de codification géographique, enrichissement des échantillons téléphone, maquettage des questionnaires : de la réception des fichiers zonage et questionnaires à la formation des gestionnaires et superviseurs d'enquête, au plus tard 15 aout 2022 ;

→ Envoi des courriers aux institutionnels (mairies, gendarmeries...) : avant terrain prestataire au plus tard mi-aout 2022 ;

→ Formation des personnels de collecte : fin juillet- aout 2022.

**Phase 3 : Suivi de l'enquête-cœur et enquêtes complémentaires « week-end » et web**

→ Périodes de collecte et fin des relectures : de septembre 2022 à décembre 2022.

**Phase 4a : Post traitements (prestataire), fin de la mission prestataire de collecte**

→ Définition et validation des découpages d'analyses : au plus tard février 2023 ;

→ Apurement par le prestataire des enquêtes cœur, week-end et web : de la réception des fichiers de collecte à janvier-février 2023 ;

→ Validation des fichiers apurés fin février 2023 ;

→ Remise par le prestataire en charge de la collecte du dossier-mémoire de l'enquête : mi-juin 2023.

**Phase 4b : Post traitements (Cerema), exploitation standard et exploitation(s) complémentaires**

→ Redressement et calcul des poids finaux des enquêtes cœur, week-end et web : fin juin 2023 ;

→ Exploitation standard enquête cœur : livraison fin juillet 2023 ;

→ Exploitation enquête « week-end » : livraison fin septembre 2023 ;

→ Tris à plat enquête web : livraison fin septembre 2023 ;

→ Production du « DEEM – cœur » : livraison fin septembre 2023 ;

→ Remise rapport Référent Technique Méthodologique de l'enquête : fin octobre 2023.

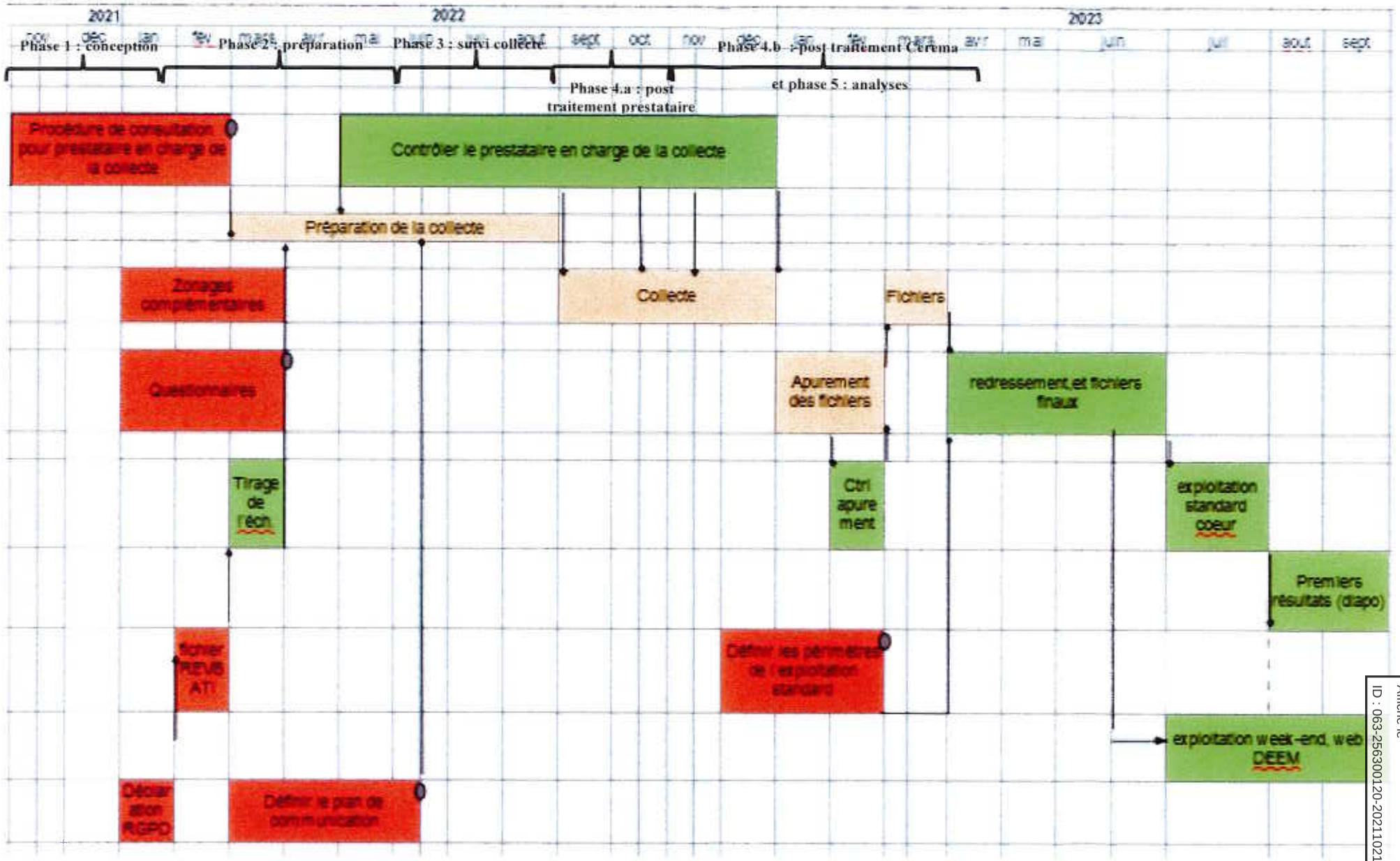
**Phase 5 : Analyses de l'enquête**

→ Diaporama des premiers résultats du Programme (« cœur » uniquement) : septembre 2023 ;

→ Livraison d'un guide de lecture (contenu de l'exploitation) des données du Programme (« cœur », dont « DEEM » et « week-end ») : fin septembre 2023 ;

→ Préparation de la présentation en COPIL et préparation de la communication/présentation à la presse : novembre 2023

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE






Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE12-DE

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance |
| | 24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance |
| | 4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 13

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : APPROBATION DU BILAN DE LA CONCERTATION RELATIVE A LA MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME DANS LE CADRE DE LA CREATION DE DEUX LIGNES DE BUS B ET C A HAUT NIVEAU DE SERVICE**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L103-2,

Vu la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre le SMTC-AC et Clermont Auvergne Métropole,

Vu la délibération du Comité Syndical du SMTC du 1er juillet 2021 relative à l'approbation du bilan de la concertation préalable portant sur la restructuration du réseau de transport en commun de l'agglomération de Clermont-Ferrand et la création de deux lignes de bus B et C à haut niveau de service,

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

Vu la délibération du Comité Syndical du SMTC du 1er juillet 2021 relative à l'organisation d'une concertation relative à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme,

Considérant la concertation qui s'est déroulée du 10 janvier au 31 mars 2021 et son bilan approuvé par délibération du Comité syndical du 1er juillet 2021,

Le projet « InspiRe » porté par Clermont Auvergne Métropole et le SMTC-AC est un projet de mobilité dont les effets attendus sont multiples : les déplacements, mais également l'urbanisme, l'habitat, l'activité économique, l'environnement, la biodiversité. La vie quotidienne des habitants sera ainsi durablement et positivement modifiée.

C'est la raison pour laquelle ce projet, au-delà de ses composantes liées à la mobilité (la création de deux lignes de bus à haut niveau de service, l'accroissement du réseau de transport en commun, l'amélioration des aménagements cyclables, l'apaisement des circulations routières) porte une véritable inspiration pour la Métropole : une transition écologique et sociale.

En application de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, modifié par l'article 40 de la loi ASAP du 7 décembre 2020, qui fait obligation aux collectivités publiques d'organiser une concertation associant la population àla mise en compatibilité des PLU des communes d'Aulnat, de Chamalières, de Clermont-Ferrand, de Cournon d'Auvergne, et de Durtol ; une concertation a été menée sur ce sujet du 30 août au 15 septembre 2021.

Le public en a été informé préalablement, notamment par voie de presse (annonce légale puis encart publicitaire), sur les sites internet et réseaux sociaux de Clermont Auvergne Métropole, du SMTC-AC et des communes concernées.

## 1. LE DISPOSITIF DE COMMUNICATION DÉPLOYÉ

- Une affiche réglementaire de la concertation, au format A3, a été affichée quinze jours avant le début de la concertation jusqu'à son dernier jour ;
- Une actualité a été publiée sur le site internet du projet InspiRe ;
- Un post a été publié sur les réseaux sociaux du projet InspiRe;
- La concertation a été annoncée dans la newsletter de septembre 2021, diffusée à plus de 700 abonnés ;
- L'ensemble des communes concernées a relayé l'information via ses supports ;
- Le bus InspiRant était présent à la Foire de Cournon du 11 au 13 septembre 2021 ; il avait à son bord un dossier de concertation et un registre.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

## 2. LE DISPOSITIF DE PARTICIPATION

- Le dossier de concertation, imprimé au format A3 paysage, a été diffusé dans les communes concernées, au siège de la Métropole et du SMTC-AC, accompagné d'un registre d'expression ;
- Un sujet a été ouvert sur la plateforme participative du projet InspiRe ;
- Un compte Facebook et un compte Twitter sur le projet ont été créés.

## 3. LE BILAN DE LA CONCERTATION

### 3.1 ANALYSE QUANTITATIVE

La concertation a permis de recueillir six contributions : quatre depuis la plateforme participative et deux via les registres mis à disposition dans les mairies.

### 3.2 ANALYSE QUALITATIVE

Quatre thématiques principales émergent : le principe et le déroulement de la concertation (3 contributions), les arbres et le bruit, le terminus de Durtol et l'évolution du zonage à Durtol.

On peut noter que plusieurs contributions n'entraient pas dans le cadre de la concertation sur l'adaptation des documents d'urbanisme mais portaient sur l'opportunité et le contenu du projet InspiRe (opposition à la création d'une voie dédiée au BHNS avenue de Royat, une demande de mur anti-bruit à Cournon-d'Auvergne).

**Les enseignements**

Globalement, l'objet de cette concertation, introduite par la loi ASAP du 7 décembre 2020, n'a pas été cerné par le public, qui l'a confondue avec la concertation préalable du projet InspiRe. Ceci s'explique par le fait qu'une notice dédiée à l'évolution des documents d'urbanisme avait déjà été diffusée lors de la concertation préalable sur le projet InspiRe menée au 1er trimestre 2021, et dont le bilan est disponible sur le site Internet du SMTC-AC et de la Métropole de Clermont-Ferrand.
Les contributions de la présente concertation MECDU ne sont principalement pas en lien avec la modification des documents d'urbanisme mais questionnent l'utilité de celle-ci ou l'opportunité du projet InspiRe.

## 4. LES SUITES DE LA CONCERTATION

Le présent bilan est présenté au comité syndical du SMTC-AC pour approbation. Il sera annexé aux dossiers de Mise en compatibilité des documents d'urbanisme qui seront

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

déposés de manière concomitante au dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet des lignes de BHNS B et C.
Le bilan complet de cette concertation figure en annexe à la présente délibération.

Ceci étant exposé, il vous appartient de délibérer pour :

- approuver le bilan de la concertation relative à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la création de deux lignes de bus B et C à haut niveau de service ;
- porter ce bilan à la connaissance du public ;
- autoriser le Président ou le Vice-Président délégué à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **d'approuver le bilan de la concertation relative à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la création de deux lignes de bus B et C à haut niveau de service ;**
- **de porter ce bilan à la connaissance du public ;**
- **d'autoriser le Président ou le Vice-Président délégué à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la délibération.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

Le Président du SMTC-AC

François RAGE

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu
de la réception en Préfecture le :
et de la publication le :

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

inspiRe

un nouveau souffle pour nos mobilités

# BILAN DE LA CONCERTATION MECDU

VERSION PROVISOIRE

OCTOBRE 2021



clermont auvergne métropole

SMTC

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

# SOMMAIRE

PARTIE 1
3
CE QUI EST SOUMIS À LA CONCERTATION

PARTIE 2
6
LES MOYENS D'INFORMATION ET D'EXPRESSION MIS À LA DISPOSITION DU PUBLIC

PARTIE 3
9
L'ANALYSE DES CONTRIBUTIONS ET LES ENSEIGNEMENTS DE LA CONCERTATION

PARTIE 4
13
PROCHAINES ÉTAPES

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

PARTIE 1

# CE QUI EST SOUMIS À LA CONCERTATION

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

# 1. RAPPEL DU PROJET

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise (SMTC-AC) et Clermont Auvergne Métropole sont les co-maîtres d'ouvrage du projet de restructuration du réseau de transport en commun InspiRe, articulé autour de la mise à haut niveau de service des lignes de bus B et C.

Le projet InspiRe est composé :

- de la mise à haut niveau de service des lignes B et C et de la création des aménagements urbains associés ;
- de la création de nouveaux lieux de vie à Aulnat, Clermont-Ferrand et Cournon-d'Auvergne ;
- du réaménagement du secteur Place Renoux Rue Ballainvilliers – Rue Joffre – Avenue Vercingétorix ;
- de l'acquisition de nouveaux bus à propulsion électrique pour l'exploitation des deux lignes B et C ;
- de l'implantation d'un centre d'exploitation et de maintenance (CEM ou dépôt) à Cournon-d'Auvergne sur le secteur dit « Pointe de Cournon » ;
- de la restructuration globale du réseau de transports en commun de l'agglomération clermontoise ;
- de l'aménagement de parcs relais dans l'agglomération clermontoise.

Les deux lignes de Bus à Haut Niveau de Service seront parcourues par des bus à propulsion électrique, dont la recharge se fera au dépôt et au terminus et potentiellement avec des points de recharge en ligne. Leur mise en œuvre consistera notamment à créer des aménagements dédiés et une priorité absolue aux carrefours afin d'assurer performance et régularité à ces lignes de transport en commun.

Les deux lignes déployées sont :

- la ligne B allant d'Aulnat à Royat (environ 11 kilomètres) ;
- la ligne C allant de Cournon-d'Auvergne à Durtol.

Les aménagements en site propre sont situés sur les zones les plus favorables pour la vitesse commerciale.

Ce projet est localisé sur les communes d'Aubière, Aulnat, Chamalières, Clermont-Ferrand, Cournon-d'Auvergne, Durtol et Royat.

# 2. POURQUOI CONCERTER SUR LES ÉVOLUTIONS DES DOCUMENTS D'URBANISME ?

Dans le cadre de la création de deux lignes de Bus à Haut Niveau de Service, des mises en compatibilité des documents d'urbanisme seront nécessaires pour la réalisation du projet dans les communes de :

- Cournon d'Auvergne ;
- Aulnat ;
- Clermont-Ferrand ;
- Durtol ;
- Chamalières.

## Qu'est-ce qu'un document d'urbanisme ?

C'est un document public composé de plans, schémas, programmes et cartes, qui cadre l'aménagement et l'urbanisme à l'échelle d'un territoire.

Il garantit l'équilibre de l'aménagement et a pour objet de déterminer des règles touchant à l'affectation et à l'occupation des sols : schéma de cohérence territoriale (SCOT), plan local d'urbanisme (PLU), carte communale, plans de sauvegarde et de mise en valeur, etc.

Il traduit les ambitions de développement et d'aménagement d'un territoire et sert à cadrer l'urbanisation.

Dans la continuité de la concertation préalable organisée du 11 janvier au 31 mars 2021, la présente concertation, en application de l'article L103-2 du code de l'urbanisme, a pour objectifs de :

- présenter les modifications nécessaires au projet sur les documents d'urbanisme actuels ;
- assurer l'information et la participation du public ;
- recueillir les remarques, observations et propositions, et apporter des réponses.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

## Quel est le périmètre de la concertation MECDU ?

Cette concertation réglementaire porte uniquement sur les modifications des documents d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet de mise à haut niveau de service des lignes de bus B et C.

La présente concertation a pour vocation de répondre plus particulièrement aux directives de la loi ASAP du 7 décembre 2020.

Elle n'a pas pour vocation de discuter de l'opportunité du projet qui a déjà fait l'objet d'une concertation préalable réglementaire du 11 janvier au 31 mars 2021 dont le bilan est public et disponible depuis juillet 2021 sur le site internet : **www.inspire-clermontmetropole.fr**

# 3. LES SUITES DE LA CONCERTATION

À l'issue de la concertation, l'ensemble des éléments recueillis fait l'objet du présent bilan, qui sera accessible sur le site internet **www.inspire-clermontmetropole.fr**

Ce bilan nourrira les décisions concernant le projet et viendra compléter les dossiers de mise en compatibilité des documents d'urbanisme qui seront déposés de manière concomitante au dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

PARTIE 2

# LES MOYENS D'INFORMATION ET D'EXPRESSION MIS À LA DISPOSITION DU PUBLIC

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

# 1. LE DISPOSITIF D'INFORMATION DU PUBLIC

Les outils mis à disposition pour s'informer :

- L'affiche réglementaire de l'avis de concertation apposée dans chacune des mairies des communes concernées, au siège de la Métropole et du SMTC-AC ;




- Un dossier de concertation ;




- les sites internet :
  **www.inspire-clermontmetropole.fr**
  **www.smtc-clermont-agglo.fr**
  **www.clermontmetropole.eu**



- les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) du projet ;




# 2. LES MOYENS D'EXPRESSION MIS À LA DISPOSITION DU PUBLIC

- Des registres de concertation disponibles dans les mairies des communes d'Aulnat, de Chamalières, de Clermont-Ferrand, de Cournon-d'Auvergne et de Durtol, aux sièges de Clermont Auvergne Métropole et du SMTC-AC ;
- le site internet dédié au projet **www.inspire-clermontmetropole.fr** pour déposer une contribution écrite ;

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

## LES SUJETS À LA UNE







- un encart presse dans La Montagne le dimanche 5 septembre 2021 avec les dates et l'adresse web du site Internet du projet ;




- la présence du bus InspiRant à la Foire de Clermont-Cournon ;
- l'adresse postale du SMTC-AC : Concertation MECDU/INSPIRE - SMTC-AC - 2 bis Rue de l'Hermitage - 63000 Clermont-Ferrand pour adresser une contribution écrite ;



**ANNONCES LÉGALES ET ADMINISTRATIVES**

SMTC
clermont auvergne métropole

**AVIS DE CONCERTATION**

MISE EN COMPATIBILITÉ DES DOCUMENTS D'URBANISME DANS LE CADRE DU PROJET DE RESTRUCTURATION DU RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE

La mise en œuvre du projet de deux lignes de Bus à Haut Niveau de Service nécessite des mises en compatibilité des documents d'urbanisme (MECDU). Cinq communes sont concernées : Aulnat, Chamalières, Clermont-Ferrand, Cournon-d'Auvergne et Durtol.

Une concertation est organisée du 30 août au 15 septembre 2021, au titre de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme.

Le dossier de concertation est disponible sur le site Internet du projet InspiRe, www.inspire-clermontmetropole.fr, du SMTC-AC, www.smtc-clermont-agglo.fr, et de Clermont Auvergne Métropole, www.clermontmetropole.eu ainsi que dans chaque mairie des communes concernées (Aulnat, Chamalières, Clermont-Ferrand, Cournon-d'Auvergne et Durtol), au siège du SMTC-AC et de Clermont Auvergne Métropole.

Les avis et contributions peuvent être déposés sur le site Internet du projet InspiRe, écrits sur les registres de concertation disponibles dans les mairies des communes concernées et aux sièges de Clermont Auvergne Métropole et du SMTC-AC ou envoyés par courrier postal au SMTC-AC, 2 bis, rue de l'Hermitage, 63063 Clermont-Ferrand cedex.

- une annonce légale dans La Montagne le dimanche 31 août 2021.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

PARTIE 3

# L'ANALYSE DES CONTRIBUTIONS ET LES ENSEIGNEMENTS DE LA CONCERTATION

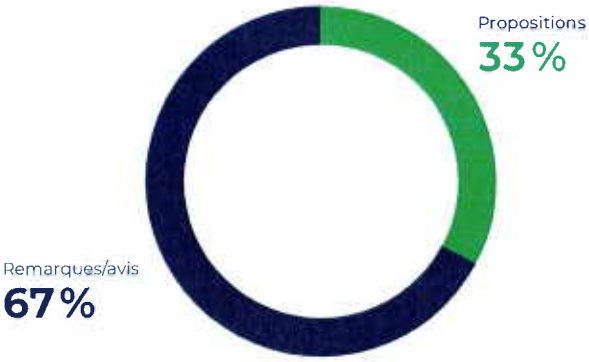
Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

# 1. ANALYSE QUANTITATIVE DES CONTRIBUTIONS

La concertation a permis de recueillir six contributions.

## 6 CONTRIBUTIONS

- **4** proviennent de la plateforme en ligne
- **2** proviennent des registres de la mairie de Chamalières

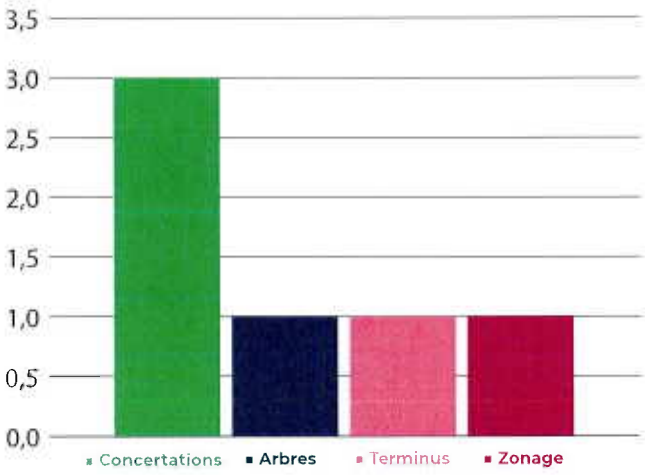



# 2. ANALYSE QUALITATIVE DES CONTRIBUTIONS

Quatre thématiques principales émergent : la concertation (3 contributions), les arbres, le terminus de Durtol et l'évolution du zonage à Durtol.

On peut noter que plusieurs contributions n'entraient pas dans le cadre de la concertation sur l'adaptation des documents d'urbanisme mais portaient sur l'opportunité et le contenu du projet InspiRe (opposition à la création d'une voie dédiée au BHNS avenue de Royat, une demande de mur anti-bruit à Cournon-d'Auvergne).

### Contributions par thématiques




| Concertation | Nuisances sonores | Terminus | Zonage |
|---|---|---|---|
| **Contribution 1 :** Regrette qu'il n'y ait pas de place pour des propositions « constructives » dans la concertation. | **Contribution 4 :** Demande d'aménagement de murs anti-bruit à Cournon-d'Auvergne (pont d'entrée de ville) si enlèvement d'arbres. | **Contribution 5 :** Critique du processus de décision qui a conduit à la prolongation de la ligne sur Durtol. | **Contribution 6 :**<br>· S'interroge sur l'existence de la zone UM* plus souple que la zone UM dans le secteur de Durtol.<br>· Souhaite revenir sur la hauteur dérogatoire des bâtiments dans le secteur de Durtol.<br>· Veiller au maintien de la bande de recul de construction rue de Montchany. |
| **Contributions 2 et 3 :** Opposition à la création d'une voie dédiée avenue de Royat. Maintien des arbres. | | | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

# 3. LES REPONSES DU MAÎTRE D'OUVRAGE

### CONTRIBUTION 1

Je me suis lassé de ces pseudos concertations qui ne laissent pas la place aux propositions constructives, et n'agissent que comme une chambre d'enregistrement du scénario préétabli par le SMTC. Ce qui me réconforte c'est que je n'ai pas l'air d'être seul dans ce cas vu l'absence de contributions en 2 semaines sur cette concertation.

### RÉPONSE

*La concertation réglementaire sur le projet a fait l'objet d'un bilan adopté par les élus du SMTC-AC à l'unanimité et présenté aux élus de la Métropole de Clermont-Ferrand.*

*Ce bilan comprenait les principaux choix de la maîtrise d'ouvrage sur le projet InspiRe à l'issue de la concertation et les demandes de compléments d'études nécessaires avant de statuer.*

*Les récentes évolutions législatives imposent une concertation aussi sur les évolutions des documents d'urbanisme induites par le projet. C'est l'objet de la présente concertation pour laquelle les choix de conception qui se sont poursuivis après la concertation préalable sur le projet InspiRe ont permis au maître d'ouvrage de proposer un aménagement qui sera soumis à l'enquête publique.*

### CONTRIBUTION 2

- Oui au projet de la mairie de Chamalières;
- Non à l'abattage des arbres de l'avenue;
- Non à plus de circulation avenue des Thermes (sortie école Montjoly, sortie des parkings déjà dangereuses);
- Attention à la sortie/entrée école Jules Ferry qui dessert tout nord-ouest de Chamalières;
- Oui à plus de n°13.

### RÉPONSE

*Cette question ne correspond pas à la concertation sur la MECDU. Des remarques de ce type ont déjà été émises sur le sujet lors de la concertation préalable et ont été traduites au bilan de cette dernière.*

### CONTRIBUTION 3

En ce qui concerne le projet de modification de la ligne de bus B voici mes observations:

- D'accord pour des bus électriques un peu moins encombrants avec priorité de passage aux feux;
- Non en ce qui concerne les modifications de circulation avec une seule voie en sens unique pour les voitures;
- C'est reporter la circulation sur l'avenue des Thermes et l'avenue Pasteur (entre autres) avec tous les désagréments pour les riverains;
- C'est un projet trop coûteux pour lequel des sommes importantes ont été dépensées;
- Il ne faudrait pas que le SMTC et le maire de Clermont essaient de passer en force.

### RÉPONSE

*Cette question n'est pas en lien avec la modification des documents d'urbanisme objet de la présente concertation.*

### CONTRIBUTION 4

Bonjour, suite à l'enlèvement d'arbres sur le trajet de la ligne de Cournon-d'Auvergne (notamment suite au dédoublement du pont d'entrée de la ville côté zénith), merci de prévoir des murs anti-bruit afin de respecter les riverains par rapport aux nombres de passages supplémentaires qui vont être générés sur ce pont.

### RÉPONSE

*Cette question n'est pas en lien avec la modification des documents d'urbanisme objet de la présente concertation. Néanmoins le maître d'ouvrage prend note de la demande déjà émise dans le cadre de la concertation préalable et versée au bilan de cette dernière.*

### CONTRIBUTION 5

Bonjour. J'adhère complètement à la remarque de PMZ63 et je confirme que la concertation est une mascarade. Mais comme je m'intéresse (un peu) à ce sujet essentiel je continue de lire. Et je découvre que le terminus durtolois de la ligne BHNS pour lequel il y avait une concertation entre le stade et la route du Puy de Dôme, est finalement (et discrètement) situé en face de la clinique. Sans me prononcer sur le choix du lieu, je trouve méprisable la modalité du choix

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

(en catimini) ; tout autant que le mépris qui semble être accordé aux citoyens contributeurs de cette concertation. « MASCARADE »! c'est le mot que cela « M'INSPIRE ».

**RÉPONSE**

*Le maître d'ouvrage a entendu la demande des habitants, des élus de Durtol et des communes riveraines pour l'implantation d'un terminus à Durtol. Cependant la complexité technique a nécessité de lancer des études supplémentaires pour trouver la meilleure solution en termes de faisabilité, de coût et d'intérêt pour les usagers.*

*Ces études ont été annoncées dans le bilan de la concertation réglementaire. Les élus des communes concernées en ont été informés.*

*Le résultat de ces études et la solution proposée par le maître d'ouvrage seront présentés dans le dossier d'enquête publique.*

**CONTRIBUTION 6**

Bonjour. Lors de la concertation sur le PLU de Durtol, je m'étais étonné par écrit de l'existence d'un zonage anachronique UM* bien peu argumenté. Je vois ressortir ici ce besoin d'un zonage plus... tolérant que celui qui s'applique au reste du bourg de Durtol (à savoir UM). C'est peut-être l'occasion de revenir sur la hauteur dérogatoire des bâtiments sur ce secteur. En tous cas il convient de veiller à ce que la disparition de la bande de recul de construction « des 5 mètres » envisagée pour la rue de la Paix ne soit pas remise en cause pour la rue de Montchany.

**RÉPONSE**

*La révision du règlement qui sera proposée préservera la fonctionnalité du stationnement pour l'activité médicale ainsi que la possibilité d'implanter un terminus pour la ligne C accompagné de ses équipements. Une attention particulière sera portée sur l'impact de ces modifications existantes sur l'ensemble du périmètre.*

*Néanmoins le maître d'ouvrage prend note de la demande.*

# 4. ENSEIGNEMENTS ET SUITES DE LA CONCERTATION

Globalement, cette concertation, introduite par la loi ASAP du 7 décembre 2020, n'a pas été cerné par le public, qui l'a confondue avec la concertation préalable du projet InspiRe. Ceci s'explique par le fait qu'une notice dédiée à l'évolution des documents d'urbanisme avait déjà été diffusée lors de la concertation préalable sur le projet InspiRe menée au 1er trimestre 2021, dont le bilan est disponible sur le site Internet du SMTC-AC et de la Métropole de Clermont-Ferrand.

Les contributions de la présente concertation MECDU ne sont principalement pas en lien avec la modification des documents d'urbanisme mais questionnent l'utilité de celle-ci ou l'opportunité du projet InspiRe.

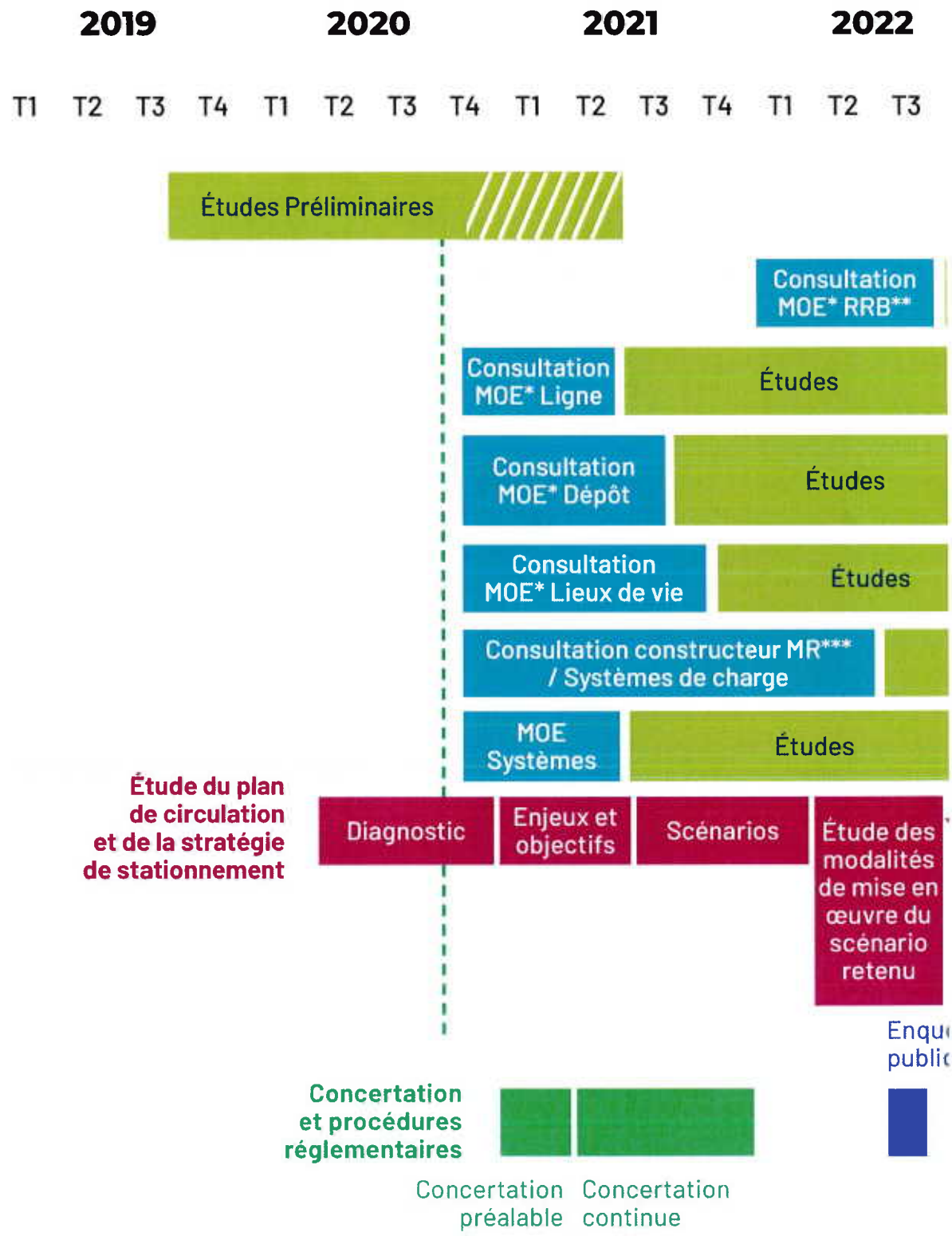
Le présent bilan sera présenté au comité syndical du SMTC-AC pour approbation. Il sera annexé aux dossiers de mise en compatibilité des documents d'urbanisme qui seront déposés de manière concomitante au dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

PARTIE 4

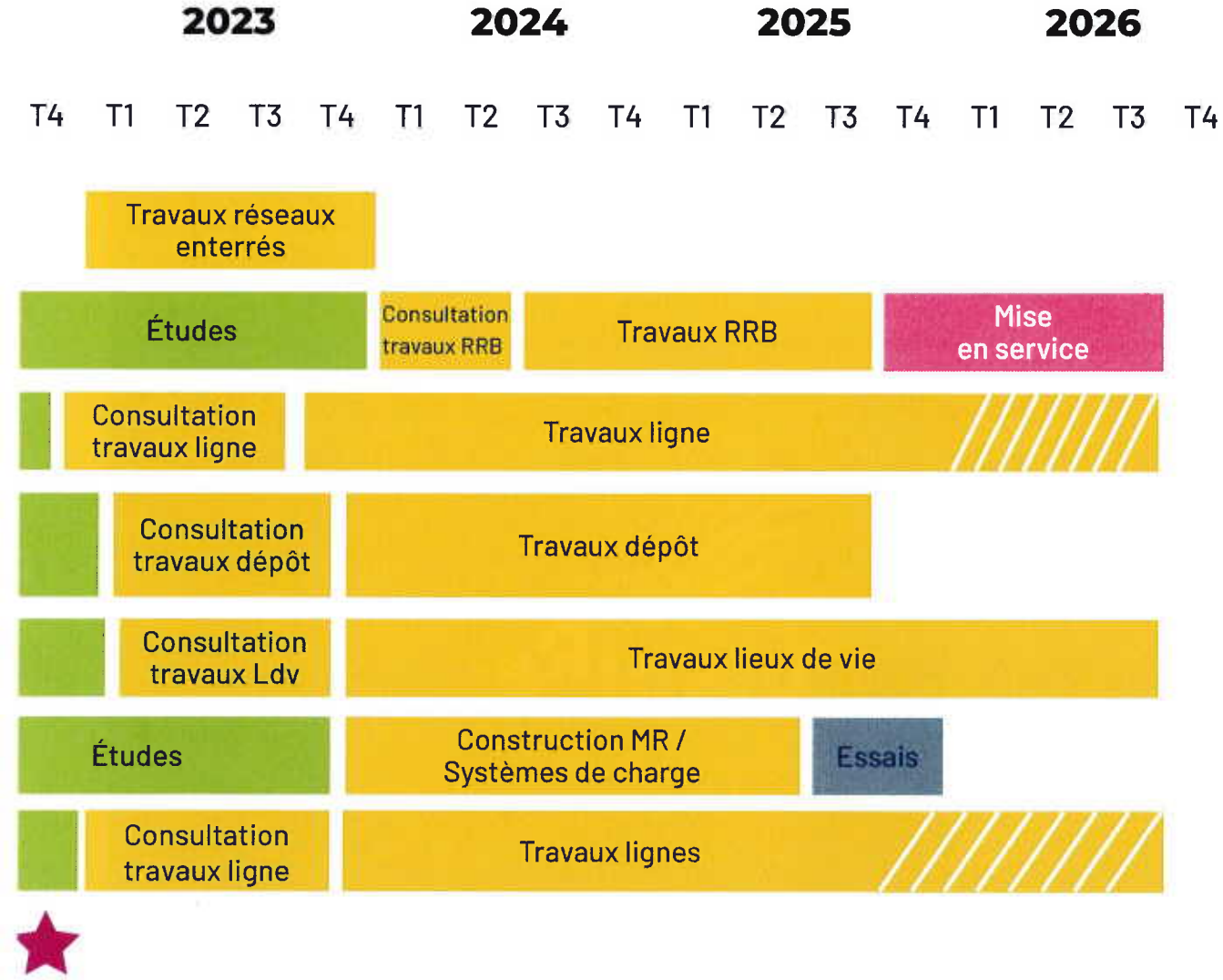
# PROCHAINE ÉTAPES

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE




* Maîtrise d'œuvre
** Restructuration du réseau de bus
*** Matériel roulant

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE

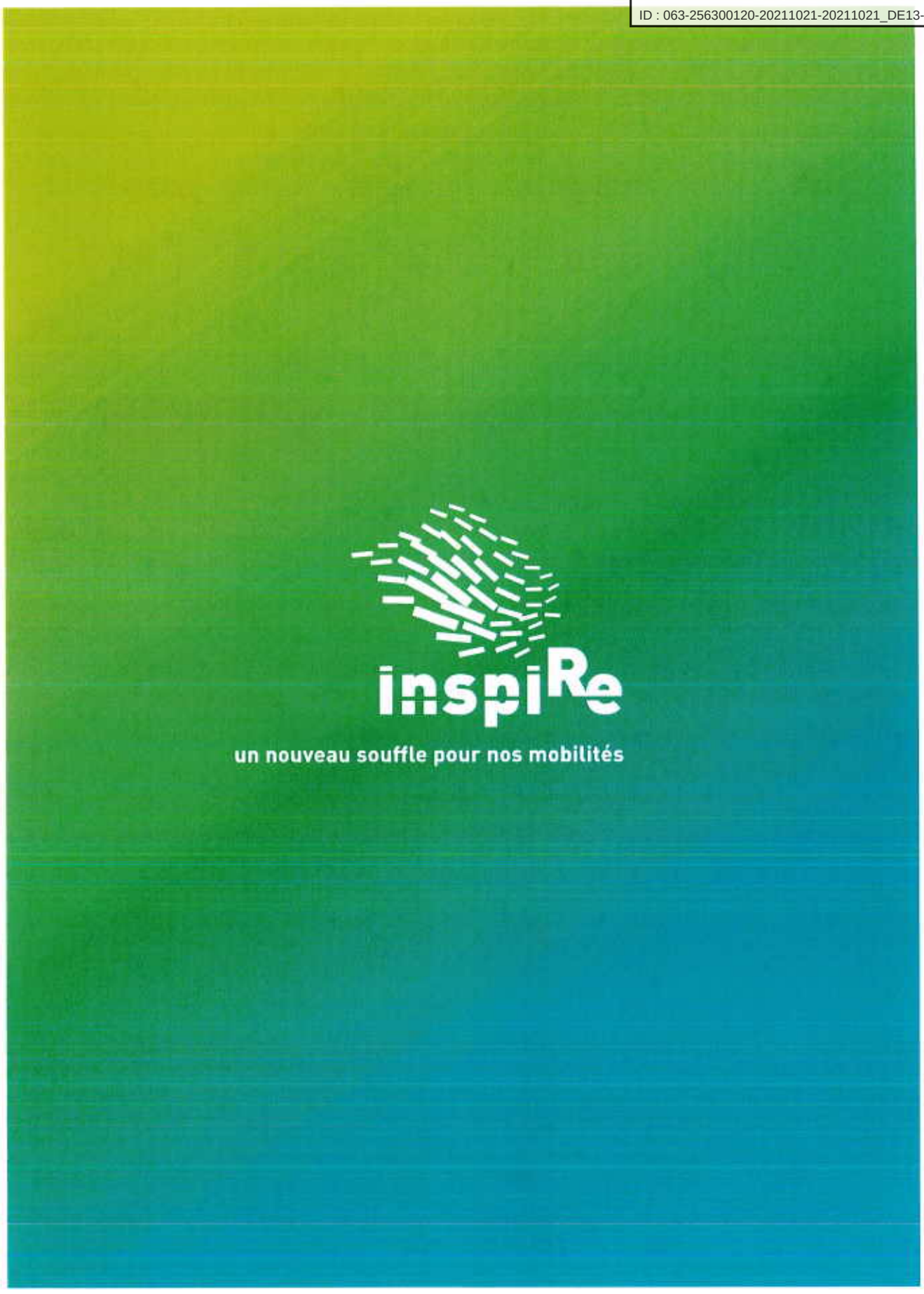



ète
ique

DUP

Maîtrise foncière

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE13-DE




www.inspire-clermontmetropole.fr

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 14

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : PROTOCOLE GRDF TRAVAUX DE RESEAU BD ST-JEAN – PROJET INSPIRE**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du 5 juillet 2018 approuvant le principe de la création de deux nouvelles lignes structurantes sur le réseau de transport en commun clermontois,

**Vu** la convention de co-maîtrise d'ouvrage conclue entre SMTC-AC et la métropole en date du 3 avril 2019,

**Vu** l'avis favorable de la commission investissement et patrimoine en date du 23 septembre 2021,

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE

**Considérant** que la construction du projet « InspiRe » implique le déplacement d'une canalisation de gaz enterrée exploitée par G.R.D.F. située sous la contre-allée du boulevard Saint-Jean, au droit du futur lycée, et située sous les quais de la future station de B.H.N.S. « Lycée Saint-Jean ».

**Considérant** que la mise en service du lycée pour la rentrée scolaire de 2022 et celle du gymnase municipal contigu en septembre 2023 entraînent l'anticipation de ces travaux de déplacement par le concessionnaire, dans la mesure où sa position définitive est prévue sous le parvis du lycée dont les travaux vont débuter.

Un projet de protocole a été élaboré avec G.R.D.F. pour le dévoiement de ce réseau.

Le projet de protocole mis au point avec le concessionnaire dispose que G.R.D.F. prendra en charge financièrement le coût de ces travaux modificatifs, qui sont réalisés dans l'intérêt du domaine public.

Le montant du coût des travaux est estimé par le concessionnaire à 30.000 € hors taxes.

Il est précisé que toute demande d'intervention ultérieure sur les réseaux modifiés donnera lieu à facturation par G.R.D.F. au coût réel des travaux modificatifs.

Enfin, ce projet de protocole engagera le S.M.T.C., en cas d'abandon du projet « InspiRe », au remboursement à G.R.D.F. de l'intégralité des frais qu'il aura engagés.

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **d'autoriser le Président du SMTC-AC à signer le projet de protocole travaux n°C21-18 avec G.R.D.F. joint en annexe.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

# Lignes B et C de la métropole Clermontoise

clermont auvergne métropole

Phase EPR

## Réseaux concessionnaires

**Protocole relatif aux études et travaux d'adaptation des réseaux rendus nécessaires pour la création du projet des lignes de BHNS du réseau de transport en commun de la métropole clermontoise au droit des futurs lycée et gymnase du nouveau quartier Saint Jean**

## GRDF

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE



inspiRe

un nouveau souffle pour nos mobilités

# CONVENTION N° C21-18

## Émetteur : setec organisation

setec organisation

Setec Organisation
Immeuble le Crystallin – CS20087
191/193 cours Lafayette
69 458 LYON Cedex 06

Tél : 04.27.85.49.20

N° d'identification

| Ligne | Zone | Phase | Discipline | Type | Statut | Émetteur | N° d'ordre | Indice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| B. | QSJ. | GEN. | REN | 500 | X | AMOS | 001. | B. |

## Révision de ce document

| Indice | Date | Pages | Objet de la révision |
|---|---|---|---|
| A | 29/07/21 | Toutes | Édition du document |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE



| | | | |
|---|---|---|---|
| B | 24/08/21 | Toutes | Intégration des remarques du SMTC-AC et de la SPL |
| C | | | |
| D | | | |
| E | | | |
| F | | | |
| G | | | |

## Validation du document

Émetteur : setec organisation

| Rédaction | Vérification | Validation |
|---|---|---|
| Nom | Nom | Nom |
| J. GRISARD | P. BEDEK | P. BEDEK |
| Date | Date | Date |
| 27/07/2021 | 30/07/2021 | 30/07/2021 |
| Visa | Visa | Visa |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE



Le présent protocole est établi :

**ENTRE**

- **LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE,** dont le siège est 2 bis, rue de l'Hermitage, 63000 CLERMONT-FERRAND, représenté par Monsieur François RAGE agissant en sa qualité de président, dûment habilité par délibération n° XX du comité syndical du SMTC-AC en date du XX ;

  Ci-après dénommé « **le SMTC-AC** »

**d'une part**

**ET**

- **GRDF**, société anonyme au capital de 1 800 745 000 euros, dont le siège social est situé 6, rue Condorcet - 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, représentée par xxx, dûment habilité à cet effet.

  Ci-après, dénommée « **GDRF** »,

**d'autre part.**

Ensemble, **les Parties**.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE



# SOMMAIRE

EXPOSE PREALABLE 6

ARTICLE 1 DEFINITIONS 7

ARTICLE 2 OBJET 7

ARTICLE 3 CHAMP D'APPLICATION 7

ARTICLE 4 ROLES ET RESPONSABILITES RESPEC-TIVES 8
4.1. Intervenants 8
4.2. Maîtrise d'ouvrage et maîtrises d'œuvre du Projet 8
4.3. GRDF 9

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DES PARTIES 9
5.1. Obligations de GRDF 10
5.2. Obligations du SMTC-AC 10

ARTICLE 6 DESCRIPTION ET EXECUTION DES TRAVAUX 11

ARTICLE 7 DELAI DE REALISATION DES TRAVAUX 11

ARTICLE 8 CONDUITE DES POINTS D'ARRETS 12

ARTICLE 9 CONDUITE DES MODIFICATIONS 12

ARTICLE 10 FINANCEMENT DE L'OPERATION 12

ARTICLE 11 RESPONSABILITE 13

ARTICLE 12 ABANDON DU PROJET 13

ARTICLE 13 FORCE MAJEURE 13

ARTICLE 14 CONFIDENTIALITE 14

ARTICLE 15 DUREE DU PROTOCOLE 14

ARTICLE 16 REGLEMENT DES DIFFERENDS 14

ARTICLE 17 ANNEXES 14

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE



# EXPOSE PREALABLE

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC) a adopté un plan de développement pour la période 2016-2032 dont l'objectif premier est de faire évoluer significativement les pratiques de mobilité au sein de son ressort territorial.

La première étape de ce plan consiste à traiter les lignes B et C, 2ème et 3ème lignes du réseau avec en cumulé, 25 000 voyageurs par jour, et à définir leurs modalités d'exploitation et le choix du ou des modes, la priorité étant donnée à l'électromobilité, pour une mise en œuvre en janvier 2026.

Le projet d'aménagement des lignes B&C – ci-après dénommé « le Projet », « le BHNS » ou encore « InspiRe » - comprend la réalisation d'un site réservé sur la majorité du linéaire des deux lignes avec ses stations et les équipements nécessaires au fonctionnement des lignes ainsi que le réaménagement des espaces « de façade à façade » des rues empruntées et de plusieurs « lieux d'intensité » qui feront l'objet d'un traitement architectural spécifique.
*A noter que le Projet comprend également la création d'un site de maintenance et de remisage du matériel roulant qui accueillera les bus des lignes B&C, mais également celui de l'ensemble des lignes aujourd'hui remisé sur le site de la Pardieu. Cette partie du Projet n'est pas inclue dans les études objet de la présente convention.*

Le Projet a été initié par les élus de Clermont Auvergne Métropole (CAuM) d'une part et ceux du SMTC-AC d'autre part.

Par convention signée le 14 décembre 2018, Clermont Auvergne Métropole a confié au SMTC-AC la maitrise d'ouvrage unique du projet. A noter que Clermont Auvergne Métropole est très étroitement associée au pilotage du projet. Ainsi, une équipe de maîtrise d'ouvrage « InspiRe » a été créée et rassemble des agents du SMTC-AC et des agents de la métropole. Ainsi, GRDF sera amené à travailler avec des membres de l'équipe de maitrise d'ouvrage du SMTC-AC ou de la Métropole de manière tout à fait équivalente.

Pour des raisons de phasage des travaux, en interface avec l'aménagement du parvis des futurs lycée et gymnase réalisés dans le cadre de l'opération de régénération urbaine du quartier St Jean, il est nécessaire d'anticiper les travaux de déplacement de la canalisation de gaz située sous le boulevard Saint Jean, afin de la repositionner sous la future piste cyclable accolée au parvis.

Dans ce contexte, les parties se sont rapprochées afin de convenir des conditions et modalités de réalisation de ces travaux spécifiques et nécessaires à l'aménagement futur de la ligne B du BHNS.

Il est précisé que le présent protocole ne modifie en rien les droits et obligations du concessionnaire pour l'occupation de la voirie métropolitaine. Ainsi tous les droits et les obligations de GRDF restent applicables dans le cadre du projet d'aménagement des lignes B&C.

**CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT.**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE

# ARTICLE 1 DEFINITIONS

**Projet :** projet relatif à la création d'une infrastructure de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS). Le nom retenu pour communiquer autour du projet est « InspiRe ».

**Calendrier général de référence :** document reprenant les périodes et les dates d'intervention de chacun des Intervenants dans le périmètre du Projet.

**Synthèse des réseaux :** Mise en compatibilité de l'ensemble des études réalisées par les différents concessionnaires pour le projet InspiRe afin d'arrêter le programme et les emprises de chacun. Cette synthèse est réalisé sur la base d'études de niveau AVP menées par l'ensemble des concessionnaires de réseaux, et comporte des itérations afin de rendre compatible l'ensemble des projets d'adaptation des réseaux.

**Maître d'œuvre :** personne, morale ou physique, publique ou privée, chargée d'apporter une réponse architecturale, technique et économique, aux besoins du maître d'ouvrage et de faire réaliser les travaux correspondants (conception des cahiers des charges, passation des marchés et rédaction des contrats, surveillance des travaux et des prestations, réception des ouvrages etc.). Pour l'opération objet du présent protocole, il convient de noter que plusieurs maîtres d'œuvre seront amenés à travailler, chacun sur un périmètre qui lui est propre. Ainsi, on définit en particulier :

- Le Maître d'Œuvre Général ou MOE-G : en charge de l'aménagement de voirie du projet InspiRe, qu'il relève de l'aménagement du système de transport ou des aménagements urbains associés, à l'exception du lieu de projet Renoux-Ballainvilliers-Joffre-Vercingétorix.
- Le Maître d'Œuvre Lieu de Projet ou MOE-LdP : en charge de l'aménagement de l'espace Renoux-Ballainvilliers-Joffre-Vercingétorix.
- Le Maître d'Œuvre du Centre de Maintenance et de Remisage ou MOE-CEM : en charge de l'aménagement du futur centre d'exploitation et de maintenance du projet InspiRe situé à la pointe de Cournon d'Auvergne.

# ARTICLE 2 OBJET

Le présent protocole a pour objet de définir les principes, les modalités et les conditions de réalisation des études puis des travaux nécessaires à la mise en compatibilité du Projet avec les réseaux exploités par GRDF situés sous le boulevard Saint Jean, au droit du parvis des futur lycée et gymnase du quartier Saint Jean.

A noter que la phase d'étude des adaptations des réseaux de GRDF nécessaires à la réalisation des travaux de l'ensemble du projet des lignes B et C font l'objet d'un protocole spécifique actuellement en cours de négociation. Ce protocole explicite les conditions et modalités de réalisation des études, y compris sur le tronçon du boulevard Saint Jean objet du présent document.

# ARTICLE 3 CHAMP D'APPLICATION

La création d'une infrastructure de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) implique des déplacements de réseaux des occupants du domaine public routier.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE



Par infrastructure « BHNS », il faut entendre :

- Le site propre du BHNS, c'est-à-dire la bande roulante spécifique qui sera réservée aux circulations des bus ;
- Les équipements strictement nécessaires au fonctionnement du BHNS, et notamment :
  - Les stations et terminus de la lignes ;
  - Tous les équipements nécessaires à la recharge des véhicules électriques ;
  - Les locaux réservés aux conducteurs ;
  - Les réseaux spécifiques au BHNS et nécessaire à son bon fonctionnement.
- L'ensemble des aménagements urbains réalisés dans le cadre du Projet soit l'aménagement de « façade à façade » des rues empruntées.

A noter que les aménagements urbains incluent notamment :

- Les espaces publics affectés à la circulation de l'ensemble des usagers de la route :
  - Piétons
  - Cycles
  - Engins de déplacement individuel motorisés
  - VL, PL, TC
  - Autres engins motorisés (livraison, chantier, sécurité civile…)
- La plantation d'arbres et la création d'espaces verts ;
- L'implantation du mobilier urbain (bancs, éclairage, etc.)
- D'autres éléments divers : containers enterrés pour les ordures ménagères, etc.

# ARTICLE 4 ROLES ET RESPONSABILITES RESPEC-TIVES

## 4.1. Intervenants

Les divers intervenants concernés par le Projet sont, d'une part :

- Le SMTC-AC : maître d'ouvrage unique du Projet ;
- La CAM : étroitement associé au pilotage du Projet.

Et d'autre part :

- GRDF, maître d'ouvrage, maître d'œuvre et exploitant des réseaux de distribution de gaz.

Il est précisé par ailleurs, que dans le contexte précis du présent protocole, le maître d'ouvrage du parvis du lycée et du gymnase du quartier Saint Jean est assuré par la SPL Clermont-Auvergne, mandataire de maitrise d'ouvrage des aménagements des espaces publics pour le compte de la ville de Clermont-Ferrand

## 4.2. Maîtrise d'ouvrage et maîtrises d'œuvre du Projet

Pour l'intérêt du Projet, GRDF s'engage à coopérer de bonne foi avec les prestataires techniques suivants travaillant avec le SMTC-AC :

- Setec organisation : AMO-Stratégie ou AMOS, assistant du maitre d'ouvrage pour le management du Projet et en particulier pour la maitrise des délais :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE

- Egis ville et transport : AMO-Technique ou AMOT, assistant du maître d'ouvrage en charge des études préliminaires, et de la cohérence et la qualité technique globale du Projet ;
- Le maître d'œuvre Général ou MOEG, qui aura dans ses missions la synthèse des études de modification des réseaux de l'ensemble du linéaire réaménagé. La consultation pour la désignation de ce maître d'œuvre est en cours au moment de la rédaction du présent protocole ;

Dans le cadre du Projet, la gestion technique et opérationnelle de l'interface avec les concessionnaires « réseaux » est confiée à l'AMOT jusqu'à la désignation du maître d'œuvre général (MOEG), qui sera alors en pleine responsabilité de la gestion de cette interface, au travers des deux missions suivantes :

- Mission de coordination des études et travaux de déviation de réseaux,
- Mission de direction de la cellule de synthèse.

C'est notamment dans ce cadre, que l'AMOT puis le MOEG accompagnent les concessionnaires dans la définition des éléments de leurs programmes d'études.

Le SMTC-AC reste l'unique responsable vis-à-vis de GRDF en ce qui concerne en particulier, la validation du projet de dévoiement avant démarrage des travaux (Annexe 1) du « calendrier général de référence » (Cf ARTICLE 7) mais également en ce qui concerne tous les aspects contractuels ou financiers attachés au présent protocole.

## 4.3. GRDF

En sa qualité de concessionnaire pour la distribution publique de gaz naturel sur le territoire de Clermont Auvergne Métropole, GRDF est maître d'ouvrage des travaux de dévoiement de ses réseaux de distribution de gaz et de leurs accessoires.

Elle dispose d'un savoir-faire et de la connaissance exclusive de ses installations et réseaux.

Elle exercera donc la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des travaux sur ses installations et réseaux liés au Projet conformément à la réglementation en vigueur.

Notamment, GRDF assurera :

- Les études techniques détaillées du déplacement de ses canalisations sous le boulevard Saint Jean ;
- Le choix des entreprises intervenantes et la passation de contrats ;
- La désignation d'un CSPS pour la coordination des travaux placés sous sa maîtrise d'ouvrage
- La direction et le contrôle de l'exécution des travaux d'adaptation des réseaux ;
- La réception des travaux de modification des réseaux à l'issue du chantier ;
- La responsabilité des travaux attachés à la qualité de maître d'ouvrage, notamment le respect des prescriptions de voiries et des exigences réglementaires de sécurité ;
- La remise au maître d'ouvrage de l'Opération des plans de recollement géoréférencés des réseaux modifiés.

En particulier, GRDF s'assure que les conditions d'intervention ultérieures sur les réseaux conservés sous la plate-forme du BHNS ne portent pas atteinte au bon fonctionnement du BHNS ou à l'intégrité de ses infrastructures après mise en service.

# ARTICLE 5 OBLIGATIONS DES PARTIES

De manière générale, chaque Partie s'engage à répondre aux sollicitations de l'autre Partie dans les meilleurs délais. De la même manière, les Parties s'engagent à s'informer

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE



mutuellement de tout évènement ou élément impactant l'autre Partie. En outre, les échanges entre GRDF et le SMTC-AC seront formalisés par des comptes-rendus

## 5.1. Obligations de GRDF

GRDF fournira les informations relatives au réseau de distribution public de gaz nécessaires et participera aux réunions spécifiques afin de faciliter le phasage et la réalisation des travaux d'adaptations de son réseau.

GRDF respectera la charte graphique pour toute la production de documents graphiques.

GRDF informera le SMTC-AC des délais nécessaires aux travaux objet du présent protocole avec les éventuelles phases provisoires associées afin de permettre la coordination de l'ensemble des entreprises intervenants sur l'opération ainsi que sur l'opération connexe d'aménagement du parvis.

GRDF transmettra les contraintes spécifiques lors de certaines phases de travaux, notamment durant les opérations de mise en ou hors gaz. Pour des situations très singulières, GRDF communiquera les préconisations à respecter.

Un plan de récolement de chaque chantier sera transmis sous 45 jours à compter de la mise en ou hors gaz des conduites déplacées.

Dans le cas d'abandon de réseau gaz induit dans les déplacements, une attestation de mise hors gaz combustible sera fournie, au SMTC-AC ou à son représentant.

GRDF s'engage à répondre aux demandes d'avis ou d'accords, dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de toute sollicitation du SMTC-AC, notifiée par écrit.

## 5.2. Obligations du SMTC-AC

Dans la continuité des études menées dans le cadre du protocole des études, le SMTC-AC transmettra à GRDF, toutes les informations nécessaires à la réalisation de son étude (plan de synthèse des réseaux, phasage, contraintes techniques particulières, situations provisoires et définitives, ...).

Lorsque les travaux impliquent des aménagements de voirie ou des travaux de génie civil, le SMTC-AC transmettra à GRDF l'ensemble des documents permettant de réaliser son étude dont :

- Les plans VRD projetés avec les repères NGF associés indiquant la synthèse des réseaux existants et projetés.
- Les profils en long et en travers des différents aménagements sur le parcours des réseaux de distribution gaz,
- La coupe transversale des conduites déployées avec leurs positions exactes, leurs matières, calibres, éventuelles protections installées et les distances entre les réseaux.

Lors des travaux de génie civil et d'aménagements, le SMTC-AC prendra toutes les dispositions nécessaires pour garantir en permanence l'intégrité des réseaux de distribution de gaz.

Le SMTC-AC s'assurera du maintien de l'accès permanent de GRDF à ses ouvrages avant, pendant et après les travaux, dans les conditions prévues à l'ARTICLE 11

À l'issue des travaux d'aménagement, le SMTC-AC transmettra à GRDF les fonds de plan numérisé et géoréférencé au format informatique source de l'opération dont elle garantit l'exactitude.

Le SMTC-AC s'engage à répondre aux demandes d'information écrites de GRDF, dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de leur réception.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE

Le SMTC-AC respectera un délai de prévenance de 10 semaines en cas de demande de modification du projet visé en Annexe 1. Ce délai s'applique à compter de la notification de la demande de modification par le SMTC-AC à GRDF jusqu'à sa prise en compte effective dans les plans projet de GRDF.

# ARTICLE 6 DESCRIPTION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Les caractéristiques techniques relative au chantier de déplacement de la conduite de Gaz située sous le boulevard Saint Jean sont définies à l'annexe 1. Cette dernière définit en particulier :

- Les travaux de GRDF rendus nécessaires par l'opération sur le tronçon spécifique objet du présent protocole :
- Leur localisation (nom de voie, commune, identification propre à la Maîtrise d'ouvrage du Projet) :
- La nature et les diamètres des réseaux GRDF impactés,
- Les dévoiements provisoires, définitifs et d'abandon à réaliser,
- Le phasage de ces déplacements,
- La maîtrise d'ouvrage des travaux ou partie des travaux,
- Le montant des travaux.

# ARTICLE 7 DELAI DE REALISATION DES TRAVAUX

Les travaux spécifiques de déplacement de la conduite de gaz située sous le boulevard Saint Jean sont réalisés en avance de phase afin de s'adapter aux contraintes induites par les travaux d'aménagement du parvis du futur lycée et du futur gymnase conduits par la ville de Clermont-Ferrand. Ainsi, l'objectif pour la réalisation de ces travaux est leur finalisation à fin décembre 2021.

Les parties conviendront d'un planning détaillé de l'intervention qui sera annexée en annexe 2 au présent protocole. Ce planning devra également tenir compte des interventions des autres maîtres d'ouvrage intervenant sur ce secteur et a minima :

- la ville de Clermont-Ferrand à travers son mandataire, la SPL Clermont-Auvergne, aménageur des espaces publics de la Ville de Clermont-Ferrand,
- Clermont-Auvergne Métropole, à travers sa Direction du Cycle de l'Eau (DCE) qui doit également déplacer une conduite d'adduction d'eau dans ce secteur

Les éléments susceptibles de nécessiter des modifications du projet de déplacement ou d'entrainer un retard dans l'exécution des travaux seront signalé à l'autres partie et/ou à ses représentants dans les meilleurs délais.

GRDF ne pourra être tenu responsable des retards consécutifs à ces modifications lorsqu'elles relèvent de sujétions imprévues.

Les parties s'engagent mutuellement à échanger les éléments de planification technique qui permettent de coordonner au mieux l'Opération afin de réduire les délais de réalisation en cas de besoin et dans la mesure du possible.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE



# ARTICLE 8 CONDUITE DES POINTS D'ARRETS

Afin d'assurer la cohérence des travaux réalisés par les différents maitres d'ouvrage du secteur, des points d'arrêts seront prévus dans le cadre de l'opération d'adaptation de la conduite de gaz sous le parvis du lycée Saint Jean. Ces points d'arrêts seront à définir avec le maitre d'ouvrage du parvis, soit la SPL Clermont-Auvergne et comporteront à minima sur la validation des plans EXE avant démarrage des travaux et la vérification de la conformité des installations à la pose des conduites nouvelles.

# ARTICLE 9 CONDUITE DES MODIFICATIONS

Si des modifications techniques se produisent après la signature du protocole et si ces dernières revêtent un caractère engendrant une remise en cause totale ou partielle du projet défini à l'annexe 1, et/ou demandant une mise en œuvre plus coûteuse que prévue initialement, les parties établiront un avenant au protocole actant de ces évolutions.

Pour l'établissement de cet avenant, les étapes et délais maximaux décrits ci-après seront respectés :

- Le SMTC-AC ou son représentant, ou le cas échéant GRDF informe l'autre Partie des évolutions du Projet susceptibles d'impacter le projet d'adaptation du réseau GERDF, dès leur survenance et dans un délai maximum de 10 jours ;
- GRDF précise les incidences sur son projet et ses travaux, justifie le cas échéant la nécessité d'un avenant et propose une rédaction pour ce dernier dans un délai de 30 jours à compter de la notification des évolutions du projet par le SMTC-AC ;
- Le SMTC-AC valide ou propose une version amendée de cet avenant dans un délai de 15 jours à compter de la remise par GRDF de sa proposition d'avenant ;
- L'avenant est signé dans un délai de 15 jours à compter de la survenance d'un accord partagé par les deux parties.

# ARTICLE 10 FINANCEMENT DE L'OPERATION

GRDF prend en charge financièrement le coût des déplacements d'ouvrages prévu dans le cadre du présent protocole et détaillé en annexe 1, dès lors qu'ils sont réalisés dans l'intérêt du domaine public occupé ou pour des raisons de sécurité conformément à la législation en vigueur.

Sur la base du descriptif du programme prévisionnel figurant en annexe 1, GRDF a estimé le montant de l'investissement nécessaire aux travaux d'adaptation du réseau de gaz situé sous le boulevard Saint Jean à 30 000 € HT. Selon l'étude précédemment réalisée et ayant permis d'aboutir à ce montant, le total de l'investissement sera à la charge de GRDF.

Toute modification du descriptif de l'opération (tracé de voies existantes ou projetées, nombre, position et caractéristiques des branchements) pourra donner lieu à une modification des conditions techniques et financières contenues dans le présent protocole, et donner lieu à un avenant.
Toute demande d'intervention sur les réseaux déjà modifiés au titre du présent protocole donnera lieu à une facturation au coût réel des travaux.

Dans la phase de réalisation des travaux de déplacements de réseaux par GRDF, s'il survenait un arrêt de chantier et/ou une annulation de travaux préalablement programmés, GRDF se réserve le droit de facturer à la maitrise d'ouvrage de l'Opération

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE



les surcoûts induits par la non-réalisation des travaux si ces derniers ne relevaient pas de la responsabilité de GRDF.

# ARTICLE 11 RESPONSABILITE

Chaque partie est responsable envers l'autre partie des dommages directs et certains qui pourraient résulter de la non-exécution ou de la mauvaise exécution des obligations mises à sa charge au titre du protocole.

En particulier, GRDF, maître d'ouvrage des travaux de dévoiement de son réseau porte la responsabilité totale et entière en cas de dommage survenu à l'occasion de la réalisation des dits travaux.

# ARTICLE 12 ABANDON DU PROJET

Dans l'hypothèse où SMTC-AC déciderait pour quelque raison que ce soit de ne pas poursuivre son Projet, les frais engagés par GRDF lui seraient intégralement remboursés, sur la base d'un mémoire justificatif détaillé des dépenses raisonnables effectivement engagées pour les besoins du Projet.

En cas de bouleversement de l'étendue et de la nature du Projet, les Parties se rencontreront pour apprécier les conséquences de ce bouleversement, notamment celles portant sur l'indemnisation de toute ou partie des études et travaux réalisés à tort par le Distributeur.

# ARTICLE 13 FORCE MAJEURE

Relève de la force majeure un évènement répondant à la définition prévue par l'article 1218 du Code civil et rendant impossible l'exécution totale ou partielle du protocole, malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Aucune Partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou pour avoir accompli avec retard une obligation au titre du Protocole dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement d'un évènement présentant toutes les caractéristiques de la force majeure.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les Parties ont l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de leurs propres obligations.

La Partie qui, par action ou par omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Si une partie invoque la survenance d'un cas de Force majeure, elle le notifie à l'autre partie dans un délai de 30 jours à partir de sa prise de connaissance, par écrit, en précisant la nature de l'événement, les justifications amenant à se prévaloir de la force majeure, la ou les perturbations en résultant ou susceptibles d'en résulter et les mesures mises en œuvre ou envisagées pour en atténuer les effets.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE



# ARTICLE 14 CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme confidentiels toutes les informations, documents et données, quel qu'en soit le support, qu'elles s'échangent à l'occasion de l'exécution du présent protocole. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers, sans l'accord préalable écrit de la Partie concernée.

# ARTICLE 15 DUREE DU PROTOCOLE

Le présent protocole prend effet à compter de la date de notification à GRDF par le SMTC-AC ou son représentant du protocole signé par l'ensemble des Parties et prend fin à l'extinction complète des obligations nées du présent protocole et au plus tard le 31 décembre 2025.

Sa durée pourra être prolongée d'un commun accord entre les Parties par voie d'avenant.

# ARTICLE 16 REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de désaccord quant à l'interprétation et/ou l'exécution du présent protocole, les Parties recherchent une solution amiable, préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal compétent.

Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, les Parties doivent exécuter de bonne foi le protocole.

La tentative de conciliation ou de médiation devra être engagée à l'initiative de la partie la plus diligente dans le mois qui suit la connaissance de l'objet du litige ou du différend confirmé par lettre recommandée avec accusé réception de l'autre partie. A l'issue du délai de trois mois à compter de la mise en œuvre d'une conciliation ou d'une médiation et constatant son échec, chacune des parties pourra saisir le tribunal compétent pour la voie contentieuse.

Les honoraires et autres frais liés à la mise en œuvre de la procédure de conciliation ou de médiation sont partagés à parts égales entre les Parties.

# ARTICLE 17 ANNEXES

Sont annexés au présent protocole, les documents suivants :

- Annexe 1 : projet de déplacement de la conduite de gaz sous le boulevard Saint Jean (plan et estimation des coûts associés)
- Annexe 2 : planning des travaux

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE

Fait à Clermont-Ferrand

En deux exemplaires originaux

Le

Pour le SMTC-AC

M. François RAGE

SMTC-AC

Le Président

Pour GRDF

M. Laurent PELLENQ

GRDF RESEAUX SUD-EST

DELEGUE PATRIMOINE INDUSTRIEL

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE14-DE

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE15-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance |
| | 24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance |
| | 4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 15

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE ET LE SMTC-AC**

L'Université Clermont Auvergne et le SMTC-AC souhaitent générer ensemble des projets sur le territoire métropolitain, la création d'un diplôme d'université constitue une nouvelle étape formalisée au travers d'une convention de partenariat soumise à l'approbation du Comité syndical.

Les objectifs du diplôme d'université sont de :

- comprendre les enjeux de la mobilité aux différentes échelles, du global (planétaire) au local : enjeux économiques, sociaux et environnementaux.
- décliner les leviers à actionner pour évoluer vers une mobilité plus durable et Inciter aux changements de comportement en termes de mobilité.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE15-DE

- explorer les pratiques innovantes sur différents types de territoires (urbain, périurbain, rural...) et auprès de différentes catégories de population
- savoir réaliser des diagnostics de mobilité sur un territoire et mettre en œuvre de nouvelles solutions.

En complément au diplôme mis en œuvre, des projets pédagogiques et scientifiques pourront être menés conjointement entre les deux institutions sur le thème de la mobilité durable.

L'engagement du SMTC-AC consiste en la mobilisation des cadres de la structure dans la réalisation et la participation à la formation.

**Le Comité Syndical,**

**Après en avoir délibéré,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat avec l'Université Clermont Auvergne jointe en annexe.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE15-DE

UNIVERSITÉ Clermont Auvergne

LOGO SMTC

DF_UCA_2021-XXX_SMTC Accord-cadre

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

**L'Université Clermont Auvergne,**
Établissement Public Expérimental (EPE), inscrit sous le numéro Siret 130 028 061 00013, code APE 8542Z, dont le siège est situé 49 boulevard François Mitterrand – CS 60032 - 63 001 CLERMONT-FERRAND Cedex 1, représentée par son Président, Mathias BERNARD ;

Agissant en son nom et pour le compte de UFR Lettres Culture et Sciences Humaines, composante de l'Université Clermont Auvergne, 29, boulevard Gergovia, 63001 Clermont-Ferrand, représentée par Stéphane GOMIS, Doyen-Directeur, ci-après dénommée « l'UCA »,

et

Le Syndicat Mixte de Transports en Commun de l'agglomération Clermontoises, inscrit sous le numéro Siret 256 300 120 000 35, dont le siège est situé 2bis, rue de l'Hermitage, 63063 Clermont-Ferrand Cedex,
Représenté par François RAGE, Président

Ci - après dénommé « le SMTC »,

Ci-après désignées collectivement « les Parties »,

## PREAMBULE

Un diplôme universitaire sera ouvert en septembre 2022 sur la base d'un partenariat UCA/SMTC
Les objectifs de ce DU seront :

- comprendre les enjeux de la mobilité aux différentes échelles, du global (planétaire) au local : enjeux économiques, sociaux et environnementaux.
- décliner les leviers à actionner pour évoluer vers une mobilité plus durable et Inciter aux changements de comportement en termes de mobilité.
- explorer les pratiques innovantes sur différents types de territoires (urbain, périurbain, rural…) et auprès de différentes catégories de population
- savoir réaliser des diagnostics de mobilité sur un territoire et mettre en œuvre de nouvelles solutions.

**Présentation de l'UCA :**

L'Université Clermont Auvergne, dotée du statut d'établissement public expérimental (EPE), est née le 1er janvier 2021. Elle accueille environ 38 000 étudiants et 3700 personnels.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE15-DE

Cet établissement a vocation à être un acteur majeur du territoire, une grande université de formation et de recherche à dimension internationale, fortement connectée à son environnement territorial et au monde socio-économique. Elle bénéficie d'un savoir-faire pluridisciplinaire tant dans le domaine de la Formation que de la Recherche.

Le SMTC a pour membres la Métropole de Clermont-Ferrand et les communes de Mur-sur-Allier et Pérginat-sur –Allier. Il est l'autorité organisatrice de la mobilité sur son territoire de 300 000 habitants sur 320 km². Il propose aujourd'hui des services de transport en commun urbain et périurbain, sur 355 kms de lignes régulières, dont une ligne de tramway, des services de transport à la demande, en zone périurbaine et pour les personnes à mobilité réduite, des services de vélo en libre service et en location longue durée, un service de location de stationnement sécurisé de vélo. Il est en outre responsable du Plan de Déplacement Urbain, qui promeut, d'ici à 2030, une refonte majeure des parts modales, ce qui constitue le principal levier d'atteinte des objectifs du schéma de transition énergétique et écologique de la métropole pour le secteur des transports. Il décide enfin de la tarification des services publics de transport et propose une tarification solidaire universelle, basée sur le quotient familial. Le SMTC est un acteur professionnel incontournable de la Métropole clermontoise pour les sujets enseignés dans le diplôme d'université.

## Article 1 : Objet

Le présent contrat est conclu dans le cadre d'un partenariat pérenne souhaité par l'UCA et le SMTC en vue de communiquer dans l'environnement socio-économique régional et plus largement, sur celui-ci, de générer de nouveaux projets mutuellement bénéfiques pour les deux institutions.
De plus, des projets pédagogiques et scientifiques pourront être menés conjointement sur le thème des compétences relatives à la Mobilité durable

## Article 2 : Modalités de mise en œuvre et d'application

Les Parties conviennent d'étudier et de préciser les modalités de réalisation des travaux qu'elles mèneront en commun.
A cet effet, tout projet décidé conjointement, fera l'objet d'une convention d'application annexe à la présente convention cadre.

L'UCA et le SMTC conviennent de se rencontrer et d'échanger régulièrement, a minima, une fois par an.
Sont annexés à la présente les noms des contacts, leurs fonctions exercées et coordonnées pour chaque Partie.

## Article 3 : Assurances

Les Parties déclarent être assurés au titre de la responsabilité civile professionnelle dans le cadre de leurs activités respectives.

## Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans, à compter du 1er septembre 2021. La convention pourra être reconduite par voie d'avenant à l'issue de cette période.

## Article 5 : Modifications de la convention

La présente convention peut être modifiée par avenant signé des Parties.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE15-DE

## Article 6 : Résiliation

Chacune des Parties peut mettre fin à la présente convention de manière anticipée sous réserve d'en informer l'autre partie par lettre recommandé avec accusé de réception, au plus tard le 1er février de l'année universitaire en cours pour l'année universitaire suivante.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la convention.

## Article 7 : Litiges

En cas de difficultés liées à l'application ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable.
Tout litige susceptible de survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention, et à défaut de solution amiable, sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Clermont-Ferrand en 2 exemplaires, le

Le_____
Pour l'Université Clermont Auvergne

Mathias BERNARD, Président

Le_____
Pour le SMTC

François RAGE, Président

VISA du Doyen-Directeur de UFR Lettres Culture et Sciences Humaines

Stéphane GOMIS, Doyen-Directeur

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE16-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30,** le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées :** Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 16

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : RETROCESSION D'UNE PARCELLE A LA METROPOLE- PARCELLE CADASTREE MO 399**

Le SMTC est propriétaire d'une parcelle cadastrée MO399 située au Carrefour des Pistes, Boulevard Etienne Clémentel à Clermont Ferrand.

Les travaux liés à l'insertion de la plateforme du tramway étant achevées, ladite parcelle, d'une superficie de 190 m2 constitue un délaissé qui ne présente plus aucun intérêt à demeurer dans le patrimoine foncier du SMTC.

Clermont Auvergne Métropole a manifesté, par courrier en date du 14 aout 2020, son intention de se porter acquéreur de cette parcelle à l'euro symbolique.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE16-DE

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence gestion et collecte des déchets, la Métropole souhaite en effet y installer trois colonnes aériennes pour la gestion des déchets du lycée jouxtant la parcelle.

**Considérant** l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes publiques en vertu duquel les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

**Considérant** que la parcelle MO399 a vocation à intégrer le domaine public de la Métropole,

**Considérant,** la saisine et l'accusé de réception en date du 04/09/2020 de la Direction de l'immobilier de l'Etat aux fins de solliciter un avis relatif à l'estimation du prix du terrain conformément à l'obligation faite en la matière aux syndicats mixtes pour toutes leurs cessions dès le 1er euro,

**Considérant** qu'au regard de la faible superficie de la parcelle concernée, la cession de ladite parcelle à la Métropole peut être régulièrement consentie à l'euro symbolique,

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **d'autoriser le Président à régulariser la cession de la parcelle cadastrée MO399 d'une superficie de 190 m2 à Clermont Auvergne Métropole et à l'euro symbolique.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE17-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 17

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : AUTO-PARTAGE ENTRE PARTICULIERS**

Lors du Comité Syndical du 10 décembre 2021, le SMTC-AC a clôturé l'expérimentation mise en place avec la Communauté de l'Ouest Rhodanien pour le développement de l'auto-partage entre particuliers. Cette expérimentation faisait suite à une candidature commune de la Communauté de l'Ouest Rhodanien et du SMTC-AC à un appel à projet de l'ADEME. L'objectif était de construire un dispositif d'auto-partage solidaire sur les deux territoires
Cette expérimentation a permis la constitution de 17 groupes composés de 19 conducteurs principaux et de 38 emprunteurs.

Les groupes constitués bénéficient aujourd'hui de deux actions :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE17-DE

- Un accompagnement par l'association Covoiturage Auvergne, qui est mobilisée pour la constitution de nouveaux groupes, le suivi des groupes existants et la remontée de donnée relatives à leur fonctionnement (évaluation quantitative et qualitative) ;
- La prise en charge d'une assurance spécifique qui garantit au propriétaire du véhicule qu'un accident réalisé par un auto-partageur déclaré n'aura pas d'impact sur sa propre police d'assurance. Cette prise en charge est réalisée par le SMTC-AC.

En vue de permettre la poursuite de la prise en charge de l'assurance par le SMTC-AC pour les personnes propriétaires des véhicules, il est nécessaire de formaliser une nouvelle convention de partenariat avec la Communauté de l'Ouest Rhodanien qui porte le contrat d'assurance auprès de Groupama, dans la suite de l'expérimentation engagée en 2017.

Il est donc proposé de valider cette convention, qui prévoit le calcul de la quote part de chaque structure au profit de la société Groupama dans le cadre de la souscription de cette assurance et les modalités de versement. La prime d'assurance pour 30 véhicules est de 1 800 € par année. Au-delà de ce seuil, chaque véhicule entraine une augmentation de 60€.

La convention formalise les éléments suivants :

- La COR est titulaire du contrat d'assurance ;
- Le SMTC-AC paie sa part de la prime d'assurance au prorata du nombre de véhicules autopartagés au 31 décembre de chaque année ;
- Les deux collectivités s'engagent à prendre à leur charge l'impact des sinistres éventuels sur la prime d'assurance.
- La convention se terminera le 31 décembre 2025.

Par ailleurs, il est également proposé de déléguer au Président du SMTC-AC la validation et la signature de l'ensemble des documents administratifs ou financiers relatifs à la gestion ou à l'évolution de cette convention.

Inscription budgétaire :
28 540,39€ en 2021
Imputation budgétaire : 65735

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE17-DE

- **d'autoriser le Président à signer une nouvelle convention de partenariat avec la Communauté de l'Ouest Rhodanien pour formaliser notamment les éléments décrits ci-dessus,**

- **de déléguer au Président du SMTC-AC la validation et la signature de l'ensemble des documents administratifs ou financiers relatifs à la gestion ou à l'évolution de cette convention.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

Le Président ~~de~~ SMTC-AC

François RAGE

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE17-DE

Ouest Rhodanien
Communauté d'agglomération

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

# Convention n°C21-xx de financement de l'assurance du dispositif d'autopartage entre particuliers

***ENTRE***

la **Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien**, sise 3 rue de la Venne à Tarare (69170), **ci-après désignée par « la COR »,** représentée par son Président, Monsieur Patrice VERCHÈRE par délibération n° COR 2021-XXX,

d'une part

***ET***

**le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise,** sis 2 bis rue de l'Hermitage, 63063 Clermont Ferrand cedex 1, **ci-après désigné par « le SMTC-AC »,** représenté par son Président, Monsieur François RAGE, par délibération n° XXXXX

d'autre part

ensemble dénommés les « Parties »,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code des transports notamment les articles L1115-1, L1214-2 et L1214-8-2, L1231-1-1 et L 1231-14 ;

Vu la délibération du Comité syndical du SMTC-AC du 30 juillet 2020 relative aux délégations du Comité Syndical au bureau et au Président du SMTC-AC ;

Vu la délibération du Comité syndical du SMTC-AC en date du 21 octobre 2021

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE17-DE

## PRÉAMBULE

L'autopartage consiste à la mise en commun d'un véhicule entre des personnes ou entités, qui ont préalablement défini les conditions d'utilisation de ce dernier.
La COR et le SMTC-AC ont été lauréats en 2016 d'un appel à projets de l'ADEME visant au développement de l'autopartage entre particuliers. Ce service a été développé sur les deux territoires, de façon expérimentale avec l'assistance du bureau d'études ADETEC.
L'autopartage ainsi mis en œuvre est un dispositif solidaire, qui donne la possibilité à des ménages non motorisés d'accéder ponctuellement et pour des besoins ciblés à un véhicule, et ce de manière régulière.

Dans le cadre de cette expérimentation, le contrat d'assurance a été souscrit par la COR et l'assurance portait sur les véhicules utilisés sur les deux territoires dans le cadre de ce dispositif.

De nouveaux véhicules entrent dans le dispositif d'autopartage chaque année, alors même que le contexte sanitaire n'a pas permis une communication large sur ce dispositif. L'autopartage tel que promu dans ce dispositif est un autopartage solidaire, qui donne la possibilité à des ménages non équipés d'accéder ponctuellement et pour des besoins ciblés à un véhicule, et ce de manière régulière.

Aussi, il convient aujourd'hui de redéfinir les modalités financières selon lesquelles la COR et le SMTC-AC s'acquittent de la prime du contrat d'assurance, souscrit par la COR, pour ce dispositif d'autopartage.

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du dispositif d'autopartage mis en œuvre par le SMTC-AC et la COR, une assurance est souscrite par la COR auprès de GROUPAMA.
La COR s'acquitte du paiement de la totalité de la prime d'assurance auprès de la compagnie d'assurances.

La présente convention définit les modalités selon lesquelles le SMTC-AC rembourse à la COR, la part de prime d'assurance correspondante au dispositif d'autopartage sur le territoire du SMTC-AC.

## ARTICLE 2 – MODALITÉS DE PRISE EN CHARGE DE L'ASSURANCE POUR LES DISPOSITIFS D'AUTOPARTAGE ENTRE PARTICULIERS

### *2.1 – Modalités organisationnelles*

Le titulaire du contrat d'assurance est la COR. Elle est l'interlocuteur de l'assureur dans le cadre de leurs relations contractuelles.

Toutefois, la COR et le SMTC-AC sont tous deux en charge de l'animation du dispositif sur leur territoire et de la gestion de la remontée d'information auprès de l'assureur. Ainsi, les déclarations de sinistre auprès de GROUPAMA sont effectuées par la COR et le SMTC-AC chacun pour les sinistres les concernant.

### *2.2 – Méthodes de calcul des coûts annuels de l'assurance*

Le SMTC-AC rembourse annuellement à la COR une part de la prime d'assurance selon les règles décrites ci-après.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE17-DE

Le contrat d'assurance de base prévoit une cotisation annuelle minimum de 1 800 € permettant d'assurer jusqu'à 30 véhicules pour un montant de 60€ par véhicule, et un complément de 60 € par véhicule supplémentaire assuré. Ce montant est à partager au prorata du nombre de véhicules à assurer sur chacun des deux périmètres.

Ce montant peut être augmenté les années suivantes selon le nombre de véhicules en autopartage ou selon les augmentations annuelles de cotisations décidées par l'assureur.

Dans tous les cas, le montant de la cotisation annuelle de l'année n est partagé entre les EPCI au prorata du nombre de véhicules de chaque territoire au 31 décembre de l'année n-1.

*Cas n°1 : au 31 décembre moins de 30 véhicules sont dans le dispositif d'autopartage et la cotisation minimale est de 1 800 €*
*Exemple de répartition : 28 voitures sont prises en charge par l'assureur dont*

- *20 pour le compte du SMTC-AC ;*
- *8 pour le compte de la COR.*

*Le SMTC supporte 1 285 € soit 20 x 1 800 / 28 €*
*La COR supporte 515 € soit 8 x 1 800 / 28 €*
*TOTAL de la cotisation : 1 800 €.*

*Cas n°2 : au 31 décembre, la cotisation a augmenté et plus de 30 véhicules sont dans le dispositif d'autopartage,*
*Exemple de répartition : 120 € de plus pour la cotisation de base et 36 voitures sont prises en charge par l'assureur :*

- *23 pour le compte du SMTC ;*
- *13 pour le compte de la COR.*

*La cotisation annuelle est de 2 280 € (36 x 60 + 120 = 2160 + 120 = 2 280)*
*Le SMTC supporte 1456,67 € soit 23 x 2 280 / 36 €.*
*La COR supporte 823,33 € soit 13 x 2 280 / 36 €.*
*TOTAL de la cotisation : 2 280 €.*

### *2.3 – Prise en charge des sinistres*

En cas de sinistre, chaque collectivité s'engage à prendre à sa charge la part de hausse de sinistralité imputable à son territoire en plus de la cotisation telle que calculée ci-dessus.
En cas d'application d'un malus augmentant significativement le montant de la cotisation annuelle, le supplément sera réparti au prorata de la sinistralité imputable à chaque territoire.

## ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA COR

Chaque année, la COR s'engage à fournir au SMTC-AC :

- un titre de recette calculé sur la base des clefs de répartition de l'article 2.2 au 31 décembre de chaque année ;
- un état récapitulatif des dépenses inhérentes au contrat d'assurance et qui retranscrira la vie du contrat d'assurance sur l'année n-1 ;
- un bilan semestriel chiffré du nombre de contrats d'autopartage mis en œuvre sur son territoire ;
- la sinistralité déclarée sur son territoire sur l'année n-1.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE17-DE

La COR s'engage également à transmettre au SMTC-AC une copie de tous les documents administratifs régissant le contrat d'assurance.

## ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU SMTC-AC

Chaque année, le SMTC-AC s'engage à fournir à la COR :

- le paiement dû au titre de sa souscription à l'assurance ;
- un bilan semestriel chiffré du nombre de contrats d'autopartage mis en œuvre sur son territoire ;
- la sinistralité déclarée sur son territoire sur l'année n-1.

## ARTICLE 5 – SUIVI DU CONTRAT D'ASSURANCE

Un comité technique sera organisé tous les ans afin de

- promouvoir le dispositif d'autopartage et les méthodes d'animation mises en œuvre sur les deux territoires ;
- valider, si besoin, l'intégration à cette convention, sous la forme d'un avenant, de toute structure souhaitant assurer une flotte de véhicules intégrée à un dispositif d'autopartage entre particuliers.

## ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2025.

## ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la présente convention.

L'intégration de véhicules de territoires pour lesquels d'autres collectivités souhaiteront participer au financement de l'assurance sera possible par avenant. Ces collectivités seront soumises aux mêmes règles de financement et de partage des informations décrites aux articles 2 et 4.

## ARTICLE 8 - RÉSILIATION

En cas d'abandon définitif du projet par l'une ou l'autre des parties, la présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation à la date d'anniversaire de la convention, avec notification à l'autre partie trois mois au moins avant cette échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements, la présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation de plein droit par la partie lésée, à l'expiration d'un délai de préavis de 3 mois suivant l'accusé réception d'une lettre recommandée

Dans tous les cas, la COR et le SMTC-AC s'engagent à prévenir les autopartageurs de leur propre territoire de la fin du dispositif 3 mois avant l'échéance.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE17-DE

## ARTICLE 9 – SUSPENSION ET RETRAIT

En cas de non transmission des documents justifiant du paiement de la prime d'assurance, le SMTC-AC se réserve le droit de suspendre le remboursement.

## ARTICLE 10 – DIFFÉRRENTS ET LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors des tribunaux compétents.

## ARTICLE 11 – ÉLECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention chaque partie élit domicile en son siège.

Fait en double exemplaire.

Tarare, le

Pour la Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien,

Le Président

Patrice VERCHÈRE

Clermont-Ferrand, le

Pour le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération Clermontoise,

Le Président

François RAGE

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE17-DE

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 18

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : AVENANT A LA CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DU TITRE COMBINE TER + T2C AVEC LA REGION AURA**

Dans le cadre de la promotion de l'intermodalité au sein du Ressort Territorial du SMTC-AC, une convention a été signée avec la Région AUvergne-Rhône-Alpes (AURA) suite au Comité Syndical du 5 juillet 2018 pour créer un titre combiné TER + T2C tout public et un titre combiné TER + T2C Jeunes (moins de 26 ans) facilitant l'accès aux deux réseaux de transport en commun.

Cette convention, qui a pour date butoir le 23 août 2021, fixe les modalités de mise en œuvre de cette offre : construction du prix des titres, évolution des prix, répartition des recettes et reversement, modalités techniques et opérationnelles.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

Cette convention sera à revoir au lancement de la nouvelle billettique (prévue pour février 2022) car de nouvelles fonctionnalités techniques permettront de nouveaux moyens d'accès et de distribution des titres (nouveaux distributeurs de titres, E-boutique, MaaS, etc.).

Aussi afin de permettre la continuité de la vente des titres combinés TER + T2C tout public et jeunes, il vous est proposé de prolonger la convention existante avec la Région AURA d'un an, soit jusqu'au 23 août 2022. Une nouvelle convention fixant les modalités techniques et opérationnelles de la mise en œuvre des titres combinés en tenant compte de la nouvelle billettique au sein du Ressort Territorial du SMTC-AC sera élaborée en parallèle et soumise à votre approbation dans l'intervalle.

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **de prolonger la convention existante avec la Région AURA d'un an, soit jusqu'au 23 août 2022,**
- **d'autoriser le Président à signer l'avenant 2 à la convention ci-annexée.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

# CONVENTION 2018-2021
# RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE D'UNE TARIFICATION MULTIMODALE TER + T2C
# Avenant 2

**VU** le code général des collectivités territoriales,
**VU** le code des transports,
**VU** la délibération n°CP-2018 06 / 17-174-1843 du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes en date du 15 juin 2018 relative à la mise en œuvre d'une tarification multimodale « TER + T2C » sur le territoire de l'agglomération clermontoise pour la période 2018-2021.
**VU** la délibération n°CP-2019-06 / 17-164-3142 du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes en date du 28 juin 2019 relative à l'avenant n°1 de la convention 2018-2021 de mise en œuvre d'une tarification multimodale TER + T2C.
**VU** la délibération n°8 du Syndicat mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise en date du 5 juillet 2018 relative à la mise en œuvre d'une tarification multimodale « TER + T2C » sur le territoire de l'agglomération clermontoise pour la période 2018-2021.
**VU** la délibération n°8 du 4 juillet 2019 du Syndicat mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise en date du 5 juillet 2018 relative à l'avenant n°1 de la convention 2018-2021 de mise en œuvre d'une tarification multimodale TER + T2C.

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Région Auvergne-Rhône-Alpes représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du conseil régional, 1 esplanade François Mitterrand - CS 20033 – 69269 LYON CEDEX 02, ci-après dénommée « La Région ».

ET

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise, représentée par Monsieur François RAGE, Président, 2 bis rue de l'Hermitage 63063 CLERMONT-FERRAND CEDEX, ci-après dénommée « SMTC AC»

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

## Introduction

Grâce à des accords passés entre la Région et les autorités Organisatrices des Transports de la Mobilité (AOM), les titres multimodaux simplifient, pour les usagers abonnés tout public et jeunes de moins de 26 ans, l'accès aux réseaux de transports publics sur les différents bassins de vie en Auvergne Rhône Alpes.

Les abonnés utilisant plusieurs réseaux, dont celui des TER, bénéficient de réductions par rapport à l'achat d'abonnements pris séparément (mais paient plus que pour l'achat d'un abonnement seul) tout en profitant des avantages offerts par chacun des réseaux de transport à ses abonnés (réductions sur des parcours TER en semaine et WE, parcs-relais ...). Ces principes ont été développés dès 2006 pour les trajets TER combinés à partir ou à destination de Lyon et, à ce jour, concernent également les agglomérations de Grenoble, Valence, Genève, Saint Etienne, Chambéry, Bourgoin Jallieu, Vienne, Clermont Ferrand et Moulins.

Dans ce cadre, la convention 2018-2021 relative à la mise en œuvre d'une tarification multimodale TER + T2C a permis de définir les principes d'une tarification combinée entre le réseau TER et T2C, disponible à l'achat depuis le 20 juillet 2018.

Le présent avenant n°2 a pour objet de prolonger la présente convention pour une durée d'un an et de mettre à jour les montants tarifaires suite aux changements sur la part urbaine T2C.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

**Article 1 : Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet de prolonger la présente convention pour une durée d'un an et de mettre à jour les montants tarifaires suite aux changements tarifaires sur la part urbaine T2C.

**Article 2 : Prolongation de la durée de la convention**

La présente convention est prolongée pour une durée de 12 mois à compter du 1er août 2021. Cet avenant fixe la fin de validité de la convention au 31 juillet 2022.

**Article n°2 : Modification de l'article II-3 « La construction des prix et leur évolution »**

L'article est mis à jour avec les nouveaux prix sur la part T2C :

**Article II-3 : La construction des prix et leur évolution**

**A. Principes de construction des prix des titres TER+T2C :**

La tarification multimodale est construite sur la base :

- d'un prix kilométrique SNCF,
- d'un montant forfaitaire pour la prestation urbaine.

Le montant acquitté par un voyageur est la somme de ces deux éléments. Le prix d'un produit multimodal est par principe inférieur à la juxtaposition des prix des abonnements monomodaux correspondants et supérieur au prix du tarif monomodal le plus élevé.

- Prix $_{année\ n}$ **Combiné TER+T2C Tout public = Abonnement TER référence Tout public** $_{année\ n}$ (1)**+ Forfait T2C Tout public**$_{année\ n}$ (2)
Valeur 2021 du Forfait mensuel T2C Tout Public Tandem : **38.30 €**

- Prix $_{année\ n}$ **Combiné TER+T2C Jeunes = Abonnement TER référence réduit** $_{année\ n}$ (3)+Forfait **T2C -26 ans**$_{année\ n}$ (4)
Valeur 2021 du Forfait T2C -26 ans : **20,10 €**

Prix année n = prix valable au 1er août de l'année n

1 : abonnement de référence TER régional multimodal mensuel tout public, offrant en moyenne 10 % de réduction par rapport à l'abonnement illico MENSUEL (non commercialisé seul) ; son indexation suit celle du tarif illico MENSUEL.

2 : indexé sur le tarif de l'abonnement mensuel T2C Tout public à 54.80 €, ce forfait offre environ 30 % de réduction sur le réseau urbain

3 : abonnement de référence TER régional multimodal mensuel réduit, offrant 10 % de réduction par rapport à l'abonnement illico MENSUEL JEUNES (non commercialisé seul) ; son indexation suit celle du tarif illico MENSUEL JEUNES.

4 : indexé sur le tarif de l'abonnement mensuel T2C -26 ans à 28.80 €, ce forfait offre environ 30 % de réduction sur le réseau urbain

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

Les prix 2021 des titres « TER+T2C » et des différents abonnements de référence TER et T2C valables à la date d'entrée de la présente convention, sont indiqués en annexe.

Les autres articles de la convention et ses annexes restent inchangés.

Fait en deux exemplaires originaux, le

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

Le Président du Conseil Régional
Auvergne-Rhône-Alpes

Monsieur Laurent WAUQUIEZ

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

Le Président du Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

Monsieur François RAGE

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

# ANNEXE 1- COURBES DE PRIX REFERENCE TER EN MULTIMODAL

## (Tout public et réduit)

| Courbe de référence MULTIMODALE TP<br>20-juil-19<br>(Ex unireso) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Distance | Mensuel 2nde classe | Mensuel 1ère classe | Distance | Mensuel 2nde classe | Mensuel 1ère classe |
| 1 | 21,0 € | 32,0 € | 76 | 134,6 € | 204,5 € |
| 2 | 21,0 € | 32,0 € | 77 | 135,8 € | 206,5 € |
| 3 | 21,0 € | 32,0 € | 78 | 137,1 € | 208,4 € |
| 4 | 21,0 € | 32,0 € | 79 | 138,4 € | 210,4 € |
| 5 | 21,0 € | 32,0 € | 80 | 139,7 € | 212,3 € |
| 6 | 21,0 € | 32,0 € | 81 | 141,0 € | 214,3 € |
| 7 | 22,6 € | 34,3 € | 82 | 142,3 € | 216,2 € |
| 8 | 24,5 € | 37,3 € | 83 | 143,6 € | 218,2 € |
| 9 | 26,5 € | 40,2 € | 84 | 144,9 € | 220,2 € |
| 10 | 28,4 € | 43,2 € | 85 | 146,1 € | 222,1 € |
| 11 | 30,4 € | 46,2 € | 86 | 147,4 € | 224,1 € |
| 12 | 32,3 € | 49,1 € | 87 | 148,7 € | 226,0 € |
| 13 | 34,3 € | 52,1 € | 88 | 150,0 € | 228,0 € |
| 14 | 36,2 € | 55,1 € | 89 | 151,3 € | 229,9 € |
| 15 | 38,2 € | 58,0 € | 90 | 152,6 € | 231,9 € |
| 16 | 40,8 € | 62,0 € | 91 | 153,9 € | 233,8 € |
| 17 | 42,6 € | 64,7 € | 92 | 155,1 € | 235,8 € |
| 18 | 44,3 € | 67,3 € | 93 | 156,4 € | 237,7 € |
| 19 | 46,0 € | 69,9 € | 94 | 157,7 € | 239,7 € |
| 20 | 47,7 € | 72,5 € | 95 | 159,0 € | 241,7 € |
| 21 | 49,5 € | 75,1 € | 96 | 160,3 € | 243,6 € |
| 22 | 51,2 € | 77,8 € | 97 | 161,6 € | 245,6 € |
| 23 | 52,9 € | 80,4 € | 98 | 162,9 € | 247,5 € |
| 24 | 54,6 € | 83,0 € | 99 | 164,1 € | 249,5 € |
| 25 | 56,4 € | 85,8 € | 100 | 165,5 € | 251,5 € |
| 26 | 57,9 € | 88,0 € | 101 | 166,2 € | 252,6 € |
| 27 | 59,5 € | 90,5 € | 102 | 166,9 € | 253,7 € |
| 28 | 61,1 € | 92,9 € | 103 | 167,7 € | 254,8 € |
| 29 | 62,7 € | 95,3 € | 104 | 168,4 € | 255,9 € |
| 30 | 64,3 € | 97,8 € | 105 | 169,1 € | 257,1 € |
| 31 | 65,9 € | 100,2 € | 106 | 169,9 € | 258,2 € |
| 32 | 67,5 € | 102,6 € | 107 | 170,6 € | 259,3 € |
| 33 | 69,1 € | 105,1 € | 108 | 171,3 € | 260,4 € |
| 34 | 70,7 € | 107,5 € | 109 | 172,1 € | 261,5 € |
| 35 | 72,3 € | 109,9 € | 110 | 172,8 € | 262,6 € |
| 36 | 73,9 € | 112,4 € | 111 | 173,5 € | 263,7 € |
| 37 | 75,5 € | 114,8 € | 112 | 174,2 € | 264,8 € |
| 38 | 77,1 € | 117,2 € | 113 | 175,0 € | 265,9 € |
| 39 | 78,7 € | 119,7 € | 114 | 175,7 € | 267,1 € |
| 40 | 80,3 € | 122,1 € | 115 | 176,4 € | 268,2 € |
| 41 | 81,9 € | 124,5 € | 116 | 177,2 € | 269,3 € |
| 42 | 83,5 € | 127,0 € | 117 | 177,9 € | 270,4 € |
| 43 | 85,1 € | 129,4 € | 118 | 178,6 € | 271,5 € |
| 44 | 86,7 € | 131,8 € | 119 | 179,4 € | 272,6 € |
| 45 | 88,3 € | 134,3 € | 120 | 180,1 € | 273,7 € |
| 46 | 89,9 € | 136,7 € | 121 | 180,8 € | 274,8 € |
| 47 | 91,5 € | 139,1 € | 122 | 181,6 € | 275,9 € |
| 48 | 93,1 € | 141,6 € | 123 | 182,3 € | 277,0 € |
| 49 | 94,7 € | 144,0 € | 124 | 183,0 € | 278,2 € |
| 50 | 96,2 € | 146,2 € | 125 | 183,7 € | 279,3 € |
| 51 | 97,7 € | 148,5 € | 126 | 184,5 € | 280,4 € |
| 52 | 99,2 € | 150,7 € | 127 | 185,2 € | 281,5 € |
| 53 | 100,7 € | 153,0 € | 128 | 185,9 € | 282,6 € |
| 54 | 102,1 € | 155,2 € | 129 | 186,7 € | 283,7 € |
| 55 | 103,6 € | 157,5 € | 130 | 187,4 € | 284,8 € |
| 56 | 105,1 € | 159,7 € | 131 | 188,1 € | 285,9 € |
| 57 | 106,6 € | 162,0 € | 132 | 188,9 € | 287,0 € |
| 58 | 108,1 € | 164,2 € | 133 | 189,6 € | 288,2 € |
| 59 | 109,5 € | 166,5 € | 134 | 190,3 € | 289,3 € |
| 60 | 111,0 € | 168,7 € | 135 | 191,1 € | 290,4 € |
| 61 | 112,5 € | 171,0 € | 136 | 191,8 € | 291,5 € |
| 62 | 114,0 € | 173,2 € | 137 | 192,5 € | 292,6 € |
| 63 | 115,5 € | 175,5 € | 138 | 193,2 € | 293,7 € |
| 64 | 116,9 € | 177,7 € | 139 | 194,0 € | 294,8 € |
| 65 | 118,4 € | 180,0 € | 140 | 194,7 € | 295,9 € |
| 66 | 119,9 € | 182,2 € | 141 | 195,4 € | 297,0 € |
| 67 | 121,4 € | 184,5 € | 142 | 196,2 € | 298,2 € |
| 68 | 122,9 € | 186,7 € | 143 | 196,9 € | 299,3 € |
| 69 | 124,3 € | 189,0 € | 144 | 197,6 € | 300,4 € |
| 70 | 125,8 € | 191,2 € | 145 | 198,4 € | 301,5 € |
| 71 | 127,3 € | 193,5 € | 146 | 199,1 € | 302,6 € |
| 72 | 128,8 € | 195,7 € | 147 | 199,8 € | 303,7 € |
| 73 | 130,3 € | 198,0 € | 148 | 200,6 € | 304,8 € |
| 74 | 131,7 € | 200,2 € | 149 | 201,3 € | 305,9 € |
| 75 | 133,2 € | 202,5 € | 150 | 202,0 € | 307,0 € |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

## COURBE multimodale JEUNES

**01/07/2019**

| Distance | Mensuel 2nde classe | Mensuel 1ère classe | Distance | Mensuel 2nde classe | Mensuel 1ère classe |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 km | 20,9 € | 31,8 € | 76 km | 102,8 € | 156,2 € |
| 2 km | 20,9 € | 31,8 € | 77 km | 103,2 € | 156,8 € |
| 3 km | 20,9 € | 31,8 € | 78 km | 103,6 € | 157,5 € |
| 4 km | 20,9 € | 31,8 € | 79 km | 104,0 € | 158,1 € |
| 5 km | 20,9 € | 31,8 € | 80 km | 104,4 € | 158,7 € |
| 6 km | 20,9 € | 31,8 € | 81 km | 104,9 € | 159,4 € |
| 7 km | 21,6 € | 32,9 € | 82 km | 105,3 € | 160,0 € |
| 8 km | 23,1 € | 35,2 € | 83 km | 105,7 € | 160,6 € |
| 9 km | 24,7 € | 37,5 € | 84 km | 106,1 € | 161,2 € |
| 10 km | 26,3 € | 39,9 € | 85 km | 106,5 € | 161,9 € |
| 11 km | 27,8 € | 42,3 € | 86 km | 106,9 € | 162,5 € |
| 12 km | 29,4 € | 44,7 € | 87 km | 107,3 € | 163,1 € |
| 13 km | 31,0 € | 47,0 € | 88 km | 107,7 € | 163,8 € |
| 14 km | 32,5 € | 49,4 € | 89 km | 108,2 € | 164,4 € |
| 15 km | 34,1 € | 51,8 € | 90 km | 108,6 € | 165,0 € |
| 16 km | 35,6 € | 54,1 € | 91 km | 109,0 € | 165,6 € |
| 17 km | 37,2 € | 56,5 € | 92 km | 109,4 € | 166,3 € |
| 18 km | 38,8 € | 58,9 € | 93 km | 109,8 € | 166,9 € |
| 19 km | 40,3 € | 61,3 € | 94 km | 110,2 € | 167,5 € |
| 20 km | 41,9 € | 63,6 € | 95 km | 110,6 € | 168,1 € |
| 21 km | 43,4 € | 66,0 € | 96 km | 111,1 € | 168,8 € |
| 22 km | 45,0 € | 68,4 € | 97 km | 111,5 € | 169,4 € |
| 23 km | 46,6 € | 70,8 € | 98 km | 113,6 € | 172,6 € |
| 24 km | 48,1 € | 73,1 € | 99 km | 113,9 € | 173,1 € |
| 25 km | 49,7 € | 75,5 € | 100 km | 114,2 € | 173,5 € |
| 26 km | 51,2 € | 77,8 € | 101 km | 114,5 € | 174,0 € |
| 27 km | 52,8 € | 80,2 € | 102 km | 114,8 € | 174,4 € |
| 28 km | 54,3 € | 82,5 € | 103 km | 115,1 € | 174,9 € |
| 29 km | 55,9 € | 84,9 € | 104 km | 115,4 € | 175,3 € |
| 30 km | 57,4 € | 87,2 € | 105 km | 115,7 € | 175,8 € |
| 31 km | 59,0 € | 89,6 € | 106 km | 116,0 € | 176,2 € |
| 32 km | 60,5 € | 92,0 € | 107 km | 116,3 € | 176,7 € |
| 33 km | 62,1 € | 94,3 € | 108 km | 116,6 € | 177,1 € |
| 34 km | 63,6 € | 96,7 € | 109 km | 116,9 € | 177,6 € |
| 35 km | 65,2 € | 99,0 € | 110 km | 117,2 € | 178,0 € |
| 36 km | 66,7 € | 101,4 € | 111 km | 117,4 € | 178,5 € |
| 37 km | 68,3 € | 103,8 € | 112 km | 117,7 € | 179,0 € |
| 38 km | 69,8 € | 106,1 € | 113 km | 118,0 € | 179,4 € |
| 39 km | 71,4 € | 108,5 € | 114 km | 118,3 € | 179,9 € |
| 40 km | 72,9 € | 110,8 € | 115 km | 118,6 € | 180,3 € |
| 41 km | 74,5 € | 113,2 € | 116 km | 118,9 € | 180,8 € |
| 42 km | 76,0 € | 115,6 € | 117 km | 119,2 € | 181,2 € |
| 43 km | 77,6 € | 117,9 € | 118 km | 119,5 € | 181,7 € |
| 44 km | 79,2 € | 120,3 € | 119 km | 119,8 € | 182,1 € |
| 45 km | 80,7 € | 122,6 € | 120 km | 120,1 € | 182,6 € |
| 46 km | 82,3 € | 125,0 € | 121 km | 120,4 € | 183,0 € |
| 47 km | 83,8 € | 127,4 € | 122 km | 120,7 € | 183,5 € |
| 48 km | 85,4 € | 129,7 € | 123 km | 121,0 € | 183,9 € |
| 49 km | 86,9 € | 132,1 € | 124 km | 121,3 € | 184,4 € |
| 50 km | 88,5 € | 134,5 € | 125 km | 121,6 € | 184,8 € |
| 51 km | 90,0 € | 136,8 € | 126 km | 121,9 € | 185,3 € |
| 52 km | 91,6 € | 139,2 € | 127 km | 122,2 € | 185,7 € |
| 53 km | 93,1 € | 141,5 € | 128 km | 122,5 € | 186,2 € |
| 54 km | 93,7 € | 142,4 € | 129 km | 122,8 € | 186,6 € |
| 55 km | 94,1 € | 143,0 € | 130 km | 123,1 € | 187,1 € |
| 56 km | 94,5 € | 143,7 € | 131 km | 123,4 € | 187,5 € |
| 57 km | 94,9 € | 144,3 € | 132 km | 123,7 € | 188,0 € |
| 58 km | 95,4 € | 144,9 € | 133 km | 124,0 € | 188,4 € |
| 59 km | 95,8 € | 145,5 € | 134 km | 124,3 € | 188,9 € |
| 60 km | 96,2 € | 146,2 € | 135 km | 124,6 € | 189,3 € |
| 61 km | 96,6 € | 146,8 € | 136 km | 124,9 € | 189,8 € |
| 62 km | 97,0 € | 147,4 € | 137 km | 125,2 € | 190,2 € |
| 63 km | 97,4 € | 148,1 € | 138 km | 125,5 € | 190,7 € |
| 64 km | 97,8 € | 148,7 € | 139 km | 125,8 € | 191,1 € |
| 65 km | 98,2 € | 149,3 € | 140 km | 126,1 € | 191,6 € |
| 66 km | 98,7 € | 149,9 € | 141 km | 126,4 € | 192,0 € |
| 67 km | 99,1 € | 150,6 € | 142 km | 126,7 € | 192,5 € |
| 68 km | 99,5 € | 151,2 € | 143 km | 127,0 € | 192,9 € |
| 69 km | 99,9 € | 151,8 € | 144 km | 127,2 € | 193,4 € |
| 70 km | 100,3 € | 152,5 € | 145 km | 127,5 € | 193,8 € |
| 71 km | 100,7 € | 153,1 € | 146 km | 127,8 € | 194,3 € |
| 72 km | 101,1 € | 153,7 € | 147 km | 128,1 € | 194,8 € |
| 73 km | 101,6 € | 154,3 € | 148 km | 128,4 € | 195,2 € |
| 74 km | 102,0 € | 155,0 € | 149 km | 128,7 € | 195,7 € |
| 75 km | 102,4 € | 155,6 € | 150 km | 129,0 € | 196,1 € |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

# ANNEXE 2 – PRIX DES FORFAITS T2C 2021

| | Prix – valeur 2021 |
|---|---|
| Forfait tout public | 54.80 € |
| Forfait jeunes | 28.80 € |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE18-DE

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance |
| | 24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance |
| | 4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 19

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

OBJET : **MISE EN ŒUVRE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;
**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;
**Vu** le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;
**Vu** le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

**Vu** le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;
**Vu** le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;
**Vu** l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en l'application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat ;
**Vu** la Circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 du Ministère de la décentralisation et de la fonction publique et du Secrétaire d'Etat chargé du Budget relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;
**Vu** les délibérations antérieures instaurant un régime indemnitaire au SMTC ;
**Vu** le tableau des effectifs du SMTC-AC ;
**Vu** la concertation avec les organisations syndicales ;
**Vu** l'avis du comité technique en date du 16 septembre 2021 ;
**Considérant** qu'il convient d'instaurer au sein du SMTC, conformément au principe de parité avec la Fonction publique d'Etat tel que prévu par l'article 88 de la loi n°84-53, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire en place pour les agents du SMTC,
**Considérant** que ce régime indemnitaire se compose obligatoirement de deux indemnités distinctes :

1. Une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) tenant compte du niveau d'expertise et de responsabilité du poste occupé, mais également de l'expérience professionnelle
2. Un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de la valeur professionnelle et de la manière de servir

**Considérant** que les plafonds maximaux de ces indemnités sont ceux prévus pour les corps de référence de l'Etat et peuvent être définis librement par chaque collectivité sans toutefois dépasser, en vertu du principe de parité, le montant du plafond plus élevé et qu'il peut être défini à titre facultatif des montants minimums ;
**Considérant** qu'il en va de même du nombre de groupes de fonctions qui peut être défini librement sans être inférieur à un par cadre d'emplois.

**Propose au comité syndical les dispositions suivantes :**

La mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire défini ci-après sera effective au **1er janvier 2022**

La mise en place de ce régime indemnitaire a pour finalité de répondre aux objectifs suivants :

- Donner un cadre au versement d'un régime indemnitaire suite aux évolutions réglementaires
- Tenir compte de la spécificité des postes et des fonctions
- Favoriser les mobilités et garantir l'attractivité du SMTC-AC
- Faire converger les filières administratives et techniques en matière indemnitaire,
- Reconnaître les parcours professionnels et les acquis de l'expérience
- Reconnaître l'engagement professionnel et la manière de servir

Ce nouveau régime indemnitaire se substitue aux régimes institués antérieurement.
Cependant, le SMTC-AC décide d'instaurer une clause de sauvegarde.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

Ainsi, chaque agent qui bénéficie avant l'entrée en vigueur du RIFSEEP, d'un régime indemnitaire plus favorable que celui prévu par le RIFSEEP le conservera à titre individuel et dérogatoire et ce, même si ce montant venait à dépasser les plafonds annuels fixés pour le groupe de fonction de l'agent au titre de l'IFSE.
Ce maintien du régime indemnitaire individuel perdurera jusqu'à ce que l'agent puisse bénéficier le cas échéant, dans le respect des montants plafonds fixés dans la présente délibération d'une revalorisation à l'occasion notamment d'un changement de fonction pour un groupe supérieur ou en cas de réexamen en fonction de l'expérience acquise.
La clause de sauvegarde ne s'appliquera pas en cas de mobilité choisie.

## L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

L'IFSE est instituée selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat.
L'IFSE est un outil indemnitaire qui a pour finalité de valoriser l'exercice des fonctions.
Ce principe de reconnaissance indemnitaire est axé sur l'appartenance à un groupe de fonctions. Il revient ainsi à l'autorité territoriale de définir les bénéficiaires et de répartir les postes au sein de groupes de fonctions.

**Les bénéficiaires de l'IFSE :**

| Nature de l'emploi | Référence cause du recrutement / qualité de l'agent | Eligibilité au RIFSEEP |
|---|---|---|
| Emplois permanents | Fonctionnaires titulaires et stagiaires (Temps complet, temps non complet, temps partiel) | Dès la prise de fonction * |
| | *Art 3-3 2° de la loi 84-53 et CDI*<br>Agents contractuels de droit public à temps complet, non complet, et à temps partiel sur un emploi permanent | Dès la prise de fonction * |
| | *Art 3-1 de la loi 84-53*<br>Agent contractuel de droit public recrutés pour assurer le remplacement d'un agent indisponible | Dès la prise de fonction (au montant de l'IFSE plancher si la durée du contrat est inférieure à un mois)* |
| | *Art 3-2 de la loi 84-53*<br>Vacance temporaire dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire | Dès la prise de fonction (au montant de l'IFSE plancher si la durée du contrat est inférieure à un mois) * |

**versement au prorata de la quotité de temps de travail*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

| Nature de l'emploi | Référence cause du recrutement / qualité de l'agent | Eligibilité au RIFSEEP |
|---|---|---|
| Emplois non permanent | *Art 3-1 1° de la loi 84-53* Agents contractuels pour accroissement temporaire d'activité | Dès la prise de fonction (au montant de l'IFSE plancher si la durée du contrat est inférieure à un mois )* |
| | *Art 3-1 de la loi 84-53* Agents contractuels recrutés pour accroissement saisonnier d'activité | Dès la prise de fonction (au montant de l'IFSE plancher si la durée du contrat est inférieure à un mois )* |
| | Art 3 II Agents contractuels recrutés sur contrats de projets | Dès la prise de fonction* |
| | *Art 110* Collaborateur de cabinet | Non éligible |
| | Agents recrutés sur des contrats de droit privé (apprentis, contrats aidés…) | Non éligible |

**versement au prorata de la quotité de temps de travail*

**Détermination des groupes de fonctions :**

L'architecture du RIFSEEP repose sur les métiers et leur classement au sein de groupes de fonctions. Pour chaque poste, il convient de définir son rattachement à un groupe de fonctions auquel correspond un montant indemnitaire maximum annuel. Les groupes de fonctions sont hiérarchisés.

La répartition des postes au sein des groupes est réalisée au regard de 3 critères fonctionnels tels que définis par le décret 2014-513 du 20 mai 2014. Ils permettent de cibler les niveaux de responsabilité. Pour chacun de ces 3 critères fonctionnels, des sous-critères ont été déterminés pour le SMTC-AC afin de permettre la répartition et classement de tous les postes au sein des différents groupes de fonction :

1. Encadrement, coordination, pilotage, conception. Ce critère fait référence à des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement, de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou de conduite de projet.

   Sous–critères pris en compte au SMTC-AC :

   - Encadrement
   - Coordination
   - Conduite de projets
   - Conception

2. Technicités, expertise, expérience ou qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions. Il s'agit de valoriser les postes nécessitant l'acquisition et la mobilisation de compétences plus ou moins complexes ou spécifiques dans le domaine de référence du poste (maitrise de compétences rares).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

Sous–critères pris en compte au SMTC-AC :

- Niveau d'expertise
- Degré de rareté de l'expertise ou de l'expérience dans le poste
- Autonomie, initiative requise sur le poste
- Technicité du poste

3. Sujétions particulières et degré d'exposition de certains postes au regard de son environnement extérieur

Sous–critères pris en compte au SMTC-AC:

- Contraintes d'horaires de planning
- Intensité des déplacements
- Tension mentale

La grille des critères, sous critères et des indicateurs est jointe en annexe (PJ : Annexe 1)

Tous les agents sont concernés, quel que soit leur cadre d'emploi

Au regard de ces critères et sous-critères, les emplois du SMTC-AC sont classés au sein de 10 groupes de fonctions répartis comme suit :

- 2 groupes pour la catégorie C
- 3 groupes pour la catégorie B
- 5 groupes pour la catégorie A

| Cat | Groupes de fonction | Intitulé des groupes de Fonctions |
|---|---|---|
| C | C2 | Agents en charge des missions d'exécution du service et de mise en œuvre du service public nécessitant un degré d'expertise |
| | C1 | Agents en charge des missions d'exécution du service, nécessitant un fort degré d'autonomie ou d'expertise |
| B | B3 | Agents en charge de missions d'application et de suivi de dossiers |
| | B2 | Agents en charge de missions de mise en œuvre, de suivi et de gestion de dossiers /projets spécifiques |
| | B1 | Agents en charge de missions de mise en œuvre, de suivi et de gestion de dossiers à enjeux forts et/ou nécessitant une expertise |
| A | A5 | Agents en charge de la gestion et du suivi de dossiers / projets techniques et ou administratifs |
| | A4 | Agents en charge du pilotage, de la gestion et du suivi de dossiers / projets techniques et ou administratifs à enjeux spécifiques |
| | A3 | Agents assurant un encadrement hiérarchique intermédiaire ou le pilotage de projets à forts enjeux |
| | A2 | Directeurs |
| | A1 | DGS |

Le tableau portant classement des emplois du SMTC dans les différents groupes de fonction, tel que mis à jour à la date de la délibération portant instauration du RIFSEEP est joint en annexe ( PJ Annexe n°2 ).

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

Pour toute création de nouveaux emplois qui interviendra après la date de la présente délibération, le groupe de fonction auquel est rattaché le nouveau poste devra être mentionné sur la délibération créant le poste.
Le tableau joint en annexe 2 sera tenu à jour.

**La part fixe de l'IFSE** est liée au classement dans un groupe de fonction.

**La part variable de l'IFSE** prend en compte l'expérience acquise et mobilisée par l'agent.
3 critères ont été retenus pour cette évaluation :

1. Construction des compétences au travers du parcours professionnel et de l'approfondissement des savoirs
2. Pratique effective de l'environnement professionnel - Mobilisation des compétences pour un travail collaboratif et collectif
3. Capacité à exploiter les acquis de l'expérience

(Détail des critères et des indicateurs : Annexe PJ n° 3)

**Montants d'IFSE**

Les montants d'IFSE mensuelle attribués pour chaque groupe de fonctions sont définis ci-après dans le respect des plafonds maximaux autorisés pour les corps de référence de l'Etat.
L'IFSE est versée, au prorata du temps de travail.

De manière générale, le versement des primes est lié au versement du traitement indiciaire et toute absence pour service non fait entraîne une réduction de l'IFSE dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire.

| Groupes de fonction | Plancher IFSE brut / mois en € | Plafond IFSE brut / mois en € |
|---|---|---|
| C2 | 320 | 520 |
| C1 | 437 | 760 |
| B3 | 437 | 760 |
| B2 | 471 | 820 |
| B1 | 517 | 900 |
| A5 | 471 | 820 |
| A4 | 575 | 1 000 |
| A3 | 885 | 1 540 |
| A2 | 1 230 | 2 140 |
| A1 | 1 955 | 3 400 |

**Périodicité du versement de l'IFSE**

L'IFSE sera versée mensuellement.

**Conséquences sur l'IFSE en cas d'absence pour raison de santé**

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

Les modalités de maintien du régime indemnitaire durant certaines situations de congés ne peuvent être plus favorables que celles applicables dans la fonction publique d'Etat.

L'IFSE est versée dans les conditions suivantes :

En intégralité pendant les congés de maternité, paternité, d'accueil de l'enfant, d'adoption ainsi qu'en cas d'exercice des fonctions à temps partiel thérapeutique, de congé d'invalidité temporaire imputable au service.

Elle est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire en cas de maladie ordinaire.

Elle est suspendue, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie. Cependant, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie à la suite d'une demande présentée en cours de congés de maladie ordinaire, les indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

**Examen de l'IFSE en cas de mobilité**

Mobilité interne :

- En cas de mobilité choisie, l'agent perçoit l'IFSE correspondant au nouveau poste occupé.
- En cas de mobilité choisie, la clause de sauvegarde ne s'applique pas.
- En cas de mobilité subie (reclassement pour inaptitude, réorganisation des services à l'initiative de l'autorité territoriale), l'agent conserve l'IFSE du poste occupé précédemment.

Arrivée dans le poste (mobilité externe) :

- Le montant de l'IFSE est déterminé en fonction du classement de l'emploi du nouvel agent dans les groupes de fonction et de l'expérience acquise préalablement (voir critères Annexe 1).

**Réexamen de l'IFSE**

Le montant de l'IFSE sera réexaminé :

- En cas de changement de fonctions ou en cas de changement de grade à la suite d'une promotion ou réussite concours
- En l'absence de changement de fonctions, au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent (approfondissement des compétences techniques, de diversification des connaissances, acquisition de compétences permettant d'atteindre les objectifs).
- Au minimum tous les 4 ans

Le réexamen du montant de l'IFSE n'implique pas pour autant une revalorisation automatique.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

## LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL ( CIA )

Le CIA est un élément de rémunération variable et personnel, modulé en fonction de la manière de servir et de l'engagement professionnel de l'agent. L'appréciation de ces éléments sera effectuée dans le cadre de l'entretien professionnel annuel, en prenant notamment en compte l'atteinte des objectifs ou leur report pour des raisons extérieures.

**Les bénéficiaires du CIA :**

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires au prorata de leur temps de travail
- Les agents contractuels de droit public ( CDD et CDI) occupant un emploi permanent et dont le contrat de travail prévisionnel est supérieur à un an
- Les contractuels (CDD) relevant de l'article 3 II « contrats de projets » emploi non permanents, dont le contrat prévisionnel est supérieur à un an.

**Les critères et modalités de versement :**

Les Directeurs émettent des propositions d'attribution du CIA sur la base des entretiens professionnels de l'année n-1.
Le CODIR statue collégialement sur ces propositions et élaborent une proposition commune que le DGS transmet au Président pour décision.

Pour l'attribution du montant individuel du CIA, les propositions sont effectuées en fonction des 2 critères suivants, mentionnés de manière littérale dans l'entretien professionnel :

1. Valeur ajoutée notable dans le collectif de travail
2. Initiative, valeur ajoutée par l'agent par rapport aux objectifs assignés, prise en compte d'un investissement notable ou exceptionnel, adaptabilité sur une commande exceptionnelle

Les 2 critères sont pris en compte à part égale.

Ils s'appliquent à toutes les catégories et groupes de fonctions en s'adaptant à la réalité des métiers. Par conséquent chaque agent peut prétendre au CIA, mais le CIA n'a pas vocation à être attribué à chacun des agents ni à être reconduit automatiquement.

L'enveloppe attribuée à la part CIA est votée annuellement en fonction du bilan des activités du SMTC-AC .

Le montant maximum du CIA est fixé à 1 200 € brut, toute catégorie et groupe de fonctions confondus.

L'attribution individuelle du CIA peut varier entre 0 et 100% du montant maximum.
Le CIA n'est pas proratisé en fonction du temps de travail.

Le CIA sera versé, en une part, à compter de 2022, au mois de juin.

Seuls les agents ayant bénéficié d'un entretien professionnel pourront percevoir le CIA.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

## DISPOSITIONS COMMUNES

**L'IFSE et le CIA sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.**

Ainsi le RIFSEEP n'est **pas cumulable** avec :
- la prime de fonction et de résultats (PFR)
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)
- l'indemnité d'administration et de technicité (IAT)
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (IEMP)
- la prime de service et de rendement (PSR)
- l'indemnité spécifique de service (ISS)

Le RIFSEEP est **cumulable** avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement, frais de mission...)
- La participation abonnement en transports public domicile/travail
- le forfait mobilité durable
- le dispositif compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA),
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, travail du dimanche ou des jours fériés ...),
- la rémunération des agents publics participants à titre accessoire à des activités de recrutement (jury de concours)
- La prime de responsabilité versée au DGS
- la NBI
- l'indemnité d'astreinte, de permanence, d'intervention
- la prime spéciale d'installation
- l'indemnité de changement de résidence
- l'indemnité de départ volontaire
- l'indemnité de rupture conventionnelle
- l'indemnité de télétravail

**Attributions individuelles :**

L'attribution individuelle de l'IFSE, et du CIA, font chacune l'objet d'un arrêté individuel du président du SMTC-AC.

**Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget primitif 2022.**

**Abrogation des délibérations antérieures :**

Toutes dispositions antérieures portant sur des primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir sont abrogées.

**Recours**
Le Président informe que la délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente publication.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du comité technique du 16 septembre 2021,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **d'approuver et d'adopter les dispositions définies ci-dessus pour la mise en œuvre, effective au 1er janvier 2022, du nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel,**
- **d'autoriser le Président à signer tous actes nécessaires à la mise en œuvre du dispositif,**
- **d'inscrire les crédits nécessaires au budget annuel.**

Le Président,

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

# ANNEXE 1 – CRITERES IFSE FIXE (1/3)

| 1- Encadrement, coordination, pilotage, conception | | |
|---|---|---|
| **Sous - critères** | **Définition du sous- critère** | **Indicateurs (s)** |
| Encadrement | prise en compte des responsabilités hiérarchiques | nombre de collaborateurs directement sous sa responsabilité |
| Coordination | prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière de coordination | enjeux des missions de coordination / niveau et nombre de partenaires internes et ou externes |
| Conduite de projet | prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière de conduite de projet | complexité / nombre de projets simultanés/ enjeux (financier, politique, technique , humains)/ animation et préparation de réunions |
| Conception | prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière de conception | Niveau d'enjeu de déploiement de l'expertise. Capacité à utiliser son expertise pour concevoir des outils et solutions adaptés au métier. Conseils techniques / apport d'une expertise dans la rédaction et la mise en œuvre d'un projet avec évocation des risques techniques et/ou juridiques |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

## ANNEXE 1 – CRITERES IFSE FIXE (2/3)

| 2- Technicités, expertise, expérience ou qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions | | |
|---|---|---|
| **Sous - critères** | **Définition du sous- critère** | **Indicateurs (s)** |
| Niveau d'expertise | évaluation du niveau de connaissances requises pour le poste | *tâches en majorité simples et définies avec des solutions qui découlent de connaissances ou de procédures simples mais supposant un degré de réflexion - *activités variées supposant une analyse et une réflexion afin de sélectionner une procédure ou d'en créer une nouvelle *activités très complexes et/ou variées |
| Degré de rareté de l'expertise et ou de l'expérience sur le poste | Valorisation des métiers pour lesquels peu de candidats existent sur le marché de l'emploi | Difficulté de recrutement d'un candidat sur un emploi statutaire avec l'expertise et/ou l'expérience requise pour le poste |
| Autonomie/ initiative requise par le poste | capacités à exercer ses activités sans constante supervision, s'organiser en prenant des initiatives dans un cadre de responsabilité défini | Degré d'autonomie par rapport aux compétences métiers - Compétences peu ou pas partagées au sein de la direction |
| Technicité du poste | identifier le niveau de technicité attendu sur le poste | Degré de maîtrise et difficulté de la compétence métier requis- utilisation d'un logiciel métier- nécessité d'actualisation des connaissances- diversité des tâches - formation spécifique- degré d'exercice ( arbitrage, décison, conseil, interprétation) |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

## ANNEXE 1 – CRITERES IFSE FIXE (3/3)

| 3- Sujétions particulières | | |
|---|---|---|
| **Sous - critères** | **Définition du sous- critère** | **Indicateurs (s)** |
| Contraintes d'horaires, de planning, | identifier les contraintes de toutes natures, liées au poste, ayant une incidence objective sur les conditions de travail | Horaires fixes ou atypiques - dates contraintes pour le dépôt des congés et RTT , impératifs liés à la charge de travail et/ou aux missions, présence imposée aux réunions hors plages horaires, travail "posté" (imposant une présence physique sur le poste de travail sans pouvoir vaquer librement), itinérance (déplacement d'un lieu à un autre pour exercer ses fonctions) |
| Intensité des déplacements | identifier la fréquence des déplacements "atypiques" sur une année | Fréquence sur une année des déplacements (obligation de partir tôt le matin ou rentrer tard le soir obligation de découcher) |
| Tension mentale | identifier les sources potentielles de charges mentales liées spécifiquement au poste | Forte polyvalence/degrè d'autonomie ou des responsabilité/multiplicité des interlocuteurs/charge de travail/contraintes de délais/gestion de conflits/confidentialité /nécessité de suivi continu et de réactivité immédiate face aux évènements/actions à réaliser tributaires d'autres partenaires sur lesquels l'agent n'a pas de lien fonctionnel |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

## Annexe n° 2 - LISTE DE COTATION DES EMPLOIS DU SMTC-AC PAR GROUPE DE FONCTION (1/2)

| Liste des emplois par groupe de fonction | | Intitulé des groupes de fonctions |
|---|---|---|
| C2 | | |
| | Chargé de la commande publique<br>Assistant /chargé développement outils numériques<br>Assistant gestion financière<br>Assistant de direction MOAGP<br>Assistant de gestion RH - *carrière formation*<br>Chargé de l'accueil et gestion administrative de la commande publique<br>Chargé de la logistique administrative et technique<br>Assistant de direction PPQP<br>Assistant direction COM | *Agents en charge des missions d'exécution du service et de mise en œuvre du service public nécessitant un degré d'expertise* |
| C1 | | |
| | Assistant de direction DG<br>Assistant de gestion RH – paie | *Agents en charge des missions d'exécution du service nécessitant un fort degré d'autonomie ou d'expertise* |
| B3 | | |
| | Assistant de direction OMT/DG<br>Chargé administration GED et appui cellule patrimoine<br>Assistant pilotage contrats<br>Chargé automate interface homme machine | *Agents en charge de missions d'application et suivi de dossiers* |
| B2 | | |
| | Chargé relations employeurs<br>Chargé relations usagers<br>Chargé d'études nouvelles offres de mobilité<br>Chargé du suivi de l'offre transport en commun<br>Opérateur budgétaire et comptable<br>Chargé de l'administration des assemblées<br>Chargé de l'instruction et du suivi des dossiers de subvention | *Agents en charge de missions de mise en œuvre, de suivi et de gestion de dossiers / projets spécifiques* |
| B1 | | |
| | Chargé de l'informatique et des télécoms<br>Coordinateur budgétaire et comptable<br>Chargé du pilotage budgétaire<br>Chargé du patrimoine viaire | *Agents en charge de missions de gestion, de mise en œuvre, de suivi de dossiers/projets à enjeux forts et ou nécessitant une expertise* |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

## Annexe n° 2 - LISTE DE COTATION DES EMPLOIS DU SMTC-AC PAR GROUPE DE FONCTION ( 2/2)

| Liste des emplois par groupe de fonction | | Intitulé des groupes de fonctions |
|---|---|---|
| A5 | | |
| | Chargé du pilotage du contrat exploitation vélo<br>Chargé de stratégie digitale<br>Chargé communication<br>Chargé du suivi des partenaires<br>Chargé de missions RH | *Agents en charge de la gestion et du suivi de dossiers / projets techniques et / ou administratifs* |
| A4 | | |
| | Chargé du pilotage des contrats de SP de T2C<br>Chargé du matériel roulant guidé, tram et STRMTG<br>Chef projet mise en place nouveaux services<br>Chargé du matériel roulant non guidé<br>Chargé de l'audit et de la qualité organisationnelle<br>Chargé études Connaissance du territoire<br>Contrôleur de gestion stratégique<br>Chargé opérations procédures générales InspiRe<br>Chargé opération aménagement urbain<br>Chargé de la stratégie tarifaire et de l'offre<br>Chargé des Achats InspiRe<br>Chargé de l'accompagnement et du développement partenariats- Chef de projet Expérimentation gratuité | *Agents en charge du pilotage, de la gestion et du suivi de dossiers / projets techniques et/ou administratifs à enjeux spécifiques* |
| A3 | | |
| | Chef de projet Gd projet système, dépôt et matériel roulant<br>Chef projet adjoint chargé infrastructures et VRD InspiRe<br>Chargé opérations nouveau dépôt et ouvrages d'arts<br>Chef de projet communication InspiRe<br>Responsable Pôle achats -Ressources admin et juridiques Chef projet Billettique<br>Chargé du lien mobilité durable et urbanisme<br>Responsable patrimoine bâti et IF<br>Chargé d'opérations VRD | *Agents assurant un encadrement hiérarchique intermédiaire ou le pilotage de projets à forts enjeux* |
| A2 | | |
| | Directeur MOAGP<br>Directeur OMT<br>Directeur Projet InspiRe<br>Directeur PPQP<br>Directeur projet adjoint InspiRe<br>DRH<br>Directeur Communication externe et relation institutionnelle | *Directeurs* |
| A1 | | |
| | DGS | *Direction générale des services* |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE19-DE

## ANNEXE N°3 – CRITERES PART VARIABLE IFSE (1/1)

| Critères | indicateurs |
|---|---|
| 1 - Construction des compétences au travers du parcours professionnel et de l'approfondissement des savoirs | - Compétences acquises<br>- Diversité des expériences réussies<br>- Consolidation de l'expérience sur un même type de poste |
| 2 - Pratique effective de l'environnement professionnel - Mobilisation des compétences pour un travail collaboratif et collectif | - Adaptabilité<br>- Pro-activité<br>- Acquisition et mobilisation des compétences pour un travail collaboratif et collectif |
| 3 - Capacité à exploiter les acquis de l'expérience | - Transmission des savoirs et traçabilité des pratiques d'exercice du poste ou réversibilité<br>- Capacité à mener à bien plusieurs dossiers<br>- Capacité à respecter les échéances avec un rendu de qualité |

Expérience acquise et mobilisée par l'agent

Pour la détermination de la part variable de l'IFSE, les critères 1 et 2 comptent pour 25 % chacun et le critère 3 pour 50 %

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE20-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance |
| | 24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance |
| | 4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 20

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : TICKETS RESTAURANTS : REEVALUATION DE LA PART EMPLOYEUR**

Depuis 2007, les agents du SMTC - AC peuvent bénéficier de tickets restaurants en fonction de leur nombre de jours travaillés (exclusion des congés, ARTT, des déplacements, stages et formations qui donnent lieu à pris en charge ou remboursement).

La valeur faciale des tickets fixée à 6 € en 2007, est passée à 8 € en 2013 puis à 10 € en 2017.

Actuellement, sur une valeur faciale du ticket restaurant de 10 € le SMTC prend à sa charge 50 % soit 5 €.
Le marché renouvelé en mai 2021 pour une durée d'une année, reconductible au maximum 3 fois, a été attribué à UPdéjeuner.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE20-DE

Afin de prendre en compte l'évolution du coût de la vie et le gel du point d'indice, les représentants du personnel ont sollicité une augmentation de la prise en charge de la part employeur à hauteur de 5.55 € par ticket, soit le plafond légal au-delà duquel la part de la contribution employeur ne bénéficie plus d'exonération de cotisations.

Sur une moyenne de 730 tickets par mois, le coût de la participation employeur a été estimé à 48 618 €/an soit une augmentation de 4 818 € par rapport à la participation employeur actuelle de 5 €.

Il est proposé au Comité syndical de prévoir les crédits correspondants au BP 2022, pour une mise en œuvre à compter du 1er janvier 2022.

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **d'inscrire au BP 2022 les crédits nécessaires pour la mise en œuvre à compter du 1er janvier 2022 de l'augmentation de la prise en charge de la part employeur à hauteur de 5,55 € par ticket restaurant.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

Le Président du SMTC-AC

François RAGE

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu
de la réception en Préfecture le :
et de la publication le :

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE21-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance |
| | 24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance |
| | 4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant** : Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 21

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : GESTION DES EMPLOIS - CREATION DE POSTES**

Pour faire face aux besoins des services et aux évolutions des missions, il est proposé au comité syndical les modifications suivantes au tableau des emplois budgétaires :

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE21-DE

## Créations d'emplois

| ART | POSTE BUDGETAIRE | POSTE FONCTIONNEL ASSOCIE |
|---|---|---|
| 1 | **Attaché/Ingénieur** | **Chargé de projets développement** |
| | Suite aux modifications de l'organisation de la Direction OMT, validées au Comité technique du 16 septembre 2021, il vous est proposé de créer un poste de Chargé de projets développement qui permet à la fois d'élargir les missions relatives à la recherche (Urban Pact, Orbimob...) en matière de mobilité mais aussi de renforcer le développement du volet numérique de la mobilité (Maas, Oùra, référentiel régional, Plateforme Open data...) . Le recrutement est prévu par voie statutaire ou à défaut contractuelle dans le cadre d'emploi des attachés ou des ingénieurs. Le tableau des emplois sera mis à jour en fonction du recrutement, lors du prochain comité syndical.<br><br>Date d'effet souhaitée : 1er novembre 2021 | |

| ART | POSTE BUDGETAIRE | POSTE FONCTIONNEL ASSOCIE |
|---|---|---|
| 2 | **Attaché/Ingénieur** | **chef de projets études structurants** |
| | Suite aux modifications de l'organisation de la Direction OMT, validées au Comité technique du 16 septembre 2021, il vous est proposé de créer un poste de Chef de projet et d'études structurantes. Ce chef de projet assurera le pilotage des études nationales types EMC2 ou enquête O/D, tout projet mobilisant OMT (restructuration réseau dans le cadre du projet InspiRe...) et également la recherche de financements et l'évaluation des projets. Le recrutement est prévu par voie statutaire ou à défaut contractuelle dans le cadre d'emploi des attachés ou des ingénieurs. Le tableau des emplois sera mis à jour en fonction du recrutement lors du prochain comité syndical.<br><br>Date d'effet souhaitée : 1er novembre 2021 | |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE21-DE

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **de créer les postes suivants :**
  - Chargé de projets développement (détail du poste dans le tableau 1 ci-dessus)
  - Chef de projet et d'études structurantes (détail du poste dans le tableau 2 ci-dessus)

- **de modifier en conséquence le tableau des emplois budgétaires.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE22-DE

**Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 22

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : GESTION DES EFFECTIFS- MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS**

En lien avec le ROB RH du SMTC (recommandation N° 2 du rapport définitif de la CRC), pour la gestion 2022, **il est proposé une refonte générale du tableau des emplois qui permettra notamment de :**

- Disposer d'une délibération source qui simplifie le lien à opérer entre chaque emploi crée et sa délibération d'origine en améliorant la traçabilité (certaines délibérations datent de plus de 10 ans),

- Produire un nouveau tableau des emplois plus complet (dénomination des fonctions, numéro d'emploi budgétaire pour favoriser le suivi des emplois…)

Ce tableau des emplois avec les dernières mises à jour est joint en annexe.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE22-DE

Par ailleurs il est demandé au Comité syndical de se prononcer sur le **passage de 61 à 66 emplois permanents** qui correspond à :

- 3 emplois non mis à disposition par Clermont Auvergne Métropole (initialement prévus dans la Convention d'objectifs et de moyens CAM SMTC)
- 2 créations pour les recrutements d'un chef de projet adjoint pour INSPIRE et d'un chef de projet adjoint en charge des infrastructures VRD.

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **de la refonte générale du tableau des emplois** conformément à la recommandation N° 2 du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes,

- **du passage de 61 à 66 emplois permanents** qui correspond à :
  - 3 emplois non mis à disposition par Clermont Auvergne Métropole (initialement prévus dans la Convention d'objectifs et de moyens CAM SMTC)
  - 2 créations pour les recrutements d'un chef de projet adjoint pour INSPIRE et d'un chef de projet adjoint en charge des infrastructures VRD.

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**
**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

# Annexe 1- tableau des emplois au 1er novembre 2021

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE22-DE

| Filières / Grades / Intitulés fiches de poste | Postes permanents pourvus par titulaire ou contractuel . Ref Art L 84-53 | Emplois budgétaires | | | Emplois vacants | Hors plafond Emplois vacants | Effectifs pourvus | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | TC | TNC | Total | | | | Pourvu ETP Tit | Pourvus ETP Ctr | Total ETP |
| **Emplois fonctionnels** | | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Catégorie A | | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Directeurs généraux des services des communes de + 2 000 hab. (et adjoints) | | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Directeur général des services des communes de 150 à 400.000 hab. | | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| DGS | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| **Filière administrative** | | 46 | 0 | 46 | 3 | 1 | 43 | 32 | 10 | 42 |
| Catégorie A | | 23 | 0 | 23 | 3 | 1 | 20 | 12 | 8 | 20 |
| Cadre d'emploi des Attachés territoriaux | | 23 | 0 | 23 | 3 | 1 | 20 | 12 | 8 | 20 |
| Directeur Territorial | | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Hors organigramme | | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Attaché principal | | 8 | 0 | 8 | 0 | 0 | 8 | 6 | 2 | 8 |
| Chargée de mission RH / Chargée du pilotage des contrats | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Directrice de la communication externe et des relations institutionnelles | CDD- art 3-3 2° | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Cheffe de projet mise en place nouveaux services | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Directrice des ressources humaines | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Directeur du pilotage de la performance et de la qualité des processus | CDD- art 3-3 2° | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Chargée du pilotage du contrat de service public de T2C | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Contrôleur de gestion stratégique | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargée d'opération aménagements urbains | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Attaché | | 15 | 0 | 15 | 3 | 0 | 12 | 6 | 6 | 12 |
| Chargée d'opérations procédures générales | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargée d'études pratiques et besoins mobilité / Chargé du suivi des partenaires | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargé materiel roulant guidé, tramway et dossier STRMTG | CDD- art 3-3 2° | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Chargée de l'audit et de la qualité organisationnelle | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Responsable du Pôle Achats Ressources administratives et juridiques | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargée d'études, Connaissance du territoire | CDD- art 3-3 2° | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Chargée de la stratégie digitale | CDD- art 3-3 2° | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Chargé de mission RH | Tit | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cheffe de projet Billettique | CDD- art 3-3 2° | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Chargée de communication | CDD- art 3-3 2° | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Cheffe de projet communication Inspi'Re | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargé de l'accompagnement et du développement des partenariats - et de l' expérimentation gratuité | CDD- art 3-3 2° | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Chef de projets et d'études structurants | | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Chef de projets développement | | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Chargée des Achats Inspi'Re | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Catégorie B | | 9 | 0 | 9 | 0 | 0 | 9 | 6,7 | 2 | 8,7 |
| Rédacteurs territoriaux | | 9 | 0 | 9 | 0 | 0 | 9 | 6,7 | 2 | 8,7 |
| Rédacteur principal de 1ere classe | | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0,80 | 0 | 0,8 |
| Chargé d'instruction et du suivi des dossiers de subvention | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0,80 | 0 | 0,80 |
| Rédacteur principal de 2ème classe | | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 |
| Assistante de direction DMT / DG | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Assistants pilotage des contrats | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Rédacteur | | 6 | 0 | 6 | 0 | 0 | 6 | 3,9 | 2 | 5,9 |
| Coordinatrice budgétaire et comptable | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0,90 | 0 | 0,90 |
| Chargée administrative des assemblées | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargé du pilotage budgétaire | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargée de l'administration GED et appui cellule patrimoine | CDI | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Chargé du suivi de l'offre TC | CDD art 3-2 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Opératrice budgétaire et comptable | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Catégorie C | | 14 | 0 | 14 | 0 | 0 | 14 | 13,3 | 0 | 13,3 |
| Adjoints administratifs territoriaux | | 14 | 0 | 14 | 0 | 0 | 14 | 13,3 | 0 | 13,3 |
| Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe | | 8 | 0 | 8 | 0 | 0 | 8 | 7,7 | 0 | 7,7 |
| Chargée de la commande publique | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0,80 | 0 | 0,80 |
| Assistante de gestion RH -Pole | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Assistante de gestion financière | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Assistante de direction | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0,90 | 0 | 0,90 |
| Assistante de direction (projet Inspi'Re) | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargé de la logistique dministrative et technique | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Assistante de direction COM | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Assistante de direction DG | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe | | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 1,8 | 0 | 1,8 |
| Assistante / Chargée du développement des outils numériques | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0,80 | 0 | 0,80 |
| Chargée de la commande publique | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Adjoint administratif territorial | | 4 | 0 | 4 | 0 | 0 | 4 | 3,8 | 0 | 3,8 |
| Chargée de la commande publique | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0,80 | 0 | 0,80 |
| Assistante de direction PPQP | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Assistant de gestion RH - Carrière | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargée de l'accueil et de la gestion administrative commande publique | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE22-DE

| Filières / Grades / Intitulés fiches de poste | Postes permanents pourvus par titulaire ou contractuel . Ref Art L 84-53 | Emplois budgétaires | | | Emplois vacants | Hors plafond Emplois vacants | Effectifs pourvus | Effectifs pourvus en ETP | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | TC | TNC | Total | | | | Pourvu ETP Tit | Pourvus ETP Ctr | Total ETP |
| **Filière technique** | | 18 | 0 | 18 | 1 | 0 | 17 | 13 | 3 | 16 |
| **Catégorie A** | | 12 | 0 | 12 | 1 | 0 | 11 | 7 | 3 | 10 |
| **Cadre d'emploi des Ingénieurs en chef territoriaux** | | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| **Ingénieur en chef hors classe** | | 1 | 0 | 1 | | 0 | 1 | | | |
| Directeur du projet InspiRe | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| **Cadre d'emploi des Ingénieurs territoriaux** | | 11 | 0 | 11 | 1 | 0 | 10 | 7 | 3 | 10 |
| **Ingénieur principal** | | 6 | 0 | 6 | 0 | 0 | 6 | 5 | 1 | 6 |
| Directeur MOAGP | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chef de projet systèmes. dépôt et matériel roulant | CDI | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Directrice OMT | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargé du lien mobilité durable et urbanisme | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chef d eprojet adjoint en charge des infra structure VRD | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Directeur adjoint au directeur de projet InspiRe | Tit | 1 | | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| **Ingénieur** | | 5 | 0 | 5 | 1 | 0 | 4 | 2 | 2 | 4 |
| Responsable du Pôle patrimoine et installations fixes | CDD- art 3-3 2° | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Chargée études offre de mobilité et segmentation sénior / Chargée de la stratégie tarifaire et de l'offre | | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Chargé d'opération nouveau dépôt et ouvrages d'art | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargé d'opérations VRD | CDD- art 3-3 2° | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Chargée du matériel roulant non guidé (bus, PL, VL, vélos) | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| **Catégorie B** | | 6 | 0 | 6 | 0 | 0 | 6 | 6 | 0 | 6 |
| **cadre d'emploi desTechniciens territoriaux** | | 6 | 0 | 6 | 0 | 0 | 6 | 6 | 0 | 6 |
| **Technicien principal de 1ère classe** | | 4 | 0 | 4 | 0 | 0 | 4 | 4 | 0 | 4 |
| Chargé du patrimoine viaire | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargé automate interface homme machine et courants faibles | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargé de l'informatique et des télécoms | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargé des relations employeurs | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| **Technicien principal de 2ème classe** | | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 |
| Chargée d'étude offre de mobilité et ségmentation junior/ Chargée d'études nouvelles offres de mobilité | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Chargé des relations usagers | Tit | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| **SOUS TOTAL POSTES PERMANENTS** | | **65** | **0** | **65** | **4** | **1** | **61** | **46** | **13** | **59** |
| **POSTES NON PERMANENTS** | | | | | | | | | | |
| **Attaché** | | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 | 2 |
| Chargé du pilotage du contrat exploitation vélo | CDD art 3 II | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Doctorant | CDD art 3 II | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| **Ingénieur** | | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Chargé opérations aménagements urbains | CDD art 3 II | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| **Collaborateur de cabinet** | | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **SOUS TOTAL POSTES NON PERMANENTS** | | 4 | 0 | 4 | 1 | 0 | 3 | 0 | 3 | 3 |
| **TOTAL GENERAL** | | **69** | **0** | **69** | **5** | **1** | **64** | **46** | **16** | **62** |

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE23-DE

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance |
| | 24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance |
| | 4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# DÉLIBÉRATION N° 23

## REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

**OBJET : REFORME D'IMMOBILISATIONS**

Il est proposé au Comité syndical la sortie de biens immobilisés mis à disposition de l'exploitant.

Les listes jointes en annexe sont proposées pour l'enlèvement et la destruction.

Il s'agit pour la majorité de biens vétustes et hors service.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE23-DE

**Le Comité Syndical,**

**Vu l'avis favorable du Bureau syndical du 7 octobre 2021,**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité** :

Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

- **de la mise à la réforme et à la destruction de biens immobilisés, mis à disposition de T2C, listés dans les tableaux joints en annexe.**

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

REGIE T2C

# PROPOSITION DE SORTIE D'INVENTAIRE

| Date créat. | N° d'inventaire | Code carte | Compte | Libellé | Famille | Quantité | Montant acquisition HT | Année | Valeur vénale | Etat | Site | Niveau | Fournisseur | Immatriculation | Etat du bien |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31/12/2006 | 2006-0522 | LOG | 205000 | TRAM : COURANTS FAIBLES BILLETTIQUE | I_LOGTECH | 1 | 160 000,00 € | 15 | 0,00 | PARDIEU | SMC | | SMTC | | HS |
| 29/05/2009 | 2009-0033 | 0001533 | 205000 | MODULE CENTRE D'APPEL TELEPHONIQUE | I_LOGEXPL | 1 | 14 868,92 € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B106 | INEO | | HS |
| Sous total Logistiels | | | | | | 2 | 174 868,92 € | | - € | | | | | | |
| 30/12/1994 | 1994-0197T | PARC748 | 218200 | Girouettes frontales M96*1604 | A_GIROUET | 5 | 16 388,26 € | 27 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | DEPOT | HANOVER | 4824 VM 63 | HS |
| 30/12/1994 | 1994-0207T | PARC744 | 218200 | Girouettes latérales M84*0704 | A_GIROUET | 4 | 6 097,96 € | 27 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | DEPOT | HANOVER | 9260 VM 63 | HS |
| 30/12/1994 | 1994-0219T | PARC748 | 218200 | Girouettes arrières M28*0706 | A_GIROUET | 5 | 3 201,45 € | 27 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | DEPOT | HANOVER | 4824 VM 63 | HS |
| 05/08/1997 | 1997-0381T | PARC738 | 218200 | Girouettes frontales automatiques | A_GIROUET | 1 | 2 279,12 € | 24 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | HANOVER | | HS |
| 05/08/1997 | 1997-0382T | PARC738 | 218200 | Girouettes latérales | A_GIROUET | 1 | 1 036,66 € | 24 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | HANOVER | | HS |
| 05/08/1997 | 1997-0383T | PARC738 | 218200 | Girouettes arrières | A_GIROUET | 1 | 618,95 € | 24 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | HANOVER | | HS |
| 05/08/1997 | 1997-0384T | PARC738 | 218200 | Syst télécommande & programmation | A_GIROUET | 1 | 310,99 € | 24 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | HANOVER | | HS |
| 20/10/1998 | 1998-0483T | PARC715 | 218200 | Syst télécommande & programmation | A_GIROUET | 1 | 304,90 € | 23 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | DEPOT_BUS | HANOVER | | HS |
| 22/12/2000 | 2000-0567T | PARC81 | 218200 | Girouettes frontales M96X1604L | A_GIROUET | 13 | 20 582,65 € | 21 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | HANOVER | | HS |
| 22/12/2000 | 2000-0601T | PARC81 | 218200 | Girouettes latérales M84X0704L | A_GIROUET | 13 | 11 320,41 € | 21 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | HANOVER | | HS |
| 22/12/2000 | 2000-0635T | PARC81 | 218200 | Girouettes arrières M28X0706L | A_GIROUET | 12 | 5 937,25 € | 21 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | HANOVER | | HS |
| 01/10/2001 | 2001-0711T | PARC86 | 218200 | Girouettes frontales automatiques | A_GIROUET | 8 | 12 195,92 € | 20 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | HANOVER | | HS |
| 01/10/2001 | 2001-0724T | PARC86 | 218200 | Girouettes latérales | A_GIROUET | 8 | 6 707,76 € | 20 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | HANOVER | | HS |
| 01/10/2001 | 2001-0737T | PARC86 | 218200 | Girouettes arrières | A_GIROUET | 8 | 3 811,21 € | 20 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | HANOVER | | HS |
| 07/02/2003 | 2003-0872T | PARC223 | 218200 | Tel portables MOTOROLA sus | A_EQUIPSAE | 3 | 1 536,00 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | RTC | | HS |
| 31/01/2003 | 2003-0840T | PARC236 | 218200 | Modules ABIPASS/Cpte Km+emetteur IR | A_POMPVOLU | 3 | 584,18 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | Laser | | MAUVAIS |
| 31/01/2003 | 2003-0865T | PARC321 | 218200 | Modules ABIPASS/Cpte Km+emetteur IR | A_POMPVOLU | 4 | 766,00 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | REM_INT | Laser | | MAUVAIS |
| 20/10/2003 | 2003-0959T | PARC134 | 218200 | Modules ABIPASS/cpte Km+emetteur IR | A_POMPVOLU | 5 | 916,50 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | CHARGE_GO | Laser | | MAUVAIS |
| Sous total Matériels de transport | | | | | | 96 | 94 596,17 € | | - € | | | | | | |
| 22/12/1984 | 1984-0004L | NON INVENT | 218300 | Chaises campus coque havane | D_CHAISFAUT | 12 | 150,01 € | 37 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Simon | | HS |
| 20/11/1986 | 1986-0006L | NON INVENT | 218300 | Tuner JVC FX 33B | D_DIVMATBUR | 1 | 189,65 € | 35 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Sogexm | | HS |
| 29/01/1991 | 1991-0007L | NON INVENT | 218300 | Pese colis electronique programme7K | D_DIVMATBUR | 1 | 362,83 € | 30 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Gaspard | | HS |
| 24/09/1992 | 1992-0008L | NON INVENT | 218300 | Retroprojecteur compact | D_COPVIDTEL | 1 | 443,59 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Canut | | HS |
| 24/11/1994 | 1994-0012L | NON INVENT | 218300 | Poste bureau 120.80 | D_BURCAIS | 1 | 377,31 € | 27 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | BRUNEAU | | HS |
| 23/02/1995 | 1995-0014L | NON INVENT | 218300 | Tireuse electronique KING JIM | A_PTEQUIP | 1 | 242,39 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | PLEIN CIEL | | HS |
| 21/04/1995 | 1995-0015L | NON INVENT | 218300 | Lecteur micro-fiches CANON FR 100 | D_DIVMATBUR | 1 | 286,38 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | LASER DESK | | HS |
| 23/05/1995 | 1995-0017L | NON INVENT | 218300 | Poste INTEGRAL MULTIMEDIA NOIR | D_COPVIDTEL | 1 | 105,19 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | JPG | | HS |
| 02/06/1995 | 1995-0018L | NON INVENT | 218300 | Tableau blanc pivotant 100*150 | D_DIVMATBUR | 1 | 432,80 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | GUILBERT | | HS |
| 07/06/1995 | 1995-0019L | NON INVENT | 218300 | Module batterie NIMH LONGUE DU | D_DIVMATBUR | 1 | 113,57 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | NEYRIAL | | HS |
| 19/07/1995 | 1995-0020L | NON INVENT | 218300 | Imprimante standard IDP560 | D_IMP | 1 | 397,89 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | FRANCE ESPECES | | HS |
| 06/09/1995 | 1995-0022L | NON INVENT | 218300 | Perforateur grande capacite 4 trous | A_PTOUTIL | 1 | 257,64 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | J.P.G | | HS |
| 12/09/1995 | 1995-0023L | NON INVENT | 218300 | Destructeur papier avec corbeille | D_DIVMATBUR | 1 | 129,58 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | JM BRUNEAU | | HS |
| 11/10/1995 | 1995-0024L | NON INVENT | 218300 | Magnetoscope tri standard THOMSON | D_COPVIDTEL | 1 | 453,93 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | A.I.M | | HS |
| 16/01/1997 | 1997-0028L | NON INVENT | 218300 | Imprimante HP laserjet 6MP | D_IMP | 1 | 29,73 € | 24 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | ARESTE | | HS |
| 28/03/1997 | 1997-0029L | NON INVENT | 218300 | Imprimante laser OPTRA N LG06 | D_IMP | 1 | 106,91 € | 24 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | NEYRIAL | | HS |
| 10/12/1997 | 1997-0030L | NON INVENT | 218300 | Postes MATRA MC 420E | D_COPVIDTEL | 4 | 1 038,65 € | 24 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | ARTEL | | HS |
| 20/01/1998 | 1998-0036L | NON INVENT | 218300 | Imprimante HP laserjet 6MP | D_IMP | 2 | 1 744,32 € | 23 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | ISTA | | HS |
| 20/01/1998 | 1998-0038L | NON INVENT | 218300 | Imprimante HP laserjet 4000N | D_IMP | 1 | 44,58 € | 23 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | ISTA | | HS |
| 03/02/1998 | 1998-0040L | NON INVENT | 218300 | Pese numerique pont elevateur | D_AUTEQUIP | 1 | € | 23 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | ARESTE | | HS |
| 29/10/1998 | 1998-0046L | NON INVENT | 218300 | Housses pour MAXON talkie-walky | A_EQUIPELEC | 6 | 150,92 € | 23 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | RTC | | HS |
| 05/10/1999 | 1999-0032 | NON INVENT | 218300 | Retroprojecteur 400 W confort | D_COPVIDTEL | 1 | 625,97 € | 22 | 0,00 | | | | Gaspard | | HS |
| 24/03/2000 | 2000-0050 | 0001210 | 218300 | """Moniteur VIEWSONIC 17""""" | D_ECRAN | 1 | 231,72 € | 21 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ARESTE | FR94700607 | HS |
| 24/03/2000 | 2000-0051 | 0001148 | 218300 | """Moniteur VIEWSONIC 17""""" | D_ECRAN | 1 | 231,72 € | 21 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ARESTE | FR94700608 | HS |
| 24/03/2000 | 2000-0052 | 0001064 | 218300 | """Moniteur VIEWSONIC 17""""" | D_ECRAN | 1 | 224,77 € | 21 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ARESTE | | HS |
| 24/03/2000 | 2000-0053 | 0001064 | 218300 | """Moniteur VIEWSONIC 17""""" | D_ECRAN | 1 | 231,72 € | 21 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ARESTE | FR94700610 | HS |
| 24/03/2000 | 2000-0055 | NON IMMAT | 218300 | """Moniteur VIEWSONIC 17""""" | D_ECRAN | 1 | 6,95 € | 21 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B103 | ARESTE | | HS |
| 28/11/2000 | 2000-0076 | 0001153 | 218300 | Impr HP laserjet 2100 TN - 10 ppm | D_IMP | 1 | 1 123,55 € | 21 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B126 | ARESTE | FRGW180498 | HS |
| 27/12/2001 | 2001-0118 | 0001090 | 218300 | Imprimante EPSON LQ580 | D_IMP | 1 | 702,41 € | 20 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | CAISSE | ABICOM | CLHY045835 | HS |
| 15/04/2002 | 2002-0135 | 0001087 | 218300 | Imprimante HP 2200 | D_IMP | 1 | 1 194,34 € | 19 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | CAISSE | Aresle | CNHRB56556 | HS |
| 31/05/2003 | 2003-0144 | 0001231 | 218300 | Serveur HP Proliant ML 350 G3 Xeon | D_SERVEUR | 1 | 3 321,40 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | I.B.O | 7534KZRZ0575 | HS |
| 26/06/2003 | 2003-0155 | 0001016 | 218300 | """Ecran 17""""" viewsonic"" E70" | D_ECRAN | 1 | 140,00 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | B004 | Abicom Informatique | 2B1030600842 | HS |
| 26/06/2003 | 2003-0161 | 0001066 | 218300 | PC NEC tour ML4 | D_UNITCENT | 1 | 655,50 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | CHARGE_GO | Abicom Informatique | 844228702S | HS |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE23-DE

REGIE T2C

# PROPOSITION DE SORTIE D'INVENTAIRE

| Date acquis | N° d'inventaire | Compte acq. | Compte | Libellé | Famille | Quantité | Montant acquisition HT | Age en mois | Valeur Vénale | Etat | Site | Niveau | Fournisseur | Immatriculation | Etat de bien |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 26/06/2003 | 2003-0170 | 0001288 | 218300 | """Ecrans 17""""" viewsonic"" E70" | D_ECRAN | 1 | 140,00 € | 18 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B106 | Abicom Informatique | 261030600841 | HS |
| 26/06/2003 | 2003-0172 | 0001071 | 218300 | """Ecrans 17""""" viewsonic"" E70" | D_ECRAN | 1 | 140,00 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | ACCUEIL | Abicom Informatique | 261030600847 | HS |
| 26/06/2003 | 2003-0174 | 0001049 | 218300 | """Ecrans 17""""" viewsonic"" E70" | D_ECRAN | 1 | 140,00 € | 18 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | B026 | Abicom Informatique | 261030600849 | HS |
| 26/06/2003 | 2003-0176 | 0001420 | 218300 | """Ecrans 17""""" viewsonic"" E70" | D_ECRAN | 1 | 140,00 € | 18 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B103 | Abicom Informatique | 261040600732 | HS |
| 26/06/2003 | 2003-0177 | 0001123 | 218300 | """Ecrans 17""""" viewsonic"" E70" | D_ECRAN | 1 | 140,00 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | Abicom Informatique | 261030600850 | HS |
| 26/06/2003 | 2003-0178 | 0001392 | 218300 | """Ecrans 17""""" viewsonic"" E70" | D_ECRAN | 1 | 140,00 € | 18 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B103 | Abicom Informatique | 261030600902 | HS |
| 27/06/2003 | 2003-0180 | 0001483 | 218300 | CommutateurHP PROCURE SWITCH2524-24 | D_MATRESINF | 1 | 634,49 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | Ariste Informatique | | HS |
| 07/11/2003 | 2003-0201 | 0001232 | 218300 | Serveur FOS PROLIANT | D_SERVEUR | 1 | 4 660,00 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B102 | Abicom Informatique | J027LKB11D | HS |
| 07/06/2004 | 2004-0220 | 0001484 | 218300 | FIREWALL LAGARLAYE ET GARE | D_MATRESINF | 1 | 2 410,00 € | 17 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ARESTE INFORMATIQUE | AR1001969 | HS |
| 30/07/2004 | 2004-0252 | 0001202 | 218300 | IMPRIMANTE A3 COULEUR HP1700 | D_IMP | 1 | 666,59 € | 17 | 0,00 | PARDIEU | ATEL-MAINT-1 | B_RESP_ATEL | ABICOM | SG3A75119F | HS |
| 17/09/2004 | 2004-0276 | 0001234 | 218300 | SERVEUR HP PROLIANT ML350 G3 | D_SERVEUR | 1 | 6 451,70 € | 17 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ABICOM | J08CLKB12F | HS |
| 15/12/2004 | 2004-0278 | 0001485 | 218300 | SWITCH 24 PORTS ET TRANCEIVER | D_MATRESINF | 1 | 1 813,49 € | 17 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ARESTE | | HS |
| 26/09/2005 | 2005-0343 | 0001364 | 218300 | IMPRIMANTES BROTHER HL-5170DN | D_IMP | 1 | 371,29 € | 16 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | B_RESP_ST | ABICOM | 262354F5JB79647 | HS |
| 26/09/2005 | 2005-0345 | 0001393 | 218300 | IMPRIMANTES BROTHER HL-5170DN | D_IMP | 1 | 371,29 € | 16 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM-1 | B_RESP_MAINT | ABICOM | E62354F5JB78619 | HS |
| 28/10/2005 | 2005-0359 | 0001236 | 218300 | SERVEUR LINUX AUSTRICS | D_SERVEUR | 1 | 3 926,53 € | 16 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | ABICOM | GB153400GK | HS |
| 09/11/2005 | 2005-0360 | 0001488 | 218300 | SWITCH HP PROCURVE 2524 | D_MATRESINF | 3 | 822,78 € | 16 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ABICOM | | HS |
| 28/12/2005 | 2005-0407 | 0001109 | 218300 | ECRAN PLAT VIDEOSEVEN E17PS | D_ECRAN | 1 | - € | 16 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ABICOM | MDHABC313011 | HS |
| 28/12/2005 | 2005-0410 | 0001145 | 218300 | ECRAN PLAT VIDEOSEVEN E17PS | D_ECRAN | 1 | - € | 16 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B128 | ABICOM | MDHABC31380 | HS |
| 28/12/2005 | 2005-0413 | 0001274 | 218300 | ECRAN PLAT VIDEOSEVEN E17PS | D_ECRAN | 1 | - € | 16 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | P-SCE | ABICOM | MDHABC32557 | HS |
| 28/12/2005 | 2005-0419 | 0001371 | 218300 | ECRAN PLAT VIDEOSEVEN E17PS | D_ECRAN | 1 | - € | 16 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | B_IF_PLURI | ABICOM | MDHABC31383 | HS |
| 28/12/2005 | 2005-0420 | 0001377 | 218300 | ECRAN PLAT VIDEOSEVEN E17PS | D_ECRAN | 1 | - € | 16 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ABICOM | MDHABC30374 | HS |
| 06/01/2006 | 2006-0423 | 0001491 | 218300 | FIREWALL ARKOON SOLUTION A51X | D_MATRESINF | 1 | 4 979,00 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | NEYRIAL INFORMATIQUE | | HS |
| 11/01/2006 | 2006-0424 | 0001237 | 218300 | SERVEUR COMPTA - DL380 G4 X3.6 1GO | D_SERVEUR | 1 | 6 559,31 € | 15 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ABICOM | GB8549SRRP | HS |
| 11/01/2006 | 2006-0425 | 0001238 | 218300 | SERVEUR INTRANET-DL380 G4 X3.6 1GO | D_SERVEUR | 1 | 6 862,02 € | 15 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ABICOM | GB8549SRRT | HS |
| 11/01/2006 | 2006-0426 | 0001239 | 218300 | SERVEURT2CF4-DL380 G4X3.6 1G | D_SERVEUR | 1 | 7 811,88 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | | ABICOM | GB8549SRP1 | HS |
| 21/08/2006 | 2006-0506 | 0001094 | 218300 | "ECRANS VIEWSONIC 17""" | D_ECRAN | 1 | 130,00 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | B010 | ABICOM | Q4E062028357 | HS |
| 21/08/2006 | 2006-0507 | 0001185 | 218300 | "ECRANS VIEWSONIC 17""" | D_ECRAN | 1 | 130,00 € | 15 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B106 | ABICOM | P21D44306689 | HS |
| 21/08/2006 | 2006-0512 | 0001298 | 218300 | "ECRANS VIEWSONIC 17""" | D_ECRAN | 1 | 130,00 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B103 | ABICOM | Q4E062028014 | HS |
| 24/10/2007 | 2007-0557 | 0001032 | 218300 | PC DELL OPTIPLEX 745 MT CORE 2 DUO | D_UNITCENT | 1 | 751,00 € | 14 | 0,00 | PARDIEU | LOC_EXT-1 | B_PCI_QSE | DELL | DBV873J | HS |
| 24/10/2007 | 2007-0558 | 0001033 | 218300 | PC DELL OPTIPLEX 745 MT CORE 2 DUO | D_UNITCENT | 1 | 635,00 € | 14 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | ATEL_CFA | DELL | GBV873J | HS |
| 24/10/2007 | 2007-0559 | 0001039 | 218300 | PC DELL OPTIPLEX 745 MT CORE 2 DUO | D_UNITCENT | 1 | 635,00 € | 14 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | DELL | FBV873J | HS |
| 24/10/2007 | 2007-0560 | 0001040 | 218300 | PC DELL OPTIPLEX 745 MT CORE 2 DUO | D_UNITCENT | 1 | 635,00 € | 14 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | DELL | CBV873J | HS |
| 24/10/2007 | 2007-0566 | 0001176 | 218300 | PC DELL OPTIPLEX 745 MT CORE 2 DUO | D_UNITCENT | 1 | 635,00 € | 14 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | B0010 | DELL | 4BV873J | HS |
| 24/10/2007 | 2007-0568 | 0001189 | 218300 | PC DELL OPTIPLEX 745 MT CORE 2 DUO | D_UNITCENT | 1 | 635,00 € | 14 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B106 | DELL | 6BV8735 | HS |
| 24/10/2007 | 2007-0569 | 0001397 | 218300 | PC DELL OPTIPLEX 745 MT CORE 2 DUO | D_UNITCENT | 1 | 635,00 € | 14 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM-1 | B_TECH_METHO | DELL | J9V873J | HS |
| 24/10/2007 | 2007-0570 | 0001401 | 218300 | PC DELL OPTIPLEX 745 MT CORE 2 DUO | D_UNITCENT | 1 | 635,00 € | 14 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM-1 | B_TECH_METHO | DELL | 2BV873J | HS |
| 24/10/2007 | 2007-0571 | 0001480 | 218300 | PC DELL OPTIPLEX 745 MT CORE 2 DUO | D_UNITCENT | 1 | 751,00 € | 14 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | B002 bis | DELL | 3BV873J | HS |
| 24/10/2007 | 2007-0577 | 0001193 | 218300 | Ecran plat 17" DELL E178 FPC | D_ECRAN | 1 | - € | 14 | 0,00 | ESPCCIAL | VENTE | VENTE | DELL | CN-0CN086-64180-77U-69X | |
| 25/10/2007 | 2007-0580 | 0001007 | 218300 | PC DELL D520 INTEL CORE 2 DUO T5500 | D_UNITCENT | 1 | 890,00 € | 14 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B110 | DELL | 739F73J | |
| 29/10/2007 | 2007-0582 | 0001492 | 218300 | LECTEUR DE SAUVEGARDE ULTRIUM 448E | D_MATRESINF | 1 | 1 227,37 € | 14 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B103 | ABICOM | | |
| 11/03/2009 | 2009-0007 | 0001464 | 218300 | ECRAN HANNS 19 POUCES TFT | D_ECRAN | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | B001 | ABICOM | | |
| 11/03/2009 | 2009-0011 | 0001515 | 218300 | ECRAN HANNS 19 POUCES TFT | D_ECRAN | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B107 | ABICOM | | |
| 11/03/2009 | 2009-0016 | 0001524 | 218300 | UC NEC ML470 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B103 | ABICOM | | |
| 11/03/2009 | 2009-0017 | 0001519 | 218300 | UC NEC ML470 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B106 | ABICOM | | |
| 22/01/2009 | 2009-0587 | 0001287 | 218300 | imprimante Laserjet2055 | D_IMP | 1 | 442,67 € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B109 | NEYRIAL INFORMATIQUE | CNCKD10825 | |
| 11/03/2009 | 2009-0597 | 0001384 | 218300 | UC NEC VL280 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | P-SCE | ABICOM | 111200280007 | |
| 11/03/2009 | 2009-0598 | 0001385 | 218300 | UC NEC ML470 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | P-SCE | ABICOM | 212236630009 | |
| 11/03/2009 | 2009-0601 | 0001388 | 218300 | ECRAN HANNS 19 POUCES TFT | D_ECRAN | 1 | - € | 12 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_BUS | | ABICOM | 839HN3BY06853 | |
| 11/03/2009 | 2009-0603 | 0001390 | 218300 | UC NEC VL280 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B125 | ABICOM | 111200260009 | |
| 11/03/2009 | 2009-0604 | 0001427 | 218300 | ECRAN HANNS 19 POUCES TFT | D_ECRAN | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ATEL-MAINT-1 | B_RESP_ATEL | ABICOM | 839HN3BY06813 | |
| 11/03/2009 | 2009-0610 | 0001431 | 218300 | UC NEC VL280 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | B010 | ABICOM | 111200290006 | |
| 10/04/2009 | 2009-0612 | 0001433 | 218300 | ECRAN TFT 22" HYNDAI | D_ECRAN | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B125 | ABICOM | N220WASPE8A07915 | |
| 11/03/2009 | 2009-0619 | 0001438 | 218300 | UC NEC ML470 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B102 | ABICOM | 212236640008 | |
| 11/03/2009 | 2009-0621 | 0001439 | 218300 | ECRAN HANNS 19 POUCES TFT | D_ECRAN | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | CAISSE | ABICOM | 839HN3BY047726 | |
| 11/03/2009 | 2009-0625 | 0001444 | 218300 | UC NEC VL280 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_BUS | | ABICOM | 212219770005 | |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE23-DE

REGIE T2C

# PROPOSITION DE SORTIE D'INVENTAIRE

| Date créat. | N° d'inventaire | Code barre | Compte | Libellé 1 | Famille | Quantité | Montant acquisition HT | Age du bien | Valeur Vénale | Etage | Site | Niveau | Fournisseur | Immatriculation | Etat du bien |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11/03/2009 | 2009-0628 | 0001447 | 218300 | ECRAN HANNS 19 POUCES TFT | D_ECRAN | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ATEL-MAG | | ABICOM | 839HN3BY06849 | HS |
| 11/03/2009 | 2009-0632 | 0001451 | 218300 | UC NEC VL280 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | P-SCE | ABICOM | 212219950001 | HS |
| 11/03/2009 | 2009-0635 | 0001454 | 218300 | UC NEC VL280 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | PARDIEU | ADM-2 | B201 | ABICOM | 212219710001 | HS |
| 11/03/2009 | 2009-0647 | 0001466 | 218300 | UC NEC VL280 | D_UNITCENT | 1 | - € | 12 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | B_COORDO_MR | ABICOM | 212219730009 | HS |
| 23/04/2010 | 2010-0030 | 0001648 | 218300 | HP COMPAQ 8000 ELITE | D_UNITCENT | 1 | 914,91 € | 11 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | B035 | ABICOM | | HS |
| 25/02/2011 | 2011-0110 | 0001898 | 218300 | Ecran plat TFT HP L1951G 19" | D_ECRAN | 1 | - € | 10 | 0,00 | ESPCCIAL | VENTE | BUR_RESP_CAI | ABICOM | | HS |
| 24/02/2011 | 2011-0207 | 0001900 | 218300 | NETASQ NG1000-A APPLIANCE | D_MATRESINF | 1 | 7 457,50 € | 10 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | | ABICOM | | HS |
| 24/02/2011 | 2011-0218 | 0001905 | 218300 | NETASQ NG1000-A APPLIANCE | D_MATRESINF | 1 | 7 457,50 € | 10 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC TECH102 | ABICOM | | HS |
| 29/11/2011 | 2011-0399 | 0001988 | 218300 | HP LASERJET 500 COLOR M551DN | D_IMP | 1 | 517,00 € | 10 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B104 | ABICOM | | HS |
| 08/06/2017 | 2017-0235 | NON IMMAT | 218300 | Panneau de commun de salles | D_DIVMATBUR | 1 | 2 292,93 € | 4 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | B009 | ACTOLL | | HS |
| Sous total Matériels informatiques | | | | | | 120 | 92 463,17 € | | - € | | | | | | |
| 20/12/1981 | 1981-0100A | 0006086 | 218400 | Armoires 914 PB prés boitontes gres | D_ARMOIRE | 1 | 118,83 € | 40 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM-1 | SURDALLE-2 | Simon | | HS |
| 24/12/1982 | 1982-0328A | NON INVENT | 218400 | Vitrines fond liege VLA 609 | D_VITRPAN | 12 | 1 115,06 € | 39 | 0,00 | | | | Comptoir papeterie | | HS |
| 24/12/1982 | 1982-0330A | NON INVENT | 218400 | Vitrines fond liege VLA 6012 | D_VITRPAN | 4 | 446,86 € | 39 | 0,00 | | | | Comptoir papeterie | | HS |
| 25/04/1983 | 1983-0343A | NON INVENT | 218400 | Vitrines fond liege 60*120 | D_VITRPAN | 4 | 1 752,56 € | 38 | 0,00 | | | | ComptoirPapeterie | | HS |
| 25/05/1983 | 1983-0348A | NON INVENT | 218400 | Vitrine fond liege 60*120 VLA6012 | D_VITRPAN | 1 | 109,53 € | 38 | 0,00 | | | | Comptoir Papeterie | | HS |
| 25/08/1983 | 1983-0351A | NON INVENT | 218400 | Vitrine fond liege 120*200 | D_VITRPAN | 1 | 615,96 € | 38 | 0,00 | | | | Comptoir Papeterie | | HS |
| 24/05/1985 | 1985-0386A | 0003540 | 218400 | refrigerateur FAGOR table-top | D_AUTMOB | 1 | 141,02 € | 36 | 0,00 | PARDIEU | LOC_EXT-1 | B105 | Seceam | | HS |
| 30/09/1987 | 1987-0441A | NON INVENT | 218400 | Panneaux affichage 90*123 | D_VITRPAN | 4 | 292,68 € | 34 | 0,00 | | | | Simon | | HS |
| 21/11/1990 | 1990-0494A | NON INVENT | 218400 | Chaises empilables chalagne 3902 | D_CHAISFAUT | 20 | 1 027,60 € | 31 | 0,00 | | | | Gessere | | HS |
| 21/01/1992 | 1992-0543A | 0003526 | 218400 | Four micro-ondes Mg 21 blanc Brandt | D_AUTMOB | 1 | 228,67 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | ADM-2 | RESTO-2 | Darty | | HS |
| 27/08/1992 | 1992-0566A | NON INVENT | 218400 | Comptoir 120 portes pliantes gris | D_DIVMATBUR | 1 | 277,15 € | 29 | 0,00 | | | | Seceman | | HS |
| 28/12/1992 | 1992-0593A | NON INVENT | 218400 | Caisses challenge hêtre vernis | D_CHAISFAUT | 8 | 573,20 € | 29 | 0,00 | | | | Seceman | | HS |
| 31/12/1992 | 1992-0630A | NON INVENT | 218400 | Chaises civic sc 47 coque hêtre | D_CHAISFAUT | 11 | 402,49 € | 29 | 0,00 | | | | Seceman | | HS |
| 04/08/1993 | 1993-0647A | NON INVENT | 218400 | Armoire à clés capacité 306 clés | D_ARMOIRE | 1 | 305,20 € | 28 | 0,00 | | | | JM Bureau | | HS |
| 25/11/1994 | 1994-0723A | NON INVENT | 218400 | Armoire à clés (306 clés) | D_ARMOIRE | 1 | 282,95 € | 27 | 0,00 | | | | BRUNEAU | | HS |
| 11/08/1995 | 1995-0739A | NON IMMAT | 218400 | Caisses saisie / emetteurs boites | D_DIVMATBUR | 9 | 1 465,13 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | RES-CAISSE | E.J.M | | HS |
| 11/08/1995 | 1995-0740A | NON IMMAT | 218400 | Caisses saisie/billetterie boites | D_DIVMATBUR | 9 | 1 009,82 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | RES-CAISSE | E.J.M | | HS |
| 29/07/1996 | 1996-0800A | NON INVENT | 218400 | Caissier+corbeille sur pied gris | D_DIVMATBUR | 1 | 72,05 € | 25 | 0,00 | | | | UGAP | | HS |
| 17/03/2003 | 2003-1466A | 0006620 | 218400 | Chaises evolutive | D_CHAISFAUT | 1 | 300,66 € | 18 | 0,00 | ESPCCIAL | CONTRÔLE | REPOS | Bureau Service | | HS |
| 10/09/2004 | 2004-1624A | 0006771 | 218400 | AMENAGEMENT GUICHETS ESPACE COMM | D_AUTMOB | 1 | 3 864,00 € | 17 | 0,00 | ESPCCIAL | VENTE | BUR_RESP_CAI | S2A AGENCEMENT | | HS |
| 31/08/2005 | 2005-1763A | 0006213 | 218400 | 34 CHAISES VISITEUR | D_CHAISFAUT | 1 | 25,22 € | 16 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B124 | DISTRIBUREAU | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-1916A | 0002087 | 218400 | fauteuil operateur | D_AUTMOB | 1 | 125,43 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B106 | DACTYL BURO | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-2301A | 0006708 | 218400 | chaise visiteur tissu | D_AUTMOB | 1 | 32,63 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | RESTO | DACTYL BURO | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-2394A | 0006327 | 218400 | chaise visiteur tissu | D_AUTMOB | 1 | 32,63 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B105 | DACTYL BURO | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-3179A | 0002241 | 218400 | Boites aux lettres | D_AUTMOB | 1 | 62,54 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | P-SCE | DACTYL BURO | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-3180A | 0002242 | 218400 | Boites aux lettres | D_AUTMOB | 1 | 62,54 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | P-SCE | DACTYL BURO | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-3184A | 0002246 | 218400 | Boites aux lettres | D_AUTMOB | 1 | 62,54 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | P-SCE | DACTYL BURO | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-3185A | 0002247 | 218400 | Boites aux lettres | D_AUTMOB | 1 | 62,54 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | P-SCE | DACTYL BURO | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-3186A | 0002248 | 218400 | Boites aux lettres | D_AUTMOB | 1 | 62,54 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | P-SCE | DACTYL BURO | | HS |
| 22/09/2003 | 2003-1519A | 0002510 | 218400 | Armoires 1980X1200X440 anthracite A | D_ARMOIRE | 1 | 274,93 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | B004 | Dactyl Buro | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-1893A | 0006365 | 218400 | chauffeuse accueil | D_AUTMOB | 1 | 136,65 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B124 | DACTYL BURO | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-2613A | 0006363 | 218400 | chauffeuse accueil | D_AUTMOB | 1 | 136,65 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | ACCUEIL | DACTYL BURO | | HS |
| 03/05/2006 | 2006-2614A | 0006364 | 218400 | chauffeuse accueil | D_AUTMOB | 1 | 136,65 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B124 | DACTYL BURO | | HS |
| Sous total Mobiliers | | | | | | 105 | 15 614,91 € | | - € | | | | | | |
| 01/04/1975 | 1975-0053L | NON INVENT | 218800 | Distributeur autonome huile | A_DIVINSTAL | 1 | 73,79 € | 46 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | |
| 01/04/1975 | 1975-0054L | NON INVENT | 218800 | Distributeur autonome huile | A_DIVINSTAL | 1 | 125,23 € | 46 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | |
| 01/04/1975 | 1975-0055L | NON INVENT | 218800 | Chariot porte roues exterieur | A_CHARMANU | 1 | 101,60 € | 46 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | |
| 01/05/1975 | 1975-0056L | NON INVENT | 218800 | Etaux DOLEX | A_PTOUTIL | 9 | 199,78 € | 46 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | |
| 01/05/1975 | 1975-0057L | NON INVENT | 218800 | Etaux DOLEX | A_PTOUTIL | 2 | 49,10 € | 46 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | |
| 01/07/1975 | 1975-0059L | NON INVENT | 218800 | Lot de chandelles pont elevateur | A_PONTCHAN | 1 | 449,04 € | 46 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | |
| 01/12/1975 | 1975-0060L | NON INVENT | 218800 | Echaffaudage | A_PROTECT | 1 | 224,52 € | 46 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | |
| 01/03/1976 | 1976-0061L | NON INVENT | 218800 | M pour stockage des pieces | A_DIVINSTAL | 5 | 364,67 € | 45 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | |
| 01/10/1978 | 1978-0062L | NON INVENT | 218800 | Chandelles INEDI | A_PONTCHAN | 2 | 353,06 € | 43 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | |
| 31/12/1979 | 1979-0063L | NON INVENT | 218800 | DIVERS | A_DIVINSTAL | 1 | - € | 42 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE23-DE

REGIE T2C

# PROPOSITION DE SORTIE D'INVENTAIRE

| Date acquisition | N° d'inventaire | Code barre | Service | Libellé | Famille | Quantité | Montant d'acquisition TTC | Age du bien | Valeur Vénale | Etat | Site | Niveau | Rattachement | Immatriculation | Explication |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31/12/1979 | 1979-0064L | NON INVENT | 218800 | Machine à laver les véhicules | A_EQUIPLAV | 1 | - € | 42 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | HS |
| 31/12/1979 | 1979-0065L | NON INVENT | 218800 | Installation à air comprimé | A_COMPRES | 1 | - € | 42 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | HS |
| 31/12/1979 | 1979-0066L | NON INVENT | 218800 | Transformateur | A_EQUIPELEC | 1 | - € | 42 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | HS |
| 17/10/1980 | 1980-0067L | NON INVENT | 218800 | Ensemble surpresseur | A_DIVINSTAL | 1 | 418,29 € | 41 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Serres | | HS |
| 30/11/1982 | 1982-0068L | NON INVENT | 218800 | Pompe hydro air | A_POMPVOLU | 1 | 391,82 € | 39 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Auvergne peinture | | HS |
| 28/12/1982 | 1982-0070L | NON INVENT | 218800 | Récupérateur FOG | A_PTEQUIP | 1 | 238,05 € | 39 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cesec | | HS |
| 31/03/1983 | 1983-0072L | NON INVENT | 218800 | Pompe P 730 H | A_POMPVOLU | 1 | 405,65 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Auvergne Peinture | | HS |
| 25/04/1983 | 1983-0073L | NON INVENT | 218800 | Caisse FACOM + jeu FACOM | A_PTOUTIL | 1 | 180,65 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cesec | | HS |
| 19/09/1983 | 1983-0074L | NON INVENT | 218800 | Pistolets FOG | A_PTEQUIP | 2 | 470,06 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cesec | | HS |
| 19/09/1983 | 1983-0075L | NON INVENT | 218800 | Pompe FOG | A_PTEQUIP | 1 | 342,32 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cesec | | HS |
| 19/09/1983 | 1983-0076L | NON INVENT | 218800 | Kit FOG | A_PTEQUIP | 1 | 167,80 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cesec | | HS |
| 28/10/1983 | 1983-0078L | NON INVENT | 218800 | Bouteille LMU 12 litres | A_PTEQUIP | 1 | 382,03 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Parme | | HS |
| 28/10/1983 | 1983-0079L | NON INVENT | 218800 | Servante FACOM | A_PTOUTIL | 1 | 205,80 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cesec | | HS |
| 27/12/1983 | 1983-0080L | NON INVENT | 218800 | Extracteur composé + 1 prolonge + | A_PTOUTIL | 1 | 422,74 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Boro | | HS |
| 25/01/1984 | 1984-0081L | NON INVENT | 218800 | Caisse FACOM 2091 | A_PTOUTIL | 1 | 190,67 € | 37 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cesec | | HS |
| 12/03/1984 | 1984-0082L | NON INVENT | 218800 | Multimètre FLUKE 8024B | A_APPMES | 1 | 425,33 € | 37 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Generim | | HS |
| 24/07/1984 | 1984-0083L | NON INVENT | 218800 | Frais d installation LSP | A_DIVINSTAL | 5 | 2 439,20 € | 37 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | PTT Telecom | | HS |
| 30/11/1984 | 1984-0089L | NON INVENT | 218800 | Contrôleur ALTENBACH | A_APPMES | 1 | 273,59 € | 37 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cesec | | HS |
| 12/07/1985 | 1985-0091L | NON INVENT | 218800 | Pompe FOG | A_PTEQUIP | 1 | 444,21 € | 36 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cesec | | HS |
| 30/11/1986 | 1986-0092L | NON INVENT | 218800 | Equilibreur NEDERMANN | A_PTOUTIL | 1 | 300,32 € | 35 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Boro SA | | HS |
| 31/12/1986 | 1986-0093L | NON INVENT | 218800 | Manomètre ROCH + 2 aiguilles | A_PTOUTIL | 1 | 352,81 € | 35 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Glass & Trace | | HS |
| 31/12/1986 | 1986-0094L | NON INVENT | 218800 | Générateur de fonction | A_APPMES | 1 | 298,80 € | 35 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | REC | | HS |
| 18/06/1987 | 1987-0095L | BAT | 218800 | Cuve 5 m3 mixte | A_GREQUIP | 1 | 228,67 € | 34 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Esse | | HS |
| 18/06/1987 | 1987-0096L | BAT | 218800 | Cuve 5 m3 anterieur | A_GREQUIP | 1 | 381,12 € | 34 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Esse | | HS |
| 18/06/1987 | 1987-0097L | BAT | 218800 | Cuve 15 m3 anterieur | A_GREQUIP | 1 | 457,35 € | 34 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Esse | | HS |
| 14/12/1988 | 1988-0099L | NON INVENT | 218800 | Collection vérin 10 tonnes | A_PTOUTIL | 1 | 488,90 € | 33 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Auvergne-Peintures | | HS |
| 30/11/1989 | 1989-0100L | NON INVENT | 218800 | Purgeur ARC 50 02 6 bouchons | A_PTOUTIL | 1 | 445,36 € | 32 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cesec | | HS |
| 28/02/1991 | 1991-0101L | NON INVENT | 218800 | Récupérateur FOG | A_PTEQUIP | 1 | 426,86 € | 30 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | AD Cesec | | HS |
| 11/06/1991 | 1991-0102L | NON INVENT | 218800 | Testeur CONPA 2010 | A_APPMES | 1 | 465,27 € | 30 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Chauvin | | HS |
| 28/02/1993 | 1993-0103L | NON INVENT | 218800 | Fréquencemètre METEOR600 | A_APPMES | 1 | 396,28 € | 28 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Flagelectric | | HS |
| 30/07/1993 | 1993-0104L | NON INVENT | 218800 | Cuve | A_DIVINSTAL | 1 | 228,67 € | 28 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | AIS | | HS |
| 15/09/1993 | 1993-0105L | NON INVENT | 218800 | Pompe aerot. avec moto | A_POMPVOLU | 1 | 144,22 € | 28 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Ranaissan | | HS |
| 21/12/1994 | 1994-0090M | 0000080 | 218800 | Chargeur ENERGYS 1300 | A_EQUIPELEC | 1 | 949,00 € | 27 | 0,00 | PARDIEU | ATEL MAINT | ATEL MAINT | AIS | | HS |
| 18/07/1994 | 1994-0106L | NON INVENT | 218800 | Wattmètre large bande avec sampling | A_APPMES | 1 | 430,20 € | 27 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | PROCOM | | HS |
| 27/07/1994 | 1994-0107L | NON INVENT | 218800 | Alimcouble 2X0V A 30V pour station | A_EQUIPELEC | 1 | 426,86 € | 27 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | PSM Compos | | HS |
| 29/12/1994 | 1994-0108L | NON INVENT | 218800 | Ethylomètres | A_PTEQUIP | 4 | 183,56 € | 27 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | HTV | | HS |
| 30/06/1995 | 1995-0109L | NON INVENT | 218800 | aspirateur NT700 | A_EQUIPLAV | 1 | 411,61 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | COSAC | | HS |
| 26/07/1995 | 1995-0110L | NON INVENT | 218800 | Combiné machine à graver | A_DIVINSTAL | 1 | 279,98 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | R. BAROT | | |
| 05/10/1995 | 1995-0111L | NON INVENT | 218800 | Armoire 600*700*280 | A_DIVINSTAL | 1 | 414,78 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | MANUTAN | | |
| 05/10/1995 | 1995-0112L | NON INVENT | 218800 | Classeurs de stockage 48-01 GL | A_DIVINSTAL | 4 | 196,38 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | MANUTAN | | |
| 27/11/1995 | 1995-0113L | NON INVENT | 218800 | Etagère électrique L2000 MM | A_DIVINSTAL | 1 | 178,21 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | MANUTAN | | |
| 30/11/1995 | 1995-0114L | NON INVENT | 218800 | Valise métallique de transport | A_DIVINSTAL | 1 | 225,55 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | SERES | | |
| 04/12/1998 | 1998-0131L | NON INVENT | 218800 | Aspirateur KARCHER + kit | A_EQUIPASP | 1 | 408,11 € | 23 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | BAROT | | |
| 15/05/2001 | 2001-0268M | NON INVENT | 218800 | Sonde HF réf. 2366706 | A_PTEQUIP | 1 | 51,84 € | 20 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | RADIOSPARES | | |
| 19/11/2002 | 2002-0305M | 0000182 | 218800 | """Nettoyeurs vapeur prof.""""Sanix | A_EQUIPLAV | 1 | 4 235,00 € | 19 | 0,00 | CHAMPRATEL | REM_INT | LOC_TECH-1 | Dessous & Cesec | | |
| 27/08/2003 | 2003-0402M | NON INVENT | 218800 | Imprimante série CA6115N | A_PTOUTIL | 1 | 420,00 € | 18 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | CGED Limousin | | |
| 31/12/2006 | 2006-0004R | 0003036 | 218800 | Serveurs SAEIV TR1 (temps réel 1) | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | |
| 30/03/2006 | 2006-0006O | 0000398 | 218800 | SERVANTE PLATEAU TOTAL GRIS | A_PTOUTIL | 1 | 441,58 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | ATEL_TRAM | AIS N° 3 | | |
| 31/12/2006 | 2006-0006R | 0003043 | 218800 | Serveurs SAEIV TR2 (temps réel 2) | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | |
| 30/03/2006 | 2006-0007O | 0000399 | 218800 | SERVANTE PLATEAU TOTAL GRIS | A_PTOUTIL | 1 | 441,58 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | LOC_ELEC | AIS N° 3 | | |
| 31/12/2006 | 2006-0007R | 0003037 | 218800 | Serveur SAE TD (temps différé) | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-0008B | 0003022 | 218800 | SBI 1 | A_BILLETIQ | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | | | |
| 30/03/2006 | 2006-0008O | 0000400 | 218800 | SERVANTE PLATEAU TOTAL GRIS | A_PTOUTIL | 1 | 441,58 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | LOC_ELEC | AIS N° 3 | | |
| 31/12/2006 | 2006-0008R | 0003038 | 218800 | Serveur d'information et magnétosco | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-0009B | 0003023 | 218800 | SBI 2 | A_BILLETIQ | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | | | |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE23-DE

REGIE T2C

# PROPOSITION DE SORTIE D'INVENTAIRE

| Date entrée | N° d'inventaire | Code barre | Compte | Libellé | Famille | Quantité | Montant acquisition HT | Age du bien | Valeur Vénale | Etat | Site | Niveau | Fournisseur | Immatriculation | Etat du bien |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 30/03/2006 | 2006-0009O | 0000401 | 218800 | SERVANTE PLATEAU TOTAL GRIS | A_PTOUTIL | 1 | 441,58 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | LOC_ELEC | AIS N° 3 | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0010B | 0003024 | 218800 | CDI | A_BILLETIQ | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | | | HS |
| 30/03/2006 | 2006-0010O | 0000402 | 218800 | SERVANTE PLATEAU TOTAL GRIS | A_PTOUTIL | 1 | 441,58 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | LOCAL_ELEC | AIS N° 3 | | HS |
| 30/03/2006 | 2006-0011O | 0000403 | 218800 | SERVANTE PLATEAU TOTAL GRIS | A_PTOUTIL | 1 | 441,58 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | LOC_ELEC | AIS N° 3 | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0011R | 0003040 | 218800 | CONCENTRATEUR RLAN | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0012R | 0003040 | 218800 | BORNES RLAN WIFI | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0013B | 0003027 | 218800 | STE (serveur TPVS dépositaires) | A_BILLETIQ | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | | TPVS | HS |
| 30/03/2006 | 2006-0013O | 0000405 | 218800 | SERVANTE PLATEAU TOTAL GRIS | A_PTOUTIL | 1 | 441,58 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | LOCAL_ELEC | AIS N° 3 | | HS |
| 30/03/2006 | 2006-0014O | 0000406 | 218800 | SERVANTE PLATEAU TOTAL GRIS | A_PTOUTIL | 1 | 441,58 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | LOC_ELEC | AIS N° 3 | | HS |
| 30/03/2006 | 2006-0020O | 0000412 | 218800 | SERVANTE PLATEAU TOTAL GRIS | A_PTOUTIL | 1 | 441,58 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_BUS | ATEL_BUS | AIS N° 3 | | HS |
| 30/03/2006 | 2006-0022O | 0000414 | 218800 | SERVANTE PLATEAU TOTAL GRIS | A_PTOUTIL | 1 | 441,58 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_BUS | ATEL_BUS | AIS N° 3 | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0022R | 0003106 | 218800 | ECRAN 21' - POSTE DE TRAFIC MIXTE | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B103 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0023R | 0003107 | 218800 | ECRAN 21' - POSTE DE TRAFIC MIXTE | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | PCC | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0024R | 0003108 | 218800 | ECRAN 21' - POSTE DE TRAFIC MIXTE | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | PCC | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0030B | 0001564 | 218800 | ECRAN 17' | A_BILLETIQ | 1 | - € | 15 | 0,00 | ESPCCIAL | VENTE | VENTE | | | HS |
| 22/11/2006 | 2006-0039O | 0000377 | 218800 | TOURET A MEULER | A_PTOUTIL | 1 | 5 500,00 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | ATEL_MECA | AIS N° 12 | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0040R | 0003104 | 218800 | UC - POSTE DE TRAFIC DE SECOURS | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | PCC | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0043R | 0001329 | 218800 | ECRAN 21' - POSTE DE TEMPS DIFFERE | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B106 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0046R | 0001326 | 218800 | ECRAN 21' - POSTE DE TEMPS DIFFERE | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM 1 | B106 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0050R | 0001422 | 218800 | Ecrans 21' - POSTE SURVEILLANCE TRA | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM 0 | B0010 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0052R | 0003275 | 218800 | Ecrans 21' - POSTE TRAFIC PRD SAE T | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | P-SCE | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0055R | 0003145 | 218800 | UC - BORNE PDS | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | P-SCE | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0060R | 0003267 | 218800 | UC - BORNE PDS | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | P-SCE | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0063R | 0001374 | 218800 | Ecrans 21' - POSTE MAINT EQUPTS COU | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | B_IF_PLURI | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0064R | 0001375 | 218800 | Ecrans 21' - POSTE MAINT EQUPTS COU | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | B_IF_PLURI | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0069R | 0001320 | 218800 | Ecrans 17' POSTE SAE TPS REEL PCI | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B104 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0075R | 0001323 | 218800 | Imprimante reseau jet d encre coule | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B106 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0078C | 0003064 | 218800 | Gigabit CF1 | A_TELECOM | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0078R | 0001424 | 218800 | Unite centrale HP | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-0 | B0010 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0080C | 0003047 | 218800 | Gigabit CF2 | A_TELECOM | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0081C | 0003080 | 218800 | Liaison 24 TP T2C1 | A_TELECOM | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0082C | 0003081 | 218800 | Liaison 24 TP T2C1 | A_TELECOM | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0083R | 0003271 | 218800 | Ecran 21' affichage des horaires co | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CDM NORD | RESEAU | | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0086F | 0003120 | 218800 | Ecran Samsung Syncmaster 913N | A_SIGNALISAT | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B103 | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0091B | 0001099 | 218800 | ECRAN 17' | A_BILLETIQ | 1 | - € | 15 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B130 | | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0102B | 0001129 | 218800 | ECRAN 17' | A_BILLETIQ | 1 | - € | 15 | 0,00 | PARDIEU | ADM-1 | B129 | | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0118B | 0003201 | 218800 | TPVS | A_BILLETIQ | 1 | - € | 15 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | CAISSE | | RESERVE | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0125B | 0003194 | 218800 | TPVS | A_BILLETIQ | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | B125 | | RESERVE | |
| 22/11/2006 | 2006-0125O | 0000539 | 218800 | SPECINET BIO MACHINE | A_PTOUTIL | 1 | 1 595,00 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | ATEL_IF_PLUR | AIS N° 5 | | |
| 22/11/2006 | 2006-0126O | 0000550 | 218800 | SPECINET BIO MACHINE | A_PTOUTIL | 1 | 1 595,00 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | ATEL_MECA | AIS N° 5 | | |
| 31/12/2006 | 2006-0186C | 0003044 | 218800 | SERVEURS D'ACQUISITION GTC | A_TELECOM | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-0187C | 0003062 | 218800 | SERVEURS D'ACQUISITION GTC | A_TELECOM | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-0188C | 0003045 | 218800 | SERVEUR D'ARCHIVAGE | A_TELECOM | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-0189C | 0003061 | 218800 | SERVEUR D'ADMINISTRATION | A_TELECOM | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-0195C | 0003076 | 218800 | Serveur enregistreur conversation | A_TELECOM | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-0196C | 0003046 | 218800 | Serveur enregistreur Video | A_TELECOM | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ADM-1 | LOC-TECH102 | SMTC | | |
| 22/11/2006 | 2006-0247O | 0000389 | 218800 | CHARGEUR / DEMARREUR | A_PTOUTIL | 1 | 843,00 € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_BUS | ATEL_BUS | AIS N° 5 | | |
| 31/12/2006 | 2006-0250R | 0005758 | 218800 | Plaque radio (INCLUS BLACK BOX ET | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | REMISAGE | VOIES_REMISA | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-0290R | 0005732 | 218800 | SVO 106 | A_EQUIPSAE | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | REMISAGE | VOIES_REMISA | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-1056B | 0003254 | 218800 | SOCLES DE PORTABLES DE CONTROLE | A_BILLETIQ | 1 | - € | 15 | 0,00 | PARDIEU | ADM-0 | LOC-CONTR | | 5 | |
| 31/12/2006 | 2006-1282R | PARC | 218800 | Micro d ambiance | A_EQUIPSAE | 18 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | REM_EXT | REM_EXT | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-1478R | PARC | 218800 | Antenne radio TETRA | A_EQUIPSAE | 18 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | REM_EXT | REM_EXT | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-1674R | PARC | 218800 | Antenne GPS | A_EQUIPSAE | 18 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | REM_EXT | REM_EXT | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-1861R | PARC | 218800 | Antenne WIFI | A_EQUIPSAE | 18 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | REM_EXT | REM_EXT | SMTC | | |
| 31/12/2006 | 2006-2051R | PARC | 218800 | Caméra téléphonique | A_EQUIPSAE | 21 | - € | 15 | 0,00 | PARDIEU | REM_EXT | | SMTC | | |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE23-DE

REGIE T2C

# PROPOSITION DE SORTIE D'INVENTAIRE

| Date créat. | N° d'inventaire | Code catégorie | Compte | Libellé 1 | Famille | Quantité | Montant acquisition HT | Année acqu. | Valeur résiduelle | Etat | Site | Niveau | Fournisseur | Immatriculation | Etat du bien |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31/12/2006 | 2006-2253R | PARC | 218800 | Haut parleur | A_EQUIPSAE | 20 | - € | 15 | 0,00 | PARDIEU | REM_EXT | | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-2278R | PARC | 218800 | Bandeaux lumineux Simple face | A_EQUIPSAE | 30 | - € | 15 | 0,00 | PARDIEU | REM_EXT | | SMTC | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-2313R | PARC | 218800 | Bandeaux lumineux Double face | A_EQUIPSAE | 122 | - € | 15 | 0,00 | PARDIEU | REM_EXT | | SMTC | RADIO BUS 29 | HS |
| 31/12/2006 | 2006-2537R | 0005457 | 218800 | Poste TETRA MDT 400 avec tête de co | A_EQUIPSAE | 10 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | REM_EXT | REM_EXT | SMTC | MDT-03-03-016758 | HS |
| 01/03/2008 | 2008-0011 | 0000853 | 218800 | NETTOYEUR INJECTION EXT | A_GREQUIP | 1 | 2 475,00 € | 13 | 0,00 | CHAMPRATEL | REM_INT | LOC_RANGT 2 | AIS | | HS |
| 10/04/2008 | 2008-0080 | NON INVENT | 218800 | PINCE RESSORT DE FREIN | A_PTOUTIL | 1 | 66,18 € | 13 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_BUS | ATEL_BUS | AIS | | HS |
| 10/04/2008 | 2008-0139 | 0000856 | 218800 | SERVANTE XL 7 TIROIRS GRISE | A_PTOUTIL | 1 | 480,15 € | 13 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | ATEL_TRAM | AIS | | HS |
| 01/01/2015 | 2015-0114 | 0007109 | 218800 | Cle dynamo serie 306 1000nm s306100 | A_PTEQUIP | 1 | 572,58 € | 6 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_BUS | ATEL_BUS | DESCOURS ET CABAUD | | HS |
| 01/01/2015 | 2015-0150 | 0007106 | 218800 | Cle dynamometrique serie 306 | A_PTEQUIP | 1 | 483,02 € | 6 | 0,00 | CHAMPRATEL | ATEL_TRAM | ATEL_TRAM | DESCOURS ET CABAUD | | HS |
| 08/08/2000 | 2000-0246M | NON IMMAT | 218800 | Poteaux d arrêt provisoire équipés | A_POINTARR | 40 | 6 360,17 € | 21 | 0,00 | CDM NORD | RESEAU | | MIC Signaloc | | MOYEN |
| 31/12/2006 | 2006-2584R | PARC | 218800 | Micro a main avec PTT | A_EQUIPSAE | 2 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | REM_EXT | REM_EXT | SMTC | | MAUVAIS |
| 31/12/2006 | 2006-2614R | PARC | 218800 | Antenne radio GPS TETRA | A_EQUIPSAE | 2 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | REM_EXT | REM_EXT | SMTC | | MAUVAIS |
| 31/12/2006 | 2006-2644R | PARC | 218800 | Micro main libre | A_EQUIPSAE | 2 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | REM_EXT | REM_EXT | SMTC | | MAUVAIS |
| Sous total Matériels et Outillages | | | | | | 466 | 47 250,41 € | | - € | | | | | | |
| 01/05/1979 | 1979-0141L | NON INVENT | 231300 | Circuits basse et forte tensions | B_DIVINSTAL | 1 | 276,11 € | 42 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | HS |
| 31/12/1979 | 1979-0142L | NON INVENT | 231300 | Poste eleveurs | A_PONTCHAN | 2 | - € | 42 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | | | HS |
| 31/12/1979 | 1979-0143L | NON INVENT | 231300 | Appareils sanitaires | B_DIVINSTAL | 3 | 72,68 € | 42 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | TRINQUARD | | HS |
| 28/07/1982 | 1982-0144L | NON INVENT | 231300 | Fourniture & pose 2 stores | B_STOR | 1 | 436,27 € | 39 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Boisson | | HS |
| 28/02/1983 | 1983-0145L | NON INVENT | 231301 | Radiateur salle de bain 62.45 | F_PLOMBCLIM | 1 | 64,79 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cornet | | HS |
| 31/12/1983 | 1983-0146L | NON INVENT | 231300 | Fouille / électricité gare routière | F_ELECT | 1 | 320,14 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Gaudent | | HS |
| 31/12/1983 | 1983-0147L | NON INVENT | 231300 | Vitrerie gare routière | F_MENUISVIT | 1 | 451,94 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | La verre & | | HS |
| 31/12/1983 | 1983-0148L | NON INVENT | 231300 | Mise en conformité EDF | F_ELECT | 1 | 320,14 € | 38 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Gaudent | | HS |
| 08/10/1984 | 1984-0149L | NON INVENT | 231300 | Remise en état de 2 stores | B_STOR | 1 | 427,01 € | 37 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Boisson | | HS |
| 31/12/1984 | 1984-0150L | NON INVENT | 231300 | Amenagement depot T2C | F_DIVCONSTR | 1 | 150,01 € | 37 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Beudet | | HS |
| 31/12/1984 | 1984-0151L | NON INVENT | 231300 | Fournitures bordures pour dépot | F_DIVCONSTR | 1 | 235,82 € | 37 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Vincent | | HS |
| 14/05/1985 | 1985-0152L | NON INVENT | 231300 | Travaux local T2C | F_DIVCONSTR | 1 | 175,26 € | 36 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Baumet | | HS |
| 10/06/1985 | 1985-0153L | NON INVENT | 231300 | Travaux local informatique T2C | F_DIVCONSTR | 1 | 266,82 € | 36 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Duguet | | HS |
| 31/10/1985 | 1985-0154L | NON INVENT | 231300 | Radiateur RHA 20M | F_PLOMBCLIM | 1 | 117,72 € | 36 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Cornet | | HS |
| 13/11/1985 | 1985-0155L | NON INVENT | 231300 | Radiateur B HUILE2000W BH-20 | F_PLOMBCLIM | 1 | 68,60 € | 36 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Seaume | | HS |
| 20/12/1985 | 1985-0156L | NON INVENT | 231300 | Store a lamelles orientables 127mm | B_STOR | 1 | 304,90 € | 36 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Boisson | | HS |
| 27/11/1986 | 1986-0157L | NON INVENT | 231300 | Vannes thermostatiques | B_DIVINSTAL | 8 | 148,36 € | 35 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Ronneteau | | HS |
| 27/11/1986 | 1986-0158L | NON INVENT | 231300 | Vannes thermostatiques | B_DIVINSTAL | 12 | 251,35 € | 35 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Ronneteau | | HS |
| 05/12/1986 | 1986-0159L | NON INVENT | 231300 | Emmarchements extérieurs et accès | F_DIVCONSTR | 1 | 353,88 € | 35 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Socea Auvergne | | HS |
| 29/04/1987 | 1987-0160L | NON INVENT | 231300 | Bloc autonome d alarme | B_SECRIA | 1 | 350,85 € | 34 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | PIC | | HS |
| 31/05/1987 | 1987-0161L | NON INVENT | 231300 | Renovation soufflerie | F_PLOMBCLIM | 1 | 466,65 € | 34 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Secer | | HS |
| 30/06/1987 | 1987-0162L | NON INVENT | 231300 | Raccordement electrique Jauge | F_ELECT | 1 | 238,35 € | 34 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Vernet & Besser | | HS |
| 27/08/1987 | 1987-0163L | NON INVENT | 231300 | Travaux pose robinets & plomberie | F_PLOMBCLIM | 1 | 226,17 € | 34 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Pabiot Remy | | HS |
| 12/04/1988 | 1988-0164L | NON INVENT | 231300 | Demontage remontage tubes abrribus | B_DIVINSTAL | 1 | 55,49 € | 33 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Fleury Aujean | | |
| 08/12/1988 | 1989-0165L | NON INVENT | 231300 | Coup de poing pour porte plexiglas | B_PORTE | 1 | 212,51 € | 32 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Semaca | | |
| 12/03/1990 | 1990-0166L | NON INVENT | 231300 | Moquettes murales iberica | F_PLATPEINT | 1 | 281,93 € | 31 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | VALD | | |
| 30/04/1990 | 1990-0167L | NON INVENT | 231300 | Moquettes murales Iberica | F_PLATPEINT | 1 | 233,19 € | 31 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | VALD | | |
| 28/11/1990 | 1990-0168L | NON INVENT | 231300 | Stores vénitiens 1850*920 | B_STOR | 2 | 262,80 € | 31 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Perret | | |
| 28/11/1990 | 1990-0169L | NON INVENT | 231300 | Stores vénitiens 1000*860&1000*880 | B_STOR | 2 | 262,80 € | 31 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Perret | | |
| 07/06/1991 | 1991-0170L | NON INVENT | 231300 | Pose dalles amplitex tailles Velvis | F_SOLS | 1 | 304,90 € | 30 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Doujat | | |
| 17/06/1991 | 1991-0171L | NON INVENT | 231300 | Fourn & pose poste appel d urgence | B_SECRIA | 1 | 436,00 € | 30 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Mairie | | |
| 18/06/1991 | 1991-0172L | NON INVENT | 231300 | Peinture plafond protect° murs&sols | F_PLATPEINT | 1 | 381,12 € | 30 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Nouveau | | |
| 30/06/1991 | 1991-0173L | NON INVENT | 231300 | Pose de dalles & marches caoutchouc | F_SOLS | 1 | 486,31 € | 30 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Chauvet | | |
| 30/08/1991 | 1991-0174L | NON INVENT | 231300 | Installation des 2 monoblocs | F_DIVCONSTR | 1 | 396,37 € | 30 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Seaie | | |
| 12/12/1991 | 1991-0175L | NON INVENT | 231300 | Construction mur en agglomere | F_ETANCHISO | 1 | 106,98 € | 30 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Duguet | | |
| 29/01/1992 | 1992-0176L | NON INVENT | 231300 | Peinture sur radiateurs | F_PLATPEINT | 1 | 74,98 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | L Beudet | | |
| 10/02/1992 | 1992-0177L | NON INVENT | 231300 | Installation d 1 poste mural | B_DIVINSTAL | 1 | 415,27 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Mairie | | |
| 10/02/1992 | 1992-0178L | NON INVENT | 231300 | Sonneries 1000 ohms condensees | B_AUTAMGT | 2 | 119,32 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Mairie | | |
| 30/03/1992 | 1992-0179L | NON INVENT | 231300 | Mise a niveau serrures | F_DIVCONSTR | 1 | 474,42 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Bressier | | |
| 17/04/1992 | 1992-0180L | NON INVENT | 231300 | Travaux electricite | F_ELECT | 1 | 294,99 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Semaine | | |
| 29/05/1992 | 1992-0181L | NON INVENT | 231300 | AUBIERE+COURNON SANITAIRES | F_PLOMBCLIM | 1 | 425,84 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Simon | | |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE23-DE

REGIE T2C

# PROPOSITION DE SORTIE D'INVENTAIRE

| Date créat. | N° d'inventaire | Code barre | Compte | Libelle 1 | Famille | Quantité | Montant acquisition HT | Age du bien | Valeur Vente | Etab. | Site | Niveau | Fournisseur | Immatriculation | Etat du bien |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11/06/1992 | 1992-0182L | NON INVENT | 231300 | Mise à dispo 1 n° de pose | B_DIVINSTAL | 1 | 254,74 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Merle | | HS |
| 24/08/1992 | 1992-0183L | NON INVENT | 231300 | Store vénitien 35 mm | B_STOR | 1 | 94,79 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Lecomte | | HS |
| 07/09/1992 | 1992-0184L | NON INVENT | 231300 | Chauffe-eau sous Thermam | F_PLOMBCLIM | 1 | 50,06 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Sapeam | | HS |
| 29/09/1992 | 1992-0185L | NON INVENT | 231300 | Prises / réfrigérateur + chauffe-eau | F_ELECT | 1 | 322,41 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Smyth | | HS |
| 29/09/1992 | 1992-0186L | NON INVENT | 231300 | Travaux électricité | F_ELECT | 1 | 182,21 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Smyth | | HS |
| 30/09/1992 | 1992-0187L | NON INVENT | 231300 | Exécution des réservation en béton | F_MACON | 1 | 369,69 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | P.A. | | HS |
| 31/10/1992 | 1992-0188L | NON INVENT | 231300 | Trvx électricité / aménagt bureaux | F_ELECT | 1 | 476,62 € | 29 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Smyth | | HS |
| 26/05/1993 | 1993-0189L | NON INVENT | 231300 | Dépose nettoyt pose luminaires télect | F_ELECT | 1 | 394,00 € | 28 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Smyth | | HS |
| 30/07/1993 | 1993-0190L | NON INVENT | 231300 | Electricité | F_ELECT | 1 | 153,97 € | 28 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Semerce | | HS |
| 30/10/1993 | 1993-0191L | NON INVENT | 231300 | Fourniture & pose chauffe eau | F_PLOMBCLIM | 1 | 421,22 € | 28 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | L.Bouner | | HS |
| 30/10/1993 | 1993-0192L | NON INVENT | 231300 | Local prises courants connecteur | F_ELECT | 1 | 145,63 € | 28 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | Papon | | HS |
| 20/01/1995 | 1995-0193L | NON INVENT | 231300 | Travaux maçonnerie - reprise du sol | F_SOLS | 1 | 448,81 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | SARL ECD | | HS |
| 29/03/1995 | 1995-0194L | NON INVENT | 231300 | Fourniture et pose d 1 radiateur | B_DIVINSTAL | 1 | 480,39 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | MARTIN J.M. | | HS |
| 29/03/1995 | 1995-0195L | NON INVENT | 231300 | Modif implantation radiateur | B_DIVINSTAL | 1 | 50,31 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | MARTIN J.M. | | HS |
| 21/06/1995 | 1995-0196L | NON INVENT | 231300 | Travaux installation air comprimé | A_DIVINSTAL | 1 | 302,00 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | L. BOUILLET | | HS |
| 21/06/1995 | 1995-0197L | NON INVENT | 231300 | Travaux installation air comprimé | A_DIVINSTAL | 1 | 349,57 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | L. BOUILLET | | HS |
| 02/11/1995 | 1995-0198L | NON INVENT | 231300 | Stores vénitiens beige RAL6459 1 m/H | B_STOR | 1 | 101,96 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | MANUTAN | | HS |
| 02/11/1995 | 1995-0199L | NON INVENT | 231300 | Store vénitien beige RAL6459 1,4 m/H | B_STOR | 1 | 71,37 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | MANUTAN | | HS |
| 21/11/1995 | 1995-0200L | NON INVENT | 231300 | Travaux maçonnerie local injection | F_MACON | 1 | 387,83 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | DUGAIT | | HS |
| 21/11/1995 | 1995-0201L | NON INVENT | 231300 | Travaux peinture plate forme cabine | F_PLATPEINT | 1 | 288,59 € | 26 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | DUGAIT | | HS |
| 24/12/1996 | 1996-0219L | NON INVENT | 231300 | Lessivage/peinture tenteneux murs | F_PLATPEINT | 1 | 346,10 € | 25 | 0,00 | PARDIEU | DEPOT | | DECOVERGNE | | HS |
| 31/12/2006 | 2006-0026E | 0003300 | 231300 | Onduleur | A_EQUIPELEC | 1 | - € | 15 | 0,00 | CHAMPRATEL | SOUS STATION | SSR1 | SMTC | | HS |
| Sous total Constructions | | | | | | 87 | 16 641,11 € | | - € | | | | | | |
| TOTAL DES BIENS A REFORMER | | | | | | 876 | 441 434,69 € | | - € | | | | | | |



Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_DE23-DE

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRMP-AU

**Syndicat Mixte des Transports en Commun**
**de l'agglomération clermontoise**
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance |
| | 24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance |
| | 4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

## COMPTE-RENDU DES ATTRIBUTIONS EXERCEES PAR DELEGATION EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et de la délibération n°5 du Comité syndical du 30 juillet 2020, le président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Ci-joint, un tableau de synthèse des marchés publics et avenants complété depuis le précédent comité syndical.

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**Le Président du SMTC-AC**

**François RAGE**

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu**
**de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**
*La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat*

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

## TABLEAU DES ATTRIBUTIONS – MARCHES PUBLICS

| N° | Mode de passation | Objet du marché | Montant en € HT | Entreprise attributaire | Date de la CAO | Date de notification |
|---|---|---|---|---|---|---|
| M21-17 | MAPA<br>Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du CCP | MOE suivi travaux de réalisation du projet de sécurisation des sites appartenant au SMTC et exploités par T2C | 39 810,00 € | SAS INXIA<br>18 RUE DES FORTS<br>28500 CHERISY | - | 12/05/2021 |
| M21-18 | AOO<br>L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP<br>AC-BC | Reconnaissance réseaux | sans minimum ni maximum | TAPIR SERVICES<br>8 rue des Acilloux<br>63800 COURNON D'AUVERGNE | - | 14/06/2021 |
| M21-24 | MAPA<br>articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3°<br>Accord-cadre mixte | Stratégie numérique du SMTC-AC et outils associés | P1 : 50 000 € HT<br>P2 : 100 000 € HT<br>P3 : 50 000 € HT | ALL CONTENTS<br>38 bis avenue de la République<br>63000 CLERMONT-FERRAND | - | 06/07/2021 |
| M21-26 | MAPA<br>Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du CCP | Réalisation d'une étude d'opportunité pour la mise en œuvre de l'autopartage sur le Ressort Territorial du SMTC-AC et ses déclinaisons opérationnelles | 39 060,00 € | SETEC ITS<br>Immeuble Central Seine 75012<br>PARIS | - | 06/07/2 |
| M21-28 | MAPA articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° CCP | AMO expérimentation pour une ligne équipé avec des bus à hydrogène sur le réseau du SMTC-AC | 279 400 € HT | INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE<br>Bâtiment Massangis<br>17 Chemin e la Dhuy – BP 167<br>38240 MEYLAN | - | 21/07/2 |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRMP-AU

## TABLEAU DES ATTRIBUTIONS – MARCHES SUBSEQUENTS

| N° | Mode de passation | Objet du marché | Montant en € HT | Entreprise attributaire | Date de notification |
|---|---|---|---|---|---|
| S21-15 | MS à l'AC 21-12 | Impression de 2 stickers différents pour valideurs de bus/tram | 276,00 € | SAS ADDIGRAPHIC<br>31 rue de la Vallée Maillard<br>41000 BLOIS | 28/04/2021 |
| S21-16 | MS à l'AC 21-12 | Impression de 5000 flyers campagne sécurité plateforme tramway | 180,00 € | SAS ADDIGRAPHIC<br>31 rue de la Vallée Maillard<br>41000 BLOIS | 06/05/2021 |
| S21-19 | MS à AC M21-12 | 2 flyers « Tous mobiles, et vous ? » (2x400 exemplaires) | 177,20 € | SAS ADDIGRAPHIC<br>31 Rue de la Vallée Maillard 41000 BLOIS | 08/06/2021 |
| S21-20 | MS à AC 21-12 | Impression 300 exemplaires RAO 2020 | 1293,00 € HT | SAS ADDIGRAPHIC<br>31 Rue de la Vallée Maillard 41000 BLOIS | 09/06/2021 |
| S21-21 | MS à AC 21-12 | Stickage de la navette Montjuzet | 1390,00 € HT | PRINT CONSEIL<br>28 avenue Jean Moulin<br>63540 ROMAGNAT | 15/06/2021 |
| S21-22 | MS à AC 21-12 | Impression cartes | 564,00 € | Imprimerie DECOMBAT<br>25, Rue Georges Charpak<br>Zone des Montels - BP 49<br>63118 CEBAZAT | 16/06/2021 |
| S21-23 | MS à AC 21-12 | Impression d'une signalétique arrêt provisoire navette Montjuzet | 82,50 € HT | SAS ADDIGRAPHIC<br>31 Rue de la Vallée Maillard 41000 BLOIS | 23/06/2021 |
| S21-25 | MS à AC 21-12 | Impression d'enveloppes | 701,00€ HT | Imprimerie DECOMBAT<br>25, Rue Georges Charpak<br>Zone des Montels<br>BP 49<br>63118 CEBAZAT | 01/07/2021 |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRMP-AU

| N° | Mode de passation | Objet du marché | Montant en € HT | Entreprise attributaire | Date de notification |
|---|---|---|---|---|---|
| S21-27 | MS à AC 21-12 | Impression flyers navette | 128,00 € | SAS ADDIGRAPHIC<br>31 Rue de la Vallée Maillard<br>41000 BLOIS | 01/07/2021 |
| S21-29 | MS à AC 21-12 | Impression flyers pour la nouvelle billettique - 10 000 flyers et 8 visuels différents et 2 grammages différents | 264,00 € | PRINT CONSEIL<br>28 avenue Jean Moulin<br>63540 ROMAGNAT | 23/07/2021 |
| S21-31 | MS à AC 21-12 | Impression Stickers QR Code Billettique - Recto/verso 22 x 22 cm - 1 800 exemplaires | 2 477,00 € | Imprimerie DECOMBAT<br>25, Rue Georges Charpak<br>Zone des Montels<br>BP 49<br>63118 CEBAZAT | 05/08/2021 |
| S21-32 | MS à AC 21-12 | Impression flyers challenge mobilité Michelin | 314,40 € | SAS ADDIGRAPHIC<br>31 Rue de la Vallée Maillard<br>MAILLARD<br>41000 BLOIS | 09/09/2021 |
| S21-33 | MS à AC 21-12 | Impression dossier presse C vélo | 199,00 € HT | PRINT CONSEIL<br>28 avenue Jean Moulin<br>63540 ROMAGNAT | 10/09/2021 |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRMP-AU

## TABLEAU DES AVENANTS

| N° | Type de Marché | Marché initial | | | Avenants | | | Date de la CAO | Date de notification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Objet du marché | Montant en € HT | Titulaire | N° | Objet | Montant en € HT | | |
| M17-45 | MN sans publicité ni mise en concurrence article 30-I.3° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 | Modification automates SIG | 32 550 € HT | CEGELEC MOBILITY 22 avenue Lionel TERRAY 69330 JONAGE | 1 | *Prolongation délais d'exécution* | Sans incidence financière | - | 15/04/2021 |
| M16-78 | MAPA art 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 | Travaux de rechargement de soudures et de remplacement des rails | maximum 320 000 € HT | COLAS RAIL 59 chemin de la ferme des Maures 91340 Ollainville | 1 | *Prolongation du marché jusqu'au 13 octobre 2021* | Sans incidence financière | - | 20/04/2021 |
| M20-03 | procédure négociée avec mise en concurrence préalable. Art, 26-2° et 74 Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 | Mise en œuvre de la communication globale du projet des lignes B +C de l'agglomération clermontoise | AC sans minimum ni maximum | Groupe ROUGE VIF impasse de Toulouse 78000 Versailles | 2 | *Ajout d'une ligne supplémentaire au BPU Art.R2194-7* | Sans incidence financière | - | 14/06/2021 |
| M19-08 à M19-10 | MN sans publicité ni mise en concurrence | Gestion de l'obsolesenceT3SA Lots 1, 2 et 3 | lot 1: mini 4 338 030 Lot 2: mini 8 377 020 lot 3 mini: 4 284 950 | NEWTL CS 79207 67129 MOLSHEIM Cedex | 4 | *Modification article 1,3 de l'AE* | Sans incidence financière | - | 1[illegible]/06/2[illegible] |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRMP-AU

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| M19-22 | AOO Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 | Services réguliers de transports publics lignes 32 | 1 349 631,24 € HT | KEOLIS LOISIRS ET VOYAGES SAS Zone Industrielle le Bois Joli - Rue de Sarlième 63800 COURNON D'AUVERGNE | 2 | *Avenant d'Indemnisation-Crise sanitaire COVID19-Confinement 2020-Ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020* | 382,43 € | - | **25/06/2021** |
| M20-46 | AC à bons de commande Marché négocié avec publicité et mise en concurrence | Exploitation du service C. Vélo sur le Ressort Territorial (RT) du SMTC-AC et la fourniture de matériels associés. | montant mini-maxi de 1 600 000 € HT pour la durée totale de l'AC (9 ans et 9 mois) | CITY BIKE FRANCE -5/7 rue du Torpilleur Sirocco 63100 CLERMONT-FERRAND | 2 | *Ajout d' 1 prestation supplémentaire R(article 2194-8) création du site internet C.vélo* | 19 000,00 € | - | **05/08/2021** |
| M21-18 | AOO L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP AC-BC | Reconnaissance réseaux | sans mini ni maxi | TAPIR SERVICES 8 rue des Acilloux 63800 COURNON D'AUVERGNE | 1 | *art, R2194-7 CCP Rectification erreurs matérielles BPU* | Sans incidence financière | - | **13/09/2021** |

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRMP-AU

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRCO-AU

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance** :
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance** : Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021

## COMPTE RENDU DES ATTRIBUTIONS EXERCEES PAR DELEGATION EN MATIERE DE CONVENTIONS

En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et de la délibération n°5 du Comité syndical du 30 juillet 2020, le président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Vous trouverez donc ci-dessous, un tableau de synthèse des conventions conclues depuis le précédent comité syndical.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRCO-AU

| N° | Cosignataires | Objet |
|---|---|---|
| C21-09 | SYNDICAT MIXTE DES EAUX | Protocole relatif aux études préalables à la déviation des réseaux - Projet Inspire |
| C21-08 | RTE Réseau de Transport Electricité | Protocole relatif aux études préalables de vérification de la compatibilité d'adaptation des réseaux - Projet Inspire |
| C21-11 | ENEDIS | Protocole relatif aux études préalables à la déviation des réseaux Projet Inspire |
| | GRDF RHONE ALPES PACA | Convention de servitude de passage (longueur de 3m) sur la parcelle n°AI 420 rue de Flamina à Clermont-Fd |
| C21-12 | SIEAP SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA BASSE LIMAGNE | Protocole relatif aux études préalables à la déviation de réseaux – Projet Inspire |
| C21-16 | CCI DU PDD ET LA CHAMBRE DES METIERS ET D'ARTISANAT | Convention de coopération Public Public relative au recensement des activités économiques sur le tracé des futures lignes B et C de BHNS |
| C21-19 | ECOV | Autorisation temporaire d'exploitation du matériel Covoit Ici Rochefort-Clermont |
| C17-18 | T2C | Avenant 6 à la convention de mandat T2C |
| C21_D137751 | INRAP | Convention relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive Cournon d'Auvergne Projet Inspire – Secteur 10 |
| C21_D137749 | INRAP | Convention relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive Cournon d'Auvergne Projet Inspire – Secteur 9 |

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

Le Président du SMTC-AC

François RAGE

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

un nouveau souffle pour nos mobilités

# CONVENTION N° C21-08

Phase EPR

## Réseaux concessionnaires

**Protocole relatif aux études préalables de vérification de la compatibilité et proposition d'adaptation des réseaux avec la création du projet des lignes de BHNS du réseau de transport en commun de la métropole clermontoise**

## RTE

**Émetteur : setec organisation**

Setec Organisation
Immeuble le Crystallin – CS20087
191/193 cours Lafayette
69 458 LYON Cedex 06

Tél : 04.27.85.49.20

N° d'identification

| BC. | TTZ. | EPR. | REN | 500 | X | AMOS | 001. | E. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Type | Zone | Phase | Discipline | Type | Zone | Émetteur | N° d'ordre | Indice |

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

# Révision de ce document

| Indice | Date | Pages | Objet de la révision |
|---|---|---|---|
| A | 01/12/20 | Toutes | Édition du document |
| B | 07/01/21 | Toutes | Prise en compte remarques CAM |
| C | 12/01/21 | Toutes | Mise à jour suite à réunion de travail du 12 janvier |
| D | 08/02/21 | Toutes | Relecture du cabinet Cabane/Neveu |
| E | 25/05/21 | Toutes | Intégration des remarques suite à relecture juridique de RTE |
| F | | | |
| G | | | |

# Validation du document

Émetteur : setec organisation

| Rédaction | Vérification | Validation |
|---|---|---|
| **Nom** | **Nom** | **Nom** |
| J. GRISARD | P. BEDEK | P. BEDEK |
| **Date** | **Date** | **Date** |
| 12/12/2020 | 13/12/2020 | 13/12/2020 |
| **Visa** | **Visa** | **Visa** |

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

Le présent protocole est établi :

**ENTRE**

- **LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE,** dont le siège est 2 bis, rue de l'Hermitage, 63000 CLERMONT-FERRAND, représenté par Monsieur François RAGE agissant en sa qualité de président.

- Ci-après dénommé « le SMTC-AC »

**d'une part**

**ET**

**RTE Réseau de Transport Electricité,** société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2 132 285 690 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 619 258, dont le siège social est situé Immeuble WINDOW – 7C, place du Dôme – 92073 Paris La Défense CEDEX

Représentée par Madame Violaine Barbier, en sa qualité de Directrice du Centre Développement et Ingénierie Lyon, faisant élection de domicile à RTE - CDI LYON - 1 rue Crépet – CS 30728 – 69367 LYON CEDEX 07.

- Ci-après, dénommé RTE ou le Concessionnaire,

**d'autre part.**

- Ensemble, les Parties.

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

# SOMMAIRE

EXPOSE PREALABLE 6

ARTICLE 1 OBJET 7

ARTICLE 2 CHAMP D'APPLICATION 7
2.1. Le projet 7
2.2. Portée du protocole 8

ARTICLE 3 ROLES ET RESPONSABILITES RESPEC-TIVES 8
3.1. Intervenants 8
3.2. Maîtrise d'ouvrage et maîtrises d'œuvre du projet 8
3.3. RTE 9
3.4. Participation de RTE à l'organisation mise en place 9

ARTICLE 4 CONTENU DES ETUDES - PROJET TECHNIQUE DE REFERENCE (PTR) 9
4.1. Méthodologie de réalisation des études préalables de vérification de la compatibilité des ouvrages RTE avec le projet et de proposition d'adaptations compatibles avec la synthèse des réseaux 9
4.2. Principe de recherche des solutions techniques les plus appropriées au meilleur coût 10
4.3. Programme des études objet du présent protocole 10
4.4. Modifications de programme en cours d'étude 11
4.5. Définition du « Projet Technique de Référence » 11

ARTICLE 5 ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DE REALISATION DE REFERENCE 11
5.1. Planning général de réalisation du projet 11
5.2. Calendrier de réalisation des études préalables de RTE 11
5.3. Force majeure 12

ARTICLE 6 ECHANGES ET REUNIONS DE TRAVAIL 12
6.1. Echanges entre RTE et le SMTC-AC 12
6.2. Echanges entre le concessionnaire RTE et l'AMOT ou le MOE 12

ARTICLE 7 CONFIDENTIALITE 13

ARTICLE 8 ABANDON DU PROJET 13

ARTICLE 9 DUREE DU PROTOCOLE 13

ARTICLE 10 REGLEMENT DES DIFFERENDS 13

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

# ARTICLE 11 ANNEXES

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

# EXPOSE PREALABLE

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC) a adopté un projet de développement pour la période 2016-2032 dont l'objectif premier est de faire évoluer significativement les pratiques de mobilité au sein de son ressort territorial.

La première étape de ce projet consiste à traiter les lignes B et C, 2ème et 3ème lignes du réseau avec en cumulé, 25 000 voyageurs par jour, et à définir leurs modalités d'exploitation et le choix du ou des modes, la priorité étant données à l'électromobilité, pour une mise en œuvre en janvier 2026.

Le projet d'aménagement des lignes B&C – ci-après dénommé « le projet » ou « le BHNS » - comprend la réalisation d'un site réservé sur la majorité du linéaire des deux lignes avec ses stations et les équipements nécessaires au fonctionnement des lignes ainsi que le réaménagement des espaces « de façade à façade » des rues empruntées et de plusieurs « lieux d'intensité » qui feront l'objet d'un traitement architectural spécifique. Le projet comprend également la création d'un site de maintenance et de remisage du matériel roulant qui accueillera les bus des lignes B&C, mais également celui de l'ensemble des lignes aujourd'hui remisé sur le site de la Pardieu.

Le projet a été initié par les élus de Clermont-Auvergne Métropole d'une part et ceux du SMTC-AC d'autre part.

Par convention signée le 14 décembre 2018, Clermont Auvergne Métropole a confié au SMTC AC la mission de guider la maitrise d'ouvrage. Il convient de noter que le projet est sous maîtrise d'ouvrage unique du SMTC-AC, à la suite du transfert de maîtrise d'ouvrage de la part de Clermont Auvergne Métropole, co-maître d'ouvrage du projet, pour ce qui concerne le périmètre d'aménagement hors éléments du système de transport, par convention signée le 14 décembre 2018. Le SMTC-AC et la Métropole sont organisés en équipe de maîtrise d'ouvrage opérationnelle, ainsi RTE sera amené à travailler avec des membres de l'équipe de maîtrise d'ouvrage du SMTC-AC ou de la Métropole de manière tout à fait équivalente.

Au moment de la rédaction du présent protocole, les études préliminaires du projet sont en cours d'achèvement, et la consultation pour la désignation des maîtres d'œuvre est en cours.

La réalisation du projet rend nécessaire la vérification de la compatibilité du projet avec le positionnement actuel des réseaux, puis si une incompatibilité est détectée, des adaptations de type approfondissement, dévoiement ou mise en protection de réseaux situés dans l'emprise de son tracé, et notamment les réseaux de transport d'électricité géré par RTE.

Dans ce contexte, les parties se sont rapprochées afin de convenir des conditions et modalités de réalisation des études préalables dont l'objet sera de vérifier la compatibilité des réseaux RTE avec le projet, de définir les éventuelles adaptations de ces mêmes réseaux pour les rendre compatibles avec le projet et d'assurer une compatibilité de ces éventuelles adaptations avec les autres réseaux concessionnaires dans le cadre de la synthèse des réseaux.

Il est précisé que le présent protocole ne modifie en rien les droits et obligations du concessionnaire pour l'occupation de la voirie métropolitain. Ainsi tous les droits et les obligations de RTE, notamment le droit légal d'occuper le domaine public routier, restent applicables dans le cadre du projet d'aménagement des lignes B&C.

**CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT.**

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

# ARTICLE 1 OBJET

Le présent protocole a pour objet de définir les principes, les modalités et les conditions de réalisation des études préalables nécessaires à la vérification de la compatibilité des ouvrages de RTE avec le projet tel que présenté à l'annexe 1 du présent protocole, et, le cas échéant de la mise en compatibilité de ces réseaux (via le déplacement, la modification, l'adaptation, ou la protection des tronçons impactés). Ces études devront en outre permettre d'aboutir à la synthèse des réseaux, c'est-à-dire à la vérification de la compatibilité de l'ensemble des projets d'adaptations de réseaux rendues nécessaires dans le cadre du projet.

# ARTICLE 2 CHAMP D'APPLICATION

## 2.1. Le projet

La création d'une infrastructure de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) implique des déplacements de réseaux des occupants du domaine public routier.

Par infrastructure « BHNS », il faut entendre :

- Le site propre du BHNS, c'est-à-dire la bande roulante spécifique qui sera réservée aux circulations des bus ;
- Les équipements strictement nécessaires au fonctionnement du BHNS, et notamment :
  - Les stations et terminus de la ligne ;
  - Tous les équipements nécessaires à la recharge des véhicules électriques ;
  - Les locaux réservés aux conducteurs ;
  - Les réseaux spécifiques au BHNS et nécessaire à son bon fonctionnement.
- L'ensemble des aménagements urbains réalisés dans le cadre du projet soit l'aménagement de « façade à façade » des rues empruntées ainsi que les différents lieux d'intensité dont le périmètre est précisé en annexe 1. Ces lieux d'intensité sont les suivants :
  - La place de l'Europe à Chamalières ;
  - La place Renoux, l'avenue Ballainvilliers et la rue Vercingétorix à Clermont-Ferrand ;
  - Le square de la Jeune Résistance à Clermont-Ferrand ;
  - Le boulevard Schuman à Clermont-Ferrand ;
  - La façade de l'aéroport à Aulnat.

A noter que les aménagements urbains incluent notamment :

- Les espaces publics affectés à la circulation de l'ensemble des usagers de la route :
  - Piétons
  - Cycles
  - Engins de déplacement individuel motorisés
  - VL, PL, TC
  - Autres engins motorisés (livraison, chantier, sécurité civile…)
- La plantation d'arbres et la création d'espaces verts ;
- L'implantation du mobilier urbain (bancs, éclairage, etc.)
- D'autres éléments divers : containers enterrés pour les ordures ménagères, etc.

A noter qu'au cours des études préliminaires, des grands principes pour le dévoiement des réseaux ont été définis, afin de rationaliser les besoins en dévoiements pour garantir la réalisation puis l'exploitation optimale du BHNS sur le long terme sans pour autant dévoyer l'ensemble des réseaux de manière systématique. Ces grands principes qui guident le concessionnaire dans la réalisation de ses études figurent en annexe 2 du présent protocole. Il est à noter qu'en fonction des cas rencontrés, et dans la mesure où la démonstration est apportée par RTE que la configuration actuelle ou projetée des réseaux reste compatible avec les travaux BHNS et ne constitue pas une gêne à la qualité de l'exploitation des ligne BHNS, des dérogations à ces principes pourront être acceptées. En concertation avec le SMTC, RTE, maître d'ouvrage de ces études, déterminera, selon les contraintes inhérentes au projet et à ses ouvrages, si une mise en compatibilité est nécessaire, et définira, la consistance des travaux de mise en compatibilité à réaliser.

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

## 2.2. Portée du protocole

Comme précisé à l'article 1er du présent protocole, celui-ci a uniquement pour objet de définir les conditions de réalisation, par RTE, des études techniques préalables destinées à identifier les éventuelles incompatibilités entre le projet et les ouvrages de RTE et à étudier les solutions d'adaptations lorsqu'elles sont nécessaires. Ces études seront de niveau AVP, et permettront d'aboutir à une synthèse globale de l'ensemble des réseaux situés dans l'emprise du projet. Les conditions de financement pour la réalisation des études détaillées et des travaux de mise en compatibilité d'ouvrages qui devront éventuellement être réalisés, en fonction du résultat des études préalables objet du présent protocole, seront définies dans des conventions distinctes.

# ARTICLE 3 ROLES ET RESPONSABILITES RESPECTIVES

## 3.1. Intervenants

Les divers intervenants concernés par le projet sont, d'une part :

- Le SMTC-AC : maître d'ouvrage unique du projet ;
- La CAM : Co-maître d'ouvrage du projet.

*Nota : dans le cas particulier de la construction du nouveau site de maintenance et de remisage des bus, des protocoles spécifiques seront établis afin d'encadrer les éventuelles modifications de réseaux associées. Elles ne sont pas traitées dans le cadre du présent protocole.*

Et d'autre part :

RTE, propriétaire et exploitant des réseaux de transport d'électricité. Il assurera la maîtrise d'ouvrage des éventuelles mises en compatibilité de ces réseaux avec le projet.

## 3.2. Maîtrise d'ouvrage et maîtrises d'œuvre du projet

Pour l'intérêt du projet, RTE s'engage à coopérer de bonne foi avec les prestataires techniques suivants travaillant avec le SMTC-AC :

- Setec organisation : AMO-Stratégie ou AMOS, assistant du maître d'ouvrage pour le management du projet et en particulier pour la maîtrise des délais ;
- Egis ville et transport : AMO-Technique ou AMOT, assistant du maître d'ouvrage en charge des études préliminaire, et de la cohérence et la qualité technique globale du projet ;
- Le maître d'œuvre Général ou MOEG, qui aura dans ses missions la synthèse des études de modification des réseaux de l'ensemble du linéaire réaménagé. La consultation pour ce maître d'œuvre est en cours au moment de la rédaction du présent protocole ;
- Le maître d'œuvre de l'aménagement du secteur Renoux-Ballainvilliers-Vercingétorix. La consultation pour ce maître d'œuvre est en cours au moment de la rédaction du présent protocole ;

Dans le cadre du projet, la gestion technique et opérationnelle de l'interface avec les concessionnaires « réseaux » est confiée à l'AMOT jusqu'à la désignation du maître d'œuvre général (MOEG), qui sera alors en pleine responsabilité de la gestion de cette interface, au travers des deux missions suivantes :

- Mission de coordination des études et travaux de déviation de réseaux,
- Mission de direction de la cellule de synthèse.

C'est notamment dans ce cadre, que l'AMOT puis le MOEG accompagnent les concessionnaires dans la définition des éléments de leurs programmes d'études.

Le SMTC-AC reste l'unique responsable vis-à-vis de RTE en ce qui concerne en particulier, la validation du « projet technique de référence » ou PTR (Cf. article 4), du « calendrier général de

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

référence » (Cf article 5) mais également en ce qui concerne tous les aspects attachés au présent protocole.

## 3.3. RTE

En tant que concessionnaire du réseau public de transport d'électricité, RTE exerce l'intégralité des missions de maîtrise d'ouvrage pour la vérification de la compatibilité de ses ouvrages avec le projet InspiRe, puis lorsqu'elles sont nécessaires, des modifications de ses réseaux.

Dans le respect des textes et des règles de l'art, RTE se charge de réaliser les études préalables décrites à l'article 4.1 du présent protocole.

## 3.4. Participation de RTE à l'organisation mise en place

RTE participe à l'organisation mise en place par le SMTC-AC dans le cadre du projet et notamment en ce qui concerne :

- La synthèse des réseaux et l'identification des conflits, préalablement à l'établissement du PTR ;
- La participation à la mission de coordination du MOEG ;
- La participation à la mission de la cellule de synthèse du MOEG ;
- Le respect de la charte graphique pour toute la production de documents graphiques ;
- La communication externe sur le projet, RTE et le SMTC-AC devant s'informer préalablement de toute communication externe sur le projet de BHNS.

# ARTICLE 4 CONTENU DES ETUDES - PROJET TECHNIQUE DE REFERENCE (PTR)

## 4.1. Méthodologie de réalisation des études préalables de vérification de la compatibilité des ouvrages RTE avec le projet et de proposition d'adaptations compatibles avec la synthèse des réseaux

Il est fixé le mode de fonctionnement suivant :

- L'AMOT donne les exigences précises à respecter par le concessionnaire dans le cadre de ses études préalables (principes définis à l'annexe 2),
- RTE définit son programme d'études préalables (article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**),
- RTE réalise les études préalables visant à :
    - déterminer les ouvrages présentant une incompatibilité technique avec le projet tel que décrit à l'annexe 1 du présent protocole. RTE déterminera également quels sont les réseaux qui n'ont pas à être modifiés, en précisant au SMTC les conditions d'intervention ultérieures sur ces réseaux, de manière à ne pas porter atteinte, dans toute la mesure du possible, au bon fonctionnement du BHNS ou à l'intégrité de ses infrastructures après mise en service dans les conditions normales d'exploitation et de maintenance de réseaux ;
    - proposer des solutions d'adaptations, le cas échéant, pour mettre en compatibilité ses ouvrages avec le projet (études de niveau AVP). Ces mises en compatibilité tiendront compte :
        - De la nature des ouvrages,
        - De leur position par rapport à l'implantation des différents éléments du projet (Cf article 2.1),
        - Des principes définis à l'annexe 2 du présent protocole,
        - De la politique du gestionnaire de voirie de voir procéder à l'enfouissement des réseaux aériens
        - De la synthèse des réseaux qui sera effectuée par le maître d'œuvre ligne du projet.

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

Les solutions d'adaptations pourront être de différents types :

- Maintien en place des réseaux avec renforcement éventuel de la protection mécanique des parties situées sous la plate-forme du BHNS ou croisant celle-ci ;
- Déplacement de tout ou partie des ouvrages du réseau dans le cadre des opérations rendues nécessaires par l'aménagement des voiries ;

A noter également que ces solutions pourront être complétées si nécessaire, par des précautions et mesures spécifiques à respecter par le SMTC-AC pour réaliser ses travaux à proximité des ouvrages de RTE.

- assurer la cohérence de ces solutions avec la synthèse des réseaux réalisée par le maître d'œuvre général.

RTE garde le coût des études préalables à sa charge, tant que ne sont pas précisément identifiés les ouvrages à mettre en compatibilité, et le régime de prise en charge applicable à ces travaux.

- Le MOE, responsable de la synthèse réseaux, analyse les études de chaque concessionnaire et lui indique les éventuelles reprises nécessaires afin d'aboutir à un projet global de modifications des réseaux cohérent,
- Le gestionnaire de voirie (Métropole) et le MOA vérifient la conformité du projet du concessionnaire vis-à-vis de leurs exigences dans leurs domaines de compétence respectifs,
- Le MOA valide in fine les études.

Pour les phases suivantes (Etudes détaillées et travaux), RTE et le SMTC-AC se rapprocheront afin d'élaborer et signer un protocole spécifique à ces phases. Ce protocole comprendra notamment le périmètre précise des études des travaux, soit les ouvrages qui doivent faire l'objet d'une mise en compatibilité. Ce protocole précisera la consistance des études techniques détaillées et des travaux à réaliser pour les ouvrages à mettre en compatibilité, le coût de ces études détaillées et de ces travaux ainsi que les modalités de prise en charge de celui-ci.

## 4.2. Principe de recherche des solutions techniques les plus appropriées au meilleur coût

Le SMTC-AC et RTE s'engagent à limiter au strict nécessaire le coût des études préalables, des études détaillées et des futurs travaux de modification des réseaux tout en respectant les grands principes présentés à l'annexe 2 du présent document et le régime de l'occupation des voiries qui leur ont été délivrées.

Ils s'engagent à adopter les solutions techniques les plus appropriées, en particulier celles évitant le déplacement des ouvrages de RTE, ou en limitant le coût des déplacements ou protections quand ils ne peuvent être évités, pour autant toutefois que ces solutions techniques n'impactent ni les coûts, ni les délais de réalisation du projet, ni ses performances finales en termes de fiabilité, maintenance, disponibilité ou sécurité, ni sa qualité urbaine et architecturale.

## 4.3. Programme des études objet du présent protocole

Les recherches de réseaux effectuées via le guichet unique ont permis d'identifier les réseaux suivants dans le périmètre aménagé par le projet InspiRe, ou en très grande proximité :

- LS 63kV Champradet-Fontgiève 1 (CPRADL31FTGIE) ;
  Avenue Raymond Bergougnan, Avenue du Puy de Dôme, Route de Durtol
- LS 63kV Champradet-Fontgiève 2 (CPRADL32FTGIE)
  Avenue Raymond Bergougnan, Avenue du Puy de Dôme, Route de Durtol
- LA Prauliat-Sarre portée 19/20 (PRAULL31SARR5)
  Rue de l'Oradou
- LA Enval – Sarre portée 50/51 (ENVALL31SARR5)
  Rue de l'Oradou

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

Le plan situé en annexe 3 au présent protocole, présente les différents réseaux détaillés dans la liste ci-avant.

## 4.4. Modifications de programme en cours d'étude

Le programme pourra être modifié au cours de la phase AVP en fonction des évolutions des études techniques du projet de BHNS. Un avenant au présent protocole sera alors signé afin de prendre en compte les évolutions de ce programme.

Les étapes de passation d'un avenant devront respecter les étapes et délais maximaux suivants :

- Le maître d'ouvrage ou son représentant, ou le cas échéant le concessionnaire informe dès la survenance de la modification de programme ;
- Le concessionnaire précise les incidences sur ses études, la nécessité d'un avenant et propose une rédaction pour ce dernier dans un délai de 15 jours ;
- Le maître d'ouvrage valide ou propose une version amendée de cet avenant dans un délai de 15 jours ;
- Dès accord des deux parties, l'avenant est signé dans un délai de 15 jours.

## 4.5. Définition du « Projet Technique de Référence »

Pour le projet de BHNS Clermontois, le « Projet Technique de Référence » ou PTR correspond aux études préalables que doit mener le concessionnaire RTE en collaboration avec le SMTC-AC, dans le cadre du présent protocole. Le PTR se présente sous la forme de notes et de planches de synthèse produites par RTE et est réalisé sur la base de la synthèse des réseaux et de l'identification des incompatibilités fournies réalisés par le MOE.

Le PTR apporte notamment les informations suivantes :

- Les caractéristiques et le positionnement des réseaux à l'état initial avant démarrage du projet ;
- Les plans précis des ouvrages de RTE à modifier pour la bonne réalisation du projet.

Les études de dévoiement de RTE seront menées en parallèle des études AVP du MOEG, ainsi que des études des autres concessionnaires de réseaux. Le MOEG établira la synthèse des réseaux, et identifiera ainsi les éventuels conflits des projets de modifications de réseaux présentées par RTE. Le MOEG sera force de proposition afin que les concessionnaires modifient éventuellement leur projet afin d'aboutir au projet final, qui permettra une compatibilité de l'ensemble des réseaux impactés avec le projet.

# ARTICLE 5 ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DE REALISATION DE REFERENCE

## 5.1. Planning général de réalisation du projet

Il prévoit :

- L'achèvement de l'ensemble des travaux de modification des réseaux concessionnaires à la fin novembre 2024 ;
- Une mise en service complète du BHNS en janvier 2026.

## 5.2. Calendrier de réalisation des études préalables de RTE

Avec l'objectif de s'inscrire dans le planning général de réalisation du projet mentionné au paragraphe 5.1, le calendrier des études préalables concernant les dévoiements des réseaux du concessionnaire RTE comporte les phases clé suivantes :

- Les études préalables de modifications des ouvrages doivent être réalisées, terminées et validées définitivement (y compris synthèse) à la fin février 2022 ;

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

Les parties affineront, en concertation et dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent protocole, le calendrier et les modalités d'exécution des études préalables concernant les réseaux de RTE, dans le respect de la date de démarrage des travaux du projet. Ces modalités seront également affinées en articulation avec les autres réseaux afférents, dans un souci de coordination des études et des travaux.

Les conditions de réalisation des études détaillées et des travaux de mise en compatibilité seront définies dans un protocole distinct et ultérieur

Sous réserve de l'article 5.3, le Concessionnaire est responsable du non-respect de ses engagements.

### 5.3. Force majeure

Relève de la force majeure un évènement répondant à la définition prévue par l'article 1218 du Code civil et rendant impossible l'exécution totale ou partielle du protocole, malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Aucune Partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou pour avoir accompli avec retard une obligation au titre du Protocole dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement d'un évènement présentant toutes les caractéristiques de la force majeure.

En cas de survenance d'un événement de force majeure ou d'une Cause exonératoire au sens du présent Article, les Parties ont l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de leurs propres obligations.

La Partie qui, par action ou par omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Si une partie invoque la survenance d'un cas de Force majeure, elle le notifie à l'autre partie dans un délai de 30 jours à partir de sa prise de connaissance, par écrit, en précisant la nature de l'événement, les justifications amenant à se prévaloir de la force majeure, la ou les perturbations en résultant ou susceptibles d'en résulter et les mesures mises en œuvre ou envisagées pour en atténuer les effets.

Chaque partie supporte pour ce qui la concerne les incidences d'un cas de force majeure. Ainsi, le SMTC-AC ne supportera pas les incidences financières ou des pertes pour le concessionnaire de cet évènement ne relevant pas de sa responsabilité.

## ARTICLE 6 ECHANGES ET REUNIONS DE TRAVAIL

### 6.1. Echanges entre RTE et le SMTC-AC

RTE s'engage à associer le SMTC-AC, dès le démarrage de ses études préalables, afin que ce dernier puisse prendre en compte les contraintes de RTE le plus en amont possible au regard du projet de BHNS et inversement.

Les échanges entre RTE et le SMTC-AC seront formalisés par des comptes-rendus.

### 6.2. Echanges entre le concessionnaire RTE et l'AMOT ou le MOE

Au cours de la réalisation des études de modification des réseaux impactés par le projet de BHNS, RTE rencontrera régulièrement l'AMOT ou le MOE et a minima mensuellement afin de présenter l'avancement de ses études et notamment en ce qui concerne la transmission des éléments nécessaires à l'élaboration des plans de synthèse des réseaux.

Ces réunions de travail feront l'objet de comptes-rendus rédigés par l'AMOT ou le MOE.

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

# ARTICLE 7 CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme confidentiels toutes les informations, documents et données, quel qu'en soit le support, qu'elles s'échangent à l'occasion de l'exécution du présent protocole. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers, sans l'accord préalable écrit de la Partie concernée.

# ARTICLE 8 ABANDON DU PROJET

Dans l'hypothèse où SMTC-AC déciderait pour quelque raison que ce soit de ne pas poursuivre son Projet, les frais engagés par RTE comprenant notamment les frais d'études de modification des ouvrages objets du protocole lui seraient intégralement remboursés.

En cas de bouleversement de l'étendue et de la nature du Projet, les Parties se rencontreront pour apprécier les conséquences de ce bouleversement et prendre, le cas échéant, les mesures de résiliation ou d'amendement du présent protocole, notamment celles portant sur l'indemnisation de toute ou partie des études et travaux réalisés à tort par RTE.

# ARTICLE 9 DUREE DU PROTOCOLE

Le protocole prend effet à compter de la date de notification par le SMTC-AC ou son représentant du protocole signé par l'ensemble des parties et prend fin à l'extinction complète des obligations nées du présent protocole et au plus tard le 31 décembre 2025.

Sa durée pourra être prolongée d'un commun accord entre les parties.

# ARTICLE 10 REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de désaccord quant à l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable, préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal compétent.

Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, les Parties doivent exécuter de bonne foi le Contrat.

En cas de litige relatif à l'application ou à l'interprétation des stipulations du Contrat, les Parties peuvent convenir de se soumettre, préalablement à toute action contentieuse, à une procédure de règlement amiable selon les modalités suivantes sans que celle-ci présente un caractère obligatoire.

La Partie désirant recourir à une procédure de conciliation ou de médiation adresse sa demande à l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception, en exposant succinctement l'objet de sa demande et mentionnant son désir de concilier.

Faute de réponse ou en cas de réponse négative de l'autre Partie sur le principe du recours à la procédure de conciliation ou de médiation, dans un délai d'un (1) mois au plus tard à compter de la réception de la demande, la demande de conciliation ou de médiation est considérée comme rejetée.

En cas d'accord sur le principe du recours à la procédure de conciliation ou de médiation, les Parties désignent conjointement un conciliateur ou médiateur unique (éventuellement assisté d'un ou plusieurs sapiteurs). Les parties disposent de quinze (15) jours pour désigner un conciliateur ou médiateur à compter de la naissance de l'accord sur le recours à la conciliation ou de la médiation. A défaut d'accord sur le conciliateur ou le médiateur dans le délai imparti, la partie la plus diligente peut saisir le tribunal compétent pour faire désigner le conciliateur ou le médiateur.

Les honoraires et autres frais liés à la mise en œuvre de la procédure de conciliation ou de médiation sont partagés à parts égales entre les Parties.

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

# ARTICLE 11 ANNEXES

Sont annexés au présent protocole, les documents suivants :

- Annexe 1 : Caractéristiques des ouvrages du projet de BHNS
- Annexe 2 : Note d'analyse des enjeux réseaux
- Annexe 3 : plan de situation des réseaux propriété de RTE et concernés par le présent protocole

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210909-C2021_08-CC

Fait à Clermont-Ferrand

En deux exemplaires originaux

Le - 9 SEP. 2021

Pour le SMTC-AC

M. François RAGE

SMTC-AC

Le Président

Pour RTE

RTE
CENTRE D&I - Développement Ingénierie
1 rue Crépet
CS 30728
69357 LYON CEDEX 07

Mme Violaine BARBIER

RTE

La directrice du Centre Développement et Ingénierie

SYNDICAT MIXTE DE
Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

un nouveau souffle pour nos mobilités

# CONVENTION N° C21-09

Phase EPR

## Réseaux concessionnaires

**Protocole relatif aux études préalables à la déviation des réseaux rendus nécessaires pour la création du projet des lignes de BHNS du réseau de transport en commun de la métropole clermontoise**

## SYNDICAT MIXTE DES EAUX

**Émetteur : setec organisation**

Setec Organisation
Immeuble le Crystallin – CS20087
191/193 cours Lafayette
69 458 LYON Cedex 06

Tél : 04.27.85.49.20

N° d'identification

| BC. | TTZ. | EPR. | REN | 500 | X | AMOS | 002. | E. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ligne | Zone | Phase | Discipline | Type | Statut | Emetteur | N° d'ordre | Indice |

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

# Révision de ce document

| Indice | Date | Pages | Objet de la révision |
|---|---|---|---|
| A | 01/12/20 | Toutes | Édition du document |
| B | 07/01/21 | Toutes | Prise en compte remarques CAM |
| C | 12/01/21 | Toutes | Mise à jour suite à réunion de travail du 12 janvier |
| D | 08/02/21 | Toutes | Relecture du cabinet Cabane/Neveu |
| E | 26/06/21 | Toutes | Relecture par le SME |
| F | | | |
| G | | | |

# Validation du document

Émetteur : setec organisation

| Rédaction | Vérification | Validation |
|---|---|---|
| **Nom** | **Nom** | **Nom** |
| J. GRISARD | P. BEDEK | P. BEDEK |
| **Date** | **Date** | **Date** |
| 12/12/2020 | 13/12/2020 | 13/12/2020 |
| **Visa** | **Visa** | **Visa** |

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

Le présent protocole est établi :

**ENTRE**

- **LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE,** dont le siège est 2 bis, rue de l'Hermitage, 63000 CLERMONT-FERRAND, représenté par Monsieur François RAGE agissant en sa qualité de président.

- Ci-après dénommé « le SMTC-AC »

**d'une part**

**ET**

- **'Le SYNDICAT MIXTE DE L'EAU de la région d'Issoire et des communes de la banlieue Sud Clermontoise**, domicilié à Coudes (63114), ZA de Pérache, représenté par Monsieur Raymond ASTIER, son Président, dûment habilité à cet effet par délibération en date du 13 février 2020, ci-après désigné par l'abréviation « **Syndicat Mixte de l'Eau** ».

- Ci-après, dénommé Syndicat Mixte des Eaux ou le Concessionnaire,

**d'autre part.**

- Ensemble, les Parties.

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

# SOMMAIRE

**EXPOSE PREALABLE** 5

**ARTICLE 1 OBJET** 6

**ARTICLE 2 CHAMP D'APPLICATION** 6

2.1. Le projet 6

2.2. Portée du protocole 7

**ARTICLE 3 ROLES ET RESPONSABILITES RESPEC-TIVES** 7

3.1. Intervenants 7

3.2. Maîtrise d'ouvrage et maîtrises d'œuvre du projet 7

3.3. Le Syndicat Mixte des Eaux 8

3.4. Participation du Syndicat Mixte des Eaux à l'organisation mise en place 8

**ARTICLE 4 CONTENU DES ETUDES - PROJET TECHNIQUE DE REFERENCE (PTR)** 8

4.1. Méthodologie de réalisation des études de modification des réseaux pour garantir l'intégrité du domaine public et sa valorisation par la réalisation du Projet. 8

4.2. Principe de recherche des solutions techniques les plus appropriées au meilleur coût 9

4.3. Programme des études de dévoiement objet du présent protocole 9

4.4. Modifications de programme en cours d'étude 9

4.5. Définition du « Projet Technique de Référence » 9

**ARTICLE 5 ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DE REALISATION DE REFERENCE** 10

5.1. Planning général de réalisation du projet 10

5.2. Calendrier de dévoiement des réseaux du Syndicat Mixte des Eaux 10

5.3. Force majeure 10

**ARTICLE 6 ECHANGES ET REUNIONS DE TRAVAIL** 11

6.1. Echanges entre le Syndicat Mixte des Eaux et le SMTC-AC 11

6.2. Echanges entre le Syndicat Mixte des Eaux et l'AMOT ou le MOE 11

**ARTICLE 7 CONFIDENTIALITE** 11

**ARTICLE 8 DUREE DU PROTOCOLE** 11

**ARTICLE 9 REGLEMENT DES DIFFERENDS** 12

**ARTICLE 10 ANNEXES** 12

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

# EXPOSE PREALABLE

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC) a adopté un projet de développement pour la période 2016-2032 dont l'objectif premier est de faire évoluer significativement les pratiques de mobilité au sein de son ressort territorial.

La première étape de ce projet consiste à traiter les lignes B et C, 2ème et 3ème lignes du réseau avec en cumulé, 25 000 voyageurs par jour, et à définir leurs modalités d'exploitation et le choix du ou des modes, la priorité étant données à l'électromobilité, pour une mise en œuvre en janvier 2026.

Le projet d'aménagement des lignes B&C – ci-après dénommé « le projet » ou « le BHNS » - comprend la réalisation d'un site réservé sur la majorité du linéaire des deux lignes avec ses stations et les équipements nécessaires au fonctionnement des lignes ainsi que le réaménagement des espaces « de façade à façade » des rues empruntées et de plusieurs « lieux d'intensité » qui feront l'objet d'un traitement architectural spécifique. Le projet comprend également la création d'un site de maintenance et de remisage du matériel roulant qui accueillera les bus des lignes B&C, mais également celui de l'ensemble des lignes aujourd'hui remisé sur le site de la Pardieu.

Le projet a été initié par les élus de Clermont-Auvergne Métropole d'une part et ceux du SMTC-AC d'autre part.

Par convention signée le 14 décembre 2018, Clermont Auvergne Métropole a confié au SMTC AC la mission de guider la maitrise d'ouvrage. A noter que le projet est sous maîtrise d'ouvrage unique du SMTC-AC, à la suite du transfert de maîtrise d'ouvrage de la part de Clermont Auvergne Métropole, co-maître d'ouvrage du projet, pour ce qui concerne le périmètre d'aménagement hors éléments du système de transport, par convention signée le 14 décembre 2018. Le SMTC-AC et la Métropole sont organisés en équipe de maîtrise d'ouvrage opérationnelle, ainsi le Syndicat Mixte des Eaux sera amené à travailler avec des membres de l'équipe de maîtrise d'ouvrage du SMTC-AC ou de la Métropole de manière tout à fait équivalente.

Au moment de la rédaction du présent protocole, les études préliminaires du projet sont en cours d'achèvement, et la consultation pour la désignation des maîtres d'œuvre est en cours.

La réalisation du projet rend nécessaire la vérification de la compatibilité du projet avec le positionnement actuel des réseaux, puis si une incompatibilité est détectée, des adaptations de type approfondissement, dévoiement ou mise en protection de réseaux situés dans l'emprise de son tracé, et notamment les réseaux d'adduction d'eau géré par « le Syndicat Mixte des Eaux ».

Dans ce contexte, les parties se sont rapprochées afin de convenir des conditions et modalités de réalisation des études préalables à la vérification de compatibilité et des adaptations des réseaux d'adduction d'eau relevant de la maîtrise d'ouvrage du « Syndicat Mixte des Eaux » et impactés par le projet.

Les obligations mises à la charge de chacune des parties le sont dans l'intérêt du domaine public concerné.

Il est précisé que le présent protocole ne modifie en rien les droits et obligations du concessionnaire pour l'occupation de la voirie métropolitain. Ainsi tous les droits et les obligations du Syndicat Mixte des Eaux restent applicables dans le cadre du projet d'aménagement des lignes B&C.

**CECI EXPOSE, IL A été ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT.**

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

# ARTICLE 1 OBJET

Le présent protocole a pour objet de définir les principes, les modalités et les conditions de réalisation des études préalables de la vérification de la compatibilité du projet avec les réseaux, puis le cas échéant du déplacement, de la modification, de l'adaptation, de la protection et de développement des réseaux de d'adduction d'eau, rendus nécessaires par la réalisation du projet, tel que mentionné et présenté dans l'annexe 1 du présent protocole.

# ARTICLE 2 CHAMP D'APPLICATION

## 2.1. Le projet

La création d'une infrastructure de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) implique des déplacements de réseaux des occupants du domaine public routier.

Par infrastructure « BHNS », il faut enten re :

- Le site propre du BHNS, c'est-à-dire la bande roulante spécifique qui sera réservée aux circulations des us ;
- Les équipements strictement nécessaires au fonctionnement du BHNS, et notamm nt :
  - Les stations et terminus de la lig es ;
  - Tous les équipements nécessaires à la recharge des véhicules électriq es ;
  - Les locaux réservés aux conducte rs ;
  - Les réseaux spécifiques au BHNS et nécessaire à son bon fonctionnement.
- L'ensemble des aménagements urbains réalisés dans le cadre du projet soit l'aménagement de « façade à façade » des rues empruntées ainsi que les différents lieux d'intensité dont le périmètre est précisé en annexe 1. Ces lieux d'intensité sont les suiva ts :
  - La place de l'Europe à Chamaliè es ;
  - La place Renoux, l'avenue Ballainvilliers et la rue Vercingétorix à Clermont-Ferr nd :
  - Le square de la Jeune Résistance à Clermont-Ferr nd ;
  - Le boulevard Schuman à Clermont-Ferr nd ;
  - La façade de l'aéroport à Aulnat.

  A noter que les aménagements urbains incluent notamm nt :

  - Les espaces publics affectés à la circulation de l'ensemble des usagers de la ro te :
    - Piétons
    - Cycles
    - Engins de déplacement individuel motorisés
    - VL, PL, TC
    - Autres engins motorisés (livraison, chantier, sécurité civile…)
  - La plantation d'arbres et la création d'espaces ve ts ;
  - L'implantation du mobilier urbain (bancs, éclairage, etc.)
  - D'autres éléments div rs : containers enterrés pour les ordures ménagères. etc.

A noter qu'au cours des études préliminaires, des grands principes pour le dévoiement des réseaux ont été définis, afin de rationaliser les besoins en dévoiements pour garantir la réalisation puis l'exploitation optimale du BHNS sur le long terme sans pour autant dévoyer l'ensemble des réseaux de manière systématique. Ces grands principes figurent en annexe 2 du présent protocole.

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

## 2.2. Portée du protocole

Le présent protocole a pour objet de régler les conditions de modification de l'autorisation du Concessionnaire, modification caractérisée par la nécessité pour le Concessionnaire de réaliser des études du fait des modifications de réseaux à réaliser pour la mise en œuvre du le projet. La phase des travaux de modification des réseaux sera régie par un protocole distinct, établi sur la base notamment des études réalisées.

Pour la phase travaux, les parties conviennent d'emblée que conformément à l'état actuel du droit, les coûts liés aux travaux de dévoiement du réseau dont il a la garde sont supportés par le concessionnaire.

# ARTICLE 3 ROLES ET RESPONSABILITES RESPECTIVES

## 3.1. Intervenants

Les divers intervenants concernés par le projet sont, d'une p rt :

- Le SMTC AC : maître d'ouvrage unique du pro et ;
- La AM : Co-maître d'ouvrage du projet.

*N ta : dans le cas particulier de la construction du nouveau site de maintenance et de remisage des bus, des protocoles spécifiques seront établis afin d'encadrer les éventuelles modifications de réseaux associées. Elles ne sont pas traitées dans le cadre du présent protocole.*

Et d'autre p rt :

Le Syndicat Mixte des Eaux, maître d'ouvrage, maître d'œuvre, propriétaire et exploitant des réseaux d'adduction d'eau sur la commune d'Aubière.

## 3.2. Maîtrise d'ouvrage et maîtrises d'œuvre du projet

Pour l'intérêt du projet, le Syndicat Mixte des Eaux s'engage à coopérer de bonne foi avec les prestataires techniques suivants travaillant avec le SMTC-AC :

- Setec organisation : AMO-Stratégie ou AMOS, assistant du maître d'ouvrage pour le management du projet et en particulier pour la maîtrise des délais ;
- Egis ville et transport : AMO-Technique ou AMOT, assistant du maître d'ouvrage en charge des études préliminaire, et de la cohérence et la qualité technique globale du projet ;
- Le maître d'œuvre Général ou MOEG, qui aura dans ses missions la synthèse des études de modification des réseaux de l'ensemble du linéaire réaménagé. La consultation pour ce maître d'œuvre est en cours au moment de la rédaction du présent protocole ;
- Le maître d'œuvre de l'aménagement du secteur Renoux-Ballainvilliers-Vercingétorix. La consultation pour ce maître d'œuvre est en cours au moment de la rédaction du présent protocole ;

Dans le cadre du projet, la gestion technique et opérationnelle de l'interface avec les concessionnaires « réseaux » est confiée à l'AMOT jusqu'à la désignation du maître d'œuvre général (MOEG), qui sera alors en pleine responsabilité de la gestion de cette interface, au travers des deux missions suivantes :

- Mission de coordination des études et travaux de déviation de réseaux,
- Mission de direction de la cellule de synthèse.

C'est notamment dans ce cadre, que l'AMOT puis le MOEG accompagnent les concessionnaires dans la définition des éléments de leurs programmes d'études.

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

Le SMTC-AC reste l'unique responsable vis-à-vis des concessionnaires « r
en particulier, la validation du « projet technique de référence » ou PTR (Cf article 4), du « calendrier général de référence » (Cf article 5) mais également en ce qui concerne tous les aspects contractuels ou financiers attachés au présent protocole.

## 3.3. Le Syndicat Mixte des Eaux

En tant que concessionnaire du réseau d'adduction d'eau, le Syndicat Mixte des Eaux exerce l'intégralité des missions de maîtrise d'ouvrage pour les modifications des réseaux dont il assure la garde et la gestion.

Notamment, dans le respect des textes et des règles de l'art, le Syndicat Mixte des Eaux se charge d'étudier :

- La modification des réseaux d'adduction d'eau, en tenant compte notamment :
  - De leur nature,
  - De leur position par rapport à l'implantation des différents éléments du projet (Cf article 2),
  - Des principes définis à l'annexe 2 du présent protocole,
  - De la politique du gestionnaire de voirie de voir procéder à l'enfouissement des réseaux aériens
  - De la synthèse des réseaux qui sera effectuée par le maître d'œuvre ligne du projet.
- Les conditions de maintien en place des réseaux souterrains ou aériens et notamment pour les réseaux souterrains, le renforcement éventuel de la protection mécanique des parties situées sous la plate-forme du BHNS ou croisant celle-ci.
- Le déplacement des ouvrages accessoires aux réseaux dans le cadre des opérations rendues nécessaires par l'aménagement des voiries.

En particulier, le concessionnaire devra démontrer que les conditions d'intervention ultérieures sur les réseaux conservés sous la plate-forme du BHNS ne portent pas atteinte au bon fonctionnement du BHNS ou à l'intégrité de ses infrastructures après mise en service.

## 3.4. Participation du Syndicat Mixte des Eaux à l'organisation mise en place

Le Syndicat Mixte des Eaux participe à l'organisation mise en place par le SMTC-AC dans le cadre du projet et notamment en ce qui concerne :

- La synthèse des réseaux et l'identification des conflits, préalablement à l'établissement du PTR ;
- La participation à la mission de coordination du MOEG ;
- La participation à la mission de la cellule de synthèse du MOEG ;
- Le respect de la charte graphique pour toute la production de documents graphiques ;
- La communication externe sur le projet, le Syndicat Mixte des Eaux et le SMTC-AC devant s'informer préalablement de toute communication externe sur le projet de BHNS.

# ARTICLE 4 CONTENU DES ETUDES - PROJET TECHNIQUE DE REFERENCE (PTR)

## 4.1. Méthodologie de réalisation des études de modification des réseaux pour garantir l'intégrité du domaine public et sa valorisation par la réalisation du Projet.

Il est fixé le mode de fonctionnement suivant :

- L'AMOT donne les exigences précises à respecter par le concessionnaire dans le cadre de ses études (principes définis à l'annexe 2),
- Le concessionnaire définit son programme d'étude (article 4.3),

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

- Le concessionnaire produit son projet de dévoiement ou renforcement ou la non-nécessité de dévoyer. Son projet doit démontrer que les conditions [illegible] sur les réseaux conservés sous la plate-forme du BHNS ne portent pas atteinte au bon fonctionnement du BHNS ou à l'intégrité de ses infrastructures après mise en service. Le MOE, responsable de la synthèse réseaux, analyse les études de chaque concessionnaire et lui indique les éventuelles reprises nécessaires afin d'aboutir à un projet global de modifications des réseaux cohérent,

- Le gestionnaire de voirie (Métropole) et le MOA vérifient la conformité du projet du concessionnaire vis-à-vis de leurs exigences dans leurs domaines de compétence respectifs,

- Le MOA valide in fine les études.

## 4.2. Principe de recherche des solutions techniques les plus appropriées au meilleur coût

Le SMTC-AC et le Syndicat Mixte des Eaux s'engagent à limiter au strict nécessaire le coût des études et des futurs travaux de modification des réseaux tout en respectant les grands principes présentés à l'annexe 2 du présent document et le régime de l'occupation des voiries qui leur ont été délivrées.

Ils s'engagent à adopter les solutions techniques les plus appropriées, en particulier celles évitant le déplacement des ouvrages du Syndicat Mixte des Eaux, ou en limitant le coût des déplacements ou protections quand ils ne peuvent être évités, pour autant toutefois que ces solutions techniques n'impactent ni les coûts, ni les délais de réalisation du projet, ni ses performances finales en termes de fiabilité, maintenance, disponibilité ou sécurité, ni sa qualité urbaine et architecturale.

## 4.3. Programme des études de dévoiement objet du présent protocole

Les études préalables menées par l'AMOT et les principes arrêtés à l'annexe 2 du présent protocole ont permis de définir le programme des études de dévoiement ci-dessous :

- Avenue Ernest Cristal en limite communale de Clermont-Ferrand et d'Aubière
- Rue de Sarlième pour sa partie située sur la commune d'Aubière

## 4.4. Modifications de programme en cours d'étude

Le programme pourra être modifié au cours de la phase AVP en fonction des évolutions des études techniques du projet de BHNS. Un avenant au présent protocole sera alors signé afin de prendre en compte les évolutions de ce programme.

La passation d'un avenant devra respecter les étapes et délais maximaux suivants :

- Le maître d'ouvrage ou son représentant, ou le cas échéant le concessionnaire informe dès la survenance de la modification de programme ;
- Le concessionnaire précise les incidences sur ses études, la nécessité d'un avenant et propose une rédaction pour ce dernier dans un délai de 15 jours ;
- Le maître d'ouvrage valide ou propose une version amendée de cet avenant dans un délai de 15 jours ;
- Dès accord des deux parties, l'avenant est signé dans un délai de 15 jours.

## 4.5. Définition du « Projet Technique de Référence »

Pour le projet de BHNS Clermontois, le « Projet Technique de Référence » ou PTR correspond aux études que doit mener le Syndicat Mixte des Eaux en collaboration avec le SMTC-AC, dans le cadre du présent protocole. Le PTR se présente sous la forme de notes et de planches de synthèse produites par le Syndicat Mixte des Eaux et est réalisé sur la base de la synthèse des réseaux et de l'identification des conflits fournies réalisés par le MOE.

Le PTR apporte notamment les informations suivantes :

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

- Les caractéristiques et le positionnement des réseaux à l'état initial avan
- Les plans précis des ouvrages du Syndicat Mixte des Eaux à modifier pour la bonne réalisation du projet.

Les études de dévoiement de l'ensemble des concessionnaires seront menées en parallèle des études AVP du MOEG. Le MOEG établira la synthèse des réseaux, et identifiera ainsi les éventuels conflits des projets de modifications de réseaux présentées par le Syndicat Mixte des Eaux. Le MOEG sera force de proposition afin que les concessionnaires modifient éventuellement leur projet afin d'aboutir au projet final, qui permettra une compatibilité de l'ensemble des réseaux impactés avec le projet.

# ARTICLE 5 ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DE REALISATION DE REFERENCE

## 5.1. Planning général de réalisation du projet

Il prévoit :

- L'achèvement de l'ensemble des travaux de modification des réseaux concessionnaires à la fin novembre 2024 ;
- Une mise en service complète du BHNS en janvier 2026.

## 5.2. Calendrier de dévoiement des réseaux du Syndicat Mixte des Eaux

Le calendrier des études et des travaux concernant les dévoiements des réseaux du Syndicat Mixte des Eaux comporte les phases clé suivantes :

- Les études de modifications des ouvrages doivent être réalisées, terminées et validées définitivement (y compris synthèse) à la fin février 2022 ;

Les parties affineront, en concertation et dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent protocole, le calendrier et les modalités d'exécution des études concernant les réseaux du Syndicat Mixte des Eaux, dans le respect de la date de démarrage des travaux du projet. Ces modalités seront également affinées en articulation avec les autres réseaux afférents, dans un souci de coordination des travaux.

Les périodes d'intervention seront soumises à la condition de l'obtention des éventuelles autorisations administratives préliminaires et si nécessaires, des autorisations de passage sur les terrains privés, dont sera informé préalablement le SMTC-AC dans des délais raisonnables. Le calendrier de référence devra donc inclure les contraintes et délais associés à l'obtention de ces différentes autorisations.

Sous réserve de l'article 6.3, le Concessionnaire est responsable du non-respect de ses engagements.

## 5.3. Force majeure

Relève de la force majeure un évènement répondant à la définition prévue par l'article 1218 du Code civil et rendant impossible l'exécution totale ou partielle du protocole, malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Aucune Partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou pour avoir accompli avec retard une obligation au titre du Protocole dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement d'un évènement présentant toutes les caractéristiques de la force majeure.

En cas de survenance d'un événement de force majeure ou d'une Cause exonératoire au sens du présent Article, les Parties ont l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de leurs propres obligations.

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

La Partie qui, par action ou par omission, aurait sérieusement aggravé les cons
présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoque
effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Si une partie invoque la survenance d'un cas de Force majeure, elle le notifie à l'autre partie dans un délai de 30 jours à partir de sa prise de connaissance, par écrit, en précisant la nature de l'événement, les justifications amenant à se prévaloir de la force majeure, la ou les perturbations en résultant ou susceptibles d'en résulter et les mesures mises en œuvre ou envisagées pour en atténuer les effets.

Chaque partie supporte pour ce qui la concerne les incidences d'un cas de force majeure. Ainsi, le SMTC-AC ne supportera pas les incidences financières ou des pertes pour le concessionnaire de cet évènement ne relevant pas de sa responsabilité.

# ARTICLE 6 ECHANGES ET REUNIONS DE TRAVAIL

## 6.1. Echanges entre le Syndicat Mixte des Eaux et le SMTC-AC

Le Syndicat Mixte des Eaux s'engage à associer le SMTC-AC, dès le démarrage de ses études, afin que ce dernier puisse prendre en compte les contraintes du Syndicat Mixte des Eaux le plus en amont possible au regard du projet de BHNS et inversement.

Les échanges entre le Syndicat Mixte des Eaux et le SMTC-AC seront formalisés par des comptes-rendus.

## 6.2. Echanges entre le Syndicat Mixte des Eaux et l'AMOT ou le MOE

Au cours de la réalisation des études de modification des réseaux impactés par le projet de BHNS, le Syndicat Mixte des Eaux rencontrera régulièrement l'AMOT ou le MOE afin de présenter l'avancement de ses études et notamment en ce qui concerne la transmission des éléments nécessaires à l'élaboration des plans de synthèse des réseaux.

Ces réunions de travail feront l'objet de comptes-rendus rédigés par l'AMOT ou le MOE.

# ARTICLE 7 CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme confidentiels toutes les informations, documents et données, quel qu'en soit le support, qu'elles s'échangent à l'occasion de l'exécution du présent protocole. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers, sans l'accord préalable écrit de la Partie concernée.

# ARTICLE 8 DUREE DU PROTOCOLE

Le protocole prend effet à compter de la date de notification par le SMTC-AC ou son représentant du protocole signé par l'ensemble des parties et prend fin à l'extinction complète des obligations nées du présent protocole et au plus tard le 31 décembre 2025.

Sa durée pourra être prolongée d'un commun accord entre les parties.

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

# ARTICLE 9 REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de désaccord quant à l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable, préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal compétent.

Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, les Parties doivent exécuter de bonne foi le Contrat.

En cas de litige relatif à l'application ou à l'interprétation des stipulations du Contrat, les Parties peuvent convenir de se soumettre, préalablement à toute action contentieuse, à une procédure de règlement amiable selon les modalités suivantes sans que celle-ci présente un caractère obligatoire.

La Partie désirant recourir à une procédure de conciliation ou de médiation adresse sa demande à l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception, en exposant succinctement l'objet de sa demande et mentionnant son désir de concilier.

Faute de réponse ou en cas de réponse négative de l'autre Partie sur le principe du recours à la procédure de conciliation ou de médiation, dans un délai d'un (1) mois au plus tard à compter de la réception de la demande, la demande de conciliation ou de médiation est considérée comme rejetée.

En cas d'accord sur le principe du recours à la procédure de conciliation ou de médiation, les Parties désignent conjointement un conciliateur ou médiateur unique (éventuellement assisté d'un ou plusieurs sapiteurs). Les parties disposent de quinze (15) jours pour désigner un conciliateur ou médiateur à compter de la naissance de l'accord sur le recours à la conciliation ou de la médiation. A défaut d'accord sur le conciliateur ou le médiateur dans le délai imparti, la partie la plus diligence peut saisir le tribunal compétent pour faire désigner le conciliateur ou le médiateur.

Les honoraires et autres frais liés à la mise en œuvre de la procédure de conciliation ou de médiation sont partagés à parts égales entre les Parties.

# ARTICLE 10 ANNEXES

Sont annexés au présent protocole, les documents suivants :

- Annexe 1 : Caractéristiques des ouvrages du projet de BHNS
- Annexe 2 : Note d'analyse des enjeux réseaux

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

Fait à Clermont-Ferrand

En deux exemplaires originaux

Le 12 AOUT 2021

Pour le SMTC-AC
Par délégation du Président
Le 1er Vice-président

**Hervé PRONONCE**

M. François RAGE

SMTC-AC

Le Président

Pour le Syndicat Mixte des Eaux

M./Mme Raymond ASTIER

Syndicat Mixte des Eaux

Le Président

Envoyé en préfecture le 20/08/2021
Reçu en préfecture le 20/08/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210812-C21_09-CC

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

inspiRe

un nouveau souffle pour nos mobilités

ENEDIS

L'ELECTRICITE EN RESEAU

Phase EPR

# Réseaux concessionnaires

## Protocole relatif aux études préalables à la déviation des réseaux de distribution d'électricité impactés par la réalisation du projet des lignes de BHNS du réseau de transport en commun de la métropole clermontoise

## ENEDIS

Émetteur : setec organisation

setec organisation

Setec Organisation
Immeuble le Crystallin – CS20087
191/193 cours Lafayette
69 458 LYON Cedex 06

Tél : 04.27.85.49.20

N° d'identification

| BC. | TTZ. | EPR. | REN | 500 | X | AMOS | 006. | F. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ligne | Axe | Phase | Spécialité | Type | Tome | Émetteur | N° d'ordre | Indice |

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

# Révision de ce document

| Indice | Date | Pages | Objet de la révision |
|---|---|---|---|
| A | 01/12/20 | Toutes | Édition du document |
| B | 07/01/21 | Toutes | Prise en compte remarques CAM |
| C | 12/01/21 | Toutes | Mise à jour suite à réunion de travail du 12 janvier |
| D | 08/02/21 | Toutes | Relecture du cabinet Cabane/Neveu |
| E | 12/05/21 | Toutes | Modification suite à relecture Enedis |
| F | 20/07/21 | Toutes | Modification suite à relecture pôle Achats/Juridique SMTC |
| G | | | |

# Validation du document

Émetteur : setec organisation

| Rédaction | Vérification | Validation |
|---|---|---|
| Nom | Nom | Nom |
| J. GRISARD | P. BEDEK | P. BEDEK |
| Date | Date | Date |
| 12/12/2020 | 13/12/2020 | 13/12/2020 |
| Visa | Visa | Visa |

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

Le présent protocole est établi :

**ENTRE**

- **LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE,** dont le siège est 2 bis, rue de l'Hermitage, 63000 CLERMONT-FERRAND, représenté par Monsieur François RAGE agissant en sa qualité de président, dûment habilité par délibération du Comité Syndical numéro 5 du 30 juillet 2020

- Ci-après dénommé « le SMTC-AC » ou « le maître d'ouvrage »

**d'une part**

**ET**

- **ENEDIS** . Société Anonyme à directoire et à conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, dont le siège social est Tour Enedis 34, place des Corolles 92079 Paris La Défense représentée par Cyrille Moreau, Directeur régional Auvergne, dûment habilité à cet effet,

- Ci-après, dénommé ENEDIS ou le Distributeur,

**d'autre part.**

L'ensemble des signataires sont dénommés ensemble « les Parties ».

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

# SOMMAIRE

**EXPOSE PREALABLE** 6

ARTICLE 1 DEFINITIONS 7

ARTICLE 2 OBJET 8

ARTICLE 3 CHAMP D'APPLICATION 9

ARTICLE 4 ROLES ET OBLIGATIONS DES PARTIES 10
4.1. Généralités 10
4.2. Rôle du SMTC-AC 10
4.3. Rôle du Distributeur 10
4.4. Participation d'ENEDIS à l'organisation mise en place 12

ARTICLE 5 CONTENU DES ETUDES – PROJET TECHNIQUE DE REFERENCE (PTR) 12
5.1. Méthodologie de réalisation des études de déplacement, d'enfouissement et/ou protection des Ouvrages Electriques. 12
5.2. Principe de recherche des solutions techniques les plus appropriées au meilleur coût 13
5.3. Modifications de Tracé ou Solution Alternative après notification 13
5.4. Définition du « Projet Technique de Référence » 13

ARTICLE 6 ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DE REALISATION DE REFERENCE 14
6.1. Planning général de réalisation du projet 14
6.2. Calendrier des études d'enfouissement, de déplacement et/ou protection des Ouvrages Electriques 14
6.3. Force majeure 15

ARTICLE 7 ABANDON DU PROJET 15

ARTICLE 8 ECHANGES ET REUNIONS DE TRAVAIL 15
8.1. Echanges entre les Parties 15
8.2. Echanges entre ENEDIS et SMTC-AC 16
8.3. Echanges entre ENEDIS et l'AMOT ou le MOE 16

ARTICLE 9 RESILIATION 16

ARTICLE 10 CONFIDENTIALITE 17

ARTICLE 11 DUREE DU PROTOCOLE 17

ARTICLE 12 REGLEMENT DES DIFFERENDS 17

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

# ARTICLE 13 ANNEXES

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

# EXPOSE PREALABLE

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC), syndicat mixte de transports au sens des articles L. 1231-10 à -13 du code des transports, a la qualité d'autorité organisatrice des transports urbains de personnes, sur le territoire métropolitain.

Enedis est le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité en vertu de l'article L. 111-52 du code de l'énergie et des cahiers des charges de la concession de distribution public d'électricité applicables sur le département du Puy de Dôme

Dans le cadre de ses missions, le SMTC-AC a adopté un projet de développement pour la période 2016-2032 dont l'objectif premier est de faire évoluer significativement les pratiques de mobilité au sein de son ressort territorial.

La première étape de ce projet consiste à traiter les lignes B et C, 2ème et 3ème lignes du réseau avec en cumulé, 25 000 voyageurs par jour, et à définir leurs modalités d'exploitation et le choix du ou des modes, la priorité étant donnée à l'électromobilité, pour une mise en œuvre en janvier 2026.

Le projet d'aménagement des lignes B&C – ci-après dénommé « le Projet » - comprend la réalisation d'un site réservé sur la majorité du linéaire des deux lignes avec ses stations et les équipements nécessaires au fonctionnement des lignes ainsi que le réaménagement des espaces « de façade à façade » des rues empruntées et de plusieurs « lieux d'intensité » qui feront l'objet d'un traitement architectural spécifique. Le Projet comprend également la création d'un site de maintenance et de remisage du matériel roulant qui accueillera les bus des lignes B&C, mais également celui de l'ensemble des lignes aujourd'hui remisé sur le site de la Pardieu.

Le Projet a été initié par les élus de Clermont-Auvergne Métropole d'une part et ceux du SMTC-AC d'autre part.

Par convention signée le 14 décembre 2018 (jointe en annexe du protocole), Clermont Auvergne Métropole a confié au SMTC AC la maîtrise d'ouvrage unique du Projet au SMTC-AC. A noter toutefois que Clermont Auvergne Métropole assure un suivi très rapproché du projet, pour ce qui concerne le périmètre d'aménagement hors éléments du système de transport.

Le SMTC-AC et la Métropole sont organisés en équipe de maîtrise d'ouvrage opérationnelle, ainsi ENEDIS sera amené à travailler avec des membres de l'équipe de maîtrise d'ouvrage du SMTC-AC ou de la Métropole de manière tout à fait équivalente.

Au moment de la rédaction du présent protocole, les études préliminaires du Projet réalisés par l'AMO-Technique Egis sont en cours d'achèvement, et la consultation pour la désignation des maîtres d'œuvre est en cours.

La réalisation du Projet rend nécessaire la vérification de la compatibilité de celui-ci avec le positionnement actuel des réseaux, et le cas échéant, si une incompatibilité est détectée, des adaptations de type approfondissement, dévoiement ou mise en protection de réseaux situés dans l'emprise du Projet, et notamment des réseaux de distribution d'électricité géré par ENEDIS. Il est par ailleurs souhaité que les réseaux aériens existants et parallèles aux tracés des deux lignes puissent être enfouis dans le cadre de l'opération. Ainsi, des études d'enfouissement de ces réseaux doivent également être menées.

Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées afin de convenir des conditions et modalités de réalisation des études préalables à la vérification de compatibilité, des adaptations et des enfouissements des Ouvrages Electriques nécessitées par le Projet.

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

Il est précisé que le présent protocole ne modifie en rien les dr Distributeur pour l'occupation de la voirie métropolitaine. Ainsi tous les droits et les obligations d'ENEDIS restent applicables dans le cadre du Projet.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT.

# ARTICLE 1 DEFINITIONS

Les termes et expressions commençant par une majuscule dans le présent protocole sont définis comme suit.

Cellule de Synthèse : cellule composée des représentants du Maître d'ouvrage, de son Maître d'œuvre, du gestionnaire de la voirie concernée par le Projet et du Distributeur. Elle se réunit pour vérifier la faisabilité des Projets de Tracés des Ouvrages Electriques, les Solutions Alternatives proposées par le Distributeur.

Conflits : situation dans laquelle un Ouvrage Electrique existant fait obstacle à la réalisation ou à l'exploitation futur du Projet.

Intervenants : toute personne réalisant ou pour le compte de laquelle des travaux sont réalisés dans le périmètre du Projet.

Maître d'ouvrage : personne morale pour laquelle les travaux relatifs au Projet sont exécutés. Responsable principal du Projet, il remplit dans ce rôle une fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre.

Maître d'œuvre : personne, morale ou physique, publique ou privée, chargée d'apporter une réponse architecturale, technique et économique, aux besoins du maître d'ouvrage et de faire réaliser les travaux correspondants (conception des cahiers des charges, passation des marchés et rédaction des contrats, surveillance des travaux et des prestations, réception des ouvrages etc.). Pour l'opération objet du présent protocole, il convient de noter que plusieurs maîtres d'œuvre seront amenés à travailler, chacun sur un périmètre qui lui est propre. Ainsi, on définit en particulier :

- Le Maître d'Œuvre Général ou MOE-G : en charge de l'aménagement de voirie du projet InspiRe, qu'il relève de l'aménagement du système de transport ou des aménagements urbains associés, à l'exception du lieu de projet Renoux-Ballainvilliers-Joffre-Vercingétorix.
- Le Maître d'Œuvre Lieu de Projet ou MOE-LdP : en charge de l'aménagement de l'espace Renoux-Ballainvilliers-Joffre-Vercingétorix.
- Le Maître d'Œuvre du Centre de Maintenance et de Remisage ou MOE-CMR : en charge de l'aménagement du futur centre de maintenance et de remisage du projet InspiRe situé à la pointe de Cournon d'Auvergne.

Ouvrages Electriques : ouvrages de distribution publique d'électricité dont la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien et la maintenance ont été confiées au Distributeur en vertu de l'article L. 322-8 du Code de l'énergie et des cahiers des charges

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

de la concession de distribution publique d'électricité applicables sur le département du Puy de Dôme.

Phase Conception : phase durant laquelle sont déterminées les solutions techniques de déplacement des Ouvrages Electriques et les Solutions Alternatives permettant d'éviter leur déplacement. A noter que les études objet du présent protocole ont pour objectif d'aboutir à la synthèse des réseaux. La phase conception détaillée permettant de finaliser le projet en en vue de la réalisation n'est pas inclus dans le cadre du protocole.

Calendrier général de référence : document reprenant les périodes et les dates d'intervention de chacun des Intervenants dans le périmètre du Projet.

Projet : projet relatif à la création d'une infrastructure de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS). Le nom retenu pour communiquer autour du projet est « InspiRe ».

Projets de Tracés : propositions de nouveaux tracés des Ouvrages Electriques à déplacer par le Distributeur.

Solutions Alternatives : solutions techniques qui permettent de ne pas déplacer des Ouvrages Electriques impactés par le Projet en mettant en œuvre des protections provisoires ou définitives ou des adaptations d'ouvrages réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du SMTC-AC.

Synthèse des réseaux : Mise en compatibilité de l'ensemble des études réalisées par les différents concessionnaires pour le projet InspiRe afin d'arrêter le programme et les emprises de chacun. Cette synthèse est réalisé sur la base d'études de niveau AVP menées par l'ensemble des concessionnaires de réseaux, et comporte des itérations afin de rendre compatible l'ensemble des projets d'adaptation des réseaux.

# ARTICLE 2 OBJET

Le présent protocole a pour objet de définir les modalités et les conditions de réalisation des études préalables de dévoiement et/ou protection des Ouvrages Electriques, études permettant

- de vérifier la compatibilité du Projet avec les Ouvrages Electriques et en cas d'incompatibilité, étudier les adaptations nécessaires : protection ou déplacement des ouvrages ;
- d'étudier les possibilités d'enfouissement des réseaux aériens.

Il précisera notamment :

- Le rôle et la qualité de chacune des Parties et leurs représentants ;
- Les obligations de chacune des Parties en vue d'organiser les interfaces entre les différents Intervenants si besoin ;

Il ne traite pas des aspects financiers qui seront traités dans le protocole de la phase travaux qui sera rédigés ultérieurement.

Il s'applique aux Ouvrages Electriques se trouvant dans l'emprise du domaine public et dont le déplacement et/ou la protection seraient nécessités par la réalisation du Projet.

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

# ARTICLE 3 CHAMP D'APPLICATION

La création d'une infrastructure de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) implique des déplacements de réseaux des occupants du domaine public routier.

Par infrastructure « BHNS », il faut entendre :

- Le site propre du BHNS, c'est-à-dire la bande roulante spécifique qui sera réservée aux circulations des bus ;
- Les équipements strictement nécessaires au bon fonctionnement[1] du BHNS, et notamment :
  - Les stations et terminus de la ligne ;
  - Tous les équipements nécessaires à la recharge des véhicules électriques ;
  - Les locaux réservés aux conducteurs ;
  - Les réseaux spécifiques au BHNS et nécessaire à son bon fonctionnement.
- L'ensemble des aménagements urbains réalisés dans le cadre du projet soit l'aménagement de « façade à façade » des rues empruntées ainsi que les différents lieux d'intensité dont le périmètre est précisé en annexe 1. Ces lieux d'intensité sont les suivants :
  - La place de l'Europe à Chamalières ;
  - La place Renoux, l'avenue Ballainvilliers et la rue Vercingétorix à Clermont-Ferrand ;
  - Le square de la Jeune Résistance à Clermont-Ferrand ;
  - Le boulevard Schuman à Clermont-Ferrand ;
  - La façade de l'aéroport à Aulnat.

  A noter que les aménagements urbains incluent notamment :

  - Les espaces publics affectés à la circulation de l'ensemble des usagers de la route :
    - Piétons
    - Cycles
    - Engins de déplacement individuel motorisés
    - VL, PL, TC

  Autres engins motorisés (livraison, chantier, sécurité civile…)

  - La plantation d'arbres et la création d'espaces verts ;
  - L'implantation du mobilier urbain (bancs, éclairage, etc.)
  - D'autres éléments divers : containers enterrés pour les ordures ménagères, etc.

Le Projet constitue une opération d'aménagement réalisée dans l'intérêt de la voirie et conforme à la destination du domaine public routier occupé.

Les aspects financiers, comme évoqué à l'article 2, seront vus ultérieurement et séparément à ce protocole.

A noter qu'au cours des études préliminaires, des grands principes pour le dévoiement des réseaux ont été définis, afin de rationaliser les besoins en dévoiements pour garantir la réalisation puis l'exploitation optimale du Projet sur le long terme sans pour autant

[1] Par « bon fonctionnement », on entend la garantie de la vitesse commerciale et de la bonne prise en charge des usagers en station pour toute intervention courante d'entretien / maintenance des réseaux.

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

dévoyer l'ensemble des réseaux de manière systématique. Ces grands principes figurent en annexe 2 du présent protocole.

# ARTICLE 4 ROLES ET OBLIGATIONS DES PARTIES

## 4.1. Généralités

Chaque Maître d'ouvrage veillera au respect de la législation du travail à l'intérieur du chantier dont il est responsable, notamment à l'application de l'article L.4531-1 et suivants du code du travail et des articles R4532-1 et suivants dudit code. A ce titre, chaque maître d'ouvrage désignera et rémunérera son propre coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS). Ce coordonnateur devra se coordonner avec les coordonnateurs du SMTC-AC. La concertation des maîtres d'ouvrages en matière de coordination de santé-sécurité se déroulera de façon continue dans le cadre des réunions organisées.

## 4.2. Rôle du SMTC-AC

Le SMTC-AC est le maître d'ouvrage du Projet.

Dans l'intérêt du Projet, ENEDIS s'engage à coopérer de bonne foi avec les prestataires techniques suivants travaillant avec le SMTC-AC :

- Setec organisation : AMO-Stratégie ou AMOS, assistant du maître d'ouvrage pour le management du Projet et en particulier pour la maîtrise des délais ;
- Egis ville et transport : AMO-Technique ou AMOT, assistant du maître d'ouvrage en charge des études préliminaire, et de la cohérence et la qualité technique globale du Projet ;
- Le maître d'œuvre Général ou MOEG, qui aura dans ses missions la coordination et la synthèse des études de modification des réseaux de l'ensemble du linéaire réaménagé. La consultation pour ce maître d'œuvre est en cours au moment de la rédaction du présent protocole ;
- Le maître d'œuvre de l'aménagement du secteur Renoux-Ballainvilliers-Vercingétorix. La consultation pour ce maître d'œuvre est en cours au moment de la rédaction du présent protocole ;

Dans le cadre du Projet, la gestion technique et opérationnelle de l'interface avec les concessionnaires « réseaux » est confiée à l'AMOT jusqu'à la désignation du maître d'œuvre général (MOEG), qui sera alors en pleine responsabilité de la gestion de cette interface, au travers des deux missions suivantes :

- Mission de coordination des études et travaux de déviation de réseaux,
- Mission de direction de la cellule de synthèse.

C'est notamment dans ce cadre, que l'AMOT puis le MOEG accompagnent les concessionnaires dans la définition des éléments de leurs programmes d'études.

Le SMTC-AC reste l'unique responsable vis-à-vis des concessionnaires « réseaux » en ce qui concerne en particulier, la validation des « projets de tracés » (Cf article 5), du « calendrier général de référence » (Cf article 6) mais également en ce qui concerne tous les aspects contractuels ou financiers attachés au présent protocole.

## 4.3. Rôle du Distributeur

Le distributeur exerce la maitrise d'ouvrage et la maitrise d'œuvre des études et travaux réalisés sur les Ouvrages Electriques.

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

En sa qualité de Maitre d'ouvrage, le Distributeur assurera les op des Ouvrages Electriques conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Après réception, le Distributeur assurera l'exploitation des Ouvrages Electriques déplacés.

Notamment, dans le respect des textes et des règles de l'art, ENEDIS se charge d'étudier :

- La compatibilité du Projet avec ses Ouvrages Electriques et en cas d'incompatibilité :
  - Les adaptations ou renforcements de la protection mécanique des Ouvrages Electriques situés sous l'emprise du Projet ou croisant celui-ci (traversées)
  - Les déplacements d'Ouvrages Electriques rendus nécessaires afin que leur exploitation ne gêne pas la réalisation et le bon fonctionnement de l'infrastructure de transport prévue par le Projet,
  - Les déplacements des Ouvrages Electriques rendus nécessaires par les modifications et aménagements de voiries prévues dans le cadre du Projet
- Les enfouissements des réseaux électriques aériens parallèles aux voiries empruntées par les deux lignes de BHNS

en tenant compte notamment :

  - De leur nature,
  - De leur position par rapport à l'implantation des différents éléments du Projet (Cf article 3), et des rues adjacentes au Projet dans le cadre du développement et de l'exploitation des réseaux de distribution
  - Des principes définis à l'annexe 2 du présent protocole,
  - De la politique du gestionnaire de voirie de voir procéder à l'enfouissement des réseaux aériens.
  - De la synthèse des réseaux qui sera effectuée par le maître d'œuvre général du Projet.

- Les études de dévoiement des Ouvrages Electriques ne tiennent pas compte :
  - Des réseaux dits « torsadé façade »
  - Des raccordements électriques

Concernant les déplacements ou protections d'Ouvrages Electriques qui, bien que ne constituant pas la conséquence directe des travaux relatifs à la réalisation du Projet, sont rendus nécessaires,

  - soit par le déplacement d'ouvrages appartenant à d'autres occupants du domaine public routier,
  - soit par la réalisation de travaux non directement liés à l'opération précitée.

Il est à noter d'ores et déjà que les modifications susvisées devront faire l'objet d'une demande écrite de l'occupant du domaine public qui souhaite la libération de l'espace et seront validés par la Cellule de Synthèse. Les frais inhérents aux travaux découlant de ces études puis des travaux seront à charge du demandeur conformément au régime de droit commun des dommages de travaux publics ou la règle de l'antériorité,

Enfin, le Distributeur devra démontrer que les conditions d'interventions ultérieures sur les Ouvrages Electriques conservés sous la plate-forme du Projet ne portent pas atteinte au bon fonctionnement du Projet ou à l'intégrité de ses infrastructures après mise en service. Autrement dit, le distributeur s'assure que ses réseaux, après réalisation des travaux d'adaptation, sont conformes aux prescriptions indiquées à l'annexe 2 du présent protocole ou qu'il a trouvé une solution acceptée par le MOE-G et le MOA.

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

## 4.4. Participation d'ENEDIS à l'organisation mise en place

ENEDIS participe à l'organisation mise en place par le SMTC-AC dans le cadre du Projet et notamment en ce qui concerne :

- La synthèse des réseaux et l'identification des conflits, préalablement à l'établissement des Projets de Tracés ;
- La participation à la mission de coordination du MOEG ;
- La participation à la mission de la cellule de synthèse du MOEG ;
- Le respect de la charte graphique pour toute la production de documents graphiques ;
- La communication externe sur le Projet, ENEDIS et le SMTC-AC devant s'informer préalablement de toute communication externe sur le Projet.

Les obligations respectives des signataires du présent protocole sont décrites à l'article 8.

# ARTICLE 5 CONTENU DES ETUDES – PROJET TECHNIQUE DE REFERENCE (PTR)

## 5.1. Méthodologie de réalisation des études de déplacement, d'enfouissement et/ou protection des Ouvrages Electriques.

Il est fixé le mode de fonctionnement suivant :

- L'AMOT donne les exigences précises à respecter par le distributeur dans le cadre de ses études (principes définis à l'annexe 2)
- Ce Projet devra comprendre la planimétrie, l'altimétrie, les coupes en travers des ouvrages et le résultat des sondages.
- Les documents fournis (dont les annexes 1 et 2) seront mis à jour autant de fois que nécessaire en fonction des informations et décisions prises
- Sur la base de ce Projet détaillé, le Distributeur identifie :
    - les Ouvrages Electriques dont le déplacement est rendu nécessaire par le Projet, –
    - ceux non-déplacés mais pour lesquels une protection devra être réalisée,
    - ceux non-impactés par le Projet.
    - les Ouvrages Electriques à enfouir conformément à l'article 6 de l'annexe 2. Le choix du maître d'ouvrage (ENEDIS et ou SIEG Syndicat Intercommunal d'Electricité et de Gaz du Puy de Dôme) et le traitement des aspects financiers seront définis dans une autre convention.
    - les Ouvrages Electriques à créer ou à renouveler dans le cadre de sa politique de renouvellement et de renforcement des réseaux
- Une fois cette identification réalisée, le Distributeur communique au MOE des Projets de Tracés pour les Ouvrages Electriques dont le déplacement est rendu nécessaire par le Projet et des Solutions Alternatives pour ceux non-déplacés mais dont le maintien devra être rendu compatible avec le Projet.
- Le MOE, responsable de la synthèse réseaux, procédera à l'étude des Projets de Tracés et Solutions Alternatives présentés par le Distributeur en cellule de synthèse.

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

- Cette dernière devra vérifier si les Projets de Tracés et les S proposés par le Distributeur sont réalisables au regard notamment :
  - de la présence d'autres ouvrages aux emplacements projetés (distribution de gaz, d'eau etc.),
  - des contraintes archéologiques identifiées par le Maître d'ouvrage ou,
  - toute autre raison technique ou administrative de nature à compromettre leur faisabilité.

En cas d'accord à propos des Projets de Tracés et les Solutions Alternatives, le SMTC-AC les notifie au Distributeur. Ces Projets de Tracés et Solutions Alternatives sont alors considérés comme définitifs à compter de leur notification.

En cas de désaccord concernant un Projet de Tracé proposé par le Distributeur, les Parties détermineront, en concertation, dans le cadre de la cellule de synthèse, en tenant compte des contraintes techniques, administratives et financières un nouveau Projet de Tracé sous réserve que l'incompatibilité du Projet de Tracé initialement proposé par le Distributeur avec le Projet soit démontrée par le Maître d'ouvrage. Le distributeur reprendra alors son projet qui devra être validé par le MOEG. Il sera alors notifié par le SMTC-AC au distributeur et considéré ainsi comme définitif.

## 5.2. Principe de recherche des solutions techniques les plus appropriées au meilleur coût

Le SMTC-AC et ENEDIS s'engagent à limiter au strict nécessaire le coût des études et des futurs travaux devant être exécutés sur les Ouvrages Electriques tout en respectant les grands principes présentés à l'annexe 2 du présent document et le régime de l'occupation des voiries qui leur ont été délivrées.

Ils s'engagent à rechercher ensemble et à adopter les solutions techniques les plus appropriées, en particulier celles évitant le déplacement des Ouvrages Electriques ou en limitant leur coût des déplacements ou protections.

## 5.3. Modifications de Tracé ou Solution Alternative après notification

Le programme pourra être modifié au cours de la phase AVP en fonction des évolutions des études techniques du projet de BHNS. Un avenant au présent protocole sera alors signé afin de prendre en compte les évolutions de ce programme.

Les étapes de passation d'un avenant devront respecter les étapes et délais maximaux suivants :

- Le maître d'ouvrage ou son représentant, ou le cas échéant le distributeur s'informent réciproquement dès la survenance de la modification de programme ;
- Le distributeur précise les incidences sur ses études, la nécessité d'un avenant et propose une rédaction pour ce dernier dans un délai de 15 jours à compter de l'information de modification de programme.
- Le maître d'ouvrage valide ou propose une version amendée de cet avenant dans un délai de 15 jours à compter de la réception ;
- Dès accord des deux parties, l'avenant est signé dans un délai de 15 jours.

## 5.4. Définition du « Projet Technique de Référence »

Pour le projet de BHNS Clermontois, le « Projet Technique de Référence » ou PTR correspond aux études que doit mener le distributeur ENEDIS en collaboration avec le

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

SMTC-AC, dans le cadre du présent protocole. Le PTR se présente sous la forme de notes et de planches de synthèse produites par le distributeur ENEDIS et est réalisé sur la base de la synthèse des réseaux et de l'identification des conflits fournies réalisés par le MOE.

Le PTR apporte notamment les informations suivantes :

- Les caractéristiques et le positionnement des réseaux à l'état initial avant démarrage du projet ;
- Les plans précis des ouvrages du distributeur ENEDIS à modifier pour la bonne réalisation du projet.

Les études de dévoiement et d'enfouissement de l'ensemble des concessionnaires seront menées en parallèle des études AVP du MOEG. Le MOEG établira la synthèse des réseaux, et identifiera ainsi les éventuels conflits des projets de modifications de réseaux présentées par le distributeur ENEDIS. Le MOEG sera force de proposition afin que les concessionnaires modifient éventuellement leur projet afin d'aboutir au projet final, qui permettra une compatibilité de l'ensemble des réseaux impactés avec le projet.

# ARTICLE 6 ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DE REALISATION DE REFERENCE

## 6.1. Planning général de réalisation du projet

Il prévoit :

- L'achèvement de l'ensemble des travaux de modification des réseaux concessionnaires à la fin novembre 2024 ;
- Une mise en service complète du BHNS en janvier 2026.

Le calendrier des travaux sera discuté dans le courant de la phase des études, et les jalons principaux en seront validés dans le protocole des travaux à venir après la phase des études.

## 6.2. Calendrier des études d'enfouissement, de déplacement et/ou protection des Ouvrages Electriques

Le calendrier des études concernant les dérivations Ouvrages Electriques comporte les phases clé suivantes :

- ENEDIS s'engage à remettre le PTR le 15/10/2021 sous réserve du planning détaillé. Sans observation et retour du MOEG dans un délai de 2 mois suivant cette remise, le PTR envoyé par ENEDIS est réputé accepté et définitif.
- Les études de modifications des ouvrages doivent être réalisées, terminées et validées définitivement (y compris synthèse) à la fin février 2022 sous réserve d'avoir les éléments pour les faire.

Les parties affineront, en concertation et dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent protocole, le calendrier et les modalités d'exécution des études concernant Ouvrages Electriques, Ces modalités seront également affinées en articulation avec les autres réseaux afférents, dans un souci de coordination des travaux.

Sous réserve de l'article 6.3 et d'avoir les éléments permettant la réalisation des études dans les délais impartis, le Distributeur est responsable du non-respect de ses engagements.

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

## 6.3. Force majeure

Relève de la force majeure un évènement répondant à la définition prévue par l'article 1218 du Code civil et rendant impossible l'exécution totale ou partielle du protocole, malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Aucune Partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou pour avoir accompli avec retard une obligation au titre du Protocole dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement d'un évènement présentant toutes les caractéristiques de la force majeure.

En cas de survenance d'un événement de force majeure ou d'une Cause exonératoire au sens du présent Article, les Parties ont l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de leurs propres obligations.

La Partie qui, par action ou par omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Si une partie invoque la survenance d'un cas de Force majeure, elle le notifie à l'autre partie dans un délai de 30 jours à partir de sa prise de connaissance, par écrit, en précisant la nature de l'événement, les justifications amenant à se prévaloir de la force majeure, la ou les perturbations en résultant ou susceptibles d'en résulter et les mesures mises en œuvre ou envisagées pour en atténuer les effets.

Chaque partie supporte pour ce qui la concerne les incidences d'un cas de force majeure. Ainsi, le SMTC-AC ne supportera pas les incidences financières ou des pertes pour le Distributeur de cet évènement ne relevant pas de sa responsabilité.

# ARTICLE 7 ABANDON DU PROJET

Dans l'hypothèse où SMTC-AC déciderait pour quelque raison que ce soit de ne pas poursuivre son Projet, hors cas de force majeure tels que décrit à l'article 6.3, les frais engagés par le gestionnaire comprenant notamment les frais d'études de modification des ouvrages objets du protocole lui seraient intégralement remboursés.

En cas de bouleversement de l'étendue et de la nature du Projet, les Parties se rencontreront pour apprécier les conséquences de ce bouleversement et prendre, le cas échéant, les mesures de résiliation ou d'amendement du présent protocole, notamment celles portant sur l'indemnisation de toute ou partie des études réalisés inutilement par le Distributeur.

# ARTICLE 8 ECHANGES ET REUNIONS DE TRAVAIL

## 8.1. Echanges entre les Parties

Afin de conserver des échanges opérationnels et assurer la traçabilité des échanges, les parties conviennent :

- De tracer par des comptes-rendus, l'ensemble des échanges en réunion. Les comptes-rendus seront rédigés par l'entité à l'initiative de la réunion ;
- D'échanger par mail ;
- De déposer l'ensemble des documents de rendus sur la GED du projet

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

- De réserver les échanges par courrier pour les validations des projets d'études ou tout désaccord important n'ayant pas trouvé de résolution par échange oral au préalable, et notamment concernant l'application du présent protocole. Tout courrier échangé sera doublé par un envoi d'une copie par e-mail.

Les courriers du SMTC-AC, de son maître d'œuvre ou autre prestataire sont transmises à l'adresse postale suivante + adresse mail :

- ENEDIS
  A l'attention de M Joel Billault, pilote opérationnel Enedis du BHNS
  1, rue de Châteaudun
  63 966 CLERMONT-FERRAND CEDEX 3
- Copie mail à :
  joel.billault@enedis.fr
  pierre.bonassi@enedis.fr

Les courriers du Distributeur au SMTC-AC sont transmises à l'adresse suivante :

- SMTC-AC – Equipe InspiRe
  A l'attention de M. Pascal Malassenet, directeur de projet
  2 bis, rue de l'Hermitage
  63 063 CLERMONT-FERRAND CEDEX
- Copie mail à :
  pascal.malassenet@smtc-clermontferrand.com
  gwenaelle.guillerm@smtc-clermontferrand.com

## 8.2. Echanges entre ENEDIS et SMTC-AC

ENEDIS s'engage à associer SMTC-AC, dès le démarrage de ses études, afin que ce dernier puisse prendre en compte ses contraintes le plus en amont possible au regard du Projet et inversement.

Les échanges entre Enedis et SMTC-AC seront formalisés par des comptes-rendus.

## 8.3. Echanges entre ENEDIS et l'AMOT ou le MOE

Au cours de la réalisation des études d'enfouissement, de déplacement et/ou protection des Ouvrages Electriques impactés par le Projet, ENEDIS rencontrera régulièrement l'AMOT ou le MOE et a minima mensuellement afin de présenter l'avancement de ses études et notamment en ce qui concerne la transmission des éléments nécessaires à l'élaboration des plans de synthèse des réseaux. Un préavis de quinze jours est demandé avant la date de réunion afin de pouvoir s'assurer d'y participer

Ces réunions de travail feront l'objet de comptes rendus rédigés par l'AMOT ou le MOE.

# ARTICLE 9 RESILIATION

Chacune des parties pourra décider de résilier le présent Protocole de plein droit dans le cas où l'autre partie ne remplirait pas ses obligations.

Cette résiliation ne pourra intervenir qu'après mise en demeure d'exécution effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, restée infructueuse dans un délai de 30 jours après sa réception.
La résiliation prendra effet un mois après notification, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de la décision de résiliation.

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

Suite à cette résiliation un constat contradictoire des études effectuées par le Distributeur devra être établi, lequel fera l'objet d'un procès-verbal.

Si le protocole est résilié suite à une faute d'une des parties, cette dernière devra indemniser l'autre Partie de l'ensemble des frais qu'elle aurait engagés en application de la présente convention conformément à l'ARTICLE 7.

# ARTICLE 10 CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme confidentiels toutes les informations, documents et données, quel qu'en soit le support, qu'elles s'échangent à l'occasion de l'exécution du présent protocole. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers, sans l'accord préalable écrit de la Partie concernée.

La présente obligation de confidentialité lie les Parties du Protocole pour une période de 3 ans à compter de la date d'expiration du Protocole.

# ARTICLE 11 DUREE DU PROTOCOLE

Le présent protocole entre en vigueur à compter de la date de signature par l'ensemble des parties.

Le présent protocole prendra fin à la plus proche des trois dates suivantes :

- La date de mise en exploitation du Projet ;
- La date d'expiration du délai de validité de la déclaration d'utilité publique relatif au Projet ;
- La date de signature du protocole travaux

Le Maître d'ouvrage s'engage à notifier l'une de ces trois dates sans délai au Distributeur.

# ARTICLE 12 REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de désaccord quant à l'interprétation et/ou l'exécution du présent protocole, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable, préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal compétent.

Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, les Parties doivent exécuter de bonne foi le Protocole.

En cas de litige relatif à l'application ou à l'interprétation des stipulations du Protocole, les Parties peuvent convenir de se soumettre, préalablement à toute action contentieuse, à une procédure de règlement amiable selon les modalités suivantes sans que celle-ci présente un caractère obligatoire.

La Partie désirant recourir à une procédure de conciliation ou de médiation adresse sa demande à l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception, en exposant succinctement l'objet de sa demande et mentionnant son désir de concilier.

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

Faute de réponse ou en cas de réponse négative de l'autre Partie sur le principe du recours à la procédure de conciliation ou de médiation, dans un délai d'un (1) mois au plus tard à compter de la réception de la demande, la demande de conciliation ou de médiation est considérée comme rejetée.

En cas d'accord sur le principe du recours à la procédure de conciliation ou de médiation, les Parties désignent conjointement un conciliateur ou médiateur unique (éventuellement assisté d'un ou plusieurs sapiteurs). Les parties disposent de quinze (15) jours pour désigner un conciliateur ou médiateur à compter de la naissance de l'accord sur le recours à la conciliation ou de la médiation. A défaut d'accord sur le conciliateur ou le médiateur dans le délai imparti, la partie la plus diligence peut saisir le tribunal compétent pour faire désigner le conciliateur ou le médiateur.

Les honoraires et autres frais liés à la mise en œuvre de la procédure de conciliation ou de médiation sont partagés à parts égales entre les Parties.

A compter de la date de notification du différend par l'une des parties, si aucun accord amiable n'est convenu au bout d'un mois, les parties retrouvent leur liberté d'action.

# ARTICLE 13 ANNEXES

Sont annexés au présent protocole, les documents suivants :

- Annexe 1 : Caractéristiques des ouvrages du projet de BHNS
  - Carnets de planches études préliminaires (10 secteurs)
  - Carnet des coupes en travers issues des études préliminaires (10 secteurs)
  - Tracé de référence
- Annexe 2 : Note d'analyse des enjeux réseaux

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

Fait à Clermont-Ferrand

En deux exemplaires originaux

Le 20 JUIL. 2021

Pour le SMTC-AC

M. François RAGE

SMTC-AC

Le Président

Pour le concessionnaire ENEDIS

M. Cyrille MOREAU

ENEDIS Direction Régionale Auvergne

Directeur Régional

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20210720-C21_11-CC

GRDF
GAZ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

Délégation Travaux Sud-Est
Agence Appui

7 Boulevard Pacatianus
38200 VIENNE

Cournon-d'Auvergne, le 27 novembre 2020

Vos références :
Nos références : R34 -2004544
Interlocuteur : Mme Karine ROLLAND et M. Etienne ROSSIGNOL
Tél : 04 73 40 65 81 et 04 73 40 90 23
E-mail : karine.rolland@grdf.fr et etienne.rossignol@grdf.fr

# CONVENTION DE SERVITUDES

## applicable aux

## OUVRAGES de DISTRIBUTION PUBLIQUE de GAZ

**ENTRE :**

**GRDF,** Gaz Réseau Distribution France, Société Anonyme ayant son siège 6, rue Condorcet 75009 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, faisant élection de domicile en son siège et représentée par Monsieur Maxence THIBOUT D'ANESY agissant en qualité d'Adjoint au Chef d'Agence Appui de la Délégation Travaux Sud-Est,

Ci-après dénommé **GRDF d'une part,**

**ET**

- **SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE – SMTC, représenté par son Président, M. François RAGE**
- 2bis rue de l'Hermitage 63000 CLERMONT-FERRAND
- 04 73 44 68 68

Ci-après dénommé **le Propriétaire d'autre part**

GRDF
GAZ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE

## EXPOSE

La société GRDF a été instituée en application de l'article 13 modifié de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz : à l'issue de ladite loi, comme de l'article L111-53 du Code de l'énergie, elle est une entreprise gestionnaire de réseaux de distribution de gaz.

En cette qualité, la société a statutairement pour objet d'exercer toute activité de conception, construction, exploitation, maintenance et développement de réseau de distribution.
Par suite elle s'appuie sur tous principes applicables à la matière des présentes, et notamment :

- Les articles 639 du Code civil, ainsi que 649 et 650 du même Code, annonçant le principe de servitudes dites d'utilité publique,
- L'article L. 433-7 du Code de l'énergie, et autres prévisions de ce Code,
- Les articles R 433-7 et suivants du code de l'Energie renvoyant aux articles R 323-9 et suivants du même code, envisageant la possibilité d'accords amiables pour l'établissement de servitudes contribuant à la distribution du gaz.
- L'article 1103 du Code civil, et les textes supplétifs, notamment l'article 701 du Code civil,

C'est ainsi que, dans le prolongement de ces textes (et sans préjudice de tous autres) permettant des constitutions conventionnelles de servitudes contribuant à une utilité publique, s'inscrit la présente convention de servitude.

En effet, les articles R433-5 et suivants du Code de l'Energie étant notamment consacrés à la distribution publique de gaz, c'est, dans cette perspective de distribution, que les présentes ont pour objet de consentir un droit réel immobilier permettant le passage de canalisations de gaz et tous accessoires, ainsi que leur entretien, voire leur remplacement, avec tous droits et pouvoirs au service de cette finalité, plus amplement détaillés ci-après.

Les parties déclarent que, nonobstant sa constitution conventionnelle, la présente servitude contribue à un service pour le public ou à l'intérêt général, relativement à la distribution du gaz.

En conséquence, la présente servitude ne supposant pas le profit d'un immeuble particulier, classiquement dénommé fonds dominant, mais profitant à l'intérêt général de la distribution opérée par GRDF, sera constituée sans identification d'un fonds dominant.

Les parties admettent que, si par impossible, la désignation d'un fonds dominant était exigée pour les besoins de la publicité foncière, GRDF serait admis à procéder seul, et dans tout acte complémentaire, à la désignation de tout immeuble susceptible d'être reconnu comme fonds dominant efficace pour les besoins de ladite publicité.

Ceci exposé, il est passé à la convention de servitude, objet des présentes.

GRDF
GAZ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

## CONVENTION DE SERVITUDE

Le(s) Propriétaire(s) du fonds servant, après avoir pris connaissance du tracé de la canalisation en **Polyéthylène** (nature) d'un diamètre **63** et d'une longueur **13 m** notifiés par GRDF, consent(ent) à GRDF (sans préjudice des droits dont l'autorité concédante pourrait profiter par voie de conséquence), une servitude de passage sur les parcelles désignées ci-après, qu'il déclare lui (leur) appartenir.

## DESIGNATION DU FONDS SERVANT

PARCELLE située sur la commune de **CLERMONT-FERRAND**

| Préfixe | Section | N° Parcelle | Adresse ou Lieudit | Surface | Longueur empruntée |
|---|---|---|---|---|---|
| 000 | AI | 420 | Rue de Flamina<br>63000 CLERMONT-FERRAND | 54003 m² | 3 m |

Un plan parcellaire mentionnant la bande de servitude est annexé à la présente (annexe 1), le propriétaire du fonds servant consentant expressément à ce tracé, sans préjudice de ce qui suit.

## CONSTITUTION DE SERVITUDE

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit de GRDF un droit de passage perpétuel en tréfonds, pour toutes canalisations destinées à la distribution du gaz, et pour toutes canalisations qui en seront l'accessoire. Les droits consentis permettent également l'installation de tous accessoires, y compris en surface.

Sont à ce titre expressément envisagées, sans que cette liste ne soit exhaustive, les protections cathodiques et les postes de détente en surface. Ce droit réel de passage profitera également aux ayants-droit successifs et préposés de GRDF pour le besoin de leurs activités.

En conséquence de ladite constitution de servitude, les parties conviennent ce qui suit:

### ARTICLE 1

Le(s) Propriétaire(s) du fonds servant consent(ent), à titre réel, les droits et pouvoirs suivants :

- établir à demeure dans une bande de 4 mètres une canalisation et ses accessoires techniques, étant précisé que l'axe de la canalisation sera adapté par GRDF à l'intérieur de cette bande, selon ce qu'il jugera. Aucun élément (végétal ou non végétal) dont l'enracinement dans le sol est susceptible d'excéder 0,40 mètre à partir de la surface naturelle du sol ne devra être planté dans cette bande,

- établir éventuellement une ou plusieurs conduites de renforcement dans ladite bande,

- pénétrer sur lesdites parcelles en ce qui concerne les agents du bénéficiaire de la servitude ou ceux des entrepreneurs agissant pour son compte et d'y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la surveillance, le relevé de compteurs, l'entretien, la modification, le renforcement, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la ou des canalisations et des ouvrages accessoires, ainsi que ce qui pourrait en être la suite ou le prolongement,

- établir en limite des parcelles cadastrales les bornes de repérage et les ouvrages de moins de 1 m² de surface nécessaires au fonctionnement de la ou des canalisations ; si ultérieurement, à la suite d'un remembrement ou de tout autre cause, les limites venaient à être modifiées, GRDF s'engage, à la première réquisition du/des propriétaires, à déplacer, sans frais pour ce(s) dernier(s), lesdits ouvrages et bornes et à les placer sur les nouvelles limites,

- occuper temporairement pour l'exécution des travaux de pose des ouvrages une largeur supplémentaire de terrain de 2 mètres, occupation donnant seulement droit au propriétaire du fonds servant au remboursement des dommages subis dans les conditions prévues à l'article 3, ci-dessous,

- procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages ou dessouchages des arbres ou arbustes nécessaires à l'implantation ou l'entretien des ouvrages prévus ci-dessus, le bénéficiaire de la servitude disposant en toute propriété des arbres abattus. A cette fin, le(s) Propriétaire(s) du fonds servant donnera(ont) toutes facilités à GRDF, comme à ses ayants droit et préposés, en ce qui concerne les droits d'accès et de passage prévus au présent article.

## ARTICLE 2

Le(s) Propriétaire(s) du fonds servant conserve(nt) la pleine propriété du terrain, grevé de servitudes dans les conditions qui précèdent, sans préjudice de son / leur engagement à respecter le ou les ouvrages désignés à l'article 1, ainsi que l'établissement à demeure desdits ouvrages.

Il(s) reconnai(ssen)t n'avoir aucun droit sur les canalisations et renonce(nt) à se prévaloir de leur propriété par le jeu de l'accession, sauf l'hypothèse de l'extinction des droits constitués aux présentes, par non-usage trentenaire.

**Il s'engage cependant :**

a. à ne procéder, sauf accord préalable de GRDF, dans la bande de 4 mètres visée à l'article 1, alinéa a, à aucune modification de profil de terrain, plantation d'arbres ou d'arbustes, ni à aucune façon culturale descendant à plus de 0,40 mètres de profondeur.

b. à ne pas construire, sauf accord préalable de GRDF, dans la bande de 4 mètre(s) visée à l'article 1, aucun ouvrage et/ou construction.
Sans préjudice de ce qui vient d'être dit, tous travaux envisagés doivent donner lieu, dans les conditions de droit, à toutes déclarations ou autorisations préalables relatives à la déclaration de projet de travaux (DT) et à la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à proximité des ouvrages gaz ou de toutes formalités équivalentes ou qui s'y substitueraient;

c. à s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la canalisation, à la bonne utilisation et à l'entretien des ouvrages ;

d. en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de l'une ou de plusieurs des parcelles concernées, d'une part, à dénoncer au nouvel ayant droit les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention, en obligeant expressément ledit ayant droit à la respecter en ses lieu et place, et d'autre part, à en informer le notaire rédacteur dudit acte afin qu'il en fasse mention ;

e. en cas d'exploitation de l'une ou de plusieurs des parcelles susvisées, de mise en location ou de changement d'exploitant ou de locataire, à lui dénoncer les servitudes spécifiées ci-dessus, en l'obligeant à les respecter.

## ARTICLE 3

**GRDF** s'engage :

a. à remettre en état les terrains à la suite des travaux de construction, d'exploitation, de surveillance, de maintenance, d'entretien, de modification, de mise en conformité, de renforcement des ouvrages concernés, étant formellement indiqué qu'une fois ces travaux terminés, le Propriétaire aura la libre disposition du terrain sur lequel la culture pourra être normalement effectuée, sous réserve de ce qui est stipulé ci-dessus (art. 2)

b. à prendre toutes les précautions nécessaires pour limiter les troubles de jouissance des parcelles traversées,

c. nonobstant ses droits résultant de l'article 2, à prévenir le(s) propriétaire(s) du terrain avant toute intervention sur celui-ci, sauf en cas d'intervention pour des raisons de sécurité.

**Il est précisé** :

**qu'un état contradictoire** des lieux sera établi par les parties avant toute pénétration sur la ou lesdites parcelles et après toute exécution de travaux.

## ARTICLE 4

Le **Propriétaire** accepte les droits consentis à GRDF par la présente convention, et en donne quittance sans réserve à titre gracieux.

## ARTICLE 5

Les frais dudit acte restent à la charge exclusive de **GRDF**.

GRDF
GAZ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

REITERATION PAR ACTE AUTHENTIQUE - POUVOIRS

Les parties conviennent que les présentes seront réitérées par acte authentique, simplement pour les besoins de la publicité foncière, au rapport de tout associé de l'Office notarial de Maître LE CARBONNIER de la MORSANGLIERE, 34 Rue Jean Lecanuet – 76006 ROUEN,

A cette fin, le(s) Propriétaire(s) du fonds servant :

- s'engage(nt) à fournir tous renseignements utiles à cette réitération,

- donne(nt) mandat irrévocable à tout collaborateur dudit Office notarial à l'effet de conclure et signer tout acte authentique réitérant les présentes, donner quittance, accomplir toutes démarches, signer tous documents et pièces, élire domicile, et généralement faire le nécessaire, notamment de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil, sans que cette liste de pouvoirs ne soit limitative,
  A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura effectué en vertu du présent mandat sans qu'il soit besoin *à cet égard d'un écrit spécial, et cela vaudra pour le mandant ratification de l'acte.*

**ARTICLE 6**

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de la parcelle.

**ARTICLE 7**

L'ouvrage visé dans la présente convention fait partie intégrante de la concession de distribution publique de gaz de la commune de **CLERMONT-FERRAND**.

**ARTICLE 8**

La présente convention prend effet à compter de ce jour et est conclue pour la durée de l'exploitation de l'ouvrage, éventuellement renouvelé, ou de tout autre qui viendrait à lui être substitué.

Fait en 3 exemplaires, à **COURNON-D'AUVERGNE**, le **27 novembre 2020**

Le Propriétaire

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

2 1 DEC. 2020

FRANÇOIS RAGE

Lu et Approuvé

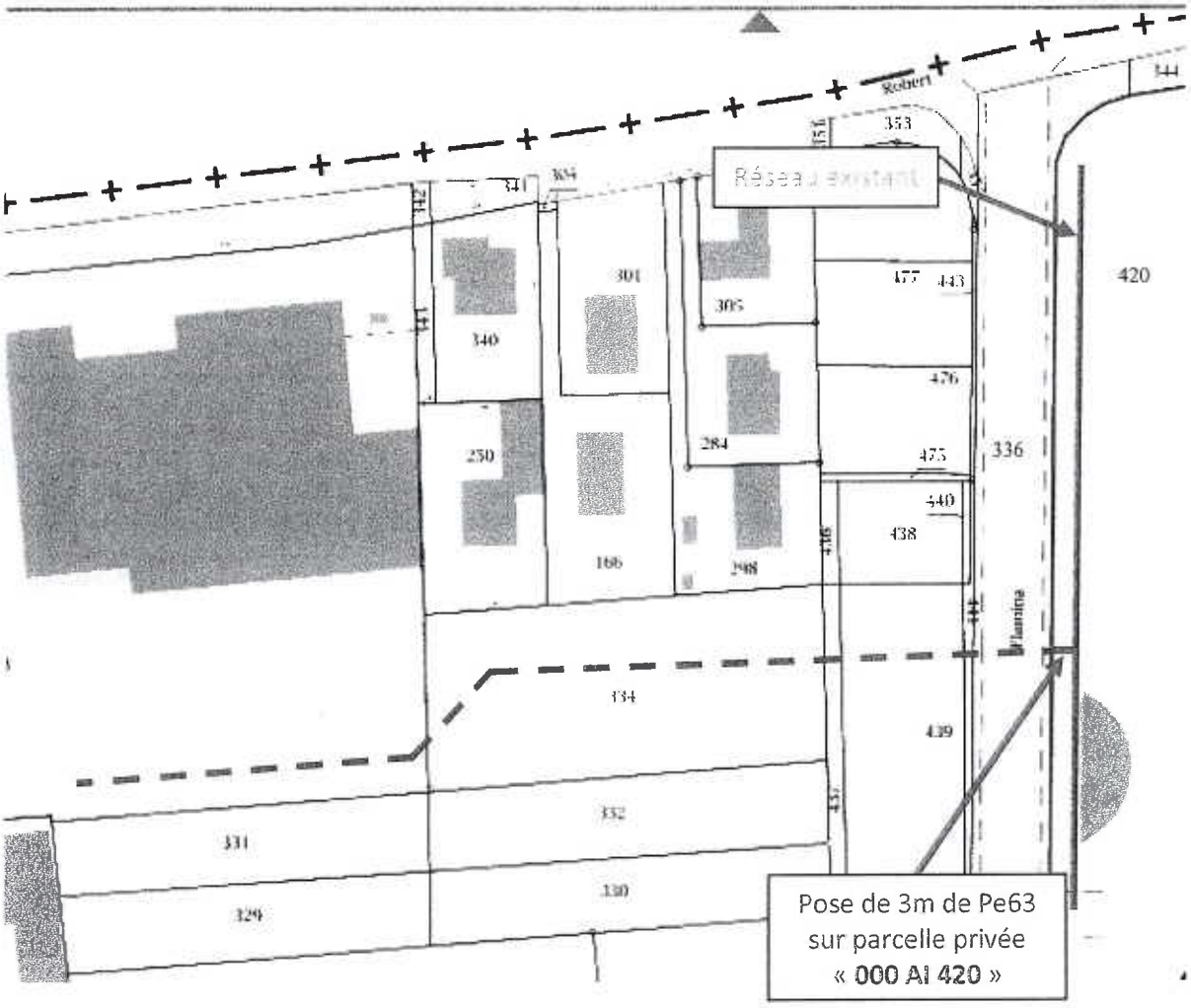
Pour GRDF

Lu et Approuvé

Annexe : plan parcellaire mentionnant la bande de servitude
NB : Parapher les pages et signer la dernière page

GRDF
GAZ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

## PLAN CADASTRAL



SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

inspiRe
un nouveau souffle pour nos mobilités

SBL
Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Basse Limagne

clermont auvergne métropole

inspiRe

un nouveau souffle pour nos mobilités

# CONVENTION N° C21-12

Phase EPR

## Réseaux concessionnaires

**Protocole relatif aux études préalables à la déviation des réseaux rendus nécessaires pour la création du projet des lignes de BHNS du réseau de transport en commun de la métropole clermontoise**

## SIAEP de la Basse-Limagne

**Émetteur : setec organisation**

setec organisation

Setec Organisation
Immeuble le Crystallin – CS20087
191/193 cours Lafayette
69 458 LYON Cedex 06

Tél : 04.27.85.49.20

N° d'identification

| BC. | TTZ. | EPR. | REN | 500 | X | AMOS | 004. | E. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ligne | Zone | Phase | Discipline | Type | Statut | Émetteur | N° d'ordre | Indice |

# Révision de ce document

| Indice | Date | Pages | Objet de la révision |
|---|---|---|---|
| A | 01/12/20 | Toutes | Édition du document |
| B | 07/01/21 | Toutes | Prise en compte remarques CAM |
| C | 12/01/21 | Toutes | Mise à jour suite à réunion de travail du 12 janvier |
| D | 08/02/21 | Toutes | Relecture du cabinet Cabane/Neveu |
| E | 02/07/21 | Toutes | Finalisation avec la SIAEP Basse-Limagne |
| F | | | |
| G | | | |

# Validation du document

Émetteur : setec organisation

| Rédaction | Vérification | Validation |
|---|---|---|
| Nom | Nom | Nom |
| J. GRISARD | P. BEDEK | P. BEDEK |
| Date | Date | Date |
| 12/12/2020 | 13/12/2020 | 13/12/2020 |
| Visa | Visa | Visa |

Le présent protocole est établi :

**ENTRE**

- **LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE,** dont le siège est 2 bis, rue de l'Hermitage, 63000 CLERMONT-FERRAND, représenté par Monsieur François RAGE agissant en sa qualité de président.

- Ci-après dénommé « le SMTC-AC »

**d'une part**

**ET**

- **LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA BASSE-LIMAGNE,** concessionnaire du réseau d'adduction d'eau potable, 38 les fours à Chaux, 63 350 JOZE, représenté par René LEMERLE, agissant en sa qualité de Président, dûment habilité à cet effet,

- Ci-après, dénommé le SIEAP-Basse-Limagne ou le Concessionnaire,

**d'autre part.**

- Ensemble, les Parties.

# SOMMAIRE


EXPOSE PREALABLE 5

ARTICLE 1 OBJET 6

ARTICLE 2 CHAMP D'APPLICATION 6

2.1. Le projet 6

2.2. Portée du protocole 7

ARTICLE 3 ROLES ET RESPONSABILITES RESPEC-TIVES 7

3.1. Intervenants 7

3.2. Maîtrise d'ouvrage et maîtrises d'œuvre du projet 7

3.3. Le SIAEP-Basse-Limagne 7

3.4. Participation du SIAEP-Basse-Limagne à l'organisation mise en place 8

ARTICLE 4 CONTENU DES ETUDES - PROJET TECHNIQUE DE REFERENCE (PTR) 8

4.1. Méthodologie de réalisation des études de modification des réseaux pour garantir l'intégrité du domaine public et sa valorisation par la réalisation du Projet. 8

4.2. Principe de recherche des solutions techniques les plus appropriées au meilleur coût 9

4.3. Programme des études de dévoiement objet du présent protocole 9

4.4. Modifications de programme en cours d'étude 9

4.5. Définition du « Projet Technique de Référence » 9

ARTICLE 5 ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DE REALISATION DE REFERENCE 10

5.1. Planning général de réalisation du projet 10

5.2. Calendrier de dévoiement des réseaux du SIAEP-Basse-Limagne 10

5.3. Force majeure 10

ARTICLE 6 ABANDON DU PROJET 11

ARTICLE 7 ECHANGES ET REUNIONS DE TRAVAIL 11

ARTICLE 8 CONFIDENTIALITE 11

ARTICLE 9 DUREE DU PROTOCOLE 11

ARTICLE 10 REGLEMENT DES DIFFERENDS 11

ARTICLE 11 ANNEXES 12

# EXPOSE PREALABLE

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC) a adopté un projet de développement pour la période 2016-2032 dont l'objectif premier est de faire évoluer significativement les pratiques de mobilité au sein de son ressort territorial.

La première étape de ce projet consiste à traiter les lignes B et C, 2ème et 3ème lignes du réseau avec en cumulé, 25 000 voyageurs par jour, et à définir leurs modalités d'exploitation et le choix du ou des modes, la priorité étant données à l'électromobilité, pour une mise en œuvre en janvier 2026.

Le projet d'aménagement des lignes B&C – ci-après dénommé « le projet » ou « le BHNS » ou encore « InspiRe » - comprend la réalisation d'un site réservé sur la majorité du linéaire des deux lignes avec ses stations et les équipements nécessaires au fonctionnement des lignes ainsi que le réaménagement des espaces « de façade à façade » des rues empruntées et de plusieurs « lieux d'intensité » qui feront l'objet d'un traitement architectural spécifique. Le projet comprend également la création d'un site de maintenance et de remisage du matériel roulant qui accueillera les bus des lignes B&C, mais également celui de l'ensemble des lignes aujourd'hui remisé sur le site de la Pardieu.

Le projet a été initié par les élus de Clermont-Auvergne Métropole d'une part et ceux du SMTC-AC d'autre part.

Par convention signée le 14 décembre 2018, Clermont Auvergne Métropole a confié au SMTC AC la mission de guider la maitrise d'ouvrage. A noter que le projet est sous maîtrise d'ouvrage unique du SMTC-AC, à la suite du transfert de maîtrise d'ouvrage de la part de Clermont Auvergne Métropole, co-maître d'ouvrage du projet, pour ce qui concerne le périmètre d'aménagement hors éléments du système de transport, par convention signée le 14 décembre 2018. Le SMTC-AC et la Métropole sont organisés en équipe de maîtrise d'ouvrage opérationnelle, ainsi le concessionnaire XXX sera amené à travailler avec des membres de l'équipe de maîtrise d'ouvrage du SMTC-AC ou de la Métropole de manière tout à fait équivalente.

Au moment de la rédaction du présent protocole, les études préliminaires du projet sont en cours d'achèvement, et la consultation pour la désignation des maîtres d'œuvre est en cours.

La réalisation du projet rend nécessaire la vérification de la compatibilité du projet avec le positionnement actuel des réseaux, puis si une incompatibilité est détectée, des adaptations de type approfondissement, dévoiement ou mise en protection de réseaux situés dans l'emprise de son tracé, et notamment les réseaux d'adduction d'eau potable gérés par le SIAEP-Basse-Limagne.

Dans ce contexte, les parties se sont rapprochées afin de convenir des conditions et modalités de réalisation des études préalables à la vérification de compatibilité et des adaptations des réseaux d'adduction d'eau potable relevant de la maîtrise d'ouvrage du SIAEP-Basse-Limagne et impactés par le projet.

Les obligations mises à la charge de chacune des parties le sont dans l'intérêt du domaine public concerné.

Il est précisé que le présent protocole ne modifie en rien les droits et obligations du concessionnaire pour l'occupation de la voirie métropolitain. Ainsi tous les droits et les obligations du SIAEP-Basse-Limagne restent applicables dans le cadre du projet d'aménagement des lignes B&C.

**CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT.**

# ARTICLE 1 OBJET

Le présent protocole a pour objet de définir les principes, les modalités et les conditions de réalisation des études préalables de la vérification de la compatibilité du projet avec les réseaux, puis le cas échéant du déplacement, de la modification, de l'adaptation, de la protection et de développement des réseaux d'adduction d'eau potable du SIAEP-Basse-Limagne, rendus nécessaires par la réalisation du projet, tel que mentionné et présenté dans l'annexe 1 du présent protocole.

# ARTICLE 2 CHAMP D'APPLICATION

## 2.1. Le projet

La création d'une infrastructure de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) implique des déplacements de réseaux des occupants du domaine public routier.

Par infrastructure « BHNS », il faut entendre :

- Le site propre du BHNS, c'est-à-dire la bande roulante spécifique qui sera réservée aux circulations des bus ;
- Les équipements strictement nécessaires au fonctionnement du BHNS, et notamment :
  - Les stations et terminus de la lignes ;
  - Tous les équipements nécessaires à la recharge des véhicules électriques ;
  - Les locaux réservés aux conducteurs ;
  - Les réseaux spécifiques au BHNS et nécessaire à son bon fonctionnement.
- L'ensemble des aménagements urbains réalisés dans le cadre du projet soit l'aménagement de « façade à façade » des rues empruntées ainsi que les différents lieux d'intensité dont le périmètre est précisé en annexe 1. Ces lieux d'intensité sont les suivants :
  - La place Renoux, l'avenue Ballainvilliers et la rue Vercingétorix à Clermont-Ferrand ;
  - Le square de la Jeune Résistance à Clermont-Ferrand ;
  - Le boulevard Schuman à Clermont-Ferrand ;
  - La façade de l'aéroport à Aulnat.

  A noter que les aménagements urbains incluent notamment :

  - Les espaces publics affectés à la circulation de l'ensemble des usagers de la route :
    - Piétons
    - Cycles
    - Engins de déplacement individuel motorisés
    - VL, PL, TC
    - Autres engins motorisés (livraison, chantier, sécurité civile…)
  - La plantation d'arbres et la création d'espaces verts ;
  - L'implantation du mobilier urbain (bancs, éclairage, etc.)
  - D'autres éléments divers : containers enterrés pour les ordures ménagères, etc.

A noter qu'au cours des études préliminaires, des grands principes pour le dévoiement des réseaux ont été définis, afin de rationaliser les besoins en dévoiements pour garantir la réalisation puis l'exploitation optimale du BHNS sur le long terme sans pour autant dévoyer l'ensemble des réseaux de manière systématique. Ces grands principes figurent en annexe 2 du présent protocole.

## 2.2. Portée du protocole

Le présent protocole a pour objet de régler les conditions de modification de l'autorisation du Concessionnaire, modification caractérisée par la nécessité pour le Concessionnaire de réaliser des études du fait des modifications de réseaux à réaliser pour la mise en œuvre du le projet. La phase des travaux de modification des réseaux sera régie par un protocole distinct, établi sur la base notamment des études réalisées.

# ARTICLE 3 ROLES ET RESPONSABILITES RESPECTIVES

## 3.1. Intervenants

Les divers intervenants concernés par le projet sont, d'une part :

- Le SMTC-AC : maître d'ouvrage unique du projet ;
- La CAM : Co-maître d'ouvrage du projet.

*Nota : dans le cas particulier de la construction du nouveau site de maintenance et de remisage des bus, des protocoles spécifiques seront établis afin d'encadrer les éventuelles modifications de réseaux associées. Elles ne sont pas traitées dans le cadre du présent protocole.*

Et d'autre part :

Le SIAEP-Basse-Limagne, maître d'ouvrage, propriétaire et exploitant des réseaux d'adduction d'eau.

## 3.2. Maîtrise d'ouvrage et maîtrises d'œuvre du projet

Pour l'intérêt du projet, le SIAEP-Basse-Limagne s'engage à coopérer de bonne foi avec les prestataires techniques suivants travaillant avec le SMTC-AC:

- Setec organisation : AMO-Stratégie ou AMOS, assistant du maître d'ouvrage pour le management du projet et en particulier pour la maîtrise des délais ;
- Egis ville et transport : AMO-Technique ou AMOT, assistant du maître d'ouvrage en charge des études préliminaire, et de la cohérence et la qualité technique globale du projet ;
- Le maître d'œuvre Général ou MOEG, qui aura dans ses missions la synthèse des études de modification des réseaux de l'ensemble du linéaire réaménagé. La consultation pour ce maître d'œuvre est en cours au moment de la rédaction du présent protocole ;

Dans le cadre du projet, la gestion technique et opérationnelle de l'interface avec les concessionnaires « réseaux » est confiée à l'AMOT jusqu'à la désignation du maître d'œuvre général (MOEG), qui sera alors en pleine responsabilité de la gestion de cette interface, au travers des deux missions suivantes :

- Mission de coordination des études et travaux de déviation de réseaux,
- Mission de direction de la cellule de synthèse.

C'est notamment dans ce cadre, que l'AMOT puis le MOEG accompagnent les concessionnaires dans la définition des éléments de leurs programmes d'études.

Le SMTC-AC reste l'unique responsable vis-à-vis des concessionnaires « réseaux » en ce qui concerne en particulier, la validation du « projet technique de référence » ou PTR (Cf article 4), du « calendrier général de référence » (Cf article 5) mais également en ce qui concerne tous les aspects contractuels ou financiers attachés au présent protocole.

## 3.3. Le SIAEP-Basse-Limagne

En tant que concessionnaire du réseau d'adduction d'eau, le SIAEP-Basse-Limagne exerce l'intégralité des missions de maîtrise d'ouvrage pour les modifications des réseaux dont il assure la garde et la gestion.

Notamment, dans le respect des textes et des règles de l'art, le SIAEP-Basse-Limagne se charge d'étudier :

- La modification des réseaux d'adduction d'eau dont il a la charge, en tenant compte notamment :
  - De leur nature,
  - De leur position par rapport à l'implantation des différents éléments du projet (Cf article 2),
  - Des principes définis à l'annexe 2 du présent protocole,
  - De la synthèse des réseaux qui sera effectuée par le maître d'œuvre ligne du projet.
- Les conditions de maintien en place des réseaux souterrains ou aériens et notamment pour les réseaux souterrains, le renforcement éventuel de la protection mécanique des parties situées sous la plate-forme du BHNS ou croisant celle-ci.
- Le déplacement des ouvrages accessoires aux réseaux dans le cadre des opérations rendues nécessaires par l'aménagement des voiries.

En particulier, le concessionnaire devra démontrer que les conditions d'intervention ultérieures sur les réseaux conservés sous la plate-forme du BHNS ne portent pas atteinte au bon fonctionnement du BHNS ou à l'intégrité de ses infrastructures après mise en service.

## 3.4. Participation du SIAEP-Basse-Limagne à l'organisation mise en place

Le SIAEP-Basse-Limagne participe à l'organisation mise en place par le SMTC-AC dans le cadre du projet et notamment en ce qui concerne :

- La synthèse des réseaux et l'identification des conflits, préalablement à l'établissement du PTR ;
- La participation à la mission de coordination du MOEG ;
- La participation à la mission de la cellule de synthèse du MOEG ;
- Le respect de la charte graphique pour toute la production de documents graphiques ;
- La communication externe sur le projet, le SIAEP-Basse-Limagne et le SMTC-AC devant s'informer préalablement de toute communication externe sur le projet de BHNS.

# ARTICLE 4 CONTENU DES ETUDES - PROJET TECHNIQUE DE REFERENCE (PTR)

## 4.1. Méthodologie de réalisation des études de modification des réseaux pour garantir l'intégrité du domaine public et sa valorisation par la réalisation du Projet.

Il est fixé le mode de fonctionnement suivant :

- L'AMOT donne les exigences précises à respecter par le concessionnaire dans le cadre de ses études (principes définis à l'annexe 2),
- Le concessionnaire définit son programme d'étude (article 4.3),
- Le concessionnaire produit son projet de dévoiement ou renforcement ou éventuellement justifie de la non-nécessité de dévoyer. Son projet doit démontrer que les conditions d'intervention ultérieures sur les réseaux conservés sous la plate-forme du BHNS ne portent pas atteinte au bon fonctionnement du BHNS ou à l'intégrité de ses infrastructures après mise en service. Le MOE, responsable de la synthèse réseaux, analyse les études de chaque concessionnaire et lui indique les éventuelles reprises nécessaires afin d'aboutir à un projet global de modifications des réseaux cohérent,
- Le gestionnaire de voirie (Métropole) et le MOA vérifient la conformité du projet du concessionnaire vis-à-vis de leurs exigences dans leurs domaines de compétence respectifs,
- Le MOA valide in fine les études.

## 4.2. Principe de recherche des solutions techniques les plus appropriées au meilleur coût

Le SMTC-AC et le SIAEP-Basse-Limagne s'engagent à limiter au strict nécessaire le coût des études et des futurs travaux de modification des réseaux tout en respectant les grands principes présentés à l'annexe 2 du présent document et le régime de l'occupation des voiries qui leur ont été délivrées.

Ils s'engagent à adopter les solutions techniques les plus appropriées, en particulier celles évitant le déplacement des ouvrages du SIAEP-Basse-Limagne, ou en limitant le coût des déplacements ou protections quand ils ne peuvent être évités, pour autant toutefois que ces solutions techniques n'impactent ni les coûts, ni les délais de réalisation du projet, ni ses performances finales en termes de fiabilité, maintenance, disponibilité ou sécurité, ni sa qualité urbaine et architecturale.

## 4.3. Programme des études de dévoiement objet du présent protocole

Les études préalables menées par l'AMOT et les principes arrêtés à l'annexe 2 du présent protocole ont permis de définir le programme des études de dévoiement ci-dessous :

- Avenue Saint Exupéry à Aulnat

- Avenue Jean Jaurès à Aulnat

## 4.4. Modifications de programme en cours d'étude

Le programme pourra être modifié au cours de la phase AVP en fonction des évolutions des études techniques du projet de BHNS. Un avenant au présent protocole sera alors signé afin de prendre en compte les évolutions de ce programme.

Les étapes de passation d'un avenant devront respecter les étapes et délais maximaux suivants :

- Le maître d'ouvrage ou son représentant, ou le cas échéant le concessionnaire informe dès la survenance de la modification de programme ;
- Le concessionnaire précise les incidences sur ses études, la nécessité d'un avenant et propose une rédaction pour ce dernier dans un délai de 15 jours ;
- Le maître d'ouvrage valide ou propose une version amendée de cet avenant dans un délai de 15 jours ;
- Dès accord des deux parties, l'avenant est signé dans un délai de 15 jours.

## 4.5. Définition du « Projet Technique de Référence »

Pour le projet de BHNS Clermontois, le « Projet Technique de Référence » ou PTR correspond aux études que doit mener le SIAEP-Basse-Limagne en collaboration avec le SMTC-AC, dans le cadre du présent protocole. Le PTR se présente sous la forme de notes et de planches de synthèse produites par le SIAEP-Basse-Limagne et est réalisé sur la base de la synthèse des réseaux et de l'identification des conflits fournies réalisés par le MOE.

Le PTR apporte notamment les informations suivantes :

- Les caractéristiques et le positionnement des réseaux à l'état initial avant démarrage du projet ;
- Les plans précis des ouvrages du SIAEP-Basse-Limagne à modifier pour la bonne réalisation du projet.

Les études de dévoiement de l'ensemble des concessionnaires seront menées en parallèle des études AVP du MOEG. Le MOEG établira la synthèse des réseaux, et identifiera ainsi les éventuels conflits des projets de modifications de réseaux présentées par le SIAEP-Basse-Limagne. Le MOEG sera force de proposition afin que les concessionnaires modifient éventuellement leur projet afin d'aboutir au projet final, qui permettra une compatibilité de l'ensemble des réseaux impactés avec le projet.

# ARTICLE 5 ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DE REALISATION DE REFERENCE

## 5.1. Planning général de réalisation du projet

A titre informatif, le projet InspiRe prévoit :

- L'achèvement de l'ensemble des travaux de modification des réseaux concessionnaires à la fin novembre 2024 ;
- Une mise en service complète du BHNS en janvier 2026.

## 5.2. Calendrier de dévoiement des réseaux du SIAEP-Basse-Limagne

Le calendrier des études et des travaux concernant les dévoiements des réseaux du SIAEP-Basse-Limagne comporte les phases clé suivantes :

- Les études de modifications des ouvrages doivent être réalisées, terminées et validées définitivement (y compris synthèse) à la fin février 2022.

Les parties affineront, en concertation et dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent protocole, le calendrier et les modalités d'exécution des études concernant les réseaux du SIAEP-Basse-Limagne, dans le respect de la date de démarrage des travaux du projet. Ces modalités seront également affinées en articulation avec les autres réseaux afférents, dans un souci de coordination des travaux.

Les périodes d'intervention seront soumises à la condition de l'obtention des éventuelles autorisations administratives préliminaires et si nécessaires, des autorisations de passage sur les terrains privés, dont sera informé préalablement le SMTC-AC dans des délais raisonnables. Le calendrier de référence devra donc inclure les contraintes et délais associés à l'obtention de ces différentes autorisations.

Sous réserve de l'article 5.3, le Concessionnaire est responsable du non-respect de ses engagements.

## 5.3. Force majeure

Relève de la force majeure un évènement répondant à la définition prévue par l'article 1218 du Code civil et rendant impossible l'exécution totale ou partielle du protocole, malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Aucune Partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou pour avoir accompli avec retard une obligation au titre du Protocole dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement d'un évènement présentant toutes les caractéristiques de la force majeure.

En cas de survenance d'un événement de force majeure ou d'une Cause exonératoire au sens du présent Article, les Parties ont l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de leurs propres obligations.

La Partie qui, par action ou par omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Si une partie invoque la survenance d'un cas de Force majeure, elle le notifie à l'autre partie dans un délai de 30 jours à partir de sa prise de connaissance, par écrit, en précisant la nature de l'événement, les justifications amenant à se prévaloir de la force majeure, la ou les perturbations en résultant ou susceptibles d'en résulter et les mesures mises en œuvre ou envisagées pour en atténuer les effets.

Chaque partie supporte pour ce qui la concerne les incidences d'un cas de force majeure. Ainsi, le SMTC-AC ne supportera pas les incidences financières ou des pertes pour le concessionnaire de cet évènement ne relevant pas de sa responsabilité.

# ARTICLE 6 ABANDON DU PROJET

Dans l'hypothèse où SMTC-AC déciderait pour quelque raison que ce soit de ne pas poursuivre son Projet, les frais engagés par le gestionnaire comprenant notamment les frais d'études de modification des ouvrages objets du protocole effectivement supportés par le SIAEP-Basse-Limagne lui seraient intégralement remboursés.

En cas de bouleversement de l'étendue et de la nature du Projet, les Parties se rencontreront pour apprécier les conséquences de ce bouleversement et prendre, le cas échéant, les mesures de résiliation ou d'amendement du présent protocole, notamment celles portant sur l'indemnisation de toute ou partie des études et travaux réalisés à tort par le Distributeur.

# ARTICLE 7 ECHANGES ET REUNIONS DE TRAVAIL

Le SIAEP-Basse-Limagne s'engage à associer le SMTC-AC, dès le démarrage de ses études, afin que ce dernier puisse prendre en compte les contraintes du SIAEP-Basse-Limagne le plus en amont possible au regard du projet de BHNS et inversement.

Les échanges entre le SIAEP-Basse-Limagne et le SMTC-AC seront formalisés par des comptes-rendus.

Au cours de la réalisation des études de modification des réseaux impactés par le projet de BHNS, le SIAEP-Basse-Limagne rencontrera régulièrement l'AMOT ou le MOE-G afin de présenter l'avancement de ses études et notamment en ce qui concerne la transmission des éléments nécessaires à l'élaboration des plans de synthèse des réseaux.

Ces réunions de travail feront l'objet de comptes-rendus rédigés par l'AMOT ou le MOE. Le SMTC-AC sera systématiquement convié à ces réunions de travail, et destinataire des comptes-rendus associés.

# ARTICLE 8 CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme confidentiels toutes les informations, documents et données, quel qu'en soit le support, qu'elles s'échangent à l'occasion de l'exécution du présent protocole. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers, sans l'accord préalable écrit de la Partie concernée.

# ARTICLE 9 DUREE DU PROTOCOLE

Le protocole prend effet à compter de la date de notification par le SMTC-AC ou son représentant du protocole signé par l'ensemble des parties et prend fin à l'extinction complète des obligations nées du présent protocole ou à la signature du protocole de la phase travaux qui se substituera au présent protocole.

Sa durée pourra être prolongée d'un commun accord entre les parties.

# ARTICLE 10 REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de désaccord quant à l'interprétation et/ou l'exécution du présent contrat, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable, préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal compétent.

Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, les Parties doivent exécuter de bonne foi le Contrat.

En cas de litige relatif à l'application ou à l'interprétation des stipulations du Contrat, les Parties peuvent convenir de se soumettre, préalablement à toute action contentieuse, à une procédure de règlement amiable sans que celle-ci présente un caractère obligatoire.

# ARTICLE 11 ANNEXES

Sont annexés au présent protocole, les documents suivants :

- Annexe 1 : Caractéristiques des ouvrages du projet de BHNS
- Annexe 2 : Note d'analyse des enjeux réseaux

Fait à Clermont-Ferrand

En deux exemplaires originaux

Le - 9 SEP. 2021

Pour le SMTC-AC

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE

M. François RAGE

SMTC-AC

Le Président

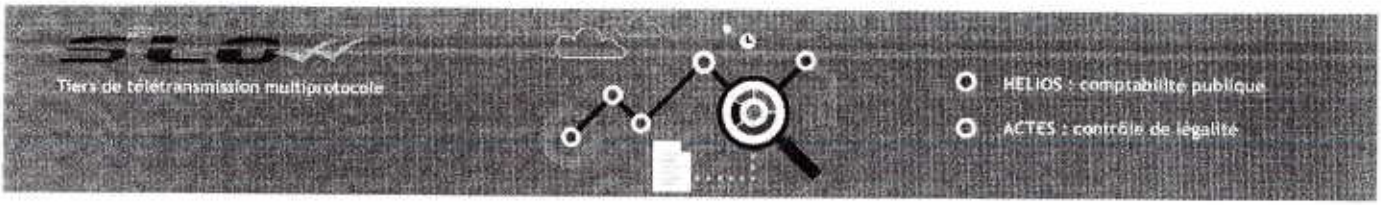
Pour le SIAEP-Basse-Limagne

M. René LEMERLE

SIAEP Basse-Limagne

Le Président

Acquitté en préfecture
Le 10 SEP. 2021




# BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

**Collectivité : SMTC AGGLOMERATION CLERMONTOISE (63)**

**Utilisateur : Pastell SMTC**

## Paramètre de la transaction :

| | |
|---|---|
| *Type de transaction :* | *Transmission d'actes* |
| *Nature de l'acte :* | *Contrats, conventions et avenants* |
| *Numéro de l'acte :* | *C2021_12* |
| *Date de la décision :* | *2021-09-09 00:00:00+02* |
| *Objet :* | *C2021_08 INSPIRE PROTOCOLE ETUDES VÉRIFICATION RESEAUX PROJET LIGNES BHNS SIAEP DE LA BASSE LIMAGNE* |
| *Documents papiers complémentaires :* | *NON* |
| *Classification matières/sous-matières :* | *8.7 - Transports* |
| *Identifiant unique :* | *063-256300120-20210909-C2021_12-CC* |
| *URL d'archivage :* | *Non définie* |
| *Notification :* | *Non notifiée* |

## Fichier contenus dans l'archive :

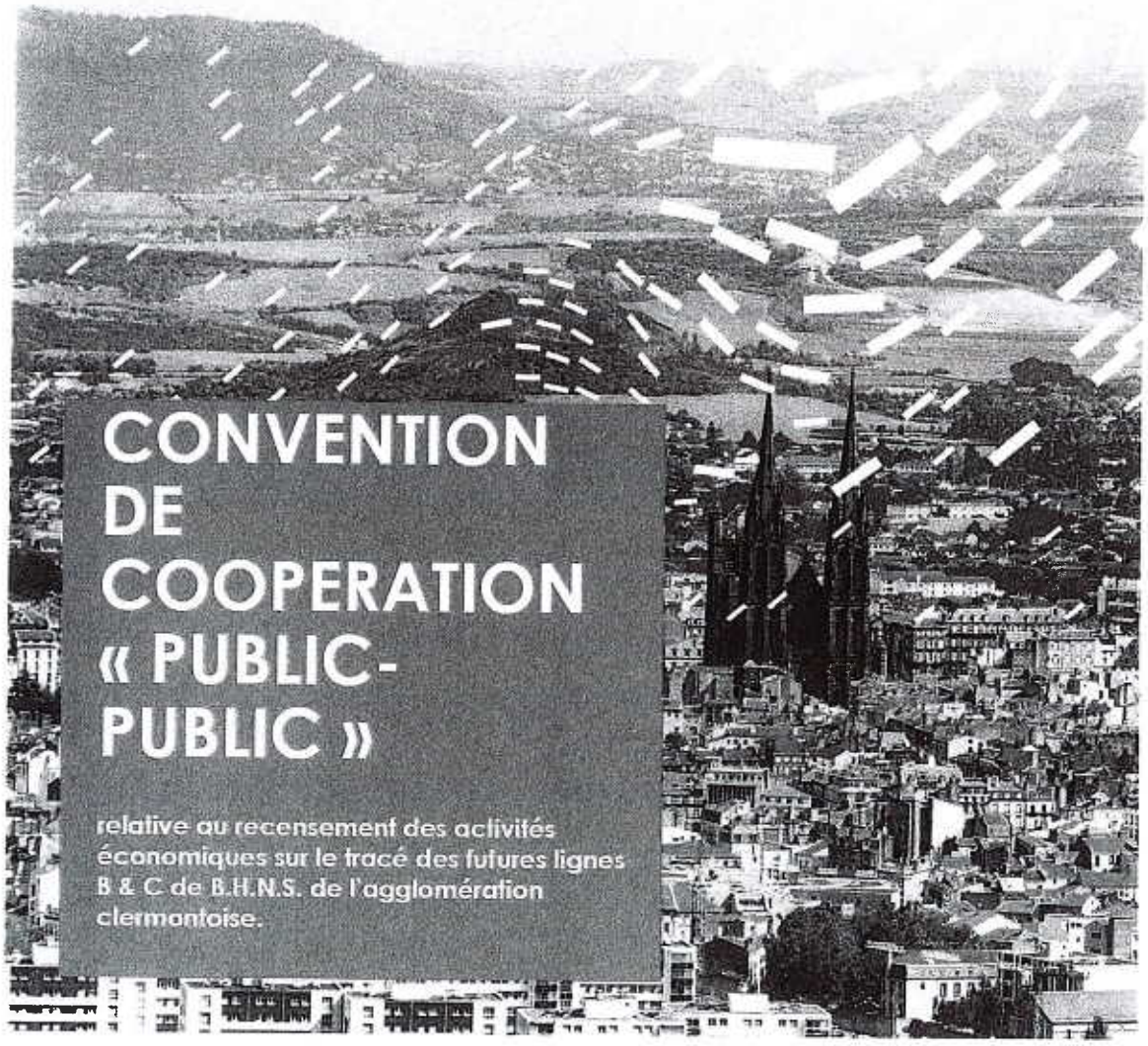
| Fichier | Type de fichier | Taille du fichier |
|---|---|---|
| *Nom métier :* | | |
| *063-256300120-20210909-C2021_12-CC-1-1_0.xml* | *text/xml* | *917* |
| *Nom original :* | | |
| *C21_12 Inspire protocole v__rification r__seaux ligne BHNS SIAEP de la Basse_Limagne.pdf* | *application/pdf* | *1033969* |
| *Nom métier :* | | |
| *99_DC-063-256300120-20210909-C2021_12-CC-1-1_1.pdf* | *application/pdf* | *1033969* |

## Cycle de vie de la transaction :

| Etat | Date | Message |
|---|---|---|
| *Posté* | *10 septembre 2021 à 12h32min19s* | *Dépôt initial* |
| *En attente de transmission* | *10 septembre 2021 à 12h32min19s* | *Accepté par le TdT : validation OK* |
| *Transmis* | *10 septembre 2021 à 12h32min22s* | *Transmis au MI* |
| *Acquittement reçu* | *10 septembre 2021 à 12h32min24s* | *Reçu par le MI le 2021-09-10* |

inspiRe

un nouveau souffle pour nos mobilités



# CONVENTION DE COOPERATION « PUBLIC-PUBLIC »

relative au recensement des activités économiques sur le tracé des futures lignes B & C de B.H.N.S. de l'agglomération clermontoise.

| réf. pièce du projet | BC | TTZ | GEN | COT | 500 | X | SMTC | 001 | A |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ligne | Zone | Phase | Discipline | Type | Statut | Émetteur | N° d'ordre | Indice |

clermont auvergne métropole

SMTC

# SOMMAIRE


**I. CONVENTION ..... 4**

**I.1. CONTEXTE ET ENJEUX DE LA COOPERATION ..... 5**

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION ..... 6
ARTICLE 2 : DURÉE ET ACHEVEMENT DE LA CONVENTION ..... 6
ARTICLE 3 : MODALITÉS TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES DE LA COOPÉRATION ..... 7
ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES ..... 7
ARTICLE 5 : MODALITÉS D'ÉQUILIBRAGE FINANCIER ..... 8
ARTICLE 6 : UTILISATION DES RESULTATS - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE- DONNEES PERSONNELLES 9
ARTICLE 7 : AVENANT ..... 10
ARTICLE 8 : LITIGES ..... 10
ARTICLE 9 : PERIMETRE DE LA CONVENTION ..... 10

**II. ANNEXE 1 - CONTENU TECHNIQUE ..... 11**

**II.1. Objectifs de l'enquête ..... 11**

**II.2. Structuration des résultats ..... 11**

DONNEES RECOLTEES ..... 12
LIVRABLES ..... 12

**II.3. Calendrier de réalisation ..... 12**

PHASE 1 ..... 12
PHASE 2 ..... 12
PHASE 3 ..... 13
PHASE 4 ..... 13

**II.4. Secteurs géographiques ..... 14**

PERIMETRE D'ETUDE ..... 14

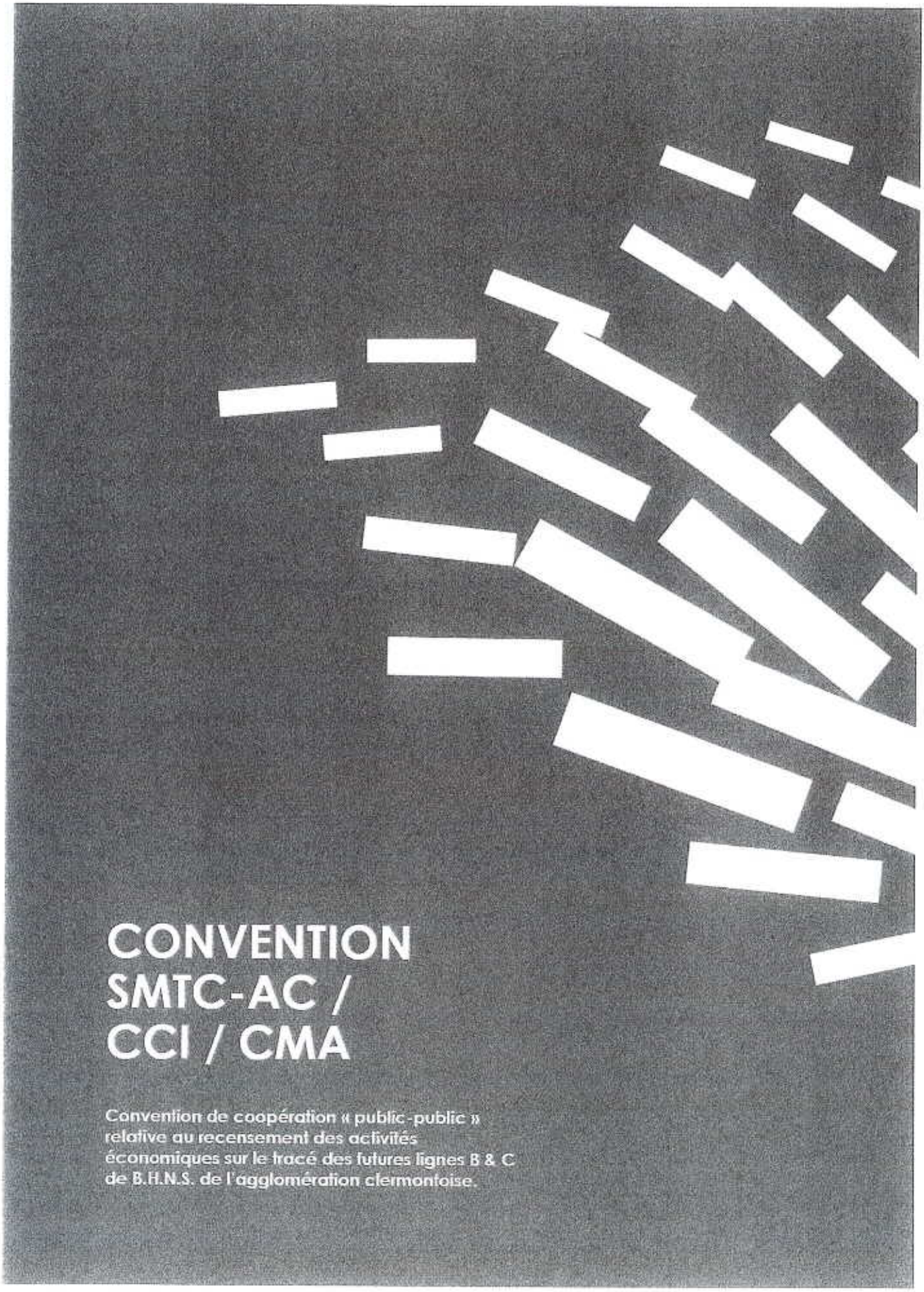
**II.5. Modalités de réalisation ..... 20**

RESSOURCES MISES EN OEUVRE ..... 20

**II.6. Accompagnement des entreprises ..... 20**

**III. ANNEXE 2 - CONTENU FINANCIER ..... 21**

**IV. ANNEXE 3 QUESTIONNAIRE DEFINITIF – PHASE 1 ..... 24**



# CONVENTION SMTC-AC / CCI / CMA

**Convention de coopération « public-public » relative au recensement des activités économiques sur le tracé des futures lignes B & C de B.H.N.S. de l'agglomération clermontoise.**

# I. CONVENTION

Entre

Le **Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise** dont le siège est situé 2 bis rue de l'Hermitage 63063 Clermont Ferrand Cedex 1 représentée par son Président, dûment habilité par délibération n°5 du comité syndical du SMTC-AC en date du 30 juillet 2020

Ci-après désignée « le SMTC-AC »,

ET

La **Chambre de Commerce et d'Industrie Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole**, dont le siège est situé au 148 Boulevard Lavoisier à Clermont-Ferrand (63037), représentée par Monsieur Claude BARBIN agissant en sa qualité de Président

Ci-après désignée « la CCI »,

ET

La **Chambre des Métiers et d'Artisanat** dont le siège est situé Immeuble Jean-Paquet - 17 boulevard Berthelot à Chamalières (63400), représentée par Monsieur Jean-Luc Helbert dûment habilité

Ci-après désigné « la CMA »

Ci-après désignées ensemble « les Parties ».

**Vu** l'article L 2511-6 du code de la commande publique en vertu duquel :

« sont soumis aux règles définies au titre II du code de la commande publique, les marchés publics par lesquels les pouvoirs adjudicateurs, y compris lorsqu'ils agissent en qualité d'entité adjudicatrice, établissent ou mettent en œuvre une coopération dans le but de garantir que les services publics dont ils ont la responsabilité sont réalisés en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° La mise en œuvre de cette coopération n'obéit qu'à des considérations d'intérêt général ;

2° Les pouvoirs adjudicateurs concernés réalisent sur le marché concurrentiel moins de 20 % des activités concernées par cette coopération. Ce pourcentage d'activités est déterminé dans les conditions fixées à l'article L. 2511-5. »

**Vu** le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG - PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;

**Vu** le Code du commerce et notamment ses article L 710-1 ;

**Vu** le Code de l'artisanat et notamment son article 23 ;

**Vu** les statuts du SMTC-AC ;

# I.1. CONTEXTE ET ENJEUX DE LA COOPERATION

Le SMTC-AC a été désigné maitre d'ouvrage unique du projet « InspiRe » qui vise notamment à la requalification des espaces publics traversés par les futures lignes B & C de Bus à Haut Niveau de Service (« B.H.N.S. »), dans toute la largeur des corps de voie et des places.

Ce projet se traduira, notamment dans les zones urbaines de forte densité, par une modification très sensible des conditions de circulation et des pratiques de l'espace public au quotidien.

Ces modifications structurelles du contexte spatial vont impacter inévitablement le fonctionnement des établissements commerciaux, des petites industries, des artisans et des professions libérales situés à proximité du tracé.

Les travaux inhérents à ce projet ainsi que les modifications de circulation qui seront inévitablement associées aux chantiers vont également avoir une incidence importante sur l'activité des entreprises précitées.

La réussite d'un projet d'une telle importance nécessite de la part du maître d'ouvrage de connaître les situations individuelles des entreprises concernées pour, à partir de cet état de référence, analyser les impacts sur les activités économiques et, dans la mesure du possible, les anticiper et les atténuer.

Fort des expériences menées par d'autres collectivités à l'occasion de la construction de lignes de transports en commun urbain, le SMTC-AC a besoin de compléter sa connaissance de l'environnement économique proche du projet.

Régie par les articles L.710-1 et suivants du Code de Commerce, la CCI est un établissement public exerçant, en sa qualité de corps intermédiaire de l'Etat, une fonction de représentation des intérêts de l'industrie, du commerce et des services auprès des pouvoirs publics.

Dans le cadre des compétences qui lui sont attribuées par la Loi, la CCI contribue au développement économique, à l'attractivité et au développement du territoire, au soutien des entreprises en remplissant toute mission d'intérêt général dont notamment des missions d'expertise, de consultation ou d'étude.

La CCI détient ainsi une connaissance fine du tissu économique sur les communes concernées par le projet « InspiRe » et dispose d'outils et de compétences reconnues dans le domaine des études et analyses économiques.

La CMA Auvergne Rhône-Alpes Puy de Dôme assure des missions de développement économique dans les champs de la création-transmission-reprise, du développement des entreprises et du développement des territoires.

De par sa connaissance des besoins des entreprises et des enjeux du territoire, son réseau de partenaires à l'échelle locale et nationale, les moyens et expertises qu'elle détient, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne Rhône-Alpes Puy-de-Dôme est à même de participer aux politiques publiques en faveur du développement économique et de déployer celles-ci sur le territoire.

En appui des municipalités concernées et de Clermont-Auvergne Métropole, le SMTC-AC, la CCI et la CMA ont souhaité collaborer afin de mener à bien cette importante opération métropolitaine de mobilité et d'aménagement urbain.

Les objectifs partagés entre le SMTC-AC, la CCI et la CMA consistent en :

- la préservation de l'activité économique, notamment pendant les phases de chantier,

- la restitution à terme des principales fonctionnalités indispensables au fonctionnement des établissements,
- la prise en considération des réalités, contraintes et particularités des entreprises concernées liées à leur implantation, leur activité ou encore à leur organisation,
- le cas échéant, l'accompagnement des mutations qui pourraient s'avérer nécessaires pour certaines des entreprises concernées ainsi que l'accompagnement desdites entreprises notamment par l'information et la communication tout au long du projet.

La CCI et la CMA ont ainsi pour objectif de soutenir les entreprises, représenter les intérêts de ces dernières, les accompagner dans leur développement mais aussi dans les adaptations qui seraient nécessaires à leurs activités, notamment dans le contexte de travaux et de mise en service d'un projet d'ampleur tel que le projet « InspiRe ». Par cette action, ils entendent collaborer à la réussite du projet.

Le SMTC-AC, la CCI et la CMA ont ainsi ces objectifs communs dans un intérêt général immédiat.

Les Parties ont donc souhaité coopérer et unir leurs efforts pour la réalisation du recensement des activités économiques sur le tracé des futures lignes B & C de B.H.N.S. de l'agglomération clermontoise.

Elles ont décidé de recourir au dispositif prévu par l'article L 2511-6 du code de la commande publique, sachant que :

- d'une part, le projet repose fondamentalement sur des considérations d'intérêt général, dans la mesure où il vise à satisfaire des missions de service public complémentaires. Le SMTC-AC en qualité d'autorité organisatrice de la mobilité, mais également la CCI et la CMA en qualité de représentant des intérêts des entreprises concernées et du maintien des activités économiques potentiellement impactées ;
- d'autre part, les parties réalisent, sur le marché concurrentiel, moins de 20 % des activités concernées par cette coopération (ce seuil est calculé conformément aux dispositions combinées des articles L2511-5 et L2511-6 du code de la commande publique).

Ces travaux sont donc réalisés conjointement entre les trois parties signataires.

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention, ci-après désignée « la Convention » définit et organise, conformément à leurs missions d'intérêt général respectives, les relations entre les Parties pour la réalisation du recensement des activités économiques sur le tracé des futures lignes B & C de B.H.N.S. de l'agglomération clermontoise dans le cadre d'une coopération entre pouvoirs adjudicateurs.

L'annexe 1 précise le contenu technique et la répartition des missions entre les parties.

## ARTICLE 2 : DURÉE ET ACHEVEMENT DE LA CONVENTION

La Convention prend effet à la date de sa signature par le dernier signataire pour toute la durée du projet ; elle s'achèvera un an après la mise en service des lignes de BHNS et au plus tard le 31 décembre 2027.

### Interruption de la convention

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par chacune des Parties en cas de non-respect par l'une d'entre elles des engagements issus de la Convention ou en cas d'abandon du projet. La résiliation prend effet trois mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure ou, selon le cas, dénonciation de la convention pour motif d'abandon du projet.

A la date de fin anticipée de la convention, les Parties établiront un bilan des actions réalisées sur la base duquel sera déterminé le solde financier à régulariser au titre des frais et dépenses réalisées au titre de la présente coopération.

## ARTICLE 3 : MODALITÉS TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES DE LA COOPÉRATION

La présente Convention définit et organise, conformément à leurs missions d'intérêt général respectives, les relations entre les Parties pour la réalisation du recensement des activités économiques sur le tracé des futures lignes B & C de B.H.N.S. de l'agglomération clermontoise dans le cadre d'une coopération entre pouvoirs adjudicateurs.

Le contenu technique de la mission est précisé en annexe 1.

La CCI et la CMA affecteront, chacune, à la réalisation de la présente convention des ressources dédiées (chargé de mission, enquêteurs, ...), ainsi que des compétences en matière de communication.

Au sein de la CCI, l'exécution et le suivi de la convention sont assurés par le service « Appui aux Territoires » dont la responsable est :

- Madame Martine MESSEANT (martine.messeant@puy-de-dome.cci.fr/04 73 60 46 63)

Au sein de la CMA, le pilotage et suivi de cette mission sera assuré par :

- Monsieur Edouard CHATEAU (edouard.chateau@cma-puydedome.fr/04 73 31 52 12)

Au sein du SMTC-AC, le pilotage de la mission sera effectué par l'équipe projet InspiRe et plus précisément :

- Le pôle aménagements urbains pour toute la partie technique,
- Véronique Fleschmann, cheffe de projet communication pour la partie information et communication (veronique.fleschmann@smtc-clermontferrand.com/04 73 44 68 97).

## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Il est exposé ci-après le rôle du SMTC-AC, celui de la CCI et celui de la CMA.

### Rôle du SMTC-AC

#### PILOTAGE

Le SMTC-AC, en sa qualité de maître d'ouvrage unique du projet « InspiRe », est en charge de l'organisation du comité de suivi économique, instance chargée de veiller au bon déroulement de la présente convention.

Le comité de suivi économique est composé des trois Parties ainsi que de Clermont Auvergne Métropole et des communes concernées. Il se réunit sur convocation du SMTC-AC à chaque étape importante du recensement des activités économiques et autant de fois que nécessaire. Le comité de suivi économique est également compétent pour proposer et étudier des actions complémentaires telles que notamment l'accompagnement des entreprises par les Parties (suivi, accompagnement aux mutations...). Ces actions complémentaires feront l'objet d'un avenant soumis à l'accord des Parties. L'ordre du jour est fixé par le SMTC-AC, adressé dans un délai raisonnable aux deux autres Parties lesquelles peuvent le compléter. Un compte-rendu est établi et communiqué à l'ensemble des Parties à l'issue de chaque réunion du comité de suivi économique.

### INFORMATION

Le SMTC-AC assurera la parfaite information des Parties quant aux évolutions du projet « InspiRe ».

Cette information portera sur tout élément pouvant servir, faciliter ou s'avérer utile dans le cadre de la réalisation de l'objet des présentes : résultats des études relatives aux reports de flux de circulation, au phasage des travaux, au stationnement, aux éventuelles voies à circulation réduite, sans que cette liste soit limitative.

Par ailleurs, le SMTC-AC participera aux réunions d'information qui pourraient être organisées par la CCI et/ou la CMA auprès des entreprises concernées par le projet « InspiRe ».

### COMMUNICATION

Le SMTC-AC contribuera au travail de communication en vue d'informer et de sensibiliser les entreprises concernées et inciter ces dernières à participer aux opérations de recensement. Il fournira tout élément de contenu actualisé nécessaire à la bonne compréhension du projet et à l'atteinte des objectifs communs définis à la présente convention. La communication du SMTC-AC valorisera également le travail réalisé par la CCI et la CMA afin notamment de faciliter la réalisation de l'enquête.

## Rôle de la CCI et de la CMA

### REALISATIONS TECHNIQUES

La CCI et la CMA seront les référents techniques en charge de la réalisation du recensement des activités économiques concernées par le projet « InspiRe ».

Dans ce cadre, la CCI et la CMA sont chargées de l'élaboration et de la mise en œuvre dudit recensement (méthodologie, présence terrain, questionnaire en ligne...)

L'enquête sur la base de laquelle ce recensement va être réalisé a d'ores et déjà été validée par l'ensemble des Parties. Cette enquête est jointe en annexe à la présente Convention.

Elle servira de socle à l'ensemble des actualisations et actions mises en œuvre sur la durée du projet telles que décrites en annexe.

Ainsi que précisé ci-avant, les réalisations techniques assurées dans le cadre des présentes respectivement par la CCI et par la CMA font l'objet de l'annexe 1 « Contenu technique ». La liste figurant à cette annexe présente un caractère limitatif.

### COMMUNICATION

Afin de favoriser la participation des entreprises concernées et de toucher ainsi le plus grand nombre d'activités économiques, la CCI et la CMA communiqueront sur leurs supports respectifs (réseaux sociaux, site internet, presse...).

La forme, le contenu, les supports, la fréquence de cette communication seront validés par l'ensemble des Parties, notamment lors des réunions du comité de suivi économique.

Toutes les parties s'engagent à valoriser ce partenariat dans leur communication.

## ARTICLE 5 : MODALITÉS D'ÉQUILIBRAGE FINANCIER

Le SMTC-AC s'engage à rembourser à la CCI et à la CMA les frais encourus pour la réalisation des actions visées au sein de l'annexe 1 et ce dans une limite de 177 K€ HT sur la durée totale de la convention.

Ledit montant pourra cependant évoluer à la hausse dans l'hypothèse où le SMTC-AC souhaiterait augmenter le nombre d'entreprises concernées par l'enquête. L'annexe 2 « Contenu Financier » précise le coût complémentaire correspondant.

Toute demande complémentaire du SMTC-AC devra être validée par avenant.

L'annexe 2 - Annexe financière - précise les frais prévus et leur répartition selon les phases du projet et d'enquête, par année civile.

Le paiement des frais s'effectuera sur présentation d'une facture trimestrielle justifiant le montant des frais engagés.

La CCI et la CMA informent le SMTC-AC de toute évolution substantielle des charges mentionnées au sein de l'annexe financière par rapport aux prévisions. En cas d'évolution substantielle de l'exécution par rapport aux prévisions, les Parties se concertent pour réviser par avenant l'annexe financière.

## ARTICLE 6 : UTILISATION DES RESULTATS - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE-DONNEES PERSONNELLES

**Utilisation des résultats (données, enquête...)**

Le SMTC-AC s'engage strictement à n'utiliser l'enquête, les résultats et l'ensemble des données qui lui seront communiquées par la CCI et la CMA que dans le strict cadre du projet « InspiRe » tel que défini aux présentes.

En particulier, le SMTC-AC s'interdit de publier ces données et informations ou de les communiquer à des tiers sauf autorisation préalable.

Le SMTC-AC s'interdit également de commercialiser ces mêmes données et informations.

Pour l'exécution de la présente clause, sont considérés comme tiers toute personne non signataire des présentes à l'exception toutefois des entreprises de maîtrise d'œuvre et de travaux liés contractuellement au SMTC-AC dans le cadre de la réalisation du Projet.

Pour toute transmission autorisée des résultats à des tiers, le SMTC-AC se portera garant du respect de ces mêmes conditions d'utilisation par ces derniers.

**Données personnelles**

Chaque partie est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution des présentes. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En conséquence, chaque Partie s'engage notamment :

- A se communiquer, sur simple demande, le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, si elles en ont désigné un conformément à l'article 37 du RGPD et coopérer entre elles dans le cadre de leur démarche de conformité avec la réglementation applicable.
- A respecter les règles relatives au transfert de Données Personnelles vers des pays tiers ou des organisations internationales, conformément aux articles 44 et suivants RGPD.
- A mettre en œuvre les mesures appropriées de manière à ce que la protection des droits des personnes concernées soit respectée.

**Propriété intellectuelle**

Chacune des Parties reste seule propriétaire des outils, applications, marques, logiciels, sites web et méthodes qu'elle serait amenée à utiliser dans le cadre des présentes.

## ARTICLE 7 : AVENANT

Toute modification des clauses contenues dans la présente convention ou dans l'une de ses annexes, fait l'objet d'un avenant.

## ARTICLE 8 : LITIGES

Les Parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui peuvent survenir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la Convention.

En cas de désaccord persistant, le litige est porté devant le tribunal administratif compétent.

## ARTICLE 9 : PERIMETRE DE LA CONVENTION

Les documents qui régissent la présente Convention sont les suivants, par ordre de priorité décroissant :

- la présente convention ;
- ses annexes :
  - annexe n°1 : « Contenu Technique »
  - annexe n°2 : « Contenu Financier »
  - annexe n°3 : « Questionnaire définitif phase 1 »

Fait en trois exemplaires originaux,

Pour la CCI,

Le président, Claude Barbin,

le Jeudi 29 juillet 2021

Pour la CMA,

Le président, Jean-Luc Helbert,

le 29 Juillet 2021

Pour le SMTC-AC,

Le président, François Rage

le Jeudi 22 juillet 2021



Reçu en préfecture
25 AOUT 2021

# II. ANNEXE 1 - CONTENU TECHNIQUE

## II.1. Objectifs de l'enquête

Le recensement des activités économiques consistera en un travail à visées factuelle et pragmatique de recensement des principales caractéristiques physiques, fonctionnalités, contraintes d'exploitation, horaires d'ouverture, contacts et perspectives d'évolution des établissements situés à proximité des 2 lignes de B.H.N.S.

**Les objectifs de ces études sont récapitulés ci-après :**

- Obtenir des données d'entrée fiables, destinées à faciliter le travail de conception des aménagements urbains par le M.OE.G. et le M.OE.R.B.J.V. en phase d'Avant-Projet et de Projet,
- Faciliter le dialogue et la concertation avec les acteurs économiques potentiellement impactés, grâce à une bonne connaissance de leurs contraintes d'exploitation et de leurs projets,
- Identifier le plus en amont possible les cas d'infaisabilité ou les difficultés techniques conduisant à une mutation commerciale ou à des adaptations substantielles de l'activité,
- Etablir un « état initial de référence » du fonctionnement du tissu économique avant le démarrage du chantier, qui permettra d'objectiver les impacts du chantier et de consolider l'observation des effets du nouvel aménagement après la mise en service,
- Atténuer les impacts en phase chantier par une prise en compte anticipée des problématiques individuelles.

## II.2. Structuration des résultats

Les résultats du travail de recensement des établissements autour du tracé des lignes B & C seront structurés selon plusieurs axes :

- la géographie du projet, selon le découpage en secteurs d'études et les corps de voie,
- les types d'établissements ou d'activités rencontrés, soient les commerces, les artisans, les petites industries, les zones d'activités, ...etc. Le travail de recensement portera également sur les professions libérales, particulièrement celles du secteur de la santé (accueil de P.M.R., de V.S.L., ...),
- leur phase privilégiée d'utilisation parmi 4 grandes phases : le démarrage des études d'Avant-Projet, le démarrage des chantiers d'infrastructures, la mise en service des aménagements urbains et le fonctionnement en mode « normal » à terme.

Une mise à jour régulière de ce recensement est souhaitable, notamment l'observation des mutations, selon une fréquence à définir avec la CCI et la CMA. La fréquence et les modalités de mises à jour selon les phases sont décrites en article II.3 de la présente annexe 1.

- 2021 à 2023 : phases d'études techniques,
- 2023 à 2025 : phase travaux,
- 2025 à 2027 : mise en service et premier bilan après 1 an d'exploitation.

### DONNEES RECOLTEES

Les informations souhaitées par le SMTC-AC pour la phase 1 font l'objet du questionnaire validé entre les Parties et annexé à cette convention (IV - annexe 3 Questionnaire définitif – Phase 1).

### LIVRABLES

La CCI et la CMA transmettront, pour les phases 1 et 2, les données en version numérique dans les formats suivants :

- une fiche d'identité par entreprise sous format .docx,
- un tableur qui reprend toutes les données sous format .xlsx.

## II.3. Calendrier de réalisation

### PHASE 1

Phase **Avant-projet** : identification à date de l'ensemble des entreprises potentiellement concernées par le projet, qualification de leurs contacts et enquêtes (jusqu'à fin 2021)

Il s'agira de faire un recensement précis des entreprises situées sur le périmètre du projet tel que défini par le SMTC-AC (cartographie du périmètre prévisionnel fournie), afin d'identifier leurs caractéristiques et les problématiques qui pourront se poser.

Ce recensement sera établi d'un point de vue « micro », sur la base d'une cartographie des établissements localisés sur le tracé des lignes BHNS B et C, aussi bien en rez-de-chaussée du linéaire commercial que dans les étages. Selon la réalité du terrain, et à la demande expresse du SMTC-AC, ce périmètre pourra être élargi (cf. périmètres au point II.4).

Sur cette base, une enquête sera mise en place afin de recenser les différentes informations souhaitées par le SMTC-AC. Cette enquête sera administrée en ligne à partir d'un outil spécifique, sécurisé et prévu à cet effet, et complétée par des entretiens téléphoniques et des relevés terrain, sur la base d'un questionnaire élaboré conjointement avec le SMTC-AC. (cf. questionnaire prévu en annexe 3).

Les réponses obtenues ainsi que les coordonnées précises et contacts des acteurs concernés seront communiqués sous forme de fichier.XLS, et d'une fiche signalétique par établissement qui seront finalisés par la CCI sur la base des modèles fournis par le SMTC-AC.

### PHASE 2

Phase **Avant travaux** : actualisation à fin 2022 de l'ensemble des réponses obtenues en phase 1 et identification des mutations (création / disparition) sur le tracé du projet

Un travail d'actualisation des données recensées en 2021 sera effectué auprès des entreprises toujours en place sur la base du même questionnaire que lors de la phase 1. Quelques ajustements de questions pourront éventuellement être envisagés à la marge.

Les nouvelles entreprises implantées sur le tracé seront identifiées et enquêtées selon le même processus (mail principalement et téléphone ou terrain en complément).

Les réponses obtenues ainsi que les coordonnées précises et contacts des acteurs concernés seront communiqués sous forme de fichier.XLS, et d'une fiche signalétique par établissement.

## PHASE 3

**Phase Travaux** : état des lieux à l'issue des travaux (fin 2025) de la situation de l'ensemble des entreprises concernées par le projet et analyse de l'impact du projet sur leur activité (2023-2025)

Sur la base des entreprises préalablement recensées (phase 2), identification des impacts du projet sur leur fonctionnement et leur activité (chiffre d'affaires, fréquentation...) à partir d'une enquête administrée en ligne, éventuellement complétée par des relances téléphoniques.

Le questionnaire sera élaboré conjointement avec le SMTC-AC.

Les réponses obtenues seront communiquées sous forme de fichier.xls

## PHASE 4

**Phase Mise en service** : mesure de l'impact et suivi après la mise en service (2026-2027)

En complément du dispositif Actiscope© qui pourra permettre de mesurer quantitativement l'impact du projet sur l'activité des entreprises qui auront souhaité intégrer ce dispositif, une enquête par mail sera proposée sur la base d'un questionnaire élaboré conjointement avec le SMTC-AC afin de recenser les mutations survenues, les effets positifs et/ou négatifs sur le fonctionnement des entreprises et plus généralement le ressenti sur le projet.

Un rapport de synthèse sous format pdf permettra de faire le bilan de ce projet d'envergure pour la métropole. Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- début de l'enquête dès signature de la présente convention
- fin septembre 2021 pour la phase 1 – étape 1,
- fin décembre 2021 pour la phase 1 – étape 2,
- fin décembre 2022 pour la phase 2,
- fin décembre 2025 pour la phase 3,
- fin juin 2027 pour la phase 4.

Des réunions de pilotage pour la préparation et le suivi du projet seront programmées avec le SMTC-AC :

| | |
|---|---|
| Phase 1 - Avant-projet<br>(Juin 2021 à décembre 2021) | • Une réunion de présentation / cadrage au lancement de la démarche (juin 2021) afin de définir précisément les périmètres d'enquête et le questionnaire de la phase 1<br>• Une réunion intermédiaire pour la restitution des résultats de l'étape 1 (sept. 2021) et cadrage préalable au démarrage de l'étape 2<br>• Une réunion à l'issue de la phase 1 pour la restitution des résultats (déc. 2021) |
| Phase 2 - Avant travaux (2022) | • Une réunion au démarrage de la phase 2 pour ajustements éventuels (questionnaire, ...)<br>• Une réunion à l'issue de la phase 2 pour présentation des résultats (déc. 2022) |
| Phase 3 - Travaux (2023-2025) | • Une réunion au démarrage de la phase 3 (définition du questionnaire...) pour définition du suivi régulier à mettre en place sur l'ensemble de la période. |

| | |
|---|---|
| Phase 4 - Mise en service (2026-2027) | • Une réunion au démarrage de la phase 4 (définition du questionnaire...)<br>• Une réunion de synthèse / restitution du bilan du projet à N+1 (2027) |

Des contacts complémentaires réguliers pourront être envisagés en fonction des dispositifs d'indemnisation mis en place et si des éléments complémentaires sont nécessaires de la part du SMTC- AC pour poursuivre la démarche.

De plus, et tout au long du projet, la CCI et la CMA pourront assurer le rôle d'intermédiaire et organiser des réunions de concertation et d'informations avec l'ensemble des chefs d'entreprises, commerçants, organisations professionnelles...

## II.4. Secteurs géographiques

Le territoire à réaménager a été divisé en 10 secteurs géographiques d'étude :

- SECTEUR 1-Ligne B-CHAMALIERES / ROYAT,
- SECTEUR 2-Tronc commun lignes B & C-CENTRAL,
- Nota : Ce secteur Central intègre un périmètre spécifique d'aménagement (sous-secteur Renoux-Ballanvilliers-Joffre-Vercingétorix),
- SECTEUR 3-Ligne B-GARE,
- SECTEUR 4-Ligne B-BREZET,
- SECTEUR 5-Ligne B-AULNAT,
- SECTEUR 6-Ligne C-DURTOL,
- SECTEUR 7-Ligne C-ORADOU,
- SECTEUR 8-Ligne C-ERNEST CRISTAL,
- SECTEUR 9-Ligne C-COURNON GRANDE HALLE,
- SECTEUR 10-Ligne C-COURNON CENTRE.

### PERIMETRE D'ETUDE

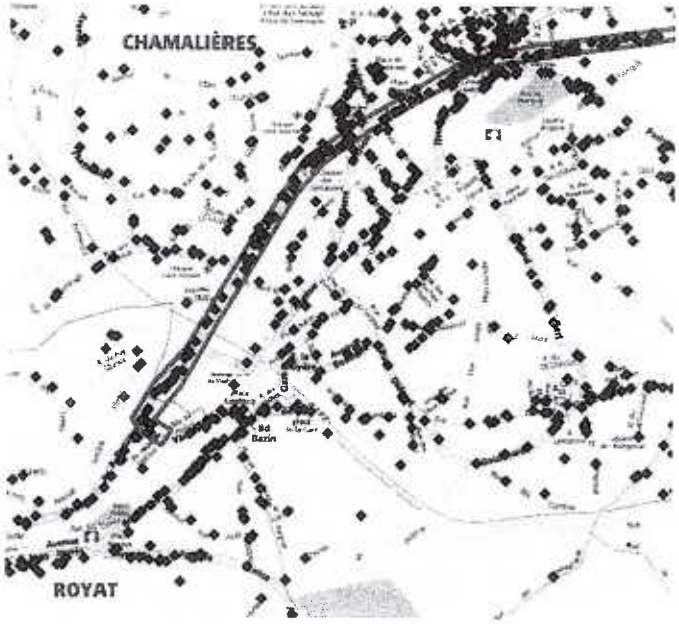
Le périmètre d'étude se situe le long des voies empruntées par le BHNS, c'est-à-dire le tracé des futures lignes B et C.

Ce périmètre est marqué par les lignes rouges pour chaque secteur cartographié ci-après.

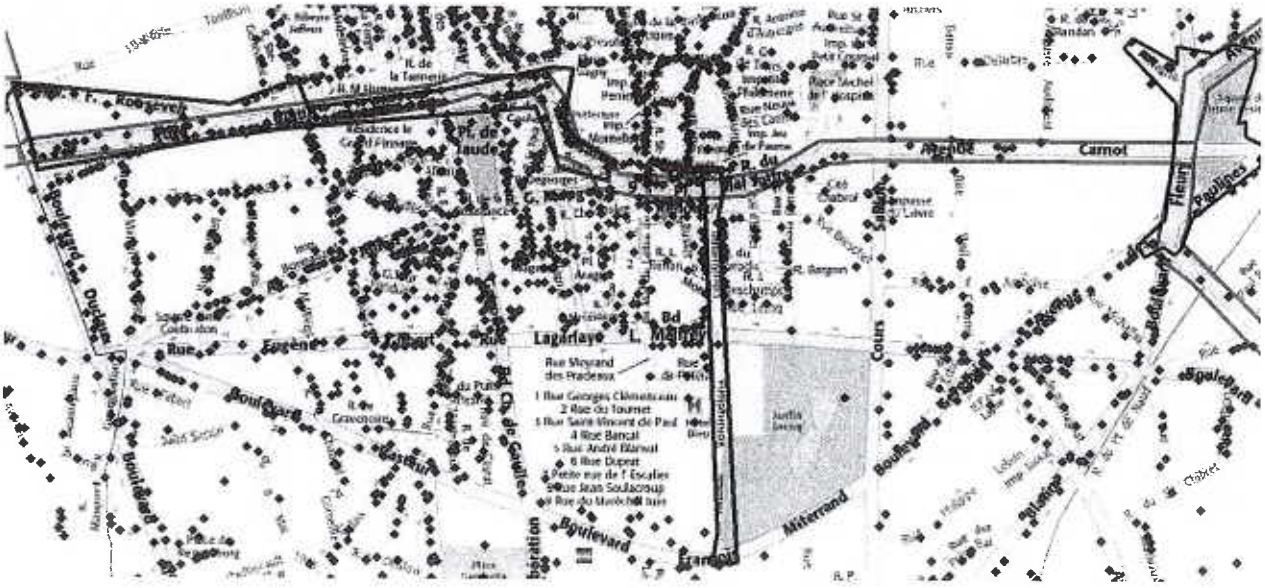
Néanmoins, ce périmètre pourra être élargi, dès lors que cet élargissement servirait l'intérêt de l'étude. Sur ce périmètre élargi, l'enquête sera uniquement réalisée en ligne, et dans la limite du ressort territorial du SMTC-AC.

**Périmètre d'étude** :

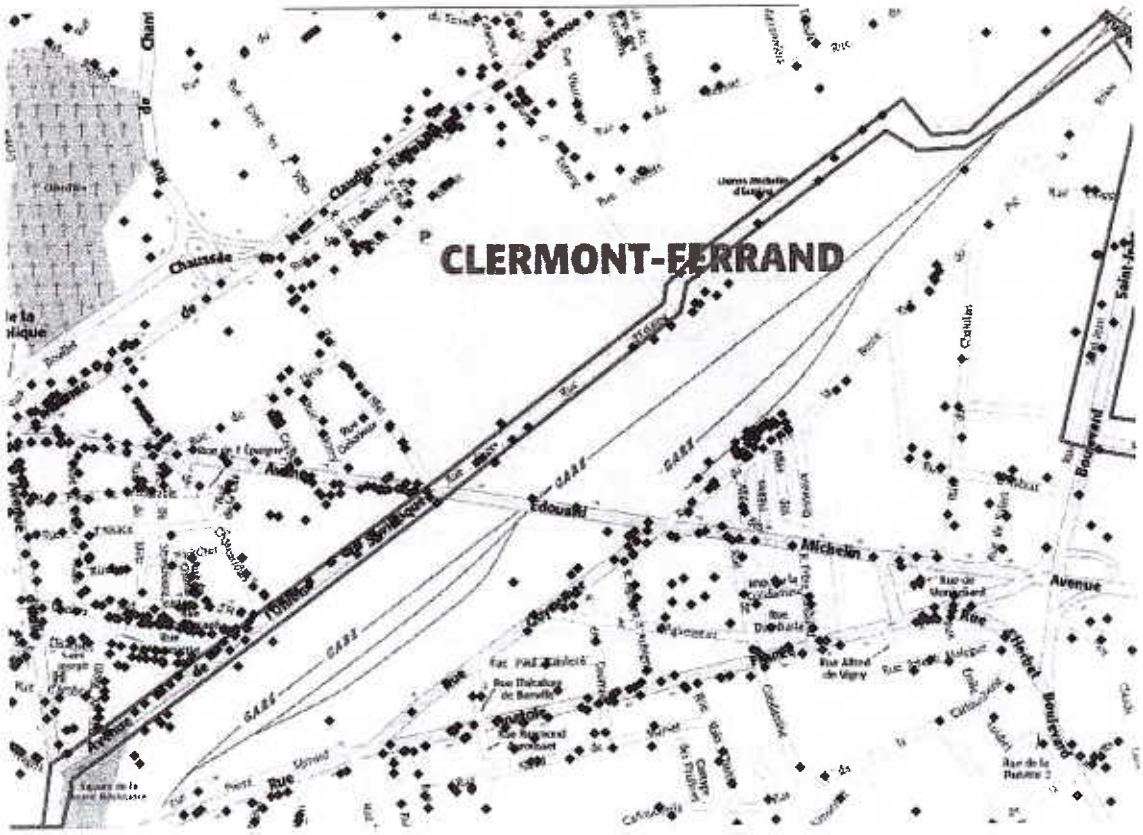
- Secteur 1 : Royat - Chamalières




- Secteur 2 : Clermont centre



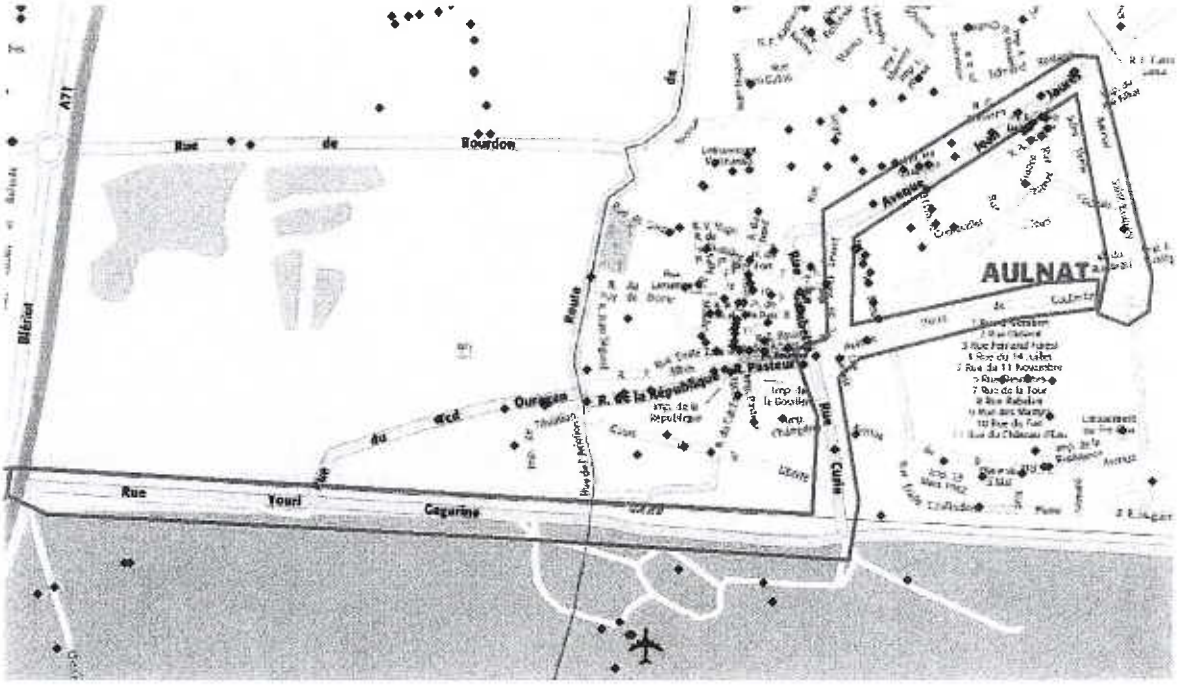
- Secteur 3 : Clermont gare



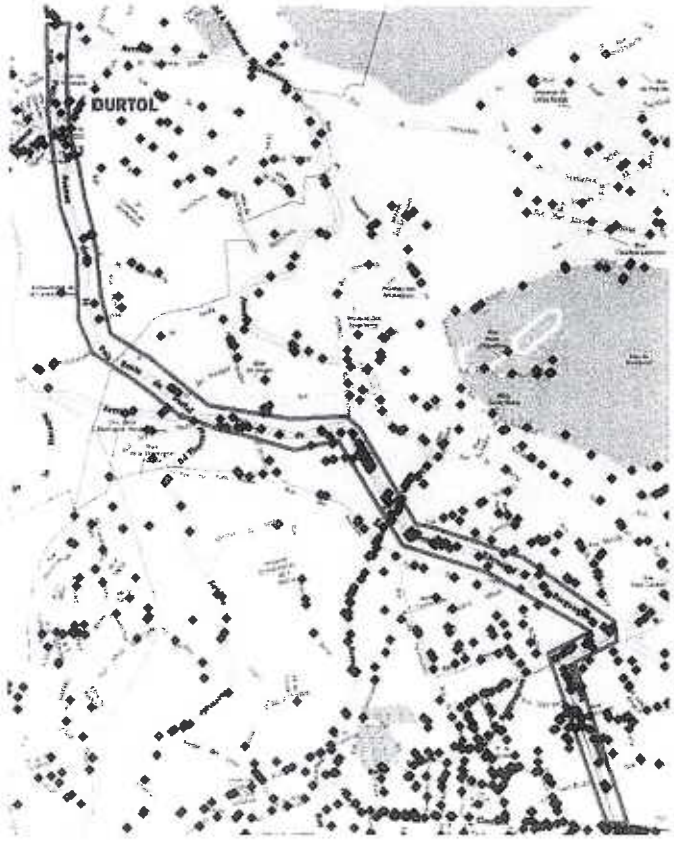

- Secteur 4 : Clermont Brézet



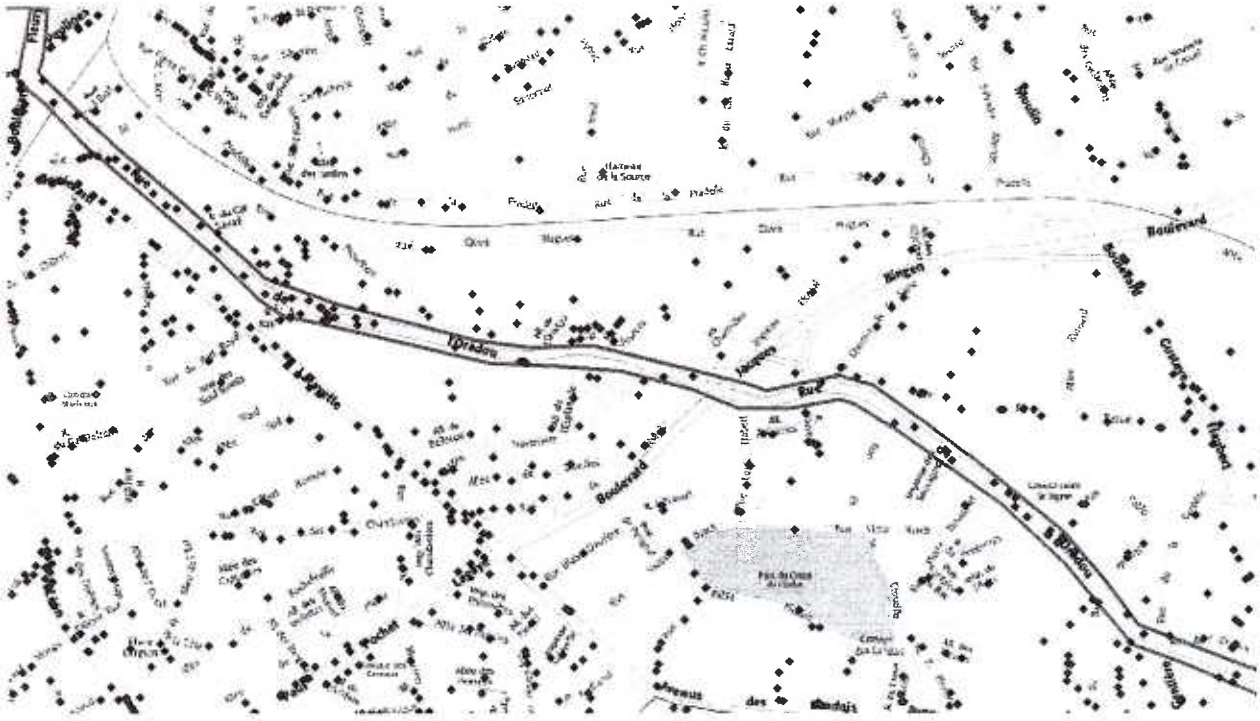
- Secteur 5 : Aulnat



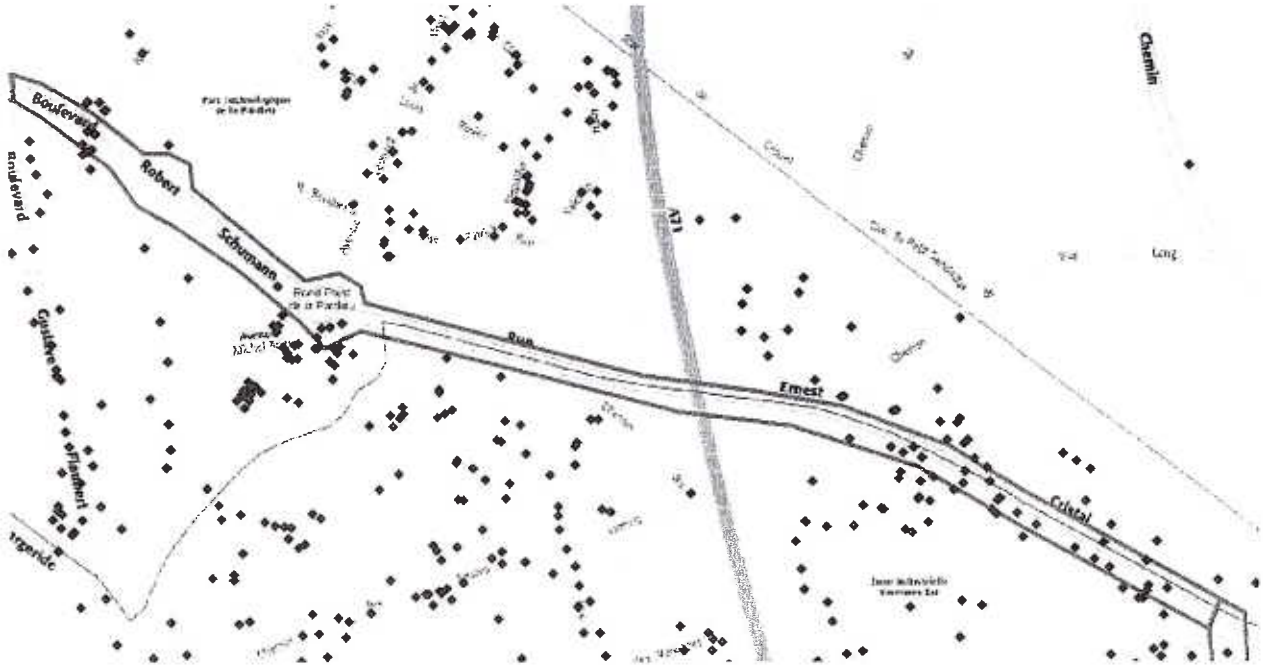

- Secteur 6 : Durtol - Clermont



- Secteur 7 : Oradou



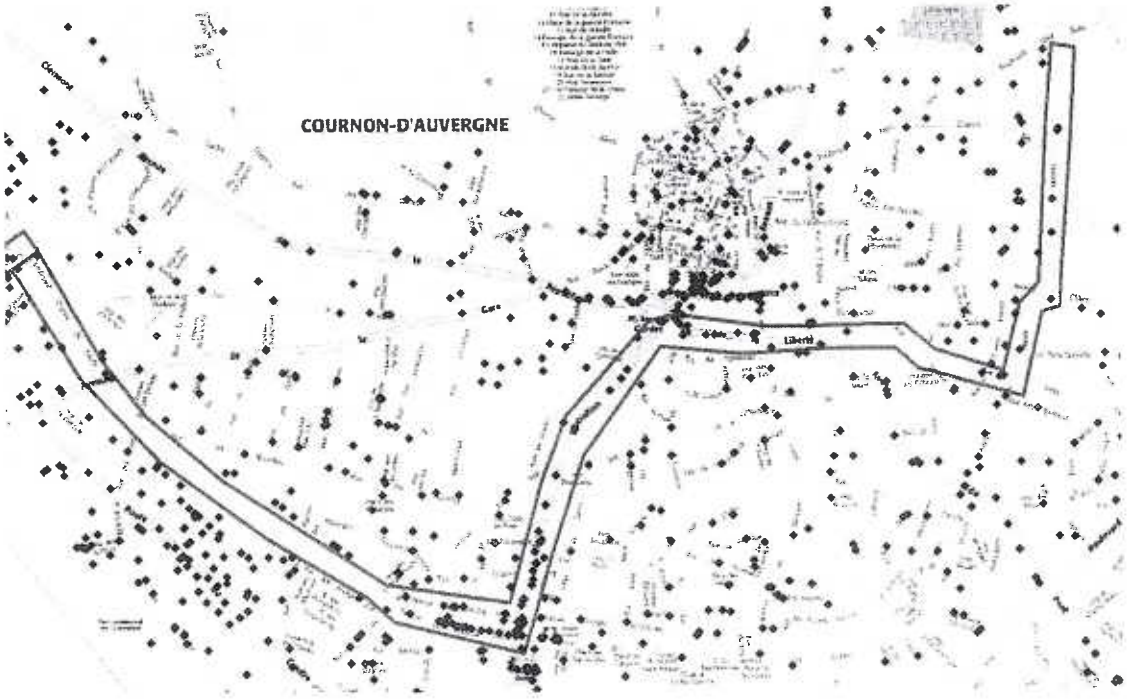

- Secteur 8 : Ernest Cristal



- Secteur 9 : Cournon-d'Auvergne Sarlième



- Secteur 10 : Cournon-d'Auvergne centre



## II.5. Modalités de réalisation

Afin de minimiser les temps de collecte d'informations et de toucher le plus grand nombre d'entreprises, l'accent sera mis sur **l'enquête en ligne.** Le volet enquête terrain sera davantage dédié au recensement, si possible exhaustif, des entreprises et professions libérales situées précisément sur le tracé des lignes BHNS B et C afin de les répertorier même si ceux-ci ne répondent pas à l'enquête (ex médecins...).

Un important travail de communication sera donc nécessaire pour mener à bien ce projet, tant du côté de la CCI et de la CMA que du SMTC-AC et de toutes autres structures concernées. L'enjeu sera d'inciter les entreprises à répondre à ces enquêtes notamment sur la phase 1 d'état des lieux de contexte car le projet peut sembler encore loin. Les Parties mobiliseront leur service communication pour préparer des messages forts à relayer par emailing, sur les sites web, réseaux sociaux, etc. et mobiliseront les réseaux d'entreprises pour qu'ils s'en fassent le relai.

### RESSOURCES MISES EN OEUVRE

Le suivi de ce projet sera assuré par le service Appui aux territoires de la CCI et le département Entreprises et Territoires de la CMA qui mettront à disposition de ce projet les ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs de ladite convention tant sur un plan humain (chargés de mission, enquêteurs, administratifs, ...) que sur un plan technique (outil d'enquêtes et traitement de données, cartographie, bases de données spécifiques, support de communication, ...). L'accompagnement des entreprises impliquera également des conseillers entreprises spécialisés selon le type d'accompagnement à envisager (conseillers commerce, transmission, numérique...). Le pilotage sera assuré par les référents CCI et CMA mentionnés à l'article 3 de la convention, en lien avec le SMTC-AC et les différentes parties prenantes.

## II.6. Accompagnement des entreprises

En complément de ces recensements et collectes d'informations avant, pendant et après la mise en service du projet, la CCI et la CMA se proposent d'accompagner le SMTC-AC pour le suivi des entreprises impactées et, éventuellement, d'entreprendre avec elles, les démarches de mutations nécessaires.

Ce volet opérationnel pourra être proposé aux entreprises pour lesquelles un impact négatif avéré du projet sera identifié, notamment pour celles ayant renseigné leurs données dans l'observatoire mensuel d'activité Actiscope©.

A partir des données recueillies précédemment, un suivi personnalisé sera mis en place. Des conseillers spécialisés dans l'accompagnement des entreprises pourront leur apporter un appui en les aidant de différentes manières selon les problématiques de chacune, par exemple :

- aide pour faire les demandes d'indemnités de compensation,
- aide pour trouver un repreneur dans le cas où le projet rendrait plus difficile cette démarche,
- aide pour se réimplanter dans le cas où la nature d'un commerce n'est plus compatible avec son emplacement à cause du projet,
- autres démarches pertinentes selon situation de l'entreprise (digitalisation, diagnostic mobilité...).

# III. ANNEXE 2 - CONTENU FINANCIER

Les parties conviennent que le SMTC-AC paie à la CCI et à la CMA les frais engagés pour réaliser ce recensement des activités économiques et de l'identification des impacts du projet sur les entreprises, selon le temps passé par les équipes pour mener l'enquête et assurer suivi et pilotage, y compris les frais de structures liés.

Le coût de mise en œuvre dépend fortement du nombre d'entreprises concernées.

Si l'on s'en tient au tracé stricto-sensu du projet (entreprises situées de part et d'autre du couloir des lignes de bus B et C), pour toutes les entreprises quelles que soient leur activité, leur taille (y compris 0 salarié), ou leur forme juridique (sociétés, artisans, commerçants, professions libérales...), on dénombre, à fin juin 2021, 2 128 établissements. 757 d'entre eux ont un code APE laissant penser qu'ils exercent plutôt leur activité en pied d'immeuble (activité commerciale recevant du public), les autres étant probablement plus en étage.

| Secteur | Nombre d'établissement | Enquête Terrain (Hypothèse 40%) | Enquête en ligne (Hypothèse 60%) |
|---|---|---|---|
| Secteur 1 - ROYAT CHAMALIERES | **283** | 113 | 170 |
| Secteur 10 - COURNON CENTRE | **156** | 62 | 94 |
| Secteur 2 - CLERMONT CENTRAL | **399** | 160 | 239 |
| Secteur 3 - GARE | **117** | 47 | 70 |
| Secteur 4 - BREZET | **141** | 56 | 85 |
| Secteur 5 - AULNAT | **49** | 20 | 29 |
| Secteur 6 - DURTOL | **234** | 94 | 140 |
| Secteur 7 - ORADOU | **170** | 68 | 102 |
| Secteur 8 - ERNEST CRISTAL | **115** | 46 | 69 |
| Secteur 9 - GRANDE HALLE | **263** | 105 | 158 |
| Supp Ballainvilliers | **50** | 20 | 30 |
| Supp Blatin | **104** | 42 | 62 |
| Supp Carnot Gare | **47** | 19 | 28 |
| **Total général** | **2128** | **851** | **1277** |

Sur cette base, et en partant de l'hypothèse que 40 % des entreprises seront vues sur le terrain (2/heure la 1ère année et 4/heure en 2022) et le reste (60 %) proviendra de l'enquête en ligne (temps de traitement 6/heure), le coût pourrait être le suivant :

- Pour la CCI :

| | | Quantité | Prix € HT | Prix € TTC |
|---|---|---|---|---|
| Phase 1 - Avant-projet (Juin à décembre 2021) | Tous secteurs (2 128 établissements | 40 % terrain (~850) 60 % en ligne (~1280) | 53 000 € | 63 600 € |
| | *dont 600 sur secteur Central + suppléments Blatin / Ballainvilliers / Carnot-Gare* | | *14 500 €* | *17 400 €* |
| Phase 2 - Avant travaux (2022) | Tous secteurs (2 128 ets) | 40% terrain (~850) 60% en ligne (~1280) | 34 000 € | 40 800 € |
| Phase 3 - Travaux (2023-2025) | Tous secteurs | (2,5j/mois x 3 ans) | 46 500 € (15 500 €/an) | 55 800 € (18 600 €/an) |
| Phase 4 - Mise en service (2026-2027) | Tous secteurs | Enquête « flash » bilan satisfaction | 7 500 € | 9 000 € |
| TOTAL | | | **141 000 €** | **169 200 €** |

Le prix intègre les actions de communication estimées à 10 jours sur la durée du projet (5 jours en phase 1, 2 jours en phase 2 et 3 jours en phase 3).

Le nombre d'entreprises pouvant être différent de cette estimation et varier dans le temps, les Parties conviennent d'un **coût par tranche de 12 entreprises supplémentaires de 500 € HT**.

- Pour la CMA :

| **Dépenses** | **Montant HT** | **Montant TTC** |
|---|---|---|
| Phases 1 et 2 – 40 jours<br>Dont 16 jours d'enquête en ligne (phoning et traitement des relations) Dont 19 jours d'enquête terrain<br>5 jours de temps communication | 16 000€ | 19 200€ |
| Phase 3 – 25 jours | 10 000€ | 12 000€ |
| Phase 4 – 25 jours | 10 000€ | 12 000€ |
| TOTAL | **36 000 €** | **43 200 €** |

La CCI et la CMA factureront chaque trimestre au SMTC-AC les frais engagés pour mener à bien ce travail, selon le travail réellement effectué.

Le règlement sera effectué par **mandat administratif**, **service fait**, sur facture au nom de Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise, facture à déposer sur le **portail Chorus pro.**

Le dépôt de factures dématérialisées sur le portail CHORUS PRO nécessite le renseignement de plusieurs informations. Pour le Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise, ces codes sont :

- libellé de la structure : SMTC AC
- l'identifiant SIRET : 256 300 120 00035
- code service : pas de code
- Numéro d'engagement juridique : le numéro de référence de la lettre de commande.

# IV. ANNEXE 3 QUESTIONNAIRE DEFINITIF - PHASE 1

Validation SMTC- AC du 16.07.2021

## Enquête inspiRe : recensement des besoins des entreprises

inspiRe
un nouveau souffle pour nos mobilités

CCI PUY-DE-DÔME
CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE

Chambre de Métiers Artisanat
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
PUY-DE-DÔME

SMTC

+ clermont auvergne métropole

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC) avec Clermont Auvergne Métropole sont en train d'élaborer le projet InspiRe.

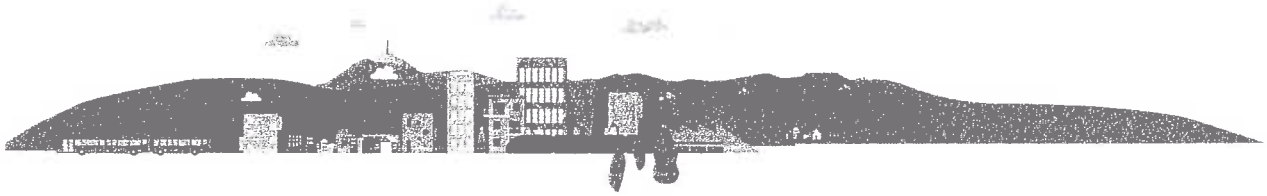
**Vous avez la possibilité de leur communiquer vos besoins et caractéristiques afin qu'ils puissent les prendre en compte.**

Pour ce faire, merci de renseigner le plus précisément possible les questions suivantes.

C'est sur cette base que le SMTC-AC pourra identifier vos problématiques individuelles et y apporter les réponses les plus adaptées.

**Plus les données seront précises, plus il sera possible d'anticiper les solutions.**

Merci de votre implication.



Q1 * **Vous êtes ?**

Une entreprise (commerçant, artisan, profession libérale, société...) de tout secteur
Enquêteur terrain (réservé CCI / CMA)

Q2 **Référence enquêteur :**

Nom

(Q1 est parmi "Enquêteur terrain (réservé CCI / CMA)")

Q3 **Commentaire**

(Q1 est = "Enquêteur terrain (réservé CCI / CMA)")

Q4 * **Secteur d'implantation de votre établissement :**

Pour choisir le secteur d'appartenance de votre établissement, merci de prendre en compte les indications, ci-après.

Le territoire à réaménager a été divisé en 10 secteurs géographiques, répartis ainsi :

- Secteur n°1 « Royat & Chamalières » : de place Allard à carrefour Berthelot-Duclaux
- Secteur n°2 « Centre de Clermont-Ferrand » : de carrefour Berthelot-Duclaux à square de la Jeune Résistance
- Secteur n°3 « La Gare » : de square de la Jeune Résistance à boulevard Brugière
- Secteur n°4 « Le Brézet » : de boulevard Saint-Jean à carrefour Louis Blériot
- Secteur n°5 « Aéroport & centre-bourg d'Aulnat » : de carrefour Louis Blériot à terminus Est ligne B
- Secteur n°6 « Durtol » : de carrefour Claussat-Roosevelt à terminus Ouest ligne C
- Secteur n°7 « L'Oradou » : de square de la Jeune Résistance à carrefour Flaubert
- Secteur n°8 « Ernest Cristal » : de carrefour Flaubert à avenue de Cournon
- Secteur n°9 « Cournon-Grande Halle » : d'avenue de Cournon à carrefour Charles de Gaulle
- Secteur n°10 « Centre de Cournon d'Auvergne » : d'avenue du Maréchal Leclerc à terminus Est ligne C

Secteur n°1 : Royat & Chamalières
Secteur n°2 : Centre de Clermont-Ferrand
Secteur n°3 : La Gare
Secteur n°4 : Le Brézet
Secteur n°5 : Aéroport & centre-bourg d'Aulnat
Secteur n°6 : Durtol
Secteur n°7 : L'Oradou
Secteur n°8 : Ernest Cristal
Secteur n°9 : Cournon-Grande Halle
Secteur n°10 : Centre de Cournon d'Auvergne
Hors secteur
Ne sais pas

P1

## Identification de l'établissement

Q5 * **N° SIRET :**

Q6 **Préfixe :**

Ets
EURL
M.
Mlle
Mme
SA
SARL
SAS
SASU
SELARL
SNC

Q7 * **Raison sociale :**

Q8 **Enseigne (nom commercial) :**

Q9 * **Adresse :**

Q10 **Complément d'adresse (ZI, ZA, Ccial, ...) :**

Q11 * **Code postal :**

Q12 * **Ville :**

P2

## Caractéristiques de l'établissement

Q13 **Type de propriété :**

- Propriétaire du fonds
- Propriétaire murs & fonds
- Locataire-gérant
- Autre

Q14 **précisez :**

(Q13 est parmi "Autre")

Q15 **Quel est le montant mensuel H.T. de votre loyer (en €) ?**

Q16 * **Quelle est votre activité (code APE) ?**

Q17 **Organisation commerciale :**

- Indépendant
- Indépendant affilié
- Franchise
- Succursale

Q18 **Quels sont vos jours d'ouverture ?** (Choisir 7 ligne(s))

(journée entière correspond à matin + après-midi, avec ou sans coupure)

| Jour | Matin | Après-midi | Journée entière |
|---|---|---|---|
| Lundi | | | |
| Mardi | | | |
| Mercredi | | | |
| Jeudi | | | |
| Vendredi | | | |
| Samedi | | | |
| Dimanche | | | |

Q19-Q20 **Quelles sont, en général, vos périodes de fermetures annuelles ?**

| | Précisez | Durée | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Semaine 1 | Semaine 2 | Semaine 3 | Semaine 4 |
| Période 1 | Janvier | | | | |
| | Février | | | | |
| | Mars | | | | |
| | Avril | | | | |
| | Mai | | | | |
| | Juin | | | | |
| | Juillet | | | | |
| | Août | | | | |
| | Septembre | | | | |
| | Octobre | | | | |
| | Novembre | | | | |
| | Décembre | | | | |
| Période 2 | Janvier | | | | |
| | Février | | | | |
| | Mars | | | | |
| | Avril | | | | |
| | Mai | | | | |
| | Juin | | | | |
| | Juillet | | | | |
| | Août | | | | |
| | Septembre | | | | |
| | Octobre | | | | |
| | Novembre | | | | |
| | Décembre | | | | |

| | |
|---|---|
| Période 3 | Janvier<br>Février<br>Mars<br>Avril<br>Mai<br>Juin<br>Juillet<br>Août<br>Septembre<br>Octobre<br>Novembre<br>Décembre |
| Période 4 | Janvier<br>Février<br>Mars<br>Avril<br>Mai<br>Juin<br>Juillet<br>Août<br>Septembre<br>Octobre<br>Novembre<br>Décembre |
| Période 5 | Janvier<br>Février<br>Mars<br>Avril<br>Mai<br>Juin<br>Juillet<br>Août<br>Septembre<br>Octobre<br>Novembre<br>Décembre |

C1 L'EMPLOI

Q21 **Nombre d'employés présents dans l'établissement en moyenne par jour (salarié, dirigeant, apprenti,...) :**

Q22 **Quel est l'effectif total de l'établissement (en nombre de personnes) :**

C2 LE LOCAL

Q23 **Quelle est la surface de vente ou surface pour l'accueil du public en m² ?**

Q24 **Quelle est la surface de réserve en m² ?**

Q25 **Quelle est la surface de l'atelier en m² ?**

C3 L'EXTERIEUR DU LOCAL

Q26 * Etes-vous concerné par une occupation temporaire du domaine public (ex. terrasse, ...) ?

Oui Non

Q27 * **Si Oui, quelle est la surface autorisée en m² (si vous ne savez pas, mettre 0) ?**

(Q26 est = "Oui")

Q28 * **Pour quel usage (plusieurs réponses possibles) ?**

(Q26 est = "Oui")

- Un étalage
- Une véranda
- Une terrasse
- Ne sais pas
- Autres

Q29 **précisez :**

(Q26 est = "Oui") et (Q28 est parmi "Autres")

Q30 **Quel est le nombre approximatif de places assises pour les terrasses ?**

(Q26 est = "Oui") et((Q28 est parmi "Une terrasse"))

Q31 **Combien mesure le linéaire de la devanture / façade de votre établissement (en mètre) ?**

Q32 **Quels sont les équipements de la devanture / façade (plusieurs réponses possibles) ?**

- Aucun équipement
- Stores-bannes
- Auvent
- Enseignes
- Autres

Q33 **précisez :**

(Q32 est parmi "Autres")

---

C4 L'ACCES AU LOCAL

Q34 **Nombre d'accès clientèle (nombre de portes) :**

Q35 **Nombre d'accès service (entrée du personnel, livraison si différent de l'accès clientèle) :**

Q36 **Nombre d'issues de secours (ne servant pas d'accès) :**

---

C5 LES TRANSPORTS / LE STATIONNEMENT

Q37 * **Disposez-vous de véhicules professionnels ?**

Oui Non

Q38 * **Combien ?**

(Q37 est = "Oui")

Q39 * **De quel type (plusieurs réponses possibles) ?**

(Q37 est = "Oui")

- Vélo
- Scooter / moto
- Voiture
- Utilitaire (camionnette, fourgon)

Camion
Semi-remorque
Autre

Q40 **précisez :**

(Q39 est parmi "Autre")

Q41 * **Où sont-ils stationnés (plusieurs réponses possibles) ?**

(Q37 est = "Oui")

Voie publique
Garage/parking inhérent à votre établissement
Garage/parking déporté de votre établissement

Q42 **Merci d'en indiquer l'adresse si l'entrée est dans une rue différente de celle de votre établissement :**

(Q37 est = "Oui") et (Q41 est parmi "Garage/parking inhérent à votre établissement", "Garage/parking déporté de votre établissement")

Q43 **Votre clientèle a-t-elle besoin d'arrêt minute devant votre établissement de par la nature de votre activité ?**

Oui Non

Q44 **De par la nature de votre activité, avez-vous besoin d'une place accessible pour les véhicules médicaux / VSL ou d'un accès réservé PMR ?**

Oui Non

Q45 **Si Oui, pour quel type de véhicules (plusieurs réponses possibles) ?**

(Q44 est = "Oui")

Ambulance
VSL
Taxi
Voiture
Autre

Q46 **précisez :**

(Q45 est parmi "Autre")

C6 **ETAT DES LIEUX DES APPROVISIONNEMENTS / EXPEDITIONS**

Q47 **Quels sont les jours d'approvisionnement de votre entreprise/magasin ? (plusieurs réponses possibles)**

Aucun jour particulier
Lundi
Mardi
Mercredi
Jeudi
Vendredi
Samedi
Dimanche
Tous les jours

Q48 **Avec quel type de véhicule êtes-vous livré ? (plusieurs réponses possibles)**

Semi-remorque
Camion
Fourgon
Camionnette
Vélo

Autre

Q49 **précisez :**

(Q48 est parmi "Autre")

Q50 **A quel horaire ? (plusieurs réponses possibles)**

- Avant 7h00
- Entre 7h00 et 9h30
- Entre 9h30 et 11h30
- Entre 11h30 et 16h00
- Après 16h00
- Pas d'horaire précis

Q51 **Quelle est la durée moyenne d'une livraison ?**

- Moins de 5 min
- Entre 5 et 15 min
- Plus de 15 min

Q52 **Où se gare habituellement le véhicule de livraison ? (plusieurs réponses possibles)**

- Trottoir
- Chaussée en double file
- Place de stationnement
- Aire de livraison à proximité
- Autre

Q53 **précisez :**

(Q52 est parmi "Autre")

Q54 **Avez-vous des besoins en termes de transferts de fonds ?**

Oui Non

Q55 **Si Oui, à quelle fréquence ?**

(Q54 est = "Oui")

- 1 fois par jour
- Plusieurs fois par semaine
- 1 fois par semaine
- Autre

Q56 **précisez :**

(Q55 est parmi "Autre")

Q57 **Réalisez-vous des expéditions de marchandises pour vos clients ?**

Oui Non

Q58 **Avec quel type de véhicule ? (plusieurs réponses possibles)**

(Q57 est = "Oui")

- Semi-remorque
- Camion
- Fourgon
- Camionnette
- Vélo
- Autre

Q59 **précisez :**

(Q58 est parmi "Autre")

Q60 **A quelle fréquence ?**

(Q57 est = "Oui")

- Plusieurs fois par jour
- Tous les jours
- Plusieurs fois par semaine
- Une fois par semaine
- Tous les 15 jours
- Moins fréquemment

C7 **GESTION DES DECHETS**

Q61 **Types de déchets produits dans le cadre de l'activité de votre établissement ? (plusieurs réponses possibles)**

- Ordures ménagères résiduelles
- Emballages recyclables
- Verre
- Encombrants
- Déchets verts
- Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE)
- Déchets dangereux ou non issus des activités de ménage (produits d'entretien), bricolage, jardinage des particuliers
- Déchets Industriels Banals (DIB)
- Déchets Industriels Dangereux (DID)
- Autre

Q62 **précisez :**

(Q61 est parmi "Autre")

Q63 **Comment est assurée la collecte des déchets de votre établissement ? (plusieurs réponses possibles)**

- Collecte municipale
- Borne de collecte dans la rue
- Dépôt en déchetterie
- Autre

Q64 **précisez :**

(Q63 est parmi "Autre")

C8 **LA CLIENTELE**

Q65 **Quelle est l'origine principale de vos clients, patients, usagers ? (3 réponses maximum)**

- Quartier
- Communes de la Métropole
- Département du Puy-de-Dôme
- Hors département
- Ne sais pas

Q66 **Quel est le nombre de personnes (clients, patients, usagers) fréquentant votre établissement en moyenne par jour (hors personnel) ?**

P3

## Informations complémentaires

Q67 **Concernant votre activité / votre local, avez-vous des projets à court ou moyen terme ?**

Oui Non

Q68 **Si Oui, quels sont-ils ? (plusieurs réponses possibles)**

(Q67 est = "Oui")

- Cessation d'activité
- Transmission
- Changement d'activité
- Déménagement
- Travaux de rénovation / Embellissement
- Travaux d'agrandissement
- Autre

Q69 **précisez :**

(Q68 est parmi "Autre")

Q70 **Seriez-vous intéressé pour intégrer le dispositif Actiscope® permettant de suivre chaque mois l'évolution de votre activité (C.A. et fréquentation) ?**

*Pour vous aider à démontrer l'impact du projet sur votre activité, nous vous proposons d'intégrer le dispositif Actiscope®. Sur les bases du volontariat et de l'anonymat, cet observatoire mensuel d'activité, facile d'accès, vous permettra de renseigner chaque mois votre chiffre d'affaires ainsi que le nombre de clients (tickets), pour suivre les évolutions de votre établissement mais aussi vous comparer aux autres établissements concernés par le projet.*

Oui Non

Q71 **Avez-vous des questions ou suggestions relatives aux aménagements du projet InspiRe ?**

P4

## CONTACTS

C9 **Coordonnées du responsable de l'établissement**

Q72 * **Nom :** Q73 * **Prénom :**

Q74 * **Qualité :**

Q75 * **Téléphone :**

Q76 * **E-mail :**

C10 **Coordonnées du propriétaire de l'établissement (si différente et connue)**

Q77 **Nom :** Q78 **Prénom :**

Q79 **Qualité :**

Q80 **Téléphone :** Q81 **E-mail :**

Q82 *** J'accepte que les données collectées lors de cette enquête soient communiquées au SMTC-AC dans le cadre de la mise en œuvre du projet InspiRe.**

En acceptant, vous permettez au SMTC-AC de vous contacter pour mieux prendre en compte vos problématiques individuelles et vous informer en temps réel des avancées du projet et des travaux dans votre quartier.

Oui Non

Q83 **Photo de la façade/devanture de l'établissement :**

*Possibilité d'attacher un fichier*

C11 *Les informations recueillies feront l'objet d'un traitement informatique destiné à informer le SMTC-AC sur les caractéristiques, modes de fonctionnement et besoins des entreprises potentiellement impactées par le projet InspiRe.*
*Ces données lui seront communiquées nominativement, sous réserve de votre accord, afin qu'il puisse vous communiquer des informations sur l'avancée du projet et des travaux et vous recontacter individuellement sur des problématiques spécifiques. Conformément à la réglementation sur la protection des données (RGPD), vous pouvez accéder à vos données personnelles et les faire rectifier. Vous pouvez également vous opposer ou obtenir la limitation des traitements. Pour cela, vous avez la possibilité d'en faire la demande auprès du Service Appui aux Territoires - 148 boulevard Lavoisier - 63037 Clermont-Ferrand Cedex1 - etudes@puy-de-dome.cci.fr*

* Réponse obligatoire

Merci d'avoir pris le temps de répondre à cette enquête.

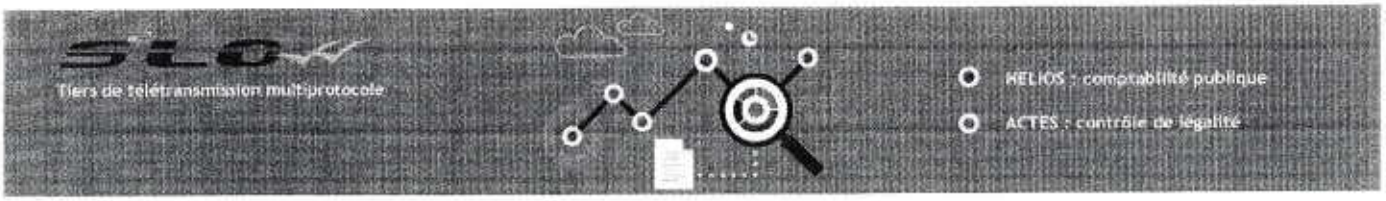
Si dans votre entourage vous connaissez des entreprises pouvant être concernées et impactées par le projet, n'hésitez pas à leur parler de l'enquête et à leur transmettre **ce lien**.

Grâce à vos réponses, le SMTC-AC et les chambres consulaires vous tiendront régulièrement informés de l'avancement du projet, puis des travaux.

Pour toute information complémentaire sur le projet, vous pouvez consulter le site du projet : inspire-clermontmetropole.fr ou celui de ses partenaires :

Chambre de Commerce et d'Industrie : www.puy-de-dome.cci.fr

Chambre de Métiers et de l'Artisanat : www.cma-puydedome.fr.




# BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

**Collectivité : SMTC AGGLOMERATION CLERMONTOISE (63)**

**Utilisateur : Pastell SMTC**

## Paramètre de la transaction :

| | | |
|---|---|---|
| | *Type de transaction :* | *Transmission d'actes* |
| | *Nature de l'acte :* | *Contrats, conventions et avenants* |
| | *Numéro de l'acte :* | *C2021_16* |
| | *Date de la décision :* | *2021-07-29 00:00:00+02* |
| | *Objet :* | *C2021_16 DE COOPÉRATION PUBLIC-PUBLIC* |
| | *Documents papiers complémentaires :* | *NON* |
| | *Classification matières/sous-matières :* | *8.7 - Transports* |
| | *Identifiant unique :* | *063-256300120-20210729-C2021_16-CC* |
| | *URL d'archivage :* | *Non définie* |
| | *Notification :* | *Non notifiée* |

## Fichier contenus dans l'archive :

| Fichier | Type de fichier | Taille du fichier |
|---|---|---|
| *Nom métier :* | | |
| *063-256300120-20210729-C2021_16-CC-1-1_0.xml* | *text/xml* | *855* |
| *Nom original :* | | |
| *C21_16 Inspire coop__ration public_puplic.pdf* | *application/pdf* | *2558150* |
| *Nom métier :* | | |
| *99_DC-063-256300120-20210729-C2021_16-CC-1-1_1.pdf* | *application/pdf* | *2558150* |

## Cycle de vie de la transaction :

| | Etat | Date | Message |
|---|---|---|---|
| | *Posté* | *25 août 2021 à 15h34min10s* | *Dépôt initial* |
| | *En attente de transmission* | *25 août 2021 à 15h34min11s* | *Accepté par le TdT : validation OK* |
| | *Transmis* | *25 août 2021 à 15h34min14s* | *Transmis au MI* |
| | *Acquittement reçu* | *25 août 2021 à 15h34min24s* | *Reçu par le MI le 2021-08-25* |

# Convention
# d'autorisation temporaire d'exploitation
# du matériel Covoit'Ici Rochefort-Clermont

**Entre**

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise (SMTC-AC), sise 2 bis rue de l'Hermitage 63063 Clermont-Ferrand cedex 1, représenté par Monsieur François Rage, agissant en qualité de Président

d'une part

**Et**

La société Ecov SAS, sise 4 place Francois II 44000 Nantes, représenté par Monsieur Thomas Matagne, agissant en qualité de Président-Cofondateur de Ecov SAS

Adresse électronique : thomas@ecov.fr
Numéro de téléphone : 06 23 30 29 20
Numéro de SIRET : 808 203 467 00010 Code APE 7022Z
Numéro de TVA intracommunautaire : FR 62 808 203 467

Ci-dessous dénommée "L'Emprunteur".

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit

**Article 1 : Objet de la convention**

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise met à disposition de l'entreprise Ecov SAS susvisée le matériel nécessaire à l'exploitation temporaire du service de covoiturage Covoit'Ici Rochefort-Clermont présent sur le domaine public et dont il est propriétaire.

Cette exploitation temporaire du service doit permettre aux deux parties de préparer la fermeture du service, notamment en veillant à la bonne information des publics concernés.

La liste du matériel mis à disposition par le SMTC-AC, ainsi que le positionnement des différents éléments, figurent en annexe de la présente convention et sera paraphée par les deux parties.

**Article 2 : Durée du l'autorisation**

Le SMTC-AC autorise l'Emprunteur à exploiter temporairement le service, du 1er septembre 2021 au 30 septembre 2021.
Une prolongation pourra être accordée à titre exceptionnel. Dans ce cas, un avenant à la convention devra être conclu entre les parties.

**Article 3 : Conditions de mise à disposition**

Le SMTC-AC met gratuitement à disposition de l'Emprunteur le matériel nécessaire à l'exploitation du service. Aucune contrepartie financière ne pourra être demandée par l'une ou l'autre des parties dans le cadre de cette convention.

Pendant la durée de mise à disposition mentionnée à l'article 2, le SMTC-AC reste propriétaire de l'intégralité du matériel listé en annexe. .

**Article 4 : Continuité du service**

Afin de permettre aux utilisateurs d'utiliser le service de covoiturage Covoit'Ici Rochefort-Clermont dans les meilleures conditions, l'Emprunteur s'engage à maintenir le niveau de service actuel en supportant l'ensemble des frais d'exploitation, y compris les garanties départ/retour, les récompenses conducteurs, et l'assistance téléphonique.

Seul l' « avantage T2C » offert aux passagers pour permettre à ces derniers de continuer leur trajet sur le réseau de transports en commun du ressort territorial est maintenu et pris en charge par le SMTC-AC.

**Article 5 : État du matériel**

Le matériel mis à disposition est réputé en bon état de fonctionnement et devra être restitué tel quel. Il ne doit en aucun cas être modifié par l'Emprunteur.
Toute détérioration, perte ou vol de matériel devra être notifié au SMTC-AC dans un délai de 48 heures suivant l'évènement et entraînera son remplacement à l'identique par l'Emprunteur. Le matériel ne doit pas être sous loué.

**Article 6 : Assurances**

Le matériel mis à disposition est placé sous l'entière responsabilité de l'Emprunteur qui s'engage à souscrire tout contrat d'assurance destiné à garantir le matériel prêté contre le vol, l'incendie, le dégât des eaux, les détériorations de toute nature ainsi que sa responsabilité civile au titre des éventuels dommages corporels ou matériels pouvant survenir du fait de son utilisation pendant la période définie à l'article 2.
L'Emprunteur devra fournir au SMTC-AC les attestations d'assurance correspondantes.

**Article 7 : Responsabilité**

L'Emprunteur assume l'entière responsabilité du matériel à compter de sa prise en charge jusqu'à sa restitution.
Il doit le manipuler à bon escient et ne peut y adjoindre de matériels non compatibles.
La responsabilité, tant civile que pénale du SMTC-AC ne pourra en aucune manière être recherchée par l'Emprunteur suite au non fonctionnement ou au mauvais fonctionnement du matériel emprunté, et notamment en raison de l'adjonction par l'Emprunteur de matériels non compatibles ou en raison d'une mauvaise manipulation de son fait.

**Article 8 : Résiliation**

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des clauses y figurant par lettre recommandée avec avis de réception.
En sus du motif mentionné ci-dessus, le SMTC-AC se réserve le droit de résilier la présente convention sans préavis pour tout motif d'intérêt général (impératifs d'utilisation de l'espace pour des nécessités ou aménagements publics, autres motifs impérieux...).

**Article 9 : Litiges**
Après épuisement des voies amiables, tout litige résultant de l'application de la présente convention relèvera de la compétence des juridictions administratives (Tribunal administratif de Clermont-Ferrand).

Pour le SMTC-AC
Fait à Clermont-Ferrand,
Le 26 AOUT 2021

Le Président du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

**François RAGE**

Pour Ecov SAS
Fait à Nantes,
Le 11/08/2021

Romain Fayoux, Directeur Produit, par délégation de responsabilité de Thomas Matagne, Président



Acquitté en préfecture
Le 31 AOUT 2021

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

ecov

**Annexe : liste du matériel mis à disposition de l'Emprunteur**

A l'arrêt Rochefort-Montagne : 1 grand PMV, 1 petit PMV, 1 borne de paiement, 1 vitrine d'information

A l'arrêt Massagettes : 1 grand PMV, 1 petit PMV, 1 borne de paiement, 1 vitrine d'information

A l'arrêt Nebouzat : 1 grand PMV, 1 petit PMV, 1 borne de paiement, 1 vitrine d'information,

A l'arrêt Theix : 1 grand PMV, 1 petit PMV, 1 borne de paiement, 1 vitrine d'information

A l'arrêt Beaumont : 3 grands PMV, 1 petit PMV, 1 borne de paiement, 1 vitrine d'information

A l'arrêt CHU - Gabriel Montpied : 1 grand PMV, 2 petits PMV, 1 borne de paiement, 1 vitrine d'information



FR

# AVENANT 6

# CONVENTION N° C 17-18

## CONVENTION DE MANDAT

Entre les soussignés :

**Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise**, 2 bis rue de l'Hermitage 63063 Clermont-Ferrand Cedex, représenté par François Rage, Président en exercice, dûment habilité à cet effet par la délibération n°19 du comité syndical du 4 Juillet 2019,

Ci-après désigné le « SMTC-AC »

Et

**La Régie EPIC T2C**, 17 boulevard Robert Schuman 63000 Clermont-Ferrand, représentée par Richard Peyrin, Directeur Général, dûment habilité par la délibération n° DCA 2021/019 du 28 avril 2021.

Ci-après désignée « T2C »

VU le Contrat de Service Public 2018-2022 signé par le SMTC et T2C ;

**PREAMBULE** :

La Convention C17-18, conclu le 24 juillet 2017, définit le mandat par lequel le SMTC-AC confie à T2C la réalisation d'opérations d'investissements inscrites au budget du SMTC-AC, précise la liste et les montants prévus pour ces opérations, la procédure de réalisation de ces opérations, les échanges d'information entre le SMTC-AC et T2C.

Cette convention a fait l'objet de cinq avenants :

- L'avenant 1 a eu pour objet de retirer de la convention de mandat C17-18 les opérations non engagées au cours de l'exercice 2017, et dont les crédits correspondants ont été transférés à T2C, en application de l'article 1.8 du Contrat de service public 2018-2022 ;
- L'avenant n°2 a eu pour objet de modifier le montant de l'opération 17004 maintenance mi-vie tramway en le portant de 300 000 € à 425 000 €, montant inscrit au budget 2018 ;
- L'avenant n°3 a eu pour objet de modifier le montant de l'opération 17004 maintenance mi-vie tramway en le portant de 425 000 € à 3 705 000 €, montant supplémentaire s'élevant à 3 280 000 € pour les exercices 2019 à 2022.



Acquitté en Préfecture le :
17 SEP. 2021

- L'avenant n°4 a pour objet de modifier le montant de l'opération ST16-017 « modification aspiration bus pompes gazole Champratel » en le portant de 27 643 € à 29 310 €.

- L'avenant n°5 a pour objet de modifier le montant de l'opération n°17004 relative à la maintenance à mi-vie des rames de tramway, en continuité des avenants n° 2 et 3, en le portant de 3 705 000 € à 19 400 000 €.

Le présent avenant complète ladite convention de mandat.

**Il est convenu ce qui suit :**

Article 1 : Objet de l'avenant

Cet avenant n°6 a pour objet :

- Des modifications concernant l'opération relative à la maintenance à mi-vie des rames de tramway :
    - Le montant de l'opération n°17004 relative à la maintenance à mi-vie des rames de tramway, en continuité des avenants n° 2, 3 et 5, est modifié en le portant de 19 400 000 € à 26 900 000 € correspondant a une partie du montant total de l'autorisation de programme mise en place par le SMTC et dédiée à la maintenance à mi-vie du tramway.
    - La mise à jour des modalités d'exécution du mandat relatives à la phase industrialisation de l'opération mi-vie du tramway, selon les termes de l'article 3 du présent avenant.

- L'inscription d'une opération supplémentaire concernant le renouvellement des logiciels de graphicage-habillage (conception de l'offre de service) et de commande de service (planning exploitation) pour un montant prévisionnel de 3 100 000 € HT. Le montant définitif de l'opération sera arrêté avant notification du marché, sur la base du montant de l'offre validée par le SMTC-AC, et sera inscrit à la convention de mandat par avenant pour intégrer le budget total ajusté.

  Les jalons suivants feront l'objet d'une validation préalable systématique de la part du SMTC :

  - Contenu du dossier de consultation des entreprises en phase « offres ». T2C devra produire une note décrivant l'ensemble des paramètres actionnables dans les 2 outils aux différents stades de la construction, et les liens entre eux.
  - Analyse des offres et choix du candidat retenu, sur la base de critères prenant notamment en compte les objectifs visés dans la note évoquée supra.
  - Si le marché le prévoir, affermissement des tranches optionnelles et déclenchement des prestations supplémentaires éventuelles


Acquitté en Préfecture le :

- L'inscription d'une opération supplémentaire concernant le renouvellement du logiciel de gestion RH-Paie. Dans un premier temps cette opération porte sur le recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage devant construire le cahier des charges de la future opération et évaluer le budget nécessaire. Le montant du présent avenant porte sur un montant de 34 375 € HT. Un nouvel avenant devra intervenir après détermination d'un chiffrage validé par le SMTC-AC pour intégrer le budget total nécessaire au lancement de cette opération.
  Outre la validation du budget, les jalons suivants feront l'objet d'une validation préalable systématique de la part du SMTC :
  - Contenu du dossier de consultation des entreprises en phase « offres »
  - Analyse des offres et choix du candidat retenu
  - Si le marché le prévoir, affermissement des tranches optionnelles et déclenchement des prestations supplémentaires éventuelles

Les deux nouveaux projets logiciel graphicage-habillage-commande de service et logiciel RH-Paie font l'objet d'une synthèse annexée à cet avenant.

## Article 2 : Liste actualisée des opérations

La liste des opérations en-cours de la convention de mandat est présentée ci-dessous et synthétisé dans le tableau ci-dessous.

Aménagements sécurité passerelle tramway et bus Champratel : 464 498 €
Aménagements magasin Champratel : 560 000 €
Opération mi-vie tramway : 26 900 000 €, dont mandat d'industrialisation de 23 599 680 € (cf. article 3)
Logiciel gestion financière : 250 000 €
Logiciel graphicage-habillage : 3 100 000 € (montant provisoire cf. article 1)
Logiciel gestion RH-paye : 34 375 €

| N° opération | Description | Montant initial | Montant Avenant 2 | Montant Avenant 3 | Montant Avenant 5 | Montant Avenant 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 15105 | Aménagement sécurité passerelle Champratel | 104 502 € | 104 502 € | 464 498 € | 464 498 € | 464 498 € |
| 15120 | Acquisition passerelle Pardieu | 466 774,75 € | 466 774,75 € | 501 025 € | 501 025 € | 501 025 € |
| 17003 | Aménagement magasin Champratel | | | 560 000 € | 560 000 € | 560 000 € |
| 17004 | Maintenance mi-vie tramway | 300 000 € | 425 000 € | 3 705 000 € | 19 400 000 € | 26 900 000 € |
| 19104 | Logiciel gestion financière nT2C | | | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € |
| | Logiciel graphicage-habillage | | | | | 3 100 000 € |
| | Logiciel gestion RH-paye | | | | | 34 375 € |


Acquitté en Préfecture le :
17 SEP. 2021

## Article 3 : Modalités d'exécution du mandat propres à la phase industrialisation des opérations de la mi-vie

Le programme de la phase industrialisation de l'opération mi-vie correspond aux pièces contractuelles du marché d'industrialisation (en particulier le CCTP) telles que notifiées au groupement ACCM – SAFRA pour un montant de 23 599 680 € HT le 22 février 2021.

T2C, en tant que mandataire de la phase industrialisation, agit pour le compte du maître d'ouvrage SMTC, mandant, dans le strict respect de ce programme et de ce budget, et assure l'exécution administrative de ce marché en autonomie. Ainsi, T2C peut prendre toutes les décisions d'exécution nécessaires au pilotage du marché, sauf celles entraînant une modification du programme avec impact direct ou indirect sur le coût de l'opération ou des opérations connexes (T3SA en particulier).

Une réunion régulière (bimensuelle, ou hebdomadaire si besoin) est mise en place entre le chef de projet T2C et le chargé du patrimoine tramway du SMTC pour faire le point sur les actualités et les éventuels points durs du marché et des affaires connexes, et définir les actions à mettre en place de part et d'autre le cas échéant.

T2C pilote le marché avec le strict objectif de respecter l'enveloppe prévisionnelle de la phase industrialisation, correspondant au montant du marché notifié, en assurant un suivi fin des dépenses réalisées et à venir et en mobilisant tous les leviers disponibles dans le cadre du code de la commande publique et du marché (y compris pénalités).
Hors modification de programme (y compris modification du taux conditionnel – cf ci-après) :

- les moins-values par rapport au montant du marché notifié seront répercutées dans le cadre du CSP 2023-2028, selon des modalités à définir le cas échéant, en supplément de crédits d'investissement pour la Régie T2C ;
- les plus-values par rapport au montant du marché notifié seront répercutées en baisses de dotations d'investissements dans le cadre du CSP, selon des modalités soutenables pour la Régie T2C.

Toute décision relative à des modifications du programme ayant un impact financier (positif ou négatif) sur le marché (y compris une éventuelle modification du taux de remplacement des pièces en « conditionnel »), sur les affaires connexes (T3SA) ou sur les coûts d'exploitation à venir, devra faire l'objet d'un accord préalable du SMTC et ne sera pas prise en compte, une fois validée, dans le calcul des plus ou moins-values décrites ci-avant.

T2C assure un suivi des dépenses en lien avec la mi-vie et identifie obligatoirement tous les doublons avec le CSP. Un état des détourages du CSP est présenté aux comités budgétaires.


Acquitté en Préfecture le :

## Article 4 : Execution et durée

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature et sa durée est la même que celle de la Convention C17-18.

## Article 5 : Dispositions générales

Les clauses de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant restent entièrement applicables.

Fait à Clermont Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 16 SEP. 2021

Le Président du SMTC-AC

François RAGE

SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE

Le Directeur Général de la Régie T2C

Richard PEYRIN



Acquitté en Préfecture le : 17 SEP. 2021

**ANNEXE 1**

**Présentation du projet de renouvellement des logiciels de graphicage-habillage et de commande de service :**

**Rappel sur les outils en place :**

Le logiciel de graphicage-habillage est un outil qui sert à concevoir l'offre (définition des trajets et des horaires) de chaque type de jour pour chaque période de l'année et à organiser de façon optimale les services de conduite sur la base de cette offre.

Le logiciel de commande de service est un outil directement lié à l'exploitation puisqu'il s'agit de gérer l'ensemble des plannings des agents d'exploitation et de maintenance dans le respect des contraintes légales et d'entreprise, répertoriant notamment les éléments d'activité servant de base au calcul de paie.

Ces deux outils sont donc essentiels et stratégiques pour le métier d'exploitant qu'est celui de la Régie T2C et primordiaux pour garantir, voir même améliorer la réactivité demandée à T2C en cas de situations exceptionnelles nécessitant des évolutions de l'offre en cours d'année. Les outils en place sont en fin de vie (Austrics V8 (version actuelle) n'est plus maintenue et V9 n'a pu être validée) ou en fin de maintenance assurée par l'éditeur (commande de service : fin du contrat de maintenance Webus au 30/06/2022) et il est donc urgent de procéder à leur renouvellement.

**Actions réalisées et planifiées :**

Pour ce renouvellement, les deux outils partagent le même objectif de calendrier de réalisation et ont globalement suivi la même progression dans le déroulé des actions à ce jour avec au printemps 2020 l'expression des besoins et à partir de l'été une analyse du marché et des rencontres avec des fournisseurs potentiels
En outre, de juin 2020 à février 2021, des travaux sur l'ajustement des besoins, la production du mémoire technique et de la grille d'analyse des critères ont été menés.

Les actions à venir portent sur :

- avril 2021 : appel à candidature
- mai à juillet 2021 : appel d'offre
- septembre à novembre 2021 : choix du prestataire
- novembre 2021 à août 2022 : exécution du marché
- septembre à novembre 2022 : mise en production
- décembre 2022 à février 2023 : phase de tuilage avec ancien logiciel pour la CDS
- mars 2023 : passage en production

Il y a possibilité de faire appel à une suite logicielle permettant de répondre au besoin à la fois du graphicage-habillage et à celui de la commande de service. Mais il doit être envisagé


Acquitté en Préfecture le :

la possibilité de recourir à deux outils différents mais d'un même fournisseur afin de s'affranchir d'un marché d'interface.

**Groupe projet en interne :**

**Frédéric DUBRU** : chef de projet
**Sylvie GRIMARD** : commande de service
**Romain MARCHAND** : graphicage-habillage

**Budget :**

Budget estimatif nécessaire (suite à consultations) : 3 100 000 €


Acquitté en Préfecture le :
17 SEP. 2021

**ANNEXE 2**

**Présentation du projet de renouvellement du logiciel de RH-Paie :**

**Rappel sur le logiciel actuel :**

Le logiciel Pandore actuellement en place depuis 2002 à T2C est le logiciel de gestion RH et paie qui traite :

- Les paies mensuelles d'environ 900 agents inscrits à l'effectif.
- La gestion du prélèvement à la source (PAS)
- La gestion administrative du personnel (fiches salariés, gestion des arrêts maladie, AT, gestion de la subrogation, ...)
- La gestion de la formation
- La construction du budget des frais de personnel
- La génération de fichiers xemelios et les interfaces avec la comptabilité

**Rappel du contexte :**

Le logiciel RH Pandore est un outil essentiel au fonctionnement de la Régie dont la part de paramétrage spécifiques à nos règles de fonctionnement est importante. L'éditeur du logiciel a communiqué en fin d'année 2020 l'arrêt de la maintenance de Pandore au 31 décembre 2022.
L'objectif du projet de renouvellement est de remplacer Pandore par un autre logiciel plus orienté SIRH (Système Intégré Ressources Humaines) qui outre les fonctionnalités de paie nécessaires, répondra à des besoins RH plus globaux en terme de gestion administrative du personnel, formation et recrutement. La priorité en terme de fonctionnalité opérationnelle étant la partie paie à compter du 01/01/2023.

**Approche de méthodologie et éléments de planning du projet :**

- de mars à juin 2021 : Démarrage de l'assistance à maîtrise d'ouvrage
  - Rédaction d'un livre blanc de paie : objectif de formalisation et de structuration par la rédaction d'un document écrit, partagé et consolidé dans lequel sont décrites les règles d'attribution, de saisie, de calcul, de contrôle et de paiement des éléments de paie ; ce livre blanc sera annexé au cahier des charges.
  - Rédaction du cahier des charges : les objectifs sont de construire et valider la structure de la consultation, décrire les besoins fonctionnels et techniques devant être pris en charge, mettre en évidence les points critiques qui permettront de comparer les éditeurs et d'objectiver le choix des solutions
  - Détermination du budget nécessaire au projet


Acquitté en Préfecture le :

- de juillet à novembre 2021 : lancement de la procédure marchés publics
  - Lancement de l'appel d'offre, analyse, sélections, négociations, notification
  - Prestation d'AMO pour l'aide au choix (analyses, pré-sélections, négociations, notification du marché)

- de décembre 2021 à décembre 2022 : parametrage et tests du nouveau logiciel RH
  - Paramétrage du nouveau logiciel sur l'ensemble des spécificités T2C, prioritairement sur la partie paie.
  - Gestion des interfaces avec le nouveau logiciel de GTA (Gestion des Temps et Activités → Commande de service)
  - Tests et « recettage » sur les fonctionnalités développées qui devront être en conformités avec nos règles de paie

- A partir du 1er janvier 2023 : mise en fonctionnement du nouveau logiciel RH prioritairement sur la partie paie.

**Groupe projet en interne :**

- **Emmanuel DEMAY** (RRH et chef du projet)
- **Caroline GIRON** (Responsable Administration du personnel)
- **Claire DUGAT** (Responsable pôle paie) **et assistantes paie** dans les phases opérationnelles
- **Frédéric JACQUET** (Responsable service informatique)

A noter, que dans un fonctionnement qui aurait été moins contraint, le projet de renouvellement aurait demandé une année supplémentaire afin de faire vivre en parallèle pendant une année civile complète l'ancien et le nouveau système afin de tester « grandeur nature » les paramétrages et leur fonctionnement sur la totalité d'un exercice de paie.

L'annonce de l'éditeur HR Path d'arrêter au 31/12/2022 la maintenance du logiciel Pandore nous contraint à serrer les étapes. Il est par conséquent nécessaire pour atteindre l'objectif au 1er janvier 2023 d'être accompagné dans les phases de construction du cahier des charges mais également pour la partie d'aide au choix (analyse des offres, négociations et contractualisation du marché) afin que l'offre retenue soit bien en phase avec nos besoins.

**Budgets estimatifs nécessaires :**

- **AMO livre blanc et cahier des charges :** 34 375 €
- **AMO aide au choix :** en cours de recherche


Acquitté en Préfecture le :
17 SEP. 2021

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

inspiRe
un nouveau souffle pour nos mobilités

Inrap
Institut national de recherches archéologiques préventives

clermont auvergne métropole

INRAP APS
Paris
28 SEP. 2021
Département 67303

inspiRe
un nouveau souffle pour nos mobilités

# CONVENTION N° D137751

Phase EPR

Convention avec un aménageur relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive dénommé « Cournon-d'Auvergne (63) Projet InspiRe Secteur 10 »

**Inrap - SMTC**

**Émetteur : Inrap**

| BC. | S10. | EPR. | ARC | 500 | X | INRAP | 001. | A |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ligne | Zone | Phase | Discipline | Type | Statut | Émetteur | N° d'ordre | Indice |

**CONVENTION AVEC UN AMENAGEUR**
**RELATIVE A LA REALISATION DU DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE**
**dénommé « COURNON-D'AUVERGNE (63) Projet InspiRe secteur 10 »**
**D137751**

Entre

L'Institut national de recherches archéologiques préventives,
Etablissement public national à caractère administratif crée par l'article L.523-1 du code du Patrimoine et dont le statut est précisé aux articles R.545-24 et suivants du code du Patrimoine tel que modifié par le décret n°2016-1126 du 11 août 2016,
Dont le siège est situé : 121 rue d'Alésia - 75014 Paris,
Représenté par son président, Monsieur Dominique Garcia,

ci-dessous dénommé l'Inrap ou l'opérateur, d'une part

Et

Le Syndicat mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise – SMTC,
dont le siège est 2 bis rue de l'Hermitage 63000 Clermont-Ferrand,
représenté par son président, Monsieur François Rage,
ayant tous pouvoirs à l'effet de signer les présentes

ci-dessous dénommé(e) l'aménageur, d'autre part

Vu le Titre II du Livre V du code du patrimoine, tel que modifié par la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et le décret n°2017-925 du 9 mai 2017 relatif aux procédures administratives en matière d'archéologie préventive et aux régimes de propriété des biens archéologiques,

Vu l'arrêté du préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes n°2021-191 du 03 mars 2021 prescrivant le présent diagnostic d'archéologie préventive et qui précise, en particulier, la qualification du responsable scientifique de l'opération, notifié à l'aménageur et aux opérateurs potentiels dont l'Inrap le 08 mars 2021,

Vu l'arrêté du préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes précité attribuant le présent diagnostic d'archéologie préventive à l'Inrap en qualité d'opérateur compétent,

Vu l'approbation du préfet de région Auvergne Rhône-Alpes relative au projet de diagnostic, reçue le 02 août 2021,

Vu la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre le Syndicat Mixte des Transports en commun de l'agglomération clermontoise et Clermont Auvergne Métropole en date du 5 avril 201

Vu les statuts du Syndicat Mixte des Transports en commun de l'agglomération clermontoise approuvés par délibération du Comité syndical du 17 septembre 2020,

**PREAMBULE**

Par les dispositions susvisées du code du patrimoine, l'Institut national de recherches archéologiques préventives a reçu mission de réaliser les opérations d'archéologie préventive prescrites par l'Etat. A ce titre, il est opérateur.

L'Inrap assure l'exploitation scientifique de ces opérations et la diffusion de leurs résultats. Il concourt à l'enseignement, à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie et exerce toutes les activités qui se rattachent directement ou indirectement à l'accomplissement de ses missions et, notamment, par l'exploitation des droits directs et dérivés des résultats issus de ses activités.

En application de ces principes, l'Inrap, attributaire du diagnostic, doit intervenir préalablement à l'exécution des travaux projetés par l'aménageur pour réaliser l'opération d'archéologie préventive prescrite. Il établit le projet scientifique d'intervention.

Il est précisé que l'aménageur doit être entendu comme la personne qui projette d'exécuter les travaux, conformément à l'article R.523-3 du code du patrimoine.

L'opération de diagnostic est réalisée pour le compte de l'aménageur, à l'occasion de son projet d'aménagement. Elle est un préalable nécessaire.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT

## ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation par l'Institut national de recherches archéologiques préventives de l'opération de diagnostic décrite à l'article 3 ci-dessous, ainsi que l'ensemble des droits et obligations respectifs des deux parties dans le cadre de cette opération.

En tant qu'opérateur, l'Inrap assure la réalisation de l'opération dans le cadre du titre II du livre V du code du patrimoine. Il en établit le projet d'intervention et la réalise, conformément aux prescriptions de l'Etat. Il transmet la présente convention au préfet de région.

## ARTICLE 2 - CONDITIONS ET DELAIS DE MISE A DISPOSITION DU TERRAIN PAR L'AMENAGEUR POUR LA REALISATION DE L'OPERATION

### Article 2-1 - Conditions de mise à disposition du terrain

#### *Article 2-1-1 - Conditions de libération matérielle et juridique*

En application des dispositions du code du patrimoine relatives à l'archéologie préventive susvisées, l'aménageur est tenu de remettre le terrain à l'Inrap dans des conditions permettant d'effectuer l'opération. A cette fin, il met gracieusement à disposition le terrain constituant l'emprise du diagnostic et ses abords immédiats libérés de toutes contraintes d'accès et d'occupation sur les plans pratiques et juridiques. L'absence de toute contrainte consiste, sauf accord différent des parties, à libérer le terrain et ses abords immédiats de tous matériels, matériaux, stocks de terre, arbres, équipements et petites constructions et plus généralement tous éléments pouvant entraver le déroulement normal des opérations ou mettre en péril la sécurité du personnel.

Pendant toute la durée de l'opération, l'Inrap a la libre disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic. L'aménageur s'engage à ne pas intervenir sur le terrain pour les besoins de son propre aménagement sauf accord différent des parties et sous réserve des dispositions particulières précisées ci-après.

#### *Article 2-1-2 - Conditions tenant à la connaissance des réseaux*

En application de la règlementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, il appartient à l'aménageur de

fournir obligatoirement à l'Inrap les demandes de travaux (à compter du 1er juillet 2012) avec les réponses des différents exploitants de réseau concernés au plus tard dans les deux mois avant la date de mise à disposition du terrain.

L'aménageur fait procéder à ses frais aux piquetages des réseaux existants et les maintient en bon état.

Il prend en charge les investigations complémentaires, par des prestataires, si la localisation est classée trop imprécise (Réseau classé B ou C).

*Article 2-1-3 - Conditions particulières*

1) Conditions particulières liées aux caractéristiques du terrain

**L'aménageur procède préalablement à l'intervention de l'Inrap aux mesures suivantes :**

- **Obtenir les arrêtés de circulation et faire la mise en sécurité ;**
- **mise en place de barrières Heras ou autres dispositifs adaptés pour délimiter les zones de travail ;**
- **Découpe de l'enrobé, dépose des trottoirs + tous les travaux de génie civil nécessaire pour l'intervention des sondages ;**
- **si nécessaire l'évacuation des remblais ;**
- **le cas échéant, selon les recommandations mentionnées dans les retours des opérateurs**
- **réseaux relatifs à la DT, le marquage-piquetage, dans la zone de travaux, des réseaux souterrains et leur maintien en bon état comme l'exige la norme Afnor NF 70-003.**

**L'ensemble des préalables définis dans la présente convention sont réalisés par l'aménageur à ses frais.**

**L'aménageur s'engage à ce que les voies d'accès soient librement utilisables par l'Inrap.**
L'Inrap pourra clore, à ses frais, le chantier en cours si des risques particuliers apparaissent au cours de l'opération.

Dans l'hypothèse où en cours de réalisation de l'opération, des caractéristiques du terrain, non transmises à l'Inrap se révélaient, l'aménageur assumera le coût des interventions nécessaires et les parties en tireront toutes conséquences, notamment concernant les délais de réalisation de l'opération.

2) Conditions d'intervention de l'aménageur pendant la mise à disposition du terrain

Il est expressément convenu qu'il n'existe aucune condition particulière justifiant d'autoriser l'aménageur à intervenir pendant la durée de l'opération archéologique.

**Article 2-2 - Délai de mise à disposition du terrain et procès verbal de mise à disposition du terrain**

L'aménageur s'engage à mettre le terrain à la disposition de l'Inrap dans des conditions permettant d'effectuer l'opération archéologique, telles qu'elles sont précisées à l'article 2, au plus tard **le jour ouvré précédant le démarrage de l'intervention sur le terrain**. Tout report devra être précisé par avenant.

La carence de l'aménageur dans l'établissement des demandes de travaux en application de la règlementation sur la connaissance des réseaux provoquant un dépassement de la date ci-dessus entrainera le versement des pénalités de retard prévues à l'article 9.
Dans le cas où les concessionnaires n'auraient pas transmis de réponses malgré l'envoi par l'aménageur d'une lettre de rappel après un délai de 9 jours pour un envoi dématérialisé, et de 15 jours pour un envoi matérialisé (courrier, fax), l'aménageur ne pourra pas être tenu pour responsable d'un

dépassement de la date ci-dessus, et les pénalités de retard prévues à l'article 9 ne pourrons pas lui être appliquées.

Au moment de l'occupation du terrain, et pour chaque phase, l'Inrap dresse un procès verbal de mise à disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un sera remis à l'aménageur. Ce procès verbal a un double objet :

- il constate le respect du délai et la possibilité pour l'Inrap d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic qui, en conséquence, est placé sous sa garde et sa responsabilité,
- il constate le respect de l'ensemble des conditions de mise à disposition de ce terrain prévues au présent article.

En cas de désaccord entre l'Inrap et l'aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, l'Inrap se réserve la possibilité de faire constater par huissier, à ses frais, l'état du terrain. L'Inrap adressera ce constat d'huissier à l'aménageur dont les parties conviennent qu'il vaudra procès-verbal de début de chantier.

L'accès au terrain et son occupation sont maintenus et garantis par l'aménageur pendant toute la durée de l'opération archéologique à partir de la mise à disposition du terrain constatée par le procès verbal prévu ci-dessus et jusqu'à l'établissement du procès verbal de fin de chantier mentionné à l'article 8-1 ci-dessous.

Toute gêne ou immobilisation des équipes de l'Inrap en début de chantier notamment pour des motifs d'inaccessibilité du terrain entraînera un report automatique du calendrier de réalisation de l'opération prévu à l'article 4 ci-dessous, lequel sera constaté dans le procès verbal de mise à disposition ; la date de ce report de mise à disposition du terrain sera fixée d'un commun accord entre les parties. Dans cette hypothèse, les pénalités de retard prévues à l'article 9 seront dues par l'aménageur. Dans la mesure où cela interviendrait en cours de chantier, l'Inrap le signalera par courrier en recommandé avec accusé de réception à l'aménageur. Le report de calendrier se réalisera également de façon automatique.

### Article 2-3 - Situation juridique de l'aménageur au regard du terrain

**L'aménageur n'est pas propriétaire du terrain mais est titulaire d'un droit d'occupation du terrain sur le fondement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, lui permettant expressément de pénétrer sur le terrain, lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, notamment pour la réalisation des opérations d'archéologie préventive prescrites.**

## ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE L'OPERATION

### Article 3-1 - Nature de l'opération

L'opération d'archéologie préventive objet de la présente convention est constituée des travaux de diagnostic (phase de terrain et phase d'étude aux fins d'élaboration du rapport de diagnostic) décrits dans le projet scientifique d'intervention joint en annexe.

### Article 3-2 - Localisation de l'opération

La localisation de l'emprise du diagnostic –qui est définie par l'arrêté de prescription- est présentée en annexe avec le plan correspondant qui a été fourni ou validé par le service de l'Etat ayant prescrit le diagnostic.

## ARTICLE 4 - DELAIS DE REALISATION DU DIAGNOSTIC ET DE REMISE DU RAPPORT DE DIAGNOSTIC

D'un commun accord, l'Inrap et l'aménageur conviennent du calendrier défini ci-après. En application de l'article R.523-60 du code du patrimoine, l'Inrap fera connaître aux services de l'Etat (service régional de l'archéologie) les dates de début et de fin du diagnostic au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération.

Toute gêne ou immobilisation des équipes de l'Inrap en cours de chantier, y compris dans le cas de découverte fortuite de réseaux, entraînera un report automatique du calendrier de réalisation de l'opération. L'Inrap signalera l'évènement, par tous moyens doublé d'un courrier en recommandé avec accusé de réception à l'aménageur.

Il est précisé que dans le cas évoqué de découverte fortuite de réseaux, l'aménageur prendra en charge les investigations complémentaires et nécessaires ; les délais d'intervention de l'Inrap seront automatiquement augmentés du délai de celles-ci.
Aucune pénalité de retard de ce fait ne pourra être réclamée à l'Inrap.

### Article 4-1 - Date de début de l'opération

D'un commun accord entre les parties, la date de début de l'opération est le **06 septembre 2021 au plus tôt.**

Cette date est subordonnée :

- d'une part, à la mise à disposition des terrains dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus permettant à l'Inrap de se livrer à l'opération de diagnostic prescrite,
- d'autre part, à la désignation du responsable scientifique de l'opération par l'Etat,
- et enfin, à la signature de la présente convention.

### Article 4-2 - Durée de réalisation et date d'achèvement de l'opération

La réalisation de l'opération de diagnostic sera d'une durée de 20 jours ouvrés pour s'achever sur le terrain **au plus tard le 29 octobre 2021** compte tenu de la date fixée à l'article 4-1. Cette date pourra notamment être modifiée dans les cas et aux conditions prévus à l'article 4-4 ci-dessous.

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain, l'Inrap dresse un procès verbal de fin de chantier dans les conditions précisées à l'article 8-1 de la présente convention.

### Article 4-3 - Date de remise du rapport de diagnostic

D'un commun accord, les parties conviennent que la date de remise du rapport de diagnostic par l'INRAP au préfet de région est fixée au 28 janvier 2022, compte tenu de la date fixée à l'article 4-2.

Le préfet de région portera ce rapport à la connaissance de l'aménageur et du propriétaire du terrain.

### Article 4-4 - Conditions de modification du calendrier de l'opération archéologique en raison de circonstances particulières

En cas de circonstances particulières affectant la conduite du chantier, notamment en ce qui concerne le calendrier de l'opération, l'Inrap ou l'aménageur organise dans les meilleurs délais une réunion entre les parties concernées pour convenir des nouvelles modalités de l'opération et de leurs conséquences, lesquelles seront définies obligatoirement par avenant.

Les circonstances particulières pouvant affecter le calendrier de l'opération sont celles qui affectent la conduite normale du chantier, telles que notamment :

- les contraintes techniques liées à la nature du sous-sol,
- et les circonstances suivantes : intempéries, pollution du terrain, aléas imprévisibles et, de manière générale, en cas de force majeure, lesquelles rendent inexigibles les pénalités de retard.

Il est précisé que les intempéries (nature et période) doivent s'entendre au sens des articles L.5424-6 à L. 5424-9 du code du travail.

## ARTICLE 5 - PREPARATION ET REALISATION DE L'OPERATION (PHASE DE TERRAIN)

### Article 5-1 - Travaux et prestations réalisés par ou pour le compte de l'Inrap

#### *Article 5-1-1 - Principe*

L'Inrap effectue les seuls travaux et prestations indispensables à la réalisation de l'opération archéologique dans le cadre du titre II du livre V du code du patrimoine susvisé, directement ou indirectement par l'intermédiaire de prestataires / entreprises qu'il choisit et contrôle conformément à la réglementation applicable à la commande publique ou dans le cadre de collaboration scientifique avec d'éventuels organismes partenaires.

Il fait son affaire de toute démarche administrative liée à l'exercice de ses travaux et prestations, notamment les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT).

#### *Article 5-1-2 - Installations nécessaires à l'INRAP et signalisation de l'opération*

L'Inrap ainsi que ses prestataires / entreprises ou partenaires peuvent installer sur le chantier tout cantonnement utile à la réalisation de l'opération.

L'Inrap peut installer tout panneau de chantier destiné à signaler au public son intervention sur le site.

#### *Article 5-1-3 - Hygiène et sécurité des personnels*

*Dans le cas où il y aurait coexistence sur le chantier des deux activités, la juxtaposition d'ouvrages peut éventuellement générer des interférences avec des incidences en matière de santé et sécurité au travail. Les deux maitrises d'ouvrage, l'Inrap au titre de l'opération archéologique et l'aménageur au titre de ses travaux d'aménagement, s'engagent à se rapprocher pour convenir de toutes mesures de nature à assurer la meilleure sécurité des personnels et du site. Elles s'engagent en particulier à demander à leurs personnels en charge de la sécurité ainsi qu'à leurs éventuels coordonnateurs-sécurité-protection-santé (SPS) respectifs de se rapprocher pour arrêter les mesures concrètes correspondantes.*

**L'aménageur garantit à l'Inrap que le site concerné par l'opération archéologique n'est pas classé SEVESO.**

### Article 5-2 - Engagements de l'aménageur

Il est préalablement rappelé que, conformément à l'article R. 523-32 du code du patrimoine, la convention ne peut avoir pour effet la prise en charge, par l'Inrap, de travaux ou d'aménagements du chantier qu'impliquait, en tout état de cause, la réalisation du projet de l'aménageur.

Outre les travaux et aménagements qu'impliquait la réalisation de son propre projet, l'aménageur s'engage à :

- faire son affaire de toutes les questions liées à l'occupation temporaire des terrains, de leurs abords et de leurs voies d'accès,
- fournir à l'Inrap tous renseignements utiles, dont il a connaissance, relatifs aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés (canalisations,...) et à leurs exploitants,
- fournir à l'Inrap copie des analyses de sol et des éventuels rapports de pollutions,
- fournir à l'Inrap les certificats d'urbanisme délivrés, le cas échéant, à l'aménageur,
- **fournir à l'INRAP un état parcellaire indiquant les numéros de parcelle, les nom et adresse des propriétaires,**
- **fournir à l'INRAP copie de l'étude géotechnique,**
- fournir à l'INRAP le plan du projet d'aménagement, le plan topographique et un plan cadastral,
- fournir à l'Inrap le projet d'aménagement mentionnant l'emprise totale du projet et les altitudes,
- fournir à l'Inrap le plan des distances de sécurité à respecter vis-à-vis des bâtiments existants en élévation

### Article 5-3 - Engagements de l'Inrap en matière d'environnement et de développement durable

L'Inrap intègre le développement durable et la préservation de l'environnement à sa démarche scientifique et administrative. A cette fin, il définit et met en œuvre des mesures de protection dans le cadre de la réalisation des opérations de diagnostic d'archéologie préventive.

### Article 5-4 - Conditions de restitution du terrain à l'issue de l'opération

**A l'issue de l'opération, l'Inrap procèdera à un rebouchage sommaire du terrain. La terre végétale sera triée et replacée en couche supérieure. Aucun compactage ne sera opéré.**
**Tous travaux ou études relatifs à la capacité du sol en place au regard de la construction projetée seront à la charge de l'aménageur.**

## ARTICLE 6 - REPRESENTATION DE L'INRAP ET DE L'AMENAGEUR SUR LE TERRAIN - CONCERTATION

Les personnes habilitées à représenter l'Inrap auprès de l'aménageur, notamment pour la signature des procès verbaux mentionnés ci-dessus, sont : Monsieur Philippe Julhes, Directeur de la Région Rhône-Alpes / Auvergne de l'Inrap, ou la personne ayant reçu délégation écrite à cette fin.

**Les personnes habilitées à représenter l'aménageur auprès de l'Inrap, notamment pour la signature des procès verbaux mentionnés ci-dessus, sont : Monsieur Pascal Malassenet en sa qualité de Directeur de Projet InspiRe, ou la personne ayant reçu délégation écrite à cette fin.**

## ARTICLE 7 - APPORTS DE L'AMENAGEUR A TITRE GRATUIT

Sans objet

## ARTICLE 8 - FIN DE L'OPERATION

### Article 8-1 - Procès verbal de fin de chantier

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic, l'Inrap dresse, pour chaque phase, un procès verbal de fin de chantier, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un est remis à l'aménageur.

Ce procès-verbal a un triple objet :
- il constate la cessation de l'occupation par l'Inrap et fixe en conséquence la date à partir de laquelle l'Inrap ne peut plus être considéré comme responsable de la garde et de la surveillance du terrain

constituant l'emprise du diagnostic et à partir de laquelle l'aménageur recouvre l'usage de ce terrain ;
- il constate également l'accomplissement des obligations prévues par la présente convention,
- il mentionne, le cas échéant, les réserves formulées par l'aménageur, sans pour autant que celles-ci fassent obstacles au transfert de garde. Dans ce cas, un nouveau procès verbal constatera la levée de ces réserves.

En cas de désaccord entre l'Inrap et l'aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, l'Inrap se réserve la possibilité de faire constater par huissier, à ses frais, l'état du terrain. L'Inrap adressera ce constat d'huissier à l'aménageur dont les parties conviennent qu'il vaudra procès-verbal de fin de chantier.

**Article 8-2 - Contrainte archéologique**

Le procès-verbal de fin de chantier ne vaut pas libération du terrain ni autorisation de réalisation des travaux projetés par l'aménageur.

Il appartient au préfet de région, qui en informera directement l'aménageur, de déterminer les suites à donner au présent diagnostic dans les conditions prévues par l'article R. 523-19 du code du patrimoine.

## ARTICLE 9 - CONSEQUENCES POUR LES PARTIES DU DEPASSEMENT DES DELAIS FIXES PAR LA CONVENTION – PENALITES DE RETARD

**Article 9-1 - Domaine d'application des pénalités de retard**

En application de l'article R. 523-31-4° du code du patrimoine, le dispositif de pénalités de retard s'applique :
- en cas de dépassement par l'aménageur des délais fixés à l'article 2-2 ci-dessus ;
- en cas de dépassement par l'Inrap des délais fixés aux articles 4-2 et 4-3 ci-dessus.

Aucune pénalité de retard ne peut être réclamée pour tout autre retard qui ne serait pas imputable à la partie concernée et notamment en cas de circonstances particulières telles que définies par l'article 4-4 ci-dessus.

**Article 9-2 - Montant, calcul et paiement des pénalités de retard**

La pénalité due par l'aménageur sera de 1,00 € par jour ouvré de retard au-delà de la date de mise à disposition du terrain prévue à l'article 2-2. Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de mise à disposition du terrain constatée sur le procès verbal correspondant.

Les pénalités seront déclenchées après mise en demeure de l'Inrap.

La pénalité due par l'Inrap sera de 1,00 € par jour ouvré de retard au-delà des délais prévus aux articles 4-2 et 4-3 (délais de réalisation de l'opération et date de remise du rapport de diagnostic). Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de fin de l'opération sur le terrain constatée sur le procès verbal de fin de chantier ou de la date de remise du rapport de diagnostic par l'Inrap au préfet de région.

Les pénalités seront déclenchées après mise en demeure de l'aménageur.

## ARTICLE 10 - COMMUNICATION SCIENTIFIQUE – VALORISATION

Aux fins d'exercice de ses missions de service public d'exploitation scientifique des opérations d'archéologie préventive et de diffusion de leurs résultats, de concours à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie, l'Inrap exerce toutes les activités qui se rattachent directement ou indirectement à l'accomplissement de ses missions et exploite les droits directs et dérivés des résultats qui en sont issus. Il est titulaire des droits d'auteur afférents aux œuvres créées dans le cadre de l'exercice de ses missions de service public. Il diffuse les résultats scientifiques de ses opérations selon les modalités qu'il juge appropriées.

### *Article 10-1 – Réalisation de prises de vue photographique et de tournages*

1) Dans le cadre de l'exercice de ses missions de service public, et dans la mesure où lui seul peut autoriser l'entrée sur les chantiers archéologiques placés sous sa responsabilité et dans le cadre de la garde des objets mobiliers provenant de l'opération archéologique qui lui est confiée, l'Inrap peut librement :

- réaliser lui-même, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages, quels qu'en soient les procédés et les supports, et exploiter les images ainsi obtenues quelle qu'en soit la destination ;
- autoriser des tiers à réaliser eux-mêmes, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages et à exploiter ces images, nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont ces tiers devront faire leur affaire auprès des ayants droit (services de l'Etat, propriétaire du terrain,...).

2) La réalisation de prises de vues photographiques ou de tournages par l'aménageur sur le présent chantier archéologique, est soumis à l'accord préalable du responsable scientifique de l'opération à l'Inrap pour la définition des meilleures conditions de ces prises de vues ou tournages, eu égard au respect des règles de sécurité inhérentes au chantier et au plan de prévention établi entre l'Inrap et l'équipe de tournage, aux caractéristiques scientifiques et au planning de l'opération. Cette démarche vaut quels que soient les procédés, les supports et la destination des images, et nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne le droit à l'image des archéologues présents sur le site, la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont l'aménageur devra faire son affaire.

### *Article 10-2 – Actions de communication locale autour du chantier*

Lorsque l'implantation et la nature de l'opération archéologique le justifient, l'Inrap mettra en place un dispositif d'information sur cette opération, son objet et ses modalités, auquel l'aménageur pourra éventuellement s'associer.

### *Article 10-3 – Actions de valorisation ou de communication autour de l'opération*

L'Inrap et l'aménageur pourront convenir de coopérer à toute action de communication ou de valorisation de la présente opération et de ses résultats, notamment par convention particulière à laquelle d'autres partenaires pourront être associés. Cette convention définira la nature et les modalités de réalisation de l'action que les parties souhaitent conduire, ainsi que les modalités de son financement.

## ARTICLE 11 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Pour toute contestation pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, attribution de compétence est donnée au tribunal administratif de Clermont-Ferrand après épuisement des voies de règlement amiable.

## ARTICLE 12 - PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

La convention comprend le présent document et les annexes suivantes :

- annexe 1 : projet scientifique d'intervention
- annexe 2 : Situation de l'emprise du diagnostic
- **annexe 3 : Attestation d'accord du propriétaire du(des) terrain(s) (à fournir par l'aménageur, exemple de rédaction joint)**

Fait en deux exemplaires originaux

A Bron,
Le
30 SEP. 2021

Pour l'Institut national de recherches archéologiques préventives,
Par délégation de signature
Le Directeur régional
Monsieur Philippe Julhes,

INRAP Auvergne-Rhône-Alpes
Par délégation de signature
Philippe JULHES
Directeur régional

A Clermont-Ferrand
Le 27 SEP. 2021

Pour le SMTC,

Le Président
Monsieur François Rage

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE

Acquitté en préfecture
Le 6 - OCT. 2021

**ANNEXE 1**
**Projet scientifique d'intervention**
**(pages suivantes)**

---

**ANNEXE 2**
**Situation de l'emprise du diagnostic**

Département : Puy-de-Dôme
Commune : Cournon d'Auvergne
Lieu-dit : Projet InspiRe secteur 10 (Cournon Centre)
Références cadastrales : cf. plan arrêté
Surface totale de l'emprise du diagnostic : 102 350 m²

---

*ANNEXE 3*
***Attestation du propriétaire du terrain pour accord***
***(à fournir par l'aménageur, exemple de rédaction joint)***

*Je vous remercie de bien vouloir nous faire parvenir une autorisation de sondages des propriétaires des terrains, dont un* ***exemple de rédaction*** *vous est proposé ci-dessous :*

*« Dans le cadre de l'arrêté n°[illegible] du Préfet de région édictant la prescription de la présente opération archéologique, je soussigné(e) [illegible], agissant en qualité de [illegible], domicilié [illegible], propriétaire des parcelles [illegible], autorise l'INRAP à procéder à des sondages archéologiques sur ces terrains.»*

***Je vous saurai gré de bien vouloir me transmettre ces autorisations dûment signées par les propriétaires concernés, par mail et par courrier.***

***Nous vous rappelons que nous ne pourrons pas intervenir sans ces autorisations.***

---

Diagnostic archéologique D137751

COURNON D'AUVERGNE (63) Projet InspiRe secteur 10

# Projet scientifique d'intervention

## 1.- Identification administrative de l'opération

| | | | |
|---|---|---|---|
| Région | **Auvergne-Rhône-Alpes** | Département | **Puy-de-Dôme** |
| Commune | **Cournon-d'Auvergne** | | |
| Lieu-dit | **Projet InspiRe secteur 10 (Courgnon centre)** | | |
| Cadastre | **Cournon-d'Auvergne : voir liste dossier numérique** | | |

| Prescription | N° Arrêté | Réception | Surface | Attribution | Envoi projet |
|---|---|---|---|---|---|
| Initiale | **2021-191** | **08/03/2021** | **102350 m²** | **01/01/1900** | **26/07/2021** |
| Modification | | | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Contexte actuel | **Urbain** | Contexte particulier | **Sous terre** |
| Nature archéologique | **Stratifié** | | |

## 2.- Problématique scientifique

La prescription de l'État assigne aux objectifs scientifiques définis dans l'article 4 de l'arrêté, dans le cadre du projet « InspiRe, secteur 10 (Cournon centre) ».

De nombreuses occupations appartenant à la Préhistoire récente et aux âges des métaux bordent le paléolac de Sarlième sur ses terrasses orientales. Des occupations antiques et médiévales sont également recensées : de nombreux établissements antiques qui structurent les campagnes (fermes, villae). Des occupations funéraires antiques peuvent occuper l'ancien lac de Sarlième, colmaté à cette époque.

- ***Profil du responsable d'opération :***

Spécialité : Généraliste (polyvalent).

## 3.- Contraintes techniques

**Préalables**

Le responsable d'opération devra s'assurer de la sécurité de l'intervention avec le concours de l'assistant de prévention régional en vérifiant notamment les réponses aux DICT.

L'aménageur doit permettre le libre accès aux parcelles concernées par l'arrêté de diagnostic et les libérer de tous les éléments qui entraveraient la réalisation des tranchées d'évaluation. Il doit assurer par ailleurs :

- Obtenir les arrêtés de circulation et faire la mise en sécurité ;

- mise en place de barrières Heras pour délimiter les zones de travail ;

- Découpe de l'enrobé, dépose des trottoirs + tous les travaux de génie civil nécessaire pour l'intervention des sondages ;

- si nécessaire l'évacuation des remblais ;

- le cas échéant, selon les recommandations mentionnées dans les retours des opérateurs réseaux relatifs à la DT, le marquage-piquetage, dans la zone de travaux, des réseaux souterrains et leur maintien en bon état comme l'exige la norme Afnor NF 70-003.

# 4.- Méthodes et techniques envisagées

**Principes généraux**

L'intervention se déroule en deux temps :

- la phase dite phase terrain qui correspond aux travaux de terrassement et de fouille réalisés sur le site ;

- la phase dite phase d'étude qui englobe la saisie et l'analyse descriptive des données archéologiques par le responsable d'opération, la réalisation des illustrations par un dessinateur spécialisé en DAO, ainsi que la rédaction de la synthèse chronologique et la restitution du site au sein des problématiques historiques locales et régionales.

**Mise en œuvre du diagnostic**

L'implantation des sondages, leur géométrie et leur profondeur seront adaptées aux exigences scientifiques de l'intervention. Ils seront réalisés à l'aide d'une pelle de 10T. équipée d'un godet lisse de 1,60 m à 1,80 m de largeur.

Le cas échéant des carottages pourront être réalisés.

Les aménagements anthropiques découverts seront relevés en plan et, éventuellement, en élévation. Des coupes ou des logs stratigraphiques seront relevés dans tous les sondages.

La documentation de fouille (mobilier, matériel biologique, prélèvements, photographies, minutes et documents écrits) sera inventoriée en conformité avec l'arrêté du 27 septembre 2004. Le mobilier sera conditionné et traité conformément aux instructions stipulées dans l'arrêté du 16 septembre 2004.

## 5.- Volume des moyens prévus (en jours)

| | Préparation | Terrain | Etude | Opération |
|---|---|---|---|---|
| Responsable Opération | 1 J | 20 J | 12 J | **33 J** |
| Coordinateur sécurité | J | 10 J | J | **10 J** |
| Technicien | J | 20 J | 7 J | **27 J** |
| Technicien Spécialisé | J | J | 2 J | **2 J** |
| Topographe | J | 4 J | 4 J | **8 J** |
| **Totaux** | **1 J** | **54 J** | **25 J** | **80 J** |

- ***Moyens particuliers***

| Terrain | Etude |
|---|---|
| Une mini pelle de 10 t. durant 20 jours (hors rebouchage). | 500 euros pour couvrir les frais d'analyses (datations 14C…), qui ne relèvent pas des frais imputés à l'aménageur. |

## 6.- Délais de réalisation

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Préparation** | 1 jour | **Terrain** | 20 jours | **Etude** | 12 jours |
| **Remise rapport** | Voir la convention | | | | |

## 7.- Observations complémentaires

| |
|---|
| |

**Directeur-adjoint Scientifique et Technique**

| Nom du DAST |
|---|
| **GAIME, Sébastien** |

## COURGNON D'AUVERGNE (63) - D137751 - Projet InspiRe, secteur 10

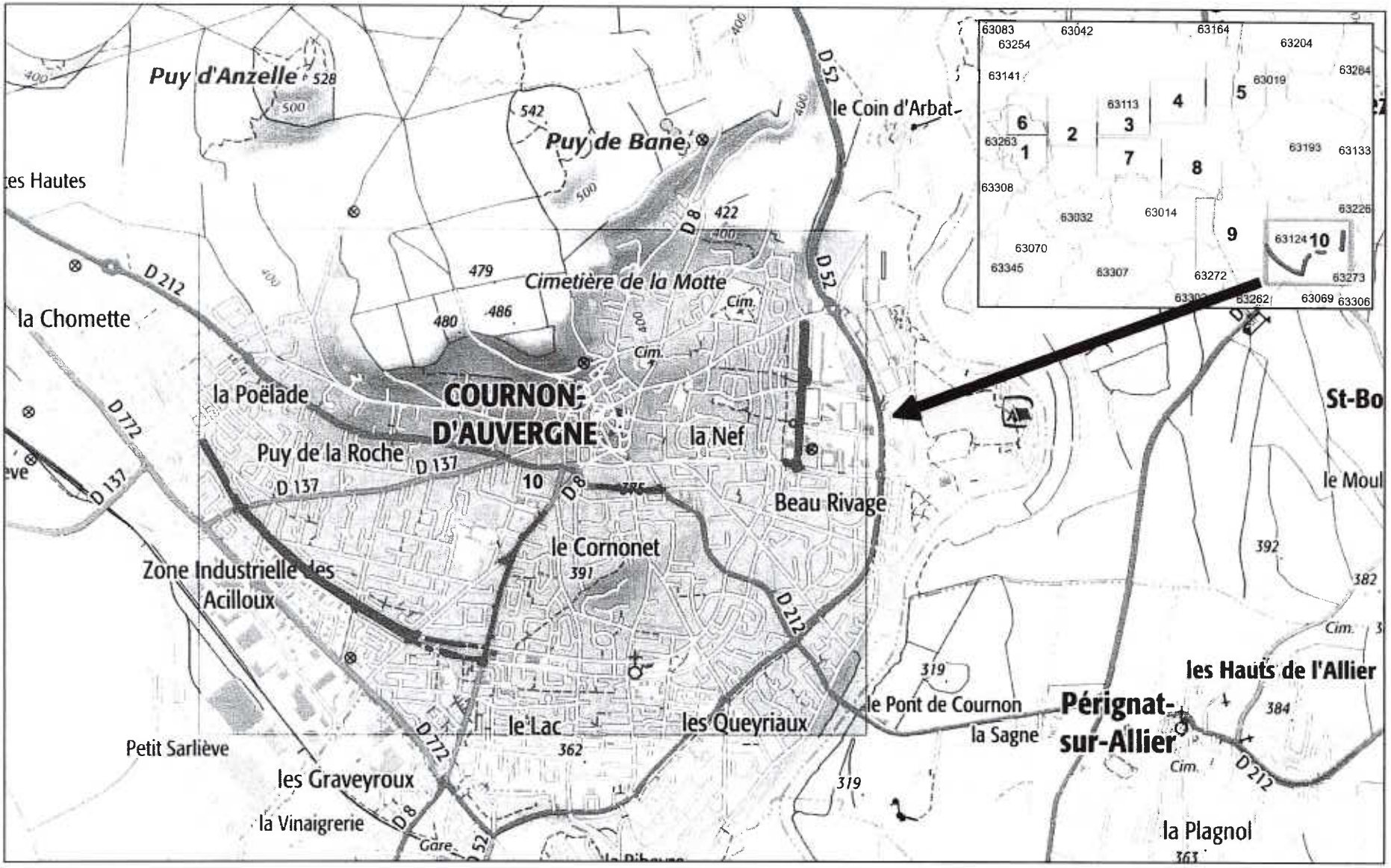



*Fig 1 - Localisation de l'emprise archéologique à diagnostiquer sur le secteur 10 du projet (WMS CRAIG : IGN Scan Express Standart)*




Fig.2 - Localisation de I'emprise archéologique à diagnostiquer - Secteur 10 (WMS CRAIG Carte IGN : BDORTHO WM)

SMTC
Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise

inspiRe
un nouveau souffle pour nos mobilités

Inrap
institut national de recherches archéologiques préventives

clermont auvergne métropole




inspiRe
un nouveau souffle pour nos mobilités

# CONVENTION N° D137749

Phase EPR

Convention avec un aménageur relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive dénommé « Cournon-d'Auvergne (63) Projet InspiRe Secteur 9 »

**Inrap - SMTC**

**Émetteur : Inrap**

| BC. | TTZ. | S09 | ARC | 500 | X | INRAP | 001. | A |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ligne | Zone | Phase | Discipline | Type | Statut | Émetteur | N° d'ordre | Indice |

**CONVENTION AVEC UN AMENAGEUR**
**RELATIVE A LA REALISATION DU DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE**
**dénommé « COURNON-D'AUVERGNE (63) Projet InspiRe secteur 9 »**
**D137749**

Entre

L'Institut national de recherches archéologiques préventives,
Etablissement public national à caractère administratif crée par l'article L.523-1 du code du Patrimoine et dont le statut est précisé aux articles R.545-24 et suivants du code du Patrimoine tel que modifié par le décret n°2016-1126 du 11 août 2016,
Dont le siège est situé : 121 rue d'Alésia - 75014 Paris,
Représenté par son président, Monsieur Dominique Garcia,

ci-dessous dénommé l'Inrap ou l'opérateur, d'une part

Et

Le Syndicat mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Clermontoise – SMTC,
dont le siège est 2 bis rue de l'Hermitage 63000 Clermont-Ferrand,
représenté par son président, Monsieur François Rage,
ayant tous pouvoirs à l'effet de signer les présentes

ci-dessous dénommé(e) l'aménageur, d'autre part

Vu le Titre II du Livre V du code du patrimoine, tel que modifié par la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et le décret n°2017-925 du 9 mai 2017 relatif aux procédures administratives en matière d'archéologie préventive et aux régimes de propriété des biens archéologiques,

Vu l'arrêté du préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes n°2021-192 du 3 mars 2021prescrivant le présent diagnostic d'archéologie préventive et qui précise, en particulier, la qualification du responsable scientifique de l'opération, notifié à l'aménageur et aux opérateurs potentiels dont l'Inrap,

Vu l'arrêté du préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes précité attribuant le présent diagnostic d'archéologie préventive à l'Inrap en qualité d'opérateur compétent, notifié à l'Inrap et à l'aménageur,

Vu l'approbation du préfet de région Auvergne Rhône-Alpes relative au projet de diagnostic, reçue le 28 juillet 2021,

Vu la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre le Syndicat Mixte des Transports en commun de l'agglomération clermontoise et Clermont Auvergne Métropole en date du 5 avril 201

Vu les statuts du Syndicat Mixte des Transports en commun de l'agglomération clermontoise approuvés par délibération du Comité syndical du 17 septembre 2020,

## PREAMBULE

Par les dispositions susvisées du code du patrimoine, l'Institut national de recherches archéologiques préventives a reçu mission de réaliser les opérations d'archéologie préventive prescrites par l'Etat. A ce titre, il est opérateur.
L'Inrap assure l'exploitation scientifique de ces opérations et la diffusion de leurs résultats. Il concourt à l'enseignement, à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie et exerce toutes les

activités qui se rattachent directement ou indirectement à l'accomplissement de ses missions et, notamment, par l'exploitation des droits directs et dérivés des résultats issus de ses activités.

En application de ces principes, l'Inrap, attributaire du diagnostic, doit intervenir préalablement à l'exécution des travaux projetés par l'aménageur pour réaliser l'opération d'archéologie préventive prescrite. Il établit le projet scientifique d'intervention.

Il est précisé que l'aménageur doit être entendu comme la personne qui projette d'exécuter les travaux, conformément à l'article R.523-3 du code du patrimoine.

L'opération de diagnostic est réalisée pour le compte de l'aménageur, à l'occasion de son projet d'aménagement. Elle est un préalable nécessaire.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT

## ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation par l'Institut national de recherches archéologiques préventives de l'opération de diagnostic décrite à l'article 3 ci-dessous, ainsi que l'ensemble des droits et obligations respectifs des deux parties dans le cadre de cette opération.

En tant qu'opérateur, l'Inrap assure la réalisation de l'opération dans le cadre du titre II du livre V du code du patrimoine. Il en établit le projet d'intervention et la réalise, conformément aux prescriptions de l'Etat. Il transmet la présente convention au préfet de région.

## ARTICLE 2 - CONDITIONS ET DELAIS DE MISE A DISPOSITION DU TERRAIN PAR L'AMENAGEUR POUR LA REALISATION DE L'OPERATION

### Article 2-1 - Conditions de mise à disposition du terrain

#### *Article 2-1-1 - Conditions de libération matérielle et juridique*

En application des dispositions du code du patrimoine relatives à l'archéologie préventive susvisées, l'aménageur est tenu de remettre le terrain à l'Inrap dans des conditions permettant d'effectuer l'opération. A cette fin, il met gracieusement à disposition le terrain constituant l'emprise du diagnostic et ses abords immédiats libérés de toutes contraintes d'accès et d'occupation sur les plans pratiques et juridiques. L'absence de toute contrainte consiste, sauf accord différent des parties, à libérer le terrain et ses abords immédiats de tous matériels, matériaux, stocks de terre, arbres, équipements et petites constructions et plus généralement tous éléments pouvant entraver le déroulement normal des opérations ou mettre en péril la sécurité du personnel.

Pendant toute la durée de l'opération, l'Inrap a la libre disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic. L'aménageur s'engage à ne pas intervenir sur le terrain pour les besoins de son propre aménagement sauf accord différent des parties et sous réserve des dispositions particulières précisées ci-après.

#### *Article 2-1-2 - Conditions tenant à la connaissance des réseaux*

En application de la règlementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, il appartient à l'aménageur de fournir obligatoirement à l'Inrap les demandes de travaux (à compter du 1er juillet 2012) avec les

réponses des différents exploitants de réseau concernés au plus tard dans les deux mois avant la date de mise à disposition du terrain.

L'aménageur fait procéder à ses frais aux piquetages des réseaux existants et les maintient en bon état.

Il prend en charge les investigations complémentaires, par des prestataires, si la localisation est classée trop imprécise (Réseau classé B ou C).

*Article 2-1-3 - Conditions particulières*

1) Conditions particulières liées aux caractéristiques du terrain

**L'aménageur procède préalablement à l'intervention de l'Inrap aux mesures suivantes :**

- **mise en place de barrières Heras ou autres dispositifs adaptés pour délimiter les zones de travail ;**
- **Découpe de l'enrobé, dépose des trottoirs + tous les travaux de génie civil nécessaire pour l'intervention des sondages ;**
- **si nécessaire l'évacuation des remblais ;**
- **le cas échéant, selon les recommandations mentionnées dans les retours des opérateurs**
- **réseaux relatifs à la DT, le marquage-piquetage, dans la zone de travaux, des réseaux souterrains et leur maintien en bon état comme l'exige la norme Afnor NF 70-003.**

**L'ensemble des préalables définis dans la présente convention sont réalisés par l'aménageur à ses frais.**

**L'aménageur s'engage à ce que les voies d'accès soient librement utilisables par l'Inrap.**
L'Inrap pourra clore, à ses frais, le chantier en cours si des risques particuliers apparaissent au cours de l'opération.

Dans l'hypothèse où en cours de réalisation de l'opération, des caractéristiques du terrain, non transmises à l'Inrap se révélaient, l'aménageur assumera le coût des interventions nécessaires et les parties en tireront toutes conséquences, notamment concernant les délais de réalisation de l'opération.

2) Conditions d'intervention de l'aménageur pendant la mise à disposition du terrain

Il est expressément convenu qu'il n'existe aucune condition particulière justifiant d'autoriser l'aménageur à intervenir pendant la durée de l'opération archéologique.

**Article 2-2 - Délai de mise à disposition du terrain et procès verbal de mise à disposition du terrain**

L'aménageur s'engage à mettre le terrain à la disposition de l'Inrap dans des conditions permettant d'effectuer l'opération archéologique, telles qu'elles sont précisées à l'article 2, au plus tard **le jour ouvré précédent le démarrage de l'intervention sur le terrain**. Tout report devra être précisé par avenant.

La carence de l'aménageur dans l'établissement des demandes de travaux en application de la règlementation sur la connaissance des réseaux provoquant un dépassement de la date ci-dessus entrainera le versement des pénalités de retard prévues à l'article 9.
Dans le cas où les concessionnaires n'auraient pas transmis de réponses malgré l'envoi par l'aménageur d'une lettre de rappel après un délai de 9 jours pour un envoi dématérialisé, et de 15 jours pour un envoi matérialisé (courrier, fax), l'aménageur ne pourra pas être tenu pour responsable d'un

dépassement de la date ci-dessus, et les pénalités de retard prévues à l'article 9 ne pourrons pas lui être appliquées.

Au moment de l'occupation du terrain, et pour chaque phase, l'Inrap dresse un procès verbal de mise à disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un sera remis à l'aménageur. Ce procès verbal a un double objet :

- il constate le respect du délai et la possibilité pour l'Inrap d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic qui, en conséquence, est placé sous sa garde et sa responsabilité,
- il constate le respect de l'ensemble des conditions de mise à disposition de ce terrain prévues au présent article.

En cas de désaccord entre l'Inrap et l'aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, l'Inrap se réserve la possibilité de faire constater par huissier, à ses frais, l'état du terrain. L'Inrap adressera ce constat d'huissier à l'aménageur dont les parties conviennent qu'il vaudra procès-verbal de début de chantier.

L'accès au terrain et son occupation sont maintenus et garantis par l'aménageur pendant toute la durée de l'opération archéologique à partir de la mise à disposition du terrain constatée par le procès verbal prévu ci-dessus et jusqu'à l'établissement du procès verbal de fin de chantier mentionné à l'article 8-1 ci-dessous.

Toute gêne ou immobilisation des équipes de l'Inrap en début de chantier notamment pour des motifs d'inaccessibilité du terrain entraînera un report automatique du calendrier de réalisation de l'opération prévu à l'article 4 ci-dessous, lequel sera constaté dans le procès verbal de mise à disposition ; la date de ce report de mise à disposition du terrain sera fixée d'un commun accord entre les parties. Dans cette hypothèse, les pénalités de retard prévues à l'article 9 seront dues par l'aménageur. Dans la mesure où cela interviendrait en cours de chantier, l'Inrap le signalera par courrier en recommandé avec accusé de réception à l'aménageur. Le report de calendrier se réalisera également de façon automatique.

### Article 2-3 - Situation juridique de l'aménageur au regard du terrain

**L'aménageur n'est pas propriétaire du terrain mais est titulaire d'un droit d'occupation du terrain sur le fondement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, lui permettant expressément de pénétrer sur le terrain, lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, notamment pour la réalisation des opérations d'archéologie préventive prescrites.**

## ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE L'OPERATION

### Article 3-1 - Nature de l'opération

L'opération d'archéologie préventive objet de la présente convention est constituée des travaux de diagnostic (phase de terrain et phase d'étude aux fins d'élaboration du rapport de diagnostic) décrits dans le projet scientifique d'intervention joint en annexe.

### Article 3-2 - Localisation de l'opération

La localisation de l'emprise du diagnostic –qui est définie par l'arrêté de prescription- est présentée en annexe avec le plan correspondant qui a été fourni ou validé par le service de l'Etat ayant prescrit le diagnostic.

## ARTICLE 4 - DELAIS DE REALISATION DU DIAGNOSTIC ET DE REMISE DU RAPPORT DE DIAGNOSTIC

D'un commun accord, l'Inrap et l'aménageur conviennent du calendrier défini ci-après. En application de l'article R.523-60 du code du patrimoine, l'Inrap fera connaître aux services de l'Etat (service régional de l'archéologie) les dates de début et de fin du diagnostic au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération.

Toute gêne ou immobilisation des équipes de l'Inrap en cours de chantier, y compris dans le cas de découverte fortuite de réseaux, entraînera un report automatique du calendrier de réalisation de l'opération. L'Inrap signalera l'évènement, par tous moyens doublé d'un courrier en recommandé avec accusé de réception à l'aménageur.

Il est précisé que dans le cas évoqué de découverte fortuite de réseaux, l'aménageur prendra en charge les investigations complémentaires et nécessaires ; les délais d'intervention de l'Inrap seront automatiquement augmentés du délai de celles-ci.
Aucune pénalité de retard de ce fait ne pourra être réclamée à l'Inrap.

### Article 4-1 - Date de début de l'opération

D'un commun accord entre les parties, la date de début de l'opération est le **1er octobre 2021 au plus tôt.**

Cette date est subordonnée :

- d'une part, à la mise à disposition des terrains dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus permettant à l'Inrap de se livrer à l'opération de diagnostic prescrite,
- d'autre part, à la désignation du responsable scientifique de l'opération par l'Etat,
- et enfin, à la signature de la présente convention.

### Article 4-2 - Durée de réalisation et date d'achèvement de l'opération

La réalisation de l'opération de diagnostic sera d'une durée de 15 jours ouvrés pour s'achever sur le terrain **au plus tard le 30 novembre 2021** compte tenu de la date fixée à l'article 4-1. Cette date pourra notamment être modifiée dans les cas et aux conditions prévus à l'article 4-4 ci-dessous.

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain, l'Inrap dresse un procès verbal de fin de chantier dans les conditions précisées à l'article 8-1 de la présente convention.

### Article 4-3 - Date de remise du rapport de diagnostic

D'un commun accord, les parties conviennent que la date de remise du rapport de diagnostic par l'INRAP au préfet de région est fixée au 14 février 2022, compte tenu de la date fixée à l'article 4-2.

Le préfet de région portera ce rapport à la connaissance de l'aménageur et du propriétaire du terrain.

### Article 4-4 - Conditions de modification du calendrier de l'opération archéologique en raison de circonstances particulières

En cas de circonstances particulières affectant la conduite du chantier, notamment en ce qui concerne le calendrier de l'opération, l'Inrap ou l'aménageur organise dans les meilleurs délais une réunion entre les parties concernées pour convenir des nouvelles modalités de l'opération et de leurs conséquences, lesquelles seront définies obligatoirement par avenant.

Les circonstances particulières pouvant affecter le calendrier de l'opération sont celles qui affectent la conduite normale du chantier, telles que notamment :

- les contraintes techniques liées à la nature du sous-sol,
- et les circonstances suivantes : intempéries, pollution du terrain, aléas imprévisibles et, de manière générale, en cas de force majeure, lesquelles rendent inexigibles les pénalités de retard.

Il est précisé que les intempéries (nature et période) doivent s'entendre au sens des articles L.5424-6 à L. 5424-9 du code du travail.

## ARTICLE 5 - PREPARATION ET REALISATION DE L'OPERATION (PHASE DE TERRAIN)

### Article 5-1 - Travaux et prestations réalisés par ou pour le compte de l'Inrap

#### *Article 5-1-1 - Principe*

L'Inrap effectue les seuls travaux et prestations indispensables à la réalisation de l'opération archéologique dans le cadre du titre II du livre V du code du patrimoine susvisé, directement ou indirectement par l'intermédiaire de prestataires / entreprises qu'il choisit et contrôle conformément à la réglementation applicable à la commande publique ou dans le cadre de collaboration scientifique avec d'éventuels organismes partenaires.

Il fait son affaire de toute démarche administrative liée à l'exercice de ses travaux et prestations, notamment les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT).

#### *Article 5-1-2 - Installations nécessaires à l'INRAP et signalisation de l'opération*

L'Inrap ainsi que ses prestataires / entreprises ou partenaires peuvent installer sur le chantier tout cantonnement utile à la réalisation de l'opération.

L'Inrap peut installer tout panneau de chantier destiné à signaler au public son intervention sur le site.

#### *Article 5-1-3 - Hygiène et sécurité des personnels*

Dans le cas où il y aurait coexistence sur le chantier des deux activités, la juxtaposition d'ouvrages peut éventuellement générer des interférences avec des incidences en matière de santé et sécurité au travail. Les deux maitrises d'ouvrage, l'Inrap au titre de l'opération archéologique et l'aménageur au titre de ses travaux d'aménagement, s'engagent à se rapprocher pour convenir de toutes mesures de nature à assurer la meilleure sécurité des personnels et du site. Elles s'engagent en particulier à demander à leurs personnels en charge de la sécurité ainsi qu'à leurs éventuels coordonnateurs-sécurité-protection-santé (SPS) respectifs de se rapprocher pour arrêter les mesures concrètes correspondantes.

**L'aménageur garantit à l'Inrap que le site concerné par l'opération archéologique n'est pas classé SEVESO.**

### Article 5-2 - Engagements de l'aménageur

Il est préalablement rappelé que, conformément à l'article R. 523-32 du code du patrimoine, la convention ne peut avoir pour effet la prise en charge, par l'Inrap, de travaux ou d'aménagements du chantier qu'impliquait, en tout état de cause, la réalisation du projet de l'aménageur.

Outre les travaux et aménagements qu'impliquait la réalisation de son propre projet, l'aménageur s'engage à :

- faire son affaire de toutes les questions liées à l'occupation temporaire des terrains, de leurs abords et de leurs voies d'accès,
- fournir à l'Inrap tous renseignements utiles, dont il a connaissance, relatifs aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés (canalisations,...) et à leurs exploitants,
- fournir à l'Inrap copie des analyses de sol et des éventuels rapports de pollutions,
- fournir à l'Inrap les certificats d'urbanisme délivrés, le cas échéant, à l'aménageur,
- **fournir à l'INRAP un état parcellaire indiquant les numéros de parcelle, les nom et adresse des propriétaires,**
- **fournir à l'INRAP copie de l'étude géotechnique,**
- fournir à l'INRAP le plan du projet d'aménagement, le plan topographique et un plan cadastral,
- fournir à l'Inrap le projet d'aménagement mentionnant l'emprise totale du projet et les altitudes,
- fournir à l'Inrap le plan des distances de sécurité à respecter vis-à-vis des bâtiments existants en élévation

**Article 5-3 - Engagements de l'Inrap en matière d'environnement et de développement durable**

L'Inrap intègre le développement durable et la préservation de l'environnement à sa démarche scientifique et administrative. A cette fin, il définit et met en œuvre des mesures de protection dans le cadre de la réalisation des opérations de diagnostic d'archéologie préventive.

**Article 5-4 - Conditions de restitution du terrain à l'issue de l'opération**

**A l'issue de l'opération, l'Inrap procèdera à un rebouchage sommaire du terrain. La terre végétale sera triée et replacée en couche supérieure. Aucun compactage ne sera opéré.**
**Tous travaux ou études relatifs à la capacité du sol en place au regard de la construction projetée seront à la charge de l'aménageur.**

## ARTICLE 6 - REPRESENTATION DE L'INRAP ET DE L'AMENAGEUR SUR LE TERRAIN - CONCERTATION

Les personnes habilitées à représenter l'Inrap auprès de l'aménageur, notamment pour la signature des procès verbaux mentionnés ci-dessus, sont : Monsieur Philippe Julhes, Directeur de la Région Rhône-Alpes / Auvergne de l'Inrap, ou la personne ayant reçu délégation écrite à cette fin.

**Les personnes habilitées à représenter l'aménageur auprès de l'Inrap, notamment pour la signature des procès-verbaux mentionnés ci-dessus, sont : Monsieur Pascal Malassenet en sa qualité de Directeur de Projet InspiRe, ou la personne ayant reçu délégation écrite à cette fin.**

## ARTICLE 7 - APPORTS DE L'AMENAGEUR A TITRE GRATUIT

Sans objet

## ARTICLE 8 - FIN DE L'OPERATION

**Article 8-1 - Procès verbal de fin de chantier**

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic, l'Inrap dresse, pour chaque phase, un procès verbal de fin de chantier, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un est remis à l'aménageur.

Ce procès-verbal a un triple objet :
- il constate la cessation de l'occupation par l'Inrap et fixe en conséquence la date à partir de laquelle l'Inrap ne peut plus être considéré comme responsable de la garde et de la surveillance du terrain constituant l'emprise du diagnostic et à partir de laquelle l'aménageur recouvre l'usage de ce terrain ;
- il constate également l'accomplissement des obligations prévues par la présente convention,
- il mentionne, le cas échéant, les réserves formulées par l'aménageur, sans pour autant que celles-ci fassent obstacles au transfert de garde. Dans ce cas, un nouveau procès verbal constatera la levée de ces réserves.

En cas de désaccord entre l'Inrap et l'aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, l'Inrap se réserve la possibilité de faire constater par huissier, à ses frais, l'état du terrain. L'Inrap adressera ce constat d'huissier à l'aménageur dont les parties conviennent qu'il vaudra procès-verbal de fin de chantier.

### Article 8-2 - Contrainte archéologique

Le procès-verbal de fin de chantier ne vaut pas libération du terrain ni autorisation de réalisation des travaux projetés par l'aménageur.

Il appartient au préfet de région, qui en informera directement l'aménageur, de déterminer les suites à donner au présent diagnostic dans les conditions prévues par l'article R. 523-19 du code du patrimoine.

## ARTICLE 9 - CONSEQUENCES POUR LES PARTIES DU DEPASSEMENT DES DELAIS FIXES PAR LA CONVENTION – PENALITES DE RETARD

### Article 9-1 - Domaine d'application des pénalités de retard

En application de l'article R. 523-31-4° du code du patrimoine, le dispositif de pénalités de retard s'applique :
- en cas de dépassement par l'aménageur des délais fixés à l'article 2-2 ci-dessus ;
- en cas de dépassement par l'Inrap des délais fixés aux articles 4-2 et 4-3 ci-dessus.

Aucune pénalité de retard ne peut être réclamée pour tout autre retard qui ne serait pas imputable à la partie concernée et notamment en cas de circonstances particulières telles que définies par l'article 4-4 ci-dessus.

### Article 9-2 - Montant, calcul et paiement des pénalités de retard

La pénalité due par l'aménageur sera de 1,00 € par jour ouvré de retard au-delà de la date de mise à disposition du terrain prévue à l'article 2-2. Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de mise à disposition du terrain constatée sur le procès verbal correspondant.

Les pénalités seront déclenchées après mise en demeure de l'Inrap.

La pénalité due par l'Inrap sera de 1,00 € par jour ouvré de retard au-delà des délais prévus aux articles 4-2 et 4-3 (délais de réalisation de l'opération et date de remise du rapport de diagnostic). Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de fin de l'opération sur le terrain constatée sur le procès verbal de fin de chantier ou de la date de remise du rapport de diagnostic par l'Inrap au préfet de région.

Les pénalités seront déclenchées après mise en demeure de l'aménageur.

## ARTICLE 10 - COMMUNICATION SCIENTIFIQUE – VALORISATION

Aux fins d'exercice de ses missions de service public d'exploitation scientifique des opérations d'archéologie préventive et de diffusion de leurs résultats, de concours à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie, l'Inrap exerce toutes les activités qui se rattachent directement ou indirectement à l'accomplissement de ses missions et exploite les droits directs et dérivés des résultats qui en sont issus. Il est titulaire des droits d'auteur afférents aux œuvres créées dans le cadre de l'exercice de ses missions de service public. Il diffuse les résultats scientifiques de ses opérations selon les modalités qu'il juge appropriées.

### *Article 10-1 – Réalisation de prises de vue photographique et de tournages*

1) Dans le cadre de l'exercice de ses missions de service public, et dans la mesure où lui seul peut autoriser l'entrée sur les chantiers archéologiques placés sous sa responsabilité et dans le cadre de la garde des objets mobiliers provenant de l'opération archéologique qui lui est confiée, l'Inrap peut librement :

- réaliser lui-même, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages, quels qu'en soient les procédés et les supports, et exploiter les images ainsi obtenues quelle qu'en soit la destination ;
- autoriser des tiers à réaliser eux-mêmes, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages et à exploiter ces images, nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont ces tiers devront faire leur affaire auprès des ayants droit (services de l'Etat, propriétaire du terrain,...).

2) La réalisation de prises de vues photographiques ou de tournages par l'aménageur sur le présent chantier archéologique, est soumis à l'accord préalable du responsable scientifique de l'opération à l'Inrap pour la définition des meilleures conditions de ces prises de vues ou tournages, eu égard au respect des règles de sécurité inhérentes au chantier et au plan de prévention établi entre l'Inrap et l'équipe de tournage, aux caractéristiques scientifiques et au planning de l'opération. Cette démarche vaut quels que soient les procédés, les supports et la destination des images, et nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne le droit à l'image des archéologues présents sur le site, la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont l'aménageur devra faire son affaire.

### *Article 10-2 – Actions de communication locale autour du chantier*

Lorsque l'implantation et la nature de l'opération archéologique le justifient, l'Inrap mettra en place un dispositif d'information sur cette opération, son objet et ses modalités, auquel l'aménageur pourra éventuellement s'associer.

### *Article 10-3 – Actions de valorisation ou de communication autour de l'opération*

L'Inrap et l'aménageur pourront convenir de coopérer à toute action de communication ou de valorisation de la présente opération et de ses résultats, notamment par convention particulière à laquelle d'autres partenaires pourront être associés. Cette convention définira la nature et les modalités de réalisation de l'action que les parties souhaitent conduire, ainsi que les modalités de son financement.

## ARTICLE 11 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Pour toute contestation pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, attribution de compétence est donnée au tribunal administratif de Clermont-Ferrand après épuisement des voies de règlement amiable.

## ARTICLE 12 - PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

La convention comprend le présent document et les annexes suivantes :
- annexe 1 : projet scientifique d'intervention
- annexe 2 : Situation de l'emprise du diagnostic
- **annexe 3 : Attestation d'accord du propriétaire du(des) terrain(s) (à fournir par l'aménageur, exemple de rédaction joint)**

Fait en deux exemplaires originaux

A Bron,
Le 30 SEP. 2021

Pour l'Institut national de recherches archéologiques préventives,
Par délégation de signature
Le Directeur régional
Monsieur Philippe Julhes,

INRAP Auvergne-Rhône-Alpes
Par délégation de signature
Philippe JULHES
Directeur régional

A Clermont-Ferrand
Le 27 SEP. 2021

Pour le SMTC

SMTC
SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE

Le Président
Monsieur François Rage,

Acquitté en préfecture
Le 6 - OCT. 2021

**ANNEXE 1**
**Projet scientifique d'intervention**
**(pages suivantes)**

---

**ANNEXE 2**
**Situation de l'emprise du diagnostic**
**(page suivante)**

Département : PUY-DE-DOME
Commune : Cournon d'Auvergne
Lieu-dit : Projet InspiRe secteur 10
Surface totale de l'emprise du diagnostic : 71 400 m²

---

*ANNEXE 3*
***Attestation du propriétaire du terrain pour accord***
***(à fournir par l'aménageur, exemple de rédaction joint)***

*Je vous remercie de bien vouloir nous faire parvenir une autorisation de sondages des propriétaires des terrains, dont un* ***exemple de rédaction*** *vous est proposé ci-dessous :*

*« Dans le cadre de l'arrêté n°[illegible] du Préfet de région édictant la prescription de la présente opération archéologique, je soussigné(e) [illegible], agissant en qualité de [illegible], domicilié [illegible], propriétaire des parcelles [illegible], autorise l'INRAP à procéder à des sondages archéologiques sur ces terrains.»*

***Je vous saurai gré de bien vouloir me transmettre ces autorisations dûment signées par les propriétaires concernés, par fax et par courrier.***

***Nous vous rappelons que nous ne pourrons pas intervenir sans ces autorisations.***

---

Diagnostic archéologique D137749

COURNON-D'AUVERGNE (63) Projet inspiRe secteur 9

# Projet scientifique d'intervention

## 1.- Identification administrative de l'opération

| | | | |
|---|---|---|---|
| Région | **Auvergne-Rhône-Alpes** | Département | **Puy-de-Dôme** |
| Commune | **Cournon-d'Auvergne** | | |
| Lieu-dit | **Projet inspiRe secteur 9** | | |
| Cadastre | **Cournon-d'Auvergne : voir liste dossier numérique** | | |

| Prescription | N° Arrêté | Réception | Surface | Attribution | Envoi projet |
|---|---|---|---|---|---|
| Initiale | **2021-192** | **08/03/2021** | **71400 m²** | **01/01/1900** | **26/07/2021** |
| Modification | | | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Contexte actuel | **Rural** | Contexte particulier | **Sous terre** |
| Nature archéologique | **Non stratifié** | | |

## 2.- Problématique scientifique

La prescription de l'État assigne aux objectifs scientifiques définis dans l'article 3 de l'arrêté, dans le cadre du projet « InspiRe, secteur 9»

De nombreuses occupations appartenant à la Préhistoire récente et aux âges des métaux bordent le paléolac de Sarlième sur ses terrasses orientales. Des occupations antiques et médiévales sont également recensées : de nombreux établissements antiques qui structurent les campagnes (fermes, villae). Des occupations funéraires antiques peuvent occuper l'ancien lac de Sarlième, colmaté à cette époque.

- ***Profil du responsable d'opération :***

Spécialité : Généraliste

## 3.- Contraintes techniques

**Préalables**

Le responsable d'opération devra s'assurer de la sécurité de l'intervention avec le concours de l'assistant de prévention régional en vérifiant notamment les réponses aux DICT.

L'aménageur doit permettre le libre accès aux parcelles concernées par l'arrêté de diagnostic et les libérer de tous les éléments qui entraveraient la réalisation des tranchées d'évaluation. Il doit assurer par ailleurs :

- Obtenir les arrêtés de circulation et faire la mise en sécurité ;

- mise en place de barrières Heras pour délimiter les zones de travail ;

- Découpe de l'enrobé, dépose des trottoirs + tous les travaux de génie civil nécessaire pour l'intervention des sondages ;

- si nécessaire l'évacuation des remblais ;

- le cas échéant, selon les recommandations mentionnées dans les retours des opérateurs réseaux relatifs à la DT, le marquage-piquetage, dans la zone de travaux, des réseaux souterrains et leur maintien en bon état comme l'exige la norme Afnor NF 70-003.

# 4.- Méthodes et techniques envisagées

**Principes généraux**

L'intervention se déroule en deux temps :

- la phase dite phase terrain qui correspond aux travaux de terrassement et de fouille réalisés sur le site ;

- la phase dite phase d'étude qui englobe la saisie et l'analyse descriptive des données archéologiques par le responsable d'opération, la réalisation des illustrations par un dessinateur spécialisé en DAO, ainsi que la rédaction de la synthèse chronologique et la restitution du site au sein des problématiques historiques locales et régionales.

**Mise en œuvre du diagnostic**

L'implantation des sondages, leur géométrie et leur profondeur seront adaptées aux exigences scientifiques de l'intervention. Ils seront réalisés à l'aide d'une mini pelle de 10T. équipée d'un godet lisse de 1,60 m à 1,80 m de largeur.

Le cas échéant des carottages pourront être réalisés.

Les aménagements anthropiques découverts seront relevés en plan et, éventuellement, en élévation. Des coupes ou des logs stratigraphiques seront relevés dans tous les sondages.

La documentation de fouille (mobilier, matériel biologique, prélèvements, photographies, minutes et documents écrits) sera inventoriée en conformité avec l'arrêté du 27 septembre 2004. Le mobilier sera conditionné et traité conformément aux instructions stipulées dans l'arrêté du 16 septembre 2004.

## 5.- Volume des moyens prévus (en jours)

| | Préparation | Terrain | Etude | Opération |
|---|---|---|---|---|
| Responsable Opération | 1 J | 15 J | 8 J | **24 J** |
| Coordinateur sécurité | J | 7 J | J | **7 J** |
| Technicien | J | 15 J | 5 J | **20 J** |
| Technicien Spécialisé | J | J | 1 J | **1 J** |
| Topographe | J | 3 J | 3 J | **6 J** |
| **Totaux** | **1 J** | **40 J** | **17 J** | **58 J** |

- ***Moyens particuliers***

| Terrain | Etude |
|---|---|
| Une mini pelle de 10 t. durant 15 jours (hors rebouchage). | 500 euros pour couvrir les frais d'analyses (datations 14C…), qui ne relèvent pas des frais imputés à l'aménageur. |

## 6.- Délais de réalisation

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Préparation** | 1 jour | **Terrain** | 15 jours | **Etude** | 8 jours |
| **Remise rapport** | Voir la convention | | | | |

## 7.- Observations complémentaires

| |
|---|
| |

**Directeur-adjoint Scientifique et Technique**

| Nom du DAST |
|---|
| **GAIME, Sébastien** |

## COURGNON D'AUVERGNE (63) - D137749 - Projet InspiRe, secteur 9

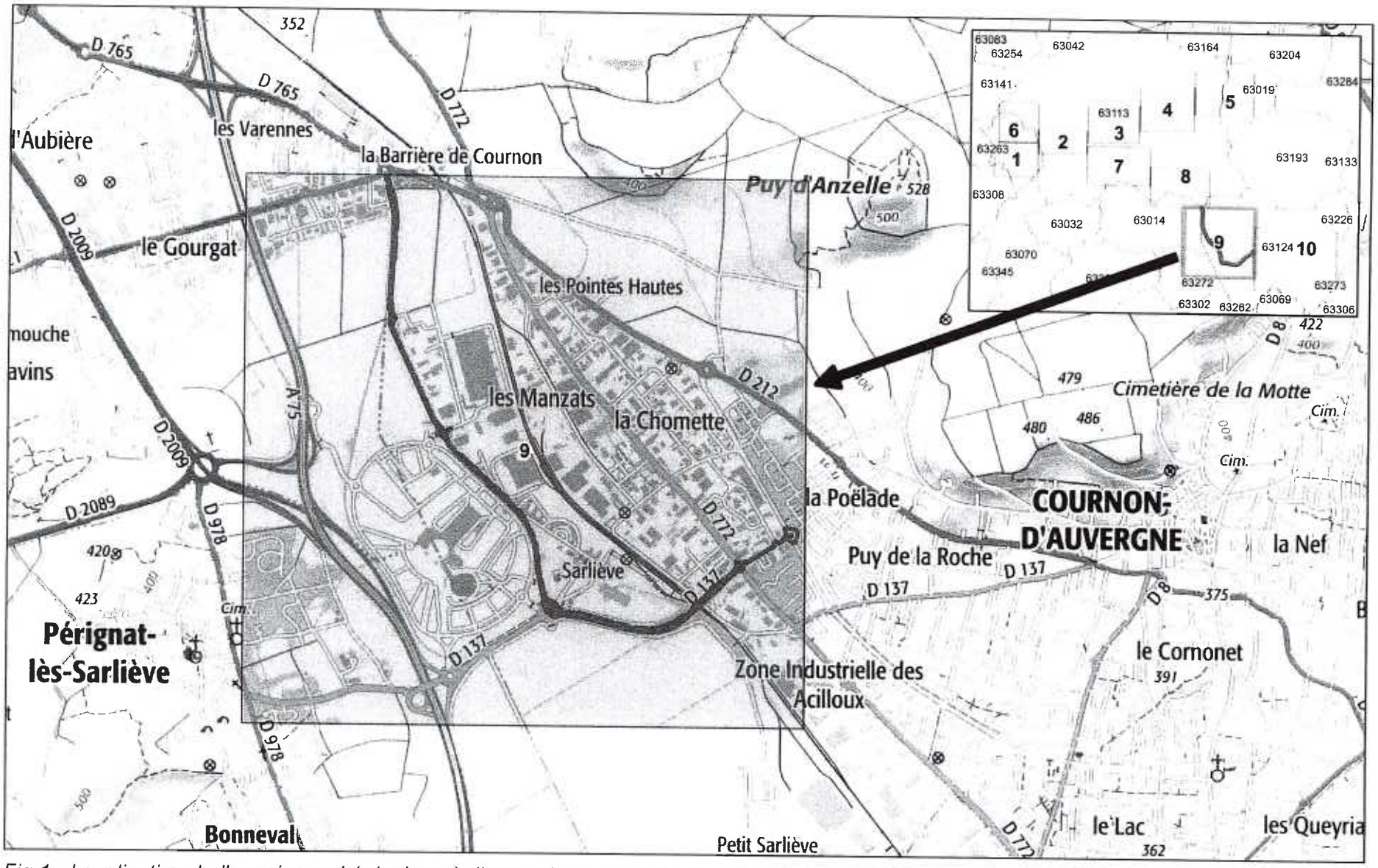



*Fig 1 - Localisation de l'emprise archéologique à diagnostiquer sur le secteur 9 du projet (WMS CRAIG : IGN Scan Express Standart)*




Fig.2 - Localisation de l'emprise archéologique à diagnostiquer - Secteur 9 (WMS CRAIG Carte IGN : BDORTHO WM)

Syndicat Mixte des Transports en Commun
de l'agglomération clermontoise
2 bis, rue de l'Hermitage
63063 Clermont-Ferrand Cedex 1

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRDE-AU

**L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre à 17h30**, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération clermontoise s'est réuni en session plénière, salle de conférences au siège social, 2 bis rue de l'Hermitage à Clermont Ferrand, sous la présidence du Président du SMTC-AC.

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 31 titulaires et 31 suppléants |
| Nombre de membres présents : | 27 en début de séance<br>24 en fin de séance |
| Nombre de procuration : | 2 en début de séance<br>4 en fin de séance |
| Date de la convocation : | 15 octobre 2021 |
| Secrétaire de séance : | Thomas WEIBEL |

**Présents :**
Claude AUBERT ; Jérôme AUSLENDER ; Richard BERT ; Christophe BERTUCAT ; Cyril CINEUX ; Marie DAVID ; Jean DELAUGERRE; Christiane DEMOUSTIER ; Alain DOCHEZ ; Sébastien DONADIEU ; Eric EGLI ; Sondès EL HAFIDHI ; Blandine GALLIOT ; Laurent GANET ; Henri GISSELBRECHT ; Eric HAYMA ; Aurélio MACIAN ; Patrick NEHEMIE ; Flavien NEUVY ; Jean-Paul PRESLE ; François RAGE ; Raïssa RAY ; Stanislas RENIE ; Thierry VATIN ; Gilles VESCOVI ; Odile VIGNAL ; Louis VIVIER ; Thomas WEIBEL.

**Procurations à l'ouverture de séance :**
Marie DAVID à Claude AUBERT ; Jean-Marc MORVAN à Flavien NEUVY.

**Arrivée et départs en cours de séance :** Marie DAVID (arrivée à 18h40) ;
Claude AUBERT (départ à 18h45 donne pouvoir à Marie DAVID) ; Sébastien DONADIEU (départ à 18h35) ; Henri GISSELBRECHT (départ à 19h15 donne pouvoir à Laurent GANET) ; Stanislas RENIE (départ à 19h10 donne pouvoir à Thierry VATIN).

**Représentés par leur suppléant :** Marcel ALEDO représenté par Alain DOCHEZ ; Fanny BLANC représentée par Louis VIVIER ; Nicolas BONNET représenté par Odile VIGNAL ; Serge PICHOT représenté par Raïssa RAY ; Christophe VIAL représenté par Eric HAYMA.

**Déléguées titulaires excusées** : Dominique BALICHARD ; Annie LEVET.

# REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 21 OCTOBRE 2021
# COMPTE-RENDU - DECISION DU PRESIDENT

**OBJET : CONTRAT DE PRET POUR LE FINANCEMENT D'INVESTISSEMENTS**

Vu l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la délibération n°5 du Comité syndical du 30 juillet 2020, portant délégation d'attribution de l'organe délibérant au Président,

Considérant l'impact de la crise sanitaire Covid-19 sur les finances du SMTC-AC,

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRDE-AU

Le Président a décidé de contracter un prêt auprès de la Caisse d'Epargne, ayant pour objet le financement d'investissements.

Contrat : Ligne de Trésorerie
Organisme bancaire : Caisse d'Epargne
Montant : 10 000 000 €
Durée : 364 jours
Taux d'intérêt : taux fixe de 0,20%
Périodicité des intérêts : mensuel
Commission de non-utilisation : 0,02% de la différence entre le montant de la ligne de trésorerie et l'encours moyen des tirages sur le mois
Commission d'engagement : 3 000 € soit 3% du montant de la ligne

Le ~~Président du~~ SMTC-AC

SMTC SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION CLERMONTOISE

François RAGE

**Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.**
**Au registre sont les signatures.**

**Certifié exécutoire par le Président du SMTC, compte tenu de la réception en Préfecture le :**
**et de la publication le :**

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRDE-AU

# *Cahier des charges pour une ligne de trésorerie*

## 1. Présentation de l'opération

La situation sanitaire due à la pandémie du covid-19 a entraîné un ralentissement économique né en 2020, ralentissement dont les répercussions pour la trésorerie du SMTC-AC sont encore visibles en 2021 tout en étant bien moindre. Ces répercussions sont en effet beaucoup moins importantes que pour 2020 et ne représentent en quelque sorte que la queue de comète du passage plus difficile de l'année passée.

D'une part, la baisse de fréquentation des transports en commun génère une baisse momentanée des recettes commerciales, ce qui, malgré une baisse passagère de l'offre de transport, (c'est-à-dire une baisse de charge pour le SMTC) accroit quand même le besoin de trésorerie.

D'autre part, les dispositions de reports de charges et de chômage partiel mises en œuvre par le gouvernement ont passablement ralenti le recouvrement du versement mobilité par l'URSSAF. Le versement mobilité reste une recette structurellement très dynamique *(+6,3% en 2019 par rapport à 2018, et +2,6% en 2020par rapport à 2019)* mais connait encore un ralentissement conjoncturel en 2021 qui, s'il est bien moindre qu'en 2020, accroit cependant légèrement notre besoin de trésorerie pour cette gestion.

## 2. Conditions de l'opération

Le SMTC-AC souhaite :

- S'assurer le financement de ses besoins en trésorerie à des conditions garanties et conformes
- Optimiser la charge de ses frais financiers

En conséquence :
Les candidats garantiront les conditions de prêt sur toute la période (intérêts et frais annexes notamment). Ils s'appliqueront à répondre de façon très précise au cahier des charges, notamment sur les aspects techniques de l'emprunt (base de calcul des intérêts, clauses…).

## 3. Les propositions attendues

Caractéristiques générales :

- Montant : le montant total de l'emprunt est fixé à 10 000 000 € sur une durée d'un an à compter du 01/05/2021.

Envoyé en préfecture le 29/10/2021
Reçu en préfecture le 29/10/2021
Affiché le
ID : 063-256300120-20211021-20211021_CRDE-AU

Caractéristiques de l'emprunt :

Type de contrat : **Ligne de trésorerie**
Montant : 10 000 000 €
Durée : 1 an à compter du 15/05/2021
Périodicité des intérêts : mensuelle ou trimestrielle

***Les établissements préciseront :***

- Le ou les index utilisés : Eonia (ou T4M) ou EUR 1 ou 3 mois ou taux fixe
- La marge appliquée sur l'index
- La présence éventuelle d'un floor à 0,00% sur index
- Les modalités des versements et remboursements des fonds (préavis, rapidité de mise à disposition, montant minimum des tirages et remboursements)
- Le mode de calcul des intérêts (base de calcul, périodicité de facturation)
- Les commissions de réservation ou d'engagement
- Les commissions de non utilisation (compte tenu du fait que certains emprunteurs n'en facturent pas, elle devra être réduite au minimum)

## 4. Présentation des offres :

***Calendrier :***

- Date limite de réception des offres : le 16/04/2021 à 12h00.
- Date du choix définitif : le 23/04/2021.

Les offres seront transmises par courrier électronique à :

thomas.phamvan@smtc-clermontferrand.com

Et

aurelie.troncy@smtc-clermontferrand.com